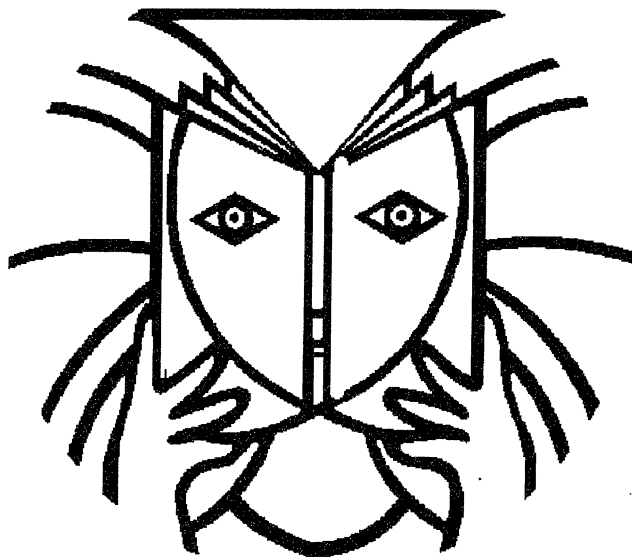




National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada



***Microfilmed 2001***

***for the***

**OFFICIAL PUBLICATIONS  
COLLECTION**

***of the***

**NATIONAL LIBRARY  
OF CANADA**

**OTTAWA**

***Microfilmed by  
the NATIONAL ARCHIVES  
OF CANADA***

***Microfilmé 2001***

***pour la***

**COLLECTION  
DES PUBLICATIONS  
OFFICIELLES**

***de la***

**BIBLIOTHÈQUE  
DU CANADA**

**OTTAWA**

***Microfilmé par  
les ARCHIVES NATIONALES  
DU CANADA***

# DOCUMENTS DE LA SESSION.

---

VOLUME 9.

---

QUATRIÈME SESSION DU QUATRIÈME PARLEMENT

DU

54411

CANADA.

---

SESSION DE 1882.

---





---

IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON, OTTAWA.

---









---



---

## LISTE DES DOCUMENTS DE LA SESSION.

---



---

### CLASSÉS PAR ORDRE NUMÉRIQUE ET EN VOLUMES.

---



---

#### MATIÈRES DU VOLUME A.

- A..... **RECENSEMENT** :—Rapport du recensement des provinces de l'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Île du Prince-Édouard, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et des Territoires, fait au mois d'avril 1881 ; vol. I.

---

#### MATIÈRES DU VOLUME N° 1.

- N° 1... **COMMERCE ET NAVIGATION** :—Tableaux du commerce et de la navigation du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1881.

---

#### MATIÈRES DU VOLUME N° 2.

- 2... **COMPTES PUBLICS** :—Pour l'exercice terminé le 30 juin 1881.

Budget du Canada, pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1883.

Budget supplémentaire des sommes nécessaires au service du Canada, pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1882.

Autre budget supplémentaire des sommes nécessaires au service du Canada, pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1882.

Budget supplémentaire des sommes nécessaires au service du Canada, pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1883.

Autre budget supplémentaire des sommes nécessaires au service du Canada, pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1883.

---

#### MATIÈRES DU VOLUME N° 3.

- 3... **REVENU DE L'INTÉRIEUR** :—Rapports, états et statistique du revenu de l'intérieur du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1881.

SUPPLÉMENT N° 1 :—Statistique des canaux, pour la fin de la saison de navigation de 1881.

SUPPLÉMENT N° 2 :—Poids et mesures, 1881.

SUPPLÉMENT N° 3 :—Falsification des substances alimentaires, pour 1882.

SUPPLÉMENT N° 3 :—Analyse de l'eau, 1882.

- 4... **DIRECTEUR GÉNÉRAL DE POSTES** :—Rapport du directeur général des postes, pour l'année expirée le 30 juin 1881.

## MATIÈRES DU VOLUME N° 4.

- N° 5... MARINE ET PÊCHERIES :—Rapport du ministre de la marine et des pêcheries, pour l'année expirée le 30 juin 1881.
- SUPPLÉMENT N° 1 :—Rapport du président du bureau d'inspection des bateaux à vapeur, etc., pour l'année terminée le 31 décembre 1881.
- SUPPLÉMENT N° 2 :—Rapport du commissaire des pêcheries, pour l'année terminée le 31 décembre 1881.

## MATIÈRES DU VOLUME N° 5.

- 6... AFFAIRES DES SAUVAGES :—Rapport annuel du département des affaires des sauvages, pour l'année expirée le 31 décembre 1881.
- 7... TRAVAUX PUBLICS :—Rapport annuel du ministre des travaux publics, pour l'exercice expiré le 30 juin 1881.
- 8... CHEMINS DE FER ET CANAUX :—Rapport annuel du ministre des chemins de fer et canaux, pour l'exercice expiré le 30 juin 1881.
- 8a... STATISTIQUE DES CHEMINS DE FER DU CANADA :—Capital, trafic et frais d'exploitation des chemins de fer du Canada, pour l'année expirée le 30 juin 1881.

## MATIÈRES DU VOLUME N° 6.

- 9... MILICE :—Rapport sur l'état de la milice du Canada, pour l'année 1881.
- 10... AUDITEUR GÉNÉRAL :—Rapport de l'auditeur général sur les comptes des crédits ouverts, pour l'exercice terminé le 30 juin 1881.

## MATIÈRES DU VOLUME N° 7.

- 11... AGRICULTURE :—Rapport du département de l'agriculture, pour l'année 1881.
- STATISTIQUE CRIMINELLE :—Annexe au rapport du ministre de l'agriculture, pour l'année 1881.
- Rapport de la commission honoraire au sujet de l'exposition internationale de Melbourne, 1880-81.
- Rapport de la commission honoraire au sujet de l'exposition internationale de Sydney, 1879.
- 12... PÉNITENCIERS :—Rapport du ministre de la justice au sujet des pénitenciers du Canada, pour l'année expirée le 30 juin 1881.
- 13... BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT :—Rapport du bibliothécaire.

## MATIÈRES DU VOLUME N° 8.

- 14... RELEVÉS ET ÉTATS DES ASSURANCES :—Relevé de 1881, et rapport du surintendant pour 1880.
- 14a. Relevé de l'assurance sur la vie au Canada, pour 1881.
- 15... DÉPENSES IMPRÉVUES :—Etat des paiements portés aux dépenses imprévues, en vertu d'arrêtés du conseil, depuis le 1er juillet 1881 jusqu'à date, conformément à l'acte 44 Vic., ch. 2, cédule B.
- 16... BUCHANAN, — :—Réponse à ordre; correspondance relative à l'indemnité aux amis de —Buchanan, tué à Sussex l'été dernier, par l'explosion d'un obus. (*Pas imprimée.*)

- N° 17.... **SECRETÉAIRE D'ÉTAT DU CANADA** :—Rapport du secrétaire d'Etat du Canada pour l'année expirée le 31 décembre 1881.
- 18.... **INTÉRIEUR** :—Rapport du département de l'intérieur, pour l'année expirée le 30 juin 1881.
- 19.... **HAVRE DE PORT-STANLEY** :—Réponse à ordre ; état des recettes et dépenses de la compagnie du chemin de fer Grand-Occidental au sujet du havre de Port-Stanley ; aussi correspondance relative à la perte du bateau remorqueur *Hall*, dans le havre de Port-Stanley en novembre dernier. (*Pas imprimée.*)
- 20.... **CANAL WELLAND** :—Conventions intervenues entre H. J. Beemer et Sa Majesté la reine Victoria, représentée par le ministre des chemins de fer et canaux, pour l'achèvement de la section n° 27 du canal Welland.
- 20a.. Réponse à adresse ; annonces demandant des soumissions pour l'exécution des travaux sur la section 27 du canal Welland, etc. ; aussi toute correspondance, etc., relative à la remise faite par MM. Murray, Hunter et Cie de leur contrat pour travaux sur le canal Welland.
- 20b.. Réponse à adresse ; copie de toutes soumissions reçues par le département des chemins de fer et canaux pour l'éclairage du canal Welland au moyen de la lumière électrique. (*Pas imprimée.*)
- 20c.. Réponse à ordre ; rapports faits par James Cowan, écr., arbitre du gouvernement, sur les demandes d'indemnités faites par les propriétaires riverains de la Grande Rivière, en amont de la retenue supérieure du canal Welland. (*Pas imprimée.*)
- 21.... **BAPTÊMES, MARIAGES ET SÉPULTURES** :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures, pour l'année 1881. (*Pas imprimée.*)

### MATIÈRES DU VOLUME N° 9.

- 22.... **BANQUES** :—Listes des actionnaires des diverses banques du Canada.
- 23.... **BATEAUX PASSEURS, QUÉBEC ET LÉVIS** :—Réponse à adresse ; correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'établissement, entre Québec et Lévis, d'un système de bateaux-passeurs devant relier l'Intercolonial au chemin de fer Q., M., O. et O. (*Pas imprimée.*)
- 24.... **SOREL, PROPRIÉTÉS DU GOUVERNEMENT VENDUES** :—Réponse à ordre, état indiquant les propriétés vendues par le gouvernement dans la ville de Sorel et les paroisses voisines, depuis septembre 1873 jusqu'à date, le prix payé et les noms des acheteurs. (*Pas imprimée.*)
- 25.... **DRAGAGE DE LA RIVIÈRE DU LOUP** :—Réponse à ordre ; rapport de l'ingénieur nommé pour faire l'examen de l'embouchure de la rivière du Loup (*en haut*), afin de s'assurer quel serait le coût du dragage qui permettrait aux navires d'y entrer à la saison des basses eaux. (*Pas imprimée.*)
- 26.... **SOREL, TERRAINS DU GOUVERNEMENT** :—Réponse à ordre ; état indiquant les terrains que possède le gouvernement dans la ville de Sorel, leur étendue, et le revenu depuis le 1er juillet 1867. (*Pas imprimée.*)
- 27.... **MISSION DE M. LANG AU MANITOBA** :—Réponse à ordre ; document se rapportant à la mission de M. Lang, du département de l'intérieur, l'été dernier, au Manitoba, au sujet des terres non-patentées de cette province. (*Pas imprimée.*)
- 28.... **RÉSERVE DES SAUVAGES, ANDERDON** :—Réponse à ordre ; correspondance relative à la remise d'intérêt faite aux acquéreurs de terres sur la réserve des sauvages dans le canton d'Anderdon, comté d'Essex. (*Pas imprimée.*)
- 29.... **PORT DE BELLE-CREEK, I.P.E.** :—Réponse à ordre ; correspondance, etc., relative aux améliorations au port de Belle-Creek, comté de Queen, Ile du Prince-Edouard. (*Pas imprimée.*)
- 30.... **PAROISSE DE SAINT-PIERRE, PATENTES POUR TERRES** :—Réponse à ordre ; correspondance relative à des demandes de patentes pour terres dans la paroisse de Saint-Pierre. (*Pas imprimée.*)
- 30a.. **PERMIS DE COUPE DE BOIS, T.N.O.** :—Réponse à adresse ; état faisant connaître le nombre de permis de couper du bois sur les terres du gouvernement dans le Manitoba, Kewatin et les territoires du Nord-Ouest octroyés par le gouvernement depuis le 1er février 1882, les conditions auxquelles ils ont été concédés, etc.



- N° 30b.. SQUATTERS SUR TERRES, T.N.O. :—Réponse à adresse ; arrêtés du conseil depuis le 1er janvier 1878, relatifs aux squatters fixés sur des terres dans les territoires du Nord-Ouest. (*Pas imprimée.*)
- 30c.. TERRES A PATURAGE :—Réponse à ordre ; état indiquant le nombre total de demandes pour loyers de terrains à pâturage, et le nombre total d'acres demandés à cette fin. (*Pas imprimée.*)
- 30d.. FONDS D'AMÉLIORATION DES TERRES :—Réponse à adresse ; correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et ceux d'Ontario et de Québec, au sujet du compte non liquidé de dépôt et de fonds d'amélioration des terres.
- 30e.. RÉCLAMATIONS POUR TERRES JALONNÉES :—Réponse à adresse ; rapport de la commission composée des juges Miller et Dubuc, chargée en vertu de l'acte du Manitoba de faire rapport sur certaines réclamations pour des terres jalonnées. (*P. imp.*)
- 30f.. PERMIS POUR COUPES DE BOIS ET EXPLOITATION DE MINES :—Réponse à adresse ; copie de tous permis pour la coupe du bois et l'exploitation des mines dans les limites du territoire en contestation à l'ouest du méridien de l'extrémité orientale de l'île Hunter ; aussi, le nombre d'acres de terre concédés chaque année.
- 30g.. SITUATION DES HOUILLÈRES ET TERRAINS MINIERS :—Réponse à adresse ; état faisant connaître la quantité et la situation des houillères, terrains miniers et à bois dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, vendus, loués, concédés ou dont il a été autrement disposé, depuis l'acquisition de cette région jusqu'au premier jour de février 1882.
- 30h.. TERRES PUBLIQUES, RÉGLEMENTS QUANT A LA VENTE :—Réponse à ordre ; règlements promulgués de temps à autre par le département de l'intérieur concernant la vente et l'administration des terres publiques dans le Manitoba, le Kéwatin et le Territoire du Nord-Ouest ; aussi, concernant la vente des terrains miniers, houillères et à bois.
- 30i.. RÉGLEMENTS CONCERNANT LES TERRES :—Réponse à adresse ; copie des règlements concernant les terres en vigueur le 16 octobre 1878, et de ceux qui ont été promulgués de temps à autre depuis cette date.
- 30j.. ACTE DE HOMESTEAD :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le nombre d'acres de terre pris par des colons dans le Manitoba, le Kéwatin et le Territoire du Nord-Ouest, en vertu de l'acte de homestead, pendant l'année 1881 ; aussi chaque année, avant 1881.
- 30k.. SOMMES D'ARGENT REÇUES :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le montant total des sommes d'argent reçues pour le compte des terres fédérales, pendant le cours de l'année civile 1881. (*Pas imprimée.*)
- 30l.. PRÉEMPTIONS :—Réponse à ordre ; état indiquant le nombre d'arpents inscrits comme préemptions au Manitoba, dans le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, pendant l'année 1881. Aussi, le nombre d'arpents inscrits comme préemptions, pendant chaque année antérieure à 1881.
- 30m.. DROITS MINIERS :—Réponse à adresse ; ordres en conseil et règlements qui n'ont pas encore été soumis, concernant les droits miniers. (*Pas imprimée.*)
- 30n.. RAPPORTS DES AGENTS DES TERRES :—Réponse à ordre ; rapports faits par les agents des terres du gouvernement concernant le fonctionnement de l'acte des Terres Fédérales ou des règlements relatifs aux terres dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest. (*Pas imprimée.*)
- 30o.. SITUATION DES AGENCES DES TERRES :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le nombre et la situation des agences des terres du gouvernement établies dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, le nombre des fonctionnaires employés, et le montant payé chaque année, à titre d'appointements.
- 30p.. CIE DE LA BAIE D'HUDSON, RÉCLAMATIONS :—Réponse à adresse ; arrêtés du conseil et instructions du département de l'intérieur relatives aux terres réclamées par la Cie de la Baie d'Hudson dans la zone réservée pour la colonisation le long de l'établissement de la Rivière-Rouge.
- 31.... EXPLORATION DES RIVIÈRES DE LA PAIX ET SKEENA :—Réponse à ordre ; état donnant le coût de chacune des expéditions faites dans le but d'explorer la contrée avoisinant la rivière de la Paix et la Skeena, et les routes nord, pour un chemin de fer allant à l'océan Pacifique. (*Pas imprimée.*)
- 32.... COMMISSION DU SERVICE CIVIL :—Second rapport de la commission du service civil, daté d'Ottawa, le 28 juillet 1881.  
Mémorandum de la minorité de la commission du service civil, signé par MM. Taché et Tilton, membres de la dite commission.
- 32a.. MISES A LA RETRAITE :—État de toutes les indemnités et gratifications octroyées depuis la date du dernier état, en vertu de l'acte 33 Vict., chap. 4, intitulé : "Acte pour mieux assurer l'efficacité du service civil du Canada, en "pourvoyant à la retraite, en certains cas particuliers, des personnes qui y sont employées."
- 33....

- N<sup>o</sup> 33a.. Réponse à ordre ; état indiquant la somme totale payée chaque année depuis le 30 juin 1873, jusqu'au 30 juin 1881, à titre d'indemnité ou de compensation aux personnes qui se sont retirées du service. (*Pas imprimée.*)
- 34... MANDATS ÉMIS PAR LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :—Etat des mandats spéciaux émis par le gouverneur général conformément à l'acte 41 Victoria, chapitre 7, section 32, pour l'exercice 1880-81 ;—et un état semblable pour l'exercice 1881-82.
- 35... DÉPENSES DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT :—Réponse à ordre ; état indiquant les dépenses encourues par les divers membres du gouvernement, et toute autre personne ou personnes au service du gouvernement, qui ont été envoyées en Angleterre, ou ailleurs, depuis le 10 février 1880 jusqu'à date.
- 36... MONNAIE D'ARGENT :—Réponse à ordre ; correspondance et documents relatifs au monnayage d'un approvisionnement de monnaies d'argent suffisant pour satisfaire aux besoins du commerce et du public en Canada. (*Pas imprimée.*)
- 36a.. Réponse à adresse (*Sénat*) ; état indiquant la quantité de monnaie d'argent canadienne émise par le gouvernement du Canada, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er mars 1881, indiquant aussi la quantité de chaque dénomination émise, etc. (*Pas imprimée.*)
- 37... ARBITRAGE DES LIMITES :—Réponse à adresse ; correspondance échangée entre le gouvernement d'Ontario et les autorités fédérales au sujet de l'arbitrage des limites.
- 37a.. Réponse à adresse ; correspondance qui n'a pas encore été soumise à cette Chambre, au sujet des limites nord et ouest d'Ontario.
- 37b.. Réponse à adresse ; correspondance échangée avec le lieutenant-gouverneur d'Ontario, depuis le 27 janvier dernier, concernant l'arbitrage des limites ; aussi toute correspondance, etc., relative à la nomination d'arbitres.
- 38... RECENSEMENT :—Message transmettant copie du recensement numérique du Canada, fait en vertu de l'acte 42 Victoria, chapitre 21. (*Pas imprimé.*)
- 38a.. Rapport du ministre de l'agriculture, en ce qui concerne le recensement, etc., et les instructions adressées aux officiers chargés du second recensement du Canada, 1881. (*Pas imprimée.*)
- 38b.. Réponse à ordre ; pour une description complète de la localité comprise dans chaque sous-district de recensement de a à f, inclusivement, du district de recensement n<sup>o</sup> 192 : " les territoires ; " aussi, la carte indiquant les limites de chacun de ces sous-districts. (*Pas imprimée.*)
- 38c.. Réponse à ordre ; pour un état indiquant les noms de tous les officiers et énumérateurs employés au recensement de 1881, dans le comté de Saint-Jean ; les sommes payées à chacun d'eux pour honoraires, etc. (*Pas imprimée.*)
- 38d.. Réponse à ordre ; état faisant connaître le nom des personnes qui ont fait le recensement de 1881 dans le comté de Rimouski et le montant que chacune d'elle a reçu pour ses honoraires, etc. (*Pas imprimée.*)
- 39... TERRAINS HOULLERS :—Copie des règlements concernant les terrains houillers.
- 40... BILL DES CRIMINELS FUGITIFS :—Correspondance entre le gouvernement impérial et celui du Canada relative au bill projeté concernant les criminels fugitifs. (*Sénat.*)
- 41... TÉLÉGRAPHE SOUS-MARIN :—Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance, etc., relative au projet de Sandford Fleming, de correspondre avec l'Asie au moyen d'un câble sous-marin, ainsi que les documents s'y rattachant.
- 41a.. Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance, depuis le 19 mars 1881, entre le gouvernement du Canada et M. Sandford Fleming, concernant un télégraphe sous-marin entre la côte occidentale du Canada et l'Asie.
- 42... MOULINS ET FABRIQUES :—Rapport des commissaires chargés de faire une enquête sur le fonctionnement des moulins et fabriques du Canada, et sur la main-d'œuvre qui y est employée.
- 43... CAISSE D'ÉPARGNE DU GOUVERNEMENT :—Réponse à ordre ; nombre de personnes qui ont déposé à la caisse d'épargne du gouvernement, pendant la dernière année financière, des sommes au-dessous de dix piastres.

- N° 43a.. CAISSE D'ÉPARGNE DU GOUVERNEMENT :—  
Coût des succursales :—  
Réponse à ordre ; état indiquant le coût du maintien des caisses d'épargne du gouvernement du Canada pendant les exercices expirés le 30 juin 1879, 1880 et 1881, respectivement.
- 43b.. Instructions aux agents :—  
Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 24 mars 1881, touchant les instructions adressées à des agents pour la gestion des caisses d'épargne du gouvernement du Canada.
- 43c.. Argent expédié :—  
Réponse à ordre ; état faisant connaître le montant d'argent expédié par mandats-poste, dans tous pays pendant l'année 1881, et le coût de ces mandats. (*Pas imprimée.*)
- 44.... INTÉRÊT SUR LA DETTE PUBLIQUE :—Réponse à adresse ; correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et MM. Glyn et Baring au sujet de toute modification dans les conventions intervenues pour le solde de l'intérêt sur la dette publique, etc.
- 45.... RECETTES ET DÉPENSES, FONDS CONSOLIDÉ :—Réponse à ordre ; recettes et dépenses imputables au fonds consolidé, du 1er juillet 1881 au 20 février 1882. (*Pas imprimée.*)
- 45a.. Réponse à ordre ; recettes et dépenses imputables au fonds consolidé, du 1er juillet au 1er février des exercices expirés le 30 juin 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881 et 1882, respectivement. (*Pas imprimée.*)
- 46.... ARGENT EN DÉPÔT :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le montant d'argent déposé, en date du 1er février 1882, en Canada ou ailleurs, ainsi que les noms des banques où ces dépôts ont été faits, et le taux d'intérêt, etc.
- 46a.. Réponse à ordre ; état faisant connaître le montant total déposé dans des banques du Canada, dans les derniers jours de chaque mois de l'exercice 1880-81. (*Pas imprimée.*)
- 47.... RIVIÈRE RISTIGOUCHE :—Réponse à ordre ; rapports de H. F. Perley, écr, et de C. F. Roy, écr, au sujet du chenal de la traverse de la rivière Ristigouche. (*Pas imprimée.*)
- 48.... CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE :—Réponse à adresse ; copie des devis, soumissions, correspondance, etc., et de toutes autres pièces concernant l'adjudication des travaux du chemin de fer entre Emory's Bar et Port-Moody, C. A.
- 48a.. Ditto supplémentaire.
- 48b.. Convention intervenue entre John Paterson et Sa Majesté la reine Victoria, pour la construction de gares de section, etc., sur la ligne du Pacifique canadien entre Yale et le lac Kamloops, C. A. (*Pas imprimée.*)  
Aussi, entre Andrew Onderdonk et Sa Majesté la reine Victoria, etc., etc., pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's Bar et Port-Moody, C. A. (*Pas imprimée.*)  
Aussi, entre Andrew Onderdonk et Sa Majesté la reine Victoria, etc., etc., pour la construction d'un pont en acier ou en fer sur la rivière Fraser, à Lytton, C. A. (*Pas imprimée.*)  
Aussi, entre Walter Oliver et Sa Majesté la reine Victoria, etc., etc., pour la construction d'une gare à voyageurs et à marchandises au Portage-du-Rat, sur le chemin de fer du Pacifique canadien, pour la somme de \$1,925,—et d'un appentis, pour la somme de \$125,—total \$2,050,—avant le 15 août 1881. (*Pas imprimée.*)  
Aussi, le contrat conclu avec Robert Ferres, Peter Paul et George Millwar, entrepreneurs, pour le transport des approvisionnement des ingénieurs sur la ligne du Pacifique canadien, depuis l'extrémité de la section 15 jusqu'à la section 42. (*Pas imprimée.*)
- 48... Réponse à ordre ; lettres et rapports adressés par l'ingénieur en chef au ministre des chemins de fer, et par l'ingénieur du district de Manitoba à l'ingénieur en chef, au sujet de l'augmentation des quantités, dans le contrat n° 15 du chemin de fer du Pacifique. (*Pas imprimée.*)  
Aussi, copie des instructions données à M. Haney, et aussi, un état indiquant quelles modifications ont été faites dans les rampes et les courbes depuis l'hiver 1879-80. (*Pas imprimée.*)
- 48d.. Réponse à ordre ; droits de péage à imposer sur le chemin de fer du Pacifique canadien.

- N<sup>o</sup> 48e.. CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE :—Réponse à adresse ; arrêté du conseil concernant la charte pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien, la charte elle-même ; le dépôt d'un million, et la définition du terme "capital."
- 48f... Réponse à adresse ; correspondance depuis le 22 décembre 1880, avec Smith, Ripley et Cie, relativement au contrat de l'embranchement de la Baie Georgienne du chemin de fer du Pacifique. (*Pas imprimée.*)
- 48g... Réponse à adresse ; correspondance concernant le tarif du transport des voyageurs et des marchandises sur toute voie ferrée exploitée par la compagnie du chemin de fer du Pacifique, et tous rapports et ordres en conseil affectant ces tarifs ; et tous tarifs spéciaux.
- 48h... Réponse à ordre ; correspondance au sujet de tout chemin de fer existant ou projeté que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique prétend devoir porter atteinte aux droits que lui donne son contrat.
- 48i... Réponse à ordre ; relevés indiquant les quantités approximatives des diverses classes de travaux pour la construction du chemin de fer du Pacifique entre Port-Moody et Yale. (*Pas imprimée.*)
- 48j... Réponse à ordre ; copie du chèque déposé par Andrew Onderdonk en même temps que la soumission qu'il a présentée pour la construction du chemin de fer de Port-Moody à Emory's Bar, et qui a été accepté. (*Pas imprimée.*)
- 48k... Réponse à ordre du 21 février 1881 ; copie de tout contrat passé entre un nommé Ham McMicken, agissant en son propre nom ou comme agent, et T. J. Lynskey, surintendant de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien, de Emerson à Saint-Boniface, concernant le transport et la livraison de marchandises à Winnipeg, etc. (*Pas imprimée.*)
- 48l... Réponse à ordre du 21 février 1881 ; lettres, documents, etc., se rapportant aux difficultés entre un nommé Ham McMicken, ou T. J. Lynskey et Robert Tait, au sujet de la traverse entre Saint-Boniface et Winnipeg. (*Pas imprimée.*)
- 48m... Réponse à ordre du 11 février 1881 ; état donnant le coût des explorations et du tracé des seconds 100 milles du chemin de fer du Pacifique à l'ouest de la rivière Rouge, depuis le 1er janvier 1879 jusqu'au 1er février 1881. (*Pas imprimée.*)
- 48n... Réponse à adresse ; correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien au sujet de la direction suivie par aucune partie du dit chemin de fer, y compris aucun de ses embranchements, et un état de la dépense faite par le gouvernement sur la ligne par lui construite à l'ouest de Winnipeg.
- 48o... Réponse à adresse ; correspondance, etc., se rapportant à tous les paiements de deniers faits à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, et un état détaillé de tous tels paiements. (*Pas imprimée.*)
- 48p... Réponse à adresse ; correspondance se rapportant à l'acceptation des obligations hypothécaires de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, par le gouvernement, pour toute fin publique.
- 48q... Réponse à adresse ; correspondance relative à tous octrois de terres faits à la compagnie du chemin de fer du Pacifique. (*Pas imprimée.*)
- 48r... Réponse à ordre ; correspondance échangée entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, concernant toutes réclamations faites pour la dite compagnie pour de la pierre, etc., employée. (*Pas imprimée.*)
- 48s... Réponse à ordre ; état détaillé de tous les dépôts en espèces faits par la Cie du chemin de fer du Pacifique canadien entre les mains du gouvernement ; aussi, de toutes les acquisitions faites par la compagnie du gouvernement. (*Pas imprimée.*)
- 48t... Rapport de la commission royale sur le chemin de fer du Pacifique canadien, volumes 1 et 2 des témoignages donnés devant la commission. (*Pas ré-imprimé comme document de la session.*)
- 48u... Réponse à ordre ; état détaillé des sommes déjà dépensées pour la commission du chemin de fer du Pacifique, et correspondance, etc., relative à l'impression de la preuve ou du rapport. (*Pas imprimée.*)
- 48v... Réponse supplémentaire à adresse ; annonces, devis, etc., concernant l'adjudication des travaux du chemin de fer entre Emory's Bar et Port-Moody, Colombie anglaise.

- N° 48w.. CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE:—Réponse à ordre; copie de tous contrats pour la construction d'aucune partie quelconque du chemin de fer du Pacifique canadien, conclus par la compagnie avec aucune personne ou association, depuis la date jusqu'à laquelle s'étend l'ordre précédent.
- 48z.. Réponse à ordre; correspondance, etc., relative aux remises que l'on a proposé de faire aux fabricants canadiens de certains articles requis par la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien. (*Pas imprimée.*)
- 48y.. Réponse à ordre; correspondance, etc., relative aux mesures à prendre pour assurer aux provinces maritimes le terminus d'hiver du chemin de fer du Pacifique canadien. (*Pas imprimée.*)
- 48z... Communication du secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, en date de Montréal, le 30 mars 1882, demandant que le tracé de la ligne entre le terminus ouest de la portion subventionnée du chemin de fer du Canada Central (maintenant le Pacifique canadien) et les moulins d'Algoma, déjà mentionnée sous le nom "d'embranchement du Sault-Sainte-Marie," soit approuvée. (*Pas imprimée.*)
- 48aa.. Réponse à adresse; correspondance échangée entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien et le gouvernement au sujet de ses affaires. (*Pas imprimée.*)
- 48bb.. Réponse à ordre; état détaillé des divers articles comprenant les prix demandés à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien pour travaux exécutés sur les premiers 100 milles à l'ouest de la rivière Rouge. (*Pas imprimée.*)
- 48cc.. Réponse à adresse (*Sénat*); communications adressées par M. Sandford Fleming au secrétaire d'Etat au sujet du rapport de la commission des chemins de fer tel que soumis aux deux Chambres du Parlement.

### MATIÈRES DU VOLUME N° 10.

- 49.... HAVRE DE PORT-DANIEL:—Réponse à ordre; rapport de l'ingénieur qui a fait le relevé hydrographique du havre de Port Daniel en 1881. (*Pas imprimée.*)
- 50.... EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS:—Réponse à ordre; état des exportations et des importations, du 1er juillet au 1er janvier des années 1877, 1878, 1879, 1880, 1881 et 1882, respectivement. (*Pas imprimée.*)
- 51.... BOIS EXPORTÉ DE CHICOUTIMI ET SAGUENAY:—Réponse à ordre; état donnant la valeur totale du bois, manufacturé ou non, exporté des comtés-unis de Chicoutimi et Saguenay pendant l'année expirée le 30 juin dernier. (*Pas imprimée.*)
- 52.... POISSON EXPORTÉ DE CHICOUTIMI ET SAGUENAY:—Réponse à ordre; état donnant la valeur totale des poissons, huiles de poisson, fourrures, et peaux d'animaux marins, exportés des comtés-unis de Chicoutimi et Saguenay pendant l'année expirée le 30 juin dernier. (*Pas imprimée.*)
- 53.... DROITS DE DOUANE AUX PORTS DE L'ORIGINAL, YORK ET CHURCHILL:—Réponse à ordre; état indiquant le montant des droits perçus aux ports de l'Original, York et Churchill pendant les années de 1876 à 1881 inclusivement; aussi, le montant payé aux officiers de douane de ces divers ports. (*Pas imprimée.*)
- 54.... CHEMIN DE FER JUSQU'À LA BAIE D'HUDSON:—Réponse à adresse; correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et toutes autres personnes concernant le chemin de fer projeté entre le Manitoba et la Baie d'Hudson. (*Pas imprimée.*)
- 55.... CIRCULAIRES ADRESSÉES AUX BANQUES:—Réponses à ordre; copie de trois circulaires demandant des renseignements, qui ont été adressées récemment à diverses banques d'après l'ordre du ministre des finances; aussi, le nom des banques auxquelles elles ont été adressées.
- 56.... PORT DE PASPÉBIAC:—Réponse à ordre; rapport de l'ingénieur qui a fait le relevé hydrographique du port de Paspébiac en 1874 et 1875. (*Pas imprimée.*)
- 57.... STATUTS DU CANADA:—Rapport officiel de la distribution des statuts du Canada, 44 Victoria, troisième session du quatrième parlement, 1880-81. (*Pas imprimée.*)
- 58.... GARANTIES ET SÉCURITÉS:—Etat détaillé des garanties et sécurités enregistrées dans le département du secrétaire d'Etat du Canada, conformément à l'acte 31 Victoria, chap. 37, section 15. (*Pas imprimée.*)

- N<sup>o</sup> 59.... TABAC CANADIEN :—Réponse à ordre ; état constatant le montant détaillé, par comtés, des revenus produits par la taxe sur le tabac canadien, le montant détaillé de ce que la perception des droits sur le tabac canadien a coûté, et le montant produit par les amendes perçues entre le 1er janvier et le 31 décembre 1881.
- 59a.. Réponse à ordre ; état indiquant le montant des droits perçus sur le tabac canadien ; le montant des timbres émis, etc., et de toutes sommes payées à même le trésor. (*Pas imprimée.*)
- 59b.. Réponse à ordre ; état de tout le tabac de provenance canadienne saisi par les officiers du département du revenu de l'intérieur dans la province de Québec pendant les années 1875, 1876, 1877 et 1878. (*Pas imprimée.*)
- 59c.. Réponse à ordre ; listes des personnes nommées comme inspecteurs du tabac en vertu de 42 Vic., ch. 19. (*Pas imprimée.*)
- 59d.. Réponse à ordre ; liste donnant les noms des personnes du second district d'enregistrement du comté de Rimouski qui ont payé la taxe sur le tabac cultivé et vendu par elles. (*Pas imprimée.*)
- 60.... PORT DE KINGSVILLE :—Réponse à ordre ; rapports de H. P. Perley, écr., ingénieur en chef du département des travaux publics, concernant le port de Kingsville. (*Pas imprimée.*)
- 61.... AMENDES ET SAISIES :—Réponse à ordre ; état indiquant le nombre de saisies faites à chaque port d'entrée en Canada, pendant l'exercice expiré le 30 juin 1881 ; le montant des amendes imposées, et la manière dont il en a été disposé. (*Pas imprimée.*)
- 61a.. Réponse à ordre ; état indiquant le nombre, la nature et la cause des diverses saisies opérées dans les différents ports d'entrée du Canada, depuis le 30 juin 1881 jusqu'au 1er janvier 1882, et le montant des amendes imposées dans chaque cause entendue. (*Pas imprimée.*)
- 62.... INSPECTION DES BATEAUX À VAPEUR :—Réponse à ordre ; copie de toutes règles et règlements concernant l'inspection des bateaux à vapeur en vigueur pendant les années 1879 et 1880 ; aussi, copie de tout certificat d'inspection donné au steamer *Waubuno*, naviguant sur la baie Georgienne, lac Huron, en 1879. (*Pas imprimée.*)
- 63.... STEAMER NAPOLÉON III :—Réponse à ordre ; rapports relatifs à la condition de la machine et des chaudières du steamer du gouvernement *Napoléon III*, depuis le 1er janvier 1878 ; aussi, copie des soumissions pour la machine et les chaudières, etc. (*Pas imprimée.*)
- 64.... NAVIRES DES E.-U. ENREGISTRÉS AU CANADA :—Réponse à ordre ; état indiquant le nombre des navires à voiles ou à vapeur qui ont été construits aux Etats-Unis et enregistrés en Canada entre le 1er janvier 1878 et le 1er janvier 1880. (*Pas imprimée.*)
- 64a.. Réponse à ordre ; état faisant connaître le nom et le nombre de tous bâtiments ou navires à voiles qui ont péri dans les eaux de l'intérieur du Canada depuis 1870, ainsi que la valeur des cargaisons et le nombre de vies perdues, et les causes connues de la perte de ces navires. (*Pas imprimée.*)
- 64b.. Réponse à adresse ; correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et toutes autres personnes touchant la perte de navires dans les eaux de l'intérieur par suite de surcharge ou de déplacement de la cargaison. (*Pas imprimée.*)
- 65.... FONDS DES MARINS MALADES :—Réponse à ordre ; état donnant les montants annuels perçus sur les navires qui ont fréquenté la rivière Saguenay depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er juillet dernier, pour le fonds des marins malades. (*Pas imprimée.*)
- 66.... STEAMER DRUID :—Réponse à ordre ; copie de toutes soumissions expédiées au département de la marine et des pêcheries pour la construction de nouvelles roues à palettes, etc., à la machine du steamer du gouvernement le *Druid* ; aussi, des rapports des ingénieurs-mécaniciens, etc. (*Pas imprimée.*)
- 67.... DÉMISSION DE A. S. McEDWARDS :—Réponse à ordre ; documents relatifs à la démission de A. S. McEdwards, ci-devant directeur de poste de Neustadt. (*Pas imprimée.*)
- 68.... QUAI À LA POINTE-AUX-TREMBLES :—Réponse à ordre ; rapport de l'ingénieur nommé par le gouvernement, sur la possibilité de la construction d'un quai à la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Portneuf ; aussi copie du plan, etc. (*Pas imprimée.*)
- 69.... RAPPORTS DES CIES DE CHEMINS DE FER DE LA N.E. :—Rapports fournis par des compagnies de chemins de fer dans la Nouvelle-Ecosse, en conformité de l'acte 38 Vic., chap. 25. (*Pas imprimée.*)

- N<sup>o</sup> 70... PONT LOUISE:—Réponse à ordre; correspondance échangée entre le département des chemins de fer et le conseil de la ville de Winnipeg, au sujet du pont Louise. (*Pas imprimée.*)
- 71... PÊCHE À L'ANGUILLE, RIVIÈRE RICHELIEU:—Réponse à adresse (*Sénat*); documents portant diverses dates entre janvier 1874 et le 18 mars 1881, en la possession du département de la marine et des pêcheries, relativement aux droits de Joseph Goyette, Pierre Dionne et Toussaint Huot, dans une pêche à l'anguille sur la rivière Richelieu. (*Pas imprimée.*)
- 72... UNIVERSITÉ LAVAL:—Réponse à adresse; copie de l'acte passé par la législature de Québec à sa dernière session concernant l'université Laval, et de toutes requêtes demandant le désaveu de cet acte. (*Pas imprimée.*)
- 73... NAVIRES CANADIENS ET PRODUITS FRANÇAIS:—Réponse à adresse (*Sénat*); concernant la vente de navires de construction canadienne en France aux mêmes termes que les navires de construction britannique; aussi, quant à l'admission de produits français en Canada à de meilleures conditions. (*Pas imprimée.*)
- 74... TÉLÉGRAPHE DU CAP SABLE:—Réponse à ordre; correspondance échangée avec le ministère des travaux publics, demandant au gouvernement de pourvoir à l'établissement d'une communication télégraphique entre l'île du Cap Sable et la terre ferme, dans le comté de Shelburne. (*Pas imprimée.*)
- 75... ACTE CONCERNANT LES MINES, QUÉBEC:—Réponse à adresse; copie de l'acte passé par la législature de Québec, à la session de 1880, concernant les mines; de toutes requêtes demandant le désaveu du dit acte; du rapport du ministre de la justice. (*Pas imprimée.*)
- 76... ARRÉRAGES DUS AUX SAUVAGES:—Réponse à adresse; correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui d'Ontario au sujet des arrérages dus aux sauvages des lacs Huron et Supérieur, en vertu du traité Robinson.
- 77... QUAI DE SAINT-MICHEL:—Réponse à ordre; rapport concernant les améliorations, etc., à faire au quai de Saint-Michel, comté de Bellechasse. (*Pas imprimée.*)
- 78... JETÉE DE LA CIE DE STEAMERS DE L'ACADIE:—Réponse à ordre; correspondance relative à la construction de la jetée de la Cie de steamers de l'Acadie, à Annapolis, et toutes évaluations du coût de la dite jetée. (*Pas imprimée.*)
- 79... COMMUNICATION D'HIVER, I.P.E.:—Réponse à ordre; correspondance relative à l'amélioration de la communication d'hiver entre l'île du Prince-Edouard et la terre ferme.
- 79a... Réponse supplémentaire " " "
- 80... APPROVISIONNEMENTS DE LA POLICE À CHEVAL DU NORD-OUEST:—Réponse à ordre; copie du contrat conclu en 1880 par le gouvernement avec J. G. Baker et Cie, de Fort-Benton, pour la fourniture d'approvisionnement à la police à cheval du Nord-Ouest.
- 81... CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL:—Réponse à ordre; copie de tous les tarifs de transport des marchandises ou des voyageurs sur le chemin de fer Intercolonial et le chemin de fer de l'île du Prince-Edouard, et un état de tous les tarifs spéciaux. (*Pas imprimée.*)
- 81a... Réponse à ordre; état donnant les comptes des approvisionnements tirés des magasins du chemin de fer Intercolonial, à Moncton, pendant les années 1879 et 1880. (*Pas imprimée.*)
- 81b... Réponse à ordre; état indiquant la moyenne du nombre de milles du chemin de fer Intercolonial mis en opération chaque année depuis qu'aucune partie de ce chemin a été ouverte au trafic; les frais d'exploitation du chemin, par mille; la quantité moyenne du fret transporté et la moyenne des recettes, par mille.
- 81c... Réponse à ordre; état indiquant les frais d'exploitation et les recettes du chemin de fer Intercolonial pour chacune des années 1877, 1878, 1879, 1880 et 1881, le nombre des employés et leurs salaires, et le nombre de milles parcourus.
- 81d... Réponse à ordre; état indiquant le nombre de locomotives, wagons, etc., appartenant au chemin de fer Intercolonial, qui subissent des réparations dans les différents ateliers du dit chemin de fer. (*Pas imprimée.*)
- 81e... Réponse et réponse supplémentaire à ordre; soumissions, correspondance, etc., concernant l'achat de wagons à houille, de seconde main, de B. Burland ou par son entremise.

- 81f.. CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL:—Réponse à ordre; copie de la plainte de Joseph St-Laurent au sujet d'un cheval tué par les wagons sur l'embranchement de l'Intercolonial à Rimouski, et le rapport de M. Rennie y annexé. (*Pas imprimée.*)
- 81g.. Réponse à ordre; rapports faits par Frank Shanly sur des demandes d'indemnité présentées par des entrepreneurs ou autres, sur le chemin de fer Intercolonial.
- 81h.. Réponse à ordre; état faisant connaître quels embranchements et voies d'évitement du chemin de fer Intercolonial ont été construits ou commencés pendant l'année expirée le 31 décembre 1881; l'étendue et le coût de chacun de ces travaux; etc.
- 81i.. Réponse à ordre; état détaillé des diverses sommes formant le montant de \$24,372.54, cité dans le rapport du ministre des chemins de fer et canaux, annexe n° 3, comme ayant été dépensé pour l'achèvement de l'Intercolonial. (*Pas imprimée.*)
- 81j.. Réponse à ordre; état faisant connaître le coût total, jusqu'à date, de la partie de l'Intercolonial entre la Rivière-du-Loup et le terminus de ce chemin à Hadlow ou Jonction de la Chaudière.
- 81k.. Etat comparatif des opérations du chemin de fer Intercolonial, depuis le 1er juillet 1876 jusqu'en 1880-81.
- 81l.. Compte du capital, chemin de fer Intercolonial, de la quantité de matériel roulant livré et à livrer, et de la dépense faite et à faire à ce sujet, du 1er juillet 1874 au 1er juillet 1883.
- 81m.. Mémoire sur le renouvellement des rails d'acier, chemin de fer Intercolonial, depuis les années 1874-75 jusqu'à 1878-79.
- 81n.. Réponse à ordre; état indiquant la quantité de houille de Spring-Hill livrée à St-Jean et aux stations intermédiaires, par l'Intercolonial, pendant l'année expirée le 31 décembre 1881; aussi, le tarif du transport, etc. (*Pas imprimée.*)
- 81o.. Réponse à ordre; tous les documents se rapportant à la réclamation de Félix Caron et Henriette Chouinard, tous deux de St-Jean-Port-Joli, contre l'Intercolonial. (*Pas imprimée.*)
- 81p.. Réponse à ordre; état faisant connaître combien de machines-locomotives, voitures à voyageurs, wagons à marchandises et à charbon et autre matériel roulant, ont été achetées ou données à l'entreprise, ou construits dans les ateliers du gouvernement, pendant l'année expirée le 31 décembre 1881.
- 81q.. Réponse à ordre; rapport des hommes de section au sujet des dommages causés par le feu des locomotives à la propriété de M. Ferd. Bellavance. (*Pas imprimée.*)
- 81r.. Réponse à ordre; annonces ou circulaires demandant des soumissions pour la fourniture du fer et du fer ouvré, etc., requis pour le chemin de fer Intercolonial pendant la période comprise entre le 30 juin 1881 et le 31 décembre 1881.
- 82.... FRONTIÈRES DU MANITOBA:—Réponse à adresse; copie de la proclamation qui met en vigueur l'acte à l'effet d'étendre les limites de la province du Manitoba. (*Pas imprimée.*)
- 82a.. Réponse à adresse; dépêches entre les gouvernements du Canada et du Manitoba concernant l'extension des limites du Manitoba, et aussi concernant les nouveaux octrois en argent à cette province.
- 83.... FABRIQUES, COMMISSAIRES:—Réponse à ordre; instructions adressées aux commissaires chargés de faire une enquête sur les fabriques, et toute correspondance échangée avec eux, y compris les instructions et la correspondance relatives aux informations sur des sujets autres que ceux traités dans leur rapport déposé sur le bureau; aussi les relevés détaillés en la possession du gouvernement, etc.
- 84.... COTONS CANADIENS ET ÉTRANGERS:—Réponse à ordre; relevés, en la possession du gouvernement, indiquant le coût de certaines marques déterminées de cotons gris et blanc de fabrique canadienne ou étrangère de qualités semblables. (*Pas imprimée.*)
- 85.... SÉNATEUR FABRE:—Réponse à adresse (*Sénat*); correspondance entre le gouvernement et le sénateur Fabre au sujet de la compensation payée à ce dernier pour frais de voyages et autres. (*Pas imprimée.*)



- N° 86... SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE :—Réponse à ordre ; état détaillé indiquant les sommes payées pour le service météorologique du Canada, pendant les années 1877, 1878, 1879, 1880 et 1881. (*Pas imprimée.*)
- 87... CIE ANGLO-CANADIENNE DE PRÊT ET DE PLACEMENTS :—Liste des actionnaires, ainsi qu'un état de ses affaires. (*Pas imprimée.*)
- 88... BUREAU DE POSTE DE LONDON :—Réponse partielle à adresse ; rapport fait par l'inspecteur des postes, Dewe, vers 1880, sur les défauts et irrégularités du bureau de poste de London. (*Pas imprimée.*)
- 88a... Réponse supplémentaire à adresse ; rapport fait par l'inspecteur des postes, Dewe, vers 1880, sur les défauts et irrégularités du bureau de poste de London. (*Pas imprimée.*)
- 88b... Réponse à adresse ; correspondance, etc., concernant J. J. Ross et J. Gordon, ci-devant commis dans le bureau de poste de London, et leur mise à la retraite. (*Pas imprimée.*)
- 89... BUREAU TÉLÉGRAPHIQUE SUR L'ÎLE VANCOUVER :—Réponse à ordre : documents demandant de prolonger le réseau télégraphique sur la côte est de l'île Vancouver, de Nanaimo à Comox. (*Pas imprimée.*)
- 90... REMORQUEUR ANNIE STEWART :—Réponse à ordre ; état faisant connaître les travaux exécutés pour le gouvernement par le bateau remorqueur *Annie Stewart*, pendant les trois dernières années ; aussi copie de tous traités ou marchés conclus avec les propriétaires du dit bateau. (*Pas imprimée.*)
- 91... MOUTURE EN ENTREPÔT :—Réponse à adresse ; correspondance, règlements, etc., concernant la mouture en entrepôt ; un état de toutes obligations données en vertu des règlements, un exposé de la décision prise à leur sujet, et de l'état actuel des choses relativement à chaque obligation, etc. (*Pas imprimée.*)
- 92... FARINES DE BLÉ, D'AVOINE, ETC., DANS LA NOUVELLE-ÉCOSSE :—Réponse à ordre ; état détaillé de la farine de blé, farine d'avoine et du maïs importés pour la consommation dans les différents ports douaniers de tous les comtés de la province de la Nouvelle-Écosse, du 15 mars 1879, au 30 septembre 1881.
- 93... IMPORTATION, ETC., AU PORT DE ST-HYACINTHE :—Réponse à ordre ; état des importations au port de St-Hyacinthe, du 1er juillet 1881 au 1er février 1882 ; aussi, un état des recettes et des dépenses au même port pendant la même période. (*Pas imprimée.*)
- 94... BARILS À FLEUR, ETC. :—Réponse à ordre ; correspondance en la possession du gouvernement, relativement à l'emploi de barils dans lesquels de la fleur avait été importée, dans le but d'exporter de la fleur du Canada pour éluder les règlements concernant le drawback. (*Pas imprimée.*)
- 95... MISE A LA RETRAITE DE JAMES D. DIXON :—Réponse à ordre ; correspondance relative à la mise à la retraite de James D. Dixon, percepteur des douanes à Sackville, et à la nomination de William C. Milner, son successeur. (*Pas imprimée.*)
- 96... LISTE DES COMPAGNIES ÉTRANGÈRES D'ASSURANCE SUR LA VIE :—Réponse à ordre ; liste des noms des Cies étrangères d'assurance sur la vie qui ont fait des dépôts entre les mains du gouvernement pour le seul avantage des porteurs de polices canadiens. (*Pas imprimée.*)
- 97... COMMUNICATION POSTALE, COMTÉ DU SAGUENAY :—Réponse à ordre ; requête et correspondance adressées au gouvernement, concernant les communications postales sur la partie de la côte nord du fleuve St-Laurent qui se trouve comprise dans le comté de Saguenay. (*Pas imprimée.*)
- 98... NIVEAU D'EAU DANS LE LAC MANITOBA :—Réponse à ordre ; rapports faits par les ingénieurs et correspondance concernant l'abaissement du niveau de l'eau dans le lac Manitoba. (*Pas imprimée.*)
- 98a... Réponse supplémentaire à ordre ; rapports faits par des ingénieurs et correspondance concernant l'abaissement du niveau de l'eau dans le lac Manitoba. (*Pas imprimée.*)
- 99... LAINE IMPORTÉE :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le nombre de livres de laine importée en Canada depuis le 30 juin 1881, et le montant des droits perçus. (*Pas imprimée.*)
- 100... DÉPENSE, LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE DE SELKIRK :—Réponse à ordre ; état des recettes et des dépenses rattachant à l'entretien et au fonctionnement de la ligne télégraphique entre Selkirk et Edmonton, et de celle qui relie Selkirk à Winnipeg, séparément. (*Pas imprimée.*)

- N° 101.. STATIONS DE QUARANTAINE POUR BESTIAUX :—Réponse à ordre ; liste des stations de quarantaine autorisées en conformité des règlements concernant l'importation du bétail pour fins de reproduction. (*Pas imprimée.*)
- 102.. JAMES ANDERSON, AGENT DES BOIS DE LA COURONNE, WINNIPEG :—Réponse à ordre ; instructions adressées par Lindsay Russell, écr., sous-chef du département de l'intérieur, à James Anderson, agent des terres de la couronne à Winnipeg, relativement à la disposition des coupes de bois pour la fabrication du bois de service, des traverses de chemins de fer ou du bois de chauffage, depuis le 1er mars 1881. (*Pas imprimée.*)
- 103.. CHEMINS DE FER PROVINCIAUX :—Réponse à adresse ; copie de toute résolution d'aucun corps législatif provincial transmise à Son Excellence au sujet de l'exercice, par le parlement du Canada, du pouvoir de déclarer d'utilité générale les chemins de fer provinciaux. (*Pas imprimée.*)
- 104.. NOMINATION DE THOMAS RYAN :—Réponse à ordre ; correspondance au sujet de la nomination de M. Thomas Ryan comme ingénieur à la douane de Montréal, avec la date de telle nomination. (*Pas imprimée.*)
- 105.. CALE SÈCHE DE PICTOU :—Réponse à ordre ; correspondance concernant la construction d'une cale sèche à Pictou. (*Pas imprimée.*)
- 106.. E. B. WOOD, JUGE EN CHEF, MANITOBA :—Réponse à adresse ; réponse de l'honorable Edmund Burk Wood, juge en chef de la province du Manitoba, à la pétition de Henry J. Clark, C.R., de Winnipeg, et autres, présentée à la chambre des Communes le 4 mars 1881.
- 107.. PASSAGES À NIVEAU, TORONTO :—Réponse à ordre ; rapports des ingénieurs du gouvernement concernant les divers passages à niveau sur les rues Queen et Dufferin, dans la cité de Toronto. (*Pas imprimée.*)
- 108.. BANQUE DU HAUT-CANADA :—Mémoire concernant les biens de la ci-devant banque du Haut-Canada.
- 108a. Etat de la dette de la banque du Haut-Canada au gouvernement, s'élevant à \$1,150,000, jusqu'à date.
- 109.. COLLÈGE MILITAIRE ROYAL :—Réponse à ordre ; état faisant connaître les divers changements opérés dans l'organisation du collège militaire royal, depuis sa création jusqu'au 1er février 1882. (*Pas imprimée.*)
- 109a Réponse à ordre ; liste complète des cadets nés aux Etats-Unis qui ont suivi ou qui suivent actuellement les cours du collège militaire royal. (*Pas imprimée.*)
- 109b. Réponse à ordre ; état faisant connaître le nombre de cadets qui ont été admis au collège militaire royal depuis son ouverture ; le nombre de ceux qui ont été gradués et de ceux qui ont quitté le collège sans être gradués ; le nombre de ceux qui suivent actuellement les cours du collège. (*Pas imprimée.*)
- 109c. Réponse à ordre ; noms des gradués ayant des commissions dans la milice qui ont assisté aux exercices des bataillons auxquels ils sont attachés depuis le mois de juillet 1880. (*Pas imprimée.*)
- 109d. Réponse à ordre ; état faisant connaître le salaire payé au professeur Ferguson, le nombre de cadets qui fréquentent ses cours, et le nombre de lectures qu'il a données depuis le 1er novembre 1881 jusqu'au 1er février 1882. (*Pas imprimée.*)
- 109e. Réponse à ordre ; noms des personnes qui composent l'état-major et des employés de toute classe du collège militaire Royal, les salaires et indemnités payés à chacun, ainsi que leurs attributions. (*Pas imprimée.*)
- 109f. Réponse à ordre ; correspondance échangée entre le commandant du collège militaire royal et le département de la milice touchant la nomination d'un capitaine des cadets du collège en remplacement du major Ridout. (*Pas imprimée.*)
- 109g. Réponse à ordre ; correspondance échangée entre le commandant du collège militaire royal de Kingston, le major général commandant la milice, et le ministre de la milice, au sujet de la destitution du major Ridout, qui faisait partie de l'état-major du dit collège. (*Pas imprimée.*)
- 110.. EXPÉDITION DE LA RIVIÈRE-ROUGE :—Réponse à adresse ; état indiquant le nom des officiers qui ont pris part à l'expédition de la Rivière-Rouge, en 1870-71, tant ceux des carabiniers d'Ontario que des carabiniers de Québec. (*Pas imprimée.*)

- N° 111.. LIEUT.-COLONEL FLETCHER :—Réponse à ordre ; correspondance échangée avec le ministère de la milice et de la défense au sujet de la mise à la retraite du lieutenant-colonel John Fletcher, ex-aide-adjutant général du district militaire n° 5, et du bonus qui lui a été accordé lors de sa mise à la retraite. (*Pas imprimée.*)
- 112.. COUR SUPRÊME :—Ordre général n° 80 de la cour suprême du Canada, conformément aux dispositions de la section 79 de l'acte de la cour suprême et de l'échiquier. (*Pas imprimée.*)
- 113.. DÉPENSES EN ANGLETERRE :—Réponse à ordre ; état indiquant les dépenses encourues par les différents membres du gouvernement et toute autre personne ou personnes au service du gouvernement qui ont été envoyés en Angleterre ou ailleurs, depuis le 10 février 1880 jusqu'à ce jour.
- 114.. SIR A. T. GALT :—Réponse à ordre ; état indiquant toutes les sommes payées à sir A. T. Galt à titre de haut commissaire ; aussi, les sommes payées pour le loyer et l'ameublement de sa résidence à Londres ; aussi, les sommes payées pour ses frais de voyage depuis le 1er juillet 1878.
- 115.. QUAI DE MATANE :—Réponse à ordre ; rapport de l'ingénieur touchant les réparations faites au quai de Matane et aux améliorations qu'il y aurait à faire au port dans cette localité. (*Pas imprimée.*)
- 116.. RIVIÈRE COURTNEY :—Réponse à ordre ; rapport des agents fédéraux sur la rivière Courtney, dans le district de Comox. (*Pas imprimée.*)
- 117.. DROITS PAYÉS SUR GRAIN, ETC. :—Réponse à ordre ; état indiquant la quantité et la valeur des articles suivants importés pour la consommation, et les droits perçus sur ces articles : Céréales et leurs produits, animaux, fruits et provisions, pour les années 1878-79, 1880-81.
- 118.. HOUILLE EXPORTÉE :—Réponse à ordre ; état indiquant la quantité de houille exportée des ports de la Nouvelle-Ecosse pendant les années 1877-78, 1878-79, 1879-80 et 1880-81, et les pays où elle a été exportée ; aussi, la quantité de houille transportée par la voie des canaux du Saint-Laurent, etc.
- 119.. CHALOUPIERS DE LA DOUANE, QUÉBEC :—Réponse à ordre ; copie de toute requête des chaloupiers de la douane, de la cité de Québec, demandant qu'un costume officiel leur soit fourni, et les réponses données à ces requêtes. (*Pas imprimée.*)
- 120.. MARCHANDISES MANUFACTURÉES À QUÉBEC :—Réponse à ordre ; état des marchandises qui ont été manufacturées dans la province de Québec et exportées à la Colombie-Anglaise du 1er janvier 1880 au 1er janvier 1882 ; aussi de leur valeur. (*Pas imprimée.*)
- 121.. MILICE :—Réponse à ordre ; état des dépenses encourues pour le service de la milice en Canada, du 1er juillet 1874 au 1er juillet 1879, et depuis le 1er juillet 1879 jusqu'à date. (*Pas imprimée.*)
- 121a. Réponse à ordre ; rapport du général Luard où de tout autre officier ou de toute cour d'enquête concernant des affaires relatives au commandement du 27<sup>me</sup> bataillon de la milice volontaire ou à la discipline qui y est observée ; aussi, copie des plaintes de tout officier du dit bataillon. (*Pas imprimée.*)
- 122.. SON HONNEUR LE JUGE JETTÉ :—Réponse à ordre ; copie de l'opinion ou du jugement de Son Honneur le juge Jetté dans une cause récente affectant la validité du mariage dans la province de Québec, et dans laquelle certaines questions ont été déferées à l'autorité ecclésiastique. (*Pas imprimée.*)
- 123.. CAPITAINE ALLAN :—Réponse à adresse ; correspondance concernant la destitution ou la démission du capitaine Allan. (*Pas imprimée.*)
- 124.. RÉCLAMATIONS DE MINEURS MÉTIS :—Réponse à ordre ; réclamations faites en conformité de l'acte du Manitoba par des mineurs métis ou autres qui étaient absents temporairement à la date du 15 juillet 1880. (*Pas imprimée.*)
- 125.. BAIE GEORGIENNE :—Réponse à ordre ; correspondance relative au système adopté pour les permis accordés aux bateaux de pêche, et à son fonctionnement pour ce qui concerne la baie Georgienne, Ontario ; toutes demandes concernant la formation d'une compagnie dans le but de devenir seule permissionnaire pour la totalité ou la plus grande partie de ces fonds de pêche. (*Pas imprimée.*)
- 126.. PORT DE SOURIS, I.P.E. :—Réponse à ordre ; correspondance, etc., concernant les améliorations du port de Souris-Oust, dans l'île du Prince-Edouard. (*Pas impr.*)
- 127.. DOUANES D'HAMILTON :—Réponse à ordre ; pétition présentée par les citoyens d'Hamilton pour l'achat d'un emplacement, en vue d'y construire une nouvelle maison de douane. (*Pas imprimée.*)

- N° 128.. IMPRESSIONS PUBLIQUES :—Réponse à ordre ; état indiquant le montant payé pour impressions, par ordre du gouvernement, à quelque personne ou personnes autres que l'entrepreneur des impressions du parlement.
- 129.. ANNONCES :—Réponse à ordre ; état faisant connaître le montant payé pour annonces dans les divers journaux, et une liste de ces journaux. (*Pas imprimée.*)
- 130.. PONT SUR LA RIVIÈRE SAINT-JEAN :—Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance entre le gouvernement et toutes personnes intéressées ou offrant de contruire un pont sur les chutes de la rivière Saint-Jean, N.-B.
- 131.. CHEMIN DE FER DE WINDSOR ET ANNAPOLIS :—Réponse à ordre ; état donnant séparément les recettes brutes perçues pour le trafic local et d'entier parcours sur les voies ferrées exploitées par la Cie du chemin de fer de Windsor et Annapolis, et le mode adopté pour la repartition en vertu duquel on en est arrivé à parfaire la somme de \$21,216 payable au gouvernement. (*Pas imprimée.*)
- 132.. CHEMIN DE FER DE L'ÎLE VANCOUVER :—Réponse à adresse ; correspondance, etc., relative à la construction d'un chemin de fer sur l'île Vancouver. (*Pas imprimée.*)
- 133.. PORT DE CASCUMPÈQUE :—Réponse à ordre ; correspondance échangée avec le ministère des travaux publics depuis le 1er juillet dernier, au sujet de l'amélioration du port de Cascumpèque, comté de Prince, I.P.E. (*Pas imprimée.*)
- 134.. INSPECTION DU POISSON :—Réponse à ordre ; état faisant connaître la quantité de chaque espèce de poisson inspecté dans chaque district d'inspection pour lequel un inspecteur a été nommé ; l'honoraire exigé pour inspection dans chaque cas, et le montant brut des honoraires perçus en 1881. (*Pas imprimée.*)
- 134a. Réponse à ordre ; documents concernant l'importation du hareng salé de Terre-neuve ou de la côte du Labrador, et l'inspection de ce poisson à Terre-neuve, etc. (*Pas imprimée.*)
- 135.. TRAVERSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :—Réponse à adresse ; ordres en conseil concernant les bateaux traversiers faisant le service entre certains points du Canada et des États-Unis. (*Pas imprimée.*)
- 136.. CIRCULAIRES DU DÉPARTEMENT DES DOUANES :—Réponse à ordre ; toutes circulaires, etc., adressées par le département des douanes, concernant la définition des diverses classes d'articles importés, et les droits à percevoir sur les dits articles en vertu du tarif, depuis le 1er janvier 1874 jusqu'au 14 mars 1879. (*Pas imprimée.*)
- 136a. Réponse à ordre ; toutes circulaires, etc., adressées par le département des douanes concernant la définition des diverses classes d'articles importés, et les droits à percevoir sur les dits articles en vertu du tarif, depuis le 14 mars 1879 jusqu'au 1er février 1882. (*Pas imprimée.*)
- 137.. DÉMISSION DE D. J. MORSE :—Réponse à ordre ; correspondance relative à la destitution de D. J. Morse, sous-percepteur des douanes à Bear River, comté d'Annapolis. (*Pas imprimée.*)
- 138.. DROITS SUR LES LIQUEURS DE MALT :—Réponse à ordre ; exposé des divers modes adoptés jusqu'à présent pour recevoir les droits imposés sur le malt et les liqueurs de malt ; aussi, pour toute information concernant le mode en usage en Angleterre et aux États-Unis. (*Pas imprimée.*)
- 139.. TRAMWAY AUX GRANDS RAPIDES DE LA SASKATCHEWAN :—Réponse à ordre ; documents concernant l'octroi d'une charte à la Cie de la Baie d'Hudson pour construire un tramway contournant la rive nord des grands rapides de la Saskatchewan.
- 140.. JETÉES D'ARISAIG ET DU CAP GEORGE, ET BRISE-LAMES DE BAYFIELD, N.-E. :—Réponse à ordre ; rapports d'ingénieurs et pétitions concernant les jetées d'Arisaig et du Cap George, et la brise-lames de Bayfield, N.-E., depuis le 30 septembre 1878. (*Pas imprimée.*)
- 141.. ACTES DES LÉGISLATURES PROVINCIALES :—Réponse à adresse ; liste de tous les actes provinciaux passés par les législatures locales des diverses provinces du Canada et désavoués par le gouvernement du Canada, depuis le 1er juillet 1867 ; aussi, de tous ceux qui, bien que n'ayant pas été désavoués, ont été modifiés conformément à la demande du gouvernement du Canada ; aussi, de tous ceux qui ont été déclarés *ultra vires* par le conseil privé de Sa Majesté, etc. (*Documents de la session seulement.*)
- 141a. Réponse à adresse ; correspondance concernant des actes ou des bills des législatures provinciales qui ont été réservés, et qui n'ont pas encore été demandés au moyen d'une adresse ou d'un ordre de cette Chambre. (*Documents de la session seulement.*)

- N<sup>o</sup> 141b. ACTES DES LÉGISLATURES PROVINCIALES :—Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance, etc., concernant des actes des législatures provinciales passés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1880, ou réservés pour être sanctionnés par Sa Majesté. (*Doc. de la session seulement.*)
- 142.. EDIFICES PUBLICS, MANITOBA :—Rapport d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 8 avril 1880, concernant un mémoire en date du 20 mars 1880, des délégués de la province du Manitoba chargés de conférer avec le conseil privé du Canada, touchant la construction d'édifices publics, etc. (*Pas imprimé.*)
- 143.. OFFICIERS DE SANTÉ, HALIFAX ET SAINT-JEAN :—Réponse à ordre ; circulaires et instructions adressées aux officiers de santé dans les ports d'Halifax et Saint-Jean, N.B., au sujet des navires qui fréquentent ces ports et qui ont à leur bord des passagers atteints de maladies contagieuses. (*Pas imprimée.*)
- 144.. PORT DE TORONTO :—Memorandum, accompagné du plan concernant l'état passé et présent du port de Toronto, province d'Ontario, préparé sous la direction de l'honorable Hector Langevin, C. B., ministre des travaux publics,—et le rapport préparé par James B. Eads, I. C.
145. RIVIÈRE COWICHAN :—Réponse à ordre ; état indiquant l'argent dépensé pour la rivière Cowichan, et rapport de l'ingénieur faisant connaître si les travaux ont été complétés suivant les termes du contrat. (*Pas imprimé.*)
- 146.. CHEMIN DE FER DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD :—Réponse à ordre ; état donnant la liste des articles pour lesquels on a réduit les tarifs de transport sur le chemin de fer de l'Île du Prince-Édouard, depuis l'année 1878 ; aussi, correspondance relative à une nouvelle réduction, y compris le tarif que l'on exige pour le transport des voyageurs. (*Pas imprimée.*)
- 146a. État comparatif des opérations du chemin de fer de l'Île du Prince-Édouard, du 30 juin 1875 au 30 juin 1881.
- 146b. Réponse à ordre ; correspondance, etc., relative à la construction d'un embranchement de chemin de fer entre Harmony Station, sur le chemin de fer de l'Île du Prince-Édouard, et East Point
- 147.. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS :—Réponse à ordre ; relevé sommaire, pour les six mois expirés le 31 décembre 1881, de la quantité et de la valeur des exportations de chaque province et du Canada, comprenant les produits des mines, des pêcheries, des forêts, etc. ; aussi, un relevé sommaire pour chaque province et pour le Canada, de la quantité et de la valeur des importations comprenant ces mêmes articles, pendant la même période.
- 148.. DRAWBACK SUR MARCHANDISES :—Réponse à ordre ; état faisant connaître toutes les réclamations présentées pour drawbacks sur des articles fabriqués pour l'exportation, depuis le 22 janvier 1881, indiquant les noms des réclamants, etc. (*Pas imp.*)
- 149.. McLAREN vs. CALDWELL, ET BILL RELATIFS AUX COURS D'EAU :—Réponse à adresse ; demandant copie du jugement de la cour de chancellerie et de la cour d'appel d'Ontario, dans la cause de McLaren vs. Caldwell et al ; aussi, copie de toute correspondance au sujet du désaveu du bill relatif au cours d'eau. (*Pas imp.*)
- 149a. Réponse à adresse ; correspondance, etc., se rapportant à un acte de la législature d'Ontario, intitulé : "Acte pour protéger les intérêts publics sur les rivières, cours d'eau et ruisseaux," désavoué par le gouverneur en conseil.
- 150.. THOMAS FLETCHER :—Réponse à adresse ; correspondance et autres documents pouvant se rattacher à la demande de mise en liberté de Thomas Fletcher, sentenced le 8 juin 1881, par la cour de session générale de la paix pour le district de Montréal. (*Pas imprimée.*)
- 151.. CONDAMNATIONS DANS LES COURS DE COMTÉ, NOUVEAU-BRUNSWICK :—Réponse à ordre ; état mentionnant les personnes condamnées dans les cours de circuit et de comté de la province du Nouveau-Brunswick pendant les trois dernières années, et la sentence prononcée ; et aussi, les prisonniers condamnés au pénitencier pendant les dites années par les magistrats de police de la cité de Saint-Jean et la ville de Portland. (*Pas imprimée.*)
- 152.. PERMIS DE PÊCHE, SAINT-VALIER :—Réponse à ordre ; rapports, etc., concernant les pêches et permis de pêche accordés à François Ruelland et Jean B. Langlois, de Saint-Valier, etc. (*Pas imprimée.*)
- 153.. COMPAGNIES DE VOLONTAIRES, ALGOMA :—Réponse à ordre ; demandes faites de la part des jeunes gens du district d'Algoma, au département de la milice et de la défense, pour qu'il leur soit permis de former des compagnies de milice volontaire dans ce district. (*Pas imprimée.*)

- N° 154.. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS LE MANITOBA :—Réponse à adresse ; correspondance relative à toute commission émanée par le gouvernement local du Manitoba sur le mode d'administrer la justice dans cette province. (*Pas imprimée.*)
- 155.. PROPRIÉTÉ DU JARDIN DU CHATEAU, QUÉBEC :—Réponse supplémentaire à ordre (20 décembre 1880) ; documents qui ont été de temps en temps fournis au gouvernement, au soutien des prétentions de Henry A. P. Holland à la propriété du jardin du Château, Québec. (*Pas imprimée.*)
- 156.. STATION DE CHEMIN DE FER, SAINT-ANACLET :—Réponse à ordre ; correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés de la paroisse de Saint-Anaclet et de la Pointe-aux-Pères, au sujet de la construction d'une station dans la paroisse de Saint-Anaclet. (*Pas imprimée.*)
- 157.. CHEMIN DE FER DE KINGSTON ET PEMBROKE ; Réponse à ordre ; correspondance, etc., concernant les plaintes formulées contre le tracé et le fonctionnement du chemin de fer de Kingston et Pembroke, dans la cité de Kingston. (*Pas imprimée.*)
- 158.. CHEMIN DE FER DE PEMBROKE ET DU CANADA CENTRAL :—Réponse à adresse ; copie d'une pétition présentée à Son Excellence le gouverneur général par la corporation de la ville de Pembroke, dans le comté de Renfrew, en date du 30 janvier 1879, demandant qu'il plaise à Son Excellence dégager la dite ville du paiement d'un bonus de \$75,000.00 accordé à la compagnie du chemin de fer du Canada Central, en vue d'obtenir le prolongement de la dite voie ferrée. (*Pas imprimée.*)
- 159.. JUGE DE COURS DE COMTÉ :—Réponse à adresse ; correspondance concernant la tenue d'office des juges de cours de comté dans chacune des provinces. (*Pas imprimée.*)
- 160.. EXTRADITION :—Réponse à adresse ; correspondance au sujet de l'extradition et du dernier acte du Canada concernant l'extradition. (*Pas imprimée.*)
- 161.. POUVOIRS D'EAU DE LA RIVIÈRE LA PLUIE :—Réponse à ordre ; rapport et relevés hydrographiques de M. McLatchie, A.T.P., sur les pouvoirs d'eau de la rivière La Pluie, au Portage-du-Rat ou dans les environs. (*Pas imprimée.*)
- 162.. SAISIES DES DOUANES, BAIE D'HUDSON :—Réponse à ordre ; état faisant connaître toutes les saisies opérées par les autorités douanières aux ports de l'Original, York et Churchill et à tous les autres ports situés sur la Baie d'Hudson, pendant les sept dernières années. (*Pas imprimée.*)
- 163.. ACTE DE TEMPÉRANCE DU CANADA :—Réponse à ordre ; rapports annuels dressés par les pharmaciens patentés ou par les marchands de liqueurs, conformément à l'acte de tempérance du Canada, de 1878, dans les divers comtés et cités où la loi a été adoptée. (*Pas imprimée.*)
- 164.. CHEMINS DE FER DANS LE MANITOBA :—Réponse à adresse ; correspondance concernant toutes compagnies de chemin de fer légalement constituées, soit par la législation du Manitoba ou pour le parlement du Canada, dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, et se rapportant soit à des concessions ou réserves de terres, au tracé ou aux points extrêmes des lignes. (*Pas imprimée.*)
- 165.. DÉMISSION DE M. MAGEE :—Réponse à ordre ; correspondance, etc., concernant la destitution de William Magee, ci-devant directeur de poste à Greenwood, N.-E., et la nomination de Marsden Foster. (*Pas imprimée.*)
- 166.. CHEMIN DE FER DU SUD-EST DE WINNIPEG :—Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance, etc., relative à un acte de la législature de la province du Manitoba, intitulé : "Acte à l'effet d'incorporer la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg," désavoué par Son Excellence en conseil.
- 167.. NOMINATIONS JUDICIAIRES DANS QUÉBEC :—Réponse à adresse, représentations faites durant les derniers douze mois, par quelqu'une des sections du barreau de la province de Québec, au sujet des nominations judiciaires dans cette province. (*Pas imprimée.*)
- 168.. ÉTABLISSEMENTS DE PISCICULTURE :—Réponse à ordre ; état indiquant le nombre et la situation des établissements de pisciculture dans tout le Canada.
- 169.. VOL AU BUREAU DE POSTE D'ALMA, N.-B. :—Réponse à ordre ; correspondances, etc., concernant le vol commis au bureau de poste tenu par Nathan Cleveland, à Alma, comté Albert, N.-B. (*Pas imprimée.*)
- 170.. LICENCES DE MARIAGE, NOUVEAU-BRUNSWICK :—Réponse à adresse (*Sénat*) ; correspondance entre le gouvernement du Canada et celui du Nouveau-Brunswick, concernant certains actes passés par la législature du Nouveau-Brunswick, en 1869, relativement aux licences de mariage, la publication des bans, etc. (*Pas imprimée.*)

- N° 171.. DROITS SUR IMPORTATIONS, MANITOBA ET MONTAGNES-ROCHEUSES:—Réponse à ordre; relevé de tous droits perçus pour importation à ou près la frontière entre la province du Manitoba et les Montagnes-Rocheuses. (*Pas imprimée.*)
- 172.. DISTRICTS PROVISOIRES, T.N.O.:—Message transmettant copie d'un rapport du conseil privé du Canada, en date du 8 mai courant, au sujet de l'établissement de districts provisoires dans les territoires du Nord-Ouest. (*Pas imprimé.*)
- 173.. CIE DU CANAL DE NAVIGATION HURON ET ONTARIO:—Réponse à ordre; documents et correspondances adressés au gouvernement ou à aucun département par la compagnie du canal de navigation Huron et Ontario, ou autres personnes, au sujet de la construction d'un canal de navigation devant faire communiquer les eaux de la baie Georgienne avec celles du lac Ontario. (*Pas imprimée.*)
- 174.. PORTES D'ÉCLUSE DU CANAL CORNWALL:—Réponse à ordre; copie de toutes annonces et soumissions se rapportant à l'entreprise concédée l'été dernier pour de nouvelles portes d'écluse pour le canal de Cornwall. (*Pas imprimée.*)
- 175.. PÉAGES SUR BOIS DE SERVICE, ETC., CANAL GRENVILLE:—Réponse à ordre; état faisant connaître le nombre de pieds (mesure de planche) de bois de toute espèce, et le nombre de mille bardeaux et lattes, qui ont été expédiés par la voie du canal de Grenville, pendant les années 1879, 1880 et 1881, et pour lesquels des péages ont été perçus. (*Pas imprimée.*)
- 176.. MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS, ÉDIFICES PUBLICS:—Liste des noms, adresses et appointements des ingénieurs-mécaniciens et des chauffeurs employés dans les édifices publics du Canada; aussi, le montant requis pour les payer lorsqu'ils seront transférés au département des Travaux publics. (*Pas imprimée.*)
- 177.. LIEUT.-COLONEL WALTER ROSS:—Réponse à adresse; copie de toutes accusations portées contre le lieutenant-colonel Walter Ross, du 16<sup>ème</sup> bataillon de la milice volontaire, lorsqu'il commandait le camp de Picton. (*Pas imprimée.*)
- 178.. BOIS EXPÉDIÉ DE KINGSTON, BROCKVILLE ET PRESCOTT:—Réponse à ordre; état détaillé du nombre de pieds carrés de bois marchand de toute espèce expédié des ports de Kingston, Brockville et Prescott, pendant les années 1879, 1880 et 1881, et de la valeur totale de chaque espèce. (*Pas imprimée.*)
- 179.. NOMINATION D'UN JUGE A GASPÉ:—Réponse à ordre; documents concernant la nomination d'un juge dans le comté de Gaspé et le système de décentralisation judiciaire dans le Canada. (*Pas imprimée.*)
- 180.. THOMAS POTTS, SOUSTRACTION DE LETTRES:—Correspondance échangée entre Thomas Potts, de Saint-Jean, N.-B., et l'honorable ministre des finances, l'honorable directeur général des postes et l'honorable ministre de l'agriculture, ou aucuns des employés de leur département, au sujet de la destruction ou de la soustraction de lettres qui lui ont été expédiées du département de l'agriculture. (*Pas imprimée.*)
- 181.. BUREAU DE POSTE DE HOPWELL CORNER:—Réponse à ordre; correspondance, etc., adressée au gouvernement ou à quelqu'un des départements, concernant le changement de nom du bureau de poste de "Hopewell Corner" en celui de "Albert", dans le comté Albert, N.-B. (*Pas imprimée.*)
- 182.. M. C. UPPER:—Documents relatifs au steamer "M. C. Upper," pour dommages subis dans le canal Welland par suite de la rupture des portes d'écluse.
- 183.. ACTES CONCERNANT LES MAITRES DE PORT:—Réponse à ordre; correspondance échangée entre le département de la marine et des pêcheries et des personnes de Montréal relativement à la taxation et aux dépenses en vertu des actes concernant les maîtres de port. (*Pas imprimée.*)
- 184.. COMMISSAIRES DU HAVRE DE MONTRÉAL:—Réponse à ordre; derniers règlements de la commission du havre de Montréal, et requête des bateliers de Saint-François, etc., se plaignant de ces règlements. (*Pas imprimée.*)

---

---

# RAPPORTS

DES

# BANQUES INCORPORÉES

DU

# CANADA

TELS QUE SOUMIS AU PARLEMENT POUR L'ANNÉE

# 1882

INDIQUANT LES NOMS ET LE LIEU DE RÉSIDENCE DE CHAQUE ACTIONNAIRE, ET LE  
NOMBRE ET LA VALEUR NOMINALE DES ACTIONS POSSÉDÉES PAR EUX.

---

*Conformément à l'acte 34 Vic., ch. 5, s. 12.*

---



OTTAWA

IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON

1882





## TABLE DES MATIÈRES.

### PROVINCE D'ONTARIO.

	PAGE
Banque d'Ontario.....	5
Banque de Toronto.....	26
Banque Canadienne de Commerce.....	33
Banque de la Puissance .....	57
Banque Impériale du Canada.....	61
Banque de Hamilton.....	68
Banque Fédérale du Canada .....	75
Banque d'Ottawa.....	81
Banque Standard du Canada.....	85

### PROVINCE DE QUÉBEC.

Banque de Montréal.....	92
Banque de Québec.....	128
Banque de l'Amérique Britannique du Nord.....	142
La Banque du Peuple.....	166
Banque des Marchands du Canada.....	177
Banque Union du Bas-Canada.....	207
Banque Ville-Marie .....	221
Banque Molson.....	226
Banque des Cantons de l'Est.....	233
Banque d'Echange du Canada.....	244
La Banque Jacques-Cartier.....	248
La Banque de St. Jean.....	254
La Banque Nationale.....	257
La Banquè de St. Hyacinthe.....	272
Banque d'Hochelaga .....	279

### PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE.

La Banque de Pictou.....	285
Banque de la Nouvelle-Ecosse .....	290
Banque de Yarmouth.....	297
Banque d'Echange de Yarmouth, N. E.....	300
Cie de Banque d'Halifax.....	306
Banque Commerciale de Windsor.....	312
La Banque du Peuple d'Halifax.....	315
Banque des Marchands d'Halifax.....	320
Banque Union d'Halifax.....	324

### PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Banque du Nouveau-Brunswick.....	329
Banque Maritime de la Puissance du Canada.....	334



ONTARIO BANK.  
(BANQUE D'ONTARIO.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Abbott, Harry, jun., in trust.....	Montreal.....	200	8,600
Abbott, Jas. E.....	Toronto.....	5	200
Acadia Fire Insurance Company.....	Halifax.....	200	8,000
Accountant, Court of Chancery.....	Toronto.....	255	10,200
Adams, Albert.....	Montreal.....	80	3,200
Adams, Francis.....	do.....	106	4,240
Adams, Henry.....	Whitby.....	92	3,680
Adams, Richard W.....	Montreal.....	11	440
Aikins, Hon. J. C.....	Toronto.....	30	1,200
Alexander, Rev. Finlow.....	Guelph.....	21	840
Alexander & Stark.....	Toronto.....	52	2,080
Allan, D. H., Trust.....	do.....	25	1,000
Allan, Sir Hugh.....	Montreal.....	250	10,000
Allan, Margaret.....	Toronto.....	34	1,360
Allan, Wm.....	Montreal.....	45	1,800
Allen, Mrs. Jane.....	Peterboro'.....	21	840
Ambrose, Robt. S., Trust.....	Hamilton.....	15	600
Andrew, Miss Margaret A.....	Montreal.....	6	240
Andrews, Geo.....	Toronto.....	10	400
Andrews, Matthew.....	Cobourg.....	5	200
Appleby, Samuel.....	Paris, Ont.....	100	4,000
Armstrong, L., and E. A. Whitehead, Executors.	Montreal.....	2	80
Arnold, Jane Mary.....	do.....	25	1,000
Arnoldi, Frank.....	Toronto.....	2	80
Arnott, Andrew S.....	Cobourg.....	28	1,120
Atkinson, Wm. Henry.....	Toronto.....	84	3,360
Audy, J. R., and Mary E. Gaudet, Tutors.....	Ottawa.....	7	280
Augusta, Treasurer, Township of.....	Algonquin.....	350	14,000
Ault, J. R.....	Aultsville.....	2	80
Auston, Fred. W.....	Brighton.....	9	360
Avery, Jas. F., M.D.....	Halifax.....	25	1,000
Avery, Miss L. C.....	do.....	25	1,000
Babcock, Michael, Trust.....	Montreal.....	10	400
Bain, Hugh A., in trust.....	do.....	10	400
Bain, Rev. Jas.....	Markham.....	10	400
Bain, John, and D. Martin, in trust.....	Toronto.....	37	1,480
Baines, W. & C.....	do.....	10	400
Baird, Robt.....	Kincardine.....	1	40
Baird, Miss S. M.....	Montreal.....	10	400
Baker, Chas. D.....	England.....	58	2,320
Baker, John.....	Paris, Ont.....	165	6,600
Baldwin, W. M.....	Orillia.....	50	2,000
Ball, F. A.....	Toronto.....	5	200
Banks, Mary & Frances.....	Montreal.....	50	2,000
Baptist, Alex.....	Three Rivers.....	285	11,400
Baptist, Isabella.....	do.....	12	480
Baptist, Isabella C.....	do.....	90	3,600
Baptist, Jno., Executor.....	do.....	14	560
Baptist, Margaret.....	do.....	12	480
Barber, Mrs. Elizabeth.....	Streetsville.....	2	80
Barber, Mrs. N. G.....	Toronto.....	8	320
Barfoot, Samuel.....	Chatham.....	60	2,400
Barlow, Wealthy Jane.....	Richmond, Que.....	29	1,160
Barnhart, Asaph J.....	Mille Roches, Ont.....	90	3,600
Barnhart, Noah.....	Toronto.....	2	80
Barss, Jno. W.....	Wolfville.....	500	20,000
Bartlett, Geo.....	Oshawa.....	52	2,080

Ontario Bank—Continued.  
(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Bate, C. T.....	Ottawa.....	216	8,640
Bates, Nancy Jane.....	Bowmanville.....	35	1,400
Bayne, Thomas.....	Halifax.....	300	12,000
Beatty, Jas., jun.....	Toronto.....	1	40
Beatty, Robt., & Co.....	do.....	25	1,000
Beith, A. & H., Trust.....	Bowmanville.....	12	480
Beith, Hector.....	do.....	100	4,000
Bell, Chas.....	Halifax.....	13	520
Bell, Mrs. Sarah Louisa.....	Ottawa.....	45	,800
Bellwood, Estate Chas.....	Bowmanville.....	5	200
Bellwood, C. J.....	Newcastle.....	20	800
Bellwood, J. H., Trust.....	do.....	45	1,800
Bellwood, Mrs. Minerva A.....	do.....	27	1,080
Beman, Mrs. M. C.....	do.....	8	320
Bender, Albert H.....	Montmagny.....	4	160
Bent, Jno. K.....	Halifax.....	30	1,200
Best, Jno.....	Corwall.....	120	4,800
Best, Jno.....	Oshawa.....	45	1,800
Best, Robt.....	do.....	20	800
Best, Samuel Hy.....	Mount Pleasant.....	89	3,560
Beswick, Jas., in trust.....	Toronto.....	17	680
Beswick, Mrs. Martha A.....	do.....	7	280
Bethune, Jas.....	do.....	10	400
Bethune, Miss Julia A. V.....	Cobourg.....	4	160
Bigelow, Cyrus.....	Lindsay.....	30	1,200
Bigelow, Jas. W.....	Wolfville.....	100	4,000
Billings, F. T., Estate.....	Oshawa.....	75	3,000
Bingley, Thos.....	Grafton.....	12	480
Birch, Richd. J. W., in trust.....	Montreal.....	58	2,320
Bird, Mrs. Harriet.....	Bowmanville.....	6	240
Birnie, Grace I.....	Toronto.....	16	640
Black, H. C.....	Pugwash, N.S.....	125	5,000
Black, Wm. A.....	Halifax.....	25	1,000
Blaikie, Jno. L.....	Toronto.....	10	400
Blakey, Miss Eliza.....	Prescott.....	25	1,000
Blakey, Miss Margaret.....	do.....	57	2,280
Blakey, Miss M. A.....	do.....	59	2,360
Blamey, Mrs. Ann.....	Oshawa.....	2	80
Bleakley, Francis.....	Bowmanville.....	82	3,280
Boate, W. T., Estate.....	Newcastle.....	75	3,000
Bolton, Richd.....	Montreal.....	25	1,000
Bond Bros.....	do.....	1	40
Bond, Jno. B., in trust.....	do.....	138	5,520
Boothby, Thos.....	Altona.....	7	280
Borland, Mrs. Ann.....	Bowmanville.....	3	120
Borrowman, Miss E.....	Whitby.....	2	80
Bowen, Bradford.....	Newcastle.....	123	4,920
Bowen, Hiram.....	do.....	108	4,320
Bowen, Mary.....	Bowmanville.....	10	400
Bowen, Mrs. M. A.....	Newcastle.....	14	560
Bowen, Margaret A., in trust.....	do.....	3	120
Bower, Richd.....	St. Sebastian.....	10	400
Boyd, Miss Agnes.....	Montreal.....	33	1,320
Boyd, Janet.....	do.....	33	1,320
Boyd, Jno.....	do.....	25	1,000
Boyd, Mrs. M. S., Estate.....	Prescott.....	15	600
Boyer, Jno.....	Kincardine.....	10	400
Boyer, J. A. T.....	Montreal.....	30	1,200
Boyer, J. C. A.....	do.....	30	1,200
Boyer, Lewis A.....	do.....	30	1,200
Boyer, Mary E. C.....	do.....	30	1,200

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Boyer, Mary L. A.....	Montreal.....	30	1,200
Boyer, Thos.....	Virginia.....	10	400
Boyer, T. & J., in trust.....	Kincardine.....	10	400
Bradford, Jno.....	Granby.....	67	2,680
Bradley, Thos., Estate.....	Hampton.....	10	400
Bradshaw, Florence M.....	Quebec.....	2	80
Bradshaw (wife J. A. Kaulback).....	Truro, N.S.....	2	80
Bradshaw, Myrrha H.....	Inverness, Que.....	95	3,800
Bradshaw, Myrrha T.....	Quebec.....	80	3,200
Braithwaite, Elizabeth.....	Cavansville.....	47	1,880
Brandchaud, Moise.....	Montreal.....	20	800
Brennan, Margaret.....	do.....	187	7,480
Breadon, Anne J.....	Richmond, Que.....	17	680
Brent, Wm.....	Tyrone.....	25	1,000
Broad, Mrs. Grace.....	Haydon.....	12	480
Broad, Wm.....	do.....	50	2,000
Broadhead, Mrs. J. E.....	Prescott.....	14	560
Brookfield, Saml. N.....	Halifax.....	40	1,600
Brookfield, Wm. H.....	do.....	16	640
Brooks, E. T., and W. S. Sinclair.....	Perth.....	80	3,200
Brophy, Robt.....	Montreal.....	7	280
Brown, Mrs. Ann.....	do.....	19	760
Brown, Evelina.....	do.....	50	2,000
Brown, Mary.....	do.....	20	800
Brown, Robt.....	do.....	100	4,000
Brown, Wm.....	Tyrone.....	14	560
Brown, Wm.....	Caledonia.....	250	10,000
Brown, Jas.....	Toronto.....	53	2,120
Browne, Jas. M. D.....	do.....	60	2,400
Browne, Jas. and Philip.....	do.....	21	840
Brownfield, Fred.....	Halifax.....	13	520
Browning, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	18	720
Bruce, Robt.....	Quebec.....	30	1,200
Brydon, Jas.....	Galt.....	2	80
Brydon, Walter.....	Hepworth.....	7	280
Buchan, Miss Erskine.....	Toronto.....	3	120
Buchanan, Mrs. A.....	Laggan.....	21	840
Buchanan, Mrs. A., in trust.....	do.....	41	1,640
Burgess, Ralph K.....	Toronto.....	1	40
Burk, Mrs. Clara C.....	Bowmanville.....	20	800
Burk, D. F., sen., Estate.....	do.....	5	200
Burk, H. W.....	do.....	5	200
Burland, Geo. B.....	Montreal.....	150	6,000
Burnett & Co.....	do.....	1,263	50,250
Burwell, Mrs. Alice.....	Port Burwell.....	1	40
Burwell, Miss Alice J.....	do.....	30	1,200
Burwell, M. G.....	do.....	55	2,200
Burwell, P. J.....	do.....	80	3,200
Cahill, Ed. D., Trust.....	Hamilton.....	12	480
Calder, Jno.....	Brooklin, Ont.....	37	1,480
Cambie, Henry J.....	Ottawa.....	24	960
Cameron, David.....	Point St Charles.....	100	4,000
Cameron, Rev. J. Y. and A. Gray, Trustees.....	Montreal.....	25	1,000
Cameron, Rev. Jas.....	Millbrook.....	25	1,000
Campbell, Alex., sen.....	Keene.....	32	1,280
Campbell, Arch.....	Montreal.....	100	4,000
Campbell, Maria.....	Colborne.....	12	480
Campbell, Mary, J. and A. McGown, Tutors.....	Montreal.....	25	1,280
Campbell, Mathew.....	do.....	120	4,800
Carmichael, Caroline.....	New Glasgow, N.S.....	12	400
Carmichael, Miss Jessie.....	do.....	13	500

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES: — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Carmichael, Jno. R.....	New Glasgow, N.S.....	25	1,000
Carpenter, Mrs Louisa D. F.....	New Hampshire.....	32	1,280
Carpenter, W. H.....	Kincardine.....	75	3,000
Carr, Thos.....	Thornhill.....	13	520
Carswell, Jno.....	Prince Albert.....	52	2,080
Carter, Geo.....	Montreal.....	60	2,400
Carter, Miss J. M.....	Beamsville.....	4	160
Carter, Wm. H.....	Quebec.....	45	1,800
Cassils, Son & Co.....	Toronto.....	24	960
Chamberlain, Mrs. J. A.....	Napanee.....	28	1,120
Chadwick, Ed. M.....	Toronto.....	2	80
Chadwick, Ed. M., in trust.....	do.....	3	120
Chadwick, Mrs. Maria M., in trust.....	do.....	2	80
Chaffey, Isaac M.....	do.....	25	1,000
Chaffers, Mrs. H.....	Montreal.....	100	4,000
Chalmers, Alex.....	Huntingdon, Que.....	25	1,000
Chalmers, David C.....	Digby, N.S.....	40	1,600
Charlebois, L. B. A.....	Laprairie.....	25	1,000
Oheese, Wm. E.....	Montreal.....	25	1,000
Cheney, Gilman.....	do.....	100	4,000
Cherry, Robt.....	Bowmanville.....	50	2,000
Christie, Mrs. Agnes B.....	King.....	12	480
Christie, M., Estate.....	Toronto.....	21	840
Christie, Mrs. Sarah.....	Montreal.....	33	1,320
Christie, Wm. J.....	do.....	175	7,000
City and District Savings Bank.....	do.....	2,100	84,000
Clark, A. C.....	Sarnia.....	250	10,000
Clark, Robt.....	Newcastle.....	7	280
Clark, Thos.....	Ste. Philomène.....	110	4,400
Clarke, Geo. A., M.D.....	Toronto.....	40	1,600
Clarke, Mrs. Margt.....	Montreal.....	45	1,800
Cleary, J. F.....	Halifax.....	50	2,000
Cleeve, Mrs. Frances D.....	Montreal.....	28	1,120
Clemens, Miss Abigail.....	Bowmanville.....	10	400
Clemens, Ada.....	do.....	10	400
Clemens, Jos.....	do.....	36	1,440
Clemens, Jos., in trust.....	do.....	3	120
Clemens, Stephen, Estate.....	do.....	96	3,840
Clemens, Wm., Estate.....	Tryone.....	25	1,000
Clemens, W. J.....	Bowmanville.....	4	160
Clerk, Alex.....	Montreal.....	75	3,000
Clouston, Rose M.....	do.....	11	440
Cockburn, G. R. R.....	Toronto.....	112	4,480
Cody, Ben.....	Newmarket.....	15	600
Cole, Mrs. Charlotte.....	Tyrone.....	6	240
Cole, Jno. R.....	do.....	12	480
Cole, Rebecca.....	Hampton.....	1	40
Cole, Roger.....	Tyrone.....	6	240
Coleman, Mrs. Jane S. H.....	England.....	125	5,000
Coleman, Wm. J.....	Halifax.....	100	4,000
Colton, Vianna.....	Bowmanville.....	14	560
Confederation Life Ass., in trust.....	Toronto.....	25	1,000
Cook, H. H.....	do.....	100	4,000
Cookson, S., in trust.....	Montreal.....	2	80
Costly, Jno.....	Halifax.....	100	4,000
Couvillier, Miss Luce.....	Montreal.....	7	280
Cowie, Catherine.....	do.....	15	600
Cowie, Wm.....	do.....	200	8,000
Cowley, Daniel O.....	Ottawa.....	30	1,200
Craig, George W.....	Montreal.....	35	1,400
Cream, Wm.....	Quebec.....	25	1,000

## Ontario Bank.—Continued.

(Banque d'Ontario.—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
•Crerar, Wm. G.....	Pictou, N.S.....	150	6,000
•Crosby, John.....	Montreal.....	25	1,000
•Croskerry, Robert, sen., Estate.....	Perth.....	15	600
•Cryderman, E. B.....	Hampton.....	63	2,520
•Cryderman, Joseph.....	do.....	39	1,560
•Cryderman, J. H.....	Bowmanville.....	9	360
•Cuddihy, Michael.....	Montreal.....	50	2,000
•Cuff, James R.....	Township of Scott.....	12	480
•Culton, Helen.....	New Glasgow, N.S.....	5	200
•Cumming, Mrs. Jane.....	Colborne.....	127	5,080
•Cumming, Sophia.....	Goderich.....	18	720
•Currier, Jas. E. W.....	Ottawa.....	27	1,080
•Curry, Mark.....	Port Perry.....	37	1,480
•Curtis, Christopher S.....	Bowmanville.....	20	800
•Daly, M. B., and Albert H. Furniss, Trustees.....	Halifax.....	185	7,400
•Dardes, Thos.....	Morrisburg.....	400	16,000
•Dardis, Mrs. Agnes.....	do.....	100	4,000
•Darling, Andrew.....	Montreal.....	18	720
•Darling, Adam, in trust.....	do.....	200	8,000
•Darling, Wm., and John White, Executors.....	do.....	168	6,720
•Davidson, Mrs. Elizabeth.....	Peterboro'.....	3	120
•Davidson, Mrs. Elizabeth.....	do.....	15	600
•Davidson, James I.....	Pickering.....	60	2,400
•Davies & Co.....	Montreal.....	100	4,000
•Davies, Maggie E. D.....	Bowmanville.....	3	120
•Davis, Miss Kate.....	Kingston.....	23	920
•Dean, Jane, Tutor.....	Three Rivers.....	12	480
•Deblois, Mrs. Mary Sophia.....	Wolfeville, N.S.....	8	320
•Delaney, William C.....	Halifax.....	40	1,600
•Denistown, Robt., in trust for E. O. Denistown.....	Peterboro'.....	43	1,720
•Denistown, Robt., in trust for G. A. Denistown.....	do.....	6	240
•Denistown, Robt., and James F., Trustees.....	do.....	16	640
•Denny, A., in trust.....	Ottawa.....	75	3,000
•Desforges, Anatok.....	Quebec.....	12	480
•Desforges, Elizabeth.....	Montreal.....	40	1,600
•Devine, John, sen., Estate.....	New Lancaster.....	24	960
•Devitt, Mrs. Rachel.....	Cadmus.....	9	360
•Dewar, Farquhar.....	Dunvegan.....	30	1,200
•Diamond, A. H., and W. O'Reilley, Trustees.....	Toronto.....	55	2,200
•Dick, William.....	Montreal.....	5	200
•Dodwell, Lawrence E.....	Halifax.....	8	320
•Donaldson, Louisa E.....	Ottawa.....	46	1,840
•Donaldson, Robt.....	England.....	5	200
•Donovan, William, Estate.....	Dalkeith, Ont.....	10	400
•Doran, Mrs. Elizabeth Ann.....	Lachine.....	15	600
•Douglas, Maria P.....	Montreal.....	1	40
•Douglas, Miss Sophia J.....	Port Burwell.....	5	200
•Drinkwater, Mrs. Sarah E.....	Montreal.....	20	800
•Drummond, Duncan.....	Keene.....	18	720
•Drummond, John.....	Spencerville.....	3	120
•Drummond, William.....	Paris, Ont.....	30	1,200
•Dryden, James.....	Brooklin.....	25	1,000
•Duboid, Alphonse.....	Three Rivers.....	22	880
•Duff, John M. M., in trust.....	Montreal.....	7	280
•Duncan, D. H.....	Halifax.....	80	3,200
•Duncan, D. L.....	Montreal.....	50	2,000
•Duncan, William.....	do.....	92	3,680
•Dundas, Mrs. A. E.....	Streetsville.....	14	560
•Dunn, Timothy H.....	Quebec.....	25	1,000
•Durnford, Jane.....	Montreal.....	3	120
•Dwyer, Robert.....	Toronto.....	30	1,200



Ontario Bank.—*Continued.*  
(Banque d'Ontario.—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant)
			\$
Eadie, Margaret.....	Montreal.....	18	720
Earls, John.....	Toronto.....	20	800
Eastland, William.....	Peterboro'.....	30	1,200
Eastwood, Wm. O., J. E. Farewell and H. B. Taylor, Trustees.....	Whitby.....	100	4,000
Eddy, Charles M., Estate.....	Orono.....	37	1,480
Eddy, Elizabeth H.....	Mitchell.....	12	480
Eddy, James F.....	Newcastle.....	37	1,480
Edwards, Hy.....	Warsaw.....	25	1,000
Edwards, Jos.....	do.....	25	1,000
Edwards, Samuel.....	do.....	25	1,000
Edwardsburg, Treasurer, Township of.....	Prescott.....	228	9,120
Egan, Sarah L.....	Aylmer, Que.....	5	200
Elliott, Wm.....	Iroquis.....	67	2,680
Elliott, John, in trust.....	Lachine.....	12	480
Elliott, Torence W. and Jas. Patterson, Executors	Montreal.....	42	1,680
Ellis, Charlotte E.....	do.....	18	720
Ellis, Jane E.....	do.....	18	720
Elsworth, Mrs. Eliza.....	Ashburnham.....	3	120
Elwell, Ann.....	Montreal.....	67	2,680
Empson, Rev. Jno.....	do.....	15	600
Erskine, Jno. S.....	Township of Cumberland.....	10	400
Evans, Mrs. F. M.....	Montreal.....	47	1,880
Evans, Wm. S.....	do.....	50	2,000
Fairbairn, Jas. F.....	Newcastle.....	25	1,000
Farlinger, Mrs. A.....	Cornwall.....	17	680
Farlinger, Mrs. Isabella F.....	Morrisburg.....	30	1,200
Farncombe, Fred.....	Newcastle.....	190	7,600
Farrell, Mrs. Amanda.....	Warsaw.....	10	400
Farrell, C.....	Dartmouth, N.S.....	50	2,000
Faulkner, Geo.....	Montreal.....	30	1,200
Feilde, Mrs. C.....	Prescott.....	63	2,520
Fenwick, W. I.....	Montreal.....	10	400
Ferguson, Alex., Estate.....	Lancaster.....	46	1,840
Ferguson, Arch.....	Montreal.....	73	2,920
Ferguson, Miss Charlotte C.....	Hamilton.....	40	1,600
Ferguson, Ed., Estate.....	Toronto.....	35	1,400
Ferguson, Mrs. Margret.....	Eversley.....	11	440
Field, J. C.....	Cobourg.....	50	2,000
Filer, Geo.....	Montreal.....	15	600
Filer, Isaac H.....	Noyan, Que.....	20	800
Finlay, David.....	Sorel.....	40	1,600
Firemen's Benevolent Association.....	Montreal.....	20	800
Fish, Wm. T. and Jno. Fisher, Trustees	Cobourg.....	35	1,400
Fisher, A.....	Toronto.....	5	200
Fisher, David.....	Bowmanville.....	158	6,320
Fisher, D., in trust.....	do.....	14	560
Fisk, Betsy.....	Montreal.....	22	880
Fitton, Horace W.....	Gait.....	2	80
Fitzpatrick, Jno., Estate.....	Montreal.....	229	9,160
Fleck, Jas.....	do.....	25	1,000
Fleming, Mrs. Anne Jean.....	Ottawa.....	100	4,000
Fleming, Sandford H.....	do.....	5	200
Foley, Almira G.....	Peterboro'.....	15	600
Foot, Mrs. Mary F.....	Vermont.....	360	14,400
Forbes, H. R., in trust.....	Toronto.....	8	320
Forbes, Janet.....	New Glasgow, N.S.....	20	800
Forbes & Lounsbrough.....	Toronto.....	13	520
Forrester, Jno.....	Glen Major.....	10	400
Foster, Geo. K.....	Richmond, Que.....	74	2,960
Fraser, Hon. C. F.....	Brockville.....	125	5,000

**Ontario Bank—Continued.**  
(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Fraser, F. W.....	Pictou, N.S.....	10	\$ 400
Fraser, Grace.....	Prescott.....	2	80
Fraser, Zebina.....	Bowmanville.....	9	360
French, Jas.....	Toronto.....	63	2,520
Frothingham, Rev. F.....	Buffalo.....	107	4,280
Frothingham, Geo. F., Estate.....	Montreal.....	108	4,320
Frothingham, Louisa G.....	do.....	106	4,240
Fuller, Mrs. Cynthia.....	Hamilton.....	75	3,000
Funston, J. J.....	Toronto.....	20	800
Putvove, Catharine H.....	Montreal.....	12	480
Gagnon, Gideon.....	Stanford, Que.....	10	400
Gardner, Mrs. Janet.....	Orono.....	8	320
Gall, Jno.....	Keene.....	20	800
Gamsby, Mrs. Mary.....	Orono.....	37	1,480
Gardner, Chas.....	Lyn.....	10	400
Garnham, W.....	Winnipeg.....	30	1,200
Garvin, E. G.....	Newcastle.....	17	680
Geen, Robt.....	Montreal.....	15	600
Geraghty, P., Estate.....	Kingston.....	35	1,400
Germann, Chas., Estate.....	Waterloo, Ont.....	38	1,520
Germann, Susanna.....	do.....	25	1,000
Gibb, Jas.....	Quebec.....	220	8,000
Gibb, Lizzie N.....	do.....	150	6,000
Gilbard, Thos.....	Cobourg.....	5	200
Gilman, Francis E.....	Montreal.....	500	20,000
Gilmour, Allan.....	Ottawa.....	360	14,400
Gilmour, Thos.....	Brockville.....	50	2,000
Gimson, F. W.....	England.....	135	5,400
Gimson, J. F.....	Toronto.....	20	800
Glackemeyer, Chas.....	Montreal.....	60	2,400
Gladman, Jos., sen.....	Port Hope.....	42	1,680
Glass, Chester.....	London, Ont.....	1	40
Glass, David, Q.C.....	do.....	3,030	121,200
Glass, David, Q.C., in trust for Eng. Loan Co.....	do.....	1,569	62,760
Glen, F. W.....	Oshawa.....	1	40
Godard, Norris.....	England.....	53	2,120
Godfrey, Jno.....	Peterboro'.....	13	520
Godson, Geo. R.....	England.....	367	14,680
Goltman, Samuel.....	Montreal.....	25	1,000
Goodall, Jas.....	Toronto.....	11	440
Goodfellow, Miss E. G.....	Springvale.....	10	400
Gordon, Mrs. Eliza S.....	Ottawa.....	50	2,000
Gould, Geo., sen., Estate.....	St. Marys.....	58	2,320
Gould, Jos., Estate.....	Oshawa.....	37	1,480
Gould, Jos. E.....	East Whitby.....	118	4,720
Graham, Jas., in trust.....	Toronto.....	10	400
Graham, Rachel.....	Montreal.....	12	480
Graham, W. J.....	Owen Sound.....	25	1,000
Grant, Robt. P.....	Pictou, N.S.....	50	2,000
Gray, R. Bruce.....	Pembroke.....	5	200
Gray, Wm.....	Stratford.....	25	1,000
Green, Robt.....	Montreal.....	75	3,000
Green, R. H. C.....	Toronto.....	30	1,200
Greenaway, Mrs. Grace.....	Little Britain.....	25	1,000
Greenaway, Richard.....	Haydon.....	54	2,160
Gregston, Jno. Trust.....	London, Ont.....	20	800
Greig, Alex., Estate.....	Oshawa.....	74	2,960
Grist, Henry.....	Ottawa.....	25	1,000
Grose, Mrs. Rebecca.....	Newcastle.....	125	5,000
Grose, Stephen.....	Whitby.....	25	1,000
Grose, Wm.....	Newcastle.....	125	5,000

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Gunn, Jas.....	Toronto.....	12	\$ 480
Gwynne, Miss Eliza Ann.....	do.....	14	560
Gyde, Chas.....	Montreal.....	15	600
Gzowski, Col. O. S.....	Toronto.....	1,057	42,280
Gzowski & Buchan.....	do.....	89	3,560
Hacquoil, Francis.....	Quebec.....	90	3,600
Hadley, Francis.....	Upper Lachine.....	22	880
Hadrill, Alf. W.....	Montreal.....	25	1,000
Hagar, Chas. W., Executor.....	do.....	195	7,800
Haines, Ann.....	Dickson's Corners.....	15	600
Haines, Jacob.....	Morrisburg.....	14	560
Hall, Adam, Estate.....	Peterboro'.....	175	7,000
Hall, Mrs. Anna M.....	Montreal.....	63	2,520
Hall, Ezra.....	Orono.....	25	1,000
Hall, Mrs. Frances H.....	Montreal.....	14	560
Hall, Ida M.....	Bowmanville.....	25	1,000
Hall, Mrs. Isabella M. E.....	Peterboro'.....	17	680
Hall, Jane G.....	do.....	25	1,000
Hall, Jno.....	do.....	175	7,000
Hall, Mrs. Kate.....	Otton.....	48	1,920
Hall, Rev. Wm., in trust.....	Montreal.....	1	40
Hall, Rev. Wm., in trust.....	do.....	3	120
Halsted, Jas. A.....	Mount Forest.....	300	12,000
Hand-in-Hand Mutual Fire Insurance Co.....	Toronto.....	60	2,400
Handyside, Mary B.....	Montreal.....	35	1,400
Handyside, Noah J.....	do.....	2	80
Hanson, Chas. D., Curator.....	do.....	50	2,000
Hardie, Andrew.....	Longueuil.....	71	2,840
Harding, Louisa.....	Prescott.....	27	840
Harper, Samuel.....	Kingston.....	72	2,880
Hart, E. M., & Son.....	Three Rivers.....	300	12,000
Hartford Insurance Co.....	Montreal.....	325	13,000
Hartley, Isaac.....	New Glasgow, N.S.....	115	4,600
Hartley, Jonathan.....	Pirate Harbor, N.S.....	25	1,000
Hartshorne, Hugh.....	Halifax.....	100	4,000
Harvey, Jas.....	Peterboro'.....	53	2,120
Harvey, Jno. H.....	Halifax.....	11	440
Helm, Jno.....	Toronto.....	100	4,000
Helsom, Jno.....	Bowmanville.....	34	1,360
Hennigar, Abbie.....	Halifax.....	10	400
Henry, Emma.....	South Elmsley.....	3	120
Henshaw, Maria L.....	Montreal.....	12	480
Heron, Mary E.....	Ashburn.....	30	1,200
Heron, Wm.....	do.....	26	1,040
Higgins, Elizabeth.....	Montreal.....	15	600
Higgins, Letitia.....	do.....	12	480
Hill, H., M. D.....	Ottawa.....	100	4,000
Hill, H., and Louise E. Lawrenson, Executrix.....	do.....	14	560
Hill, Thos. S.....	Halifax.....	10	400
Hilton, Jas.....	Montreal.....	30	1,200
Hingston, W. H., M. D., Trust.....	do.....	36	1,440
Hingston, W. H., in trust.....	do.....	2	80
Hoar, Thos.....	Bowmanville.....	25	1,000
Hobson, E.....	Toronto.....	25	1,000
Hodgins, Ed.....	London, Ont.....	100	4,000
Hogan, Hy., Tutor.....	Montreal.....	16	640
Holden, Jno., Estate.....	Prescott.....	150	6,000
Holt, Jno. H.....	Quebec.....	30	1,200
Home Savings and Loan Co., in trust.....	Toronto.....	328	13,120
Honey, Chas.....	Bowmanville.....	25	1,000
Honey, Chas., Trust.....	do.....	7	280

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Hooper, Ed.....	Toronto.....	75	3,000
Hopper, Sarah.....	Quebec.....	37	1,480
Hopper, Wm.....	Cobourg.....	4	160
Hoskin, Wm.....	Bowmanville.....	30	1,200
Howard, Miss H. B.....	Ottawa.....	6	240
Howard, Miss M. C.....	do.....	6	240
Howland, O. A.....	Toronto.....	22	880
Howland, Lady S.....	do.....	39	1,560
Howland, Lady S., in trust.....	do.....	35	1,400
Howland, W. H.....	do.....	8	320
Howland, Sir W. P.....	do.....	182	7,280
Howland, Sir W. P., Kenneth Mackenzie and M. C. Cameron, in trust.....	do.....	30	1,200
Hughes, Mrs. Ann.....	do.....	75	3,000
Hughes, Emma.....	Ireland.....	37	1,480
Hughes, Mrs. Mary E.....	Toronto.....	23	920
Hughes, Patrick.....	do.....	125	5,000
Hughes, Pat., Trust.....	do.....	25	1,000
Hughes, P., and D. J. Rees, in trust.....	do.....	238	9,520
Hulbert, Mrs. M. O.....	Prescott.....	7	<del>280</del>
Hull, Jno.....	Lakefield.....	7	<del>280</del>
Humphries, Ann.....	North Augusta.....	12	480
Hunt, Aubrey S.....	Dartmouth, N.S.....	8	320
Hunt, Aubrey S.....	do.....	15	600
Hunter, J. H.....	Durham.....	50	2,000
Hurst, C. W.....	Toronto.....	30	1,200
Hyland, Jno.....	Oshawa.....	90	3,600
Inrie, Thos.....	Montreal.....	50	2,000
Incorporated Synod, Diocese of Ontario.....	Kingston.....	18	720
Ingham, Joshua.....	Doncaster.....	60	2,400
Irish, Mrs. Jennie H.....	Toronto.....	3	120
Irish, Mark H., in trust.....	do.....	3	120
Ironfield, Thos.....	do.....	100	4,000
Irvine, Rev. Jno.....	Harrison.....	50	2,000
Irving, Amilius, and J. B. Robinson, Trustees.....	Hamilton.....	49	1,960
Irwin, Jas.....	Prescott.....	152	6,080
Jack, Peter.....	Halifax.....	45	1,800
Jackson, Andrew.....	Peterboro.....	196	7,840
Jackson, Chas.....	Sutton Junction, Que.....	1	40
Jackson, Chas. A.....	Waterloo, Que.....	1	40
Jackson, Danl.....	Pictou, N.S.....	35	1,400
Jackson, Jno., jun.....	Toronto.....	26	1,040
James, Wm. D. B., jun., in trust.....	Montreal.....	15	600
Jarvis, Jos.....	Guelph.....	60	2,400
Johnston, Frank.....	Montreal.....	12	480
Johnston, Wm. E.....	Grafton.....	25	1,000
Jones, Andrew.....	Maitland.....	83	3,320
Jones, Dunham.....	do.....	30	1,200
Jones, Mrs. Frances A.....	do.....	44	1,760
Jones, Hy. J.....	Perch Station.....	100	4,000
Jones, Miss Eliza.....	Bowmanville.....	83	3,320
Jones, Matthew, Estate.....	do.....	30	1,200
Jost, Chas. S.....	Halifax.....	45	1,800
Jost, Matilda S.....	do.....	18	720
Kaine, Miss Sarah.....	Montreal.....	3	120
Katerson, Catherine.....	Newcastle.....	32	1,280
Katerson, Elizabeth.....	do.....	14	560
Kay, Miss Cath. E.....	Toronto.....	71	2,840
Keeler, Jas. and Geo. Dalton, Executors.....	Spencerville.....	77	3,080
Keith, David S.....	Toronto.....	25	1,000
Kelly, M. E.....	Port Hope.....	15	600

Ontario Bank—Continued.  
(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Kelly, Mrs. M. F.....	Penetanguishene.....	35	1,400
Kennil, F. N.....	Chicago.....	85	3,400
Kenny, Sir Ed.....	Halifax.....	102	4,080
Kenny, J. F.....	do.....	300	12,000
Kenny, J. F. and E. G. Kenny, Trustees.....	do.....	409	16,360
Kerr, A. T.....	Toronto.....	150	6,900
Kerr, A. T.....	do.....	1	40
Kerr, Geo., Estate.....	Chatham, N.B.....	74	2,960
Kershaw, Jno.....	Montreal.....	20	800
Keterson, Jos.....	Toronto.....	158	6,320
King, Ed. F.....	Montreal.....	10	400
King, Ed. F., Executor.....	do.....	12	480
King, R. N., in trust.....	do.....	1	40
Kingston, Maria.....	Ottawa.....	16	640
Kinnear, Harriet.....	Kinnear's Mills.....	25	1,000
Kinnear, Jas., sen.....	do.....	199	7,960
Kinnear, Jas., jun.....	Leeds, Que.....	17	680
Kinnear, Jno.....	Springvale.....	12	480
Kirkpatrick, J. C.....	Goderich.....	165	6,600
Knapp, Anne, Tutrix.....	Isle of Man.....	70	2,800
Labatt, Mrs. Mary S.....	Prescott.....	18	720
Laboureaux, Miss Josephine.....	Penetanguishene.....	14	560
Laerte, Narcisse.....	Quebec.....	25	1,000
Lafleur, Ed.....	Montreal.....	125	5,000
Lake, Jno. N.....	Toronto.....	1	40
Lamarquand, Chas.....	Gaspé.....	6	240
Lamethe, J. M.....	Montreal.....	9	360
Lane, Chas.....	Napance.....	104	4,160
Lang, Mrs. Agnes S.....	Ottawa.....	50	2,000
Lang, Wm., sen.....	Keene.....	16	640
Langmaid, Mrs. E.....	Taunton, Ont.....	2	80
Langmaid, Jos., sen.....	Hampton.....	6	240
Langmaid, Jos, jun., Trust.....	Taunton, Ont.....	27	1,080
Langton, Mrs. C.....	Carleton Place.....	10	400
Langwill, Robt.....	St. Laurent.....	64	2,560
Lawson, Walter, in trust.....	Windsor, N.S.....	10	400
Leclair, Rev. L. W.....	Montreal.....	32	1,280
Lee, Mrs. L. J.....	Toronto.....	20	800
Leeson, Mrs. Elizabeth.....	Quebec.....	5	200
Legros, Jno.....	Point St. Peter, Que.....	32	1,280
Leslie, Miss Julia K.....	Montreal.....	3	120
Leslie, Patrick.....	do.....	40	1,600
Leslie, Thos.....	New Lowell, Ont.....	25	1,000
Levens, Daniel.....	Duffin's Creek.....	12	480
Levy, Alex.....	Montreal.....	609	24,360
Lick, Daniel.....	Oshawa.....	30	1,200
Lister, Mrs. A.....	Meaford.....	7	244
Lister, C. J.....	do.....	11	368
Little, Mrs. Bridget.....	England.....	80	3,200
Little, J. W., Estate.....	Wroxeter.....	28	1,120
Livernois, Louis.....	Montreal.....	50	2,000
Lloyd, Miss Charlotte.....	Quebec.....	18	720
Lloyd, Miss Fanny.....	do.....	10	400
Lloyd, Geo. A.....	England.....	20	800
Lothead, Rev. Wm.....	Harriston.....	17	680
Lochart, Mrs. Isabella.....	Orono.....	26	1,040
Lockhart, Mrs. Martha A.....	do.....	24	960
Lockhart, Wm. T.....	Newcastle.....	6	240
Lockie, Jas. S.....	Toronto.....	100	4,000
Logie, Miss Mary.....	Quebec.....	19	760

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
London and Canadian Loan and Agency Co., Limited, in trust.....	Toronto.....	23	920
Long, Thomas.....	Collingwood.....	25	1,000
Loscombe, Mrs. Catharine.....	Bowmanville.....	5	200
Loscombe, Charlotte.....	Kincardine.....	10	400
Lowell, Wm. L.....	Halifax.....	15	600
Lowrie, James.....	Toronto.....	25	1,000
Luke, James.....	Oshawa.....	10	400
Luke, Philip, Trust.....	West Huntingdon.....	5	200
Lumsden, George.....	Newcastle.....	60	2,400
Lyal, John, Estate.....	Bowmanville.....	75	3,000
Lyon, Miss Helen.....	Ottawa.....	2	80
Macklem, Mrs. Charlotte E.....	Toronto.....	9	360
Macklem, Miss Jessie.....	do.....	9	360
Macklem, Mrs. Julia A., Estate.....	do.....	9	360
Macklem, O. R., Trust.....	do.....	9	360
Magee, Charles, Administrator.....	Ottawa.....	4	160
Magill, Robert, Estate.....	Janetville.....	108	4,320
Maharg, Miss K. H.....	Montreal.....	70	2,800
Mally, Rev. Jules.....	Montmagny, Que.....	25	1,000
Malcolm, Elizabeth.....	Montreal.....	62	2,480
Mann, G., and D. Fisher, Trustees.....	Ottawa.....	62	2,480
Mann, Mrs. Julia M., Estate.....	Bowmanville.....	39	1,560
Martin, Christiana.....	Ireland.....	4	160
Mason, James M.....	Toronto.....	3	120
Massy, C. A.....	do.....	100	4,000
Masson, Hon. Joseph, Estate.....	Montreal.....	400	16,000
Masson, Joseph A. C.....	England.....	150	6,000
Mathie, Agnes.....	Montreal.....	36	1,440
Matthews, Jane.....	do.....	30	1,200
Matthewson, Samuel, in trust.....	do.....	4	160
Maunder, Elizabeth.....	England.....	37	1,480
Meharg, Miss Agnes.....	Montreal.....	26	1,040
Meharg, Miss Jane.....	do.....	12	480
Meikle, William D.....	Morrisburg.....	15	600
Melville, John H.....	Spencerville.....	15	600
Melville, Rev. A. H., Estate.....	do.....	9	360
Menagh, Agnes.....	Oshawa.....	5	200
Menagh, Charles.....	do.....	4	160
Menagh, John.....	Whitby.....	3	120
Menagh, John, sen., Estate.....	Oshawa.....	19	760
Merrill, Dame M. A.....	Montreal.....	12	480
Metcalfe, Williamena.....	Fenella.....	9	360
Metcalfe, Charles P.....	Montreal.....	50	2,000
Micklejohn, James.....	Quebec.....	160	6,400
Middleton, George H.....	Prince Arthur's Landing.....	69	2,760
Middleton, John.....	Newcastle.....	15	600
Miller, George B.....	Uxbridge.....	25	1,000
Miller, Henry A.....	Alexandria.....	31	1,240
Miller, Melville, in trust.....	Orillia.....	12	480
Miller, Robert.....	England.....	300	12,000
Miller, William.....	Laggan.....	54	2,160
Milligan, Margaret.....	Clarke.....	150	6,000
Milligan, W. H. P.....	do.....	21	840
Milne, John.....	Bowmanville.....	12	480
Milroy, Robert.....	Toronto.....	100	4,000
Mimins, Christopher.....	Bowmanville.....	36	1,440
Mitchell, B., Estate.....	Oshawa.....	74	2,960
Mitchell, W. F.....	Halifax.....	75	3,000
Moat, Robert.....	Montreal.....	889	35,560
Moffatt, W., in trust.....	do.....	3	120

## Ontario Bank—Continued.

## Banque d'Ontario—Suite.

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Molson, John H. R .....	Montreal .....	330	13,200
Molson, Thomas, Estate .....	do .....	300	12,000
Monk, John .....	do .....	425	17,000
Monro, Mrs. E. B. ....	Newcastle .....	5	200
Montgomery, Andrew .....	Enniskillen .....	8	320
Moody, Henry .....	Hamilton .....	40	1,600
Moorcraft, Wm., Estate .....	Bowmanville .....	27	1,080
Moore, F. & R. W., Executors .....	Montreal .....	33	1,320
Moore, James .....	do .....	250	10,000
Moore, Mrs. M. J. ....	Newcastle .....	7	280
Moore, Richard .....	Brooklin, Ont. ....	14	560
Moran, Peter .....	Prescott .....	50	2,000
Moren, James A. ....	Halifax .....	50	2,000
Morgan, Jane P. ....	Montreal .....	20	800
Morgan, Margaret .....	do .....	23	920
Morland, Thomas, Estate .....	do .....	32	1,280
Morris, Maurice, Estate .....	Oshawa .....	70	2,800
Morris, Thomas .....	do .....	4	160
Morrison, Miss Elizabeth W .....	Montreal .....	10	400
Moseley, E., and G. Filer, Executors .....	do .....	2	80
Moss, Samuel H. ....	Mille Roches .....	42	1,680
Mountain, Miss C. A. P. ....	England .....	36	1,440
Mowbray, Ralph .....	Kinsale .....	10	400
Moyer, Ed. ....	Cornwall .....	25	1,000
Mulligan, John .....	Montreal .....	22	880
Mulligan, Miss Lucinda .....	Toronto .....	20	800
Murdoch, Janet, and Mary .....	Bowmanville .....	105	3,920
Murison, Miss Margaret .....	New Carlisle, Que. ....	27	1,080
Murison, Miss Mary .....	do .....	18	720
Murray, I. S., and Rev. James McLean, in trust ..	Halifax .....	35	1,400
Murray, Rev. William .....	New Carlisle, Que. ....	13	520
Murray, Rev. William, in trust .....	do .....	12	480
McArthur, Archibald .....	Williamstown .....	10	400
McArthur, John .....	Montreal .....	1	40
McAuslan, William .....	Sunbury .....	16	640
McBean, A. L., Estate .....	Lancaster .....	66	2,640
McBride, John T. ....	Montreal .....	5	200
McCabe, Alex. ....	Durham .....	25	1,000
McCallum, Finley .....	Brantford .....	10	400
McCallum, P., & Son .....	Cobourg .....	60	2,400
McCarthy, Dalton .....	Barrie .....	2	80
McCaskell, Malcolm .....	Grenville .....	30	1,200
McClellan, Jos. ....	Bowmanville .....	40	1,600
McClung, Martha E. ....	do .....	5	200
McCord, D. R., and G. Ross, M.D., Executors .....	Montreal .....	90	3,600
McCormack, Laughlin .....	Alexandria .....	46	1,840
McCracken, Thomas .....	Toronto .....	2	80
McCrimmon, John, Estate .....	Lancaster .....	37	1,480
McCulloch Bros. ....	Montreal .....	25	1,000
Macdonald, Hon. D. A. ....	do .....	625	25,000
Macdonald, Miss Isabella .....	Toronto .....	39	1,560
Macdonald, James .....	St. Johns, Que .....	162	6,480
Macdonald, James, Solicitor .....	Toronto .....	98	3,920
Macdonell, Rev. Alex. ....	Lochiel .....	24	960
Macdonell, Rev. George, Estate .....	Kingston .....	54	2,160
Macdonell, William J. ....	Toronto .....	8	320
Macdougall, D. L. ....	Montreal .....	404	16,160
Macdougall, H. L. ....	do .....	300	12,000
Macdougall Bros. ....	do .....	4	160
McDonald, G. G. ....	Toronto .....	2	80
McDonald, John .....	Montreal .....	75	3,000

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
McDonald, Kenneth.....	Vankleek Hill.....	6	240.
McDonell, Alex.....	Iroquois.....	28	1,040
McDonell, Mrs. J. P.....	Brockville.....	72	2,880.
McDonald, J. K.....	Toronto.....	2	80
McDougall, Daniel H.....	Martintown.....	17	680
McDougall, Miss Harriet.....	do.....	18	720.
McDougall, Miss Janet.....	do.....	18	720.
McDougall, Mrs. Mary.....	do.....	17	680.
Macfarlane, James, in trust.....	Montreal.....	25	1,000.
McFall, Sarah A.....	Mount Pleasant.....	26	1,040
McGill, George, in trust A. B. McGill.....	Bowmanville.....	3	120
McGill, George, in trust H. G. McGill.....	do.....	3	120
McGillivray, Malcolm, Estate.....	Alexandria.....	39	1,560
McGinnis, Sarah G.....	St. Johns, Que.....	20	800
McGown, Archibald.....	Montreal.....	3	120
McGreevy, Robert H.....	Quebec.....	50	2,000
McGregor, James C.....	New Glasgow, N.S.....	30	1,200
McGregor, James D.....	do.....	20	800
McIntyre, Mrs. Mary.....	St. Elmo, Ont.....	17	680
Mackay, Donald.....	Toronto.....	257	10,280.
Mackay, Edward.....	Montreal.....	1,417	56,680.
Mackay, Edward, in trust.....	do.....	54	2,160.
Mackintosh, J. C.....	Halifax.....	10	400.
McKeen, John.....	Pictou.....	20	800.
McKellar, J. C.....	Toronto.....	2	80
Mackenzie, William.....	Montreal.....	11	440.
McKenna, William L., in trust.....	do.....	30	1,200
McKenzie, Mrs. Mary N.....	Port Burwell.....	27	1,080.
McKenzie, Rachel.....	Bowmanville.....	14	560.
McKenzie, Roderick.....	Pictou, N.S.....	150	6,000
Maclean, Andrew.....	Kingston.....	20	800
MacLennan, Mrs. Jane E.....	Ottawa.....	25	1,000
McLaughlin, Alex.....	Enniskillen.....	14	560
McLaughlin, John.....	Tyrone.....	14	560
McLean, Miss Christina.....	Somya, Ont.....	8	320
McLennan, Donald.....	Camerontown.....	104	4,160.
McGlennon, Isabella.....	Williamstown.....	11	440.
MacMeekin, Lizzie D.....	Ottawa.....	9	360.
McMahon, Eleanor, Estate.....	Kendal.....	6	240.
McMartin, Mrs. Margery.....	Lancaster.....	12	480.
McMillan, D., M.D.....	Alexandria.....	16	640
McMurtry, Mrs. Elizabeth.....	Cobourg.....	20	800
McMurtry, Jno., in trust.....	Bowmanville.....	54	2,160.
MacNab, Mrs. E. G.....	Charlottetown.....	12	480
MacNaughton, Mrs. Jane.....	River Raisin.....	4	160
MacNider, Jas. & Co.....	Quebec.....	10	400
MacNider, Miss Mary.....	Hastings.....	12	480
McNachtan, Mrs. E.....	Cobourg.....	8	320
McNally, Hester.....	Chatsworth.....	10	400
McNaughton, Duncan.....	Montreal.....	20	800
McNaughton, Jas.....	River Raisin.....	6	240
McNeil, Robt.....	Pictou, N.S.....	80	3,200
McNeil, Thos.....	Newcastle.....	7	280
McNutt, Wm. B., Trust.....	Halifax.....	48	1,920
McPhee, Arch. D., Administrator.....	Alexandria.....	400	16,000
McPherson, Angus.....	Curry Hill.....	25	1,000
McPherson, Duncan.....	River Beaudette.....	25	1,000
McPherson, Mrs. Phoebe.....	Lancaster.....	14	560
McPherson, W. M.....	Quebec.....	130	5,200
McRitchie, Rev. Geo.....	Perth.....	49	1,960.
McTavish, Maria L.....	Colborne.....	26	1,040.



## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
McTavish, Mary E. J.	Colborne	7	\$ 280
Nairn, Alex.	Toronto	5	200
Nash, Frederick	Montreal	15	600
Nicholls, Miss Ann, Estate	Peterboro'	125	5,000
Nicholls, Robert	do	1,301	52,040
Nicholls, Wm. C.	do	15	600
Nicholls & Marler	Montreal	140	5,600
Nichols, Rev. E. E. B.	Liverpool, N.S.	35	1,400
Nolan, Hy. J.	Toronto	5	200
Nordheimer, Samuel	do	12	480
Northy, Rev. E. W. and C. S. Gzouski, jun., Trustees	do	63	2,520
O'Brien, Wm.	Montreal	100	4,000
O'Farrell, Rev. M. J.	do	74	2,960
Ogilvie, Agnes	do	120	4,800
Ogilvie, Frances	do	60	2,400
Ogston, Alex.	Whitby	12	480
Oke, Wm.	Bowmanville	8	320
Oliver, Hannah J.	do	12	480
O'Meara, D. D.	Quebec	10	400
O'Meara, D. D.	do	2	80
O'Neill, Patrick	Montreal	10	400
Ormiston, Mrs. L., Estate	Owen Sound	39	1,560
Orr, Hy., Estate	Bowmanville	15	600
Orr, R. K.	Brighton	3	120
O'Shaugnessey, Daniel	Montreal	25	1,000
Oswald, Wm. R.	do	100	4,000
Oswald Bros.	do	2	80
Oxley, F. H.	Halifax	15	600
Oxnard, Mrs. D. L.	Guelph	70	2,800
Page, Jno.	Brockville	74	2,960
Park, W. W.	Toronto	1	40
Paterson, Peter	do	81	3,240
Patterson, Jno., in trust	Montreal	5	200
Patton, Mrs. M. M.	Toronto	14	560
Patrick, Wm.	Brockville	250	10,000
Paw, Geo. A. V., in trust	Halifax	200	8,000
Payne, Lazarus	Peterboro'	50	2,000
Peattie, Rev. Wm.	Claremont	60	2,400
Pellatt & Osler	Toronto	25	1,000
Penton, Jno. A.	Paris, Ont.	60	2,400
Peters, Geo.	Peterboro'	16	640
Phelan, Mrs. Ann.	Montreal	9	360
Pinhey, Chas. H.	Ottawa	100	4,000
Pinhey, Jno. H.	do	25	1,000
Pipe, Jno.	Bowmanville	94	3,760
Pipe, Wm., Estate	Berlin	6	240
Plumb, Miss Mary G.	Niagara	10	400
Poole, H. S.	Stellarton, N.S.	40	1,600
Pope, F. G.	Newcastle	15	600
Pope, Lieut.-Col. Jas.	Quebec	16	640
Pope, Lieut.-Col. Jas., in trust, H. S. Pope	do	10	400
Pope, Lieut.-Col. Jas., in trust, L. F. Pope	do	10	400
Pope, Mrs. H. W.	Newcastle	40	1,600
Porteous, Rev. Jno.	Port Dalhousie	37	1,480
Post, Geo. W., Estate, in trust	Pickering	10	400
Post, Jordan, Estate	do	75	3,000
Post, Mrs. Matilda E.	do	30	1,200
Postin, Wm., Estate	Quebec	62	2,480
Potts, Jos.	Grafton	68	2,720
Powell, Thos. P.	Montreal	70	2,800

Ontario Bank—*Continued.*  
(Banque d'Ontario—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Power, E. G.	Bowmanville	24	960
Prendergrast, Miss Amelia	Three Rivers	5	200
Primrose, Jas	Pictou	100	4,000
Pringle, Jno., sen.	Whitby	15	600
Purser, Saml.	Cobourg	9	360
Purser, Saml. in trust	do	20	800
Purvais, D. H.	Pictou, N.S.	40	1,600
Pyke, Isabella, Estate	Montreal	9	360
Pyper, Geo. A., in trust	Woodstock	138	5,520
Rafter, Wm.	St. Lin, Que.	15	600
Ramsay, Wm.	Toronto	3	120
Rankin, A.	do	20	800
Ranson, Jno. G.	Brantford	20	800
Ranton, Mrs. Jane	Bowmanville	16	640
Rattray, David	Montreal	50	2,000
Rattray, Wm.	Dellauton, Que.	60	2,400
Ray, S. W.	Prince Arthur's Landing	10	400
Rayside, Mrs. Margt.	Lancaster	17	680
Read, Geo.	King	14	560
Reardon, Chas.	Merritton	100	4,000
Reid, Jno. N., M.D.	Thornton	6	240
Reid, Wm., in trust	Montreal	5	200
Reinhardt, Gottlieb, in trust	do	17	680
Remon, E. P.	Ottawa	25	1,000
Renwick, Jno.	Orono	8	320
Renwick, Jno. G.	do	8	320
Renwick, W. W.	Port Hope	188	7,520
Revis, Miss E.	Stouffville	5	200
Reynolds, Arthur W.	Ottawa	60	2,400
Reynolds, Richard	Montreal	15	600
Rhaddon, John	Merritton	100	4,000
Rice, Mrs. Mary A., in trust	Whitby	15	600
Rice, Patrick	Montreal	125	5,000
Rice, Mrs. Sarah, Estate	Hampton	4	160
Richardson, Rev. E., Estate	Edwardsburg	10	400
Richardson, Mrs. Eliza, Estate	Wardsville	13	520
Richardson, James, Estate	Pickering	50	2,000
Richardson, Rev. J. E.	Freligsburg, Que.	25	1,000
Richardson, Mrs. Mary	Montreal	10	400
Richardson, Mrs. M. A.	Bowmanville	31	1,240
Richardson, Wm. V.	Pickering	10	400
Riddell, Alex. F.	Montreal	50	2,000
Ridley, Mrs. Elizabeth	St. Johns, Que.	60	2,400
Riggs, Alex.	Kinniskillen	31	1,240
Ritchie, Thomas W., in trust	Montreal	220	8,800
Robarts, Miss Henrietta H.	Toronto	15	600
Robarts, Rev. Thomas T., Trust	do	7	280
Roberts, Rev. D. H.	Selwyn	100	4,000
Robertson, James	Montreal	100	4,000
Robertson, John	Vankleek Hill	216	8,640
Robins, Rev. Paul	Bowmanville	21	840
Robinson, Mrs. Emma G.	Waterloo, Que.	30	1,200
Robinson, Mrs. E. S.	Toronto	10	400
Robinson, Rev. F.	Abbotsford, Que.	15	600
Robinson, Jas. G. Treasurer	Belleville	9	320
Robinson, Wm. H.	Waterloo, Que.	5	200
Robson, George	Eglinton	31	1,360
Robson, John F.	Newcastle	65	2,060
Roger, Isabel	Peterboro'	22	880
Roger, Mrs. E. M.	Brighton	13	520
Rogers, W. H.	Hampton	6	240

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Rose, George M. ....	Toronto .....	100	\$ 4,000
Rosevear, Mary Ann .....	Coldsprings .....	9	360
Ross, Aaron .....	Port Perry .....	100	4,000
Ross, David A. ....	Montreal .....	33	1,320
Ross, John, Executor .....	Lancaster. ....	5	200
Ross, Thomas .....	New Lancaster. . . . .	30	1,200
Ross, Rev. Walter .....	Carleton Place. . . . .	25	1,000
Ross, Wm. ....	West Flamboro'. . . . .	62	2,480
Routh, F. A., in trust. ....	Montreal .....	25	1,000
Routh, H. L., Trust .....	do .....	20	800
Routledge, Harriet. ....	Whitby .....	125	5,000
Routledge, Jno. ....	Bowmanville. ....	37	1,480
Rowe, Ellen .....	Bruce Mines. ....	37	1,480
Rowe, Richard. ....	Algoma. ....	47	1,480
Roy, Candide .....	Montreal .....	60	2,400
Roy, Rev. E. ....	do .....	35	1,400
Roy, Miss Margaret. ....	do .....	39	1,560
Rudd, Elizabeth. ....	Oshawa .....	3	120
Ruddock, Richard. ....	Orono. ....	74	2,960
Russell, Mrs. F. F. ....	Quebec .....	10	400
Russell, Mrs. F. E., in trust .....	do .....	2	80
Russell, Jas. E. ....	Halifax .....	3	120
Russell, Rebecca P. ....	Quebec .....	50	2,000
Russell, Rebecca P., in trust. ....	do .....	4	160
Ryan, Hugh .....	Perth .....	63	2,520
Sache, Wm. ....	Montreal .....	25	1,000
Salkeld, Jos. ....	England .....	49	1,960
Sandham, Major R. ....	Toronto .....	100	4,000
Saudust, Mrs. Ellen. ....	Yorkville .....	11	440
Saucer, Jno. B. ....	Montreal .....	200	8,000
Saunders, H & A .....	do .....	28	1,120
Saunders, Rebecca. ....	do .....	9	360
Sawers, Jno. ....	Peterboro' .....	13	520
Scott, Mrs. Agnes .....	do .....	175	7,000
Scott, Ann .....	Dublin, Ireland. ....	24	960
Scott, Miss Christian. ....	Peterboro' .....	25	1,000
Scott, Eliza .....	Dublin, Ireland. ....	24	960
Scott, Frances. ....	Chateaugay Bridge, Que. ....	93	3,720
Scott, Hannah .....	Dublin, Ireland. ....	24	960
Scott, H. C. ....	Montreal .....	5	200
Scott, Hugh. ....	Toronto .....	2	80
Scott, Isabella. ....	Montreal .....	6	240
Scott, Jno. ....	Ottawa .....	37	1,480
Seels, Mrs. E., and B. Saunders, Trustees. ....	Toronto .....	37	1,480
Sewell, Rev. E. W. ....	Quebec .....	21	840
Shand, Miss Eliza A. ....	Montreal .....	14	560
Shanly, Jas., and Rev. F. R. Tane. ....	London .....	12	480
Shatford, A. W. ....	Halifax .....	2	80
Shatford, J. D. ....	do .....	10	400
Shatford, John E. ....	do .....	80	3,200
Shatford, Matilda .....	Hubbard's Cove, N.S. ....	5	200
Shaver, Cath. A. and Jane G. ....	Montreal .....	25	1,000
Shaver, Miss E. L. ....	Prescott. ....	27	1,080
Shaver, Jane G. ....	Montreal .....	4	160
Shaw, Mrs. Hannah A. ....	Peterboro' .....	10	400
Shaw, Rich. ....	Bowmanville. ....	85	3,400
Shaw, Robt. ....	Cartwright .....	160	6,400
Shaw, Mrs. Sarah. ....	Bowmanville. ....	30	1,200
Shaw, W. J. ....	Port Hope .....	200	8,000
Sheppard, Mrs. F. K. ....	Newcastle .....	5	200
Sheppard, Jno., Estate. ....	Balsam .....	74	2,960

Ontario Bank—Continued.  
(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Sherwood, Wm., Trust.....	Brockville.....	93	\$ 3,720
Shewan, M., jun.....	Toronto.....	25	1,000
Sickel, Simon.....	do.....	12	128
Silver, Almira.....	Bowmanville.....	31	1,240
Simpson, Alex., Estate.....	Montreal.....	141	5,640
Simpson, David.....	St. John, N.B.....	7	280
Simpson, D. Burk.....	Bowmanville.....	43	1,720
Simpson, Geo. W.....	Montreal.....	1,430	57,200
Simpson, Hon. Jno.....	Bowmanville.....	100	4,000
Simpson, John.....	Alexandria.....	31	1,240
Simpson, Hon. John, and D. Fisher, Trustees.....	Bowmanville.....	10	400
Skinner, Chas. E.....	Montreal.....	9	360
Skinner, Caroline.....	Prescott.....	2	80
Skynner, Mary A.....	Credit.....	6	240
Slater, Mrs. Esther.....	Ottawa.....	3	120
Slaven, Jas., Curator.....	St Johns, Que.....	50	2,000
Smart, Mrs. Ann.....	Port Hope.....	37	1,480
Smart, Jno.....	do.....	100	4,000
Smith, Miss Annette.....	do.....	3	120
Smith, A. M.....	Toronto.....	120	4,800
Smith, Miss Charlotte M.....	Port Hope.....	8	320
Smith, Mrs. Elizabeth.....	Columbus.....	33	1,320
Smith, Andrew, V.S.....	Toronto.....	10	400
Smith, Geo.....	Ottawa.....	75	3,000
Smith, Edward.....	Halifax.....	400	16,000
Smith, Geo.....	do.....	75	3,000
Smith, G. B.....	Toronto.....	10	400
Smith, G. F. C., and A. N. Cassils, Executors.....	Montreal.....	36	1,440
Smith, Mrs. Henrietta.....	Curry's Crossing.....	6	240
Smith, Mrs. Jessie.....	Grafton.....	20	800
Smith, Jno. Thomas, Estate.....	Toronto.....	47	1,880
Smith, Rev. Jno. W.....	Grafton.....	5	200
Smith, Hon. D. A., Tutor.....	Montreal.....	10	400
Smith, Rev. Jno. W., in trust.....	Grafton.....	1	40
Smith, L. F., and Wm. Milligan, Trustees.....	Clarke.....	47	1,880
Smith, Mrs. Maria.....	Toronto.....	79	3,160
Smith, Mrs. Mary.....	Quebec.....	25	1,000
Smith, Mrs. Mary A.....	Toronto.....	70	2,800
Smith, R. C., jun.....	Port Hope.....	3	120
Smith, R. C., jun.....	do.....	1	40
Smith, Mrs. Sarah W.....	Bowmanville.....	95	3,800
Smith, Hon. Sydney.....	Cobourg.....	30	1,020
Smith, Hon. S., Trust W. W. S.....	do.....	31	1,240
Smith, W. A., in trust.....	Montreal.....	3	120
Smith, Wm. Hy.....	Toronto.....	6	240
Smith, Wm. Hy., in trust.....	do.....	9	360
Smyth, Alex., Estate.....	Prescott.....	44	1,760
Smyth, Miss Jane.....	Toronto.....	15	600
Smyth, Miss Margaret.....	do.....	15	600
Smyth, Thos. C.....	do.....	15	600
Snail, Andrew.....	Spencerville.....	2	80
Snell, Rev. J. H.....	Hollen.....	6	240
Sparrow, Wm. H.....	Toronto.....	50	2,000
Spears, Adam.....	Davisville.....	40	1,600
Spink, Jno. L.....	Toronto.....	2	80
Spragge, Chas. E.....	Montreal.....	2	80
Spragge, Hy.....	do.....	50	2,000
Spragge, Hy., in trust.....	do.....	3	120
Spragge, Mrs. Martha A.....	do.....	175	7,000
Stalker, Alex. P.....	Pictou, N.S.....	18	720
Stalker, Jas.....	do.....	145	5,800

## Ontario Bank---Continued.

(Banque d'Ontario---Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Stalker, Jno. A.....	Pictou, N.S.....	17	\$ 680
Stark, Jane.....	Newcastle.....	15	600
Starke, Geo. K., in trust.....	Montreal.....	2	80
Starr, Geo. H.....	Halifax.....	150	6,000
Steele, Jas.....	Allan's Corner, Que.....	24	960
Steiner, N. L.....	Toronto.....	50	2,000
Stephen, Barbara.....	Montreal.....	24	960
Stephens, R. P., Referee.....	Toronto.....	24	960
Sterns, R. S., in trust.....	Liverpool, N.S.....	6	240
Steven, Wm.....	Montreal.....	42	1,680
Stevens, R. P., and Hy. Roussel, Trustees.....	Toronto.....	18	720
Stevenson, Mrs. Helen.....	Ottawa.....	140	5,600
Stevenson, Mrs. Mary.....	Iroquois.....	19	760
Stewart, Rev. Alex.....	Orillia.....	77	3,080
Stewart, C. H., and H. L. Snowdon, in trust.....	Montreal.....	149	5,960
Stewart, Duncan.....	Inverness, Que.....	20	800
Stewart, Geo. M.....	Lindsay.....	1	40
Stewart, Hy.....	Montreal.....	50	2,000
Stewart, Jno.....	Bowmanville.....	55	2,200
Stewart, Mrs. Wm.....	Ottawa.....	16	640
Stirling, Wm. S.....	Halifax.....	97	3,880
Stodart, D. R.....	Montreal.....	125	5,000
Stratford, Jas. E.....	Halifax.....	40	1,600
Strathy & Strathy.....	Montreal.....	137	5,480
Stronger, Wm.....	Newcastle.....	10	400
Sturroch, Jno.....	Laggan.....	24	960
Such, Richd.....	Orono.....	119	4,760
Sutherland, Mrs. Eva.....	Toronto.....	10	400
Sutherland, Jas.....	Montreal.....	5	200
Sutherland, Jno. W.....	Hamilton.....	5	200
Sweatman, Mrs. R. L.....	Point Traverse.....	13	520
Sweetland, Maria S.....	New York.....	102	4,080
Symington, Thos., and Jas. S.....	Sarnia.....	384	15,360
Symons, Jno. H.....	Halifax.....	100	4,000
Tait, Alex., in trust.....	St. Laurent, Que.....	18	720
Tait, Jane S., et al.....	Montreal.....	6	240
Tamblyn, John, Estate.....	Newcastle.....	125	5,000
Tamblyn, Thomas.....	do.....	60	2,400
Tate, George.....	Montreal.....	113	4,520
Taylor, Albert.....	do.....	10	400
Taylor, E. H.....	Halifax.....	64	2,560
Taylor, Henry, in trust.....	London, Ont.....	400	16,000
Taylor, Miss Isabella.....	Montreal.....	5	200
Taylor, Mrs. Janet L., Executrix.....	do.....	50	2,000
Taylor, Mrs. Margaret.....	Toronto.....	70	2,800
Temple, R. H.....	do.....	2	80
Templeton, J. L.....	Shoal Lake.....	5	200
Thomas, William.....	Oshawa.....	6	240
Thompson, Elizabeth.....	Montreal.....	7	280
Thompson, Hon. Jacob.....	Memphis.....	386	15,440
Thompson, Louisa.....	Ottawa.....	30	1,200
Thompson, Mrs. M. M.....	Oxford, N.S.....	30	1,200
Thompson, William, M.D.....	Kinnear's Mills.....	3	120
Thompson, William, Trust.....	Bowmanville.....	10	400
Thomson, Joseph N., Estate.....	Montreal.....	75	3,000
Thomson, Mrs. Maria.....	Prescott.....	9	360
Thomson, T. M.....	Toronto.....	22	880
Thomson, Thos. N.....	do.....	200	8,000
Thomson, Thos. N., in trust for A. J. Thomson.....	do.....	15	600
Thomson, Thos. N., in trust for H. G. S.....	do.....	10	400

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Thornton, Mrs. Ann .....	Kirby.....	8	\$ 320
Tilley, L. A. ....	Toronto .....	5	200
Tinkham, Miss Martha F.....	New Hampshire.....	31	1,240
Todd, Jane W.....	Montreal.....	15	600
Tofiel, William, in trust.....	Quebec .....	8	320
Toner, Mary M. P.....	Montreal.....	3	120
Toms, John .....	Newcastle .....	30	1,200
Treasurer Female Orphan Asylum.....	Quebec .....	60	2,400
Treble, J. M., in trust.....	Toronto .....	50	2,000
Trelevau, John.....	Newcastle .....	2	80
Trelevau, Michael.....	Bowmanville.....	25	1,000
Trelevau, Michael.....	do .....	25	1,000
Trenholm, William .....	Montreal.....	1	40
Trenholme, Edward H., M.D.....	do .....	25	1,000
Trewin, William, sen .....	Haydon .....	67	2,680
Trotter, Miss Emily.....	Guelph .....	5	200
Trottier, Alexander A., in trust.....	Montreal.....	150	6,000
Trownce, F. W.....	Port Perry.....	14	560
Trull, Allan.....	Oshawa.....	14	560
Trustees S. S. No. 2, Darlington.....	Bowmanville .....	10	400
Trustees S. S. No. 3, Darlington.....	do .....	12	480
Tucker, David, M.D.....	Pickering .....	130	5,200
Tucker, John.....	Toronto .....	139	5,560
Tufts, Mrs. E. H.....	Halifax.....	20	800
Tully, K., and C. J. Broomfield, Trustees.....	Toronto .....	75	3,000
Tully, William .....	Peterboro' .....	6	240
Tully, William, in trust.....	do .....	4	160
Turner, Lieut.-Col. E. P. B. ....	Toronto .....	97	3,880
Turner, Mrs. Mary E.....	Lennoxville.....	37	1,480
Turner, Rose Ann.....	Bowmanville.....	10	400
Turner, Miss Sarah.....	Pickering .....	20	800
Underwood, Mrs. Alice.....	Oswego .....	24	960
Underwood, Mrs. Alice, in trust .....	do .....	3	120
Urquhart, H., Estate .....	Cornwall .....	17	680
Van Camp, Jessie.....	Bowmanville.....	50	2,000
Vankoughnet, Edmund B.....	England .....	33	1,320
Vanstone, Samuel .....	Tyrone .....	100	4,000
Veal, Thomas.....	Bowmanville .....	50	2,000
Vibert, Peter.....	Montreal.....	18	720
Vicat, Horatio M.....	Melbourne, Que.....	110	4,400
Vicat, John, M.D.....	do .....	100	4,000
Vidal, Hon. Alex.....	Sarnia .....	125	5,000
Vincent, Thomas .....	Orono .....	50	2,000
Vincent, Thomas, in trust.....	do .....	25	1,000
Wainwright, G., and D. Belfield, Trustees .....	Grafton .....	26	1,040
Wainwright, William .....	Montreal.....	100	4,000
Walbridge, A. & F.....	Newcastle .....	135	5,400
Walbridge, Mrs. M. L.....	do .....	12	480
Walkem, Charles .....	Ottawa .....	40	1,600
Wallace, Samuel.....	Toronto .....	18	720
Wallace, W. B., in trust.....	Port Hope .....	1	40
Wallace, W. B., in trust.....	do .....	7	280
Wallis, James, and John Langton .....	Toronto .....	71	2,840
Walsh, William.....	Peterboro' .....	20	800
Walton, Mrs. Jane .....	do .....	185	7,400
Walton, John.....	do .....	513	20,520
Walton, Jos., and Martin Martyn .....	do .....	40	1,600
Ward, Mrs. Anne.....	Ohio, U.S.....	20	800
Ward, Mrs. Mary .....	Orono .....	74	2,960
Washington, Anthony, Estate .....	Solina .....	30	1,200

## Ontario Bank—Continued.

(Banque d'Ontario—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Washington, Rev. George.....	Lakefield.....	4	\$ 160
Waters, John R.....	Cedars, Que.....	48	1,920
Watson, Isabella.....	Montreal.....	48	1,920
Watson, Robert K.....	England.....	101	4,040
Watts, Mrs. Ida H.....	do.....	8	320
Weatherall, J., Estate.....	Whitby.....	164	6,560
Weatherhead, Mrs. Margaret.....	Grafton.....	2	80
Weir, William H.....	Montreal.....	2	80
Wells, Rev. George H.....	do.....	50	2,000
Western Assurance Co.....	Toronto.....	125	5,000
White, Mrs. Margaret.....	Bowmanville.....	17	680
White, William.....	Quebec.....	120	4,800
Whitehead, E. A., and J. F. C. Smith, Tutors.....	Montreal.....	22	880
Whitesmith, Hannah.....	Columbus.....	9	360
Whitson, David.....	Singhampton.....	20	800
Whittaker, Mrs. E. C.....	Shanty Bay.....	10	400
Wilbur, C.....	Oshawa.....	93	3,720
Wilde, T., and Harriet L. Metzler.....	Halifax.....	10	400
Wilkie, D. R., in trust.....	Toronto.....	9	360
Willard, C.....	Prescott.....	132	5,280
Willard, Miss L. P.....	do.....	76	3,000
Williams, D. D., Estate.....	Bowmanville.....	2	80
Williams, John.....	Clarke.....	8	320
Williams, N., jun.....	Montreal.....	62	2,480
Williams R. S.....	Toronto.....	125	5,000
Wells, Alex.....	do.....	25	1,000
Wilson, Alex.....	Martintown.....	274	10,960
Wilson, Chas. S.....	Pictou.....	100	4,000
Wilson, Hugh.....	Mount Forest.....	34	1,360
Wilson, Janet.....	Montreal.....	33	1,320
Wilson, John T.....	Grenville.....	30	1,200
Wilson, Malcolm, in trust.....	St. Catharines.....	1	40
Windatt, Ada J.....	Bowmanville.....	5	200
Windatt, Anne R.....	do.....	5	200
Windatt, Clara J.....	do.....	5	200
Windatt, Richard.....	do.....	30	1,200
Windatt, R., Trustee J. R. Windatt.....	do.....	5	200
Windatt, R., Trustee M. E. Windatt.....	do.....	5	200
Windatt, R., Trustee W. A. Windatt.....	do.....	5	200
Winder, William.....	do.....	90	3,600
Wisswell, William H., in trust.....	Halifax.....	455	18,200
Wood, Mrs. Elizabeth.....	Port Rowan.....	15	600
Wood, Richard.....	Montreal.....	396	15,840
Wood, Thomas R.....	Toronto.....	2	80
Wood, William.....	Port Rowan.....	25	1,000
Woodrow, Hugh B.....	Longueuil, Que.....	50	2,000
Woodrow, Miss Margaret.....	do.....	100	4,000
Woodruff, T. W.....	Drummondville.....	10	400
Workman, Anna E.....	Montreal.....	37	1,480
Workman, Thomas.....	do.....	21	840
Worthington, John.....	Brooklyn, N.Y.....	44	1,760
Wright, D. M.....	Colborne.....	30	1,200
Wright, John.....	Pickering.....	152	6,089
Wright, John, Trust.....	do.....	34	1,360
Wright, Mrs. Mary.....	Ottawa.....	3	120
Wright, Robert.....	Henryville.....	12	480
Youell, Mrs. Clarissa.....	Port Burwell.....	37	1,480
Young, Mrs. Charlotte M.....	Coteau du Lac.....	11	440
Young, Mrs. Sarah.....	Toronto.....	8	320
Young, Thos.....	Westhill.....	28	1,120

Ontario Bank—*Concluded.*  
(Banque d'Ontario—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions)	Amount. — (Montant.)
Young, Rev. W. C.....	Toronto .....	8	\$ 320
Younie, Abraham.....	Bowmanville.....	150	6,000
Younie, Abraham, Trust.....	do .....	9	360
	Shares.....	75,000	2,998,404

Certified correct,

C. HOLLAND, *General Manager.*

ONTARIO BANK, TORONTO, 28th February, 1882.



**BANK OF TORONTO.**  
**(BANQUE DE TORONTO.)**

Capital authorized and paid up..... \$2,000,000  
(Capital autorisé et payé..... \$2,000,000)

Shares, \$100 each; (Actions, \$100 chaque.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Appelby, Mrs. Jemima, Executors of late.....	Hamilton.....	5
Aicorn, Samuel.....	Yorkville.....	73
Allen, Mrs. Fanny H.....	Newcastle.....	7
Amys, Matilda.....	Smithtown.....	12
Anderson, R. G., Executors of late.....	Toronto.....	29
Auston, James, Executors of late.....	Cobourg.....	9
Auston, Frederick W.....	do.....	7
Alexander & Stark, F.....	Toronto.....	60
Adams, Mrs. Ellen A.....	Northampton, Mass., U.S.....	40
Armour, Robt.....	Hamilton.....	6
Armour, J. Fisher.....	Windsor, Ont.....	5
Austin, Jas., and R. H. Bethune, in trust.....	Toronto.....	243
Atkinson, John.....	Montreal.....	6
Adams, James D.....	do.....	10
Anderson, Robt.....	do.....	25
Arnton, John J.....	do.....	49
Baby, M. W.....	Quebec.....	299
Baldwin, Rev. M. S.....	Montreal.....	44
Beardmore, George L.....	Toronto.....	10
Bennett, Humphrey.....	Barrie.....	9
Bidwell, Miss Harriett.....	Brighton, Ont.....	9
Birss, John, in trust.....	Hamilton.....	9
Blain, Mrs. Eliza H.....	Toronto.....	9
Boyd, Mrs. Mary S.....	Yorkville.....	62
Braham, Alfred.....	London, Eng.....	34
Brown, Mrs. Dorah.....	Cork, Ireland.....	7
Bruce, George, Executors of late.....	Gormley.....	24
Burton, E. J., M.D.....	London, Eng.....	166
British America Assurance Co.....	Toronto.....	100
Boyd, Mossom.....	Bobcaygeon.....	20
Bethune, C. J. S., Trust.....	Port Hope.....	20
Bethune, Rev. C. J. S.....	do.....	15
Burd, John.....	Cobourg.....	20
Burnham, George.....	Peterboro.....	17
Burnham, John.....	do.....	17
Burnham, John & George, Trustees.....	do.....	16
Bate, Henry N.....	Ottawa.....	89
Benson, T. M., and Geo. L. McCaul, Trustees....	Port Hope.....	25
Brodie, J. L., and T. J. Gosling, in trust or either.....	Toronto.....	45
Brodie, J. L., in trust.....	do.....	5
Burnett & Co.....	Montreal.....	159
Barnston, George.....	do.....	40
Barnett, Wm. M. B.....	do.....	163
Bell, Isabella C.....	Sorel.....	12
Bell, Susan.....	Montreal.....	17
Benning, James.....	do.....	40
Brown, Robt.....	do.....	200
Bowles, Joseph.....	Sydenham, Eng.....	9

## Toronto Bank—Continued.

(Banque de Toronto—Suite.)

NAMES. (Nom.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Botterell, Mrs. Sarah.....	Montreal.....	23
Boucher, Toussiant.....	Hudson Bay Co.....	1
Brass, Wm.....	do .....	1
Budd, Rev. Henry, jun.....	Red River.....	9
Botterell, E. H.....	Montreal.....	23
Black, Andrew.....	Cobourg.....	4
Cawthra, Mrs. Sarah E.....	Toronto.....	335
Cawthra, Joseph.....	do .....	95
Campbell, James.....	do .....	4
Carpenter, H. B., Executors of late .....	Cobourg.....	9
Caldwell, George.....	Barrie.....	5
Cawthra, Henry.....	Toronto.....	250
Cawthra, John, Executors of late.....	do .....	32
Cherriman, Margaret, Executor of late.....	Ottawa.....	9
Christie, Marjory, Executors of late.....	Toronto.....	26
Covert, Henry.....	Port Hope.....	350
Clark, Robt.....	Newcastle.....	4
Creighton, John, Executors of late.....	Cobourg.....	2
Crawford, Mrs. Nancy.....	do .....	12
Crowther, Miss Amelia.....	Toronto.....	10
Crowther, James.....	do .....	16
Oosby, Mrs. Clara A.....	do .....	4
Campbell, James.....	Peterboro'.....	14
Cook, Mrs. Louisa.....	Barrie.....	5
Cayley, John.....	Toronto.....	30
Cayley, Francis.....	do .....	10
Campbell, H. H., President, and R. H. Tomlinson, Manager, in trust.....	do .....	30
Commercial Loan & Stock Co., H. S. Strathy, Managing Director.....	do .....	247
Cameron, Alex.....	Ballenish, Scotland.....	69
Cameron, James A., Executor.....	Firhal do .....	300
Cameron, James A.....	do do .....	30
Cameron, Grace.....	Ballenish do .....	28
Cameron, Mary.....	do do .....	28
Cumming, Mrs. Jane.....	Newton Stewart, Scotland.....	33
Christie, Hon. W. J.....	Brockville.....	20
Campbell, Robt.....	Hudson Bay Co.....	32
Chapman, Rev. John.....	Red River.....	17
City & District Savings Bank.....	Montreal.....	745
Clark, Miss Sophia.....	do .....	1
Cramp, George B.....	do .....	35
Cumming, G. W.....	Hudson Bay Co.....	1
Clerk, Alex.....	Montreal.....	387
Coyle, Peter, Usufructuary Legatee.....	do .....	33
Christie, Amelia M.....	Bath, England.....	70
Cursitar, D.....	Red River.....	20
Dodd, Edward.....	Port Hope.....	33
Durie, W. S., and R. H. C. Green, in trust.....	Toronto.....	7
Duff, John, Administrator of late Mrs. E. J. Duff's Estate .....	Clover Hill, Co. Simcoe.....	4
Denison, Mrs. Harriet C.....	Toronto.....	6
Dawson, John T.....	Montreal.....	80
Day, John J.....	do .....	24
Drummond Bros. & Co.....	do .....	16
Drake, Joseph M., M. D.....	do .....	2
Eddy, James T.....	Newcastle.....	4
Executors of late James Evenden.....	Barrie.....	6
Eade, John.....	Bolton Forest.....	4
Executrices of late R. Armour, in trust.....	Montreal.....	20
Executors of late John Inkster.....	Hudson Bay Co.....	1

Toronto Bank—Continued.  
(Banque de Toronto—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Executors of late Geo. Deschambault.....	Hudson Bay Co.....	66
Executors of late John Tait.....	Montreal.....	4
Fulton, Alexander T.....	Toronto.....	101
Foley, Mrs. Almira G.....	Norwood.....	9
Fleming, James.....	London, Eng.....	26
Fowler, Rev. Robt., M. D.....	Listowel.....	7
Farrell, Dominick.....	Dartmouth, N. S.....	25
Flett, Andrew.....	Hudson Bay Co.....	1
Flett, George.....	do.....	1
Flett, Wm.....	do.....	29
Gairdner, Thos., Executrix of late.....	Bowmanville.....	49
Gaviller, Edwin A.....	Chippawa.....	8
Gibson, Wm.....	Newcastle.....	10
Gladman, Joseph, Executor of late.....	Port Hope.....	116
Gooderham, Wm.....	Toronto.....	414
Gooderham, George.....	do.....	1,537
Gooderham, Alfred.....	do.....	389
Gooderham, Mrs. Sarah K.....	do.....	40
Gooderham, Henry.....	do.....	379
Gooderham, Robt. T.....	do.....	392
Gooderham, Charles H.....	Meadowvale.....	379
Gooderham, Wm. G.....	Toronto.....	110
Gooderham, Albert E.....	do.....	10
Gowan, J. R., and W. D. Ardagh.....	Barrie.....	9
Grasett, Rev. H. J., D. D.....	Toronto.....	12
Grasett, Mrs. Sarah M.....	do.....	8
Green, Walter.....	Cobourg.....	20
Gyowski, C. S., A. D. C.....	Toronto.....	104
Gowan, James R.....	Barrie.....	56
Graham, Mrs. Ann, Executors of late.....	do.....	4
Gray, R. M., in trust.....	Toronto.....	5
Gregory, C. C.....	Antigonish, N. S.....	96
Gillbard, Thos.....	Cobourg.....	8
Green, Robt.....	Montreal.....	4
Gundry, Frederick.....	Halifax.....	10
Grant, Hon. Robt. P.....	Pictou, N. S.....	10
Halliday, James T. J., M. D.....	Grafton.....	6
Helen, John.....	Port Hope.....	48
Henwood, Margaret, Executors of late.....	Chicago, Ill., U. S.....	10
Hodges, Hiram.....	Newcastle.....	13
Hodge, Robt.....	Kendall.....	2
Howlan, Sir W. P., K. C. M. G.....	Toronto.....	29
Hughes, Miss Emma.....	Cork, Ireland.....	5
Hutchison, James.....	Millbrook.....	21
Hyland, John.....	Oshawa.....	9
Harton, Mrs. Letitia.....	Brooklyn, N. Y.....	4
Hague, George.....	Montreal.....	43
Hirst, Mrs. Kate.....	Hadfield, Eng.....	35
Hamilton, Robert.....	Quebec.....	120
Henderson & Small, in trust.....	Toronto.....	65
Home Savings and Loan Company, limited.....	do.....	80
Hagar, Chas. W., Curator estate of G. P. Hagar, in trust.....	Montreal.....	7
Hague, George E.....	Kingston.....	3
Hart, Jairus.....	Halifax.....	20
Hardisty, Joseph.....	Hudson Bay Co.....	10
Hargrave, J. J.....	do.....	20
Holland, H. M., Tutor, in trust.....	Montreal.....	1
Hopkins, E. M., J. S. Clouston and G. W. Simpson, in trust.....	do.....	50
Howard, R. P., M. D.....	do.....	17

Toronto Bank—Continued.  
(Banque de Toronto—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Hamilton, Hon. John	Montreal	250
Hodgson, Dame A. McL.	do	26
Jackson, Andrew	Otonabee	65
Jones, Alfred G., and James Thomson, Trustees	Halifax	185
Jones, Alfred G., and James Thomson	do	80
Jones, Alfred G., Trustee	do	39
Johnson, Henry	Hastings	77
Johnston, Mrs. Mary	Oakville	25
Jones, Clarkson, and J. O. Heward, Trustees	Toronto	100
Julian, Henry G., jun	Brooklyn, N.Y.	28
Jones, John	London, Eng.	20
Jost, Henry M.	Guysborough, N.S.	10
Lourey, Mrs. Kate	New York	4
London and Canadian Loan and Agency Co.	Toronto	50
Keele, Joseph	Peterboro'	5
Keith, D. S.	Toronto	12
Keterson, Joseph	do	27
King, Miss Emma	Lyster	35
King, Mrs. L. S., in trust	Quebec	2
Kennedy, George	Hudson Bay Co.	1
Kough, Mrs. Margaret	Owen Sound	20
Lloyd, Thomas D.	Barrie	13
Lount, Samuel	do	29
Lundy, William, Executor of late	Peterboro'	156
Long, Thomas	Collingwood	50
Lewis, George W.	Toronto	751
Lee, Walter S.	do	2
Laing, Rev. John	Dundas	10
Lunn, Miss Emma H.	Montreal	50
Lane, Miss Emma	Leamington, Eng.	4
Lane, William D.	Montreal	20
Lindsay, Robert	do	9
Lomas, Robert, Executors and Trustees of late	do	15
Lowell, William L.	Halifax	8
Martin, Miss Sarah	Cork, Ireland	8
Martin, Miss Maria	do	5
Martin, Miss Christina	do	5
Mead, J. H., Executrix of late	Toronto	20
Michie, John	London, Ont.	30
Mulholland, James, Administrator of late	Baltimore, Ont.	32
Mullen, Mrs. M. A., Executrix of late	Toronto	2
Mutch, Mrs. Isabella	do	14
Michie, James, in trust for Mrs. M. Matthews	do	14
Mulholland, Robert	Cobourg	10
Mulock, Mrs. Mary	Toronto	51
Mulock, Wm., and R. P. Mulock, Trustees	do	20
Murray, J. W.	Belleville	25
Methot, E. W.	Quebec	50
Meeker, J. R.	Montreal	100
Miller, William, in trust	do	25
Mulholland, Robert	Cobourg	10
Muir, Robert	Montreal	325
Murray, John	Mabou, C.B.	23
Moreau, Paul	Mingan	15
Morrison, H.	Rupert's Land	4
Morrison, Murdock	Hudson Bay Co.	1
Mott, John P.	Halifax	150
Mackelcan, Francis	Hamilton	8
McCann, Mrs. Almira	Omagh	8
McCallum, Peter	Cobourg	9
McGee, Executors of late John	Toronto	9

Toronto Bank—Continued.  
(Banque de Toronto—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
McGregor, Alex.....	Smithtown.....	1
McGregor, John.....	Otonabee.....	5
McGrigor, Alex.....	Peterboro'.....	1
Macdonald, John.....	Toronto.....	5
McKellar, Mrs. Louisa A.....	Chatham.....	4
Mackenzie, George.....	Putney, Eng.....	20
Mackenzie, George, in trust.....	do.....	20
McKeen, John.....	Pictou, N.S.....	7
McLeod, Norman.....	Hudson Bay Co.....	2
McGregor, James D.....	New Glasgow.....	10
McBeath, A.....	Rupert's Land.....	149
McDermott, Andrew.....	do.....	24
McDonell, John.....	Australia.....	2
McFarlane, Roderick.....	McKenzie River.....	17
MacTiggan, Malcolm.....	Colborne.....	50
Mackenzie, Mrs. Isabella.....	Lachine.....	29
McKenzie, George.....	Hudson Bay Co.....	5
McKenzie, Hector A.....	Red River.....	9
McKenzie, Peter.....	Mingan.....	21
McKenzie, Roderick.....	Melbourne.....	88
McKay, Wm. M.....	Hudson Bay Co.....	1
McLachlin, H. F., in trust.....	Arnprior.....	63
MacTavish, Florence.....	London, Eng.....	133
McGuirk, Wm. P.....	Montreal.....	15
Mackay, Edward.....	do.....	50
McDougall, Thos.....	do.....	20
McDougall, Mrs. H. A.....	do.....	7
Nicholls, Robt.....	Peterboro'.....	50
Nordheimer, Samuel.....	Toronto.....	145
Owens, Daniel.....	Glen Williams.....	12
Paterson, Peter.....	Toronto.....	7
Perry, Mrs. Sarah B.....	do.....	4
Pettigrew, Miss Sarah.....	do.....	20
Plowman, Rev. John H.....	Burbage, Marlborough, Eng.....	10
Power, Miss Mary.....	Montreal.....	150
Proudfoot, Mrs. Caroline.....	Richmond, Surrey, Eng.....	50
Palmer, John P.....	Toronto.....	36
Potts, Joseph.....	Grafton.....	8
Pellatt & Osler.....	Toronto.....	5
Polson, John.....	Red River.....	12
Quebec Notre Dame Savings Bank.....	Quebec.....	249
Richardson, Robt.....	Belleville.....	1
Robinson, Christopher.....	Toronto.....	9
Rogers, Executors of late Joseph.....	do.....	20
Rutherford, Mrs. Anne.....	Mount Pleasant.....	4
Robinson, Fred A.....	Toronto.....	8
Richardson, John G.....	Bournemouth, Eng.....	50
Revell, Mrs. Amelia.....	Woodstock, Ont.....	17
Remon, Mrs. Mary E.....	Ottawa.....	7
Rowland, Wm. C.....	Victoria.....	2
Ramsay, Mrs. Agnes H.....	Montreal.....	24
Ramsay, Miss E. A.....	do.....	12
Ramsay, Robt. A.....	do.....	5
Reynolds, Thos. A.....	Hudson Bay Co.....	3
Reid, Executors of late L. R.....	London, Eng.....	49
Saul, Miss Jane.....	do.....	41
Saul, Geo. Thos.....	do.....	41
Surtees, Executors of late Sir S. V.....	Silkmere, Stafford, Eng.....	49
Scadding, Rev. Henry, D.D.....	Toronto.....	64
Scobie, Mrs. Justina.....	do.....	21
Scott, Mrs. Louisa M.....	Croyden, Eng.....	56

## Toronto Bank—Continued.

(Bank de Toronto—Suite)

NAMES. NOMS.	Residence.	Shares. (Actions.)
Sewell, Rev. Henry D.....	Ashford, Kent, Eng.....	60
Skykker, Miss Mary A.....	Credit.....	4
Smith, Rev. J., and J. Mulholland, Trustees.....	Grafton.....	16
Smith, Miss Rebecca.....	Weston.....	4
Smith, Rev. J. W.....	Grafton.....	3
Stanton, Mrs. Julia.....	Toronto.....	20
Stayner, Rev. Thos. L.....	Overburg, Warwick, Eng.....	12
Stayner, Fred. H.....	Toronto.....	12
Stewart, Rev. Alex.....	Orillia.....	8
Stewart, Jas. A.....	Ballintraun, Scot.....	12
Stothart, Eleanor.....	Smithtown.....	1
Stothart, Mary.....	do.....	4
Strachan, Mrs. Margaret A.....	Toronto.....	5
Stuart, Charles.....	Port Hope.....	173
Smith, Larratt W., and Wm. Arthurs, Trustees.....	Toronto.....	10
Stewart, John.....	Hamilton.....	10
St. George's Society of Quebec.....	Quebec.....	11
Smith, Hon. Donald A.....	Hudson Bay Co.....	80
Schillen, John.....	do.....	3
Schillen, Mrs. Mary.....	Michipecoten.....	2
Saunders, H. and A.....	Montreal.....	3
Snowdon, H. L., and E. H. Stuart, in trust.....	do.....	19
Starke, George K.....	do.....	50
Sayer, Edward.....	Blind River.....	23
Schreiber, Collingwood.....	Ottawa.....	112
Setter, Jessie C.....	Red River.....	20
Scott, James.....	Hudson Bay Co.....	2
Sidey, J. G., in trust.....	Montreal.....	54
Slevin, Mr. Sarah.....	do.....	4
Shepherd, R. W.....	do.....	120
Sidey, J. G.....	do.....	37
Simpson, Wm. M.....	Red River.....	40
Spragge, Mrs. Martha A.....	Montreal.....	60
Smith, D. H., and L. Blanchard, Executors of late W. L. Hardisty.....	do.....	14
Smith, Bennett.....	Windsor, N.S.....	20
Shannon, Elizabeth.....	Montreal.....	100
Spence, James.....	Hudson Bay Co.....	1
Spence, Wm.....	do.....	2
Spence, Gilbert.....	do.....	2
Swanston, Thos.....	do.....	12
Sellar, Miss Elspeth.....	Huntingdon.....	2
Simpson, G. W., in trust.....	Montreal.....	15
Stuart, Miss Edith.....	do.....	8
Tamblyn, Thomas.....	Newcastle.....	40
Todd, A. T., and Jas. MacLennan, Trustees.....	Toronto.....	100
Taylor, Samuel.....	do.....	20
Thompson, Mrs. Mary A.....	Bradford.....	4
Taylor, Anne, Executrix late W. H. Taylor.....	Leamington.....	20
Taylor, Nicol.....	Hudson Bay Co.....	16
Thomson, Chas. L.....	Port Hope.....	3
Thompson, James.....	Hudson Bay Co.....	3
Thomas, Mrs. Mary M.....	Lyster, Que.....	35
Uniache, Robie.....	Halifax.....	10
Vassie, John.....	Dundas.....	24
Veit, Charles, sen.....	Gaspé.....	8
Vernon, Mrs. Margaret.....	Grafton.....	21
Vincent, James and Clara C.....	Port Hope.....	44
Veina, F., Managing Director, La Caisse d'Economie de Notre Dame de Quebec.....	Quebec.....	133
Veasey, Mrs. Sarah W.....	do.....	40

Toronto Bank—*Concluded.*  
(Bank de Toronto—*Fin.*)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)
Worts, James G.....	Toronto.....	1,748
Walbridge, Asa F.....	Newcastle.....	24
Walker, Henry S.....	Cobourg.....	50
Weller, Charles A.....	Peterboro'.....	20
Wadsworth, C. and W.....	Weston.....	52
Worts, James G., jun.....	Toronto.....	16
Worts, Thos. F.....	Montreal.....	4
Wright, D. M.....	Colborne...s.....	9
Wadsworth, W. R.....	Weston.....	60
Williamson, Wm.....	Port Hope.....	7
Wagener, John.....	London, Eng.....	124
Waddell, S., and F. Bond, in trust.....	Montreal.....	1
White, Wm.....	Quebec.....	33
Wilkes, George.....	Arundel, Eng.....	9
Whiteway, Wm.....	Hudson Bay Co.....	1
Whiteway, Wm. V.....	St. John's, Nfld.....	14
Wilson, Miss Florence M.....	Buckingham.....	8
	Total (Shares of \$100 each).....	20,000

D. COULSON,

*Cashier.*

BANK OF TORONTO,

TORONTO, 21st February, 1882.

CANADIAN BANK OF COMMERCE.  
(BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE.)

120,000 Shares..... \$6,000,000  
120,000 (Actions)..... \$6,000,000

TORONTO REGISTRY.

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Adamson, Jas., Trustee for Ellen Quinn.....	Toronto .....	6	300
Aikins, Hon. J. C.....	do .....	30	1,500
Aitken, Mrs. C. E., Tutrix.....	Hamilton .....	44	2,200
Aldwell, Thomas D.....	Southsea, England.....	110	5,500
Aldworth, Richard.....	Bayfield.....	90	4,500
Alexander, Rev. F.....	Fredericton, N.B.....	24	1,200
Alexander, Miss Kate.....	Toronto.....	11	550
Alexander, Miss Isabella.....	do .....	27	1,350
Alexander, Hon. George.....	Woodstock.....	167	8,350
Alexander, Rev. John, in trust.....	Brockville.....	20	1,000
Alexander & Reid.....	Toronto.....	127	6,350
Alexander & Stark.....	do .....	328	16,400
Allan, Rev. Daniel.....	Goderich.....	15	750
Allan, Mrs. Margaret.....	do .....	3	150
Allen, John.....	Newmarket.....	106	5,300
Alma, John L.....	Niagara.....	10	500
Anderson, Mrs. Rachael.....	Mount Brydges.....	1	50
Anderson, Duncan, sen.....	Arva.....	3	150
Andrews, George.....	Toronto.....	25	1,250
Andros, E. B.....	Barrie.....	125	6,250
Armitage, William.....	Ballymote.....	2	100
Armstrong, John.....	Tatenfree, Ireland.....	8	400
Archer, Henry R.....	Newbury.....	400	20,000
Ashworth, Miss Isabella.....	New York.....	13	€50
Ashworth, Caldwell, in trust.....	London, England.....	99	4,950
Atkinson, Mrs. Ann.....	Barrie.....	11	550
Austin, James, and Bethune, R. H., in trust.....	Toronto.....	170	8,500
Bagwell, J. B.....	Hamilton.....	150	7,500
Bailey, Miss Ann.....	London.....	1	50
Bain, Thomas.....	Strabane.....	20	1,000
Baines, William J.....	Toronto.....	1	50
Baines, W. J. & Barlow Cumberland, Trustees.....	do .....	101	5,050
Baker, Charles D.....	Grafton.....	33	1,650
Balkwill, W.....	London.....	2	100
Barclay, John.....	Hyde Park.....	5	250
Barnhart, Noah.....	Toronto.....	100	5,000
Barrie, Rev. Wm., deceased.....	Guelph.....	25	1,250
Bartlett, G. R., in trust for H. C. W. Emberson.....	Ottawa.....	4	200
Bartlett, Geo. R., in trust.....	do .....	11	550
Bartley, J. M.....	Jersey.....	5	250
Bate, Herman G.....	Ottawa.....	20	500
Bate, Henry N.....	do .....	400	20,000
Baxter, Mrs. Agnes.....	Niagara.....	10	500
Beaty, Robert, in trust.....	Toronto.....	30	1,500
Beatty, Henry.....	Thorold.....	40	2,000
Baxter, Miss Flora.....	Niagara.....	8	400
Belcher, Mrs. Augusta L.....	London.....	4	200



Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Bell, Mrs. Annie.....	Pictou.....	10	500
Bell, Mrs. Emily.....	Hamilton.....	3	150
Beltz, Edmund.....	London.....	5	250
Bendyshe, Nelson, Trustees of the late.....	Ramsgate, England.....	53	2,650
Bennett, Humphrey.....	Barrie.....	106	5,300
Benson, Thos. M., & McCaul, G. L., Trustees.....	Port Hope and Ottawa.....	100	5,000
Bernard, Miss Mary.....	Toronto.....	1	50
Bethune, Mrs. M. L.....	St. Andrews, Scotland.....	229	11,450
Bethune, Mrs. Unagh.....	Beaverton.....	46	2,300
Beveridge, John A.....	Edinburgh, Scotland.....	150	7,500
Bickford, E. O., in trust.....	Toronto.....	300	15,000
Biddulph, Richard.....	London.....	11	550
Billett, Mrs. Marion R.....	Aylmer.....	17	850
Bird, Henry.....	Barrie.....	5	250
Bird, Henry, Treasurer.....	do.....	43	2,150
Biscoe, F., and Alexander, Rev. F., Trustees.....	Guelph.....	20	1,000
Biscoe, Mrs. K. V.....	do.....	40	2,000
Blackwell, Mrs. Anne.....	London, England.....	52	2,600
Blair, Wm.....	Hamilton.....	7	350
Bonnell, Wm.....	Toronto.....	110	5,500
Booth, W. A., Guion, W. H., and Hoyt, Jesse, Trustees.....	New York.....	1,000	50,000
Boswell, A. R., Executor of late Jos. Horrocks.....	Toronto.....	75	3,750
Boswell, A. R., Trustee.....	do.....	32	1,600
Bowie, Rev. Jas.....	Dunscro, Scotland.....	131	6,550
Bown, John Y., M.D.....	Brantford.....	77	3,850
Boyd, Francis, Estate of late.....	Toronto.....	112	5,600
Boyd, Mrs. Mary S.....	do.....	70	3,500
Boyd, Wm. T.....	do.....	20	1,000
Bremner, Miss Eliza G.....	Elgin, Scotland.....	30	1,500
Briggs, Frances, Executrix.....	Toronto.....	68	3,400
Britton, Byron M.....	Kingston.....	10	500
Brodie, John L., in trust, and Gosling, F. J., in trust or either of them.....	Toronto.....	492	24,600
Brooke, John L.....	Isle of Man.....	5	250
Brown, Mrs. Ann N.....	Toronto.....	21	1,050
Brown, Henry.....	do.....	40	2,000
Browne, H. P., in trust.....	do.....	124	6,200
Browne, Jas.....	Kingston.....	80	4,000
Brydon, Miss L. R.....	Toronto.....	2	100
Buchan, Miss Erskine.....	do.....	16	800
Buchan, Miss Jane.....	do.....	13	650
Burgess, R. K.....	do.....	150	7,500
Burgess, R. K., in trust.....	do.....	2	100
Burnham, Mrs. Helena.....	Whitby.....	152	7,600
Burns, John, Committee for A. F. E. Gunther.....	Toronto.....	563	28,150
Burrows, Major-General A. G.....	Hadley, England.....	6	300
Burton, Hon. Judge G. W.....	Toronto.....	40	2,000
Cambie, Henry J., in trust.....	Ottawa.....	1	50
Campbell, James.....	Toronto.....	35	1,750
Campbell, A. H., President, and Tomlinson, R. H., Manager, in trust.....	do.....	210	10,500
Campbell, Miss Letitia.....	Dublin, Ireland.....	8	400
Campbell, Duncan.....	Simcoe.....	495	24,750
Campbell, Mrs. Maria.....	Colborne.....	7	350
Campbell, Alex.....	Toronto.....	24	1,200
Campbell, James.....	Peterboro.....	100	5,000
Campbell, Mrs. Maria, Administratrix.....	Perth.....	24	1,200
Campbell, McNeil & Co.....	Keene.....	100	5,000
Canada Life Assurance Co.....	Hamilton.....	400	20,000
Cardus, Mrs. Jane.....	Akron, N.Y.....	40	2,000

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Carey, Miss Mary.....	Hamilton.....	6	\$ 300
Carter, John.....	Toronto.....	20	1,000
Carmichael, Peter.....	Arva.....	2	100
Carmichael, John R., Estate of the late.....	New Glasgow, N.S.....	25	1,250
Carmichael, Miss Jessie.....	do.....	6	300
Carriere, Chas. H.....	Ottawa.....	50	2,500
Cassells, Son & Co.....	Toronto.....	10	500
Cawthra, Mrs. Anna C.....	do.....	68	3,400
Cawthra, Mrs. Elizabeth J.....	do.....	5	250
Cawthra, Joseph.....	Newmarket.....	50	2,500
Cayley, John.....	Toronto.....	100	5,000
Chadwick, Benjamin, Executors of late.....	Drummondville.....	41	2,050
Chadwick, Jas.....	Eglington.....	10	500
Chapman, Charles.....	London.....	5	250
Charles, D. H., and MacGachen, F. D., in trust.....	Dundas.....	4	200
Charteris, C. G.....	Chatham.....	7	350
Chase, Geo. A.....	Orillia.....	50	2,500
Chester, George.....	Scarboro.....	16	800
Christie, Major-General H. P.....	Cheltenham.....	14	700
Christie, Walter H.....	Singapore Straits Settlement.....	34	1,700
Cleland, Robert, in trust.....	Hamilton.....	31	1,550
Clemesha, J. W., M.D.....	Port Hope.....	12	600
Cockerline, M., Estate of late.....	Toronto.....	58	2,900
Commercial Loan and Stock Co.....	do.....	527	26,350
Cooch, A. C.....	do.....	15	750
Cook, George J.....	Maple.....	8	400
Cook, William.....	Carrville.....	100	5,000
Cook, Mrs. Louisa.....	Barrie.....	16	800
Cook, Mrs. Amelia, Executor of the late.....	Hamilton.....	6	300
Cook, Miss Margaret A.....	Toronto.....	12	600
Cooper, Mrs. Maria E.....	Port Hope.....	5	250
Cook, Miss Sarah P.....	Norrisburg.....	10	500
Cook, Miss Catherine E.....	do.....	10	500
Cousineau, F. X., in trust.....	Kingston.....	200	10,000
Craigie, Mrs. Margaret T.....	Buffalo, N.Y.....	5	250
Crawford, John.....	Brockville.....	50	2,500
Crocker, Herbert.....	Toronto.....	2	100
Crowther, Miss Amelia.....	do.....	24	1,200
Crowther, Jas.....	do.....	90	4,500
Cumberland, F. W.....	do.....	1	50
Cummings, James.....	Hamilton.....	35	1,750
Currey, Mrs. Jessie.....	Toronto.....	14	700
Currey, Miss Hannah K.....	do.....	14	700
Currie, Neil.....	do.....	91	4,550
Curtis, Mrs. Elizabeth.....	Paris, Ont.....	22	1,100
Daley, Charles.....	Buntingsford, Eng.....	125	6,250
Dallimore, Miss Henrietta.....	Toronto.....	16	800
Dallimore, Miss Sarah.....	do.....	14	700
Dalton, J. D.....	London.....	60	3,000
Daly, M. B., and A. H. Furniss, Trustees.....	Halifax.....	60	3,000
Darch, Mrs. Jane.....	London.....	1	50
Davidson, Mrs. Elizabeth.....	Peterboro.....	27	1,350
Davidson, William, and Rev. J. Gray, Trustees.....	Toronto and Orillia.....	33	1,650
Davis, Francis.....	Kingston.....	30	1,500
Dean, Mrs. Nancy.....	Hamilton.....	3	150
DeLaporte, A. V.....	Toronto.....	287	14,350
Denison, Mrs. Caroline.....	do.....	15	750
Denison, George F., in trust.....	do.....	15	750
Denison, Mrs. Julia A.....	do.....	60	3,000
Denison, Fred. C.....	do.....	3	150

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Denistown, Robert.....	Peterboro'	80	4,000
Dick, Mrs. Margaret A.....	Toronto	12	600
Dickey, Hon. R. B.....	Amherst, N.S.....	95	4,750
Dickson, Mrs. Jane.....	Goderich.....	20	1,000
Dillon, Lieut.-Col. Robert.....	Bristol, Eng.....	41	2,050
Dillon, Mrs. M. M.....	do	48	2,400
Doan, Robert W.....	Toronto	5	250
Dobie, Rev. Robert.....	Milton.....	40	2,000
Douglas, Mrs. Eleanor.....	Montreal.....	46	2,300
Draney, Mrs. M. J.....	Crumlin.....	6	300
Drayden, Thomas.....	Guelfh.....	37	1,850
Dudley, Edward E.....	Newmarket.....	8	400
Dumble, Thomas, jun., Estate of the late.....	Cobourg.....	68	3,400
Dwyer, Robert.....	Toronto.....	6	300
Easton, George C.....	Ingersoll.....	4	200
Eastwood, John.....	Toronto.....	45	2,250
Eccles, Mrs. Jane.....	do	18	900
Edwards, Samuel.....	Warsaw.....	10	500
Elliot, William.....	Toronto.....	180	9,000
Elliot, George E., Trust.....	Plymouth, Eng.....	15	750
Ellston, John.....	Thornhill.....	51	2,550
Evans, Mrs. Rebecca.....	Toronto.....	16	800
Evans, John.....	do	65	3,250
Evans, G. W., and N. Kingsmill, Trustees.....	do	18	900
Estate of the late John Alexander.....	Barrie.....	19	950
do R. G. Anderson.....	Toronto.....	60	3,000
do Margaret Badgley.....	Ottawa.....	25	1,250
do W. J. Boate.....	Newcastle.....	43	2,150
do John Cawthra.....	Toronto.....	148	7,400
do John Elliot.....	Woodbridge.....	52	2,600
do James E. Elliott.....	Plymouth, Eng.....	4	200
do Sarah Elliot.....	South Bend, Indiana.....	3	150
do L. H. K. Fitzgerald.....	Simcoe.....	120	6,000
do Patrick Gerahty.....	Kingston.....	18	900
do Joseph Gladman, sen.....	Port Hope.....	78	3,900
do Rev. W. Hay.....	Guelfh.....	37	1,850
do L. Heyden.....	Toronto.....	75	3,750
do John Hogarth.....	Burlington.....	11	550
do William Holditch.....	Ottawa.....	35	1,750
do Rev. D. Inglis.....	New York.....	37	1,850
do D. Laidlaw.....	Toronto.....	100	5,000
do George Laycock.....	Woodstock.....	20	1,000
do Ann Loring.....	Barrie.....	8	400
do Hon. S. Mills.....	Hamilton.....	245	12,250
do Margaret Mulligan.....	Tullamore.....	17	850
do John McGee.....	Toronto.....	392	19,600
do Hon. J. McCully.....	Halifax, N.S.....	203	10,150
do Henry Macdougall.....	Toronto.....	80	4,000
do D. Nicholson.....	Hamilton.....	5	250
do Mrs. Matilda A. Ridout.....	Toronto.....	20	1,000
do Eliza J. Rogers.....	Deans.....	72	3,600
do J. L. Smith.....	Hamilton.....	24	1,200
do D. Thompson.....	Cayuga.....	58	2,900
do D. Thorburn.....	Queenston.....	44	2,200
do A. E. Williamson.....	Toronto.....	14	700
do John C. West.....	Halifax.....	100	5,000
Falconbridge, Mrs. Eliza G.....	Richmond Hill.....	65	3,250
Farncomb, Frederick.....	Newcastle.....	96	4,800
Farquharson, Miss Elizabeth.....	Toronto.....	7	350
Fearman, F. W.....	Hamilton.....	4	200
Fisher, Miss Susannah.....	Edinburgh, Scotland.....	17	850

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Fisher, Mrs. Julia.....	Hamilton .....	7	\$ 350
Fitch, J. C.....	Toronto .....	2	100
Pitton, H. W.....	do .....	8	400
Fitzgerald, Edward.....	do .....	102	5,100
Fitzgerald, Mrs. Georgina.....	do .....	40	2,000
Fleming, Mrs. Anne J.....	Ottawa .....	54	2,700
Folsetter, Malcolm.....	Paris .....	15	750
Forbes, Anne, Administratrix.....	Toronto .....	18	900
Fowler, Rev. Robert.....	Listowell.....	8	400
Foy, Mrs. Catherine, and Foy, J. J., Trustees.....	Toronto .....	50	2,500
Fraser, William.....	Grafton .....	8	400
Fraser, Miss E. M.....	Toronto .....	10	500
Freeland, Mrs. Margaret.....	Yorkville.....	20	1,000
Fuller, Miss Eliza.....	Hamilton .....	34	1,700
Fuller, Rev. T. B., D.D., Bishop of Niagara.....	do .....	270	13,500
Fuller, Mrs. Cynthia.....	do .....	508	25,300
Fuller, S. B.....	Woodstock.....	4	200
Fulton, J., M.D.....	Toronto .....	50	2,500
Fulton, Michie & Co.....	do .....	71	3,550
Gamble, N. A.....	do .....	6	300
Garrett, William.....	Elginfield.....	11	550
Gardiner, Miss M. J.....	Penzance, Eng.....	30	1,500
Garrick, James.....	Queensville .....	300	15,000
Gaveller, E. A.....	Chippawa .....	40	2,000
Gates, F. W., and Brown, A., Trustees.....	Hamilton .....	15	750
Geikie, Miss Catherine.....	Toronto .....	35	1,750
George, James.....	do .....	4	200
Gibson, Rev. J. M.....	London, Eng.....	16	800
Gildersleeve, Miss L. A. M.....	Kingston .....	3	150
Gill, Mrs. Caroline.....	Toronto .....	10	500
Gillbard, Thomas.....	Cobourg .....	55	2,750
Gilmour, Allan.....	Ottawa .....	3,600	180,000
Gilmour, Mrs. H. S.....	Quebec .....	50	2,500
Glass, Mrs. Christian.....	Goderich .....	6	300
Goldie, James.....	Guelph .....	20	1,000
Goodfellow, Miss Harriett.....	do .....	5	250
Gordon, Mrs. P. F.....	London .....	10	500
Gordon, Mrs. Eliza S.....	Ottawa .....	20	1,000
Gormully, Mrs. Margaret E.....	do .....	15	750
Gowan, James R.....	Barrie.....	50	2,500
Graham, Donald.....	Glencoe.....	41	2,050
Grant, Miss Louisa M.....	St. John, N.B.....	5	250
Grant, Mrs. Isabella.....	do .....	10	500
Grasett, Mrs. Sarah M.....	Toronto.....	35	1,750
Grasett, Rev. H. J.....	do .....	20	1,000
Grasett, Rev. Elliott.....	Simcoe.....	13	650
Grasett, Rev. H. J., and Hagarty, J. H., Trustees	Toronto.....	7	350
Grasett, Rev. H. J., and Gamble, C., et al., Trustees for Boake Trust.....	do .....	6	300
Green, Anson, D. D., Estate of the late.....	do .....	20	1,000
Green, Mrs. Eleanor M.....	do .....	32	1,600
Greer, Mrs. S. A.....	Brantford.....	10	500
Grimmer, George S.....	St. Andrews, N.B.....	20	1,000
Gregsten, John, in trust.....	Liverpool, Eng.....	45	2,250
Grose, William.....	Newcastle.....	40	2,000
Gunn, Mrs. Eliza M.....	London.....	11	550
Gunn, G. M., and Shanly J., Trustees.....	do .....	4	200
Gunn, Henry J.....	Clifton.....	8	400
Gunther, Anton.....	Toronto.....	17	850
Gwynne, Mrs. Julia.....	Ottawa.....	120	6,000
Gzowski, C. S.....	Toronto.....	687	34,350

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Gzowski, C. S., jun., and Northey, Rev. E. W., Trustees for Mrs. C. B. Northey .....	Toronto and Epsom, Eng...	57	2,850
Hague, George.....	Montreal.....	20	1,000
Hall, George C.....	Tunbridge Wells, Eng.....	142	7,100
Hall, Adam, Executors of late.....	Peterboro'.....	34	1,700
Hallgarten, Julius.....	New York.....	100	5,000
Halson, Henry.....	Burlington.....	10	500
Hamilton, Mrs. Catharines.....	Glasgow, Scotland.....	59	2,950
Hamilton, W. B.....	Toronto.....	83	4,150
Hamilton, Andrew.....	Yorkville.....	50	2,500
Hancock, Mrs. Jane.....	Louth, Eng.....	6	300
Hanson, Martha S.....	Ottawa.....	45	2,250
Harcourt, Frederick W.....	Toronto.....	4	200
Hardy, Russell.....	London.....	20	1,000
Harris, Miss Julia A.....	Hamilton.....	20	1,000
Harris, Miss Frances J.....	do.....	20	1,000
Harris, Miss Mary Ann.....	do.....	20	1,000
Harris, Miss Mary Agnes.....	do.....	20	1,000
Harrison, Miss Sarah J.....	Barrie.....	2	100
Harrison, George.....	Aurora.....	94	4,700
Harrison, John.....	Parkhill.....	8	400
Hartley, Isaac.....	New Glasgow, N.S.....	15	750
Hearne, M. S.....	Hamilton.....	7	350
Helliwell, Miss Abigail.....	Toronto.....	40	2,000
Helliwell, Thomas.....	do.....	80	4,000
Hellmuth, Right Rev. Isaac.....	London.....	60	3,000
Henderson, Mrs. Caroline A.....	Almonte.....	80	4,000
Henderson, John.....	Toronto.....	53	2,650
Henderson, John.....	Kelso, Scotland.....	60	3,000
Henderson, John.....	Coldstream.....	7	350
Henderson, Miss Margaret.....	do.....	4	200
Henderson, Mrs. Maria M.....	Holloway, Eng.....	24	1,200
Henderson, James.....	Hamilton.....	9	450
Hendrie, William.....	do.....	50	2,500
Henry, James S.....	Beamsville.....	15	750
Heslop, John, Treasurer.....	Ancaster.....	8	400
Heward, J. O., Executor Estate of late Catharine Hamilton.....	Yorkville.....	6	300
Heward, Catharine C., Trust.....	Toronto.....	210	10,500
Heward, Eliza C., Trustees of.....	do.....	85	4,250
Hewson, Mrs. Fannie B.....	Cobourg.....	17	850
Heyden, Edward.....	Toronto.....	15	750
Heyden, Barbara, sen., Administratrix.....	do.....	15	750
Higgins, David.....	do.....	65	3,250
Hinde, George J.....	Yorkville.....	400	20,000
Hindes, Mrs. Sarah.....	Campbellford.....	15	750
Hobson, Edward.....	Toronto.....	20	1,000
Hodgin, Thomas.....	Arva.....	4	200
Hodgson, Mrs. Margaret E., Estate of late.....	Toronto.....	130	6,500
Holland, Rev. H., and Boyd, W. T., Trustees.....	Toronto and St. Catharines.....	60	3,000
Holmes, Gervais.....	Cobourg.....	40	2,000
Holmsted, F. W., in trust.....	Toronto.....	80	4,000
Home Savings and Loan Co. (Limited) in trust.....	do.....	404	20,200
Homfray, J. R., and Edmondson, F. W.....	Lalestone, South Wales.....	98	4,900
Hope, Hon. Adam.....	Hamilton.....	180	9,000
Hood, James.....	Lilliesleaf, Scotland.....	205	10,250
Hooper, Edward.....	Toronto.....	40	2,000
Hornby, Mrs. Mary J.....	West Philadelphia, Ohio.....	15	750
Hossack, James.....	Cobourg.....	8	400
Hossack, Mrs. Barbara.....	do.....	8	400
Houlton, Henry.....	Adelaide.....	42	2,100

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Howard, Rev. V. B.....	Cobourg.....	25	1,250
Howe, Etna D.....	Toronto.....	5	250
Howell, Isaac R.....	Jerseyville.....	8	400
Howland, Sir W. P., McKenzie, K., and Cameron, M. C., in trust.....	Toronto.....	42	2,100
Hunter, John.....	Owen Sound.....	20	1,000
Hyland, John H.....	Toronto.....	8	400
Inglis, Rev. W.....	Ayr.....	4	200
Ireland, James O.....	Toronto.....	64	3,200
Irving, Rev. John.....	Harriston.....	51	2,550
Irving, Emilius.....	Hamilton.....	160	8,000
Irving, A. E., and Robinson, J. B., Trustees of Diana Jarvis.....	Hamilton and Toronto.....	165	8,250
Irving, P. Æ., and Irving, G. Æ.....	Newmarket, Ont.....	400	20,000
Jacques, John.....	Toronto.....	170	8,500
Jennings, Mrs. M. C., Executrix.....	do.....	8	400
Jones, A. G., and Thomson, James.....	Halifax, N.S.....	80	4,000
Jones, A. G., and Thomson, James, Trustees.....	do.....	387	19,350
Jones, Beverley, in trust.....	Toronto.....	106	5,300
Jones, E. C.....	do.....	250	12,500
Jones, E. C., in trust for L. A. Kingsmill.....	do.....	14	700
Jones, Margaret G., Trustees of.....	do.....	64	3,200
Jones, Mrs. Mary L.....	Cobourg.....	80	4,000
Jones, Mrs. Mary L., Executrix.....	do.....	202	10,100
Jones, B., and Moss, C., Trustees.....	Toronto.....	7	350
Jones, W. J.....	Ottawa.....	100	5,000
Jones, W. H.....	do.....	31	1,550
Johnson, Martin.....	Barrie.....	170	8,500
Johnson, Ralph.....	Toronto.....	33	1,650
Johnson, Henry.....	Hastings.....	172	8,600
Keith, David S.....	Toronto.....	56	2,800
Kent, Wm.....	London.....	26	1,300
Kerr, J. R., in trust.....	Toronto.....	16	800
Kersteman, J. S.....	Tynemouth, Eng.....	45	2,250
Keterson, Joseph.....	Toronto.....	100	5,000
Kew, Mrs. Eliza J. M.....	Beamsville.....	10	500
King, Rev. J. M.....	Toronto.....	50	2,500
Kilgour, Joseph.....	do.....	2	100
Kirkpatrick, George A.....	Kingston.....	3	150
Kirk, David.....	Collingham, Eng.....	164	8,200
Knight, Mrs. Mary A.....	London, Eng.....	11	550
Lailey, Thomas, in trust.....	Toronto.....	20	1,000
Lailey, Thomas.....	do.....	60	3,000
Laing, James.....	Burlington.....	40	2,000
Lally, E. S., Trustee for E. S. Lally, jun.....	Barrie.....	2	100
Lally, E. S., Trustee for A. M. Lally.....	do.....	1	50
Lawder, A. W., and Lee, N. S., Trustees.....	Toronto.....	20	1,000
Lawrie, John.....	Bell's Quarry, Scotland.....	5	250
Layton, Mrs. Jane E.....	Glasgow, Scotland.....	110	5,500
Learoyd, Rev. J.....	Oshawa.....	25	1,250
Leland, Frank.....	Hamilton.....	30	1,500
Lepper, Arthur.....	Toronto.....	200	10,000
Le Pan, F. N. D.....	Owen Sound.....	560	28,000
Lesslie, John.....	Dundas.....	60	3,000
Lewis, Rev. Alexander, Estate.....	Mono Mills.....	80	4,000
Leys, Mrs. Helen.....	Toronto.....	1	50
Lindsay, Walter J.....	Hamilton.....	20	1,000
Logan, Mrs. Charlotte.....	Leslie.....	100	5,000
Logie, James.....	Hamilton.....	172	8,600
London and Canadian Loan and Agency Co., (Limited).....		270	13,500

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant)
Lowell, Wm.....	Drummondville.....	75	\$ 3,750
Lumsden, Miss Elizabeth.....	Newcastle.....	100	5,000.
Lunan, A. L., in trust for Wm. Lunan.....	Aberdeen, Scotland.....	75	3,750
Lyman, John.....	Toronto.....	125	6,250
Malloch, F. S.....	Brockville.....	45	2,250
Malloch, J. G., Executors of late.....	Perth.....	26	1,300
Malloch, W. B., Executors of late.....	Smith's Falls.....	34	1,700
Maloney, Miss Bella.....	Drummondville.....	3	150
Manuel, John.....	Ottawa.....	50	2,500
Martin, Edward.....	Hamilton.....	11	550
Martin, Mrs. M. M.....	do.....	4	200
Marsden, Frederick.....	Lewes, Eng.....	50	2,500
Mason, Miss Laura A.....	Syracuse, N. Y.....	10	500
Mason, Mrs. Jane, surviving Trust.....	Kilmarnock, Scotland.....	33	1,650
Massey, H. A.....	Cleveland, Ohio.....	60	3,000
Matheson, Alan F.....	Ingersoll.....	7	350
Maver, George.....	Pickering.....	63	3,150
Mead, Mrs. Elizabeth.....	Toronto.....	50	2,500
Meredith, J. C.....	London.....	201	10,050
Meredith, John S.....	Galt.....	8	400
Michie, John.....	London.....	24	1,200
Michie, James.....	Toronto.....	193	9,650
Michie, Jas., in trust for Miss M. A. McClellan.....	do.....	12	600
Michie, George, & Co.....	do.....	2	100
Michie, Jas., in trust for Mrs. M. Matthews.....	do.....	18	900
Milloy, Donald.....	do.....	50	2,500
Mills, James H.....	Hamilton.....	48	2,400
Mills, Thomas, and Revel, Robert, Trustees.....	Woodstock.....	21	1,050
Milne, Mrs. Ann.....	Malvern.....	20	1,000
Milne, James.....	Hamilton.....	2	100
Monkhouse, Thomas.....	Altona.....	206	10,300
Moody, Harry.....	Toronto.....	72	3,600
Moore, Mrs. Alicia G.....	do.....	25	1,250
Moore, Hugh.....	Dundas.....	188	9,400
Morgan, Mrs. Catharine E.....	Hamilton.....	11	550
Morden, Mrs. Rebecca A.....	do.....	20	1,000
Morris, J. H., Executor, in trust.....	Toronto.....	20	1,000
Morris, William, Trustees of.....	do.....	160	8,000
Morris, Harriet E., Trustees of.....	do.....	100	5,000
Morris, Margaret N., Trustees of.....	do.....	80	4,000
Morse, William M.....	do.....	400	20,000
Morse, Mrs. Elizabeth.....	do.....	20	1,000
Morse, Mrs. E. A.....	do.....	98	4,900
Mortimer, Herbert.....	do.....	1	50
Moyle, William.....	Paris.....	13	650
Muir, W. K., and Hendrie, Geo., Trustees.....	Detroit, Michigan.....	100	5,000
Mulligan, Joseph.....	Toronto.....	8	400
Mulock, W. R., and Kersteman, W., jun., Trustees.....	do.....	21	1,500
Munsie, James.....	Chesley.....	75	3,750
Munro, Mrs. Margaret.....	Lobo.....	7	350
Murchie, Frederick M.....	St. Stephen, N. B.....	85	4,250
Murray, Miss Sydney.....	Drummondville.....	13	650
Murray, Mrs. Martha J. H.....	Toronto.....	42	2,100
Murray, George.....	do.....	11	550
Murray, Rev. J. C.....	Hamilton.....	1	50
Murray, Mrs. Eliza B.....	do.....	2	100
Mussen, W. H. H.....	Toronto.....	10	500
Mutch, Mrs. Isabella.....	do.....	56	2,800
Macaulay, Miss C. J.....	Kingston.....	3	150
Macdonald, John.....	Toronto.....	117	5,850
Macdonald, John, and Briggs, Rev. Wm., Trustees.....	do.....	63	3,150

## Canadian Bank of Commerce—Continued.

## (Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Macdonald, Miss Isabella.....	Toronto.....	6	\$ 300
Macdonald, Peter.....	do.....	25	1,250
Macdonald, Mrs. Sarah.....	do.....	30	1,500
Macdougall, William.....	Edinburg, Scotland.....	20	1,000
Macdonell, Mrs. Catherine.....	Toronto.....	16	800
MacGarvey, Mrs. Mary.....	Hamilton.....	20	1,000
Mackelean, Francis.....	Hamilton.....	50	2,500
Macklem, Mrs. Julia A., Estate of late.....	Toronto.....	116	5,800
Macklem, Sutherland.....	Chippawa.....	10	500
Macklem, Miss Jessie.....	Toronto.....	116	5,800
Macklem, Oliver R., in trust.....	do.....	116	5,800
Macklem, Mrs. Charlotte E.....	Chippawa.....	116	5,800
MacLennan, Rev. A., Estate of late.....	Kemptville.....	20	1,000
MacLennan, Mrs. J. R.....	Charlottetown, P.E.I.....	20	1,000
MacLennan, James, and Johnson, H. A., Executors and Trustees of late J. M. Strange.....	Toronto and London.....	136	6,800
Macnee, James.....	Kingston.....	80	4,000
Macpherson, Hon. D. L.....	Toronto.....	500	25,000
Macpherson, Henry.....	Owen Sound.....	70	3,500
McArthur, D. C.....	Lobo.....	2	100
McArdle, Edward.....	St. Catharines.....	20	1,000
McCalla, William J.....	do.....	100	5,000
McCallum, Samuel.....	Sandhill.....	7	350
McCarthy, Mrs. C. H.....	Barrie.....	6	300
McCarthy, D'Alton.....	do.....	7	350
McCarthy, D'Alton, Trustee for Mrs. A. Astley.....	do.....	22	1,100
McCarthy, D'Alton, Trustee for D. L. McCarthy.....	do.....	8	400
McCarthy, D'Alton, Trustee for A. E. McCarthy.....	do.....	10	500
McCarthy, Maitland.....	Orangeville.....	3	150
McConkey, Thomas D.....	Barrie.....	160	8,000
McCraiken, Thomas, in trust.....	Toronto.....	15	750
McDougall, John.....	Forrest.....	31	1,550
McDowell, Samuel, Estate of late.....	Hamilton.....	24	1,200
McHerry, Frank.....	Montreal.....	4	200
McFarren, James.....	Toronto.....	10	500
McFarren, Mrs. Martha.....	do.....	32	1,600
McGregor, Peter.....	Keene.....	24	1,200
McGlashan, John F., Estate of late.....	Drummondville.....	225	11,250
McGuffin, Henry.....	Arva.....	3	150
McGuffin, Mrs. Henry.....	do.....	2	100
McGuffin, Mrs. Margaret.....	Ballymote.....	2	100
McHardy, Miss Jane.....	Goderich.....	72	3,600
McHardy, Charles.....	do.....	34	1,700
McKay, Donald.....	Gladstone.....	2	100
McLaren, Miss Maria.....	Hamilton.....	20	1,000
McLaren, Henry.....	West Flamboro'.....	20	1,000
McLean, Neil.....	Woodville.....	5	250
McLean, Neil.....	Toronto.....	40	2,000
McLeod, William C.....	Woodstock.....	677	33,850
McLeod, Miss Grace A.....	do.....	200	10,000
McManus, George.....	Mono Mills.....	27	1,350
McMaster, Hon. William.....	Toronto.....	2,431	121,550
McMaster, Daniel.....	Weston.....	40	2,000
McMaster, Mrs. Susan M.....	Toronto.....	120	6,000
McMaster, Hon. William, in trust for J. G. Currie.....	do.....	2	100
McMaster, Hon. William, in trust for Andrew Mc-Master.....	do.....	112	5,600
McMichael, D., L.L.D.....	do.....	46	2,300
McMillan, Mrs. Edith F.....	Detroit, Michigan.....	93	4,650
McMillan, J. C.....	Toronto.....	6	300
McMullen, Thomas.....	Mount Brydges.....	7	350



Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
McQuesten, Isaac B.....	Hamilton .....	} 198	9,900
McQuesten, Calvin B.....	New York.....		
McRae, James.....	Galt.....	20	1,000
McTavish, Miss Mary E. J.....	Toronto.....	12	600
Needham, Richard.....	Bryanston .....	3	150
Needham, Mrs. Richard.....	do .....	2	100
Neelon, Sylvester.....	St. Catharines.....	377	18,850
Neil, Mrs. Deborah.....	Wardsville.....	10	500
Neilson, James.....	Toronto.....	212	10,600
Neilson, Thomas, Trustee for Eliza Darracott.....	Philadelphia, Penn.....	43	2,150
Neilson, Thomas, Trustee for Wm. Neilson.....	do do .....	43	2,150
Neilson, Thomas, Trustee for Thos. Neilson.....	do do .....	41	2,050
Nicholls, Mrs. C. J.....	Peterboro'.....	500	25,000
Nickle, William.....	Kingston.....	37	1,850
Nicol, John.....	Ashburn .....	150	7,500
Nicol, Andrew.....	do .....	23	1,150
Nordheimer, Samuel.....	Toronto.....	300	15,000
Northrop, H. S.....	do .....	125	6,250
Nugent, Francis.....	Ballymote .....	20	1,000
Nugent, Mrs. Mary H.....	do .....	5	250
O'Brien, Henry, in trust.....	Toronto.....	2	100
Ogden, E. J., M.D.....	Chicago, Ill.....	10	500
Ogden, Uzziel, M.D.....	Toronto.....	26	1,300
Ontario College of Pharmacy.....	do .....	60	3,000
Ontario, the incorporated Synod of the Diocese of, (Cornwall Parochial Schools).....	Kingston.....	2	100
Ontario, the Diocese of (Divinity Students' Fund)	do .....	15	750
Ontario, the Diocese of (Widows' and Orphans' Fund).....	do .....	4	200
Ontario, the Diocese of (Mission Fund).....	do .....	2	100
Osborne, John B., Trust.....	Beamsville.....	39	1,950
Osborne, J. B.....	do .....	150	7,500
Osborne, Miss S. E.....	Hamilton .....	3	150
Pank, C. W.....	Port Rowan .....	50	2,500
Pantou, E. H., Executor of Estate of late Sarah F. Mein.....	London, Eng.....	48	2,400
Parker, Robert J.....	Colborne.....	4	200
Paterson, Peter.....	Toronto.....	118	5,900
Paterson, Robert, Estate of late.....	Owen Sound.....	153	7,650
Paterson, Mrs. Anne J.....	do .....	120	6,000
Paterson, J. F.....	Fergus.....	11	550
Paterson, Mrs. Isabella.....	Orillia.....	54	2,700
Paterson, P., Governor, and Boulton, L. H., Acting Manager, in trust.....	Toronto.....	480	24,000
Patterson, Miss Margaret.....	Hillsborough, Ireland.....	11	550
Patterson, Miss Mary J.....	do do .....	11	550
Patterson, Miss Elizabeth.....	do do .....	11	550
Pearson, Mathew.....	Toronto.....	15	750
Peattie, Rev. Wm.....	do .....	20	1,000
Peers, Wm.....	Woodstock.....	11	550
Pellatt & Osler.....	Toronto.....	141	7,050
Pellatt & Osler, in trust.....	do .....	200	10,000
Penner, Miss Eliza M. A.....	Kingston.....	60	3,000
Perry, Horace.....	Rochester, N. Y.....	50	2,500
Peters, George.....	Peterboro'.....	6	300
Phillip, Rev. J.....	London.....	6	300
Pipon, Mrs. Sophia.....	Woolwich, Eng.....	13	650
Platt, Samuel.....	Toronto.....	370	18,500
Plaxton, George.....	Barrie.....	14	700
Playfair, John S.....	Toronto.....	10	500
Plumb, Miss E. S.....	do .....	107	5,350

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Pope, William.....	London.....	5	250
Postill, Mrs. Ann.....	Toronto.....	16	800
Pottinger, Mrs. Janz J.....	St. Thomas.....	20	1,000
Pepler, Mrs. Dorothea.....	Barrie.....	1	50
Pressland, Edward C.....	London, Eng.....	39	1,500
Pritchard, Miss A. M.....	London.....	19	950
Proctor, Geo. R.....	Beaverton.....	42	2,100
Proctor, John A.....	do.....	42	2,100
Proctor, Mrs. Sarah J.....	Toronto.....	6	300
Proudfoot, Mrs. Caroline.....	Richmond, Eng.....	56	2,800
Quimby, A. C., Estate of late.....	Hamilton.....	20	1,000
Quin, Rev. J. C.....	Port Hope.....	25	1,250
Quirk, Rev. John.....	Hastings.....	128	6,400
Radcliffe, Miss F. J.....	Detroit, Michigan.....	12	600
Rae, G. M., and Smith, J. F., Trustees.....	Toronto.....	224	11,200
Rae, G. M., and Harris R., Trustees.....	do.....	20	1,000
Rae, John, M.D.....	London, Eng.....	110	5,500
Rapley, J. W.....	Kincardine.....	30	1,500
Rapley, Wm.....	Strathroy.....	100	5,000
Reid, Miss Eleanor.....	Hamilton.....	58	2,900
Reid, Miss Isabella.....	do.....	17	850
Reid, Mrs. Bessie.....	Branchton.....	12	600
Reid, Mrs. Bessie, in trust.....	do.....	6	300
Ried, Jas.....	Hamilton.....	9	450
Reid, Calvin P.....	Toronto.....	200	10,000
Richardson, John.....	Kingston.....	21	1,050
Richardson, Mrs. M. M.....	Toronto.....	7	350
Rickard, William.....	Newcastle.....	8	400
Risely, Samuel.....	Toronto.....	213	10,650
Roach, George.....	Hamilton.....	750	37,500
Robarts, Mrs. H.....	Toronto.....	13	650
Robarts, Mrs. Sarah E.....	do.....	20	1,000
Robinson, Christopher.....	do.....	20	1,000
Robinson, George.....	do.....	110	5,500
Robinson, Francis.....	London.....	41	2,050
Robinson, William.....	do.....	9	450
Robson, Miss Jeannette.....	Iderton.....	7	350
Robson, Miss Mary A.....	do.....	7	350
Rogers, Miss Martha.....	Newmarket.....	6	300
Rose, George.....	do.....	2	100
Ross, A. C.....	West Flamboro'.....	2	100
Ross, Alex. M.....	Goderich.....	20	1,000
Ross, Charles H.....	Barrie.....	86	4,300
Ross, Mrs. Mary C.....	do.....	20	1,000
Ross, John.....	Beachville.....	4	200
Ross, William.....	West Flamboro'.....	51	2,550
Ross, C. H., Representatives of late.....	Llanely, Wales.....	13	650
Ross, Jas., C.E.....	Toronto.....	20	1,000
Routledge, Robert.....	Hyde Park.....	6	300
Rowell, Henry.....	Toronto.....	40	2,000
Roy, Mrs. Jessie D.....	Owen Sound.....	20	1,000
Roy, William.....	do.....	127	6,350
Roy, Alex. K., in trust.....	Toronto.....	60	3,000
Russell, Andrew.....	Ottawa.....	42	2,100
Rutherford, E. H.....	Toronto.....	240	12,000
Ryerson, Rev. E., D.D.....	do.....	81	4,050
Sadler, Miss Susan.....	Greenwood.....	56	2,800
Sanders, Miss J. S.....	San Francisco, Cal.....	7	350
Sawbridge, Miss H. E.....	Chippawa.....	11	550
Scobie, Mrs. Justina.....	Toronto.....	56	2,800
Scarth, Cochrane & Co.....	do.....	40	2,000

Canadian Bank of Commerce—*Continued.*  
(Banque Canadienne de Commerce—*Suite.*)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Scott, Mrs. L. M.	Croydon, Eng.	212	10,600
Scott, Mrs. Agnes.	Peterboro'	128	6,400
Scott, John.	Toronto	400	20,000
Scott, James.	do	300	15,000
Scott, Miss Catharine.	do	33	1,650
Scott, J. F., in trust.	Chatham	1	50
Seels, John, Estate of late.	Barrie.	50	2,500
Senkler, Mrs. F. J.	Toronto.	22	1,100
Shanly, J., & Leslie G.	London.	7	350
Sheldon, O. M.	Chicago, Ill.	50	2,500
Sheldon, Mrs. Lydia A.	do	100	5,000
Shenston, Thomas S.	Brantford.	20	1,000
Sherwood, Wm., Executor of late Hon. George Crawford.	Brockville	8	400
Shewan, Magnus.	Toronto	20	1,000
Shields, Miss Agnes.	Bolton.	100	5,000
Shields, Miss Jane.	do	106	5,300
Shoff, Robert.	Birr	1	50
Sifton, Charles W.	Arva	62	3,100
Sifton, Mrs. Mary.	do	8	400
Sinclair, Donald.	Birr.	10	500
Sisson, William.	Port Hope.	100	5,000
Silverthorne, Newman	Summerville.	50	2,500
Skey, Laurence.	Port Dover	6	300
Smellie, Mrs. Ann.	Malvern	12	600
Smibert, James, Representatives of late.	Arva	8	400
Smibert, Mrs. Matilda.	do	10	500
Smith, L. W., & Arthurs, W., Trustees	Toronto	27	1,350
Smith, Mrs. Mary E.	do	20	1,000
Smith, John E. B., Bursar of the University of Toronto.	do	7	350
Smith, Frank S.	do	6	300
Smith, Andrew, V.S.	do	80	4,000
Smith, O. St. J.	Kettleby	24	1,200
Smith, Miss Sarah A.	Hamilton	3	150
Snider, George	Owen Sound.	86	4,300
Sorby, Walter.	Guelph	300	15,000
Sparkhall, Cubitt.	Toronto	50	2,500
Springer, D. R.	Nelson	64	3,200
Spry, William	Toronto	116	5,800
Spry, Francis R.	Toronto	36	1,800
Stammers, Samuel J., in trust.	do	25	1,250
Stanton, Mrs. Julia	do	80	4,000
Starr, George H.	Halifax	119	5,950
Stayner, T. S., Wood, S. G., Trustees	Toronto	240	12,000
Stayner, Thos. Sutherland.	do	925	46,250
Stayner, Frederic H.	do	217	10,850
Stayner, Rev. Thomas L.	Overbury, Eng.	187	9,350
Stead, Charles.	London	37	1,850
Steiner, Newman L.	Toronto	50	2,500
Stephens, R. P., Referee, Court of Chancery	do	125	6,250
Stephens, John	Byron	4	200
Stewart, Mrs. Catharine.	Ottawa.	6	300
Stewart, Miss Isabella.	do	3	150
Stewart, Miss Linnie E.	do	7	350
Stewart, Samuel.	London	5	250
Stewart, Donald C.	Nairn	2	100
Stewart, Rev. Alexander.	Orillia.	58	2,900
Stewart, Thos., in trust for Rev. J. Milne.	Toronto.	18	900
Stitt, James.	do	4	200
Stothers, James.	London	4	200

Canadian Bank of Commerce—*Continued.*  
(Banque Canadienne de Commerce—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Strachan, Mrs. Margaret A.....	Toronto.....	20	1,000
Strange, O. S., M.D.....	Kingston.....	4	200
Strathy, Alexander, Estate of late.....	London.....	20	1,000
Strathy, H. S.....	Toronto.....	1	50
Strathy, H. S., in trust.....	do.....	320	16,000
Strathy, Henry H.....	Barrie.....	15	750
Strathy, J. R.....	Toronto.....	5	250
Street, Miss G. E. H.....	do.....	25	1,250
Strong, Miss Celia M.....	do.....	5	250
Stuart, Charles.....	Port Hope.....	76	3 800
Swan, Mrs. Maria.....	Acton.....	38	1,900
Switzer, H. M.....	Palermo.....	40	2,000
Symes, Miss Ellen C.....	Ottawa.....	20	1,000
Symons, Mrs. Isabel T.....	Yorkville.....	5	250
Symons, Samuel.....	Hamilton.....	15	750
Talbot, Thomas H.....	Arva.....	2	100
Talbot, Mrs. Thomas H.....	do.....	1	50
Tamblyn, Thomas.....	Newcastle.....	80	4,000
Tamblyn, Mrs. Sarah.....	do.....	20	1,000
Taylor, John, Estate of late.....	Toronto.....	591	29,550
Taylor, George.....	do.....	1,524	76,200
Taylor, William.....	do.....	100	5,000
Taylor, Miss Mary.....	do.....	6	300
Taylor, Miss Anne.....	do.....	42	2,100
Taylor, Geo. A.....	do.....	2	100
Taylor, John H.....	do.....	141	7,050
Taylor, John F., in trust.....	do.....	18	900
Taylor, John.....	St. James' Park.....	10	500
Taylor, Miss Mary J.....	Toronto.....	146	7,300
Taylor, Mrs. Henrietta.....	Todmorden.....	444	22,200
Taylor, Mrs. Henrietta, in trust for Kate Taylor.....	do.....	100	5,000
Taylor, Mrs. Henrietta, in trust for A. A. Taylor.....	do.....	100	5,000
Taylor, Mrs. Henrietta, in trust for Jane E. Taylor.....	do.....	100	5,000
Taylor, Mrs. Henrietta, in trust for W. L. Taylor.....	do.....	15	750
Taylor, Miss Ellen.....	do.....	100	5,000
Taylor, Miss Florence E.....	do.....	100	5,000
Taylor, Samuel.....	Toronto.....	50	2,500
Taylor, Thomas B.....	do.....	336	16,800
Teifer, Wm., et al., Trustees for Mrs. G. J. Cook.....	Barrie.....	5	250
Temple, E. B., and Temple, J. A., Trustees.....	Toronto.....	10	500
Temple, Miss Mary S.....	do.....	14	700
Temple, J. A., M.D.....	do.....	10	500
Temple, Edmond B.....	do.....	10	500
Tennant, Agnes.....	do.....	1	50
Thompson, Alfred A.....	Penetanguishene.....	40	2,000
Thompson, David.....	Deans.....	91	4,550
Thompson, George.....	Komoka.....	43	2,150
Thompson, Mrs. Elizabeth.....	Deans.....	41	2,050
Thompson, Philip.....	Ottawa.....	600	30,000
Thomson, Thomas M.....	Toronto.....	300	15,000
Thomson, Thomas M, in trust for Mrs. U. Pollock.....	do.....	15	750
Thomson, Thomas M., in trust for Mrs. Catharine Sinclair.....	do.....	15	750
Thomson, Thomas M., in trust for Annie and Jeannie Gilmour.....	do.....	29	1,450
Thomson, Thomas M., in trust for Wm. Gilmour.....	do.....	14	700
Thomson, James.....	Woodbridge.....	230	11,500
Thorburn, Catharine.....	Yorkville.....	5	250
Thorburn, Mary.....	do.....	5	250
Thorburn, James, M.D.....	Toronto.....	103	5,150

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Torrance, Rev. R.....	Guelph.....	25	\$ 1,250
Torrance, W. B.....	Brantford.....	2	100
Trees, Samuel.....	Toronto.....	10	500
Trull, W. W.....	Orono.....	8	400
Tucker, John.....	Toronto.....	100	5,000
Tucker, Baruch.....	Allanburgh.....	200	10,000
Tucker, Baruch, jun.....	do.....	41	2,050
Tucker, John.....	do.....	60	3,000
Tucker, David, M.D.....	Pickering.....	20	1,000
Tully, K., and Bloomfield, C. J., Trustees for Mrs. W. P. Band.....	Toronto.....	25	1,250
Tunis, Mrs. Susan.....	West Flamboro'.....	12	600
Turner, Frank.....	Yorkville.....	23	1,150
Turner, James W.....	Dartmouth, N.S.....	20	1,000
Vankoughnet, E. B., R.N.....	London, Eng.....	50	2,500
VanNostrand, John.....	Aurora.....	40	2,000
Vincent, Rev. Thomas.....	Moose Factory, Hudson Bay	28	1,400
Waldie, Mrs. E. B.....	Toronto.....	5	250
Waldie, John.....	Burlington.....	200	10,000
Waldron, Richard.....	Kingston.....	50	2,500
Walker, James.....	Carlisle.....	78	3,900
Walker, Spence.....	Norwich.....	26	1,300
Walker, Henry S.....	Cobourg.....	100	5,000
Walker, Robert.....	Toronto.....	213	10,650
Wallace, Thomas F.....	Woodbridge.....	36	1,800
Wallace, Elizabeth.....	London.....	6	300
Wallace, Jeremiah.....	do.....	34	1,700
Wallace, Rev. C. H.....	Bristol, Eng.....	20	1,000
Wallis, James.....	Peterboro'.....	72	3,600
Walmsley, Mrs. Henrietta.....	Toronto.....	100	5,000
Walne, Thomas.....	Norwich, Eng.....	60	3,000
Wardrop, John.....	Toronto.....	120	6,000
Watt, James.....	do.....	10	500
Watts, A., President, in trust.....	Brantford.....	204	10,200
Waugh, Mrs. Jennie L.....	Stratford.....	17	850
Webster, Mrs. Sarah M.....	Tappleyton.....	18	900
Weir, John.....	West Flamboro'.....	112	5,600
Weir, Thomas C.....	Folkestone, Eng.....	285	14,250
Weir, Mrs. Margaret M.....	do.....	610	30,500
Western Assurance Co.....	Toronto.....	37	1,850
Whatley, George.....	Drummondville.....	10	500
Whetter, Francis.....	London.....	62	3,100
Whicher, John.....	Seneca.....	18	900
Whitford, Margaret C., Trustees.....	Brockville.....	12	600
Whitney, Albert.....	Prescott.....	50	2,500
Whyte, John.....	Peterboro'.....	39	1,950
Wilgress, George.....	Cobourg.....	25	1,250
Wilkes, Robert, Estate of late.....	Toronto.....	127	6,350
Wilkie, D. R., Cashier, and Richardson, S., Trustees.....	Toronto and Galt.....	100	5,000
Wilkie, D. R., in trust.....	Toronto.....	20	1,000
Willard, Miss Laura P.....	Prescott.....	40	2,000
Willard, Charles.....	do.....	300	15,000
Williams, Right Rev. J. W., Lord Bishop of Quebec, in trust for Bishop's College, P.Q.....	Quebec.....	7	350
Wilson, Crowell.....	Wingham.....	41	2,050
Wilson, Malcolm.....	St. Catharines.....	60	3,000
Winn, Miss Ellen.....	Toronto.....	20	1,000
Wood, Andrew T.....	Hamilton.....	11	550
Wood, Mrs. Caroline M.....	Toronto.....	30	1,500
Wood, Rev. William.....	Port Rowan.....	25	1,250

Canadian Bank of Commerce—*Continued.*  
(Banque Canadienne de Commerce—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Woodruff, R.....	St. Catharines.. ..	41	2,050
Woodruff, S. D.....	do .. ..	100	5,000
Woodruff, Mrs. J. C.....	do .. ..	200	10,000
Woodruff, Joseph C.....	St. Davids.....	71	3,550
Woodruff, Miss Ella V.....	do .. ..	20	1,000
Woodruff, Miss Ann H.....	do .. ..	20	1,000
Woodruff, Miss Marion C.....	do .. ..	20	1,000
Woodruff, M. O. W.....	Drummondville .. ..	20	1,000
Wolverton, A., M.D.....	Hamilton .. ..	6	300
Wright, Mrs. Sarah McB., Executrix.....	do .. ..	37	1,850
Wright, George.....	Toronto .. ..	18	900
Wright, D. M.....	Colborne.....	19	950
Wright & Durand.....	London.....	18	900
Yates, Henry.....	Brantford.....	50	2,500
Young, John C.....	Detroit, Mich.....	50	2,500
Young, Mrs. Catharine.....	Hamilton.....	26	1,300
Young, Mrs. Margaret.....	Galt.....	8	400
Young, Jas.....	do .. ..	80	4,000
Young, Thos.....	Westhill, Ont. ....	4	200
Young, Wm.....	Goderich.....	20	1,000
Young, Rev. Wm. A.....	London.....	20	1,000
Zoers, Miss A. S.....	Folkestone, Eng.....	4	200

## MONTREAL REGISTER.

Acadia Fire Insurance Co.....	Halifax.....	625	31,250
Adams, Wm.....	Montreal.....	25	1,250
Aird, Jas.....	do .. ..	5	250
Aird, Jas., in trust.....	do .. ..	5	250
Aitken, Mrs. Mary.....	do .. ..	25	1,250
Allison, Miss Harriet.....	Halifax.....	5	250
Almon, Mrs. F. A. M.....	do .. ..	45	2,250
Almon, Rev. H. P., D.D., Executors of late.....	Windsor, N.S.....	40	2,000
Anderson, Miss Septima.....	Montreal.....	7	350
Antrobus, Miss M. C.....	Three Rivers.....	4	200
Antrobus, Miss Annie.....	do .. ..	9	450
Anderson, Robert.....	Montreal.....	50	2,500
Archibald, Hon. A. G.....	Halifax.....	40	2,000
Armour, John F.....	Windsor.....	7	350
Armour, Robert.....	Hamilton.....	17	850
Armstrong, Rev. John.....	Lacolle.....	14	700
Arnton, John J.....	Montreal.....	1,350	67,500
Atkinson, John.....	do .. ..	90	4,500
Auchmuty, S. J.....	do .. ..	2	100
Austin, J., and Bethune, R. H., in trust.....	Toronto .. ..	450	22,500
Avery, James F., M.D.....	Halifax.....	120	6,000
Avon Marine Insurance Co.....	Windsor, N.S.....	100	5,000
Barbeau, E. J.....	Montreal.....	40	2,000
Barbeau, E. J., in trust for Estate of late E. Hebert.....	do .. ..	4	200
Barham, Lydia.....	Port Hope.....	12	600
Barlow, Mrs. E.....	Hochelaga, Que.....	9	450
Barnston, George.....	Montreal.....	100	5,000
Barrett, William, M.D.....	Tunbridge Wells, Eng.....	290	14,500
Barry, John L.....	Halifax.....	15	750
Barry, John L., in trust.....	do .. ..	31	1,550
Bartlett, G. R.....	Ottawa.....	10	500
Bauden, Joseph.....	Montreal.....	80	4,000
Bauld, William.....	do .. ..	110	5,500

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Bayne, Thomas.....	Halifax.....	100	5,000
Belcher, J. S., in trust.....	do.....	7	350
Belcher, Miss M.....	do.....	7	350
Bell, Mrs. Annie.....	Pictou, Ont.....	32	1,600
Bell, Mrs. S. L.....	New Edinburgh, Ont.....	34	1,700
Bendeler, Mrs. M.....	Halifax.....	16	800
Bigelow, Mrs. M. A.....	Montreal.....	132	6,600
Bigelow, Mrs. M. A., in trust.....	do.....	10	500
Binmore, Mrs. J. G.....	do.....	47	2,350
Birch, Mrs. C. L. M. V.....	Yarmouth, Eng.....	38	1,900
Black, M. P.....	Halifax.....	200	10,000
Black, J. F. D., Executor for Estate of late Rev. J. Braithwaite.....	Montreal.....	100	5,000
Blackwood, W. M.....	Tatamagouche, N.S.....	18	900
Boak, Hon. R., in trust, No. 1.....	Halifax.....	330	15,000
Board of Education of the General Assembly of the Presbyterian Church in Canada.....	do.....	80	4,000
Board of the Presbyterian College.....	do.....	2	100
Boas, B. A.....	Montreal.....	30	1,500
Bond, J. B.....	do.....	75	3,750
Bond, J. B., in trust.....	do.....	180	9,000
Bowles, Joseph.....	London, Eng.....	160	8,000
Bowman, Wm.....	Montreal.....	75	3,750
Bradburn, Thomas.....	Peterboro'.....	50	2,500
Branchaud, Moise.....	Beauharnois.....	25	1,250
Bremner, J. H., and George Mitchell.....	Halifax.....	27	1,350
Britton, B. M.....	Kingston.....	30	1,500
Brodie, J. L., in trust.....	Toronto.....	200	10,000
Brookfield, S. M.....	Halifax.....	32	1,600
Brookfield, W. H.....	do.....	18	900
Brooks, E. T., and W. S. Senkler.....	Perth, Ont.....	91	4,700
Brown, Allen.....	Montreal.....	10	500
Brown, Robert.....	do.....	540	27,000
Brown, T. A.....	Halifax.....	80	4,000
Browne, Edward.....	Hamilton.....	80	4,000
Buchanan, Mrs. C. L. C.....	Quebec.....	27	1,350
Burst, James.....	Halifax.....	13	650
Burland, G. B.....	Montreal.....	25	1,250
Burland, G. B., in trust.....	do.....	100	5,000
Burmester, Miss M. M.....	Halifax, N.S.....	10	500
Burnett & Co.....	Montreal.....	746	37,300
Campbell, James.....	Peterboro'.....	40	2,000
Campbell, Robert.....	Montreal.....	72	3,600
Campbell, R., in trust.....	do.....	8	400
Campbell, George W., M.D., and Selkirk Cross.....	do.....	8	400
Campbell, Rev. John R.....	St. Martin's, N.B.....	22	1,100
Cambie, H. J.....	Ottawa.....	11	550
Canada Life Assurance Co.....	Hamilton.....	1,425	71,250
Cantley, Capt. J. O.....	H. M's 97th Regiment.....	25	1,250
Carmichael, Miss C.....	New Glasgow, N.S.....	7	350
Carter, John T.....	Cambridge, Eng.....	300	15,000
Cassils, John, in trust.....	Montreal.....	325	16,250
Caverhill, John, deceased.....	do.....	655	32,750
Chambers, Mrs. Aurelia C.....	Ottawa.....	30	1,500
Childs, Mrs. Lydia A., in trust.....	Montreal.....	27	1,350
Chisholm, Colin R.....	do.....	18	900
City and District Savings Bank.....	do.....	6,256	312,800
Clapham, J. G.....	Quebec.....	20	1,000
Clark, Mrs. A. G.....	do.....	104	5,200
Clark, A. C.....	Montreal.....	54	2,700
Clark, Horace D.....	do.....	230	11,500

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Clerk, Alexander.....	Montreal.....	215	10,750
Cochran, F. H.....	Lennoxville.....	18	900
Colquhoun, William.....	Dick.....	25	1,250
Cooke, Mrs. M., in trust.....	Montreal.....	90	4,500
Cormack, James.....	Guelph.....	100	5,000
Costley, John.....	Halifax, N.S.....	30	1,500
Cramp, George B.....	Montreal.....	100	5,000
Crane, Miss M. A.....	Halifax.....	20	1,000
Crathern, James, in trust for E. R. Crathern.....	Montreal.....	6	300
Crathern, James, in trust for F. F. W. Crathern.....	do.....	18	900
Crathern & Caverhill.....	do.....	250	12,500
Crawford, Mrs. C. A. B.....	Quebec.....	46	2,300
Creer, John.....	Pictou.....	100	5,000
Crofton, Mrs. E. R.....	Halifax.....	5	250
Crooker, Titus C., M.D.....	Hamilton.....	20	1,000
Cross, Hon. Judge Alexander.....	Quebec.....	50	2,500
Cross, George.....	Allan's Corners, Que.....	5	250
Crowe, William, in trust.....	Halifax.....	2	100
Currier, Mrs. M. A.....	Quebec.....	20	1,000
Darling, Adam, in trust.....	Montreal.....	3	150
Darwall, R. C.....	Walsall, Eng.....	40	2,000
David, Moses E.....	Montreal.....	53	2,650
Davidson, John.....	St. Augustine, Que.....	3	150
Dawson, William V., in trust.....	Montreal.....	3	150
Dawson, Wm. V., in trust for Harold G. Dawson.....	do.....	9	450
Decoverly, Charles R.....	Burford, Ont.....	8	400
Desbarats, Wm. E., in trust.....	Quebec.....	2	100
Desbarres, Hon. Judge W. F.....	Halifax.....	70	3,500
Desjardin, Alphonse, in trust.....	Montreal.....	27	1,350
Doull, John.....	Halifax.....	51	2,550
Drummond, Andrew.....	Ottawa.....	4	200
Duckett, Mrs. Eleanor.....	Halifax.....	17	850
Duncan, John.....	Montreal.....	385	19,250
Dunlop, Graham C.....	do.....	50	2,500
Dunn, T. H.....	Quebec.....	200	10,000
Estate of the late Andrew Mitchell.....	Halifax.....	17	850
Executors of the late Wm. Newsome, in trust for Mrs. A. J. Gordon.....	Montreal.....	72	3 600
Estate of the late Hon. James Cochran.....	Halifax.....	160	8,000
do George E. Clerk.....	Montreal.....	157	7,850
do George H. Fotheringham.....	do.....	66	3,300
do Samuel E. Molson and wife.....	do.....	141	7,050
do John McKay.....	Woodstock.....	30	1,500
Estate of the late B. Hall.....	Montreal.....	16	800
do S. Hazlewood.....	Brockville.....	70	3,500
do Joseph Mason.....	Montreal.....	8	400
do D. Nicholson.....	Hamilton.....	125	6,250
Executors of late Robert Armour, in trust.....	Montreal.....	38	1,900
do John Binmore.....	do.....	77	3,850
do Hon. R. Matheson.....	Perth, Ont.....	35	1,750
do Wm. Murray.....	Montreal.....	800	40,000
do Hon. Charles Wilson.....	do.....	175	8,750
Earle, Henry.....	do.....	31	1,550
Egan, Mrs. A. M.....	do.....	198	9,900
Egan, Henry K., in trust.....	Ottawa.....	15	750
Elliot, George H.....	Pictou, N.S.....	6	300
Elliot, James.....	Montreal.....	300	15,000
Empson, Rev. John.....	do.....	20	1,000
Evans, Miss Mary A.....	do.....	18	900
Ewing, William, M.D.....	Hawkesbury, Ont.....	9	450
Farrell, Dominick.....	Dartmouth, N.S.....	50	2,500



Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Fenwick, Lieut. N. E	60th Royal Rifles	10	500
Fenwick, W. J.	Montreal	2	100
Finlayson, Anne McK	Williamstown	25	1,250
Forsyth, Robert, in trust for Mrs. F. E. Crawford	Montreal	6	300
Foster, S. K., jun.	do	6	300
Fraser, Rev. J. W.	Scotsburn, N.S.	9	450
Fraser, Hon. Wm., in trust	Kildonan, Man.	12	600
Fraser, Duncan	New Lancaster	10	500
Fraser, Duncan A., M.D.	Halifax	18	900
Fraser, Robert W.	do	400	20,000
Fraser, Robert W., in trust	do	50	2,500
Frothingham, Rev. Frederick	Montreal	66	3,300
Fuller, Charles J., sen.	Arichat, N.S.	103	5,150
Gairdner, Miss A. S.	Montreal	29	1,450
Gairdner, R. H., in trust	do	18	900
Garipey, Mrs. Mary S., Executrix	do	300	15,000
Gault, M. H., Treasurer	do	30	1,500
Gibb, James	Quebec	40	2,000
Gibb, Miss M. Caroline	Montreal	130	6,500
Gibb, Miss Magdelene	do	34	1,700
Gibb, Miss Ida C.	do	25	1,250
Gibb, Miss Augusta M.	do	51	2,550
Gibb, Chas.	Abbotsford	50	2,500
Gibb, Peter T.	Montreal	8	400
Gibson, John	Halifax	90	4,500
Gilmour, Allan	Ottawa	3,400	170,000
Gilmour, Thomas	Brockville	140	7,000
Gentle, William S.	Montreal	75	3,750
Goddard, Miss Julia B.	Sutton, Coldfield, Eng.	19	950
Goold, James K.	Halifax	6	300
Gouin, Mrs. Adele C.	Sorel, Que.	20	1,000
Grant Rev. G. M.	Kingston	2	100
Grant, Hon. R. P.	Pictou, N.S.	40	2,000
Gregor, Mrs. E. M.	Halifax	10	500
Gundry, Frederick	do	8	400
Hagar, Chas. W., as Curator for Geo. E. Hagar.	Montreal	56	2,800
Hagar, Chas. W., Executor of the late L. A. Hagar	do	100	5,000
Halifax Fire Insurance Co.	Halifax	200	10,000
Hall, Estate of the late Mrs. Maria	Montreal	105	5,250
Haly, Mrs. G. M.	London, Eng.	110	5,500
Hamilton, Wm. D.	Glasgow, Scotland	102	5,100
Hamilton, W. D., in trust	do	10	500
Hamilton, Robt.	Quebec	485	24,250
Hamilton, Rev. Charles	do	30	1,500
Hamilton, Geo. W.	do	25	1,250
Hartley, Jonathan	Pirate Harbor, N.S.	20	1,000
Hartney, Jas.	Arnprior	150	7,500
Hartshorne, Hugh	Halifax	150	7,500
Hartshorne, Miss Mary A.	do	20	1,000
Henshaw, Mrs. M. L.	Montreal	20	1,000
Hepburn, Miss Emily	do	42	2,100
Hepburn, Miss Matilda L.	do	44	2,200
Hepburn, Miss Florence	do	44	2,200
Hill, A. P., and Christin, A. J., Trustees	Ottawa	9	400
Holl, John M.	Montreal	20	1,000
Holton, Mrs. E., Executrix of the late, Hon. L. H. Holton	do	295	14,750
Home Savings and Loan Co. (Limited), in trust.	Toronto	280	14,000
Horetzky, Charles G.	Ottawa	23	1,150
Hosmer, Charles R.	Montreal	100	5,000

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Hosmer, Mrs. C. J.	Montreal	25	1,250
Howard, Robt. P., M. D.	do	40	2,000
Howden, Capt. J. D.	60th Royal Rifles	50	2,500
Howden, Jas.	Montreal	40	2,000
Howe, James P.	Bandon, Ireland	20	1,000
Hunter, David	Halifax	20	1,000
Hunter, J. S., and Mathewson, F. H., in trust	Montreal	42	2,100
Idler, Miss J. A.	do	1	50
Institution for the Deaf and Dumb	Halifax	100	5,000
Irwin, James	Prescott, Ont.	10	500
Irwin, Mrs. Isabella	Quebec	28	1,400
Irwin, Lieut. D. F.	do	27	1,350
Jackson, Charles A.	Waterloo, Que.	2	100
Jones, Hon. A. S., and Thomson, James	Halifax	496	24,800
Jost, Hy. M.	Guysboro'	32	1,600
Kaulbach, Mrs. M. S., and Rev. J. Kaulbach, jointly	Truro, N.S.	2	100
Keith, Donald	Halifax	100	5,000
Kelley, F. W., Ph.D.	Montreal	39	1,950
Kemp, George	do	90	4,500
Kerr, Mrs. Jane M.	do	30	1,500
Kewin, Edward	Cornwall, Ont.	15	750
Kidd, John	Ottawa	50	2,500
Kieran, Francis	Montreal	35	1,750
King, Edwin F.	do	20	1,000
Kinghorn, Geo. M., in trust for J. M. Kinghorn	do	2	100
Kinghorn, G. M., in trust	do	28	1,400
Laing, P. S.	London, Eng.	124	6,200
La Caisse d'Economie de Notre Dame	Quebec	550	27,500
Langwill, Robert	St. Laurent, Que.	50	2,500
Lawrie, Archibald	Quebec	050	12,500
Lawrie, Duncan	do	200	10,000
Lawson, Wm., in trust	Halifax	8	400
Learmont, Mrs. E. B.	Montreal	220	11,000
Leggat, Matthew	Hamilton	100	5,000
Legrandois, Joseph	Bay St. George, Nfld.	35	1,750
Lemoine, Gaspard	Quebec	12	600
Lindsay, Robt.	Montreal	45	2,250
Lloyd, Mrs. H., Tutrix	Sherbrooke, Que.	42	2,100
Longley, Jas. F.	Montreal	10	500
Louis, Joseph	Quebec	84	4,200
Lowell, William L.	Halifax	50	2,500
Lowell, W. L., & Co.	do	10	500
Lunn, Wm.	Montreal	100	5,000
Lyle, John	Halifax	5	250
Lyman, Mrs. Delia A., Executrix	Montreal	1	50
Lyman, F. S.	do	5	250
Lyman, Theodore, in trust for Mrs. Abby J. Savage	do	25	1,250
Lyman, Hy. H.	do	5	250
Lyman, F. S., in trust	do	12	600
Macculloch, Ferdinand	do	200	10,000
Macdonald, Charles	Halifax	20	1,000
Macdonald, Mrs. C. E.	Three Rivers, Que.	6	300
Macdonald, Alexander	St. Johns, Que.	100	5,000
Macdonald, Miss Jennet	Alexandria	84	4,200
Macdonald, Miss Sarah B.	do	84	4,200
Macdonald, John	Montreal	350	17,500
Macdougall Bros.	do	202	10,100
MacDonnell, Miss H. J.	do	2	100
Macdougall, D. L., in trust for W. H. N.	do	62	3,100

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Macdougall, D. L., in trust for J. B. P.....	Montreal .....	8	400
Macdougall, D. L., in trust for B. Estate .....	do .....	20	1,000
Macdougall, D. Lorne.....	do .....	41	2,050
Macfarlane, And.....	do .....	7	350
Mackay, Edward.....	do .....	2,500	125,000
Mackenzie, Wm.....	do .....	40	2,000
Maclaren, Mrs. M. E.....	do .....	15	750
Macmaster, Donald.....	do .....	50	2,500
Maclean, John S.....	Halifax .....	900	45,000
Macpherson, Hon. D. L.....	Toronto .....	116	5,800
McAldie, Donald.....	Montreal .....	58	2,900
McAndrew, John.....	Renfrew, Ont.....	40	2,000
McArthur, A., in trust.....	Carleton Place .....	28	1,400
McArthur, Arch.....	do .....	115	5,750
McCallum, P. & Son.....	Cobourg, Ont.....	50	2,500
McCarthy, D. & J.....	Sorel, Que.....	65	3,250
McClintock, Sir F. L.....	Halifax, N.S.....	100	5,000
McCrae, J. O., & Abbott, Hon. J. J. C., Trustees	Montreal.....	21	1,050
McCulloch, A. A., in trust.....	do .....	35	1,750
McDonald, Mrs. Janet.....	Williamstown, Ont.....	28	1,400
McDougall, Miss Isabella.....	do .....	50	2,500
McFarlane, W. S., in trust.....	do .....	30	1,500
McIntosh, Alex.....	Carillon, Que.....	70	3,500
McIntyre, Robert.....	Edinburgh, Scotland.....	430	21,500
McKenna, Mrs. A. M.....	Montreal.....	10	500
McKenzie, Mrs. F. P. A.....	Sorel, Que.....	62	3,100
McKenzie, Koderick.....	Pictou, N.S.....	160	8,000
McLachlan, Wm.....	Montreal.....	18	900
McLachlin, Hugh F., in trust.....	Arnprior, Ont.....	86	4,300
McLeod, William Charles.....	Woodstock .....	152	7,600
McLeod, Grace Ann.....	do .....	300	15,000
McLeod, Mrs. Mary.....	Melbourne, Que.....	16	800
McLimont, Wm.....	Quebec.....	275	13,750
McLimont, Mrs. S. E.....	do .....	50	2,500
McNab, Mrs. Annie.....	Halifax.....	17	850
McLimont, Miss Anna.....	Quebec.....	24	1,200
McNeil, Robert.....	Little Harbor, N.S.....	32	1,600
Macnider, John.....	Quebec.....	315	15,750
McMillan, D.....	Grenville, Que.....	50	2,500
MacPherson, Miss Phebe.....	Montreal.....	8	400
McPhee, Mrs. Agnes.....	Alexandria.....	84	4,200
McPhee, Arch., Administrator.....	do .....	20	1,000
McPhee, A. D., in trust, No. 1.....	do .....	84	4,200
McPhee, A. D., in trust, No. 2.....	do .....	84	4,200
McPhee, A. D., in trust, No. 4.....	do .....	20	1,000
McPhee, A. D., in trust, No. 5.....	do .....	20	1,000
Malloch, Wm. B., Executors of the late.....	Brockville .....	4	200
Marshall, J. H., and Marshall, Edw., Executors of the late R. Marshall.....	Osnabrock, Ont.....	6	300
Marshall, Mrs. S. H.....	Montreal.....	10	500
Masson, Madame M. G. S.....	Terrebonne, Que.....	87	4,350
Matheson, Miss J. R.....	Perth, Ont.....	2	100
Matheson, Miss E. J.....	do .....	6	300
May, Geo.....	Montreal.....	18	900
Meeker, Cornelius J.....	do .....	427	21,350
Meeker, Miss C. J.....	do .....	300	15,000
Meeker, C. J., in trust for J. W. B.....	do .....	14	700
Meeker, John R.....	do .....	675	33,750
Meikle, John A.....	Morrisburg, Ont.....	40	2,000
Miller, Matthias.....	Quebec.....	20	1,000
Mitchell, Geo., Treasurer.....	Halifax.....	5	250

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Mitchell, G., and Watt, Robert F., Executors of the late John Watt	Halifax	7	350
Moat, R.	Montreal	709	35,450
Molson, J. H. R.	do	160	8,000
Molson, Mrs. L. G. F.	do	100	5,000
Molson, S. E.	do	160	8,000
Montzambert, Lieut.-Col. C. E., and Pemberton, Geo. T., in trust.	Kingston and Quebec	251	12,550
Moody, Mrs. C. L.	Yarmouth, N.S.	10	500
Moore, Mrs. Lillian	Ottawa	150	7,500
Moore, James	Montreal	250	12,500
Moore, Lyman	Hamilton	50	2,500
Morehouse, Miss Lucy A.	Yarmouth, N.S.	3	150
Morehouse, Miss H. L.	do	3	150
Morgan, Miss Jane P.	Montreal	18	900
Morrison, John, and McColl, H.	Terrebonne, Que.	3	150
Morris, David	St. Thérèse	100	5,000
Morrow, James B., Estate of the late	Halifax	17	850
Morton, L. J.	do	50	2,500
Moss, Hyam	Montreal	20	1,000
Mott, John P.	Halifax	200	10,000
Muir, Robert	Montreal	500	25,000
Mulligan, John	Port Hope, Ont.	120	6,000
Murphy, W. J.	Morrisburg, Ont.	20	1,000
Murray, John	Mabou, C.B.	55	2,750
Murray, Miss Annabella	Montreal	76	3,800
Murray, Miss Grace	do	76	3,800
Murray, Wm. George	do	50	2,500
Murray, Henry E.	do	36	1,800
Murray, J. S., and Maclean, Rev. J., in trust.	Halifax	15	750
Murray, Walter Gow, and Murray, Wm. George, in trust	Montreal	20	1,000
Mussen, Thomas	do	4	200
Neilson, J. H. L., M.D.	Kingston, Ont.	10	500
Nichol, Thos.	Montreal	22	1,100
Nichols, Rev. E. E. B.	Liverpool, N.S.	26	1,300
O'Brien, Wm. S.	Montreal	24	1,200
Odell, Hon. Wm. H.	Fredericton, N.B.	40	2,000
O'Meara, D. D., in trust for Mrs. M. T. Bradshaw	Quebec	30	1,500
O'Meara, D. D., in trust.	do	10	500
Oswald Bros.	Montreal	40	2,000
Paddon, J. B.	Lennoxville, Que.	100	5,000
Paulin, H. B.	Halifax, N.S.	70	3,500
Pease, Orton	Montreal	23	1,150
Peck, Mrs. M. B.	do	120	6,000
Peck, Benny & Co.	do	60	3,000
Pemberton, E. H., in trust.	Quebec	16	800
Penny, Mrs. Eleanor, deceased	Montreal	7	350
Penny, E. Goff	do	336	16,800
Picken, H. B., jun., and Paul W., in trust.	do	8	400
Pollock, Rev. Allan, D.D.	Halifax	42	2,100
Poole, H. S.	Stellarton, N.S.	14	700
Porter, George	Rock Island	80	4,000
Pouliot, J. B.	Rivière du Loup en bas	58	2,900
Powell, Walker	Ottawa	40	2,000
Power, Patrick, Estate of the late	Halifax	150	7,500
Power, Michael	do	21	1,050
Pratt, Mrs. M. R.	Montreal	20	1,000
Price, Evan J.	Quebec	100	5,000
Price, Miss Cecilia	do	100	5,000

**Canadian Bank of Commerce—Continued.**  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Primrose, Howard .....	Pictou, N.S. ....	27	1,350
Primrose, Howard, in trust.....	do .....	10	500
Radford, Joseph .....	Tadousac, Que .....	22	1,100
Ramsay, R. A. ....	Montreal.....	30	1,500
Ramsay, Mrs. Elizabeth A.....	do .....	35	1,750
Rattray, David .....	do .....	15	750
Rae, J., and G. H. R. Wainwright, in trust.....	do .....	334	16,700
Redmond, Mrs. Mary A. ....	do .....	16	800
Remon, Edward P.....	Ottawa.....	11	550
Remon, Mrs. M. E.....	do .....	4	200
Reeves, Daniel.....	Grenville, Que.....	50	2,500
Richardson, Rev. J. E. ....	Frelighsburg, Que.....	30	1,500
Rienardson, Mrs. Mary.....	do .....	13	650
Richardson, George.....	Montreal.....	65	3,250
Ritchie, William Frederick.....	do .....	4	200
Riddel, Alexander F.....	do .....	10	500
Ripley, Mrs. Ella L. G.....	Greenfield, Mass.....	6	300
Robertson, James.....	Montreal.....	250	12,500
Robertson, Patrick, M. D.....	St. Andrew's, Que.....	10	500
Rogers, Arthur M.....	Montreal.....	10	500
Rogers, Mrs. Minnie.....	do .....	3	150
Routh, John H.....	do .....	50	2,500
Scott, Henry S.....	Quebec.....	55	2,750
Sellar, Robert.....	Huntingdon, Que.....	3	150
Shatford, John E.....	Hubbard's Cove, N.S.....	50	2,500
Shaw, Mrs. Lydia T.....	Shawville.....	11	550
Shaw, Samuel J.....	Quebec.....	5	250
Short, Rev. W. K.....	Masonville, Que.....	25	1,250
Seminary of Quebec.....	Quebec.....	50	2,500
Simpson, William.....	Montreal.....	134	6,700
Simpson, George W.....	do .....	100	5,000
Simpson, Mrs. Lucy.....	Como.....	37	1,850
Simpson, W. McK.....	Sault Ste. Marie.....	115	5,750
Simpson, Joseph, Tutor, and A. G. Elliott, Sub- tutor.....	Montreal.....	40	2,000
Smart, John.....	Port Hope, Ont.....	100	5,000
Smellie, William C.....	Poughkeepsie, N.Y.....	120	6,000
Smith, Wm.....	Montreal.....	28	1,400
Smith, Edward.....	do .....	340	17,000
Smith, Bennett.....	Windsor, N.S.....	150	7,500
Smith, J. Murray.....	Montreal.....	500	25,000
Smith, Miss Hannah S.....	do .....	42	2,100
Smith, William Oliver.....	do .....	175	8,750
Smith, William Oliver, in trust.....	do .....	7	350
Smith, Hon. D. A., in trust for Miles Spencer.....	do .....	2	100
Smith, Hon. D. A., Curator.....	do .....	17	850
Spencer, Henry T.....	do .....	20	1,000
Spooner, Mrs. Ruby L.....	do .....	5	250
Spragge, Charles E.....	do .....	5	250
Stafford, Rev. E. A.....	do .....	16	800
Stairs, Miss Catharine.....	Halifax.....	131	6,550
Stalker, James.....	Pictou, N.S.....	35	1,750
Starke, George K.....	Montreal.....	100	5,000
Starr, George H.....	Halifax.....	255	12,750
Starr, George H., in trust.....	do .....	42	2,100
Teale, Mrs. Margaret.....	Ottawa.....	13	650
Stephen, Alexander.....	Halifax.....	15	750
Stevenson, A. W., in trust.....	Montreal.....	3	150
Stewart, Mrs. Eliza J. P.....	Arundel.....	2	100
Stewart, Miss Elizabeth.....	Montreal.....	1	50
Storry, Mrs. E. J.....	Halifax.....	95	4,750

Canadian Bank of Commerce—Continued.  
(Banque Canadienne de Commerce—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Strathy, H. S., in trust.....	Toronto.....	1,000	50,000
Strathy, J. B.....	London, Ont.....	820	41,000
Strathy & Strathy.....	Montreal.....	5	250
Stuart, Miss Edith.....	do.....	72	3,600
Stuart, Andrew Charles, Executor of late Mrs. A. L. S. Stuart.....	Quebec.....	80	4,000
Stuart, George O.....	do.....	300	15,000
Swanson, Thomas.....	Fort Simpson, N. W. T.....	30	1,500
Symons, J. H.....	Halifax.....	100	5,000
Taylor, Reuben, in trust.....	Montreal.....	6	300
Taylor, Reuben, in trust for Ada Taylor.....	do.....	1	50
Taylor, Reuben, in trust for Alice Taylor.....	do.....	1	50
Taylor, James A., in trust.....	do.....	30	1,500
Taylor, Mrs. Nancy, and J. Murray Smith, Trustees for Mrs. H. J. Pinkerton.....	do.....	264	13,200
Taunton, E. W. P.....	Stockbridge, Hants, Eng... ..	60	3,000
Tessier, Hon. Judge U. J.....	Quebec.....	120	6,000
Têtu, Miss Maria J. B.....	Ottawa.....	23	1,150
Thayer, Mrs. Alice L.....	Montreal.....	5	250
Thistle, W. R.....	Ottawa.....	40	2,000
Thistle, W. R., in trust.....	do.....	28	1,400
Thistle, Wm. R., and Egan, H. K., Executors late Mrs. Louisa S. Thistle.....	Aylmer, Que.....	12	600
Thompson, John H.....	Ottawa.....	20	1,000
Thompson, Philip.....	do.....	800	40,000
Thompson, Wm. E.....	Toronto.....	175	8,750
Thomson, Mrs. Hilda G.....	Quebec.....	40	2,000
Thomson, John C.....	do.....	50	2,500
Thomson, Miss M. K.....	Halifax.....	4	200
Thomson, Mrs. M. A.....	do.....	50	2,500
Tooker, Mrs. E. B.....	Yarmouth, N.S.....	2	100
Tucker, Frederick N.....	London, Eng.....	4	200
Tyre, Mrs. Hugh, Representatives of late.....	Montreal.....	7	350
Tyre, Mrs. Cornelia A.....	Kincardine, Ont.....	258	12,900
Tyre, Robt. W.....	Montreal.....	10	500
Uniacke, Robie.....	Halifax, N.S.....	20	1,000
Usborne, Miss G. G.....	Belleville.....	24	1,200
Vail, Hon. Wm. B.....	Halifax, N.S.....	100	5,000
Vass, Miss Emily.....	Montreal.....	18	900
Waite, Miss Emma.....	do.....	40	2,000
Wainwright, F. G.....	Halifax.....	8	400
Wainwright, F. G., in trust.....	do.....	3	150
Walters, Rev. G. R.....	Point St. Peter, Gaspé, Que.....	30	1,500
Warden, Rev. R. H.....	Montreal.....	100	5,000
Wardrop, John.....	Toronto.....	40	2,000
Weaver, George W., Estate of late.....	Montreal.....	50	2,500
Welsh, J. H. M., in trust.....	do.....	3	150
White, Wm.....	Quebec.....	100	5,000
Whitney, N. S., in trust for his wife.....	Montreal.....	50	2,500
Whitaker, Mrs. Annie E.....	do.....	35	1,750
Wiley, Linton A.....	Rock Island, Que.....	30	1,500
Wilkes, Miss Mary J.....	Montreal.....	14	700
Williams, Mrs. Emily.....	Port Hope.....	120	6,000
Williams, Miles.....	Montreal.....	96	4,800
Wilson, Mrs. Esther.....	do.....	70	3,500
Wilson, Alexander.....	Martintown, Ont.....	25	1,250
Wilson, Fred J.....	Buckingham.....	20	1,000
Winn, John H., in trust.....	Montreal.....	65	3,250
Wood, Robert.....	do.....	46	2,300
Wood, John F.....	Hamilton.....	40	2,000
Woodhouse, Mrs. Ann.....	Montreal.....	10	500

Canadian Bank of Commerce—*Concluded.*  
(Banque Canadienne de Commerce—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Wurtele, Mrs. Annie .....	Quebec.....	20	\$ 1,000
Wurtele, Mrs. Eleanor F.....	do .....	20	1,000
Wylde, John T., and Metzler, H. L., Guardians of Rupert H. and Brenton J. Metzler.....	Halifax.....	13	650
Wynne, Richard J.....	Montreal.....	25	1,250

W. N. ANDERSON,  
*General Manager.*

CANADIAN BANK OF COMMERCE,  
TORONTO, 18th February, 1882.

## DOMINION BANK.

## (BANQUE DE LA PUISSANCE.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Alcorn, Samuel.....	Yorkville.....	8
Allen, Mrs. Margaret.....	Stratford.....	10
Alma, Mrs. Elizabeth.....	Niagara.....	30
Arnott, Mrs. Elizabeth.....	Cobourg.....	12
Austin, James.....	Toronto.....	749
Austin, James, in trust.....	do.....	519
Austin, James, in trust for W. D. Burn & Co.....	do.....	1,300
Austin, James, and R. H. Bethune, in trust.....	do.....	1,760
Baines, W. J., and A. R. Boswell, Trustees.....	do.....	2
Baines, W. J.....	do.....	2
Barr, Wm., <i>et al</i> , Trustees Lodge 136 I. O. O. F.....	Cobourg.....	2
Bell, Robert.....	Ayrshire, Scotland.....	50
Bethune, Rev. C. J. S., in trust for Mrs. R. H. Bethune.....	Port Hope.....	110
Bethune, Miss J. A. V.....	Cobourg.....	120
Bethune, R. H., in trust.....	Toronto.....	120
Bidwell, Miss Eliza.....	Brighton.....	10
Bidwell, Miss Harriet.....	do.....	22
Bidwell, Miss Louisa.....	do.....	8
Bidwell, Miss Mary C.....	do.....	9
Black, Andrew.....	Cobourg.....	12
Bolger, Francis.....	Toronto.....	7
Bonnell, Wm.....	do.....	120
Boswell, A. R.....	do.....	27
Bowie, Rev. James.....	Craig Dunscore, by Dumfries, Scotland	28
Brown Bros.....	Toronto.....	24
Brownscombe, H.....	Bideford, North Devon, Eng.....	8
Brodie, J. L., and F. J. Gosling, in trust.....	Toronto.....	2,313
Browne, J. & P.....	do.....	10
Bunting, Brereton.....	Duffin's Creek.....	24
Burn, Mrs. C. M.....	Cobourg.....	2
Burn, Miss Helen.....	Yorkville.....	7
Burn, Miss M. T.....	do.....	46
Burn, W. D., Trustee for Arnott.....	Cobourg.....	81
Burnett, Miss Sophia R.....	Peterboro'.....	32
Burrell, Tryphena S.....	Cramahe.....	1
Cade, John, Estate of late.....	Oshawa.....	22
Calder, John.....	Brooklin.....	27
Cambie, A. J.....	Ottawa.....	2
Cameron, Mrs. Eliza.....	Grafton.....	2
Cameron, Mrs. Mary Ann.....	Port Perry.....	12
Cameron, Mrs. Selina.....	Grafton.....	24
Canada Life Assurance Co.....	Hamilton.....	700
Carr, Miss Anne.....	Welcome.....	19
Carty, Miss Marth C.....	Toronto.....	27
Carty, Miss Mary E.....	do.....	27
Cawthra, Henry.....	do.....	101
Cawthra, John, Executors of late.....	do.....	66
Cawthra, Joseph.....	Newmarket.....	67
Cawthra, Mrs. Sarah E.....	Toronto.....	143
Cayley, John.....	do.....	120
Cook, Mrs. Louisa.....	Barrie.....	30
Coyle, Executors of late Rev. B.....	Lindsay.....	110
Crawforth, Joshua.....	Whitby.....	10
Crickmore, John.....	Toronto.....	12



Dominion Bank—*Continued.*  
(Banque de la Puissance—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Croft, William.....	Toronto.....	24
Crooks, Mrs. Ellen.....	West Flamboro'.....	3
Crowther, James.....	Toronto.....	180
Campbell, A. H., President, R. H. Tomlinson, Manager, in trust.....	do.....	100
Cullingford, John.....	Cobourg.....	64
Currie, Mark.....	Prince Albert.....	22
Currie, Neil.....	Toronto.....	67
Confederation Life Assurance, in trust.....	do.....	333
Commercial Loan and Stock Co.....	do.....	379
Davidson, Mrs. Ann.....	Cobourg.....	7
Devine, Thomas.....	Blackrock, Dublin, Ireland.....	105
Devine, John F., Estate of late.....	Port Hope.....	50
Dingle, Mrs. Ann.....	Toronto.....	23
Dixon, B. Homer.....	do.....	100
Dixon, B. Homer, Trustee.....	do.....	50
Eagle, Thomas.....	Weston.....	24
Eastwood, John.....	Toronto.....	10
Elliott, Mrs. Annie G.....	Cannington.....	6
Elwell, Rev. Joseph.....	Toronto.....	24
Fitzgerald, Edward.....	do.....	27
Foster, Henry M. V.....	Weston.....	8
Fox, Edward.....	Toronto.....	48
Foy, P., Estate of late.....	do.....	21
Girls Home.....	do.....	8
Goodeham, George, in trust.....	do.....	40
Graham, John.....	Cobourg.....	22
Griffith, Mrs. C. R.....	Quebec.....	44
Guillet, John, Estate of late.....	Cobourg.....	28
Gray, R. M., in trust.....	Toronto.....	20
Gillbard, Thomas.....	Cobourg.....	24
Hamilton, Robert.....	Quebec.....	310
Harris, Thomas.....	Gore's Landing.....	17
Henry, Robert.....	Yorkville.....	20
Heron, Andrew.....	Toronto.....	40
Heward, John O.....	do.....	54
Hewitt, Miss Sarah Jane.....	do.....	11
Heyden, Mrs. Barbara.....	do.....	62
Henderson & Small, in trust.....	do.....	165
Horton, Wm.....	Vick Park, Rochester.....	30
Holmes, George.....	Cobourg.....	60
Howard, Rev. V. B.....	do.....	16
Howland, Peleg.....	Toronto.....	100
Inches, Andrew.....	Fredericton, N.B.....	61
Jacques, John.....	Toronto.....	20
Johnston, James, Executors of late.....	Prince Albert.....	31
Johnston, J. J.....	Grafton.....	21
Jones, Anson.....	Toronto.....	120
Johnston, Henry.....	Hastings.....	20
Jones, W. H., Deputy Secretary of State.....	Ottawa.....	28
Kenny, Sir Edward.....	Halifax.....	112
King, Miss Emma.....	Lyster.....	15
King, Henry.....	Burnhamthorpe.....	10
Kane, J. Hamilton.....	Toronto.....	4
Lally, Edmund Samuel.....	Barrie.....	27
Leadley, Edward.....	Toronto.....	200
Lee, W. S., Chairman Estate of J. Worthington.....	do.....	270
Lepper, A.....	do.....	14
Lyness, John.....	Uxbridge.....	20
Mann, William.....	Baltimore.....	20
Matthews, Wilmot D.....	Toronto.....	40

**Dominion Bank—Continued.**  
(Banque de la Puissance—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Maurice, Rev. R. R.....	Cheshire, England.....	50
Mead, Mrs. E., Executrix.....	Toronto.....	180
Mills, Mrs. Mary A.....	Cobourg.....	11
Mulock, Mrs. Mary.....	Toronto.....	47
Mulock, Wm., and Cawthra, Jos., Trustees.....	do.....	20
Murray, John W.....	Belleville.....	16
Michi, James.....	Toronto.....	65
Montreal City and District Savings Bank.....	Montreal.....	450
Macdonald, Hon. J. S.; Trustees of late.....	Stormont.....	4
Macdonald, Miss Isabella.....	Toronto.....	10
Macdonald, John.....	do.....	10
Macdonald, Peter.....	do.....	27
Macdougall, Henry, Estate of late.....	do.....	100
McCallum, P., & Son.....	Cobourg.....	45
McCarthy, Dalton, Trustee.....	Barrie.....	1
McGee, Robert.....	Oshawa.....	53
McHardy, Charles.....	Goderich.....	8
McHardy, Jane.....	Lucknow.....	12
McIlmurray, James.....	Toronto.....	24
McNeil, E. A.....	Grafton.....	23
Nash, F., in trust for E. E. C.....	Montreal.....	50
Nicholls, Robert.....	Peterboro'.....	135
Noble, Mrs. Margaret J.....	Cobourg.....	7
Nordheimer, Samuel.....	Toronto.....	160
O'Brien, Henry.....	do.....	4
Osler, Mrs. E. B., Trustees of.....	do.....	40
Osler, E. B.....	do.....	165
Patterson, P., Governor, and L. H. Boulton, Manager, in trust.....	do.....	200
Pellatt & Osler.....	do.....	129
Plant, A. C. W.....	Uxbridge.....	10
Platt, Samuel.....	Toronto.....	54
Potts, Joseph.....	Grafton.....	20
Purser, Samuel.....	Cobourg.....	71
Parsons, Henry.....	Prince Albert.....	4
Purser, Samuel, in trust.....	Cobourg.....	40
Pellatt & Osler, in trust.....	Toronto.....	675
Ramsay, William.....	do.....	300
Reed, Maria C. S.....	Cramahe.....	8
Rice, John.....	Whitby.....	24
Richardson, John G.....	Bournemouth, Eng.....	100
Risley, Samuel.....	Toronto.....	155
Robinson, George.....	Yorkville.....	30
Rose, Rev. Samuel.....	Toronto.....	36
Ross, Aaron.....	Port Perry.....	133
Roy, A. K., in trust.....	Toronto.....	40
Roy, Mrs. Jessie D.....	Owen Sound.....	40
Rowntree, Ann.....	Thistleton.....	100
Scobie, Mrs. Justina.....	Toronto.....	2
Scott, Mrs. Agnes.....	Peterboro'.....	135
Scott, James.....	Toronto.....	204
Seels, J. H., Executors of late.....	Barrie.....	20
Smith, Hon. Frank.....	Toronto.....	100
Smith, John T., Executors of late.....	do.....	27
Smith, Rev. J. W.....	Grafton.....	10
Smith, Hon. D. A., in trust for Miles Spencer.....	Montreal.....	2
Spragge, Henry.....	do.....	10
Square, Thomas S.....	Mitchell.....	30
Stanton, James.....	Brighton.....	2
Stayner, F. W., Estate of.....	Toronto.....	81
Stewart, Robert.....	do.....	67

Dominion Bank—*Concluded.*  
(Banque de la Puissance—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
The Home Savings and Loan Co. (Limited), in trust.....	Toronto.....	1,362
The London and Canada Loan and Agency Co. do .....	do .....	448
Thompson, Mary Ann .....	Cornwall .....	24
Thompson, Miss Nancy.....	Grafton.....	2
Thompson, Thomas.....	Uxbridge.....	13
Thorburn, James, M.D.....	Toronto.....	27
Thorndike, William.....	Whitby .....	20
Tilt, James.....	Toronto.....	36
Tucker, D.....	Pickering.....	67
Wadsworth, T. R.....	Weston.....	137
Wadsworth, W. R.....	do .....	22
Walker, H. S.....	Cobourg.....	100
Weir, Mrs M. M.....	Toronto.....	80
Whitney, Albert.....	Prescott.....	67
Wilson, Mrs. Margaret Egan.....	Cobourg.....	10
Wilson, Miss Mary G.....	do .....	4
Watts, Alfred, President, in trust.....	Brantford.....	60
Wood, Mrs. Caroline M.....	Davenport.....	40
Henderson, John.....	Cobourg.....	20
	Total .....	20,000

Verified.

J. Y. THOMPSON,

*Transfer Clerk.*

## IMPERIAL BANK OF CANADA.

## (BANQUE IMPÉRIALE DU CANADA.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Austin, James .....	Toronto.....	50
Aldwell, Thos. D .....	Southsea, Eng.....	20
Ardagh, Judge J. A.....	Barrie .....	8
Arnold, Miss C. J .....	Torquay, Eng.....	15
Allson, William, M.D.....	Bowmanville.....	12
Archer, Henry Robt.....	Newberry.....	25
Allan, Rev. Daniel.....	Goderich.....	7
Arnott, A. S.....	Cobourg.....	5
Austin, James, and Bethune, R. H., in trust.....	Toronto.....	669
Alexander, Wm, in trust .....	do .....	10
Beaty, Robert, & Co.....	do .....	165
Burton, Justice G. W .....	do .....	14
Brodie, J. L.....	do .....	10
Bain, John.....	do .....	30
Burgess, Ralph K.....	do .....	105
Benson, Mrs. M. A.....	St. Catharines.....	29
Beveridge, John A .....	Brantford.....	150
Brodie, J. L., and Gosling, F. J., in trust.....	Toronto.....	658
Bessey, Mrs. G. H .....	St. Catharines.....	14
Bate, Albert.....	Dunnville.....	19
Buell, Mrs. S. M.....	St. Catharines.....	2
Brown, Anne M.....	Toronto.....	20
Bartlett, Cameron .....	Hamilton.....	25
Brown, Henry .....	Toronto.....	30
Bingham, Emma K.....	Aylmer.....	5
Berryman, John.....	St. Catharines.....	30
Bain, Rev. James.....	Markham .....	10
Bethune, Rev. C. J. S., in trust.....	Port Hope.....	25
Burland, G. B.....	Montreal.....	25
Ball, G. P. M .....	St. Catharines.....	10
Benson, Hon. Jas. R.....	do .....	135
Benson, Thomas M., and McCall, G. L., Trustees	Port Hope and Ottawa....	10
Boswell, A. R., in trust.....	Toronto.....	10
Barrick, Samuel.....	Marshville.....	30
Becher, Caroline.....	London.....	7
Bethune, Rev. C. J. S., in trust for Mrs. R. H. Bethune .....	Port Hope.....	70
Bethune, R. H., in trust.....	Toronto.....	4
Brown & Wells.....	Ingersoll.....	5
Browne, James, M.D.....	Toronto.....	7
Blong, Robert.....	do .....	50
Butterworth, John George B.....	Ottawa.....	5
Butterworth, Mrs. Eliza.....	do .....	5
Benson, Miss Annie M.....	St. Catharines.....	4
Berston, Wm. J .....	do .....	10
Barnes, Sarah A.....	do .....	10
Benson, Charles J., and Cox, Robert G., Trustees	do .....	8
Baines, W. J., Trust.....	Toronto.....	10
Browne, James and Philip.....	do .....	12
Clark, John, Estate of the late George S. Clark, Executor.....	Philadelphia .....	37
Corwin, Mrs. Catharine.....	Newfane, N. Y.....	4
Carlisle, Henry .....	St. Catharines.....	20
Clark, John.....	Drummondville .....	17

## Imperial Bank of Canada—Continued.

(Banque Impériale du Canada—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Crickmore, John.....	Toronto.....	25
Chadwick, Miss J. S.....	do .....	3
Currie, Neil.....	do .....	10
Crysler, Mrs. Catharine.....	St. David's.....	3
Crowther, James.....	Toronto.....	10
Crane Robert.....	Marshville.....	30
Cook Samuel.....	Port Colborne.....	7
Cronmiller, Henry.....	do .....	10
Carter, L. G.....	do .....	17
Carter, C. H.....	do .....	20
Cambie, H. J., in trust for Lizzie Cambie.....	Ottawa.....	3
Cambie, H. J., in trust for Maud Cambie.....	do .....	3
Carter, D. W.....	Port Colborne.....	10
Cutler, Eber.....	Ridgeway.....	10
Christopher, Aaron N.....	Ingersoll.....	21
Christopher, John.....	do .....	5
Christopher, George.....	do .....	6
Campbell, Mrs. Margaret.....	Sarnia.....	5
Carvan, Julia.....	St. Catharines.....	5
Cambie, Henry John.....	Ottawa.....	4
Cameron, Mrs. Selina.....	Grafton.....	15
Colville, Robert, in trust.....	Orono.....	1
Carswell, Robert.....	Toronto.....	29
Cassels, Son & Co.....	do .....	15
Chisholm, Miss Louisa J.....	St. Catharines.....	2
Carter, John.....	Toronto.....	10
Campbell, A. H., President, and Tomlinson, R. H., Manager, Trustees.....	do .....	45
Commercial Loan and Stock Co., H. S. Strathy, Managing Director.....	do .....	38
Donald, Richard.....	do .....	10
Drury, W. C., and J. Holden, Trustees for Mrs. Luke Norman.....	St. John, N. B., and Ireland.....	16
Dickson, W. H., Estate of.....	Toronto.....	15
Duck, William.....	Grafton.....	8
Davies, Thomas.....	Toronto.....	62
Dixon, B. Homer.....	do .....	75
Dewar, John T., M.D., Estate of.....	Port Hope.....	10
Disher, B. M.....	Ridgeway.....	10
Duncan, John.....	Toronto.....	5
Denison, Mrs. Julia A.....	do .....	7
Daly, M. B., and A. H. Furniss, in trust.....	Halifax and Toronto.....	35
Dewar, Anne J.....	Port Hope.....	17
Elliott, William.....	Toronto.....	2
Ellis & Bros., R. T.....	Ingersoll.....	5
Ehinger, Rev. Frederick.....	Town Line, Ont., Erie Co., N. Y.....	10
Evans, Mrs. Jane.....	Toronto.....	10
Engelhardt, H. A.....	Deer Park, Ont.....	5
Fisken, John.....	Toronto.....	100
Forlong, Miss E. S.....	Port Hope.....	9
Foster, W. A.....	Toronto.....	5
Eoster, Mrs. Jane M.....	do .....	5
Fuller, Cynthia.....	Hamilton.....	37
Fitzgerald, Edward, Q. C.....	Toronto.....	105
Farncombe, Frederick.....	Newcastle.....	20
Fuller, Right Rev. T. B.....	Hamilton.....	84
Forster, William.....	Brampton.....	15
Forster, Thomas.....	do .....	10
Fares, E. W.....	Port Colborne.....	5
Forster, J. W. L.....	Brampton.....	7
Fitzgerald, Mrs. Anne, in trust.....	Toronto.....	15

Imperial Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque Impériale du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Foster, Elizabeth.....	Weston.....	2
Foster, Henry M. V.....	do.....	2
Forbes & Lounsbrough.....	Toronto.....	12
Goulding, George.....	do.....	40
Goodman, Edwin, M.D.....	St. Catharines.....	15
Gregory, M. C.....	Port Dalhousie.....	10
Green, Elizabeth M.....	Toronto.....	9
Gregory, Philip.....	Port Dalhousie.....	6
Gould, Joseph.....	Uxbridge.....	20
Grass, Maria Catharine.....	St. Catharines.....	7
Gissing, F. J.....	Goderich.....	15
Graham, Jas S., Estate of.....	Ridgeway.....	28
Grist, Henry.....	Ottawa.....	10
Grant, Patrick.....	Manchester, Eng.....	10
Glover, Thomas.....	Napanee.....	10
Gray, R. M., in trust.....	Toronto.....	10
Golding, Ebenezer.....	Ingersoll.....	10
Graham, James.....	Toronto.....	1
Gimson, J. F.....	do.....	10
Howland, Henry S.....	do.....	251
Hixson, T. J.....	Port Robinson.....	33
Helliwell, Mrs. Mary.....	St. Catharines.....	2
Howland, Peleg.....	Toronto.....	40
Howland, W. H.....	do.....	25
Howland, Lady.....	do.....	22
Hipple, Mrs. Catharine.....	Jordan.....	10
Hughes, Patrick.....	Toronto.....	135
Holmes, Lucinda C.....	St. Catharines.....	8
Hamilton, W. B.....	Toronto.....	10
Howland, Sir W. P., McKenzie, Hon. Kenneth, and Cameron, Hon. M. C., Trustees.....	do.....	28
Hallam, John.....	do.....	10
Henry, William.....	L'Ameroux.....	15
Herbert, John.....	Toronto.....	10
Harris, Robert Carr.....	Kingston.....	25
Hale, George C.....	Toronto.....	10
Hamill, Wm. John.....	St. Catharines.....	1
Helm, John.....	Port Hope.....	50
Holden, John.....	St. John, N.B.....	6
Hague, George.....	Montreal.....	10
Ham & Mathews.....	Port Colborne.....	5
Hamilton, James.....	do.....	10
Hamilton, Andrew.....	do.....	5
Henry, John.....	L'Ameroux.....	2
Howland, F. A.....	Lambton Mills.....	5
Hamilton, Rev. Chas.....	Quebec.....	32
Hall, George A.....	Toronto.....	20
Heward, Miss Arabella M.....	do.....	6
Henry, Miss Magdalene.....	L'Ameroux.....	8
Heintzman & Co.....	Toronto.....	6
Harris, Miss Mary A.....	do.....	15
Henry, James S.....	Beamsville.....	20
Hamilton, Hon. John.....	Montreal.....	100
Howland, H S., in trust.....	Toronto.....	113
Helliwell, Mrs. Eleanor.....	do.....	15
Hamilton, Robert.....	Quebec.....	100
Home Savings and Loan Co. (Limited), in trust.....	Toronto.....	125
Hunter, R. H.....	Winnipeg.....	50
Ingersoll, Miss Kate.....	Toronto.....	15
Jones, Clarkson.....	do.....	10
Junkin, S. S.....	St. Catharines.....	22

Imperial Bank of Canada—Continued.  
(Banque Impériale du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Jarvis, Joseph .....	Ingersoll .....	70
Jones, Beverley, Trust.....	Toronto.....	7
Jones, Clarkson, and Jones, Beverley, in trust..	do .....	2
Johnson, Benj. ....	do .....	40
Jones, William H.....	Ottawa.....	10
Jones, Beverley, and Moss, Chas., Trustees for Capt. Charles Jones. ....	Toronto.....	1
Keith, D. S.....	do .....	20
King, Miss Nancy.....	Stromness.....	3
Kains, Eleanor M., and Kains, Eliza M.....	St. Thomas.....	5
Kersteman Bros., Trustees.....	Toronto.....	3
King, Frank, M.D.....	Port Colborne .....	5
Kinnard, J. D.....	Humberstone .....	5
Kent, Miss Myra.....	Toronto.....	5
Keefer, Wm. Napier.....	Gault.....	20
King, R. S., M.D.....	Fort Robinson.....	5
Keterson, Joseph.....	Toronto.....	63
Kirkpatrick, John C., Estate of.....	do .....	25
Lawson, Fannie M.....	do .....	7
Lawson, Mary T.....	do .....	5
Lally Conrad C. W.....	Barrie.....	7
Lawes, Mrs. Margaret.....	Brampton.....	8
Layton, Mrs. Jane E.....	Toronto.....	7
Lattimore, Alex., Estate of.....	Marshville.....	10
Lattimore, Mary.....	do .....	10
Lally, Mrs. Anne.....	Barrie.....	10
Long, Thomas.....	Collingwood.....	101
Lawler, Miss Annie L.....	Toronto.....	65
Merritt, W. H., jun., Estate of.....	St. Catharines.....	47
Merritt, J. P.....	do .....	109
Merritt, Mrs. Sarah C.....	Toronto.....	4
Merritt, Janet Lang.....	do .....	15
Merritt, Thomas R.....	St. Catharines.....	375
Miller, Richard, Q.C.....	do .....	30
Merritt, T. R., in trust.....	do .....	20
Merritt, Chas., Executors of the late.....	St. John, N.B.....	250
Milroy, R.....	Toronto.....	20
Morrison, Mrs. Catharine.....	Chicago.....	10
Murray, James.....	St. Catharines.....	20
Muir & Bros., Alex.....	Port Dalhousie.....	40
Moore, James J.....	Ridgeway.....	3
Macklem, Julia Ann, Estate of.....	Toronto.....	4
Manning, Susan.....	do .....	10
Mellanby, Wm.....	Humberstone .....	10
Mitchell, Rev. James W.....	Mitchell.....	1
Meyers, Adam H.....	Toronto.....	10
Mack, Theophilus, M.D., in trust.....	St. Catharines .....	6
Macklem, Miss Jessie.....	Toronto.....	4
Macklem, Mrs. Charlotte E.....	Chippawa.....	4
Macklem, Oliver R., in trust.....	Toronto.....	4
Mulock, W., and W. Kersteman, jun., Trustees.	do .....	5
Macdougall, Wm.....	Scotland.....	20
Macdonald, John.....	Toronto.....	10
McPhail, R. S. J.....	do .....	10
Macdonald, Hon. J. S., Estate of the late.....	Cornwall.....	16
McFarland, Mrs. A.....	Thorold.....	7
McDonagh, John.....	do .....	22
McGlashen, J. F., Estate of.....	Chippawa.....	30
McFall, A.....	Thornhill.....	10
McPherson, Robert Barclay.....	Thorold.....	50
McAdam, James.....	St. Thomas.....	10

Imperial Bank of Canada—*Continued.*(Banque Impériale du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
McCarthy, Miss C. Hope.....	Toronto.....	11
McRitchie, Rev. George.....	Perth.....	10
Nauton, Edward.....	Toronto.....	80
Neilson, James.....	do.....	40
Northrop, H. S.....	do.....	50
Newcombe, Octavius.....	do.....	5
Osler, Mrs. Kate E.....	Cobourg.....	22
Oille, G. N.....	St. Catharines.....	4
Oille, L. S., M.D.....	do.....	14
O'Brien, Henry.....	Toronto.....	10
Oliver, Malvina A.....	St. Catharines.....	11
Osler, E. B.....	Toronto.....	11
O'Neill, Jeremiah.....	Ingersoll.....	9
Osler, F., E. B. Osler & K. Cochran, Trustees for Mrs. E. B. Osler.....	Toronto.....	25
Plumb, Mary G.....	Niagara.....	5
Pounds, Samuel.....	Sherkston.....	20
Phoenix Insurance Co.....	Hartford, Conn.....	50
Plumb, Duncan C., in trust.....	Niagara.....	5
Paterson, Peter.....	Toronto.....	10
Pellatt, Henry.....	do.....	10
Platt, Samuel, M.P.....	do.....	20
Perry, Robert D.....	do.....	10
Plumb, Duncan C.....	Niagara.....	5
Patton, Rev. H. B.....	Billings' Bridge.....	13
Poston, Edward, Estate of.....	Quebec.....	40
Pellatt & Osler.....	Toronto.....	26
Ramsay, William.....	do.....	300
Rannie, John.....	do.....	100
Ramsay, R. H.....	do.....	10
Ransom, John Gay.....	Chippawa.....	8
Robeson, Mrs. Eliza C.....	Port Huron.....	12
Robinson, George.....	Yorkville.....	30
Richardson, Samuel, M.D.....	Galt.....	8
Robb, Mrs. Julia A.....	Port Huron.....	8
Rolph, J. T.....	Toronto.....	20
Rooth, Ann Eliza.....	Port Colborne.....	5
Rolls, Henry, M.D.....	Thorold.....	5
Reeb, John.....	Port Colborne.....	5
Raikes, Walter.....	Barrie.....	20
Riordon, Charles.....	St. Catharines.....	50
Rogers, Mrs. Eleanor M.....	Brighton.....	5
Riordon, John.....	St. Catharines.....	200
Robson, George.....	Eglinton.....	15
Roberts, Mrs. J.....	Drummondville.....	4
Roach, George.....	Hamilton.....	63
Read, John Moore.....	Toronto.....	8
Rowse, Henry.....	do.....	11
Rose, George McLean.....	do.....	25
Reed, Miss Maria C. S.....	Brighton.....	1
Rankin, Alexander.....	Toronto.....	6
Ridout, Matilda A.....	do.....	6
Robinson, Miss E. S.....	do.....	5
Shields, James, Estate of.....	do.....	70
Secord, Georgina K.....	Homer.....	3
Simpson, R.....	Toronto.....	10
Simpson, Mrs. Mary Anne.....	do.....	10
Sewell, Rev. Henry D.....	Head Corn, Kent.....	25
Scoley, E. K.....	Toronto.....	10
Smart, Mrs. Catharine S.....	Port Hope.....	10
Stevenson, Miss C. M.....	St. Catharines.....	3



Imperial Bank of Canada--Continued.  
(Banque Impériale du Canada--Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Smith, Lieut.-Col. W. R. B., and Smith, C. W., Trustees for Mrs. Emily S. Hodgston.....	Kinver Vicarage, Stowbridge, Eng.....	15
Sisters of St. Joseph.....	Toronto.....	3
Smith, Isabella Ann.....	St. Catharines.....	7
Stewart, Robert.....	Toronto.....	30
Square, John.....	Mitchell.....	30
Smith, John, in trust for Chas. Smith.....	Toronto.....	2
Saunders, A.....	Montreal.....	20
Swan, Janet.....	Toronto.....	12
Schofield, James S.....	Port Colborne.....	5
Schofield, Catharine.....	Berlin.....	2
Scobie, Mrs. Justina.....	Toronto.....	54
Smith, Andrew.....	do.....	10
Smith, John.....	Ingersoll.....	5
Springer, William, M.D.....	Woodstock.....	5
Stewart, James.....	Sarnia.....	50
Square, Thomas S.....	Mitchell.....	20
Smith, Marcus, C.E.....	Ottawa.....	10
Sparrow, W. H.....	Toronto.....	10
Scadding, Rev. Henry, D. D.....	do.....	12
Sprague, Edward W., M. D.....	do.....	3
Smith, John, in trust for Edward Smith.....	do.....	1
Smith, John, Executors Estate of.....	do.....	300
Simpson, Miss Mary Jane.....	do.....	1
Shewan, Magnus.....	do.....	5
Stephens, Richard Porter, and Russell, Henry, Trustees.....	do.....	11
Strachan, Margaret A.....	do.....	10
Stewart, William.....	do.....	8
Stewart, Sarah D.....	do.....	82
Strathy, H. S., in trust.....	do.....	13
Thorburn, James, M.D.....	do.....	10
Tane, Rev. F.....	Brockville.....	3
Tilt, James.....	Toronto.....	10
Tobin, John.....	St. Catharines.....	4
Thomas, William.....	Toronto.....	10
Taylor, Samuel.....	do.....	50
Thompson, Robert.....	do.....	10
Tarbutt, Mrs. Elizabeth B.....	do.....	10
Turner, Frank.....	do.....	10
Urquhart, John.....	Oakville.....	10
Van Wyck, Mrs. Maria.....	Port Colborne.....	5
Vankoughnet, S. J.....	Toronto.....	12
Wright, D. M.....	Colborne.....	4
Wadsworth, T. R.....	Weston.....	150
Wadsworth, W. R.....	do.....	20
Ward, Mrs. C. M., Administratrix.....	St. Catharines.....	3
Wilkie, Angelica.....	Quebec.....	20
Woodruff, R. & W. C.....	St. Catharines.....	15
Wilkie, Charles.....	Belleville.....	5
Woodruff, Robert.....	St. Catharines.....	12
Wilson, Charles.....	Ingersoll.....	4
Whiteman, John.....	Stonebridge.....	5
Wright, Richard.....	Ridgeway.....	1
Whatley, George.....	Drummondville.....	10
Wilson, James O.....	St. Catharines.....	5
Woodruff, W. H.....	St. Davids.....	20
Williams, J. A., M.D.....	Ingersoll.....	5
Waterworth, William.....	do.....	56
Wood, James.....	St. Catharines.....	2
White, Chas. A.....	Stonebridge.....	5

Imperial Bank of Canada—*Concluded.*  
(Banque Impériale du Canada—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Walker, Henry S.....	Cobourg.....	35
Whateley, Richard.....	Chicago.....	5
Wilkie, D. R., Trustee for Agnes C. C. Wilkie.....	Belleville.....	21
Wright, Mrs. Jane.....	Toronto.....	4
Wright, Miss Marietta.....	do.....	2
Woodward, John M.....	St. Catharines.....	5
Woodruff, Joseph C.....	Drummondville.....	25
Wilson, Ann. and Wilson, Eliza.....	Sandwich.....	5
Walmsley, Thomas.....	Toronto.....	5
Wilson, William.....	do.....	10
Young, Thomas.....	West Hill.....	7
Zavitz, Mrs. Melissa.....	Ridgeway.....	2
	Total.....	10,000

I hereby declare the foregoing to be a correct list of the Shareholders of the Imperial Bank of Canada, as on the Tenth day of February, 1882.

D. R. WILKIE, *Cashier.*

TORONTO, February, 1882.

BANK OF HAMILTON.  
(BANQUE DE HAMILTON.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Alcorn, Samuel .....	Yorkville .....	20
Anderson, William, Trust .....	Toronto .....	11
Archer, Henry R. ....	Newbury .....	20
Ardagh, John A. ....	Barrie .....	18
Arnold, Rev. Robert .....	Fort Erie .....	5
Arnott, Andrew S. ....	Cobourg .....	16
Austin, James, and Bethune, R. H., in trust .....	Toronto .....	97
Bain, Thomas .....	Strabane .....	5
Baines, William J. ....	Toronto .....	20
Baines, Maud C. ....	do .....	2
Baines, Maud C., in trust .....	do .....	4
Baker, Thomas .....	Hamilton .....	16
Balfour, Rev. Andrew J. ....	Hatley .....	8
Bartlett, Mrs. Catharine .....	Hamilton .....	22
Bartlett, Rev. T. H. M. ....	Drummondville .....	8
Bassett, Thomas .....	Bowmanville .....	5
Bawtree, Mrs. Mary E. ....	Uxbridge .....	10
Benson, Thomas M., and McCaul, G. Lefroy, Trustees .....	Port Hope .....	10
Bethune, Miss Julia A. V. ....	Cobourg .....	50
Birely, Mrs. Sarah .....	Hamilton .....	50
Birss, Miss Elizabeth C. ....	do .....	9
Birss, John, Executor .....	do .....	6
Black, Henry J. ....	Montreal .....	18
Blair, William .....	Hamilton .....	4
Blong, Jonathan .....	Toronto .....	6
Boulton, Mrs. Caroline H. ....	do .....	20
Bowes, Mrs. Emily A. ....	Hamilton .....	1
Boyd, Hon. John A. ....	Toronto .....	22
British American Assurance Co. ....	do .....	35
Brodie, John L. ....	do .....	10
Brodie, John L., in trust .....	do .....	120
Brown, Adam, and Papps, George S. ....	Hamilton .....	42
Browne, Mrs. Eliza .....	do .....	11
Browne, Miss Ellen .....	do .....	14
Browne, Joseph B. ....	Niagara Falls .....	15
Browne, Mrs. Maria .....	Hamilton .....	23
Bruce, Alexander .....	do .....	55
Buck, Alexis C. ....	Caledonia .....	49
Bunbury, Henry T. ....	Hamilton .....	3
Burk, Mrs. Lucia .....	Bowmanville .....	20
Burland, George B. ....	Montreal .....	50
Burns, Mrs. Catharine W. ....	Hamilton .....	6
Burns, John .....	Toronto .....	5
Burton, George F. ....	do .....	1
Burton, Hon. George W. ....	do .....	42
Burton, Hon. George W., and Ramsay, Alex. G. ....	do .....	10
Burton, Miss Louisa G. ....	do .....	2
Burton, Warren F. ....	Hamilton .....	10
Bush, Thomas .....	do .....	100
Cameron, Ewing .....	Owen Sound .....	12
Cameron, Miss Margaret .....	Grafton .....	2
Cameron, Mrs. Rebecca .....	Cobourg .....	20
Cameron, Mrs. Selina .....	Grafton .....	15

## Bank of Hamilton—Continued.

(Banque de Hamilton—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Campbell, John.....	Hamilton .....	13
Campbell, Joseph D.....	do .....	11
Canada Fire and Marine Insurance Co .....	do .....	247
Canada Life Assurance Co.....	do .....	400
Cannon, Miss Kate.....	Montreal.....	10.
Carcand, D.....	New Carlisle.....	2
Carlyle, James, M. D.....	Toronto.....	25
Carnegie, Miss Jane.....	do .....	35
Cawthra, Mrs. Anna C.....	do .....	30.
Cayley, Frank.....	do .....	6
Chambers, Miss Adeliza.....	Grimsby.....	15
Clark, David, Executors of.....	Toronto.....	25
Clarkson, Rev. John B.....	do .....	10
Clunie, Mrs. Elizabeth C.....	Bowmanville.....	5
Cockburn, Mrs. Elizabeth.....	Uxbridge.....	10
Colquhoun, Edward A.....	Hamilton.....	23
Cook, Mrs. Louisa.....	Barrie.....	20
Cooke, William.....	Toronto.....	21
Cowan, James.....	Galt.....	15
Cowan, John.....	Oshawa.....	45
Cramp, George B.....	Montreal.....	22
Cruikshank, A. Scott.....	Hamilton.....	20
Currie, Rev. Hugh.....	Keady.....	1
Currie, Mark.....	Prince Albert.....	10
Currie, Mrs. Mary.....	Keady.....	2
Currie, Neil.....	Toronto.....	4
Day, Thomas J.....	Guelph.....	10
DeCoverly, Charles R.....	Burford.....	12
Dillon, Mrs. Minerva M.....	Belgium.....	30
Dillon, Lieut.-Col. Robert.....	do .....	6
Dixon, B. Homer.....	Toronto.....	100
Dolmage, Robert.....	Grimsby.....	51
Dynes, Mrs. Mary C.....	Burlington.....	20
Eastwood, John.....	Hamilton.....	40
Edson, Mrs. Lucy M., Executrix, and Albert E. Edson, Executor, Estate of late Albert E. Edson	do .....	52
Eglauch, L.....	Montreal.....	10
Elliott, Thomas.....	Toronto.....	8
Empey, Charles P.....	Hamilton.....	29
Ewing, Jane R.....	do .....	9
Fairbrother, George F.....	Beamsville.....	25
Fearman, Frederick W.....	Hamilton.....	39
Fergus, Rev. David.....	England.....	20
Ferrie, Campbell.....	Hamilton.....	15
Ferrie, Campbell, Administrator.....	do .....	10
Field, John C.....	Cobourg.....	10
Findlay, Mrs. Annie.....	Hamilton.....	35
Fisher, Mrs. Julia.....	do .....	20
Fitzgerald, Edward.....	Toronto.....	26
Fraser, John.....	King.....	3
Garland, Mrs. Emily.....	Hamilton.....	13
Garrow, Thomas.....	do .....	1
Gates, Frederick W., and Adam Brown, in trust	do .....	28
George, Miss Sarah E.....	Toronto.....	5
Gibb, Mrs. Lizzie M.....	Quebec.....	50
Gillesby, Mrs. Maria F.....	Hamilton.....	10
Gillesby, William.....	do .....	5
Gilpin, Oliver.....	Toronto.....	40
Gilroy, Thomas.....	Montreal.....	16
Gissing, Frederick J.....	Goderich.....	30
Godfrey, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	2

Bank of Hamilton—Continued.  
(Banque de Hamilton—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Gøering, J. William, deceased.....	Hamilton.....	50
Goode, Cephas.....	Chatsworth.....	20
Gould, Joseph.....	Uxbridge.....	90
Gowan, James R.....	Barrie.....	45
Grant, Mrs. Jemima.....	Hamilton.....	6
Grasett, Rev. H. J., Clarke Gamble, <i>et al.</i> , Trustees, Boake Trust Fund.....	Toronto.....	3
Gurney, Charles.....	Hamilton.....	50
Gurney, Edward.....	do.....	100
Gurney, Miss Emma.....	do.....	2
Halliday, Frank B.....	Toronto.....	10
Halson, Christian.....	Burlington.....	25
Hamilton, Andrew.....	Yorkville.....	10
Hamilton, Mrs. Nancy.....	Uxbridge.....	10
Hammond, Mrs. Maria.....	Hamilton.....	50
Hancock, Mrs. Catharine.....	do.....	10
Hancock, Joseph.....	do.....	20
Hanger, Ryland.....	do.....	30
Hanning, Clement G.....	Uxbridge.....	12
Harris, William.....	Hamilton.....	25
Harvey, Alexander.....	do.....	50
Harvey, John, in trust.....	do.....	35
Hearle, William.....	Beamsville.....	15
Hatti, Charles D., in trust.....	Toronto.....	3
Henderson, James.....	Hamilton.....	20
Henderson & Small, in trust.....	Toronto.....	25
Hendrie, James W.....	Detroit.....	12
Hendrie, John S.....	Marquette.....	45
Hendrie, William.....	Hamilton.....	301
Hendrie, William, in trust.....	do.....	15
Henry, Isaac B.....	Winona.....	20
Henry, James S.....	Beamsville.....	45
Henshaw, Mrs. Maria L.....	Montreal.....	2
Hirst, Mrs. Kate.....	England.....	45
Holland, Mrs. Margaret.....	Toronto.....	1
Holmes, Gervas.....	Cobourg.....	20
Home Savings and Loan Co., in trust.....	Toronto.....	52
How, Thomas F., in trust.....	do.....	5
Howe, James.....	Southampton.....	10
Hudson, Charles L., Executors of.....	York.....	21
Hudson, Miss Maria.....	do.....	20
Hudson, Miss Mary A.....	do.....	20
Hunt, William.....	Hamilton.....	100
Hunter, William.....	Guelph.....	20
Innes, James.....	do.....	10
Irving, Emilius.....	Hamilton.....	20
Jacques, John.....	Toronto.....	142
Jarvis, Mrs. Diana.....	Hamilton.....	13
Jeffrey, Joseph.....	do.....	15
Jeffrey, Joseph, in trust.....	London.....	10
Jones, Anson.....	Toronto.....	1
Keefer, Peter.....	Galt.....	20
Keefer, William N.....	do.....	40
Kelly, John B.....	Hamilton.....	12
Kent, Miss Myra.....	Toronto.....	10
Kerns, William, Edward Thomas, and Walter Bastedo, Trustees.....	Burlington.....	10
Kerr, John.....	Toronto.....	40
Kerr, John, in trust.....	do.....	24
Kerr, John, in trust.....	do.....	5
Kidd, David.....	Hamilton.....	18

## Bank of Hamilton—Continued.

## (Banque de Hamilton—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Kersteman, William, jun., and E. D. Armour, Trustees .....	Toronto .....	5
King, Miss Emma .....	Lyster .....	14
Kittson, Henry N. ....	Hamilton .....	8
Kohl, George A. ....	Montreal .....	25
Laing, James .....	Burlington .....	20
Lapp, Philip .....	Uxbridge .....	10
Leach, Hugh .....	Toronto .....	1
Leggat, Matthew .....	Hamilton .....	100
Leitch, Mrs. Anne .....	Quebec .....	45
Lesslie, Miss Helen .....	Dundas .....	1
Lesslie, John .....	do .....	50
LeSueur, Mrs. Mary .....	Quebec .....	3
Lewis, Geo. F. ....	Winona .....	5
Lewis, Geo. W. ....	Toronto .....	116
Little, John .....	Hamilton .....	35
Livingstone, John, senior, Administrator .....	Listowel .....	40
Lyman, Frederick S. ....	Montreal .....	20
Lyman, Frederick S., in trust .....	do .....	50
Madden, Rev. Geo. C. ....	Stoney Creek .....	8
Magill, Charles .....	Hamilton .....	73
Magill, Henry .....	Winona .....	45
Malloch, Archibald E., M.D. ....	Hamilton .....	20
Martin, Edward .....	do .....	50
Maurice, Rev. R. R. ....	England .....	25
Mead, Joseph H., deceased .....	Toronto .....	25
Melvin, Robert .....	Guelph .....	40
Meredith, John C., deceased .....	London .....	60
Michie, James .....	Toronto .....	27
Middleton, William .....	do .....	17
Mills, James H. ....	Hamilton .....	30
Mitchell, Richard .....	Guelph .....	10
Moat, R. and J. ....	Montreal .....	4
Moore, Mrs. Anne .....	do .....	6
Moore, Dennis .....	Hamilton .....	150
Moore, George .....	do .....	20
Moore, Lyman .....	do .....	100
Morden, Wellington J. ....	do .....	20
Morden, Wellington J., in trust .....	do .....	10
Morgan Brothers .....	do .....	10
Morgan, R. R. ....	do .....	17
Munro, Colin .....	St. Thomas .....	50
Murray, Charles S. ....	Hamilton .....	17
Murray, James .....	do .....	10
Murray, Stewart .....	England .....	37
Mustard, Alexander .....	Uxbridge .....	13
Myles, Mrs. Susan .....	Hamilton .....	10
Macdonald, John D. M.D. ....	do .....	20
Macdonald, Walter R. ....	do .....	10
Macdonald, Walter R., Trustee .....	do .....	9
Macdougall, D. Lorn, in trust .....	Montreal .....	15
Macdougall, D. Lorn, in trust .....	do .....	37
Macdougall, Henry, Executors of .....	Toronto .....	10
Macdougall, William .....	Scotland .....	20
Macfie, D. ....	London .....	20
MacGarvey, David H. ....	Hamilton .....	10
Macnab, John, and William F. Findlay .....	Toronto .....	13
Macnab, John, and William F. Findlay .....	do .....	13
Macnab, Mrs. Sophia .....	do .....	25
McCalla, William J. ....	St. Catharines .....	50
McDowell, Samuel, Executors of .....	Hamilton .....	16

Bank of Hamilton—Continued.  
(Banque de Hamilton—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McGee, David.....	Toronto.....	30
McGiverin, Mrs. Helen.....	Hamilton.....	40
McGregor, Peter.....	Keene.....	5
McInnes, Hon. Donald.....	Hamilton.....	100
McInnes, Donald, in trust.....	do.....	50
McInnes, Hugh, Executors of.....	do.....	25
McKeand, Mrs. Emma.....	do.....	10
McKeand, Mrs. Emma, in trust.....	do.....	10
McKeand, Thomas K.....	do.....	19
McLaren, Henry.....	do.....	25
McLean, John G., and J. B. Osborne, Trustees.....	Beamsville.....	12
McLennan, Mrs. Ellen.....	Hamilton.....	6
McLeod, Miss Grace A.....	Woodstock.....	50
McLeod, William C.....	do.....	60
McMillan, James, in trust.....	Galt.....	10
McNeill, Edmund, A.....	Grafton.....	7
McQuesten, Calvin, B. and Isaac B., Trustees.....	Hamilton.....	50
McRoberts, Alexander.....	St. George.....	30
McRoberts, Mrs. Ruth.....	do.....	15
McTavish, Miss Maria L.....	Colborne.....	8
McTavish, Miss Mary E.....	do.....	8
Nauton, Edward.....	Toronto.....	1
Nash, Frederick.....	Montreal.....	31
Nash, Samuel, Executors of.....	Hamilton.....	10
Newberry, Charles E.....	do.....	25
Niagara, Lord Bishop of.....	do.....	50
Niehans, Charles.....	Milton.....	10
Nordheimer, Samuel.....	Toronto.....	60
O'Reilly, Charles, M.D.....	do.....	2
O'Reilly, Henry H.....	Hamilton.....	10
Orr, Mrs. Margaret S.....	Buffalo.....	12
Osborne, James K.....	Brantford.....	10
Osborne, James K., in trust.....	do.....	10
Osborne, John B.....	Beamsville.....	50
Osler, Britton, B.....	Hamilton.....	22
Osler, Mrs. E. B., Trustees of.....	Toronto.....	10
Osler, Mrs. Kate E.....	Cobourg.....	23
Pank, Christopher W.....	Port Rowan.....	20
Papps, George S., and Rev. D. Armstrong, Executors.....	Hamilton.....	11
Papps, George S., and R. A. Lucas, Trustees.....	do.....	50
Paterson, Rev. Thomas W.....	Toronto.....	13
Paton, George, M.D.....	Scotland.....	26
Patton, Mrs. Deborah, Executrix, and Joseph C. Patton, Executor, Estate late Richard G Patton.....	Toronto.....	25
Pearson, Matthew.....	do.....	10
Pellatt, Henry.....	do.....	2
Pellatt, and Osler.....	do.....	15
Pelton, Mrs. Caroline N.....	Montreal.....	2
Pettit, Mrs. Adelaide L.....	Norwich.....	10
Pettit, William G.....	Burlington.....	17
Philp, Rev. John.....	Hamilton.....	4
Philp, William, M.D.....	do.....	20
Piers, Mrs. Mary A. E.....	do.....	8
Porter, George.....	Bowmanville.....	30
Pounden, Mrs. Harriette A.....	Hamilton.....	15
Proctor, John.....	do.....	100
Proctor, John, and Charles Cameron, Trustees.....	do.....	20
Ramsay, William.....	Toronto.....	57
Renwick, Thomas.....	Winnipeg.....	8

## Bank of Hamilton--Continued.

(Banque de Hamilton—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Riddel, John.....	Hamilton.....	103
Ridley, Henry T., M. D.....	do.....	20
Ridout, Mrs. Jesse.....	Ottawa.....	2
Roach, George.....	Hamilton.....	165
Robarts, William P.....	Milton.....	10
Robertson, Duncan.....	Hamilton.....	10
Robinson, Christopher.....	Toronto.....	20
Roger, Mrs. Elizabeth.....	do.....	30
Roger, Mrs. Elizabeth, and Rev. Charles W. Paterson, Trustees.....	do.....	7
Rogers, Robert Z., and J. Charles, Executors.....	Gratton.....	4
Rose, Rev. S., and Rev. Enoch Wood, in trust.....	Toronto.....	40
Ross, C. S., Estate of late.....	do.....	50
Rutherford, Miss Sarah A.....	Burlington.....	4
Rutherford, Edward H.....	Toronto.....	50
Ruttan, Robt. A.....	Winnipeg.....	8
Scott, John.....	Toronto.....	49
Seabrook, Sidney.....	Deleware.....	10
Shields, James, Executors of late.....	Toronto.....	79
Skinner, James A.....	Woodstock.....	1
Smith, J. Murray.....	Montreal.....	10
Snider, Robt.....	Odessa.....	20
Spiers, David.....	Galt.....	20
Spittal, Mrs. Ann, Executrix.....	Hall's Corners.....	16
Spittal, Mrs. Janet.....	do.....	4
Spriggs, George B.....	Hamilton.....	42
Square, John.....	Mitchell.....	19
Square, John S.....	do.....	1
Square, Thomas S.....	do.....	25
Stammers, Samuel J.....	Toronto.....	7
Stanton, Mrs. Julia, Executrix.....	do.....	40
Stack, John.....	do.....	8
Steel, James J.....	Hamilton.....	20
Stewart, James.....	Sarnia.....	20
Strathy, James B.....	London.....	100
Stuart, John.....	Hamilton.....	122
Swan, Miss Janet.....	Toronto.....	11
Swan, Robert.....	do.....	4
Tait, William.....	Côte des Neiges.....	88
Tamblyn, William W.....	Oshawa.....	5
Taylor, Samuel.....	Toronto.....	25
Thomas, Mrs. Mary M.....	Lyster.....	32
Thompson, Mrs. Elizabeth.....	Deans.....	20
Teinlin, Rev. Michael, Executor of.....	Cobourg.....	20
Todd, A. Thornton.....	Toronto.....	22
Torrance, John and John Dillon.....	Montreal.....	10
Trotter, Miss Emily.....	Guelph.....	10
Tucker, Frederick N.....	Ottawa.....	5
Tunis, Mrs. Susan.....	Greensville.....	8
Turner, Mrs. Antonia E.....	Toronto.....	14
Turner, James.....	Hamilton.....	60
Veasey, George, Executor.....	Quebec.....	20
Veasey, George, Executor.....	do.....	50
Veasey, Mrs. Sarah W.....	do.....	10
Waddell, Samuel.....	Montreal.....	150
Waldie, John.....	Burlington.....	50
Walker, James.....	Carluke.....	24
Walker, James, Chandler.....	Hamilton.....	60
Walker, James, Chandler, Trust.....	do.....	15
Walker, Robert.....	Toronto.....	19
Walker, Robert, Administrator.....	do.....	20



Bank of Hamilton—*Concluded.*(Banque de Hamilton—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Watson, Archer.....	Toronto.....	3
Webster, Mrs. Frances C.....	Bullock's Corners.....	10
Webster, Mrs. Sarah M.....	Tapleystown.....	2
Whicher, John.....	Seneca.....	29
Wigley, Arthur B.....	Pittsburgh.....	20
Wilkes, Mrs. Barbara.....	Montreal.....	5
Wilmott, Austin.....	Milton.....	6
Wilson, William & Son.....	Hamilton.....	20
Wishart, Kenneth.....	Bullock's Corners.....	30
Wood, Andrew T.....	Hamilton.....	50
Wyatt, Miss Flora L.....	do.....	13
Wyatt, Miss Helen E.....	do.....	6
Yarker, George W., Manager in trust.....	Toronto.....	11
Young, Thomas.....	West Hill.....	14

FEDERAL BANK OF CANADA.  
(BANQUE FÉDÉRALE DU CANADA.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions)	Amount. (Montant.)
			\$
Alexander & Stark.....	Toronto .....	146	14,600
Aldwell, T. D.....	Southsea, Hants, Eng.....	50	5,000
Allen, John.....	Newmarket .....	10	1,000
Allen, Elisha.....	do .....	10	1,000
Archbald, H.....	Montreal.....	10	1,000
Ardagh, J. A.....	Barrie .....	43	4,300
Ardagh, J. A., in trust.....	do .....	9	900
Ardagh, J. A., Trustee Anderson Ardagh Memorial Home Aid Fund.....	do .....	9	900
Ardagh, Miss K. A.....	do .....	4	400
Allan, Rev. Daniel.....	Toronto .....	10	1,000
Anderson, Mrs. E.....	Kemptville .....	7	700
Bain, Miss Mary.....	Toronto .....	25	2,500
Bain, John.....	do .....	64	6,400
Baines, W. J.....	do .....	3	300
Bains, Mrs. C.....	do .....	9	900
Betts, Rev. J. E.....	Newcastle .....	7	700
Bentley, Lewis.....	Toronto .....	5	500
Bentley, Nathan, Estate of.....	Atha.....	10	1,000
Blinn, H. W.....	London .....	9	900
Blyth, W. G.....	Montreal.....	3	300
Bond, Mrs. E.....	Toronto .....	4	400
Bourke, Mrs. M., Executrix .....	Halifax, N.S.....	20	2,000
Boyd, John.....	Niagara .....	4	400
Bowman, S.....	Toronto .....	30	3,000
Bowie, Rev. J.....	Dunscore, Scot.and.....	4	400
Brown Bros.....	Toronto .....	10	1,000
Burland, G. B.....	Montreal.....	150	15,000
Burnham, Mrs. S.....	Port Hope .....	63	6,300
Burnham, G., Estate of.....	Peterboro' .....	30	3,000
Burnham, H. H.....	Port Hope .....	90	9,000
Burns, Patrick.....	Toronto .....	75	7,500
Bickford, E. O., in trust .....	do .....	500	50,000
Buchan, Miss J.....	Yorkville .....	5	500
Buchan, Miss M.....	do .....	10	1,000
Burton, G. W.....	Toronto .....	6	600
Benson, J. R.....	St. Catharines .....	15	1,500
Butterworth, C. A.....	Ottawa .....	25	2,500
Butterworth, Mrs. E.....	do .....	15	1,500
Baines, C. E.....	Cincinnati, Ohio.....	14	1,400
Barbeau, H., Manager.....	Montreal.....	1,340	134,000
Butterworth & Co.....	Ottawa.....	20	2,000
Bonnell, Wm.....	Toronto .....	37	3,700
Baines, W. J., and Boswell, A. R., in trust.....	do .....	1	100
Bouthillier, H.....	Montreal.....	25	2,500
Bouthillier, C. F.....	do .....	25	2,500
Buchanan, J. O., in trust.....	Toronto .....	23	2,300
Burton, Miss C. H.....	do .....	1	100
Cameron, Rev. L.....	Thamesford.....	10	1,000
Carter, John.....	Toronto .....	7	700
Cattanach, A. J., Trust.....	do .....	10	1,000
Cattanach, Mrs. S. L.....	do .....	5	500
Carmichael, D.....	London .....	15	1,500
Cayley, J.....	Toronto .....	35	3,500
Chafee, J. M.....	do .....	24	2,400

Federal Bank of Canada—Continued.  
(Banque Fédérale du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Chappell, Mrs. E	Kettleby	22	\$ 2,200
Chappell, O	do	22	2,200
Christie, W.	Toronto	7	700
Clark, P. M.	do	22	2,200
Cooch, A. C.	do	15	1,500
Cormack, J.	Guelph	15	1,500
Cronyn, B.	London	48	4,800
Crow, W. B.	Claude, Ont.	15	1,500
Craigie, M. T.	Buffalo	1	100
Childs, E. A.	Toronto	9	900
Cameron, E.	Owen Sound	40	4,000
Crawford, Mrs. H.	Toronto	15	1,500
Cosens, Miss E. A.	do	1	100
Cawthra, Jos.	do	10	1,000
Cattanach, A. J.	do	160	16,000
Canada Life Assurance Co.	Hamilton	280	28,000
Austin, James, and R. H. Bethune, in trust.	Toronto	4	400
Campbell, A. H., President, and R. H. Tomlinson, Manager, in trust.	do	161	16,100
Baines, W. & C.	do	8	800
Commercial Loan and Stock Co.	do	699	69,900
Davis, J. C.	Aurora	10	1,000
Davis, Mrs. E.	King	24	2,400
Davies, Wm.	Aurora	6	600
Doan, Mrs. C. E.	do	4	400
Doan, Charles	do	24	2,400
Dwyer, R.	Toronto	7	700
Denison, F. C.	do	15	1,500
Denison, E. A.	do	10	1,000
Eccles, Mrs. G.	do	00	00
Evans, W.H. (40 per cent. on seven shares, paid up)	do	22	1,780
Farquharson, P., Estate of	do	5	500
Fenwick, J. F., Estate of	do	1	100
Fisken, J.	do	15	1,500
Fitzgerald, Mrs. A.	do	10	1,000
Fitzgerald, A. A.	Guelph	6	600
Fitzgerald, L. C. K., Estate of	Simcoe	45	4,500
Fleury, Jos.	Aurora	12	1,200
Foley, A. G.	Peterboro	45	4,500
Forbes, A. M., in trust.	Montreal	15	1,500
Frue, W. B.	Detroit	50	5,000
Frue, Mrs. H. L.	do	25	2,500
Frothingham, G. H., Estate of	Montreal	20	2,000
Ferguson, J., M.D.	Galt	9	900
Farley & Mara	Toronto	10	1,000
Galbraith, Wm.	do	40	4,000
Gale, Miss A. R.	Montreal	20	2,000
Garrick, Jas.	Queensville	60	6,000
Gillies, John	King	10	1,000
Gowan, Mrs. A., Trust.	Barrie	6	600
Gowan, James R.	do	122	12,200
Grassett, Dean	Toronto	15	1,500
Grant, P.	Manchester, Eng.	15	1,500
Gurney, E., jr.	Toronto	104	10,400
Groff, Hy.	Simcoe	6	600
Graham, M. J.	Toronto	3	300
Gray, R. M.	do	7	700
George, James (70 per cent. due on two shares)	do	7	560
Gowans, Mrs. M. C.	do	17	1,700
Gosling, F. J., and J. L. Brodie, in trust.	do	410	41,000
Hamilton, And.	Yorkville	20	2,000

Federal Bank of Canada—Continued  
(Banque Fédérale du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Harrison, George.....	Aurora.....	10	1,000
Hamilton, S. M.....	Toronto.....	9	900
Hamilton, W. B.....	do.....	1	100
Heacock, Mrs. H.....	Kettleby.....	2	200
Hennessy, James.....	Aurora.....	5	500
Higgins, W., Capt.....	Woodstock.....	5	500
Hobson, E., sen.....	Toronto.....	10	1,000
Hayward, Miss W. A.....	Bayfield.....	1	100
Howe, E. D.....	Toronto.....	19	1,900
Hallgarten, J.....	New York.....	75	7,500
Hallgarten, A.....	do.....	150	15,000
Hunt, L. C.....	Simcoe.....	7	700
Hodder, E. M., M.D., Estate of.....	Toronto.....	55	5,500
Harris, R., and Rae, G. M., Trustees.....	do.....	10	1,000
Horton, Wm.....	Rochester.....	5	500
Hamilton, Robert.....	Quebec.....	150	15,000
Henderson & Small, in trust.....	do.....	40	4,000
Home Savings and Loan Co. (Limited).....	do.....	1,460	146,000
Johnson, T. H. (50 per cent. due on 2 shares).....	Toronto.....	7	600
Keefe, W. A.....	Galt.....	2	200
Keeth, D. S.....	Toronto.....	20	2,000
Kerr, John.....	do.....	60	6,000
Kerr, John, in trust.....	do.....	10	1,000
King, Rev. J. M. (40 per cent. due on 5 shares).....	do.....	5	300
King, Mrs. Emma.....	Lyster, Que.....	22	2,200
Kent, Henry.....	Toronto.....	21	2,100
Laing, George.....	Gormley.....	9	900
Lauder, John.....	Yorkville.....	10	1,000
Lemon, W.....	Forest.....	22	2,200
Leslie, T.....	Dalkeith.....	10	1,000
Lewis, Mrs. S. A.....	Newmarket.....	5	500
Lloyd, J. B.....	King.....	4	400
Lloyd, B.....	do.....	5	500
Lobb, S.....	Toronto.....	3	300
Lyman, J.....	do.....	45	4,500
Lynch, Kate.....	do.....	4	400
Lalley, Thos.....	do.....	15	1,500
Laley, Mrs. A.....	Barrie.....	9	900
London and Canada Loan and Agricultural Co. (Limited).....	Toronto.....	406	40,600
Machell, S.....	King.....	3	300
Maurice, Rev. R. R.....	Kentsford, Eng.....	25	2,500
Marsh, R.....	Gladstone.....	3	300
Mills, John.....	London.....	10	1,000
Milne, Mrs. A.....	Malvern.....	5	500
Moncrieff, Geo.....	Petrollea.....	9	900
Morrison, Jas.....	Toronto.....	15	1,500
Murdoch, Janet and Mary.....	Bowmanville.....	10	1,000
Murdoch, Peter, Trustee.....	do.....	20	2,000
Murray, R. S.....	London.....	5	500
Martens, Mrs. M. C.....	Toronto.....	30	3,000
Morse, G. D. and Taylor, J., Estate of the late M. Cockerline.....	do.....	5	500
Mulock, W. R., and Kersteman, W., jun., Trustees	do.....	10	1,000
Morse, F. W.....	do.....	3	300
Macdonald, Miss J.....	do.....	8	800
Macdonald, John.....	do.....	20	2,000
Mackay, John.....	Aurora.....	5	500
Mackay, Donald.....	Toronto.....	10	1,000
Macpherson, W.....	Weston.....	6	600
McAuslan, Wm.....	Sunbury.....	5	500

Federal Bank of Canada—Continued.  
(Banque Fédérale du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
McDonald, A.....	Laggan.....	14	\$ 1,400
McFarlane, L., M.D.....	Toronto.....	7	700
McFarren, Mrs. M.....	do.....	2	200
McKown, Mrs. E.....	do.....	2	200
McKinnon, Mrs. G.....	Parkhill.....	8	800
McKibbon, Geo.....	Wingham.....	30	3,000
McLeod, S.....	Parkhill.....	15	1,500
McMurrich, W. B., in trust.....	Toronto.....	3	300
McMillan, J. O.....	do.....	10	1,000
McRitchie, Rev. G. (10 per cent. due on 7 shares)	Perth.....	22	2,130
McTaggart, Mrs. J.....	Strathroy.....	18	1,800
McTaggart, Miss J.....	do.....	24	2,400
McCalla, W. J.....	St. Catharines.....	75	7,500
McCormick, E. A.....	London.....	4	400
McCormick, A., in trust.....	do.....	3	300
Nicholls, R.....	Peterboro'.....	300	30,000
Nichols, Jas.....	Aurora.....	8	800
Nordheimer, Wm.....	Toronto.....	62	6,200
Northrop, H. S.....	do.....	75	7,500
Nash, F.....	Montreal.....	14	1,400
Newbigging, J.....	Toronto.....	14	1,400
Nordheimer, S.....	do.....	1,034	103,400
Ogden, W. W., M.D.....	do.....		
O'Brien, Mrs. K. M.....	do.....	1	100
Oliver, Mrs. M. E.....	do.....	11	1,100
O'Brien, H.....	do.....	1	100
Preston, C. A.....	do.....	25	2,500
Paget, Mrs. F. A. M., Estate of.....	Georgina.....	7	700
Parnell, Geo.....	Toronto.....	25	2,500
Paton, G., M.D.....	Corstorphshire, Scot.....	24	2,400
Peattie, Rev. Wm.....	Toronto.....	15	1,500
Pease, Mrs. C.....	Aurora.....	3	300
Peel, Thos.....	London.....	4	400
Peters, Jno.....	do.....	5	500
Playfair, John S.....	Toronto.....	75	7,500
Porter, Geo.....	do.....	12	1,200
Patton, Miss A. C.....	Billing's Bridge.....	6	600
Perram, Mrs. M. A.....	Toronto.....	15	1,500
Paterson, P., Governor, Boulton, L. H., Manager, in trust.....	do.....	42	4,200
Patton, Miss M. L.....	Lichfield, Eng.....	8	800
Pellatt & Osler, in trust.....	Toronto.....	100	10,000
Quin, Rev. J. C.....	Port Dover.....	8	800
Ramsay, Wm.....	Toronto.....	150	15,000
Rannie, Jno.....	do.....	100	10,000
Reid, Jno. Young.....	do.....	15	1,500
Riddell, A. F.....	Montreal.....	15	1,500
Riddell, A. F., Tutor.....	do.....	15	1,500
Rogers, J. H.....	Toronto.....	40	4,000
Rose, G. M.....	do.....	7	700
Ross, A. J.....	do.....	37	3,700
Ross, Mrs. A.....	do.....	2	200
Rowland, T. M.....	Niagara.....	94	9,400
Roy, A. K., in trust.....	Toronto.....	18	1,800
Rutherford, E. H.....	do.....	26	2,600
Rea, D., sen., in trust.....	Montreal.....	25	2,500
Roe, Major-Gen. John.....	Toronto.....	10	1,000
Sauanders, B., Seels, Mrs. E., Trustees for J. H. Seels.....	Barrie.....	27	2,700
Symons, J. T.....	Yorkville.....	1	100
Scott, Mrs. A.....	Peterboro'.....	25	2,500

Federal Bank of Canada—Continued.  
(Banque Fédérale du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Shields, Wm.....	Aurora.....	4	400
Sankey, Mrs. M.....	Toronto.....	10	1,000
Shepherd, R. W., sen.....	Montreal.....	50	5,000
Shepherd, R. W., jun.....	do.....	13	1,300
Sinclair, A.....	Windsor.....	9	900
Sibley, Mrs. M. L.....	Detroit.....	100	10,000
Skinner, Miss H., Estate of.....	Toronto.....	10	1,000
Smith, R. H.....	Aurora.....	7	700
Smith, And., V.S.....	Toronto.....	196	19,600
Smith, L. H.....	Strathroy.....	15	1,500
Smith, L. W.....	Toronto.....	15	1,500
Smith, J. B.....	do.....	15	1,500
Smith, J. F., Trust.....	do.....	3	300
Sparrow, W. H.....	do.....	15	1,500
Steiner, N. L.....	do.....	75	7,500
Stewart, John.....	Aurora.....	5	500
Strange, F. W., M.D. (80 per cent. due on 15 shares).....	Toronto.....	35	2,300
Strathy, G. W.....	do.....	18	1,800
Strathy, H. H.....	Barrie.....	150	15,000
Strathy, J. A., Trust.....	do.....	32	3,200
Strathy, J. B.....	London.....	82	8,200
Strathy, H. H., Trust.....	Barrie.....	6	600
Scott, Mrs. Janet.....	Delhi.....	8	800
Strathy, J. A.....	Barrie.....	50	5,000
Stanton, Mrs. J.....	Toronto.....	30	3,000
Strathy, H. S.....	do.....	460	46,000
Shewan, M.....	do.....	5	500
Strathy, A., Estate of.....	do.....	52	5,200
Thorburn, Miss C.....	Yorkville.....	1	100
Thorburn, Miss M.....	do.....	1	100
Strathy, H. S., in trust.....	Toronto.....	1102	110,200
Thomson, Jas. (\$400 due on 12 shares).....	Woodbridge.....	37	3,300
Thompson, R.....	Toronto.....	121	12,100
Thomas, M. A.....	do.....	30	3,000
Tice, G. F. A.....	Campbellford.....	3	300
Torrance, Rev. E. F., in trust.....	Peterboro.....	22	2,200
Torrance & Dillon.....	Montreal.....	50	5,000
Torrance, Geo. W.....	Toronto.....	50	5,000
Torrance, Miss M. W. (5 per cent due).....	Montreal.....	25	1,250
Toronto Stock Exchange.....	Toronto.....	20	2,000
Thacker, Maj. Gen. J.....	do.....	70	7,000
Rae, G. M., and J. F. Smith, Trustees.....	do.....	44	4,400
Treble, J. M., in trust.....	do.....	4	400
Treble, John M.....	do.....	32	3,200
Treble, John M., in trust.....	do.....	16	1,600
Thomas, W. M.....	Lyster.....	15	1,500
Townsend, J.....	Toronto.....	4	400
Turner, F. E. T. (5 per cent. due on 20 shares).....	do.....	60	5,000
Vannostrand, J.....	Aurora.....	25	2,500
Walton, Mrs. M.....	Kettleby.....	9	900
Wells, Jos.....	Eversley.....	5	500
Wells, Mrs. E.....	do.....	4	400
Wells, Mrs. M. A.....	Aurora.....	8	800
Whetter, R.....	London.....	10	1,000
Willis, B.....	King.....	5	500
Wilson, Miss A.....	Sandwich.....	5	500
McGuaig, M., Executor.....	Vankleek Hill.....	10	1,000
Wilson, J.....	London.....	30	3,000
Wood, Rev. Wm.....	Port Rowan.....	42	4,200
Wright, Geo. (40 per cent. due on 5 shares).....	Toronto.....	15	1,300

Federal Bank of Canada—*Concluded.*(Banque Fédérale du Canada—*Fin.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Wright & Durand.....	London .....	15	\$ 1,500
Yarker, G. W., Manager, in trust.....	Toronto.....	10	1,000
Young, Rev. G. P.....	do .....	80	8,000

Certified.

H. S. STRATHY, *Cashier.*

THE FEDERAL BANK OF CANADA,  
TORONTO, 17th February, 1882.

BANK OF OTTAWA.  
 -----  
 (BANQUE D'OTTAWA.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Allan, Geo.	Hull	1
Addison, Frances, Mrs.	Ottawa	2
Allen, James.	New Edinburgh	20
Adamson, James	Ottawa	35
Arnold, George	Bell's Corners	5
Aldous, Montague	Ottawa	5
Bate, H. G.	do	15
Bancroft, Amos	do	28
Bangs, C. W.	do	3
Ballantyne, Thomas	do	5
Barnet, Alexander	Renfrew	70
Ballantyne, James	Ottawa	10
Bate, H. N.	do	162
Bate, C. T.	do	226
Bearman, J. F.	Nepean	5
Blackburn, R.	New Edinburgh	101
Blackburn, Mrs. Mary Ann	do	48
Birkett, Thomas	Ottawa	1
Bourgeau, A	Aylmer	37
Bowden, R	Wright	3
Borbridge, S. & H.	Ottawa	5
Bryson, Hon. Geo	Fort Coulonge	500
Bryson, Miss Jennie	do	25
Bryson, Wm. James	do	25
Brunet, Rev. A.	Portage-du-Fort	3
Burland, G. B.	Montreal	10
Bryson, Geo., jun	Fort Coulonge	25
Bryson, John	do	25
Cameron, Mrs. Catherine	Ottawa	10
Campbell, R.	Eganville	10
Carswell, James	Renfrew	10
Church, Sylvia C.	Aylmer	10
Church, C. M., M.D.	do	15
Church, G., jun	Chelsea	10
Okurch, Hon., L. R.	Montreal	136
Church, S.	Chelsea	10
Church, P. H., Estate of	Aylmer	20
Church, Mrs. F. H. V.	do	5
Conroy, R. H.	do	12
Church, Mrs. F. H. V., Tutrix	do	5
Christie, Alexander, Estate of	Ottawa	50
Christie, A. J., Trustee	do	15
Christie, Mrs. M. L.	do	5
Cowley, D. K.	do	20
Clemow, Francis	do	17
Cosgrove, John	Buckingham	10
Cream, Wm.	Quebec	20
Cox, James	Mattawa	1
Cunningham, Jas. F.	Ottawa	4
Currier, Mrs. F. A	do	4
Devine, Felix	Renfrew	1
Dillabough, Lemuel	Ottawa	3
Driscoll, Alfred	Aylmer	10
Driscoll, Eleanor C.	do	2
Durie, John S., Administrator	Ottawa	5



## Bank of Ottawa—Continued.

(Banque d'Ottawa—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Edwards, G .....	Thurso.....	10
Eastwood, D. S. ....	Ottawa.....	25
Edwards, G., Administrator.....	Thurso.....	50
Edwards, Alexander H.....	Rockland.....	11
Erskine, James.....	Clarence.....	10
Erskine, J. S.....	Cumberland.....	10
Eastwood, Miss Ann.....	Fort Coulonge.....	5
Feely, Wm.....	Hull.....	5
Fogarty, R.....	Aylmer.....	10
Francis, Jonathan.....	Pakenham.....	10
Fraser, A.....	Westmeath.....	270
Frost & Wood.....	Smith's Falls.....	2
Gamble, J.....	Cumberland.....	10
Garrett, Rev. Thomas.....	do.....	10
Gemmell, J. D.....	Almonte.....	25
Gilmour, Allan.....	Ottawa.....	100
Glen, Andrew.....	Pembroke.....	10
Goodwin, Mrs. Emma.....	Newcastle-on-Tyne.....	15
Gordon, Rev. D. M.....	Ottawa.....	28
Graham, C. E., M.D.....	Hull.....	52
Grant, H.....	Pembroke.....	10
Griffin, Mrs. M.....	Ottawa.....	10
Graham, Mrs. Mary.....	New Edinburgh.....	5
Harrington, Eric, for Estate D. McLachlin.....	Arnprior.....	10
Harrington, Eric, Executor.....	do.....	40
Hartney, James.....	do.....	5
Henderson, John.....	New Edinburgh.....	12
Hannum, Elizabeth.....	Ottawa.....	10
Hay, George.....	do.....	60
Heath, E.....	Clarendon.....	5
Henderson, Mrs. Mary.....	New Edinburgh.....	10
Higginson, Wm.....	Vankleek Hill.....	10
Hillman, E. W.....	Ottawa.....	5
Higginson, G. N.....	St. Paul, Minn.....	4
Hogg, W.....	Buckingham.....	2
Hodgins, John.....	Ottawa.....	50
Hubbell, James.....	Arnprior.....	45
Higginson, Thomas.....	Vankleek Hill.....	1
Hughes, M.....	Collfield.....	3
Hyde, H.....	Ottawa.....	10
Jouvent, Rev. L.....	France.....	15
Jamieson, Samuel.....	Buckingham.....	10
Judson, Mrs. Jane.....	Bristol.....	15
Keefer, T. C.....	Gloucester.....	50
Keefer, T. C., in trust.....	do.....	42
Kenny, Mrs. M., Estate of.....	Aylmer.....	10
Kenny, T. W.....	Ballinvilla.....	10
Kenny, Thomas.....	Ottawa.....	10
Kinnear, James.....	Kinnear's Mills.....	10
Laverdure, E. G.....	Ottawa.....	10
Lafontaine, A.....	Aylmer.....	55
Magee, C.....	Ottawa.....	50
Magee, C., Administrator.....	do.....	150
Magee, C., Administrator in trust.....	do.....	20
Manuel, John.....	do.....	43
Masson, A.....	do.....	20
Masson, H.....	Billings' Bridge.....	5
Mather, John.....	Keewatin.....	60
May, G.....	Ottawa.....	3
May, G. S.....	do.....	1
May, W. C.....	do.....	1

Bank of Ottawa—*Continued.*(Banque d'Ottawa—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Meadows, H.....	Ottawa.....	2
Millar, John.....	L'Orignal.....	20
Monk, A. B.....	Ottawa.....	5
Morgan, Ira.....	Metcalfe.....	10
Moxley, Sarah.....	Ottawa.....	1
Munro, John.....	do.....	10
Murphy, D.....	do.....	10
Murphy, J. L.....	Pembroke.....	43
Melville, Rev. A. H., Estate of.....	Spencerville.....	2
Murphy, D., in trust.....	Ottawa.....	20
McKenzie, Mrs. O.....	Almonte.....	4
Mackey, Cornelius.....	Marysville.....	20
McAndrew, John.....	Renfrew.....	5
McCallum, John.....	Six Portages.....	11
Macdonald, Wm.....	Hull.....	1
McDonald, Rev. Duncan.....	Creemore.....	5
McGillivray, Duncan.....	Dalkeith.....	5
McFaul, Daniel.....	Buckingham.....	7
McIntosh, Angus.....	Dunvegan.....	10
McKenzie, Mrs. Lizzie A.....	Ottawa.....	2
McKay, T.....	do.....	50
McLachlin, Claude.....	Arnprior.....	5
Maclaren, James.....	Buckingham.....	1,001
Maclaren, James & Williams, Executors.....	do.....	250
Maclaren, Rev. Alexander.....	Almonte.....	100
Maclaren, Rev. W.....	Toronto.....	56
Maclaren, James W.....	Buckingham.....	20
McLachlin, H. F., in trust.....	Arnprior.....	6
O'Dell, H. C.....	Ottawa.....	9
O'Dell, W. S.....	do.....	2
Pennal, Thomas, Estate of.....	Buckingham.....	10
Petrie, John.....	Bobcaygeon.....	15
Powis, H. Ward.....	Quebec.....	5
Perkins, W. Clark.....	Ottawa.....	7
Prentiss, T. B.....	Aylmer.....	43
Purvis, G. A.....	Portage-du-Fort.....	20
Ranscher, Rudolph.....	Ottawa.....	10
Rankin, Colin.....	Temiscamaingue.....	10
Rasicoe, M.....	Thurso.....	10
Reid, George.....	Portage-du-Fort.....	20
Robertson, John.....	Vankleek Hill.....	100
Roberts, John.....	Ottawa.....	5
Robinson, H.....	do.....	2
Robertson, Neil, Estate of.....	Arnprior.....	10
Robertson, John.....	Nepean.....	16
Ross, Rev. Walter.....	Carleton Place.....	10
Russell, Wm.....	Arnprior.....	5
Rosa, Joseph.....	Quebec.....	10
Shaw, Lydia T.....	Shawville.....	10
Scholfield, Mrs. Hannah.....	Ottawa.....	21
Sayer, R. H.....	Aylmer.....	20
Sawyer, W.....	Sawyersville.....	20
Sauvé, Dr. H. H.....	Buckingham.....	5
Shaw, Wm.....	Navan.....	20
Slater, R. N.....	Ottawa.....	24
Simmons, John.....	North Gower.....	5
Smith, James.....	Buckingham.....	11
Stewart, James.....	Renfrew.....	3
Stewart, Donald.....	do.....	5
Stewart, Peter S.....	do.....	3
Sippell, Mrs. Sarah.....	Montreal.....	10

Bank of Ottawa—*Concluded.*(Banque d'Ottawa—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS)	Residence	Shares. — (Actions.)
Stewart, George.....	Buckingham.....	12
Steckel, J. L. R.....	Ottawa.....	10
Storey, John.....	Quebec.....	5
Sumner, John.....	Carleton Place.....	5
Sweeney, James.....	Maniwaki.....	20
Sweetland, John, M.D.....	Ottawa.....	60
Smith, T. & C.....	do.....	25
Smith, Harry.....	Montreal.....	5
Stitt, Isabella Hay.....	Ottawa.....	5
Slater, Miss E. A.....	do.....	4
Slater, Mrs. Esther.....	do.....	4
Slater, R. N., Administrator.....	do.....	4
Thomson, Alexander.....	Forester's Falls.....	10
Wade, Miss Annie.....	Brockville.....	5
Walker, John.....	Hull.....	1
Waller, W. H., Executor.....	Ottawa.....	10
Whelan, J. T.....	Aylmer.....	10
Whyte, J. G.....	Ottawa.....	100
Williams, Caroline Mrs.....	Little Current.....	3
Wilson, F. J.....	Buckingham.....	31
Wilson, Mrs. C. S. B.....	do.....	83
Wilson, Mrs. C. S. B., in trust.....	do.....	21
Wilson, Mrs. C. S. B., in trust.....	do.....	21
Wilson, Mrs. C. S. B., in trust.....	do.....	4
	Total.....	6,000

GEO. BURN, *Cashier.*BANK OF OTTAWA,  
OTTAWA, 8th Feb., 1882

**STANDARD BANK OF CANADA.**  
**(BANQUE STANDARD DU CANADA.)**

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Allen, W. F. (part payment on 322 shares).....	Newcastle .....		\$ 15,110
Aldwell, T. D.....	Toronto .....	15	750
Armitage, J. R.....	Lucan .....	8	400
Ardage, J. A. (part payment on 22 shares).....	Barrie .....		855
Arnall, Alfred (part payment on 12 shares).....	do .....		435
Ault, Wellington (part payment on 12 shares)....	do .....		460
Armitage, Mrs. M.....	Lucan.....	3	150
Alger, Wm.....	Colborne.....	2	100
Allen, J. K.....	Newcastle.....	100	5,000
Ardagh, Mrs. K. A. (part payment on 12 shares)....	Barrie .....		440
Arnold, Rev. Robt.....	Fort Erie .....	15	750
Austin, Jas., and Bethune, R. H., in trust .....	Toronto .....	1,145	57,250
Bain, Rev. J.....	Markham .....	12	600
Binmore, John, Executors of late.....	Montreal .....	60	3,000
Burns, Mrs. H.....	Windsor .....	30	1,500
Burland, G. B.....	Montreal.....	112	5,600
Burk, H. W.....	Bowmanville.....	30	1,500
Bunting, B.....	Duffin's Creek.....	15	750
Boyce, S. A.....	Colborne.....	3	150
Burke, Mrs. E. J.....	do .....	8	400
Bennett, Humphrey.....	Barrie .....	15	750
Bickerstaff & Brother.....	Toronto .....	22	1,100
Bingham, Robt.....	Bradford.....	8	400
Brown Bros.....	Toronto.....	15	750
Bowles, Geo.....	Bradford.....	8	400
Bog, Thos., Executor .....	Pictou .....	21	1,050
Bowles, Jas.....	Bradford.....	15	750
Brown, D. S.....	Cannington .....	3	150
Brandon Bros.....	do .....	8	400
Bannerman, D.....	Bradford.....	8	400
Brown, Alex.....	Toronto .....	38	1,900
Bog, E. A.....	Campbellford .....	4	200
Barrett, Mrs. A. (part payment on 22 shares).....	Huntington, Que.....		820
Barker, Gilbert C.....	Pictou .....	8	400
Brodie, Mrs. A. J. H.....	Toronto .....	90	4,500
Burgess, Ralph K.....	do .....	64	3,200
Brien, Henry.....	New York .....	27	1,350
Blong, Mrs. Aldred .....	Doncaster .....	20	1,000
Burns, John.....	Toronto .....	150	7,500
Burns, Wm. S.....	Cannington.....	22	1,100
Bethune, R. H., in trust.....	Toronto .....	132	6,600
Bethune, Rev. C. J. S., in trust .....	Port Hope.....	7	350
Brodie, J. L.....	Toronto .....	15	750
Bailey, Thos.....	Strathroy .....	1	50
Baillie, James E.....	Toronto .....	64	3,200
Boulton, Mrs. C. H.....	do .....	25	1,250
Burridge, J. A. (part payment on 367 shares).....	Edinburgh, Scotland.....		14,080
Brydon, E. R.....	Toronto .....	1	50
Baines, W. J., and Boswith, A. R., in trust.....	do .....	3	150
Baines, W. J.....	do .....	2	100
Bosmer, Mrs. F. C.....	do .....	11	550
Buchan, Miss Erskine .....	do .....	12	600
Burton, Hon. G. W.....	do .....	12	600
Bethune, R. H., in trust.....	do .....	2	100
Cleghorn, J. P.....	Montreal .....	12	600

Standard Bank of Canada—Continued.  
(Banque Standard du Canada—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$
Cowan, John.....	Oshawa.....	200	10,000
Cummins, J. B., Executors of late.....		42	2,100
Currie, John (part payment on 22 shares).....	Oshawa.....		820
Cummins, Mrs. J. B.....	do.....	12	600
Chapman, J.....	Colborne.....	1	50
Colton, Wm. H.....	do.....	8	400
Clark, P. M.....	Toronto.....	3	150
Catto, John.....	do.....	3	150
Cumming, James.....	Montreal.....	45	2,250
Cummer, W. W.....	Newtonbrook.....	42	2,100
Cotter, W. H.....	Pictou.....	90	4,500
Cotter, Samuel.....	do.....	23	1,150
Coolidge, J. A.....	Demorestville.....	8	400
Campbell, J. A.....	Cannington.....	3	150
Crosby, Parker.....	Richmond Hill.....	15	750
Carlyle, Dr. James.....	Toronto.....	67	3,350
Cotter, Samuel J.....	Pictou.....	8	400
Cowan, W. F.....	Oshawa.....	200	10,000
Craig, Mrs. F. G.....	Mill Point.....	8	400
Cummer, Mrs. Margaret.....	Newtonbrook.....	5	250
Crooks, Mrs. E.....	West Flamboro.....	1	50
Cosins, Mrs. E. A.....	Toronto.....	4	200
Campbell, A. H., President, and A. H. Tomlinson, Manager, in trust.....	do.....	108	5,400
Cook, Mary.....	do.....	14	700
Cowan, R. J.....	Oshawa.....	50	2,500
Dick, D. B.....	Toronto.....	3	150
Denison, Miss E. B.....	do.....	9	450
Denison, W. G. (part payment on 12 shares).....	do.....		420
Dewson, Thomas.....	Bradford.....	45	2,250
Duck, Robert.....	do.....	8	400
Drifill, Thomas.....	do.....	15	750
Denison, G. T.....	Toronto.....	30	1,500
Dingman, Jaspur.....	Pictou.....	8	400
Davison, Andrew.....	do.....	5	250
Dow, Thos. (part payment on 30 shares).....	Windsor.....		1,150
Davis, John.....	Davisville.....	2	100
Deacon, Jos.....	Bradford.....	8	400
Dudley, Jos.....	London.....	8	400
Douglass & McNeice.....	Montreal.....	2	100
Denison, F. C. (part payment on 105 shares).....	Toronto.....		3,675
Dick, Mrs. Margaret Ann.....	do.....	6	300
Davis, Francis N.....	Davisville.....	5	250
Denison, F. C.....	Toronto.....	53	2,650
Edwards, E.....	Cannington.....	6	300
Eyre, John.....	Brighton.....	7	350
Eddis, E. H. E., in trust.....	Toronto.....	7	350
Farncombe, Fred.....	Newcastle.....	30	1,500
Farewell, Mrs. Jane.....	Bowmanville.....	15	750
Fitch, Mrs. H. A. (part payment on 70 shares).....	Toronto.....		2,580
Poster, Horace, Executors of late.....	Newcastle.....	15	750
Fuller, J. K.....	Colborne.....	14	700
Fuller, Right Rev. Dr.....	Hamilton.....	22	1,100
Fralick, Benjamin.....	Wroteret.....	8	400
Falconbridge, J. K.....	Bradford.....	15	750
Fox, Mrs. Lydia.....	Northport.....	8	400
Fox, Peter.....	do.....	59	2,950
Fox, John W.....	Pictou.....	7	350
Fisher, Irvine.....	Harriston.....	3	150
Farquhar, George.....	Toronto.....	30	1,500
Fox, Dorland.....	Pictou.....	7	350

## Standard Bank of Canada—Continued.

(Banque Standard du Canada—Suite.)

Names. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Fuller, Cynthia W.....	Colborne.....	4	\$ 200
Fitzgerald, R. C., in trust (part payment on 75 shares).....	Toronto.....		3,500
Fiskin, J. K.....	do.....	7	350
Fitzgerald, E.....	do.....	147	7,350
Fox, Phoebe M.....	Northport.....	8	400
Fox, J. W., in trust.....	do.....	16	800
Fulton, Michie & Co.....	Toronto.....	150	7,500
Frankland, H. R. & Bro.....	do.....	15	750
Fraser, Alex. R. (part payment on 12 shares).....	do.....		575
Franklin, Mrs. S.....	Streetsville.....	30	1,500
Ford, Mrs. Eliza B.....	Colborne.....	4	200
Fraser, Hon. C. F.....	Toronto.....	109	5,450
Gibson, Wm.....	Newcastle.....	12	600
Gibson, J. A.....	Oshawa.....	8	400
Gordon, J. K.....	Whitby.....	8	400
Grasett, Rev. Dean.....	Toronto.....	9	450
Gray, R. M.....	do.....	16	800
Gowan, J. R.....	Barrie.....	22	1,100
Goodwin, Wm.....	Bradford.....	8	400
Godson, A. W.....	Toronto.....	7	350
Gilmour, Jas.....	Lemonville.....	22	1,100
Gregory, John.....	Wingham.....	45	2,250
Garrick, Jas. (part payment on 90 shares).....	Queensville.....		4,200
Garrett, Jonathan.....	Pictou.....	15	750
Gibbs, T. N.....	Oshawa.....	60	3,000
Gibbs, W. H., in trust.....	Montreal.....	3	150
Gilbey, Margaret.....	Bradford.....	9	450
Goulding, George.....	Toronto.....	105	5,250
Gemmell, Alex.....	do.....	12	600
George, Jas. (part payment on 3 shares).....	do.....		45
Gimson, J. F.....	do.....	30	1,500
George, Miss I.....	do.....	10	500
Gilpin, O.....	do.....	75	3,750
Goodall, Jas.....	do.....	27	1,350
Gordon, Miss H. C.....	do.....	6	300
Greig, W. J. (part payment on 22 shares).....	Oshawa.....		800
George, Sarah Emma.....	Toronto.....	11	550
Gilmour, Elizabeth.....	do.....	52	2,600
Henderson, J. and E., in trust.....	do.....	100	5,000
Hayden, E.....	do.....	13	650
Hallett, Jas.....	Orono.....	15	750
Hackett, Alex.....	Oshawa.....	22	1,100
Hersan, Jas. (part payment on 16 shares).....	Toronto.....		625
Higginson, A. T.....	Montreal.....	15	750
Hickson, Jas.....	do.....	67	3,350
Hovey, A. H. (part payment on 60 shares).....	Toronto.....		1,800
Hodges, Hiram.....	Newcastle.....	15	750
Hyland, John.....	Oshawa.....	12	600
Hart, E.....	Colborne.....	1	50
Hall, Mrs. J. G. (part payment on 12 shares).....	Peterboro'.....		540
Halse, Mrs. I.....	Toronto.....	15	750
Hipwell, J. R. (part payment on 7 shares).....	Newtown Robinson.....		70
Hall, Edmund.....	Pentland.....	8	400
Hickson, Mrs. C.....	Montreal.....	45	2,250
Hamilton, James, Executor.....	Toronto.....	30	1,500
Hill, Catharine.....	Bond Head.....	3	150
Hawken, James (part payment on 4 shares).....	Toronto.....		160
Holston, Wm.....	Clarke.....	8	400
Hall, Ezra.....	Orono.....	15	750
Harrison, Miss Ann.....	Davisville.....	2	100

Standard Bank of Canada—Continued.  
(Banque Standard du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Houston, John.....	Cannington.....	10	\$ 500
Henderson, Christopher M. (part payment on 3 shares).....	Toronto.....		110
Hammond, Mrs. M.....	Hamilton.....	16	800
Hooper, Charles E.....	do.....	30	150
Inglis, Mrs. Jane.....	Toronto.....	3	1,500
Jamieson, R. C. (part payment on 150 shares).....	Montreal.....		5,250
Jamieson & Carroll.....	Toronto.....	8	400
Jackson, A.....	Wingham.....	8	400
Johæston, Jas.....	Cannington.....	8	400
Johnston, John.....	do.....	8	400
Junkin, Wm.....	do.....	6	300
Jones, W. H.....	Ottawa.....	12	600
Jones, Burrely.....	Toronto.....	6	300
Jones, Anson, in trust.....	do.....	26	1,300
Jones, Anson.....	do.....	54	2,700
King, W. L.....	Colborne.....	2	100
King, Adam.....	do.....	3	150
Koch, J.....	Markham.....	22	1,100
Kilkenney, Thomas.....	Bradford.....	8	400
Kent, Sextus.....	Wingham.....	60	3,000
Keller, Charles C.....	Cannington.....	15	750
Kerr, James.....	Bradford.....	6	300
Keith, Margaret McGregor.....	Colborne.....	3	150
Keith, Julia.....	do.....	2	100
Kerr, John.....	Toronto.....	60	3,000
Kerr, John, in trust.....	do.....	33	1,650
Kelly, John B.....	Hamilton.....	12	600
Kemp, John, Manager, and L. Bolston, Accountant, in trust.....	Toronto.....	50	2,500
Kersteman Bros., Trustees.....	do.....	30	1,500
Kirkpatrick, G. B.....	do.....	5	250
L'African, George.....	Montreal.....	15	750
Lawrie, James.....	Scarboro.....	45	2,250
Lount, Hiram, Executors of late.....	Barrie.....	15	750
Leech, W. H. and Joseph.....	Bluevale.....	8	400
Leech, James.....	Gorrie.....	22	1,100
Lambert, R. G. (part payment on 12 shares).....	Harriston.....		510
Lumsden, George.....	Newcastle.....	27	1,350
Lundy, John James.....	Peterboro'.....	50	2,500
Leys, John, jun.....	Toronto.....	3	150
Loudon, J. S. (part payment on 7 shares).....	Harriston.....		175
Leach, Hugh, in trust.....	Toronto.....	150	7,500
Lockhart, Elizabeth M.....	Quebec.....	136	6,800
Larke, Charles, jun.....	Colborne.....	4	200
Moat, Robert, in trust.....	Montreal.....	100	5,000
Martyn, J. P.....	St. Thomas.....	6	300
Michie, James.....	Toronto.....	45	2,250
Milligan, Mrs. M.....	Clarke.....	45	2,250
Morris, M., Executors of late.....	Oshawa.....	15	750
Masson, Wm.....	Whitby.....	45	2,250
Morgan, T. and G.....	Markham.....	22	1,100
Maguire, Mary.....	Bowmanville.....	3	150
Murphy, John and Bro.....	Bradford.....	15	750
Morton, G. D., M.D.....	Toronto.....	214	10,700
Mead, John.....	do.....	8	400
Meiklejohn, Alex. (part payment on 106 shares).....	Harriston.....		3,900
Milne, David, Executors of late.....	Paisley.....	3	150
Maughan, Jos.....	Owen Sound.....	8	400
Morrison, Agnes.....	Cannington.....	8	400
Miller, John.....	Valentine.....	22	1,100

## Standard Bank of Canada—Continued.

(Banque Standard du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Munro, R. H. R.	Toronto	15	\$ 750
Martin, C. E., M.D.	do	30	1,500
Miller, Thomas	Newcastle	22	1,100
Middleton, James	Markham	26	1,300
MacNab, Mrs. E. S.	Toronto	24	1,200
Martins, Maggie O.	do	45	2,250
Montague, Thos	Newcastle	60	3,000
Michie, Geo. & Co.	Toronto	30	1,500
Michie, Jas., in trust for A. D. Michie	do	45	2,250
Michie, Jas., in trust for J. C. M. Michie	do	66	3,300
Michie, Jas., in trust for S. M. Michie	do	24	1,200
Michie, Jas., Executors for Mrs. H. E. Spragge	do	56	2,800
Michie, Jas., Executors and Trustees, in trust for Mrs. M. W. Harman	do	68	3,400
Michie, Jas., Executors and Trustees, in trust for Wm. Morris	do	56	2,800
McMillan, Malcolm	Bowmanville	38	1,900
McMillan, John	do	15	750
McNaughton, John	Newcastle	5	250
McTavish, M. E. J.	Colborne	3	150
McLean, A. F., Executors of late	Toronto	13	650
McMurtry, S.	Bowmanville	45	2,250
McMichael, A., M.D.	Gorrie	15	750
McDougall, John	Cannington	6	500
McDonald, Alex.	do	6	300
McKay, Donald	do	3	150
McDonald, Hector	do	1	50
McEachren, D.	do	8	400
McCartney, Mrs. Ann	Bradford	2	100
McLachlan Bros. & Co.	Montreal	57	2,850
McLean, Neil	Toronto	61	3,050
McMillan, T. H. (part payment on 20 shares)	Oshawa	7	775
McFarren, Mrs. M.	Toronto	7	350
McMillan, Jas.	Bowmanville	15	750
McDonald, Sir Jas.	Toronto	30	1,500
McHardy, Chas	Goderich	30	1,500
Nelson, H. A.	Montreal	30	1,500
Niles, W. H., Executors of late	Colborne	8	400
Neelauds, John	Wingham	12	600
Nakes, Richard	Southampton	3	150
Nordheimer, S.	Toronto	57	2,850
Nicol, G. D.	do	9	450
Orme, Jas. A., Executors of late	Arkona	8	400
O'Brien, Henry	Toronto	7	350
Osler, Mrs. E. B., Trustees for (part payment on 30 shares)	do		1,150
O'Rielly, Chas., M.D.	do	57	2,850
O'Rielly, Chas., M.D., in trust (part payment on 55 shares)	do		1,940
Pellon, W. H.	Liverpool, Eng.	8	400
Pringle, Wm	Orono	15	750
Potts, C. G.	Brooklin	12	600
Patton, Mrs. M. M.	Toronto	9	450
Patton, Miss H. L.	do	13	650
Paterson, Mrs. Ann J.	Owen Sound	22	1,100
Paterson, Robt., Executors of late	do	22	1,100
Poyser, Wm.	Bradford	8	400
Porte, Jonathan A.	Picton	8	400
Palmatier, Zech	Milford	8	400
Powell, A. B. & Co.	London	15	750
Proctor, G. R.	Cannington	12	600



## Standard Bank of Canada—Continued.

(Banque Standard du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Pope, Mrs. N. W.	Newcastle	48	2,400
Phillips, Jas.	Toronto	30	1,500
Payne, Mrs. S. A.	Colborne	20	1,000
Purser, Samuel, in trust.	Cobourg	8	400
Purser, Samuel.	do	15	750
Purser, Samuel, in trust for M. P.	do	19	950
Reid, Wm.	Clarke	8	400
Rice, John.	Whitby	8	400
Robson, J. J.	Newcastle	55	2,750
Ruddock, Richard.	Orono	30	1,500
Robinson, R. M. (part payment on 12 shares).	Wingham		440
Ross, Richard.	Gorrie	8	400
Ross, Alex.	Cannington	8	400
Robertson, James (part payment on 34 shares).	Montreal		1,315
Ruddock, John.	Bowmanville	16	800
Robinson, James.	Markham	22	1,100
Ramsay, Wm.	Toronto	193	9,650
Rose, G. McLean.	do	57	2,850
Rowse, H.	do	3	150
Rhodes, Mrs. P. I.	Montreal	21	1,050
Reid, Richard.	Bowmanville	15	750
Raikes, Walter.	Barrie	30	1,500
Routh, E. T.	Toronto	30	1,500
Roach, Geo.	Hamilton	22	1,100
Reid, G. P., in trust.	Pictou	6	300
Reid, George P.	do	98	4,900
Scougall, James.	Colborne	4	200
Smillie, W. C.	Poughkeepsie	57	2,850
Snell, T., jun.	Strathroy	3	150
Steele, Mrs. H.	Oshawa	22	1,100
Stanley, J. A., Executors of late	Lucan	16	800
Stephens, Jonathan.	Bowmanville	15	750
Stevens, Darwin.	Hawkesbury	15	750
Sparrow, George (part payment on 4 shares).	Toronto		155
Strathy, H. H.	Barrie	20	1,000
Scanlon, Mark	Bradford	30	1,500
St. Clair, W. and J.	Bond Head	15	750
Scott & Graham.	Bradford	15	750
Spink, Wm.	Thorold	7	350
Strong, G.	Gorrie	8	400
Sims, Mrs. Elizabeth.	Toronto	10	500
Scarf, John	Harriston	8	400
Stewart, J. D.	Russelldale	5	250
Simmons, B. L.	Colborne	26	1,300
Storey, Benjamin.	Pictou	8	400
Sinclair, Mary	Cannington	9	450
Shipman, George.	do	6	300
Sharp, John.	do	18	900
Sproul, James.	do	6	300
Stirling, Mrs. Jane.	Richmond Hill	15	750
Shepard, Joseph.	Lansing	7	350
Tattersall, Mrs. Jesse.	St. Augustin, N. Y.	8	400
Saylor, A. H.	Pictou	7	350
Shuter, J.	Thornhill	23	1,150
Strathy, John A., in trust	Barrie	22	1,100
Square, John.	Mitchell	10	500
Sutherland, Mrs. E.	Toronto	4	200
Soules, George, Executors of late.	Richmond Hill	20	1,000
Shuter, James, in trust.	Thornhill	5	250
Swinyard, Thomas (part payment on 30 shares).	Toronto		1,100
Sanderson, Mrs. C. W.	do	15	750

Standard Bank of Canada—*Concluded.*(Banque Standard du Canada—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant)
			\$
Strathy, J. R.....	Toronto .....	15	750
Strathy, H. S., in trust.....	do .....	2,098	104,900
Smart, John.....	Port Hope .....	20	1,000
Treleaven, John.....	Newcastle.....	9	450
Todd, A. T.....	Toronto.....	237	11,850
Taylor, Wm. (part payment on 121 shares).....	Woodbridge.....		5,740
Thomas, John.....	Markham.....	2	100
Thompson, John.....	Strathroy.....	17	850
Tamblyn, W. H.....	Oshawa.....	50	2,500
Triss, Sarah.....	Toronto.....	45	2,250
Thompson, Mrs. A.....	Pennville.....	15	750
Taylor, R. N.....	Elder's Mills.....	24	1,200
Taylor, T. W.....	Toronto.....	21	1,050
Taylor, Samuel.....	do .....	60	3,000
Taylor, E. H.....	Halifax.....	15	750
Tyrwhitt, B.....	Bradford.....	15	750
Vicars, Rev. J.....	Cannington.....	3	150
Walls, James.....	Newcastle.....	22	1,100
Walls, Colin.....	do .....	8	400
Wallbridge, A. F.....	do .....	20	1,000
Waddell, John.....	Orono.....	15	750
West, John, Executors of late (part payment on 22 shares).....	Oshawa.....		820
Weatherald, James, Executors of late.....	Pickering.....	30	1,500
Whyte, Paul.....	Lancaster.....	15	750
Williams, R. S.....	Toronto.....	12	600
Wilnot, Samuel.....	Newcastle.....	5	250
Woods, John.....	Toronto.....	22	1,100
Woon, Miss E.....	Oshawa.....	12	600
West, J. W.....	Lambton Mills.....	30	1,500
Willson, Benj., Executor of Estate of R. H. Willson.....	Wingham.....	8	400
Waring, Thomas, Executors of late.....	Pictou.....	6	300
Wilbanks, John.....	do .....	5	250
Webb, G. W.....	Colborne.....	57	2,850
Wilson, Stewart.....	Pictou.....	50	2,500
Way, Wm.....	Cannington.....	3	150
Wait, Isaac N.....	Pictou.....	15	750
Willson, Benjamin.....	Wingham.....	30	1,500
Wellstead, S. J.....	London.....	15	750
Woon, John O.....	Oshawa.....	23	1,150
Wilson, Hugh (part payment on 33 shares).....	Mount Forest.....		1,155
Woods, Michael (part payment on 22 shares).....	Toronto.....		785
Wyd, Frederick.....	do .....	30	1,500
Wright, John.....	do .....	30	1,500
Wickens, Richard.....	do .....	50	2,500
Young, James.....	do .....	20	1,000
Young, Rev. W. C.....	do .....	16	800
Baines, W. & C.....	do .....	5	250
Pellatt & Osler.....	do .....	19	950
Home Savings and Loan Co.....	do .....	793	39,650
		13,322	744,580

Total subscribed Shares, 15,292, at \$50—\$764,600—Capital subscribed.

Certified correct.

STANDARD BANK,  
TORONTO, 14th February, 1882.J. L. BRODIE, *Cashier.*

BANK OF MONTREAL  
(BANQUE DE MONTRÉAL.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Abbott, Hon. J. J. C .....	Montreal.....	76
Abbott, Hon. J. J. C., Executor of late Mrs. Clowder.....	do .....	40
Abbott, Harry, and Wife, in trust.....	Brockville.....	26
Acadia Fire Insurance Co.....	Halifax, N.S.....	100
Adams, (C.B) George .....	England.....	200
Adams, Francis.....	Montreal.....	4
Adams, Gideon.....	Cornwall.....	7
Adams, Henry.....	Whitby.....	13
Adams, James D.....	Montreal.....	12
Adams, Joel.....	Cornwall.....	9
Adams, John.....	do .....	6
Adams, William.....	do .....	6
Adams, Miss Mary C.....	Montreal.....	30
Adams, Miss Hilda E.....	do .....	2
Aird, Charles.....	Scotland.....	5
Aird, Thomas.....	do .....	5
Aird, Thomas, Executor.....	do .....	3
Aird, John.....	do .....	3
Aird, Mrs. Mary.....	Montreal.....	5
Aird, James, in trust.....	do .....	5
Aitken, Alexander M.....	England.....	90
Aitken, Mrs. Mary.....	Scotland.....	10
Aitken, Miss Agnes.....	do .....	19
Alcorn, Samuel.....	Toronto.....	125
Alexander, Charles.....	Montreal.....	5
Alexander, Robert.....	St Johns, Newfoundland.....	12
Alexander, Mrs. Elizabeth.....	Malbair.....	6
Allan, Andrew, W. Rae and F. Mackenzie, Trustees.....	Montreal.....	30
Allan, Sir Hugh.....	do .....	44
Allen, Charles E.....	Quebec.....	120
Allison, Miss Harriet.....	Halifax, N.S.....	5
Almon, Lewis J.....	St. John, N.B.....	7
Anderson, Mrs. Jane.....	Montreal.....	14
Anderson, Robert.....	do .....	225
Anderson, Rev. Wm.....	do .....	17
Anderson, Miss S. H.....	do .....	13
Anderson, Mrs. Elizabeth.....	Kemptville.....	16
Anderson, Thomas.....	Hudson's Bay Co.....	4
Anderson, Patrick, Executors of.....	England.....	26
Anderson, Alexander, M.D.....	do .....	16
Anderson, James.....	Scotland.....	15
Anderson, John.....	do .....	15
Anderson, John, jun.....	do .....	15
Anderson, Archibald.....	Ireland.....	4
Andrews, Frederick W., in trust.....	Quebec.....	5
Andrews, Henry O.....	England.....	320
Andrews, Alfred.....	Fournierville.....	2
Annuity Fund Society of the Bank of Montreal... do .....	do .....	152
Apps, Charles O.....	Brantford.....	11
Archibald, Henry, in trust for H. Frothingham..	Montreal.....	20
Archibald, Henry, in trust for E. N. Frothingham	do .....	10
Archibald, Hon. A. G.....	Halifax, N.S.....	50

Montreal Bank—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares (Actions.)
Armour, John F .....	Windsor.....	3
Armour, Robert.....	Hamilton.....	3
Armour, Robert, Executors and Trustees of, in trust.....	Montreal.....	7
Armour, Robert, Executors and Trustees of.....	do.....	2
Armstrong, Miss Ann.....	do.....	4
Armstrong, Mrs. Mary.....	do.....	6
Armstrong, Louis.....	do.....	24
Armstrong, Rev. G. M.....	St. John, N. B.....	20
Armstrong, George.....	Montreal.....	3
Arnoldi, Miss Amelia.....	do.....	10
Arnott, Mrs. Mary S.....	do.....	9
Arnton, John J.....	do.....	225
Atkinson, Mrs. Ruby.....	Ulverton.....	3
Atkinson, John.....	Montreal.....	43
Atkinson, Rev. C. S., and others.....	England.....	25
Audy, Jacques R., and wife, Tutors.....	Ottawa.....	18
Auld, John.....	Montreal.....	4
Auld, Charles.....	do.....	4
Auld, William C.....	do.....	4
Auld, Robert S.....	do.....	4
Auld, Mrs. Cath. E.....	do.....	4
Auld, Miss Margaret.....	Scotland.....	26
Auld, Samuel.....	New York.....	7
Aussem, Mrs. Eliz., Executors of, in trust.....	Lachine.....	21
Austin, Hugh M.....	Chambly.....	30
Austin, James, and R. H. Bethune, in trust.....	Toronto.....	16
Austin, Fred. M.....	Cobourg.....	3
Aylwin, Mrs. Ann, Executors of.....	Montreal.....	5
Bailey, Henry.....	do.....	62
Bailey, Henry, in trust for his wife.....	do.....	18
Bailey, Wilfred.....	do.....	18
Bain, Rev. James.....	Scarboro.....	2
Bain, Rev. William.....	Perth.....	6
Baker, Mrs. A. O.....	Waterbury, Vt.....	17
Baker, Thomas.....	Hamilton.....	39
Baker, John C., Executors of.....	Stanbridge.....	25
Baker, William H.....	Wales, Ont.....	10
Baldwin, Rev. M. S.....	Montreal.....	5
Baldwin, Miss Augusta.....	do.....	8
Baldwin, Edgar, Absentee, J. Macintosh, Curator.....	do.....	10
Balfour, Rev. Andrew.....	Coaticooke.....	6
Balfour, Rev. Andrew J.....	Hatley.....	5
Balleine, George.....	Jersey, G. B.....	30
Balsillie, John.....	Red River.....	37
Balzaretti, Mrs. M. E.....	Quebec.....	6
Bancroft, Rev. Charles, Tutor.....	Knowlton.....	2
Banks, Miss Mary F.....	Montreal.....	3
Bannerman, George.....	Red River.....	6
Bannerman, Alex., jun.....	Fort Garry.....	1
Baptist, Alex.....	Three Rivers.....	92
Baptist, Mrs. Isabella.....	do.....	66
Baptist, John.....	do.....	6
Baptist, John, Executor of Mrs. M. J. Baptist.....	do.....	38
Baptist, Alex., Tutor.....	do.....	4
Baptist, Mrs. Flora M.....	do.....	3
Barbeau, Edmond J.....	Montreal.....	2
Barbeau, Edmond J., Executor of late G. E. Clerk.....	do.....	30
Barbeau, Henry, in trust for P. Doherty.....	do.....	2
Barclay, John.....	Carillon.....	35
Barnston, Miss F. S. F.....	Montreal.....	5

**Bank of Montreal—Continued.**  
**.(Banque de Montréal—Suite.)**

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Barnston, George.....	Montreal.....	65
Barnston, Miss Jane M.....	do .....	5
Barnston, Miss Margaret.....	do .....	7
Barr, John, Executors and Trustees of M.D.....	do .....	32
Barr, William, and others, Trustees of for Cobourg Lodge 136 I.O.O.F.....	Cobourg .....	2
Barrett, Mrs. Mary A. E.....	England .....	335
Barrett, S. S. M. William.....	do .....	50
Barron, Frederick Wm., Trust.....	Gore's Landing .....	1
Bastien, Auguste.....	Hudson Bay Co .....	1
Bâte, Albert.....	Dunnville.....	15
Bâte, Henry J.....	do .....	7
Bâzin, Miss Marie F.....	Quebec .....	13
Beanfield, Miss Ann J.....	Montreal.....	32
Becher, Francis G.....	Ottawa .....	7
Beechey, Miss Augusta.....	England.....	4
Belanger, Horace.....	Hudson Bay Co.....	11
Bell, Archibald.....	do .....	25
Bell, David.....	Lévis .....	7
Bell, Edwin.....	England .....	6
Bell, Miss Mary.....	Carleton Place.....	3
Bell, Miss Susan.....	Montreal.....	18
Bell, Samuel.....	do .....	12
Bell, Joshua A.....	do .....	7
Bellaïrs, Walter G.....	(Dead) .....	15
Belleau, Sir Narcisse F.....	Quebec .....	100
Bellingham, Mrs. A.....	Castle Bellingham.....	11
Bennetts, Francis.....	Lennoxville.....	1
Bennetts, Francis K.....	Ottawa .....	1
Benny, Walter, Executors of.....	Montreal.....	20
Benny, Miss Sophia.....	Daillebout .....	20
Benny, Miss Margaret N.....	do .....	20
Benny, Miss Christiana.....	do .....	20
Benny, Miss Selina.....	do .....	20
Benny, James, sen., Executors of.....	do .....	40
Benny, Walter N.....	do .....	20
Benson, Mrs. Mary A.....	do .....	15
Beresford, Benjamin, Executors of.....	do .....	13
Bethune, Meredith B.....	Montreal.....	7
Bew, Mrs. Sarah M.....	Quebec .....	8
Bigwell, Miss Harriet.....	Colbourne .....	2
Bigelow, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	31
Bigelow, Miss Mary A., in trust.....	do .....	18
Billett, Mrs. Marion R.....	Aylmer .....	1
Billings, Mrs. Helen M.....	Toronto.....	8
Binmore, Mrs. Jane G.....	Montreal.....	6
Binmore, Mrs. Elizabeth.....	do .....	15
Binmore, John, Executors and Trustees of.....	do .....	6
Bird, Mrs. Sarah.....	England.....	50
Birss, John, in trust.....	Toronto.....	2
Bissett, Mrs. Jane.....	Montreal.....	20
Black, Miss Celia H.....	Halifax, N.S.....	6
Black, William.....	Quebec .....	2
Black, Rev. William.....	Scotland.....	20
Black, Misses Mary and C.....	Cobourg .....	2
Black, Martin P.....	Halifax, N.S.....	50
Black, Andrew.....	Cobourg .....	8
Black, William L.....	Halifax, N.S.....	40
Blackader, William B.....	Montreal.....	1
Blackburn, Malcolm, Tutor.....	Chateau Richer.....	6
Blackier, Miss Flora M.....	Ireland.....	12

Bank of Montreal—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Blackwell, Charles.....	Montreal.....	2
Blackwood, Margaret J.....	do.....	75
Blackwood, Robert.....	Martintown.....	15
Blair, Robert C., M.D.....	Chicoutimi.....	4
Blair, Hugh P.....	St. Alexis.....	4
Blair, David.....	do.....	4
Blair, Louis G.....	Montreal.....	10
Blatherwick, Thomas, S.S.M.....	England.....	6
Bleakley, John H. Y.....	Montreal.....	10
Bompas, George O.....	England.....	6
Bond, John B.....	Montreal.....	25
Borton, Capt. Alfred John, 69th Regt.....	England.....	15
Borton, Arthur, Major-General.....	do.....	4
Boswell, Miss Mary.....	Quebec.....	18
Boswell, Albert.....	do.....	5
Boswell, St. George.....	do.....	5
Boswell, Wm., M.D., Executors and Trustees of. Boswell, Arthur R., and Rev. Henry Anston, Trustees.....	do.....	45
Botterell, Rev. Edmund.....	Toronto.....	1
Botterell, John H.....	Montreal.....	3
Boulton, Miss Harriet.....	do.....	8
Bourinot, Hon. John.....	Cobourg.....	4
Bouthillier, Henri A.....	Sydney, C.B.....	20
Bouthillier, Charles F.....	Montreal.....	32
Boutin, Mrs. Marie E.....	do.....	33
Bonvier, Joseph.....	Sorel.....	5
Bovey, Mrs. Emily J. B.....	Hudson's Bay Co.....	2
Bowes, James, Tutor.....	Montreal.....	10
Bowen, Miss Alicia C. A.....	do.....	5
Bowen, Miss Mary S.....	Quebec.....	2
Bowden, John, Tutor, and Robert G. Brown, Sub-Tutor.....	do.....	2
Boxer, Mrs. Harline.....	Montreal.....	8
Boyd, Miss Agnes.....	England.....	15
Boyd, Mrs. Janet.....	Montreal.....	7
Boyd, Mrs. Martha.....	do.....	7
Boyd, William.....	Franklin Centre.....	13
Boyle, Mrs. Isabella.....	Kilmarnock.....	3
Bradburn, Thomas.....	Quebec.....	17
Bradshaw, James F., late.....	Peterboro'.....	40
Bradshaw, Mrs. M. T., Tutrix.....	do.....	1
Brady, William H.....	Quebec.....	105
Braithford, Rev. Wilson.....	Montreal.....	10
Braithwaite, Mrs. Mary, Executors of.....	England.....	35
Braithwaite, Rev. Joseph, Executor of.....	Montreal.....	48
Bramley, Thomas C.....	do.....	69
Brass, William.....	Kingston.....	5
Bray, Mrs. Isabella, Executors of, in trust for A. Coxhead.....	Hudson's Bay Co.....	8
Bray, Mrs. Isabella, Executors of, in trust for T. Coxhead.....	Montreal.....	2
Breland, Pascal.....	do.....	13
Bremner, Miss Eliza G.....	Red River.....	30
Bremner, James J., and John Doull, in trust.....	Scotland.....	6
Bretnor, Enoch.....	Halifax, N.S.....	13
Britton, Byron M.....	Rockford, Ill.....	3
Brocklebank, Mrs. Ann.....	Kingston.....	8
Brookfield, William H.....	Montreal.....	40
Brown, Miss Mary McB.....	Halifax, N.S.....	4
Brown, Miss Eliza L.....	Scotland.....	3
	do.....	2

Bank of Montreal—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Brown, Mrs. Agnes.....	Kilmarnock.....	5
Brown, Magnus.....	Red River.....	65
Brown, William, and E. Smith, in trust.....	Quebec.....	9
Brown, William H.....	do.....	3
Brown, Thomas.....	Scotland.....	12
Brown, Rev. Frederick, M.A.....	England.....	16
Brown, James, Executor late Thomas Boyd.....	do.....	20
Brown, Thomas A.....	Halifax, N.S.....	10
Brown, Mrs. Alice S. H.....	Iron Hill.....	2
Brown, Robert.....	Montreal.....	50
Browne, Daniel M.....	Halifax, N.S.....	5
Browning, J., Executor late Mrs. M. MacDonald.....	Montreal.....	12
Bruce, John.....	Red River.....	4
Bruce, Rev. George.....	do.....	7
Buchanan, Mrs. C. L. C.....	Quebec.....	7
Buchanan, Mrs. Agnes.....	Montreal.....	16
Buchanan, W. J., and H. Mackenzie, in trust.....	do.....	7
Buckley, Mark A.....	Halifax, N.S.....	5
Budd Rev. Henry.....	Red River.....	10
Budden, William H.....	Quebec.....	2
Buell, Mrs. Margaret S.....	Brockville.....	39
Buell, Andrew N.....	do.....	3
Buist, James A.....	Halifax, N.S.....	4
Bunn, Mrs. Jemima, Executrix.....	Red River.....	26
Burgess, Rev. Henry, (heirs-at-law) of.....	Montreal.....	23
Burgess, Miss Mary.....	do.....	9
Burke, Michael.....	do.....	41
Burke, Michael, in trust.....	do.....	2
Burke, John.....	do.....	10
Burland, George B., in trust.....	do.....	28
Burmester, Miss Margaret M.....	Halifax, N.S.....	3
Burnett, Miss Mary E.....	Cobourg.....	4
Burnham, Henry H.....	do.....	2
Burton, Edward John, M.D.....	England.....	8
Burton, Anna D. A.....	Ireland.....	19
Burwash, John.....	St. Andrews.....	2
Burwell, Miss Augusta.....	Port Talbot.....	5
Burwell, Edward.....	do.....	10
Burwell, Hannibal.....	do.....	12
Burwell, Isaac B., Executors of.....	Caradoc.....	30
Burwell, Mahlon G.....	Port Burwell.....	6
Burwell, Mrs. Phoebe J.....	do.....	8
Burwell, Miss Alice J.....	do.....	3
Buttery, William H., Executors of.....	Sorel.....	19
Burnett & Co.....	Montreal.....	401
Baker, Mrs. Jane M.....	do.....	4
Benny, James.....	do.....	175
Benny, Robert, in trust.....	do.....	123
Brown, Alfred.....	do.....	70
Bryson, Thomas M.....	do.....	100
Cambie, Henry J.....	Ottawa.....	5
Cambie, Alex. J., and John Walsh, Trustees....	do.....	5
Cambie, Mrs. Helen E.....	do.....	3
Cairns, Rev. Hugh.....	Upper Bedford.....	2
Calder, Mrs. Maria S.....	Manitoba.....	7
Cameron, David.....	Montreal.....	5
Cameron, Allan G.....	Hudson's Bay Co.....	1
Cameron, Miss Mary.....	Scotland.....	2
Cameron, Duncan.....	do.....	15
Cameron, James A., Executor of late Angus Cameron.....	do.....	27

**Montreal Bank—Continued.**  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Cameron, Mrs. Selina.....	Haldimand.....	5
Cameron, Rev. James.....	Millbrook.....	5
Cameron, Mrs. Ann, Executors of.....	Ottawa.....	4
Campbell, George W.....	Montreal.....	210
Campbell, Robert, M.D.....	do.....	8
Campbell, Robert, in trust.....	do.....	5
Campbell, Sir Alex., and G. Cheney, in trust.....	Toronto.....	310
Campbell, Colin B.....	Glengarry.....	6
Campbell, Capt. E. A. C.....	St. Hilaire.....	7
Campbell, Duncan.....	Simcoe.....	119
Campbell, Miss Isabella.....	Haldimand.....	2
Campbell, Gen. Fred., Trustees and Executors of.....	England.....	208
Campbell, Col. Patrick S.....	do.....	30
Campbell, William D., in trust.....	Quebec.....	8
Campbell, Geo. W., M.D., and S. Cross, in trust.....	Montreal.....	8
Campbell, Robert.....	Hudson's Bay Co.....	100
Camsell, Julian S.....	Fort Simpson.....	7
Canada Life Assurance Co.....	Hamilton.....	295
Canadian Securities Co., Limited.....	Montreal.....	37
Cantley, Capt. John C.....	Halifax, N.S.....	3
Carey, John.....	England.....	13
Carlyle, Robert C.....	Brantford.....	6
Carlyle, William G.....	do.....	6
Carlyle, John A.....	do.....	8
Carpenter, Edward O.....	England.....	4
Carpenter, Frederick S., D. O. G.....	do.....	98
Carpenter, Mrs. Louisa D.....	Epping, N. H.....	25
Carpenter, Mrs. Minna M.....	Montreal.....	6
Carrier, Mrs. Mary A.....	Quebec.....	25
Carson, Wm., and John Jas. Lunham, Trustees.....	Ireland.....	30
Carter, John T.....	England.....	90
Carter, John T., and F. Macculloch, in trust.....	Montreal.....	64
Carter, Mrs. Mary J., Usufruct.....	do.....	7
Cary, George T., Usufruct.....	Quebec.....	3
Casault, Hon. Nap., Tutor.....	do.....	2
Cassie, Mrs. Pamela, Administratrix.....	Port Hope.....	8
Cassils, John, in trust.....	Montreal.....	11
Castle, Robert.....	Monticello, U.S.....	14
Castle, Robert, in trust for L. Castle.....	do.....	14
Caverhill, John, deceased.....	Montreal.....	100
Cawthra, Joseph.....	Newmarket.....	6
Cayley, Mrs. Mary M.....	Toronto.....	7
Chaderton, Miss Mary.....	Quebec.....	1
Chaderton, Miss P.....	do.....	3
Chafee, Isaac McG.....	Toronto.....	21
Chalmers, James.....	St. Mary's.....	30
Chamberlain, Mrs. M. A.....	Philadelphia.....	11
Chapleau, Zépherin.....	Montreal.....	6
Chapleau, Mrs. Mary L.....	do.....	11
Charles, Walter, Executors of.....	Montreal.....	45
Chaytor, Rev. Charles.....	England.....	18
Chaytor, Edward C.....	do.....	18
Chaytor, Henry J.....	do.....	18
Chaytor, Henry J., and Mary, Administrators.....	do.....	24
Chaytor, Lieut. Robert James.....	48th Regiment.....	18
Charlton, Charles P.....	St. Alexis de Grande Baie.....	3
Cheney, Gilman.....	Montreal.....	37
Cheney, Gilman, in trust.....	do.....	9
Christie, Wm. Joseph.....	Brockville.....	168
Christie, Alex. J., in trust.....	Ottawa.....	12
Church of England Male Orphan Asylum.....	Quebec.....	4



## Bank of Montreal---Continued.

## (Banque de Montreal---Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Churchill, George.....	Manitoba.....	2
Clapham, John G., and Kirkpatrick, G. A. Trustees.....	Quebec and Kingston .....	4
Clark, Horace D.....	Montreal.....	113
Clarke, Mrs. Helen S.....	Dublin.....	37
Clarke, Lawrence.....	Hudson's Bay Co.....	2
Clarke, Mrs. Margaret.....	Prescott.....	6
Clarke, Miss Harriet S.....	Halifax, N.S.....	3
Clarke, John.....	Hudson's Bay Co.....	2
Cleeve, Mrs. Wealthy J., and Miss F. D.....	Richmond.....	10
Clement, Israel, Heirs at Law.....	Lachine.....	33
Clerk, Alexander.....	Montreal.....	75
Clerk, Mrs. Harriet B.....	do.....	400
Close, Mrs. Mary A.....	do.....	1
Clouston, Mrs. Catharine.....	Red River.....	8
Clouston, James.....	do.....	18
Clouston, Miss Jane.....	do.....	4
Cloutier, Mrs. Josephine.....	Chateau Richer.....	2
Codden, George E.....	30th Regiment.....	19
Cochran, Hon. James, Executors and Trustees of Cochrane, Rev. Thomas, Executors and Trustees of.....	Halifax, N.S.....	88
Cogswell, Henry C.....	Red River.....	15
College of Physicians and Surgeons of Province of Quebec.....	Halifax, N.S.....	4
Collins, Robert, M.D.....	Montreal.....	5
Colman, William T.....	Army Medical Department.....	20
Colquhoun, William.....	England.....	35
Comly, Alexander.....	Cornwall.....	55
Confederation Life Association.....	Montreal.....	3
Connolly, Henry.....	do.....	5
Cook, Thomas.....	Hudson's Bay Co.....	2
Cooke, Mrs. Clara M.....	Montreal.....	2
Coote, Mrs. Emily.....	do.....	5
Cordner, Rev. John, and Bickerstaff, Thomas, in trust.....	St. John's, Q.....	20
Corrigan, Mrs. Frances.....	do.....	31
Costen, George M.....	Red River.....	13
Costley, John.....	Montreal.....	5
Cotter, James L.....	Halifax, N.S.....	40
Coussirat, Rev. Daniel.....	Hudson's Bay Co.....	6
Cowie, Miss Katharine.....	Montreal.....	5
Cowie, William.....	do.....	31
Cowley, Ven. Archdeacon.....	do.....	13
Coyle, Richard, Executors and Trustees of.....	Winnipeg.....	5
Craig, Robert.....	Berthier.....	58
Craig, William.....	Cornwall.....	5
Craik, Robert, M.D., and Barber, Mrs. Mary.....	Bristol.....	3
Cramp, Miss Mary A.....	Montreal.....	6
Cramp, Thomas, in trust.....	Wolfville, N.S.....	20
Cramp, Thomas, in trust for Eliza Higgins.....	Montreal.....	5
Cramp, George B.....	do.....	20
Crane, Patrick, M.....	do.....	12
Crawford, Mrs. Caroline S.....	Manchester, Eng.....	10
Crawford, John.....	Brockville.....	50
Crawford, Mrs. Nancy.....	Montreal.....	7
Crawford, William C.....	Hamilton.....	21
Crawford, Samuel K.....	Scotland.....	25
Crawford, Alex., and McGillivray, N. J., in trust.....	do.....	3
Cresswell, David T.....	Windsor.....	13
Crockett, Miss Margaret.....	Martintown.....	35
	Quebec.....	3

## Bank of Montreal—Continued.

## (Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Croil, James.....	Montreal.....	46
Croil, William R., Executors of.....	do.....	20
Cronan, Daniel.....	Halifax.....	18
Cross, Selkirk, in trust.....	Montreal.....	32
Cross, Selkirk, in trust, No. 1.....	do.....	4
Cross, Selkirk, in trust, No. 3.....	do.....	1
Cross, Selkirk, in trust, A.....	do.....	5
Cross, Hon. Alex.....	do.....	28
Cross, Hon. Alex., in trust.....	do.....	24
Cross, Hon. Alex., in trust for Mary A. O'Neill.....	do.....	1
Cumming, Mrs. Jane.....	Colborne.....	3
Cumming, Walter B.....	Montreal.....	150
Cumming, James C.....	Hudson's Bay Co.....	14
Cumming, George W.....	do.....	24
Cumming, Mrs. Jane C.....	Scotland.....	15
Cunningham, H. R.....	Guysborough, N.S.....	4
Cursitar, David.....	Portage la Prairie.....	25
Chapman, Rev. John.....	Rupert's Land.....	15
Daikers, Benj.....	Montreal.....	2
Dalhousie College, Governors of.....	Halifax, N.S.....	21
Dallas, Alex. G.....	London, Eng.....	33
Dames, Miss Frances T. L., and Rev. F. G. Simpson.....	Dublin and England.....	81
Daniel, Rev. Chas. A.....	England.....	2
Danskine, William.....	Vankleek Hill.....	7
Darling, David.....	Montreal.....	10
Darling, David J. M.....	do.....	3
Darling, Henry W.....	England.....	9
Dart, Rev. W. J.....	Laprairie.....	1
Darwall, Robert C.....	Halifax, N.S.....	11
Dauphine, Maxime, Executors of.....	Red River.....	16
Davidson, Miss Sarah.....	Notre Dame de Quebec.....	35
Davidson, Mrs. S. J.....	Montreal.....	4
Davidson, Mrs. Margarèt.....	do.....	4
Davies, Mrs. Jemima.....	Quebec.....	35
Davison, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	4
Dawe, Thomas A., sen.....	Lachine.....	85
Dawson, Mrs. Louisa.....	Quebec.....	5
Dawson, John T.....	Montreal.....	20
Dawson, George M.....	do.....	8
Dawson, Benjamin.....	do.....	10
Deaf and Dumb Institution.....	Halifax.....	24
Dean, Mrs. Jessie, Trustees of.....	Quebec.....	10
Dean, James, Tutor.....	Three Rivers.....	14
Dease, Miss Matilda.....	Pointe Claire.....	7
Dease, John.....	Hudson Bay Co.....	7
DeBeenjen, George R., in trust.....	Côteau du Lac.....	13
DeBlois, Edward J.....	Quebec.....	12
DeBlois, Pierre A.....	do.....	12
DeBlois, Rev. Henry D.....	Annapolis, N.S.....	22
DeLage, Jean B., in trust.....	Quebec.....	3
DeLery, Mrs. Cath. C. E., Executrix and Usufruct.....	do.....	85
DeFreycinet, C. H. de S.....	France.....	5
DeLisle, Miss Henrietta.....	Montreal.....	1
DeMartigny, Mrs. C. P.....	Varenes.....	3
DeMontmorency, Major G. A. L.....	Royal Engineers.....	35
DeMontmorency, Mrs. E. C. H.....	do.....	4
Derbishire, Miss Ellen.....	Ottawa.....	22
Derry and Raphoe, Lord Bishop of.....	Ireland.....	40
Desbarats, William E., in trust.....	Quebec.....	10
DesBarres, Wm. F.....	Halifax, N.S.....	15

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Deschambault, George, Executors of.....	.....	159
Devine, Thomas.....	Toronto.....	66
Dewar, Gilbert J., Executors of.....	Hamilton.....	30
Dickey, Hon. Robert B.....	Halifax, N.S.....	44
Dickinson, Richard.....	.....	60
Dickson, Mrs. Harriet.....	Montreal.....	14
Dillon, Mrs. Minerva M.....	England.....	7
Dillon, John.....	Montreal.....	40
Doherty, Mrs. Ann.....	do.....	19
Doherty, Patrick.....	do.....	8
Dolbel, William.....	Jersey.....	15
Donahue, John.....	Abbotsford.....	2
Donaldson, Robert.....	England.....	6
Donaldson, Robert, Executors of.....	Ottawa.....	4
Donohue, Miss Ellen.....	Quebec.....	18
Donovan, Mrs. Helen.....	Ireland.....	7
Dooley, John.....	Montreal.....	2
Doran, Mrs. Elizabeth.....	Quebec.....	2
Doran, James.....	Montreal.....	60
Douglas, James M.....	do.....	3
Douglass, Miss S. J.....	Port Burwell.....	1
Doull, John.....	Halifax, N.S.....	...
Dow, Mrs. Mary.....	Montreal.....	69
Dow, Miss Mary.....	do.....	115
Dow, Miss Jessie.....	do.....	115
Dow, William, Executors of.....	do.....	150
Dow, Alexander.....	Halifax, N.S.....	10
Dowsley, Miss Jane M., Administratrix.....	Brockville.....	8
Dowsley, Miss Jane M.....	do.....	5
Doyle, Martin, Executors of.....	Lanark.....	4
Drake, Joseph M., M.D.....	Montreal.....	19
Drummond, Andrew.....	Ottawa.....	2
Drummond, George A.....	Montreal.....	300
Drummond, James.....	Petite Côte.....	16
Drüon, Zephyrin.....	St. Albans, Vt.....	15
Duckett, William A., M.D.....	Montreal.....	22
Duffett, Mrs. Ann, Executrix Mrs. M. Lambie.....	Quebec.....	2
Dumas, Charles.....	Hudson's Bay Co.....	1
Dunbar, Mrs. E. A.....	Quebec.....	3
Duncan, James, Executors of.....	Drummondville.....	4
Duncan, James, as Usufruct Legatee.....	do.....	6
Duncan, Mrs. Annie E.....	Grantham, Que.....	1
Dundas, Mrs. Anna E.....	Toronto.....	13
Dunn, Fred. J. A., Tutor, and J. L. Gibb, Curator.....	Quebec.....	45
Dunn, William.....	Bathurst, N.B.....	3
Durnford, Miss Mary.....	England.....	10
Eager, William L.....	Montreal.....	14
Eager, William L., in trust.....	do.....	26
Eager, William L., Executors of.....	do.....	1
Earle, Henry.....	do.....	17
Earl, Philip, jun.....	Hatley.....	18
Early, James.....	Quebec.....	2
Edwards, C., and others.....	Jersey.....	21
Edwards, C., and Wife, Trustees of.....	do.....	21
Edwards, Rev. Wm. M.....	Strabane, Ireland.....	48
Edwards, James K.....	Annacostia, N.S.....	15
Edwards, Miss Mary.....	Dublin.....	17
Edwards, Rev. A. W. H.....	England.....	5
Egan, Mrs. A. M.....	Montreal.....	60
Egan, Miss A. J.....	do.....	14
Egan, Miss Mary A.....	do.....	10

## Bank of Montreal—Continued.

## (Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS)	Residence	Shares. — (Actions.)
Egan, John L., Heirs-at-Law .....	Montreal.....	4
Egan, Wm. F.....	Ottawa.....	3
Elder, George.....	Williamstown.....	1
Elliott, Mrs. Barbara.....	Montreal.....	6
Elliott, Robert.....	Côte St. Luc.....	40
Elliott, Rev. James.....	Kingston.....	12
Emmerson, Thomas A.....	Victoria, N.B.....	4
Emmerson, William.....	do.....	4
Emslie, James.....	Quebec.....	1
Esdaille, J. and Robt., in trust.....	Montreal.....	8
Esdaille, Robert, in trust, No. 2.....	do.....	7
Esdaille, Robert, in trust for Mrs. F. Davis.....	do.....	5
Eustace, Lieut.-Col. Robt. J. E.....	60th Royal Rifles.....	22
Evans, William S.....	Montreal.....	10
Evans, William H.....	do.....	3
Evans, Miss Mary A.....	do.....	11
Evanturel, Hon. F., and J. E. C. Pelletier, Tutor.....	Quebec.....	12
Evanturel, Hon. F., and A. B. Sirois, Tutor.....	do.....	10
Evanturel, Miss E. A., and A. B. Sirois, Tutor.....	do.....	10
Falconbridge, John K.....	Bradford.....	3
Faulkner, George.....	Montreal.....	5
Fauvel, John B.....	Point St. Peter.....	5
Fauvel, John.....	Jersey.....	30
Fauvel, Wm. LeB.....	Gaspé.....	4
Fauvel, George P.....	do.....	3
Ferguson, Hector.....	S. A. Surgeon.....	7
Ferrier, Mrs. Louisa.....	Montreal.....	6
Ferrington, Miss Elizabeth.....	Boston, Mass.....	3
Finlayson, Miss A. McK.....	Beechridge.....	25
Finlayson, John.....	Pie River.....	6
Firth, Mrs. Penelopé.....	Chatham, N.B.....	1
Fisher, Mrs. Susannah C.....	Montreal.....	110
Fitzpatrick, John, Executors and Trustees of.....	do.....	87
Flanagan, Mrs. Mary A.....	Pointe Bleue.....	4
Flather, John, Executors of.....	London, Eng.....	10
Fleming, Mrs. Catharine J.....	Aylmer, Que.....	3
Fleming, Elizabeth, Trustees and Executors of.....	Montreal.....	19
Fleet, Miss Mary E.....	do.....	19
Fleet, Charles J.....	do.....	8
Flett, James.....	Hudson's Bay Co.....	4
Flett, William.....	Red River.....	33
Flett, Andrew.....	Hudson's Bay Co.....	1
Flett, George.....	do.....	5
Flett, Robert, Executors of, in trust.....	do.....	1
Foley, Dulan.....	West Port.....	3
Folger, Mrs. Lucretia.....	New York.....	3
Forbes, Miss Sophia.....	Montreal.....	9
Forbes, Mrs. Matilda T.....	do.....	8
Ford, Major-General E. T., and wife.....	England.....	42
Ford, John, in trust.....	Hudson's Bay Co.....	3
Fortescue, Joseph.....	do.....	9
Forsyth, John B.....	Leamington, Eng.....	4
Forsyth, Mrs. E. M.....	Quebec.....	50
Foster, George K.....	Richmond.....	60
Foster, Wm. Alex.....	Toronto.....	6
Foster, Rev. John.....	Coaticooke.....	1
Foulds, Miss Elizabeth.....	Scotland.....	17
Fournival, Mrs. Adelaïde.....	Malone, N.Y.....	7
Fox, Joseph.....	Montreal.....	36
Fox, Mrs. Ellen.....	Belleville.....	10
Franklin, Francis, in trust.....	Montreal.....	1

## Bank of Montreal—Continued.

## (Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Franklin, Francis, in trust, No. 1	Montreal	6
Fraser, John, Executor of Jas. Wilson	do	4
Fraser, Hon. John	Quebec	88
Fraser, Hon. John, in trust for Mrs. Heigham	do	6
Fraser, Mrs. M. R.	Montreal	44
Fraser, William	Red River	15
Fraser, William, Executors of	Montreal	40
Fraser, Duncan A., M.D.	Halifax, N. S.	2
Fraser, Mrs. Mary	Montreal	2
Fraser, George S., and Simpson, G. W., in trust	do	100
Fraser, Thomas	do	6
Fraser, Robert W.	Halifax, N. S.	50
Fraser, Hon. Wm., in trust	Kildonan	5
Fremont, Mrs. Cecile P.	Quebec	16
French, Mrs. Jessie M.	Ottawa	3
Frothingham, Geo. H., Executors and Trustees of	Montreal	37
Fuller, Miss Eunice L.	Stanstead	1
Fulton, John A.	Montreal	2
Furlong, Miss Anna E.	Ireland	5
Gaetz, Mrs. Cath. M.	Guysboro', N. S.	4
Gairdner, William F.	Hudson Bay Co.	10
Gaisford, Mrs. Lucinda	England	1
Gale, Mrs. Martha S.	Quebec	20
Galt, Mrs. Margaret, Trustees, &c., of	Montreal	120
Galt, Hon. Thomas, in trust	Toronto	5
Gardiner, Rev. J. P.	England	33
Gardner, William	do	6
Garneau, Mrs. Julie G.	Quebec	7
Garneau, Mrs. Julie G., Tutrix	do	10
Gawne, Henry J.	Melbourne	24
Gault, Andrew F.	Montreal	50
Gentle, William S.	do	10
Geraghty, Patrick, Executors and Trustees of	do	7
Gernon, Gerald D., M.D.	St. Benoit	3
Gibb, Miss Ida C.	Montreal	15
Gibb, George E.	do	7
Gibb, Mrs. Margaret, Heirs at Law of	do	6
Gibb, Mrs. Clarinda	do	55
Gibb, James	Quebec	6
Gibb, James D., Executors and Trustees of	Montreal	135
Gibb, Miss Magdalen	do	15
Gibb, Miss Magdalen C.	do	33
Gibb, Miss Magdalen C., in trust	do	10
Gibb, Miss Magdalen C., in trust, No. 1	do	10
Gibb, Miss Augusta M.	do	7
Gibb, Miss Julia S.	do	6
Gibb, Isaac Jones	Como, Que.	5
Gillbard, Thomas	Cobourg	10
Gillespie, Robert	England	20
Gillespie, Alex. and Robt., and B. Dobree, in trust	do	10
Gillies, George	Lanark	4
Gillis, Mrs. Mary E.	Landgrove, Vt.	19
Gilmour, Thomas	Brockville	60
Gilmour, William	do	21
Gipps, Mrs. Mary J.	London, Eng.	23
Girard, Hon. M. A.	St. Boniface	5
Glackmeyer, Charles	Montreal	5
Glackmeyer, Charles, Executor of late Gustave Glackmeyer	do	70
Gladman, Joseph, Executors and Trustees of	Port Hope	12

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Gladstone, Mrs. Eleanor.....	Montreal.....	1
Gloag, Mrs. Helen.....	Edinburgh.....	13
Goad, Charles E.....	Montreal.....	2
Godard, Norris.....	England.....	34
Goddard, Miss Julia B.....	do.....	10
Godfrey, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	3
Goodhue, Charles F.....	London, Ont.....	13
Godin, Joseph H. C.....	Three Rivers.....	10
Goldie, Mrs. Charlotte, Trustees and Executors of	England.....	45
Goldsworthy, George H.....	Hudson Bay Co.....	2
Goold, James K.....	Halifax, N.S.....	3
Gordon, Mrs. Amelia.....	Pictou, N.S.....	10
Gordon, George.....	Ireland.....	50
Gordon, Mrs. Isabella C.....	Quebec.....	39
Gordon, Miss Amelia G.....	Pictou, N.S.....	8
Gordon, Robert.....	Ireland.....	3
Gordon, Miss Bessie.....	do.....	3
Gordon, Miss Ellen.....	do.....	3
Gough, Alfred, deceased.....	England.....	62
Graham, Mrs. M. M.....	Montreal.....	20
Grahame, James A.....	Hudson's Bay Co.....	80
Grant, Miss Isabella.....	Nepean.....	9
Grant, Miss Catharine.....	do.....	9
Grant, Miss E. A. F.....	England.....	16
Grant, John J. F.....	Captain 46th Regiment.....	48
Grant, Miss Jean.....	Montreal.....	1
Grant, Mrs. Maria.....	Ottawa.....	80
Grant, Rev. George M., in trust.....	Kingston.....	5
Grant, Misses C. and A. in trust.....	Ottawa.....	9
Grasett, Charles.....	England.....	24
Grasett, Rev. Hy. J.....	Toronto.....	1
Grasett, Mrs. Sarah M.....	do.....	18
Gravel, Jean A. in trust.....	Montreal.....	17
Gravel, Joseph O.....	do.....	4
Gray, Mrs. Jane H.....	Kingston.....	1
Gray, John, Executors of.....	Montreal.....	13
Gray, Robert B.....	Pembroke.....	9
Greenshields, D. J., in trust, No. 1.....	Montreal.....	3
Greenshields, D. J., in trust for A. Rowand.....	do.....	60
Gregg, Mrs. Sarah L.....	Caradoc.....	5
Grennan, Edward.....	River St. Pierre.....	4
Grieve, William.....	Scotland.....	9
Griffin, Wm. Henry.....	Ottawa.....	1
Griffin, W. H., Administrator of C. J. Griffin.....	do.....	16
Griffin, Henry W.....	do.....	5
Griffin, William.....	Montreal.....	18
Griffiths, Wm. H.....	England.....	14
Gueront, Miss Lucy.....	Quebec.....	4
Guillet, Mrs. Sarah C.....	Cobourg.....	2
Guillet, John, Executors of.....	do.....	46
Gzowski & Buchan.....	Toronto.....	15
Gzowski, C. S.....	do.....	109
Goldstone, Edmund A.....	Hudson's Bay Co.....	1
Garrioch, Mrs. Eliza C.....	Red River.....	23
Hackland, Mrs. Ellen, in trust.....	Ottawa.....	2
Hadley, Henry.....	River St. Pierre.....	3
Hadley, Isaac.....	do.....	10
Hadley, Henry, Executor of D. Hadley.....	do.....	13
Haldimand, Mrs. M. A.....	Montreal.....	6
Hale, Edward J.....	Quebec.....	40
Hale, George C.....	England.....	175

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Hale, Miss Frances J.....	England.....	40
Hale, Richard.....	do.....	30
Hale, Edward J., and Campbell, W. D., in trust.....	do.....	5
Halifax Fire Insurance Co.....	Halifax, N. S.....	10
Halkett, Mrs. Francis A.....	Ottawa.....	9
Hall, Miss Margaret.....	Montreal.....	36
Hall, Mrs. Maria, Trustees and Executors of.....	do.....	44
Hall, Adam.....	Township of Smith.....	15
Hall, Rev. Wm., M. A.....	Montreal.....	4
Hall, John S., in trust for G. M. Hall.....	do.....	6
Hall, Peter P.....	Quebec.....	4
Hallowell, William.....	Montreal.....	65
Hamel, Mrs. Georgina.....	Quebec.....	2
Hamilton, Rev. George, Trustees of.....	do.....	10
Hamilton, James, Executors and Trustees of.....	Montreal.....	5
Hamilton, Hon. John.....	do.....	275
Hamilton, Mrs. Henrietta.....	do.....	20
Hamilton, Robert.....	Hudson's Bay Co.....	34
Hamilton, Robert.....	Quebec.....	1,138
Hamilton, Robert, in trust for Susan.....	do.....	1
Hamilton, Robert, in trust.....	do.....	103
Hamilton, Mrs. Sus. C.....	do.....	41
Hamilton, Miss E. M.....	do.....	4
Hamilton, Mrs. Frances L. H.....	do.....	3
Hamilton, Rev. C. C.....	do.....	10
Hamilton, Wm. D.....	Scotland.....	43
Hamilton, Richard T.....	Ireland.....	18
Hamilton, Digby J.....	Winnipeg.....	10
Hamilton, John, jun.....	Hawkesbury.....	10
Hanbury, Miss Fanny.....	Dublin.....	18
Hanbury, Ingham.....	Royal Navy.....	7
Hanley, Thomas P.....	Montreal.....	5
Harbeson, Mrs. Sarah M.....	Quebec.....	9
Hardinge, Mrs. Caroline.....	Brockville.....	5
Hardisty, Joseph.....	Hudson's Bay Co.....	30
Hardisty, Richard.....	do.....	69
Hardisty, Wm. L., Executors of.....	do.....	70
Hargrave, Mrs. Margaret.....	Brockville.....	2
Hargrave, James, and wife, Trustees of.....	do.....	131
Hargrave, Joseph Jas.....	do.....	25
Harkin, Miss Mary A.....	Montreal.....	1
Harper, James.....	do.....	2
Harper, Samuel.....	Kingston.....	15
Harriot, Mrs. Frances.....	Red River.....	16
Harriot, John E.....	do.....	12
Harris, William.....	Hamilton.....	12
Harris, Mrs. Josephine A.....	Syracuse.....	4
Harrower, Jas. T., Tutor, in trust for Mrs. Ford.....	do.....	52
Harrower, James T., Tutor, in trust for Lady Westphal.....	do.....	53
Harrower, Mrs. Caroline.....	Magog.....	5
Hart, Jains.....	Halifax, N. S.....	14
Hartford Fire Insurance Co.....	Hartford, Conn.....	150
Hartley, Isaac.....	New Glasgow, N. S.....	4
Hartley Jonathan.....	Pirate Harbour, N. S.....	10
Hartney, James.....	Arnprior.....	127
Hartshorne, Mrs. M. J.....	Halifax, N. S.....	4
Harvey, Alex.....	Hudson Bay Co.....	6
Harvey, Henry.....	Carleton Place.....	5
Hatt, Thomas C., Executors of.....	Montreal.....	41
Hayward, John.....	St. John's, Nfld.....	20

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Hayward, Wm. A.....	St. John's, Nfld.....	3
Heath, Miss Elizabeth.....	Cobourg.....	1
Heath, Mrs. Mary, Administratrix, Mrs. M. Stokes.....	England.....	99
Heath, Wm. A.....	Green Island.....	3
Heath, Wm. A., Curator, Mrs. E. Heath.....	do.....	6
Hempsted, Miss S. M. P.....	Montreal.....	5
Henderson, John.....	do.....	101
Henderson, Mrs. A. E.....	do.....	5
Henderson, Miss Jane.....	Scotland.....	2
Henderson, K. G.....	66th Rifles.....	10
Heney, Mrs. Eliz. S. J.....	Montreal.....	13
Henry, Mrs. Eliz.....	Ottawa.....	16
Henry, James.....	Buckingham.....	3
Henshaw, Mrs. M.....	Montreal.....	2
Henshaw, Miss Maria L.....	do.....	2
Herbert, Capt. Chas. J.....	Ireland.....	40
Herring, William.....	Quebec.....	50
Hetherington, Thos.....	do.....	10
Howard, Francis H., in trust for H. Strong.....	Toronto.....	1
Higinbotham, Mrs. Mary.....	Belleville.....	10
Higgins, William.....	Quebec.....	7
Higgins, Miss Letitia.....	Montreal.....	1
Hill, Charles G.....	do.....	9
Hill, Miss Elizabeth.....	do.....	1
Hill, Mrs. Jane K.....	Woodville.....	15
Hill, Miss Jane E.....	Montreal.....	40
Hill, Miss Rowena.....	do.....	16
Hill, Mrs. Ann S.....	Halifax, N.S.....	3
Hill, Hamnet, M.D.....	Ottawa.....	30
Hodgson, Mrs. Emily S., Trustees of.....	England.....	70
Hodgson, Mrs. Emily.....	do.....	2
Hodgson, Mrs. A. McJ.....	Montreal.....	15
Holland, Henry M., Tutor.....	do.....	4
Holland, Richard, in trust.....	do.....	5
Hollis, Mrs. Charlotte A. C.....	do.....	6
Holton, Mrs. Eliza.....	do.....	30
Home, Mrs. Mary.....	Quebec.....	3
Hooper, Angus C., in trust.....	Montreal.....	35
Hooper, Angus C., and D. J. Craig, in trust.....	do.....	52
Hooper, Mrs. Catharine.....	do.....	8
Hope, John.....	Hudson's Bay Co.....	1
Hopkins, Mrs. Frances A.....	London, Eng.....	2
Hopkins, Manly, Trustee.....	do.....	15
Hopkins, Lieut. Manly O.....	Royal Artillery.....	17
Hopkins, Edward M., in trust.....	London, Eng.....	30
Hopkins, Edward G. O.....	St. Paul, Minn.....	4
Hopkins, E. M., J. S. Clouston and G. W. Simpson, in trust.....	London, Eng.....	75
Hopkins, E. M. and R. W. Shepherd.....	do.....	18
Hopkins, Manly.....	do.....	10
Hopkins, E. M., Executors of Mrs. M. McKay.....	do.....	103
Hopper, Mrs. Jane, Executors of.....	St. Andrews.....	17
Horden, Rev. John.....	Moose Factory.....	6
Horridge, Albert C.....	England.....	25
Horwood, Mrs. Mary Anne.....	do.....	4
Hoskins, Thos. C.....	do.....	6
Houliston, Mrs. Isabella.....	Three Rivers.....	13
Houliston, John.....	do.....	12
Houliston, George R.....	do.....	11
Houliston, Mrs. Janet.....	do.....	4
Hosmer, Mrs. Clara J.....	Montreal.....	13



## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Houseman, Rev. Geo. V., in trust for Male Orphan Asylum.....	Quebec .....	4
Houseman, Mrs. Louisa A., Executors and Trustees of.....	do .....	10
Howard, R. P., M.D.....	Montreal.....	58
Howe, James P.....	Ireland.....	4
Howie, Mrs. Bethia.....	Scotland.....	5
Howden, John D.....	60th Royal Rifles.....	10
Hua, Paul.....	France.....	30
Hugill, Mrs. Charlotte.....	Hamilton.....	1
Huke, Mrs. Harry H., Usufructuary.....	Rockford, Ill.....	20
Hunt, Mrs. Anna R.....	Boston.....	150
Hunter, Rev. James.....	England.....	90
Hunter, James S., and others, in trust.....	Montreal.....	9
Hurlbut, Abel.....	Frelighsburg.....	30
Huston, Mrs. Ellen.....	Montreal.....	20
Hyde, Arthur.....	London, Eng.....	2
Ibbotson, Miss Cath.....	Montreal.....	5
Ibbotson, Miss Louisa.....	do .....	3
Idler, Ernest.....	do .....	25
Incorporated Synod, Diocese of Ontario.....	Kingston.....	2
Ings, George.....	England.....	20
Inglis, Rev. John.....	Broughty Ferry.....	5
Inglis, William.....	Bolton, Eng.....	10
Inkster, John, Executors of.....	Manitoba.....	38
Irish Protestant Benevolent Society.....	Montreal.....	8
Irvine, David.....	Esquimaux Bay.....	10
Irvine, Rev. John.....	Mille Isles.....	33
Irving, Thomas.....	Montreal.....	41
Irwin, Mrs. Eliza B.....	do .....	34
Irwin, Mrs. Isabella.....	Kingston.....	22
Jackson, Charles A.....	Waterloo, Q.....	2
Jackson, Rev. Saml. N.....	Kingston.....	1
Jackson, Joseph.....	Montreal.....	14
Jameson, Mrs. Frances.....	Quebec .....	38
Jameson, John, Executors of.....	do .....	48
Jarvis, Miss Isabel C.....	Montreal.....	4
Jarvis, Miss Jane C. C.....	do .....	4
Jarvis, John A.....	Fraserville, Q.....	6
Jeffery, Capt. Fred.....	England.....	61
Johnson, Mrs. Cath. S.....	Montreal.....	2
Johnson, Sir Wm. G.....	St. Mathias.....	10
Johnson, Henry.....	Hastings.....	25
Johnson, John.....	Halifax, N.S.....	2
Johnston, Miss Margt.....	Brockville.....	1
Johnston, Peter, in trust.....	Quebec .....	5
Johnston, Peter, in trust.....	do .....	21
Johnstone, Jas. B., M.D.....	Sherbrooke.....	100
Jones, Mrs. Mary A.....	Quebec .....	5
Jones, Alfred G.....	Halifax, N.S.....	15
Jones, Edwin.....	Quebec .....	108
Jones, Miss Mary.....	Red River.....	32
Jones, Richard A. A.....	Montreal.....	10
Jones, Hon. Robt., Executors of.....	do .....	70
Jones, Mrs. Mary.....	England.....	70
Jones, Alfred G., and Jas Thompson.....	Halifax, N.S.....	203
Jordan, William.....	do .....	25
Jordan, Robt.....	Baltimore, N.S.....	3
Jost, Henry M.....	Guysboro', N.S.....	4
Joseph, Jacob Hy.....	Montreal.....	50
Jourdain, Augustin.....	Quebec .....	3

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Kaulbach, Hon. H. A. N.	Lunenburg, N.S.	25
Keays, Ansley	Balderson's Corners	1
Keefer, Thos. C., Executor of Thos. McKay, jun.	Ottawa	7
Kellie, Mrs. Mary	Vankleek Hill	1
Kelly, James, Trustees and Executors of	Montreal	72
Kennard, Lieut.-Col. Edmund H.	London, Eng.	20
Kennedy, George	Hudson's Bay Co.	1
Kennedy, Mrs. Mary	Quebec	8
Kenny, Thos. E.	Halifax	15
Kent, Rybert	Kingston	25
Kersabiac, Comtesse de	Coteau	13
Kimpton, Miss Mary	Brockville	3
King, Charles	Lyster	20
King, Charles, Universal Legatees of	Megantic	1
King, Miss Emma	do	78
King, Edwin F.	Montreal	30
King, Edwin F., Executor of B. King	do	8
King, Edwin F., in trust	do	2
King, William, and Wife	do	13
King, Edwin H.	do	50
King, Mrs. Louisa S., Tutrix		4
King-Harman, Mrs. A.	England	5
Kingdom, Mrs. Mary E.	do	17
Kinnear, James	Megantic	18
Kirby, Rev. W. W., and E. M. Hopkins, in trust.	England	13
Kirkpatrick, Andrew		30
Knowles, Mrs. Mary E.	Kingston	7
Knox, Mrs. Frances H.	Montreal	4
Knox, James W.	do	3
Kough, Mrs. Margaret	Owen Sound	16
Labbeé, Napoleon, in trust	Montreal	15
Labadie, William	Quebec	2
Labatt, R. P., Executors and Trustees of	Prescott	40
La Bruère, Boucher de	St. Hyacinthe	3
La Caisse d'Economie de Notre Dame de K.	Quebec	1,555
Lacroix, Miss Adele	Sorel	1
Ladies' Benevolent Society	Montreal	22
Ladies' Protestant Orphan Asylum	do	9
Lally, Edmund S.	Barrie	20
Lamontagne, Jno. B.	Ste. Flavie de Rimouski	65
Lamothe, Pierre	Montreal	18
Lamere, Mrs. Louise P.	do	2
Laplough, Hy. T.	do	90
Lance, Mrs. Georgiana S.	England	24
Lane, Miss Emma	Red River	11
Lane, William D.	do	30
Langton, Miss Ann	Toronto	10
Langwill, Robert	St. Jerome	30
Larmonth, John H.	Montreal	7
Laronde, Charles F.	Hudson's Bay Co.	2
Lathrop, Mrs. Elizabeth	Lebanon, U.S.	2
Laurie, Duncan	Quebec	135
Laurie, Mrs. Sophia A.	do	100
Laurie, Archibald	do	13
Lavolette, Mrs. Jessie, Usufructuary	St. Jérôme	2
Lawford, Mrs. Ann S.	Montreal	70
Lawson, Mrs. Car. M.	Halifax, N.S.	20
Learmont, Joseph B., in trust	Montreal	80
Learmont, Mrs. Eliza, Executrix	do	19
Learmont, Mrs. Eliza	do	1
Learmonth, John	England	10

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
LeBouthillier, Mrs. R. J.....	Quebec.....	6
Leclair, Rev. Louis W., Patrick Reynolds, and R. Power, in trust.....	Montreal.....	6
Leclerc, Francis A.....	St. Hyacinthe.....	11
Lee, Rev. Charles.....	England.....	19
Legge, Henry.....	do.....	50
Lemesurier, Thomas A.....	do.....	4
Lémioux, Narcisse.....	Quebec.....	8
Lémoine, Mrs. A. S. B., Executrix.....	England.....	46
Léonard, Miss B. M.....	Quebec.....	1
Lesage, Simeon, Executor, Mrs. M. J. C. Berthelet	do.....	16
Le-lie, Anthony, Executors and Trustees of.....	England.....	39
Leslie, Patrick, Executors of Hon. Jas. Leslie..	Montreal.....	26
Leslie, John.....	St. Mary's.....	4
Leslie, John, in trust.....	do.....	3
Les Sœurs de l'Asile de Providence.....	Montreal.....	18
Levesque, Mrs. Marie L.....	L'Assomption.....	11
Levey, Charles E., Executors of.....	Quebec.....	250
Levey, Mrs. Rosetta.....	do.....	35
Lighthall, William F.....	Montreal.....	15
Lillie, Alex. R.....	Hudson's Bay Co.....	4
Lindsay, Thomas, Curator to Jas. Johnston.....	Montreal.....	2
Lindsay, Robert.....	do.....	13
Little, Robert.....	Ireland.....	10
Little, John.....	Scotland.....	26
Linton, Mrs. Margaret.....	Montreal.....	8
Livingston, Miss Alice.....	do.....	3
Livingston, Miss Alice, in trust.....	do.....	3
Lloyd, Mrs. Henrietta, Tutrix.....	Sherbrooke.....	8
Lloyd, Mrs. Frances M., in trust.....	Melbourne.....	4
Logie, Mrs. Sarah.....	Quebec.....	5
Lomas, Robert, Executors of.....	do.....	5
Lonsdale, Joseph C.....	Manchester, Eng.....	8
Lonsdale, Rev. Richard, in trust.....	St. Andrew's.....	24
Lonsdell, Rev. Rich., in trust for L. A. Lonsdell.	do.....	3
Lorrain, Rev. N. Z.....	Redford, U.S.....	4
Louis, Joseph.....	Quebec.....	200
Louson, Miss Margaret.....	Scotland.....	12
Lovett, Thomas.....	Brantford.....	5
Low, John.....	Montreal.....	2
Lowry, Major General Robt. Wm., O.B.....	England.....	19
Lucas, Mrs. Mary, Heirs at Law of.....	Quebec.....	60
Lüdwig, Carl.....	Montreal.....	5
Lunn, William.....	do.....	40
Lunn, Miss Emma.....	Hamilton.....	15
Lunn, Miss E. H., and S. Cross, in trust.....	Montreal.....	22
Lyman, Henry, in trust, M. E. M.....	do.....	100
Lyman, Henry.....	do.....	1
Lyman, Hy., in trust for Lillie Mem. Fund.....	do.....	5
Lyman, Mrs. Mary.....	do.....	176
Lyman, Henry H.....	do.....	5
Lyman, Roswell C.....	do.....	3
Lymau, Albert C.....	do.....	7
Lyman, Frederick S.....	do.....	41
Lyman, Roswell C., in trust for W. E. Lyman..	do.....	3
Lynch, Edward.....	L'Assomption.....	5
Lynch, Mrs. Janet.....	Montreal.....	7
Lynch, Miss Margaret.....	do.....	2
Laurie, Arch., in trust.....	Quebec.....	198
MacArthur, Duncan, Administrator, Estate of late Wm. McMurray.....	Winnipeg, Man.....	105

**Montreal Bank—Continued.**  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
MacArthur, Duncan, Administrator, Estate late of Wm. Rowand.....	Winnipeg, Man.....	17
Macauley, Mrs. Ann.....	Montreal.....	3
Maculloch, Ferdinand.....	do.....	200
Maculloch, Ferdinand, in trust.....	do.....	12
Maculloch, Ferdinand, in trust (No. 2).....	do.....	13
Maculloch, Ferdinand, Jackson Rae and D. McIntyre, Trustees.....	do.....	47
Maculloch, Ferdinand, jun.....	do.....	2
Maculloch, Robertson.....	do.....	3
MacDonald, Sam, in trust.....	St. Andrews.....	5
MacDonald, Allan, in trust.....	do.....	5
Macdonald, Benjamin, in trust.....	do.....	5
MacDonald, Mrs. Luce O.....	Montreal.....	10
MacDonald, Rev. Malcolm.....	Standstead.....	5
MacDonald, Miss Lilla.....	Cornwall.....	7
MacDonald, Mrs. Ann.....	St. Johns.....	3
MacDonald, Archibald.....	Hudson's Bay Co.....	16
MacDonald, John, Legatees of.....	St. Johns.....	14
MacDonald, Charles.....	Halifax, N.S.....	7
MacDonell, Rev. George, Executors.....	Toronto.....	2
MacDonnell, Richard L., M.D., in trust.....	Montreal.....	6
MacDougall, Hartland S., in trust.....	do.....	31
MacDougall, D. Lorn.....	do.....	79
MacDougall, Mrs. S. E. D.....	do.....	12
MacDougall Bros.....	do.....	32
Macfarlane, Andrew.....	do.....	3
Macfarlane, Mrs. Alice.....	do.....	1
Macfarlane, Mrs. Rose A.....	do.....	10
Macfarlane, Wm. S., in trust.....	do.....	10
Macfarlane, Roderick R.....	Hudson's Bay Co.....	37
Macfarlane, Hon. Alex.....	Wallace.....	30
Macfarlane, Mrs. Janet.....	Montreal.....	58
Macfarlane, Mrs. Janet, Tutrix.....	do.....	74
Machin, Miss Eliza M.....	Quebec.....	1
Machin, Miss Hannah J.....	do.....	1
Macintosh, John, Curator.....	Montreal.....	23
Macintosh, John, Executor.....	do.....	7
MacIntyre, Robert.....	Scotland.....	110
Mackay, Wm. M., M.D.....	Hudson's Bay Co.....	1
Mackay, Edward.....	Montreal.....	398
Mackay, Mrs. Harriet.....	England.....	19
Mackenzie, Hector, in trust.....	Montreal.....	250
Mackenzie, Miss Jane.....	do.....	12
Mackenzie, John.....	Lennoxville.....	140
Mackenzie, John G., Executors.....	Montreal.....	500
Mackenzie, H. Gordon, in trust.....	Toronto.....	12
Mackenzie, Gordon G., Executors.....	England.....	404
Mackenzie, Roderick, Executors.....	Montreal.....	4
Mackenzie, Miss G. M.....	England.....	16
Mackenzie, Miss G. M., in trust.....	do.....	10
Mackenzie, George A., Trustee.....	Toronto.....	7
Mackenzie, J. Gordon, Lieut. 2nd Dragoon Guards	England.....	96
Maclean, John S.....	Halifax, N.S.....	250
MacLennan, Mrs. Janet.....	Stella, Ont.....	3
MacLennan, Rev. Alex; Administrators of.....	Kemptville.....	16
MacMaster, Donald.....	Montreal.....	10
MacNab, Mrs. Elizabeth G.....	Halifax, N.S.....	19
Macnider, Mrs. Janet.....	Quebec.....	20
Macnider, John.....	Bath, England.....	60
Macnider, Quinten.....	Montreal.....	3

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
MacPherson, Hon. D. L.	Toronto	156
Macrae, Mrs. Mary A.	Lausanne	8
Macrae, George.	Montreal	47
Macrae, J. O., and the Hon. J. J. C. Abbott, Trustees.	do	135
Macrae, George and J. O., in trust.	do	13
Mactavish, Miss F.	Scotland	239
Mainguy, F. B., Major R.E.	Halifax, N.S.	9
Magee, Charles, Administrator of the Estate of N. Sparks	Ottawa	15
Maguire, Dennis.	St. Johns, Que.	7
Mailley, Rev. Jules.	St. Agapit, Que.	4
Malloch, Mrs. Elizabeth	Hamilton	43
Malloch, Miss Elizabeth	do	23
Malloch, Mrs. Margaret G.	Perth, Ont.	10
Malloch, Mrs. Mary S.	Ottawa	120
Malloch, Francis S.	Brockville	15
Malloch, Edward G., Executor of J. G. Malloch	Perth, Ont.	4
Marceau, Louis, Executors of	Napierville	8
Marshall, Miss Ellen.	St. Eustache	1
Marshall, James H.	Morrisburgh	1
Marshall, Mrs. S. H.	Côte des Neiges	24
Marsolais, Rev. C. E. L.	St. Urbain	5
Martin, Edward	Hamilton	5
Martin, Miss Ann	England	10
Martin, Miss Agnes	do	10
Maskelyne, Wm., Executors of	Woodhouse	6
Mason, Mrs. Jane, and Fred. C. Gross, Trustees.	Scotland	80
Masson, Louis H. R.	Montreal	82
Masson, Mrs. M. G. S. R.	Terrebonne	201
Masson, Hon. Joseph, Executors of	Montreal	160
Masson, Joseph A. C.	France	35
Massue, Louis H.	Varennes, Que.	20
Matheson, Miss Eliza J.	Perth, Ont.	4
Matheson, Miss Anna	do	5
Matheson, Miss Joanna	do	5
Matheson, Miss Rose T.	do	5
Matheson, Miss Isabella R.	do	5
Matheson, Hon. Roderick, Executors of	do	31
Matheson, Alan F.	Windsor, Ont.	3
Matheson, Murdoch	Hudson's Bay Co.	4
Matthews, Mrs. Eliza	Montreal	18
Maxwell, Mrs. Julia	Quebec	3
Meagher, Nicholas H., and James Thomson	Halifax, N.S.	36
Meeker, Cornelius J.	Montreal	390
Meeker, John R.	do	106
Megorian, Mrs. Sarah H.	do	10
Merchants' Bank of Canada	do	14
Mercredi, Joseph	Hudson's Bay Co.	2
Meikle, John H.	Morrisburg, Ont.	20
Méthot, Edward W.	Quebec	45
Meyer, Frederick	Halifax, N.S.	1
Miller, Mrs. Margaret	Montreal	2
Middleton, Mrs. Elizabeth	Quebec	3
Middleton, Mrs. Elizabeth, Executrix	do	4
Miller, Mrs. Elizabeth, Tutrix	Montreal	42
Miller, Wm. Thomas	do	3
Miller, Wm. Thomas, in trust	do	32
Miller, Peter	do	14
Miller, Robert	Manchester, Eng.	20
Miller, Miss Frances	Montreal	23

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Miller, Robert.....	Montreal .....	1
Miller, John .....	do .....	14
Miller, Miss Jane G.....	do .....	14
Miller, Walter, Executors of.....	do .....	40
Miller, Miss Marion.....	do .....	14
Miller, Walter S.....	do .....	14
Mills, Mrs. Ann.....	London, Ont.....	12
Milroy, Mrs. Susannah.....	St. John's, Nfld.....	4
Minchin, Miss Louisa.....	Montreal .....	10
Minchiu, Wm., Executors of .....	do .....	11
Mitchell, Edward.....	Hamilton.....	20
Moat, Robert.....	Montreal .....	135
Molson, John H. R.....	do .....	60
Molson, Mrs. Louisa G.....	do .....	82
Molson, Samuel E.....	do .....	2
Molson, Samuel E., and wife, Trustees of.....	do .....	157
Molson, William, Executors of.....	do .....	404
Molson, Thomas, Executors of.....	do .....	120
Moncreiff, David S.....	Edinburgh, Scotland.....	12
Montgomery, Rev. Hugh.....	Phillipsburg .....	90
Montreal City and District Savings Bank.....	Montreal .....	2,577
Montreal, Bank of, the President, in trust.....	do .....	14
Montreal, Lord Bishop of, in trust.....	do .....	22
Montreal, Lord Bishop of, in trust for the Bishopric Endowment Fund.....	do .....	3
Montreal Horticultural Society, &c.....	do .....	3
Montreal General Hospital (E. Moss Fund).....	do .....	3
Montreal St. Patrick's Orphan Asylum.....	do .....	92
Montreal General Hospital.....	do .....	4
Montreal, St. Bridget's Refuge.....	do .....	99
Montagu, Colonel Horace Wm.....	Royal Engineers.....	8
Montizambert, Mrs. S. J.....	Quebec .....	2
Montizambert, Miss L. H.....	do .....	5
Montizambert, Miss Sarah.....	do .....	3
Montizambert, Alex.....	do .....	1
Montizambert, Miss H. E.....	do .....	8
Montizambert, James R.....	do .....	1
Montizambert, Mrs. Mary J.....	do .....	56
Montizambert, Mrs. Alice, and Gibb, J. L., Curator.....	do .....	30
Moore, Miss Mary Ann.....	Montreal .....	1
Moore, Wm. Jackson.....	London, Eng.....	23
Moreau, Paul.....	Red River.....	2
Morin College.....	Quebec .....	5
Morrin, Miss Maria.....	St. Augustin.....	9
Morrin, Miss Amy.....	do .....	15
Morrin, John.....	do .....	11
Morrin, Wm., Executors of.....	do .....	14
Morris, James H., in trust.....	Toronto.....	5
Morris, Alex. W., in trust for Mrs. J. F. Morris.....	Montreal .....	14
Morris, David.....	St. Thérèse.....	10
Morrison, Hector.....	Hudson's Bay Co.....	8
Morrison, Rev. John.....	Waddington, N. Y.....	20
Morrison, Thomas.....	Hudson's Bay Co.....	4
Morrison, Murdoch.....	do .....	1
Morrison, Andrew.....	do .....	2
Morrison, David.....	Montreal .....	15
Morrow, R. A., and wife, Trustees of.....	Peterboro'.....	148
Moss, Hyam D.....	Montreal .....	22
Moss, Joseph E.....	do .....	15
Moss, John E.....	do .....	10

## Bank of Montreal—Continued.

## (Banque de Montréal—Suite.)

NAMES (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Mount Royal Cemetery Co.	Montreal	60
Mountain, Miss C. A. P.	England	32
Mountain, Rev. J. J. S.	Iste of Wight	56
Mowle, Miss Hester	Montreal	7
Mudge, Miss Eliza L.	do	10
Mudge, Nicholas R., in trust for Miss Mudge	do	2
Mudge, Henry J., in trust	do	12
Mudga, Mrs. Margaret K. R.	do	1
Muir, Robert	Scotland	450
Muir, Robert, in trust, No. 1.	do	7
Muir, Robert, in trust, No. 2.	do	5
Muir, Robert, in trust, No. 3.	do	40
Mulholland, Robert	Cobourg	20
Mulligan, John	Port Hope	24
Mulligan, Miss L.	Toronto	6
Municipality Township of Beckwith, Ont	do	13
do do Ramsay, Ont.	do	13
Munn, Miss Elizabeth	Quebec	14
Munro, Peter, M. D.	Montreal	11
Murdoch, Miss Marion	Toronto	2
Murphy, Miss Mary	Montreal	5
Murphy, Nicholas	St. Stanislas, Que.	20
Murray, Mrs. Caroline	Hamilton	2
Murray, John	Mabou, C. B.	12
Murray, Mrs. Rebecca	Quebec	9
Murray, Mrs. Sybella S., Administratrix	Goderich	4
Murray, Wm. F., M. D.	India	12
Murray, Wm., Executors of	Montreal	600
Murray, Mrs. Anne M.	Brantford	5
Murray, Wm. Geo.	Montreal	34
Murray, Miss Grace	do	44
Murray, Miss Annabella	do	44
Murray, Alexander	do	74
Murray, Alex., C.M.G.	St. John's, Nfld	1
Murray, Walter G. and Wm. G., in trust.	Montreal	5
Murray, Mrs. E. M.	England	14
Murray, Walter G.	Massawippi, Que.	4
Mussen, Thomas	Montreal	5
Mylne, Mrs. Ann.	Smith's Falls, Ont.	123
Mylne, Mrs. Ann, in trust	do	32
McDonald, Wm. C.	Montreal	29
McDonald, John D.	Alexandria, Ont	7
McDonald, Miss Jannet	do	7
McDonald, Miss Sarah B.	do	7
McDougall, Alex.	Montreal	12
McDougall, Alex., in trust.	do	2
McDougall, Daniel	Ormsdown	17
McDougall, Miss Mary	do	10
McDougall, Thos., in trust.	Montreal	6
McDougall, James	Hudson's Bay Co.	5
McDougall, Miss Isabella	St. John's, Nfld	10
McDougall, Miss Sarah C.	do	10
McDougall, John, & Co.	Montreal	60
McEntyre, Daniel	do	4
McFarlane, Miss Isabella	Quebec	5
McFarlane, David	Montreal	18
McGachen, Rev. N. H.	England	8
McGee, John J.	Montreal	4
McGill Sydenham C.	Kingston, Ont.	5
McGillis, Mrs. Jessie	Montreal	4
McGuirk, Wm. P.	do	20

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
McIntosh, Angus	Glengarry, Ont	5
McIntyre, Mrs. Janet	Lanark	6
McIntyre, Malcolm	Scotland	50
McIntyre, Duncan, in trust for H. S. Douglas	Montreal	10
McKay, Wm. F.	Hudson's Bay Co.	2
McKay, Wm.	Red River	6
McKay, Wm., jun	Hudson's Bay Co.	1
McKay, Wm. C.	do	2
McKenzie, Miss F. P. A.	Sorel, Que.	15
McKenzie, Miss Annie	Quebec	60
McKenzie, George	Hudson's Bay Co.	34
McKenzie, Hector	Scotland	153
McAdam, William	Lachute	5
McAndrew, John	Renfrew	15
McArthur, Mrs. Margaret	Carleton Place	20
McArthur, Peter, Executors of	Almonte	27
McArthur, Archibald	Carleton Place	25
McBeath, Adam	Hudson's Bay Co.	41
McCall, John	Scotland	26
McCallum, Miss R.	Montreal	2
McCallum, Peter, jun	Cobourg	5
McCallum, Peter, & Son	do	30
McCallum, Mrs., and the Misses, Trustees of	Scotland	22
McCarthy, D. & J.	Sorel	280
McChlery, John, Executors of	London	1
McClintock, Rev. John S., and Wm. F. Sinclair	Ireland	16
McColl, Hugh	St. Joseph du Lac, Que.	6
McCormick, Mrs. Julia	Montreal	6
McCrudden, Wm.	do	6
McCuaig, Mrs. Carolina F.	Vankleek Hill, Ont.	2
McCulloch, Mrs. Catherine	Montreal	5
McCulloch, Michael, in trust for J. & A. Ogilvie	do	3
McCulloch, Andrew A., in trust	do	15
McCullough, Wm	Brockville	15
McDermott, Andrew	Hudson's Bay Co.	200
McDermott, Mrs. Sarah	Manitoba	4
McDonald, Caroline	Woodstock	9
McDonald, Miss Helen J.	Montreal	61
McDonald, John	do	10
McDonald, Mrs. Marion	Lancaster, Ont.	3
McDonald, Miss Mary	Montreal	2
McKenzie, Hector Aneas	Hudson's Bay Co.	27
McKenzie, Mrs. Isabella	Red River	36
McKenzie, Mrs. Jane	Melbourne, Que.	40
McKenzie, Peter	Hudson's Bay Co.	54
McKenzie, Roderick S.	Melbourne, Que.	8
McKenzie, Thomas	Sorel	6
McKenzie, Mrs. Mary L.	Port Burwell	1
McLachlin, Hugh F., in trust	Arnprior	15
McLachlin, Mrs. Annie	Montreal	6
McLaren, Mrs. Margaret	Greensville, Ont.	7
McLaurin, Peter R.	Vankleek Hill	2
McLean, Allan N.	Toronto	11
McLean, Miss Jessie	Cornwall	1
McLean, Miss Jessie	Montreal	4
McLean, Wm. J.	Hudson's Bay Co.	2
McLean, Miss Ellen P.	Ottawa	3
McLean, Neil W.	do	3
McLennan, Hugh	Montreal	158
McLennan, Hugh, in trust	do	20
McLennan, Alex.	Lancaster	3



Bank of Montreal—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McLeod, Mrs. Elizabeth	Montreal	5
McLeod, Angus	Hudson's Bay Co.	3
McLeod, Mrs. Sarah J.	St. John, N.B.	5
McLeod, Mrs. Helen M.	Montreal	35
McLeod, Norman	Hudson's Bay Co.	5
McLeod, Miss Margaret	Halifax N.S.	7
McLimont, Mrs. S. E.	Quebec	20
McLimont, Wm.	do	60
McMeekin, Rev. Hy.	Conrad, U.S.	8
McMorine, Rev. John K.	Almonte	13
McMorine, Rev. John K., Trust.	do	13
McMorine, Rev. Samuel	Carp	12
McNab, Charles R. S.	March	1
McNab, Mrs. Frances A., Administratrix	do	53
McNab, Mrs. Sophia C.	Ottawa	2
McNab, Mrs. Annie	Halifax, N.S.	2
McNaughton, Wm.	Orms town	19
McNaughton, Malcolm	New York	2
McPhee, Mrs. Agnes	Alexandria	7
McPhee, A. D., in trust	do	22
McRae, John, Executors of	Lancaster	24
McRae, Rev. Donald	St. John, N.B.	3
McTavish, John Hy.	Red River	100
McVean, Donald	Chatham, Que.	18
McMillan, Miss Catharine	Ramsay	4
McMillan, Duncan	Grenville	75
Nairne, Mrs. Maria K.	Murray Bay	27
Nairne, John, Executors of	Quebec	10
Nash, Fred., Manager in trust	Montreal	2
Nash, Fred., in trust (No. 1)	do	2
Nash, Fred., in trust (No. 3)	do	14
Naylor, Miss Esther	Cobourg	1
Neil, Rev. Robert	Seymour, Ont.	7
Newton, Wm. Joseph	Quebec	8
Nicholls, Mrs. Charlotte J.	Peterboro'	400
Nicholls, Robert	do	350
Nicholls, Robert, Executor of late Wm. Hall	do	50
Nichols & Marler	Montreal	20
Nicol, Robert	Granby	2
Nimmo, John	Toronto	50
Noil, Lagare	Quebec	5
Nolan, John	Montreal	5
Nolin, Miss Angelique	Manitoba	5
Nolin, Miss Marguerite	do	5
North British Society	Halifax, N.S.	9
Nova Scotia, Lord Bishop of	do	15
Nowlan, Mrs. A. P., Executors of	Montreal	10
O'Brien, Bartholomew, Executors of	do	57
O'Brien, Michael G., Executors of	do	13
O'Brien, William	Quebec	5
O'Brien, Wm S.	Montreal	15
O'Brien, James	do	70
O'Brien, Mrs. Elizabeth	do	25
O'Connor, James	Tralee, Ireland	12
O'Connor, Rev. John S.	Perth	12
O'Dwyer, Mrs. Rebecca	Abbotsford	3
Oliver, Frederick, Executor of Wm. Drum	Quebec	14
Oliver, Fred., Executor, and C. A. Scott, Curator	do	15
O'Malley, Lieut.-Colonel F. W.	Dublin	2
Odell, Mrs. Elizabeth A.	Halifax, N.S.	4
Odell, Hon. Wm. H.	do	20

Montreal Bank—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Ord, Misses S. M. and F. M. L.....	England.....	45
Orkney, James T.....	Quebec.....	20
Orkney, Miss E. O.....	Montreal.....	225
Orkney, Mrs. Laura L.....	Quebec.....	12
Orlebar, Mrs. E. H.....	England.....	82
Orr, Wm. R., Executors of.....	Montreal.....	28
Outhet, Rickson, Executors of.....	do.....	5
Page, John Q.....	Three Rivers.....	8
Pangman, Mrs. G.....	Montreal.....	17
Paradis, Louis L.....	Quebec.....	4
Pardey, Mrs. Amelia, Executrices of.....	Montreal.....	29
Paré, Mrs. Margaret, and A. B. Siriois, Tutor.....	Quebec.....	10
Parke, Mrs. Sarah H. M.....	do.....	4
Parker, Mrs. Gertrude.....	Compton.....	5
Parker, Albert, Executors of.....	Halifax, N.S.....	25
Parker, Nathan.....	Manchester, U.S.....	50
Parkyn, Mrs. Catharine A.....	Kingston, Ont.....	14
Parslow, John.....	Montreal.....	4
Parson, Samuel K.....	do.....	5
Parsons, Mrs. Anna P. D.....	Morristown, U.S.....	13
Parsons, Thomas J.....	Rye.....	16
Paterson, Alex. T.....	Montreal.....	50
Patterson, Rev. James.....	Hemmingford.....	3
Patterson, Rev. George.....	Greenhill.....	3
Patton, Miss Annie.....	Quebec.....	20
Patton, Charles.....	Robinson.....	2
Payne, James.....	Rockford.....	29
Peck, Thomas, in trust.....	Montreal.....	40
Peck, Mrs. Margaret.....	do.....	105
Pemberton, Edward H., in trust.....	Quebec.....	12
Penny, Edward G.....	Montreal.....	50
Pentland, Mrs. Margaret.....	Three Rivers.....	13
Pepin <i>dit</i> Lachance, François.....	Quebec.....	20
Perrault, Charles O.....	Montreal.....	5
Perryman, James.....	do.....	20
Phelps, Mrs. Emily A.....	do.....	12
Phillips, Mrs. Ann.....	do.....	93
Phillips, Mrs. Ann, Executrix.....	do.....	62
Phillips, Thomas.....	Montreal.....	16
Pickel, Mrs. G. M.....	Iberville, Q.....	8
Pinhey, Mrs. Catherine.....	Ottawa.....	4
Pinhey, Horace, Executors of.....	do.....	9
Pinhey, John H., and Wife.....	do.....	15
Pinhey, Charles H.....	do.....	10
Pitt, Charles.....	Quebec.....	250
Plees, Mrs. Maria E.....	Montreal.....	11
Plimsol, Arthur H., in trust.....	do.....	11
Pollok, Rev. Allan.....	Halifax, N.S.....	10
Pope, Mrs. Ann J. W.....	Quebec.....	8
Pope, Col., James.....	do.....	3
Porteous, Mrs. Mary A. L.....	do.....	8
Porter, George.....	Rock Island, Q.....	15
Poston, Edward, Executors of.....	Quebec.....	50
Poston, William, Executors of.....	do.....	14
Potts, Mrs. Elspeth.....	Hochelaga.....	100
Potts, May A., Executors of, in trust.....	Montreal.....	2
Power, Miss Bridget.....	do.....	1
Power, Miss Elizabeth.....	do.....	1
Power, Patrick, Executors of.....	Halifax, N.S.....	80
Power, Miss Catharine.....	Montreal.....	2
Powis, Rev. H. D., in trust.....	Toronto.....	1

Bank of Montreal—Continued.  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Pratt, Mrs. Marie M.....	Montreal.....	8
Prentice, Mrs. C., Tutrix, and R. Miller, Sub-Tutor	do .....	14
Prentice, Mrs. Elizabeth, Executors of, in trust for Mrs. Cormack .....	do .....	30
Prentice, Mrs. Elizabeth, Executors of, in trust for children of M. Cormack.....	do .....	30
Prentice, Mrs. Elizabeth, Executors of, in trust for Miss V. Prentice.....	do .....	3
Prévost, Capt. Lewis de T.....	93rd Regiment .....	100
Price, Miss Cecilia.....	Quebec.....	1
Price, Miss Jane M.....	do .....	2
Price, Miss Mary E.....	do .....	2
Price, Miss C. J.....	do .....	1
Price, Evan J.....	do .....	30
Price, Mrs. M. A.....	Montreal.....	2
Price, Herbert M., Tutor.....	Quebec.....	2
Pringle, Thomas.....	Montreal.....	3
Proctor, George R.....	Beaverton, Ont.....	9
Proctor, John A.....	do .....	9
Provan, Mrs. Maria.....	Quebec.....	60
Provan, Joseph B.....	England.....	12
Purves, Miss Jane A.....	Three Rivers.....	6
Pyke, Miss Mary L.....	Montreal.....	4
Pyke, Isabella, Executors of, in trust.....	do .....	2
Pyke, Isabella, Executors of, in trust.....	do .....	2
Preston, Robert H., M.D.....	Newboro', Ont.....	2
Preston, Mrs. Elizabeth.....	do .....	3
Quebec, Corporation of the City of.....	Quebec.....	6
Quebec, Corporation of the City of, in trust for New Sinking Fund.....	do .....	207
Quebec, Lord Bishop of, in trust for St. Matthew's Church.....	do .....	13
Quebec, Lord Bishop of, in trust for Mountain Fund.....	do .....	13
Quebec Seminary.....	do .....	48
Radenhurst, Miss Helen.....	Montreal.....	11
Ramban, Alfred.....	do .....	9
Ramsay, Thomas.....	Ireland.....	4
Ramsay, Rev. James.....	England.....	30
Ramsay, Wm.....	Ireland.....	35
Ramsay, Miss Bella.....	do .....	2
Ramsay, Miss Ellen.....	do .....	3
Ramsay, Mrs. Agnes H.....	Montreal.....	90
Ramsay, Miss E. A.....	do .....	10
Ramsay, Robert A.....	do .....	35
Ramsay, Robert A., in trust.....	do .....	22
Ramsay, Mrs. Emily.....	do .....	10
Ramsay, Wm M.....	do .....	10
Ramsay, Wm. M., Tutor.....	do .....	2
Ramsay, Wm. M., in trust.....	do .....	8
Ramsay, Mrs. Frances A.....	do .....	4
Ramsay, Mrs. Charlotte.....	England.....	110
Rankin, Miss G. E.....	Quebec.....	31
Rankin, Colin.....	Hudson's Bay Co.....	16
Rankin, Joseph H., in trust.....	Windsor Mills, Que.....	11
Rankin, Mrs. Louisa.....	Montreal.....	12
Rankin, Miss Helen A.....	Richmond, Que.....	11
Rankin, James.....	Edinburgh, Scotland.....	20
Raymond, Mrs. Albertine.....	St. Hyacinthe.....	3
Raynes, Mrs. Elizabeth.....	Montreal.....	18
Rea, David, sen:.....	do .....	2

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Reddy, Wm., B.S. ....	Montreal.....	10
Reddy, John, M.D. ....	do .....	102
Redpath, Mrs. Ada M. ....	do .....	75
Redpath, Mrs. Jane .....	do .....	90
Redpath, Peter .....	do .....	394
Redpath, Peter, in trust, No. 3. ....	do .....	10
Redpath, Peter, in trust, No. 4. ....	do .....	4
Redpath, Peter, in trust, No. 5. ....	do .....	3
Redpath, John, Executors of .....	do .....	500
Redpath, Miss Jane M. ....	Scotland.....	77
Redpath, Miss A. E. ....	Montreal.....	10
Reekie, Mrs. Isabella, in trust .....	do .....	65
Reeves, Daniel .....	Grenville.....	10
Reid, Rev. Charles P. ....	Sherbrooke.....	41
Reid, John. ....	Hudson's Bay Co. ....	20
Reid, Mrs. Julia .....	Sherbrooke.....	19
Reid, William .....	Montreal.....	44
Reid, Rev. James, Executors of, in trust, No. 1. ....	do .....	8
Reid, Rev. James, Executors of, in trust, No. 2. ....	do .....	32
Reiley, Miss Mary .....	do .....	12
Reilley, Mrs. Elizabeth .....	St. Johns, Que. ....	2
Reinhardt, Mrs. E. F. ....	Montreal.....	2
Remillard, Mrs. E. M., and A. B. Sirois, Tutor. ....	Quebec .....	10
Remon, Mrs. Mary E. ....	Ottawa.....	2
Remon, Edward P. ....	do .....	3
Renaud, Miss Isabella .....	Montreal.....	6
Reynolds, Mrs. Eleanor S. ....	Brockville .....	39
Rhodes, Mrs. Ann C. ....	Quebec .....	41
Rhodes, Armitage .....	do .....	2
Rhodes, Wm. ....	do .....	33
Rhodes, Wm., jun. ....	do .....	4
Rhodes, Wm., in trust for Annie .....	do .....	1
Rhodes, Wm., in trust for Gertrude .....	do .....	1
Rhodes, Wm., in trust for Mary. ....	do .....	1
Rhodes, Godfrey Wm. ....	Columbus, Ohio.....	33
Rice, Miss Harriet.....	Kingston, Ont .....	24
Richards, Miss Adeline.....	Ottawa.....	3
Richardson, Mrs. Jane .....	Stouffville.....	2
Richardson, William C., Usufructuary.....	Montreal.....	25
Richardson, Mrs. Catherine.....	Quebec .....	3
Richardson, John .....	Kingston, Ont. ....	12
Richardson, Mrs. Mary.....	Montreal.....	3
Richardson, Robert.....	Belleville .....	9
Richardson, Rev. James E. ....	Granby .....	10
Richardson, James .....	Trenton .....	10
Richardson, Mrs. Mary.....	Montreal.....	2
Riddell, Alex. F., in trust .....	do .....	10
Rimmer, Miss Harriet.....	do .....	8
Ritchie, Thomas W., in trust for H. S. ....	do .....	7
Ritchie, Mrs. Helen A. ....	Lévis .....	2
Ritchie, Thomas W., in trust.....	Montreal.....	6
Robertson, Mrs. Alice E. ....	do .....	11
Robertson, Mrs. Helen J. ....	do .....	5
Robertson, Hugh.....	Carillon .....	5
Robertson, Mrs. Ruth E. ....	Montreal.....	7
Robertson, Thomas, Executor of James Hardie.....	do .....	28
Robins, Mrs. Maria D. ....	Wendover.....	4
Robinson, Miss Ann .....	Quebec.....	3
Robinson, Miss Eliza.....	do .....	1
Robinson, Isaac, Administrator .....	Toronto.....	1
Robinson, James.....	Montreal.....	46

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Robinson, Rev. George C .....	Aylmer, Que.....	3
Robinson, George .....	Montreal .....	20
Robinson, Thomas .....	do .....	23
Robinson, John.....	do .....	23
Roë, Mrs. Eliza A.....	do .....	11
Rogers, George, jun. ....	Lakefield .....	19
Rollins, Miss Margaret.....	Montreal .....	7
Rose, Mrs. Janet.....	Scotland.....	24
Rose, Sir John, Bart.....	London, Eng.....	60
Ross, Miss Harriet J.....	Quebec.....	3
Ross, Miss Frances E.....	do .....	3
Ross, David A., Executor F. C. Vannovous.....	do .....	12
Ross, Willoughby S.....	do .....	4
Ross, John A.....	do .....	3
Ross, George, M.D .....	Montreal.....	25
Ross, Helen and Catherine.....	Renfrew.....	7
Ross, John.....	Hudson's Bay Co.....	3
Ross, Mrs. Mary.....	Red River.....	9
Ross, Mrs. Victoria.....	Arthabaska, Que.....	14
Ross, Miss Eliza, Executors of.....	Montreal.....	7
Ross, Rev. Walter.....	Carleton Place.....	6
Ross, John U.....	Halifax, N.S.....	6
Ross, Donald, Administrators of.....	Montreal.....	27
Rossignol, Mrs. Emelie.....	Kamouraska.....	3
Routh, Francis A., in trust for Dr. Kilkelly.....	Montreal.....	6
Roy, William.....	Royston.....	78
Roy, James.....	Montreal.....	10
Rudyerd, Mrs. C. L., Executrix.....	England.....	83
Rupert's Land, Lord Bishop of, in trust for Sarah Logan.....	.....	26
Russell, Robert Henry, M.D.....	Quebec.....	3
Russell, Mrs. Laura E.....	do .....	2
Rutherford, Edward H.....	Toronto.....	18
Rutherford, William, for J. G. H.....	England.....	30
Rutherford, James.....	Montreal.....	1
Rutherford, Mrs. Mary.....	Scotland.....	9
Ryan, Hon. Thomas.....	Montreal.....	210
Ryan, Mrs. Joanna, Tutrix.....	do .....	11
Salway, Alfred A. C. G.....	England.....	25
Savage, John G., Executor of.....	Montreal.....	4
Saunders, Mrs. Rebecca.....	do .....	2
Saunders, H. and A.....	do .....	7
Sawtell, Miss Maria.....	do .....	11
Saville, Mrs. A. H.....	New York.....	20
Sayer, Edward.....	Hudson's Bay Co.....	10
Schreiber, Collingwood.....	Ottawa.....	40
Sclater, Mrs. Isabella.....	Longueuil.....	1
Scott, Mrs. Agnes.....	Peterboro'.....	25
Scott, Benjamin.....	Hudson's Bay Co.....	3
Scott, Gilbert.....	Montreal.....	50
Scott, Mrs. Hannah.....	Quebec.....	25
Scott, Mrs. Harriet.....	Côte St. Paul.....	4
Scott, Henry S.....	Quebec.....	18
Scott, Mrs. Mary B.....	do .....	73
Scott, A. Stewart, Executors of.....	do .....	31
Scott, John.....	Ottawa.....	30
Scott, Mrs. Louisa M.....	do .....	45
Scott, Francis.....	Chateauguay, Que.....	3
Scott, James.....	Hudson's Bay Co.....	3
Scott, Mrs. Eliza.....	Brockville.....	22
Scott, Miss Jane, and Stephens, Pembroke S.....	England.....	35

## Bank of Montreal—Continued.

## (Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Scott, Henry O.....	Montreal.....	2
Selby, Mrs. Harriet.....	Duluth, U.S.....	3
Sample, John.....	Chicoutimi.....	4
Senkler, Mrs. Honor.....	Perth.....	4
Senkler, Miss Agnes C.....	Brockville.....	39
Senkler, Albert E., M.D.....	Toronto.....	44
Senkler, Edmund J.....	St. Catharines.....	50
Senkler, Wm. S.....	Perth.....	50
Senkler, Mrs. Frances J.....	Toronto.....	17
Servante, Major-General Hy., Executor of.....	England.....	28
Setchell, Samuel.....	Halifax, N.S.....	2
Setter, Mrs. Jessie.....	Red River.....	12
Sewell, Rev. Hy. D.....	England.....	5
Sewell, Rev. Edmund W.....	Quebec.....	12
Sharpe, Mrs. Anna H., Administratrix.....	Brockville.....	22
Sharp, Miss Caroline.....	England.....	2
Shaw, Joseph Wm.....	Montreal.....	53
Shearly, Nicholas.....	do.....	58
Shearly, Nicholas, in trust.....	do.....	4
Sheffield, Charles H.....	Peterboro.....	7
Shelton, Augustus, D. S. G.....	Halifax, N.S.....	29
Shepherd, Robert W.....	Montreal.....	150
Shepherd, Henry W.....	do.....	107
Sherwood, Wm., in trust.....	Brockville.....	32
Shortt, Rev. Wm. K.....	Compton.....	12
Sidey, David D.....	Montreal.....	15
Simmons, Joseph H.....	Quebec.....	12
Simms, Francis H.....	Montreal.....	3
Simms, Charles and Robert, and John Cowan, in trust.....	do.....	24
Simms, Wm. C., M.D.....	St. John's, Nfld.....	5
Simms, Mrs. Julianna S.....	do.....	6
Simons, Mrs. Jane.....	Quebec.....	5
Simons, Mrs. Jane, Usufructuary.....	do.....	5
Simons, John.....	do.....	10
Simpson, Mrs. Catharine, Executrix.....	Montreal.....	37
Simpson, George W.....	do.....	49
Simpson, George W., Curator to Jas. Isbister.....	do.....	20
Simpson, George W., Curator to Roderick McKenzie.....	do.....	25
Simpson, George W., Tutor to E. R. T. Rowand.....	do.....	74
Simpson, George W., Tutor to Minors Bird.....	do.....	25
Simpson, George W., and James Bissett, in trust.....	do.....	11
Simpson, Wemyss M.....	Sault Ste. Marie.....	74
Simpson, Wemyss M., in trust.....	do.....	20
Simpson, Mrs. Lucy J.....	Como, Que.....	3
Simpson, Wm. B., in trust.....	Montreal.....	6
Sims, Mrs. Margaret.....	do.....	15
Sinclair, Alexander.....	Hudson's Bay Co.....	15
Sinclair, John.....	do.....	7
Skelton, John G., M.D.....	Bonavista, Nfld.....	3
Slater, Mrs. Esther.....	Ottawa.....	5
Slevin, Mrs. Sarah.....	Montreal.....	8
Sloggett, Richard.....	Charlottetown, P. E. I.....	40
Smart, Mrs. Catharine.....	Montreal.....	2
Smart, Alexander M., Executor.....	Syracuse, N. Y.....	6
Smith, Bennett.....	Windsor, N.S.....	30
Smith, Mrs. Anna, Executrix.....	England.....	183
Smith, Hon. Donald A.....	Montreal.....	788
Smith, Hon. Donald A., in trust.....	do.....	15

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Smith, Hon. Donald A., in trust for William McMurray, jun.....	Montreal.....	5
Smith, Hon. Donald A., in trust for C. S. Horden	do .....	1
Smith, Hon. Donald A., in trust for Alex. McKenzie.....	do .....	1
Smith, Hon. Donald A., in trust for B. C. Horden	do .....	1
Smith, Hon. Donald A., in trust for H. H. Horden	do .....	1
Smith, Hon. Donald A., in trust for Wm. Reid.....	do .....	3
Smith, Hon. Donald A., Curator to Charles McKenzie .....	do .....	8
Smith, Hon. Donald A., Tutor to Minors Connolly.....	do .....	6
Smith, Hon. Donald A., Tutor to Agnes Wilson	do .....	6
Smith, Hon. Donald A., and James Bissett, in trust for Miss M. C. Smith.....	do .....	5
Smith, Mrs. Sarah M.....	Dorchester, N.B.....	35
Smith, Edward.....	Montreal.....	5
Smith, Miss E. U.....	do .....	9
Smith, Miss L. S.....	do .....	18
Smith, Mrs. D. D.....	Bristol, Que.....	1
Smith, Mrs. Eliza M.....	Montreal.....	26
Smith, Goldwin.....	Toronto.....	44
Smith, Mrs. Eleanor, and Mrs. Mary A. Benson, and Jno. Macintosh, Curator.....	Montreal.....	16
Smith, Wm. Charles.....	Major 78th.....	4
Smith, Mrs. Mary Ann.....	Montreal.....	15
Smith, Mrs. Caroline, Executors of.....	Kingston.....	6
Smith, Mrs. Elizabeth F.....	Montreal.....	19
Smith, Mrs. Elizabeth F., in trust.....	do .....	21
Smith, Mrs. Wilhelmina.....	St. John, N.B.....	8
Smith, Wm. Oliver.....	Montreal.....	1
Smith, John M., in trust.....	do .....	29
Smithers, Charles F., in trust for Jno. N. Travers	do .....	20
Smithers, Charles F.....	do .....	50
Smythe, Mrs. Mary.....	do .....	10
Smythe, William.....	Strabane, Ireland.....	10
Snetsinger, John G.....	Moulinette, Ont.....	50
Snodgrass, Rev. Wm.....	Scotland.....	24
Snowdon, H. L.....	Montreal.....	3
Somerville, Misses B. C. and J.....	Scotland.....	74
Somerville, James, Executors of.....	Lachine.....	18
Somerville, Alexander, Executor.....	do .....	18
Sorley, Mrs. Margt. T. M.....	Ingersoll.....	5
Spence, Gilbert.....	Hudson's Bay Co.....	3
Spence, William.....	do .....	3
Spence, James.....	do .....	7
Spencer, Miles.....	do .....	1
Spencer, John R.....	do .....	4
Spencer, Henry T.....	Montreal.....	18
Sprague, Mrs. Elizabeth S.....	do .....	10
Sprague, Mrs. Martha A.....	do .....	20
St. Andrews Societv.....	do .....	32
St. Pierre de la Malbaie Corporation.....	Gaspé.....	3
St. Cyr, Jean B.....	Hudson's Bay Co.....	2
St Ours, Mrs. Marie H. C. J.....	St. Ours.....	15
Stack, Rev. Thos. L.....	Ireland.....	48
Stackhouse, Ben. S.....	St. Andrews.....	1
Stairs, John.....	Halifax, N.S.....	7
Starke, Richard G., in trust.....	Montreal.....	18
Starke, William.....	do .....	10
Starke, Mrs. Maria.....	do .....	65

Bank of Montreal—*Continued.*(Banque de Montréal—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares — (Actions.)
Starke, Geo. K., in trust.....	Montreal.....	1
Statham, William.....	England, Eng.....	26
Staveley, Mrs. Elizabeth G.....	Quebec.....	3
Steers, Miss Jane.....	Ireland.....	12
Steeves, Miss Martha J.....	England.....	15
Steeves, Miss Lucinda.....	do.....	15
Steeves, Mrs Mary.....	do.....	13
Steeves, Miss Carrie.....	do.....	10
Stein, Mrs. Margt. M.....	Montreal.....	13
Stephen, George C.....	do.....	2
Stephen, Wm.....	do.....	2
Stephen, George.....	do.....	750
Stephen, John G., Capt. M.O.S.S. Co.....	do.....	4
Stephen, Wm., Executors of.....	Montreal.....	8
Stephens, Miss Ann J.....	Chatham.....	2
Stephens, S. Pembroke, and Miss Jane Scott.....	London.....	39
Stevens, Miss Isabella.....	England.....	31
Stevenson, Adam.....	Montreal.....	11
Stevenson Miss Amy K.....	Quebec.....	3
Stewart, Charles J.....	Amherst.....	12
Stewart, Miss Isabella.....	Brockville.....	7
Stewart, Neil, Executors of.....	Vankleek Hill.....	1
Stewart, Lewes G.....	Wales.....	34
Stewart, James.....	Lanark.....	2
Stewart, Alex., Trust.....	England.....	170
Stewart, Wm.....	Port Hope.....	9
Stirling, Miss Jessie.....	Scotland.....	20
Stirling, Miss Margaret.....	do.....	49
Stirling, James, Executors of.....	do.....	14
Stirling, John.....	Montreal.....	5
Stockand, John.....	Hudson's Bay Co.....	2
Stodart, David R., in trust for R. R. Stodart.....	Montreal.....	3
Stodart, David R.....	do.....	2
Stodart, David R., in trust for H. M. Stodart.....	do.....	5
Stótherd, Col. Richard H.....	Royal Engineers.....	7
Strachan, Lt.-Col. Hy. A.....	Dublin.....	30
Strathy & Strathy.....	Montreal.....	45
Strange, Lt.-Col. Thomas B.....	Quebec.....	4
Strange, Orlando S.....	Kingston, Ont.....	2
Stuart, Charles.....	Port Hope.....	20
Stuart, Sir Charles J., Bart.....	London, Eng.....	105
Stuart, Hon. G. O.....	Quebec.....	12
Stuart, Hon. G. O., and wife.....	do.....	81
Stuart, William.....	Scotland.....	30
Sutherland, Louis.....	Montreal.....	84
Sutherland Hon. John.....	Manitoba.....	1
Sutherland, Mrs. Alice.....	Millbrook.....	4
Suzor, Mrs. Sophia, and A. B. Sirois, Tutor.....	Quebec.....	10
Swan, Henry.....	Toronto.....	2
Swanborough, Abel.....	Richmond.....	3
Swanston, Thomas.....	Hudson's Bay Co.....	232
Sykes, Walter H., R. E.....	Halifax, N. S.....	15
Symmes, Mrs. Abigail.....	Three Rivers.....	15
Symmes, Mrs. Abigail, Executrix.....	do.....	2
Symmes, Miss Mary E.....	do.....	1
Tait, John, Executors of.....	Red River.....	6
Tait, William.....	Côte des Neiges.....	131
Tait, William, in trust.....	do.....	15
Tait, Mrs. Rebecca.....	Montreal.....	20
Tait, Robert.....	Hudson s Bay Co.....	16
Tanner, Rev. John E., Usufruct Executor.....	Brompton Falls, Que.....	6



Bank of Montreal—*Continued.*  
(Banque de Montréal—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Tapp, William H.....		50
Tasker, James.....	Montreal.....	5
Taunton, Ed., M.P.....	England.....	12
Taylor, William Hy.....	Australia.....	9
Taylor, Mrs. Anne, Executrix.....	England.....	27
Taylor, John, Administrator.....	Manitoba.....	8
Taylor, Nicol.....	Hudson's Bay Co.....	6
Taylor, William.....	England.....	14
Taylor, Rev. Robt. H.....	Newfoundland.....	30
Taylor, Ada L.....	Montreal.....	6
Tennant, John, and wife, Trustees of.....	Scotland.....	111
Terroux, Robert, in trust.....	Montreal.....	4
Tessier, Mrs. Jane, Executors of.....	Chatham.....	5
Tessier, Hon. Ulric J.....	Quebec.....	20
Tett, Benjamin.....	Newboro'.....	1
Thayer, Mrs. Alice L.....	Montreal.....	3
Thomas, Hy. W., and Alfred C., in trust.....	do.....	25
Thompson, Mrs. Barbara, Usufruct.....	Toronto.....	25
Thompson, Misses Frances and Mary.....	Dominica.....	1
Thompson, Mrs. A. M.....	Montreal.....	3
Thompson, Wm. H., in trust.....	do.....	3
Thompson, James.....	Perth.....	6
Thompson, Mrs. Catharine.....	do.....	1
Thompson, Wm.....	Lemesurier.....	1
Thompson, Mrs. Elizabeth.....	Indiana Village.....	7
Thomson, Charles L.....	Port Hope.....	18
Thomson, Malcolm.....	Montreal.....	15
Thomson, Malcolm, in trust.....	do.....	26
Thomson, James, and C. Sawyer.....	Halifax, N.S.....	99
Thomson, Miss Mary.....	Quebec.....	17
Thomson, Thomas H., in trust.....	do.....	30
Thomson, Thomas McL.....	Toronto.....	100
Thomson, Samuel R.....	St. John, N.B.....	20
Thorburn, Robert.....	St. John's, Nfld.....	3
Thornloe, Rev. George.....	Stanstead.....	1
Thurgar, John V.....	St. John, N.B.....	25
Thurgar, John V., jun.....	do.....	10
Tiffin, Joseph.....	Montreal.....	25
Tiffin, Thomas.....	do.....	4
Timlin, Rev. M., Executors and Administrators of.....	Hastings.....	12
Tinkham, Miss M. F.....	Portland, Me.....	25
Todd, Richard C.....	60th Rifles.....	4
Torrance, John, and Jno. Dillon, in trust.....	Montreal.....	9
Torrance, Rev. E. F.....	do.....	5
Torrance, Mrs. Margaret W.....	do.....	5
Torre, Mrs. Maria S.....	Quebec.....	3
Tourangeau, Mrs. V. A.....	do.....	3
Toyne, John, Trustee of Mrs. F. Lightburn.....	London.....	16
Tovey, Mrs. Maria E.....	England.....	14
Travers, John N.....	Brockville.....	17
Travers, Lieut-Gen. James, V.O., C.B.....	London, Eng.....	60
Trottier, A. A., Cashier, in trust.....	Montreal.....	4
Trottier, A. A., in trust.....	do.....	125
Tubby, Miss Catharine A.....	do.....	20
Tucker, John.....	St. John, N.B.....	48
Tunstall, Mrs. Elizabeth.....	Montreal.....	10
Turcotte, Mrs. Maria E. J., and A. MacDonald, Trustees.....	Three Rivers.....	3
Turnbull, Mrs. Elizabeth.....	Quebec.....	60
Turner, Miss Mary.....	Montreal.....	52
Tuzo, Mrs. Ann M.....	Barrie.....	6

**Bank of Montreal—Continued.**  
(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Tydd, Mrs. Mary E.....	India.....	35
Tyler, Mrs. Mary J., in trust.....	Montreal.....	14
Tyler, Robert S., Executors of.....	do .....	53
University Lying-in Hospital.....	do .....	2
Utting, Mrs. Hannah.....	do .....	10
Vail, Honorable Wm. B.....	Halifax, N.S.....	15
Van Bibber, Mrs. Margaret.....	Lachine.....	110
Vaughan, Timothy.....	River St. Pierre.....	4
Vaux, Mrs. Margaret.....	do .....	27
Vennor, Henry.....	Montreal.....	2
Vibert, Peter.....	Gaspé, Que.....	16
Villiers, Mrs. Mary.....	Fort Garry.....	4
Vincent, Rev. Thomas.....	Moose Factory.....	20
Waddell, Mrs. Elizabeth H.....	Buckingham.....	2
Waddell, Robert.....	Kingston, Ont.....	24
Wadleigh, John, in trust.....	Ulverton.....	3
Wadleigh, Mrs. Sarah A.....	do .....	3
Wainman, Gordon.....	London, Eng.....	15
Waite, Mrs. Emma.....	Montreal.....	6
Waite, Mrs. Emma, in trust.....	do .....	3
Waite, Miss Emma.....	do .....	3
Walcott, Sir Stephen.....	England.....	96
Waldron, Richard.....	Kingston, Ont.....	5
Walker, Mrs. Jane A.....	Montreal.....	1
Walker, Miss Helen F.....	Quebec.....	56
Wallace, Andrew.....	Kilmarnock.....	2
Wallace, Miss Margaret.....	do .....	2
Wallis, James.....	Peterboro'.....	17
Walmsley, Mrs. Sarah M. H.....	St. Johns, Que.....	10
Walmsley, Alex.....	do .....	14
Walmsley, Alex., Executors of late Major Wm. Taylor.....	do .....	7
Ward, Rev. E. A., Executors of.....	Danville.....	6
Wardrop, John.....	Toronto.....	90
Ward, John, Executors of Samuel Hazlewood.....	do .....	15
Warren, Mrs. Alicia.....	Ireland.....	3
Warren, Lieut. Andrew R.....	Military Train.....	50
Warren, Mrs. Emily S.....	England.....	125
Warren, Mrs. Henrietta.....	Longueuil.....	1
Warren, Miss Isabella D.....	England.....	53
Warren, Henry H., Executors of.....	do .....	6
Warren, Thos. G.....	Montreal.....	2
Warnock, Mrs. Janie.....	Fert William.....	3
Washer, Rev. Chas. B.....	Brompton Falls.....	1
Watson, Charles S., in trust.....	Montreal.....	6
Watson, Charles S., Executor of Mrs. E. R. Watson.....	do .....	9
Watson, James L.....	England.....	3
Watson, John.....	Scotland.....	40
Watt, Mrs. Flora.....	Montreal.....	5
Watt, James S., Executors of.....	do .....	29
Watt, William Henry.....	Hudson's Bay Co.....	43.
Way, Charles J.....	Montreal.....	5
Weaver, Mrs. Mary A., Executrix and Usufructuary.....	do .....	12
Weir, George.....	Quebec.....	2
Wells, Charles, M.D.....	Manchester, N.S.....	20.
Wells, Miss Frances A.....	Brockville.....	4
West, Bickford, in trust.....	Montreal.....	1
West, William P., Jas. Thomson and A. W. West.....	Halifax, N.S.....	25
Westphal, Lady Mary A.....	England.....	64

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)
Wheeler, Mrs. Annie.....	Montreal.....	1
Wheeler, Edward.....	do .....	8
White, Mrs. Amelia.....	do .....	5
White, William.....	Quebec .....	105
White, William, in trust.....	do .....	13
White, Mrs. Catharine.....	Newport, R.I.....	19
White, Thomas.....	Montreal.....	2
Whiteford, William.....	London, Eng.....	8
Whiteford, Mrs. Margaret C., Trustees of Marriage Settlement.....	Brockville.....	16
Whittaker, Mrs. Annie E.....	Montreal.....	5
Whitehead, Lord Tom, Tutor.....	do .....	3
Whyte, Joseph.....	Charleston, S. C.....	50
Whyte, Joseph, in trust.....	do .....	22
Wickstead, G. W.....	Ottawa.....	132
Wickstead, G. W. and T. J. Woods, Trustees ..	do .....	41
Wiggs, Mrs Sarah.....	Quebec.....	6
Wilgress, George.....	Cobourg.....	12
Wilgress, Miss Julia C.....	Lachine.....	3
Wilkes, Alfred Jno.....	Brantford.....	2
Wilkie, D. R., Cashier, in trust.....	Toronto.....	2
Wilkie, Miss Eliza A.....	Halifax, N. S.....	5
Wilkie, Mrs. Angelica.....	Quebec.....	5
Williams, Miles.....	Montreal.....	25
Wilson, Walter.....	do .....	10
Wilson, James R.....	do .....	10
Wilson, Alexander.....	Martintown.....	21
Wilson, Hon. Chas., Executors and Trustees of.....	Montreal.....	38
Wilson, Mrs. Elizabeth A., in trust.....	Ascot.....	12
Wilson, Thomas.....	Clarence.....	7
Wilson, Mrs. Caroline S.....	Buckingham.....	112
Wilson, Rev. John.....	Cobourg.....	12
Wilson, Miss Mary F.....	Cumberland.....	15
Wilson, Mrs. Jane, Executrix and Usufruct.....	Grenville.....	34
Wilson, William.....	Cumberland.....	106
Wilson, William, in trust.....	do .....	5
Wilson, Thomas.....	Montreal.....	18
Wilson, Thomas, in trust.....	do .....	30
Wilson, Thomas, in trust, No. 2.....	do .....	7
Wilson, Thomas, in trust, No. 3.....	do .....	4
Wilson, Frederick.....	Buckingham.....	9
Wilson, Miss Florence M.....	do .....	6
Wilson, Mrs. Esther.....	Montreal.....	102
Wilson, Andrew, Executors of.....	do .....	15
Wilson, Thomas, in trust.....	do .....	82
Wingfield, Mrs. Elizabeth A.....	England.....	80
Winn, Miss Jane.....	Clarenceville.....	9
Winn, Miss Maria L.....	do .....	6
Winn, John H., in trust.....	Montreal.....	21
Winslow, Edward P.....	do .....	1
Wolf, Gus. M.....	Ireland.....	26
Wood, Colonel Jas. John.....	45th Regiment.....	8
Wood, Jas. W. H.....	Toronto.....	3
Wood, Robert.....	Montreal.....	64
Wood, William.....	do .....	31
Wood, Wm. Frost.....	do .....	79
Wood, John F.....	Hamilton.....	20
Woodrow, Mathew.....	Longueuil.....	90
Woodward, Mrs. Catharine E.....	Montreal.....	15
Woolf, Mrs. Isabella.....	New York.....	13
Workman, Joseph, M.D.....	Toronto.....	24

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Workmen's Mutual Benefit and Widows and Orphans' Prov. Society.....		8
Worsley, Mrs. Mary L.....	Brockville.....	10
Worthington, John.....	Brooklyn, N.Y.....	39
Wotherspoon, Mrs. H. C.....	Quebec.....	4
Wright, Rev. William, M.D.....	Montreal.....	10
Wright, Miss Amelia.....	Quebec.....	1
Wright, Mrs. Mary.....	Hull.....	5
Wurtele, Miss Catharine.....	Montreal.....	8
Wurtele, Miss Margaret.....	Quebec.....	2
Wurtele, Miss Mary A.....	do.....	14
Wurtele, Frederick C., in trust for Miss C. F. Wurtele.....	do.....	1
Wurtele, Richard H., in trust for F. Hacquoil.....	do.....	9
Wurtele, Mrs. Marian, in trust.....	do.....	4
Wurtele, Frederick C. and Mrs. A., in trust.....	do.....	5
Wylie, Joseph.....	Montreal.....	15
Wylie, Mrs. Rebecca L.....	Almonte.....	6
Wyllie, James.....	Kilmarnock.....	5
Wyllie, John.....	do.....	3
Yates, Henry.....	Brantford.....	150
Young, Mrs. Chas. L.....	Coteau.....	9
Young, Miss Isabella.....	Montreal.....	4
Youngson, Drummond.....	Orms town.....	2
Yule, Wm., Executors of.....	Chambly.....	224
Zuhické, G. W. G. R.....	Montreal.....	30
Zwickl, Francis.....	Sherbrooke.....	10
	Total.....	59,018

## ON TORONTO REGISTER.

Alexander & Reid.....	Toronto.....	25
Austin, James, and R. H. Bethune, in trust.....	do.....	92
Birss, Mrs. Elizabeth C.....	Hamilton.....	4
Bascour, Mrs. A. M.....	Uxbridge.....	5
Bolger, Francis.....	Toronto.....	4
Boake Trust Fund.....	do.....	1
Benson, Thos. M., and McCaul, G. L., in trust.....	Port Hope and Ottawa.....	7
Brodie, John L., and F. J. Goshing.....	Toronto.....	71
Campbell, McNeil & Co.....	Keene.....	20
Carlyle, Mrs. W. D.....	Toronto.....	3
Carter, John.....	do.....	5
Commercial Loan and Stock Co.....	do.....	25
Dewar, Gilbert J., Executors of.....	Scotland.....	30
Dewar, Mrs. Ann J.....	Port Hope.....	6
Drummond, Chas. S.....	Grafton.....	1
Grasett, Rev. H. J.....	Toronto.....	4
Grasett, Mrs. Sarah M.....	do.....	2
Gzowski, C. S., and G. A. Kirkpatrick, in trust.....	do and Kingston.....	7
Grant, John M., in trust.....	do.....	5
Gilfin, Oliver.....	do.....	6
Gzowski & Buchan.....	do.....	15
Helliwell, Thomas.....	do.....	10
Home Savings and Loan Co., Limited.....	do.....	15
Imperial Loan and Investment Co.....	do.....	3
Jones, Beverley, Executor and Trust.....	do.....	15
Keith, David S.....	do.....	6

## Bank of Montreal—Continued.

(Banque de Montréal—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares (Actions.)
Kirkpatrick, G. A., and Wm. Macpherson, in trust.....	Kingston and Quebec.....	8
Lepper, A., in trust.....	Toronto.....	5
Longe, Francis D., in trust.....	England.....	13
Lewis, George W.....	Toronto.....	16
Mead, Mrs. Elizabeth, Executrix.....	do.....	4
Milloy, Donald.....	do.....	18
Murchie, Fred. M.....	St. Stephens, N.B.....	7
Macrae, Mrs. Mary A.....	Lausanne.....	1
McDougall, William.....	Scotland.....	13
McFiggins, M., in trust.....	Colborne.....	25
McMillan, John C.....	Toronto.....	1
McDonald, W. R., Trust.....	Hamilton.....	5
Northey, Mrs. Charlotte, Trustees of.....	Toronto.....	6
Paterson, James, in trust.....	do.....	1
Parlane, Wm. A.....	Collingwood.....	5
Patton, Joseph C.....	Toronto.....	3
Patton, Joseph C., in trust.....	do.....	3
Pellat & Osler.....	do.....	3
Smith, Goldwin.....	do.....	56
Stammers, S. J., in trust.....	do.....	3
Stayner, Rev. Thos. L.....	England.....	13
Stayner, Thos. S.....	Toronto.....	39
Savage, Mrs. M. M.....	Montreal.....	5
Steers, Mrs. Margaret, Executrix.....	Toronto.....	2
Scott, Mrs. Louisa M.....	Croydon, Eng.....	23
Tobin, Mrs. Frances.....	Cedarvale.....	10
Trull, Wm. W.....	Orono.....	2
Vankoughnet, S. J., in trust.....	Toronto.....	3
Walker, Arthur.....	Sand-Hutton, Eng.....	6
Walker, Henry S.....	Cobourg.....	25
Weir, Thos. C.....	Folkestone, Eng.....	3
	Total.....	714

## ON LONDON, ENGLAND, REGISTER.

Bland, Miss Margaret G.....	Dublin.....	14
Bland, Llewelyn L.....	do.....	6
Burrowes, Major-General A. G.....	London.....	20
Cargin, Rev. James.....	Dublin.....	5
Cumyn, Surgeon-Major S. J.....	do.....	14
Craig, Mrs. E. M., and M. R. Craig.....	Summerville.....	5
Craue, Patrick M.....	London.....	8
Dallas, Alexander G.....	do.....	33
Ferguson, Robert.....	do.....	22
Fitzgeorge, Capt. A. C. F.....	do 11th Hussars.....	36
Hart, Miss Evelin.....	do.....	15
Levetus, Edward M.....	do.....	2
Moir, George.....	Manchester.....	20
Moir, John.....	do.....	5
McDonnell, Mrs. Julia.....	Dublin.....	39
Parker, Charles L., and Katherine H. Hopkins.....	London.....	6
Travers, Mrs. R. St. L. S. H.....	do.....	18
	Total.....	268

Bank of Montreal—*Concluded.*  
(Banque de Montréal—*Fin.*)

RECAPITULATION.

	Shares. (Actions.)
Letter A .....	2,513.
B .....	4,252
C .....	4,325
D .....	2,255.
E .....	462
F .....	1,103
G .....	1,892
H .....	4,731
I and J .....	1,148
K .....	510
L .....	4,039
M .....	11,937
Mc .....	2,381
N .....	997
O .....	684
P .....	1,709
Q .....	3,281
R .....	5,624
S .....	1,573
T .....	210
U and V .....	2,676
W .....	429
Y and Z .....	287
On Toronto Register .....	714
London, England, Register .....	268
Total .....	60,000

W. J. BUCHANAN,  
*General Manager.*

BANK OF MONTREAL,

MONTREAL, 9th February, 1882.

**QUEBEC BANK.**  
(BANQUE DE QUÉBEC.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Alaine, Hariette.....	Quebec.....	2
Alford, Geo.....	do.....	40
Alexander, Eliz.....	Gaspé.....	17
Amouroux, Augustine H.....	Baie St. Paul.....	12
Anctil, M. M. C., Usufructuary Donee.....	St. Ann.....	7
Andrews, Thos., Estate of.....	Quebec.....	82
Andrews, F. W.....	do.....	1
Andrews, F. A., Q.C.....	do.....	49
Annet, Wm. Jno. and James.....	Gaspé Basin.....	40
Arcand, Ulric.....	Bécancour.....	17
Antrobus, Annie.....	Berthier.....	7
Auger, Adelaide.....	Lotbinière.....	7
Auld, James.....	Quebec.....	19
Auld, Sarah Jane.....	do.....	27
Auld, Sarah Jane, Usufructuary Legatee.....	do.....	25
Auld, Joseph, Usufructuary Legatee.....	do.....	25
Austin, Myrrha H.....	Mégantic.....	14
Austin, Lucretia.....	Quebec.....	15
Baby, M. W.....	do.....	82
Bailey, W., in trust.....	Gaspé.....	12
Balcer, H. M.....	Three Rivers.....	169
Bald, Eleanor R., Tutrix.....	do.....	59
Baller, Christopher.....	Quebec.....	20
Baptist, Alex.....	Three Rivers.....	7
Baptist, Alex., in trust.....	do.....	7
Baptist, Flora McD.....	do.....	8
Bardy, Marie S. L.....	Quebec.....	22
Barrow, J. W.....	do.....	41
Bates, W. J.....	do.....	55
Bates, Sarah A.....	do.....	19
Bayne, Margaret.....	do.....	9
Bazin, Marie F.....	do.....	28
Bean, Mary Ann.....	do.....	5
Beaudet, Rev. P. E.....	Lévis.....	6
Beaulin and F. X. Côté, Executors, Estate of.....	Quebec.....	20
Belanger, Sophie.....	do.....	16
Bell, Kate, Tutrix.....	England.....	10
Bell, David.....	Quebec.....	12
Belleau, Sir N. F., K.C.M.G.....	do.....	458
Bender, A.....	Montmagny.....	10
Bender, A., Tutor.....	do.....	2
Bender, A. J.....	do.....	1
Benson, Ann Jane.....	Quebec.....	5
Bernier, Eliz. A.....	Madawaska, N.B.....	2
Bernier, Eliz Legatee.....	do.....	2
Bertrand, Marie.....	Quebec.....	5
Bertrand, C. F.....	Isle Verte.....	5
Bethune, M. L.....	England.....	16
Bethune, Julia A. C.....	Montreal.....	48
Bettez, F.....	Three Rivers.....	10
Bignell, Elizabeth.....	Quebec.....	4
Bisset, Elizabeth.....	do.....	8
Black, A., Executor, and Christina, Usufructuary Legatee.....	Cobourg.....	10
Black, Wm.....	Quebec.....	32
Blackburn, J., Estate of.....	do.....	15

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Blair, Hugh P.	Saguenay	11
Blair, David	Grand Bay, Sag	7
Blair, R. C.	Saguenay	7
Blampied, John	Labrador	5
Bogue, Anastasia	Quebec	41
Bouchette, Clara	do	10
Bourgaize, John	Gaspé	13
Bowen, James	Quebec	32
Bowen, Hilda	do	9
Boyle, Isabella	do	53
Bradshaw, R. C.	do	2
Bradshaw, Myrrha T.	do	8
Brochu, C.	do	125
Brodie, Ann M.	do	30
Brodie, Alex.	do	7
Brodie, Peter	do	3
Brousseau, Martha M.	do	40
Brown, Mary J. (Mrs. Parke)	Melbourne	25
Brown, John, in trust	Quebec	2
Brown, Caroline A.	do	2
Brown, Mary F.	do	3
Browne, Josephine, Executrix	England	40
Brown, Henrietta	Quebec	2
Brown, Wm. Hy.	do	25
Brown, John, in trust	do	1
Bruce, Robt.	do	40
Buchanan, C. S. C.	do	5
Buell, Margaret S.	Brockville	21
Buell, Susan H. H.	Perth	11
Bureau, Marie N.	Lotbinière	3
Burnett & Co.	Montreal	20
Burstal, John	Quebec	2
Brahadi, S.	Montreal	25
Cahill, Michael	Beauce	10
Caisse d'Economie de Notre-Dame	Quebec	574
Caldwell, James, sen.	New Carlisle	2
Caldwell, Martha	do	11
Caldwell, Sarah	do	11
Caldwell, Thos.	do	33
Calvin, Annie W.	Kingston	1
Cambie, H. J.	Ottawa	12
Campbell, Jane	St. Leon	40
Campbell, John Steele & Angus	New Carlisle	6
Campbell, Janet	Three Rivers	10
Carcand, Daniel	New Carlisle	10
Caron, Joséphine, Estate of	Quebec	15
Carrier, Mary Ann	do	40
Carter, W. H.	do	90
do in trust	do	24
Casgrain, Rev. R.	do	25
Cazeau, Rev. C. F., in trust	do	3
Chaderton, Mary	do	1
Charlton, Chas. P.	Grand Bay	14
Cinq-Mars, Chas.	Quebec	40
Civil Service Building Society	Ottawa	10
Clark, Amelia G.	Quebec	390
Clark, Elizabeth G.	Quebec	5
Clark, Rev. W. B.	do	77
Clark, Rev. W. B., and James Hossack	do	8
Cloutier, Josephine	do	5
Clifford, Harriet	England	8



**Quebec Bank—Continued.**  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Coburn, Wm .....	Melbourne.....	2
Codville, M. E., (Mrs Giles).....	Vermont.....	50
Cook, Jessie.....	Quebec.....	10
Corporation Finlay Asylum.....	do .....	5
Corriveau, Sophronie .....	do .....	3
Côté, Marie A.....	do .....	10
Côté, Joseph, M.D .....	do .....	10
Cousin, Elizabeth G.....	Baton Rouge.....	57
Crawford, Margaret.....	Quebec.....	25
Crawford, Caroline S.....	do .....	25
Craig, R.....	do .....	1
Cream, E. A. C.....	do .....	33
Campbell, Delima M.....	do .....	4
Davenport, Francis G.....	England.....	2
DeBlois, P. A.....	Quebec.....	7
Delagrave, M. L., Usufructuary Legatee.....	do .....	66
Derbshire, Catharine E.....	Magog.....	57
Derbshire, Martha.....	do .....	20
Derbshire, Ellen.....	do .....	14
Desilets, Marie L. A.....	Three Rivers.....	1
Devlin, Hugh, in trust.....	Quebec.....	36
Devilliers, F. X.....	Lotbinière.....	10
Dick, John, sen.....	Quebec.....	20
Dionne, Narcisse.....	do .....	40
Dolbel, Wm.....	Jersey.....	7
Douglas, Eleanor.....	Quebec.....	11
Donohoe, Ellen.....	do .....	60
Donohoe, Ann.....	do .....	2
Dorian, Marie.....	do .....	48
Droy, Margaret.....	do .....	10
Dubé, Honorine.....	do .....	1
Dubé, Joseph.....	do .....	10
Dubeau, J. B. Z.....	do .....	60
Duffet, Ann, Executrix.....	Etchemin.....	30
Dugal, F. D.....	Quebec.....	20
Dugas, Cecile.....	Gaspé.....	4
Dugas, Horace.....	do .....	3
Duggan, Susan.....	Quebec.....	8
Dunn, T. H.....	do .....	63
Dunn, Alma M.....	do .....	40
Dunn, T. H., in trust for Laura Dunn.....	do .....	40
Dunn, C. W. S.....	do .....	30
Dunn, L. H., Tutor.....	do .....	2
Dunn, L. H.....	do .....	9
Dunn, Mary.....	do .....	40
Dupont, Wm.....	do .....	22
Durnford, Jane.....	England.....	12
Durnford, Mary.....	do .....	36
Durnford, Sophia M.....	do .....	5
Egan, Ann Margaret.....	Montreal.....	19
Egan, Heirs late J. L.....	do .....	4
Egan, F. A. M. (Mrs. Almon).....	Halifax.....	2
Egan, H. K.....	Aylmer.....	2
Egan, Mary A.....	Montreal.....	2
Egan, Aurelia C. (Mrs. Chambers).....	do .....	2
Egan, Adele J.....	do .....	2
Elliott, Rev. J., D.D., in trust.....	Kingston, Ont.....	30
Emmerson, T. E.....	Edmunston, N.B.....	9
Emslie, James.....	Quebec.....	20
Fauvel, John.....	Jersey.....	9
Fauvel, John, in trust.....	do .....	11

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Fauvel, John, Trust.....	Jersey.....	31
Ferguson, Gilbert.....	Quebec.....	10
Fisher, Jane.....	Valcartier.....	6
Flanagan, Mary Ann.....	.....	7
Flynn, Edm., Mayor, in trust.....	Percé.....	5
Fortier, Marie L. J., Estate of.....	Quebec.....	34
Fortier, John.....	Leeds.....	2
Fortier, J. E.....	Quebec.....	33
Forrest, Alex.....	do.....	5
Forrest, Clara.....	Sault au Cochon.....	4
Foster, G. K.....	Richmond.....	42
Foster, G. K., jun.....	do.....	4
Foster, Cynthia E.....	do.....	4
Fraser, Alex., Executor of Estate of S. Quinn.....	Quebec.....	33
Fraser, Eliz. H.....	Montreal.....	43
Fraser, Hon. John.....	Quebec.....	50
Fraser, Mrs. Christina.....	Scotland.....	16
Fraser, Hon. John, in trust for J. Blackburn.....	Quebec.....	12
Fraser, John.....	do.....	88
Frechette, Heirs of Mrs.....	do.....	3
Frechette, O. W., Tutor.....	do.....	9
Fremont, Mrs. Cecile P.....	do.....	29
Fremont, Jules Jas. T.....	do.....	2
Frenette, Julie.....	do.....	18
Fry, Henry.....	do.....	341
Fry, Marie E.....	do.....	1
Fry, Alfred.....	England.....	30
Gagne, Evariste.....	.....	12
Galt, R., Executors of late.....	Quebec.....	88
Gale, Martha.....	do.....	45
Gale, Thomas.....	do.....	10
Galbraith, Eliza.....	do.....	8
Garneau, Felix.....	Cap Santé.....	7
Garneau, Julie.....	Quebec.....	1
Gauthier, N.....	Montmagny.....	4
Gauvreau, Marie O.....	Quebec.....	24
Geggie, D. H.....	do.....	20
Geggie, James.....	do.....	24
Geggie, Agnes.....	do.....	17
Geggie, Margaret F.....	do.....	5
General Hospital, Ladies of.....	do.....	130
Gibb, James.....	do.....	86
Gibson, W. C.....	do.....	4
Gibson, James.....	do.....	10
Gillespie, James, sen.....	do.....	27
Giroux, E.....	do.....	25
Gingras, C., Usufructuary Legatee.....	do.....	12
Gingras, Caroline.....	do.....	16
Gipps, Mary Jane.....	England.....	25
Girard, P.....	Gaspé.....	22
Girard, Marie.....	Quebec.....	4
Glass, Margt. F.....	do.....	10
Glenon, Albertina.....	do.....	1
Godin, Cleophe.....	Nicolet.....	18
Godard, Norris, in trust.....	Ottawa.....	6
Godbout, Louis, heirs.....	Isle d'Orleans.....	6
Goldstein, Adolphe.....	Montreal.....	10
Goldstone, Mary Jane.....	Quebec.....	58
Goldstone, Mary Jane, Executrix.....	do.....	4
Goldstone, S. (Mrs. Hamilton).....	do.....	27
Goldstone Sarah M. (Mrs. Bew).....	do.....	40

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Goodwin Emma .....	England .....	150
Graddon, Amelia .....	Quebec .....	20
Grant, T. H. ....	do .....	20
Grant, Caroline .....	do .....	20
Grant, R. ....	do .....	25
Grant, G. J. F. ....	Scotland .....	25
Grant, Everetta J. F. ....	do .....	60
Grassett, Very Rev. Dean .....	Toronto .....	17
Grassett, Sarah M. ....	do .....	7
Green, J. H. ....	Quebec .....	30
Green, Charlotte .....	do .....	24
Green, Helena J. ....	do .....	14
Greig, R. ....	do .....	25
Grieve, Catharine, Usufructuary Legatee .....	do .....	6
Griffiths, W. H. ....	England .....	7
Griffith, C. R. ....	Quebec .....	35
Grist, Amelia Jane .....	Ottawa .....	18
Grist, Hy. ....	do .....	7
Guerout, Lucy .....	Quebec .....	50
Guillet, V. ....	Three Rivers .....	6
Gurry, James .....	Quebec .....	20
Hacker, Judith A. ....	do .....	34
Hacquoile, François .....	Pointe St. Pierre .....	20
Hacker, Eliza Jane .....	Quebec .....	61
Hale, Frances Isabella .....	do .....	25
Hale, F. C. ....	do .....	10
Hale Richard .....	do .....	32
Hale, E. J. ....	do .....	100
Hale, E. J. and W. D. Campbell, Trustees .....	do .....	12
Hale, E. J., and Jas. Adamson .....	do .....	22
Hale, E. J., in trust .....	do .....	45
Hale, Maria S. ....	Brooklyn, N. Y. ....	46
Hall, Mary .....	Ottawa .....	10
Hamilton, Mary .....	Quebec .....	15
Hamilton, Rev. C. ....	do .....	5
Hamilton, Robt. ....	do .....	50
Hamilton, Emma M. ....	do .....	61
Hammond, Mrs. E. J. E. ....	do .....	6
Hanafin, Mary .....	do .....	21
Hannan, O. ....	do .....	1
Harper, L. G. ....	Percé .....	11
Harris, Josephine A. ....	United States .....	4
Hart, George, Tutor .....	Montreal .....	21
Harbeson, E. H. C. ....	Quebec .....	17
Hatch, Hugh, Executor, Estate of .....	do .....	94
Hatch, John, Tutor .....	do .....	26
Hatch John, Jas. Gibson, and Wm. Kelly, Executors .....	do .....	5
Hart, Julia .....	Three Rivers .....	20
Hatch, John, and Kelly, Wm .....	Quebec .....	8
Hawkins, Mary .....	do .....	12
Hawtayne, W. H. W., in trust .....	England .....	2
Healey, Louisa .....	Quebec .....	4
Heath, W. A. ....	Green Island .....	65
Hennebury, Margaret .....	Quebec .....	1
Henderson, Martha H. ....	do .....	4
Henderson, John .....	Montreal .....	7
Henderson, Rev. James .....	Cookshire .....	15
Henderson, Mary .....	St. Malachi .....	45
Henderson, Margaret E. ....	Quebec .....	4
Henderson, G. A. ....	Cobourg .....	1

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Henry, J.....	Inverness.....	6
Henry, J. W.....	Quebec.....	300
Hethrington, Thos.....	do.....	71
Hodgson, Emily G.....	England.....	17
Hodgson, Rev. John.....	do.....	60
Hodgson, Michael J.....	Quebec.....	30
Holt, Matilda L.....	do.....	10
Holt, Emily A.....	do.....	9
Home, Mary.....	do.....	28
Hooks, Isaac.....	do.....	30
Hossack, James, in trust for Margaret Wilson.....	do.....	8
Hossack, James.....	do.....	2
Hossack, James, in trust.....	do.....	1
Hossack, James, in trust.....	do.....	3
Hossack, Helen.....	do.....	28
Hossack, W., St. John Street.....	do.....	62
Hossack, W., D'Aiguillon Street.....	do.....	85
Houliston, John.....	Three Rivers.....	28
Houliston, Janet.....	do.....	8
Houseman, Rev. G. V., in trust.....	Quebec.....	2
Hudon, Atala.....	Rivière du Loup.....	7
Houseman, Rev. G. V., in trust.....	Quebec.....	1
Hudon, Jean F.....	do.....	26
Hume, John, sen.....	Leeds.....	16
Hunt, Amelia, (Mrs. Brown).....	Quebec.....	7
Hunt, James, Estate of late.....	do.....	146
Huot, A. J., Usufructuary Legatee.....	do.....	1
Huot, Charles, Usufructuary Legatee.....	do.....	1
Huot, P.....	do.....	20
Irvine, Charlotte F. L., Tutrix.....	England.....	4
Jackson, Ed. jun., Tutor.....	Quebec.....	2
Jackson, Eliza J., Usufructuary Legatee.....	do.....	25
Jameson, John, Estate of late.....	do.....	80
Jameson, Frances.....	do.....	101
Jarvis, John A.....	Rivière du Loup.....	6
Jazdowski, Wm.....	Scotland.....	16
Jiggins, Isabella.....	Megantic.....	32
Johnston, Peter.....	Quebec.....	40
Joly, Hon. H. G.....	do.....	50
Jones, W. H.....	Ottawa.....	5
Jones, Reuben P.....	Boston.....	7
Joseph, Abraham.....	Quebec.....	21
Jourdain, A.....	do.....	20
Journeaux, Edward.....	Melbourne.....	12
Judd, Margaret W.....	Quebec.....	1
Julien, Ferdinand.....	do.....	10
Jones, John L.....	do.....	64
Jacobs, Bur.....	Montreal.....	50
Kelly, Jane.....	Quebec.....	10
Kelly, Wm.....	do.....	8
Kerr, C. P.....	do.....	10
Kennedy, Oliver.....	do.....	2
Kennedy, W. H.....	do.....	15
King, Edwin F.....	Montreal.....	10
Kinnear, H. (Mrs. Thompson).....	Leeds.....	5
Kinnear, W.....	Quebec.....	9
Kinnear, James, jun.....	do.....	3
Kinnear, Harriet.....	do.....	67
Kinnear, James.....	do.....	110
Kirk, Wm., Tutor.....	do.....	2
Knight, Col. Alfred.....	do.....	6

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Knight, A. F. A., Executors of.....	Quebec.....	45
Knight, Henrietta.....	do.....	21
Knight, St. George J. R., in trust.....	do.....	4
Lachance, Frs. Papin dit.....	do.....	40
Ladies' Protestant Home.....	do.....	45
Lagneux, Adelaide.....	do.....	1
Lagneux, Jos., Ptre.....	do.....	6
Laird, John.....	do.....	20
Laird, John, Tutor.....	do.....	50
Laird, Jos W., Tutor.....	do.....	6
Lamontagne, J. B.....	do.....	69
Langevin, A. E., in trust.....	do.....	1
Langevin, A. E., in trust.....	do.....	1
Langevin, C. F., Estate of.....	do.....	259
Langevin, Sir H. L., K.C.M.G.....	Ottawa.....	4
Langevin, Mary A.....	Quebec.....	1
Langevin, A. E.....	do.....	13
Langlois, Chas.....	do.....	3
Latimer, Mary B.....	do.....	7
Laurie, Duncan.....	do.....	60
Laurie, Archibald.....	do.....	115
Laurie, Sophia.....	do.....	50
Lawrence, Geo.....	do.....	30
Layfield, Agnes.....	Megantic.....	4
Leacraft, May C.....	Quebec.....	2
LeBoutillier, Rosa Isabella.....	do.....	5
Leclère & Letellier.....	do.....	3
L'Hôpital du Sacré Cœur de Jesus.....	do.....	9
Lemesurier, Amelia.....	do.....	54
Lemoine, Alex.....	do.....	1
Lannan, Mary T.....	do.....	10
Lannan, Annie.....	do.....	4
Leonard, Rev. Jos. H.....	Miron.....	7
Lesperance, Pierre.....	Quebec.....	12
Lesperance, Michel.....	St. Michel.....	5
Lesperance, Marie E.....	St. Thomas.....	9
Levy, Rosetta.....	England.....	100
Legros, P. E.....	Gaspé.....	4
Lindsay, A., Curator to W. E. Cole.....	Quebec.....	2
Lindsay, E. B.....	do.....	17
Lindsay, E. B., Usufructuary Legatee.....	do.....	19
Lindsay, E. B., in trust.....	do.....	66
Lloyd, Clara E.....	do.....	1
Lachead, D.....	Montreal.....	18
Lodge, Hy.....	Matapedia.....	10
Logie, Sarah, Usufructuary Legatee.....	Quebec.....	17
Longmuir, E.....	do.....	6
Longmuir, Hester C.....	do.....	6
Lord Bishop of Quebec, in trust.....	do.....	20
Lottinville, F.....	Three Rivers.....	8
Louis, Joseph.....	Quebec.....	60
Lyng, Honora.....	do.....	17
McPherson, E. (Mrs. Holt).....	Gaspé.....	4
Macaulay, E., and A. Ahern, in trust.....	Quebec.....	32
Macdonald, C. E.....	Montreal.....	7
Mackay, Ed.....	do.....	55
Maclaren, W.....	do.....	4
Macleod, D. R., Tutor.....	Quebec.....	15
MacNaughton, John, Tutor.....	do.....	4
Macnider & Co., James.....	do.....	45
Magée, C., Administrator.....	Ottawa.....	73

Quebec Bank—Continued.  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Maguire, Francis A.....	Quebec.....	30
Manuel, John.....	Ottawa.....	26
Marcan, H. F.....	Quebec.....	6
Marsh, Rev. David.....	do.....	5
Marsh, Rev. D., in trust for M. Marsh.....	do.....	1
Marsh, Rev. D., in trust.....	do.....	5
Martin, Bertha.....	do.....	20
Martin, Alex.....	Leeds.....	3
Martin, Mary.....	do.....	2
Martindale, Lieut.-Col. B. H.....	England.....	12
Martindale, Maude A.....	do.....	3
Martindale, Edith.....	do.....	6
Masson, Hon. J., Estate of.....	Montreal.....	200
Maxwell, Matilda K.....	Lévis.....	11
McConechy, Jane.....	London.....	12
McCullen, James, in trust.....	Quebec.....	21
McDougall, Margaret.....	Three Rivers.....	9
McEnery, Mary.....	Quebec.....	1
McGill, Mary Ann.....	Montreal.....	7
McGrath, E.....	St. Catharines.....	5
McGreevey, R. H.....	Quebec.....	6
McHarg, John.....	do.....	1
McKay, Judith.....	Boston.....	25
McKenna, Rosanna.....	Gaspé.....	17
McKenzie, Mary.....	Leeds.....	2
McLaughlin, H., Executor Estate of.....	Quebec.....	8
McLeod, Mary A.....	do.....	4
McLeod, R.....	do.....	13
McLeod, Annie S. B.....	do.....	13
McLimont, W.....	do.....	62
McLimont, Christina.....	do.....	35
McLimont, W., in trust.....	do.....	59
McLimont, W., in trust.....	do.....	9
McPherson, W.....	Port Daniel.....	26
McQuilken, Mrs. P., Legatee.....	Quebec.....	14
McQuilken, Mrs. P., Tutrix.....	do.....	14
McWilliam, Eliza.....	do.....	9
McWilliam, W.....	do.....	7
McWilliams, Ann.....	do.....	1
Meagher, John, Estate of.....	Carleton.....	150
Meiklejohn, C.....	Quebec.....	11
Meiklejohn, J.....	do.....	27
Meredith, Isabella A.....	do.....	2
Messervy, W. J., Estate of.....	do.....	4
Méthot, E. W.....	Méthot's Mills.....	50
Méthot, Clelie.....	do.....	26
Méthot, Eliza M.....	Boston.....	50
Middleton, Elizabeth.....	Quebec.....	5
Middleton, Elizabeth, Usufructuary Legatee.....	do.....	23
Miller, W. J., in trust.....	do.....	3
Miller, M.....	do.....	11
Moat, R.....	Montreal.....	121
Moffet, R.....	Quebec.....	10
Moir, Gavin R.....	do.....	17
Montizambert, Alice L., Institute, and John L. Gibb, Curator.....	do.....	51
Montizambert, Mary J.....	do.....	101
Montmorency, Eliza C. H.....	England.....	5
Morgan, Catharine E.....	Quebec.....	8
Morrin, Mrs., Executors of Estate of.....	do.....	25
Morrin, J., Estate of late.....	do.....	6

## Quebec Bank—Continued.

## (Banque de Québec—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Morrin College.....	Quebec .....	4
Moss, Mary.....	do .....	12
Moss, Edward.....	do .....	16
Mossman, Sarah J.....	do .....	11
Mott, J. P.....	Halifax.....	100
Mount Hermon Cemetery Co.....	Quebec .....	12
Mountain, Catharine A. P.....	England.....	73
Mountain, Rev. Jacob J. S.....	do .....	30
Murison, Eliza.....	New Carlisle.....	7
Murison, Mary.....	do .....	7
Murison, Margaret.....	do .....	2
Montreal, Hannah.....	Montreal.....	6
Myrand, S. A., Estate of late.....	Quebec.....	6
Nairne, Kate.....	do .....	36
Nairne, John, Estate of late.....	do .....	83
Newton, W. J.....	do .....	20
Nelson, James.....	do .....	2
Neil, Robert.....	do .....	90
Neilson, Margaret.....	do .....	6
Noël, Lazaire.....	do .....	27
Noel, H. V.....	Ottawa.....	20
Norris, Thomas.....	Quebec.....	65
O'Brien, W.....	Lévis.....	5
O'Connor, Annie.....	Quebec.....	90
O'Donnell, James.....	do .....	37
O'Donohue, Winifred.....	do .....	9
O'Donohue, Winifred, in trust.....	do .....	10
O'Meara, Josephine, Henrietta, Mary, Eliza, Ellen, Kathleen, Usufructuary Legatee.....	do .....	25
O'Meara, D. D.....	do .....	12
Orlebar, Elizabeth H.....	England.....	47
Orr, John.....	St. Sylvester.....	5
Orphan Asylum, Male.....	Quebec.....	3
Orphan Asylum, Female.....	do .....	100
Painchaud, Antoine.....	do .....	2
Parent, C., Minors.....	do .....	16
Parent, Luce.....	do .....	5
Parke, Jos.....	do .....	5
Parke, G. H., Trustee.....	do .....	8
Parkhill, Jane.....	do .....	10
Patton, Harriet.....	do .....	17
Patton, Agnes.....	do .....	28
Patton, Annie.....	do .....	31
Patton, Isabella.....	do .....	27
Patton, Deborah.....	Toronto.....	101
Patton, James, jun., in trust.....	Quebec.....	19
Patterson, J. R., (Mrs. O'Neil).....	do .....	33
Peacock, Margaret.....	do .....	1
Pelletier, C.....	do .....	27
Penrice, C. W.....	England.....	8
Pentland, Catharine Zoé.....	Quebec.....	20
Pentland, C., and G. B. S. Young, in trust.....	do .....	35
Pentland, C.....	do .....	46
Pentland, C., and C. A. T. Pentland, Executors of Estate of R. Lomas.....	do .....	3
Pentland, Margaret.....	Three Rivers.....	36
Perrelle, Elias de la.....	Paspébiac.....	10
Phelan, Mary.....	Quebec.....	2
Phillips, Mary C.....	do .....	64
Fischer, Adelaide, Usufructuary Legatee.....	do .....	8
Fischer, Adelaide.....	do .....	8

Quebec Bank—Continued,  
(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. — (NOMS).	Residence.	Shares. — (Actions.)
Picher, F. X.....	Quebec.....	32
Plees, Maria E.....	do.....	36
Pope, Ann J. W.....	St. Hyacinthe.....	26
Pope, Ed. jun.....	Anticosti.....	22
Pope, Richard.....	Ottawa.....	10
Pope, Lt.-Col. James.....	Quebec.....	10
Poston, Executor of Estate of late Ed.....	do.....	105
Poston, Executor of Estate of late Wm.....	do.....	87
Poston, Susan.....	do.....	20
Prevel, George.....	Gaspé.....	15
Pozer, D. G.....	Beauce.....	4
Price, Charlotte Isabella.....	Quebec.....	186
Price, E. J.....	do.....	63
Price, Mary E.....	do.....	5
Price, Jane M.....	do.....	5
Price, Cecilia.....	do.....	5
Proran, Maria.....	do.....	7
Purves, Ann Jane.....	Lévis.....	11
Pye, John, in trust.....	Quebec.....	10
Quebec, Archbishop of.....	do.....	105
Quebec, Bishop of, R.C.....	do.....	77
Quebec Cathedral, Rector and Church Wardens of.....	do.....	20
Quebec City Mission.....	do.....	22
Quebec Corporation, in trust.....	do.....	765
Quebec, Corporation of the Curé of the Parish of Notre Dame.....	do.....	180
Quebec Fire Assurance Co.....	do.....	93
Quebec Infant School.....	do.....	15
Quebec Irish Protestant Benevolent Society.....	do.....	12
Quebec Permanent Building and Savings Society.....	do.....	5
Quebec St. Andrew's Society.....	do.....	16
Quebec Savings Bank.....	do.....	6
Quebec Seminary.....	do.....	110
Quebec Société Bienveillante des Ouvriers.....	do.....	6
Quinn, Wm., Estate of.....	do.....	13
Baby, G. (Amiot), Estate of.....	do.....	4
Racey, Susannah.....	do.....	73
Ras, Jessie (Mrs. Vibert).....	Gaspé.....	7
Raines, M. A. (Mrs. Egan).....	Quebec.....	3
Ramsay, Jane.....	do.....	40
Ratté, Gilles.....	Méthot's Mills.....	6
Ratté, L. O.....	do.....	30
Receiver-General of Canada, in trust.....	Ottawa.....	350
Reilly, Aurelie.....	Québec.....	16
Renfrew, G. R., in trust.....	do.....	57
Renfrew, G. R.....	do.....	212
Renfrew, Eleanor S.....	Brockville.....	26
Richardson, Catherine.....	Quebec.....	44
Richardson, J. O.....	do.....	1
Richardson, O. L., jun., in trust.....	do.....	2
Richardson, Cath., in trust for A. D. Richardson.....	do.....	1
Richardson, Cath., in trust for Marg. Richardson.....	do.....	1
Richardson, J. Okill.....	do.....	8
Ritchie, Helen A.....	Lévis.....	11
Rivard, Louis L.....	Quebec.....	5
Riverin, Mrs. D. B.....	do.....	16
Roberts, Jas.....	do.....	24
Roberts, Jane.....	do.....	13
Robertson, D.....	do.....	105
Robinson, Eliza.....	do.....	38
Robinson, Eliza.....	do.....	9



Quebec Bank—*Continued.*  
(Banque de Québec—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Robinson, Ann.....	Quebec .....	21
Robitaille, O. L., M.D.....	do .....	10
Robertson, Rev. Jas.....	do .....	24
Robertson, Jane M.....	do .....	25
Robertson, Alex.....	do .....	23
Ross, Harriet A.....	do .....	216
Ross, James G.....	do .....	429
Ross, James G., in trust.....	do .....	70
Ross, James G., in trust.....	do .....	102
Ross, James G., in trust for Mr. and Mrs. W. Dickinson.....	do .....	35
Ross, Harriet J., W. S. Frances, and John A.....	do .....	2
Ross, Agnes.....	Inverness.....	3
Ross, Jane.....	do .....	2
Ross, Martha.....	do .....	2
Ross, Mary.....	do .....	2
Ross, Eva.....	do .....	2
Ross, Caroline.....	do .....	62
Ross, M. M., in trust.....	Quebec .....	13
Rowley, M. K.....	do .....	35
Roy, Helen D.....	do .....	11
Roy, Samuel.....	do .....	3
Roy, Thomas E.....	do .....	2
Russell, H. A.....	England.....	25
Russell, Catharine.....	Lévis.....	256
Russell, Rebecca P.....	Quebec .....	10
Sandilands, Louisa Scott.....	Scotland.....	40
Sasseville, J. B. (F. Roy, Curator).....	Ste. Anne des Monts.....	2
Saunders, Alex.....	Montreal.....	83
Saunders, H. and A.....	do .....	9
Saunders, Rebecca.....	do .....	5
Sax, Rev. P., in trust for Mary Noonan.....	New Liverpool.....	3
Scott, Mary.....	Quebec .....	54
Scott, H. C., and Frances J.....	Guernsey.....	42
Scott, Henry S.....	Quebec .....	115
Scott, S., Executor, Estate of.....	do .....	17
Scott, Rev. Wm.....	P. E. Island.....	29
Scott, Hannah, Executrix.....	Quebec .....	75
Scott, Josephine.....	do .....	8
Scott, Isabella S.....	P. E. Island.....	6
Scott, Catharine.....	do .....	23
Sedgwick, Rev. T.....	Tatamagouche.....	12
Scott, Margaret S.....	P. E. Island.....	8
Senkler, A. E.....	Toronto.....	21
Senkler, Agnes C.....	Brockville.....	21
Senkler, Honor.....	Perth.....	4
Senkler, Justice W. S.....	do .....	17
Senkler, E. J.....	do .....	21
Sewell, James A., M.D.....	Quebec .....	2
Sewell, Florence D., Reginald F., and Carl D.....	do .....	2
Sewell, Henrietta C.....	England.....	20
Sewell, Elizabeth.....	Quebec .....	24
Sewell, Rev. E. W.....	do .....	15
Sewell, Rev. Henry D.....	England.....	144
Sewell, W. S., Executors of late.....	Quebec .....	120
Sewell, Sophia J. (Mrs. Fleming).....	do .....	16
Shanahan, Bridget.....	do .....	3
Sharples, Honoria A.....	do .....	25
Sharples, John, and Burke, E. C., Executors of.....	do .....	50
Sewell, Alex.....	do .....	12
Shaw, Maria A.....	do .....	26

Quebec Bank—*Continued.*  
(Banque de Québec—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Shaw, Catharine.....	Quebec .....	3
Shaw, Elizabeth.....	do .....	8
Shaw, S. J.....	do .....	131
Shaw, C. H.....	do .....	1
Shaw, Catharine A.....	do .....	4
Shaw, Elizabeth, in trust.....	do .....	5
Simard, Geo., Usufructuary Legatee .....	Ottawa .....	16
Simard, Alfred.....	do .....	15
Simmons, J. H.....	Lévis.....	40
Simon, W.....	Gaspé.....	13
Simon, W., fils d'Abraham.....	do .....	4
Sirois, L. P.....	Quebec .....	1
Sistons, R.....	Valcartier.....	10
Sisters of Charity.....	Rimouski.....	3
Sisters of Good Shepherd.....	Quebec .....	8
Skinner, Mary A.....	do .....	6
Slater, Esther.....	Ottawa.....	74
Smith, R. H., in trust for R. Harcourt Smith.....	Quebec.....	4
Smith, John.....	Leeds.....	15
Smith, R. H., in trust for E. E. Smith.....	Quebec.....	2
Smith, R. H., in trust for A. B. Smith.....	do .....	2
Smith, R. H. and A. Thompson, Trustees.....	do .....	10
Smith, H. F., M.D., Staff S.M.....	Scotland.....	200
Smith, R. H. and Ed. Lemesurier, in trust.....	Quebec.....	10
Smith, J. Amelia.....	do .....	46
Smith, C. Webber, Estate of.....	England.....	100
Smith, Robt H.....	Quebec.....	125
Smith, Ed and W. Brown, in trust.....	do .....	14
Smith, Hy.....	do .....	10
Smith, Lieut.-Col. W. B. and C. W., Trustees.....	England.....	20
Snelling, Ed.....	do .....	10
Sœurs de la Congrégation de Notre Dame de Montréal.....	Montreal.....	67
Sœurs de la Charité.....	Quebec.....	14
Spragg, Martha A.....	Montreal.....	12
St. Michel, O., in trust.....	Quebec.....	10
Stanley, Wm., Estate of.....	do .....	40
Staveley, Eliz. G., in trust.....	do .....	8
Staveley, Eliz. G.....	do .....	5
Stevenson, Amy R.....	do .....	32
Stevenson, James.....	do .....	36
Stevenson, M.....	do .....	1
Stevenson, Trust.....	do .....	10
Stewart, Duncan.....	Leeds.....	7
Stewart, D. McLean.....	Quebec.....	20
Stewart, Louisa A.....	do .....	10
Stewart, Sarah, Estate of.....	do .....	2
St. George's Society.....	do .....	21
Storey, John.....	Ireland.....	75
Stewart, E. L. and H. L. Snowdon, Trustees ..	Montreal.....	5
Stuart, Hon. Okill, Q. C.....	Quebec.....	106
Stewart, E. H.....	Montreal.....	6
Stewart Edith.....	do .....	5
Sutherland, W.....	Quebec.....	70
Swanston, Thos.....	Montreal.....	30
Symmes, Abigail.....	Three Rivers.....	26
Taché, Adele.....	Montmagny.....	2
Taché, Lady Sophie.....	do .....	19
Talbot, Georgiana, Usufructuary Legatee .....	Quebec.....	8
Tapp, W. H.....	do .....	9
Taschereau, T. J.....	St. Joseph de Batiscan .....	18

## Quebec Bank—Continued.

(Banque de Québec—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Taylor, J. B.	Quebec	10
Taylor, G. & H.	do	40
Taylor, E. H.	Moncton	9
Taylor, Ed. H.	Quebec	15
Taylor, Eva J.	do	5
Tessier, Marie Sophie and Emelie.	do	55
Tessier, Ulric, jun.	do	8
Tessier, C.	do	14
Téty, V.	do	36
Thibaudeau, Hon. J.	do	47
Thistle, W. R., Egan, H. K., Executors	Ottawa	2
Thom, John S.	Quebec	2
Thompson, James	Leeds	6
Thomson, John C.	Quebec	20
Thomson, D. C.	do	6
Thomson, G. H.	do	6
Torre, Charlotte E.	do	50
Toffield, Wm., in trust	do	2
Tremblay, Mary E.	Lewis	6
Tucker, James	Quebec	8
Tuckett, Walter	do	10
Thompson, Wm., M.D.	Leeds	40
Tims, F. D., Curator	do	2
Tomkins, Hannah M.	Quebec	1
Valjeau, Georgina.	Eastern Townships	1
Veziua, F. R. A., in trust	Quebec	44
Vibert, James	do	50
Vibert, Peter	Perce	8
Vibert, Elizabeth	do	93
Vibert, George	do	6
Van Exter, John	do	12
Van Iffland, Eliza	Quebec	201
Walcot, Florence M.	do	16
Walker, Hellar F.	do	1
Walls, Eliza	do	1
Walsh, M. F., in trust	do	101
Walsh, John	do	3
Ward, Caroline	do	3
Watkins, Sarah	Ottawa	1
Welch, H. W., Executor	Megantic	10
Webb, Jane	Leeds	3
Webb, John	Quebec	66
Webster, Eleanor D.	do	12
Webster, Sarah R.	do	11
White, Mrs. Margaret	do	4
White, W.	do	1
White, J. R. H.	do	5
Wicksteed, G. W., Q.C.	do	150
Wiggs, Sarah	Ottawa	2
Wilkie, Margaret S.	Quebec	101
Wilkie, Anabella O'Hara	do	10
Wilson, Joseph, Estate of	do	50
Winfield, Richard	do	50
Winter, Mary	do	20
Wishart, Maria	do	20
Wishart, Rev. D.	Sherbrooke	13
Withall, W.	Madoc	40
Withall, W., in trust	do	10
Wood, H. F., W. G. Petry and Geo. Irvine, Trustees	Quebec	1,110
Woods, A., and David Smith, in trust	do	4
	do	77
	do	5

Quebec Bank—*Concluded.*(Banque de Québec—*Fin.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Wotherspoon, F. G., in trust.....	Three Rivers .....	25
Worthington, J.....	New York.....	55
Wright, Rosalie, Estate of.....	Magog.....	1
Wright, Mary.....	Ottawa.....	73
Wright, Margaret M.....	Montreal.....	18
Wurtele, F. C., in trust for Charlotte Wurtele....	Quebec.....	16
Young, D. D., Executors of Estate of.....	do.....	169
Young, J. R.....	do.....	80
Young, Sarah.....	do.....	57
Young, W. C.....	do.....	3
Young, Edith J.....	do.....	3
Young, G. B. G.....	do.....	36
	Total.....	25,000

Certified.

J. STEVENSON,

*Cashier.*

## BANK OF BRITISH NORTH AMERICA.

## LIST OF PROPRIETORS.

The Figures prefixed to the Names, signify the number of Votes to which the respective Proprietors are entitled at a General Court. Proprietors holding less than Five Shares are not entitled to Vote at General Courts.

## (BANQUE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD.)

## (LISTE DES PROPRIÉTAIRES.)

(Les chiffres apposés aux noms indiquent le nombre de votes que les divers propriétaires ont droit de donner à une cour générale. Les propriétaires qui possèdent moins de cinq actions n'ont pas droit de voter aux cours générales)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
4 Acadia Fire Insurance Company .....	Halifax, N.S. ....	87
Adair, Major Allan Shafto .....	The Barracks, Barnet .....	4
Adair, Mrs. Georgiana Sarah .....	do do .....	1
3 Adams, Edward .....	Ashted Lodge, near Epsom .....	30
Agnew, Miss Letitia French .....	Liverpool, N.S. ....	2
3 Airey, Lieut.-Gen. Sir James Talbot, K.C.B. ....	.....	26
4 Airey, Gen. Lord, K.C.B., deceased .....	The Horse Guards, S.W. ....	28
Alderson, Joseph .....	1 Grant Villas, Grant Road, Addiscombe, Surrey .....	1
1 Alexander, Miss Anne .....	2 St. Helen's Place, Bishopsgate St., E.C. ....	10
1 Alexander, Miss Charlotte S. ....	2 do do .....	4
Alexander, James .....	2 do do .....	31
3 Alexander, James and James Fletcher .....	2 do do .....	32
3 Alexander, Mrs. Julia Charlotte .....	128 Harley Street, W. ....	25
3 Alexander, Philip .....	Sunnyside, Abergavenny, Monmouthshire .....	23
2 Alexander, Major Wm. Chas. ....	11 Inverness Terrace, Bayswater, W. ....	6
1 Allan, Charles Harrison .....	8 East India Chambers, 23 Leadenhall Street, E.C. ....	6
1 Allan, Henry Harrison .....	8 East India Chambers, 23 Leadenhall Street, E.C. ....	80
4 Allan, Mrs. Jane .....	5 Magdala Crescent, Edinburgh .....	1
1 Allan, John Harrison .....	2 Leadenhall Street, E.C. ....	2
4 Allen, Charles Edward .....	Quebec .....	2
Allen, Mrs. Charlotte, deceased .....	Fredericton, N.B. ....	2
Allen, Miss Margaret .....	Dartmouth, N.S. ....	2
Allison, Miss Harriet .....	Halifax, N.S. ....	12
1 Allison, Henry Burbridge .....	Sackville, N.B. ....	6
Almon, Mrs. Frances A. M. ....	Halifax, N.S. ....	3
1 Almon, William Johnston and Benjamin Gerrish Gray .....	do .....	6
Alumni of King's College .....	Windsor, N.S. ....	3
Anderson, Miss Christian and Miss Margaret Anderson, care of P. A. Anderson, at Adam Thomson & Co. ....	91 Leadenhall Street, E.C. ....	3
Anderson, George .....	Petpiswick, N.S. ....	5
1 Anderson, George R. ....	Halifax, N.S. ....	32
3 Anderson, James .....	Guelph, Ont. ....	12
1 Anderson, John .....	Hillbrook, Holywood, Belfast .....	20
2 Anderson, John Thomas .....	Bury St. Edmunds, Suffolk .....	30
3 Anderson, Miss Mary .....	Yewlands, Felsham, Suffolk .....	5
1 Anderson, Thomas Alexander, deceased .....	Halifax, N.S. ....	

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Anning, Miss Maria.....	St. John, N.B.....	10
3 Ansell, Miss A. F. M. and Lieut.-Gen. Aug. Francis Ansell, both of Dunedin Lodge...	18 Victoria Road, Kensington Gardens	25
3 Archer, William .....	7 Boyne Terrace, Notting Hill, Bayswater, W.....	31
1 Archibald, Chas. William.....	Furness Lodge, Kidbrook Park Road, Blackheath.....	5
4 Ardagh, Robert.....	Pouldrew Mills, Portlaw, County Waterford.....	50
Arnaud, Miss A. L., care of W. R. Cafe, Esq.	3 Clements Lane, E. C.....	1
1 Arnold, Rev. Chas. Thomas, deceased.....	Rugby.....	7
1 Arnold, Rev. Edward Gladwin.....	Great Massingham Rectory, Rougham, Norfolk.....	10
1 Arnold, Rev. Edward Gladwin .....	Great Massingham Rectory, Rougham, Norfolk.....	12
Burgess, Rev. Bryant.....	Latimer Parsonage, Chesham, Bucks...	
1 Ash, Mrs. Mary Ann, and Miss Catharine Eliza Davis.....	Devon House, Caterham Valley, Surrey	8
4 Ashton, Charles .....	Delrow, Watford.....	58
3 Ashton, Samuel Tudor .....	Burton Hall, Melton Mowbray .....	40
1 Atkins, Rev. Stephen Hastings.....	Hatford Rectory, Faringdon, Berks.....	10
Atkinson, Henry Cooper.....	19 Balmoral Place, Halifax, Yorkshire.	4
1 Atkinson, Miss Mary Georgina.....		10
4 Atkinson, Rev. Peter Righton, and George Maxwell.....	Brookholm, Langholm, N. B.....	116
4 Attwood, George Reginald .....	Glen thorne, St. Margaret's, Twickenham	75
2 Attwood, George Reginald .....	do do do .....	21
Wakefield, Chas. Marcus .....	Belmont, Uxbridge, Middlesex.....	
1 Attwood, Mrs. Mary.....	Glen thorne, St. Margaret's, Twickenham	8
1 Austin, Mrs. Catherine Lyon.....	Ottawa.....	9
1 Austin, Mrs. Myrrha Harriet.....	Ireland, Megantic, Canada .....	6
2 Avon Marine Insurance Company.....	Windsor, N. S.....	24
1 Bache, Miss Harriet .....	41 Gloucester Place, Portman Square, W	10
1 Bacon, George C. E., deceased .....	Ipswich.....	12
1 Bacon, Jacob Perkins.....	69 Fleet Street, London.....	
Heath, Douglas D.....	Kitlands, near Dorking.....	12
Malden, Henry.....	54 Russell Square, London .....	
2 Backas, Robert Shaw.....	John's Hill, Waterford.....	20
1 Baker, Mrs. Mary.....	Kingston, Canada.....	9
4 Baring, Wm. Windham, deceased .....	Evershot, Dorchester .....	
Baring, Edward Chas.....	8 Bishopsgate Street, E. C.....	184
1 Barker, George Augustus.....	St. John, N. B.....	6
Barr, Mrs. Elizabeth.....	Chenies, Bucks.....	4
Barrett, Mrs. Mary A. E., care of A. Clerk, Esq.,	2 Beaver Hall Square, Montreal.....	4
1 Barron, Mrs. Laura Carter.....	Althorpe House, Queen's Road, Richmond Hill, Surrey.....	5
1 Barrow, Alexander M.....	Dunedin, Caterham, Surrey .....	11
Barry, Thomas.....	Chester, Lunenburg, N. S.....	2
4 Bars, John William.....	Wolfville, N. S.....	30
3 Bauld, William, deceased .....	Halifax, N. S.....	32
Baxter, Miss Georgina, care of Rev. S. G. Fawcett .....	7 Boltons, West Brompton, S. W.....	
2 Bazalgette, Miss Caroline E.....	Keveler, Exmouth, Devonshire.....	22
2 Bazalgette, Miss Cecilia Jane.....	do do do .....	22
4 Baaalgette, Sir Joseph William, C. B.....	St. Mary's, Wimbledon Park, S. W.....	114
1 Bazalgette, Sir Joseph William, C. B., and Charles Norman Bazalgette.....	do do do .....	10
* Bazalgette, Sir Joseph William, C. B., and Bazalgette, Henry.....	do do do .....	42

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. (Actions.)
2 Bazalgette, Miss Julia .....	Braywood, Grove Road, Kingston-on-Thames, Surrey .....	19
2 Bazalgette, Miss Laura Maria .....	St. Mary's, Wimbledon Park, S. W. ....	21
1 Bazalgette, Miss Theresa Philo .....	51 Westgate, Louth, Lincolnshire.....	12
3 Bazalgette, Lieut.-Col. Wm. Joseph, late 27th Regiment.....	Keveler, Exmouth, Devonshire .....	25
2 Baynes, Col. George E. ....	25 Charles Street, St. James' Square....	15
Beachcroft, Richard Melvill.....	18 King's Road, Bedford Row, W. C. ....	2
Beachcroft, Henry Awdry.....	Caius College, Cambridge.....	
Gepp, Rev. Henry John.....	Fellow of New College, Oxford .....	3
Beck, Robert Alexander.....	Stanley Villas, 7 Gordon Road, Peckham	
2 Beckett, Thomas, Robert Hubert Smith, and George Veasey .....	Quebec .....	17
2 Beckwith, Edward Lonsdale.....	21 St. Swithin's Lane .....	23
Bedford, Gilbert .....	Seymour, Co. Northumberland.....	2
1 Belcher, Joseph Starr, and Mrs. Lucy Ann Knowlan .....	Halifax, N.S. ....	7
1 Belcher, Miss Mary Sophia .....	do .....	9
2 Bell, Basil.....	Stellarton, N.S. ....	20
3 Bell, Edwin.....	Bishopswell, Chislehurst.....	32
Bell, Miss Emma.....	3 Boreham Terrace, Warminster.....	2
2 Bell, Lieut.-Gen. Sir George, K.C.B., deceased	156 Westbourne Terrace.....	20
1 Benest, James Smyth, and William Janvrin, deceased.....	41 York Terrace, Regent's Park. ....	11
Bernan, Edward Rudolph.....	6 Courthill Terrace, Courthill Road, Lewisham, S.E.....	
1 Benest, Miss Mary Ann .....	41 York Terrace, Regent's Park, N.W. ....	12
1 Bentall, Francis.....	1 Alpine Villas, Oxford Street, Ipswich	12
4 Berton, William J., and George McLeod.....	St. John, N.B. ....	78
Letson, Francis J.....	Chatham, Miramichi.....	
1 Bethune, Mrs. Mary Louisa.....	St. Andrews, Fifeshire.....	8
2 Bethune, Walter Angus.....	18 Phillimore Gardens, Kensington, W..	20
Bignell, Miss Elizabeth.....	105 Ladbroke Grove, Kensington Park, W.....	3
1 Billing, Horace Edward.....	9A Great St. Helens.....	10
Bingham, Miss Belinda .....	Quebec .....	4
4 Binney, Mrs. Catharine .....	Halifax, N.S.....	54
1 Binney, Right Rev. Hibbert, D.D. ....	Lord Bishop of Nova Scotia.....	14
2 Binney, Mrs. Mary Ann, deceased.....	Halifax, N.S. ....	20
Birnie, Horatio.....	Collingwood, Ont.....	2
1 Black, Miss Celia Hamilton.....	Halifax, N.S. ....	5
3 Black, Martin Pinckney.....	do .....	41
1 Black, Martin Pinckney, and Daniel McNeil Parker .....	do .....	12
2 Black, Samuel Gay.....	Windsor, N.S.....	17
3 Black, William Lang, deceased.....	Halifax, N.S.....	25
3 Blackwood, Miss Catherine H., care of John Blackwood, Esq. ....	9 Park Place, West, Sunderland, Durham	28
2 Bland, Mrs. Frances Sarah .....	Lympstone, near Exeter.....	16
2 Bland, Mrs. Mary Maud.....	Halifax, N.S.....	18
Blatherwick, Thomas, M.D., Army Medical Staff.....	25 Charles Street, St. James' Square....	4
Bleaymire; Miss Dorothy.....	Penrith, Cumberland.....	4
1 Bliss, Lewis.....	5 Paper Buildings, Temple, E. C. ....	12
1 Blyth, Mrs. Mary.....	Halifax, N.S.....	6
Blyth, Miss Mary Jane.....	do .....	1
Boak, Robert, jun.....	do .....	1
2 Board of Education of the Presbyterian Church of the Lower Provinces of British North America.....		21
1 Boggs, Charles, deceased.....	Halifax, N.S.....	6

Bank of British North America—*Continued.*(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Boggs, Miss Elizabeth.....	Halifax, N.S.....	3
3 Bompas, George Cox.....	4 Great Winchester Street, Buildings, E.C.....	25
Bond, James, deceased.....	Chester.....	1
3 Bonnycastle, Alexander.....	Seymour, Co. Northumberland.....	40
1 Bosanquet, Mrs. Eliza.....	.....	13
1 Boswell, Mrs. Charlett.....	Cornwall, Canada.....	12
1 Boswell, St. George.....	Quebec.....	5
1 Boswell, Rev. Albert.....	do.....	5
1 Bourke, Lieut.-Col. Thomas Dean, deceased.....	Montreal.....	7
3 Bowles, Lieut.-Col. Henry O.....	.....	49
1 Bowles, Joseph.....	Parkhurst, Crystal Palace Park, Syden- ham.....	13
Bowman, Charles Broughton, deceased.....	Windsor, N.S.....	1
1 Bowyer, Miss Emily Frances.....	Green Bank, Grasmere, Windermere....	10
Boyle, Rev. Joseph.....	112 Canonbury Road, Islington.....	3
1 Bradford, Mrs. Mary.....	Trinity Grey's Vicarage, Henley-on- Thames.....	10
1 Bradford, Richard Watson, deceased.....	Sutton, Surrey.....	10
2 Bradshaw, Mrs. Myrrha Turner.....	Quebec.....	15
Brady, Captain David M. F., 6th Foot.....	16 Marine Parade, Dover.....	4
1 Brady, Miss Jane.....	37 Westmoreland Road, Bayswater....	10
1 Brady, Miss K. M.....	14 Chester Terrace, Regent's Park.....	10
1 Bremner, Miss Ann M. G., deceased.....	.....	8
1 Bremner, Miss Eliza Grant.....	Mary Cottage, Moray Street, Elgin.....	8
2 Brien, John White.....	64 Grafton Street, Dublin.....	21
3 Brien, Charles Henry.....	do do.....	35
2 Briggs, Mrs. Sarah Ann.....	Hylton Castle, Durham.....	20
2 Britton, Mrs. Mary Chinnery, care of H. Stubbs, Esq.....	Danby, Ballyshannon, Ireland.....	17
3 Brocklebank, Mrs. Anne.....	Montreal.....	26
3 Brodie, John Henry.....	1 Fenchurch Avenue, Lime Street, E.C.	25
1 Brooking, George Thomas, deceased.....	33 Sussex Gardens, Hyde Park, W.....	11
1 Brooking, George Thomas, deceased.....	33 Sussex Gardens, Hyde Park, W.....	8
Brooking, M. H.....	Lloyd's.....	
1 Ledgard, Major N. P.....	15 Pembridge Place, W.....	10
1 Brooking, Miss Mary Ann, deceased.....	Madeira Villa, North Malvern.....	
1 Brown, Ed. King, deceased, and M. S. Brown.	Halifax, N.S.....	4
3 Brown, Miss Frances, deceased.....	Binfield Cottage, Bracknell, Berks.....	7
3 Brown, George Henry.....	56 Friday Street, E. C.....	34
Brown, William, deceased.....	Halifax, N.S.....	4
Buchanan, Mrs. Agnes.....	Montreal.....	3
Buckland, Thomas.....	Church Street, Reigate.....	2
2 Buckley, Mark Arthur.....	Halifax, N.S.....	20
1 Buist, James Armstrong.....	do.....	9
2 Buist, Richard.....	19 Westbourne Place, Queenstown, Co Cork, Ireland.....	24
1 Bulley, Francis Arthur.....	40 London Road, Reading, Berks.....	5
2 Bullock, Charles Beverley.....	Halifax, N.S.....	18
Bullock, Frederick William.....	do.....	2
1 Burgess, Rev. Bryant.....	Latimer Rectory, Bucks.....	6
1 Burgess, Miss Susanna.....	Evington Lane, Leicester.....	9
Burkitt, M.A., Rev. James.....	12 Dacre Park, Blackheath.....	3
Burn, Rev. Charles.....	6 Old Jewry, Cheapside.....	4
1 Burnett, George.....	Hall Farm, Sutton Coldfield, near Birmingham.....	10
1 Burnett, James.....	Cressie Cottage, Cowden Heath, Fife- shire.....	10
2 Burns, Adam.....	Halifax, N.S.....	23
1 Burstall, Mrs. E. C. M.....	18 Pelham Crescent, South Kensington.	7



Bank of British North America—Continued.  
(Banque de L'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
2 Butcher, Miss Elizabeth.....	6 St. Leonard's Terrace, Chelsea College, S.W.....	20
3 Butler, Charles.....	59 Lee Terrace, Blackheath.....	40
Cabot, Miss Ann Martha.....	Halifax, N.S.....	3
Cabot, Miss Frances Jane.....	do.....	3
1 Cabot, Richard.....	do.....	8
2 Caffin, Rear-Admiral, Sir J. C., K.C.B.....	Vanbrugh Lodge, Blackheath, S.E.....	18
1 Caird, William Renny.....	Albury Park, Guildford.....	7
2 Campbell, Mrs. Sophia Storie Montgomery.....	Fredericton, N.B.....	20
1 Cameron, James, deceased.....	L'Orignal, Ont.....	10
Cameron, Miss Mary.....	Belmont, Acre Lane, Brixton.....	2
1 Campbell, George.....	Truro, N.S.....	7
Campbell, Mrs. Mary Hester.....	St. John, N.B.....	4
4 Campbell, Robert Henry Scott.....	41 Wimpole Street, W.....	
Standing, Charles Edward.....	National Provincial Bank of England, Bayswater.....	189
Finch, Herbert.....	London and County Bank, Woolwich..	
2 Cane, Richard.....	60 Dawson Street, Dublin, and St. Wolstans, Celbridge.....	17
4 Capel, James Bury.....	5 Throgmorton Street, E.C.....	125
Cardale, Miss Agnes Blanche.....	Belmont, Uckfield, Sussex.....	4
4 Cardale, Rev. Edward Thos.....	Uckfield, Sussex.....	70
1 Cardale, Miss Mary Ann E.....	2 Cloisters, Gordon Square, W.C.....	10
Cardale, Miss Mary Louisa.....	Belmont, Uckfield, Sussex.....	4
Carey, Charles St. George.....	Le Vallon, Guernsey.....	2
1 Carey, Lieut.-Col. D. F., R. A., care of Messrs. S. Dobree & Sons.....	6, Tokenhouse Yard, E.C.....	7
4 Carlow, Mrs. Elizabeth A. C., deceased.....	Belleville.....	56
1 Carruthers, John.....	Kingston.....	12
2 Carter, John Corrie.....	7 Fig Tree Court, Temple.....	20
3 Cater, John James.....	39 Lombard Street, E.C.....	25
1 Cater, Mrs. Isabella Annie Georgina, care of J. J. Cater, Esq.....	39 Lombard Street.....	6
2 Cave, Miss Lucy Elizabeth, and Mrs. Anne Harris.....	2 Bellevue Terrace, Clevedon.....	15
4 Chamberlain, Herbert.....	Highbury Moor Green, Birmingham.....	100
4 Chamberlain, Joseph.....	Oak Mount, Westbourne Road, Edgbaston, Birmingham.....	140
4 Chamberlain, Richard.....	Oak Mount, Westbourne Road, Edgbaston, Birmingham.....	50
2 Chamberlain, Richard.....	Oak Mount, Westbourne Road, Edgbaston, Birmingham.....	
Chamberlain, Arthur.....	Arthur Road, Edgbaston, Birmingham.....	20
Chamberlain, Miss Clara.....	Moor Green Hall, Moseley, near Birmingham.....	
3 Chamberlain, Richard.....	Oak Mount, Westbourne Road, Edgbaston, Birmingham.....	
Chamberlain, Herbert.....	37 Regent's Park Road, London.....	25
Strutt, John, deceased.....	Birches Cottage, Poynton, Cheshire.....	
Strutt, Joseph.....	Wakefield, Yorkshire.....	
1 Chance, Wm. Edward.....	34 Augustus Road, Edgbaston, Birmingham.....	11
4 Chaplin, Charles John, care of National Safe Deposit Co.....	1 Queen Victoria Street, E.C.....	90
1 Chapman, John.....	6 Castle Hill Avenue, Folkestone, Kent.....	8
1 Chapman, Mrs. Mary Elizabeth.....	36 Lancaster Gate, Hyde Park, W.....	10
1 Chapman, Thomas.....	25 Bryanston Square, W.....	6
2 Chapman, Captain Wm. Cox, R.N.....	.....	20
4 Charman, Miss Ellen.....	2 Cumberland Place, Regent's Park, N.W.....	200
3 Charman, Henry.....	4 Beck Street, Regent Street, W.....	36

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de L'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. — Noms.	Residence.	Shares. — (Actions.)
4 Charman, Henry.....	4 Beak Street, Regent Street, W.....	} 100
Charman, Miss Ellen.....	2 Cumberland Place, Regent's Park....	
Christian, Joseph Henry.....	8A Whitehall Place, S.W.....	
2 Christie, Alexander.....	38 Highbury New Park, N.....	16
2 Christie, Miss Margaret and Miss A. G. Christie	16 Blackford Road, Edinburgh.....	16
1 Chubb, William.....	53 Old Steine, Brighton.....	5
1 Chuter, Robert, deceased.....	Addiscombe Lodge, Upper Addis- combe Road, Croydon.....	10
3 Clarke, Nepean.....	Halifax, N.S.....	25
1 Clay, Edwin, M.D.....	do.....	12
Clayton, Miss Emilia Ann.....	28 Rutland Square, Edinburgh.....	3
1 Cleeve, Miss Louisa and Miss Charlotte M. Cleeve and Miss Janet Cleeve.....	13 Oxford Terrace, Magdalen Road, St. Leonard's-on-Sea.....	10
Clerk, Mrs Harriet B.....	2 Beaver Hall Square, Montreal.....	4
2 Clerke, Colonel Holt Waring, 62nd Regiment.	Halifax, N.S.....	24
1 Cogswell, Robt. H.....	do.....	6
1 Coleman, Wm. James.....	do.....	10
Coles, Miss Anna Maria, Miss S. A. Coles and Miss M. C. Coles.....	Waterden Road, Guildford, Surrey.....	3
1 Coles, Miss Elizabeth.....	St. Peter Street, Tiverton, Devon.....	5
Coles, Miss Matilda.....	do do.....	3
4 Collins, Francis William.....	Liverpool, N.S.....	56
2 Collins, Robert, M.D., care of Sir C. R. Mc- Grigor, Bart. & Co.....	25 Charles Street, St. James's Square... Droumquinna, Kenmare, Co. Kerry.....	20 100
4 Colomb, Capt. John Charles Ready, R.M.A.....	7 Tokenhouse Yard, E.C.....	6
1 Comerford, James William.....	97 South Mall, Cork.....	22
2 Cooper, Anderson.....	Halifax, N.S.....	5
1 Coppin, James.....	190 Fleet Street, E.C.....	10
1 Cordery, James.....	16 Upper Phillimore Gardens, Kensing- ton, W.....	13
1 Cornnell, Richard.....	Dysserth, Welshpool, Montgomeryshire do do.....	11 1
1 Corrie, John Davies, deceased.....	Bannow Vicarage, New Ross, Ireland... Halifax, N.S.....	2 27
1 Corrie, Miss Mary Ann.....	24 Albion Place, Ramsgate, Kent.....	2
3 Corvan, Rev. Wm. Walsh.....	do do.....	4
3 Costley, John.....	Halifax, N.S.....	8
Cotton, Miss Helen Maria.....	11 Raby Place, Bath.....	32
Cotton, Miss Phoebe Mary.....	Brandon Villa, Cheltenham.....	19
1 Cowie, Andrew J. M.D.....	Halifax.....	2
3 Cox, Miss Margaret E.....	Pictou, N.S.....	20
2 Cox, Maj.-Gen. William H., R.A.....	Halifax, N.S.....	2
Creelman, Hon. Samuel.....	Halifax.....	1
2 Crerar, John.....	Montreal.....	9
Crichton, Geo. A. S. and John Starr.....	Leeds.....	} 20
Crisp, John Orlebar.....	Burwash, Sussex.....	
1 Croil, Wm. Richardson, deceased.....	3 Fowke's Buildings, Great Tower Street Dartan, Armagh, Ireland.....	
2 Crompton, Charles, deceased.....	.....	17
Egerton, Rev. J. C.....	Halifax, N.S.....	3
Dowie, James.....	Hallaton Hall, Leicestershire.....	40
4 Cross, Col. William.....	Nevill Holt, Market Harborough.....	20
2 Culberston, Robert Spencer, and Alex. I. Mid- dleton.....	14 Bond's Hill, Waterside, Derry.....	1
Cullen, Mrs. Alicia.....	4 York Villas, Campden Hill, W.....	10
3 Cunard, Sir Bache, Bart.....	Filkins Vicarage, Lechlade, Swindon... do do do.....	25 6
2 Cunard, Gordon.....	67 Lombard Street, E.C.....	50
Cunningham, Miss Mary.....		
1 Cunnynghame, Hugh.....		
3 Cunnynghame, Rev. Hugh R.....		
1 Cunnynghame, Rev. John, M.A.....		
4 Currie, Bertram Wodehouse.....		

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
3 Dacosta, John .....	16 Manson Place, South Kensington, S.W.	35
1 D'Angeli, Mrs. Mary Ann .....	Vocallo, Canton Ticino, Switzerland...	8
Darling, Mrs. Matilda .....	St. Donatt's, Lee, S.E.	3
3 Darling, William .....	Montreal .....	35
Dart, Rev. John .....	Windsor, N.S.	4
Darwall, Robert Cecil .....	National Signal Company, Dover .....	2
1 Davey, Miss J. M. A. ....	24 Albert Road, Braintree, Essex .....	10
2 Davey, Thomas .....	Rayne Lodge, Braintree, Essex .....	17
1 Davies, David, deceased .....	Green Hall, Carmarthen .....	10
Dixie, Richard Thomas .....	Spring Gardens, St. Clears, Carmar- thenshire .....	
1 Davis, Miss Kate .....	Kingston, Ont.	6
2 Davis, Mrs. Mary .....	do	20
2 Davis, William .....	Teach-na-Mara, Crawfordsburn, County Down .....	20
1 Dawson, G. J. Crosbie .....	15 Bank Parade, Preston, Lancashire...	6
Twist, G. F. ....	City of Coventry .....	
1 Dean, Andrew L. ....	Quebec .....	10
Dean, George .....	do .....	
Dean, Elizabeth Marion .....	do .....	
1 Dean, Mrs. Annie .....	do .....	4
2 Dean, John .....	3 Clement's Lane, E.C.	20
Deane, Francis H. ....	Uxbridge .....	4
Deane, Ralph H. ....	do .....	
Hicks, John .....	Halifax, N.S.	10
1 De Beaujeu, Hon. G. R. Savense, deceased .....	Coteau du Lac .....	20
2 De Grey, Hon. Jno. Augustus .....	19 Bruton Street, Berkeley Square, W.	3
Delage, Mrs. M. E. E. ....	Quebec .....	3
Deneke, Moritz Philipp, care of Messrs. F. Huth & Co. ....	12 Tokenhouse Yard, E.C.	3
4 Denny, Abraham .....	Waterford .....	117
3 Denny, Thomas Anthony .....	Hibernia Chambers, Southwark .....	40
1 Des Barres, Capt. Alexander H. ....	The Royal Marine Barracks, Plymouth.	12
2 Des Barres, Capt. Augustus H. J., R.A. ....	Merut, India .....	24
1 Des Barres, Edward A. ....	Eastergate, near Chichester .....	12
3 Des Barres, J. F. Walleit .....	The Hermitage, Guernsey .....	28
2 Des Barres, Capt. James Stuart .....	Kingston, Jamaica .....	20
3 Dent, Edward .....	11 Old Broad Street, E.C.	25
1 Devaney, Henry .....	Ballina, Co. Mayo .....	6
2 Devereux, Robert James .....	Throgmorton Avenue .....	16
Dewar, Miss Elizabeth Riddell, and Miss Anne Eadie Dewar .....	20 Drummond-Place, Edinburgh .....	4
Dewar, Miss Elizabeth Riddell .....	do do .....	2
Dewar, Miss Anne Eadie .....	do do .....	2
Dick, Mrs. Joanna Carfrae .....	Toronto .....	2
Diggles, Alfred .....	1 Wellington Villas, Cintra Park, Upper Norwood, S.E.	4
Dixon, Edwin John .....	48 Montpelier Road, Brecknock Road, Kentish Town, N. W.	4
3 Dobre, Bonamy .....	6 Tokenhouse Yard, E. C.	25
2 Doggett, Thomas Wm .....	Cherryhinton, near Cambridge .....	15
3 Donnell, Joseph .....	The Mount, Tarvin Sands, Chester .....	30
Douglas, Miss Margaret Bruce .....	2 Middleby Street, Edinburgh .....	4
Douglas-Hamilton, Mrs. Lillie .....	The Vicarage, East Witton, Bedale, Yorkshire .....	2
Doull, John .....	Halifax, N.S.	2
1 Dow, Alexander .....	do .....	5
4 Dow, William, deceased .....	Montreal .....	60
3 Drayner, Mrs. Flora C. T. ....	Québec .....	34
1 Drillio, Mrs. Isabel Murdoch .....	Halifax, N.S.	11

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
2 Duffus, James B., and George E. Francklyn...	Halifax .....	21
1 Dunbar, William.....	Halifax, N.S.....	12
Durnford, Mrs. Charlotte, care of C. D. Durnford, Esq.....	66 Hauteville, Guernsey .....	4
1 Durnford, Miss Jane.....	34 Dudley Road, Tunbridge Wells.....	9
2 Durnford, Miss Mary.....	do do .....	15
1 Dwyer, Michael.....	Halifax, N.S.....	6
2 Dyer, John.....	Rayne Villa, near Braintree, Essex.....	20
1 Dykes, Andrew.....	St. Bride's Chapel, Parish of Avondale, Strathaven, County of Lanark.....	8
1 Edwards, Rev. A. W. H.....	Granville Road, Seven Oaks.....	7
Egan, William Francis.....	Montreal.....	1
Egan, Miss Mary Amelia.....	do .....	1
Egan, Miss Adele Josephine.....	do .....	1
Egan, Henry Kelly.....	Ottawa.....	1
1 Egan, Mrs. Anne Margaret.....	Montreal.....	14
3 Elgee, Major-General J. L., R. A.....	5 Bayshill Villas, Cheltenham.....	31
Elliott, George Edwin.....	Monkerton, Pinhoe, near Exeter.....	2
DuPre, John.....	Plymouth, Devon.....	
4 Elliott, Lieut.-General Sir W. H., K.C.B., K.H., deceased, and Lady Jane Elliott, deceased.....	.....	88
3 English, Arthur William.....	Aislaby Lodge, Whitby, Yorkshire.....	39
1 English, Arthur William, Edgar English, and Arthur English.....	do do .....	10
1 Esson, George.....	Halifax, N.S.....	10
1 Esson, Mrs. Harriet Ann.....	do .....	5
1 Esson, Henry Isles.....	do .....	8
Esson, James, deceased.....	do .....	4
Esson, Robert.....	do .....	4
Esson, Wm., and Edward Greenwood Stayner.....	do .....	4
Esson, Wm., and Henry Isles Esson.....	do .....	4
Esson, Wm., and George Esson, jun.....	do .....	2
1 Etter, Miss Isabella, deceased.....	do .....	6
Evans, Edward.....	Gortmerron House, Dungannon, County Tyrone.....	12
1 Fagan, Mrs. Ellen.....	.....	8
Fairbanks, Miss Eliza S.....	Halifax, N.S.....	2
Fairbanks, Samuel Prescott.....	Dartmouth, N.S.....	1
1 Fairbanks, William Blackden.....	Halifax, N.S.....	5
Farquhar, James, and George Buist.....	do .....	3
Farquharson, John.....	do .....	1
1 Farrell, Dominick.....	Dartmouth, N.S.....	12
4 Farrer, Henry Richard.....	46 Eaton Place, S.W.....	50
2 Farrer, Rev. Matthew Thos.....	Ingleborough, Lancaster.....	20
3 Farrer, Oliver Wm., deceased.....	Binnegar Hall, Wareham.....	49
4 Farrer, Thomas Henry.....	The Board of Trade, Whitehall, S.W.....	176
1 Feiling, Ernest.....	Stock Exchange, London.....	12
2 Fellowes, Mrs Mary M. O. L.....	Ottawa.....	20
Fenwick, Lieut. Nicholas Edward.....	60th Rifles.....	4
Ferguson, Miss Christina.....	Derby, N.B.....	1
Ferguson, Hugh.....	do .....	1
Ferguson, William Dawson.....	do .....	1
1 Finlay, William, deceased.....	Halifax, N.S.....	10
4 Finlayson, Roderick.....	Rock Bay, Victoria, B.O.....	50
1 Fisk, James.....	14 High Street, St. Albans.....	5
1 Fisk, William, deceased.....	do do .....	10
1 Fletcher, Charles, deceased.....	Halifax, N.S.....	9
1 Fleury, Rev. John.....	6 Eldon Terrace, Waterford.....	6
4 Flower, Matthew.....	14 Norfolk Crescent, Hyde Park, W., and The Stock Exchange.....	70
3 Forbes, Alexander Clark.....	Whitchurch, Reading.....	45

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence	Shares. (Actions.)
1 Forbes, Mrs. Louisa Sarah Georgina.....	Culloden House, Inverness.....	10
1 Ford, James .....	Trump Street, Cheapside.....	6
Giffard, Frederick.....	1 Gresham Buildings, Basinghall Street	
2 Forrester, James S.....	Naval and Military Club, Piccadilly.....	20
Forsyth, Miss Annie Bell.....	Quebec.....	4
1 Forsyth, Mrs. Martha Ann.....	Kentville.....	10
4 Forsyth, John Blackwood.....	Stretfold Villa, Leamington.....	56
2 Forsyth, John Richardson.....	Huntly, Aberdeenshire.....	21
1 Foster, Miss Harriet.....	Clyde Terrace, 106, Beaufort Street, Fulham Road, Chelsea, S.W.....	10
1 Foster, Matthew Henry.....	Wymondley, Stevenage, Herts.....	12
Doggett, Thomas William.....	Cherryhinton, near Cambridge.....	
1 Foster, Michael, deceased.....	Braughin, near Ware, Herts.....	5
3 Foster, Richard.....	48 Moorgate Street, E.C.....	27
3 Fowler, Samuel, deceased.....	Binfield, Bracknell, Berks.....	28
2 Frampton, Rev. Charles Thomas.....	Chichester, Sussex.....	18
3 Frampton, Miss Jane Broome.....	17 Talbot Square, Hyde Park, W.....	27
1 Frampton, John De Kewer.....	do do.....	7
Frampton, Rev. C. T.....	Chichester, Sussex.....	
3 Frampton, Miss Sarah.....	17 Talbot Square, Hyde Park, W.....	28
1 Fraser, Mrs. Catharine.....	Glenarbut Lodge, The Park, Chel- tenham.....	12
Fraser, Daniel Malkin.....	New Glasgow, N.S.....	3
4 Fraser, James.....	New Glasgow, Pictou.....	56
1 Fraser, James A.....	Goldenville, N.S.....	5
3 Fraser, Rev. Simon J. G.....	Bramblys, Basingstoke, Hants.....	40
Friel, Richard J.....	Provincial Bank of Ireland, Waterford.	3
3 Frost, William.....	39 Vincent Square, Westminster.....	30
Fuller, Mrs. Cynthia.....	Hamilton.....	1
1 Gairdner, Mrs. Ann Steel.....	Montreal.....	12
3 Galpin, Thomas Dixon.....	Belle Sauvage Yard, Ludgate Hill.....	35
1 Gardiner, Miss Mary Jane.....	17 Clarence Street, Penzance.....	6
3 Garland, Rev. Geo. Vallis.....	Stone, Wimborne, Dorset.....	35
Gates, Mrs. Catharine Maria.....	Guysboro', N.S.....	4
4 Gay, James, deceased.....	Queen Street Place.....	50
Hewitt, Rev. Augustus.....	28 Dorset Square.....	
Key, Jonathan M.....	Beverstone House, Brixton Hill.....	50
4 Gemmill, James Dunlop.....	Almont, Ramsay, C.W.....	
Gibbons, Miss Susan.....	Sydney, Cape Breton, N.S.....	2
3 Gibbs, John Dixon, and Alex. L. Mackintosh.	11 Great Ormond Street, Queen's Square	40
Gibson, Lady Ann Margaret, and others.....	.....	1
2 Gibson, John.....	Halifax, N.S.....	20
2 Giffard, Miss Fanny.....	Guernsey.....	16
Gildersleeve, Miss Lucretia A. M.....	Kingston, Ont.....	4
2 Gillespie, Alexander.....	Heathfield, Weybridge Station.....	20
1 Gillespie, Mrs. Alison.....	Douglas, Lanarkshire.....	16
1 Gillis, Mrs. Mary Elizabeth.....	Vermont.....	5
1 Gilpin, William Savery.....	Halifax, N.S.....	8
Glass, Miss Phoebe, care of J. J. Cater, Esq...	39 Lombard Street.....	1
3 Glennie, Forbes.....	15 Devonshire Street, Portland Place...	33
3 Glyn, Richard Henry.....	Finsbury Chambers, London Wall, E.C.	25
1 Glyn, Mrs. Susannah, care of R. H. Glyn, Esq.	do do.....	10
1 Godfrey, Miss Annie Sophia.....	Halifax, N.S.....	6
Goldby, William Samuel.....	Frances Villa, Queen's Road, Wal- thamstow.....	3
3 Goodbody, Marcus.....	Inchmore, Clara, King's County.....	36
1 Goodridge, James Snow, deceased.....	Mont Fleury, près Grenoble, France.....	5
3 Goodwin, Mrs. Emma Gerrard.....	10 Akenside Terrace, Jesmond Road, Newcastle-on-Tyne.....	27
Goodwin, Miss Mary Elizabeth.....	10 Akenside Terrace, Jesmond Road, Newcastle-on-Tyne.....	2

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Goold, James Knight.....	Halifax, N.S.....	3
1 Gordon, William.....	Royal Engineers' Department, Edin- burgh.....	5
Gordon, Mrs. Catharine.....	23 Lothian Road, Edinburgh.....	}
1 Gosselin, Major Frederick William and E. P. Hutchesson.....	Sansmarez Street, Guernsey.....	11
Powell, Capt. T. P.....	49 Palace Gardens Terrace, Kensington	}
Gossip, Charles John.....	Halifax, N.S.....	1
Gossip, William.....	Halifax.....	1
Gossip, Mrs. Sarah Ann.....	Halifax, N.S.....	2
Goudge, Mrs. Isabella Henderson.....	Halifax, N.S.....	2
2 Gould, Miss Caroline.....	Kennall Road, Chislehurst, Kent.....	20
3 Gould, Miss Frances Lydia.....	do do.....	30
4 Gould, Mrs. Lydia, deceased.....	Burwash Rectory, Hurst Green.....	103
2 Gow, Robert.....	Nictaux, Halifax, N.S.....	15
3 Grahame, James Allan.....	Victoria, V.I.....	33
4 Grant, Capt. Frederick Grant F., 3rd Light Dragoons.....	Ecclesgreig, Montrose.....	73
4 Grant, Capt. John J. F., 46th Regiment, care of Messrs. Cox & Co.....	Craig's Court, Charing Cross, S.W.....	58
1 Grapes, Mrs. Elizabeth Platten.....	Clovelly Villa, Bromley, Kent.....	8
2 Graves, Right Rev. Charles, D.D., Lord Bishop of Limerick.....	The Palace, Limerick.....	19
1 Gray, Benjamin Gerrish, and Thomas Morris Braine.....	Halifax, N.S.....	5
3 Gray, Benjamin Gerrish, and William Twining	do.....	25
Gray, Benjamin Gerrish, and Miss Sophia Crisp	do.....	2
1 Gray, Miss Margaret.....	Blyth Vicarage, near Worksop.....	5
1 Green, Miss Anne, care of Mrs. Griffen.....	1 Cossall Street, Queen's Road, Peck- ham.....	6
1 Green, Samuel Claridge, deceased, and Samuel Clarke Green.....	41 Lothbury.....	5
2 Greenly, Charles Williams, deceased.....	Titley Court, Titley, Herefordshire.....	20
3 Greer, Thomas.....	Sea Park, Belfast.....	30
Groser, Mrs. Ann.....	40 Park Lane Terrace, Albion Road, Stoke Newington.....	2
1 Gueronprez, Jean Henri.....	106 Feaufort Street, Fulham Road, Chelsea, S.W.....	5
2 Guerout, Miss Lucie.....	Quebec.....	16
Guerout, Rev. Narcisse.....	Berthier en haut.....	2
2 Guinness, Richard Seymour.....	17 College Green, Dublin.....	20
1 Gumbleton, Mrs. Isabella M.....	Glanatore, near Tallow, Waterford.....	12
Guy, Miss Jane.....	5 High Street Road, Portsmouth.....	3
1 Hadfield, Charles Joseph.....	62 Gloucester Crescent, Hyde Park, W. Holly Hill, Hartfield, Tunbridge Wells.....	5
3 Hale, Bernard.....	52 Threadneedle Street, E.C.....	41
Hankey, F. A.....	6 Hyde Park Street, W.....	}
Glyn, Hon. S. Carr.....	Quebec.....	11
1 Hale, Edward J.....	Ottawa.....	}
Adamson, James.....	31 Lansdowne Road, Tunbridge Wells, Kent.....	38
3 Hale, Miss Frances Isabella.....	Kingston.....	14
1 Hale, George Carleton.....	Quebec.....	10
1 Hale, Richard.....	do.....	5
1 Hall, Henry Erle.....	South, Baddesley, Lyvington.....	4
Hall, Rev. John William.....	Halifax, N.S.....	3
Halliburton, Miss Susan, deceased.....	Quebec.....	19
2 Hamilton, Rev. Charles.....	Karina Terrace, Sea View Warrenpoint, Newry, Ireland.....	4
Hamilton, Mrs. Emily.....	Quebec.....	12
1 Hamilton, Rev. George, deceased.....	Goldenville, N.S.....	17
2 Hamilton, George Markland.....		15½

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Hamilton, Rev. Henry Harris .....	Manchester, N.S. ....	6
2 Hamilton, Hon. John .....	Montreal .....	19
2 Hamilton, Hon. John, and Rev. Charles Hamilton .....	Quebec .....	17
4 Hamilton, Robert .....	do .....	196
1 Hamilton, Robert, Rev. George Hamilton, and John Hamilton, jun. ....	do .....	10
4 Hammond, Herbert Carlyle .....	Hamilton, Ont. ....	150
4 Handley, John Rees .....	Halifax, N.S. ....	53
1 Harcourt, Miss Henrietta Maria .....	19 Dorset Gardens, Brighton .....	10
1 Harding, Mrs. Charlotte Eliza .....	.....	4
1 Harney, Richard .....	Killotteran, Waterford .....	7
1 Harris, Mrs. Mary, deceased .....	Lower Horton, N.S. ....	4
4 Hart, Jairus .....	Halifax, N.S. ....	65
2 Harvey, Edward Kerrison .....	Thorpe Hamlet House, Norwich .....	20
1 Harvey, Henry Allen .....	Montreal .....	5
1 Hatchard, Rev. Thomas Goodwin, deceased .....	St. Nicholas Rectory, Guildford .....	} 12
Gay, Rev. George M. ....	Ingham Rectory, Bury St. Edmunds, Suffolk .....	
Gay, Rev. Alfred H. ....	Hardingstone Rectory, Northampton .....	
2 Hathway, John Nicholas .....	.....	20
2 Hawker, Miss Mary Frances .....	174 Castle Hill, Reading .....	17
1 Hawkins, Captain Henry Caesar, R.N. ....	26 The Chase, Clapham Common .....	8
2 Hay, Mrs. Sophia .....	40 Porchester Terrace, Hyde Park .....	20
1 Hayes, Major James .....	Stonely, St. Neots, Hunts .....	5
3 Heath, Mrs. Mary .....	Bednall, near Stafford, Staffordshire .....	25
1 Heath, Mrs. Selina, deceased .....	Brewood, Staffordshire .....	10
Hegan, James Black .....	St. John, N.E. ....	3
Hellmann, Miss Charlotte Lucy .....	30 St. John's Park, Upper Holloway, N. ....	3
1 Hellmann, Miss Maria Christiana .....	do do .....	6
1 Henry, Mrs. Elizabeth .....	Quebec .....	5
1 Henry, Miss Margaret .....	do .....	6
Henwood, Reginald, M.D. ....	Brantford .....	3
4 Hepburn, Francis C. Kroger, deceased .....	75 Blenheim Crescent, Sussex Road, Kensington Park, W. ....	62
4 Hepburn, William Ker, deceased, Robt. Rickart and Hepburn .....	Montreal .....	60
2 Hepburn, William Rickart, deceased .....	.....	20
1 Hermon, Mrs. Mary May .....	18 Norham Gardens, Oxford .....	5
2 Herring, William .....	Quebec .....	22
Hesslein, Alex. George .....	Halifax, N.S. ....	3
1 Hesslein, Henry .....	do .....	9
Hesslein & Sons, Henry .....	do .....	4
2 Hewat, Miss Anne, and R. A. Hewat, Esq. ....	Warfield Cottage, Bracknell, Berks. ....	20
2 Hewat, Miss Isabella Mary .....	12 St. Mary's Road, Canonbury, N. ....	15
Hewat, John Grayhurst .....	Warfield Cottage, Bracknell, Berks. ....	2
4 Hewat, John Inglis .....	do do .....	60
2 Hewat, Miss Margaret, and R. A. Hewat, Esq. ....	do do .....	20
4 Hewat, Michael Grayhurst .....	St. Cuthbert's, Ross Road, South Norwood Hill, S.E. ....	115
2 Hewat, Mrs. Rebecca, and Miss Isabella Jane Hewat .....	38 Highbury New Park, N. ....	18
2 Hewat, Richard Alexander .....	Oxford Lodge, Adalaide Road, Surbiton .....	20
2 Hickman, James Scouller .....	Amherst, N.S. ....	23
1 Hill, Rev. George Wm., and Geo. Thomson .....	Halifax, N.S. ....	6
1 Hill, Rev. George Wm., and Jas. Thomson .....	do .....	6
2 Hill, Mrs. Hannah H. ....	Dartmouth, N.S. ....	24
1 Hill, James Ledger .....	Southampton .....	10
1 Hill, Thomas Stephen .....	Dartmouth, N.S. ....	12
1 Hitchcock, Edward .....	St. Clement's, Paignton, South Devon .....	6
3 Hoare, Edward Arthur .....	21 Birchin Lane, E.C. ....	25

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
2 Hoare, Samuel.....	60 Lombard Street, E.C.....	18
1 Hocken, Richard.....	Chatham, N.B.....	14
Hogarth, Dayid.....	The Wilts and Dorset Bank, South- ampton.....	2
1 Hooker, Mrs. Lucy Elizabeth.....	Ives Cottage, Maidenhead, Berks.....	13
2 Hooker, Robert Hamlyn, care of E. Miller, Esq.	Tuckey's Bank, Wellington, Somerset.	15
3 Hooper, James John.....	1 Hare Court, Inner Temple.....	28
3 Hooper, Rev. William.....	Vicarage, Cressing, Braintree, Essex.....	28
Hopwood, Samuel W.....	47 Chancery Lane, W.C.....	3
1 Horder, Rev. Wm. Garrett.....	Torwood Lodge, Wood Green, N.....	5
2 Hosterman, Thomas, deceased.....	Halifax, N.S.....	20
3 Howard, James Peter, deceased, Mrs. Anne Camphausen, and John J. Howard, deceased	.....	48
1 Howard, John Janson, deceased.....	Whithed Wood, Shirley, Hants.....	9
Camphausen, Mrs. Anne.....	.....	9
1 Howden, Miss Helen.....	Ormiston Lodge, near Tranent, Scotland	5
1 Howitt, Enoch Dawson, and Charles Sidney Howitt.....	69 Kennington Park Road, S.E.....	10
Hudson, Mrs. Helen.....	Dartmouth, N.S.....	3
1 Hudson, Rev. Joseph.....	Chillingham Vicarage, Alnwick.....	10
Hughes, Miss Kate, care of M. G. Hewat, Esq.	St. Cuthbert's, Ross Road, South Nor- wood Hill.....	1
2 Hugonin, Roderick.....	Vevay, Torquay, Devon.....	20
Hume, Mrs. Christina B, deceased.....	Halifax, N.S.....	3
3 Hume, William B, deceased.....	.....	25
Humphrey, Thomas, deceased.....	Petpiswick.....	4
2 Humphrys, William Charles.....	Elm Lodge, Bursleden, Southampton...	21
2 Humphrys, William Charles.....	Bursleden, Southampton.....	21
Chute, W. L. W., deceased.....	The Vine, Southampton.....	21
Cookes, Rev. Henry Winford.....	Woodhampton, Worcestershire.....	21
1 Hunt, James, deceased.....	Quebec.....	5
1 Hunter, Mrs. Ann, deceased.....	Halifax, N.S.....	5
1 Hunter, Miss Eliza Jane.....	7 Bayview Terrace, Londonderry.....	10
4 Hutchison, Miss Caroline.....	44 Phillimore Gardens, Kensington, W.	66
Hutchison, Richard.....	Miramchi, N.B.....	3
2 Inglis, Mrs. Eliza Mary.....	Kingston, O.....	20
3 Inglis, Thomas Cochrane.....	6 Queen's Gate, Kensington Gore, W...	36
1 Irwin, Mrs. Isabella.....	Kingston, O.....	8
1 Irwin, Miss Kate.....	91 Ladbroke Grove Road, Notting Hill, W.....	10
1 Jack, Peter.....	Halifax, N.S.....	6
Jacobs, Miss Sophia.....	16 Beatchamp Avenue, Leamington...	4
Janvrin, Miss Anna Louisa.....	41 York Terrace, Regent's Park.....	2
Janvrin, Miss Alice Jane.....	do do.....	2
Janvrin, Miss Laura Ann.....	do do.....	2
Janvrin, Miss Mary Elizabeth.....	do do.....	2
Janvrin, Wm. Langston Benest.....	do do.....	2
1 Jarrett, William Joseph.....	66 Lincoln's Inn Fields, W.C.....	10
Johnson, John.....	170 Cambridge Street, Warwick Square, Pimlico, S.W.....	1
Johnson, Miss Mary Ann, care of Joseph Hoare.	Child's Hill House, Hampstead, N.W...	1
Johnson, William.....	6 Tokenhouse Yard, E.C.....	3
3 Jones, Miss Eliza.....	Ellenbank, Leigham Court Road, Streatham Hill.....	35
4 Jones, Henry Moutray.....	Bellevue Park, Kingstown, Ireland....	160
1 Jones, John Matthew.....	Halifax, N.S.....	8
3 Jones, John Thos. William.....	Marsham Lodge, Gerrard's Cross, Bucks	28
3 Jones, Miss Susanna, deceased.....	do do do.....	25
4 Jordan, William.....	Halifax, N.S.....	51
Joscelyne, Edward.....	High Street, Braintree, Essex.....	3
1 Jourdain, Augustin, deceased.....	Quebec.....	3



Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Joyce, James John.....	Belfast Banking Company, Londonderry	10
2 Karslake, Edward Kent.....	Stone Buildings, Lincoln's Inn.....	20
2 Karslake, Sir John Burgess, deceased.....	7 Chester Square, S.W.....	20
1 Kaulback, John H.....	Lunenburg.....	12
3 Kaye, Wm. Barker, LL.D., Q.C.....	16 Gardiner's Place, Dublin.....	30
Surman, Gerald.....	35 Lincoln's Inn Fields, London.....	
1 Keane, Charles Chisholm.....	Bermuda.....	5
1 Keane, Mrs. Frances Louisa.....	Hamilton, Bermuda.....	5
1 Keating, William Henry.....	Halifax, N.S.....	12
4 Kelly, Reginald; and Kelly, William Marwood, M.D.....	Taunton, Somersetshire.....	100
1 Kelly, Wm. Marwood, M.D.....	11 Crescent, Taunton.....	12
3 Kemble, Thomas.....	Runwell Hall, near Chelmsford, Essex.....	30
3 Kendall, Hy. John Broughton.....	12 Great Winchester Street, E.C.....	25
4 Kenny, Hon. Sir Edward.....	Halifax, N.S.....	50
Kenny, Mrs. Johannah.....	do.....	4
Kenny, Thomas Edward.....	do.....	4
1 Kerr, Mrs. Agnes.....	Chatham, Miramichi.....	10
1 Kerr, Joseph Norman Bond.....	Amherst, N.S.....	7
Pineo, Henry Gesner, jun.....	Pugwash, N.S.....	
Kerr, James Joseph.....	Amherst, N.S.....	
3 Key, Jonathan M.....	Beverstone House, Brixton Hill.....	35
Kilvington, Mrs. Elizabeth J.....	6 Queen's Gate, Kensington Park, W.....	4
1 King, John, deceased.....	Halifax, N.S.....	10
1 King, John Gilbert.....	Bullylin, Ferbane, King's Co., Ireland.....	12
2 King, Mrs. Matilda Ferguson.....	Helensburg, Scotland.....	15
King, Stephen.....	Lockeridge Villa, Shrubland Road, Lea Bridge Road, Leyton, Essex.....	1
1 Kingsford, Rev. Brenchley, M.A.....	Shadwell, E.....	14
Kingsford, Montague.....	Canterbury.....	
1 Kingsford, Rev. Brenchley, M.A.....	Shadwell, E.....	14
Lay, John W.....	Great Teg, Kelvedon.....	
1 Kingsford, Frederick.....	41 Seething Lane, E.C.....	12
3 Kingsford, John Jeken.....	do do.....	30
1 Kingsford, Kennett.....	Sandgate, Kent.....	14
1 Kirke, Henry.....	The Eaves, Chapel-en-le-Frith, Derbyshire.....	10
3 Kittermaster, Rev. Frederick Wilson.....	Bagstone Hill Vicarage, Shrewsbury.....	42
3 Knatchbull-Hugessen, Richard Astley, deceased.....	London, Ont.....	28
1 Knight, Miss Harriet.....	3 Rodney Place, Cheltenham.....	6
1 Knox, Robert.....	Londonderry.....	7
1 Kohl, George A.....	Montreal.....	5
1 Kohl, Mrs. Letitia.....	do.....	8
2 Laidley, Miss Maria Theresa.....	10 Rua do Duque de Briganza, Lisbon.....	20
2 Laidley, Miss Catharine.....	do do do.....	20
Landers, David Corning.....	Middleton, Co. Annapolis.....	4
1 Lane, Mrs. Charlotte Florence.....	Ottawa.....	8
2 Laurie, Mrs. Annie Reid.....	16 Blandford Square, N.W.....	17
3 Laurie, David Crawford, M.D.....	St. Cuthbert's Ross Road, South Norwood Hill.....	36
1 Law, Miss Jane.....	Hartford Rectory, Faringdon, Berks.....	7
1 Lawson, William.....	New York.....	10
Leaver, Mrs. Frances.....	Sheffield.....	1
1 Leaycraft, Mrs. Mary Christiana.....	Quebec.....	10
1 Lees, Richard.....	Fairfield, Rockleaze, near Bristol.....	10
1 Lees, Richard.....	do do.....	10
Lynde, James Henry.....	Clermont, Irlam Road, Sale, near Manchester.....	10
1 Le Maire, George A.....	Oak Lodge, Andover Road, Newbury, Berks.....	10
Fenning, James.....	Torrington Square.....	
Fisk, Henry W.....	Lowther Cottages, Holloway.....	

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
3 Le Merchant, Sir Denis, Bart., deceased.....	Chobham Place, Surrey.....	} 40
Le Merchant, Major Thomas, deceased.....	New Lodge, Great Berkhamstead, Herts.....	
Lefevre, Henry Shaw.....	Austin Friars, E. C.....	
2 Le Merchant, Major-Gen. Sir John G., deceased	.....	19
1 Le Mesurier, Mrs. Julia Guerout, deceased.....	Quebec.....	6
Le Mesurier, Comy. Thos. Augustus.....	.....	4
2 Lemoine, Mrs. Amelia S. B.....	Roseland Villa, West End, Southampton	22
3 Lemoine, Major William, R.A., deceased.....	do do do	40
4 Lermite, Frederick, deceased.....	Montpelier Villas, Brighton.....	} 66
Roberts, Robert.....	Cheapside.....	
Morris, William Bates.....	9 Gracechurch Street.....	
1 Leslie, Robert, M.D., deceased.....	Annapolis, N.S.....	7
1 Le Vesconte, William.....	D'Escousse, Cape Breton.....	10
2 Levy, Mrs. Rosetta.....	Quebec.....	15
Lindesay, Lieut. Abraham H., R.N., care of F. Lindesay, care of Messrs. Rathbone Bros. & Co.....	Fenchurch Avenue, E.C.....	1
Lindesay, Frederick, care of Messrs. Rathbone Bros. & Co.....	do do.....	3
1 Lindesay, Mrs. Elizabeth.....	41 Lower Leeson Street, Monkstown, Co. Dublin.....	11
Lindsay, Mrs. Josephite G., deceased.....	Quebec.....	4
1 Lindsay, Robert.....	Lunenburg, N.S.....	5
1 Linton, Cornelius Clarke.....	8 Russell Street, Bath.....	10
1 Little, George, deceased.....	Halifax, N.S.....	7
Locke, Miss Henrietta.....	133 Leinster Road, Rathmines, Dublin.	3
Locke, Miss Jane.....	do do	3
1 Logie, Mrs. Jane Hewat.....	9 Leamington Terrace, Edinburgh.....	8
Lordly, Mrs. Mary Ann.....	Halifax, N.S.....	2
1 Louis, Joseph.....	Quebec.....	10
3 Lovell, Francis Frederick.....	Hincheslea, near Lymington, Hants.....	30
1 Lowry, Major-Gen. Robt. Wm., C.B.....	25 Warrington Crescent, Maida Vale.....	14
3 Lubbock, Frederic.....	16 Leadenhall Street, E.C.....	25
2 Lucas, Captain Jasper.....	Midleton Park, Queenstown.....	20
2 Lucas, Mrs. Mary, deceased.....	Quebec.....	20
1 Lupton, Clifford.....	3 Newman's Court, Cornhill.....	5
1 Lushington, Miss Henrietta.....	28 Mount Street, Grosvenor Square.....	10
3 Luxmoore, Charles Noble.....	Torquay, Devon.....	} 35
Thompson, Wm. Jas.....	Mincing Lane, E.C.....	
Thompson, Miss Esther, deceased.....	West Hill Lodge, Brighton.....	
Lyle, John.....	Halifax, N.S.....	4
1 Lyon, Miss Jane McDonald, care of Alexander Spence, Esq., Agent.....	Commercial Bank of Scotland, St. An- drew's.....	8
2 Lynch, John.....	Shubenacadie. Co. Hants, N.S.....	21
2 McBride, Peter, deceased.....	St. John's, Nfld.....	15
4 McCalmont, Hugh.....	15 Philpot Lane, E.C.....	110
4 McCalmont, Robert.....	do.....	72
2 Macdonald, William Henry.....	Antigonish.....	16
1 MacDougall, Hanbury Leigh.....	Montreal.....	12
McGillivray, Mrs. Nancy.....	East River, Pictou, N.S.....	2
McGrath, Mrs. Elizabeth.....	St. Catharines, Canada.....	1
2 MacIntyre, Robert.....	27 Albany Street, Edinburgh.....	22
3 Mackenzie, Mrs. Anna Maria.....	Brighton.....	30
3 McKenzie, Miss Annie.....	Quebec.....	40
1 McKenzie, Mrs. F. P. A.....	Sorel, Que.....	5
1 McKenzie, George Alexander.....	Dartmouth, N.S.....	10
1 McKenzie, John.....	Halifax, N.S.....	6
1 McKenzie, Miss Jessie.....	Ulverstone House, Kidbrook Park Road, Blackheath, S.E.....	6

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
2 Mackenzie, John Gordon, deceased.....	Montreal.....	22
3 McKenzie, Roderick.....	Pictou, N.S.....	40
1 Maclean, John Smith.....	Halifax, N.S.....	5
1 Macleod, John.....	Elgin, Scotland.....	5
2 McLaggan, John.....	Blackville, N.B.....	20
McLean, Donald.....	Grand Anse, West Bay, Cape Breton...	3
3 McLeod, Alexander.....	Halifax, N.S.....	30
McLeod, Mrs. Augusta Isaac.....	Elmhurst, Tadley, Basingstoke.....	4
4 McLeod, William, deceased.....	Richibucto, N.B.....	55
1 McLimont, Miss Christina.....	Quebec.....	10
3 McLivont, William.....	Quebec.....	43
1 Macmahon, James.....	Belle Vue, Newry.....	13
2 McMicking, Miss Agnes Hutton, and Miss Isabella Hutton McMicking.....	Burnbrae, Helensburgh.....	20
Macmillan, Eagle Henderson.....	Caledonian Banking Co., Inverness, Scotland.....	3
McNab, Miss Ellen.....	Halifax, N.S.....	1
1 McNeil, Mrs. Catharine.....	do.....	8
Macpherson, George.....	Palmerston Villa, Millburn, Inverness.....	4
3 McTavish, Duncan Archibald.....	New York.....	31
Macan, Reginald Walter.....	Christchurch College, Oxford.....	4
1 Maitland, Mrs. Mary Ann A.....	156 Westbourne Terrace, Hyde Park, W.....	12
1 Malcolmson, Capt. John Grant.....	17 Kensington Gardens Square, W.....	5
Mander, Charles John.....	9 New Square, Lincoln's Inn.....	4
Manning, Edward Montagu.....	12 Victoria Square, Clifton, Bristol.....	1
1 Manning, Rev. John.....	Blandford, N.S.....	8
3 Mansfield, Miss Emily.....	Birstal, Torquay.....	35
3 Mansfield, Miss Hannah Vann.....	do.....	25
1 Marks, John Bennett, deceased.....	Kingston, Ont.....	7
1 Marshall, Mrs. Desiah.....	Halifax, N.S.....	12
1 Martel, Thomas.....	Mount Durand, Guernsey.....	12
Marvin, Miss Margaret Elizabeth.....	Halifax, N.S.....	1
Matheson, David.....	Pictou, N.S.....	2
Matheson, Miss Margaret Catharine.....	New Glasgow, N.S.....	1
3 Mathews, John Hubbersty.....	142 Harley Street, W.....	30
1 Mathias, Rev. George.....	3 St. Paul's Place, St. Leonard's-on-Sea.....	9
1 Maturin, Edmund.....	Moville, Co. Donegal.....	5
2 Mayor, Rev. Robert Bickersteth.....	Frating Rectory, Colchester.....	20
1 Medcalf, F. H., John G. Howard, and Joseph Hodgson.....	Toronto.....	5
1 Medley, Arthur Ouvry.....	45 Threadneedle Street, E.C.....	7
3 Medley, Arthur Ouvry.....	do do.....	42
Attwood, Edward Marcus, deceased.....	Rouen, France.....	
Saunders, Henry Wilson Demain.....	38 Old Broad Street, London.....	2
Medley, Miss Ellen Mansfields.....	14 Kensington Gardens Square, W.....	
1 Medley, Miss Mary Attwood, and Miss Florence Ann Medley.....	Brighton Terrace, Brixton, S.W.....	10
1 Mee, George B.....	Lawnhill, New Barnet, Middlesex.....	10
Brocklebank, Harold.....	The Grange, Halewood, near Liverpool.....	
3 Melvill, William Henry.....	Inland Revenue Office, Somerset House.....	38
Wedderburn, Alexander Dundas Ogilvy.....	The Inner Temple.....	
1 Millais, Thomas.....	36 Val Pleasant, Jersey.....	13
1 Millard, Henry Richard.....	Montreal.....	6
Miller, Robert.....	67 Queen Victoria Street.....	4
4 Miller, Stephen, care of Messrs. Jones Brothers.....	Fishmongers' Hall Wharf, Upper Thames Street, E.C.....	75
Milligan, James.....	St. John, N.B.....	2
2 Mills, Sir Charles Henry, Bart., M.P.....	Lombard Street, E.C.....	17
1 Mills, Edward.....	Baron House, Mitcham, Surrey.....	10
Harper Charles.....	Hadleigh, Suffolk.....	

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Mills, Mrs. Maria.....	The Mansion, Bisley, near Stroud, Gloucester.....	8
4 Milne, Alex. George.....	St. Michael's House, Cornhill, E.C.....	86
Tweedie, Richard Walter.....	Lincoln's Inn Fields.....	
Milner, Capt. Edward Champneys.....	18th Royal Irish.....	4
4 Milner, Miss Frances Harriet.....	Vale Lodge, Windsor Forest.....	25
3 Milroy, Gavin, M.D. and Mrs. Sophia Milroy.....	10 Dynevor Villas, Richmond.....	32
1 Mitchell, William F.....	Halifax.....	6
Moat, Robert.....	Montreal.....	1
do.....	do.....	12
1 Molson, John Thomas.....	Annick Lodge, Dregborn, Ayrshire.....	37
3 Montgomerie, Mrs. Susanna Fraser.....	Mosaphir House, Kingstown, Co. Dublin.....	1
Montgomery, Miss Rebecca Anne.....	The Grove, Clonee, Co. Meath, Ireland.....	12
1 Montzambert, Miss Caroline Eliza.....	Quebec.....	16
2 Montzambert, Frederick.....	Yarmouth, N.S.....	1
Moody, Mrs. Catharine Larden.....	do.....	1
Moody, John Thomas Tidmarsh.....	Halifax, N.S.....	3
Mooney, Matthew.....	do.....	5
1 More, Mrs. Ann Bain.....	Halifax, N.S.....	29
2 More, William Sutcliffe, deceased.....	do.....	20
3 Moren, James Alexander.....	St. Thomas Vicarage, Salisbury.....	13
1 Morrice, Rev. William David, M.A.....	Crown Land Office, Halifax, N.S.....	20
2 Morris, Rev. George E. W. and Edward Cartwright Morris.....	Guysboro'.....	2
Morris, Mrs. Lucy.....	2 Fitzwilliam Place, Dublin.....	10
1 Morris, Right Hon. Michael.....	Halifax.....	1
Morton, George E.....	Halifax, N.S.....	12
1 Morton, Lemuel James.....	The Quay, Waterford.....	60
4 Mosley, James.....	Railway Office, Dimbula, Ceylon.....	25
3 Mosse, James Robert.....	Roseland Villa, West End, Southampton.....	2
Motherwill, Miss Violetta.....	Halifax, N.S.....	11
1 Muirhead, Mrs. Isabella, deceased.....	54 Offord Road, Barnsbury.....	8
1 Muller, Jno. Frederick.....	21 Duke Street, Manchester Square.....	9
1 Munro, Miss Grace Eliza.....	St. Martin's, Canterbury.....	25
3 Munns, Mrs. Emma.....	Halifax, N.S.....	8
1 Murison, Mrs. Elizabeth Margaret.....	Newry, Co. Down, Ireland.....	25
2 Murphy, James.....	do do.....	20
3 Murphy, Patrick.....	Mabou, Cape Breton, N.S.....	13
1 Murray, John, deceased.....	Brookside, Biggar, Lanarkshire.....	2
Murray, Mrs. Marion Blackwood.....	Halifax, N.S.....	8
1 Myers, Charles Grey.....	Jeddore, N.S.....	4
Myers, William.....	Halifax, N.S.....	5
1 Myers, Henry Beresford.....	do.....	16
2 Naylor, John, deceased.....	1 Calverley Park Villas, Prospect Road, Tunbridge Wells.....	2
Nash, Mrs. Mary Martha, Miss E. H. Holtum and Miss M. H. Nash.....	54 High Holborn, W.C.....	50
4 Nettleford, Edward John, deceased, Joseph Henry Nettleford, deceased, and Frederick Nettleford.....	East Sheen, Surrey.....	30
3 Nettleship, Mrs. Anne Ellen, deceased, and Wm. Francis Nettleship.....	Upper Brook Street, Manchester.....	
Maclure, John William.....	3 Crown Court, Philpot Lane, E.C.....	94
4 Newall, Wm. Johnstone.....	Preston Rectory, near Ledburg, Here- fordshire.....	10
1 Newton, Rev. Alfred.....	Duxhurst, Horley, Surrey.....	10
1 Newton, Miss Anna Frances and Miss Adeline Newton.....	31 Lombard Street, E.C.....	12
1 Newton, John.....	Liverpool, N.S.....	12
1 Nichols, Rev. Edward E. B.....	Royal Arsenal, Woolwich.....	6
1 Noble, Lieut.-Col. Wm. Hatt, R.F.....		

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Noble, Lieut.-Col. Wm. Hatt, R.E., and Mrs. Mary Noble, deceased .....	Royal Arsenal, Woolwich .....	4
3 Nordbeck, Miss Antoinette .....	Halifax, N.S. ....	26
1 Nuthall, Miss Elizabeth Sarah .....	27 Trafalgar Road, Great Yarmouth....	6
1 O'Connor, Philip Faly .....	Halifax, N.S. ....	11
1 Ogilvie, Miss Frances Mary .....	22 Hove Villas, Hove, Brighton .....	6
1 Ogilvie, Wm., deceased, and Mrs. Frances Ogilvie .....	127 Belsize Road, South Hampstead.....	10
2 Orlebar, Mrs. Elizabeth H. ....	11 Pevensey Road, St. Leonard's-on-Sea	17
Orlebar, Miss Harriott .....	do do .....	4
1 Orlebar, Capt. John, R.N. ....	do do .....	8
Orlebar, Miss Mary .....	Burton Latimer, near Kettering .....	1
3 Ormsby-Gore, Mrs. Mary Jane, deceased.....	Porkington, Oswestry, Salop .....	25
1 Oswald, William Robert .....	Montreal .....	9
1 Otway, Miss Henrietta E. ....	.....	20
4 Owen, Major S. R. J., care of Messrs. A. O. Medley & Son .....	45 Threadneedle Street .....	60
1 Pallister, William Henry .....	Halifax, N.S. ....	6
3 Palmer, Rev. Charles Edward .....	Great Torrington, Devon .....	30
2 Pannel, Charles Lavington .....	16 Victoria Parade, Torquay .....	20
Pardey, Miss Francis Amelia .....	Montreal .....	2
2 Parker, Albert, deceased .....	Lévis, near Quebec .....	20
2 Parker, Hon. Daniel McNeil, M.D. ....	Halifax, N.S. ....	16
Parker, Mrs. Jessie .....	Derby, N.B. ....	1
Parker, Mrs. Margaret .....	do .....	1
1 Parkinson, Mrs. Mary, care of Thos. Parkinson.	6 Howick Place, Victoria Street, S.W. .	8
2 Parson, Edward Kent .....	14 King's Terrace, Southsea .....	23
Parsons, Sidney Albert, deceased .....	6 Giltspur Street, E.C. ....	1
Patch, Frederick Osborne Leonard .....	Liverpool, N.S. ....	4
Mackintosh, James Crosskill .....	Halifax, N.S. ....	4
Patterson, Robert .....	Pictou, N.S. ....	1
3 Paulin, Henry Bradshaw .....	Halifax, N.S. ....	32
Paull, Miss Gertrude Ellen .....	4 Radnor Cliff, Sandgate .....	3
Paull, Miss Helen Roy .....	do .....	3
1 Payne, John Warren .....	The Beach, Bantry, Co. Cork .....	10
1 Pearce, Frank .....	Fenwick Chambers, 8 Fenwick Street, Liverpool .....	10
1 Pearson, Rev. Alleyne Ward .....	St. Margaret's Rectory, Canterbury .....	8
3 Pearson, John .....	16 Old Buildings, Lincoln's Inn, W.C. .	40
1 Pearson, Miss Maria I. ....	105 Ladbroke Grove, Kensington Park, W. ....	12
1 Peckham, Miss Cecil Virginia .....	Nyton, Chichester .....	5
Peene, Mrs. Anne .....	Rayne, near Braintree, Essex .....	3
1 Penfold, Jeffery .....	Montreal .....	5
2 Penney, David Johnston .....	145 St. Vincent Street, Glasgow .....	20
1 Percival, John, deceased .....	Gateshead, Chatham, New Brunswick .	10
1 Perkins, Frederick .....	Toronto .....	10
1 Perryn, Major George Edward .....	Junior United Service Club, S.W. ....	10
4 Perryn, Richard Henry .....	Hatfield House, Twickenham .....	50
2 Peters, Henry .....	Halifax, N.S. ....	17
3 Phillpotts, Abraham Hodgson .....	Carshalton, Surrey .....	25
2 Phillpotts, James Surtees .....	The Grammar School, Bedford .....	15
1 Phillpotts, Mrs. Gertrude Caroline .....	3 Gloucester Terrace, Campden Hill, London .....	7
1 Phillpotts, Rev. Septimus Buller .....	Grammar School, Bedford .....	5
2 Phipps, Rev. George William .....	Husbands Bosworth Rectory, Rugby....	20
Piers, William Dewe .....	.....	4
1 Pineo, Hon. Henry Gesner, deceased .....	Pugwash N.S. ....	14
1 Plenderleath, Rev. Wm. Charles .....	Cherhill Parsonage, Calne, Wilts. ....	10
Plumb, Miss Louisa .....	Union Street, Faringdon, Berks. ....	2
1 Pollard, Mrs. Mary .....	4 Albemarle Terrace, Scarborough .....	5

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Pollok, Rev. Allan.....	Halifax, N.S.....	6
1 Poole, Henry Skeffington.....	do.....	11
1 Pope, Miss Frances Elizabeth, care of Messrs. Hogg & Robinson.....	34 Eastcheap.....	10
1 Pope, Miss Marianne.....	Combe Down, Bath.....	10
Porteous, John.....	Hamilton.....	2
4 Potter, Clarendon.....	3 Wilkinson Street, Albert Square, Clapham Road, S. W.....	51
Leonard, Charles, deceased.....	13 Surrey Place, Old Kent Road.....	51
Clark, William T.....	Penmaenmaur, North Wales.....	3
Pouliot, Mrs. J.....	Fraserville.....	40
3 Powell, Maurice.....	2 Kensington Palace Gardens.....	30
3 Powell, Maurice.....	do do.....	16
Powell, Geo. Thompson.....	11 Pancras Lane.....	10
Williams, Theodore Ellis.....	Salterley Grange, Cheltenham.....	25
2 Powell, Rev. Samuel Hopper.....	25 James Square, Notting Hill, W.....	5
1 Powell, Capt. William W., deceased.....	Malhen House, Chapel Terrace East, Brighton.....	2
1 Pownall, Miss Mary Ann, and Miss Lucy A. Pownall.....	Ditton Priors, near Bridgnorth.....	45
Prentice, Mrs. Martha.....	Somerset Villa, Homefield Road, Wimbledon.....	57
3 Prescott, Byram Martin.....	Great Alne, Alcester, Warwickshire.....	1
4 Prescott, Rev. Isaac Philip.....	Quebec.....	17
Price, Herbert Molesworth.....	Pictou, N.S.....	14
2 Primrose, James.....	do.....	4
1 Primrose, James, Howard Primrose, Clarence Primrose.....	Halifax, N.S.....	24
Hill, Philip Cartaret.....	86 Waterloo Road, Manchester.....	60
Pritchard, Zachariah.....	Provincial Bank of Ireland, Throg- morton Avenue.....	41
2 Proctor, Philip.....	171 Ladbroke Grove Road, Notting Hill, W.....	20
4 Provan, Joseph Bremner.....	Quebec.....	10
3 Provan, Mrs. Maria.....	Quebec.....	31
2 Pryor, John, deceased.....	Hill Brow, Ringley Park, Reigate.....	5
1 Pryor, Selwyn Robert.....	High Elms, Watford, Herts.....	12
3 Quinn, Mrs. Susannah.....	Quebec.....	8
1 Rambaut, John, M.D.....	The Grange, Godstone, Surrey.....	4
1 Randall, Alfred.....	5 Albert Square, Clapham Road, S.W.....	10
1 Randolph, Mrs. Frances Fairbanks, deceased.....	Godden Green, Seven Oaks, Kent.....	10
Ranney, William Parker, deceased.....	St. John, N.B.....	3
1 Ransom, William.....	Fairfield, Hitchin, Herts.....	7
1 Reay, George.....	Campden House, Weybridge.....	10
Reay, John William.....	Conservative Club, St. James's Street, S.W.....	3
1 Rector, Churchwardens and Vestry of Trinity Church.....	St. John, N.B.....	10
1 Reeves, James.....	Halifax, N.S.....	3
Rhind, John, and Henry Stewart Rhind.....	10 Bain Square, Dundee.....	6
1 Richardson, Miss Emily Stewart.....	Halifax, N.S.....	4
Ripley, Charles William.....	Streatham Common, Surrey.....	10
1 Ripley, Miss Sophia.....	do do.....	27
3 Ritchie, Hon. John William.....	Halifax, N.S.....	15
2 Ritchie, Hon. John William, William Johnston Almon, and James William Johnston, jun.....	do.....	8
1 Ritchie, Hon. John William, and James Thomson.....	do.....	6
1 Ritchie, Joseph Norman, and Thomas Ritchie. Ritchie, Thomas Andrew.....	do.....	40
Robarts, Frederick.....	4 Lewes Crescent, Brighton.....	25

Bank of British North America—Continued.  
(Banque de l'Amérique du Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
1 Roberts, Edward, deceased.....	Newtown, Waterford.....	13
1 Roberts, Miss Jane.....	Quebec.....	12
3 Roberts, John.....	Ottawa.....	30
1 Robert-on, Duncan.....	Hamilton.....	2
3 Robertson, James Murray.....	Lower Grove House, Roehampton, Surrey.....	30
1 Robertson, Hon. John, deceased.....	St. John, N.B.....	10
2 Robiglio, Mrs. Robina Hamilton, and Miss Anne Salmond.....	16 Boulevard de la Buffa, Nice, France. } 5 Earls Court Square, South Kensington }	17
Wilson, Wm.....	29 Threadneedle Street, E.C.....	50
4 Robins, John William.....	Halifax, N.S.....	8
1 Roche, Edward.....	do.....	10
1 Roche, William.....	do.....	25
3 Roche, William, jun.....	do.....	40
3 Rodger, James.....	1 Clairmont Gardens, Glasgow.....	30
3 Rodger, John Graham.....	1 College Lawn, Cheltenham.....	30
Roe, Peter Henry.....	Taunton House, Victoria Road, Gipsy Hill.....	2
Rogers, Cecil George William.....	.....	1
Rogers, Mrs. Georgiana F., care of Cox & Co.	Charing Cross, S.W.....	3
1 Rogers, John.....	Reform Club, Pall Mall.....	10
3 Rogers, Capt. John Edward Varty, 102nd Madras Fusiliers, care of Cox & Co.....	Craig's Court, S.W.....	40
Rogers, Miss Louisa Elizabeth, and Arnold Knox Rogers.....	.....	1
2 Ross, Charles Henry, deceased.....	Llanelly, Carmarthenshire.....	16
1 Ross, Hon. David A.....	Quebec.....	5
Ross, Rev. Ebenezer.....	Londonderry.....	2
3 Ross, Mrs. Harriet Ann V.....	Quebec.....	44
Ross, Rev. James.....	Halifax, N.S.....	1
1 Ross, John.....	3 Clement's Lane, E.C.....	6
Ross, John Urquhart.....	Halifax, N.S.....	1
1 Ross, Rev. Willoughby Sewell, Miss Harriet Jane Ross, Miss Frances E. Ross, and Rev. John Algernon Ross.....	Quebec.....	11
1 Rothwell, Mrs. Zelica Sarah.....	Kingston, Canada.....	10
Roue, Miss Elizabeth.....	Halifax, N.S.....	2
Roue, Miss Jane.....	do.....	2
1 Rundlo, Miss Clara and Miss Florence Plasket	Clare Cottage, Sebright Road, West Barnet.....	10
1 Russell, Capt. Charles, R. A., care of Cox & Co.	Charing Cross, S.W.....	10
1 Russell, Wm. Ernest.....	Haileybury, Hertford.....	5
1 Russell, Arthur Henry.....	York.....	5
Russell, Wm. Ernest.....	Haileybury.....	5
Maberly, Capt. James Charles.....	2nd Dragoon Guards.....	5
1 Russell, John.....	St. John, N.B.....	6
2 Sadler, Ralph Alfred.....	2 Gloucester Ter., Regent's Park, N.W... }	20
4 Sadler, Ralph Alfred.....	do do.....	20
Kelley, William.....	43 Lincoln's Inn Fields.....	50
Ogle, A. J. S.....	Kinnersley Manor, Salop.....	50
Heane, R. N.....	Newport, Salop.....	50
1 Salmon, Major George Paris.....	Willanslee, Perth.....	10
Salmoud, Miss Anne.....	.....	3
1 Samuel, Miss Emily Isaac.....	1 Hanover Terrace, Regent's Park, N.W }	14
1 Samuel, Miss Maria Isaac.....	do do.....	14
1 Samuel, Samuel.....	Richibucto, N.B.....	6
1 Samuel, Samuel Joseph.....	do.....	5
2 Sargeant, Wm. Charles.....	Colonial Office, Downing Street, S.W... }	5
Starling, Mrs. Harriet Anna.....	3 York Terrace, Worthing.....	15
Hogg, Edward.....	79 Old Broad Street, E.C.....	15
1 Savage, Miss Sarah.....	Bellevue Park, Kingstown, Ireland.....	10

## Bank of British North America—Continued.

(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
1 Savage, Mrs. Sarah Rose, care of A. Cooper, Esq.....	Provincial Bank of Ireland, Cork.....	10
Scott, David.....	Victoria Island, Ottawa.....	2
2 Scott, Miss Georgiana Louisa, care of M. G. Hewat.....	St. Cuthbert's Ross Road, South Norwood Hill.....	15
1 Scott, Mrs. Louisa Maria.....	Toronto.....	8
2 Scott, Capt. Walter, deceased.....	3 Eleanor Villas, Tollington Park.....	21
4 Seaton, Walter Lewis.....	West Malling, Kent.....	72
3 Sebag, Joseph.....	14 Throgmorton Street and Stock Exchange, E.C.....	43
1 Senkler, Edmund John.....	St. Catharines, Ont.....	10
1 Sewell, Mrs. Elizabeth.....	Quebec.....	6
2 Sewell, Rev. Henry Doyle.....	Headcorn Vicarage, near Staplehurst, Kent.....	22
1 Shackle, Charles William.....	Harlington, near Hounslow.....	12
1 Sharples, Charles, deceased.....	Quebec.....	10
Shaw, Henry Vincent.....	Fir Croft, Keymer, Hurst, Sussex.....	1
2 Sheffield, Edward, deceased.....	60 Highbury Park, N.....	2
1 Shepard, Miss Marian.....	Guildown House, Guildford, Surrey.....	10
4 Shepard, Richard James.....	do do.....	110
4 Shepard, Robert Howard, deceased, John Leatherdale and James Wm. Shepard.....	34 Tavistock Square, W.C.....	50
1 Sheppard, Mrs. Maria.....	The Hove, Torquay.....	10
1 Sherlock, Mrs. Celeste C. I.....	Rushbrook, Queenstown, Cork.....	5
1 Sherlock, Miss Charlotte P.....	Rushbrook, Queenstown, Cork.....	5
3 Sherlock, George.....	Carrigduve, Blackrock, Cork.....	30
1 Sherlock, Miss Irma C. C.....	Rushbrook, Queenstown, Cork.....	5
1 Sherlock, Miss Elizabeth S.....	do do.....	5
1 Sherlock, Joseph William.....	do do.....	5
1 Shiels, George.....	Dartmouth, N.S.....	6
1 Shortt, Rev. William Kemmiss and Mrs. Ellen Shortt.....	Mansonville.....	12
1 Sibbald, Miss Christian, care of Rev. Donald Campbell.....	Glassary Manse, Lochgilphead, Argyleshire.....	7
1 Siddons, Samuel.....	Little Eaton Bank, Duffield, near Derby.....	8
2 Simms, Francis Henry.....	Montreal.....	16
Simpson, Mrs. Catharine.....	do.....	2
2 Sinclair, John Allan.....	Halifax, N.S.....	20
1 Sinclair, John Allan and Frederic Brownfield, Slayter, Mrs. Mary.....	do.....	10
1 Smith, Bennett.....	Brooklyn, N.Y.....	3
2 Smith, Charles Chaloner.....	Windsor, N.S.....	5
1 Smith, Charles Farquharson.....	The Grove, Belmont Hill, Lee, Kent.....	20
1 Smith, Chas. Farquharson and Allan Gilmour.....	Quebec.....	10
2 Smith, Charles Webber.....	do.....	12
4 Smith, Edward.....	do.....	22
1 Smith, Mrs. Eveline E.....	Halifax, N.S.....	102
1 Smith, Rev. Francis.....	Montreal.....	12
3 Smith, Henry Chaloner.....	The Vicarage, Stratford-on-Avon.....	5
4 Smith, Henry George, deceased.....	Chilton House, Hungerford.....	41
4 Smith, James Berkeley.....	18 Tower Buildings, North Liverpool.....	68
1 Smith, John.....	do.....	50
Smith, Rev. John Shaw.....	Petite River, N.S.....	5
Smith, Miss Julia E.....	Windsor, N.S.....	4
2 Smith, Miss Margaret H.....	Montreal.....	3
2 Smith, Mrs. Matilda.....	Montreal.....	15
Smith, Thomas, deceased, and Rundolph Robinson, deceased.....	The Grove, Belmont Hill, Lee.....	20
	Chilton Lodge, Chilton Follott, Wilts.....	4



Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
4 Smith, Thomas Chaloner.....	Halkin Street West, Belgrave Square, S.W.	80.
2 Smithers, Alfred, deceased.....	44 Upper Park Road, Haverstock Hill.	22
2 Smithers, Mrs. Catharine and Miss Sophia Elizabeth Smithers.....	23 Maitland Park Villas, Haverstock Hill, N.W.	20
1 Smyth, Henry.....	Cairnburn, Co. Down.....	8
Booth, Samuel, jun.....	Batshiel, Knowle.....	2
Snaddon, Miss Charity C.....	Liverpool, N.S.....	3
Snowdon, Hoyes Lloyd and Ernest Henry Stuart.....	Montreal.....	3
Society for the Propagation of the Gospel in Foreign Parts.....		3
3 Solomen, Israel.....	70 Piccadilly.....	29
Harrison, Isaac.....	Leicester.....	17
2 Spearman, Rudolph Herries.....	1 Dr. Johnson's Buildings, Temple.....	18
2 Spearman, Capt. Horace Ralph.....	Rangoon, British Burmah.....	10
1 Spence, James Thomas.....	Lawrieknowe House, Maxwellton, Dum- fries.....	20
2 Spragge, Mrs. Martha Ann.....	Montreal.....	1
Stamer, Rev. Henry.....	Hubbard's Cove, N.S.....	3
Stanger, Mrs. Elizabeth.....	London Road, Maidstone.....	12
1 Stanton, Mrs. Isabella, deceased, and Charles H. Stanton.....	65 Redcliffe Gardens, West Brompton, S.W.....	15
2 Staples, James.....	Combe Martin, North Devon.....	3
Starey, Robert.....	2 Lorne Road, Stroud Green Lane, Finsbury Park, N.....	21
2 Starr, Joseph, and Andrew Kerr McKinlay.....	Halifax.....	1
Starr, Joseph, and Rev. James Boyle Uniacke.	do.....	1
Stayner, Mrs. Martha, care of A. E. Stayner, Hardy Patent Pick Company, Limited.....	Ecclesall Road, Sheffield.....	1
1 Stephenson, Matthew Raymond.....	Kiltorkan House, Knocktopher, County Kilkenny.....	10
3 Stephenson, Rev. John.....	St. John's Vicarage, Weymouth, Dor- setshire.....	30
1 Sterns, Rev. Henry.....	Newport.....	7
1 Sterns, Miss Margaret.....	Liverpool, N.S.....	10
Stevens-on, Miss Amy Kate.....	Quebec.....	2
1 Stevenson, Lieut.-Col. Thomas Rennie, care of Cox & Co.....	Craig's Court, S.W.....	20
2 Stewart, Alexander.....	21 Mincing Lane, E.C.....	10
2 Stewart, Mrs. Anne Blakeney Lyon.....	Whitegate House, Middleton, Co. Cork, Ireland.....	23
1 Stewart, Charles James.....	Halifax.....	14
1 Stewart, Miss Mary.....	Dartmouth, N.S.....	5
1 Stikeman, Alfred W.....	Halifax.....	8
1 Stirling, Miss Jessie.....	15 Hamilton Drive, Hillhead, Glasgow.	7
Stirling, William Savers.....	Halifax, N.S.....	2
2 Stocker, Miss Ellen Ives.....	Austen House, Austen Road, Guildford, Surrey.....	15
1 Stone, Mrs. Margaret, deceased.....	South Quay, Great Yarmouth.....	7
Storey, John.....	Quebec.....	2
4 Strachan, William, and James Robertson.....	37 Nicholas Lane, Lombard Street, E.C.	103
2 Strang, William, M.D.....	13 St. John's Villas, Penge, S.E.....	20
4 Strutton, Lieut.-Col. S. W. L.....	16 Cumberland Place, Southampton....	50
3 Stuart, Sir Charles James, Bart.....	20 Chester Square.....	40.
Stuart, Miss Edith.....	Montreal.....	3
Stuart, Ernest Henry.....	do.....	3
3 Stuart, George Okill.....	Quebec.....	39

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
2 Stuart, Lieut.-Col. William, jun., and Hon. W. S. Knox	Dungannon	} 16
Farrer, Henry R., and William James Farrer	Lincoln's Inn Fields, W.C.	
1 Stubbs, Alfred	Danby, Ballyshannon, Ireland	10
3 Stubbs, Mrs. Eliza Chinnery	do do	30
1 Stubbs, Henry	do do	5
1 Sullivan, Dr. Michael	Kingston	6
1 Symons, John Hughs	Halifax, N.S.	10
2 Tanner, Edmund Fearnley	Hawson Court, Buckfastleigh, S. Devon	15
3 Tapp, William Horatio	Quebec	42
3 Taylor, Charles Henry, and Rev. Matthew James Taylor	13 Sheffield Terrace, Kensington	} 40
1 Taylor, Henry Humbert	26 Woodville Terrace, Sulgrave Road, West Kensington Park	
Humbert, Lewis, deceased, and Charles Francis Humbert	Watford, Herts.	} 12
Taylor, Miss Elizabeth	45 St. Helen's Road, Hastings	
Taylor, Mrs. Lucy	Frankfort Lodge, Dundrum Co., Dublin	1
1 Taylor, Rev. Matthew James	13 Sheffield Terrace, Kensington, W.	5
Thistle, Sarah Louisa, deceased	Aylmer	1
1 Thomas, Mrs. Elizabeth Idonea, care of Cox & Co	Craig's Court, S.W.	5
3 Thompson, Joseph	Anlaby, East Riding, Yorks	} 30
Hope, G. P.	Havering Grange, Romford, Essex	
1 Thompson, John Barclay	Christchurch, Oxford	12
1 Thompson, Waldegrave Rock	5 North Bank, Regent's Park, London, N.W.	10
Thomson, Alexander Dingwall, deceased	Halifax, N.S.	1
2 Thomson, Andrew	Quebec	22
2 Thomson, George Hamilton	do	16
Thomson, James	Halifax, N.S.	3
3 Thomson, James	do	40
1 Thomson, James, and Conrad Sawyer	do	13
1 Thomson, James, and George Thomson	do	6
Thomson, John, deceased	do	2
3 Thomson, John Cook	Quebec	25
3 Thomson, Miss Mary	do	25
Thorburn, John	Ottawa	1
3 Thornes, Thomas William	Marsham Lodge, Gerrard's Cross, Bucks	30
Thornton, Miss Mary	The Grange, Godstone, Surrey	1
2 Thurgar, John Venner	St. John, N.B.	20
Thurgar, John Venner, jun.	do	2
1 Tilden, Mrs. Mary	St. Olave's, Trinity Crescent, Folkestone	10
4 Tilson, Sir Thomas, deceased	South Road House, Clapham Park	71
1 Tisdale, Mrs. Agnes, care of Henry McMurdo	Kytes Hardwick, near Rugby	10
Toop, Miss Mary	Quebec	4
4 Torry, John Berry	Shrubbs Hill, Sunningdale, Surrey	82
1 Tonquoy, Damas	Halifax, N.S.	11
1 Trannack, Edwin James, and Mrs. Sarah Cobb Trannack, deceased	Penrose Cottage, Roquettes, Guernsey	7
1 Trehane, John, jun.	29 Crescent Road, St. John's, London	10
Tremaine, Miss Henrietta Phoebe, deceased	Dartmouth, N.S.	3
2 Tristram, Miss Elizabeth Vassal	21 Lansdown Terrace, Cheltenham	16
2 Trollope, Major-Gen. Charles, C.B.	19A Grosvenor Square, S.W.	20
1 Tunstall, Capt. Anthony, 1st W. I. Regt., care of Messrs. Cox & Co	Craig's Court, S.W.	10
Tupper, Miss Experience	Milton, N.S.	2
Turnbull, Mrs. Caroline Charlotte	Whiteways End, Farnham, Surrey	4
2 Turnbull, Mrs. Elizabeth	Quebec	20

Bank of British North America—*Continued.*  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
3 Tweedie, Alexander Forbes, and Richard Walter Tweedie .....	5 Lincoln's Inn Fields, W.C. ....	} 46
Errington, George Henry .....	Merry Oak near Southampton .....	
2 Twining, Charles, and William Twining .....	Halifax, N.S. ....	24.
1 Twining, William .....	do .....	9
2 Twining, William, and Benjamin Gerrish Gray .....	do .....	23
4 Twysden, Sir Louis John Francis, Bart. ....	Freshwater, Isle of Wight. ....	76
1 Uniacke, Andrew Mitchell .....	6 Clarges Street, Piccadilly .....	10
1 Uniacke, Rev. James Boyle .....	Halifax, N.S. ....	5.
Uniacke, Robie .....	do .....	4
Valentine, Mrs. Sarah Ann .....	do .....	1
1 Vansittart, Augustus Arthur .....	Grata Quies, Newnham, Cambridge. ....	} 11
Lowdnes, William Layton .....	Linley Hall, Broseley, Shropshire. ....	
1 Vardon, Mrs. Catharine, care of Miss Newton. ....	Duxhurst, Horley, Surrey .....	10.
2 Veasey, David, deceased .....	Castle Hill House, Huntingdon .....	15
3 Vézina, François .....	Quebec .....	42
2 Waddell, Mrs. Sarah .....	121 The Quay, Waterford .....	15.
Walkem, Richard Thomas, and James Grant Macdonald .....	Kingston, Ont. ....	3
2 Walker, Miss Helen Filmer .....	Quebec .....	17
Walker, William .....	do .....	4
Wallace, Alexander, deceased .....	Halifax, N.S. ....	3
2 Wallace, Charles Hill, deceased .....	do .....	15
1 Wallace, Rev. Charles Hill .....	3 Harley Place, Clifton, Bristol .....	10
1 Walsh, Rev. Joseph Neate .....	Kington, Herefordshire .....	12
1 Walter, John Brittan .....	4 Woodhill, Portishead, near Bristol .....	5
2 Walters, Frederick .....	12 Tokenhouse Yard, E.C. ....	15.
1 Warner, Sidney .....	Wilton, Canada .....	5.
2 Warren, Miss Georgiana C. ....	Guilddown House, Guildford, Surrey ...	15
1 Warren, Capt. John Borlase, R.N., care of J. B. Warren .....	6 The Crescent, Queenstown, Co. Cork. ....	5.
Warren, Simon .....	Provincial Bank of Ireland, London-derry .....	1
1 Warren, Richard Pelham .....	Worting House, Basingstoke .....	10
3 Waters, Henry .....	Langley Lodge, Beckenham, Kent. ....	30.
4 Waterston, Charles, and Wm. MacGregor .....	Inverness .....	100
Watkins, Mrs. Anne .....	Coach and Horses, Great Marlow, Bucks. ....	2
3 Wayte, Miss Ann Bollin .....	9 Royal Crescent, Notting Hill, W. ....	37
1 Wayte, Miss Ann Bollin .....	do do .....	} 10.
Wayte, Charles, deceased .....	Appleshaw, Andover, Hants. ....	
2 Wayte, Miss Emma .....	9 Royal Crescent, Notting Hill, W. ....	24
3 Weavers, Mrs. Esther .....	6 Queen's Parade, Cheltenham .....	25
1 Wenckstern, Baroness Sarah A. Von .....	do .....	8.
2 West, Augustus Wellsford .....	Halifax, N.S. ....	10
2 West, Arthur Thesiger, deceased .....	do .....	20.
1 Westlake, John .....	Lincoln's Inn .....	} 13
Watson, Rev. John William .....	Christ Church Parsonage, Folkestone, Kent. ....	
Burton, Joseph .....	Woodland Lodge, Blackheath .....	} 2.
Weston, Miss Annie Elizabeth .....	Halifax .....	
2 White, Henry .....	11 King Street, Waterford. ....	17
3 White, Robert .....	28 Clifton Hill, St. John's Wood, N.W. ....	40.
2 White, Samuel .....	11 King Street, Waterford .....	20
3 White, Thos. Robinson .....	do do .....	33
Whitman, Charles Henry .....	Liverpool, N.S. ....	2.
3 Wilde, Charles Norris .....	19 Cornwall Terrace, Regent's Park, N.W. ....	} 40
Norris, Dame Fearné .....	Ashurst Lodge, Sunninghill, Berks. ....	
Nicholson, William Norris .....	Torrington Square, W.C. ....	} 5.
1 Wildig, Rev. George L. B. ....	11 Gambier Terrace, Liverpool .....	
1 Wildig, Lieut. Henry Brewer, R.A., deceased .....	do .....	5.

**Bank of British North America—Concluded.**  
(Banque de l'Amérique Britannique du Nord—Fin.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
2 Wilgress, George.....	Cobourg.....	18
Wilkes, Mrs. Anna Maria.....	Arundel, Sussex.....	4
1 Wilkes, George.....	Savings Bank, Arundel, Sussex.....	6
1 Wilkie, Miss A. O'Hara.....	New Carlisle.....	8
1 Wilkie, Miss Margaret Sophia.....	do.....	8
2 Wilkins, Hon. Lewis Morris, Judge of the Supreme Court of Nova Scotia.....	Halifax, N.S.....	20
Wilkinson, Miss Mary.....	28 Parkhurst Road, Holloway, N.....	4
Wilkinson, Richard, M.D.....	do do.....	1
3 Williamson, Miss Jane Ann Grant.....	5 Claremont Road, Tunbridge Wells.....	26
1 Willis, John.....	Halifax, N.S.....	10
1 Wilmot, Edward Hy.....	Fredericton, N.B.....	12
1 Wilmot, Mrs. Margaret Elizabeth.....	Halifax.....	12
1 Wilson, Alexander.....	Pugwash.....	10
1 Wilson, Miss Hester Johanna.....	63 Upper Berkeley Street, Portman Square.....	13
2 Wilson, John.....	The Causeway, Monkwearmouth, Co. Durham.....	20
1 Wilson, William, deceased.....	Kingston, Ont.....	13
1 Windham, William.....	5 Royal Exchange Avenue.....	6
2 Winn, John Horner.....	Montreal.....	20
4 Wolverton, Lord.....	67 Lombard Street, E. C.....	137
1 Wood, Frederick Whatley, care of Temperley & Co.....	21 Billiter Street, E. C.....	10
1 Woodcock, Maj.-Gen. Samuel C.....	.....	8
4 Woodgate, Arthur.....	2 Hans Place, Sloane Street.....	55
3 Woodridge, William.....	Laine House, Patcham, near Brighton..	29
1 Wright, Alfred, M.D., Miss Elizabeth C. Wright and Miss Harriet Wright.....	4 Glengyle Terrace, Edinburgh.....	10
2 Wybrants, William Geale.....	45 Raglan Road, Dublin.....	16
3 Wylie, James Leverton.....	19 Birchin Lane, E. C.....	30
1 Wylie, Miss Jannet Bishop.....	26 Albany Street, Edinburgh.....	10
1 Wylie, Miss Caroline.....	Hampton Villa, East Moulsey, Surrey...	13
Wyllie, Rev. Alex. Lowe.....	Russell Street, Halifax, N.S.....	3
1 Youlton, George Frederick, and Wm. Gard.....	Devonport.....	10
4 Young, John Wilson, deceased.....	Halifax, N.S.....	71
4 Young, Hon. Sir William.....	do.....	50
Zwickl, Francis.....	Sherbrooke, N. S.....	1
	Total.....	20,000

I certify that the above is a correct list of the Proprietors as on 1st January, 1882.

Je certifie que la liste des propriétaires, ci-dessus, est correcte, tel qu'au 1er. Janvier, 1882.

A. G. WALLIS, *Secretary.*

THE BANK OF BRITISH NORTH AMERICA.

## LA BANQUE DU PEUPLE.

Capital, \$1,600,000—Actions de \$50 chaque—Capital tout payé.

## (THE PEOPLE'S BANK.)

(Capital, \$1,600,000—Shares of \$50 each—Capital all paid up.)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Austin, Mrs. M. H.....	Inverness, Que.....	17
Armand, Mrs. Eleanor.....	Rivières des Prairies.....	40
Armand, Mrs. Henriette.....	do .....	40
Armand, F. X.....	do .....	40
Armand, J. F.....	do .....	40
Anderson, Miss S. H.....	Montreal.....	17
Alves, J. F., Estate of.....	do .....	32
Adams, Francis.....	do .....	26
Allard, L. A.....	Chambly.....	8
Atkinson, John.....	Montreal.....	142
Armstrong, Louis.....	do .....	76
Archambault, Alex., Estate of.....	L'Assomption.....	20
Archambault, Mrs. Priscille.....	do .....	20
Archambault, Mrs. Laura.....	Joliette.....	68
Archambault, Eliza, Estate of.....	L'Assomption.....	20
Archambault, Mrs. Ozine.....	do .....	20
Amiot, Ant.....	Montreal.....	20
Archévêché de Québec.....	Quebec.....	4
Archambault, D. D.....	Montreal.....	80
Armstrong, Miss C. S.....	Sorel.....	9
Adams, Miss M. C.....	Montreal.....	91
Adams, Miss H. E.....	do .....	10
Adams, Wm.....	do .....	28
Brousseau, Ant., Estate of.....	Sault aux Récollets.....	20
Brush, G. S.....	Montreal.....	60
Beaudry, Widow Edward.....	Varenes.....	12
Boulangier, Joseph.....	St. Hyacinthe.....	73
Benoit, Frs., Estate of.....	Montreal.....	2
Brousseau, J. B., Estate of.....	Belœil.....	25
Bilodeau, Louis.....	Quebec.....	24
Blake, Mrs. R. A.....	Montreal.....	45
Brewster, Mrs. Sarah.....	do .....	20
Beaudry, E. A.....	Varenes.....	40
Bellefleur, R.....	Montreal.....	35
Binmore, Mrs. C. M.....	do .....	12
Bureau, J. N.....	Trois Rivières.....	80
Bruneau, Miss M. T. A.....	Montreal.....	40
Brousseau, Miss Geneviève.....	Laprairie.....	5
Bond, G. W.....	St. Andrews, Que.....	27
Brown, W. H.....	Quebec.....	20
Beaufort, B. P.....	France.....	32
Biron, S.....	Montreal.....	2
Beaudry, Mde. J. L.....	do .....	19
Brooks, E. T., and W. S. Senkler.....	Perth, Ont.....	20
Black, J. F. D.....	Montreal.....	8
Bernard, Lucie, Estate of.....	do .....	1
Bowles, Mrs. Maria.....	do .....	17
Brock, Wm., Estate of.....	do .....	25
Bond, J. B., in trust.....	do .....	200
Bradshaw, Mrs. M. T.....	Quebec.....	40
Bernier, Mrs. Frederick.....	do .....	8

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Brown, Thos. S.....	Montreal .....	190
Bruneau, Mde. H.....	Sorel .....	42
Bond, C. H., Estate of.....	Vankleek Hill .....	23
Bender, H.....	Montmagny.....	48
Buell, Mrs. M. S.....	Brockville.....	20
Bourret, Widow of Joseph.....	Montreal .....	40
Brown, Wm., Estate of.....	do .....	12
Bigelow, Widow of M. A.....	do .....	37
Baptist, Alexander.....	Three Rivers.....	29
Bonneville, Mde. E. M.....	Longueuil.....	27
Benoit, Alfred.....	Montreal.....	110
Burland, G. B.....	do .....	100
Beaudry, P. L. N.....	do .....	12
Baby, M. G.....	Quebec.....	200
Burwash, Mrs. L.....	St. Andrews, Que.....	1
Boyer, L. A.....	Montreal.....	9
Boyer, M. L. A.....	do .....	9
Boyer, M. E. C.....	do .....	10
Boyer, J. C. A.....	do .....	10
Boyer, J. A. T.....	do .....	10
Beaudry, Hon. J. L.....	do .....	55
Barsalou, Joseph, in trust.....	do .....	10
Bellefeuille, de, J. L.....	St. Eustache, Que.....	23
Burn, William.....	Montreal.....	100
Bellefeuille, Mde. C.....	St. Eustache, Que.....	71
Bigelow, Mrs. M. A., in trust.....	Montreal.....	26
Beaudry, Widow of Jos.....	do .....	23
Branchaud, M.....	do .....	200
Bleakley, J. H. Y.....	do .....	30
Barbeau, Henri.....	do .....	16
Bouthillier, Henri.....	do .....	20
Bouthillier, C. F.....	do .....	20
Blair, Robert.....	Chicoutimi, Que.....	4
Blair, H. P.....	do .....	4
Blair, D.....	St. Octave, Que.....	4
Blair, Mrs. M. A.....	Red Rock Station, Ont.....	6
Blair, Mrs. Janet.....	Three Rivers.....	4
Blair, Mrs. Flora.....	do .....	4
Baptiste, Alexander, in trust.....	do .....	4
Beausoleil, C.....	Montreal.....	250
Burnett & Co.....	do .....	77
City and District Savings Bank.....	do .....	1,536
Campbell, John.....	St. Thomas, Que.....	24
Coutu, Marie.....	Berthier.....	13
Cameron, Mrs. Ann.....	Montreal.....	26
Chapdelaine, Frs.....	Sorel.....	50
Clark, H. D.....	Montreal.....	30
Cadoret, Frs.....	St. Hyacinthe.....	63
Cowie, Miss Kate.....	Montreal.....	21
Cherrier, C. S.....	do .....	440
Comte, Joseph.....	do .....	77
Campbell, Mathew.....	do .....	40
Charles, Walter, Estate of.....	do .....	29
Cholette, A. C.....	Rigaud.....	14
Chaffers, Mrs. H. C.....	Montreal.....	10
Cowie, William.....	do .....	30
Clarke, James.....	Prescott.....	20
Collège de St. Hyacinthe.....	St. Hyacinthe.....	106
Cuvillier, Miss Luce.....	Montreal.....	160
Casgrain, Widow C. E.....	Quebec.....	79
Cameron, J. W.....	Stonefield, Que.....	75

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares,)
Cumming, W. B.....	Montreal.....	32
Churchwardens of the Episcopal Church of St. James the Apostle.....	do .....	2
Chipman, R., Estate of.....	do .....	200
Crawford, Alexander.....	do .....	3
Cimon, Cléophe.....	Malbaie, Que.....	13
Cox, Patrick, Estate of.....	Montreal.....	4
Crawford, Miss M. E. L.....	Montreal.....	1
Crawford, Miss E. S.....	do .....	1
Center, Mrs. H.....	St. Andrews, Que.....	18
Cazeau, Miss J.....	Quebec.....	4
Campbell, Mrs. M. P.....	L'Avenir.....	15
Croil, W. R., Estate of.....	Montreal.....	31
Charlebois, Miss E.....	do .....	30
Caisse d'Economie Notre Dame.....	Quebec.....	673
Cussack, Mrs. Kate.....	Montreal.....	40
Craig, Robert.....	Cornwall, Ont.....	21
Croil, Mrs. C. M.....	Montreal.....	9
Commissaire, John McCallum.....	England.....	27
Coupal, Mrs. M.....	St. Jacques le Mineur.....	20
Carter, J. T.....	Montreal.....	100
Crosbie, John, in trust.....	do .....	30
Cole, Mrs. M. B., in trust.....	do .....	5
Chapleau, Ed.....	St. Paschal.....	214
Chapleau, Jos.....	do .....	146
Cross, W. H.....	Montreal.....	3
Coursolles, T. G.....	Ottawa.....	1
Campbell, Miss C. H.....	Quebec.....	12
Charleton, C. P.....	St. Alexis.....	6
Charlebois, H.....	Montreal.....	10
Campbell, R. P. W.....	Quebec.....	3
Defoy, Mde. Frs.....	do .....	10
Dubord, Alphonse.....	Three Rivers.....	58
Dickson, Mrs. H.....	Montreal.....	35
Delisle, A. M., Estate of.....	do .....	47
Delisle, Mde. A. M.....	do .....	29
Duncan, Frs.....	Grantham, Que.....	9
Desautels, Jac., Estate of.....	Montreal.....	26
Dubuc, C.....	do .....	2
Desforges, A.....	Quebec.....	20
Département de l'Éducation.....	do .....	24
Deschambault, Geo., Estate of.....	Hudson's Bay Co.....	72
Duncan, J. B.....	Grantham, Que.....	20
Dumesnil, Mde. Jos.....	Côteau du Lac.....	42
Duncan, Mrs. Annie.....	Grantham, Que.....	7
Douglas, Miss Elizabeth.....	Montreal.....	4
Deming, M. J.....	North Pennicke, Que.....	20
Daigle, Joseph.....	Belœil.....	8
Delisle, Miss H.....	Montreal.....	30
Duncan, Wm.....	do .....	60
Duncan, Grace, Estate of.....	Grantham, Que.....	16
Delorimier, E. N.....	Laprairie.....	73
Duncan, Miss E.....	Grantham, Que.....	7
Dease, John.....	Hudson's Bay Co.....	19
Doran, James.....	Montreal.....	40
Dufresne, Jos., Estate of.....	do .....	6
Décelles, Mde. A. D.....	Ottawa.....	43
Douglas, Mrs. Agnes.....	Perth, Ont.....	4
Davis, Mrs. D. M.....	Montreal.....	1
Deschamp, Alderie.....	do .....	20
Davis, Moses.....	do .....	10

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Dubord, Miss E.....	Quebec.....	13
Delorimier, Mde. H. C.....	L'Assomption.....	28
Demers, Mde. P. G.....	Chambly.....	20
Executors of Estate of Widow E. S. Prentice .....	Montreal.....	26
Executors of Estate of Widow E. S. Prentice .....	do .....	26
Evanturel, Mde. E. M. (Mde. Remillard).....	Quebec.....	41
Evanturel, Mdle. E. A.....	do .....	41
Evanturel, Mde. M. M. (Mde. Paré).....	do .....	41
Evanturel, Mde. Sophie (Mde. Suzor).....	do .....	41
Evanturel, Frs.....	do .....	86
Eglauch, L.....	Montreal.....	28
Executor of Estate of A. L. McBean .....	Lancaster.....	31
Estate of Walter Charles .....	Montreal.....	200
Eadie, G. W.....	do .....	21
Estate of H. B. Smith .....	do .....	500
Evans, W. S.....	do .....	100
Evans, W. S., in trust.....	do .....	5
Filer, Miss C. S.....	Noyan.....	8
Fissiault, H. A.....	Ottawa.....	2
Filer, S., Estate of.....	Montreal.....	2
Fréchette, E. H.....	Chambly.....	24
Fitzpatrick, Widow John.....	Montreal.....	8
Fournier, Ed.....	do .....	16
Forrence, Sarah E.....	Cambridge, N. Y.....	20
Foy, Ed., Estate of.....	London, Eng.....	106
Filer, Geo.....	Montreal.....	42
Ferguson, John.....	do .....	44
Foster, G. K.....	Richmond.....	66
Francœur & Giroux.....	Montreal.....	10
Francis, Wm.....	do .....	202
Filer, J. H.....	Noyan.....	12
Fraser, Wm., and W. Watson, in trust.....	Montreal.....	35
Fréchette, Olivier, Estate of.....	do .....	65
Fraser, George S., and G. W. Simpson, in trust.....	do .....	175
Faribault, J. N. E.....	L'Assomption.....	100
Fortier, J. E.....	Quebec.....	39
Fortier, G. N. A.....	Ste. Marie, Beauce.....	60
Fraser, Henry.....	Quebec.....	2
Faribault, C. F.....	L'Assomption.....	10
Frigon, J. G. A.....	Trois Rivières.....	10
Flanagan, Mrs. M. A.....	Red River Station .....	00
Greenshields, D. J., in trust.....	Montreal.....	142
Greenshields, D. J., in trust.....	do .....	2
Greene, E. K.....	do .....	30
Glackmeyer, Charles.....	do .....	20
Grant, Robert.....	do .....	10
Grant, John.....	do .....	12
Greene, G. A.....	do .....	24
Gratton, Eustache.....	Ste. Marie.....	4
Galt, Widow Wm., Estate of.....	Montreal.....	392
Gale, Anna R. (Wife of T. S. Hunt).....	do .....	64
Guerout, Miss Lucy.....	Quebec.....	20
Gravel, J. A., in trust.....	Montreal.....	2
Gibb, Charles.....	do .....	80
Gibb, J. D., Estate of.....	do .....	80
Gibb, J. D., Estate of.....	do .....	140
Gravel, J. O.....	do .....	40
Galarneau, P. M.....	do .....	53
Galarneau, Mde. P. M.....	do .....	24
Giraldi, M. A. (Wife of L. Chapdelaine).....	St. Ours.....	28
Gravel, Gustave.....	Montreal.....	14



La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

Noms. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Gibb, James.....	Quebec.....	65
Grénier, Jacques.....	Montreal.....	120
Guérin, Julien.....	St. Joachim.....	6
Geddes, Mrs. Charles, Estate of.....	Montreal.....	22
Gilman, F. E.....	do.....	998
Gilman, Mrs. F. E.....	do.....	36
Grénier, Mrs. Joseph.....	do.....	16
Gervais, Louis.....	St. Thimothé.....	40
Gibb, Mrs. Clarinda.....	Montreal.....	80
Germain, Mrs. Joseph.....	do.....	16
Gorrie, Miss M. D.....	Port Hope, Ont.....	30
Gosselin, Rev. Auguste.....	St. Jeanne, Que.....	8
Graham, H. H.....	London, Eng.....	96
Hamel, Mde. A. R., Estate of.....	Québec.....	32
Higginson, Henry.....	Vankleek Hill.....	2
Herbert, Mrs. Mary.....	London, Eng.....	64
Hullett, L. A., Estate of.....	Québec.....	16
Hargrave, Joseph James.....	Hudson's Bay Co.....	21
Howard, Joseph.....	Montreal.....	8
Hamilton, Rev. Charles.....	Québec.....	4
Haldane, James.....	Montreal.....	100
Hill, Charles G.....	do.....	217
Hall, Mrs. Jacob, Estate of.....	do.....	8
Hutchison, M.....	do.....	22
Huot, C. H. V.....	Belœil.....	46
Huot, Adeline.....	do.....	56
Hamilton, W. D.....	Glasgow, Scotland.....	70
Hall, John.....	Montreal.....	21
Hamilton, Robert.....	Québec.....	167
Huot, Philip.....	do.....	200
Huot, Genevieve, Estate of.....	do.....	3
Hughes, N. H.....	Montreal.....	24
Hurlbut, Abel.....	St. Armand.....	100
Huot, Charles.....	Québec.....	3
Huot, A. J.....	do.....	3
Herbert, C. J. Trustee.....	London, England.....	433
Haldane, Mrs. Ann Y.....	Montreal.....	20
Huot, L. H., Tutor.....	do.....	4
Haswell, Mrs. A. M.....	do.....	12
Hubert, R. A. R.....	do.....	4
Hagar, C. W., Executor.....	do.....	80
Hebert, Mde. Veuve S.....	do.....	40
Holt, Mrs. M. M.....	Québec.....	20
Holt, Mrs. E. G. B.....	do.....	4
Hua, Paul.....	Paris, France.....	20
Houliston, Mrs J. B.....	Three Rivers.....	00
Irwin, Mrs. Isabella.....	Kingston, Ont.....	33
Johnstone, James K.....	St. Andrews, Que.....	50
Imbault, Frs.....	Montreal.....	20
Irvine, David.....	Hudson's Bay Co.....	29
Jones, Robert, Estate of.....	Montreal.....	40
Jackson, A. J. (Wife of Henry Grist).....	Ottawa, Ont.....	10
Johnson, John.....	Montreal.....	2
Jones, R. A.....	do.....	25
Jones, J. H. (Widow of Edward Jones).....	St. Andrews, Que.....	91
Jones, Miss Ann H.....	do.....	46
Jones, Edward.....	do.....	80
Jones, M. E. (wife of B. Tydd).....	India.....	25
Johnston, J. B.....	Sherbrooke, Que.....	40
Jones, H. M. (Wife of J. A. McLeod).....	Montreal.....	25
Jones, E. A. (Wife of Rob. Phelps).....	do.....	15

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continué.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Joubert, L.....	Terrebonne.....	14
Jewell, David.....	Quebec.....	50
Kemply, H.....	St. Andrews, Que.....	21
Kyte, Mrs. T. W. L.....	Montreal.....	1
Kerr, Wm.....	Hochelaga.....	90
Lafamme, E. J.....	Thurso, Que.....	20
L'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre Dame de Québec.....	Quebec.....	22
Logan, A. (Wife of J. Sutherland).....	Manitoba.....	19
Lefavre, Miss A.....	Montreal.....	3
Leclaire, J. V. A.....	do.....	160
Leclaire, Jean.....	do.....	140
Lamoureux, Frs.....	St. Ours.....	4
LeMoine, Mde. Victoria.....	Quebec.....	32
Louis, Jos.....	do.....	82
Lapierre, And.....	Montreal.....	24
LeMoine, Alex.....	Quebec.....	160
LeMoine, Alex., in trust.....	do.....	80
LeMoine, Alex., in trust.....	do.....	20
LeMoine, Alex., in trust.....	do.....	10
LeMoine, Alex., in trust.....	do.....	10
Leslie, P.....	Montreal.....	92
LeMoyno, J. M.....	Compton, Que.....	60
Lachapelle, P., Estate of.....	Sault aux Récollets.....	4
LeBoutillier, Chs.....	Quebec.....	00
Longpre, Miss O.....	Montreal.....	3
Learmont, Wm., Estate of.....	do.....	118
Learmont, Mrs. Wm.....	do.....	9
Levy, Jos., Estate of.....	do.....	63
Leclaire, Mrs. Frs.....	do.....	92
Leclère, Francis.....	St. Hyacinthe.....	14
Leblanc, Widow of Joseph.....	Montreal.....	70
Latour, Mrs. L. A. H.....	do.....	23
Levy, Alex.....	London, Eng.....	342
Lonsdell, Rev. Richard.....	St. Andrews, Que.....	12
Laframboise, Hon. M.....	Montreal.....	18
LeMoine, Jas. M.....	Quebec.....	28
Langwill, Robt.....	St. Laurent.....	31
Levesque, Mde. P., Estate of.....	L'Assomption.....	26
Leblanc, Widow of G.....	Montreal.....	10
Lesperance, Miss M. J. T.....	St. Denis.....	11
LeRosignol, P., Estate of.....	Quebec.....	10
Langevin, Widow of C. F.....	do.....	384
Lafontaine, Hon. A.....	Ottawa.....	91
Laurent, D., Estate of.....	Montreal.....	1
Lamère, Mde. J. B.....	do.....	24
Lockhead, D.....	Hochelaga.....	200
Lamère, J. B., in trust.....	Montreal.....	24
Leslie, E. S., in trust.....	do.....	2
Leslie, E. S., in trust.....	do.....	2
Lafricain, Geo.....	do.....	21
Low, Charles A., Estate of.....	do.....	16
Lafamme, J. D.....	West. Winchester.....	10
Lawford, Widow of H. S.....	Montreal.....	16
Lawler, Wm., Estate of.....	Hawkesbury.....	11
Leclère, A. (Wife of A. Reymond).....	St. Hyacinthe.....	24
Leprohon, L. (Wife of D. McDonald).....	Montreal.....	63
Laurie, Widow of S. A.....	Quebec.....	160
Lamothe, J. M., Estate of.....	St. Hyacinthe.....	21
Laurent, Madame A.....	Montreal.....	5
Levy, Mrs. R.....	Quebec.....	24

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Lespérance, Pierre.....	Quebec.....	100
Lackie, Mrs. Margaret.....	Grantham.....	2
Leclaire, Mde. Jean.....	Montreal.....	36
Lacaille, Chas.....	do.....	6
Laffeur, Edward.....	do.....	27
Lamère, Mde. J. B., in trust.....	do.....	56
Leslie, Miss J. K.....	do.....	3
Langlois, E.....	Quebec.....	15
La Banque du Peuple.....	Montreal.....	60
Murison, Miss Mary.....	New Carlisle, Que.....	5
Moore, Luke, Estate of.....	Montreal.....	164
Murison, Miss Eliza.....	New Carlisle, Que.....	12
Morand, J. B.....	Quebec.....	29
Maharg, Miss K. H.....	Dublin, Ireland.....	40
Masson, Jos., Estate of.....	Montreal.....	16
Mills, Robert.....	Ormsdown, Que.....	10
Masson, Widow of Jos.....	Terrebonne, Que.....	67
Massue, G. A., Estate of.....	St. Aimé, Que.....	25
Mudge, N. R., in trust.....	Montreal.....	17
Morrhough, Miss A. M.....	do.....	104
Mathie, A. (Wife of Wm. Ross).....	do.....	240
Mason, L. (Wife of C. Delagrave).....	Quebec.....	8
Manuel, John.....	Ottawa.....	60
Miller Catharine, Estate of.....	Montreal.....	93
Muir, E., Estate of.....	do.....	44
Moore, Mrs. Annie.....	do.....	10
Muir, Robt.....	do.....	102
Montmarquet, Widow of A. E.....	do.....	62
Moreau, H. (Widow of J. Carrier).....	Quebec.....	85
Murison, Miss Margaret.....	New Carlisle, Que.....	21
Malthot, Adolphe, Estate of.....	St. Hyacinthe.....	170
Mathison, A. E. A. (Wife of W. Whitlock).....	Hudson, Que.....	16
Morgan, E. (Widow of R. Galt).....	Quebec.....	32
Martin, P. P.....	Montreal.....	1
Mathieson, V. A. (Wife of M. Bulger).....	Hudson, Que.....	8
Municipalité du Havre aux Maisons.....	Isle de la Madeleine, Que.....	13
Municipalité de l'Etang du Nord.....	do do.....	13
Mills, Robt.....	Montreal.....	5
Moss, Hyam.....	do.....	51
Moss, Widow of S.....	London, Eng.....	70
Moss, Samuel, in trust.....	Montreal.....	9
Mathison, Widow of J. A.....	Hudson, Que.....	24
Méthot, E. W.....	Quebec.....	50
Molson, Mrs. W. A.....	Montreal.....	12
Mathieu, Mrs. E. A.....	Sorel.....	9
Marselais, Rev. C. E.....	St. Urbain, Que.....	80
Morrison, David.....	Montreal.....	40
Moss, John.....	do.....	40
Moat, Robt.....	do.....	226
McCrank, Neil, Estate of.....	do.....	5
McCrank, Widow of Neil.....	do.....	8
McGill, M. C. (Wife of C. Howard).....	do.....	10
McVean, Donald.....	Chatham, Que.....	100
MacTavish, Miss F.....	Scotland.....	22
Macdonald, Widow of Daniel.....	Montreal.....	80
McKenzie, Peter.....	England.....	29
McMillan, D.....	St. Andrews, Que.....	12
McKenzie, Mrs. J.....	Mingan.....	16
McKenzie, George.....	Hudson's Bay Co.....	26
McGill, Miss M. A.....	Montreal.....	10
McNab, Leon.....	Lachine.....	20

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
MacDonald, Miss M. ....	St. Laurent .....	19
Macpherson, H. (Wife of D. McDonald).....	London, Ont. ....	1
Macpherson, Miss A. M. ....	Kingston, Ont. ....	1
Macpherson, Miss J. ....	do .....	1
Macdonell, Miss B. L. ....	Montreal .....	2
McKenzie, Miss Jane.....	do .....	24
McDougall Brothers.....	do .....	64
Newcomb, William, Estate of.....	do .....	184
Newcomb, William, Estate of, in trust.....	do .....	240
Nairn, John, Estate of.....	Quebec .....	40
Nairn, Widow of John .....	do .....	13
Newton, W. J., in trust .....	do .....	50
Nicholson, Mrs. S. W. ....	Chatham, Que. ....	16
Ogilvie, Miss Frances.....	Montreal.....	40
Ogilvie, Miss M. A. ....	do .....	40
Ogilvie, Agnes (Wife of A. M. Stewart).....	New York.....	80
Paré, Frs. ....	Lachine, Que.....	56
Prévost, G. M. ....	Terrebonne, Que.....	151
Pitt, Charles .....	Quebec .....	320
Pearson, Isabella, Estate of.....	Montreal.....	46
Pelletier, A. E. P., Estate of.....	Quebec .....	8
Parent, A. A., Estate of.....	do .....	10
Prévost, A., Estate of .....	Montreal.....	521
Pelletier, Miss M. J. ....	Quebec .....	41
Paré, Hubert. Estate of .....	Montreal.....	41
Pratt, John, Estate of .....	do .....	1,420
Panet, T. M. L. (Widow of A. Lamothe).....	do .....	21
Patton, Mrs. Susan.....	Montmagny .....	2
Pominville, Frs., Estate of .....	Montreal.....	21
Parent, Ete., Estate of.....	Ottawa .....	96
Pope, Lieut.-Col. James .....	Quebec .....	13
Pope, Lieut.-Col. James, in trust .....	do .....	5
l'erreault, Jérémie .....	Montreal.....	60
Petrie, John .....	Bobcaygeon, Ont. ....	25
Pritchard, S. D., Estate of.....	Quebec .....	60
Perrault, Zephirin.....	Montreal.....	8
Papineau, Narcisse.....	St. Timothé.....	40
Pheres, C. E. (Wife of M. Cormack).....	Montreal.....	10
Prévost, Arthur.....	do .....	105
Préfontaine, T. ....	do .....	41
Ployart, Miss Ann A.....	Drummondville .....	16
Papineau, Miss L. M. N. ....	Montreal.....	3
Pope, Mrs. B. J. ....	Boston, Mass.....	60
Panet, Miss N. ....	Montreal.....	6
Perrault, Louis .....	do .....	80
Phelan, Widow of John.....	do .....	15
Peltier, Miss V. ....	do .....	12
Papineau, Miss A. H. ....	do .....	1
Papineau, Miss J. H. ....	do .....	1
Powell, T. P. ....	do .....	20
Pope, E. C. (Wife of G. Whitaker).....	Shanty Bay, Ont. ....	8
Quebec, Le Curé de.....	Quebec.....	8
Ross, Widow John, Estate of .....	do .....	20
Rea, David.....	Montreal.....	25
Ramsay, Rev. Jas .....	London, Eng.....	64
Rudyerd, Widow C. L. ....	do .....	80
Richer, Benj., Estate of .....	St. Denis, Que.....	20
Richer, Amb., Estate of.....	do .....	20
Roy, P. S., Estate of.....	St. Jacques.....	3
Rossin, M., Estate of.....	Montreal.....	1
Renaud, J., Estate of.....	do .....	40

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Rae, Jackson, in trust.....	Montreal.....	8
Ramsay, Widow Hew.....	do.....	145
Racey, Widow John.....	Quebec.....	36
Ryan, M.....	Montreal.....	8
Roy, Candide.....	do.....	200
Robertson, John.....	do.....	45
Reeves, Miss M.....	do.....	10
Rivet, M. (Wife of E. Colin).....	do.....	10
Richard, Edward.....	L'Assomption, Que.....	3
Roy, Rev. Ed.....	Sabrevois, Que.....	6
Robinson, Widow J.....	Waterloo, Que.....	24
Reddy, John, in trust.....	Montreal.....	56
Roy, M. (Widow of J. Pratt).....	do.....	16
Roy, M. (Widow of Louis Perrault).....	do.....	8
Reynolds, Widow E. S.....	Brockville.....	20
Ramsay, R. A.....	Montreal.....	10
Ramsay, Miss E. A.....	do.....	10
Robinson, James, jun.....	do.....	12
Rough, Miss E. A.....	do.....	2
Roy, Arthur.....	do.....	20
Rea, Jas M.....	do.....	5
Ritchie, Mrs. M. S.....	Quebec.....	4
Ritchie, John.....	New Liverpool, Que.....	6
Robinson, John.....	Montreal.....	10
Robinson, Thos.....	do.....	10
Robinson, Jas., sen.....	do.....	36
Russell, Mrs F. E.....	Quebec.....	6
Scott, H. C.....	Montreal.....	35
Skene, G. M., Estate of.....	Hudson's Bay Co.....	17
Simpson, Robt., Estate of.....	St. Andrews Que.....	82
Sancer, J. B., Estate of.....	Montreal.....	80
Stevens, Widow Levy.....	Dunham, Que.....	53
Shepherd, F. S.....	Montreal.....	12
Sutherland, Mrs. Daniel.....	St. Andrews Que.....	39
St. Charles, F. X.....	Montreal.....	200
Scholes, Thos.....	do.....	100
Shepherd, R. W., sen.....	do.....	91
Somerville, Alex.....	Lachine.....	16
Sears, Henry.....	Montreal.....	5
Sœurs de l'Hotel Dieu de St. Hyacinthe.....	St. Hyacinthe.....	50
Sinclair, A. P.....	Montreal.....	1
Stevenson, Adam.....	do.....	33
Sutherland, D.....	St. Andrews Que.....	17
Smith, Wm. jun.....	Martintown, Ont.....	8
Shepherd, Mrs. M. O.....	Montreal.....	40
Senecal, Mde. Frs., Estate of.....	do.....	32
Shuter, Ellen (Wife of S. Hill).....	England.....	32
Shuter, Miss Elizabeth.....	do.....	32
Smith, Melvin.....	Montreal.....	20
Soupras, Mde. D. B.....	Chambly.....	46
Seminaire de Nicolet.....	Nicolet.....	16
Senkler, Miss A. C.....	Brockville.....	20
Smith, Widow of E. G.....	Montreal.....	53
Smith, Widow of E. G., in trust.....	do.....	40
Senkler, A. E.....	Toronto.....	83
Senkler, W. S.....	Perth.....	20
Senkler, E. J.....	Brockville.....	20
Stevenson, Adam, in trust.....	Montreal.....	8
Smith, Miss S. W.....	do.....	5
Savell, Rev. H. D.....	Scotland.....	40
Scott, Stuart, Estate of.....	Quebec.....	21

La Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

Noms. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Swanton, Thos.....	Hudson's Bay Co.....	58
Stewart, C. J.....	Amherst, N.S.....	24
Simpson, Moses.....	St. Andrews, Que.....	3
Smith, Ed.....	Halifax, N.S.....	100
Smith, Wm., sen.....	Martintown, Ont.....	25
Succession, R. J. Duluga.....	Quebec.....	160
St. Jean, Ant. F., Estate of.....	Montreal.....	18
Scott, W. W., Estate of.....	Quebec.....	40
Scott, Widow of W. W.....	do.....	40
Shepherd, Miss F. A.....	Montreal.....	12
Scott, Widow of A. S.....	Quebec.....	12
Shepherd, H. W.....	Montreal.....	100
Stinson, Mrs. M. M.....	do.....	31
Schiller, C. E.....	do.....	80
Stuppel, Mrs. Mary.....	do.....	20
Shepherd, S. A.....	do.....	12
Sœurs de la Congrégation de Notre Dame.....	do.....	48
Stevens, A. D.....	Dunham, Que.....	30
Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.....	Hochelaga.....	17
Somerville, Alex., Executor.....	Lachine.....	21
St. Onge, Urgel, in trust.....	Montreal.....	24
Sancer, J. B.....	do.....	9
St. George's Society of Quebec.....	Quebec.....	42
Simpson, G. W. in trust.....	Montreal.....	208
Simpson, Jos., Tutor.....	do.....	30
Salaberry, Miss H.....	do.....	6
Shepherd, Miss B. H.....	do.....	20
Seminaire de Québec.....	Quebec.....	60
St. Onge, Urgel.....	Montreal.....	71
Tétu, Vital.....	Quebec.....	50
Trudeau, T.....	Ottawa.....	100
Trudeau, M. L. (Wife of A. C. Papineau).....	Montreal.....	20
Trudeau, Miss D.....	do.....	64
Trustees, Samuel E. Molson.....	do.....	174
Thomson, M. A. (Wife of J. W. Benson).....	do.....	24
Thomson, E. (Wife of G. Smith).....	do.....	24
Thomson, Joseph N., Estate of.....	do.....	84
Thibaudeau, Hon. J.....	Quebec.....	10
Trudeau, Mde. R.....	Sault aux Récollets.....	6
Thompson, W. H., in trust.....	Montreal.....	20
Taché, E. P., Estate of.....	Montmagny.....	210
Taché, Widow of E. P.....	do.....	31
Taché, H. E. (Wife of C. J. Coursol).....	Montreal.....	4
Toupin, Rev. Jos.....	do.....	5
Trottier, A. A., Cashier, in trust.....	do.....	8
Tremblay, Widow of P. A.....	Quebec.....	37
Turner, Mrs. Elizabeth.....	St. Andrews, Que.....	20
Turner, Mary (Wife of J. W. Webster).....	do.....	20
Turner, Miss H.....	do.....	20
Trottier, A. A.....	Montreal.....	1
Thibault, Louis.....	St. David.....	12
Tunstall, Widow of Joseph.....	Montreal.....	44
Valois, Rev. L. E. A.....	Hochelaga.....	56
Valleau, W. B., Estate of.....	Quebec.....	5
Vallée, Joseph, Estate of.....	Montreal.....	16
Voyer, Miss Amanda.....	Joliette.....	20
Voyer, Henry.....	Stanford.....	16
Veziua, Frs.....	Quebec.....	6
Verret, Stewart & Co.....	Montreal.....	59
Veasey, George, Executor of the Estate of Ed. Poston.....	Quebec.....	50

Banque du Peuple—*Suite.*  
(The People's Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Wilkinson, C.....	Brigham, Que.....	20
Waters, J. R.....	Cèdres.....	10
Watson, Miss Anna.....	Montreal.....	20
Watt, J. S., Estate of.....	do.....	33
Warner, G. W., Estate of.....	do.....	2
Williams, Frederick.....	do.....	16
Watson, Miss Elizabeth.....	do.....	4
Williams, Miles, in trust.....	do.....	43
Watson, Miss Elizabeth.....	do.....	64
Wood, Robert.....	do.....	33
Wood, Mrs. M. M.....	St. Andrews, Que.....	33
Williams, Miles.....	Montreal.....	177
Webber, R. N.....	Richmond, Que.....	20
Wilson, Miss Charlotte.....	Martintown, Ont.....	40
Weaver, Mrs. M. Ann.....	Montreal.....	41
Workman, Thos., Executor of the Estate of M. L. Gale.....	do.....	66
Wardell, Miss M. H.....	Jersey, British Isles.....	32
Wilkie, Miss M. S.....	Quebec.....	4
Wilkie, Miss A. O.....	do.....	4
White, J. R. H.....	do.....	10
Whitaker, Mrs. E. C.....	Shanty Bay, Ont.....	00
Weaver, A. O., in trust.....	Montreal.....	7
Weaver, A. O., in trust.....	do.....	6
Weaver, Mrs. M. A., in trust.....	do.....	8
Warnock, Jas.....	Mattawa.....	24
Weaver, Mrs. M. A.....	Montreal.....	57
Younie, Alex., Estate of.....	Ormstown.....	24
Younie, Widow of Alex.....	do.....	8
Younie, Miss J.....	do.....	16
		32,000

Je certifie par les présentes que la liste qui précède des noms des actionnaires de La Banque du Peuple, est une vraie copie extraite des livres de cette banque, jusqu'au 15 février 1882.

I hereby certify that the foregoing List of the Names of the Stockholders of La Banque du Peuple is a true copy, taken from the Books of this Bank, as on the 15th February, 1882.

A. A. TROTTIER,

*Caissier.*

LA BANQUE DU PEUPLE,

MONTRÉAL, 21 FÉVRIER 1882.

## MERCHANTS' BANK OF CANADA.

## (BANQUE DES MARCHANDS DU CANADA.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Abbott, Hon. J. J. C. ....	Montreal .....	548
Abbott, Hon. J. J. C., Executor .....	do .....	33
Abbott, Harry J., in trust .....	do .....	322
Abbott, Margaret A. ....	Brockville .....	14
Abbott, Harry and Aurelia, in trust .....	do .....	97
Acadia Fire Insurance Company .....	Halifax, N.S. ....	100
Acton, Robert .....	Lacolle .....	2
Adams, William .....	Montreal .....	44
Adams, W. C. ....	do .....	12
Adams, George .....	London, Eng. ....	12
Aitkin, Alexander M. ....	do .....	200
Aitkin, A. G., and C. E., Tutrix .....	Hamilton .....	12
Alcorn, Samuel .....	Yorkville .....	34
Alexander, Elizabeth .....	Gaspé .....	6
Allan, Sir Hugh .....	Montreal .....	1,100
Allan, Sir Hugh, Wm. Rae, and A. A. Allan, Executors of J. Smith. ....	do .....	33
Allan, Andrew .....	do .....	242
Allan, Andrew, in trust for W. H. Benyon .....	do .....	176
Allan, Andrew, in trust for W. H. B. ....	do .....	80
Allan, Andrew, in trust for J. S. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for H. A. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for A. A. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for J. B. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for W. R. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for Isabel B. Allan .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for J. A. Benyon .....	do .....	4
Allan, Andrew, in trust for J. Ritchie .....	do .....	16
Allan, Andrew, in trust for J. A. Allan .....	do .....	26
Allan, Andrew, Alex. Allan, and G. Stephens, Trustees for B. R. Allan. ....	do .....	92
Allan, Andrew, Wm. Rae, and F. Mackenzie, Trustees for J. C. Allan. ....	do .....	136
Allan, Deborah and Eliza .....	do .....	2
Allan, Mrs. Margaret .....	Township of North-East Hope .....	6
Allan, Rev. Daniel .....	do .....	12
Allan, William .....	Montreal .....	3
Almon, Mrs. F. A. M. ....	Halifax, N.S. ....	15
Anderson, Robert .....	Montreal .....	2,000
Anderson, Robert, in trust .....	do .....	24
Anderson, Richard .....	do .....	39
Anderson, Rev. Wm .....	do .....	4
Anderson, C. H. ....	do .....	1
Anderson, J. D. ....	Abercorn .....	6
Anderson, Alfred .....	Fournier .....	2
Angus, A. R. ....	Quebec .....	6
Antobus, Miss Annie .....	Three Rivers .....	3
Archambault, Hon. L. ....	L'Assomption .....	20
Archambault, Sabin .....	Richelieu Village .....	10
Archibald, Henry, in trust for R. Hill .....	Montreal .....	22
Archibald, Henry, in trust for E. H. Hedge .....	do .....	33
Archibald, Hon. A. G. ....	Halifax, N.S. ....	26
Armour, John .....	Township of Burgess .....	30
Armour, Robert .....	Hamilton .....	4



Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Armour, John F.....	Windsor.....	2
Armstrong, Rev. John.....	Shefford.....	10
Armstrong, Louis, and E. A. Whitc hard, Execu- tors and Trustees.....	Montreal.....	80
Ashhurst, Henry George.....	London, Eng.....	32
Atcherly, Mrs. L., Executrix, in trust.....	Rhyl, Eng.....	6
Atwater, Julia E.....	Montreal.....	6
Audy, J. R., and M. E., Tutors.....	Ottawa.....	30
Auld, Miss S. J.....	Quebec.....	10
Auld, Miss Margaret.....	Irvine, Scotland.....	14
Auld, John, <i>et al.</i> , and J. Auld, Tutor.....	Montreal.....	28
Austin, J., and R. H. Bethune, in trust.....	Toronto.....	10
Avery, James F., M.D.....	Halifax, N.S.....	115
Avery, Miss Louisa.....	do.....	10
Avon Marine Insurance Co.....	Windsor, N.S.....	40
Awty, George.....	Mitchell.....	8
Baby, H., Curator.....	Montreal.....	14
Bacon, Sarah J.....	do.....	25
Baird, Thomas.....	Orms town.....	28
Bain, Thomas B.....	Tilsonburgh.....	10
Baker, C. D., and Harriet.....	Grafton, Ont.....	12
Baker, Charles D.....	do.....	4
Baker, John C.....	Stanbridge.....	45
Baker, Mrs. Maria.....	Wales, Ont.....	2
Baker, W. H., in trust.....	do.....	6
Bamford, J. A., Executrix.....	Yarmouth, Eng.....	8
Bancroft, Miss Anna.....	Montreal.....	1
Bancroft, Miss Mary.....	do.....	1
Bannatyne, Mrs. L. M.....	Winnipeg.....	4
Bannerman, Alexander.....	Hudson's Bay Co.....	2
Bannerman, George.....	do.....	2
Bannerman, Donald.....	do.....	4
Baptist, Isabella C.....	Three Rivers.....	6
Baptist, John, Executor.....	do.....	44
Baptist, Alexander.....	do.....	170
Barbeau, Henry.....	Montreal.....	10
Barclay, Rev. John.....	Toronto.....	8
Barker, Samuel.....	Hamilton.....	20
Barlow, Mrs. Emma.....	Montreal.....	8
Barnhart, W. J.....	do.....	6
Barnhart, A. J.....	Milleroc he.....	40
Barrett, Wm. M. B.....	Montreal.....	50
Barrett, Mrs. Mary A. E.....	do.....	50
Bartley, Lieut.-Col. J. C.....	London, Eng.....	18
Bastian, Thomas.....	Montreal.....	33
Bayne, Margaret.....	Quebec.....	8
Bayne, Thomas.....	Halifax, N.S.....	46
Beaudry, H. J. B., and others.....	Montreal.....	18
Bell, John, Executor.....	Belleville.....	3
Bell, Susan.....	Hudson's Bay Co.....	6
Bell, Miss Mary.....	Montreal.....	2
Bell, Miss Mary.....	Carleton Place.....	8
Bell, Samuel.....	Montreal.....	10
Bellerby, Mary A.....	Renfrew.....	3
Bellhouse, J. G., in trust No. 1.....	Montreal.....	101
Bellhouse J. G., in trust No. 2.....	do.....	59
Bender, M. A. J.....	Quebec.....	6
Bender, Prosper, M.D.....	do.....	2
Bennet, Thomas.....	New Glasgow.....	4
Bennett, Hon Thomas.....	Roxborough.....	4
Benny, James.....	Montreal.....	118

**Merchants' Bank of Canada—Continued.**  
(Banque des Merchants du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Sha res . (Actions.)
Benny, Sarah K.....	Montreal.....	16
Benny, Jean.....	do .....	16
Benny, E. C.....	do .....	16
Benny, W. N.....	Dailliebout.....	5
Benny, Sophia.....	do .....	5
Benny, M. N.....	do .....	5
Benny, Selina.....	do .....	5
Benny, Christianna.....	do .....	5
Benson, Mary Jane.....	Kingston.....	3
Benyon, Wm. H.....	Montreal.....	50
Berthelot, Hon. J. A.....	do .....	45
Bew, S. M. G.....	Quebec.....	16
Bigelow, Mary A.....	Montreal.....	50
Bilodeau, Louis.....	Quebec.....	40
Binney, Right Rev. N.....	Halifax, N.S.....	34
Birch, R. J. W., in trust.....	Montreal.....	12
Birch, Isabella.....	do .....	8
Bird, Wm.....	London, Eng.....	16
Black, Rev. Wm. M.....	Gatehouse, Scot.....	12
Black, Major Wilsene.....	London, Eng.....	8
Black, Henderson, in trust.....	St. Johns.....	4
Black, Mary Jane.....	do .....	16
Black, J. F. D., Executor.....	Montreal.....	42
Blackwood, Robert.....	Martintown.....	50
Blair, Robert, deceased.....	Grand Bay.....	50
Blais, L. Geo.....	Montreal.....	16
Blais, L. H.....	St. Thomas, Montmagny.....	14
Blakeny, Henry.....	Ottawa.....	13
Blount, Wm.....	London, Eng.....	8
Bogue, Anastatia.....	Quebec.....	6
Bond, Wm.....	Madoc.....	6
Bond, Eliza.....	do .....	6
Bond, Mary.....	do .....	28
Bond, Eda.....	Cooper.....	6
Bond, George W.....	St. Andrews, Que.....	9
Borbridge, Wm.....	Montreal.....	5
Boswell, A. R., and H. Auston, Trustees.....	Toronto.....	2
Bouthillier, Henri.....	Montreal.....	25
Bouthillier, C. F.....	do .....	25
Bovey, E. J. B.....	do .....	20
Bowen, C. E. S.....	Quebec.....	1
Bowen, Mary S.....	do .....	1
Bowen, A. C. A.....	do .....	1
Bower, Rev. E. C.....	Cobourg.....	8
Bowman, Elizabeth.....	Montreal.....	10
Bowman, Wm.....	do .....	5
Boyd, Agnes.....	do .....	14
Boyd, H. M.....	do .....	6
Boyd, John.....	do .....	30
Boyd, Janet.....	do .....	14
Bradburn, Thomas.....	Peterboro'.....	78
Bradburn, John.....	Little Sutton.....	54
Bradford, John.....	Granby, Que.....	14
Bradshaw, M. T.....	Halifax, N.S.....	2
Braidwood, F.....	Montreal.....	20
Branchand, M.....	Beauharnois.....	50
Breden, John.....	Kingston, Ont.....	2
Brewster, Sarah.....	St Johns.....	4
Briggs, Rev. Wm.....	Toronto.....	10
Britton, R. M.....	Kingston, Ont.....	24
Brock, Stuart.....	Hawkesbury.....	8

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Brodie, Hugh .....	Montreal.....	30
Brodie, John.....	do .....	7
Brooke, T. and J., Executors of.....	do .....	2
Brookfield, S. M.....	Halifax, N.S.....	11
Brown, W. H.....	Prescott .....	12
Browne, A. S.....	Belleville .....	68
Browne, Mary, and Children.....	Montreal .....	6
Browne, Magnus.....	Hudson's Bay Co.....	12
Browne, Mary W.....	Montreal .....	7
Browning, Mary A.....	do .....	10
Bruce, Robert.....	Quebec.....	24
Brush, George S.....	Montreal.....	9
Brush, George S., in trust .....	do .....	12
Buchan, Wm.....	Dundee.....	32
Buchanan, A., in trust.....	Montreal .....	8
Budden, H. A., in trust.....	do .....	120
Buell, Margaret S.....	Brockville.....	16
Buell, Andrew N.....	do .....	8
Bull, Richard, Trust.....	Hamilton .....	2
Bureau, Jos. N.....	Three Rivers.....	38
Burke, Ed. C.....	Quebec .....	2
Burke, Michael.....	Montreal.....	6
Burke, John.....	do .....	14
Burland, Geo. B.....	do .....	100
Burland, Geo. B., in trust.....	do .....	100
Burn, Wm.....	do .....	32
Burnham, H. H.....	Cobourg .....	5
Burnham, Mrs. S.....	Port Hope.....	4
Burwash, John.....	St. Andrews, Que.....	6
Burwash, Thomas.....	do .....	4
Bureau, M. A. A.....	Three Rivers.....	24
Burnett & Co.....	Montreal.....	712
Burns, Agnes.....	Perth.....	2
Burrows, J. G.....	Montreal.....	1
Burrows, J. G., in trust.....	do .....	11
Burwell, P. J.....	Port Burwell .....	5
Burwell, M. G.....	do .....	3
Burwell, Alice J.....	do .....	1
Calder, Maria.....	Hudson's Bay Co.....	4
Cameron, Andrew S.....	Lancaster .....	4
Cameron, Isabella.....	Township of Burgess.....	2
Cameron, Archibald.....	Dewittville.....	18
Cameron, Rev. J. Y., in trust.....	Montreal.....	4
Cameron, Rev. J. Y., and A. Gray, in trust.....	do .....	6
Cameron, Rev. James.....	Millbrook .....	10
Cameron, Mrs. J. A.....	Thurso .....	6
Campbell, M., Administratrix.....	Perth.....	28
Campbell, Flora C.....	Limerick .....	2
Campbell, R., in trust.....	Hudson's Bay Co.....	30
Campbell, R., and others, in trust.....	Montreal.....	18
Campbell, Mathew.....	Longueuil.....	48
Campbell, James.....	Peterboro' .....	12
Campbell, Mrs. D. M. G.....	Quebec.....	4
Campbell, Mrs. Maria.....	Perth.....	11
Campbell, Donald J.....	do .....	3
Campbell, Alexander, sen.....	Keene.....	10
Campbell, Donald.....	Colborne.....	2
Cannon, E. H.....	Morrisburgh.....	6
Carnegie, David.....	Dumfries, Scot.....	4
Carrow, Richard and Charles.....	Pembroke, Eng.....	8
Carter, George.....	Montreal.....	45

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Merchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Carter, William .....	Kingston.....	8
Carter, John T.....	Montreal.....	166
Carter, William Henry .....	Quebec .....	2
Cartwright, J. S. and J. R.....	Napanee .....	6
Cartwright, Mary M.....	Toronto.....	16
Cavanagh, R., Treasurer.....	Perth .....	10
Carter, Alfred .....	St. Andrews .....	8
Chambers, Mrs. A. C.....	Ottawa.....	25
Chapdelaine, F.....	Sorel .....	17
Charlebois L. B. A.....	Laprairie.....	20
Charlton, Mrs. C. R.....	St. Johns .....	30
Charlton, George R.....	do .....	24
Charters, E., and W. Masterman, in trust.....	Montreal .....	32
Childs, C., in trust.....	do .....	2
Chisholm, C. R.....	do .....	14
Chisholm, Angus.....	New Glasgow.....	20
Christie, Mrs. A. M. P.....	Bath, Eng.....	74
Christie, William .....	Montreal .....	20
Church of England Female Orphan Asylum.....	Quebec .....	6
Citizens' Insurance Co .....	Montreal .....	242
Citizens' Insurance Co., Life Department.....	do .....	94
Clark, Rev. Wm. B.....	Quebec .....	10
Clark, Mrs. Amelia G.....	do .....	6
Clark, Thomas.....	Chateauguay.....	12
Clark, Robert.....	Trout River.....	14
Clark, C. F., J. D. and A. H. M.....	Brighton, Eng.....	20
Clark, James .....	Prescott .....	8
Clark, Rev. R. F.....	Pope's Hill, Ireland.....	10
Clark, Agnes S.....	Meaford .....	2
Clerk, Harriet B.....	Montreal.....	50
Cleeve, W. J. and F. D.....	Richmond.....	14
Cleghorn, J. P.....	Montreal .....	81
Cleland, Jane.....	do .....	7
Clement, L., <i>et al.</i> , Tutor .....	Lachine .....	28
Cleveland, Mrs. R. A.....	Richmond.....	19
Close, Mrs. M. A.....	Montreal.....	2
Cockburn, Robert .....	Campbellford .....	37
Cockfield, Mrs. C.....	Perth .....	2
Cohen, E., and others.....	London, Eng .....	12
Colquhoun, William .....	Cornwall .....	60
Coleman, W. J.....	Halifax .....	18
Collins, Robert.....	Portsmouth, Eng.....	20
Conroy, Mary.....	Martintown .....	2
Cook, Thos., Executor .....	Hamilton .....	40
Cook, Mrs. C. M.....	Montreal.....	32
Cook, Mrs. Louisa.....	Barrie.....	14
Cook, Mrs. H. M. A.....	Port Maitland.....	6
Coombs, Miss Mary F.....	Ottawa.....	2
Cooper, John.....	St. Vincent de Paul .....	6
Corbet, Wm. A.....	Glasgow, Scotland.....	20
Corbet, George .....	Owen Sound .....	34
Corbould, Mrs. M. M.....	Orillia.....	6
Coristine, T. J., in trust.....	Montreal.....	70
Corner, Robert.....	do .....	5
Corporation of the Township of Darling.....	Darling.....	2
Corse, Norton B.....	Montreal.....	134
Costen, Thos., & Co.....	do .....	9
Costen, George W.....	do .....	20
Coupal, D.....	St. Phillippe.....	12
Court, J., and W. McGinnis, Executors .....	Montreal.....	2
Cowan, Hugh .....	Pittsburg, Ont.....	2

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Cowan, James.....	Pittsburg, Ont.....	4
Cowie, Miss Katherine.....	Montreal.....	12
Cowie, Wm.....	do.....	66
Cowley, Abraham.....	Hudson's Bay Co.....	4
Cox, John.....	Montreal.....	18
Craig, Thomas.....	do.....	100
Craig, Miss Janet.....	Lanark.....	4
Cramp, Thos., in trust.....	Montreal.....	10
Crawford, Wm.....	Chatsworth.....	10
Crawford, John.....	Verdun.....	103
Crawford, John.....	Brockville.....	20
Cream, Mrs. E. A. C.....	Quebec.....	4
Cream, Wm.....	do.....	24
Crerar, Wm. G.....	Pictou, N.S.....	54
Crerar, John.....	do.....	68
Croil, James.....	Montreal.....	55
Crombie, A. M., Trust.....	do.....	10
Crosbie, John C.....	do.....	20
Croskerry, Miss M.....	Perth.....	4
Crotty, M., deceased.....	Montreal.....	12
Cruikshank, Edward.....	Edinburgh.....	10
Cruikshank, George.....	Montreal.....	35
Cuddihy, M.....	do.....	26
Cumming, J. C.....	Hudson's Bay Co.....	6
Cumming, W. B.....	Montreal.....	34
Cumming, W. B., in trust for C. Johnson.....	do.....	34
Curran, John.....	do.....	123
Curleyhead, Henry.....	Hudson's Bay Co.....	7
Dakers, James.....	Montreal.....	4
Danskine, Wm.....	Vankleek Hill.....	7
Darling, Wm.....	Montreal.....	154
Darling, Andrew.....	do.....	2
Danvall, R. C.....	Dover, Eng.....	12
Davenport, T.....	Montreal.....	40
David, Moses E.....	do.....	35
Davies, Mrs. J.....	Quebec.....	21
Davidson, Mrs. S. A.....	do.....	12
Davidson, George.....	Kingston.....	6
Davis, Francis.....	do.....	10
Dawes, James P.....	Lachine.....	4
Dawes, Thomas A.....	do.....	40
Dawes, Thomas A., in trust.....	do.....	31
Dawes, Thomas A., jun.....	do.....	10
Dawes, And. J.....	do.....	50
Dawes & Co.....	do.....	100
Dawson, Mrs. S. E., Treas.....	Montreal.....	6
Dawson, Rankin.....	do.....	5
Dawson, John W.....	do.....	40
Dawson, George M.....	do.....	11
Dean, Mrs. Jane.....	do.....	2
Dean, Charles P.....	Quebec.....	30
Dechêne, F. M.....	do.....	12
DeLorimer, E. N.....	Laprairie.....	40
Delyea, Harriet.....	Trowbridge.....	10
DeMartigny, Mrs. C. P.....	Varennes.....	6
Dennistoun, Robert.....	Peterboro'.....	68
Dennistoun, Robert, Trust. for E. O. Dennistoun.....	do.....	4
Desforges, Anatole.....	Quebec.....	4
Desjardins, A., in trust.....	Montreal.....	14
Desilets, Mrs. E.....	Brockville.....	1
Devuill, E. F.....	Hereford, Eng.....	8

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Dickinson, Jos. E.	St. Catharines	14
Dionne, Hon. E.	Ste. Anne de la Pocatière	18
Dobell, R. R.	Quebec	8
Donald, John	McDonald's Corners	12
Donovan, Peter	Montreal	14
Doran, E. A.	Lachine	8
Doran, James	do	54
Doran, J. C. and E. P., Executors of	Dublin, Ireland	4
Dougall, James	Farnham Centre	14
Dougherty, Mary J.	Hamilton	2
Douglas, Mrs. M. P.	Montreal	24
Douglas, Alexander	do	20
Douglas, Miss E.	Elora	4
Dowsley, M., in trust for Public School	Prescott	2
Dowsley, R. B.	do	8
Dow, Alexander	Montreal	17
Drummond, James	Petite Côte, near Montreal	60
Drummond, J. and D., Executors of	do do	4
Dubord, Alphonse	Three Rivers	15
Duncan, A., Tutor	Chateauguay	2
Duncan, Grace, deceased	Drummondville	18
Dunn, T. H.	Quebec	100
Dunn, S. H., in trust	do	4
Dupré, Edmond	do	1
Dyde, Col. John	Montreal	10
Dyde, Col. John, in trust	do	10
Dyer, J. F. C. P.	Bornemouth, Eng.	2
Eadie, G. W.	Montreal	8
Eager, Wm. L.	do	21
Easton, George O.	Ingersoll	17
Ecroyd, Wm.	Penge, Eng.	14
Edwards, J. M.	Anacostia, U.S.	40
Edwards, G. B. and R. McDiarmid, Tutors	Covey Hill	2
Egan, Mrs. Ann M.	Montreal	103
Egan, Miss Adele J.	do	10
Egan, Wm. F., et al.	Ottawa	5
Eglauch, L.	Montreal	14
Elder, George	Williamstown	6
Elliott, Wm.	Iroquois	26
Elliott, John	Montreal	132
Elliott, Mrs. Barbara	Beauharnois	12
Elliott, E. A. and G. E., Administrators	Plymouth, Eng.	4
Elliott, Thomas	Chateauguay	16
Elliott, Robert	Montreal	14
Empson, Rev. John	do	20
Erskine, John S.	Cumberland Mills	4
Esdaille, J. and R., in trust	Montreal	5
Evans, Wm. S.	do	34
Everett, Maria	do	16
Ewart, M. M. and A. Crooks, Executors of	Toronto	2
Ewing, Mary	Montreal	4
Executors of E. J. Bancroft	do	4
do H. Billerby	Renfrew	10
do J. Benny	Daillebout	9
do M. D. Braithwaite	Montreal	10
do A. H. Cameron	do	8
do P. Costello	do	6
do A. Cowan	Pittsburg, Ont.	4
do Rev. B. Coyle	Montreal	26
do A. Ferguson	Lancaster	4
do G. H. Frothingham	Montreal	10

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Executors of J. Gladman.....	Port Hope.....	22
do G. F. Gooch.....	Coventry, Eng.....	8
do Henry Hadley.....	Montreal.....	6
do J. Hamilton.....	do.....	4
do J. Holden.....	Prescott.....	52
do J. Hopper.....	Cornwall.....	12
do J. Inkster.....	Montreal.....	8
do T. C. Kinnear.....	Halifax, N.S.....	113
do W. Lawlor.....	Hawkesbury.....	6
do A. Leslie.....	London, Eng.....	44
do L. Marceau.....	Montreal.....	20
do R. Marshall.....	do.....	6
do D. Masson.....	do.....	490
do P. N. Moore.....	Moore's Station.....	10
do W. S. More.....	Halifax, N.S.....	26
do W. Morrin.....	Montreal.....	5
do N. Mott.....	St. Johns.....	60
do S. Muckleston.....	Kingston.....	12
do J. Murdock.....	Perth.....	35
do A. S. McBain.....	Lancaster.....	12
do C. J. Macrae.....	Montreal.....	64
do Jessie McLean.....	Cornwall.....	19
do T. McMindo.....	St. John's, Nfld.....	28
do J. Northrup.....	Halifax, N.S.....	68
do M. Phair.....	Kingston.....	4
do J. Pratt.....	Montreal.....	316
do J. G. Robson.....	do.....	32
do H. B. Smith.....	do.....	96
do J. Tait.....	St. Andrews, Man.....	6
do J. Taylor.....	Quebec.....	2
do J. S. Watt.....	Montreal.....	10
do Hon. C. Wilson.....	do.....	42
do J. Wilson.....	Buckingham.....	10
Fairborn, Mrs. M.....	Montreal.....	7
Fairfield, Mrs. Emily S.....	Watertown, U.S.....	8
Fairie, Mrs. A. S.....	Montreal.....	18
Fairie, Mrs. A. S., in trust.....	do.....	4
Farley, Elisa.....	do.....	8
Farlinger, N.....	Dundee, Que.....	6
Farlinger, Mrs. J. F.....	Morrisburgh.....	10
Farlinger, Mrs. Ellen.....	Cornwall.....	3
Farrell, D.....	Dartmouth, N.S.....	20
Fellowes, M. M. O. L., Administratrix.....	Ottawa.....	34
Fenwick, Rev. K. M.....	Montreal.....	20
Ferguson, Wm.....	do.....	14
Ferguson, C. W.....	Ingersoll.....	6
Filer, George.....	Montreal.....	12
Filer, Miss C. S.....	do.....	8
Finnemore, Alfred.....	London.....	18
Fisher, Mrs. C.....	Arnprior.....	26
Fisher, John, et al.....	Renfrew.....	14
Fitchett, Alex.....	Roslin.....	6
Fitchett, Miss E. A.....	Madoc.....	3
Fitchett, Mrs. Martha W.....	Harold.....	9
Fletcher, Mrs. M. C., Administratrix.....	Halifax, N.S.....	50
Flower, Edward, in trust.....	Jersey, Eng.....	10
Folingsby, J. B.....	Dartmouth, N.S.....	70
Forbes, M. S. E.....	Toronto.....	4
Ford, E. T. and S. R.....	Rome, Italy.....	12
Forget & Co., L. J.....	Montreal.....	14
Forget, L. J., in trust.....	do.....	7

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Forgie, Miss Catharine.....	Perth.....	2
Forster, Rev. J. S.....	Montreal.....	10
Foster, Geo. W.....	Richmond.....	12
Fotheringham, Henry.....	Montreal.....	4
Foulds, Miss Elizabeth.....	Glasgow, Scot.....	10
Fournier, George.....	London, Eng.....	16
Francis, Wm.....	Montreal.....	166
Franklin, Mrs. Caroline.....	do.....	2
Fraser, John.....	do.....	20
Fraser, Mrs. J. M.....	do.....	2
Fraser, Miss Elizabeth.....	do.....	5
Fraser, G. S., and G. W. Simpson, in trust.....	do.....	8
Fraser, Rev. J. W.....	Pictou, N.S.....	5
Fraser, Charles.....	Grafton.....	4
Fraser, Margaret J.....	Inverness, Scotland.....	45
Fraser, Wm. J.....	Quebec.....	2
Fraser, Jno., Executor of J. Wilson.....	do.....	12
Fraser, John.....	Perth.....	4
Fraser, Duncan.....	Lancaster.....	10
Fraser, Wm.....	Grafton.....	6
Fraser Institute.....	Montreal.....	24
Fremont, Mrs. C. P.....	Quebec.....	30
French, Mrs. Sophia.....	Prescott.....	6
Frisell, R. N.....	Township of Goulbourn.....	4
Fuller, Miss L. E.....	Stanstead.....	4
Futvoye, Mrs. C. H.....	Montreal.....	8
Gagnon, C. A. D., Tutor.....	do.....	34
Gall, G. L. A.....	do.....	6
Gamble, M. A.....	Woodbridge.....	16
Gardner, Andrew.....	Hudson's Bay Co.....	7
Gariepy, Mrs. S. T.....	Montreal.....	84
Gault, R. S.....	do.....	30
Gauthier, Rev. C. H.....	Williamstown.....	6
Gauthier, A. A., and Substitutes.....	Montreal.....	38
Gauthier, Leandre.....	do.....	2
Gauvreau, E., <i>et al</i> .....	Quebec.....	34
Gauvreau, Mrs. M. S.....	Three Rivers.....	2
Gemmill, J. D.....	Almonte.....	74
Gibb, Charles.....	Abbotsford.....	10
Gibb, Mrs. Clarinda.....	Montreal.....	42
Gibb, J. J., and J. Crawford, Executors.....	do.....	2
Gibb, James.....	Quebec.....	14
Gilbert, H. J., deceased.....	Kingston.....	6
Gilchrist, William.....	Perth.....	7
Gillard, J., and R. W. Standley, Trustees.....	Grafton.....	2
Gillies, John.....	Carleton Place.....	105
Gillman, Mrs. A. M.....	Montreal.....	12
Gilmour, Thomas.....	Brockville.....	25
Gilmour, J. T. & Co.....	Montreal.....	38
Gilmour, J. T. & Co., in trust.....	do.....	14
Gilmour, James T.....	do.....	22
Gilmour, Mrs. Jennie.....	do.....	4
Glackmeyer, Charles.....	do.....	20
Glidden, Mrs. S. E.....	Kingston.....	4
Goad, C. E.....	Montreal.....	5
Godard, Norris.....	London, Eng.....	16
Godfrey, J. R. R.....	do.....	28
Godfrey, Mary Ann.....	Montreal.....	4
Goldstone, Mary J.....	Quebec.....	40
Goode Cephas.....	Chatsworth.....	14
Goold, Mrs. C. De M.....	Kingston.....	8



Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Merchants du Canada—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Gordon, James.....	Howick.....	4
Gow, M. J. O., deceased.....	Oswestry, Eng.....	74
Grant, R. P.....	Pictou, N.S.....	30
Grant, Mrs. Henry.....	Montreal.....	1
Grant, Robert.....	Quebec.....	4
Grant, T. H.....	do.....	30
Gratham, M., Executrix.....	Toronto.....	4
Grasett, Rev. H. J.....	do.....	6
Gravel, Jos. O., in trust.....	Montreal.....	34
Gravel, Gustave.....	do.....	2
Gray, Mary R.....	Perth.....	17
Gray, Andrew.....	Toronto.....	10
Gray, R. B.....	Pembroke.....	10
Gray, M. U. K.....	Kingston.....	4
Gray, Jane.....	do.....	4
Green, Julia.....	Poole, Eng.....	2
Green, Robert.....	Montreal.....	4
Greene, Ann.....	do.....	2
Greenshields, W. E., in trust.....	do.....	26
Greig, Robert.....	Lévis.....	8
Grellier, P. P.....	London, Eng.....	8
Grier, Charles.....	do.....	189
Griffiths, Wm. Henry.....	Hay, Eng.....	20
Gunn, J. C., Tutor.....	Rouse's Point.....	3
Gurry, James.....	Quebec.....	2
Guthrie, Miss J. N.....	Montreal.....	4
Hackland, Ellen, Administratrix.....	Ottawa.....	8
Hadley, Henry.....	River St. Pierre.....	4
Hadley, Henry, Tutor.....	do.....	2
Hadley, Mary.....	do.....	4
Hagar, C. W., Curator.....	Montreal.....	4
Hagar, L. L.....	Township of Saltfleet.....	4
Hagar, Charles, in trust for F. L. Hagar.....	Montreal.....	2
Hagar, Charles, in trust for K. G. Hagar.....	do.....	2
Hagar, Charles, in trust for G. M. Hagar.....	do.....	2
Hagerman, Ann.....	Kingston.....	8
Hague, George.....	Montreal.....	420
Hague, George, in trust.....	do.....	193
Hague, Henry.....	New York.....	54
Hague, George E.....	Kingston.....	2
Hall, John M.....	Montreal.....	18
Hall, Miss Charlotte.....	do.....	14
Hall, Mrs. Jane G.....	Peterboro'.....	8
Hall, Adam.....	do.....	54
Hall, Margaret.....	Quebec.....	8
Hall, Rev. Wm., in trust, No. 1.....	Montreal.....	1
Hall, Rev. Wm., in trust, No. 2.....	do.....	4
Halliday, J. T. J.....	Grafton.....	4
Hallowell, Wm.....	Montreal.....	70
Hamelin, Rev. J. R. L.....	Quebec.....	4
Hamilton, Robert.....	do.....	800
Hamilton, Mrs. F. L. H.....	do.....	11
Hamilton, Rev. Charles.....	do.....	92
Hamilton, Rev. C. C.....	do.....	33
Hamilton, Mrs. Susan.....	do.....	32
Hamilton, Andrew.....	Yorkville.....	34
Hamilton, W. B.....	Montreal.....	82
Hamilton, George W.....	do.....	140
Hamilton, George W., in trust.....	do.....	80
Hamilton, Mrs. Kenneth.....	do.....	25
Hamilton, R. Crainie.....	do.....	20

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Hamilton, Mrs. C. M.	Montreal	18
Hamilton, Hon. John	do	800
Hamilton, Hon. John, and G. Hague, in trust	do	67
Hamilton, Hon. John, President, and G. Hague, General Manager, in trust	do	150
Hamilton, John, jun.	Hawkesbury	10
Handyside, Charles	Montreal	10
Handyside, Charles, in trust	do	2
Hannah, Agnes C.	do	6
Hannah, Agnes C., in trust	do	2
Hannah, Catharine	do	2
Hanson, Rev. C. A.	Stanstead	5
Hardie, Andrew	Longueuil	4
Harison, Maria	London, Eng.	4
Harper, Samuel	Kingston	20
Harris, Miss E. M.	Credit	2
Harris, Mrs. E.	Clarkson	4
Harris, James B.	do	14
Harris, R. Carr	Kingston	36
Hart, Thomas, Administrator	Appleton	6
Hart, John S.	Perth	2
Hart, John	do	5
Hart, Mrs. C. H.	Montreal	4
Haworth, Richard	Manchester, Eng.	4
Hayunga, Mrs. E.	Morrisburg	16
Hearle, C. M.	Montreal	8
Hedge, Mrs. A.	do	12
Henderson, Solomon	Maitland	12
Henderson, John	Montreal	22
Henry, James	Quebec	5
Henry, Emmy	South Elmsley	4
Henry, Catharine	Montreal	4
Henshaw, Mrs. M. L.	do	2
Henshaw, Joshua, in trust	St. Hyacinthe	10
Henshaw, C. M., deceased	do	8
Henry, Joseph W.	Quebec	40
Herring, Robert	Montreal	5
Heron, John	Sanark	12
Herron, W. S., and N. H. Hughes	Dorval	13
Herron, John	Morrisburgh	14
Higgins, Letitia	Montreal	2
Higgins, Jane	do	2
Higgins, William	Woodstock	6
Higginson, A. T., in trust, No. 1.	Montreal	4
Higginson, A. T., in trust, No. 2.	do	2
Hill, Mrs. Mary	London, Eng.	10
Hill, Miss Margaret	Montreal	2
Hill, Thomas S.	Dartmouth, N.S.	5
Hilton, S.	Montreal	8
Himsworth, J. O.	Toronto	8
Hodgson, Jonathan	Montreal	162
Hodgson, Mrs. A. McIver	do	36
Hodgson, Rev. John	Stourbridge, Eng.	18
Hogan, M. J.	Quebec	6
Holditch, William, deceased	Ottawa	6
Holland, Richard	Montreal	2
Holland, Richard, in trust for Protestant House of Industry and Refuge	do	10
Holland, Mrs. Margaret	Toronto	4
Holmes, Miss E. S.	Montreal	14
Hood, T. D.	do	100

## Merchants' Bank of Canada—Continued.

(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Hood, T. D., in trust for M. A. Patton .....	Montreal.....	2
Hope, Dr. William .....	Belleville .....	6
Hopkins, E. M., Curator .....	Montreal .....	4
Hopkins, Mrs. E. M. ....	Poolo, Eng. ....	2
Horton, George .....	De Ramsay .....	4
Hosmer, C. R. ....	Montreal .....	25
Houghton, A. ....	do .....	12
Houlston, John .....	Three Rivers .....	60
Howard, Miss F. M. ....	Ottawa .....	10
Howard, J. H., M.D. ....	Lachine .....	8
Howard, Mrs. M. C. ....	Montreal .....	2
Howard, Joseph .....	do .....	8
Howard, Rev. V. B. ....	Cobourg .....	7
Howe, James P. ....	Bandon .....	6
Hoy, M. A., Administratrix .....	Ottawa .....	4
Hughes, N. H. ....	Dorval .....	8
Hugo, N. ....	Kingston .....	15
Hughton, John .....	Franktown .....	11
Hughton, Andrew T. ....	Arnprior .....	11
Hunter, J. S., and F. H. Mathewson, in trust .....	Montreal.....	6
Hunter, David .....	Halifax .....	30
Hunter, James .....	Glasgow, Scot. ....	103
Hunter, Mrs. J. W. ....	Montreal .....	3
Huot, L., and M. T. C. Huot, Tutors .....	do .....	52
Hyde, Sarah .....	St. Andrews .....	76
Idler, Miss J. ....	Montreal.....	2
Idler, Miss Caroline .....	do .....	1
Idler, William George .....	do .....	8
Idler, Ernest .....	do .....	62
Inglis, J. M. ....	North Grimsby, Eng. ....	20
Inkster, Hon. C., Administrator .....	Kildonan, Man. ....	6
Irvine, Rev. John .....	Hamilton.....	22
Irving, Thomas .....	Montreal.....	52
Irwin, James .....	do .....	36
Irwin, Robert .....	do .....	6
Irwin, James .....	Prescott.....	7
Irwin, Mrs. Isabella .....	Quebec .....	22
Irwin, Lieut.-Col. D. T. ....	do .....	3
Irwin, Mrs. Mary .....	Montreal.....	2
Jack, Alexander .....	Bootle, Eng. ....	4
Jacobs, Harry .....	Montreal.....	48
Jackson, Joseph .....	do .....	43
Jackson, C. A. ....	Waterloo .....	5
Jago, Mary C., Administratrix .....	Plymouth, Eng .....	2
Jamieson R. C., et al., Trustees .....	Montreal.....	26
Janes, W. D. B., Tutor .....	do .....	8
Jaques, Jane E .....	Cowassville .....	2
Jeannotte, H .....	Montreal.....	6
Jefferson, T. ....	Geneva .....	30
Johnston, Peter .....	Quebec .....	37
Johnston, Samuel W .....	Montreal.....	8
Johnston, John .....	St. Thomas de Noyan, Que .....	12
Johnston, John M .....	Three Rivers .....	13
Johnstone, James K. ....	St. Andrews .....	16
Joly, Hon. H. G .....	Quebec .....	5
Jones, Mrs. Harriet .....	Montreal.....	6
Jones, Mrs. Mary L .....	Brighton .....	25
Jones, W. J., M.D. ....	Prescott .....	20
Jones, Edwin .....	Quebec .....	8
Jones, Ann H .....	St. Andrews .....	38
Jones, Edward .....	do .....	68

Merchant's Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Jones, Dunham.....	Maitland.....	6
Jones, Andrew.....	do.....	8
Jordan, William.....	Halifax, N.S.....	20
Joseph, J. H.....	Montreal.....	8
Jourdain, A.....	Quebec.....	8
Kean, B.....	Prescott.....	3
Kaulback, M. S.....	Truro, N.S.....	2
Keifer, Peter.....	Galt.....	14
Kelly, F. W.....	Montreal.....	15
Kelly, Jane, Executrix and Administratrix.....	Prescott.....	5
Kelly, John.....	Carillon.....	55
Kelly, Patrick.....	Montreal.....	4
Keith, Donald.....	Halifax, N.S.....	18
Kenny, Andrew.....	Kingston.....	4
Kennedy, Alexander.....	Martintown.....	2
Kenny, Sir Edward.....	Halifax.....	66
Kenny, T. E.....	do.....	30
Kent, N., Trust.....	Kingston.....	4
Kent, Belinda.....	do.....	2
Kent, Rybert.....	do.....	12
Kershaw, John.....	Montreal.....	2
Kirvin, Edward.....	Cornwall.....	12
Kilner, Miss M.....	Fredericton, N.B.....	2
Kimlin, E. A.....	Quebec.....	4
Kimpton, Mary.....	Brockville.....	2
King, James, Curator.....	Lyster, Que.....	20
King, E. F., in trust.....	Montreal.....	40
Kingan, Jane.....	do.....	6
Kinghorn, G. M.....	do.....	150
Kinnear, James, sen.....	Kinnear's Mills.....	6
Kinnear, James, jun.....	do.....	2
Kinhear, Mrs. E.....	do.....	1
Kirby, Thomas.....	Montreal.....	6
Kirby, James, Curator.....	do.....	22
King, E. F.....	do.....	10
Kirk, J. M., in trust.....	do.....	3
Kirkpatrick, T., and A. F. Macpherson, Trustees.....	Kingston.....	2
Kinghorn, G. M., in trust.....	do.....	1
La Banque Jacques Cartier.....	Montreal.....	27
Laberge, Celeste.....	do.....	10
Lacaille, Charles.....	do.....	10
Lachance, L. H.....	St. Michel.....	4
La Caisse d'Economie de Notre Dame.....	Quebec.....	1,002
Lacy, Lieut.-Col. R.....	59th Regiment.....	12
Lafamme, J. D., et al., in trust.....	Thurso, Ont.....	6
Lafleur, Edouard.....	Montreal.....	10
Lafricain, George.....	do.....	6
Laing, M., in trust.....	do.....	8
Laing, Pat. S.....	Ottawa.....	2
Lambart, H. S., Trust.....	do.....	4
Lamoureux, J., et Fils.....	St. Sebastien.....	2
Lang, James.....	Chateauguay Basin.....	7
Langwill, Robert.....	St. Laurent.....	27
Larmonth, P., in trust.....	Ottawa.....	8
Larmonth, Jno. H.....	Montreal.....	10
Larmonth, Jno. H., in trust.....	do.....	4
Lawrie, Mrs S. A.....	Quebec.....	20
Lawrie, Duncan.....	do.....	80
Lawrie, Walter.....	Montreal.....	4
Lawsou, Mrs. C. M.....	Halifax.....	24
Learmont, Mrs. E. B.....	Montreal.....	26

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Leclair, Jean .....	Montreal .....	65
Leclerc, F. A. ....	St. Hyacinthe.....	12
Lefebvre, Charles.....	St. Martine.....	26
Lemoine, Alex.....	Quebec.....	52
Lephron, J. L., and A. C. Macdonell, in trust .....	Montreal .....	4
Leslie, J., and D. G. Thompson, Executors.....	do .....	1
Lester, Wm.....	do .....	2
Levesque, Mrs. M. L. P.....	L'Assomption .....	8
Levesque, Delphine .....	Montreal .....	16
Levey Bros., and Schiner.....	Hamilton.....	34
Lewis, Rev. J. S., in trust for M. F., D. of Ont.	Kingston.....	2
Lewis, Jane H.....	Yarmouth, N S.....	6
Lewis, D., jun.....	Montreal.....	5
Lighthall, Margaret.....	do .....	24
Lillie, Margaret.....	do .....	4
Lillie, Jessie.....	Perth.....	6
Lillicrap, Jane.....	Peterboro'.....	2
Lithgow, J. R., Executor.....	Halifax.....	10
Little, John.....	Birmingham.....	12
Livingstone, Charles.....	Kingston.....	6
Livingstone, Alice, <i>et al.</i> .....	Como.....	7
Lloyd, Miss Charlotte .....	Quebec.....	3
Lockhart, Rev. A. D.....	Lacolle.....	16
Logie, James.....	Hamilton.....	180
Logie, James.....	Montreal.....	4
Longmuir, H. C.....	Quebec.....	4
Longmuir, Eleanor.....	do .....	4
Lorrain, Rev. N. Z.....	Montreal.....	6
Louis, Jos.....	Quebec.....	40
Lowell, Wm. L.....	Halifax.....	15
Lowrie, James.....	Toronto.....	10
Lundy, J. J.....	Peterboro'.....	68
Lunn, Wm.....	Montreal.....	42
Lunn, Wm., in trust.....	do .....	11
Lyman, Henry, in trust for J. F. W.....	do .....	6
Lyman, Clarence.....	do .....	4
Lyman, F. S.....	do .....	10
Lyman, R. C.....	do .....	2
Lyman, H. H.....	do .....	5
Lyman, Mary C.....	do .....	12
Lynch, Edward.....	L'Epiphanie.....	6
Lynn, Mary H.....	Louth, Eng.....	6
Lyon, Helen.....	Ottawa.....	2
Lyster, F.....	Trenholmvile.....	50
Mabee, M. J.....	Vittora.....	4
Maguire, D.....	St. Johns.....	74
Maharg, K. H.....	Dublin.....	12
Maiben, Hector.....	Brome.....	26
Mailley, Rev. J.....	Besanson, France.....	38
Mairs, J., Executor, Estate of Ployart.....	St. Johns.....	8
Malloch, Ed. G.....	Perth.....	13
Malloch, Ed. G., Executor.....	do .....	146
Malloch, Mrs. M. G.....	do .....	3
Malloch, Mary S., and E. G., Executors of W. R. Malloch.....	do .....	25
Malloch, Mrs. Elizabeth.....	Hamilton.....	20
Malloch, Miss Elizabeth.....	do .....	18
Malloch, Caroline, deceased.....	do .....	6
Malloch, Edward C.....	Ottawa.....	40
Malloch, Mary S.....	Brockville.....	161
Maloney, Michael.....	Montreal.....	10

**Merchants' Bank of Canada—Continued.**  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Mansfield, Thomas .....	Perth.....	160
Marrian, James .....	Prescott .....	4
Marier, Mrs. J. B. M.....	Montreal.....	1
Marshall, Mrs. S. H.....	do .....	14
Martin, Edward.....	Hamilton .....	10
Masson, Adolphe.....	Montreal.....	100
Masterman, Wm .....	do .....	40
Masterman, Wm., in trust.....	do .....	6
Masterman, Wm., in trust for J. Keller.....	do .....	1
Masterson, Rev. John.....	St. Raphael.....	8
Matheson, Alan F.....	Hamilton .....	10
Matheson, C. A., A. J., and J., Executors .....	Perth.....	10
Matheson, Miss E. J.....	do .....	10
Mathie, Agnes .....	Montreal.....	4
Maughan, A.....	Owen Sound.....	6
May, S. H., Trustee of C. Robinson.....	Montreal.....	14
May, S. H., in trust .....	do .....	4
Mayotte, F. X.....	do .....	10
Mayrand, W. H., M.D .....	St. Andrews.....	18
Megill, Benjamin.....	Montreal.....	20
Megill, Mary Ann.....	do .....	2
Meharg, A., and J.....	do .....	6
Meighen, W., and R., in trust.....	Perth.....	77
Meighen, A., and Bros.....	do .....	2
Meikle, J. H.....	Morrisburgh.....	37
Meikle, W. D.....	do .....	14
Meikle, Mrs. M. W.....	St. Andrews .....	6
Menzies, James .....	Peterborough .....	2
Menzies, Mary A.....	Almonte.....	6
Mercer, J. A., Administratrix.....	Peterboro' .....	6
Merkley, G. M.....	Morrisburgh .....	6
Mitchell, Sir John, deceased.....	Langport.....	4
Milburne, T. D.....	Montreal.....	16
Millar, M.....	Orillia .....	3
Miller, Elizabeth, Tutrix .....	Montreal.....	42
Miller, Wm. T.....	do .....	26
Miller, John .....	do .....	14
Miller, Jane G.....	do .....	14
Miller, Marion.....	do .....	14
Miller, Peter.....	do .....	14
Miller, W. S.....	do .....	14
Miller, Robert.....	do .....	14
Miller, Mrs. E.....	Almonte.....	4
Mills, Hannah J.....	Montreal.....	22
Mills, Robert.....	do .....	1
Mills, James.....	Guelph.....	1
Milroy, Robert.....	Toronto.....	30
Milroy, Mrs. M. L.....	do .....	10
Minchin, Louisa.....	Montreal.....	14
Mitchell, Alex.....	do .....	15
Mitchell, Mrs. Elizabeth.....	do .....	5
Mitchell, Alex., in trust.....	do .....	12
Mitchell, John .....	do .....	5
Mitchell, Mary, Administratrix.....	Middleville .....	3
Molson, John T., Executor of.....	Montreal.....	100
Molson, J. H. R.....	do .....	304
Molson, J. H. R., et al., Trustees.....	do .....	97
Molson, Mrs. L. G. F.....	do .....	100
Monat, Lewis.....	do .....	14
Mongenais, J. B.....	Rigaud .....	230
Meeker, J. R.....	Montreal.....	45

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Montreal City and District Savings Bank.....	Montreal.....	3,971
Montgomerie, R. C.....	St. Johns.....	31
Montgomerie, R. C., Executor of.....	do.....	70
Montgomery, H. E.....	London, Eng.....	12
Montgomery, Rev. Hugh.....	Phillipsburg.....	30
Montizambert, M. J.....	Quebec.....	41
Moodey, Charles A.....	Newcastle, N.B.....	17
Moore, Annie.....	Montreal.....	2
Moore, James.....	do.....	376
Moore, Mrs. Sarah.....	do.....	46
Moore, Francis.....	do.....	8
Moore, Harriet.....	do.....	34
Moore, Luke, Executor of.....	do.....	66
Moore, Aaron.....	Lacolle.....	22
Moore, Harriet A.....	Moore's Station.....	10
Moran, Peter.....	Prescott.....	92
Moran, Peter, Administrator.....	do.....	8
Morgan, J. P.....	Montreal.....	6
Morice, Lewis.....	Erith, Eng.....	12
Morrin College.....	Quebec.....	8
Morrin, John.....	St. Augustine.....	10
Morris, John.....	Rochester, N. Y.....	6
Morris, J. L., <i>et al.</i> , Executor of A. Wilson.....	Montreal.....	8
Morrison, John.....	do.....	56
Morrison, E. W.....	do.....	1
Morrison, Rev. John.....	Madrid Springs.....	44
Morton, Samuel J.....	Halifax, N.S.....	10
Moss, S. and H., in trust.....	Montreal.....	48
Moss, Hyam.....	do.....	2
Moss, John E.....	do.....	20
Mountain, Rev. J. J. S.....	Isle of White.....	30
Mowat, George.....	St. Andrews, Man.....	19
Mowle, Hester.....	Montreal.....	8
Mudge, M. K. R.....	do.....	4
Muir, Archibald.....	Huntingdon.....	2
Muir, Miss J. McD.....	Toronto.....	8
Muir, Mary Ann.....	Howick.....	2
Mulholland, James, deceased.....	Cobourg.....	8
Mulholland, Robert.....	do.....	20
Municipal Council of Escoumains.....	Escoumains.....	7
Municipal Council of Wentworth.....	Shrewsbury.....	4
Munn, Miss E.....	Quebec.....	11
Munro, Christina.....	Belleville.....	2
Murphy, John B.....	Montreal.....	10
Murphy, Joshua.....	Renfrew.....	2
Murray, John.....	Mabou, C.B.....	25
Murray, John S.....	Montreal.....	46
Murray, Mrs. Ann.....	do.....	3
Murray, Ann C.....	Mapleton, Ma.....	16
Murray, Ann C., Executrix.....	do.....	6
Murray, J. S., and Rev. J. MacLean, in trust.....	Halifax, N.S.....	8
Mussen, Thomas.....	Montreal.....	68
Myrne, Mrs. Ann.....	Smith's Falls.....	131
Myrne, Mrs. Ann, in trust.....	Smith's Falls.....	8
MacArthur, D., Administrator Estate of Rowand.....	Winnipeg.....	4
MacArthur, Duncan.....	do.....	14
MacArthur, Duncan, Administrator Estate of Mc-Murray.....	do.....	63
McBeath, Ellen.....	Hudson's Bay Co.....	6
McBride, Margaret J.....	Montreal.....	30
McBride, John T.....	do.....	3

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions )
McCabe, John.....	Quebec.....	10
Macallum, Rev. D.....	Athol.....	4
McCallum, P., and Son.....	Cobourg.....	20
McCallum, P., jun.....	do.....	2
McCambridge, A., in trust.....	Montreal.....	17
McCarthy, D. & J.....	Sorel.....	200
McClurg, William.....	Montreal.....	10
McColl, Hugh.....	do.....	14
McConkey, T. L.....	do.....	100
McConnell, John.....	do.....	12
McConnell, William.....	do.....	2
McCreddie, Margaret.....	Chippawa.....	2
McCrudden, William.....	Montreal.....	20
McCuaig, C. F.....	Vankleek Hill.....	10
McCulloch, F.....	Montreal.....	60
McCulloch, F., J. Rae, and D. McIntyre, Trustees.....	do.....	40
McCulloch, A. A., in trust.....	do.....	6
McDermott, Andrew.....	Winnipeg.....	16
McDiarmid, Miss C.....	Covey Hill.....	2
Macdonald, C. E. A.....	Three Rivers.....	2
Macdonald, James.....	St. Johns.....	250
Macdonald, L. G.....	do.....	8
Macdonald, L. G. in trust.....	do.....	4
Macdonald, Isabella.....	Toronto.....	2
Macdonald, J. D., Trust.....	Hamilton.....	4
Macdonald, M. E. J., and A., Otrator.....	Three Rivers.....	60
Macdonald, William, M. D.....	Montreal.....	20
McDonald, Rev. Durocher.....	Creemore.....	2
McDonald, James.....	Drummond.....	6
McDonald, Catharine.....	Alexandria.....	4
McDonald, Janet.....	do.....	22
McDonald, Sarah B.....	do.....	22
McDonald, William A.....	Williamstown.....	4
McDonald, Janet.....	do.....	6
McDonald, Angus.....	Laggan.....	2
Macdonell, John.....	Montreal.....	2
McDougall, Thomas.....	do.....	16
McDougall, Alexander.....	do.....	30
McDougall, Isabella.....	do.....	18
McDougall, Mary.....	Ormsdown.....	4
McDougall, Daniel.....	do.....	45
McDougall, William.....	do.....	24
McDougall, Alexander.....	do.....	45
McDougall, D. N.....	Martintown.....	5
McDougall, Janet.....	do.....	4
McDougall, Harriet.....	do.....	4
McDougall, Mary.....	do.....	4
McDougall, John, & Co.....	Montreal.....	10
McEntyre, Daniel.....	do.....	32
McEvilla, William.....	Roxton Falls.....	12
McEwan, John.....	Ferguson's Falls.....	2
McEwan, Donald.....	do.....	18
McEwan, Janet.....	do.....	2
Macfarlan, Janet, Tutrix.....	Montreal.....	100
Macfarlan, Ann T.....	do.....	2
Macfarlan, Margaret.....	Chateauguay.....	2
McGill, Emma.....	Melbourne, Que.....	8
McGill, Sydenham O.....	Kingston.....	10
McGinn, Bridget.....	Montreal.....	8
McGinnis, Wm., jun., in trust.....	St. Johns.....	10



Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McGinnis, Sarah .....	St. John's .....	12
McGillivray, John .....	Montreal .....	4
McGee, John J. ....	Grand Métis .....	12
McGourd, Archibald .....	Montreal .....	4
McGowan, James .....	St. Martine .....	30
McGrath, John .....	Lachine .....	6
McGregor, James .....	New Glasgow .....	12
McGreevey, Cornelius .....	Rigaud .....	20
McIntosh, Angus .....	Kenyon .....	10
McIntyre, Mary .....	St. Elmo .....	3
McIntyre, Robert .....	Edinburgh, Scotland .....	176
McIntyre, Janet, Executrix .....	Perth .....	6
McIntyre, Daniel .....	Cornwall .....	20
McIntyre, Gregor .....	Renfrew .....	10
Mackay, Edward .....	Montreal .....	121
Mackay, Hon. Robert .....	do .....	10
Mackay, Mary .....	do .....	2
McKay, Julia .....	do .....	2
McKay, Wm. ....	St. Andrews .....	18
McKeeman, Mary J. ....	Montreal .....	6
McKeen, Sarah .....	Pictou, N.S. ....	7
McKeen, John .....	do .....	6
Mackenzie, Hector .....	Montreal .....	400
Mackenzie, Jno. G., Executors of .....	do .....	600
Mackenzie, W. E., and F., in trust for A. A. McKenzie .....	do .....	2
Mackenzie, John S. ....	do .....	30
Mackenzie, H. G., in trust for G. M. Freer .....	Toronto .....	18
McKenzie, Mary L. ....	Port Burwell .....	3
McKenzie, Margaret H. J. ....	Melbourne .....	8
McKenzie, Roderick .....	Pictou, N.S. ....	40
McKenzie, Murdoch .....	Montreal .....	224
McKenzie, Jane .....	do .....	25
McKenzie, D. H. ....	Williamstown .....	16
Mackintosh, Lydiard .....	Halifax, N.S. ....	5
MacLaren, James, in trust .....	Buckingham .....	800
MacLaren, Peter J. ....	Lanark .....	4
MacLaren, J. J., and F. H. Mathewson, Executors .....	Montreal .....	6
McLachlan, Wm. ....	do .....	36
McLachlan, Annie .....	do .....	36
MacLean, John S. ....	Halifax .....	6
McLean, Jessie .....	Montreal .....	6
McLean, Neil, Administrator .....	Toronto .....	4
McLean, Allan N. ....	London, Eng. ....	10
McLean, Neil .....	Birkenhead .....	6
McLellan, Ann .....	Williamstown .....	78
McLellan, Don., in trust for A. J. McLellan .....	do .....	13
McLennan, John .....	Montreal .....	400
McLennan, Hugh .....	do .....	208
McLennan, Annie .....	Lancaster .....	14
McLennan, Margaret .....	do .....	20
McLennan, Alexander .....	do .....	25
McLennan, Donald .....	do .....	5
McLennan, Catherine .....	Williamstown .....	10
McLennan, Donald F. ....	do .....	6
McLennan, Duncan .....	do .....	18
McLennan, Murdock .....	do .....	52
McLennan, Helen .....	Prince Arthur's Landing .....	3
McLennan, Roderick .....	do do .....	23
McLennan, Rev. Kenneth .....	Charlottetown, P.E.I. ....	3
McLeod, A. A. ....	Montreal .....	2

Merchants Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McLeod, Angus.....	Martintown .....	10
McLeod, Wm. C.....	Woodstock .....	92
McLeod, Grace A.....	do .....	232
McLimout, Christina.....	Quebec.....	3
McMartin, John, in trust .....	Montreal .....	8
McMartin, Jane.....	St. Mary's, Ont.....	4
McMeekin, Rev. Henry.....	Conrad, U.S.....	4
McMillan, Duncan.....	Grenville.....	68
McMillan, Donald, M.D.....	Alexandria.....	32
McMorrin, Rev. John K.....	Prince Arthur's Landing.....	11
McMorrin, Rev. John K., in trust for M. M. Syme	do do .....	12
McNabb, Mary.....	Southampton.....	14
McNaughton, Duncan.....	Montreal.....	3
McNeice, James, sen.....	do .....	2
Macnider, James & Co.....	Quebec.....	10
McPhee, A. D., in trust No. 1 .....	Alexandria.....	22
McPhee, A. D., in trust No. 2.....	do .....	22
McPhee, Mrs. Agnes.....	do .....	22
Macpherson, K. R.....	Montreal.....	2
Macpherson, John.....	Drummond.....	2
Macpherson, A. F. and G. H. Bramley, Execu- tors of.....	Sorel.....	12
Macpherson, Henry.....	Owen Sound.....	10
Macpherson, Alex., in trust.....	Montreal.....	4
Macrae, J. O. and V. St. George Ritchie, Trus- tees of .....	do .....	60
McVean, Donald.....	Chatham.....	22
Nairne, M. K.....	Quebec.....	44
Nelson, James.....	Belfast, Ireland.....	6
Nelson, Mrs. Elizabeth.....	Montreal.....	8
Nelson, A. D., in trust .....	do .....	4
Nelson, H. A.....	do .....	24
Neehin, Wm.....	Carleton Place.....	10
Nichol, Isabella.....	Perth.....	8
Nichol, Thomas, M.D.....	Montreal.....	35
Nichols & Marler.....	do .....	10
Nichols, Rev. E. E. B.....	Liverpool, N.S.....	7
Nicholls, Robert.....	Peterboro'.....	200
Nicholson, George C.....	Montreal.....	44
Nicholson, Robert.....	do .....	6
Nash, F., Menager, in trust.....	do .....	27
Nickle, Wm.....	Kingston.....	156
Nicol, Robert.....	Granby, Que.....	12
Noel, Lazare.....	Quebec.....	6
Nolan, John.....	Montreal.....	10
Norris, Thomas.....	Quebec.....	30
Norris, Wm., in trust.....	Montreal.....	2
Nottle, Jacob T.....	Hamilton.....	26
O'Brien, Wm., Tutor.....	Montreal.....	10
Ogilvie, Agnes.....	New York.....	27
Ogilvie, Mary Ann.....	Montreal.....	27
Ogilvie, Francis.....	do .....	27
Ogilvie, A. W. & Co.....	do .....	10
Ogilvie, Archibald.....	North Georgetown .....	2
O'Kane, Mrs. Jane.....	Montreal.....	4
Osgood, Mrs. J. C.....	St. Johns.....	1
Ostell, J. and J. W. Hopkins, Trustees of.....	Montreal.....	50
Oswald Brothers.....	do .....	68
Page, John.....	Brockville.....	64
Papineau, A. C.....	Montreal.....	8
Pardey, Sophia J.....	do .....	2

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Pardey, A. F. and S. J., Executors of.....	Montreal.....	6
Parsons, T. J.....	Rye, U.S.....	4
Paterson, Clara Cook.....	Three Rivers.....	57
Patrick, Rebecca.....	Montreal.....	8
Patrick, Wm.....	Brockville.....	22
Patton, Isabella.....	Quebec.....	4
Patton, Agnes.....	do.....	4
Patton, Annie.....	do.....	4
Patton, Ann C.....	Cornwall.....	4
Patton, George C.....	Montreal.....	10
Payzant, G. P.....	Windsor, N.S.....	50
Peck, Margaret B.....	Montreal.....	100
Peck, Lizzie.....	do.....	2
Peck, Margaret or Maggie.....	do.....	2
Pelton, C. N.....	do.....	3
Perchard, Mary C.....	St. Johns.....	2
Perrault, Jérémie.....	Montreal.....	12
Perrigo John.....	do.....	18
Petrie, Miss E. W.....	St. Leonards, Cumberland.....	5
Petrie, John.....	Bobcaygeon.....	4
Phillipps, W. E., deceased.....	Montreal.....	26
Phillipps, Henry.....	do.....	8
Phillipps, Miss Mary C.....	Quebec.....	20
Pickles, Mrs. M.....	St. Johns.....	4
Poole, Henry S.....	Halifax, N.S.....	20
Poole, Mrs. Mary A.....	Carleton Place.....	6
Porteous, Rev. John.....	Port Dalhousie.....	24
Pottinger, John.....	St. Thomas.....	40
Pottinger, Mrs. Jane J.....	do.....	10
Potts, Mrs. Susan.....	Grafton.....	32
Pouliot, J. B.....	Fraserville.....	32
Pourtie, Jas.....	Montreal.....	14
Powell, E. M., Trustees of.....	Toronto.....	9
Preston, Mrs. Elizabeth.....	Newboro', Ont.....	1
Price, Mrs. M. A.....	Montreal.....	6
Price, Evan John.....	Quebec.....	200
Primrose, Clarence.....	Pictou, N.S.....	5
Pringle, J. T., et al., Trustees and Executors of.....	Cornwall.....	26
Prowse, Mrs. Mary A.....	Montreal.....	4
Pryor, Wm. and James.....	Halifax, N.S.....	8
Pryor, Wm., Executor, Estate of Clark.....	do.....	36
Puddicombe, Henry.....	Haysville.....	40
Pyke, J. W.....	Kingston.....	4
Pyke, J. W., in trust.....	do.....	1
Quebec Seminary.....	Quebec.....	63
Rae, Jackson, in trust for Minors.....	Montreal.....	8
Rae, Jackson, in trust for Capt. Dawson.....	do.....	14
Rae, Jackson, in trust for Mrs. Dawson.....	do.....	2
Rae, Jackson, in trust for M. E. R.....	do.....	20
Rae, G. M. and R. Harris, Trustees.....	Toronto.....	6
Rainville, Paul.....	Ste. Marie de Mannoir.....	54
Ramsay, R. A.....	Montreal.....	16
Ramsay, Miss E. A.....	do.....	12
Ramsay, A. and F. M. Paton.....	do.....	36
Ramsay, Mrs. A. H.....	do.....	14
Ramsay, Mrs. A. H., in trust.....	do.....	8
Randolph, Mrs. F. F., deceased.....	Sevenoaks, Eng.....	14
Rankin, Miss G. E.....	Pictou.....	13
Rankin, Miss G. E., in trust.....	do.....	8
Rankin, H. H. D.....	do.....	9
Rannie, Rev. John.....	Bubico.....	6

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence	Shares. — (Actions.)
Ratte, Louis O.....	Méthot's Mills.....	40
Rauscher, R. E.....	Ottawa.....	5
Ray, Miss L. H.....	Halifax, N.S.....	4
Ray, Mrs. Jane.....	do.....	2
Raymond, Mrs. A. S.....	St. Hyacinthe.....	10
Rayside, Mrs. Margaret.....	South Lancaster.....	3
Rae, David.....	Montreal.....	20
Read, Geo.....	St. Felix de Valois.....	12
Read, L., in trust.....	Detroit.....	10
Read, R., Tutrix.....	St. Johns.....	10
Ready, J. A.....	Montreal.....	1
Ready, E. B., et al.....	St. Johns.....	5
Reekie, Mrs. J. P. and J. Macnaughton, Execu- trices.....	Montreal.....	49
Redpath, Jane.....	do.....	68
Redpath, Miss A. A.....	do.....	20
Redpath, Mrs. A. M.....	do.....	20
Reed, Miss M. C. S.....	Colborne.....	10
Rees, D. J.....	Montreal.....	180
Reeves, Miss Margaret.....	do.....	4
Reeves, Daniel.....	Grenville.....	130
Reid, Wm.....	Montreal.....	68
Reid, Wm., in trust.....	do.....	2
Remon, J. B.....	Ottawa.....	10
Renfrew, G. R.....	Quebec.....	5
Reynolds, Richard.....	Montreal.....	5
Reynolds, Mrs. J. S.....	Brockville.....	30
Rhodes, Wm.....	Quebec.....	14
Rhodes, Wm., in trust for C. A. Rhodes.....	do.....	5
Rhodes, Wm., in trust.....	do.....	10
Rhodes, Wm., in trust for G. Rhodes.....	do.....	6
Rhodes, Wm., in trust for M. E. Rhodes.....	do.....	43
Rhodes, Wm., in trust for W. Rhodes, jun.....	do.....	4
Rhodes, Mrs. Ann C.....	do.....	100
Rhodes, Miss Mary J.....	do.....	6
Richardson, W. P., Trustee, deceased.....	Port Rush Island.....	2
Richardson, Eliza Ann.....	Edwardsburgh.....	15
Richardson, Joseph.....	Stratford.....	8
Richardson, Joseph, Executor of the Estate of A. Bond.....	do.....	2
Richardson, John G.....	Bornemouth.....	50
Riddell, A. F., in trust.....	Montreal.....	10
Riordon, John.....	Merritton.....	50
Riordon, Charles.....	do.....	50
Rivet, Louis.....	Montreal.....	66
Roach, George.....	Hamilton.....	20
Roberts, John.....	Ottawa.....	12
Robertson, Farquhar.....	Williamstown.....	4
Robertson, John.....	Lavant.....	4
Robertson, W. J.....	St. Catharines.....	2
Robertson, Jane.....	Kingston.....	14
Robertson, Geo. R.....	Montreal.....	50
Robertson, Mrs. Amelia.....	do.....	22
Robertson, Mrs. Mary J.....	do.....	6
Robertson, James.....	do.....	160
Robertson, Duncan.....	Hamilton.....	4
Robertson, Mrs. Jessie.....	Prescott.....	4
Robertson, Pat., M.D.....	St. Andrews.....	30
Robinson, Miss Eliza.....	Quebec.....	22
Robinson, Miss Ann.....	do.....	28
Robinson, Anna M.....	Montreal.....	2

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Robinson, Thomas	Montreal	8
Robinson, James	do	14
Robinson, Mrs. Clarissa	do	4
Roche, C. P.	Baillieboro'	2
Rodger, John	Montreal	8
Rodger, Joseph	Nobleton	13
Roger, Miss Isabella	Peterboro'	2
Rogers, Mrs. Minnie	Montreal	4
Rogers, George	do	22
Rogers, Mrs. Eliza	do	4
Rogers, George P.	do	211
Rogers, George	Lakefield	12
Romans, George	Londonderry, N.S.	5
Rose, Mrs. Ruth	Morrisburgh	28
Rose, Mrs. Janet	Irvine, Scot.	12
Rose, Alexander	Montreal	68
Rose, Jas., and T. K. Ramsay, Executors of	do	34
Ross, John U.	Halifax	10
Ross, Wm.	West Flamboro'	8
Ross, Rev. Walter	Carleton Place	10
Ross, Mary McB.	Hudson's Bay Co.	2
Ross, Rev. Donald	Lachine	14
Ross, James	Cumnock	8
Ross, Thomas, in trust	Little Rideau	16
Ross, M., and J. McLennan, Executors of	Lancaster	6
Routh, J. H., in trust	Montreal	30
Routh, H. L., in trust for Mrs. Kirth	do	4
Rowe, Thomas	Dublin	15
Rowley, J. W. H., in trust	Yarmouth, N.S.	2
Roy, Wm.	Owen Sound	44
Russell, Robert	Orms town	4
Russell, Mrs. Margaret	do	5
Russell, Mrs. R. P.	Quebec	35
Rutherford, Wm., M.D.	London, Eng.	14
Ryan, Mrs. Margaret	Perth	54
Sampson, W. A., and T. Scott, Trustees	Galt	114
Saucer, J. B.	Montreal	2
Saunders, H., and A.	do	8
Savage, John	Prescott	40
Savage, John G., Executor of S. Fraser	Montreal	8
Scadding, Charles	Toronto	20
Schmidt, J. P.	Montreal	8
Scholes, Francis	do	150
Scott, John	Ottawa	6
Scott, Mrs. Eliza	Montreal	6
Scott, Henry C.	do	5
Scott, Francis	Chateaugay Bridge	5
Scott, Mrs. Mary	Quebec	2
Scott, Miss M. J. C.	St. Laurent	14
Scott, Andrew	do	4
Scott, Rev. Wm.	Charlottetown, P.E.I.	10
Scott, Rev. John, in trust for M. A. Scott	do	5
Scott, Mrs. Margaret	Quebec	16
Scott, Henry S.	do	100
Scott, Mrs. Agnes	Peterboro'	30
Selby, Mrs. Harriet	Duluth, U.S.	7
Seminary of St. Sulpice	Montreal	32
Senkler, E. J.	St. Catharines, Ont.	26
Senkler, Wm. S.	Perth	30
Senkler, A. E., M.D.	do	44
Senkler, Mrs. F. J.	do	4

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Senkler, Miss A. C.	Brockville	18
Sharpe, Ann H., Administratrix	Prescott	54
Sharts, Mrs. E. R.	Woodstock	2
Shaw, Samuel J.	Quebec	100
Shepherd, Henry W.	Montreal	24
Shepherd, R. W.	do	52
Sheridan, Thomas	St. Johns	26
Sherwood, Wm., Trust	Brockville	14
Shields, Eliza J.	Liverpool, Eng.	9
Shillington, Henry	Perth	8
Shipway, Mrs. Maria	Montreal	14
Simpson, Geo. Wm.	do	7
Simpson, Wm., in trust	do	100
Simpson, Thomas, M.D.	do	23
Simpson, Jos., and A. G. Elliott, Tutors	do	4
Simpson, G. W., Tutor of Rowands	do	4
Simpson, G. W., Tutor of Bird	do	2
Sippell, Sarah	Lachine	10
Sims, Mrs. Margaret	do	14
Skelton, F. C.	Montreal	2
Slons, John	Quebec	6
Smardon, John	Montreal	97
Smart, John	Port Hope	15
Smart, Mrs. C. S.	do	6
Smart, David	Montreal	5
Smillie, Wm. C.	Poughkeepsie	32
Smith, D. A., Tutor to Minors Connolly	Hudson's Bay Co.	2
Smith, D. A., in trust for T. H. McKenzie	do	2
Smith, D. A., in trust for J. Sutherland	do	4
Smith, D. A., and J. Bissett, Tutors	do	3
Smith, D. A.	do	4
Smith, Mrs. S. R.	Montreal	3
Smith, J. Murray	do	175
Smith, Mrs. M. A., Executrix	do	17
Smith, R. A., in trust for Capt. Smith	do	41
Smith, George	do	6
Smith, Mrs. S. A.	do	24
Smith, Wm., in trust	do	16
Smith, G. F. C., and A. M. Cassils, Executors of	do	8
Smith, Wm. Hy., in trust	do	1
Smith, Wm. Oliver	do	75
Smith, Anna, Executrix	London, Eng.	20
Smith, Mrs. E. G.	Guelfh	5
Smith, Edward	Halifax	200
Smith, Bennett	Windsor, N.S.	47
Smith, John and George	Martintown	10
Smith, R. H., in trust	Quebec	4
Smith, W. R. B., and C. W., Trustees	London, Eng.	12
Sorley, Mrs. M. T. M.	Montreal	2
Spalding, J., and G. Templeton, Executors of	Perth	20
Spilsbury, S. M., Administratrix	Colborne	12
Spragge, M. A.	Montreal	26
Sproule, M. J.	Belfast	2
Stackhouse, B. S.	St. Andrews	2
Stairs, Miss C. M.	Halifax	83
Stanley, B.	Lucan	12
Starr, Mrs. C.	Montreal	6
St. Denis, Alex.	do	100
St. Dizier, Henry	do	42
St. George's Society	do	10
Steel, David	Allan's Corners	18

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Steel, James	Allan's Corners	15
Steel, Archibald, sen	Grenville	12
Stephen, Geo. C.	Montreal	100
Stephen, Elizabeth, Tutrix	do	4
Stephen, James	Huntingdon	7
Stephens, P. S.	London, Eng	100
Stephenson, Henry	Lacolle	12
Steven, Mrs. Mary	Pictou, Ont	10
Stevenson, Adam	Montreal	8
Stewart, Henry	do	8
Stewart, James	do	14
Stewart, Jessie M.	Hamilton	4
Stewart, Rev. Alex.	Orillia	8
Stewart, Rev. Donald	Arthur	2
Stewart, Mrs. Catherine	Ottawa	14
Stirling, John	Montreal	25
Stirling, W. S.	Halifax	41
Stirling, Jessie	Glasgow	40
Stockand, John	Hudson's Bay Co.	2
Stodart, R. R.	Edinburgh, Scot	7
Strachan, Lieut.-Col. H. A.	Dublin, Ire	34
Strange, O. S., M.D.	Kingston	56
Strathy, J. B., in trust	London	50
Strathy, H. N.	Barrie	25
Strathy & Strathy	Montreal	1,268
Stuart, Charles	Port Hope	8
Stuart, Edith	Montreal	8
Stuart, E. H., and H. L. Snowden, Trustees	do	8
Stuart, George O'Kill	Quebec	75
Sturrock, John	Laggan	4
Sullivan, M., M.D.	Kingston	2
Sumner, John	Carleton Place	2
Sumner, George	Montreal	10
Sutherland, Daniel	St. Andrews	2
Sutherland, Daniel, in trust	do	2
Sutherland, John	Montreal	7
Sutherland, James	Owen Sound	68
Swaill, Wm	Belvidere, U.S.	71
Smith, James F., sen	Toronto	4
Swaill, Mrs. E. H.	Côte des Neiges	10
Swaill, Mrs., Usufruct	do	10
Sweeney, Miss M. E.	Prescott	54
Sweetland, John, M.D.	Ottawa	2
Swift, Henry	Quebec	16
Symmes, Mrs. A.	Drummondville	8
Synod of Ontario, in trust for Cornwall F. P. School	Kingston	2
Synod of Ontario, in trust for Widows' and Orphans' Fund of Diocese	do	2
Taché, Rev. A., and others, Executors of	Red River	38
Taché, Lady Sophia	Montmagny	10
Tait, John, jun	St. Paul, Ma.	3
Tait, Robert	Hudson's Bay Co.	12
Tanner, Rev. John E.	Brompton Falls	6
Tate, George	Montreal	45
Tavennier, Rosalie, in trust for Deschamps	do	38
Tavennier, Rosalie, in trust for A. Deschamps	do	14
Taylor, John	Headingly, Man.	20
Taylor, James B.	Quebec	4
Taylor, Ed. H.	do	14
Taylor, B. A.	Halifax	2

Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Taylor, Thomas W.....	Toronto.....	4
Taylor, Joseph.....	Kingston.....	6
Taylor, T. M., in trust.....	Montreal.....	34
Telfer, James, jun.....	Blenheim.....	4
Tempest, John, deceased.....	Montreal.....	20
Templeton, Mrs. Jane.....	Perth.....	4
Temporalities Board, Church of Scotland.....	Montreal.....	414
Tessier, Hon. U. J.....	Quebec.....	40
Tessier, Ulric, jun.....	do.....	4
Thayer, Mrs. A. L.....	Montreal.....	3
Thibaudeau, Mrs. E. B.....	Quebec.....	22
Thibaudeau, C. F.....	do.....	32
Thibaudeau, Hon. Isidore.....	do.....	58
Thibaudeau, A. A.....	Montreal.....	32
Thom, A., et al., Trustees.....	Hudson's Bay Co.....	8
Thomas, W. S.....	Lyster.....	7
Thomas, Mrs. M. M.....	do.....	5
Thomson, J. N., deceased.....	Montreal.....	8
Thomson, J. N., in trust.....	do.....	4
Thomson, Mary Ann.....	do.....	6
Thomson, Mrs. M. J.....	Belleville.....	42
Thomson, Miss Margaret.....	Renfrew.....	1
Thomson, Thos. H., in trust.....	Quebec.....	5
Thompson, Mrs. Christians.....	Poughkeepsie, N. Y.....	2
Thompson, Mrs. C., and W. Gibson, Executors of.....	do.....	8
Thompson, William.....	Trim, Ire.....	4
Thompson, James.....	Perth.....	144
Thompson, Mrs. Maria.....	Kinnear's Mills.....	10
Thompson, William.....	do.....	2
Thorneloe, Rev. George.....	Stanstead.....	2
Tiffin, J. A., Usufruct.....	Montreal.....	6
Tofield, William.....	Quebec.....	6
Tofield, William, in trust.....	do.....	6
Tolmie, Mindo.....	Montreal.....	4
Tomkins, Rev. John.....	Stanstead.....	6
Townend, Rev. A. J.....	Halifax.....	8
Tracy, Mrs. Amelia.....	Thorold.....	16
Travers, J. N., and others, Trustees for A. R. Allan.....	Montreal.....	400
Trester, M.....	do.....	14
Trottier, A. A., Cashier, in trust.....	do.....	12
Tucker, Mrs. Ann.....	St. John, N. B.....	12
Tupper, Miss Margaret.....	Halifax, N. S.....	4
Tupper, Miss Abbie.....	Dartmouth, N. S.....	1
Turgeon, E., in trust.....	Montreal.....	2
Tweedie, Charles.....	do.....	4
Tyre, Mrs. C. A.....	Kincardine.....	6
Unjacke, Robie.....	Halifax.....	10
Unwin, Wm.....	St. Hyacinthe.....	8
Utting, Hannah.....	Montreal.....	34
Valiquet, Ulric.....	Ottawa.....	5
Vallie, L. P., and E. Giroux, Executors of.....	Quebec.....	12
Vennor, Henry.....	Montreal.....	20
Yezina, F.....	Quebec.....	40
Vicat, H. N.....	Melbourne, Que.....	10
Victoria College, Trustees of.....	Cobourg.....	2
Vincent, James and Clara.....	Port Hope.....	2
Waddell, Joseph.....	Covey Hill.....	1
Waddingham, Louisa.....	Kingston.....	8
Walcot, Mrs. F. M.....	Quebec.....	2
Walcot, H. T., and D. Rattray, Trustees.....	do.....	20



Merchants' Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque des Marchands du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Walker, Mrs. Elizabeth.....	St. Louis, U.S. ....	4
Walker, Miss Harriet.....	Quebec .....	5
Walker, Miss H. F.....	do .....	41
Walker, Wm. E.....	do .....	5
Walmsley, A., in trust.....	St. Johns .....	8
Wallace, Mrs. Elizabeth.....	Brockville.....	10
Wallbridge, Hannah C.....	Belleville.....	2
Wardell, Miss M. H.....	Jersey, C.I. ....	4
Wardroff, John.....	Toronto.....	110
Watson, Thomas.....	North Georgetown.....	6
Watson, Walter, Trustee.....	New York.....	20
Watson, John.....	Perth, Scotland.....	92
Webster, Louisa.....	Montreal.....	4
West, W. B.....	North-West Territories.....	37
West, Bickford.....	Montreal.....	54
Wheeler, Dr. T. B.....	do .....	90
Wheeler, Mrs. Annie.....	do .....	12
Wheeler, Mrs. Annie, in trust.....	do .....	12
Whitby, O. R.....	Paris, Ont.....	2
White, Mrs. Mary.....	Orillia.....	2
White, Mrs. C., Executrix.....	Newport, R.I.....	4
White, Samuel A.....	Halifax.....	57
White, Thomas.....	Montreal.....	4
White, J. R. H.....	Quebec.....	3
White, Wm.....	do .....	40
White, Mary Ann.....	Glasgow.....	34
Whiteley, George F.....	Twickenham.....	4
Whitefield, George.....	St. Johns.....	52
Whiting, Rev. Richard.....	Waterloo, Que.....	10
Whitney, N. S., in trust.....	Montreal.....	26
Wielbrenner, Marguerite.....	do .....	1
Wight, Mrs. J. H.....	do .....	6
Wight, R. H., M.D.....	St. Johns.....	14
Wilkes, Mrs. Barbara.....	Montreal.....	20
Wilkes, Miss Mary J.....	do .....	5
Willan, Maria.....	St. Johns.....	21
Willard, Charles.....	Prescott.....	80
Willard, Mrs. Julia.....	Kingston.....	6
Williams, Edward.....	do .....	4
Williams, James, Bishop of Quebec, in trust.....	Quebec.....	30
Williamson, Wm.....	Port Hope.....	2
Williamson, James.....	Kingston.....	10
Willoughby, Admiral James B.....	London, Eng.....	2
Wilson, John T.....	Grenville.....	10
Wilson, C. S., and H. D. Whitney, Curator.....	Montreal.....	2
Wilson, Jane S., Executrix and Administratrix.....	Grenville.....	42
Wilson, Miss Mary Jane.....	Montreal.....	4
Wilson, Mrs. Mary.....	Vicars.....	3
Wilson, Alexander.....	Martintown.....	20
Wilson, William.....	Cumberland.....	129
Wilson, Thomas.....	Clarence.....	28
Wilson, Mrs. Sarah E.....	Kingston.....	3
Wilson, Janet.....	Montreal.....	14
Wilson, Miss Elizabeth.....	do .....	6
Wilson, Thomas & Co.....	do .....	240
Windsor Marine Insurance Co.....	Windsor, N.S.....	70
Wood, Robert.....	Montreal.....	100
Wood, Wm.....	Manchester.....	70
Woodhouse, F. V.....	Albury, Eng.....	16
Woods, Caroline.....	Montreal.....	4
Woodrow, Mathew.....	Longueuil.....	162

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Woolf, Isabella.....	New York.....	40
Workman, Thomas, in trust.....	Montreal.....	68
Worsley, Mary L.....	Brockville.....	8
Wray, Miss Maria D.....	Montreal.....	24
Wreford, Wm., deceased.....	Bristol, Eng.....	24
Wright, D. M.....	Colborne.....	4
Wright, Col. Alfred.....	Rochester, Eng.....	4
Wurtele, Eleanor F.....	Quebec.....	5
Wurtele, Catharine.....	Montreal.....	12
Wylie, J. H., Trustee.....	Almonte.....	12
Wylie, Joseph.....	Montreal.....	20
Wynne, R. J.....	do.....	3
Vallée, C. A., in trust.....	do.....	103
Yates, Henry.....	Brantford.....	66
Young, John R.....	Quebec.....	40
Young, Miss Isabella.....	Montreal.....	4
Yuille, Wm., in trust.....	do.....	2
Zuhlche, G. W. G. R.....	do.....	8
	Total.....	52,906

TORONTO REGISTER.

Allan, Rev. Daniel.....	North East Hope.....	8
Aitken, Henry C.....	Hamilton.....	7
Alexander & Reid.....	Toronto.....	100
Allenby, F. G.....	Galt.....	26
Armstrong, Mrs. E.....	Keene.....	6
Austin, J. and R. H. Bethune, in trust.....	Toronto.....	90
Bain, Rev. James.....	Markham.....	8
Ball, A. T. H.....	Galt.....	26
Belcher, A. E.....	Toronto.....	2
Bennett, H.....	Barrie.....	30
Benson, T. M. and G. L. McCaul, Trustees.....	Port Hope.....	50
Bethune, Mrs. Unagh.....	Thora.....	32
Boyd, George.....	Toronto.....	61
Boswell, A. R., Trustee.....	do.....	10
Brodie, J. L., in trust.....	do.....	165
Brownlie, Claud.....	Keene.....	2
Brownscombe, Henry.....	Biddeford, Eng.....	2
Browne, J. and P.....	Toronto.....	5
Buchan, John.....	Stratford.....	20
Bunell, Mrs. T. S.....	Brighton, Ont.....	6
Carlyle, James, M.D.....	Toronto.....	12
Carlyle, W. D.....	do.....	10
Campbell, James.....	do.....	17
Cayley, John.....	do.....	40
Cayley, Mrs. Jenny J.....	do.....	4
Chamberlain, Jane A.....	Napanee.....	5
Christie, Major-General H. P.....	Cheltenham, Eng.....	6
Clark, George A., M.D.....	Yorkville.....	30
Daly, M. B. and A. H. Furniss, in trust.....	Halifax.....	2
Douglas, Margaret E.....	Toronto.....	10
Douglas, Mrs. Eleanor.....	Montreal.....	25
Dycer, Wm.....	Toronto.....	44
Dycer, C. E. and O. H.....	Beamsville.....	17
Dycer, E. B.....	do.....	45

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Ellston, John.....	Thornhill .....	10
Foy, J. J., Trustee.....	Toronto.....	36
Franklin, Sarah.....	Streetsville.....	8
Fuller, Cynthia.....	Hamilton.....	61
Fuller, Mrs. Eliza.....	do .....	8
Fulton, John, M.D.....	Toronto.....	34
Gilmour, Robert .....	do .....	4
Gilmour, Robert, in trust.....	do .....	2
Gissing, F. J.....	Woodstock .....	14
Goodall, James .....	Toronto .....	5
Gorman, Thomas.....	Brantford .....	17
Graham, F., Administratrix .....	Toronto .....	6
Halson, Henry.....	Wellington Square .....	4
Hallgarten, A.....	New York.....	50
Hallgarten, Julius.....	do .....	50
Halson, C., Trustee.....	Wellington Square .....	6
Hamilton, Andrew .....	Yorkville.....	8
Hammond, H. C., in trust .....	Hamilton .....	70
Harris, A. B.....	Credit .....	14
Henry, T. B.....	Beamsville .....	10
Henry, James S.....	Toronto.....	22
Home Savings and Loan Co. ....	do .....	56
Jones, J. G. ....	do .....	1
Lambart, H. S., in trust.....	Ottawa .....	2
Lawrence, George W.....	Stratford .....	2
Lesslie, John .....	Dundas .....	70
Lloyd, G. A., Tutor.....	London, Eng.....	6
Long, T. and J. J. Long .....	Collingwood.....	134
Main, Thomas A .....	Orillia .....	6
Melville, Helen.....	Nottawa .....	46
Meredith, John S.....	Galt.....	5
Michie, James, in trust.....	Toronto .....	7
Michie, George & Co. ....	do .....	68
Millar, Jane.....	Brantford .....	4
Mitchell, Rev. J. W.....	Mitchell .....	2
Morris, J. H.....	Toronto .....	40
Morris, J. H., Executor in trust .....	do .....	37
Mutch, Isabella.....	do .....	7
Myers, Mrs. Ann.....	do .....	5
McCallum, William .....	Albion .....	4
Macdonald, John.....	Toronto .....	15
McDonald, Isabella.....	do .....	8
McDougall, Alan .....	Edinburgh .....	14
Macpherson, R., in trust .....	Kingston .....	2
McTaggart, Miss Jane.....	Strathroy .....	2
McTaggart, Mrs. Jane.....	do .....	2
O'Connell, Rev. Daniel.....	South Douro .....	4
Patton, Miss M. L.....	Lichfield, Eng.....	4
Patton, H. B.....	Billing's Bridge .....	4
Patton, Joseph C.....	Toronto .....	10
Patton, Joseph C., in trust .....	do .....	10
Pellatt & Osler.....	do .....	4
Peters, George.....	Peterboro' .....	3
Pettigrew, Sarah.....	Toronto .....	47
Plumb, Miss M. G.....	Niagara .....	8
Plumb, Miss E. S.....	do .....	8
Rae, G. M., and R. Harris, in trust .....	Toronto .....	3
Richardson, Jane, Administratrix .....	Stouffville .....	4
Robertson, John, Executor.....	Thorold .....	4
Robinson, Robert .....	Tormore.....	4
Rose, Mrs. Catharine .....	Kingston.....	2

Merchants' Bank of Canada—Continued.  
(Banque des Marchands du Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Ross, James.....	Toronto.....	20
Seals, E., and B. Saunders, in trust .....	do .....	4
Scott, Walter .....	Nottawa .....	10
Shields, John .....	Bolton .....	12
Shore, Henry .....	Toronto.....	4
Smith, J. F., Trustee.....	do .....	8
Smith, Mrs. Mary E.....	do .....	12
Smith, L. W. ....	do .....	30
Smyth, T. H. ....	do .....	4
Spencer, A. V .....	Gananoque.....	2
Stalker, J. J. ....	Toronto.....	8
Stayner, F. H. ....	do .....	18
Stayner, Rev. T. L. ....	Overbury, Eng. ....	4
Stayner, T. S., and S. G. Wood, in trust .....	Toronto .....	86
Stayner, Thomas S.....	do .....	49
Strathy, H. S., in trust.....	do .....	438
Stuart, Charles .....	Port Hope .....	14
Taylor, Samuel .....	Toronto .....	20
Taylor, Mrs. Margaret .....	do .....	24
Taylor, M. H., and E. Horton, Trustees .....	St. Thomas .....	13
Treble, Mary E.....	Toronto .....	50
Trees, Samuel .....	do .....	6
Tucker, David .....	Pickering .....	14
Vankoughnet, E. B. ....	Royal Navy .....	10
Wadsworth, Wm. R.....	Weston .....	10
Walker, James.....	Hamilton .....	20
Wallace, James .....	Brockville .....	11
Waugh, Mrs. J. S. ....	Hamilton .....	6
Weir, Mrs. M. M. ....	Folkstone, Eng. ....	61
Wilkes, A. J. ....	Brantford .....	2
Wilkie, D. R., Trustee.....	Toronto .....	4
Wright, Miss Jennie.....	do .....	4
	Total.....	55,960

SHARES PARTIALLY PAID.

Abbott, Hon. J. J. C.....	Montreal.....	50
Charlton, Catherine L.....	St. Johns .....	15
Cassidy, John L.....	Montreal.....	72
De la Bruère, Boucher .....	St. Hyacinthe .....	26
Elliott, John .....	Montreal.....	50
Fairbairn, John.....	do .....	10
Fauteux, P. A. ....	do .....	149
Fraser, John.....	do .....	500
Fraser Institute .....	do .....	665
Gibb, Charles .....	Abbotsford .....	1
Gibb, Mrs. Clarinda.....	Montreal.....	31
Gravel, Jean A. ....	do .....	35
Gilmour, James Y.....	do .....	150
Girard, Louis A. A., Executor of.....	do .....	24
Goold, Dorothea and Dora.....	do .....	4
Hall, F. A. ....	Perth.....	3
Hart, John S.....	do .....	2
Hearle, Mrs. C. M.....	Montreal.....	6
Holland, Richard .....	do .....	100
Irving, Thomas .....	do .....	25
Jones, W. D. B., Tutor.....	do .....	24

Merchants' Bank of Canada—*Concluded.*(Banque des Marchands du Canada—*Fin.*)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Kay, Wm. F.....	Phillipsburgh .....	505
Lamoureux, J., fils.....	St. Sebastien.....	9
Lyman, Mary C.....	Montreal.....	10
Menzies, James.....	Peterboro'.....	1
Moss, S. H., and J.....	Montreal.....	125
Moss, S. E., and Clara.....	do.....	32
McDonald, Rev. Malcolm.....	Stanstead.....	4
Macpherson, Henry.....	Owen Sound.....	7
Neelin, Wm.....	Carleton Place.....	5
Ostell, Jno., and J. W. Hopkins, Trustees.....	Montreal.....	37
Papineau, C. F.....	do.....	23
Perrault, Jeremie.....	do.....	5
Ramsay, A., and F. M. Paton.....	do.....	27
Rees, D. J.....	do.....	130
Redmond, Mary Ann.....	do.....	6
Richardson, Jos.....	Stratford.....	7
Rivers, J. W. B.....	Brockville.....	15
Seminary of St. Sulpice.....	Montreal.....	10
Sharpe, Geo., in trust.....	do.....	5
Simms, J. C.....	do.....	1
Smith, James F.....	Toronto.....	10
Taster, M.....	Montreal.....	50
Wallbridge, Hannah C.....	Belleville.....	2
Whitney, Mary B.....	Montreal.....	10
Wight, Mrs. Isabella H.....	do.....	1
Willard, Julia.....	Kingston.....	4
Winters, Lorenza.....	Pembroke.....	24
Wurtele, Edward C.....	Sorel.....	25
	Total.....	58,992

I hereby certify that the above list is true and correct to the best of my knowledge and belief.

Je certifie par le présent que la liste qui précède est correcte au meilleur de ma connaissance et croyance.

J. R. MUNRO,

*Transfer Clerk.*

## UNION BANK OF LOWER CANADA.

## (BANQUE UNION DU BAS-CANADA.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Adams, W.....	Montreal.....	10
Ahern, Daniel.....	Cape Cove, Gaspé.....	26
Alexander, Mrs. James.....	Malbaie, Gaspé.....	7
Allan, Sir Hugh.....	Montreal.....	60
Allan, Miss Fanny.....	Quebec.....	4
Alley, Hon. Charles.....	do.....	76
Amiot, Sévère.....	do.....	16
Antil, Jos., N.P.....	do.....	5
Antil, Jean-Marie.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	14
Anderson, Miss Constance.....	Montreal.....	5
Anderson, Elizabeth Magdalen (Wife of J. B. Forsyth).....	St. Colomb, Sillery.....	25
Andrews, Martha Sealy (Wife of Thomas Gale).....	Quebec.....	40
Andrews, Thomas.....	do.....	20
Andrews, Thos., in trust for Mrs. Jane Andrews.....	do.....	60
Antil, Marie Françoise (Wife of E. Antil).....	do.....	5
Antil, Edouard.....	do.....	10
Antil, Marie (Widow of late A. E. Tessier).....	do.....	2
Archiepiscopal Corporation of Quebec.....	do.....	125
Archiepiscopal Corporation of Quebec, Roman Catholic Mission Fund.....	do.....	75
Arel, Léon.....	do.....	10
Argue, James.....	do.....	2
Argue, Thos. H.....	do.....	7
Asylum of the Good Shepherd.....	do.....	2
Asylum of the Good Shepherd, Monsignor C. F. Cazeau, Procurator.....	do.....	18
Audette, Miss Adélaïde.....	do.....	2
Babin, Elizabeth.....	do.....	4
Bacon, Jos. Louis, M.D., in trust for Mrs. Joséphine Tétu.....	St. Thomas.....	21
Baile, John.....	Quebec.....	33
Baillargé, L. G.....	do.....	14
Baillargeon, Jules.....	do.....	2
Baker, Frs.....	do.....	6
Baker, Frs., Tutor for Napoléon Gendron.....	do.....	5
Ball, Rev. Thos. L.....	Maple Grove, Meg.....	10
Balzaretti, Mrs. M. E.....	Quebec.....	24
Baptist, Alex.....	Three Rivers.....	2
Baquet, Raymond.....	St. Michel.....	2
Barbeau, E. J., in trust.....	Montreal.....	2
Bates, W. J.....	Quebec.....	12
Bazin, Miss Marie Flavien.....	do.....	12
Beaudet, Rev. Louis.....	do.....	11
Beaudet and Chinic.....	do.....	3
Beaulieu, Jos. A.....	Lévis.....	15
Beaulieu, C. Gédéon.....	do.....	7
Beaulieu, Aug. Téléspore.....	do.....	19
Beaulieu, Thimolaüs.....	do.....	7
Beaulieu, Rev. T. E.....	Quebec.....	10
Bégin, D., N.P.....	Rimouski.....	45
Behan, Miss Mary.....	Quebec.....	2
Behan, Miss Ellen Mary.....	do.....	10
Bélanger, Henriette R. (Widow of late A. B. Sirois).....	do.....	4

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

## (Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Belleau, Sir N. F.	Quebec	30
Bender, Albert	St. Thomas, Mont	12
Bender, Prosper, M.D.	Quebec	10
Bernier, Rev. J. M.	St. Ferdinand	20
Bernier, Elmire (Wife of E. F. Balzaretto)	Quebec	5
Bernier, Miss Flavie	St. Thomas, Mont	4
Bettez, Henri	Three Rivers	5
Bigaouette, Clarisse (Wife of D. J. Montambault)	Quebec	4
Bilodeau, Louis	do	30
Blair, Robert	Grande Baie, Sag	60
Blais, Mrs. L. H.	St. Thomas, Mont	16
Blanchet, Miss Mélonie	Quebec	4
Blouin, D., Tutor for children Rebecca, Zoé, Octave and Joseph	do	1
Blouin, Miss Emilie	St. Jean, Ile d'Or	5
Bogue, Denis	Quebec	10
Bogue, Denis, in trust for Mrs. A. Bogue	do	6
Bogue, Mrs. A	do	2
Bonneau, Rev. E., in trust for Sisters of Charity.	do	10
Bonneau, Rev. E., in trust for Estate of Louis Godbout	do	28
Boucher, Théodore	Sault aux Récollets	12
Bourassa, F.	Lévis	2
Bourassa, Joseph	St. Romuald	6
Bowen, Jas., sen., in trust for Miss Gertrude Bowen	Quebec	4
Bowen, Jas. sen	do	34
Bowen, Charlotte Louisa Caldwell (Widow of late A. C. Buchanan)	do	2
Bowen, Mary Sophia	do	2
Bowen, Alicia Catherine Aubigny	do	2
Boxer, C. A.	Three Rivers	6
Boxer, Jemima, Charles Richard Fox Boxer, Theodore Hart, and Peter MacEwen, Exe- cutors	Quebec	1,107
Boyle, Edward, and Isabella Chambers, his Wife	do	12
Bradshaw, Myrrha H. (Wife of F. W. G. Austin)	Inverness, Meg	7
Bradshaw, Mrs. M. T.	Quebec	28
Bradshaw, Florence Margaret (Wife of H. T. Walcott)	do	9
Bradshaw, Robert Conner	Halifax, N.S.	11
Brady, Kate Ellen	New York	2
Breakey, John	Quebec	92
Breen, Michael	do	2
Brochu, Charles	do	170
Browne, Hugh	St. Joachim	8
Bruce, Maria	Quebec	23
Bruce, Robert	do	18
Brunelle & Frère, L.	Three Rivers	13
Budden, J. S.	Quebec	24
Budden, J. S., in trust for Miss Eleonore Wheeler	do	2
Budden, J. S., in trust for Miss Kate Wheeler	do	1
Budden, Wm	do	4
Budden, H. A., in trust	Montreal	75
Buchanan, John	St. Jean Chrysostôme	1
Bureau, J. N.	Three Rivers	20
Burland, G. B.	Montreal	11
Burnett & Co.	do	14
Butler, Simon	Quebec	20
Butler, Miss Emmelina, in trust	do	20

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec (La).....	Quebec.....	319
Campbell, Fanny (Widow of late Herbert Williams).....	Megantic.....	5
Cannon, E. G.....	Quebec.....	14
Cantillon, Joseph.....	do.....	10
Carrell, Wm.....	Boston, Mass.....	5
Carrière, J. Bte.....	St. Anseime.....	27
Cary, G. T.....	Quebec.....	4
Cary, G. T., in trust for Charlotte Isabella Cary	do.....	5
Carter, Wm. H.....	do.....	70
Carter, Wm. H., in trust for Lucy and Adery Carter	do.....	5
Casault, Hon. Judge Nap., in trust for Minors of Ad. Casault.....	do.....	3
Cazeau, Rev. C. F., in trust for Miss Josette Cazeau.....	do.....	12
Cazeau, Rev. C. F., in trust for Bishop Taché and Mrs. Gingras.....	do.....	14
Catellier, Laurent J., M.D.....	do.....	3
Cayer, Alexander.....	St. Raymond.....	3
Chapleau, Joseph.....	St. Paschal.....	18
Chapleau, Edouard.....	do.....	25
Charleson, J. B., in trust for Miss Jane Ebbs.....	Quebec.....	2
Chinic, Hon. E., President, in trust for La Banque Nationale.....	do.....	32
Cimon, Ernest.....	St. François-Xavier, Chicoutimi.....	3
Cinq-Mars, Charles.....	Quebec.....	26
Cinq-Mars, Charles, in trust for La Fabrique Notre Dame de Québec.....	do.....	10
Clapham, J. Greaves, in trust for Blanche and Margaret Clapham.....	do.....	1
Clapham, J. Greaves, in trust for Nora and Etta Clapham.....	do.....	1
Clapperton, Wm. H., and Chas. Cyr, Executors to Estate of late John Meagher.....	Carleton.....	30
Cloran, H. J.....	Montreal.....	18
Cloutier, L. A.....	Quebec.....	1
Cochrane, John.....	New Richmond.....	5
Cochrane, Miss Francis Hume, in trust for Cath. Sophia Mountain (Wife of Rev. A. W. Mountain).....	Quebec.....	10
Cooke, Mrs. Elizabeth.....	do.....	3
Coltin, Mrs. Martin.....	Belle Isle.....	13
Corporation Episcopale, Catholique et Romaine de Trois Rivières, (La).....	Trois Rivières.....	50
Corporation of the City of Québec.....	Quebec.....	803
Corriveau, Oct.....	St. Valier.....	1
Corriveau, Sophranie.....	Quebec.....	32
Costolow, Geo.....	do.....	20
Côté, Aug., in trust for Minors Côté.....	do.....	3
Côté, Chs. E. A.....	do.....	2
Côté, Miss Amilie.....	do.....	2
Côté, Emile.....	do.....	2
Couillard de Beaumont, Miss Julie.....	do.....	2
Couture, Louis Edouard.....	Lévis.....	20
County of Carleton, Municipality of the.....	Gaspé.....	24
Cousins, Miss Fanny.....	Montreal.....	5
Cramp, Thos.....	do.....	45
Cramp, Thos., in trust.....	do.....	16
Cramp, Miss Mary Ann.....	Wolfville, N. S.....	16



## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Crap, G. B.	Montreal	21
Cream, Wm.	Quebec	20
Cream, Mrs. Elizabeth A. C.	do	7
Crépault, Mrs. Léa.	do	1
Crofton, Mrs. E. K.	Halifax, N. S.	5
Cross, Henry.	Quebec	10
Cull, Thomas	do	34
Cumming, Mrs. Jane.	Colborne, Ont.	32
Davenport, Mrs. Frances G.	London, Eng.	10
Davidson, D.	Montreal	25
Davidson, Sarah Angelica.	Quebec	36
Davidson, Jemima.	do	36
Dean, James, in trust for Mrs. Gillespie.	do	12
Dean, Andrew Louis, George Dean, and Elizabeth Marion Dean	do	80
Dease, Matilda, Executrix.	Montreal	7
Delisle, N.	Pointe-aux-Trembles.	6
Demers, George.	St. Henri Station.	38
Derome, J. B.	Quebec	4
Derome, Mrs. Malvina Langevin.	Rimouski.	16
Déry, Odile (Widow of late J. B. Moffet).	Quebec	8
DeVillers, Frs X.	Lotbinière.	10
Dionne, Hon. E.	St. Anne de la Pocatière.	19
Dionne, Miss Françoise.	Quebec.	3
Dionne, J. B.	St. Giles.	26
Dionne, Narcisse.	do	20
Dobell, R. E.	Quebec	62
Donoghue, Miss E.	do	50
Doran, Wm.	do	32
Doucet, Rev. Narcisse.	St. Etienne, Malbaie.	11
Drolet, Rev. G. F. E.	Sillery.	13
Drolet, Rev. G. F. E., as Curé of St. Columba.	do	15
Drolet, Stanislas.	Quebec	18
Drum, S. Wilson.	do	7
Drum, Elizabeth Jane.	do	6
Drum, Isaac. Estate of.	do	7
Drum, Caroline.	do	7
Dubeau, J. B. Z.	do	2
Dufresne, Candide.	St. Thomas.	15
Dugal, Félix D.	Quebec	18
Duggan, W. E.	do	11
Dumas, Louis.	do	10
Dumas, Ferdinand.	do	13
Dumoulin, Sèvre.	Three Rivers.	15
Dunn, Miss Alma.	Quebec	30
Dunn, Miss Laura.	do	30
Dunn, Miss Mary.	do	30
Dunn, T. H.	do	55
Dunn, T. H., Executor, Estate of C. E. Dunn.	do	10
Dunn, T. H., in trust for C. W. S. Dunn.	do	40
Dyer, Wm.	do	20
Dynes, Joseph.	do	4
Eglauch, L.	Montreal.	23
Elliott, Jas.	do	50
Emslie, Jas.	Quebec	15
Erskine, John S.	Cumberland, Ont.	5
Evans, Miss Mary S.	Ottawa.	4
Fafard, Rev. Edouard, as Curé for la Fabrique St. Joseph.	Lévis.	20
Falardeau, Francis.	Sillery.	5
Falkenberg, Mary. (Wife of C. A. Pentland).	Quebec.	5

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Faraud, H., Bishop d'Anemour.....	River McKenzie.....	32
Fauvel, John B.....	Point St. Peter, Gaspé.....	6
Filer, George.....	Montreal.....	13
Fiset, L. J. C.....	Quebec.....	2
Fiset, L. J. C., in trust for Hon. L. Fiset.....	do.....	4
Fitzgerald, Johanna (Widow of late T. Lannen)	do.....	4
Fitzsimmons, Miss Elizabeth.....	do.....	2
Flanagan, Mrs. Mary, in trust for Miss Mary Flanagan.....	do.....	5
Flanagan, Mrs. Mary, in trust for Mrs. James A. O'Connor.....	do.....	128
Flanagan, Mrs. Mary, in trust for Margaret Ann Flanagan.....	do.....	5
Flynn, Edmund, Mayor of Percé, in trust.....	Percé.....	5
Flynn, M. E. J.....	Quebec.....	2
Fontana, Giovanni.....	Magdalen Islands.....	9
Forrest, Mrs. Clara.....	Sault-au-Cochon.....	38
Forsyth, Miss Annie Bell.....	Quebec.....	26
Fortier, G. N. A.....	Ste. Marie, Beauce.....	160
Fortier, G. N. A. and Mrs. Hermine E. Fortier, his Wife.....	do.....	10
Fortier, Dr. Jos. E.....	Quebec.....	100
Fortier, Jos. E., in trust.....	do.....	12
Fortier, R. A., Estate of.....	do.....	56
Fortin, Hon. P.....	do.....	20
Fortin, Iréné.....	do.....	20
Fortin, Rev. M.....	Cap Santé.....	5
Foster, George King.....	Richmond.....	14
Fournel, Augustin.....	Quebec.....	11
Fournier, Miss Philomène.....	do.....	3
Fraser, Mrs. Mary Forsyth (Wife of Lieut.-Col. Reeve).....	do.....	10
Fraser, Mrs. Christina.....	Inverness, Scot.....	18
Fraser, Alex.....	Quebec.....	18
Frémont, Mrs. Cécile Panet.....	do.....	15
Frémont, Jules Taschereau.....	do.....	5
Frenette, F. X.....	do.....	10
Frothingham, Miss Mary L.....	Montreal.....	13
Gagné, Miss Nathalie.....	Quebec.....	1
Gagnon, Gédéon.....	do.....	27
Gale, John V.....	do.....	2
Gamache, Mrs. E.....	Cap St. Ignace.....	12
Gariépy, Mrs. L. B.....	Quebec.....	10
Garneau, Félix.....	do.....	4
Garneau, Mrs. Julie Geneviève, Tutrix.....	do.....	9
Gaspé Bay North and Sydenham South, Munici- pality of.....	Gaspé.....	12
Gauthier, N.....	St. Thomas, Mont.....	8
Gauvin, Jos.....	Quebec.....	6
Gauvreau, J. Ferdinand.....	do.....	45
Geggie, David H.....	do.....	3
General Hospital, Ladies of the.....	do.....	101
Gibb, James.....	do.....	105
Gibb, James, Estate of.....	do.....	80
Gibb, Marlon (Wife of Alex. Gibson).....	do.....	6
Gibson, W. C.....	do.....	4
Gignac, Ol.....	Sillery.....	5
Girard, W. H.....	Malbaie, Gaspé.....	4
Girouard, T.....	Quebec.....	73
Giroux, Edmond.....	do.....	50
Giroux and Frère, E.....	do.....	23

Union Bank of Lower Canada—*Continued.*(Banque Union du Bas-Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Giroux, Miss Henriette.....	Quebec .....	16
Godin, J. N.....	Three Rivers.....	5
Goodfellow, Jane (Widow of late Charles Timmony).....	Quebec.....	5
Gosselin, Rev. Aug. H.....	Ste. Jeanne de Neuville.....	6
Gourdeau, Délima M (Widow of late George Campbell).....	Quebec.....	10
Gravel, Jean Adolphe, in trust.....	Montreal.....	20
Green, Jas. A.....	Quebec.....	2
Green, Jas. A., in trust.....	do .....	3
Green, Helena.....	do .....	35
Griffin, Jas.....	Montreal.....	12
Guillet, Valère.....	Three Rivers.....	10
Gunn, Frs.....	Quebec.....	40
Gurry, Jas.....	South Quebec.....	16
Hacquoil, Frs.....	Gaspé.....	20
Hagan, Elizabeth.....	Quebec.....	3
Hagar, Charles.....	Montreal.....	15
Hale, E. J.....	Quebec.....	352
Hale, E. J., in trust.....	do .....	3
Hale, E. J., in trust for Mary Sophia Bowen .....	do .....	50
Hale, E. J., and W. D. Campbell, in trust .....	do .....	6
Hale, E. J., Executor Estate of E. Hale.....	do .....	150
Hall, Mrs. Lucretia (Widow of late Frs. Austin).....	do .....	8
Hall, Jno. S.....	Montreal.....	5
Hall, Mrs. Mary.....	Quebec.....	150
Hamel, Théophile, Estate of.....	do .....	5
Hamel, Mrs. Théophile.....	do .....	2
Hamel, Miss Mary Ann.....	Lévis.....	8
Hamel, C. N., in trust for Misses Emilie and Eléonore Ledroit.....	Quebec.....	4
Hamelin, Rev. J. R. L.....	do .....	10
Hardy, Charles.....	do .....	1
Harper, Louis George.....	Percé.....	13
Hart, E. M.....	Three Rivers.....	65
Hawkins, Thos.....	Quebec.....	14
Hawtayne, Capt. W. H. W.....	do .....	12
Healy, Mary.....	Portland, Me.....	2
Hearn, Hon. John.....	Quebec.....	15
Henchey, P.....	do .....	38
Henchey, P., in trust for Wife Mary Henchey.....	do .....	13
Henderson, Gideon Arthur, Martha Hird Henderson, Margaret Elizabeth Henderson, Eleanor Dawson Henderson, and John McNaughton, as Tutor of Walter Henrick Henderson.....	do .....	2
Henry, J. W.....	do .....	91
Higgins, Miss C. M. J.....	do .....	3
Higgins, Elizabeth.....	Montreal.....	5
Hodgson, Mrs. Emily S.....	Stourbridge, Eng.....	5
Hodgson, Rev. Jno., Executor of.....	do .....	5
Holland, Nancy Ann.....	Quebec.....	4
Holt, George H.....	Gaspé.....	15
Holt Mrs Ellen.....	do .....	4
Holt, Matilda Louisa.....	Quebec.....	15
Holt, Emily Ann.....	do .....	15
Holt & Dean.....	do .....	7
Home, William.....	do .....	21
Home, Mrs. Mary.....	do .....	155
Hôpital du Sacré Cœur de Jésus .....	do .....	1
Hookes, Isaac.....	do .....	8
Hossack, William.....	do .....	16

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Hudon, T.....	Quebec.....	11
Hunt, Mrs. M. C.....	do.....	10
Hunt, Weston.....	do.....	6
Huot, Philippe.....	do.....	20
Irvine, Hon. Geo.....	do.....	41
Irvine, Hon. Geo., in trust.....	do.....	55
Irvine, Hon. Geo., in trust for the Municipality of the Township of Leeds.....	Megantic.....	23
Irvine, Hon. Geo., in trust for Mrs. Alice Duff..	Quebec.....	36
Irvine, Hon. Geo., in trust for the Municipality of Halifax South.....	do.....	17
Isbester, Jas.....	Ottawa.....	15
Jackson, Mrs. M. LeB.....	Quebec.....	2
Jacobs, B.....	Montreal.....	175
Jameson, Mrs. Frances.....	Quebec.....	200
Jameson, Hugh.....	Leeds Village, Megantic.....	15
Jeffery, W. H., and H. D. Powis, Trustees for Bridget Power.....	Quebec.....	8
Jennings, Patrick.....	do.....	30
Jones, Edwin.....	do.....	20
Joseph, Abraham.....	do.....	46
Joseph, Montefiore.....	do.....	2
Joseph, J. Hy.....	Montreal.....	179
Jourdain, Aug.....	Quebec.....	10
Jourdain, Marie H.....	do.....	5
Kaulbach, Mrs. M. S.....	Truro, N.S.....	9
Kennedy, Oliver.....	Quebec.....	5
Kenny, Catherine (Widow of the late W. J. Saul).....	do.....	11
Ker, Mrs. Lucy Johnson.....	Gaspé.....	10
King, Henry.....	South Quebec.....	45
King, James.....	Quebec.....	4
Kinnear, Jas.....	Kinnear's Mills.....	20
Kinnear, Wm.....	do.....	1
Kinnear, Jas., jun.....	do.....	2
Kirouac, Frs., in trust for l'Union St. Joseph ...	Quebec.....	25
Kirwin, Jno.....	Sillery.....	12
Knowles, Chas.....	Quebec.....	2
Labarre, Elizabeth E. (Wife of Hon. H. G. Mailhot).....	Three Rivers.....	6
Laberge, Oct.....	Ange Gardien.....	4
Labrie, Miss Françoise.....	Quebec.....	1
Labrie, Miss Françoise, in trust for Miss Ursule Nadeau.....	do.....	3
Labrie, Céline (Wife of Paul Dubé).....	do.....	1
Lacerte, Miss Marie D.....	Lévis.....	1
Lacerte, Narcisse.....	do.....	11
Lachance, Louis H.....	St. Michel.....	6
Lacombe, Miss Séraphine.....	do.....	5
Lafleur, Siméon.....	St. Antoine de Tilly.....	4
Lamad, Ferdinand.....	L'Islet.....	4
Lamontagne, Marie E.....	Montreal.....	15
Langevin, Jean Pierre Frs. Laforce, Bishop of...	Rimouski.....	5
Langevin, Marie Louise, minor child of Alf. Langevin.....	Quebec.....	5
Langevin, Miss Marie.....	Rimouski.....	16
Langevin, Sir H. L., C.B.....	Quebec.....	165
Langevin, C. F., Estate of.....	do.....	80
Langlois, Miss Délima.....	do.....	2
Lapointe, L. M.....	do.....	22

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Lardier, Augustine H. (Widow of M. L. Amou- roux).....	Quebec.....	15
Larochelle, Vve. Maria C.....	do.....	13
Larue, Eleusippe.....	do.....	53
Laurie, Archibald.....	do.....	40
Lavergne, Adéline.....	St. Romuald.....	1
Leacock, Mrs. Annie S. D.....	Quebec.....	7
Leaycraft, Mrs. Mary C.....	do.....	15
LeBoutillier, Mrs. R. J.....	do.....	4
Leclerc & Letellier.....	do.....	10
Leclerc, Miss Julie.....	St. Michel.....	1
Leclaire, J. V. Alphonse.....	Montreal.....	8
Leclaire, Sophie E. (Wife of P. A. O. Archam- bault).....	do.....	10
Leclaire, Jean.....	do.....	45
Lefrançois, Epiphane.....	Quebec.....	4
Légaré, Rev. A. J. J.....	do.....	4
Lelièvre, Mrs. Hélène.....	do.....	38
Lelièvre, Mrs. Kate.....	do.....	2
LeMarquand, Chas.....	Point St. Peter, Gaspé.....	4
LeMay, Germain.....	Ste. Croix.....	6
Lemieux, Narcisse.....	Quebec.....	56
Lemieux & Noël, N.....	do.....	46
Lemieux, Jeanne de Chantal.....	do.....	12
Lemieux, C. E., M.D.....	do.....	11
Lemieux, C. E., M.D., in trust for Minors O. E. Paradis.....	do.....	9
Lemieux, Zoé Martilde (Wife of H. N. Michon).....	Lévis.....	13
Lemoine, J. M.....	Quebec.....	40
Lemoine, Mrs. J. M.....	do.....	16
Lennon, Jas.....	do.....	18
Lennon, Annie.....	do.....	8
Leslie, Mrs. Mary.....	do.....	15
Lessard, Louis.....	do.....	2
Lessard, Louis, Sec-Treas., in trust for the Que- bec Permanent Building Society.....	do.....	3
LeSueur, R., in trust.....	do.....	2
Létarte, Mrs. A.....	St. Valier.....	8
Léveseur, P. O.....	St. Jean des Chaillons.....	13
Lévêque, Miss H.....	Quebec.....	16
Lèvesque, Miss A.....	Montreal.....	14
Levy, Mrs. Rosetta.....	Quebec.....	50
Lindsay, E. B.....	do.....	16
Lindsay, E. B., in trust for Estate of Mrs. E. B. Lindsay.....	do.....	5
Lindsay, E. B. in trust for Geo. E. Lindsay.....	do.....	6
Lindsay, Mrs. Eliza L.....	do.....	1
Logie, Jas.....	Montreal.....	6
Logie, D., Estate of.....	Quebec.....	16
Lomas, Robt.....	do.....	31
Louis, J.....	do.....	20
Lynch, Susannah (Widow of the late E. Quinn).....	do.....	235
Macadams, Miss Mary Jane.....	do.....	28
MacDougall Bros.....	Montreal.....	66
MacDougall, D. L.....	do.....	18
MacEwen, P.....	Quebec.....	100
MacKay, Jos.....	Montreal.....	57
MacKay, Edward.....	do.....	50
MacNaughton, Jno.....	Quebec.....	2
Macnider & Co., Jas.....	do.....	49
Macnider & Co., Jas., in trust.....	do.....	67

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

## (Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Maguire, Frances A. (Widow of the late Hon. Judge Maguire).....	Quebec .....	40
Maheux, N.....	do .....	13
Mailley, Rev. Jules.....	Besançon, France.....	11
Martel, Marie.....	Quebec .....	5
Mason, Marie Louise (Widow of the late Cyrille Delagrave).....	do .....	21
Maxham, A.....	do .....	4
Mayrand, Jos. E.....	Three Rivers .....	6
Megill, B.....	Montreal.....	5
Meiklejohn, Jas.....	Quebec .....	26
Méthot, Leandre.....	Cap St. Ignace.....	14
Miller, Wm.....	Quebec .....	4
Moffat, Walter, M.D.....	Pensacola .....	23
Moffet, Alfred.....	Quebec.....	35
Moffet, Alfred, Tutor for Miss Emilie Tanguay.....	do .....	5
Moncel, G. N., in trust for Robert Felix Antoine and Jean Ernest Alex. Bruyère.....	Montreal.....	132
Montgomery, Mary J.....	do .....	1
Montzambert, Mrs. Alice L.....	Quebec .....	46
Montminy, Oct.....	St. Agapit .....	15
Montreal City and District Savings Bank.....	Montreal.....	295
Moat, R. and J.....	do .....	28
Moore, Mary (Widow of late John Hanafin).....	Quebec .....	24
Moran, Peter.....	Prescott .....	20
Morgan, Elizabeth.....	Quebec .....	2
Morency, Miss Césaire.....	do .....	1
Morrin, Mrs., Estate of.....	do .....	87
Morisset, Louis.....	do .....	19
M. risset, Rev. F.....	do .....	3
Mossman, Joseph.....	do .....	17
Muir, Mrs. Sophia Place.....	do .....	5
Muir, George B.....	Montreal.....	20
Mulholland, R.....	Quebec .....	8
Municipality of Maria.....	Gaspé .....	42
Municipality of Etang du Nord.....	Magdalen Islands.....	10
Municipality of Havre aux Maisons.....	do do .....	12
Murphy, Mrs. Margaret.....	Quebec .....	1
Murray, Rev. Wm.....	Campbellton, N.B.....	23
Murray, Rev. W., in trust for Louisa Murray.....	do .....	17
Murray, Rev. W., in trust for A. T. Murray.....	Fiji Islands .....	12
McConnell, A. B.....	Quebec .....	4
McDougall, Mrs. Susan McLeish.....	do .....	10
McGie, Kate (Wife of Edward H. Ahern).....	do .....	5
McGrath, Mrs. Widow Mary.....	do .....	9
McGreevy, Hon. Thos.....	do .....	66
McGreevy, Hon. Thos., in trust for Children.....	do .....	40
McHarg, John.....	Kinnear's Mills.....	5
McKenzie, Annie.....	Quebec .....	26
McLaughlin, Frs.....	do .....	10
McMillan, Mary Ann Jane (Widow of late P. Bender).....	do .....	22
McSweeney, Dan.....	do .....	22
Nairne, Mrs. K.....	do .....	55
Nash, F.....	Montreal.....	6
Neilson, Dr. H.....	Quebec .....	2
Nelson, Jas.....	do .....	1
Newton, W. J.....	do .....	13
Nicols, Mrs. Harriet M.....	Montreal.....	46
Noël, Lazare.....	Quebec.....	39
Nolet, Christine (Widow of late Michel Morin).....	do .....	2
	215	

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Normand, Edouard.....	Three Rivers.....	18
O'Brien, M.....	Quebec.....	18
O'Brien, Mrs. Widow Patrick.....	Sillery.....	4
O'Brien, Wm.....	Indian Cove.....	8
O'Connor, Hy., Sec.-Tres. St. Bridget's Asylum.....	Quebec.....	5
O'Donnell, Jas.....	do.....	10
O'Donohue, Mrs. Widow Thomas.....	do.....	20
O'Donohue, John.....	do.....	40
Oliver, F.....	do.....	4
O'Meara, Miss H. M.....	do.....	45
O'Meara, C. H.....	Ottawa.....	19
O'Meara, D. D.....	Quebec.....	15
O'Meara, D. D., in trust for Estate of late Mrs. O'Meara.....	do.....	36
Orr, John.....	St. Patrick, Lotbinière.....	6
Panneton, P. E.....	Three Rivers.....	2
Paquet, Joseph.....	Quebec.....	11
Paquet, Rev. A. C. H.....	Sté. Pétronille.....	2
Paradis, Etienne.....	Quebec.....	4
Paradis, Rev. Edmond.....	do.....	2
Parant, Louis.....	do.....	38
Paré Marguerite (Widow of E. Boudreau).....	Three Rivers.....	10
Patterson, Isabella Robinson.....	Quebec.....	2
Paterson, Clara Cook (Wife of Wm. Ritchie)....	Montreal.....	5
Patton, Miss Annie.....	do.....	37
Patton, Miss Agnès.....	do.....	37
Patton, Miss Isabella.....	do.....	38
Patton, Duncan.....	do.....	5
Pelletier, Hon. C. A. P.....	do.....	3
Pelletier, J. E. C., N.P.....	do.....	4
Pelletier, Mrs. C. P.....	do.....	13
Pemberton, Miss Caroline H.....	London, Eng.....	60
Pemberton, G. T., and Montizambert, C. E., Trustees.....	Quebec.....	30
Pemberton, Miss Sophia.....	London, Eng.....	60
Pentland, Charles.....	Quebec.....	15
Pentland, Charles, in trust.....	do.....	18
Pentland, C., and G. B. S. Young, Trustees for Mrs. E. T. Russell.....	do.....	6
Pentland, Mrs. Catharine Zoé.....	do.....	31
Pentland, C. A.....	do.....	4
Pentland, Mrs. Mary Ann Allen, in trust.....	do.....	25
Pentland, Hilda Mary Falkenberg.....	do.....	6
Perreault, Matilde (Wife of P. B. Casgrain).....	do.....	30
Petry, W. G., in trust.....	do.....	5
Petry, W. G., in trust for John Connor.....	do.....	4
Phillips, Mrs. Louisa R. (Wife of W. O. Carlisle, R. A.).....	do.....	31
Phillips, George T.....	do.....	12
Phillips, Miss Mary C.....	do.....	21
Phillips, Miss Isabella A.....	do.....	21
Picard, Pierre.....	do.....	4
Pichette, Léocadie M.....	do.....	3
Pope, Lieut.-Col. Jas.....	do.....	20
Pope, Lieut.-Col. Jas., in trust for Mrs. Harriet S. Pope.....	do.....	2
Pope, Lieut.-Col. Jas., in trust for Miss Louisa Flora Pope.....	do.....	2
Pope, Emily Charlotte (Wife of Geo. Whitaker).....	Shanty Bay, Ont.....	2
Pope, Richard.....	Ottawa.....	20
Poston, Wm., Estate of.....	Quebec.....	66

Union Bank of Lower Canada—*Continued.*  
(Banque Union du Bas-Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Prevel, George .....	Gaspé.....	9
Price, E. J. ....	Quebec.....	190
Price, Miss Jane M. ....	do .....	36
Price, Miss C. J. ....	do .....	219
Price, Hon. D. E. ....	do .....	65
Proulx, Sam. ....	St. Thomas, Mont.....	5
Proulx, Adolphe.....	Quebec.....	20
Quinn, Wm. ....	do .....	56
Quirouet, Catharine M. (Widow of late Thomas Casault).....	do .....	3
Ramsay, Mrs. Widow Jane.....	do .....	20
Rankin, Georgina Eden.....	do .....	18
Rankin, Henry Herbert Davidson.....	do .....	17
Ratté, L. O. ....	Méthot's Mills.....	10
Rawsthorn, Mrs. Jane (Wife of Jonathan Earl). ....	Megantic.....	5
Reeve, Lieut.-Col. T. J. ....	Quebec.....	29
Renfrew, Geo. R., in trust.....	do .....	32
Richard, Jean .....	do .....	23
Riipel, Louis J. ....	do .....	1
Riipel, Louis J., in trust for the Municipal Corporation of Caplan.....	Caplan.....	12
Richardson, J. Okill.....	Quebec.....	3
Robertson, James.....	Montreal.....	25
Robertson, H. ....	do .....	20
Robertson, David.....	Quebec.....	78
Robinson, Anne.....	do .....	10
Robinson, Anne, Executrix of Estate of late W. Robinson.....	do .....	30
Robinson, Eliza .....	do .....	10
Robinson, Jane (Wife of Wm. McAdams).....	Newton, Mass.....	10
Robitaille, Hon. Theod., in trust for the Municipality of Hamilton.....	Hamilton .....	21
Robitaille, Dr. Ol. ....	Quebec.....	40
Robitaille, Mrs. Emma Theodore.....	New Carlisle.....	7
Robitaille, Mrs. Justine (Wife of L. J. Riipel)....	Quebec.....	72
Roche, Jno., in trust for Widow P. O'Brien.....	do .....	5
Roman Catholic Episcopal Corporation of St. Germain de Rimouski.....	Rimouski.....	2
Ross, Miss Harriet Jane .....	Quebec.....	4
Ross, Miss Frances Eveline.....	do .....	4
Ross, Willoughby Sewell.....	do .....	3
Ross, John .....	do .....	4
Ross, Harriet Jane, Frances Eveline, Willoughby Sewell and John, heirs of Eliza Janet Ross .....	do .....	10
Ross, W. C. ....	Hopetown, Bon. ....	2
Ross, Jas. Gibb, in trust .....	Quebec.....	23
Ross, A. D. ....	do .....	20
Rouillard, Miss Emilie.....	do .....	1
Rousseau, Ed., M. D. ....	do .....	41
Rousseau, Miss Marie Ursule.....	do .....	2
Roussel, Antoine.....	Island of Orleans.....	2
Routh, F. A., in trust for Sir R. J. Routh.....	Montreal.....	9
Roy, Mrs. A. F. ....	Quebec.....	36
Roy, Mrs. A. F., in trust for Mrs. A. Boucher....	do .....	5
Roy, S., M. D. ....	St. Jean Port Joli.....	12
Roy, F. W. ....	Quebec.....	17
Roy, Ludger.....	St. Valier.....	13
Roy, Adolphe, in trust .....	Montreal.....	125
Roy, Mrs. Joseph .....	Ste. Hélène, Ham.....	10
Russell, Dr. R. H. ....	Quebec.....	3
Russell, Dr. R. H., in trust for Annie Russell.....	do .....	1



## Union Bank of Lower Canada—Continued.

## (Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Russell, Dr. R. H., in trust for Henrietta Russell	Quebec	1
Russell, Mrs. Fanny E.	do	2
Sarison, Léon	do	15
Sax, Rev. P.	do	4
Schmitt, Mrs. Christina	do	10
Scott, H. S.	do	32
Scott, W. W.	do	68
Scott, W. W., in trust for Wm. Baptist Scott	do	10
Scott, W. W., in trust for Jane Hathaway Scott	do	10
Scott, W. W., in trust for Hannah Eliza Scott	do	10
Scott, Mrs. Catharine	do	37
Séminaire de Québec	do	100
Séminaire de Québec, in trust	do	50
Sewell, Mrs. Henrietta C.	do	119
Sewell, Dr. Jas. A.	do	37
Sewell, Rev. Edmund W.	London, Eng.	10
Sewell, Rev. H. D.	Quebec	63
Sewell, Florence D.	do	4
Sharples, Charles	do	10
Sharples, Mrs. Euphemia	do	16
Sharples, Mrs. Honoria Ann	do	63
Sharples, Hon. J., Executor of Estate of late M. Harty	do	10
Sharples, John, jun.	do	10
Sharples, Hon. J., in trust for Hy. H. Sharples	do	10
Sharples, Hon. J., in trust for son Archibald	do	10
Sharples, Wm.	do	49
Sharples, Wm., in trust for Mrs. Wm. Sharples	do	120
Sharples, Wm., John Sharples and R. Alleyn, Trustees for Honoria Ann Sharples	do	341
Sharples, Wm., and R. Alleyn, in trust for Honoria Ann Sharples (Wife of E. Duchesnay)	do	82
Sharples, Chas., in trust for his son John James Sharples	do	5
Sharples, Chas., in trust for his son Chas. Alleyn Sharples	do	5
Shaw, S. J.	do	54
Shaw, Alice Charlotte (Wife of G. H. Balfour)	do	1
Shea, Miss Catherine	do	13
Sheppard, W. G.	do	4
Simard, Etienne, N.P.	St. Romuald	34
Simmons, J. H.	Lévis	70
Simons, John	Quebec	7
Sims, Sarah Walker (Wife of Geo. Veasey)	do	10
Sirois, L. P., N.P.	do	2
Sisters of Charity	do	43
Sisters of Charity	Carleton	5
Sisters of Charity	St. Nicholas	10
Sisters of Charity	Lévis	13
Sisters of Charity	Cacouna	5
Slous, John, in trust for Miss Jane Slous	Gaspé	3
Smith, John	Inverness, Meg.	5
Smith, Mrs. Rebecca	Quebec	2
Smith, H. Fowle	do	12
Smith J. Murray	Montreal	260
Smyth, Miss Rebecca	Quebec	3
Société Bienveillante des Ouvriers (La)	do	5
Stafford, L.	do	24
Stewart, Robert	Megantic	4
Stewart, Mrs. Mary Frances (Widow of the late Henry Lemesurier)	Kensington, Eng.	30

## Union Bank of Lower Canada—Continued.

(Banque Union du Bas-Canada—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Stewart, Duncan.....	Inverness, Meg.....	2
Stewart, E. H.....	Montreal.....	16
Storey, John.....	Quebec.....	13
Strange, Lieut.-Col. T. B. ....	do.....	6
St Bridget's Asylum.....	do.....	21
St. Patrick's Literary Institute.....	do.....	10
Swift, H.....	do.....	50
Taché, His Grace Archbishop of Manitoba.....	Manitoba.....	20
Taché, Lady Sophie.....	St. Thomas, Mont.....	11
Tardif, M., in trust for Wm. H. Tardif.....	Quebec.....	11
Tavernier, Mrs. Rosalie, tutrix, in trust for Marie Corinne Amanda Deschamps and Napoléon Aldéric Deschamps, minors.....	Montreal.....	17
Tessier, Marie, Sophie and Emilie.....	Quebec.....	57
Tétu, Vital.....	do.....	18
Tétu, Vve. Magloire.....	St. Thomas, Mont.....	17
Tétu, Edouard.....	do.....	6
Thibaudeau, Hon. I.....	Quebec.....	32
Thivierge, Rev. P. N.....	Bonaventure.....	25
Thomson, D. C.....	Quebec.....	187
Thomson, D. C., in trust.....	do.....	14
Thomson, Frederick C. B.....	do.....	38
Thomson, Andrew.....	do.....	165
Thomson, T. H.....	do.....	115
Thomson, Andrew, in trust.....	do.....	490
Thomson, Miss Isabella.....	do.....	6
Thomson & Scougall.....	do.....	61
Thompson Wm.....	Leeds, Meg.....	8
Thompson, Dr. W.....	do.....	2
Timmony, James, John Timmony, and Mary Jane Timmony.....	Quebec.....	5
Torrance, Hon. F. W.....	Montreal.....	7
Torrance, J.; and J. Dillon, in trust.....	do.....	1
Tucker, James.....	Quebec.....	15
Turcot, Mrs. Marguerite.....	do.....	2
Turcot, Francis.....	do.....	3
Turcot, George.....	do.....	2
Turcotte, Mrs. M. E. J.....	Three Rivers.....	1
Turnbull, Lieut.-Col. J. F.....	Quebec.....	51
Turnbull, Mrs. Elizabeth.....	do.....	102
Vallerand, F. O.....	do.....	10
Vallière, P.....	do.....	21
Veasey, Geo., Executor.....	do.....	15
Veasey, Geo., Executor of Estate of E. Poston ...	do.....	198
Vézina, H.....	do.....	10
Vézina, Louis.....	do.....	10
Verret, A. H., in trust for Joséphine Cauchon (Wife of P. L. Gauvreau).....	do.....	4
Verret, A. H., in trust for Joseph Cauchon, Jun..	do.....	4
Vézina, F. R. A.....	do.....	1
Vézina, F. R. A., in trust for La Caisse d'Econ- omie Notre-Dame de Québec.....	do.....	173
Vézina, F. Cashier.....	do.....	18
Vézina, F., in trust for the Quebec Permanent Building Society.....	do.....	10
Vézina, F., in trust for La Caisse d'Economie Notre Dame de Quebec.....	do.....	115
Von Exter, Jno.....	do.....	113
Von Iffland, Elizabeth.....	do.....	20
Von Iffland, Mrs. Harriet S.....	do.....	2
Von Iffland, Rev. A. A.....	do.....	6

Union Bank of Lower Canada—*Concluded.*(Banque Union du Bas-Canada—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Voyer, Henry.....	Stanford.....	6
Wainwright, G. H. R.....	Montreal.....	2
Walker, Wm., Official Assignee, in trust.....	Quebec.....	5
Walsh, T. J., in trust.....	do.....	4
Walsh, T. J., in trust for Mary and Jas. Walsh..	do.....	2
Walsh, Jno.....	Baie des Chaleurs.....	20
Webster, Miss Margaret D.....	Quebec.....	1
Webster, C. C. and P. MacEwen, Trustees.....	do.....	70
Weippert, F.....	do.....	33
Weippert, Mrs. F.....	do.....	5
Weich, Hy. W., Executor of Estate of late Wm. Drum.....	do.....	36
Whalen, Mary (Wife of Wm. Quinn).....	do.....	36
White, Wm.....	do.....	55
White, Wm., in trust.....	do.....	10
White, Miss Alice.....	do.....	6
Witfield, Geo.....	Iberville.....	7
Whyte, Jno.....	Leeds Village.....	10
Wilson, A.....	Quebec.....	6
Winn, Martin.....	do.....	12
Wood, W. F., Hon. Geo. Irvine, and W. G. Petry, Trustees for Mrs. C. F. L. Wood (Wife of M. B. Irvine).....	London, Eng.....	24
Wood, Robert.....	Montreal.....	29
Wright, Mrs. Rosalie.....	Magog.....	2
Wurtele, R. H.....	Quebec.....	1
Wurtele, Miss Magdalen.....	do.....	2
Wurtele, Miss M. G. L.....	do.....	1
Wurtele, Frederick C., in trust for Charlotte F. Wurtele.....	do.....	4
		20,000

G. H. BALFOUR, *Inspector.*

## BANQUE VILLE-MARIE.

## (VILLE-MARIE BANK.)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Actions en Suspens.....		265
Amiot, Sophie.....	Montréal.....	5
Amiot, Antoine.....	do.....	5
Archambault, Melina.....	do.....	8
Archambault, Cyprien.....	Terrebonne.....	10
Archambault, Alexandre.....	L'Assomption.....	16
Archambault, Camille.....	do.....	3
Archambault, Georgiana.....	do.....	12
Archambault, Jos. Azaire.....	Sherbrooke.....	2
Archambault, Jos. Louis.....	Montréal.....	1
Archambault, Hon. Louis enf. C.).....	L'Assomption.....	517
Archambault, P. A. Oscar.....	do.....	28
Archambault, Tancrede.....	do.....	31
Archambault, Zep.....	do.....	12
Aubrey, Rev. Fortunat.....	St. Jean, Dor.....	12
Baxter, James.....	Montréal.....	28
Beaudoin, Alexandre.....	St. Roch.....	11
Beaudry, L. Z.....	Trois-Rivières.....	2
Beaudry, Narcisse.....	Montréal.....	6
Beauregard, Rev. Jos.....	St. Mathias.....	21
Béland, Edouard.....	St. Barthélemi.....	25
Béland, Honoré.....	Louisville.....	3
Béland, J. B.....	do.....	5
Belanger, J. O.....	Maskinongé.....	10
Belcourt, Jos. Ludger.....	St. Antoine.....	2
Beliveau, Siméon.....	Montréal.....	2
Bergeron, O J.....	Larochelle.....	1
Berthelot, M. Anasthasie.....	Montréal.....	2
Berthelot, M. Angélique.....	do.....	3
Bistodeau, G. E.....	St. Maurice.....	1
Blondin, J. Alphonse.....	do.....	1
Blondin, J. Achille.....	Bécancœur.....	2
Boucher, Léocadie.....	Montréal.....	5
Boulet, Michel S.....	do.....	10
Bournival, Thos.....	Trois-Rivières.....	1
Bouthiller, Flavien.....	.....	5
Brien, dit Durocher T.....	.....	5
Brisette, Rev. Joseph.....	St. Timothé.....	25
Brossard, Julien.....	Laprairie.....	6
Brunelle, Uldéric.....	St. Etienne.....	1
Brunelle, Ludger.....	Gentilly.....	1
Buisson, L. F. T.....	Trois-Rivières.....	1
Bureau, Jos. Nap.....	do.....	13
Carignan, Onésime.....	do.....	1
Caron, George.....	St. Léon.....	20
Caron, Edouard.....	Louisville.....	8
Casgrain, P. Frs.....	Montréal.....	25
Cazeneuve, Eugénie.....	L'Assomption.....	2
Champoux, Claire S.....	St. Barthélemi.....	3
Chaput, Léandre.....	Montréal.....	21
Charbonneau, Napoléon.....	Trois-Rivières.....	1
Charland, George.....	.....	2
Chevalier, Alphonsine.....	.....	1
Chevrefils, Mathilde.....	Ste. Anne du Bout de l'Île.....	5

Banque Ville-Marie—*Suite.*  
(Ville-Marie Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Cook, Richard S.....	Trois-Rivières.....	1
Cormier, Camille.....	L'Assomption.....	15
Cormier, Moïse.....	Point du Jour.....	5
Cormier, Urgel.....	L'Assomption.....	5
Coursolles, M. Emma.....	Ottawa.....	5
Craig, Adolphe.....	Montréal.....	3
Cressé, A. Pierre.....	Nicolet.....	2
Dagenais, Thomas E.....	St. Edouard.....	8
Dagneau, Napoléon.....	Trois-Rivières.....	1
Dauth, Gaspard.....	Côteau du Lac.....	10
David, David.....	Montréal.....	2
Davie, Joseph G.....	do.....	40
Darche, Louis Moïse.....	Chambly.....	5
Descarie, Jean.....	Montréal.....	10
Delisle, Elzéar.....	do.....	1
Denis, Dieudonné.....	St. Cuthbert.....	20
Denoncourt, N. Lefebvre.....	Trois-Rivières.....	1
Desaulniers, L. Thomas.....	do.....	1
Désilets, Gédéon.....	do.....	1
Desjardins, Alp. (enf. C).....	Montréal.....	97
Désorcy, Pierre.....	St. Hugues.....	2
DeTonnancour, L. C.....	Montréal.....	6
Dorion, P. A. Adélar.....	do.....	56
Doutre, Joseph.....	do.....	19
Dubois, N. H.....	Acton Vale.....	83
Dubord, Alexis.....	Montréal.....	84
Dubord, Elizabeth.....	do.....	2
Dubord, Alphonse.....	do.....	2
Dufort, Jean B.....	Montréal.....	60
Dufresne, Athanase.....	D'Eschambault.....	2
Dufresne, Georges B. R.....	Trois-Rivières.....	2
Dufresne, Ephrem.....	do.....	1
Duguay, J. Nestor.....	Baie du Febvre.....	2
Dumas, Arthur.....	Terrebonne.....	10
Dumesnil, Georges H.....	Montréal.....	16
Dumoulin, Sévère.....	Trois-Rivières.....	4
Durand, Louis J.....	Montréal.....	10
Dupras, Calixte.....	do.....	15
Dusseault, Louis.....	Trois-Rivières.....	1
Duverger, L. N.....	Montréal.....	15
Duverger, Succession.....	do.....	10
Fauteux, Anna.....	do.....	5
Fauteux, Arthur.....	do.....	2
Fauteux, Gaspard N.....	do.....	17
Fauteux, Léandre.....	do.....	20
Fauteux, Léopold.....	do.....	1
Fauteux, Hermine.....	do.....	3
Fauteux, Sophie.....	Louiseville.....	1
Featherston, Ellen C.....	Trois-Rivières.....	2
Fisette, Louise.....	Sorel.....	6
Fleury, Dr. Georges.....	St. Léon.....	20
Foisey, Théodule.....	Québec.....	12
Forest, Joseph.....	L'Assomption.....	6
Fourquin dit Léveillée, Marie.....	Montréal.....	4
Franchère, Felix.....	Marieville.....	10
Franchère, Jacques.....	do.....	10
Fréchette, Edmond P.....	Montréal.....	2
Fréchette, Edmond P. (enf. C).....	do.....	2
Frigon, J. G. A.....	Trois-Rivières.....	1
Frigon, J. G. B.....	do.....	1
Gagnon, Nazaire.....	Champlain.....	2

Banque Ville-Marie—*Suite.*  
(Ville-Marie Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Galarneau, Edouard.....	L'Assomption.....	30
Garand, Ubalde.....	Montréal.....	25
Gatignol, Jean, Succession.....	Acton Vale.....	2
Gauset, Joseph.....	Gentilly.....	1
Gauthier, Zéphirin.....	Trois-Rivières.....	1
Gédess, Charles, et Charles Georges.....	Montréal.....	2
Gélinas et Frère, C. P.....	Trois-Rivières.....	1
Gérin, Elzéard.....	do.....	2
Gervais, Ed. A.....	do.....	2
Gingras, Louis.....	do.....	2
Girard, Octave.....	do.....	1
Giroux, Charles Hercule.....	Nicolet.....	1
Giroux, Charles T.....	Les Cèdres.....	2
Giroux, Lina.....	St. Jacques.....	1
Godin, Jos. Narcisse.....	Trois-Rivières.....	5
Godin, Jos. Philippe.....	do.....	1
Gordon, Charlotte.....	Montréal.....	6
Gouin, Treffé P.....	St. Stanislas.....	1
Grandbois, Elzéar.....	Ste. Anne de la Péraée.....	1
Gravel, Antoine.....	Louiseville.....	3
Gravel, P. H. Adrien.....	Trois-Rivières.....	1
Grenier, Pierre.....	St. Maurice.....	1
Guimond, Charles.....	Boucherville.....	4
Guimond, J. G.....	Montréal.....	76
Guimond, J. G. (enf. C.).....	do.....	50
Guimond, J. G. (enf. C. pour la Banque).....	do.....	1,115
Hartt, Georges A.....	do.....	5
Hénault, Laura.....	do.....	12
Héritiers fut Germain Leblanc.....	do.....	5
Héту, Jos. Ed.....	Maskinongé.....	25
Héroux, Pierre Jos.....	St. Boniface.....	1
Imbault, François.....	Ste. Catharine.....	5
Jeannotte dit L. Antoine.....	Contrecoeur.....	5
Jetté, Amable.....	Montréal.....	2
La Banque d'Épargne de la Cité et du District.....	do.....	23
Labarre et frère, Charles.....	do.....	1
Laberge, Edouard.....	Ste. Philomène.....	21
Labine, Jules.....	Montréal.....	25
Lacoursière, F. X. O.....	do.....	1
La Compagnie de Prêt et Crédit Fonciers.....	do.....	14
La Corp. Episc. Cat. Rom. de Trois Rivières.....	Trois-Rivières.....	15
La Corp. Episc. Cat. Rom. de Montréal.....	Montréal.....	25
La Corp. du Séminaire de Nicolet.....	Nicolet.....	2
Lacoursière, Dosithee.....	Ste. Geneviève.....	4
Lafleur, M. L. Alphonsine (enf. C.).....	Joliette.....	5
Lafleur, M. Rose J. F. (enf. C.).....	Montréal.....	5
Lafleur, M. Rose J. F.....	do.....	5
Lafleur, Ed.....	do.....	13
Lafleur, Frs. B.....	do.....	23
Lafamme, Ermelinde K.....	St. Antoine.....	5
Laframboise, Maurice.....	Montréal.....	25
Lajoie, Joseph Gérin.....	Trois-Rivières.....	1
Lambert, Raphaël.....	Louiseville.....	5
Lamoureux, Olivier.....	Contrecoeur.....	6
Langelier, François Xavier.....	Montréal.....	5
Lavolette, Suzanné.....	do.....	15
Leblanc, Charles A., Succession.....	do.....	10
Leblanc, Edouard S.....	L'Épiphanie.....	2
Léduc, Edouard.....	St. André Avellan.....	8
Leduc, Emelie.....	St. Joseph de Lévis.....	8
Lefebvre, Olivier.....	Ste. Philomène.....	3

Banque Ville-Marie—*Suite.*  
(Ville-Marie Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Lefebvre, Zotique.....	Montréal.....	2
Legris, Ovide.....	do.....	5
Lemaitre, Angé Chs.....	Louiseville.....	10
Lescarbeau, J. B.....	Montréal.....	2
Léveillé, Adéline.....	do.....	8
Léveillé, Joseph.....	do.....	75
Lévesque, Pierre T.....	L'Assomption, Que.....	13
Lord, L. Adolphe.....	Yamachiche.....	2
Lortie, Marguerite.....	.....	8
Lottinville, Flavien.....	Trois-Rivières.....	5
Luckerhoff et frère.....	do.....	1
Lynch, Edouard.....	.....	3
Malchelosse, M. Joséphine.....	Montréal.....	8
Malhiot, Marie Louise.....	do.....	1
Malhiot, Henri Gédéon.....	Trois-Rivières.....	6
Marchessault, Elmire.....	Montréal.....	5
Marcotte, Joseph.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	1
Martel, S., M. D.....	Chambly.....	16
Martel, Narcisse P.....	Trois Rivières.....	2
Matte, P. Henri.....	.....	2
Mason, Jane.....	Québec.....	8
Monarque, Lucie.....	.....	1
Mongeau, Céline Eliza.....	Roxton Falls.....	2
Montpetit, Adéline.....	Montréal.....	2
Montplaisir, Hypolite.....	Cap la Magdeleine.....	2
Morin, Rev. Joseph.....	St. Jacques le Mineur.....	15
Morisson, Rev. C. F. O. (ès qualité, tuteur).....	St. Cyprien.....	7
McDougall, Alexander.....	Trois-Rivières.....	1
McDougall, John, & Co.....	Montréal.....	244
Nault, Onésime.....	Deschambault.....	5
Nault, Pierre.....	St. Maurice.....	1
Niding, Joseph.....	.....	1
O'Farrell, Rev. Michael J.....	New York.....	18
Papineau, Denis E.....	Montréal.....	49
Papineau, André B.....	St. Martin.....	2
Papineau, Louis G.....	Montréal.....	3
Papineau, G. B. (enf. ?).....	do.....	4
Paquet, Hon. A. H.....	St. Cuthbert.....	58
Paradis, Rév. Didier.....	Baie du Febvre.....	10
Paré, C. S.....	Boston, Mass.....	2
Paré, Joseph.....	St. Cuthbert.....	8
Parent, Étienne H.....	Grenville.....	5
Pauzé, Alfred.....	Montréal.....	1
Perreault, Jérémie.....	do.....	4
Piette, Rév. Maxime.....	Boucherville.....	7
Poirier, Marie Delphine.....	Montréal.....	8
Poulin, Anathalie.....	Ste. Philomène.....	1
Prévost, Adéline.....	Montréal.....	2
Poulin, Marie Louise.....	St. Jean.....	6
Prévost, Ad.....	.....	0
Prince, Rév. J. O.....	St. Maurice.....	1
Provencher, J. N.....	Montréal.....	5
Proulx, J. B. H.....	.....	13
Reed, Jos. Hilaire.....	Chateauguay.....	3
Renaud, Octave.....	St. Henri.....	2
Rheault, Rév. Séverin.....	Trois-Rivières.....	2
Ricard, Louis.....	Montréal.....	8
Ricard, M. L. Justine.....	do.....	5
Rivet, Benjamin.....	St. Sulpice.....	2
Rocheleau, Edmond A.....	Trois-Rivières.....	1
Rolland, Charles O.....	Marieville.....	50

**Banque Ville-Marie—Fin.**  
(Ville-Marie Bank—Concluded.)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Ross, J. G.....	St. Anne de la P .....	1
Rouleau, Frs. E.....	St. Barthélemi.....	1
Rouleau, François.....	St. Grégoire.....	1
Rousseau, J. C.....	Trois-Rivières.....	1
Ryan, John.....	do .....	1
Sarrasin, Hercule.....	Ste. Elizabeth.....	8
Seers, L. A.....	Beauharnois.....	10
Smith, Jane.....	St. Antoine.....	1
St. Laurent, Théophile.....	Nicolet.....	2
St. Pierre, Hermine.....	Montréal.....	3
Substitués de Marie Crevier.....	Pointe Claire.....	4
Substitués de Benjamin Hurtubise.....	Stratford.....	2
Taillefer, Adèle.....	Montréal.....	5
Taillefer, Leonard J.....	Montebello.....	1
Taillefer, Philomène.....	St. Martin.....	7
Teasdale, W.....	Trois-Rivières.....	1
Teasdale, Ephrem.....	do .....	1
Terroux, C. A.....	Montréal.....	33
Terrault, T. B.....	Lévis.....	12
Thibaudeau, Frank.....	St. Maurice.....	1
Thibault, Charles.....	Montréal.....	6
Toupin, Rev. Alfred.....	Rivière-des-Prairies.....	5
Tranchemontagne, Louis.....	Berthier.....	17
Trottier, A. A. (enf. O).....	Montréal.....	5
Trudel, Marie-Eugénie.....	do .....	2
Trudel, Eugene H.....	do .....	9
Trudel, Olivier.....	Trois-Rivières.....	1
Turcotte, Albert.....	Gentilly.....	1
Turgeon, L. P. H.....	Joliette.....	10
Veilleux, L. H.....	Gentilly.....	1
Villeneuve, Rév. G. V.....	L'Assomption.....	2
Villeneuve, Félix.....	Montréal.....	10
Villeneuve, J. O.....	do .....	9
Villeneuve, Nazaire.....	St. Sulpice.....	7
Villeneuve, Elias.....	Montréal.....	15
Villeneuve, Philomène.....	do .....	1
Vienne, Charlotte A.....	do .....	3
Vinet, Alphonsine.....	do .....	1
Vinet, C. F.....	Sault-au-Récollets.....	30
Watkins, Thomas.....	Montréal.....	5
Weir, William.....	do .....	252
Weir, William, in trust for A. W.....	do .....	1
Weir, Frank.....	do .....	2
Weir, Godfrey.....	do .....	4
Weir, Somerville Elizabeth.....	do .....	50
Weir, Somerville.....	do .....	57
Weir, W. Henry.....	do .....	5
	Total.....	5,000

Je certifié que ce qui précède est une liste correcte des actionnaires de cette banque, indiquant le nombre d'actions possédées par chacun d'eux et le montant payé sur ces actions le deuxième jour de janvier 1881.

I certify that the foregoing is a correct list of the Shareholders of this Bank, setting forth the number of shares held by each Shareholder, and the amount paid on these shares, this second day of January, 1881.

L. ARCHAMBEAULT, *Président.*

Attesté correct,  
U. GARAND, *Caissier.*



## THE MOLSON'S BANK.

## (BANQUE MOLSON.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Abbott, Hon. J. J. C.....	Montreal.....	200	10,000
Abbott, Hon. J. J. C., Executor.....	do .....	100	5,000
Abbott, Wm.....	do .....	1	50
Adams, Wm.....	do .....	40	2,000
Adams, Francis.....	do .....	25	1,250
Adams, Mary C.....	do .....	45	2,250
Adams, W. C.....	do .....	40	2,000
Allan, Andrew.....	do .....	88	4,400
Allan, John S.....	Boston .....	12	600
Anderson, Richard.....	Montreal.....	64	3,200
Archambault, T.....	L'Assomption.....	80	4,000
Archibald, H., in trust for E. H. H.....	Montreal.....	30	1,500
Archibald, H., in trust for E. M. F.....	do .....	75	3,750
Archibald, H., in trust for H. F.....	do .....	50	2,500
Atkinson, John.....	do .....	349	17,450
Auld, John, Tutor and Attorney.....	do .....	80	4,000
Avery, J. F., M.D.....	do .....	112	5,600
Baptist, A.....	Three Rivers.....	25	1,250
Barbeau, E. J.....	Montreal.....	40	2,000
Barbeau, H.....	do .....	32	1,600
Bartlett, Mrs. Almira.....	Belleville.....	2	100
Bayne, Margaret.....	Quebec.....	4	200
Bayne, Thos.....	Halifax.....	50	2,500
Benning, James.....	Montreal.....	100	5,000
Bernard, Col. Hewitt.....	Ottawa.....	10	500
Bigelow, Mrs. M. A.....	Montreal.....	20	1,000
Binmore, Charlotte M.....	do .....	42	2,100
Benning, H., Lord Bishop of Nova Scotia.....	Halifax.....	40	2,000
Benning, H., Lord Bishop of Nova Scotia, Trustees	do .....	20	1,000
Bond, G. W.....	St. Andrews.....	8	400
Bond, E. L.....	Montreal.....	10	500
Bowman, Wm.....	do .....	5	250
Brennan, Margaret.....	do .....	30	1,500
Brewer, H. C.....	Exeter.....	5	250
Brewer, H. C., in trust.....	do .....	8	400
Brown, T. A.....	Halifax.....	80	4,000
Budden, Geo.....	Montreal.....	32	1,600
Burland, G. B.....	do .....	100	5,000
Burnett & Co.....	do .....	391	19,550
Burwash, M. M.....	St Andrews.....	11	550
Burwell, Alice J.....	Port Burwell.....	4	200
Burwell, M. G.....	do .....	6	300
Burwell Mrs. P. J.....	do .....	10	500
Campbell, A.....	Montreal.....	10	500
Campbell, Wm. Ira.....	Osnabruk.....	7	350
Canadian Securities Company, Limited.....	Montreal.....	100	5,000
Carter, Geo.....	London, Eng.....	16	800
Carter, J. Thorold.....	Montreal.....	350	17,500
Cass, Luther.....	Mishawaka, Ind.....	40	2,000
Center, Mrs. H. B.....	St. Andrews.....	8	400
Christie, W. H.....	London, Eng.....	80	4,000
City and District Savings Bank.....	Montreal.....	1,194	59,700
Claxton, T. J., in trust for C. A. M.....	do .....	13	650
Clerk, Alex.....	do .....	50	2,500

## The Molson's Bank—Continued.

(Banque Molson—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Cooke, A. W.....	Chicago.....	10	\$ 500
Copland, E. H., in trust.....	Montreal.....	8	400
Corse, N. B.....	do.....	100	5,000
Couillard, Margaret.....	do.....	80	4,000
Crawford, John.....	do.....	200	10,000
Crerar, W. G.....	Picou, N.S.....	100	5,000
Crerar, John.....	do.....	126	6,300
Cross, W. H.....	Montreal.....	12	600
Clark, A. C.....	do.....	15	750
Cochrane, Mrs. C.....	Kingston.....	6	300
Darwell, R. C.....	Halifax.....	4	200
Davidson, Rev. J.....	North Williamsburg.....	22	1,100
Day, Hon. C. D.....	Montreal.....	15	750
Day, Mrs. M. Maria.....	Richelieu Village.....	90	4,500
Doran, James.....	Montreal.....	120	6,000
Douglas, Elizabeth.....	do.....	4	200
Douglas, Eleanor.....	do.....	20	1,000
Douglas, Mrs. M. P.....	do.....	18	900
Dunbar, Mrs. Mary.....	do.....	4	200
Duncan, Wm.....	do.....	26	1,300
Durnford, Miss M. G.....	do.....	18	900
Durnford, Miss S. M.....	do.....	8	400
Durnford, A. D. D.....	do.....	24	1,200
Dyer, John.....	do.....	9	450
Dyonnet, U.....	do.....	10	500
Dickey, Hon. R. D.....	Amherst, N.S.....	17	850
Eager, W. L.....	Montreal.....	30	1,500
Elliott, Barbara.....	Beauharnois.....	10	500
Elliott, James.....	Montreal.....	61	3,050
Elliott, William.....	Iroquois.....	20	1,000
Elliott, F. J.....	Montreal.....	4	200
Empson, Rev. J.....	do.....	32	1,600
Estate of A. P. Nowlan.....	do.....	40	2,000
Ewing, S. H.....	do.....	306	15,300
Executors of the late Margaret Badgeley.....	Ottawa.....	17	850
do S. Benison.....	London, Eng.....	80	4,000
do J. Benny.....	Montreal.....	100	5,000
do Rev. J. Braithwaite.....	do.....	312	15,600
do W. Charles.....	do.....	309	15,000
do W. Clark.....	do.....	30	1,500
do Mrs. Foy.....	Sorel.....	61	3,050
do Wm. Learmont.....	Montreal.....	14	700
do Thos. Molson.....	do.....	1,140	57,000
do Rev. M. Timlin.....	Cobourg.....	20	1,000
do Margaret Shaw.....	Montreal.....	28	1,400
do J. S. Watt.....	do.....	30	1,500
do Sarah J. McCormick.....	do.....	14	700
do James Scuthorp.....	do.....	25	1,250
do L. A. Hagar.....	do.....	120	6,000
do J. Bridgeman.....	do.....	28	1,400
do A. Hodge.....	Cornwall.....	140	7,000
do Phileas E. Roy.....	Montreal.....	57	2,850
do J. Wilson.....	Buckingham.....	76	3,800
do F. H. Marchand.....	St. Johns.....	160	8,000
do L. Gnædinger.....	Montreal.....	4	200
do D. P. Janes.....	do.....	10	500
do R. Taylor.....	do.....	200	10,000
do J. Clement.....	Lachine.....	50	2,500
do J. Sangster.....	Lancaster.....	28	1,400
do J. N. Rose.....	Morrisburg.....	200	10,000
do J. C. Baker.....	Stanbridge East.....	100	5,000

## The Molson's Bank—Continued.

(Banque Molson—Suite.)

NAMES. — NOMS.	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Farrell, D.....	Dartmouth, N.S.....	75	\$ 3,750
Farlinger, J. F.....	Morrisburg.....	40	2,000
Fleet, Miss M. E.....	Côte St. Antoine.....	20	1,000
Filer, George.....	Montreal.....	40	2,000
Filer, C. S.....	Noyou.....	20	1,000
Filer, Isaac H.....	Montreal.....	15	750
Forget & Co., L. J.....	do.....	5	250
Fosbrooke, L. G. J.....	Sorel.....	32	1,600
Poster, G. K.....	Richmond.....	60	3,000
French, Sophia.....	Prescott.....	49	2,450
Frothingham, Miss M. L.....	Montreal.....	80	4,000
Frothingham, Rev. F.....	do.....	82	4,100
Fuller, Miss E. L. F.....	Stanstead.....	25	1,250
Gentle, W. S.....	Montreal.....	100	5,000
Gibb, Clarinda.....	do.....	173	8,650
Gibb, Isaac J.....	Como.....	29	1,450
Gibb, James.....	Quebec.....	81	4,050
Gibb, Mary L.....	Montreal.....	73	3,650
Girard, Auguste.....	do.....	180	9,000
Gnaedinger, E. W., in trust.....	do.....	2	100
Gordon, James.....	Howick.....	28	1,400
Gouin, Mrs. A. C.....	Sorel.....	50	2,500
Grace, Mrs. E.....	Montreal.....	25	1,250
Grant, Hon. R. P.....	Pictou, N.S.....	25	1,250
Gray, James.....	Perth.....	12	600
Gray, James, in trust for A. M.....	do.....	21	1,050
Grant, Thos. H.....	Quebec.....	20	1,000
Gzowski, Lieut.-Col. C. S.....	Toronto.....	580	29,000
Halifax Fire Insurance Co.....	Halifax.....	100	5,000
Hall, Mrs. Mary.....	Ottawa.....	10	500
Hall, Miss F. H.....	Quebec.....	12	600
Hall, John.....	Montreal.....	34	1,700
Hall, Mrs. Margaret.....	Quebec.....	89	4,450
Halpin, Mrs. E.....	Montreal.....	13	650
Hamilton, G. W.....	do.....	18	900
Hamilton, G. W., in trust.....	do.....	200	10,000
Hamilton, R. C.....	do.....	37	1,850
Hamilton, Mrs. H.....	do.....	25	1,250
Harkin, Ellen.....	do.....	14	700
Harrington, Mary L.....	St. Andrews.....	60	3,000
Hartley, Jonathan.....	Pirate Harbour, N.S.....	10	500
Hennigan, Mrs. A.....	Halifax.....	8	400
Henry, J. W.....	Quebec.....	40	2,000
Henisworth, J. O.....	Ottawa.....	14	700
Hodge, A.....	Cornwall.....	10	500
Hodge, E.....	Côte Ste. Catharine.....	53	2,650
Horton, George.....	De Ramsay.....	7	350
Hughton, Mrs. J.....	Franktown, Ont.....	30	1,500
Hunt, Mrs. L. E. C.....	Huntsville.....	9	450
Hunt, Dr. T. Sterry.....	Boston.....	70	3,500
Hunt, Mrs. A. R.....	do.....	150	7,500
Hunter, Mrs. G. M.....	Montreal.....	1	50
Hurlbut, Abel.....	Frelighsburg.....	90	4,500
Hutchison, John.....	Montreal.....	500	25,000
Irving, George.....	do.....	12	600
Jarvis, W. C.....	do.....	12	600
Jones, Edward.....	St. Andrews.....	80	4,000
Jones, E., in trust.....	do.....	10	500
Joyce, Alfred.....	Montreal.....	50	2,500
Kerr, W. H., and A. Molson, Trustee.....	do.....	955	47,750
King, William.....	do.....	40	2,000

## The Molson's Bank—Continued.

(Banque Molsons—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$
Kippen, Lieut-Col. H. W.....	Lennoxville .....	4	200
Kirby, Thomas, in trust.....	Montreal.....	40	2,000
Kraus, Rev. E. H.....	New York.....	30	1,500
Kraus, G. L.....	Frelighsburg .....	50	2,500
Lafleur, E.....	Montreal.....	37	1,850
Laurie, Archibald.....	Quebec.....	100	5,000
Laurie, Duncan.....	do.....	80	4,000
Learmont, Mrs. E. B.....	Montreal.....	20	1,000
Learmont, Wm.....	do.....	15	750
Leclaire, Jean.....	do.....	40	2,000
Leclaire, M. S. E.....	do.....	40	2,000
Leclaire, A., in trust.....	do.....	80	4,000
LePau, F. N. D'Or.....	Owen Sound.....	160	8,000
Lighthall, M.....	Montreal.....	30	1,500
Lindsay, R.....	do.....	101	5,050
Livingston, Miss A.....	Como, Que.....	10	500
Lockhart, Rev. A. D.....	Orms town.....	32	1,600
Lovejoy, Mrs. M.....	Montreal.....	4	200
Lovejoy, G. W., M.D.....	do.....	10	500
Lyman, T., in trust.....	do.....	80	4,000
Mack, E. M., Executor and Legatee-Devisee.....	Brompton Falls.....	40	2,000
Maguire, D.....	Joliette.....	100	5,000
Maßarg, K. H.....	Dublin.....	30	1,500
Mansfield, Thos.....	Perth.....	30	1,500
Martin, Mrs. Mary.....	Harvey Hill, Que.....	6	300
Masson, M. G.....	Terrebonne.....	480	24,000
Mathews, E., in trust.....	Montreal.....	25	1,250
Maxwell, Arch.....	do.....	10	500
Meikle, J. H.....	Morrisburg.....	80	4,000
Méthot, F. W.....	Méthot's Mills.....	50	2,500
Mills, P.....	Montreal.....	4	200
Molson, S. E.....	do.....	829	41,450
Molson, Wm., Executor of late.....	do.....	7,300	365,000
Molson, Wm., in trust for E. S. M.....	do.....	320	16,000
Molson, Jno., in trust for E. A. M. M.....	do.....	5	250
Molson, Anne, in trust.....	do.....	40	2,000
Molson, W. A., M.D.....	do.....	10	500
Molson, S. E. and J. Crawford, Tutor and Trustee	do.....	671	33,550
Molson, Harry M.....	do.....	2	100
Molson, H. M., Usufructuary Legatee, and H. A. Budden, Curator.....	do.....	28	1,400
Molson, J. D., Tutor and Curator.....	do.....	420	21,000
Molson, A., in trust for C. A. M.....	do.....	3	150
Molson, A., in trust for E. G. E. M.....	do.....	3	150
Molson, A., in trust for H. S. S.....	do.....	3	150
Molson, A., in trust for P. V.....	do.....	3	150
Molson, A., in trust for E. A. M. et al.....	do.....	148	7,400
Molson, J. H. R.....	do.....	1,000	50,000
Molson, J. H. R. and A. G. M. Spragge, Trustees	do.....	100	5,000
Molson, J. T.....	do.....	1,559	77,950
Molson, J. T., Tutor.....	do.....	400	20,000
Molson, J. T., in trust.....	do.....	2	100
Molson, Mrs Anne.....	do.....	125	6,250
Molson, Mrs. L. G. J.....	do.....	100	5,000
Moore, Aaron.....	Lacolle.....	30	1,500
Moore, Ralph W.....	do.....	53	2,650
Moore, Hugh.....	Dundas.....	40	2,000
Moore, James.....	Montreal.....	50	2,500
Morris, J. H.....	Toronto.....	80	4,000
Morris, D., Sole Acting Executor.....	Ste. Thérèse.....	155	7,750
Morris, David.....	do.....	95	4,750

## The Molson's Bank—Continued.

(Banque Molson—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Morrison, E. W.	Montreal	11	550
Morton, L. J.	Halifax	80	4,000
Mott, Nelson	St. Johns, Que.	100	5,000
Mott, Nelson, Estate of	do	50	2,500
Mowatt, Wm	Montreal	45	2,250
Munro, Colin	St. Thomas	300	15,000
Murray, Caroline M.	Montreal	12	600
Murray, Rev. W., in trust	New Carlisle	18	900
Mudge, Margt. R. R.	Montreal	5	250
Montreal Ladies' Benevolent Society	do	5	250
Moat, R.	do	278	13,900
Mylne, Anne	Smith's Falls	9	450
McCarthy, D. and J.	Sorel	211	10,550
McCulloch, F.	Montreal	40	2,000
McCulloch, F., in trust	do	5	250
Macdonald, Mrs. H. M. W.	do	80	4,000
Macdonald, Hon. J. S.	Cornwall	100	5,000
Macdonald, James	St. Johns, Q.	200	10,000
Macdonald, A. F., and D. B. MacLennan, in trust	Cornwall	100	5,000
Macdonald, Miss Lilla	do	30	1,500
Macpherson, Hon. D. L.	Toronto	1,412	70,600
McKenzie, J. S.	Montreal	25	1,250
McGreavy, C.	Rigaud	25	1,250
McGregor, J. D.	New Glasgow, N.S.	14	700
McKay, Christina	Cornwall	33	1,650
McKenzie, John	Lennoxville	45	2,250
McKenzie, Sarah, in trust for J. G.	Montreal	16	800
McKenzie, Wm	Morrisburg	52	2,600
McKenzie, Roderick	Pictou, N.S.	160	8,000
McKenzie, F. P. A.	Sorel	65	3,250
McKenzie, Mrs. M. L.	Port Burwell	3	150
McLachlan, J.	Halifax	100	5,000
McLaren, M.	Greenville	53	2,650
McLaren, W. D.	Montreal	120	6,000
McLaren, W. D., in trust	do	32	1,600
McLimont, Wm	Quebec	100	5,000
McMillan, D.	Grenville	24	1,200
McNaughton, D.	Montreal	6	300
McNeil, R.	Little Harbour, N.S.	24	1,200
McFee, Christiana	St. Jean, Chrysostôme	11	550
McFee, Donald E.	Sherbrooke	4	200
McFee, Charles, Attorney	St. Jean, Chrysostôme	7	350
Macrae, L. C., and H. Abbott, Tutor	Montreal	4	200
Nash, Fred	do	40	2,000
Nelson, H. A.	do	168	8,400
Nelson, Jane	Sorel	37	1,850
Nelson, F. E., in trust	Montreal	5	250
Nelson, Mrs. M. D.	do	10	500
Nicholson, G. C.	do	30	1,500
Nicholson, Robert	do	45	2,250
Nolan, John	do	20	1,000
Perrigo, John, M.D.	do	10	500
Peters, Richard	South Stukely	20	1,000
Phillips, Henry	Montreal	281	14,050
Phillips, Sarah	do	10	500
Price, E. J.	Quebec	365	18,250
Proctor, Emma M. L.	Montreal	4	200
Putnam, H. L., in trust	do	22	1,100
Ratté, L. O.	Méthot's Mills	38	1,900
Raynes, Wm.	Montreal	3	150
Rea, D., sen.	do	50	2,500

## The Molson's Bank—Continued.

(Banque Molson—Suite.)

— NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant)
			\$
Rea, D., sen., in trust.....	Montreal.....	30	1,500
Read, Leonard.....	Detroit.....	12	600
Reddy, J., M.D., in trust.....	Montreal.....	15	750
Beddy, J., M.D., in trust for H. L. M.....	do.....	53	2,650
Reid, Wm., in trust.....	do.....	10	500
Rennick, John.....	Cleveland, O.....	50	2,500
Remon, E. P.....	Ottawa.....	10	500
Rimmer, Harriet.....	do.....	13	650
Rintoul, Miss M. S.....	Montreal.....	6	300
Robertson, James.....	do.....	120	6,000
Robinson, John.....	do.....	31	1,550
Robinson, James.....	do.....	39	1,950
Robinson, Thomas.....	do.....	18	900
Rogers, G. P.....	Mascouche.....	36	1,800
Rodger, James.....	Montreal.....	4	200
Ross, Rev. W.....	Carleton Place.....	16	800
Ryan, Hugh.....	Perth.....	75	3,750
Ryan, Margaret.....	do.....	275	13,750
Robins, Miss L. B.....	Hochelaga.....	3	150
Rose, Fanny N.....	Morrisburg.....	50	2,500
Rose, Josephine A.....	do.....	50	2,500
Richardson, James E.....	Frelighsburg.....	12	600
Saunders, A.....	Montreal.....	500	25,000
Seminary of Quebec.....	do.....	350	17,500
St. George's Society.....	do.....	3	150
Schreiber, Collingwood.....	Ottawa.....	32	1,600
Schreiber, Caroline.....	do.....	35	1,750
Shelton, E. E.....	Montreal.....	12	600
Shepherd, R. W.....	do.....	198	9,900
Shepherd, Mrs. Mary C.....	do.....	40	2,000
Shepherd, R. W., jun.....	do.....	5	250
Simmons, Joseph H.....	Quebec.....	10	500
Smith, Geo.....	Montreal.....	22	1,100
Smyth, Mrs. M.....	Quebec.....	8	400
Spragge, Mrs. M. A.....	Montreal.....	600	30,000
Spragge, Henry.....	do.....	20	1,000
Stackhouse, B. S.....	St. Andrews.....	5	250
Stalker, Mrs. E.....	Pictou, N.S.....	3	150
Stalker, Miss E. D.....	do.....	4	200
Steele, Archibald, sen.....	Grenville.....	12	600
Steele, Archibald, jun.....	do.....	10	500
Stephen, Algernon.....	Sorel.....	246	12,300
Stevenson, Adam.....	Montreal.....	2	100
Stewart, Agnes O.....	New York.....	26	1,300
Stirling, W. S.....	Halifax.....	27	1,350
Stocks, Benjamin.....	Montreal.....	68	3,300
Stuart, Andrew C.....	Quebec.....	15	750
Stuppel, Mary.....	Montreal.....	9	450
Sun Mutual Insurance Co.....	do.....	40	2,000
Swanston, Thomas.....	do.....	200	10,000
Sewell, Alexander.....	Quebec.....	40	2,000
Shaw, W. E.....	Montreal.....	30	1,500
Thompson, Clara P.....	Toronto.....	2	100
Thompson, Mrs. B.....	do.....	3	150
Thornloe, Rev. G.....	Stanstead.....	11	550
Uniacke, R.....	Halifax.....	50	2,500
Valois, Rev. L. E. A.....	Montreal.....	28	1,400
Vézina, P.....	do.....	15	750
Walkem, Mrs. Mary.....	Ottawa.....	8	400
Walkem, Charles.....	do.....	24	1,200
Watt, Alexander.....	Montreal.....	20	1,000

The Molson's Bank—*Concluded.*  
(Banque Molson—*Fin.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Amount. — (Montant.)
Wells, Rev. G. H.....	Montreal.....	50	\$ 2,500
Wight, R. H., M.D.....	St. Johns, Que.....	15	750
Williams, Miles, jun .....	Montreal.....	180	9,000
Wilson, D .....	do .....	200	10,000
Wilson, Fred J.....	do .....	6	300
Woodhouse, D.....	Mendham, N. J.....	36	1,800
Wood, Robert.....	Montreal.....	160	8,000
Workman, Thomas.....	do .....	820	41,000
Workman, T., Sole Executor.....	do .....	178	8,900
Workman, Joseph, M.D.....	Toronto.....	100	5,000
Wright, Mrs. F. R.....	Montreal.....	10	500
Wurtele, Catharine.....	do .....	10	500
Wilson, Mrs. E.....	do .....	50	2,500
		40,000	2,000,000

Certified.

A. D. DURNFORD, *Accountant.*

**EASTERN TOWNSHIPS BANK.**  
**(BANQUE DES CANTONS DE L'EST.)**

Par value, \$50 per Share.  
(Valuer au pair, \$50 par action.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Adams, A. A. ....	Coaticook .....	133	5,400 00
Adams, Levi P. ....	Fitch Bay .....	40	2,000 00
Adams, George .....	Adamsville .....	111	5,550 00
Abbott, Mrs. Sylvia A. ....	Magog .....	53	2,650 00
Abbott, Hy., and M. A. Sicotte .....	Brockville, Ont. ....	6	205 00
Allen, Mrs. T. Laura .....	Waterloo .....	13	650 00
Allen, Charles .....	do .....	73	3,098 00
Allbee, Lewis .....	Derby Line .....	11	550 00
Allen, G. R. ....	Waterloo .....	42	2,100 00
Allen, Laura R. ....	do .....	6	300 00
Allen, Taylor & Co. ....	do .....	7	350 00
Arnoldi, Amelia .....	Montreal .....	36	1,800 00
Austin, F. J. ....	Sherbrooke .....	3	150 00
Allen, Daniel L. ....	Waterloo .....	10	500 00
Abbott, Luther .....	Massawippi .....	60	3,000 00
Austin, Mrs. Henrietta .....	Sherbrooke .....	8	400 00
Atkinson, Mrs. Ruby .....	Ulverton .....	50	2,500 00
Adams, Mrs. Cynthia .....	Cowansville .....	20	1,000 00
Allen, Heman .....	East Farnham .....	10	500 00
Awde, Rev. James .....	Stanstead .....	4	200 00
Adams, Wm. ....	Montreal .....	55	2,750 00
Antrobus, Annie .....	Three Rivers .....	15	750 00
Bacon, Mary E. C., Tutrix .....	Sherbrooke .....	7	350 00
Batchelder, Mrs. Hannah L. ....	Hatley .....	40	2,000 00
Bacon, Mrs. Sarah Jane .....	Richmond .....	64	2,725 00
Ball, Albert P. ....	Stanstead .....	2	100 00
Ball, Albert P., in trust .....	do .....	13	650 00
Ball, Seth Field .....	do .....	40	2,000 00
Ball, B. P. ....	do .....	16	508 40
Ball, Mrs. Eliza G. ....	do .....	20	747 50
Baker, John .....	Stanbridge East .....	228	11,400 00
Baker, John C. ....	do .....	40	2,000 00
Barron, Mrs. Wm. ....	Geneva, N.Y. ....	26	1,300 00
Batchelder, N., Executors of .....	Stanstead .....	16	500 00
Batchelder, N., Estate of .....	do .....	5	250 00
Birby, Mrs. G. W. ....	Derby Line .....	5	250 00
Blinn, N. M. ....	Stanbridge .....	43	2,150 00
Boyd, Samuel W. ....	Montreal .....	12	600 00
Bradford, John .....	Granby .....	56	2,800 00
Brackett, Cephas .....	Littleton, N.H. ....	100	5,000 00
Bradshaw, Mrs. Myra T. ....	Halifax, N.S. ....	82	4,100 00
Brainard, Timothy D. ....	Stanstead .....	19	775 00
Brent, Wm. ....	do .....	2	100 00
Briggs, W. I. ....	Waterloo .....	40	2,000 00
Brigham, E. O., Estate of .....	Brigham .....	90	4,500 00
Baker, W. C., Executor of .....	Dunham .....	2	100 00
Brooks, Elizabeth, Executors of .....	Sherbrooke .....	6	300 00
Brooks, E. T. ....	do .....	306	9,980 00
Brooks, Mrs. Mary A. ....	Dunham .....	36	1,800 00
Brooks, Maria M. ....	Sherbrooke .....	2	100 00
Brown, Betsey A., Executors of .....	Dunham .....	20	1,000 00
Brooks, Lyman H. ....	Waterloo .....	1	50 00



astern Townships Bank—Continued.  
(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Buckland, Wm.....	Barnston.....	93	4,650 00
Bugbee, Mrs. A. G.....	Derby Line.....	8	400 00
Bugbee, A. G., M.D.....	do.....	214	10,700 00
Bugbee, A. G., in trust.....	do.....	2	100 00
Bundy, Galusha J.....	Lyndon.....	100	5,000 00
Buck, F. P., in trust.....	Sherbrooke.....	2	100 00
Burbeck, J. C.....	Waterville.....	2	100 00
Bennetts, Frs.....	Lennoxville.....	22	1,100 00
Bennetts, Mrs. F.....	do.....	12	600 00
Baker, A. S.....	Waterloo.....	4	200 00
Bartlett, George R., in trust.....	Ottawa.....	21	1,050 00
Barnard, Jacob W.....	Andover, Mass.....	75	3,750 00
Brown, Mrs. D. W.....	Sherbrooke.....	2	100 00
Bellows, J., Executors of.....	Barnston.....	49	1,730 00
Bacon, C. J. S., Estate of.....	Sherbrooke.....	24	60 00
Baptist, John, Executor of.....	Three Rivers.....	193	9,650 00
Blinn, Charles E.....	Stanbridge East.....	10	500 00
Barnston, Municipality of.....	Barnston.....	180	8,288 71
Butler, Selencia.....	Montreal.....	62	3,100 00
Burbeck, J. C., in trust.....	Waterville.....	1	50 00
Bruce, Robert.....	Quebec.....	66	3,330 00
Butler, Agnes, F. Y.....	Dublin, Ire.....	15	750 00
Bell, Rev. Thomas.....	Farnham.....	24	1,200 00
Bedard, J.....	Richmond.....	5	250 00
Benning, J.....	Montreal.....	50	2,500 00
Burrows, J. G., and Mudge, H. J., Trustee.....	do.....	6	300 00
Baptist, Mrs. Isabella.....	Three Rivers.....	32	1,600 00
Balfour, Rev. A.....	East Hatley.....	33	1,650 00
Bender, Albert J.....	Montmagny.....	4	200 00
Burwash, Mrs. L. M.....	St. Andrews.....	1	50 00
Bond, J. B., in trust.....	Montreal.....	150	7,500 00
Bond, J. B.....	do.....	128	6,400 00
Buchanan, Mrs. Agnes.....	do.....	3	150 00
Burnham, H.....	Monroe City, Mo.....	4	200 00
Butler, Lavinia S. Y.....	Sherbrooke.....	4	200 00
Cass, Luther.....	Mishawaka Island.....	90	4,500 00
Carter, Mrs. R. L.....	Knowlton.....	3	150 00
Carter, Mrs. G. S.....	Danville.....	30	1,500 00
Cate, Benjamin.....	Stanstead.....	46	2,300 00
Chamberlin, W.....	Sherbrooke.....	6	210 00
Chamberlin, Miss Rachael.....	Stanstead.....	35	1,750 00
Channell, Mrs. H. E.....	do.....	12	600 00
Chapman, E.....	Lennoxville.....	90	4,500 00
Chandler, L. L.....	Cowansville.....	32	1,600 00
Chandler, Mrs. G. H.....	Montreal.....	39	1,950 00
City and District Savings Bank.....	do.....	20	1,000 00
Child, Geo. M.....	Coaticook.....	100	4,500 00
Cheney, Mrs. Sarah M. L.....	Beebe Plain.....	44	2,200 00
Christie, J. G.....	Stanstead.....	40	2,000 00
Chandler, A. H.....	Brome.....	12	600 00
Chandler, E. L., Estate of.....	do.....	6	300 00
Clark, J. R.....	Waterloo.....	7	350 00
Clark, Mrs. Hannah G.....	East Cambridge, Mass.....	10	500 00
Chester, Charles M.....	London, Va.....	150	7,500 00
Chase, Benjamin B.....	West Randolph, Vt.....	100	5,000 00
Cleeve, F. U., Executors of.....	Richmond.....	7	350 00
Chandler, Mrs. Jennie A.....	Montreal.....	6	300 00
Cleeve, Mrs. W. J.....	Richmond.....	80	4,000 00
Cleveland, Mrs. Lucy M.....	Frelighsburg.....	20	1,000 00
Cleveland, Elijah.....	Coventry, Vt.....	100	5,000 00
Clough, C. R., in trust.....	Lennoxville.....	6	300 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

Names. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Clough, C. R.....	Lennoxville.....	105	5,250 00
Cochrane, Hon. M. H.....	Compton.....	466	23,300 00
Clough, Sidney L.....	Lennoxville.....	65	3,250 00
Codd, James.....	Waterloo.....	6	300 00
Cook, J. C.....	Cookshire.....	6	300 00
Cook, Mrs. Clara.....	Hatley.....	39	1,950 00
Cook, G. W.....	do.....	30	1,500 00
Corey, Moses.....	Stanbridge.....	6	300 00
Cornell, Prudence M.....	do.....	2	100 00
Carter, Mrs. E. G.....	Lower Waterford, Vt.....	10	500 00
Cushing, M. T.....	Barnston.....	6	300 00
Cornell, S. H., Estate of late.....	Stanbridge.....	4	200 00
Cutting, C. S.....	West Derby, Vt.....	100	5,000 00
Cushing, Miss N. W.....	Barnston Corner.....	1	50 00
Cutting, A. H.....	Coaticook.....	2	100 00
Cox, Carlos.....	Massawippi.....	24	1,200 00
Cole, Anna R.....	Paris, Me.....	10	500 00
Cole, Charles A.....	Pawtucket, R. I.....	10	500 00
Cochran, Miss Frances H.....	Lennoxville.....	11	550 00
Cole, Mrs. C. A.....	Pawtucket, R. I.....	6	300 00
Cleveland, Juliana.....	Richmond.....	30	1,500 00
Chamberlin, H.....	Newport, Vt.....	10	500 00
Crofton, Mrs. F. B.....	Truro, N. S.....	4	200 00
Chamberlin, Hannah.....	Stanstead.....	22	1,100 00
Cramp, George B.....	Montreal.....	25	1,250 00
Cushing, E. A.....	do.....	1	50 00
Currier, Mrs. Florence A.....	Ottawa.....	32	1,600 00
Cleveland, W. M.....	Dansville, N. Y.....	21	1,050 00
Campbell, Wm., in trust.....	Montreal.....	20	1,000 00
Curtis, Mary E.....	Stanstead.....	6	300 00
Doak, Mrs. G. O.....	Coaticook.....	100	250 00
Dampier, Miss Laura.....	Waterloo.....	6	300 00
Davis, Mrs. Hiram.....	Hatley.....	10	500 00
Davies, Wm. A.....	Stanbridge.....	9	450 00
Dean, E. R.....	Lennoxville.....	6	220 00
Dean, Charles Percy.....	Quebec.....	115	5,750 00
Denison, Miss Ellen M.....	Richmond.....	15	750 00
Denison, Miss Mary A.....	do.....	13	650 00
Denison, J. W., Executors of.....	do.....	10	500 00
Delaney, Mrs. L. N.....	Robinson.....	4	200 00
Derbshire, Miss E. M.....	Magog.....	80	4,000 00
Dinning, Mrs. N.....	Sherbrooke.....	15	750 00
Dyer, George C.....	Sutton.....	54	2,700 00
Denison, Wm. H.....	Stanstead.....	17	850 00
Dickenson, Miss M. T.....	Cowansville.....	15	750 00
Dougall, J.....	Dunham.....	25	1,250 00
Dickerson, Miss E.....	Stanstead.....	55	2,750 00
Dean, James, Tutor.....	Three Rivers.....	6	300 00
Davis, R. A.....	Fort Garry, Man.....	25	1,250 00
Davis, Donna Maria.....	Montreal.....	3	150 00
Donahue, John.....	Abbotsford.....	40	2,000 00
Ellis, Charlotte E.....	Waterloo.....	71	3,390 00
Ellis, Mrs. Nancy A.....	Stanstead.....	1	50 00
Emberson, F. C.....	Montreal.....	6	300 00
Empson, Rev. John.....	do.....	1	50 00
England, G.....	Dunham.....	46	2,300 00
Edgell, Cynthia E., Estate of.....	Lennoxville.....	21	1,050 00
Edgell, S.....	Sherbrooke.....	17	850 00
Fisher, Mrs. J. A.....	Stanstead.....	9	450 00
Farwell, W., in trust.....	Sherbrooke.....	290	4,836 91
Field, Mary A.....	Stanstead.....	7	350 00

Eastern Townships Bank—Continued.  
(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$ cts.
Flint, Alvin, Executors of.....	Stanstead.....	20	1,000 00
Foster, G. K., jun.....	Richmond.....	20	1,000 00
Foster, Cynthia E.....	do .....	20	1,000 00
Fortin, F.....	Warden .....	9	450 00
Foster, G. K., in trust.....	Richmond .....	24	1,200 00
Friday, Sarah J.....	Dunham .....	36	1,800 00
Foss, O. R.....	Waterloo .....	18	750 00
Foster, Stephen.....	Rock Island .....	4	200 00
Foster, Austin T.....	Derby Line.....	98	2,950 00
Foster, F. H.....	Richmond .....	69	3,450 00
Foster, Mary J.....	Derby Line.....	9	450 00
Foster, J. G.....	do .....	6	300 00
Foster, G. K.....	Richmond .....	1,104	55,200 00
Field, Miss Lavinia.....	Stanstead.....	40	2,000 00
Field, Miss Helen M.....	do .....	6	300 00
Foster, Mrs. Sarah H.....	Derby Line.....	155	7,750 00
Francis, Wm.....	Montreal .....	240	12,000 00
French, John.....	Newport, Que .....	4	200 00
Fish, N. C.....	Abbotsford.....	10	500 00
Frothingham, G. H., Executors of.....	Montreal.....	199	9,950 00
Poudriere, J S.....	Waterloo.....	28	1,240 00
Frothingham, Harriet.....	Montreal .....	8	400 00
Frothingham, E. N.....	do .....	8	400 00
Fuller, Mrs. Hannah P.....	Sweetsburg .....	4	200 00
Fuller, E. L.....	Stanstead.....	107	5,350 00
Farwell, E. W.....	Sherbrooke.....	1	50 00
Farwell, L.....	do .....	10	25 00
Farwell, C. B.....	do .....	1	50 00
Farwell, Mrs. W.....	do .....	64	3,200 00
Flint, G. A.....	Stanstead.....	18	900 00
Fricker, Miss E. C.....	Drifton Jeddo.....	20	1,000 00
Frothingham, Rev. F.....	Montreal .....	187	7,800 00
Fraser, J.....	Quebec.....	66	3,300 00
Finlay, D.....	Sorel.....	20	1,000 00
Frost, Caroline.....	Montreal.....	10	500 00
Frost, David, jun., Estate of.....	Waterloo.....	6	90 00
Foster, A. B., Estate of.....	do .....	90	225 00
Felton, E. P.....	Sherbrooke.....	7	17 50
Galer, Jacob N.....	Dunham .....	80	4,000 00
Gamsby, John W.....	Ascot .....	14	700 00
Gamsby, Mary.....	do .....	27	1,350 00
Goodenough, John C.....	Littleton, N.H.....	40	2,000 00
Gamsby, C. H.....	Perth, Ont.....	14	700 00
Gillies, Rev. Archibald.....	Eaton .....	13	615 00
Gibb, Mrs. J. L.....	Quebec.....	136	6,800 00
Gilman, Hayes.....	Danville.....	73	3,650 00
Gibb, Charles.....	Abbotsford.....	200	10,000 00
Gilman, G. C.....	Newport, Vt.....	20	1,000 00
Goodwin, John H.....	Cookshire .....	20	1,000 00
Goodwin, Mrs. J. H.....	do .....	6	300 00
Gilman, Mrs. J. K.....	Derby Line, Vt.....	20	1,000 00
Gilman, N. F.....	Rochester, Min.....	39	1,950 00
Gordon, A. J.....	North Hatley.....	24	1,200 00
Gilmour, George W.....	Waterloo.....	23	1,150 00
Gilmour, A. H. J.....	Stanbridge.....	42	2,100 00
Gunning, Mrs. Martha.....	East Hatley.....	6	300 00
Gales, Rev. Thomas.....	Dixville.....	13	550 00
Gibb, Magdalene C.....	Montreal.....	40	2,000 00
Gibb, Isaac Jones.....	Como, Que.....	3	150 00
Gilman, Frances E.....	Montreal .....	3	150 00
Gibb, James.....	Quebec .....	40	2,000 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de L'Est—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Hall, C. L.	East Farnham	6	250 00
Hanson, Mrs. C. A.	Stanstead	6	300 00
Hall, E. W.	East Farnham	6	300 00
Haskell, Mrs. Martha M.	Derby Line, Vt.	30	1,500 00
Harkom, Mrs. Harriet L.	Montreal	60	3,000 00
Hart, Thomas	Richmond	73	3,650 00
Hackett, M. F.	Stanstead	20	1,000 00
Harvey, B. F.	Compton	30	1,500 00
Hale, E., Executors of Estate of	Sherbrooke	200	10,000 00
Hale, Edward John	Quebec	250	12,500 00
Harvey, Mrs. Charlotte	Compton	20	1,000 00
Hale, Miss Elizabeth F.	Sherbrooke	5	250 00
Harvey, C. E.	Waterloo	25	1,250 00
Harvey, Zephaniah	Granby	4	200 00
Haseltine, Hazen	Hatley	39	1,950 00
Hawes, Frank M.	Somerville, Mass.	5	250 00
Hawes, Mrs. Frank M.	do	20	1,000 00
Hayes, James	West Shefford	19	950 00
Hall, Mrs. R. N.	Sherbrooke	20	1,000 00
Heath, Miss Anne	Hatley	5	250 00
Heath, Samuel W., Executors of	East Douglas, Mass.	26	1,300 00
Henderson, Eagle	Brompton Falls	10	500 00
Heneker, R. W.	Sherbrooke	180	9,000 00
Heneker, R. W., in trust	do	16	800 00
Heneker, Miss Frances	do	1	50 00
Henry, O. S.	Lennoxville	21	1,050 00
Henry, George	do	13	650 00
Hitchcock, Paul	Massawippi	49	2,450 00
Hill, C. N.	Eaton	3	150 00
Hills, Otis W.	Waterloo	118	5,793 33
Holmes, Mary W.	Stanstead	36	1,800 00
Holmes, Rev. A. Lee, in trust	do	2	100 00
Holmes, H. D.	do	120	6,000 00
Hall, C. S.	Waterloo	26	1,300 00
Hurlburt, Elvira	Frelighsburg	10	500 00
Hunt, P. J.	Sherbrooke	44	2,200 00
Hulburt, Hannah L.	Sweetsburgh	7	260 00
Hulburt, Hannah L., Tutrix	do	6	210 00
Hurd, S. A. Executors of	Sherbrooke	51	2,700 00
Hurd, Mrs. A. S.	do	19	950 00
Hutchins, R.	East Farnham	13	650 00
Humphrey, C. T. A.	East Burke, Vt.	20	1,000 00
Hatley, Municipality of	Hatley	150	7,500 00
Hurlburt, Abel	Frelighsburg	39	1,950 00
Hopkins, Abraham, M.D.	Cookshire	25	1,250 00
Hodsall, Joseph, Executors of	do	19	950 00
Heneker, Richard Tuson	Sherbrooke	4	200 00
Hubbard, John H.	Cambridge, Mass.	50	2,500 00
Hubbard, Mrs. J. M.	Stanstead	5	250 00
Houleston, Mrs. G. B.	Three Rivers	6	300 00
Hale, Wm. A.	Sherbrooke	12	600 00
Holmes, James N.	Montreal	20	1,000 00
Irwin, James	Granby	9	450 00
Jackson, John A.	Waterloo	89	4,000 00
Jackson, C. A.	do	28	1,300 00
Johnston, James B.	Sherbrooke	100	5,000 00
Johnston, John	Ascot	10	500 00
Journeaux, Edouard	Melbourne	5	250 00
Joslynn, Hubbard	Stanstead	312	15,600 00
Joslin, Stephen P.	Waitsfield, Vt.	160	7,529 44
Jones, Horace S.	East Coventry, Vt.	32	1,600 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Jones, C. H. ....	East Coventry, Vt.....	15	750 00
Joslyn, G. S. ....	Barton, Vt.....	80	3,633 09
Jaques, George E. ....	Cowansville.....	20	1,000 00
Jaques, Miss Edith.....	do.....	4	200 00
Keyes, Emma F. ....	Newbury, Vt.....	25	1,250 00
Keyes, Emma F., in trust.....	do.....	39	1,950 00
Kathan, Wm.....	Cowansville.....	70	3,250 00
Keyes, Isabella F.....	Newbury, Vt.....	9	450 00
King, Edwin F.....	Montreal.....	36	1,800 00
Kinnear, J.....	Kinnear's Mills.....	49	2,450 00
Kellam, Mrs. Eliza W.....	Haverhill, N.H.....	10	500 00
Kimball, Albert.....	Knowlton.....	6	300 00
Kippen, Lieut.-Col. H. N.....	Lennoxville.....	20	1,000 00
Knight, Miss Florence A.....	Stanstead.....	2	100 00
Knowlton, A. E.....	Waterloo.....	40	2,000 00
Knowlton, Myron M.....	Knowlton.....	6	300 00
Knowlton, L. H.....	South Stukely.....	2	100 00
Knowlton, Luke M.....	Knowlton.....	20	1,000 00
Knowlton, Almas A.....	Waterloo.....	30	1,500 00
Keenan, Mary A.....	Lingwick.....	12	600 00
King, Chas.....	Sherbrooke.....	200	10,000 00
Krans, Rev. E. H.....	New York.....	60	3,000 00
Kathan, C. H.....	Rock Island.....	10	500 00
Kinnear, Jas., jun.....	Kinnear's Mills.....	5	250 00
Kemp, Geo.....	Montreal.....	90	4,500 00
Knight, Alson.....	Brigham.....	24	600 00
Lake, Samuel.....	Eaton.....	10	500 00
Lawrence, H. D.....	Sherbrooke.....	11	550 00
Laraway, Alva.....	Dunham.....	60	3,000 00
Lawrence, G. W.....	Waterloo.....	120	6,000 00
Little, Mrs. Fanny.....	North Montpelier, Vt.....	14	700 00
Lawrence, Mrs. Ellen B.....	Sherbrooke.....	41	2,050 00
Lincoln, Franklin.....	Waterloo.....	24	1,200 00
Lyford, Mrs. Mary E.....	Sherbrooke.....	30	1,500 00
Lincoln, Mrs. Sarah, Executrix.....	Abbotsford.....	12	600 00
Lindsay, E. N.....	Bulwer.....	13	650 00
Lennoxville, Municipality of.....	Lennoxville.....	46	2,300 00
Lloyd, Mrs. Henrietta.....	Sherbrooke.....	40	2,000 00
Lloyd, Mary Rachael.....	do.....	10	500 00
Locke, Thos.....	Stanstead.....	100	5,000 00
Lovell, Henry.....	Coaticook.....	200	10,000 00
Lyman, Ben., Estate of.....	Montreal.....	43	1,485 00
Lynn, Rachael.....	North Hatley.....	26	1,300 00
Lane, Mrs. Susan M.....	Boston.....	75	3,750 00
Learned, Eliza M.....	Cookshire.....	19	800 00
Learned, Alden.....	do.....	6	200 00
Leonard, E. B.....	Newport, Que.....	10	500 00
Laurie, Duncan.....	Quebec.....	100	5,000 00
Lawrence, Henry S.....	Newport.....	20	1,000 00
Lawson, Mrs. Hannah A.....	West Randolph, Vt.....	20	1,000 00
Laurie, Sophia.....	Quebec.....	75	3,750 00
Mack, C. P.....	Ayer's Flat.....	10	500 00
Mathewson, Mrs. Amelia S.....	Barton, Vt.....	16	800 00
Mack, W. P.....	Apple Grove, Que.....	80	4,000 00
Mack, D. W., Executors of.....	Stanstead.....	30	1,500 00
Muyotte, F. X.....	Montreal.....	72	3,600 00
Mair, Mary.....	Cowansville.....	48	2,400 00
Major, Jas. E.....	Montreal.....	7	350 00
Merrill, G. W.....	Compton.....	28	1,400 00
Miller, Jessie M.....	Melbourne.....	32	1,600 00
Marble, J. C.....	Paris, Me.....	20	1,000 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de l'Est—Suite)

Names. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
Morey, Thos. S.....	Sherbrooke.....	102	\$ 4,325 00
Morris, L. E and E. P. Felton, Executors.....	do.....	22	1,100 00
Morris, B. T.....	Lennoxville.....	76	3,475 00
Morris, Miss E. M.....	Melbourne.....	4	200 00
Morris, Mrs. Isabella M.....	Sherbrooke.....	13	650 00
Morris, L. E.....	do.....	93	4,150 00
Morris, Miss Mary Ann.....	Ascot.....	18	750 00
Morrison, Mrs. Jennie.....	Waterville.....	1	50 00
Mack, Mrs. Emma M.....	Brompton.....	20	1,000 00
Mowie, Hester.....	Cookshire.....	24	1,200 00
Martin, Ben. S.....	Dunham.....	10	500 00
Mansur, David A.....	Stanstead.....	40	2,000 00
Mowie, Miss Mary H.....	Cookshire.....	21	1,050 00
Morse, J. N.....	Haverhill, N. H.....	30	1,500 00
Morey, S. F.....	Sherbrooke.....	167	6,000 00
Martin, J. S.....	Dunham.....	8	400 00
Mansur, D. A., in trust.....	Stanstead.....	12	600 00
McDonald, Mrs. Anne.....	St. Johns, Que.....	37	1,850 00
McCleary, John.....	Compton.....	80	3,070 00
McDonald, Mrs. Georgia C.....	Montreal.....	14	700 00
MacKenzie, Jno.....	Lennoxville.....	97	4,850 00
Macfarlane, Anne T.....	Montreal.....	25	1,250 00
Macfarlane, Malcolm.....	Sherbrooke.....	114	5,700 00
Macfarlane, Henry.....	Montreal.....	40	2,000 00
MacKenzie, Catharine M., Executrix.....	Melbourne.....	3	150 00
MacLeay, Alex.....	Danville.....	54	2,700 00
MacLeay, Mrs. Sarah R.....	do.....	81	3,947 50
McLellan, Franklin.....	Glover, N. H.....	160	8,000 00
McLeod, Mrs. Mary.....	Melbourne.....	16	800 00
McPherson, Betsey.....	Stanstead.....	6	300 00
McNicol, John.....	do.....	30	1,500 00
McKinnon, Mrs. Emily S.....	Cowansville.....	12	600 00
McKinnon, T. A.....	Montreal.....	20	1,000 00
McEvilla, Wm.....	Roxton Falls.....	42	2,100 00
McGaffey, Mrs. Susan F.....	Stanstead.....	40	2,000 00
McLeod, Miss Catharine.....	Richmond.....	21	1,050 00
Mudge, Henry Jas., in trust.....	Montreal.....	6	300 00
Meigs, John, M. D.....	Stanstead.....	21	1,050 00
Moss, Samuel, and Hyam, in trust.....	Montreal.....	110	4,250 00
Molson, Mrs. L. G. F.....	do.....	187	9,350 00
Miller, Wm., in trust.....	do.....	21	1,050 00
Montreal, the Lord Bishop of, in trust.....	do.....	9	450 00
Murray, Rev. Wm.....	Abbotsknowe.....	10	500 00
McLaurin, Peter R.....	Vankleek Hill.....	10	500 00
McKenzie, Mrs. Jane.....	Melbourne.....	20	1,000 00
McLimont, Miss Anna F.....	Ottawa.....	19	950 00
McKenzie, R.....	Pictou, N.S.....	80	4,000 00
McKenzie, R.....	Melbourne.....	9	450 00
Macdonald, Mrs. C. E.....	Berthier (en haut).....	16	800 00
Macdonald, James.....	St. Johns.....	49	2,450 00
McDougall, Mrs. Helen O.....	Montreal.....	6	300 00
McDonald, Alexander.....	St. Johns.....	50	2,500 00
McKay, Robert.....	Montreal.....	300	15,000 00
McKay, Edward.....	do.....	97	4,850 00
Macdonald, Duncan.....	St. Johns.....	180	9,000 00
Mackay, Hugh.....	Montreal.....	300	15,000 00
Napier, G. H., Estate of.....	Napanee.....	5	250 00
Nourse, Irene G.....	Eaton.....	10	500 00
Nourse, Joshua.....	do.....	18	900 00
Norris, George.....	Lennoxville.....	20	1,000 00
North, Mary.....	Westbury.....	30	1,500 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Nicolls, A. D.	Montreal	3	150 00
Nicolls, G. G.	do	4	200 00
Nicolls, Mrs. Harriet Mary	do	101	5,050 00
Nicol, Robert	Granby	14	700 00
Nationale, La Société de Construction	Sherbrooke	12	600 00
O'Connor, John, jun.	Brigham	37	1,850 00
O'Halloran, Miss Maria E.	Cowansville	24	1,200 00
Oxenden, Ashton, in trust	Montreal	1	50 00
Orrock, Rev. John M.	Boston	19	800 00
Oliver, Adam	Cowansville	25	1,250 00
Osgood, Jonas F.	Cookshire	55	1,910 00
O'Connor, Miss Catherine M.	Coaticook	6	300 00
O'Connor, Mrs. Harriet L.	Robinson	10	500 00
Paddon, John B.	Lennoxville	214	9,885 00
Paddon, John B., in trust	do	2	100 00
Paddon, Albert A.	do	2	100 00
Page, F. Quincy	Three Rivers	38	1,900 00
Paige, W. W.	Compton	24	444 80
Paige, Lucy	Lennoxville	4	200 00
Parker, L. E.	Hatley	70	3,500 00
Parker, Mrs. Mary S.	Danville	8	400 00
Peasley, A. S.	Stanstead	19	950 00
Pentland, Mrs. Margaret	Three Rivers	18	900 00
Peters, Richard	South Stukely	6	300 00
Pettes, Nathaniel	Knowlton	100	5,000 00
Pehlmann, Carl	Robinson	10	500 00
Pettes, Jeremiah C.	Knowlton	20	1,000 00
Pierce, Mary C., Tutrix	Stanstead	2	100 00
Pierce, Mrs. Mary	do	194	9,700 00
Pierce, G. H.	Richmond	20	1,000 00
Ployart, Miss A. G.	Drummondville	14	700 00
Pike, Mrs. Mary C.	Rock Island	2	100 00
Ployart, F., Executors of	Sabrevois	1	50 00
Pomroy, Selah J.	Compton	79	1,550 00
Pomrov, George	Stanstead	10	500 00
Pope, A. W.	Cookshire	50	1,834 00
Pope, Mrs. F. M.	do	56	900 00
Pope, Hon. John H.	do	722	24,985 00
Pope, Mrs. Hannah	do	18	750 00
Porter, George	Rock Island	120	6,000 00
Price, John Evan	Quebec	150	7,500 00
Price, Cecilia	do	25	1,250 00
Pollard, Mrs. Emma J.	Compton	48	2,400 00
Pollard, Mrs. Emma J., in trust	do	1	50 00
Parker, Samuel W.	Newport, Vt.	20	1,000 00
Parker, Mrs. Jane	Caledonia Springs	2	100 00
Primrose, Clarence	Pictou, N.S.	20	1,000 00
Primrose, Howard	do	20	1,000 00
Racicot, Ernest	Sweetsburg	30	1,250 00
Rankin, Z., Executors of	Richmond	66	3,300 00
Rankin, Miss Helen Amelia	Windsor Mills	67	3,350 00
Read, Matthew	Sherbrooke	80	4,000 00
Reid, Rev. C. P.	do	320	16,000 00
Rice, Mrs. Mary S.	Coaticook	30	1,500 00
Richardson, C. A.	Stanstead	60	2,475 00
Riddell, A. D.	Huntingville	61	3, 50 00
Roberts, Wm.	Farnham	45	2,010 00
Robertson, Hon. J. G.	Sherbrooke	73	3,650 00
Robins, Mrs. Maria D.	do	30	1,500 00
Robinson, Mrs. Emily	Waterloo	24	1,200 00
Rhodes, Armitage	Quebec	16	800 00

## Eastern Townships Bank—Continued.

(Banque des Cantons de l'Est—Suite)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Robinson, Mrs. Emma J.....	Waterloo.....	120	6,000 00
Robinson, Rev. F.....	Abbotsford.....	102	5,000 00
Robinson, Rev. G. C.....	Aylmer.....	86	3,982 50
Robinson, George A.....	Ottawa.....	2	100 00
Robinson, E. W.....	Waterloo.....	2	100 00
Robinson, Miss Ellen M.....	Aylmer.....	3	117 50
Robinson, Mrs. Mary J.....	Abbotsford.....	50	2,500 00
Robinson, W. H.....	Granby.....	30	1,500 00
Roe, Henry, D. D.....	Lennoxville.....	44	2,200 00
Rogers, Charles.....	Stanstead.....	100	5,000 00
Rogers, Mrs. C. L.....	Pawtucket, R. I.....	30	1,500 00
Rose, George H.....	Stanstead.....	6	300 00
Rose, Mrs. Nancy.....	Charlestown, Mass.....	20	1,000 00
Ross, David Robert.....	Dublin.....	36	1,400 00
Ross, Mrs. D. R.....	do.....	19	950 00
Rykerd, Malcolm, Executors of.....	Dunham.....	2	100 00
Rawson, Mrs. C. W.....	Quebec.....	61	3,050 00
Reid, Annie McD.....	Sherbrooke.....	12	600 00
Robinson, Mrs. E. N.....	Cowansville.....	6	300 00
Ruiter, Charles R.....	St. Johnsbury, Vt.....	6	300 00
Rennick, Mrs. Eliza.....	Cleveland, Ohio.....	45	2 20 00
Redfield, Mrs. Helen W.....	Montpelier, Vt.....	6	300 00
Robinson, Miss Anne.....	Quebec.....	10	500 00
Robinson, Miss Eliza.....	do.....	4	200 00
Rhodes, Miss Mary E.....	do.....	8	400 00
Reinhardt, Mrs. Emma F.....	Montreal.....	20	1,000 00
Robertson, Peter, Executors of.....	do.....	10	250 00
St. George's Church, Wardens of.....	Lennoxville.....	10	500 00
St. John's Church, Incumbent of.....	West Shefford.....	2	100 00
St. Luke's Church, Wardens of.....	Waterloo.....	33	1,650 00
St. Peter's Church, Wardens of.....	Sherbrooke.....	20	1,000 00
Saunborn, S. Brooks.....	do.....	28	1,400 00
Saunborn, Mary.....	do.....	119	3,200 00
Saunders, Wm.....	Robinson.....	3	150 00
Savage, Miss Amanda.....	Dunham.....	20	1,000 00
Savage, Mrs. Elizabeth.....	Foreston, Ill.....	6	300 00
Sibley, Miss Hattie F.....	East Montpelier, Vt.....	14	700 00
Sawyer, Mrs. Lydia.....	Cookshire.....	12	600 00
Slack, Mrs. Thomas.....	Waterloo.....	8	346 67
Scarth, Rev. A. C.....	Lennoxville.....	79	3,824 00
Slack, Mrs. Isabella A.....	Abbotsford.....	59	2,950 00
Slack, Mrs. Marion A.....	Waterloo.....	17	690 00
Scott, Thomas.....	Richmond.....	13	650 00
Shepherd, Mrs. Lucy Ann.....	Quebec.....	12	600 00
Short, Susannah.....	Sherbrooke.....	20	1,000 00
Shurtleff, J. B.....	Ayer's Flat.....	194	9 700 00
Sutton, Mrs. Eliza E.....	Barnston.....	20	1,000 00
Sutton, Eliza E, in trust.....	do.....	2	100 00
Smith, Ichabod.....	Stanstead.....	280	14,000 00
Shearer, Mrs. J. T.....	Montreal.....	10	500 00
Smith, Samuel G., Executors of.....	do.....	223	11,150 00
Snow, Mrs. Susan J.....	French Village.....	15	750 00
Stanbridge, Corporation of.....	Bedford.....	130	6,500 00
Stanton, N. W.....	Stanbridge.....	13	650 00
Stanton, Jane M.....	do.....	22	1 100 00
Starr, Gordon A.....	Brockville, Ont.....	36	1,800 00
Stevens, Mrs. Christians.....	Dunham.....	6	300 00
Stevens, Gardner.....	Waterloo.....	20	1,000 00
Stevens, G. G.....	do.....	100	5,000 00
Stevens, Mrs. Mary.....	Dunham.....	80	4,000 00
Stewart, Horace.....	Beebe Plain.....	186	9,300 00



Eastern Townships Bank—Continued.  
(Banque des Cantons de l'Est—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)	Amount. (Montant.)
			\$ cts.
Stockwell, J. W.....	Danville.....	120	6,000 00
Stone, Diana V.....	Lennoxville.....	3	150 00
Stone, F. G., Executors of.....	Stanbridge.....	4	200 00
Stuart, G. O'Kill.....	Quebec.....	186	9,300 00
Sutherland, Wm.....	L' Avenir.....	40	2,000 00
Spafford, N. C.....	Lennoxville.....	20	1,000 00
Stevens, Sidney.....	Waterloo.....	21	550 00
St. Matthew's Church, Incumbent of.....	South Stukely.....	2	100 00
Streeter, G. M.....	Halifax, N.S.....	5	250 00
Shaw, Spencer.....	Waterloo.....	6	300 00
Shaw, Mrs. P. A.....	Quebec.....	12	600 00
Stafford, Rev. E. A.....	Montreal.....	30	1,500 00
Stafford, Mrs. E. A.....	do.....	6	300 00
Sutherland, Wm.....	Quebec.....	20	1,000 00
Stanton, Miss Louisa A.....	Stanbridge, East.....	8	400 00
Symmes, Mrs. Abigail.....	Drummondville.....	54	2,700 00
Stewart, Duncan.....	Inverness.....	4	200 00
Shaw, Samuel J.....	Quebec.....	40	2,000 00
Simmons, Joseph H.....	Lévis.....	20	1,000 00
Sleeper, Lewis.....	Coaticook.....	200	5,000 00
Taylor, Alfred.....	Lennoxville.....	20	1,000 00
Taylor, S., Executors of.....	Stanstead.....	24	1,200 00
Taylor, Wm.....	Richmond.....	15	750 00
Taylor, W. A.....	Waterloo.....	184	8,700 00
Taylor, Mrs. Annie A.....	Eaton.....	13	650 00
Taylor, W. A., in trust.....	Waterloo.....	4	200 00
Taylor, Edwin A.....	do.....	22	1,100 00
Taylor, Mrs. Ellen M.....	do.....	6	300 00
Terrill, T. Lee, Executors of.....	Stanstead.....	600	26,000 00
Thomson, Thomas H.....	Quebec.....	20	1,000 00
Thornloe, Mrs. George.....	Stanstead.....	109	5,450 00
Thomas, D. and S. J. Foss, in trust.....	Sherbrooke.....	13	650 00
Thomas, Mrs. Seraph A. C.....	Stanbridge Station.....	4	200 00
Thompson, Mary.....	Coaticook.....	2	100 00
Thomson, Mary.....	Quebec.....	40	2,000 00
Thompson, Wm.....	Leeds.....	6	300 00
Thornton, John.....	Coaticook.....	85	4,250 00
Thornton, John, in trust.....	do.....	95	4,750 00
Tittemore, Caroline.....	Frelighsburg.....	20	1,000 00
Trigge, Elizabeth.....	Cookshire.....	4	200 00
Tuck, Mrs. S.....	Sherbrooke.....	4	200 00
Tuck, Mrs. T. J.....	do.....	65	3,250 00
Tuck, T. J.....	do.....	44	307 50
Tylee, A. M.....	Montreal.....	5	250 00
Thomas, F. Wolferstan.....	do.....	100	5,000 00
Tylee, Mrs. Mary Jane.....	do.....	22	1,100 00
Townend, Rev. A. J.....	Halifax.....	6	300 00
Taylor H. S.....	Stanstead.....	58	2,900 00
Thomas, Mrs. L.....	Melbourne.....	8	400 00
Thomas, Leonard.....	do.....	25	1,250 00
Thomas, Mrs. Laura A.....	Abbot's Corner.....	30	1,500 00
Voniffand, Rev. A. A.....	Bergerville.....	16	800 00
Vesey, Geo., Executors of.....	Quebec.....	100	5,000 00
Wadleigh, Mrs Sarah Ann.....	Ulverton.....	50	2,500 00
Wadleigh, John, jun.....	Kingsey.....	126	6,300 00
Wadleigh, W. E.....	French Village.....	40	725 00
Wadleigh, W. E., in trust.....	do.....	60	2,200 00
Walker, Mrs. Adaline.....	Sherbrooke.....	67	2,650 00
Watson, Mrs. Ellen T.....	Derby Line, Vt.....	10	500 00
Webber, E. N., M.D.....	Richmond.....	28	1,400 00
Webster, Mrs. Rebekah E.....	Haverhill, N.H.....	20	1,000 00

Eastern Townships Bank—*Concluded.*  
(Banque des Cantons de l'Est—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
			\$ cts.
Whitcomb, Charles.....	Waterloo.....	36	1,710 00
Wells, Epinetus.....	do.....	30	1,500 00
White, Mrs. W.....	Sherbrooke.....	15	750 00
Washer, Mrs. C. B.....	Brompton Falls.....	20	1,000 00
Whitfield, Geo.....	Rougemont.....	50	2,500 00
Whitman, Zeno V.....	Stanbridge.....	25	1,250 00
Whitney, Mary B.....	Montreal.....	33	1,650 00
Whitney, N. S.....	do.....	6	300 00
Wadleigh, John, in trust.....	Ulverton.....	90	4,500 00
Wilber, John.....	Farnham.....	6	220 00
Wadleigh, John.....	Ulverton.....	2	100 00
Wilcox, Pardon B.....	Stanstead.....	63	3,150 00
Wilkey, David.....	Rock Island.....	40	2 000 00
Wicksteed, George W.....	Ottawa.....	100	5,000 00
Willard, Sarah A.....	South Stukely.....	23	1,150 00
Willard, Samuel L.....	Brooklyn, N. Y.....	6	300 00
Willard, Miss Merab K.....	do.....	6	300 00
Willard, Mrs. Merab A.....	Stukely.....	17	850 00
Willard, Miss Sophia Agnes.....	do.....	6	300 00
Wilson, Mrs. E. A.....	Lennoxville.....	56	2,800 00
Wilder, Mrs. Louvia C.....	Boston.....	13	650 00
Wilson, W. and J. H. L. Wilson, in trust.....	Lennoxville.....	84	4,200 00
Winter, A.....	Sherbrooke.....	3	150 00
Winter, Mary.....	do.....	36	1,800 00
Wood, Israel.....	do.....	85	3,375 00
Wood, Hon. Thomas.....	Dunham.....	73	3,400 00
Woodbury, Annie S., Executors of.....	Frelighsburg.....	11	550 00
Wilson, Rev. Jos., Estate of.....	Quebec.....	10	500 00
Wood, Frances Lucy.....	Sherbrooke.....	20	1,000 00
Webber, R. N. and W. J. Woodburn, in trust.....	Richmond.....	10	500 00
Wiman, T. W.....	Stanstead.....	200	10,000 00
Wyley, L. A.....	do.....	10	5,000 00
Wood, Mrs. Hannah W.....	Dunham.....	10	500 00
Wightman, Mrs. Nancy.....	Stanbridge.....	15	750 00
Wyan, Abigail Maria.....	Woburn, Mass.....	150	7,500 00
Winter, A., in trust.....	Sherbrooke.....	12	600 00
Wheeler, Jennie D.....	West Randolph, Vt.....	10	500 00
Wurtele, C. E.....	Sherbrooke.....	30	1,500 00
Welsh, J. H.....	Montreal.....	2	100 00
Williams, Miles.....	do.....	69	3,450 00
Woods, Thos. W.....	St. Ferdinand, Hal.....	14	700 00
Woodcock, J. D.....	West Randolph, Vt.....	20	1,000 00
Wurtele, Miss Eleanor F.....	Quebec.....	10	500 00
Wurtele, Elizabeth.....	do.....	42	2,100 00
Wurtele, F. C., in trust.....	do.....	30	1,500 00
Wurtele, F. C. and Annie.....	do.....	14	700 00
Ward, Thomas.....	Stanstead.....	35	1,750 00
Wynne, R. T.....	Montreal.....	50	2,500 00
Whitman, H. N.....	Stanbridge, E.....	11	550 00
Young, A. S.....	Stanstead.....	12	600 00

I hereby certify the foregoing to be a correct list of the Shareholders of this Bank of record, 1st day of January, A.D., 1882, with number of shares held by each, and the amount paid in thereon.

WM. FARWELL,  
*General Manager.*

EASTERN TOWNSHIPS BANK,  
SHERBROOKE, P.Q., 16th February, 1882.

EXCHANGE BANK OF CANADA.  
(BANQUE D'ECHANGE DU CANADA.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Abbott, Hon. J. J. C.....	Montreal.....	3
Buntin Alex.....	do .....	300
Burland, G. B.....	do .....	50
Bowies Maria (Widow of Rev. D. Coles).....	do .....	9
Barbeau, Henry.....	do .....	5
Brodie, Ann, Estate of.....	St. Henri.....	5
Boyd, John.....	Montreal.....	10
Bond, George W.....	St. Andrews.....	5
Bell, Elizabeth.....	Pembina, U.S.....	4
Branchaud, Moïse.....	Beauharnois.....	2
Baptist, Alex.....	Three Rivers.....	15
Bellemare, R.....	Montreal.....	2
Barclay, John.....	Glasgow, Scot.....	10
Barnes, Eliza (Wife of Richard Pope).....	Ottawa.....	2
Barnett, Hugh.....	Glasgow, Scot.....	12
Browning, Mrs. M. A.....	Montreal.....	10
Brown, William.....	Caledonia.....	5
Bleakley, John H. Y.....	St. Thomas.....	21
Caverhill, Thomas, Estate of late.....	Montreal.....	318
Craig, Thomas.....	do .....	8
City and District Savings Bank.....	do .....	460
Cross, Hon. Alex.....	do .....	5
Craig, Hugh.....	do .....	10
Clement, Israel, Estate of late.....	Lachine.....	20
Corse, N. B.....	Montreal.....	12
Carter, C. (Wife of George Carter).....	Danville.....	3
Colquhoun, Wm.....	Dickinson's Landing.....	11
Clarke, Louisa (Wife of G. E. Jaques, jun).....	Montreal.....	2
Clark, O. L.....	Côte St. Paul.....	2
Cowie, Lucy Ann (Widow of A. F. Cowie).....	Cowansville.....	3
Chapman, Elizabeth Sarah Maria.....	South Quebec.....	3
Chisholm, Duncan.....	Williamstown.....	5
Chisholm, Isabella.....	do .....	5
Caverhill, John, Estate of late.....	Nice, France.....	203
Cross, Henry.....	Quebec City.....	1
Crahern & Caverhill.....	Montreal.....	50
Cream, Wm.....	Quebec City.....	5
Cramp, G. B.....	Montreal.....	40
Cruikshank, George.....	do .....	5
Craig, G. W., Manager, in trust.....	do .....	3
Davies & Co.....	do .....	90
Dubuc, Arthur.....	do .....	5
Decary, François.....	do .....	10
Drummond, Eliza.....	St. Johns.....	4
Dickey, Hon. Robert B.....	Amherst.....	4
Doherty, Patrick.....	Leeds, Eng.....	2
Desautel, Mde. Sophie, Estate of.....	Montreal.....	4
Davis, Widow Lurena M.....	St. Andrews.....	5
Darwall, R. C.....	Dover, Eng.....	5
Desautel, Henrietta, in trust.....	Terrebonne.....	10
Estate of late E. J. Bancroft.....	Montreal.....	14
Edgar, Frank.....	do .....	12
Estate of the late Amable Prévost.....	do .....	25
Executors of the late Andrew Wilson.....	do .....	8

Exchange Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque d'Exchange du Canada—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Foster, G. K.....	Richmond.....	15
Fletcher, James.....	Rigaud.....	50
Greene, E. K.....	Montreal.....	169
Gilroy, Thomas.....	Goderich.....	4
Gault, M. H., in trust.....	Montreal.....	5
Greene, George A.....	do.....	56
Gault, C. E.....	do.....	12
Gault, Robert L.....	do.....	50
Gilman, F. E.....	do.....	50
Gravel, J. O.....	do.....	10
Gravel, J. O., in trust.....	do.....	7
Gault, M. H.....	do.....	336
Gray, Mrs.....	Stratford.....	5
Hart, Mrs. Julia.....	Three Rivers.....	12
Hebert, Sophia L.....	Montreal.....	10
Irish Protestant Benevolent Society.....	do.....	3
Johnston, James B., M.D.....	Sherbrooke.....	7
Jones, Edward.....	St. Andrews.....	19
Jones, Robert W.....	do.....	5
Jaques, G. E., jun.....	Montreal.....	1
Jones, Miss Ann H.....	St. Andrews.....	15
Jones, Mrs. Sarah Ryder, Widow.....	do.....	31
Jaques, G. E., sen., Executor Estate of W. H. Jaques.....	Cowansville.....	8
Kershaw, John.....	Montreal.....	5
Kervin, Edwin.....	Cornwall.....	12
King, G. M. C. (Wife of C. E. C. King.).....	Ireland.....	13
Learmont, Eliza B.....	Montreal.....	35
Laing, Murdoch.....	do.....	25
Lamplough, Miss H. L.....	Côte des Neiges.....	15
Learmont, Miss Jane F.....	Montreal.....	1
Learmont, Miss Agnes.....	do.....	1
Leslie, Capt. J. H., Estate of.....	do.....	1
La Rocque, Lelia de Salaberry.....	L'Assomption.....	3
La Rocque, L. R. H.....	do.....	2
Lewes, Florence (Wife of P. Lewes).....	South Wales.....	12
Moore, James.....	Montreal.....	23
Mills, Robert.....	Napanee.....	2
Mount Royal Cemetery Company.....	Montreal.....	20
Mussen, Thomas.....	do.....	19
Matthews, Eliza (Wife of G. Matthews).....	do.....	30
Muir, Robert.....	England.....	50
Moran, Peter.....	Prescott.....	10
Moat, Robert.....	Montreal.....	3
Maloney, Michael.....	do.....	5
Matthias, F. B., and A. K. Kinnear, in trust.....	do.....	10
Wilson, Dame Esther.....	do.....	16
Moody, Matthew.....	Terrebonne.....	15
Municipality of Etang du Nord.....	Etang du Nord.....	3
Morris, David.....	Ste. Thérèse.....	25
McCarthy, D. & J.....	Sorel.....	25
MacDonald, James.....	St. Johns.....	12
MacDonald, Wm., M.D.....	Montreal.....	15
McMaster, Mrs.....	England.....	7
McMaster, W. J., in trust.....	Toronto.....	7
McBain, A. L., Executors Estate of.....	Lancaster.....	8
McBain, James C.....	Williamstown.....	5
MacKay, Edward.....	Montreal.....	25
McMaster, W. J., in trust for Arthur Carson.....	Toronto.....	2
Maguire, Denis.....	St. Johns.....	20

Exchange Bank of Canada—*Continued.*  
(Banque d'Echange du Canada—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
McMaster, Wm., in trust for Joseph M. Anderson, Castle Rack, Ireland.....	Toronto.....	12
McMaster, Wm., in trust No. 1.....	do	28
McCrimmon, Archibald.....	Lancaster.....	4
MacDonald, Duncan.....	St. Johns.....	37
McGill, George.....	Bowmanville.....	5
McMaster, Arthur, Executors Estate of.....	Toronto.....	40
Nichols & Maillen.....	Montreal.....	7
Nelson, H. A.....	do	10
Nutter, J. D.....	do	5
Newman, Henry.....	do	2
Nutter, J. D., in trust.....	do	1
Newman, Frank W.....	do	3
Ogilvie, John.....	do	25
Owens, T. & W.....	Stonefield.....	25
Ogilvie, Archibald.....	North Georgetown.....	5
Ogilvie, Hon. A. W., in trust for A. Kelly.....	Montreal.....	8
Ogilvie, Hon. A. W., in trust for A. W. Ogilvie.....	do	5
Ogilvie, Hon. A. W.....	do	308
Ogilvie, Miss Frances.....	do	25
Plante, Elie.....	do	10
Papineau, Narcisse.....	St. Timothy, Beauharnois.....	25
Pratt, John, Estate of late.....	Montreal.....	50
Poirier, Adelaide (Widow of Isidore Leclaire) Estate of.....	do	3
Patrick, Miss Rebecca.....	do	6
Parker, Mrs. C. F.....	do	5
Phillips, Henry.....	do	10
Roy, Candide.....	do	10
Rivet, Louis.....	do	50
Ryan, Hon. Thomas.....	do	50
Rose, Alex.....	do	10
Rolier, Hon. C. S., Estate of the late.....	do	50
Reeves, Miss Margaret.....	do	2
Russell, Wm., in trust for Elizabeth Russell.....	Toronto.....	2
Robertson, James.....	Montreal.....	36
Rogers, Mrs. L.....	Parkhill.....	1
Roy, Arthur, Usufructuary Legatee of the Estate of P. E. Roy.....	Montreal.....	50
Strathy & Strathy.....	do	25
Simard, Joseph.....	do	25
Spriggings, Richard.....	do	5
Smart, John.....	Port Hope.....	10
Small, John, Estate of.....	Bochelaga.....	20
Simpson, Moses D.....	St. Andrews.....	25
Sun Mutual Life Insurance Co.....	Montreal.....	50
Sutherland, D.....	St. Andrews.....	1
Semple, J. H., in trust for Mary Semple.....	Montreal.....	1
Stirling, John.....	do	50
Sheppard, Miss Sophia E.....	Lévis.....	4
Starnes, Hon. Henry.....	Montreal.....	62
Tiffin, Thomas, Estate of the late.....	do	250
Townsend, T. B.....	Hamilton.....	5
Thornley, Wm., Estate of the late.....	Verdun.....	11
Tate, George.....	Point St. Charles.....	26
Vipond, T. S., in trust.....	Montreal.....	2
Vipond, T. S.....	do	30
Workman Thomas.....	do	20
Watt, Alex., Estate of the late.....	do	2
Wing (or Stevens), Mrs. Mary, Widow.....	Dunham.....	7
Whitney, N. S., in trust.....	Montreal.....	13

Exchange Bank of Canada—*Concluded.*(Banque d'Echange du Canada—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Warnock, Dame Jane.....	Montreal.....	2
Wylde, J. T., <i>et al</i> , Trustees of Bessie W. Wilde...	Halifax, N.S.....	10
Wylie, Jas., in trust for Mrs. John Wylie.....	Montreal.....	2
Wilson, Thomas.....	do.....	170
Webster, George.....	do.....	1
Wylde, J. T., Trustee.....	Halifax, N.S.....	6
Whitfield, George.....	St. Athanase.....	1
Weaver, A. O.....	Montreal.....	3
Weaver, G. W., sen., Estate of the late.....	do.....	32
	Total.....	5,000

LA BANQUE JACQUES-CARTIER,  
(THE JACQUES-CARTIER BANK.)

Noms. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
Amesse, Benj., Succession.....	Montréal.....	17	\$ 425
Anderson, Robert.....	do.....	200	5,000
Arcand, L. J. U.....	Bécancour.....	45	1,125
Archambault, Alexandre, Succession.....	L'Assomption.....	19	475
Archambault, Camille.....	do.....	32	800
Archambault, Cyprien.....	Terrebonne.....	57	1,425
Archambault, F. A., Usufructuary.....	Montréal.....	9	225
Archambault, Hon. Louis.....	L'Assomption.....	176	4,400
Archambault, Dame P. A. O.....	do.....	64	1,600
Archambault, Dame Prescille.....	do.....	32	800
Armand, François.....	Rivière des Prairies.....	4	100
Armand, Hon. J. F.....	do.....	4	100
Armand, Dame Eléonore.....	do.....	1	25
Baillargé, F.....	Les Cèdres.....	32	800
Banque d'Epargnes.....	Montréal.....	285	7,125
Baptist, John.....	Trois-Rivières.....	6	150
Barbeau, Henri.....	Montréal.....	1	25
Barsalou, Erasme.....	do.....	3	75
Barsalou, Hector.....	do.....	4	100
Barsalou, Joseph.....	do.....	33	825
Bate, Chs. F.....	Ottawa.....	40	1,000
Bayen, Godfroid.....	Berthier.....	25	625
Beaudry, Héritiers J. B.....	Montréal.....	1,162	29,050
Beaudry, F. X.....	do.....	41	1,025
Beaudry, Hon. J. L.....	do.....	220	5,550
Beaudry, Delle Marguerite.....	do.....	19	475
Beaudry, Dame Poxeline.....	do.....	42	1,050
Beaudry, Victor.....	do.....	206	5,150
Belisle, Sévère, Succession.....	D'Eschambault.....	9	225
Bellemare, R.....	Montréal.....	24	600
Bellerose, Dame H. A.....	St. Vincent de Paul.....	1	25
Bellerose, Hon. Jos. H.....	do.....	4	100
Bender, A.....	Montmagny.....	4	100
Bernard, J. M.....	Cap Santé.....	9	225
Bertrand, Paul.....	St. Mathias.....	13	325
Bertrand, Solime.....	do.....	23	575
Biron, Ed., Succession.....	Montréal.....	65	1,625
Bissett, Harriet.....	St. Jean.....	8	200
Bissonnette, Esdras.....	Les Cèdres.....	2	50
Bissonnette, Esdras, in trust.....	do.....	1	25
Bissonnette, François, père.....	do.....	5	125
Bonneville, Dame Euphémie.....	Longueuil.....	81	2,025
Bouchard, Olivier.....	Montréal.....	16	400
Boucher, Fanny McBean.....	Berthier.....	10	250
Boucher, Théod.....	Montréal.....	36	900
Boucher de la Bruyère, Succession.....	St. Hyacinthe.....	6	150
Boudreau, Veuve Ed.....	Trois-Rivières.....	22	550
Bourgault, Benj.....	Longue Pointe.....	1	25
Bourret, Delle Caroline.....	Montréal.....	4	100
Boyer, J. A. T.....	do.....	24	600
Boyer, J. C. A.....	do.....	24	600
Boyer, L. A.....	do.....	23	575
Boyer, Dame M. E. U.....	do.....	24	600
Boyer, Dame M. L. A.....	do.....	23	575

La Banque Jacques-Cartier—*Suite.*  
(The Jacques-Cartier Bank—*Continued.*)

Noms. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
			\$
Brassard, l'Abbé Théo.....	Vaudrenil.....	12	300
Brière, Dame Angélique, Usufructuary.....	Montréal.....	32	800
Brisson, Médard.....	St. Rémi.....	22	550
Brown, Wm., Succession.....	Montréal.....	4	100
Burke, M.....	do.....	12	300
Bureau, J. N.....	Trois-Rivières.....	32	800
Burland, G. B.....	Montréal.....	32	800
Burnett & Co.....	do.....	1,205	30,125
Burwash, Thos.....	St. André d'Argenteuil.....	11	275
Cabana, Dame A. C.....	Montréal.....	22	550
Cameron, A. H., Succession.....	do.....	3	75
Campion, Ellen.....	do.....	5	125
Cassidy, J. L.....	do.....	120	3,000
Cassidy, M.....	do.....	75	1,875
Chaffers, Henriette, Veuve J. Lévy.....	do.....	64	1,600
Chanteloup, E.....	do.....	11	275
Chapédelaïne, J. B.....	Joliette.....	2	50
Chapleau, Zéph.....	Montréal.....	114	2,850
Charbonneau, F. C.....	do.....	1	25
Charles, Walter, Succession.....	do.....	114	2,850
Chipman, Ralph, Succession.....	do.....	22	550
Cholette, J. C.....	do.....	2	50
Clark, H. D.....	do.....	6	150
Clark, Margaret.....	do.....	3	75
Comte, Adélaïde, Usufructuary.....	do.....	10	250
Contant, Pierre.....	do.....	23	575
Coursol, Dame H. T.....	do.....	32	800
Courtemanche, Abraham.....	do.....	12	300
Cowie, Catherine.....	do.....	13	325
Cowie, William.....	do.....	57	1,425
Craig, T., in trust.....	do.....	149	3,725
Cressé, A. P.....	Nicolet.....	5	125
Crosbie, John.....	Montréal.....	27	675
Cuddihy, M.....	do.....	85	2,125
Dacier, Joseph.....	Iberville.....	14	350
Dansereau, Pierre.....	Montréal.....	2	50
Darling, W., and J. White, in trust.....	do.....	65	1,625
Davies, Dame C. L. M.....	New York.....	12	300
Davies, Andrew M.....	do.....	12	300
Décary, Frs.....	Montréal.....	11	275
DeGrandpré, C. Comte.....	do.....	25	625
DeGrosbois, T. B.....	Boucherville.....	14	350
DeMartigny, A. L.....	Montréal.....	38	950
Demers, Ed., Succession.....	do.....	11	275
Desautels, Esther, in trust.....	do.....	62	1,550
Deschamps, Clément.....	Lachine.....	2	50
Desjardins, Alphonse.....	Montréal.....	123	3,075
Desjardins, Alphonse, in trust.....	do.....	417	10,425
Desjardins, Dame H. B.....	do.....	4	100
Desnoyers, Christ. et Margt.....	do.....	2	50
Dessaulles, Dame F. Leman.....	St. Hyacinthe.....	2	50
Dionne, Hon. Elisée.....	Ste Anne de la Pocatière.....	28	700
Doran, James.....	Montréal.....	48	1,200
Doucet, Théo., Succession.....	do.....	30	750
Dubord, Alph.....	Trois-Rivières.....	32	800
Duchesneau, H.....	Montréal.....	60	1,500
Duchesneau, Delle Virginie.....	St. Vincent de Paul.....	11	275
Dufort, Dame Denis.....	Montréal.....	63	1,575
Dufort, H.....	do.....	9	225
Duguay, Dame M. S. R.....	Ste. Martine.....	19	475
Dumouchel, Dame M. B.....	Montréal.....	38	950



La Banque Jacques-Cartier—*Suite.*  
(The Jacques-Cartier Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
Dulaz, Henri .....	Montréal .....	45	\$ 375
Eglauch, L. ....	do .....	150	3,750
Faribault, Charles T. ....	L'Assomption .....	15	375
Faucher, Olivier, et fils .....	Montréal .....	120	3,000
Fissiault, H. A. ....	Ottawa .....	57	1,425
Fitzpatrick, Kate .....	Montréal .....	5	125
Forest, Ludger .....	L'Assomption .....	32	800
Forget, L. G., et Cie .....	Montréal .....	14	350
Forget-Dépatie, Marie .....	do .....	6	150
Fortier, Nicholas .....	do .....	21	525
Fortin, Hon. Pierre .....	Québec .....	19	475
Fournier, Ed. ....	Montréal .....	9	225
Fréchette, Dame M. A. P. ....	Québec .....	22	550
Galarneau, Edouard .....	Montréal .....	12	300
Gariépy, A. et T. ....	Lachine .....	8	200
Gatignol, J., Succession .....	Masham .....	1	25
Gauthier, Ed., Succession .....	Montréal .....	19	475
Gauthier, Léandre .....	do .....	5	125
Gauvreau, C. ....	Terrebonne .....	4	100
Gibb, Miss Clarinda .....	Montréal .....	22	550
Gilbert, John, Tutor .....	New York .....	22	550
Giroux, C. T. ....	Les Cèdres .....	7	175
Giroux, Dame Malvina .....	Montréal .....	2	50
Globensky, C. A. M. ....	St. Eustache .....	365	9,125
Graham, Dougall .....	Orms town .....	5	125
Gravel, E. H. ....	Montréal .....	5	125
Gravel, J. O. ....	do .....	22	550
Grenier, Jacques .....	do .....	45	1,125
Grenier, M. A. ....	do .....	5	125
Greene, E. K. ....	do .....	13	325
Greene, Geo. A. ....	do .....	30	1,250
Grotz, Xavier .....	do .....	34	850
Hainault, Louis, Succession .....	Beauharnois .....	65	1,625
Hall, John .....	Montréal .....	114	2,850
Hartt, Geo. F. ....	do .....	25	625
Hayes, John J. ....	do .....	12	300
Hazelwood, S., Succession .....	Toronto .....	43	1,075
Hesson, John .....	Morrisburg .....	14	350
Houde, Louise .....	Montréal .....	22	550
Huot, Lucien et Dame M. T. C. ....	do .....	122	3,050
Huot, Lucien .....	do .....	120	3,000
Hurlbut, Abel .....	Frelighsburg .....	34	850
Jones, Ann H. ....	St. André d'Argenteuil .....	6	150
Jones, Edward .....	do do .....	11	275
Jones, Sarah H. ....	do do .....	11	275
Jordan, Catharine .....	Montréal .....	2	50
Joseph, Henry .....	do .....	107	2,675
Joseph, J. H. ....	do .....	174	4,350
Joseph, Jessé .....	do .....	50	1,250
Kavanagh, H. ....	do .....	144	3,600
Kieran, Francis .....	do .....	10	250
Labelle, Auguste .....	do .....	21	525
Labine, Jules .....	do .....	57	1,425
Lacasse, L. G. ....	do .....	34	850
Lacerte, E. ....	Yamachiche .....	11	275
Lafleur, Edouard .....	Montréal .....	40	1,000
Laframboise, Hon. M. ....	do .....	27	675
Lafricain, Geo. ....	do .....	40	1,000
Lamarche, F. Bricot .....	St. Vincent de Paul .....	19	475
Lamothe, J. M., Succession .....	St. Hyacinthe .....	38	950
Lapierre, André .....	Montréal .....	4	100

La Banque Jacques-Cartier—*Suite*.  
(The Jacques-Cartier Bank—*Continued.*)

Noms. — NAMES.	Résidence.	Actions. — Shares.	Montant. — (Amount)
Lapierre, Zéphire.....	Montréal.....	19	\$ 475
Lapointe, L. R.....	Côteau St. Louis.....	57	1,425
Larivière, Abraham, Succession.....	Montréal.....	15	375
LaRocque, Alf.....	do.....	6	150
LaRocque, Dr. Bazile.....	St. Jean.....	22	550
LaRocque, Dame L. B.....	Montréal.....	80	2,000
Larose, Auguste.....	do.....	32	800
Larue, Léon, fils.....	do.....	24	600
Latour, Pierre.....	do.....	4	100
La Municipalité du Hâvre aux Maisons.....	Isles de la Madeleine.....	10	250
La Municipalité de l'Etang du Nord.....	do.....	10	250
Leblanc, Dame C. A.....	Montréal.....	68	1,700
Leblanc, Edouard.....	L'Epiphanie.....	19	475
LeCavalier, N. M.....	St. Laurent.....	24	600
Leclère, Francis.....	St. Hyacinthe.....	22	550
Lecompte, Geo.....	Montréal.....	13	325
Leman, Dame A. H. P.....	St. Hyacinthe.....	16	400
Lescarbeau, J. B.....	Montréal.....	16	400
Les Sœurs de l'Asile Providence.....	do.....	164	4,100
Les Relig. N. D. Bon Pasteur.....	do.....	12	300
Levesque, Dame Delphine.....	do.....	41	1,025
Lévy, Alex.....	Angleterre.....	162	4,050
Lévy, Dame Rosetta.....	do.....	58	1,450
Lewis, D. E.....	Montréal.....	2	50
Limoges, Benj.....	do.....	54	1,350
Limoges, Marie.....	do.....	14	350
Lisée, Adolphe.....	Batiscan.....	19	475
Loignon, Bruno.....	Montréal.....	38	900
Loiselle, Dame Amable.....	do.....	30	750
Loiselle, Lucie (Dame Ls. Lafricain).....	do.....	20	500
Lorange, Joserh.....	do.....	20	500
Lunn, Dame E.....	do.....	1	25
Lupien, Virginie.....	do.....	3	75
Mailhot, Dr. A., Succession.....	do.....	50	1,250
Mailhot, Hon. H. G.....	Trois-Rivières.....	11	275
Mâlo, Frs.....	Montréal.....	4	100
Marcoux, Rév. F. X.....	St. Régis.....	41	1,025
Marquet, Delle. Ph.....	St. Hyacinthe.....	5	125
Marsolais, Exérine.....	Montréal.....	9	225
Marsolais, Exilda.....	do.....	3	75
Martel, J. Z.....	L'Assomption.....	73	1,825
Martin, Dame Marie.....	Côteau Landing.....	21	525
Martin, P. P.....	Montréal.....	5	125
Masson, J. A. C.....	Angleterre.....	91	2,275
Massue, G. A., Succession.....	St. Aimé.....	65	1,625
Massue, L. H.....	Varennes.....	380	9,500
Mathieu, F. X.....	Ste. Scholastique.....	19	475
Mathieu, P. M.....	Grondives.....	38	950
McCarthy, D. et J.....	Sorel.....	22	550
McDonald, Dame M. E.....	Montréal.....	12	300
McEvilla, Wm.....	Roxton Falls.....	5	125
McFee, Christiana.....	St. Jean Chrysostôme.....	6	150
McGreevy, C.....	Rigaud.....	30	750
Melançon, Paul.....	St. Amb. Kildare.....	5	125
Merrill, Dame W. H.....	Montréal.....	9	225
Michaud, J. B.....	do.....	51	1,275
Michon, Germain.....	do.....	21	525
Molleur, Dame Anglère.....	do.....	32	800
Monat, Louis.....	do.....	120	3,000
Mongenais, J. B.....	Rigaud.....	228	5,700
Montmarquet, F. X.....	Montréal.....	68	1,700

La Banque Jacques-Cartier—*Suite.*  
(The Jacques-Cartier Bank—*Continued.*)

Noms. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares)	Montant. — (Amount)
Moat, R. et J.....	Montreal.....	35	\$ 875
Moreau, L. A., Succession.....	do.....	32	800
Moreau, Pierre, Succession.....	Longueuil.....	20	500
Morgan, Dame Julia.....	Montréal.....	14	350
Morrison, Elizabeth.....	do.....	5	125
Mount, Mary Jane, in trust.....	do.....	9	225
Murison, Eliza.....	New Carlisle.....	1	25
Newcomb, Wm., Succession.....	Montréal.....	34	850
O'Connor, James.....	do.....	29	725
Quellet, Aurélie.....	Plessisville.....	3	75
Painchaud, C. F.....	Varennes.....	22	550
Pallascio, Guill.....	Montréal.....	72	1,800
Papineau, N.....	St. Timothée.....	68	1,700
Parent, Benj., Succession.....	Montréal.....	108	2,700
Paré, Louis.....	Lachine.....	8	200
Payne, F. G.....	Montréal.....	1	25
Pelletier, M. Louise.....	do.....	1	25
Perrault, David.....	do.....	13	325
Perrault, Jérémie.....	do.....	54	1,350
Perrault, Joseph.....	do.....	6	150
Perrault, J. X.....	do.....	150	3,750
Perrault, Zéph.....	do.....	28	700
Phillips, S. G.....	Cowansville.....	10	250
Pitt, Chs.....	Québec.....	80	2,000
Porcheron, E. D.....	Montréal.....	48	1,200
Pouliot, Dame S. B.....	do.....	32	800
Powter, Dame Emily.....	do.....	14	350
Pratt, John, Succession.....	do.....	140	3,500
Préfontaine, Ant.....	Longueuil.....	3	75
Préville, Paul.....	Montréal.....	20	500
Prévost, Amable, Succession.....	do.....	57	1,425
Prévost, Octave.....	do.....	33	825
Provencher, J. N., Succession.....	do.....	2	50
Racette, J. B.....	L'Assomption.....	25	625
Raymond, Dame M. A. A. I.....	St. Hyacinthe.....	2	50
Raymond, Dr. Olivier.....	Montréal.....	2	50
Renaud, J. B.....	do.....	232	5,800
Renaud, L'Hon. Louis, Succession.....	do.....	65	1,625
Ricard, Louis.....	do.....	20	500
Rivet, Marcel.....	do.....	12	300
Robertson, James.....	do.....	7	175
Rolland, Chs. O., Succession.....	do.....	8	200
Rolland, J. B.....	do.....	120	3,000
Roy, C.....	do.....	100	2,500
Saunders, H. & A.....	do.....	50	1,250
Saunders, A.....	do.....	50	1,250
Schiller, C. E.....	do.....	205	5,125
Scott, H. C.....	do.....	9	225
Shareholder's Stock in suspense.....	do.....	3,090	77,250
Shea, James.....	do.....	19	475
Simard, Dame L. A.....	Rivière des Prairies.....	4	100
Smith, S. F., in trust.....	Montréal.....	9	225
Stephen, Wm.....	do.....	16	400
Stuart, Chs., in trust.....	do.....	1	25
Stuart, Charles, Acct.....	do.....	2,000	50,000
Stuart, E. H., and H. L. Snowdon, Trustees.....	do.....	5	125
St. Dizier, Henri.....	do.....	5	125
St. Louis, Jules.....	do.....	10	250
Taché, Delle. A.....	Montmagny.....	1	25
Taché, Louis.....	St. Hyacinthe.....	4	100
Taché, Lady S.....	Québec.....	4	100

La Banque Jacques-Cartier—*Fin.*  
(The Jacques Cartier Bank—*Concluded.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)	Amount. — (Montant.)
Terroux, Chs. A.....	Montréal.....	65	\$ 1,625
Thériault, J. B.....	Pointe Lévis.....	28	700
Thérien, Césaire .....	Verchères.....	34	850
Thivierge, M.....	Montréal.....	4	100
Thompson, John.....	do .....	32	800
Trottier, A. A., Caissier, in trust.....	do .....	93	2 325
Trudeau, Romuald.....	do .....	74	1,850
Trudeau, Toussaint.....	Ottawa.....	29	725
Trudel, Joseph.....	Montréal.....	64	1,600
Turcot, Séraphin.....	do .....	4	100
Turgeon, Dr. L. G.....	do .....	37	925
Valade, Joseph, Succession.....	do .....	34	850
Vandandaigne, Lima.....	do .....	1	25
Viau, Simon.....	St. Laurent.....	9	925
Viau, Dame Louis, Usufructuary .....	Montréal.....	8	200
Viau, Dame A. F., Succession.....	L'Assomption.....	125	3,125
Villeneuve, Félix.....	Montréal.....	2	50
Villemaire, L. D., Succession.....	do .....	57	1,425
Vincent, André.....	do .....	29	725
Waters, J. R.....	Les Cèdres.....	7	175
Weir, W.....	Montréal.....	120	3,000
Whitfield, George.....	St. Athanase.....	22	550
Wilson, Hon. Chs., Succession.....	Montréal.....	80	2,000
Wood, Robert.....	do .....	50	1,250
Young, Agnes.....	Ottawa.....	20	50
Young, Wm., Succession.....	Montréal.....	4	100

Certifiée pour vraie copie.

A. DE MARTIGNY,

*Caissier.*

## LA BANQUE DE ST. JEAN.

(ST. JOHN'S BANK.)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Isaac Coote.....	St. Jean.....	100
Hon. F. G. Marchand.....	do .....	246
Louis Molleur, fils.....	do .....	774
Ph. Baudouin.....	do .....	29
J. P. Carreau.....	do .....	147
L. H. Trudeau.....	Henryville.....	10
Jacques Franchère.....	Marieville.....	58
Dame Azilda Boutillier.....	do .....	42
Wilfrid Brosseau.....	St. Jean.....	50
James O' Cain.....	do .....	11
Jos. Chagnon.....	do .....	11
E. Z. Paradis.....	do .....	109
Rév. Louis Bonin.....	Pembina, D.T.....	16
D. Hercule Brosseau.....	L'Acadie.....	10
Pascal Molleur.....	St. Damien.....	21
Thomas Roy, fils.....	St. Jean.....	21
Rév. F. Aubry.....	do .....	25
Héritiers Narcassie Piédalue.....	L'Acadie.....	32
Alfred Molleur.....	do .....	15
Héritiers Louis Marceau.....	Napierville.....	25
J. B. Bornais.....	St. Valentin.....	11
Ant. Boissonnault.....	do .....	55
J. E. Clément.....	St. Jean.....	272
Léon Déranleau.....	do .....	5
Chas. I. Marchand.....	St. Agathe des Monts.....	34
Dame Elizabeth Flavien.....	Iberville.....	11
Médard Brunelle.....	do .....	19
Aug. Fournier.....	Ste. Marie Monnoir.....	10
Louis Decelles.....	St. Jean.....	109
Joseph Carreau.....	Ste. Marie Monnoir.....	16
Bernard Sauvage.....	St. Jean.....	2
Thos. Caldwell.....	do .....	38
Dame Marie Nolin.....	St. Alexandre.....	11
Dame Vve. Frs. Plante.....	St. Jean.....	25
Narcisse Catudal.....	Napierville.....	59
Dame Hermine Lamoureux.....	do .....	50
Félix Boivin.....	St. Sebastien.....	259
Luc Lamoureux.....	St. Damien.....	109
Thos. Sheridan.....	St. Jean.....	21
Léandre Tétrault.....	Fall River.....	5
Victor Robert.....	St. Angèle.....	109
Télesphore Girard.....	St. Valentin.....	13
Bénoni Loïselle.....	St. Angèle.....	20
H. Moreau.....	St. Jean.....	50
Héritiers David Brosseau.....	L'Acadie.....	200
Olivier Hébert.....	St. Jean.....	100
Héritiers J. B. Bouchard.....	Iberville.....	11
Frs. Gosselin, père.....	St. Alexandre.....	54
A. A. L. Brien.....	do .....	55
Frs. Ouimet.....	do .....	25
Rév. C. St. Georges.....	Iberville.....	10
Sinaï Bérubé.....	do .....	5
Amédée Carreau.....	Ste. Marie Monnoir.....	14
Jos. Molleur, fils.....	St. Jean.....	22

La Banque de St. Jean—*Suite.*(St. John's Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Frs. Gosselin.....	St. Alexandre.....	102
Narcisse Guay.....	St. Valentin.....	11
Joseph Brosseau.....	L'Acadie.....	10
Rév. O. Désorcy.....	St. Ours.....	55
Héritiers F. X. Langelier.....	.....	40
Alexis Bertrand.....	St. Jean.....	40
Julien Poissant.....	do.....	10
Toussaint Catudal.....	Napierville.....	59
F. Monnette.....	St. Jean.....	30
Isidore Marcoux.....	Marieville.....	11
Dame Cordélie Boutillier.....	do.....	43
Césaire Pépin.....	St. Césaire.....	21
J. B. Bissonette.....	St. Jean.....	100
J. E. Molléur.....	do.....	1
Abraham Prairie.....	Iberville.....	10
Isaac Piédalue.....	L'Acadie.....	10
J. B. H. Beaugard.....	Iberville.....	2
I. I. Derome.....	St. Jean Chrysostôme.....	5
Héritiers Rév. L. L. Pomminville.....	.....	1
Antoine Trahan.....	Weedon.....	10
Rév. P. Hévey.....	Lewiston, Me.....	3
Dame Joséphine Dacier.....	Iberville.....	6
L. S. Poulin.....	St. Alexandre.....	4
Pierre Théberge.....	Notre Dame Richelieu.....	1
Valiquet & Cie.....	Farnham.....	11
Héritiers H. Chillingworth.....	do.....	2
J. J. Trudeau.....	do.....	5
Antoine Gobeille.....	Danville.....	2
F. X. Marcotte.....	St. Jean.....	1
Pierre Hébert.....	Farnham.....	1
Jos. Smith.....	do.....	2
Louis Fréchette.....	do.....	1
Dlle Euph. Nadeau.....	Malmaison.....	15
E. F. King.....	Montréal.....	2
Dlle Ursule Derome.....	St. Jacques le Mineur.....	2
J. B. Boissonnault.....	St. Jean.....	100
J. Marchesseau.....	Butte City, M. T.....	19
Héritiers J. L'Ecuyer.....	St. Jean.....	50
Michel Guertin.....	Lacolle.....	20
Pierre Cyr.....	Napierville.....	2
Héritiers J. B. Boudreau.....	do.....	3
Louis Ponton.....	Ste. Marie Monnoir.....	1
F. X. Boulais.....	do.....	2
Magloire Fournier.....	St. Alexandre.....	4
Cyriac Sanstair.....	Farnham.....	5
Etienne Patenaude.....	St. Sébastien.....	9
David Lafond.....	St. Brigid.....	3
J. J. D. Gosselin.....	St. Alexandre.....	50
Gustave Dacier.....	Iberville.....	25
Phillippe H. Roy.....	Montréal.....	200
C. H. Beauchemin.....	St. Jean.....	354
Hector Leblanc.....	Montréal.....	10
A. Barrette.....	Napierville.....	2
Médéric Catudal.....	do.....	50
Charles H. Kirkland.....	St. Jean.....	6
J. B. Valiquet.....	Farnham.....	1
Magloire Charron.....	St. Sébastien.....	100
François Lamoureux, fils M.....	Henryville.....	150
Copland & McLaren.....	Montréal.....	10
Rév. D. Dandurand.....	St. Charles, Man.....	4
Delle Philomène L'Italien.....	St. Jean.....	3

La Banque de St. Jean—*Fin.*(St. John's Bank—*Concluded.*)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Congrégation Notre Dame.....	Montréal.....	5
Hospital Général.....	do .....	1
Alexandre Nadeau, fils.....	St. Jean.....	1
A. Esinhart & Cie.....	Iberville.....	20

Nous déclarons que la liste ci-dessus été préparé d'après les livres de la Banque, et que cette liste est exacte au meilleur de notre connaissance et croyance.

We certify that the above list has been prepared from the books of the Bank, and that it is correct to the best of our knowledge and belief.

LOUIS MOLLEUR, FILS, *Président.*

V. W. BAUDOUIN, *Caissier.*

ST. JEAN, 10 février 1882.

## LA BANQUE NATIONALE.

## (THE NATIONAL BANK.)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Ahern, Dame K. McG.....	Québec .....	10
Alain, Michel.....	Ancienne Lorette.....	4
Alain, Isidore.....	do .....	5
Allard, Dlle. M. D.....	Carleton.....	17
Alleyn, Hon. Charles.....	Québec .....	196
Amiot, Louis.....	do .....	80
Amiot, Sévère.....	do .....	43
Amouroux, Dme. Vve. M. L.....	Baie St. Paul.....	30
Angers, Anselme, Succession.....	Québec .....	56
Angers, Hon. A. R.....	do .....	26
Ancil, Joseph.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	56
Ancil, Mde. Marie Levesque.....	Québec .....	10
Ancil, Joseph and Marie.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	2
Andrews, Thomas.....	Québec .....	28
Annett, Wm. Jas. and John.....	Gaspé.....	40
Arcand, U.....	Bécancour.....	25
Arcand, Dlle. Clarisse.....	Trois-Rivières.....	4
Archevêché de Québec.....	Québec .....	466
Archer, Joseph, in trust.....	do .....	3
Archer, Joseph, in trust.....	do .....	3
Archer, Joseph, in trust.....	do .....	3
Arsenault, Dlle. Geneviève.....	St. Bonaventure.....	2
Arsenault, C.....	do .....	6
Asile du Bon Pasteur.....	Québec .....	102
Atkinson, Henry.....	do .....	80
Aubry, A. E.....	France.....	32
Audet, Dame F. M.....	Québec .....	1
Audet, Nicodème.....	St. Anselme.....	3
Auclair, Rév. Jos.....	Québec .....	8
Auld, Joseph.....	Montréal.....	4
Babin, A. S.....	Québec .....	19
Baby, M. W.....	do .....	574
Baby, Hon. François, Succession.....	do .....	212
Bacon, Dame J. T.....	St. Thomas.....	45
Bacquet, Dlle. Nathalie.....	Québec .....	4
Barrow, E. C.....	do .....	4
Barrow, John W.....	do .....	40
Bardy, Dame M. S. L.....	do .....	12
Bailey, Nicolas.....	Gaspé.....	40
Baker, Dme. F. M.....	Québec .....	7
Baker, François, Tuteur.....	do .....	7
Balzaretti, Dame Vve. Nap.....	do .....	30
Baillargé, L. G.....	do .....	19
Bédard, J. B.....	do .....	24
Bégin, Rév. L. N.....	do .....	140
Bender, P.....	do .....	6
Bender, Dame Vve. P.....	do .....	22
Bennett, Dame E. M.....	Lévis.....	115
Bennett, B., and W. White, Curateurs.....	Québec .....	70
Belleau, Sir N. F.....	do .....	323
Belleau, Dlle. Delvina.....	do .....	2
Beaudouin, Noël.....	St. Héari.....	50
Beaulieu, A. T.....	Lévis.....	18
Beaulieu, J. A.....	do .....	19
	257	



La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Beaulieu, Thim.....	Lévis.....	40
Beaulieu, C. G.....	do.....	62
Berthelot, Dme. J. M., Succession.....	Québec.....	43
Bernier, Mde. F. X.....	do.....	8
Bernier, Antoine.....	St. Simon.....	13
Bernier, Dlle. M. E.....	St. Thomas.....	49
Bernier, Dame A. O.....	Cap St. Ignace.....	6
Beaudet, Eloy.....	Lotbinière.....	8
Beaudet, Elisée.....	Québec.....	80
Beaudet, Rév. P. E.....	Lévis.....	13
Beaubien, L. A., Succession.....	Cap St. Ignace.....	16
Beaumont, Dlle. J. de.....	St. Irénée.....	8
Bélanger, François.....	St. Valier.....	2
Bertrand, Charles.....	Isle Verte.....	49
Billet, Dame M. Sewell.....	Aylmer.....	24
Bilodeau, Louis.....	Québec.....	100
Bidégaré, Pierre.....	do.....	16
Binet, Ulric.....	do.....	10
Blais, Dlle. M. G. M.....	do.....	2
Blais, L. Edmond.....	do.....	2
Blais, P. Eugène.....	do.....	10
Blais, Dlle. Marie Anne.....	St. Romuald.....	12
Blais, Dame Virginie.....	St. Thomas.....	2
Blais, L. Eugène.....	Québec.....	180
Blais, Dlle. É.....	Ste. Foye.....	12
Blais, J. P.....	Kamouraska.....	2
Blais, Rév. W.....	St. Raymond.....	15
Blais, L. H.....	St. Thomas.....	84
Blakiston, Ray.....	Québec.....	45
Blanchet, l'Hon. J. G.....	Lévis.....	20
Blondin, A.....	Bécancour.....	4
Blouin, Rév. F. A.....	Carleton.....	8
Blouin, Damase, Tuteur.....	Québec.....	2
Bogue, Dame Veuve A. C.....	do.....	5
Bogue, Denis, Succession.....	do.....	22
Boissonnault, Dame Veuve P.....	St. Michel.....	62
Bolduc, Rév. J. B. Z.....	Québec.....	100
Bonhomme, P. L.....	do.....	12
Boulet, Dlle. Zoé.....	do.....	6
Boulet, Dlle. Adèle.....	do.....	3
Boulet, Dlle. Arthémise.....	do.....	1
Boucher, A. A.....	Ottawa.....	19
Boucher, Jean.....	St. Charles.....	11
Bouchette, Dame Veuve R. S. M.....	Québec.....	27
Boudreau, Edouard.....	Trois-Rivières.....	52
Bourget, Louis, in trust.....	Québec.....	7
Bowen, James, in trust.....	do.....	10
Bradshaw, Robert Connor.....	Halifax.....	28
Brisson, Napoléon.....	Québec.....	20
Brochu, Charles.....	do.....	250
Brousseau, Dame J. D.....	do.....	75
Brousseau, Dlle. Eliz.....	do.....	2
Brouard, François.....	do.....	6
Brouard, Théophile.....	St. Henri.....	19
Bruce, Robert.....	Québec.....	30
Brunet, J. C.....	do.....	43
Budden, John S.....	do.....	9
Bureau, Dlle. Marie Olivette.....	St. Pierre les Becquets.....	25
Bureau, J. N.....	Trois-Rivières.....	39
Bureau, Dlle. Adélaïde.....	Lotbinière.....	20
Burstall, Dlle. Ann Jane.....	Angleterre.....	35

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Résidence.	Actions. — (Shares.)
Bussières, P. G.....	Québec.....	30
Bussières, Samuel.....	do .....	2
Cahill, Michael.....	Beauce.....	44
Caisse d'Economie de la Notre-Dame.....	Québec.....	1,875
Cannon, E. G.....	do .....	139
Carcaud, Daniel.....	New Carlisle.....	5
Carcaud, J. D.....	do .....	3
Cardinal, A. Leroux, Succession.....	Québec.....	60
Caron, Rév. F.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	10
Carpentier, G.....	Québec.....	1
Carrier, L. Nap., Usufruitier.....	St. Henri.....	40
Carrier, L. Nap., in trust.....	do .....	51
Carrier, Onésime.....	do .....	55
Carrier, Dame Henriette.....	Québec.....	80
Carrier, Dame H. C.....	Lévis.....	12
Carrier, Antoine.....	do .....	31
Carrier, Dame M. A.....	Québec.....	50
Carrière, J. Bte.....	St. Anselme.....	12
Casault, l'Hon. N., Tuteur.....	Québec.....	9
Casgrain, J. E.....	Islet.....	5
Casgrain, J. P. B.....	Québec.....	34
Casgrain, Rev. R.....	do .....	20
Cazeau, Dlle. Josephte.....	do .....	40
Chauveau, Dame A. T.....	do .....	76
Chauveau, Alexandre, fils.....	do .....	3
Chinic, l'Hon. Eugène.....	do .....	194
Chinic, Dame M. A. L.....	do .....	16
Chinic & Beaudet.....	do .....	19
Chinic, Beaudet et Cie.....	do .....	9
Church of England Female Orphan Asylum.....	do .....	28
Cinq-Mars, Charles.....	do .....	251
City and District Savings Bank.....	Montréal.....	240
Cloutier, Dame Veuve Prisque.....	St. Hélène.....	100
Cloutier, Vincent Succession.....	Château Richer.....	9
Cochrane, John.....	Baie des Chaleurs.....	16
Collard, Joseph.....	Malbaie.....	60
Collas, James.....	Gaspé.....	28
Collège Ste. Anne.....	St. Anne.....	72
Collet, Rév. C. A.....	Québec.....	113
Collet, Charles Arcadius.....	St. Henri.....	113
Constantin, Jules and Eva.....	Québec.....	11
Corporation de Québec.....	do .....	838
Corp. Archiépiscope (F. D.).....	do .....	60
Corp. Arch. Fonds des Missions.....	do .....	55
Corp. Archiépiscope (F. R.).....	do .....	47
Corp. Arch. Soc. St. Joseph de Québec.....	do .....	5
Corriveau, H. & Uxor & al.....	St. Cajetan.....	28
Corriveau, Dame Veuve Benj. et al.....	St. Medor de Wenceslas.....	24
Corriveau, D. & Uxor et al.....	St. Valier.....	16
Côté, Denis.....	Québec.....	20
Côté, N., Succession.....	do .....	40
Côté, Dame F. X.....	Lévis.....	64
Côté, F. X., Succession.....	do .....	9
Couet, Adolphe.....	Québec.....	25
Couillard, P.....	Islet.....	3
Couture, V.....	St. Charles.....	3
Couture, Dame M. A. Brochu.....	St. Anselme.....	8
Couture, L. E.....	Lévis.....	62
Crawford, Dame C. A.....	Québec.....	40
Cream, Dame E. A. C. H.....	do .....	13
Crofton, Dame Emma K.....	New York.....	1

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

Noms. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Cull, Thomas .....	New Liverpool.....	62
Darveau, A. F. E. ....	Québec .....	40
Day, Dame Angélique & heirs Kelly.....	New Carlisle.....	6
Dechéne, Joseph.....	Québec.....	14
Dechéne, F. M.....	do .....	50
De Gaspé, Rév. T. A.....	Lévis.....	24
Dehn, Dlle. Marie .....	Québec.....	2
Delagrave, Succession Cyrille.....	do .....	180
Delagrave, Dame L. M.....	do .....	12
Delagrave, H., Tuteur.....	do .....	4
DeLaparelle, Elias.....	Paspébiac.....	54
Delisle, Nicistrate.....	Pointe aux Trembles.....	29
Delisle, Jean.....	St. Jean, I. O.....	8
Delille, Ferdinand.....	Québec.....	90
De Léry, l'Hon. A. R. C., Succession.....	do .....	180
Demers, Georges.....	St. Henri.....	264
Dérôme, J. B.....	Québec.....	20
Derousselle, Héritiers de feu Dame Marguerite Mathurin.....	Beauport.....	19
Déroche, Zéphirin.....	Québec.....	5
Déry, P. C.....	do .....	8
Déry, Honoré.....	Beauport.....	6
Déry, Charles.....	Kamouraska.....	41
Déry, Dame Malvina Chink.....	Ste. Anne de la Pocatière .....	18
Desruisseaux, Dlle. Adélaïde.....	Québec.....	8
Désilets, A. O.....	Bencancour.....	4
Deveau, Veuve P. Succession.....	Québec.....	41
De Villers, F. X.....	Lotbinière.....	40
Dion, Mde. Veuve F. X., Succession.....	Québec.....	32
Dion, F. X., sen.....	do .....	2
Dion, Dlle. Rose.....	St. Henri.....	1
Dionne, J, Bte.....	St. Giles.....	191
Dionne, Narcisse.....	do .....	186
Dionne, Germain.....	St. Thomas.....	9
Dionne, l'Hon. Elisée.....	Ste. Anne de la Pocatière.....	24
Dionne, Rév. P.....	St. Albans.....	44
Donohue, Dlle. Hélène.....	Québec.....	167
Doucet, R. E. B.....	do .....	2
Drapeau, Jean.....	Beauport.....	10
Drolet, Rév. Georges F. E.....	St. Colomb Sillery.....	2
Drolet, Stanislas.....	Québec.....	65
Drolet, Olivier.....	do .....	16
Drolet, Isidore.....	Ancienne Lorette.....	1
Drolet, Dlle. Adeline.....	St. Colomb Sillery.....	20
Drolet, Dlle. Emma.....	do .....	20
Drolet, Dlle. Flore.....	do .....	20
Drouin, Dame Veuve Frs.....	Québec.....	8
Drum, S. W.....	do .....	33
Drum, Isaac, Succession.....	do .....	32
Dubord, Alphonse, M.D.....	Trois-Rivières.....	20
Duchesneau, G.....	Québec.....	40
Dubeau, Dame Vve. Ed.....	do .....	16
Dubeau, J. B. Z.....	do .....	573
Dubeau, Dame M. D.....	do .....	20
Dubeau, J. Bte., Succession.....	do .....	48
Duclos, Dame S. A.....	do .....	2
Dufresne, Candide.....	St. Thomas.....	63
Dugal, Dame R. M., Succession.....	Québec.....	5
Dugal, P.....	do .....	12
Dugal, F. D.....	do .....	40
Dugal, Ed.....	do .....	3

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Dugas, Dame Vve. Félix.....	Gaspé.....	13
Dugas, Horace.....	do.....	12
Duggan, Dame Vve. S. G.....	Québec.....	22
Dumas, Lous.....	do.....	40
Dumontier, Dme. V. F.....	Beauport.....	18
Durand, Dlle. Marie.....	Québec.....	9
Durand, Dame Mag.....	do.....	8
Dussault, D., Succession.....	do.....	20
Duval, Philippe.....	Paspébiac.....	17
Emmerson, Jane, Estate of.....	Edmunston, N.B.....	20
Emmerson, Catharine.....	Rivière du Loup, en bas.....	20
Evêché des Trois-Rivières.....	Trois-Rivières.....	8
Fabrique Notre Dame.....	Québec.....	115
Fabrique St. Joseph.....	Lévis.....	40
Fabrique St. Jean.....	St. Jean, I. O.....	8
Falardeau, Louis.....	Québec.....	24
Falardeau, Louis, in trust.....	do.....	56
Falardeau, Louis, in trust.....	do.....	10
Fauvel, Dlle. Clara.....	Jersey.....	14
Fauvel, G. P.....	Gaspé.....	5
Fauvel, W. L. B.....	do.....	6
Fauvel, J. B.....	do.....	38
Fauvel, Dlle. E. M.....	Québec.....	50
Farand, Monsgr. H.....	Rivière McKenzie.....	46
Fiset, Charles.....	Ancienne Lorette.....	6
Fiset, L. J. C.....	Québec.....	170
Fiset, Louis, Succession.....	do.....	70
Fiset, Elzéar.....	do.....	12
Foisy, Théodule.....	Lévis.....	16
Forbes, Isaac, Succession.....	Québec.....	20
Forrest, Dame Vve. M. R.....	Bonaventure.....	33
Fortier, Dame J. E., Succession.....	Québec.....	80
Fortier, J. E., Tuteur.....	do.....	80
Fortier, G. N. A. & J. E.....	Beauce.....	20
Fortier, G. N. A.....	do.....	116
Fortier, François, Succession.....	St. Michel.....	25
Fortier, Dame M. A. G. Latouche.....	St. Isidore.....	1
Fortier, J. E.....	Québec.....	80
Fortin, L. N.....	Cap St. Ignace.....	11
Fortin, Dlle. Adèle.....	Québec.....	3
Fortin, Dlle. Apolline.....	do.....	3
Fortin, Dlle. Cesarie.....	do.....	4
Fortin, Irénée, Succession.....	do.....	50
Fortin, l'Hon. P.....	do.....	5
Fournier, Louis.....	St. Thomas.....	34
Fournel, Augustin.....	Québec.....	28
Fournel, Dame A. D.....	do.....	10
Fraser, Alexander.....	do.....	35
Fréchette, E. R.....	do.....	108
Fréchette, E. R., Tuteur.....	do.....	24
Fréchette, A. P., Succession.....	do.....	90
Fréchette, Onésiphore.....	do.....	32
Fréchette, Alexandre.....	do.....	8
Fréchette, Edouard, fils.....	do.....	8
Fréchette, E. R., in trust.....	do.....	24
Frenette, F. X.....	do.....	25
Frémont, Dame C. P.....	do.....	191
Frémont, Dame O. P., Tutrice.....	do.....	18
Frémont, Jules J. T.....	do.....	28
Gaboury, A.....	do.....	28
Gagné, Dame Veuve M. D., Tutrice.....	St. Jean Chrysostôme.....	10

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Gagné, Herménégilde.....	Cap St. Ignace.....	3
Gagné, Cléophas.....	do .....	2
Gagnon, Prosper, Succession.....	Québec.....	4
Galbraith, Dlle. Eliz.....	do .....	20
Gale, Dame Martha S.....	do .....	11
Gamache, Solyme.....	Cap St. Ignace.....	9
Gariépy, Dame L. Brunet.....	Québec.....	4
Garneau, l'Hon. P.....	do .....	12
Garneau, l'Hon. P., in trust.....	do .....	4
Garneau, J. P., Succession.....	do .....	30
Garneau, Dame F. X.....	do .....	4
Garneau, Dame J. P.....	do .....	9
Garneau, Joseph.....	do .....	58
Garneau, Felix.....	Cap Santé.....	28
Garon, Dame M. C.....	St. Etienne, Malbaie.....	50
Gauvin, Joseph.....	Québec.....	14
Gauvreaux, Dame Veuve E. T.....	do .....	52
Gibson, Dame Veuve G. F. C.....	Montréal.....	20
Gingras, Dame Veuve J. A., Tutrice.....	Québec.....	14
Gingras, Pierre.....	do .....	35
Gingras, Dame C. T.....	do .....	63
Gingras, F. N., Succession.....	do .....	28
Gingras, Dlls. E. et H.....	do .....	4
Gingras, Rév. Z.....	Lévis.....	16
Gingras, Dlle. Eliz.....	Charlesbourg.....	14
Gingras, Dame Veuve M. S.....	Québec.....	18
Gingras, Dame Veuve J. A.....	do .....	4
Gigon, Arthur.....	Beauport.....	1
Girard, Dame Anne Ingronville.....	Gaspé.....	58
Girard, Rév. A.....	Saguenay.....	10
Giroux, Edmond et Frère.....	Québec.....	29
Giroux, Edmond.....	do .....	100
Giroux, Dlle. Henriette.....	do .....	20
Giroux, Dame Veuve P. O.....	do .....	40
Godbout, Louis, Succession.....	St. Jean, I. O.....	43
Godin, Dame Cléophee.....	St. Pierre les Becquets.....	46
Gosselin, Dlle. M. H.....	Québec.....	28
Gosselin, Dlle. Mathilde.....	do .....	25
Gourdeau, Dame François.....	do .....	87
Gourdeau, François.....	do .....	52
Gravel, Dr. L. N.....	Château Richer.....	74
Grant, Robert.....	Québec.....	20
Grant, Dame Car. D.....	do .....	32
Griffith, Dame C. R.....	do .....	50
Grondin, Dame C.....	do .....	2
Grout, Dlle. Alice.....	Grimsby, Ont.....	8
Grout, Dlle. Adelaïde.....	do .....	8
Guay, Joseph, Succession.....	Québec.....	25
Guérout, Dlle. Lucie.....	do .....	80
Guillet, Dame O.....	do .....	2
Gunn, B. P.....	do .....	7
Gurry, James.....	Lévis.....	1
Hacquoil, François.....	Pointe St. Pierre.....	32
Hall, Dame S.....	New York.....	83
Halle, François, Succession.....	Québec.....	90
Hamel, Dame Veuve Théo.....	do .....	44
Hamel, Joseph.....	do .....	107
Hamel, F. E.....	do .....	10
Hamel, Théo., Succession.....	do .....	36
Hamel, Didace.....	Ancienne Lorette.....	5
Hamel, Edouard.....	do .....	1

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Hamel, Jacques.....	Québec.....	4
Hamelin, Rév. J. R. L.....	do.....	30
Hamilton, Robert.....	do.....	16
Hamilton, Dlle. Emma M.....	do.....	13
Hardy, Dlle. Josephte.....	do.....	3
Hardy, N. S.....	do.....	34
Hardy, Dame Malvina Mønier.....	do.....	8
Hardy, Charles.....	do.....	2
Hardy, Dame Veuve François.....	do.....	10
Hardy, Dame J.....	do.....	10
Hardy, David.....	Point aux Trembles.....	15
Hardy, Phidime.....	do do.....	20
Hardy, Dame Cécile Marcotte.....	Ste. Anne de la Pérade.....	5
Hardy, Joseph L.....	Grondines.....	26
Hardy, Germain.....	do.....	19
Harper L. G.....	Percé.....	28
Hart, Dlle. Dorothee.....	Trois-Rivières.....	12
Hart, Dlle. Sophie.....	do.....	13
Hart, Dlle. Emma.....	do.....	12
Hatch, Henry.....	Ottawa.....	4
Hatch, Hugh, Succession.....	Québec.....	57
Heath, Dlle. Emelie.....	Isle Verte.....	56
Heath, William, Curateur.....	do.....	113
Henry, J. W.....	Québec.....	160
Henry, Joseph.....	St. Bonaventure.....	5
Henry, J. B.....	do.....	5
Herring, William.....	Québec.....	100
Hodgson, John T.....	Madawaska.....	24
Home, Dame Mary.....	Québec.....	4
Hôpital Général.....	do.....	117
Hopper, Thomas.....	do.....	36
Horridge, A. Cross.....	Angleterre.....	184
Hossack, James.....	Québec.....	2
Hotton, George.....	Pointe St. Pierre.....	13
Hudon, Théo.....	Québec.....	204
Hudon, Rév. Joseph.....	St. Philippe de Néri.....	65
Hudon, Dame Atala.....	Rivière du Loup.....	18
Hudon, Dlle. Eugénie.....	Québec.....	1
Hudon, Dlle. Alice.....	do.....	1
Hudon, Dlle. Blanche A.....	do.....	1
Huot, Dlle. Dorothee.....	do.....	60
Huot, Philippe.....	do.....	151
Huot, Dlle. Hermine, Succession.....	do.....	13
Irish Protestant Benevolent Society.....	do.....	10
Irvine, Dame M. B., Trustees of.....	do.....	25
Jacobs, Beer.....	Montréal.....	200
Jacobs, Dame H. R.....	do.....	26
Jackson, Dame M. L. B.....	Québec.....	33
Jennest, Pierre.....	St. Henri.....	4
Jobin, P., fils.....	Ancienne Lorette.....	16
Jobin, Joseph, Succession.....	do do.....	18
Jolicœur, P. J.....	Québec.....	8
Joncas, Dame Veuve Lazare.....	St. Thomas.....	20
Joseph, Jesse.....	Montréal.....	76
Joseph, Abraham.....	Québec.....	224
Joseph, Montefiore.....	do.....	13
Joseph, Andrew C.....	do.....	14
Joseph, Jesse, jun.....	do.....	1
Joseph, S. Scott.....	do.....	2
Joseph, Dlle. C. Harriett.....	do.....	3
Joseph, Dlle. C. Octavia.....	do.....	2

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

Noms. — (NAMEE.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Joseph, Dlle. S. C.....	Québec .....	2
Joseph, Dlle. Martha Maud.....	do .....	2
Jourdain, Augustin.....	do .....	90
Kaulback, Dame M. S.....	Truro, N.S.....	1
Kelly, James.....	Québec.....	8
Kennedy, W. H.....	do .....	40
Kinnear, James, jun.....	Leeds, Que.....	4
Knight, Col. A.....	Québec.....	8
Labbé, Dame J. O.....	do .....	18
Labranche, Dame E. B.....	Portneuf.....	7
Labrecque, Dame A. V.....	Québec.....	3
Labrecque, Dame Veuve Marie.....	do .....	10
Laberge, Narcisse.....	do .....	3
Lacroix, Ed.....	Matane.....	90
Lacroix, Dlle. Eléonore.....	Québec.....	1
Lacerte, Dr. N.....	Lévis.....	27
Lagacé, Rév. P.....	Québec.....	25
Lagueux, Rév. Joseph.....	St. Jean Port Joli.....	45
Lagueux, Dlle. A.....	do .....	10
Lajoie, A. G.....	Ottawa.....	132
Lamontagne, J. Bte.....	Ste. Flavie.....	116
Langevin, C. F., Succession.....	Québec.....	300
Langevin, A. E., in trust.....	do .....	5
Langevin, A. E., in trust.....	do .....	1
Langlois, Charles.....	do .....	4
Langlois, Jean.....	do .....	106
Landry, J. E. J.....	do .....	179
Languedoc, Dame E.....	St. Michel.....	2
Languedoc, Dlle. Cléopée.....	do .....	9
Lapointe, F. X.....	Québec.....	32
Lapointe, L. M.....	do .....	16
LaRue, Georges.....	do .....	21
LaRue, Eleusippe.....	do .....	163
LaRue, Dame D.....	St. Gervais.....	27
Larochelle, Eugène, Succession.....	Québec.....	19
Larochelle, Dame Vve. Eugène.....	do .....	16
Laterrière, Hon. M. de Sales, Succession.....	Eboulements.....	80
Lebas, Charles G.....	Percé.....	3
Lebean, Dame Joseph.....	Québec.....	2
Lebrun, Philippe.....	Gaspé.....	8
LeBeauf, Dlle. Marie.....	Québec.....	8
LeBoutillier, Dame R. J.....	New Carlisle.....	4
LeBoutillier, Dame Georges, Tutrice.....	Gaspé.....	46
LeBoutillier, Dame Georges.....	do .....	70
Leclerc & Letellier.....	Québec.....	1
LeDroit, Théophile.....	do .....	100
LeDroit, Joseph.....	do .....	4
Légaré, Philippe.....	do .....	57
Légaré, Rév. A. I. I.....	do .....	30
Lelièvre, Dlle. Kate.....	do .....	2
Lelièvre, Dame C. Mailhot.....	do .....	13
Lelièvre, Dame Hélène.....	do .....	179
Lelièvre, Dlle. Adèle.....	do .....	2
Lemoine, Alexandre.....	do .....	5
Lemoine, Dame A. C., Succession.....	Chateau Richer.....	35
Lemoine, Denis.....	Québec.....	2
Lemoine, Gaspard.....	do .....	2
Lemoine, Dame Emma R.....	do .....	8
Lemoine, Dame H. M.....	do .....	16
Lemieux, N.....	do .....	60
Lemieux, Dame Vve. J. G.....	do .....	49

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Lemieux, Dame Vve. Edouard.....	Québec .....	56
Lemieux, Dr. C. E.....	do .....	6
Lemieux, F. X.....	Lévis.....	19
Lépine, Louis Georges.....	Québec .....	24
Lépine, Louis, fils.....	do .....	96
Lepage, Rév. Ath.....	do .....	54
Lepage, Ag.....	do .....	3
Lespérance, Dame M.....	St. Thomas.....	12
Lespérance, Pierre.....	Quebec.....	15
Lespérance, Dame C. E. H.....	do .....	38
Lespérance, Dame Vve. P. V., Tutrice.....	do .....	16
Lesueur, P., in trust.....	do .....	1
Lesueur, R. J.....	do .....	1
Lesueur, Mde. R.....	do .....	10
Letellier, Charles.....	Rivière Ouelle.....	62
Levasseur, P. C.....	St. Jean Deschailions.....	40
Lévy, Dame R.....	Quebec.....	62
LeVallée, J. T., jun.....	do .....	68
Levesque, Dlle. Henriette.....	do .....	11
Lindsay, Dame E. L.....	do .....	20
Lindsay, Dame J. G.....	do .....	30
Lindsay, E. B., in trust.....	do .....	42
Lindsay, Alexandre.....	do .....	10
Lindsay, Alexandre, in trust.....	do .....	8
Lindsay, E. B.....	do .....	44
Loewekamp, Rev. W., in trust.....	do .....	10
Logie, David, Succession.....	do .....	20
Lomas, Robert.....	do .....	35
Lortie, Dame G., Succession.....	do .....	8
Lottinville, Flavien.....	Trois-Rivières.....	23
Louis, Dame Mary.....	Québec.....	40
MacEwen, P., Caissier, in trust.....	do .....	91
MacNider & Co., James.....	do .....	132
Maheux, Nicolas.....	do .....	46
Malhiot, Joseph.....	do .....	5
Malhiot, Hon. H. G.....	Trois-Rivières.....	15
Marcotte, J. B., Succession.....	do .....	10
Marcotte, Dlle. Sophie.....	Islet.....	2
Marcotte, Dame C. F.....	do .....	1
Marchand, Dame Vve. O.....	Fraserville.....	40
Martel, Rév. L. A.....	Beauce.....	24
Martineau, J. L.....	Québec.....	41
Martineau, Rév. D.....	St. Charles.....	65
Martineau, Rév. D., in trust.....	do .....	36
Martineau, A. N.....	Beaumont.....	10
Marquette, Albert.....	Lévis.....	60
Martin, Dlle. Bertha.....	Québec.....	4
Marrett, Héritiers.....	do .....	51
Masse, Dilles. Henriette and E.....	do .....	15
Matte, Dame M. E. Gagnon.....	do .....	5
Matte, A. S., Succession.....	do .....	8
Mathieu, P. M.....	Gronelines.....	28
Maxham & Co., A. Jno.....	Québec.....	73
McAdams, Dlle. Annie.....	do .....	8
McAnally, Dlle. Eliz.....	do .....	24
McCauley, Héritiers.....	do .....	20
McDonnell, Rév. F.....	St. Joseph C. d'Ep.....	191
McEnery, Dlle. Julie.....	Québec.....	2
McGreavy, Hon. Thomas.....	do .....	800
McLimont, William.....	do .....	100
McLimont, Dlle. Christ.....	do .....	34



La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
McPherson, William.....	Portneuf.....	24
Meagher, John, Succession.....	Carleton.....	280
Meiklejohn, Charles.....	Québec.....	3
Mercier, Honoré.....	do.....	28
Méthot, Dame Eliza.....	Boston, U. S.....	14
Méthot, Alfred, Succession.....	Ste. Croix.....	6
Méthot, Leandre.....	Cap. St. Ignace.....	88
Méthot, J. A. V., Succession.....	Québec.....	99
Méthot, F. X. O.....	St. Pierre les Becquets.....	87
Méthot, E. W.....	St. Flavien.....	200
Méthot, Dame Veuve E. Boudreau.....	Lotbinière.....	200
Meunier, Ferdinand.....	Québec.....	22
Michaud, J. B.....	Lévis.....	3
Milne, Rév. Georges.....	New Carlisle.....	40
Mitchell, Rév. R.....	Québec.....	7
Mitchell, Dame E. J. D.....	do.....	33
Moat, John.....	Montréal.....	5
Moat, R. & J.....	do.....	2
Moffatt, Dame Veuve William.....	Québec.....	8
Moffette, Alfred, Tuteur.....	do.....	7
Moffette, Dame J. Bte.....	do.....	48
Moffette, Alfred.....	do.....	52
Molly, Dlle. Mary.....	do.....	43
Molly, Dlle. Sarah.....	do.....	25
Moncel, G. N., in trust.....	Montréal.....	304
Montminy, Octave.....	St. Jean Chrysostôme.....	9
Montambault, Dame D. J.....	Québec.....	3
Montizambert, Dame M. J. W.....	do.....	51
Morand, Dame Veuve J. B.....	Lotbinière.....	16
Morand, J. B. L.....	do.....	8
Morand, Dlle. Celina.....	do.....	8
Morneau, Dame Veuve Louis.....	St. Romuald.....	6
Morin, Dame hil. Trudelle.....	St. Nicolas.....	8
Morin, Hon. A. N., Succession.....	Québec.....	100
Mossman, J., in trust.....	do.....	20
Muir, Dame S. Place.....	do.....	46
Municipalité de Percé.....	Gaspé.....	10
Municipalité du Havre aux Maisons.....	Isle de la Madeleine.....	8
Municipalité de l'Étang du Nord.....	do.....	2
Munn, Dlle. Eliz.....	Québec.....	39
Myrand, L. H.....	do.....	10
Myrand, Dame S. A.....	do.....	35
Myrand, Louis.....	do.....	27
Nadeau, Dame F. Labrie.....	do.....	6
Nault, Dame J. Z.....	do.....	19
Nault, Dlle. Amelie.....	do.....	4
Newton, W. J.....	do.....	25
Noël, Lazare.....	do.....	42
Norris, Thomas.....	do.....	52
Nolet, Dame Veuve Christine.....	do.....	3
O'Donnell, James.....	do.....	20
O'Donohoe, Jno.....	do.....	4
O'Grady, Rév. John, Succession.....	Ste. Catharine Foss.....	40
O'Meara, D. D., in trust.....	Québec.....	4
O'Meara, Dlle. Joséphine.....	do.....	80
O'Reilly, Dlle. Marie Anne.....	do.....	4
Packwood, Georges.....	Pointe St. Pierre.....	20
Painchaud, Dame Antoine.....	Québec.....	173
Painchaud, Antoine.....	do.....	134
Pampalon, Thomas.....	do.....	28
Papillon, Jean.....	do.....	50

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Papillon, Jacques .....	Québec .....	12
Paquet, Rév. L. H., in trust .....	do .....	15
Paquet, Joseph, Succession .....	do .....	24
Paquet, Rév. A. C. H. ....	Sté. Pétronille .....	8
Paradis Mde. Alvina .....	St. Isidore .....	2
Paradis, L. L., Tuteur .....	Sté. Foyé .....	11
Paradis, L. L. ....	do .....	18
Paradis, Mde. M. S. E. Latouche .....	St. Isidore .....	1
Paradis, Dame Vve. R. E. ....	St. Henri .....	26
Paradis, Félix .....	do .....	41
Parent, Mde. Marie .....	Québec .....	25
Parent, Léandre .....	do .....	56
Parent, Dame Vve. E. ....	Ottawa .....	8
Parent, Et, Succession .....	do .....	104
Patton, James, in trust .....	Québec .....	30
Patton, Mde. M. A. ....	do .....	4
Pelletier, Hon. C. A. P. ....	do .....	10
Pelletier, François .....	do .....	6
Pelletier, Dlle. Julie .....	do .....	5
Pelletier, Mde. C. P. ....	do .....	12
Pelletier, Dame Vve. J. Bte. ....	do .....	4
Pelletier, Georges, Succession .....	Rivière du Loup .....	8
Pelletier, Timothée .....	Québec .....	8
Pellant, Mde. M., Succession .....	Ottawa .....	2
Pentland, Mde. C. Z. ....	Québec .....	80
Pentland, Charles .....	do .....	1
Pepin, Philippe .....	Ancienne Lorette .....	2
Pepin, François dit Lachance .....	Québec .....	32
Petitclerc, Joseph .....	St. Augustin .....	4
Picard, Ovide .....	Québec .....	5
Picher, F. X. ....	do .....	10
Picher, Dame Vve. G. E. ....	do .....	5
Place, Thomas, Succession .....	do .....	27
Place, Mde. Thomas, Succession .....	do .....	10
Plante, Pierre .....	St. Bernard .....	8
Plaindon, Jacques .....	Ancienne Lorette .....	3
Poiras, Michel .....	Québec .....	11
Poirier, Levi .....	Rivière du Loup .....	20
Poliquin, Honoré .....	Québec .....	5
Pope, Ed. ....	do .....	8
Poulin, Rév. L. ....	St. Isidore .....	7
Poulin, Telesphore .....	Québec .....	22
Pouliot, J. Bte. ....	Rivière du Loup .....	28
Pouliot, Rev. Charles .....	Lévis .....	6
Power, Hon. W., Succession .....	do .....	12
Pratt, John, Succession .....	Montréal .....	96
Pratton, H. J., and Mde. Vve. S. Hamilton .....	Québec .....	22
Prendergast, Mde. J. J. G. ....	do .....	32
Prévost, Pierre, Tuteur .....	do .....	15
Provan, John, Succession .....	do .....	8
Price, Evan John .....	do .....	142
Price, Dlle. Mary E. ....	do .....	14
Price, Dlle. Jane M. ....	do .....	308
Price, E. J., Tuteur .....	do .....	90
Price, Hon. D. E. ....	do .....	10
Québec Fire Assurance Co. ....	do .....	100
Quinn, Dlle. Anne .....	do .....	4
Racine, Mgr. Antoine .....	Sherbrooke .....	16
Ramsay, Mde. Vve. Jane .....	Québec .....	40
Rancour, Alexis .....	do .....	19
Ratte, L. O. ....	do .....	80

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Receveur-Général, Hon. ....	Ottawa .....	500
Rhéaume, Dlle. Alp. ....	Québec .....	16
Rhéaume, Mde. Euph. Gagnon.....	do .....	6
Richardson, Mde. E. O. ....	do .....	8
Ricavy, Dlle. H. ....	do .....	8
Richard, Jean .....	do .....	101
Rinfret, R. F. ....	do .....	74
Riopel, Mde. Justine R. ....	do .....	24
Riopel, L. Joseph.....	do .....	1
Ritchie, Hugh .....	St. Romuald .....	11
Riverin, Mde. Veuve Charles.....	Québec .....	8
Rivet, Pierre.....	Ottawa .....	74
Rivard, L. L. ....	Québec .....	30
Robinson, Dlle. Anne.....	do .....	24
Robinson, Dlle. Anne, ex. test.....	do .....	65
Robinson, Dllcs. A. et E., et Mde. Wm. McAdams	do .....	65
Robitaille, Ol., M.D. ....	do .....	225
Robitaille, Ol., in trust.....	do .....	1,564
Robitaille, Dlle. Luce.....	Ancienne Lorette.....	14
Robitaille, Louis.....	do do .....	4
Robertson, Mde. Jane.....	St. Jean Chrysostôme.....	63
Robertson, David.....	Québec .....	106
Romain, Dlle. A. G., Succession.....	do .....	16
Romeril, Georges.....	Gaspé.....	11
Ross, Mde. H. A. Valentine, in trust.....	Québec .....	89
Ross, Hon. D. A. ....	do .....	20
Ross, Dlle. Caroline.....	do .....	143
Ross, J. G. ....	do .....	148
Ross, Mde. Veuve D., Succession .....	do .....	19
Rousselle, Rév. D. ....	do .....	27
Rousselle, Antoine.....	St. Jean, I. O. ....	41
Rousseau, E. ....	Québec .....	4
Rousseau, L. T. F. ....	St. Casimer.....	40
Routh, F. A., in trust.....	Montréal .....	59
Roy, Alphonse.....	Méthot's Mills.....	2
Roy, Mde. Veuve A. F. ....	Québec .....	65
Roy, F. W. ....	do .....	48
Roy, Léon.....	Lévis.....	26
Roy, Mde C. F. ....	Ste Anne de la Pocatière.....	50
Roy, Gilbert.....	St. Henri .....	84
Roy, Thomas Et.....	Québec .....	125
Samson, Léon.....	Lévis .....	32
Samson, François.....	do .....	99
Samson, Charles.....	Québec .....	4
Samson, Thomas.....	do .....	34
Sasseville, J. B. ....	St. Norbert du Cap Chat .....	4
Sasseville, Rév. J. ....	Ste. Foye .....	60
Sasseville, Rév. J., in trust.....	do .....	4
Savary, Ferdinand.....	St. Raymond.....	10
Scott, Rév. W. ....	New Carlisle.....	20
Scott, Mde. Veuve W. W. ....	Québec .....	27
Scott, W. W., Succession .....	do .....	91
Séminaire de Québec, ès qualité.....	do .....	64
Séminaire de Québec.....	do .....	481
Sewell, Rév. H. D. ....	Londrès .....	280
Sewell, W. S., Succession.....	Québec .....	80
Sewell, J. A., M.D. ....	do .....	50
Shea Dlle. Catharine.....	do .....	10
Simard, Etienne.....	St. Romuald .....	43
Simard, François.....	Québec .....	16
Sirois, Mde. H. B. ....	do .....	19

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Slous, John.....	Jersey.....	18
Smith, Henry.....	Québec.....	20
Smith, R. H.....	do.....	12
Société Bienveillante Ouvriers de Québec.....	do.....	16
Société de Construction Permanente de Québec.....	do.....	5
Société Permanente de Construction des Artisans.....	do.....	30
Sœurs de la Charité.....	Lévis.....	18
Sœurs de la Charité.....	St. Nicolas.....	13
Sœurs de la Charité.....	Deschambault.....	8
Sœurs de la Charité.....	Cacouna.....	3
Sœurs de la Charité.....	Québec.....	63
Sœurs de la Charité, in trust.....	do.....	4
Sœur Ste. Flore.....	do.....	3
Sœur Marie de Bon Secours, Supérieur du Con- vent de St. Sylvestre.....	Lotbinière.....	1
Soulard, F.....	do.....	4
St. Michel, Charles.....	Québec.....	24
Strang, Mde. Veuve John.....	do.....	2
Sylvain, Joseph.....	do.....	2
Sweeney, Mde. Bridget O'Byrne.....	do.....	25
Taché, Dlle. Adèle.....	St. Thomas.....	10
Tache, Monseigneur A.....	St. Boniface.....	54
Taché, V. et uxore.....	Kamouraska.....	51
Taché, Sir E. P., Succession.....	St. Thomas.....	37
Taché, Lady.....	do.....	26
Talbot, Mde. Georgiana Paré.....	Québec.....	50
Taschereau, L. E., in trust.....	do.....	3
Taschereau, T. J.....	Beauce.....	16
Taschereau, Hon. H. E.....	Ottawa.....	20
Taschereau, Mde. H.....	Beauce.....	6
Taschereau, Hon. J. T.....	Québec.....	20
Taylor, Dlle. Hélène.....	do.....	16
Taylor, Dlle. Nichols.....	do.....	16
Taylor, Dlle. M. Jane.....	do.....	16
Taylor, Dlle. S. Hughes.....	do.....	16
Tessier, Dlle. Emma.....	do.....	5
Tessier, Eugène.....	do.....	4
Tessier, Dlle. Elmire.....	do.....	1
Tessier, Mde. Veuve Pierre.....	do.....	12
Tessier, Yves, Succession.....	do.....	313
Tessier, Dlle. Julie.....	do.....	26
Tessier, Hon. U. J.....	do.....	279
Tessier, Pierre, Succession.....	do.....	37
Tessier, Ulric, fils.....	do.....	92
Tessier, Mde. Adèle K.....	do.....	80
Tessier, Félix.....	do.....	96
Tessier, Jules.....	do.....	2
Tessier, Auguste.....	do.....	3
Tessier, Cyrille.....	do.....	121
Tessier, Mde. Apolline M.....	do.....	6
Tétu, Cirice.....	do.....	80
Tétu, Vital.....	do.....	150
Tétu, Rév. H.....	do.....	2
Tétu, Laurent.....	do.....	75
Tétu, Mde. Veuve Magloire.....	St. Thomas.....	36
Tétu, Prudent.....	do.....	12
Tétu, Dlle. Nathalie.....	do.....	16
Tétu, Dlle. Vitaline.....	do.....	19
Tétu, Rév. D. H., Succession.....	St. Roch des Aulnets.....	83
Tétu, Ludger.....	Rivière Ouelle.....	16

La Banque Nationale—*Suite.*  
(The National Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares)
Thériault, J. Bte.....	Lévis.....	24
Thibaudeau, C. F. ....	Québec.....	4
Thibaudeau, A. A. ....	do.....	5
Thibaudeau, Hon. Isidore.....	do.....	251
Thibaudeau, Hon. Isidore, Président Banque Nationale.....	do.....	163
Thibaudeau, Alfred.....	do.....	56
Thibaudeau, Veuve C. Méthot.....	Lévis.....	5
Thibaudeau, Mde. Veuve E. B. ....	Québec.....	10
Thibaudeau, Mde. Veuve E. B., Nupropriétaire.....	do.....	31
Thibault, Louis.....	Rivière Rouge.....	8
Thivierge, Rév. P. N.....	St. Bonaventure.....	50
Thivierge, Louis.....	St. Jean, I. O.....	8
Thompson, Mde. H. K.....	Leeds, Qué.....	6
Thompson, Wm.....	do.....	3
Thompson, D. C. & Co.....	Québec.....	5
Tourangeau, O., Succession.....	do.....	2
Tourangeau, J. G., Succession.....	do.....	8
Tourangeau, Dlle. Henriette, Succession.....	do.....	12
Topin, Mde. Veuve R.....	St. Romuald.....	13
Tranquille, J., Succession.....	Québec.....	80
Trémblay, P. A., Succession.....	Malbaie.....	71
Trudeau, T.....	Ottawa.....	50
Turcotte, Georges.....	Québec.....	5
Turcotte, Nazaire.....	do.....	12
Turgeon, Elie.....	do.....	22
Union, St. Valier.....	do.....	31
Vallée, Prudent.....	do.....	270
Vallée, Mde. J. O. O.....	do.....	50
Vallière, Philippe.....	do.....	42
Vandry, Zéphirin.....	do.....	10
Vandry, Mde. Zéphirin.....	do.....	11
Véret, Hector.....	do.....	19
Vermette, Louis.....	do.....	100
Vézina, Eusèbe.....	do.....	3
Vézina, F. R. A.....	do.....	41
Vézina, Jean.....	do.....	4
Vézina, François.....	do.....	160
Vézina, Mde. Veuve François.....	St. Bazille.....	10
Vézina, J. B.....	Ange Gardien.....	11
Vincelette, Clément.....	Beauport.....	2
Vincelette, Arthur.....	do.....	1
Vincent, Mde. Veuve P.....	St. Ambroise.....	25
Vinét, Mgr. J. J.....	Montréal.....	2
Vibert, Pierre.....	Gaspé.....	144
Voyer, E.....	Québec.....	10
Voyer, J. B.....	do.....	12
Von Exter, John.....	do.....	205
Von Iffland, Mde. Eliza.....	do.....	40
Vocelle, O.....	do.....	24
Walker, William, Syndic, in trust.....	do.....	6
Walker, Dlle. H. F.....	do.....	50
Weippert, F.....	do.....	249
Welch, Henry W., Exec Test.....	do.....	129
Wells, Is., Curateur.....	Montréal.....	40
Whitehead & Turner.....	Québec.....	13
White, William.....	do.....	160
Winfield, R.....	do.....	40
Withall, William.....	do.....	302
Woods, Alex. and D. Smith, Exec. Test.....	do.....	20

La Banque Nationale—*Fin.*  
(The National Bank—*Concluded.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Wright, Mde. M. M. H.....	Québec.....	6
Young, G. B. S.....	do .....	1
	Total.....	40,000

Certifié:

F. VÉZINA,  
*Cassier.*

## LA BANQUE DE ST. HYACINTHE.

(BANK OF ST. HYACINTHE,)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Alix, Pierre.....	St. Césaire.....	2
Alix, J. B.....	do .....	1
Angers, Rose, fille, majeure.....	St. Denis.....	5
Allard, J. B.....	Belœil.....	5
Archambault, M.....	St. Dominique.....	7
Archambault, Jos.....	do .....	6
Allaire, Charles.....	St. Judes.....	5
Archambault, Adeline.....	St. Denis.....	10
Archambault, André.....	do .....	10
Aires, N.....	St. Césaire.....	1
Anclair, Azarie.....	St. Paul.....	5
Archambault, L.....	St. Marc.....	1
Beauregard, Dame F. X.....	La Présentation.....	2
Brouillet, Marie.....	St. Hilaire.....	10
Bernard, Alexis.....	do .....	5
Bertrand, Rév. F. X.....	St. Liboire.....	2
Beauregard, Damase.....	St Hyacinthe.....	3
Bernier, M. E.....	do .....	369
Bernier, P. H.....	St. Pie.....	20
Benoit, O.....	St Charles.....	10
Brodeur, Eus.....	St. Hyacinthe.....	10
Bernard et Frère.....	do .....	10
Brillon, J. R.....	Belœil.....	30
Bertrand, Naz.....	St. Liboire.....	10
Boucher, Ed.....	La Présentation.....	13
Bouthillier, Cordelie.....	Marieville.....	40
Beauchamp, N. A.....	St. Simon.....	50
Bourgeois, Remi.....	St. Hyacinthe.....	10
Bousquet, Jos., fils, Jos.....	St. Denis.....	10
Brodeur, Chrys.....	St. Damase.....	1
Bourdage, Emma.....	St. Denis.....	5
Beauregard, Chas.....	La Présentation.....	2
Bouvier, Rév. F. X.....	do .....	2
Bachand, H.....	St. Liboire.....	5
Brousseau, J. B.....	Belœil.....	5
Blanchard, Elzear.....	do .....	5
Beauregard, Ed.....	St. Hyacinthe.....	4
Bernier, Nar.....	do .....	5
Bachand, Sta.....	Roxton Pond.....	10
Beauregard, Jos., fils, J. B.....	La Présentation.....	2
Boucher, de la Bruère.....	St. Hyacinthe.....	10
Brodeur, Frs.....	do .....	10
Barbeau, Jos.....	do .....	15
Boivin, N. A.....	do .....	20
Brousseau et Frère.....	do .....	20
Beauregard, Jacques.....	St. Césaire.....	20
Benoit, Alf.....	St. Hyacinthe.....	5
Bouret, H.....	St. Guillaume.....	10
Burnett, G. F.....	St. Hyacinthe.....	129
Bousquet, Jos., fils, Hya.....	St. Denis.....	5
Beauregard, Adile.....	La Présentation.....	2
Bachand, J. O.....	St. Liboire.....	5
Blanchard, H. R.....	St. Hyacinthe.....	2
Beaudoin, Jos.....	St. Simon.....	5
Beaudoin, Pr.....	do .....	5

La Banque de St. Hyacinthe—*Suite*.  
(Bank of St. Hyacinthe—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Bordua, H.....	St. Charles.....	1
Beaudry, Rév. J.....	Durham.....	1
Bordua, M.....	St. Charles.....	1
Bouthillier, Azilda.....	Marieville.....	40
Blanchette, C.....	La Présentation.....	1
Blanchard, Adeline.....	Racine, Ely.....	10
Bernier, Dame E. C. N.....	St. Hyacinthe.....	1
Bousquet, H.....	St. Charles.....	1
Beaudry, Olivier.....	St. Césaire.....	30
Barsalon, Jos.....	Montréal.....	35
Bernard, Rév. A. D.....	Mainville.....	35
Beausoleil, C.....	Montréal.....	20
Bartels, F.....	St. Hyacinthe.....	10
Cheval, G.....	St. Hilaire.....	100
Cloutier, Eus.....	St. Barnabé.....	10
Chapdelaine, N.....	do.....	20
Chagnon, J. B.....	St. Pie.....	10
Campbell, B. T.....	St. Hilaire.....	2
Chartier, Rév. V.....	.....	1
Choquet, Aug.....	Montmagny.....	1
Chapdelaine, N.....	St. Barnabé.....	2
Cloutier, J. B.....	do.....	3
Chagnon, V.....	Belœil.....	5
Chalifoux, O.....	St. Hyacinthe.....	10
Chaffers, Hon. W. H.....	St. Césaire.....	40
Côté, Louis, et Frère.....	St. Hyacinthe.....	60
Cordeau, Marcel.....	St. Denis.....	11
Carden, W.....	St. Césaire.....	30
Carden, Prexilla.....	do.....	10
Cadoret, Frs.....	St. Hyacinthe.....	65
Cloutier, Pros.....	St. Judes.....	10
Charron, Amb.....	St. Denis.....	5
Chaput, Chas.....	Egypte.....	10
Charron, F. O., fils, Pr.....	St. Denis.....	5
Courtemanche, N.....	St. Judes.....	5
Cheval, Cleop.....	St. Denis.....	5
Clapin, J.....	St. Hyacinthe.....	6
Chagnon, Ant.....	Belœil.....	5
Chaffers, Joséphine.....	St. Césaire.....	1
Chagnon, Jos.....	St. Hyacinthe.....	1
Cordeau, Jos.....	do.....	1
Casavant, A.....	St. Dominique.....	2
Cordeau, Hyacinthe.....	St. Hyacinthe.....	5
Charron, Ant.....	St. Césaire.....	5
Demontenack, T.....	St. Charles.....	10
De St. Félix, A.....	do.....	1
Dion, J. O.....	St. Hyacinthe.....	7
Destroismaisons, Chas.....	do.....	10
Dépot, Jos.....	St. Césaire.....	57
Du devoir, Nar.....	Montréal.....	17
Delorme, Raph.....	St. Judes.....	15
Duhamel, Rév. J. B.....	.....	10
Dumontiez, Rév. J. Z.....	.....	20
Duclos, S. T.....	St. Hyacinthe.....	20
Daignault, J. M.....	Sherbrooke.....	50
Daigle, Jos.....	Belœil.....	12
Dion, Julien.....	St. Hyacinthe.....	10
Desnoyers, Rév. A.....	St. Pie.....	10
Dubrulé et Frère.....	Acton.....	10
Dionne, J. B.....	St. Cyrille de Wendover.....	10



La Banque de St. Hyacinthe—*Suite.*(Bank of St. Hyacinthe—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Dufresne, Ls.....	Ste. Rosalie.....	5
Dûdevoir, T.....	Montréal.....	5
Dénis, D.....	St. Simon.....	10
Dame, Georgeanne.....	St. Césaire.....	1
Désautels, Jacques.....	do.....	1
Dupont, Alexis.....	St. Dominique.....	6
Dame, Marie Anne.....	St. Césaire.....	1
Dufault, Chas.....	Acton.....	2
Desmarais, Jos.....	La Présentation.....	5
Dûbretuil, Amable.....	St. Césaire.....	20
Désautels, J. B.....	do.....	10
Dûfault, Ant.....	St. Judes.....	15
Dûllet, Jos.....	St. Hyacinthe.....	15
Dûhamel, Hénri.....	St. Ours.....	10
Doherty, H. J.....	St. Hyacinthe.....	11
Dessaulles, G. C.....	do.....	50
Désgranges, H.....	St. Judes.....	10
Dragon, Cleop.....	St. Denis.....	10
Dufresne, Jos.....	St. Hyacinthe.....	10
Desrosiers, M., sen.....	St. Denis.....	10
Dûhaime, P. L.....	St. Simon.....	10
Delage, J. B.....	St. Césaire.....	5
Desrosiers, M., jun.....	St. Denis.....	2
Dubois, Elizabeth.....	St. Hyacinthe.....	5
Desmarais, H.....	St. Marc.....	5
Duprés, Pierre.....	St. Judes.....	5
Durocher, M.....	St. Hyacinthe.....	1
Dufresne, Alex.....	St. Césaire.....	20
Dansereau, J. B.....	Verchères.....	3
Durocher, Adol.....	St. Denis.....	2
Èvée, Dame Eleonard.....	St. Hyacinthe.....	5
Franchère, Jacques.....	Marieville.....	40
Forand, Denis.....	St. Césaire.....	10
Fortaine, R. E.....	St. Hyacinthe.....	1
Fañeuf, Frs.....	St. Césaire.....	2
Fontaine, L.....	do.....	5
Frégeau, Jos.....	St. Hyacinthe.....	15
Fréchette, F.....	St. Césaire.....	2
Fournier, Aug.....	Marieville.....	10
Gagnon, Marie.....	Acton.....	1
Gauthier, E.....	St. Paul.....	1
Gauthier, André.....	St. Pie.....	12
Girard, André.....	St. Liboire.....	10
Goulet, E.....	St. Hilaire.....	10
Gûy, F. Montplaisir.....	St. Césaire.....	5
Guertin, Rémi.....	St. Hyacinthe.....	5
Girard, M.....	St. Pie.....	2
Girard, André.....	St. Antoine.....	1
Guertin, M.....	St. Hyacinthe.....	1
Gingras, Abraham.....	St. Césaire.....	40
Gagnon, Frs.....	La Présentation.....	2
Germain, Dame E. M.....	Montréal.....	2
Girouard, Paul.....	St. Pie.....	5
Gatignol, Paul.....	Hull.....	5
Guyon, Bruno.....	St. Charles.....	5
Guertin, J. F.....	St. Denis.....	40
Girard, Elie.....	St. Simon.....	10
Germain, J. B.....	St. Hyacinthe.....	15
Goulet, Jos.....	St. Denis.....	5
Gendron, J. P.....	St. Judes.....	12

La Banque de St. Hyacinthe—*Suite.*  
(Bank of St. Hyacinthe—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Gadbois, A.....	St. Marcel.....	3
Gaudette, E.....	St. Denis.....	5
Girouard, Charles.....	St. Barnabé.....	5
Gaudette, T.....	St. Denis.....	5
Gigault, G. A.....	St. Césaire.....	2
Guertin, Noël.....	St. Denis.....	5
Gaudreau, Isidore.....	St. Judes.....	5
Gervais, Noé.....	St. Charles.....	2
Gaudette, M.....	do.....	3
Gatien, Rév. J. A.....	do.....	1
Gatien, F.....	Granby.....	1
Gauthier, R.....	do.....	2
Gäucher, C.....	St. Damase.....	1
Guillet, E.....	Marieville.....	10
Hevé, Emmanuel.....	St. Barnabé.....	5
Hebert, Odilon.....	St. Charles.....	10
Hamel, Didace.....	St. Césaire.....	1
Huot, Vilbon.....	Belœil.....	5
Héribel, Isidore.....	St. Hyacinthe.....	10
Huard, L.....	St. Denis.....	5
Hebert, A.....	St. Charles.....	1
Jodoin, Frs.....	St. Césaire.....	4
Jarry, G.....	St. Pie.....	20
Jodoin, Jos.....	St. Césaire.....	1
Jacques, Antoine.....	St. Charles.....	1
Jalbert, Isidore.....	St. Denis.....	5
Jasmin, Jos.....	St. Guillaume.....	5
Jarry, M.....	Baltic.....	5
Kéroack, A.....	Montréal.....	20
Langevin, P. B.....	St. Pie.....	10
Letourneau, Ls.....	St. Césaire.....	10
Larose, Dame Adelaide.....	Upton.....	10
Legros, O.....	St. Pie.....	10
Lafontaine, J. L.....	Roxton Falls.....	2
Lord, Dame Leocadie.....	Sorel.....	10
Lacroix, P.....	St. Simon.....	2
Lalime, J. B.....	St. Jean.....	3
Lalime, L.....	La Patrie.....	2
Leman, Dame H. P.....	St. Hyacinthe.....	4
Lussier, Rév. W.....	.....	1
Letourneau, Ludger.....	St. Damase.....	5
L'Heureux, Ed.....	St. Liboire.....	2
Lozran, J. B.....	St. Hugues.....	5
Laroche, Aug.....	do.....	5
Ledoux, Chas.....	St. Hyacinthe.....	35
Larochelle, L.....	St. Simon.....	20
Laplante, Jos.....	St. Judes.....	10
L'Heureux, T.....	St. Hilaire.....	5
Lenoble, H.....	France.....	4
Lussier, C.....	St. Hyacinthe.....	5
Laurence, Aug.....	do.....	5
Lamothe, J. M.....	do.....	5
Larue, A.....	St. Denis.....	5
Laurange, M.....	St. Judes.....	5
Lafamme, Léon.....	St. Denis.....	2
Leblanc, Jos.....	St. Hyacinthe.....	12
Lefebvre, A.....	St. Charles.....	1
Lacroix, Ed.....	do.....	1
Leduc, Ant.....	do.....	1
Lescault, Chas.....	do.....	1

La Banque de St. Hyacinthe—*Suite.*  
(Bank of St. Hyacinthe—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Leduc, F. X. ....	St. Charles .....	1
Leblanc, J. S. ....	do .....	1
Lapointe, C. ....	Acton .....	1
Lapointe, F. ....	St. Dominique .....	1
Lacroix, L. ....	Hochelaga .....	10
Leblanc, M. ....	St. Judes .....	1
Lagasse, Léon .....	St. Hugues .....	12
Laflamme, Trefflé .....	St. Denis .....	10
Morison, L. F. ....	St. Hyacinthe .....	254
Mignault, P. E. ....	Acton .....	10
Morin, Candide .....	St. Valérien .....	30
Miller, J. Y. ....	Upton .....	35
McEville, Ant. ....	do .....	20
Millette, Elie .....	St. Dominique .....	20
Morin, L. P. ....	St. Hyacinthe .....	5
Marcotte, H. ....	St. Simon .....	15
Michon, Ed. ....	La Présentation .....	2
Morin, O. ....	St. Pie .....	2
Mathiot, Dr. A. ....	Montréal .....	2
McGillis, J. ....	do .....	10
Moison, Dame M. ....	St. Hyacinthe .....	10
Maynard, Ant., Succession .....	do .....	50
Mignault, H. A. ....	St. Denis .....	32
Marchessault, J. T. ....	Coaticook .....	20
Marchessault, C. ....	St. Antoine .....	6
Morin, E. ....	St. Hyacinthe .....	9
Mercier, Thos. ....	St. Valérien .....	5
Ménard, P. ....	St. Judes .....	5
Minette, J. ....	St. Charles .....	7
Millette, A. ....	La Présentation .....	1
Malo, Clovis .....	St. Marc .....	1
Mathon, Rév. A. ....	do .....	2
Morin, O. ....	Montréal .....	28
Morin, Jos. ....	St. Césaire .....	10
Morin, J. O. ....	St. Damase .....	5
Nault, H. ....	St. Hyacinthe .....	1
Nault, J. ....	do .....	13
Noiseux, Clovis .....	St. Césaire .....	10
Noiseux, Simon .....	do .....	1
Nadeau, N. ....	do .....	5
Noiseux, A. ....	St. Hyacinthe .....	1
Nault, Dame F. B. ....	do .....	38
Ouimet, Hon. G. ....	Québec .....	10
O'Leary, Mary .....	St. Césaire .....	1
O'Donnell, Rév. A. ....	St. Denis .....	20
Orphelinat de St. Hyacinthe .....	do .....	3
Ferrault, J. O. ....	Belœil .....	10
Plamondon, Léon .....	St. Hyacinthe .....	21
Paquet, Thomas .....	do .....	12
Putnam Savings Bank .....	Putnam .....	12
Plamondon, L. ....	St. Césaire .....	40
Pratte, Eus. ....	St. Simon .....	2
Palardy, J. M. ....	St. Hugues .....	5
Plamondon, Dame J. C. ....	St. Hyacinthe .....	10
Préfontaine, E. ....	Belœil .....	7
Plamondon, J. B. ....	St. Césaire .....	40
Pagé, L. ....	St. Denis .....	10
Pepin, C. ....	St. Césaire .....	30
Provencal, Rév. J. A. ....	do .....	10
Papineau, Hon. A. C. ....	Montréal .....	94

La Banque de St. Hyacinthe—*Suite*.  
(Bank of St. Hyacinthe—*Continued*.)

Noms. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)
Penelle, Eus.	St. Denis	2
Préfontaine, P.	St. Hilaire	5
Plamondon, Dlle. Alb.	St. Hyacinthe	1
Plamondon, Amanda.	do	1
Préfontaine, Dame G. P.	do	61
Phenix, Elie.	St. Denis	10
Plamondon, Jos.	St. Césaire	1
Privé, A.	St. Hilaire	37
Peloquin, J. B.	St. Hyacinthe	4
Plante, Dame Celeste.	do	3
Richer, T. S.	do	1
Robitaille, S.	Montréal	10
Richer, Theo.	St. Denis	20
Richer, Alph.	do	20
Richer, W.	do	3
Renaud, F. D.	St. Hyacinthe	5
Reeves, E.	do	12
Richard, M.	St. Denis	5
Roy, Jos.	St. Hyacinthe	15
Robert, V.	Marieville	20
Robitaille, P. L.	St. Hyacinthe	100
Rouleau, C.	do	6
Rodier, Aug.	St. Césaire	5
Renaud, Dlle. C.	St. Charles	1
St. Germain, F. A.	St. Hugues	10
Sirois, Dlle. E.	Québec	5
St. Jacques, Dlle. Jos. Ant.	St. Hyacinthe	1
St. Jacques, R., in trust	do	55
St. Jacques, Dame J. B.	do	33
St. Jacques, Maurice.	do	366
Senecal, Oct.	St. Charles	2
Sicotte, V. B.	St. Hyacinthe	58
St. Jacques, Chas.	do	88
St. Jacques, Frémont.	do	2
St. Germain, J. H. L.	do	10
Sicotte, L. V.	do	10
St. Jacques, Eug.	do	50
Scott, Ant.	do	5
Sauvageau, J. J. E.	do	40
St. Jacques, Dlle. H. Eliza.	do	1
Sarazin, Lambert	do	15
St. Germain, H.	St. Denis	1
Senecal, Dlle. M.	St. Charles	1
Senecal, Dlle. P.	do	1
Senecal, A.	do	1
St. Jean, J.	St. Barnabé	1
Sasseville, Frs.	do	10
Southwick, Pleny.	Lansinburgh, N. Y.	20
Tellier, Louis	St. Hyacinthe	4
Turcot, M.	do	5
Tessier, J. H.	St. Césaire	5
Tremblay, J.	St. Hyacinthe	5
Vernon, Rév. J. A.	Ste. Sophie, Terrebonne.	6
Viens, L.	St. Césaire	2
Viens, Paul.	do	5
Vannienwenheysse, J.	Farnham	17
Viens, Marie.	St. Césaire	1
Vigeant, Dame E.	St. Hyacinthe	10
Viens, Jos.	do	1
Voghel, J. B.	St. Hilaire	1

La Banque de St. Hyacinthe—*Fin.*  
(The Bank of St. Hyacinthe—*Concluded.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)
Vendal, L.....	St. Simon.....	40
Wurtele, Rév. L. O.....	Acton.....	5
	Totaux.....	5,046

Je certifie que la liste ci-dessus est correcte et contient les noms des actionnaires de La Banque de St. Hyacinthe, leur résidence, et le nombre de parts possédées par chacun, tel qu'inscrit au livre d'action de la dite banque.

I certify that the above list is correct, and contains the names of the shareholders of The Bank of St. Hyacinthe, their residence, and the number of shares owned by each, according to the stock-book of the said Bank.

R. ST. JACQUES, *Caissier.*

ST. HYACINTHE, 18th February, 1882.

## BANQUE D'HOHELAGA.

## HOHELAGA BANK.

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)	Montant. (Amount.)
Archambault, Zéphirin.....	L'Assomption.....	10	\$ 1,000
Angers, Olivier.....	Montréal.....	7	700
Asselin, Eusèbe.....	Joliette.....	22	2,200
Archambault, Alex.....	L'Assomption.....	10	1,000
Allard, Dieudonné.....	St. Henri de Mascouche.....	2	200
Archambault, Hon. Louis.....	L'Assomption.....	20	2,000
Amiot, Hermidas.....	Verchères.....	15	1,500
Asselin, Esdras.....	Joliette.....	5	500
Archambault, Dieudonné.....	Montréal.....	50	5,000
Boire, H. N.....	Joliette.....	4	400
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal.....	Montréal.....	456	45,600
Beauchemin & Valois.....	do.....	10	1,000
Barrette, Dame Christine.....	do.....	2	200
Barbeau, Henri.....	do.....	10	1,000
Bohémier, Dame Marguerite (épouse du Dr. D. Gaudette).....	Ste. Anne des Plaines.....	13	1,300
Bélair, Rév. Jos. Plessis.....	Cèdres.....	2	200
Bélanger, A.....	Montréal.....	20	2,000
Berthelot, Dlle. M. Angélique.....	do.....	7	700
Beaudry & Lorrain.....	do.....	5	500
Beauregard, Rév. Joseph.....	St. Hyacinthe.....	49	4,900
Beaulieu, L. H.....	Ste. Elizabeth.....	5	500
Brissette, P. J.....	do.....	5	500
Bisailon, Joseph.....	Montréal.....	15	1,500
Barbeau, E. J.....	do.....	59	5,900
Barsalou, Joseph.....	do.....	30	3,000
Bellerose, Hon. J. H.....	St. Vincent de Paul.....	20	2,000
Bellemare, R.....	Montréal.....	13	1,300
Beaudoin, N.....	St. Henri, Dist. Québec.....	40	4,000
Benoit, Dame Marie Céleste (Veuve J. Leblanc).....	Montréal.....	98	9,800
Brazeau, Dame Julie (Veuve Noël).....	do.....	15	1,500
Brazeau, F. X.....	do.....	32	3,200
Brossard, Julien.....	Laprairie.....	20	2,000
Beaupré, H.....	Joliette.....	1	100
Boulet, Dr. M. S.....	do.....	8	800
Beaudry, Dlle. M.....	Montréal.....	4	400
Bouillé, Zéphirin.....	Deschambault.....	2	200
Bélair, D. A. P.....	St. Eustache.....	20	2,000
Birtz, Rév. M. F.....	Coteau St. Louis.....	2	200
Bardy, Dame (Veuve Fauteux).....	Joliette.....	1	100
Barthelot, Dlle. Mary Ann.....	Montréal.....	3	300
Bélisle, T. G.....	Joliette.....	2	200
Barsalou, Joseph, <i>en fid</i> .....	Montréal.....	3	300
Barnston Bros.....	do.....	5	500
Caty, Dame Marie-Thais (épouse de L. Huot, Eor., et L. Huot, tuteurs conjoints aux mineurs F. X. Langelier).....	do.....	50	5,000
Cheney, Gilman.....	do.....	20	2,000
Charlébois, H.....	do.....	60	6,000
Charlébois, L. B. A.....	Laprairie.....	20	2,000
Cheval, Guillaume, Successor.....	St. Hilaire.....	10	1,000
Caron, G.....	St. Léon.....	20	2,000
Caisse, Rév. M.....	St. Sulpice.....	10	1,000

Banque d'Hochelaga—*Suite.*  
(Hochelaga Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
Corriveau, D.....	Montréal.....	30	\$ 3,000
Chapleau, Godfroy.....	do.....	5	500
Claude, Pierre.....	do.....	20	2,000
Clément, Olivier.....	do.....	4	400
Collège de Joliette.....	Joliette.....	10	1,000
Caron, Dlle. Olive.....	do.....	1	100
Crépeau, Maxime, N. P.....	do.....	1	100
Chapdelaine, J. B.....	do.....	5	500
Chagnon, Honoré.....	Verchères.....	5	500
Cadotte, T.....	Montréal.....	10	1,000
Cyr, Joseph.....	Ste. Marthe.....	10	1,000
Charland, George.....	Montréal.....	2	200
Delisle, Aug.....	do.....	10	1,000
Desjardins, A., <i>en fid.</i> .....	do.....	12	1,200
Duquette, Antoine.....	St. Martin.....	10	1,000
Dumas, Arthur.....	Terrebonne.....	26	2,600
Delorme, Siméon.....	Montréal.....	50	5,000
Dubreuil, Féréol.....	do.....	20	2,000
Demers, Bénéoni.....	do.....	5	500
Dufort, J. B., Succession.....	do.....	50	5,000
Décary, A. C.....	do.....	5	500
Durocher, L. B., M. D.....	do.....	10	1,000
Dufresne, Athanase.....	Deschambault.....	8	800
Delisle, Xavier.....	Montréal.....	5	500
Doucet, Pierre.....	Côteau Station.....	40	4,000
Dagenais, Rév. T.....	St. Roch de l'Achigan.....	5	500
Dufort, T. A., M. D.....	Fall River.....	10	1,000
Dufort, L. M.....	St. Mathieu de Belœil.....	10	1,000
De Tonnancour, L. C.....	Montréal.....	10	1,000
Dubuc, Arthur.....	do.....	30	3,000
Dufresne, Rév. P. C.....	do.....	5	500
Denis, Dame Veuve Mathilda.....	Côteau St. Pierre.....	4	400
Duquette, Louis C.....	Laprairie.....	20	2,000
Desmarais, L. J. C.....	Joliette.....	10	1,000
Desautels, Jacques, Succession.....	Montréal.....	10	1,000
David, Alfred, Succession.....	Laprairie.....	10	1,000
Dansereau, Dame Zoé (épouse de O. Lamoureux).....	Contrecoeur.....	13	1,300
Duval, Dlle. Delphine.....	Cleveland, Ohio.....	4	400
Deschamps, Dlle. Julienne.....	Montreal.....	6	600
Dufort, Thadée.....	St. Marc.....	5	500
David, Ferdinand.....	Montréal.....	5	500
Desjardins, Ed., sen.....	do.....	10	1,000
Dupuis Frères.....	do.....	3	300
Dagenais, Rév. T. E.....	Contrecoeur.....	5	500
Forest, J. B.....	L'Assomption.....	26	2,600
Forest, François.....	do.....	10	1,000
Fleury, Geo., M. D.....	St. Léon.....	20	2,000
Frigon, J. A.....	St. Prosper.....	5	500
Fréchette, E. P., N. P.....	Montréal.....	10	1,000
Forget, L. J. & Co.....	do.....	75	7,500
Foucher, Dame Eug. (épouse de J. O. Dupuis).....	do.....	25	2,500
Fontaine, Adolphe.....	Joliette.....	1	100
Fontaine, Dame L. S. Foucher.....	do.....	8	800
Foucher, Dame Veuve M. Bernard.....	do.....	23	2,300
Féré, Dlle. Julie.....	St. Eustache.....	11	1,100
Fisette, Dlle. Louise.....	Sorel.....	5	500
Fortier, L. R.....	Louiseville.....	10	1,000
Foucher, Frs., Succession.....	Joliette.....	37	3,700
Gaudette, Dr. D.....	Ste. Anne des Plaines.....	10	1,000
Galarneau, Edouard.....	Montréal.....	60	6,000
Gravel, L. C.....	do.....	10	1,000

Banque d'Hochelaga—*Suite.*  
(Hochelaga Bank—*Continued.*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
			\$
Gravel, Rév. J.....	Montréal.....	13	1,300
Gravel, G. M.....	do .....	10	1,000
Galarneau, M. C.....	do .....	10	1,000
Galipeau, J. B.....	do .....	5	500
Granger, G.....	do .....	30	3,000
Giroux, C. A.....	do .....	6	600
Gagnon, N.....	Champlain.....	10	1,000
Gibault, Eusèbe.....	St. Jérôme.....	15	1,500
Grenier, Jacques.....	Montréal.....	60	6,000
Guévremont, P.....	Sorel.....	5	500
Gill, N.....	Pierreville.....	10	1,000
Guilbault, Louis.....	L'Assomption.....	10	1,000
Gadoury, Moïse.....	Ste Elizabeth.....	10	1,000
Gervais, Louis.....	St. Thimothé.....	13	1,300
Guimond, J. G., Procureur de l'Hôtel-Dieu.....	Montréal.....	120	12,000
Guilbault, Anguste.....	Ste. Elizabeth.....	3	300
Gauthier, Léandre.....	Montréal.....	5	500
Gélinas, Dame C. D. (épouse de F.X. Brazeau).....	do .....	5	500
Gauthier, Pierre.....	St. Martin.....	20	2,000
Gadoury, Isaac.....	Joliette.....	5	500
Guilbault, Ed.....	do .....	35	3,500
Girouard, Dame Veuve E.....	St. Benoit.....	45	4,500
Gernon, G. D.....	do .....	5	500
Galarneau, N.....	L'Assomption.....	4	400
Gauthier, Dlle. Philomène.....	Montréal.....	1	100
Gravel, Louis.....	St. Antoine.....	13	1,300
Guérin, N.....	Montréal.....	2	200
Gaboury, Amédée.....	St. Martin.....	20	2,000
Gauthier, Thomas.....	Montréal.....	5	500
Gravel, J. O.....	do .....	15	1,500
Hudon, Dame Elize (épouse de Z. Prevost).....	do .....	2	200
Hudon, Pierre.....	do .....	2	200
Jeannotte, H.....	do .....	5	500
Jetté, Amable, Succession.....	do .....	3	300
Jeannotte, Dlle. Agnès.....	Mascouche.....	8	800
Jacques, G. E., jun.....	Montréal.....	5	500
Joseph, J. H.....	do .....	45	4,500
Leduc, Joël.....	do .....	130	13,000
La Société de Construction Canadienne de Montréal.....	do .....	105	10,500
Letondal, Paul.....	do .....	53	5,300
Langnedoc, Alphonse.....	do .....	50	5,000
Lamallice, P. E.....	do .....	10	1,000
Labine, Jules.....	do .....	20	2,000
Lemire, Elie.....	L'Assomption.....	10	1,000
Léonard, François.....	St. Laurent.....	4	400
Laurier, N.....	Montréal.....	5	500
Letourneux, C. H.....	do .....	57	5,700
Letourneux, J. T.....	do .....	6	600
Larne, J. B.....	do .....	20	2,000
Leroux, F.....	do .....	30	3,000
Larne, Magloire.....	do .....	30	3,000
Lorange, Joseph.....	do .....	20	2,000
Laforce, Michel.....	do .....	91	9,100
Labonté, David.....	do .....	5	500
Lecavalier, N. M.....	St. Laurent.....	2	200
Leduc, S.....	Bécancour.....	50	5,000
Ladouceur, N. H., M.D.....	Sorel.....	10	1,000
Lefebvre, Denis.....	Beauharnois.....	10	1,000
Lanciau, Dame Adolphe.....	Montréal.....	10	1,000
Lamontagne, Léandre.....	do .....	10	1,000



Banque d'Hochelaga—*Suite.*  
(Hochelaga Bank—*Continued.*)

Noms. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)	Montant. (Amount.)
			\$
Laurent, M.....	Montréal.....	105	10,500
Lecavalier, F. X.....	St. Laurent.....	2	200
Leblanc, Isale.....	Côteau St. Louis.....	7	700
Larue, François.....	Montréal.....	50	5,000
Lafleur, Ed.....	do.....	20	2,000
Lefebvre, Louis.....	Laprairie.....	20	2,000
Lavallée, V. P., M.D.....	Joliette.....	5	500
Lévesque, Alfred.....	do.....	1	100
Lamoureux, Jos.....	Contrecoeur.....	20	2,000
Lacoursière, A. J.....	St. Stanislas.....	13	1,300
Lambert, J. M.....	do.....	13	1,300
Larose, A.....	Verchères.....	20	2,000
Latour, Dame L. J. R. (épouse de L. A. H. Latour)	Montréal.....	10	1,000
Légaré, Ludger.....	Joliette.....	3	300
Lévesque, Dame Vve. Delphine.....	Montréal.....	10	1,000
Lafricain, Dame Vve. M. Lacasse.....	Longueuil.....	1	100
Lamy, P.....	Montréal.....	7	700
Lamy, T.....	do.....	7	700
Lespérance, P.....	Longueuil.....	40	4,000
Lamoureux, O.....	Contrecoeur.....	13	1,300
Langevin, F. X.....	Verchères.....	20	2,000
Lachapelle, J. J.....	Joliette.....	1	100
Lacoste, J. C.....	Montréal.....	15	1,500
Lambert, Aimé.....	St. Basile le Grand.....	10	1,000
Limoges, Benj.....	Montréal.....	30	3,000
Lafortune, D. A.....	do.....	5	500
Lefebvre & Nish.....	do.....	1	100
Lajoie, Rév. P. D., Curé, <i>en fcd.</i> .....	Joliette.....	10	1,000
Laberge, Auguste.....	Montréal.....	30	3,000
Leclair, Jean.....	do.....	4	400
Leduc, Edouard.....	do.....	5	500
Laforest, F.....	do.....	5	500
Lapointe, Joseph.....	Terrebonne.....	9	900
Monat, Louis.....	Montréal.....	50	5,000
Melançon, Paul.....	St. Ambroise de Kildare.....	26	2,600
Monette, Chs.....	Montréal.....	36	3,600
Mercier, Jos.....	do.....	40	4,000
Montmarquet, F. X.....	do.....	60	6,000
Morin, Hubert.....	do.....	40	4,000
Melançon, Claude.....	do.....	127	12,700
Morasse, Louis.....	Sorel.....	20	2,000
Mongean, Rév. J. L.....	Montréal.....	10	1,000
Martin, Moïse.....	do.....	26	2,600
Morin, P. H.....	do.....	3	300
Malo, Eug.....	do.....	10	1,000
Mongenais, J. B. A.....	Rigaud.....	10	1,000
Martel, J. Z.....	L'Assomption.....	6	600
Morrier, Chs.....	St. Mathias.....	5	500
Mercil, Edouard.....	Montréal.....	20	2,000
McLeod, Angus.....	Martintown.....	20	2,000
Magnan, A.....	Joliette.....	5	500
Mercil, Dlle. Marguerite.....	do.....	1	100
Moat, R. & J.....	Montréal.....	150	15,000
Montmarquet, Dlle. O.....	Beauharnois.....	2	200
MacDougall Bros.....	Montréal.....	22	2,200
Marler, G. R.....	do.....	15	1,500
May, Dame Veuve Eliza.....	do.....	20	2,000
Ostigny, J. H.....	do.....	6	600
Préfontaine, Euclide.....	Belœil.....	10	1,000
Poirier, H.....	Roxton Falls.....	6	600
Plamondon, J. B.....	St. Césaire.....	40	4,000

Banque d'Hochelaga—*Suite.*  
(Hochelaga Bank—*Continued.*)

NOMS. (NAMES.)	Residence.	Actions. (Shares.)	Montant. (Amount.)
			\$
Prévost, G. M.....	Terrebonne.....	50	5,000
Papineau, N.....	St. Thimothé.....	20	2,000
Plante, Elie.....	Montréal.....	60	6,000
Paquette, Jean.....	Village St. Jean Bte.....	10	1,000
Peltier, Georges.....	Montréal.....	10	1,000
Payan, P.....	Sorel.....	10	1,000
Pouliot, J. B.....	Fraserville.....	13	1,300
Payan, Georges.....	St. Roch, Richelieu.....	20	2,000
Perrault, Zéphirin.....	Montréal.....	10	1,000
Pierson, Félix.....	do.....	1	100
Pomminville, J. T.....	St. Vincent de Paul.....	12	1,200
Poitras, Dlle. V.....	Montréal.....	9	900
Parent, Isidore.....	Joliette.....	7	700
Perrault, H. M.....	Montréal.....	20	2,000
Préfontaine, T.....	do.....	15	1,500
Parizeau, D.....	do.....	15	1,500
Préfontaine, Emma (épouse de E. H. Parent)....	do.....	26	2,600
Quintal, N.....	do.....	5	500
Rivet, Marcel.....	do.....	13	1,300
Richard, Joseph.....	do.....	30	3,000
Roy, F. X.....	do.....	40	4,000
Rhéaume, N.....	do.....	10	1,000
Rosaire, Dominique.....	do.....	30	3,000
Rivest, J. D.....	L'Assomption.....	6	600
Renaud, Octave.....	St. Henri de Montréal.....	5	500
Renaud, J. W., Succession.....	Joliette.....	30	3,000
Ritchot, N.....	Montréal.....	5	500
Renaud, J. E.....	do.....	5	500
Robichaud, Louis.....	Joliette.....	1	100
Racicot, E.....	Sweetsburg.....	10	1,000
Robitaille, Dame Veuve C. J.....	Joliette.....	4	400
Ruckwart, Dame E. F. (Veuve George Reinhardt)	Montréal.....	66	6,600
Rivard, S.....	do.....	5	500
Rolland, J. B.....	do.....	10	1,000
Roy, A., <i>en fid.</i> .....	do.....	120	12,000
Simard, N. C.....	Terrebonne.....	13	1,300
Sarrasin, Hercules.....	Ste. Elizabeth.....	5	500
Sauvé, Jos.....	Valleyfield.....	7	700
St. Jacques, Rév. J. H.....	St. Côme.....	12	1,200
Senécal, Dame D. D.....	Pierreville.....	1	100
Simpson, R., Succession.....	St. André.....	54	5,400
St. Charles, F. X.....	Montréal.....	285	28,500
St. Romain, Jos.....	do.....	22	2,200
Soubre, Louis, dit St. Jean.....	do.....	10	1,000
St. Charles, F. X., <i>en fid.</i> .....	do.....	431	43,100
Tessier, F. X.....	do.....	50	5,000
Thompson, John.....	do.....	13	1,300
Tassé, F. X., M. D.....	St. Laurent.....	20	2,000
Truteau, A. C.....	Montréal.....	40	4,000
Tourville, L., <i>en fid.</i> .....	do.....	5	500
Thibadeau, Gédéon.....	Hochelaga.....	13	1,300
Turcotte, Dame M. E. C. L.....	Ste. Hélène.....	10	1,000
Tessier, Joseph.....	Montréal.....	10	1,000
Tellier, Z.....	Ste. Mélanie.....	3	300
Thérien, Césaire.....	Verchères.....	20	2,000
Thibaudeau, Urbain, Succession.....	Québec.....	25	2,500
Trudel, Joseph.....	Montréal.....	20	2,000
Trottier, A. A., <i>en fid.</i> .....	do.....	30	3,000
Terroux, R., jun., <i>en fid.</i> .....	do.....	14	1,400
Villeneuve, Félix.....	do.....	20	2,000
Vallée, J. O.....	do.....	20	2,000

Banque d'Hochelaga—*Fin.*  
(Hochelaga Bank—*Concluded*)

NOMS. — (NAMES.)	Residence.	Actions. — (Shares.)	Montant. — (Amount.)
Voligny, Félix.....	Contreccœur.....	2	\$ 60
Valade, Joseph, Succession.....	Montréal.....	10	1,000
Vadnait, Louis.....	St. Cuthbert.....	13	1,300
Villeneuve, Elias.....	Montréal.....	15	1,500
Viger, M. A. Faribault, Succession.....	L'Assomption.....	30	3,000
Vienne, Dame Charlotte.....	Montréal.....	1	100
Wurtele, A. J., Succession.....	Sorel.....	11	1,100
Wurtele, C. J. C., <i>en fid</i> , Héritiers Jonathan Wurtele.....	do.....	80	8,000
Woodward, Dame M. A. C.....	Montréal.....	7	700
Wurtele, A. S. C.....	Albany.....	8	800
Wurtele, E. C.....	Sorel.....	6	600
Yale, Dame V. L.....	Louiseville.....	10	1,000
	Totaux.....	6,852	682,060

Je certifie par le présent que la liste de la Banque d'Hochelaga, qui précède est correcte au meilleur de ma connaissance et croyance.

I hereby certify that the above is a true list of the Shareholders of La Banque d'Hochelaga, as on the 31st December, 1881.

J. E. BRAIS, *Caissier.*

## THE PICTOU BANK.

## (LA BANQUE DE PICTOU.)

Capital Authorized, \$500,000

Shares, \$100 each.

Capital autorisé \$500,000

Actions, \$100 chaque.

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Archibald, C. B.....	Truro.....	10
Arnison, J. S.....	Newcastle-on-Tyne, Eng.....	80
Bell, Basil.....	Stellarton.....	20
Reck, W. J., Estate of.....	Antigonish.....	10
Blenkinsop, Thomas.....	Stellarton.....	20
Blenkinsop, Mary A.....	do.....	5
Blair J. K.....	Truro.....	10
Blanchard, Charles, Estate of.....	do.....	10
Blanchard, George A.....	Kentville.....	10
Black, M. P.....	Halifax.....	50
Bone, Helen.....	Pictou.....	20
Brittin, Thomas, Estate of.....	Merigonish.....	1
Bruce, George.....	Barney's River.....	4
Bell, A. C., M. P. P.....	New Glasgow.....	28
Bayne, Thomas.....	Halifax.....	58
Browning, Mrs. Mary A.....	West River.....	6
Bruce, W. H.....	Barney's River.....	2
Bell, Charles.....	Halifax.....	13
Bayne, Herbert A., in trust.....	Kingston.....	15
Cullin, Robert.....	Albion Mines.....	10
Chisholm, John.....	Saltsprings.....	10
Campbell, George.....	Truro.....	5
Collie, James R., M. D.....	River John.....	5
Cameron, Mrs. P., Estate of.....	Pictou.....	100
Cochran, A. M.....	Maitland.....	30
Campbell, Robert.....	Pictou.....	30
Copeland, J. D.....	Antigonish.....	15
Creed, Charles, M. D.....	Pugwash.....	15
Cooke, W. A.....	Pictou.....	5
Campbell, John.....	do.....	15
Cameron, James W.....	Stellarton.....	10
Cameron, Mary.....	Truro.....	5
Crichton, Peter.....	Dartmouth.....	40
Carmichael, J. R., Estate of.....	New Glasgow.....	30
Cumming, Mrs. M. A.....	Wilmot.....	10
Carmichael, C.....	New Glasgow.....	30
Cameron, John F.....	Stellarton.....	20
Chisholm, Mrs. Sarah S.....	Saltsprings.....	12
Cumming, Rev. Thos.....	Stellarton.....	25
Doyle, Mrs. E.....	Charlottetown.....	1
Dickson, Mrs. Catharine.....	Stellarton.....	10
Douglas, Isaac.....	Maitland.....	20
DeWolf, Charles B., Estate of.....	Pictou.....	10
Dickson, John.....	Onslow.....	5
Doull, F. S.....	Halifax.....	10
Doull, Robert, M. P.....	Pictou.....	40
Dwyer, Michael.....	Halifax.....	40
Dodge, Stephen, M. D.....	do.....	10
Dickson, Charles W., in trust.....	Stellarton.....	10
Dawson, Gordon C.....	Pictou.....	20
Dand, Sarah.....	New Glasgow.....	14
Dawson, Charles M.....	Truro.....	15

The Pictou Bank—Continued.  
(La Banque de Pictou—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Dunn, Rev. Charles.....	Stellarton.....	15
Douglas, James.....	Westville.....	5
Elliott, G. H.....	Pictou.....	35
Eastwood, James.....	New Glasgow.....	7
Fogo, James.....	Pictou.....	10
Fraser, James H.....	New Glasgow.....	20
Fraser, Alexander.....	do.....	5
Fraser, William.....	do.....	10
Fraser, Thomas.....	do.....	5
Fraser, Alexander.....	do.....	1
Fraser, J. D.....	McLennan's Brook.....	1
Fraser, Donald.....	Pictou.....	40
Fraser, Rev. James W.....	Scotsburn.....	10
Fraser, David.....	Stellarton.....	5
Fraser, Donald.....	Pictou.....	1
Fraser, Duncan.....	Carriboo.....	5
Fraser, J. W.....	Stellarton.....	2
Ferguson, Allan A.....	Pictou.....	19
Fraser, Laura E.....	Providence, R.I.....	1
Fisher, Alick.....	Goldenville.....	34
Grant, James.....	River John.....	5
Graham, Charles A.....	New Glasgow.....	2
Graham, Mrs. Elizabeth.....	Durham.....	48
Gordon, George.....	River John.....	10
Gray, John A.....	Dorchester, N.B.....	2
Gordon & Keith.....	Halifax.....	50
Grant, Donald.....	New Glasgow.....	20
Grenier, John.....	Vale Colliery.....	15
Gray, Hugh.....	Hopewell.....	2
Graham, J. R.....	Antigonish.....	10
Grant, A. R.....	Springville.....	10
Geldert, D. M.....	Pictou.....	2
Glover, Thomas.....	do.....	30
Graham, J. C.....	New Glasgow.....	3
Grant, Hon. R. P.....	Pictou.....	85
Grant, Isaac A.....	do.....	44
Gordon, J. A.....	do.....	20
Grant, Geo. J.....	Truro.....	10
Grant, John A.....	Springville.....	4
Garvin, John.....	West River Road.....	2
Goodfellow, Rev. P.....	Antigonish.....	2
George, Rev. F. W.....	Pictou.....	28
Holmes, A. M.....	New Glasgow.....	5
Harper, Jean.....	Pictou.....	20
Hart, R. J.....	Halifax.....	50
Harris, H.....	Stellarton.....	2
Hudson, James.....	do.....	50
Harris, Wm. H.....	Pictou.....	35
Holmes, Hon. S. H.....	Halifax.....	50
Hayward, Dawson.....	Amherst.....	5
Henderson, Hugh.....	Pictou.....	15
Hartshorne, Hugh.....	Halifax.....	65
Hockin, D., Estate of.....	Pictou.....	10
Harris, William.....	do.....	5
Ives, Mrs. Sarah F.....	do.....	70
Jones, Thomas P.....	New Glasgow.....	10
Johnston, John.....	Pictou.....	31
Johnson, E. M.....	do.....	20
Jackson, Daniel.....	Pine Tree Gut.....	50
Johnstone, Maude A.....	Pictou.....	5
Kirwin, Michael.....	Stellarton.....	1

The Pictou Bank—*Continued.*(La Banque de Pictou—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Keith, Sylvanus.....	Stellarton.....	1
Keith, Robert.....	do.....	1
Keith, James.....	do.....	61
Kirk, Adam.....	Antigonish.....	40
Kinsman, Oscar.....	Toronto.....	2
Kitchin, James, Estate of.....	Pictou.....	355
Kitchin, James.....	River John.....	81
Kaulback, Rev. J. A.....	Truro.....	40
Kinslea, Mary E.....	Pictou.....	2
Kitchin, Mary P.....	do.....	10
Locke, John, Estate of.....	Lockeport.....	10
Leigh, Edward.....	Lawrencetown.....	15
Little, James.....	Pictou.....	5
Lawther, Thomas.....	Wyoming.....	50
Morton, William, sen.....	New Glasgow.....	21
Murphy, Nelson.....	Maitland.....	35
Mitchell, William, M.D.....	New Glasgow.....	20
Mainland, James, Estate of.....	Pictou.....	100
Mockler, Patrick.....	Port Philip.....	30
Mitchell, James.....	Merigonish.....	20
Matheson, Wm. G.....	New Glasgow.....	10
Murray, Robert.....	Merigonish.....	20
Munro, Mrs. Margaret A.....	Wallace.....	4
Mackintosh, Lydiard.....	Halifax.....	5
Mackintosh, Mrs. Jane.....	do.....	2
Mackintosh, J. C., and Thos. Ritchie, in trust...	do.....	16
Mitchell, James and Agnes, Executors.....	Merigonish.....	22
Miller, Mary J.....	Roger's Hill.....	2
Macdonald, A. C.....	Pictou.....	5
McColl, Jeffery.....	New Glasgow.....	100
McCallum, Archibald.....	Maitland.....	35
McDonald, Catherine.....	Antigonish.....	1
McDonald, Daniel.....	Green Hill.....	6
McDonald, Angus.....	Malignant Cove.....	10
Macdonald, W. H., M.D.....	Antigonish.....	35
McDonald, Christopher.....	do.....	5
McDonald, Anna.....	Truro.....	10
McDonald, Daniel.....	Pictou.....	20
McDonald, William.....	Barney's River.....	1
McDonald, Abram.....	Pictou.....	1
McDonald, Daniel.....	do.....	19
McGregor, James D.....	New Glasgow.....	83
McGregor, Peter A.....	do.....	35
McGillivray, Mrs. Nancy.....	Springville.....	8
McGillivray, William.....	do.....	2
McGregor, J. C.....	New Glasgow.....	4
McIntosh, James.....	West Branch, River John.....	25
McIntosh, Alexander, M.D.....	Antigonish.....	10
McIntosh, William.....	River John.....	6
McKay, James.....	Big Brook.....	5
McKay, Rev. H. B.....	River John.....	20
McKay, Donald.....	Lime Rock.....	15
McKay, A. J.....	Loganville.....	10
McKenzie, A. L.....	Truro.....	5
McKenzie, Hector.....	Stellarton.....	8
McKenzie, Alexander.....	New Glasgow.....	5
McKenzie, Geo., Estate of.....	do.....	40
McKenzie, William.....	Stellarton.....	12
McKenzie, Adam.....	Barney's River.....	1
McKenzie, John.....	River John.....	20
McKenzie, Thomas.....	do.....	5

The Pictou Bank—Continued.  
(La Banque de Pictou—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McKenzie, John W.....	Pictou.....	2
Maclean, Rev. A.....	Hopewell.....	50
McLean, James.....	Pictou.....	202
McLennan, Charles.....	River John.....	40
McLeod, James.....	Hopewell.....	8
McLeod, Benj., Estate of.....	Pictou Landing.....	2
McLeod, William.....	Middle River.....	10
McLeod, James.....	Pictou.....	10
McMillan, Rev. W.....	Bridgeville.....	10
McNeil, Robert.....	Little Harbor.....	60
McNamara, James.....	Pictou.....	30
McPhail, E.....	do.....	2
McPherson, Wm.....	Albion Mines.....	8
McRae, Rev. Donald.....	St. John, N.B.....	25
McDonald, James.....	McLennan's Brook.....	20
Macdonald, Jane S.....	Halifax.....	6
McDonald, Peter.....	Green Hill.....	10
McQuarrie, John.....	Stellarton.....	20
McKenzie, Alex.....	New Glasgow.....	10
McDonald, Dan.....	Pictou.....	4
McIntosh, John, jun.....	Stellarton.....	23
McGregor, Mrs. Jessie.....	New Glasgow.....	2
McKay, Joseph.....	Springville.....	5
McLeod, George.....	Pictou.....	12
McKeen, Mrs. Sarah.....	do.....	5
McDonald, Mrs. Robina.....	West River Station.....	22
McMillan, Mrs. Margaret.....	Pictou.....	20
Noonan, J. R.....	do.....	30
Nelson, Arch.....	Shubenacadie.....	30
Narraway, H. R.....	Pictou.....	6
Olding, Christy A.....	Merigomish.....	1
Olding, W. C.....	do.....	2
Owen, Hon. L. C.....	Charlottetown.....	25
Power, Patrick, Estate of.....	Halifax.....	40
Power, Maurice.....	Pictou.....	20
Poole, Henry S.....	Stellarton.....	20
Robb, J. F.....	Antigonish.....	5
Rae, James.....	Roger's Hill.....	1
Russell, Rev. A.....	Dalhousie, N.B.....	10
Rettie, A. R.....	Truro.....	8
Richardson, Emily S.....	Halifax.....	20
Russell, James A.....	Pictou.....	48
Russell, John.....	do.....	12
Ray, Louisa H.....	Halifax.....	2
Sedgewick, Rev. Thomas.....	Tatamagouche.....	10
Smith, William.....	Barney's River.....	5
Smith, M. T., Estate of.....	Pictou.....	20
Stirling, Mrs. Clara R.....	Charlottetown.....	16
Stalker, James.....	Pictou.....	10
Stairs, John.....	Halifax.....	20
Stairs, Wm. J.....	do.....	20
Sutherland, Robt.....	River John.....	2
Sutherland, Dan.....	Pictou.....	20
Sutherland, Wm. D.....	Quarry Island.....	11
Sutherland, Angus.....	Roger's Hill.....	1
Stewart, Rev. W.....	New Glasgow.....	30
Simson, Frank C.....	Halifax.....	10
Thain, Margaret.....	Pictou.....	10
Tremain, E. D.....	Port Hood.....	40
Tremain, W. H.....	Truro.....	2
Thomson, James.....	Halifax.....	30

The Pictou Bank—*Concluded.*  
(La Banque de Pictou—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Walker, Andrew.....	New Glasgow.....	35
Welsh, Wm.....	Charlottetown..	25
Wolf, Herman.....	Worms, Germany.....	3
Were, Penelope.....	Charlottetown.....	19
Willis, Robert.....	Stellarton.....	1
Wentworth, James.....	do .....	50
Wyllie, Alexander.....	do .....	2
Watson, T, in trust.....	Pictou.....	30
	Total.....	5,000

R. P. GRANT, *President.*

THE PICTOU BANK,

PICTOU, N.S., 13th February, 1882.



## BANK OF NOVA SCOTIA.

## (BANQUE DE LA NOUVELLE-ECOSSE.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Aikins, Thos. B.....	Halifax.....	10
Allison, Miss H. F.....	do.....	1
Allison, Mrs. Sarah B.....	do.....	6
Almon, W. J., and B. G. Gray.....	do.....	3
Almon, W. J., and P. C. Hill.....	do.....	5
Almon, W. J., and J. N. Ritchie.....	do.....	2
Almon, Rev. H. Pryor, Executors of.....	Windsor.....	12
Anderson, Mrs. Caroline.....	Halifax.....	36
Anderson, Mrs. C., and Jas. Farquhar, Trustees.	do.....	6
Anderson, G. R., John Starr and A. K. McKinlay.....	do.....	18
Anderson, John, No. 3.....	Petpiswick Harbour.....	2
Anderson, Wm.....	Musquodoboit.....	10
Anderson, Wm., jun.....	do.....	2
Ansell, Rev. Edward.....	Arichat, C.B.....	2
Archibald, Hon. Adams G.....	Halifax.....	33
Avery, Dr. J. F.....	do.....	90
Bauer, Mrs. Susan.....	do.....	12
Bayne, Thomas.....	do.....	70
Bayne, H., A. Trust.....	Kingston, Ont.....	5
Bell, Basil.....	Stellarton.....	25
Binney, Mrs. Catharine.....	Halifax.....	100
Binney, Rt. Rev. Hibbert.....	do.....	40
Binney, Mrs. Mary Ann, Administrators of.....	do.....	13
Bishop of Nova Scotia.....	do.....	21
Black, Miss Celia H.....	do.....	12
Black, Mrs. Florence M.....	do.....	10
Black, Martin P.....	do.....	40
Black, M. P., C. H. M. Black and D. McN. Parker.....	do.....	6
Black, Dr. R. S.....	do.....	6
Bland, John B.....	do.....	21
Bland, Mrs. Mary M.....	do.....	13
Bliss, Rev. J. W.....	Sandwich, G.B.....	33
Bliss, Lewis H.....	London, G.B.....	33
Bliss, Rev. W. B.....	Newport, G.B.....	33
Boggs, Miss Sarah.....	Halifax.....	2
Bolton, Anne.....	do.....	3
Borden, G. W., Guardian.....	do.....	5
Boreham, Samuel.....	do.....	6
Bradley, Miss Jane.....	do.....	2
Braine, T. M., and B. G. Gray.....	do.....	1
Bremner, Miss Eliza G.....	Elgin, Scotland.....	5
Bremner, James J.....	Halifax.....	35
Bremner, Jas. J., and G. Mitchell, Executors....	do.....	15
Bremner, Jas. J., and George Mitchell, for Ministers', Widows' and Orphans' Fund.....	do.....	22
Brookfield, Samuel M.....	do.....	1
Brown, C. E., Executor.....	do.....	45
Brown, Mrs. Ellen G.....	do.....	2
Brown, E. K. (deceased), J. B. Gilpin and Jos Kaye.....	do.....	11
Brown, M. S.....	do.....	39
Brown, R. H.....	Sydney.....	3

Bank of Nova Scotia—Continued.  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Brown, Thos. A.....	Halifax.....	23
Brown, Thos. A., and C. E. Brown.....	do.....	1
Buckley, M. A.....	do.....	15
Buist, Jas. A.....	do.....	15
Burns, Adam.....	do.....	20
Byers, Mrs. Helen.....	Dartmouth.....	5
Calkin, Thos. P.....	Liverpool, N.S.....	8
Campbell, Mrs. Helena G.....	Cape Breton.....	2
Campbell, Alexander.....	Dartmouth.....	1
Campbell, George.....	Truro.....	25
Campbell, Rev. John.....	Port. Glasgow, Scotland.....	4
Carver, Mrs. Ellen.....	Windsor.....	3
Church, Presbyterian, of Lower Provinces, Board of Education of.....	Halifax.....	30
Clarke, Rev. G. M.....	do.....	1
Clarke, Miss Harriett S.....	do.....	5
Clarke, Nepean.....	do.....	8
Clay, Edwin, M.D.....	do.....	1
Clay, Thos.....	do.....	4
Clay, Thos, and Trustees L. G. Clay.....	do.....	7
Cogswell, H. C.....	do.....	60
Cogswell, Mrs. Sarah A.....	do.....	2
Coleman, W. J.....	do.....	17
Collins, F. W., Executor late Jas. Barss.....	Liverpool.....	4
Collins, F. W., Trustee Gorham Fund.....	do.....	9
Connors, David.....	Pictou.....	4
Coppin, Jas., Executor of.....	Halifax.....	1
Cronan, Daniel.....	do.....	46
Cronan, Miss Eleanor.....	do.....	4
Creighton, Philip W.....	do.....	4
Cumming, Rev. Robt.....	Westville, N.S.....	2
Cumming, Mrs. Margaret A.....	Wilmington, N.S.....	3
Cunard, Mrs. Margaret.....	Halifax.....	8
Cunningham, George.....	do.....	2
Cutler, Sarah, Trustee of.....	do.....	2
Darwall, R. C.....	Dover, G.B.....	2
DeBlois, George W.....	Charlottetown.....	3
DeBlois, Rev. S. W.....	Wolfville, N.S.....	1
DesBarres, Judge W. F.....	Halifax.....	60
Dickson, Catharine.....	New Glasgow.....	2
Diocesan Church Society.....	Halifax.....	5
Dodge, Stephen.....	do.....	2
Donaldson, Mrs. Anne.....	do.....	70
Donaldson, Mrs. Anne, and John Doull.....	do.....	10
Doull, A. K., Estate of.....	do.....	45
Doull, A. M. K.....	do.....	3
Doull, John.....	do.....	65
Downie, George T.....	Dartmouth.....	5
Downs, Mrs. M. C., Executor of.....	Halifax.....	3
Dunbar, Wm.....	do.....	20
Duncanson, Thos.....	do.....	1
Elliott, Geo. H.....	Pictou.....	2
Esson, George.....	Halifax.....	6
Esson, Henry I.....	do.....	9
Esson, Jas., Administrators of.....	do.....	5
Esson, Robert.....	do.....	5
Esson, William.....	do.....	30
Esson, Wm., and H. I. Esson.....	do.....	5
Esson, Wm., and E. G. Stayner, Trustees.....	do.....	10
Fairbanks, Miss Charlotte, Executrix.....	Dartmouth.....	2
Fairbanks, Miss Eliza S.....	Halifax.....	7

Bank of Nova Scotia—*Continued.*  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Fairbanks, S. P.	Dartmouth	4
Fairbanks, S. P., and Letitia Fairbanks.	do	3
Farquhar, Forrest & Co	Halifax	8
Farquhar, James.	do	1
Farquhar, James, and A. Anderson.	do	52
Farquhar, James, and Executor late Geo. Buist.	do	2
Farrell, Dominick.	Dartmouth	6
Fawson, Miss Clara, Estate of	do	13
Fay, John B., Executors of late.	Bridgetown	1
Fenwick, N. E. DeB	Lieutenant, 60th Rifles	12
Fisher, Chas. H. B.	Fredericton	1
Fletcher, Miss Annie C.	Halifax	3
Fletcher, Mrs. Mary C.	do	5
Fletcher, Mrs. Mary C., Executrix.	do	18
Flinn, James, Executors of late.	do	5
Forbes, Miss Sarah.	Liverpool	8
Forbes, Miss Susan A.	do	7
Forsyth, Mrs. C. A.	do	17
Fraser, Hon. James	Pictou	70
Fraser, Mrs. Jessie	Dartmouth	34
Fyshe, Thos.	Halifax	11
Gaetz, Mrs. C. M.	Guysboro'	2
Gibson, John	Halifax	6
Gilpin, Alfred	do	9
Gilpin, Miss Elizabeth M.	Annapolis	6
Gilpin, J. Bernard	Halifax	38
Godfrey, Miss Annie S.	do	3
Godfrey, Miss Susan B.	Annapolis	4
Goldsmith, Edward P. T.	Bury, G. B.	3
Gordon, Mrs. Amelia.	Pictou	33
Gordon, James.	Halifax	14
Gossip, Wm.	do	26
Grant, Rev. G. M.	Kingston, Ont.	1
Grant, Mrs. Julia E.	Halifax	10
Grantham, Mrs. Margaret C.	Yarmouth	1
Gray, Emily	Nice, France	8
Halliburton, John C.	Halifax	16
Halifax Asylum for Blind	do	2
Halifax Fire Insurance Co.	do	132
Hamilton, Mrs. Charlotte.	Kent, G.B.	6
Hamilton, W. B.	Halifax	6
Handley, J. Rees.	do	24
Hart, Jairus	do	63
Hartshorne, William	Guysboro'	10
Hazen, Charles, Estate of.	St. John	8
Hazen, Francis B.	do	13
Henderson, George.	Halifax	3
Henderson, George, and T. G. Stevens.	do	40
Hesslein, Henry	do	18
Hill, Mrs. Hannah H.	do	10
Holderness, Mrs. Mary Ann	Liverpool	5
Hudson, Mrs. Helen	Dartmouth	8
Hume, Mrs. C. B., Estate of	Halifax	14
Hunter, Mrs. Ann, Executor of.	do	29
Hunter, James	do	18
Hunter Church, Building Fund, Committee of	do	17
Jordan, Miss Louisa.	LaHave, N.S.	2
Jordan, William	Halifax	30
Jost, Edward, Executors of late.	do	32
Jost, H. M.	Guysboro'	10
Keane, Mrs. Louisa F.	Bermuda	2

Bank of Nova Scotia—*Continued.*  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Keith, Misses M. A. and C. J.....	Halifax .....	17
Keith, Donald .....	do .....	22
Keith, Mrs. Eliza, D. G. Keith, W. N. Wickwire and John Doull.....	do .....	64
Kelly, Right Rev. J. B.....	Stockport, G.B.....	33
Kenny, Mrs. Ellen.....	Halifax .....	20
Kenny, Mrs. Johanna.....	do .....	37
Kenny, Mrs. Johanna and John Doull.....	do .....	6
King, John, Executors of.....	do .....	28
King's College, Windsor.....	Windsor .....	13
Kitchen, J., John Gunn and Daniel Sutherland.....	River John, Pictou.....	18
Lawson, Mrs. Caroline M.....	Halifax .....	3
Leaver, Mrs. Francis.....	Sheffield, G.B.....	4
Lewis, W. J.....	Halifax .....	5
Lithgow, J. R., Sole Executor.....	do .....	5
Little, Margaret.....	do .....	7
Logan, Mrs. Martha.....	Truro.....	3
Longard, E. J.....	Halifax .....	24
Lynch, John.....	Shubenacadie.....	12
Lynch, Peter.....	Halifax .....	15
Mack, Stephen.....	Mill Village, Queen's County.....	4
Martin, G. D., Guardian.....	Boston.....	13
Matheson, Joseph.....	Cape Breton.....	8
Menzies, W. C., Executors of late.....	Halifax .....	30
Merkel, J. W., Estate of.....	do .....	15
Merkel, W. H.....	do .....	2
Metzler, John.....	do .....	2
Miller, Rev. A. P.....	Merigonish.....	5
Mitchell, Geo., and R. F. Watt.....	Halifax .....	20
Mitchell, W. F.....	do .....	5
Mitchell, George, and M. M. Lindsay, Executors of late W. L. Hetherington.....	do .....	3
Mitchell, Mrs. Sophia.....	do .....	4
Mitchell, Mrs. Sophia, and G. Mitchell.....	do .....	3
Moody, Catharine L.....	Yarmouth.....	1
Mooney, Matthew.....	Halifax .....	6
Mooney, Thomas, Estate of.....	do .....	12
Moren, Mrs. Martha E.....	do .....	8
Morris, Mrs. Lucy.....	Guysboro'.....	5
Mott, John P.....	Halifax .....	8
Muirhead, Mrs. M., and Sir W. Young.....	do .....	20
Murdoch, Mrs. Eliza C.....	do .....	10
Murdoch, Miss Eliza.....	do .....	6
Murison, Mrs. E. M.....	Dartmouth.....	3
Murray, John, deceased, Guardians of.....	Halifax .....	6
Murray, Rev. Robert.....	do .....	3
McCull, Miss Susan.....	do .....	1
Macdonald, Charles.....	do .....	5
Macdonald, W. H.....	Antigonish.....	1
McDonald, D., P. McDonald and Rev. G. Patterson.....	New Glasgow.....	6
McDonald, R., and Rev. G. Patterson.....	do .....	13
McGregor, Mrs. Eliza.....	do .....	1
McGregor, Dr. Murdoch.....	LaHave, N.S.....	4
McKenzie, George A.....	Halifax .....	10
McKenzie, John.....	do .....	10
McKenzie, Roderick.....	New Glasgow.....	42
McKinlay, A. K., Trustee of.....	Halifax .....	3
McLean, Donald.....	St. Peters.....	4
Maclean, John S.....	Halifax .....	64
McLeod, Alexander.....	do .....	46

Bank of Nova Scotia—Continued.  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McLeod, Miss Margaret .....	Halifax .....	7
McNab, John .....	do .....	8
McNeil, Israel L. ....	Carbonier .....	14
Naylor, Mrs. E. A., and H. N. Paint, Executors.	Halifax .....	14
Nelson, Archibald, and Alex. Nelson .....	do .....	20
Nichols, Rev. E. E. B. ....	Liverpool .....	24
Nordbeck, Miss A. ....	Halifax .....	36
Northup, Ann, J. Northup, J. S. Cochran, and H. Y. Clarke, Executors of .....	do .....	6
Northup, Jer., Executors of late .....	do .....	14
Odell, W. H. ....	do .....	33
Pallister, W. H. ....	do .....	74
Parker, D. McNeil. ....	do .....	13
Parker, F. G. ....	do .....	14
Patterson, Rev. George .....	New Glasgow .....	2
Patterson, Margaret .....	do .....	6
Paulin, H. B. ....	Halifax .....	6
Peters, Thomas H. ....	do .....	6
Pitblado, Rev. C. B. ....	Winnipeg .....	2
Pollock, Rev. Allan .....	Halifax .....	10
Pope, Mrs. Catharine .....	do .....	5
Presbyterian Ministers', Widows' and Orphans' Fund .....	do .....	2
Primrose, H., and G. Campbell, Trustees .....	Pictou .....	9
Primrose, Jas., H. Primrose, C. Primrose, and P. C. Hill .....	do .....	26
Primrose, Howard, in trust .....	do .....	10
Primrose, Howard .....	do .....	10
Primrose, James .....	do .....	2
Pryor, Wm., and J. McNab .....	Halifax .....	10
Retallick, Mrs. Eleanor .....	Cork .....	3
Rettie, Alexander R. ....	Truro .....	3
Ritchie, Rev. James J. ....	Annapolis .....	8
Ritchie, J. N., and T. ....	Halifax .....	5
Ritchie, Thomas A. ....	do .....	29
Robinson, J. Morris .....	St. John .....	25
Roche, Charles .....	Halifax .....	10
Roche, Wm., sen. ....	do .....	120
Ross, Miss Agnes J. ....	Truro .....	7
Ross, Miss Christiana D. ....	do .....	9
Ross, David W., Executor of .....	Halifax .....	13
Ross, Gordon H. ....	Truro .....	6
Ross, James D. ....	do .....	1
Ross, John U. ....	Halifax .....	6
Ross, Miss Maria C. ....	Truro .....	3
Rowlings, Geo. A. W. ....	Yarmouth .....	2
Rudolf, W. Norman .....	Liverpool, G.B. ....	6
Sedgwick, Mrs. C. P. ....	Tatamagouche .....	8
Seeton, Joseph .....	Halifax .....	5
Seeton, R. B. ....	do .....	2
Shannon, S. L. ....	do .....	4
Shiels, George .....	Dartmouth .....	2
Silver, Wm. C. ....	Halifax .....	20
Sinclair, John A. ....	do .....	2
Slayter, Mrs. Mary .....	do .....	12
Smith, George M. ....	do .....	3
Smith, J. R. ....	Arichat .....	15
Smith, S. S. B. ....	Halifax .....	7
Snaddon, Charity .....	Liverpool .....	2
St. Andrews' Church, Halifax, Trustees of .....	Halifax .....	11

Bank of Nova Scotia—Continued.  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
St. James' Presbyterian Church, Newcastle, Trustees of.....	Newcastle.....	20
St. John's Church, Lunenburg, Rector and Churchwardens of.....	Lunenburg.....	7
Stairs, John.....	Halifax.....	2
Starr, R. P., and W. F.....	St. John.....	18
Starr, W. F.....	do.....	6
Sterns, Rev. Henry.....	do.....	6
Sterns, Miss Margaret.....	do.....	18
Sterns, Robie S., Trustee.....	Liverpool.....	3
Stevens, Mrs. Agnes.....	do.....	10
Stewart, Mrs. Amelia.....	Amherst.....	3
Stewart, Lieut.-Col. Chas. J.....	do.....	4
Stirling, W. J.....	Nice.....	96
Story, Mrs. Christina.....	Halifax.....	24
Sutherland, Mrs. Ann.....	Boston.....	15
Tallent, Mrs. Eliza.....	Halifax.....	3
Taylor, Ernest H.....	Winnipeg.....	2
Taylor, John W.....	New Scone, Scotland.....	9
Thompson, Miss Ann E.....	Halifax.....	1
Thompson, James.....	do.....	5
Thompson, Philip.....	do.....	10
Thomson, Mrs. E., and John Doull.....	do.....	10
Thomson, Miss E. A.....	do.....	1
Thomson, George.....	do.....	4
Thomson, George, and Rev. G. W. Hill.....	do.....	5
Thomson, George, and C. B. Bullock.....	do.....	27
Thomson, James.....	Pleasant Street, Halifax.....	38
Thomson, James, Barrister.....	Halifax.....	23
Thomson, James, and C. B. Bullock.....	do.....	9
Thomson, James, and Rev. G. W. Hill.....	do.....	5
Thomson, James, and C. Sawyer.....	do.....	24
Thomson, James, and C. Thomson.....	do.....	2
Thomson, James, and George Thomson.....	do.....	5
Tobin, M., and S. L. Shannon.....	do.....	2
Tobin, Stephen.....	do.....	8
Tooker, Eliza B.....	Yarmouth.....	1
Tremaine, Mrs. Rebecca.....	Halifax.....	2
Tremaine, W. H.....	do.....	2
Tremaine, W. H., and H. Hartshorne.....	do.....	20
Tupper, F., deceased, and T. P. Calkin.....	Liverpool.....	18
Tupper, Miss Jedidah G.....	do.....	5
Twining, H. St. George.....	Halifax.....	2
Twining, William.....	do.....	4
Twining, Wm., and B. G. Gray.....	do.....	14
Uniacke, Andrew M.....	do.....	20
Uniacke, Miss Florence A.....	do.....	8
Uniacke, Rev. James B.....	do.....	20
Uniacke, Robie.....	do.....	30
Uniacke, Robie, Trust.....	do.....	3
VanBuskirk, Jas. E., and F. W. Collins, Executors.....	Liverpool.....	4
Watson, Thos., Manager.....	Pictou.....	5
Webb, William H.....	Halifax.....	7
West, Augustus W.....	do.....	4
West, John C.....	do.....	5
West, Samuel C.....	do.....	5
West, A. W., C. E. West and G. W. Borden, Executors.....	do.....	23
White, Mrs. Marianne V.....	do.....	5
White, Samuel A.....	do.....	146

Bank of Nova Scotia—*Concluded.*  
(Banque de la Nouvelle-Ecosse—*Fin.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Wiggins, Mrs. Mary.....	Windsor.....	8
Wilson, Robert, and J. J. Bell.....	Halifax.....	2
Wilson, Alex., and W. McDonald, Executors.....	Pugwash.....	2
Willis, John.....	Halifax.....	2
Woodfield, Elizabeth.....	do.....	6
Woodgate, A.....	do.....	33
Worrall, Mrs. Mary, Executrix of the late W. L. Black.....	Boston.....	16
Wyllie, Rev. Alex. L.....	Halifax.....	8
Young, John W., Executors of late.....	do.....	61

THOS. FYSHE,

*Cashier.*

BANK OF NOVA SCOTIA,

OTTAWA, 25th January, 1882.

## BANK OF YARMOUTH.

## (BANQUE DE YARMOUTH.)

Capital, 4,000 shares of \$100 each, \$400,000.

(Capital, 4,000 actions de \$100 chacune, \$400,000.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Allen, Elizabeth Eva.....	Yarmouth.....	4
Allen, Lewis.....	do.....	13
Allen, Lewis B.....	do.....	2
Anderson, J. O.....	do.....	22
Anderson, Caroline.....	do.....	2
Angell, Adelaide.....	Los Angeles, Cal.....	19
Baker, L. E.....	Yarmouth.....	387
Baker, L. E., and others.....	do.....	18
Baker, L. E., Trustee.....	do.....	29
Bingay, Jane M.....	do.....	12
Bingay, Annie.....	do.....	78
Bingay, J. W.....	do.....	3
Bingay, Jacob.....	do.....	8
Bond, J. B.....	Barton, Digby.....	31
Bond, Sarah.....	Tusket.....	7
Brown, C. E., and C. E. Brown.....	Yarmouth.....	1
Brown, G. F., and C. E. Brown.....	do.....	1
Brown, M. F., and C. E. Brown.....	do.....	1
Brown, Stayley, Estate of.....	do.....	80
Brown, C. E.....	do.....	30
Brown, Benj.....	do.....	27
Brown, Clarissa.....	do.....	1
Brown, H. Curtis.....	do.....	15
Burrell, Joseph.....	do.....	15
Burrell, Emma R.....	do.....	15
Burrell, H. L.....	do.....	128
Cain, Stephen.....	do.....	10
Cain, Wm. A.....	do.....	4
Campbell, Colin, Estate of.....	Weymouth.....	25
Cann, Hugh.....	Yarmouth.....	261
Cann, L. E.....	do.....	61
Cann, Joanna H.....	do.....	14
Cann, Augustus.....	do.....	10
Cann, Hugh E.....	do.....	10
Cann, Lyman.....	do.....	6
Cann, W. A.....	do.....	10
Cann, W. A., Guardian.....	do.....	13
Cann, Amy P., and A. Cann.....	do.....	39
Cann, Jos. H.....	do.....	2
Caskey, Wm.....	do.....	13
Churchill, Walter.....	do.....	9
Churchill, S. J., and L. Cann.....	do.....	10
Clarke, Geo. M.....	Ottawa.....	10
Clendenning, Thomas.....	Yarmouth.....	14
Coggins, Andrew.....	Westport.....	1
Collins, Arthur.....	do.....	10
Cook, Francis G.....	Yarmouth.....	2
Corning, Bowman.....	do.....	19
Corning, Jefferson.....	do.....	5
Crawley, John.....	do.....	9
Crosby, Enoch.....	do.....	20



## Bank of Yarmouth—Continued.

(Banque de Yarmouth—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Crosby, Samuel.....	Yarmouth.....	55
Crosby, Isaiah.....	do.....	10
Crosby, George.....	do.....	64
Crosby, William.....	do.....	12
Crosby, James.....	do.....	2
Crosby, J. H.....	do.....	30
Crosby, Silas.....	do.....	1
Crosby, Isabella M.....	do.....	19
Crosby, Maria.....	do.....	1
Crowell, Jane.....	do.....	6
Currier, Wm.....	do.....	8
Currier, N. B.....	do.....	2
Davis, Ethel.....	Westport.....	5
Davis, Hubbard.....	do.....	4
Ellis, B. F.....	Yarmouth.....	5
Farish, J. C.....	do.....	70
Farish, H. G.....	Liverpool, N.S.....	4
Flint, Samuel T.....	Yarmouth.....	10
Flint, T. B., Guardian.....	do.....	2
Geddes, T. O.....	do.....	1
Grantham, H. A.....	do.....	14
Guest, Mary Ellen.....	do.....	80
Haley, Comfort.....	do.....	14
Hamilton, Samuel.....	do.....	2
Hatfield, Agnes.....	Liverpool, Eng.....	5
Hatfield, J. L.....	Tusket.....	1
Hatheld, S. J.....	Yarmouth.....	1
Heartz, W. H.....	do.....	60
Hibbard, William.....	do.....	4
Hibbard, Thomas.....	do.....	1
Hibbard, Elvira E.....	do.....	1
Hogg, N. W. W.....	do.....	15
Hood, H. A.....	do.....	5
Huestis, Margery.....	do.....	6
Huestis, Mary.....	do.....	6
Jenkins, Elizabeth.....	do.....	53
Jeffery, S. H., and J. S. Blauvelt.....	Tusket.....	4
Keating, W. H.....	Halifax.....	53
Killam, Samuel.....	Yarmouth.....	208
Killam, Thomas.....	do.....	22
Killam, Frank, and J. H. Killam.....	do.....	125
Kirby, Thomas.....	Tusket.....	18
Knowles, Caroline.....	do.....	6
Landers, H. A., and T. B. Flint.....	Yarmouth.....	10
Law, Annie M., and Wm. Law.....	do.....	1
Lewis, N. B.....	do.....	1
Lewis, Adeline.....	do.....	15
Lewis N. B., and L. Chipman.....	do.....	5
Lovitt, Andrew.....	do.....	452
Lovitt, Ann.....	do.....	242
Lovitt, Elizabeth.....	do.....	2
Lovitt, John.....	do.....	80
Lovitt, Geo. H.....	do.....	75
Lovitt, Jas. J.....	do.....	84
McDormand., Cormack.....	Westport.....	1
McManus, Hugh.....	Yarmouth.....	6
Moody, J. W.....	do.....	64
Moody, O. L.....	do.....	28
Moody, J. J.....	do.....	6
Moody, Janette B.....	do.....	3
Morrell, Chas.....	do.....	5

Bank of Yarmouth—*Concluded.*(Banque de Yarmouth—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Murphy, John.....	Yarmouth.....	1
Murray, John.....	Mabou.....	38
Murray, Perez F.....	Bridgetown.....	14
Newell, Thomas.....	Barrington.....	3
Nickerson, Judah.....	do.....	4
Oakes, E. H., Estate of.....	Weymouth.....	12
Owen, Laura C.....	Boston.....	9
Patten, N. E.....	Yarmouth.....	20
Peters, Maurice.....	Westport.....	1
Pinkney, W. G.....	Yarmouth.....	2
Power, Wealthy, A.....	do.....	9
Raymond, Margaret.....	do.....	1
Raymond, M., and F. L. Clements.....	do.....	4
Rankin, Silas.....	do.....	1
Richards, F. C., and L. Cann.....	do.....	14
Robbins, A. C.....	do.....	25
Robinson, Euph. T., and F. G. Cook.....	do.....	1
Ryerson, Marietta, and J. C. Tooker.....	do.....	2
Ryerson, Ella S., Estate of.....	do.....	1
Ryerson, Edwin, and Chas. Ditmars.....	Annapolis.....	25
Ryerson, J. K., and S. M. Ryerson.....	Yarmouth.....	9
Scott, Jos., and F. G. Cook.....	do.....	20
Shaw, Eunice P.....	do.....	17
Smith, Wm. B.....	Barrington.....	2
Smith, Margery.....	Yarmouth.....	6
Spinney, E. K., and T. M. Foley.....	do.....	6
Stoneman, A. F., and Henrietta Stoneman.....	do.....	15
Sullivan, D.....	do.....	6
Sykes, Jas.....	do.....	6
Servant, E. M.....	Tusket.....	2
Thorburn, Maria J. I.....	Ottawa.....	1
Thurston, William.....	Yarmouth.....	6
Tooker, H. K., and W. A. Chase.....	do.....	14
Trask, Jas. P.....	do.....	23
Trefry, Geo. K.....	do.....	4
Trinity Church Corporation.....	do.....	9
Weston, Leonard.....	do.....	30
Weston Matilda.....	do.....	1
White, Andrew C.....	do.....	1
Wilson, Sarah.....	do.....	1
Williams B. R.....	do.....	3
	Total.....	4,000

T. W. JOHNS, *Cashier.*

BANK OF YARMOUTH, N.S.

EXCHANGE BANK OF YARMOUTH, N.S.

(BANQUE D'ECHANGE DE YARMOUTH, N.E.)

Capital subscribed, 4,000 shares of \$100 each.  
(Capital souscrit, 4,000 actions de \$100 chacune.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Allen, J. G.....	Yarmouth, N.S.....	15
Allen, James E.....	do .....	4
Allen, Gideon.....	do .....	3
Amiro, Mark.....	do .....	1
Amiro, Simon G.....	do .....	1
Anderson, J. C.....	do .....	32
Anderson, Caroline.....	do .....	10
Bain, Harriet.....	do .....	20
Baker, L. E.....	do .....	61
Baker, Norman.....	do .....	2
Baker, Annie G.....	do .....	1
Brown, G. W., Estate of.....	do .....	30
Brown, Ellen H.....	do .....	2
Brown, Ellen G.....	do .....	1
Brown, Benjamin, sen.....	do .....	11
Brown, T. B., Estate of.....	do .....	15
Brown, Joseph J., Estate of.....	do .....	7
Burrill, Joseph.....	do .....	6
Burrill, H. L.....	do .....	22
Burrill, William.....	do .....	5
Bingay, Jane M.....	do .....	3
Bingay, Jacob.....	do .....	15
Bingay, Annie.....	do .....	7
Bingay, Isabel.....	do .....	1
Bingay, T. V. B.....	do .....	10
Bingay, Thomas S.....	do .....	5
Bingay, John M.....	do .....	1
Bond, Joseph B.....	Barton, Digby Co.....	9
Bond, J. M., Estate of.....	Yarmouth, N.S.....	2
Blackader, J. A.....	do .....	4
Cair, Sophia.....	St. John, N.B.....	1
Cain, Stephen.....	Yarmouth, N.S.....	4
Cain, Abigail.....	do .....	12
Cain, James.....	do .....	77
Cain, James, jun.....	do .....	6
Cain, William.....	do .....	1
Cain, Emily.....	do .....	2
Cain, William A.....	do .....	20
Cain Samuel H.....	do .....	2
Cann, Lyman.....	do .....	42
Cann, L. D., Estate of.....	do .....	3
Cann, Hugh D.....	do .....	64
Cann, Elizabeth.....	do .....	71
Cann, Lyman E.....	do .....	10
Cann, Hugh E.....	do .....	8
Cann, Angus W.....	do .....	1
Cann, Joseph H.....	do .....	12
Cann, Augustus.....	do .....	10
Cann, William A., Guardian.....	do .....	2
Cann, William A., Administrator.....	do .....	1
Cann, Eleanora.....	do .....	4

Exchange Bank of Yarmouth, N.S.—Continued.  
(Banque d'Echange de Yarmouth, N.E.—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Cann, Miner C.....	Yarmouth, N.S.....	1
Cann, Mary J.....	do.....	2
Crosby, Enoch.....	do.....	14
Crosby, Josiah.....	do.....	50
Crosby, Josiah, jun.....	do.....	1
Crosby, George.....	do.....	62
Crosby, W. W.....	do.....	1
Crosby, Edith H.....	do.....	2
Crosby, Ambrose D.....	do.....	4
Crosby, Hannah W.....	do.....	6
Crosby, K. T.....	do.....	8
Crosby, Isabella.....	do.....	3
Crosby, Isabella M.....	do.....	28
Crosby, James.....	do.....	4
Crosby, Samuel.....	Chebogue.....	20
Crosby, Samuel.....	Deerfield.....	2
Crosby, Edward.....	Yarmouth, N.S.....	4
Crosby, Edward, jun.....	do.....	3
Crosby, Thomas B.....	do.....	3
Crosby, George G.....	do.....	5
Crosby, William.....	do.....	6
Clements, Maria.....	do.....	6
Comeau, Max., Estate of.....	Meteghan, Digby Co.....	20
Corning, J. B. B.....	Yarmouth, N.S.....	1
Corning, Eliza.....	do.....	1
Corning, Jefferson.....	do.....	3
Corning, Bowman.....	do.....	7
Campbell, J. K.....	Dorchester, N.B.....	3
Collins, Arthur.....	Westport, N.S.....	20
Cook, William H.....	Yarmouth, N.S.....	2
Churchill, George W.....	do.....	5
Churchill, Wealthy.....	do.....	1
Churchill, Walter.....	do.....	4
Crowell, Jane.....	do.....	8
Crowell, S. A.....	do.....	1
Cavanah, Eleanor.....	do.....	5
Crawley, John, Estate of.....	do.....	8
Caskey, William.....	do.....	21
Clendinning, Abigail.....	do.....	12
Clendenning, Thomas, Trust.....	do.....	3
Currier, William.....	do.....	20
Dennis, Freeman, Estate of.....	do.....	65
Doane, George B., Estate of.....	do.....	70
Doane, Edward.....	do.....	1
D'Entremont, James.....	Pubnico, N.S.....	4
D'Entremont, Mat.....	do.....	3
D'Entremont, George D.....	do.....	4
D'Entremont, Francis, jun.....	do.....	1
D'Entremont, Cyriac.....	do.....	2
Dugas, Volusian.....	Clare.....	1
Dodds, Charles.....	Yarmouth, N.S.....	5
Davis, Hubbard.....	Westport, N.S.....	2
Davis, Ethel.....	do.....	8
Davis, Ethel, jun.....	do.....	8
Davis, James M.....	Yarmouth, N.S.....	1
Durland, John.....	do.....	2
Davison, Oscar.....	do.....	1
Dowling, Harriet.....	do.....	2
Durkee, Jessie.....	do.....	1
Durkee, Emily.....	do.....	1
Ellis, B. F.....	do.....	20

Exchange Bank of Yarmouth, N.S.—Continued.  
(Banque d'Echange de Yarmouth, N.E.—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Elwell, John.....	Yarmouth, N.S.....	1
Earl, Emma E.....	do .....	1
Eldridge, Thomas.....	do .....	3
Eakins, R. S., jun.....	do .....	17
Fleet, S. J.....	do .....	40
Farish, J. C.....	do .....	30
Farish, Mary B.....	do .....	4
Farish, Isabella A.....	do .....	1
Farish, H. G.....	Liverpool, N.S.....	25
Farish, Annie J.....	Yarmouth, N.S.....	2
Farish, Joseph F.....	Halifax, N.S.....	2
Flint, John, Estate of.....	Yarmouth, N.S.....	40
Foley, Thomas, Estate of.....	Salmon River, Digby County.....	3
Gullison, B. F.....	Yarmouth, N.S.....	8
Gondey, A., Estate of.....	do .....	88
Gondey, Louis B.....	do .....	2
Gondey, Zebina.....	do .....	1
Gondey, Mary E.....	do .....	1
Gondey, Geo. H., Guardian.....	do .....	1
Geddes, T. O.....	do .....	20
Grantham, H. A.....	do .....	49
Grantham, H. A., Trustee.....	do .....	17
Grantham, Margaret.....	do .....	1
Guest, Mary.....	do .....	10
Guest, Mary E.....	do .....	7
Goodwin, Isaac.....	do .....	13
Hall, John G., Estate of.....	Boston, Mass.....	20
Hatfield, E. B.....	Liverpool, G. B.....	8
Hatfield, Sarah E.....	do .....	2
Hatfield, Charlotte.....	do .....	1
Hatfield, Frank.....	Yarmouth, N.S.....	1
Hatfield, Samuel J.....	do .....	35
Hatfield, Polly L.....	do .....	4
Hatfield, Sarah.....	do .....	1
Hatfield, Job L.....	do .....	4
Hatfield, Louisa M.....	do .....	3
Hatfield, Abram M.....	do .....	5
Horton, Smith.....	do .....	12
Hibbert, Thomas D.....	do .....	3
Hibbert, Mary J.....	do .....	2
Hibbert, William.....	do .....	6
Hibbert, John.....	do .....	3
Hibbert, Elvira E.....	do .....	1
Hart, Joseph, Estate of.....	Halifax, N.S.....	20
Hemcon, John.....	Yarmouth, N.S.....	4
Hemcon, Clarence.....	do .....	1
Hogg, N. W. W.....	do .....	60
Hamilton, Emily J.....	do .....	1
Halry, Comfort.....	do .....	7
Heartz, W. H.....	do .....	90
Hurlburt, Joseph.....	do .....	6
Hurlburt, Calvin.....	do .....	3
Hurlburt, Jemima.....	do .....	4
Hood, H. A.....	do .....	6
Hood, Eleanor.....	do .....	6
Hilton, S. R.....	do .....	1
Hobbs, Lemuel.....	do .....	6
Hobbs, James A.....	do .....	1
Jolly, Thomas R.....	do .....	5
Johns, Thomas W.....	do .....	11
Killam, Frank.....	do .....	22

Exchange Bank of Yarmouth, N.S.—Continued.  
(Banque d'Echange de Yarmouth, N.E.—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Killam, Thomas.....	Yarmouth, N.S.....	29
Killam, John H.....	do .....	48
Killam, William D.....	do .....	74
Killam, Samuel.....	do .....	204
Kirby, Thomas.....	Tusket, N.S.....	35
Knowles, Bessie L.....	do .....	6
LeBlanc, Stephen.....	do .....	1
Lewis, N. B.....	Yarmouth, N.S.....	58
Lewis, Henry.....	do .....	24
Lewis, Sheldon.....	do .....	5
Lewis, Sarah.....	do .....	2
Landers, George.....	do .....	5
Lovitt, William D.....	do .....	145
Lovitt, Andrew.....	do .....	60
Lovitt, Abigail.....	do .....	2
Lovitt, Ann.....	do .....	20
Lovitt, John.....	do .....	7
Lovitt, James J.....	do .....	10
Lovitt, Jos. B.....	do .....	6
Lincoln, A. J.....	do .....	1
McManus, Hugh.....	do .....	28
McGray, A. E.....	do .....	4
McDormond, Cormack.....	Westport, N.S.....	6
Murphy, Jeremiah.....	Yarmouth, N.S.....	4
Murphy, Lois.....	do .....	5
Moody, W. H., Estate of.....	do .....	4
Moody, T. C., Estate of.....	do .....	4
Moody, C. L.....	do .....	44
Moody, J. J.....	do .....	10
Moody, Annie.....	do .....	4
Millar, Mary J.....	do .....	4
Morrell, Charles.....	do .....	4
Morrell, George E.....	do .....	2
Moses, S. D.....	do .....	7
Murray, Lucy.....	Milton, Queen's Co.....	6
Mood, Deborah.....	Yarmouth, N.S.....	2
Newell, Thomas.....	Cape Island.....	12
Nickerson, Judah.....	do .....	4
Nickerson, Heman.....	do .....	3
Oakes, E. H., Estate of.....	Weymouth.....	25
Pearson, Nelson O.....	Yarmouth, N.S.....	2
Porter, Norman S.....	do .....	63
Porter, Avit.....	do .....	2
Porter, Leon.....	do .....	1
Porter, Julia.....	do .....	6
Porter, Reuben.....	do .....	1
Porter, John B.....	do .....	1
Perrin, Mary.....	do .....	1
Perry, Foster.....	do .....	4
Perry, Arthur F.....	do .....	1
Perry, William A.....	do .....	1
Peters, Maurice.....	Westport, N.S.....	4
Peters, Adelaide M.....	do .....	1
Peters, Almira J.....	do .....	1
Pelton, S. H.....	Yarmouth, N.S.....	13
Patten, N. E.....	do .....	20
Pinkney, Wm. G.....	do .....	2
Pinkney, Gilbert.....	do .....	12
Patterson, Hannah.....	do .....	4
Patterson, Elizabeth.....	do .....	9
Pitman, Wm. H.....	do .....	2

Exchange Bank of Yarmouth, N.S.—Continued.  
(Banque d'Echange de Yarmouth, N.E.—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Rogers, Chloe.....	Yarmouth, N.S.....	1
Richards, Anna C.....	do.....	2
Richards, Georgina.....	do.....	1
Richards, John G.....	do.....	1
Raymond, Richard.....	do.....	1
Raymond, Catharine.....	do.....	2
Raymond, Mary.....	do.....	1
Ryerson, Abby.....	do.....	20
Ryerson, M. E. F.....	do.....	1
Ryerson, M. F., Trustee.....	do.....	1
Ryerson, E. S., Estate of.....	do.....	1
Ryerson, Annie S.....	do.....	52
Ryerson, Edith.....	do.....	8
Robbins, A. C.....	do.....	68
Rice, Hannah D.....	Westport, N.S.....	2
Rose, Ebenezer.....	Yarmouth, N.S.....	3
Ryder, Harvey.....	do.....	4
Ryder, Sarah A.....	do.....	8
Ryder, Elizabeth, Estate of.....	do.....	8
Ryder, Clementina A.....	do.....	2
Rankin, Silas.....	do.....	8
Randall, S. J.....	do.....	3
Reid, Elizabeth M.....	Digby, N.S.....	1
Scovill, James.....	Yarmouth, N.S.....	14
Scovill, James, jun.....	do.....	10
Scovill, Mehetabel.....	do.....	4
Smith, William B.....	Barrington.....	4
Stoneman, A. F.....	Yarmouth, N.S.....	82
Stoneman, A. F., Guardian.....	do.....	20
Shaw, J. W., Estate of.....	do.....	9
Shaw, Eunice.....	do.....	17
Scott, Amos.....	do.....	3
Scott, Amos H.....	do.....	9
Scott, Annie.....	do.....	1
Scott, Ebenezer.....	do.....	2
Spinney, E. K.....	do.....	15
Spinney, Jane.....	do.....	3
Spinney, Emma.....	do.....	4
Spinney, Aaron.....	do.....	3
Spinney, A. W.....	do.....	2
Spinney, Harvey.....	do.....	3
Spinney, Daniel, Estate of.....	do.....	2
Spinney, S. A.....	do.....	2
Slocomb, O. W.....	do.....	5
Saunders, Edwin.....	do.....	2
Saunders, Maria.....	do.....	2
Shields, Margaret E.....	West Medway, Mass.....	8
Strickland, Christopher.....	Yarmouth, N.S.....	4
Thomson, Helen.....	Shelburne, N.S.....	4
Townsend, W. H., Estate of.....	Yarmouth, N.S.....	197
Townsend, Sarah, Estate of.....	do.....	6
Townsend, Eliza, Estate of.....	do.....	5
Trefry, Joshua P.....	do.....	5
Trefry, George K.....	do.....	8
Trefry, Margery.....	do.....	5
Trefry, N. C.....	do.....	3
Tilley, John A.....	do.....	10
Tilley, Henrietta.....	do.....	1
Tilley, Sarah J.....	do.....	2
Trask, Hannah.....	do.....	5
Thurston, William.....	do.....	6

Exchange Bank of Yarmouth, N.S.—*Concluded.*(Banque d'Exchange de Yarmouth, N.E.—*Fin.*)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Trinity Parish.....	Yarmouth, N.S.....	9
Taylor, James.....	Aylesford, N.S.....	1
Tooker, Eliza B.....	Yarmouth, N.S.....	2
Viets & Dennis.....	do.....	4
Weston, Leonard.....	do.....	47
Weston, Matilda.....	do.....	2
White, A. C.....	do.....	14
Waterman, Mary.....	do.....	5
Willett, L. M. M.....	do.....	162
	Total.....	4,000

A. S. MURRAY, *Cashier.*

EXCHANGE BANK OF YARMOUTH,

YARMOUTH, N.S., 13th February, 1882.



## HALIFAX BANKING COMPANY.

(CIE DE BANQUE D'HALIFAX.)

NAMES. (NOMS.)	Residence	Shares. (Actions.)
Agnew, Ellen M.....		20
Agnew, L. F.....		10
Allen, E. A.....		30
Allison, J. F.....		10
Allison, S. B.....		26
Allison, Harriet.....		53
Allison, H. P., Estate of.....		130
Anderson, Caroline, and J. Farquhar, Trustees.....		30
Anderson, E. R.....		50
Anderson, Wm., jun.....		10
Anderson, John, No. 3.....		10
Ansell, Rev. E.....		18
Avon Marine Insurance Company.....		30
Aylward, Sarah.....		10
Aylward, Thomas.....		75
Acadia Fire Insurance Company.....		221
Avery, James F., M.D.....		500
Bain, Alexander.....		40
Barbrick, L. S.....		25
Bars, Mrs. E. C.....		50
Bars, J. W.....		220
Bauld, John H.....		25
Bauld, Wm.....		240
Bayne, Christina.....		6
Bayne, Thomas.....		250
Bell, Basil.....		150
Bennett, John S.....		27
Bigelow, J. W.....		120
Binney, Catharine.....		100
Black, A. C.....		2
Black, L. P.....		43
Black, M. H.....		360
Black, M. E.....		25
Black, R. S., M.D.....		30
Black, W. L., Estate of.....		58
Blanchard, Mrs. Hiram.....		45
Black, Celia H.....		40
Boggs, Sarah.....		20
Boreham, Samuel.....		151
Boyd, Mrs. Errol.....		17
Bremner, Jane S.....		15
Brodie, Rev. Neil.....		180
Brown, K. K.....		50
Brown, George, Estate of.....		20
Brown, Joanna S.....		50
Brown, M. S.....		675
Broydrick, P. F.....		50
Buist, J. A.....		5
Burns, Rev. C.....		50
Butler, James E.....		5
Byers, Helen.....		22
Black, Charlotte.....		5
Braine, S. M.....		20
Cameron, Rev. John.....		10
Carney, Michael.....		75

## Halifax Banking Company—Continued.

(Cie de Banque d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Christie, Rev. E.....	.....	14
Cochran, A. M.....	.....	20
Cochran, James, Estate of.....	.....	500
Cochran, James S.....	.....	55
Collins, B. H.....	.....	2,800
Collins, F. W.....	.....	70
Cogswell, Mrs. A. C.....	.....	15
Coleman, John B.....	.....	60
Conroy, John.....	.....	10
Corbett, F. D.....	.....	274
Cox, Honora.....	.....	43
Creighton, A. D., Estate of.....	.....	100
Creighton, Mary E.....	.....	10
Creran, John.....	.....	200
Crerar, Wm. G.....	.....	200
Crichton, Jas., and John Starr.....	.....	23
Crichton, Peter.....	.....	61
Cronan, Catharine.....	.....	8
Crove, John M.....	.....	20
Cummings, Rev. Thomas.....	.....	23
Clayton, W. J., Trustee of.....	.....	84
Cogswell, Rev. W. L. M.....	.....	35
Corkum, Elizabeth.....	.....	20
Darwell, R. C.....	.....	20
DeBlois, Jane.....	.....	26
DeBlois, Mrs. S. W.....	.....	9
DeWolf, J. R., M.D.....	.....	20
DeWolf, Lydia.....	.....	38
Donohoe, Red., Estate of.....	.....	60
Downie, Rev. Thomas.....	.....	20
Downs, Andrew.....	.....	75
Drake, S. A.....	.....	13
Drillio, Kate.....	.....	10
Duff, J. C.....	.....	4
Duff, M. C.....	.....	4
Duff, Wm.....	.....	89
Dulhanty, E.....	.....	7
Dunbar, Wm.....	.....	100
Duncanson, Thomas.....	.....	32
Elliott, Edmond.....	.....	22
Elliott, E. C.....	.....	40
Elliott, G. H.....	.....	25
Elliot, James E.....	.....	16
Esson, George.....	.....	350
Esson, Kate S.....	.....	10
Esson, Marion S.....	.....	5
Esson, Wm., and E. G. Stayner, Trustees.....	.....	60
Eustace, Lieut-Col. R. J. E.....	.....	175
Fairbanks, Ann.....	.....	64
Farish, J. C. G.....	.....	20
Farquharson, J.....	.....	50
Farrell, Dominick.....	.....	16
Farquhar, Forrest & Co.....	.....	20
Fay, John B., Estate of.....	.....	92
Fawson, Clara, Estate of.....	.....	20
Ferns, Ann R.....	.....	28
Fletcher, C., Estate of.....	.....	5
Fife, Anna K.....	.....	5
Fife, Mary.....	.....	3
Fortes, Janet.....	.....	24
Fordham, Arthur.....	.....	10

## Halifax Banking Company—Continued.

(Cie de Banque d'Halifax—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Forsyth, Alexander .....		172
Forsyth, M. A. ....		123
Forsyth, C. A. ....		40
Fraser, Mrs. Bessie .....		20
Fraser, Duncan A., M.D. ....		6
Freize, Jacob, Estate of .....		70
Finlay, Wm., Estate of .....		8
Franckleyn, George E. ....		1
Gibson, John .....		350
Gilpin, J. Bernard .....		75
Glendinning, Helen .....		23
Godkin, Mortimer .....		5
Gordon, Amelia .....		120
Gordon, James .....		75
Gossip, Wm. ....		134
Grant, Lillian .....		60
Grant, J. Wm. S. ....		40
Grant, John N., Trustee .....		10
Grant, Mrs. Elizabeth .....		81
Grant, L. L. ....		8
Gray, B. G. ....		20
Gunn, C. G. ....		10
Gunn, John Y. ....		5
Graham, John E. ....		10
Halifax Fire Insurance Company .....		293
Halliburton, Ellen .....		70
Halliburton, J. C., Executor .....		118
Halliburton, J. C., Trust .....		4
Halliburton, J. C., Trustee for J. Sterns .....		3
Halliburton, John C. ....		35
Halliburton, Susan .....		79
Haire, Rev. Robert .....		87
Harrington, W. D. ....		25
Harrington, W. M. ....		160
Harper, Jane .....		73
Hart, Jairus .....		50
Harvey, Mary .....		13
Hennigar, Mrs. Abbie .....		56
Hennigar, F. A. ....		25
Hellein, George A., Trustee of .....		7
Hesslein, Euphemia R. ....		7
Hesslein, H., and Sohn .....		100
Hesslein, Henry .....		223
Hill, Wm. H. ....		116
Hill, Thomas S. ....		30
Hill, Mrs. N. T. ....		60
Hill, P. C. ....		560
Hogan, Peter .....		10
Holloway, Thomas .....		30
Hopkins, John .....		30
Howe, Rev. Henry .....		15
Hunter, David .....		45
Hunter, James .....		250
Humphrey, T., Estate of .....		70
Hunter, F. J. (Church Building) .....		60
Hartshorne, Hugh .....		50
Joplin, Mrs. Charlotte .....		20
Jacobs, Emily .....		10
Johnston, Catharine Prescott .....		3
Jordan, Wm. ....		220
Josts, Ed., Estate of .....		360

## Halifax Banking Company—Continued.

(Cie de Banque d'Halifax—Suite.)

NAMES. — NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Jennings, John, Estate of.....		177
Keating, W. H.....		52
Kerr, John.....		20
King, Andrew.....		110
King, Harriet R.....		15
King, E. D.....		1
King, John, Estate of.....		65
Knox, Mrs. C. M.....		94
Kidston, Wm.....		18
Laidlaw, Mary Ann.....		18
Lamey, J. R.....		28
Landers, D. C.....		65
Legg, Charles.....		11
Lettle, Margaret.....		22
Lloyd, Edward.....		13
Lyle, John.....		12
Lougard, C. H.....		10
Lougard, C. C.....		2
Lougard, E. J.....		150
Lorway, Capt. John.....		60
Lynch, Peter.....		150
Lowell, W. L. & Co.....		10
Macauley, Geo., Estate of.....		27
Mackay, Mrs. Jane.....		130
Macvaire, Robt., M. D.....		20
Major, Cath. Hannah.....		5
Major, Fanny Kate.....		26
Mitchell, Geo. M. and M. M. Lindsay.....		24
Mitchell Sophia A., Executrix.....		1
Moffatt, A.....		40
Morse, Mary P.....		6
Morton, Geo. E.....		20
Morton, L. J.....		400
Mockler, Wm.....		42
Maxwell, Alicia.....		40
Mooney, Matthew.....		10
Mott, J. P., Agent for G. Fitzroy.....		7
Mott, J. P., Agent for A. DeCoursillon.....		18
Mott, J. P., Trust.....		35
Mott, J. P., Trustee for Mrs. L. Johnston.....		30
Mott, J. P., Agent for Mrs. A. Johnston.....		44
Mott, J. P.....		375
Mott, W. A.....		2
Murphy, Annie E.....		8
Murphy, Nelson.....		60
Mackintosh, J. C.....		3
McAulay, Malcolm.....		70
McCarthy, M.....		14
McGilvray, Rev. J. D.....		15
McDonald, Wm., Estate of.....		30
McLeod, Alex.....		180
McLeod, Alex. & Co.....		78
McKenzie, Geo. A.....		45
McKenzie, John.....		67
McWillan, Rev. Hugh.....		50
McNutt, W. B., Trust.....		50
Nelson, A.....		110
Nicholas, Rev. E. E. B.....		50
Parker, D. W. N.....		100
Parker, F. G.....		20
Parker, D. W. N. and Parker, F. G., Executors.....		319

## Halifax Banking Company—Continued.

(Cie de Banque d Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Parker, F. G., Administrator.....		80
Peters, T. H.....		52
Philip, Rev. P. R.....		29
Primrose, James.....		93
Pryor, Oswald.....		115
Purvis, D. H.....		400
Rent, George.....		20
Ritchie, Thos. A.....		100
Ritchie, Capt. Joseph.....		70
Richardson, Jessie.....		40
Roche, Wm.....		40
Roche, Wm., sen.....		9
Russell, Rev. Alex.....		10
Scott, Mrs. Jas.....		25
Scott, Margaret E.....		6
Scott, M. M.....		7
Scott, W. M.....		5
Scott, E. M.....		17
Stairs, Mrs. E. J.....		5
Shaw, J. A.....		85
Statford, J. E.....		80
Statford, Samuel.....		35
Statford, John E.....		200
Statford, Matilda.....		60
Shields, George.....		12
Shields, Sarah.....		12
Sinclair, John A.....		400
Sinclair, Miss J. C.....		50
Simpson, Mrs. J. M.....		18
Skimimegs, Robt.....		20
Smith, Bennett.....		705
Smith, Miss R. E.....		20
Smith, Sarah.....		63
Smith, E. R. and John W. Smith, Executors.....		57
Smith, Levi.....		145
Smith, Rev. John S.....		64
Smith, Wm.....		105
Smith, S. S. B.....		80
Smith, Julia E.....		5
Smith, Sarah G.....		2
Smith, Isabella.....		10
Smith, Edward.....		197
Smithers, Maud A.....		16
Spike, M. L.....		7
Sterling, Clara.....		27
Stalker, A. P. R.....		10
Stephens, Alex.....		100
Sterns, Margaret.....		12
Stewart Mrs. Amelia.....		26
Steevens. T. G.....		10
Sterns, Wm., Estate of.....		63
Stewart, C. J.....		60
Symons, John H.....		100
Taylor, Miss A. H.....		9
Thomson, Jas.....		160
Tremaine, E. D.....		100
Turner, J. W.....		65
Uniacke, Rev. J. B.....		60
Uniacke, Robie.....		380
Uniacke, R. and Hannah Hopkins.....		85
Uniacke, R., Trust.....		15

Halifax Banking Company—*Concluded.*(Cie de Banque d'Halifax—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Valentine, S. Ann.....		16
Wainwright, Amelia S.....		14
Wainwright, S. G.....		12
Wainwright, Rev. H.....		10
Wainwright, F. G.....		23
Wainwright, Adolphus P.....		12
Wainwright, Louisa Gregor.....		12
Wainwright, Charles.....		11
Wainwright, J. N.....		4
Walker, Mrs. E. M.....		24
Walker, E. M.....		40
West, J. T., Estate of.....		100
West, A. W.....		25
Wilkie, Miss E. A.....		7
Willis, John.....		25
Wiswell, H., Estate of.....		30
Wiswell, C. E., Estate of.....		24
Wilson, Mrs. E.....		46
Woodgate, A.....		220
Woodworth, Mrs. H. N.....		55
Wallace, Abigail.....		10
Wylie, Mrs. Matilda.....		10
Wyllie, Rev. A. L.....		30
Young, J. W. Estate of.....		140
Zwicker, Hannah F.....		61

## COMMERCIAL BANK OF WINDSOR.

## (BANQUE COMMERCIALE DE WINDSOR.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Avon Marine Insurance Co.....	Windsor .....	809
Allison, W. E., Estate of.....	do .....	20
Allison, Matthew.....	do .....	28
Armstrong, Capt. John.....	Summerville.....	26
Armstrong, William.....	Falmouth.....	50
Akins, Maria.....	do .....	12
Aylward, Capt. Thomas.....	Windsor .....	10
Bowman, Elizabeth, Executors of C. E. B.....	do .....	85
Bullock, F. W. and C. B., Executors.....	Halifax.....	35
Burnham, William.....	Falmouth.....	75
Barss, John W.....	Wolfville.....	300
Bigelow, John W.....	do .....	100
Black, Martin P.....	Halifax.....	213
Black, William L., Estate of.....	do .....	150
Black, Miss E. A.....	Windsor .....	2
Black, Miss L. S.....	do .....	2
Black, Samuel G.....	do .....	114
Blanchard, W. H.....	do .....	548
Blanchard, Aubrey.....	do .....	98
Blanchard, Mrs. Alice M.....	do .....	10
Blanchard, George A.....	Kentville.....	72
Blanchard, Mary E.....	Windsor .....	18
Blanchard, H. Percy.....	do .....	3
Blanchard, Monson H.....	do .....	3
Blanchard, John W.....	do .....	3
Burgess, John.....	Cheverie.....	7
Burgess, Joseph.....	Windsor.....	10
Brown, John L.....	Hebron.....	25
Bendeler, Mrs. Margaret.....	Windsor.....	10
Bishop, T. L., Estate of.....	Bridgetown.....	10
Bezantson, Mrs. Francis.....	Mount Denison.....	5
Bayne, Thomas.....	Halifax.....	60
Churchwardens and Vestry of Christ Church.....	Windsor.....	70
Card, John.....	Kempt.....	30
Card, Capt. John M., Estate of.....	Digby.....	58
Card, Emma A.....	do .....	20
Card, Helen.....	Kempt.....	5
Card, Walter H.....	do .....	5
Chambers, Charles.....	Newport.....	5
Chambers, Robert.....	do .....	5
Chipman, Mrs. Nancy L.....	Kentville.....	245
Chesley, T. W.....	Bridgetown.....	10
Churchill, George W.....	Hantsport.....	275
Churchill, John W.....	do .....	245
Clark, Mrs. Harriet A.....	Halifax.....	30
Clay, Edwin.....	do .....	22
Cochran, James F.....	Newport.....	53
Coleman, Mrs. W. J.....	Halifax.....	35
Coleman, W. J.....	do .....	25
Collins, John, Estate of.....	Windsor.....	14
Coffill, Capt. James, Estate of.....	Falmouth.....	10
Curren, John E.....	Windsor.....	25
Curry, Capt. Fred.....	Newport.....	96
Curry, William.....	Windsor.....	315

Commercial Bank of Windsor—*Continued.*  
(Banque Commerciale de Windsor—*Suite.*)

NAMES. — (Noms.)	Residence.	Shares. — (Actions)
Curry, Mark.....	Windsor.....	40
Curry, Robert.....	do.....	6
Cusuck, Major J.....	Cornwallis.....	35
Dart, Rev. John.....	Windsor.....	100
DeWolf, Alice.....	Halifax.....	25
DeWolf, Mrs. M. A.....	Windsor.....	38
DeWolf, Rev. T. N.....	Douglas.....	28
Dimock, William.....	Windsor.....	105
Dimock, E. W.....	do.....	155
Dimock, Shubael.....	do.....	25
Dimock, Lewis E.....	do.....	25
Dimock, Noah A.....	do.....	10
Dimock, C. Henry.....	do.....	12
Dimock, Mrs. Annie, in trust.....	do.....	14
Dodge, Stephen.....	Halifax.....	40
Doran, John.....	Windsor.....	10
Fielding, Thomas, Estate of.....	do.....	24
Fielding, W. H.....	do.....	5
Fraser, B. D., M. D.....	do.....	205
Farish, H. G., M. D.....	Liverpool.....	65
Farish, Joseph F.....	Halifax.....	2
Graham, James E.....	Windsor.....	25
Harris, E. P.....	do.....	10
Harvie, John A.....	Newport.....	30
Harvie, Abel.....	do.....	5
Harvie, Ruth M.....	do.....	5
Harvie, Ezekiel N.....	do.....	5
Hart, Jairus.....	Halifax.....	119
Hamilton, Helen, Administratrix.....	Bridgetown.....	14
Hind, Henry Y.....	Windsor.....	75
"Hiram," Chapter No. 3.....	do.....	10
Hensley, J. M., Estate of.....	do.....	25
How, Henry, Estate of.....	do.....	87
How, Rev. Henry.....	Newport.....	20
Huestis, Rev. S. F.....	Halifax.....	7
Irish, J. W. M., Estate of.....	Falmouth.....	10
Irish, Mrs. Sarah.....	do.....	4
Keating, W. H.....	Halifax.....	25
Keith, John.....	Windsor.....	182
Killen, Miss Margaret.....	do.....	4
Keith, Donald.....	Halifax.....	10
Lewis, W. J.....	do.....	162
Lockhart, Capt. Ephraim.....	Hantsport.....	10
Martin, Mrs. Drussilla.....	St. Croix.....	5
Martin, Joseph S.....	do.....	5
Mann, Capt. John.....	Summerville.....	25
Mann, Capt. James, Estate of.....	do.....	25
Maynard, Rev. Thomas.....	Windsor.....	95
Maynard, Mrs. Elizabeth S.....	do.....	11
Morris, Capt. David.....	Walton.....	14
Muir, William and John, in trust.....	Halifax.....	41
Morris, Mrs. Matilda.....	Windsor.....	10
Mosher, Nicholas, sen., Estate of.....	Newport.....	42
Mosher, James.....	do.....	40
Mosher, Matilda.....	do.....	25
Mosher, Capt. Nelson, Estate of.....	do.....	50
Mounce, Capt. George.....	do.....	175
Murdock, Rev. J. L., Estate of.....	do.....	35
Murdock, Mrs. E. A.....	do.....	20
Mitchell, George, in trust.....	Halifax.....	25
Lindsay, M. M., in trust.....	do.....	25
Murphy, James.....	Cornwallis.....	28



Commercial Bank of Windsor—*Concluded.*  
(Banque Commerciale de Windsor—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
McCawley, Rev. George, Estate of.....	Halifax	70
McCawley, Mrs. Anne .....	do	50
McDonald, W. H., M.D. ....	Antigonish	22
McLellan, Capt. John F. ....	Walton	14
McNealy, R. W. ....	Summerville	12
Neily, Rev. S. J., Estate of .....	Cornwallis	5
Nichols, Rev. E. E. B. ....	Liverpool	150
North, J. B. ....	Hantsport	25
Nicholson, Rev. A. W. ....	Bermuda	98
O'Brien, Edward .....	Windsor	120
Oxley, F. H. ....	Halifax	25
Payzant, G. P. ....	Windsor	1,159
Palmer, William .....	do	24
Phillips, Andrew .....	Halifax	30
Pineo, Hon. H. G., Estate of .....	Pugwash	24
Paulin, Mrs. Robert .....	Windsor	30
Paw, Mrs. Georgina S. ....	Halifax	30
Redden, John .....	Windsor	47
Redden, John Otis .....	do	4
Redden, Mrs. Elizabeth .....	do	6
Rines, Joseph .....	Walton	15
Riley, Edward .....	Mount Denison	60
Riley, Rachael .....	do	40
Rockwell, Mrs. A. L. ....	do	25
Scott, David, Estate of .....	Windsor	126
Scott, John M. ....	do	180
Shaw, J. A. ....	do	175
Shand, Andrew P. ....	do	75
Shand, Joseph C. ....	do	30
Shand, Peter .....	do	10
Smith, Bennett .....	do	494
Smith, Charles .....	do	30
Smith, Joshua H. ....	do	30
Smith, Levi .....	do	40
Smith, William .....	do	10
Smith, Capt. Edward .....	Mount Denison	20
Smith, A. and W. ....	Halifax	10
Smith, Thomas B. ....	Windsor	4
Spence, Nathaniel .....	St. Croix	10
Stanfield, Mary E. ....	Truro	50
Stevens, William .....	Walton	15
Sterling, John .....	Windsor	35
Sterns, Miss Margaret .....	Liverpool	97
Storrs, Rev. John, Estate of .....	Cornwallis	100
Stairs, Hon. W. J., Estate of .....	do	235
Stairs, John, Estate of .....	do	325
Stalker, James .....	Pictou	41
Sterling, W. S. ....	Halifax	15
Taylor, William .....	do	15
Worrall, H. F. ....	Brookline, Mass	50
Welsford Lodge, No. 26. ....	Windsor	4
Welton, Rev. D. M. ....	Wolfville	50
Wiggins, Mrs. G. C. ....	Windsor	30
Wilson, Alex. ....	Pugwash	22
Windsor Marine Insurance Co. ....	Windsor	708
Willets, Rev. C. E. ....	do	2
Willets, Miss Margaret F. C. ....	do	1
Young, John W., Estate of .....	Halifax	126
Young, J. A. ....	Newport	10
Young, Miss Margaret .....	Falmouth	5
Young, C. E. ....	do	240

THE PEOPLE'S BANK OF HALIFAX.

(LA BANQUE DU PEUPLE D'HALIFAX.)

30,000 shares of \$20,000 each. 30,000 actions de \$20 chacune.

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Archibald, C. B.....	Truro.....	37
Avery, James F.....	Halifax.....	268
Anderson, Lewis.....	Lunenburg.....	2
Avon Marine Insurance Co.....	Windsor.....	70
Almon, W. J., S. Selden and R. Uniacke, Trustees.....	Halifax.....	30
Anderson, Caroline.....	do.....	25
Anderson, Caroline, Trustee.....	do.....	70
Acadia Fire Insurance Co.....	do.....	1,000
Bremner, J. J., and George Mitchell.....	do.....	7
Butler, James.....	do.....	247
Bars, John W.....	Wolfville.....	224
Binney, Catharine.....	Brooklyn.....	500
Bolton, Mrs. G. S.....	United States.....	14
Bauld, William.....	Halifax.....	150
Bauld, Elizabeth M.....	do.....	21
Black, W. L., Estate of.....	do.....	144
Blanchard, W. H.....	Windsor.....	74
Belcher, Jos. S., and Lucy A. Knowlan.....	Halifax.....	43
Binney, H., D.D.....	do.....	30
Binney, H., D.D., Trust.....	do.....	120
Black, Jane C.....	England.....	37
Black, Celia H.....	Halifax.....	150
Black, Martin P.....	do.....	340
Belcher, Mary S.....	do.....	54
Bayne, Thomas.....	do.....	1
Brine, William E.....	do.....	1
Belcher, Florence L.....	do.....	33
Black, Samuel G.....	Windsor.....	44
Belcher, Clement N.....	Halifax.....	43
Burton, James A.....	United States.....	7
Burns, Adam.....	Halifax.....	60
Bell, J., and W. B. McNutt, Executors.....	do.....	250
Parton, Harriet A.....	do.....	62
Barry, John L.....	do.....	25
Bisset, James A.....	do.....	16
Baine, R. T.....	do.....	10
Bisset, G., and E. Forsyth, Trustees.....	do.....	36
Band, J. B.....	do.....	200
Brown, Thomas A.....	do.....	194
Band, Mary M.....	do.....	100
Bell, Basil.....	Stellarton.....	85
Bell, Charles.....	Halifax.....	18
Boak, Mary Ann.....	do.....	15
Cabot, Richard.....	do.....	50
Cumming, Thomas.....	Stellarton.....	20
Coleman, W. J.....	Halifax.....	633
Coffin, Peter.....	do.....	40
Crerar, John.....	Pictou.....	460
Crerar, John, jun.....	do.....	38
Cochran, M. J., Estate of.....	Halifax.....	85
Crerar, Jane Kate.....	Pictou.....	37
Crerar, Laura.....	do.....	37
Crerar, Henry Hatton.....	do.....	37

## The People's Bank of Halifax—Continued.

(La Banque du Peuple d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Corbett, F. D.....	Halifax.....	30
Cochran, Hon. James, Estate of.....	do.....	337
Crerar, James P.....	Pictou.....	37
Coleman, Hannah J.....	Halifax.....	66
Campbell, George.....	Truro.....	20
Cumminger, Ebenezer.....	Willmot.....	18
Cleary, F. C.....	Halifax.....	15
Cleary, George F.....	do.....	6
Cleary, George F., Trust.....	do.....	28
Clayton, W. J., Trust.....	do.....	24
Cunningham, George.....	do.....	25
Cochran, Mary.....	do.....	600
Coleman, Fannie J.....	do.....	50
Coleman, Ida P.....	do.....	50
Donahoe, Redmond, Estate of.....	do.....	150
Downs, Andrew.....	do.....	31
DeWolf, Isabel M.....	Chicago.....	30
Esson, Harriet Ann.....	Halifax.....	150
Esson, George.....	do.....	450
Eisenhauer, James.....	Lunenburg.....	5
Educational Board, Presbyterian Church of Lower Provinces.....	Halifax.....	150
Esson, W., and H. J. Esson.....	do.....	52
Esson, W., and Geo. Esson, jun.....	do.....	60
Esson, W., and E. G. Stayner.....	do.....	51
Esson, Robert.....	do.....	51
Esson, Harry J.....	do.....	103
Elliott, G. H.....	Pictou.....	15
Evans, Howard C., Guardian.....	Halifax.....	21
Finlay, William, Estate of.....	Truro.....	450
Fraser, R. W.....	Halifax.....	500
Fitzgerald, John.....	Portuguese Cove, N.S.....	92
Fay, Helen E.....	Ottawa.....	21
Fay, J. B., Estate of.....	Bridgetown.....	60
Fairbanks, Annie B.....	.....	57
Fraser, Hon. James.....	New Glasgow.....	150
Forsyth, Martha Ann.....	Bridgetown.....	150
Fletcher, Charles, Estate of.....	Halifax.....	60
Freeman, Edward H.....	Milton, N.S.....	8
Forman Marian.....	Acadia Mines.....	8
Farquhar, Forrest & Co.....	Halifax.....	142
Gibson, John.....	do.....	500
Gilpin, Gertrude, A.....	do.....	7
Gilpin, Edwin.....	do.....	55
Gilpin, Elizabeth M.....	Annapolis.....	6
Godfrey, Wm. M., Estate of.....	Clementsport.....	2
Godfrey, Sophia E.....	Annapolis.....	1
Gilpin, B., J. Kaye and E. K. Brown, Executors.	Halifax.....	150
Gaetz, Catharine M.....	Guysborough.....	52
Gordon & Keith.....	Halifax.....	25
Hart, Jairus.....	do.....	300
Hart, Reuben.....	do.....	284
Holloway, Thomas.....	do.....	150
Hunter, James.....	do.....	150
Hunter, David.....	do.....	95
Hesson, William A.....	do.....	50
Hesslein, Alex. G., Trustee.....	do.....	6
Harrington, William H.....	do.....	111
Hesslein, Euphemia, R.....	do.....	6
Humphrey, Thomas, Estate of.....	do.....	74
Hamilton, Celia B.....	England.....	275

## The People's Bank of Halifax—Continued.

(La Banque du Peuple d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Hesslein, Henry.....	Halifax.....	20
Harrington, W. D.....	do.....	120
Harris, John D.....	do.....	30
Institution for Deaf and Dumb.....	do.....	275
Jordan, William.....	do.....	450
Jack, Peter.....	do.....	200
Jost, Mary E.....	Guysborough.....	52
Jost, Eliza A.....	Halifax.....	75
Jermain, Edward J.....	Royal Navy.....	134
Jones, A. G., and James Thomson, in trust.....	Halifax.....	50
Jones, A. G., and James Thomson, in trust, No. 2.....	do.....	50
Jones, A. G., and James Thomson, in trust, No. 3.....	do.....	20
Kerr, Charlotte S.....	do.....	14
Kellahar, Daniel, Estate of.....	Liverpool.....	2
Knowlan, Lucy A.....	Halifax.....	36
King, John, Estate of.....	do.....	21
King, Sophia J.....	do.....	15
Kenny, Sir Edward.....	do.....	210
Little, Margaret.....	do.....	56
Lynch, Peter.....	do.....	150
Lawler, James E., Estate of.....	Dartmouth.....	37
Locke, John, Estate of.....	Lockeport.....	74
Lithgow, John, Estate of.....	Halifax.....	104
Longworth, Israel.....	Truro.....	6
Leaver, Frances.....	England.....	6
Lawson, Caroline M.....	Halifax.....	70
Matheson, Joseph.....	Lower L'Ardoise, C.B.....	50
Marshall, Amy Ann.....	Halifax.....	86
Morris, Elizabeth H.....	Wallace, N.S.....	160
Murison, Elizabeth.....	Dartmouth.....	30
Murray, John.....	Mabou, C.B.....	50
Marshall, Edward.....	Halifax.....	64
Morton, L. J.....	do.....	200
Mott, John P.....	do.....	390
Marshall, Desiah.....	do.....	28
Murison, Charlotte Jane.....	Dartmouth.....	9
Murison, Margaret Ann, Estate of.....	do.....	9
Mulronev, James, Estate of.....	Halifax.....	74
Myers, Wm., Estate of.....	Jeddore, N.S.....	12
Maclean, John S.....	Halifax.....	60
Mackay, Wm., Estate of.....	Truro.....	6
MacDonald, Wm., Estate of.....	Halifax.....	7
McNeil, Charity.....	Truro.....	84
Macdonald, William H.....	Antigonish.....	124
McDonald, Daniel, Peter McDonald and George Patterson.....	New Glasgow.....	8
McMillen, Hugh.....	Elmsdale.....	7
Murphy, Annie E.....	Halifax.....	7
Mitchell, Sophia, and George Mitchell, Trustees.....	do.....	62
Mitchell, Sophia, and George Mitchell, Trustees, No. 2.....	do.....	3
Macdougall, Barbara B.....	do.....	15
Mackay, Elizabeth F.....	do.....	214
Mackay, Catherine O.....	do.....	214
McLean, James.....	Great Village.....	38
McCunn, Robert.....	River John.....	17
Mackenzie, George A.....	Dartmouth.....	330
McDonald, Hugh, Estate of.....	Antigonish.....	150
McNeil, Catharine.....	Halifax.....	68
McKenzie, Roderick.....	Pictou.....	247
McKay, Jane.....	Halifax.....	40

## The People's Bank of Halifax—Continued.

## (La Banque du Peuple d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Mackinlay, A. K.....	Halifax .....	35
Mackinlay, A. K., Trustee .....	do .....	50
Mackinlay, Andrew .....	do .....	6
McDonald, Henrietta .....	Kempton .....	15
O'Mullin, Patrick.....	Halifax .....	200
Peters, Thomas H.....	do .....	70
Primrose, Howard.....	Pictou.....	35
Power, Patrick, Estate of.....	Halifax.....	300
Payzant, G. P.....	Windsor.....	74
Pineo, Hon. H. G., Estate of.....	Pugwash.....	62
Primrose, Howard, Trustee .....	Pictou.....	17
Parker, Hon. D. McN.....	Halifax.....	170
Parker, Hon. D. McN., and F. G. Parker, Exe- cutors .....	do .....	95
Parker, Francis G.....	do .....	61
PalHster, W. H.....	do .....	125
Primrose, H., and G. Campbell, in trust.....	Pictou .....	13
Pryer, Oswald.....	Halifax.....	40
Reid, A. P.....	Dartmouth.....	10
Ross, John U.....	Halifax.....	130
Reeves, James .....	Dartmouth.....	100
Richardson, Jessie .....	Sydney.....	15
Ritchie, Thomas A .....	Halifax.....	224
Rawlings, Geo. A. W.....	Pitpiswick, N.S.....	6
Reynolds, Helen E.....	Upper Musquodoboit.....	25
Roche, William.....	Halifax.....	115
Rigby, S. G., and H. Clark, Trustees .....	do .....	374
Smith, Bennett.....	Windsor.....	740
Starr, George H.....	Halifax.....	306
Smith, John, Estate of.....	Windsor.....	37
Smith, William, Estate of.....	do .....	75
Smith, Edward.....	Halifax.....	1,450
Symons, John H.....	do .....	200
Stratford, Matilda.....	Hubbard's Cove.....	57
Sawyer, J. J. Estate of .....	Halifax.....	10
Smith, S. B.....	do .....	130
Shaw, J. A.....	Windsor.....	74
Starr, Sarah E.....	Cornwallis .....	43
Sinclair, John A.....	Halifax.....	6
Smith, Edward, Trustee.....	do .....	16
Smith, Levi .....	Windsor.....	82
Smith, Julia E.....	do .....	19
Smith, Isabella B.....	Musquodoboit Harbour.....	15
Stratford, John E.....	Hubbard's Cove.....	100
Stevens, Thomas G.....	Halifax.....	40
Stinson, Frank C.....	do .....	42
Stephen, Alexander.....	do .....	20
Steins, Margaret.....	Liverpool.....	20
Shiels, George.....	Dartmouth.....	34
Spike, Margaret L.....	Halifax.....	6
Thomson, James .....	do .....	25
Turner, J. W.....	Dartmouth.....	60
Thomson, James.....	Halifax.....	413
Troop, George J.....	do .....	150
Tremain, Jas., Estate of.....	do .....	14
Tupper, Experience.....	Milton.....	81
Trustees Presbyterian Ministers', Widows' and Orphans' Fund .....	Pictou.....	6
Tupper, Nathan .....	Milton.....	30
Tupper, Jedidah G.....	do .....	21
Tupper, Jane .....	do .....	21

The People's Bank of Halifax—*Concluded.*  
(La Banque du Peuple d'Halifax—*Fin.*)

NAMES. (Noms.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Tupper, Caroline.....	Milton.....	8
Thomson, J., and C. Thomson, Trustees.....	Halifax.....	52
Thomson, George, and C. B. Bullock, Trustees..	do.....	15
Tupper, Susan.....	do.....	175
Twining, William.....	do.....	15
West, John C.....	do.....	108
Wiswell, Chas. E., Estate of.....	do.....	1,228
Wiswell, Mrs. S. S.....	do.....	50
Wiswell, Elizabeth.....	Truro.....	30
Wiswell, S. S.....	England.....	30
Wiswell, Amelia S.....	Halifax.....	30
Wiswell, Henry, Estate of.....	do.....	37
West, Augustus W.....	do.....	700
West, W. P., Estate of.....	do.....	700
Walsh, Bartholomew.....	do.....	14
Webb, William H.....	do.....	50
Wier, Mrs. Phoebe, Estate of.....	do.....	74
White, Samuel A.....	do.....	62
West, Mrs. L. P.....	do.....	31
Wiswell, Wm. H., Trust.....	do.....	12
Wilson, Alexander.....	Pugwash.....	62
Wyman, Maria E.....	Halifax.....	53
West, John C., Estate of.....	do.....	200
Wier, Eliza A.....	do.....	12
Wier, Alice L.....	do.....	12
Wier, Susan D.....	do.....	12
Wier, Mary M.....	do.....	12
Wier, Emily F.....	do.....	12
West, Frank S.....	do.....	19
Wilson, Elizabeth, Estate of.....	Middleton.....	15
Wilkie, Eliza Ann.....	Halifax.....	4
White, Marianne V.....	do.....	200
West, Wellsford E.....	do.....	15
West, Claudine M.....	do.....	5
West, Daisy.....	do.....	5
West, Robie W.....	do.....	5
West, Jean.....	do.....	5
Wiswell, Blanche.....	do.....	15
Young, John W., Estate of.....	do.....	1,200
Young, William.....	Lunenburg.....	7
Total.....		30,000

PETER JACK, *Cashier.*

## MERCHANTS' BANK OF HALIFAX.

## (BANQUE DES MARCHANDS D'HALIFAX.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Acadia Fire Insurance Company.....	Halifax.....	197
Anderson, Alex.....	do.....	40
Avery, Jas. F., M.D.....	do.....	100
Almon, Hon. W. J., M.D.....	do.....	50
Anderson, George.....	Petpiswick Harbor, N.S.....	27
Agnew, Letitia F.....	Liverpool, N.S.....	3
Anderson, George R.....	Halifax.....	50
Artz, James A.....	do.....	1
Anderson, Caroline, and Jas. Farquhar, Trustees	do.....	11
Allison, Jas. Fred., in trust.....	Sackville, N.B.....	4
Ansell, Rev. Edw.....	Arichat, C.B.....	10
Brookfield, Samuel M.....	Halifax.....	25
Butler, Hon. Jas.....	do.....	459
Black, Wm. L., Estate of.....	do.....	49
Black, Martin P.....	do.....	303
Bayne, Thomas.....	do.....	74
Black, Samuel G.....	Windsor, N.S.....	30
Bell, Basil.....	Stellarton, N.S.....	60
Boyd, Albina, and J. Edward.....	St. John, N.B.....	10
Belcher, Clement H.....	Halifax.....	10
Belcher, Florence L.....	do.....	6
Belcher, Mary S.....	do.....	10
Bars, John W.....	Wolfville.....	40
Blanchard, W. H.....	Windsor, N.S.....	5
Burns, Adam.....	Halifax.....	62
Bishop, Jane E.....	do.....	5
Black, Rufus S., M.D.....	do.....	2
Bremner, Jas. J., and G. Mitchell.....	do.....	12
Brookfield, Wm. H.....	do.....	15
Brown, E. K., and M. S. Brown.....	do.....	17
Buist, Jas. A., and R. Forsyth.....	do.....	26
Brown, M. S.....	do.....	60
Board of Presbyterian College.....	do.....	10
Buist, James A.....	do.....	13
Burton, Harriet A.....	do.....	25
Brown, Michael S., Executor.....	do.....	10
Binney, Catharine.....	do.....	50
Barry, Sarah A.....	Chester, N.S.....	2
Campbell, Colin, Estate of.....	Weymouth, N.S.....	50
Collins, Francis W.....	Liverpool, N.S.....	40
Collins, Francis W., and others, Trustees.....	do.....	16
Crerar, John.....	Pictou.....	200
Coleman, W. J.....	Halifax.....	25
Cochran, Jane.....	Newport.....	15
Costley, John.....	Halifax.....	10
Curry, Frederick.....	Avondale, Hants County, N.S.....	50
Cunard, William.....	London.....	625
Currie, Rev. John.....	Halifax.....	15
Cochran, Hon. A. M.....	Maitland, N.S.....	10
Corbett, Frederick D.....	Halifax.....	19
Carney, Michael.....	do.....	80
Cunningham, George.....	do.....	2
Creighton, Elizabeth.....	do.....	67
Duffus, John.....	do.....	30

Merchants' Bank of Halifax—*Continued.*(Banque des Marchands d'Halifax—*Suite.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Dickey, Hon. R. Barry.....	Amherst, N.S.....	10
Duffus, William.....	Halifax.....	31
Duffus, Jas. B.....	do.....	440
DeGruchy, Louisa.....	do.....	20
Dwyer, Michael.....	do.....	558
Dunbar, William.....	do.....	30
Duff, Rev. William.....	Lunenburg.....	20
Downs, Andrew.....	Halifax.....	14
DesBarres, Hon. W. F.....	do.....	37
Doull, Jno., and Jas. J. Bremner.....	do.....	15
Donaldson, Mrs. Ann.....	do.....	25
DeBlois, Mary S.....	Wolfville.....	9
Esson, George.....	Halifax.....	75
Elliott, George H.....	Pictou.....	9
Egan, Thomas J.....	Halifax.....	5
Fletcher, Chas., Estate of.....	do.....	20
Fairbanks, Anna B.....	do.....	10
Farrell, Dominic.....	do.....	30
Forsyth, Alex.....	do.....	12
Forbes, J. F., M.D., and C. Bill.....	Liverpool, N.S.....	10
Farquhar, Forrest & Co.....	Halifax.....	14
Fairbanks, Eliza S.....	do.....	5
Fuller, H. H.....	do.....	20
Fay, J. B., Estate of.....	Bridgetown.....	12
Forbes, Janet.....	New Glasgow.....	4
Fletcher, Chas. R.....	Halifax.....	5
Fletcher, Chas. R., Trustee.....	do.....	4
Gibson, John.....	do.....	50
Grigor, Emily M.....	do.....	13
Gaetz, Rev. Joseph.....	do.....	7
Gilpin, J. Bernard, M.D.....	do.....	25
Gordon, Amelia G.....	Pictou.....	32
Gordon, Amelia.....	do.....	52
Gordon, Rev. Daniel M.....	Ottawa.....	11
Hopkins, John.....	Halifax.....	5
Hunter, James.....	do.....	50
Hart, Jairus.....	do.....	15
Humphrey, Wm. M.....	do.....	3
Haire, Rev. Robert.....	Stewiacke.....	7
Hessein, Henry.....	Halifax.....	40
Harris, J. Duffus.....	do.....	25
Humphrey, Thos., Estate of.....	do.....	20
Harris, Emma.....	Pictou.....	24
Ives, Wm., Estate of.....	do.....	21
Jones, Hon. A. G., and James Thomson.....	Halifax.....	8
Jordan, Wm.....	do.....	40
Jermaine, Edward J., R.N.....	do.....	30
Kenny, Hon. Sir Edward.....	do.....	313
Kenny, Thomas E.....	do.....	438
Kenny, Jeremiah F.....	do.....	27
Keating, W. H.....	do.....	20
Knight, W. F.....	do.....	3
Keith, Eliza.....	do.....	22
Longard, Edward J.....	do.....	100
LeGuire, Edward J., Estate of.....	do.....	5
Lewis, Wm. Jarrett.....	do.....	45
Longworth, Mary G.....	Truro.....	6
Lynch, John.....	Shubenacadie.....	35
Lowell & Co., W. L.....	Halifax.....	3
Lawson, Caroline M.....	do.....	5
LeGranda's, Joseph.....	Bay St. George, Nfd.....	14



Merchants' Bank of Halifax—Continued.  
(Banque des Marchands d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Mott, John P.....	Halifax .....	80
Merkel, Jas. W., Estate of.....	do .....	391
Marshall, Edward.....	do .....	20
Magnus, Geo. Alex., jun.....	do .....	3
Myers, Wm., Estate of.....	do .....	4
Martin, Elizabeth.....	do .....	4
Mudge, Maggie J.....	Montreal.....	20
Montgomery, Mary.....	Bedegue, P. E. I.....	2
Mott, John P., Trustee.....	Halifax.....	3
Matheson, Joseph.....	L'Ardoise, C.B.....	40
Murray, Isaac S., Trustee.....	Halifax.....	30
Mitchell, Sophia A., and G. Mitchell.....	do .....	21
Mitchell, Wm. F.....	do .....	11
Maclean, John S.....	do .....	20
Mackenzie, Geo. A.....	do .....	45
Mackenzie, Roderick.....	Pictou.....	40
McGregor, Rev. P. G., D.D.....	Halifax.....	10
McGregor, Adelaide L.....	Lahave, N.S.....	10
McColl, Susan.....	Halifax.....	4
McLeod, Alex.....	do .....	50
McEwan, Susanna D.....	do .....	8
McKinnon, Elizabeth H.....	do .....	7
McGregor, James D.....	New Glasgow.....	20
Macdonald, Henrietta.....	Kempton, Colchester, N.S.....	5
Mackintosh, Jos. C.....	Halifax.....	8
Maclennan, Jane R.....	Charlottetown.....	21
McMillan, Rev. John.....	Truro.....	17
MacKay, Elizabeth.....	Halifax.....	27
McNutt Wm. B., Trust.....	do .....	15
MacLachlan, John.....	do .....	16
Macdonald, Jas. S., and John Forrest, Trustees..	do .....	22
McKinnon, Elizabeth H, Trust.....	do .....	7
Northup, Jos. J., Estate of.....	do .....	50
Northup, Jeremiah, Estate of.....	do .....	205
Northup, Mary Grace.....	Newport.....	27
North British Society.....	Halifax.....	2
O'Brien, Edward.....	Windsor.....	50
O'Mullin, Patrick.....	Halifax.....	55
Parker, F. G.....	do .....	25
Parker, F. G., Administrator.....	do .....	7
Power, Patrick, Estate of.....	do .....	100
Philps, Rev. Robert R.....	do .....	2
Parker, Hon. D. McN., M.D.....	do .....	20
Primrose, Howard.....	Pictou.....	15
Pallister, W. H.....	Halifax.....	4
Paw, Georgiana S.....	do .....	100
Reeves, James.....	do .....	50
Romans, George.....	Londonderry.....	10
Ross, D. W., Estate of.....	Halifax.....	20
Ritchie, Thomas A.....	do .....	253
Ritchie, J. Norman, Q.C.....	Halifax.....	62
Richardson, Jessie.....	Sydney.....	10
Stairs, Wm. J.....	Halifax.....	100
Stairs, Catharine M.....	do .....	150
Smith, Edward.....	do .....	300
Smith, Bennett.....	Windsor.....	180
Shatford, John E.....	Hubbard's Cove.....	10
Sinclair, J. A.....	Halifax.....	45
Starr, John, and E. A. S. Creighton.....	do .....	20
Symons, John H.....	do .....	40
Smith, Rev. John S.....	Petite Rivière, N.S.....	44

Merchants' Bank of Halifax—*Concluded.*  
(Banque des Marchands d'Halifax—*Fin.*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Scott, James	Halifax	50
Shaw, J. A.	Windsor	20
Smith, Edward, Trust	Halifax	7
Smith, Edward	do	4
Skimmings, Robt. H.	do	6
Salter, Benj. W., Trust	do	7
Smith, S. S. B.	do	46
Shields, George	do	1
Smith, Levi	Windsor	46
Simpson, Jemima M.	Halifax	7
Smith, Allison	do	40
Smith, Wiley	do	40
Sterns, Margaret	Liverpool, N.S.	4
Sinclair, Isabella C.	Halifax	5
Smith, Wilhelmina	St. John, N.B.	16
Sutherland, W. D., Trust	Halifax	7
Sutherland, Margaret	do	2
Thomson, James	Pleasant Street, Halifax	107
Tupper, Experience	Liverpool	10
Thomson, John, Estate of	Halifax	60
Turner, Jas. W.	do	10
Taylor, John, Estate of	do	100
Tupper, Miner	Bridgetown	32
Thomson, Mary Ann	Halifax	13
Townend, Rev. Alfred J.	do	7
Uniacke, Robie, Trust	do	10
Wier, Joseph, Estate of	do	149
Watt, John, Estate of	do	34
West, Augustus W.	do	25
West, W. P., Estate of	do	25
Wier, Eliza A.	do	3
Wier, Alice L.	do	3
Wier, Susan D.	do	3
Wier, Mary M.	do	3
Wier, Emily F.	do	3
Watt, Mary	do	6
Wainwright, Musson	Berbice, W.I.	2
Wilson, Elizabeth	Kingston, Ont.	5
Wiswell, W. H., Trust	Halifax	9
White, Marianna, jun.	do	50
	Total	10,000

GEORGE MACLEAN, *Cashier.*

HALIFAX, 23rd February, 1882.

## UNION BANK OF HALIFAX.

## (BANQUE UNION D'HALIFAX.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Archibald, C. B.....	Truro.....	10
Anderson, Alexander.....	Halifax.....	10
Akins, Thomas B.....	do.....	4
Ansell, Rev. Edward.....	Arichat.....	11
Almon, Mary Ann.....	Halifax.....	14
Avery, James F., M.D.....	do.....	72
Archibald, Hon. A. G.....	do.....	42
Anderson, G. K.....	do.....	80
Almon, Mrs. L. P., Estate of.....	do.....	41
Acadia Fire Insurance Co.....	do.....	101
Binney, Mrs. Catharine.....	do.....	200
Bell, Basil.....	Stellarton.....	10
Bayard, Ethelinda.....	Wilmot.....	10
Brown, William, Estate of.....	Halifax.....	20
Elair, Isaac.....	Truro.....	10
Barnstead, Charles.....	Halifax.....	10
Bowes, Sarah.....	do.....	7
Bowes, J. C., Estate of.....	do.....	7
Bauld, William, Estate of.....	do.....	200
Bauld, H. G.....	do.....	4
Bauld, William.....	do.....	113
Boak, Robert.....	do.....	140
Buist, James A.....	do.....	23
Buist, J. A., Administrator, G. Buist, and R. Forsyth, Trustees.....	do.....	92
Boak, Mary Ann.....	do.....	8
Blanchard, Mrs. Eliza R.....	do.....	5
Black, Wm. L., Estate of.....	do.....	30
Black, M. P.....	do.....	118
Barse, John W.....	Wolfville.....	135
Bond, James, Estate of.....	Halifax.....	2
Brown, M. S.....	do.....	146
Binney, Right Rev. H., D.D.....	do.....	50
Coburn, Mrs. Maria.....	Dartmouth.....	7
Crerar, James, M.D.....	Pictou.....	70
Campbell, George.....	Truro.....	10
Cochran, James, Estate of.....	Halifax.....	50
Cochran, M. J., Estate of.....	do.....	10
Clarke, Rev. G. M.....	do.....	5
Creighton, late A. O., Trust.....	do.....	10
Carmichael, Jessie.....	do.....	56
Carmichael, Mrs. Maria.....	New Glasgow.....	1
Coleman, William J.....	Halifax.....	40
Creed, Miss Harriet.....	do.....	5
Churchill, Lewis P.....	Lockport.....	14
Crowe, B. D., Estate of.....	Halifax.....	5
Costley, John.....	do.....	26
Compton, Wm. F., and P. Campbell, Guardians.....	do.....	10
Cameron, Mrs. Sarah.....	New Glasgow.....	20
Creighton, Philip W., Trust.....	Halifax.....	7
Cunningham, Rodger.....	do.....	2
Campbell, Mary.....	Dartmouth.....	12
Cabot, Richard.....	Halifax.....	10
Clarke, Miss H. S.....	do.....	10

## Union Bank of Halifax—Continued.

(Banque Union d'Halifax—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Cumming, Rev. Robert.....	Westville.....	13
Crawford, Harriet.....	Halifax.....	10
Crerar, John.....	Pictou.....	130
Caldwell, George.....	Halifax.....	8
Campbell, Marianne V.....	do.....	6
Cronan, Daniel.....	do.....	75
Clarke, Mrs. H. A.....	do.....	23
Clarke, Nepean.....	do.....	151
DeBlois, George W.....	Charlottetown.....	7
Dwyer, Michael.....	Halifax.....	10
Duggan, Mrs. Johanna.....	do.....	79
Dunbar, William.....	do.....	31
Duffus, James B.....	do.....	40
Donaldson, Mrs. Annie.....	do.....	10
Dickson, Mrs. Catharine.....	Stellarton.....	10
Duffus, John, Estate of late.....	Halifax.....	60
Esson, Geo.....	do.....	56
Esson, Wm.....	do.....	4
Esson, Mrs. Harriet Ann.....	do.....	20
Esson, Geo., jun., and Wm. Esson, Trustees.....	do.....	8
Esson, Wm. E. G. Stayner.....	do.....	7
Esson, James, Estate of.....	do.....	7
Esson, Henry Isles.....	do.....	14
Esson, Robt.....	do.....	7
Esson, Wm., T., and J. Esson.....	do.....	7
Fletcher, Chas., Estate of.....	do.....	20
Fletcher, Mary C.....	do.....	14
Farquhar, Forrest & Co.....	do.....	1
Finlay, Wm., Estate of.....	Truro.....	100
Fisher, Geo. Fred.....	Fredericton.....	20
Fairbanks, Miss Eliza.....	Halifax.....	5
Forsyth, Jno. E., Estate of.....	do.....	4
The Board of Presbyterian College.....	do.....	326
Fuller, H. H.....	do.....	10
Fairbanks, W. B., Estate of.....	do.....	60
Fraser, Hon. James.....	Pictou.....	200
Forsyth, Alex.....	Windsor.....	9
Fraser, R. W.....	Halifax.....	136
Gibson, John.....	do.....	282
Gordon, Miss Amelia G.....	Pictou.....	40
Grant, Mrs. Elizabeth.....	Halifax.....	30
Gossip, Wm.....	do.....	20
George, Miss Mary Ann, Estate of.....	do.....	7
George, Sarah.....	do.....	7
Graham, Mrs. Mary Elizabeth.....	do.....	20
Gaetz, Catharine M.....	Guysboro'.....	18
Godfray, Rev. W. M., Estate of.....	Annapolis.....	1
Geddes, T. O.....	Yarmouth.....	2
Gilpin, Rev. E. D. D.....	Halifax.....	16
Grant, Mrs. Julia E.....	do.....	90
Hartshorne, Wm.....	Guysboro'.....	5
Halliburton, Susan, Estate of.....	Halifax.....	25
Halliburton, Ellen E., Estate of.....	do.....	10
Halliburton, J. C., O. C. Hill and B. H. Collins, Trustees.....	do.....	10
Hull, Mrs. Mary.....	Stewiacke.....	14
Hart, R. J.....	Halifax.....	109
Hart, James.....	do.....	116
Henderson, Geo., and T. G. Stevens, Trustees.....	do.....	24
Hamilton, Charlotte Kirk.....	do.....	5
Handley, Jno. B.....	do.....	80
	325	

## Union Bank of Halifax—Continued.

(Banque Union d'Halifax—Suite.)

NAMES. — NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Halliburton, J. C., Trustee.....	Halifax.....	5
Hesslein, Henry.....	do.....	10
Harrison, Miss Margaret.....	do.....	10
Halliburton, J. C., Executor.....	do.....	13
Halliburton, J. C.....	do.....	20
Harshaw, Mrs. E. A.....	do.....	5
Hesslein, Euphemia Rebecca.....	do.....	20
Hesslein, Alex. G., Trustee.....	do.....	20
Humphrey, Thos., Estate of.....	do.....	130
Halifax Fire Insurance Company.....	do.....	340
Ives, Emma.....	Pictou.....	20
Jacobs, Amelia.....	Halifax.....	31
Jost, Miss Mary E.....	Guysboro'.....	18
Jordan, Wm.....	Halifax.....	75
Jost, Mrs. Eliza.....	do.....	12
Jost, Jno., and H. M. Jost.....	Guysboro'.....	8
Jost, Christopher.....	do.....	8
Jones, Hon. A. G.....	Halifax.....	20
Jones, A. G., and J. Thomson, in trust for Mrs. Mercie Croker King.....	do.....	22
Knowles, Margaret.....	Lunenburg.....	10
Knowles, Eunice.....	do.....	10
Kenny, Sir Edward.....	Halifax.....	100
Kenny, Mrs. Johanna.....	do.....	50
Jones, A. G., and J. Thomson, in trust for Mrs. Florence Lewis.....	do.....	23
King, John, Estate of.....	do.....	50
Knox, Mrs. Caroline.....	do.....	12
Kerr, Charlotte S.....	do.....	5
Knaut, Ann Maria.....	Liverpool.....	5
Laidlaw, Miss Mary Ann.....	Halifax.....	5
Lawlor, J. E., Estate of.....	Dartmouth.....	5
Locke, Samuel.....	Lockport.....	4
Locke, Jacob.....	do.....	4
Locke, John, Estate of.....	do.....	4
Locke, Jonathan.....	do.....	8
Leswell, John, Estate of.....	Halifax.....	5
Lessell, John, Estate of.....	do.....	6
Lewis, W. J.....	do.....	60
Lithgow, John, Estate of.....	do.....	20
Malcom, Robert, Estate of.....	do.....	67
Myers, Wm., Estate of.....	Jeddore.....	3
Mark, Joshua, Estate of.....	Liverpool.....	10
Magnus, Alex.....	Halifax.....	5
Murphy, Ann Eliz.....	do.....	10
Meagher, John, Estate of.....	do.....	25
Moren, J. A.....	do.....	181
Mitchell, G. P., Estate of.....	do.....	10
Mitchell, Mrs. G. P.....	do.....	1
Mitchell, Mrs. S. A., and Geo. Mitchell, Trustees for Miss M. G. Mitchell.....	do.....	3
Mitchell, Mrs. S. A., and Geo. Mitchell, Trustees	do.....	7
Marvin, W. H., Estate of.....	do.....	8
Mulroney, Jas., Estate of.....	do.....	10
Murray, John.....	do.....	50
Morton, Bessie F., Estate of.....	Liverpool.....	10
Mortimer, Wm., Estate of.....	do.....	40
Morris, Rev. G. E.....	Halifax.....	10
Miller, Robt.....	London, Eng.....	391
Murdock, Miss Eliza.....	Halifax.....	50
Merkell, J. W., Estate of.....	do.....	149

## Union Bank of Halifax—Continued.

(Banque Union d'Halifax—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
McGregor, Mrs. Caroline.....	Halifax	1
McLeod, Mrs. Sarah Jane.....	St. John	40
McKenzie, Roderick.....	Pictou	220
Mackintosh, J. O.....	Halifax	64
McCull, Miss Eliz.....	New Glasgow	8
McCull, Susan.....	Halifax	6
McFarlane, Hon. Alex.....	Wallace	10
McKinlay, Alex. K.....	Halifax	6
McKinlay, John.....	Pictou	20
McGillivray, Rev. Alex., Estate of.....	McLellan's Brook	20
McGregor, Rev. G. P.....	Halifax	8
McNeil, Mrs. Catharine.....	do	26
McNeil, Miss Diademia.....	do	14
McLean, Donald.....	Boulevardarie, C.B	30
McLeod, Alex.....	Halifax	4
McDougall, Barbara D.....	do	3
Naylor, John, Estate of.....	do	5
Nicholson, Rev. A. N.....	Annapolis	13
North British Society.....	Halifax	10
Northup, J., Estate of.....	do	40
Narraway, R. H.....	Pictou	4
Nichols, Rev. E. E. B.....	Liverpool	12
Narraway, Rev. J. B.....	St. John	12
O'Connor, Mrs. Mary.....	Halifax	8
Primrose, Howard.....	Pictou	12
Primrose, Howard, and Geo. Campbell, Trustees	do	7
Primrose, Howard, in trust.....	do	13
Prescott, Henry, Estate of.....	Enfield	20
Paulin, S & B.....	Halifax	63
Paulin, J. K.....	do	1
Pickup, Samuel.....	Granville	10
Pollock, Rev. Allen.....	Halifax	25
Payne, Mrs. Mary.....	Chester	10
Rigby, Saml. G., and Hy. Clarke, Trustees.....	Halifax	18
Robertson, John.....	Dartmouth	15
Roche, Wm., jun.....	Halifax	29
Roche, Wm.....	do	5
Rent, George.....	do	10
Rhind, Wm.....	do	20
Ritchie, Hon. J. W.....	do	50
Ritchie, Rev. J. J.....	Annapolis	61
Ritchie, J. N.....	Halifax	10
Ross, David W., Estate of.....	do	38
Ross, John H.....	do	11
Ritchie, Thomas A.....	do	60
Reeves, James.....	Dartmouth	61
Russell, Alex.....	St. John	6
Rockwell, D. P.....	Halifax	2
Ruggles, T. D.....	Bridgetown	4
Ritchie, Mrs. Martha.....	Halifax	4
Robson, Miss Isabella, Estate of.....	Dartmouth	9
Steins, Rev. Henry.....	Liverpool	12
Smith, Mrs. Rachel.....	do	20
Sbatford, J. E.....	Hubbard's Cove	20
Shiels, George.....	Dartmouth	10
Stevens, Miss Agnes.....	Halifax	4
Sterns, Miss Margaret.....	do	30
Shreve, C. J., Estate of L. St. De Barres, Trustee	do	4
Smith, John, W. E. Steir, Guardian.....	do	21
Shiels, E. W., Estate of.....	do	4
Smith, Nicholas.....	do	6

Union Bank of Halifax—*Concluded.*  
(Banque Union d'Halifax—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Smith, Edward.....	Halifax.....	130
Smith, Edward, Trustee.....	do.....	3
Stalker, Wm., Estate of.....	Lockeport.....	4
Stalker, Alex. P. R.....	Pictou.....	2
Stevens, Azor, Estate of.....	Halifax.....	12
Scott, Mrs. Isabella H.....	do.....	31
Stairs, Hon. W. J.....	do.....	80
Sinclair, John A.....	do.....	21
Schwartz, William, Estate of.....	do.....	2
Spike, Mrs. Margaret L.....	do.....	20
Symons, J. H.....	do.....	96
Thompson, Mrs. M. A.....	do.....	5
Tobin, John, Estate of.....	do.....	205
Tupper, Miner.....	Bridgetown.....	10
Twining, Charles, Estate of.....	Halifax.....	50
Twining, William, and B. G. Gray.....	do.....	68
Thomson, James, & Co., Trustees.....	do.....	10
Thomson, Miss A. E.....	do.....	15
Twining, Wm.....	do.....	23
Todd, Mrs. Jerusha.....	Lockeport.....	10
Thomson, James, Barrister.....	Halifax.....	3
Thomson, James.....	do.....	150
Trustees Presbyterian Ministers', Widows' and Orphans' Fund.....	do.....	30
Tupper, Experience.....	Liverpool.....	40
Thorburn, Rev. Walter.....	Bermuda.....	35
Tulloch, G. A., Estate of.....	Halifax.....	15
Thomson, J., and C. Sawyer.....	do.....	8
Twining, Wm., and B. G. Gray.....	do.....	3
Uniacke, A. M.....	do.....	93
Uniacke, Robin.....	do.....	53
Uniacke, Robin, Trustee.....	do.....	20
Valentine, Sarah Ann.....	do.....	8
Vaik, W. R.....	do.....	10
Wesley, Thomas, Estate of.....	do.....	2
Willis, Miss Elizabeth.....	do.....	10
Wilson, J. K.....	Barrington.....	4
Wylie, Mrs. M.....	Gravelle Ferry.....	8
West, Aug. W.....	Halifax.....	15
Wyllie, Alex. L.....	do.....	20
West, W. P., Estate of.....	do.....	100
Wisswell, C. E., Estate of.....	do.....	210
Willis, John.....	do.....	34
Woodgate, Arthur.....	London.....	40
Watt, Mrs. Mary.....	Halifax.....	3
Watt, John, Estate of.....	do.....	21
Wallace, John R.....	do.....	52

## BANK OF NEW BRUNSWICK.

## (BANQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.)

Shares, \$100 each. Actions, \$100 chaque.

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Ansell, A. F. and A. F. M.	London, G.B.	33
Allison, C. F., Estate of	Nova Scotia	66
Armstrong, Aaron	St. John	2
Armstrong, George	Fredericton	5
Allan, Harris	St. John	5
Adams, Julia A.	do	11
Bishop of Fredericton	Fredericton	16
Botterell, Rev. E.	Montreal	20
Burpee, Jeremiah	St. John River	6
Breeze, William	St. John	100
Boyd, John, Estate of	do	186
Bent, J. F.	Nova Scotia	26
Brown, Elizabeth J.	do	7
Bayard, W., M.D.	St. John	13
Bisnard, Peter	do	10
Bradley, James, jun.	do	13
Barnes, James E.	do	16
Boyd, Albinia	do	53
Brice, Thomas	Boston	28
Breeze, Dudue	St. John	8
Brigstocke, Rev. F. H. J.	do	5
Barnes, Margaret J.	do	5
Brown, Isabel	do	5
Brown, Lavinia	do	4
Botsford, L. B., M.D.	do	10
Betts, Albert	do	3
Botsford, Hon. A. E.	Sackville	76
Brass, E. J.	St. John	15
Carvill, George	do	100
Central Fire Insurance Co.	Fredericton	16
Crookshank, Catharine B.	St. John	6
Crookshank, Elizabeth, Estate of	do	4
Crookshank, Robert W.	do	69
Chandler, E. B., Estate of	Dorchester	70
Coster, Albinia	St. John	40
Canby, Mary A.	do	33
Calhoun, Mary B.	do	22
Clowes, Eliza A.	Gagetown	12
Court, William	St. John	6
Campbell, Hon. Colin, Agent	Nova Scotia	6
Christie, Miss Emma	St. John	1
Coll, Michael	do	13
Coll, James	do	22
Crookshank, Allan O.	do	4
Calhoun, Lydia J.	do	46
Caldwell, David	do	18
Daniel, Thomas W.	do	41
DeVeber, L. H., Estate of	do	155
DeVeber, J. S. Boies	do	33
DeVeber, Maria E.	do	10
Donald, W., Estate of	do	45
Dockrill, Rev. Charles W.	United States	18
Daniel, Rev. Henry	St. John	26



Bank of New Brunswick—Continued.  
(Banque du Nouveau-Brunswick—Suite.)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Dagget, Loring.....	Grand Manan.....	20
Diocesan Church Society.....	St. John.....	6
DeVeber, Nathaniel D.....	Georgetown.....	27
DeVeber, Gabriel.....	do.....	28
Dyall, James.....	St. John.....	32
DeVeber, Leveret.....	do.....	27
DeVeber, R S., Executor.....	do.....	6
DesBrisay, Geo. W.....	Prince Edward Island.....	45
Eaton, Aaron, Estate of.....	St. John.....	288
Estabrooks, Hannah A.....	do.....	24
Edwards, Alexander, Estate of.....	Ireland.....	30
Ellison, Mrs. Charlotte.....	St. John.....	3
Earle, Allison O.....	do.....	1
Frith, H. W., Trustee.....	do.....	3
Ford, Col. E. T., and Wife.....	London, Eng.....	53
Forsyth, A. M., Estate of.....	St. John.....	3
Fotherby, Mary A.....	do.....	6
Fairweather, C. H.....	do.....	30
Frost, Edwin.....	do.....	14
Fraser, John.....	do.....	20
Fenety, Geo. E.....	Fredericton.....	30
Fleming, George.....	St. John.....	16
Fleming, Mary.....	do.....	2
Fairweather, Florence.....	do.....	1
Gallagher, Jane.....	do.....	23
Gilbert, Thomas.....	do.....	71
Godfrey, Susan B.....	Nova Scotia.....	16
Gilpin, Rev. A.....	do.....	42
Gilpin, Gertrude A.....	do.....	22
Gilpin, E. M.....	do.....	29
Gilchrist, Mrs. Thos., Trust.....	Fredericton.....	12
Gaynor, John B.....	St. John.....	30
Girvan, William.....	do.....	110
Girvan, Samuel.....	do.....	6
Girvan, Mary.....	do.....	11
Gilpin, W. Savory.....	Nova Scotia.....	63
Gilmour, Andrew.....	St. John.....	40
Gilbert, James S.....	do.....	33
Gaynor, James.....	do.....	3
Girvan, Clarissa.....	do.....	11
Hazen, Francis B.....	do.....	150
Hazen, Charles, Estate of.....	Musquash.....	40
Hall, Rachael A.....	St. John.....	35
Heales, Eliz. M.....	Nova Scotia.....	8
Hippisley, E., Estate of.....	St. John.....	40
Holden, John.....	do.....	12
Heales, Jane.....	Nova Scotia.....	17
Hunt, Ariana L.....	St. John.....	60
Hamilton, John, Estate of.....	do.....	39
Heale, John.....	do.....	20
Hall, Joseph W.....	do.....	17
Hegan, Margt. J., Estate of.....	do.....	4
Harris, James.....	do.....	50
Hamilton, Charlotte.....	do.....	5
Hanington, Jane E.....	do.....	6
Inches, C. L., Estate of.....	St. Stephen.....	10
Johnston, Hugh, Estate of.....	St. John.....	106
Johnston, Harriet M., Estate of.....	do.....	34
Jardine, Alex., Estate of.....	do.....	25
Jack, Caroline A.....	Fredericton.....	40
Jardene, Robt., Estate of.....	St. John.....	3

Bank of New Brunswick—*Continued.*  
(Banque du Nouveau-Brunswick—*Suite.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Johnston, Annie E.....	St. John.....	53
Jack, Annie C.....	do .....	53
Knight, Rachael.....	St. George, N.B.....	6
Knight, Gideon.....	do .....	6
Kerr, Geo., Executor.....	Miramichi.....	30
Kinnear, Sarah.....	St. John.....	12
Kinney, Margaret.....	do .....	16
King, S. T.....	do .....	50
Langstroth, Craven.....	Hampton, N.B.....	60
Lawton, H. C. and Stanley.....	St. John.....	93
Lewin, Jas. D.....	do .....	140
Leavitt, Catharine M. A.....	do .....	33
Leavitt, Jane.....	do .....	24
Livingstone, W., Estate of.....	do .....	13
Lawton, Charles.....	do .....	29
Lawton, Jas.....	do .....	6
Lawton, Sarah A.....	do .....	6
Lawrence, Bella R.....	do .....	18
Lovitt, Arthur W.....	do .....	10
Lawton, Mary E.....	do .....	10
Lockhart, W. A.....	do .....	5
Merritt, Chas., Estate of.....	do .....	266
Merritt, Thos., Estate of.....	do .....	100
Miles, Amy, Estate of.....	do .....	13
Merkel, J. W., Estate of.....	do .....	33
Macnab, Elizabeth G.....	Prince Edward Island.....	23
Medley, Rt. Rev. John, D.D.....	Fredericton.....	5
Milligan, James.....	St. John.....	16
Milligan, Robt.....	do .....	16
Merritt, Rev. R. N.....	United States.....	4
Merritt, Emma N.....	Nova Scotia.....	4
Millidge, Thos.....	St. John.....	2
Murray, Christopher.....	do .....	10
Maclead, Sarah J.....	do .....	7
Maine, Charles A.....	do .....	7
Millidge, Thomas, Administrator.....	do .....	53
McCarthy, Timothy.....	Fredericton.....	8
McIntyre, John, Estate of.....	St. John.....	33
McCawley, Rev. George, Estate of.....	Windsor, N. S.....	16
McLeod, William, Estate of.....	St. John.....	66
McLeod, George.....	do .....	76
McLean, Elizabeth.....	do .....	31
McDonald, Arthur, Estate of.....	do .....	11
McDonald, Elizabeth C.....	do .....	10
McAllister, John.....	do .....	5
McLean, John S.....	Halifax, N. S.....	40
McMasters, Margaret.....	Miramichi.....	2
McIntosh, Elizabeth A.....	St. John.....	11
Norris, M. A.....	Nova Scotia.....	20
Noyes, Catharine.....	St. John.....	33
Odell, W. H.....	Halifax, N. S.....	16
Odell, Elizabeth A.....	do .....	114
Odell, W. Henry.....	England.....	4
Osgood, Samuel P.....	St. John.....	3
Osgood, Susan R.....	do .....	1
Otty, George, and Allen.....	Hampton, N. B.....	6
Osgood, E. M.....	St. John.....	2
Otty, H. P.....	Hampton, N. B.....	4
Otty, R. W.....	do .....	4
Otty, George.....	do .....	6
Peters, James H.....	St. John.....	13

Bank of New Brunswick—Continued.  
(Banque du Nouveau-Brunswick—Suite.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Pickup, Samuel.....	Nova Scotia.....	33.
Pidler, Mary.....	St. John.....	60.
Parker, Jane, Estate of.....	St. Andrews, N.B.....	255
Pine, Geo. J.....	London, G. B.....	56
Price, Lucy.....	St. John.....	9
Peters, Mary Ann.....	Gagetown, N. B.....	4
Peters, Sarah D. B.....	do.....	4
Peters, Susan M.....	do.....	2
Prescott, Gideon.....	St. John.....	44
Peters, Thomas W.....	do.....	6
Quick, Augustus.....	do.....	6
Read, Alfred.....	England.....	36
Robertson, Robert D.....	Liverpool, G. B.....	45
Ring, Zebedee, Estate of.....	St. John.....	43
Ruddock, William, Estate of.....	do.....	6
Ruddock, F. L., Estate of.....	do.....	30
Robertson, J. H., Estate of.....	do.....	3
Reynolds, Mary E.....	London, G. B.....	53
Reid, Peter, Estate of.....	St. John.....	6
Methodist Conference.....	do.....	145
Reid, James R.....	do.....	50
Reid, Sophia M.....	do.....	75
Réctor and Wardens of Trinity Church.....	do.....	96
Ritchie, Johanna R.....	do.....	15
Robinson, Geo. L.....	do.....	29
Rainnie, William.....	do.....	12
Russell, John.....	do.....	10
Robertson, Amelia J.....	do.....	7
Reynolds, James.....	do.....	13
Ruddock, Charlotte.....	do.....	14
Robinson, John M., Agent.....	do.....	20
Ranney, H. R.....	do.....	7
Robertson, Ann J.....	do.....	2
Robinson, John M.....	do.....	13
Roop, Sarah Ann.....	Nova Scotia.....	49
Ritchie, Sarah R.....	Halifax, N. S.....	20
Smith, Benj., Estate of.....	St. John.....	133
Smith, W. F.....	do.....	70
Smith, Geo. S.....	do.....	52
Sinnott, Margaret.....	United States.....	15
Scovil, Laura.....	London, G. B.....	12
Starr, R. P. and W. F.....	St. John.....	14
Scovil, Rev. W.....	London, G. B.....	12
Smith, Francis.....	St. John.....	35
Schofield, Geo. A.....	do.....	36
Seeds, James A.....	do.....	5
Sears, John and W. M.....	do.....	113
Secord, Mary E.....	do.....	3
Scovil, W. H., Estate of.....	do.....	17
Smith, Geo. F.....	do.....	23
Smith, Charles W.....	do.....	13
Shines, Alexander.....	do.....	10
Smith, Bennett.....	Nova Scotia.....	33
Smith, Josephine E.....	St. John.....	5
Starr, Maria G.....	United States.....	12
Smith, Elizabeth S.....	St. John.....	45
Smith, Charlotte L.....	do.....	156
Turnbull, W. W.....	do.....	68
Thurgar, John V.....	do.....	76
Tucker, John.....	do.....	100
Thomas, James U.....	do.....	60

Bank of New Brunswick—*Concluded.*  
(Banque du Nouveau-Brunswick—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Trustees of Geo. C. Wiggins.....	St. John.....	189
Trustees of A. E. Gray.....	do .....	120
Travers, Boyle.....	do .....	6
Taylor, Mary J.....	do .....	15
Thomson, S. R., Estate of.....	do .....	242
Thorne, James.....	Nova Scotia.....	17
Turnbull, Chas. G.....	St. John.....	6
Tobin, Jacob N.....	do .....	16
Trustees of Eliz. Norman.....	do .....	226
Thompson, Janie N.....	Nova Scotia.....	3
Trustees of Mrs. G. A. Schofield.....	St. John.....	4
Thurgar, J. V., jun.....	do .....	13
Thomson, Janet G.....	do .....	10
Thomson, James.....	Halifax.....	33
Thomas, William.....	St. John.....	1
Trustees of M. A. Frith.....	do .....	24
Trustees of Sarah J. Romans.....	do .....	12
Trustees of Lavinia Parker.....	do .....	4
Vaughan, Mary Ann.....	do .....	83
Vaughan, Henry.....	do .....	100
Vaughan, Elizabeth.....	do .....	83
Vernon, Grace.....	do .....	22
Vassie, John.....	Glasgow, G.B.....	41
Vernon, Annie M.....	United States.....	13
Vernon, Jennie M.....	do .....	13
Wooster, Mary.....	Nova Scotia.....	8
Ward, Charles, Estate of.....	St. John.....	23
Wiggins, F. A.....	London, G.B.....	555
Weldon, Charles W.....	St. John.....	38
Wiggins, George C.....	Windsor, N.S.....	20
Wishart, John.....	St. John.....	5
Wickwire, Annie A.....	Halifax.....	3
Wilson, Elizabeth.....	St. John.....	50
White, James E.....	do .....	8
Whittaker, Mary E.....	do .....	2
Wright, John A.....	do .....	4
Whiteside, Richard.....	do .....	4
Yeats, Charles.....	do .....	176
Yeats, John.....	do .....	101
Yeats, Helen M.....	do .....	10
Yeats, Mary E.....	do .....	14
Yeats, Isabella.....	do .....	10
	Total.....	10,000

W. GIRVAN, *Cashier.*

## MARITIME BANK OF THE DOMINION OF CANADA.

## (BANQUE MARITIME DE LA PUISSANCE DU CANADA.)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Almon, Lewis J.....	St. John.....	35
Alward, Silas.....	.....	1
Armstrong, John R.....	.....	28
Balfour, G. H.....	Quebec.....	50
Barbour, G. L.....	St. John.....	5
Bayne, Thomas.....	Halifax.....	10
Botterell, Ed. H.....	Montreal.....	25
Botterell, John H.....	do.....	25
Brennan, Bernard.....	St. John.....	5
Boyd, John.....	do.....	30
Boyd, John, in trust.....	do.....	39
Busby, W. L.....	do.....	34
Bliss, Dorothy Anne.....	Ottawa.....	15
Beddome, A. H.....	St. John.....	10
Blair, Alfred C.....	do.....	334
Botsford, L. B.....	do.....	30
Bostwick, C. H.....	do.....	20
Berton, S. D., in trust.....	do.....	38
Blair, Robert.....	do.....	500
Cameron, A. H., Estate of.....	Montreal.....	3
Campbell, Colin.....	Weymouth, N.S.....	40
Carvill, George.....	St. John.....	10
Carvill, F. & Son.....	Liverpool, G.B.....	20
Chapleau, Edouard.....	St. Paschal, Que.....	20
City and District Savings Bank.....	Montreal.....	500
Coker, Charles R.....	St. John.....	34
Clinch, R. T.....	do.....	30
Cruickshank, Robert.....	do.....	30
Dickey, Hon. R. B.....	Amberst.....	10
Dickson, S. Z.....	St. John.....	10
Domville, J. W.....	do.....	1
Dowling, Charles.....	Montreal.....	5
Dunn, James L.....	St. John.....	54
Domville, J. W., in trust.....	do.....	15
Domville, James, in trust.....	do.....	1
Devos Bros.....	Fredericton.....	15
Edgecombe, F. B.....	do.....	50
Eglaugh, Leonard.....	Montreal.....	20
Fleming, George.....	St. John.....	25
Fleming, Sandford.....	Ottawa.....	60
Forbes, J. Gordon.....	St. John.....	1
Francis, Mary Anne.....	Wentonville, Mass.....	275
Gandy, Barton.....	St. John.....	25
Gilbert, George G.....	do.....	1
Goddard, H. J. A.....	do.....	5
Harrison, Jeremiah.....	do.....	47
Harrison, J., and W. F.....	do.....	6
Hazen, Francis B.....	do.....	15
Hannington, F. E.....	do.....	5
Haddow, George.....	Dalhousie.....	25
Harris, James.....	St. John.....	75
Hutchison, Mary Eug.....	Douglastown, N.B.....	11
Heuson, G. D.....	Oxford, N.S.....	30
Holden, James.....	Whitby, Ont.....	10

Maritime Bank of the Dominion of Canada—*Continued.*  
(Banque Maritime de la Puissance du Canada—*Suite*)

NAMES. (NOMS.)	Residence.	Shares. (Actions.)
Inch, J. R.	Sackville	10
Jacques, John	Toronto	10
Killam, D. E.	Moncton	101
Kinghorn, William, jun.	Douglas, York Co.	26
Lewis, Hon. John	Hillsboro', N.B.	10
Lindsay, R. A., in trust	Montreal	100
Lockhart, Harriet Ann	St. John	50
Lemont, Wm	Fredericton	50
Lockhart, W. A.	St. John	50
Maritime Warehousing and Dock Co.	do	400
Marshall, Robert	do	5
Macdonald, L. G.	St. Johns, Que.	50
Maclellan, Henry	Scotland	11
McAllister, John	St. John	10
McCarthy, Timothy	Fredericton	20
McGivern, R. P.	St. John	10
McKean, George	do	100
McSweeney, John	do	10
Miller, H. W.	do	20
Maclellan, Thomas	do	73
Mott, John P.	Halifax	50
McMillan, T. H.	St. John	1
Myhrall, Joseph	Fredericton	35
Munro, William	Chicago	30
Muir, Robert	Montreal	100
Nash, Fred., in trust	do	10
Nicholson, John W.	St. John	50
Nelson, Archie	Halifax, N.S.	10
Noyes, Catharine	Millidgeville, N.B.	2
Palmer, A. L.	St. John	265
Palmer, C. A.	do	10
Parks, John H.	do	30
Prescott, Gideon	do	50
Purdy, E. J.	Nova Scotia	5
Ranney, Henry R.	St. John	340
Ray, Alfred	do	20
Reed, C. G. S.	do	1
Ritchie, T. A.	Halifax	50
Robinson, Eliz	St. John	200
Robertson, Robert, Estate of	do	55
Robitaille, Olivier, in trust	Quebec	100
Ross, J. G.	do	100
Robertson, J. O.	St. John	25
Richards, William	Waaswaak, York Co.	50
Scovil, E. A.	Cold Brook	7
Shives, Alexander	St. John	20
Skinner, Col. J. A.	Woodstock, Ont.	5
Sincennes, Damase	Montreal	3
Sorell, Charles, Estate of	St. John	25
Smith, Hon. A. J.	Dorchester	50
Smith, G. F.	St. John	10
Smith, G. S.	do	5
Stead, Thomas, in trust	do	4
Steeves, G. W.	Liverpool, G.B.	10
Steeves, James T.	St. John	10
Short, Emma J.	do	2
Sterling, A. A.	Fredericton	112
Thorne, W. H.	St. John	35
Troop, H. D.	do	105
Tupper, Miner	Bridgetown, N.S.	28
Turnbull, W. W.	St. John	50

Maritime Bank of the Dominion of Canada—*Concluded.*  
(Banque Maritime de la Puissance du Canada—*Fin.*)

NAMES. — (NOMS.)	Residence.	Shares. — (Actions.)
Vanwart, Wesley.....	Fredericton.....	76
Veasey, George.....	Quebec.....	50
Whiteside, Richard.....	St. John.....	10
Wishart, John.....	do.....	60
Weldon, C. W., in trust.....	do.....	1,200
Young, J. W., Estate of.....	Halifax.....	50
Jones, Thomas R.....	St. John.....	10
Tapley, John.....	do.....	30
	Total shares.....	7,380

THOMAS MACLELLAN, *President.*

THE MARITIME BANK OF THE DOMINION OF CANADA,  
ST. JOHN, N.B., 21st February, 1882

---

---

## REPONSE

(23)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 7 mars 1882:—  
Correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'établissement entre Québec et Lévis, d'un système de bateaux-passeurs devant relier l'Intercolonial au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1881.*Secrétaire d'Etat.*

---

## RÉPONSE

(24)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882:—  
Etat indiquant les propriétés vendues par le gouvernement dans la ville de Sorel et les paroisses voisines, depuis septembre 1878 jusqu'à date, le prix payé et les noms des acheteurs.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
14 mars, 1882.*Secrétaire d'Etat.*

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]



---

---

## RÉPONSE

(25)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882 :—  
Rapport de l'ingénieur nommé pour faire l'examen de l'embouchure de la Rivière-du-Loup (*en haut*), afin de s'assurer quel serait le coût du dragage qui permettrait aux navires d'y entrer à la saison des basses eaux.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

17 mars 1882.

---

## RÉPONSE

(26)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 7 mars 1881 :—  
Etat indiquant les terrains que possède le gouvernement dans la ville de Sorel, leur étendue, et le revenu depuis le 1er juillet 1867.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

21 mars 1881.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

---

---

## RÉPONSE

(27)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 2 février 1881 :—  
Documents se rapportant à la mission de M. Lang du département de l'intérieur, l'été dernier, au Manitoba, au sujet des terres non-patentées de cette province.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat*

Secrétariat d'Etat,

21 mars 1881.

---

## RÉPONSE

(28)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 21 février 1881 ;—  
Correspondance relative à la remise d'intérêt faite aux acquéreurs de terres sur la réserve des sauvages dans le canton d'Anderdon, comté d'Essex.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

21 mars 1881.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

---

---

## RÉPONSE

(29)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882 :—  
Correspondance, etc., relative aux améliorations au port de Belle-Creek,  
comté de Queen, Ile du Prince-Edouard.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

---

## RÉPONSE

(30)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 2 février 1881 :—  
Correspondance relative à des demandes de patentes pour terres dans  
la paroisse de Saint-Pierre,

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les  
réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(30a)

A une ADRESSE du SÉNAT, en date du 13 février 1882, demandant un état faisant connaître le nombre des permis pour la coupe du bois sur les terres du gouvernement dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest concédés par le gouvernement depuis l'acquisition de cette contrée jusqu'au premier jour de février 1882, le nom des personnes qui ont obtenu ces permis, l'étendue ou la quantité des terrains concédés, les conditions auxquelles ils ont été concédés, y compris le loyer annuel, le souchetage réservé, la durée des permis annulés, s'il en est, le montant des arrérages dus pour ces permis, et copie de tous arrêtés du conseil et de tous règlements ou ordres administratifs passés à ce sujet.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU, *Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat, 8 mars 1882.

### LISTE DES COUPES DE BOIS CONCÉDÉES.

Noms.	Localité.	Nature de la Concession.	Arrérages.
Turner et Cie.....	Rivière Whitemouth.....	Licence annuelle.....	
Germain et Cie.....	do .....	do .....	
J. Bergin et Cie.....	do .....	do .....	
Cie du chemin de fer Canadien du Pacifique.....	Rivière de la Tête-Cassée.....	Permis .....	
M. H. Cochrane.....	Riv. de l'Arc ou ses affluents.	Licence annuelle.....	
J. R. Stevenson.....	Ruisseau Marécageux.....	do .....	
Dept., affaires des sauv...	Rivière du Daim Rouge.....	do .....	
Geo. D. Farmer.....	Ruisseau Pincher.....	Bail de 21 ans.....	
Miller et Scott.....	Rivière Assiniboine.....	Licence annuelle .....	
J. W. McLean et W. R. Sinclair .....	District de la R. aux Carottes..	do .....	
Ed. Murphy .....	Lacs Puant et du Pélican.....	Bail de 21 ans.....	
Armitage et McCulloch...	Townships 20 et 19, R. 20 O....	Licence annuelle.....	
Noé Chevrier et Pierre H. Chabot .....	Rivière aux Coquilles.....	do .....	
Shields, Haggart, McLaren et Nicol.....	do .....	do .....	
P. Kelly .....	Lac Winnipegosis .....	Bail de 21 ans.....	Le 1er Février \$4,002.42 + payé le 18 Fév. 1882.
Pratt et Smith.....	do .....	do .....	Annulé.
W. J. M. Pratt.....	do .....	do .....	do
Wm. Smith.....	do .....	do .....	\$395.34.
Joseph Whitehead .....	do .....	do .....	
Peter McArthur.....	do .....	do .....	
Joseph Whitehead .....	Rivière Whitemouth.....	do .....	
Capt. H. S. Moore.....	Saskatchewan du nord.....	do .....	
Cook et Sutherland.....	Saskatchewan .....	do .....	Résilié.
Dr. Bown.....	Grande Isle, Lac Winnipeg...	do .....	Non complété.
W. J. McAulay .....	Lac des Bois et lac La Pluie..	do .....	
Stephen H. Fowler.....	Lac La Pluie et R. La Seine.	do .....	
R. Fuller et Cie.....	Lac des Bois.....	do .....	
McAulay, Ginty et Sprague .....	Voisinage de la Riv. Roseau.	do .....	
McAulay et Ginty.....	Rivière Winnipeg.....	do .....	

**RAPPORT** d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, le 14 décembre 1881.

Vu le mémoire, daté le 13 décembre 1881, du ministre de l'Intérieur, recommandant d'accorder à MM. Turner et Cie, de Winnipeg, un permis annuel de couper du bois sur une coupe de 50 milles carrés sur la rivière Whitemouth, commençant à la ligne de bornage supérieure d'une coupe de bois accordée à MM. Germain et Cie, et s'étendant en remontant cette rivière sur une distance de huit milles et un tiers et de chaque côté de cette rivière sur une profondeur de trois milles, aux conditions stipulées dans les règlements établis par l'arrêté du conseil du 11 novembre 1881, quant à l'arpentage de la coupe, à la construction de scieries, et au paiement des droits :

Le ministre recommande de plus que, s'il est démontré par l'arpentage que la rivière Whitemouth ne s'étend pas assez loin au-delà de la coupe concédée à MM. Germain et Cie, pour donner l'étendue fixée par le présent, MM. Turner et Cie auront le privilège de choisir l'étendue de terre qui manquera, sur la même rivière, immédiatement au-dessous de la coupe de bois concédée à MM. John Bergin et Cie, de Winnipeg.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

[Ces règlements s'appliquent aux deux concessions qui suivent, mais ne sont pas reproduits pour chacune.]

**RÈGLEMENTS** concernant la concession de permis annuels de couper du bois sur les terres fédérales, sous l'autorité de la section 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879.

1<sup>ère</sup>. L'étendue d'une coupe de bois pour laquelle un permis annuel est accordé n'excèdera pas cinquante milles carrés; et l'on ne concèdera pas plus d'une coupe à un même individu ou à une même société. Toute dérogation à cette règle, que des circonstances spéciales peuvent rendre opportune, ne pourra avoir lieu qu'avec la sanction du gouverneur en conseil.

2<sup>ème</sup>. Ces permis seront accordés aux conditions suivantes:

(a) Le concessionnaire paiera une rente foncière de cinq piastres (\$5) par mille carré.

(b) Le concessionnaire paiera des droits régaliens de cinq pour cent sur les ventes des produits de la coupe.

(c) Lorsque deux personnes ou plus demanderont un permis pour la même coupe on demandera des soumissions, et celui qui offrira la somme la plus élevée en sus de la rente foncière recevra la concession de cette coupe.

(d) Le concessionnaire devra mettre en opération, dans l'année qui suivra une date fixée dans le permis, et tiendra en opération pendant au moins six mois de chaque année de sa possession, une scierie pouvant débiter journalièrement au moins dix mille pieds de bois, mesure de planche.

3<sup>ème</sup>. Dans le cas où le concessionnaire se serait rigoureusement conformé aux conditions qui précèdent, et si aucune partie de la coupe de bois n'a été demandée pour la colonisation ou quelqu'autre besoin public dont le ministre de l'Intérieur sera le seul juge, le permis sera renouvelé pour une autre année, sauf toute révision de la vente annuelle ou des droits régaliens à payer pour cette concession que pourra fixer le gouverneur en conseil.

4<sup>ème</sup>. Dans les territoires non arpentés, la personne à laquelle on aura promis d'accorder un permis devra, avant la délivrance de ce permis et avant de pouvoir couper du bois, faire faire à ses frais, sous la direction de l'arpenteur général, un arpentage de sa coupe par un arpenteur fédéral régulièrement autorisé; et les plans et notes de cet arpentage devront être déposés aux archives du département de l'Intérieur.

Dans les territoires arpentés les coupes se composeront de sections ou fractions de townships, ou de leurs subdivisions légales.

LINDSAY RUSSELL, *Sous-ministre de l'Intérieur.*

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil le 14 décembre 1881.

Vu le mémoire daté le 12 décembre 1881, du ministre de l'Intérieur, recommandant d'accorder à MM. Germain et Cie, de Winnipeg, un permis annuel de coupe de bois sur une coupe de cinquante milles carrés, sur la rivière Whitemouth, commençant à la ligne supérieure d'une coupe concédée sur cette rivière à MM. John Bergin et Cie, s'étendant en amont de cette rivière jusqu'à huit milles et un tiers et sur trois milles de profondeur de chaque côté, — le permis accordé à MM. Germain et compagnie devant être soumis aux conditions stipulées dans les règlements établis par l'arrêté du conseil du 11 novembre 1881, quant à l'arpentage de la coupe, à la construction de scieries, et au paiement des droits.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, le 14 décembre 1881.

Sur la recommandation du ministre de l'Intérieur, le comité conseille d'accorder à MM. John Bergin et compagnie, de Winnipeg, un permis annuel de coupe de bois sur une coupe de cinquante mille carrés sur la rivière Whitemouth, commençant sur cette rivière à cinq milles au sud de la route Dawson, et en la remontant sur une distance de huit milles et un tiers, et sur une profondeur de trois milles de chaque côté de cette rivière, — le permis accordé à MM. John Bergin et compagnie devant être soumis aux conditions stipulées dans les règlements établis par l'arrêté du Conseil du 11 novembre 1881, quant à l'arpentage de la coupe, à la construction de scieries et au paiement des droits.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil, le 1er novembre 1881.

Dans un rapport, daté le 27 octobre 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur soumettant de la part de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, une demande d'autorisation de couper des traverses et le bois nécessaire à la construction du chemin de fer dans le territoire situé entre la rivière de la Tête-Ouverte et la frontière ouest du territoire acquis des sauvages par l'ancien gouvernement du Canada, sous l'autorité du traité communément appelé "traité Robinson," sur une distance de 20 milles de profondeur de chaque côté de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique;

Le ministre fait observer que la compagnie représente qu'elle éprouve des difficultés à se procurer le bois nécessaire pour la grande étendue de chemin de fer qu'elle se propose de terminer pendant la saison prochaine.

Le ministre recommande donc d'accorder à la compagnie un permis de prendre du bois pour les fins de construction de la ligne, sur toute terre appartenant au gouvernement fédéral comprise dans l'espace ci-haut décrit, sauf le paiement de droits par la compagnie sur chaque espèce de bois enlevé, aux taux fixés dans le tarif qui suit:—

Poteaux de clôture, 8 pieds 6 pouces		
de longueur.....	chaque	1 centin.
Poteaux de télégraphe, 22 pieds de		
longueur.....	"	5 "

Chaque pied linéaire en sus.....	chaque.	1 centin.
Traverses de chemin de fer, 8 pieds de longueur.....	"	3 "
Perches, 12 pieds de longueur.....	"	\$2.00 par M.
Jalons, 8 pieds .....	"	\$2.00 "
Bardeaux.....	"	60 "
Bois carré et billes de chêne, d'orme, de frêne, ou d'érable.....		\$3.00 par M. M. P.
Pin, épinette blanche et rouge, cèdre, et toute autre espèce de bois, à l'exception du tremble.....		\$2.50 "
Tremble .....		\$2.00 "

Tous autres produits de la forêt non-énumérés, 10 pour cent *ad valorem*.

Le comité approuve ce rapport et le soumet à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, le 6 décembre 1881.*

Dans un mémoire, daté le 2 décembre 1881, du ministre de l'Intérieur, soumettant une demande de M. M. H. Cochrane, président de la compagnie du Ranche Cochrane, pour une coupe de bois de cinquante milles carrés vers les sources de la rivière de l'Arc, ou l'un de ses affluents ;

Le ministre dit que le but de la compagnie en cherchant à acquérir cette coupe est de se procurer le bois nécessaire à la construction des dépendances de son ranche et d'en vendre ; que la compagnie déclare avoir expédié une scierie portative dans les territoires, et qu'elle a l'intention de s'en servir pour les fins qui précèdent, si on lui concède une coupe de bois.

Le ministre recommande d'accorder à la compagnie une coupé de bois aux conditions suivantes :—

1. D'allouer une année à la compagnie pour faire faire, par un arpenteur fédéral, sous la direction du département de l'Intérieur, l'arpentage d'une coupe de cinquante milles carrés sur la rivière de l'Arc ou l'un de ses affluents, en amont de Morleyville, dans les territoires du Nord-Ouest. Cette coupe devra comprendre un seul bloc entier de cinquante milles carrés, dont la largeur n'aura pas moins d'un tiers ( $\frac{1}{3}$ ) de sa longueur.

Les lignes de bornage, à l'exception des terres riveraines, s'il y en a, devront courir nord et sud et est et ouest. Un plan, accompagné de notes et d'une description des tenants et aboutissants, devra être déposé au bureau des terres fédérales avant l'expiration de l'année accordée pour faire l'arpentage, dont les frais et les rapports seront à la charge des demandeurs.

2. Sur réception des rapports de l'arpenteur, on accordera à la compagnie un permis annuel pour abattre du bois sur cette coupe, moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle de cinq piastres (\$5.00) par mille carré (le premier paiement devant couvrir la rente foncière de l'année 1881, et être fait avant la délivrance du permis) et d'un droit régalian de 5 pour cent sur la vente de tous les produits de cette coupe.

3. Le permis sera accordé à condition que les concessionnaires soient tenus d'avoir une scierie en opération sur cette coupe, de la capacité prescrite par la section 52 de l'acte des terres fédérales, dans le cours des dix-huit mois qui suivront la date du permis.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 4 juillet 1881.*

Vu le mémoire, daté le 3 juin 1881, de l'honorable ministre intérimaire de l'Intérieur, soumettant la demande de M. J. R. Stevenson, de Georgina, Ontario, pour une coupe de bois sur Boggy Creek, l'un des affluents de la rivière Assiniboine, T. N. O., et recommandant que la coupe demandée lui soit accordée aux conditions mentionnées dans son mémoire :

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 14 juillet 1881.*

Vu le mémoire, daté le 8 avril 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la demande faite par le département des affaires des sauvages d'une coupe de bois pour alimenter ses scieries récemment établies près du fort McLeod, et recommandant d'accorder au département un permis annuel d'une coupe de cinquante milles carrés, à choisir et arpenter sur la partie du ruisseau Pincher, territoires du Nord-Ouest, qui se trouve à l'ouest du 114<sup>me</sup> méridien ; ce permis devant être assujéti au paiement d'une rente foncière annuelle de \$5 par mille carré, et du droit régalian ordinaire de 5 pour cent sur toutes les ventes des produits en provenant. La coupe devra être arpentée en un seul bloc de cinquante milles carrés, sa largeur ne devant pas être de moins d'un tiers de sa longueur et ses lignes de bornage devant courir nord-sud et est-ouest :

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 4 juillet 1881.*

Vu le mémoire, daté le 10 mai 1881, de l'honorable ministre intérimaire de l'Intérieur, soumettant la demande faite par M. George Devey Farmer, d'Ancaster, Ontario, d'une coupe de bois de cent milles carrés sur la rivière du Daim Rouge, territoires du Nord-Ouest, près de son embouchure dans le lac Winnipégois, ou sur la rivière du Cygne, au sud de la montagne du Porc-épic, et recommandant que cette demande lui soit accordée aux conditions mentionnées dans son mémoire :

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

Dans un mémoire daté le 7 mars 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la demande faite par MM. M. G. Miller et James Scott, de Teviotdale, Ontario, d'une coupe de bois sur la rivière Assiniboine, territoires du Nord-Ouest :

Le ministre fait rapport que les requérants disent qu'ils possèdent les machines nécessaires pour établir une scierie et un moulin à bardeaux, qu'ils sont prêts à les transporter dans le Nord-Ouest et qu'ils les y transporteront immédiatement après s'être assurés qu'on leur accordera des coupes de bois pour y construire les bâtiments nécessaires, et que lorsqu'ils seront terminés ils débiteront du bois et feront des bardeaux.

Pour ces raisons le ministre recommande d'accorder aux requérants une coupe de bois aux conditions suivantes :

1. D'allouer une année à MM. Miller et Scott pour faire faire, par un arpenteur fédéral, sous la direction du département de l'Intérieur, l'arpentage d'une coupe de cinquante milles carrés sur la rivière Assiniboine, en amont de Fort Ellice, dans les



territoires du Nord-Ouest. Cette coupe devra comprendre un seul bloc entier de cinquante milles carrés, dont la largeur n'aura pas moins d'un tiers ( $\frac{1}{3}$ ) de sa longueur. Les lignes de bornage, à l'exception des terres riveraines, s'il y en a, devront courir nord et sud et est et ouest. Un plan, accompagné des notes et d'une description des tenants et aboutissants, devra être déposé au bureau des terres fédérales avant l'expiration de l'année accordée pour faire l'arpentage, dont les frais et les rapports seront à la charge des demandeurs.

2. Sur réception des rapports de l'arpenteur, on accordera à la compagnie un permis annuel pour abattre du bois sur cette coupe, moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle de cinq piastres (\$5.00) par mille carré (le premier paiement devant couvrir la rente foncière de l'année 1881 et être fait avant la délivrance du permis) et d'un droit régalien de 5 pour cent sur la vente de tous les produits de cette coupe.

3. Le permis sera accordé à condition que les concessionnaires soient tenus d'avoir une scierie en opération sur la rivière Assiniboine en amont de Fort Ellice, dans le cours des quinze mois qui suivront la date du permis.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-Général en conseil le 28 février 1881.*

Dans un mémoire daté le 12 février 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la demande de James Whitby McLean et William Ross Sinclair, de Winnipeg, pour une coupe de bois dans le district de la rivière aux Carottes, territoires du Nord-Ouest :

Le ministre dit qu'il sait qu'un grand nombre de colons se sont établis sur la rivière aux Carottes, et qu'il est tout probable que leur nombre s'augmentera considérablement dans le cours de l'été prochain par l'arrivée de nouveaux colons, et qu'il sera très pénible pour eux d'être obligés d'aller chercher les matériaux dont ils auront besoin pour la construction de leurs maisons et dépendances, à une distance de cinquante ou soixante milles, où se trouve la plus proche scierie, savoir à Prince Albert. — Il recommande donc d'accorder aux requérants un permis annuel d'exploiter le bois sur une coupe de cent milles carrés dans la localité désignée, aux conditions suivantes : —

1. D'allouer une année aux requérants pour choisir et faire arpenter, par un arpenteur fédéral qui en fournira à ce département des plans, notes et descriptions, par tenants et aboutissants, une coupe de bois de cent milles carrés, le choix devant être limité à deux blocs rectangulaires ; la largeur de chacun desquels ne sera pas de moins d'un tiers ( $\frac{1}{3}$ ) de sa longueur ; et les coupes devant être dans les limites d'une zone s'étendant sur quatre-vingts milles à l'est de la ligne qui passe entre les rangs 20 et 21 à l'ouest du 2<sup>e</sup> méridien et renfermant une largeur de douze milles de chaque côté de la rivière aux Carottes.

2. Sur réception des rapports d'arpentage, un permis annuel sera accordé à MM. McLean et Sinclair, sous l'autorité du paragraphe 10 de la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879. Ce permis sera accordé moyennant le paiement d'une rente annuelle de \$5.00 par mille carré (le premier paiement de cette rente foncière devant être pour l'année 1882, et sera payable avant la délivrance du permis), et du droit régalien de 5 pour cent sur toutes les ventes qu'ils feront des produits de la coupe.

Le ministre ajoute que, comme les requérants ont exprimé l'intention, dans le cas où on leur accorderait une coupe de bois, de construire, monter et exploiter un moulin à farine et une scierie à vapeur sur la rivière aux Carottes, il suggère, en conséquence, d'accorder le permis à condition qu'ils donnent suite à leur proposition dans les dix-huit mois qui suivront la date du permis.

Le comité soumet les recommandation et suggestion qui précèdent à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTE, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en Conseil le 28 février 1881.*

Vu le mémoire, daté le 8 février 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la demande faite par M. Edward Murphy, de Newmarket, Ontario, d'une coupe de bois de cent milles carrés sur les lacs Puant (*Stinking*) et du Pélican, dans les territoires du Nord-Ouest (au nord-ouest de Prince-Albert), et recommandant de lui accorder sa demande aux conditions suivantes :

1. Le requérant aura un an pour choisir et faire arpenter, par un arpenteur fédéral, qui en fournira au département des plans, notes et description par tenants et aboutissants, une coupe de bois de cinquante milles carrés sur chacun des deux lacs ci-dessus nommés, en un même bloc de cinquante milles carrés, dont la largeur sera d'au moins un tiers ( $\frac{1}{3}$ ) de la longueur.

2. Les frais de cet arpentage seront à la charge du requérant.

3. Le requérant devra payer un bonus de \$20 par mille carré pour ces coupes, dans le cours de l'année qui suivra la date du présent.

4. Sur réception des rapports d'arpentage et du paiement du bonus, on donnera à M. Murphy un bail de 21 ans pour ces coupes, conformément à l'acte des terres fédérales, de 1879, clause 52.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil le 13 novembre 1880.*

Vu le mémoire, daté le 11 novembre 1880 de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant qu'il soit accordé aux MM. Armitage et McCulloch, de Minnedosa, T. du N.-O., un permis annuel de coupe de bois dans les townships 19 et 20, rang 20 ouest, aux termes et conditions ordinaires auxquels ces permis ont jusqu'ici été accordés, c'est-à-dire en par eux payant \$5 par année par mille carré, et le droit régalién ordinaire de 5 p. c. sur tous les produits de l'exploitation de cette coupe, ainsi que le veut la loi à l'égard des baux de 21 ans pour coupes de bois; le dit bail devant être substitué au permis de couper du bois précédemment accordé à Armitage; et comprenant le township 19, rangs 0 et 21, et le township 21, rang 22 ouest;

Vu les motifs suivants, allégués par le ministre en faveur de cette substitution : 1<sup>o</sup> que le township 21, rang 22 ouest, a été trouvé plus avantageux, comme exploitation, pour les scieries sur la crique de la Queue-d'Oiseau, les bois sortant de ces scieries pouvant être directement expédiés par ce cours d'eau, tandis que pour l'expédier par la Petite Saskatchewan, sur laquelle se trouve la scierie de M. Armitage, il faut faire un assez long transport par terre; 2<sup>o</sup> que M. Armitage a construit un des meilleurs, sinon le meilleur des moulins à scie et à farine qu'il y ait dans cette région, et qu'à raison de ce moulin il paie de plus fortes taxes qu'aucun autre preneur à bail dans le territoire du Nord-Ouest;

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence les recommandations qui précèdent.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en conseil, le 4 juillet 1881.*

Vu le mémoire, daté le 23 juin 1881, de l'honorable ministre intérimaire de l'Intérieur, soumettant la demande faite par MM. Noël Chevrier et Pierre Hyacinthe Chabot, de Winnipeg, d'une coupe de bois sur la rivière aux Coquilles, l'un des

affluents de la rivière Assiniboine, T. N.-O., et recommandant de leur accorder un permis de coupe de bois de cinquante milles carrés, aux conditions suivantes :—

1. D'allouer une année à MM. Chevrier et Chabot pour faire faire, par un arpenteur fédéral, sous la direction du département de l'Intérieur, l'arpentage d'une coupe de cinquante milles carrés sur la rivière aux Coquilles. Cette coupe devra comprendre un seul bloc entier de cinquante milles carrés, dont la largeur n'aura pas moins d'un tiers ( $\frac{1}{3}$ ) de sa longueur. Les lignes de bornage, à l'exception des terres riveraines, s'il y en a, devront courir nord et sud et est et ouest. Un plan, accompagné des notes et d'une description des ténants et aboutissants, devra être déposé au bureau des terres fédérales avant l'expiration de l'année accordée pour faire l'arpentage, dont les frais et les rapports seront à la charge des demandeurs.

2. Sur réception des rapports de l'arpenteur, on accordera à MM. Chevrier et Chabot un permis annuel pour abattre du bois sur cette coupe, moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle de cinq piastres (\$5.00) par mille carré (le premier paiement devant couvrir la rente foncière de l'année 1881 et être fait avant la délivrance du permis) et d'un droit régalién de 5 pour cent sur la vente de tous les produits de cette coupe.

3. Le permis sera accordé à condition que les concessionnaires soient tenus d'avoir une scierie en opération sur cette coupe, de la capacité prescrite par la section 52 de l'Acte des terres fédérales, dans le cours des quinze mois qui suivront la date du permis.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 22 juin 1880.*

Vu le mémoire, daté le 14 juin 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la requête de M. William Stubbs, d'Ottawa, demandant les coupes de bois "D Est" et "Ouest," situées sur la rivière Winnipeg, et dont l'étendue, d'après l'arpentage qu'en a fait M. A. G. Forrest, arpenteur fédéral, est de 72 $\frac{1}{2}$  milles carrés, plus ou moins; et représentant que M. Stubbs a été engagé dans la fabrication du bois, pendant bien des années, dans la vallée de l'Outaouais; que son but, s'il obtient ces coupes, est de construire immédiatement des scieries pour fournir le bois nécessaire aux nombreux colons qui s'établissent au Manitoba et sur le territoire du Nord-Ouest; que l'expérience qu'il a acquise dans cette industrie pourrait être d'un grand avantage pour le Nord-Ouest; et que pour ces motifs il devrait être accédé à sa demande aux conditions suivantes :

1. Qu'un bail de 21 ans, fait conformément aux dispositions de l'acte des terres fédérales 1879, clause 52, soit consenti à M. Stubbs, pour le loyer des coupes de bois "D Est" et "Ouest," situées sur la rivière Winnipeg, et arpentées par M. Forrest.

2. Que M. Stubbs soit tenu de payer un bonus de \$20 par mille carré pour les dites coupes—soit une somme de \$1,450; et qu'il soit aussi tenu de payer une part des frais d'arpentage des dites coupes, c'est-à-dire \$296.80—soit une somme totale de \$1,746.80.

3. Qu'il soit tenu d'avoir une scierie en opération dans le cours de deux ans à compter de la date du présent.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation ci-dessus; vu qu'il est entendu que le dit bail ne devra être aucunement nuisible aux colons occupant des terres dans les limites de ces coupes, ni empêcher le gouvernement de faire arpenter ces terres pour les fins de la colonisation.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en Conseil le 7 février 1881.

Vu le mémoire, en date du 2 février 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, énonçant, au sujet de la concession d'une coupe de bois de cinquante milles carrés sur la rivière Fairford, à MM. Shields, Haggart, McLaren et Nicol, par un arrêté du conseil du 23 juin dernier, que les messieurs ci-dessus nommés demandent maintenant l'autorisation d'échanger cette coupe contre une autre d'égale étendue sur la rivière aux Coquilles, l'un des affluents de l'Assiniboine, sur laquelle ils ont actuellement une coupe de bois de cinquante mille carrés, qui leur a été concédée par l'arrêté du Conseil précité :

Le ministre fait observer que les messieurs ci-dessus nommés se proposent de céder la coupe de bois sur la rivière Fairford à M. W. J. M. Pratt, qui possède des scieries à Totogon, mais qui ne peut les alimenter qu'avec le bois de ces cinquante mille carrés.

Que les coupes de bois achetées par M. Pratt sur le lac Winnipégosis, à la vente du 1er septembre 1879, dont il espérait tirer le bois nécessaire à l'alimentation de ses scieries, se sont trouvées ne contenir que peu ou point de bois.

Que M. Pratt coupe aujourd'hui du bois sur la rivière Fairford pour ses scieries, et que désirant faciliter les opérations de M. Pratt, qui a dépensé une somme considérable pour scieries, bateaux à vapeur, etc., sur le lac Manitoba, le ministre recommande en conséquence de permettre l'échange proposé, les conditions de cette seconde concession restant les mêmes que celles stipulées par l'arrêté du Conseil concernant la première concession.

Le ministre fait rapport que MM. McLaren et Cie., demandent aussi qu'on leur accorde dans le voisinage de cette rivière (aux Coquilles) une nouvelle coupe de bois de cent mille carrés, et ils s'obligent de mettre un bon moulin à farine en opération avant le 1er janvier 1882 ; comme l'échange proposé donnerait aux requérants en tout cent milles carrés sur la rivière ci-haut nommée, le ministre croit qu'il peut, sans déroger à la règle, recommander l'octroi de la nouvelle coupe de bois demandée.

Le ministre suggère que, comme les coupes de bois en question seront possédées sous l'autorité d'un permis annuel, et non pas en vertu d'un bail de 21 ans, le bonus exigé soit établi sous forme de rente foncière annuelle de cinq piastres (\$5.00) par mille carré.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 23 juin 1880.

Vu le mémoire, daté le 15 juin 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, énonçant que des demandes de coupes de bois ont été reçues les 20 septembre, 31 décembre et 3 janvier derniers, de MM. John Shields, John Haggart, Peter McLaren et Thomas Nicol, et recommandant que 50 milles carrés, sur la rivière aux Coquilles, entre la Montagne du Canard et la rivière Assiniboine, désignés dans le dit mémoire comme étendue n° 1, soient accordés aux requérants, le bail devant être fait au nom de Peter McLaren, de la ville de Perth, province de l'Ontario ;

Aussi, que 50 milles sur la rivière Fairford ou Petite Saskatchewan, décharge du lac Manitoba, à quelque point entre les lacs Manitoba et Winnipeg, désignés dans le dit mémoire comme étendue n° 2, soient accordés aux requérants, le bail devant être fait au nom de Thomas Nicol, de la dite ville de Perth.

Dans le cours d'une année, les requérants devront fournir au département de l'Intérieur un rapport d'arpentage, par tenants et aboutissants, avec plan, description et carnet de notes, faits par un arpenteur fédéral de ces étendues, dont chacune devra être en un seul bloc de 50 milles carrés. Le bonus devra être payé lors de l'acceptation de l'arpentage et de la délivrance du permis. Dans l'intervalle les requérants pourront construire leur scierie dans les limites de l'une ou l'autre de ces

étendues et commencer à faire du bois de service, sur lequel ils devront payer les droits établis par la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879, ainsi qu'un bonus annuel, lors de l'octroi du permis, de \$20 par mille carré pour la coupe de bois qu'ils exploiteront et dans laquelle ils auront établi leur scierie.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence les recommandations ci-dessus, les permis étant renouvelables d'année en année.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*Coupes de bois sur les lacs Winnipegosis et de la Poule-d'Eau, sur la rivière de la Poule-d'Eau, vendues aux enchères le 1er septembre 1879, et subséquemment à vente privée.*

		Coupe No 1—Superficie, 30,720 acres.			
Hugh Sutherland .....	do	2	}	do	166,400 do
Patrick Kelly.....	do	11			
do .....	do	12			
do .....	do	14			
do .....	do	15			
do .....	do	16			
do .....	do	18			
Pratt et Smith.....	do	3			
do .....	do	7			
W. J. M. Pratt.....	do	4	}	do	24,000 do
Wm. Smith.....	do	9			
Joseph Whitehead... ..	do	5	}	do	140,800 do
do .....	do	10			
do .....	do	13			
do .....	do	17			
do .....	do	19			
Peter McArthur.....	do	6	}	do	44,160 do
do .....	do	8			
Total, acres.....					477,760

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 3 janvier 1879.*

Vu le mémoire, daté le 28 décembre 1878, de l'honorable ministre de l'Intérieur, disant que M. Joseph Whitehead, entrepreneur de la section 15 du chemin de fer Canadien du Pacifique, avait demandé une coupe de bois dans cette partie de Kéwatin située au sud de la route Dawson et à l'ouest de la rivière Whitemouth, et recommandant, pour les raisons mentionnées dans ce rapport, que, sur paiement par M. Whitehead d'un bonus de \$720, soit au taux de \$20 par mille carré, un permis d'une coupe de bois de trente-six milles carrés, formant une étendue de quatre milles sur la route Dawson par neuf milles sur la rivière Whitemouth, à l'ouest de cette dernière, soit accordé à M. Whitehead en conformité de la clause 51 de l'Acte concernant les terres fédérales, lequel permis sera délivré lorsque le département aura reçu un plan et une description de la coupe à la suite d'un arpentage réel fait par un arpenteur fédéral, aux frais de M. Whitehead ;

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

## DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,

OTTAWA, 28 décembre 1878.

*(Mémoire.)*

Le soussigné a l'honneur de faire rapport au conseil que M. Joseph Whitehead, entrepreneur de la section 15 du chemin de fer Canadien du Pacifique, a demandé une coupe de bois dans cette partie de Kéwatin située au sud de la route Dawson et à l'ouest de la rivière Whitemouth, en représentant que l'acquisition de cette coupe est essentielle à l'accomplissement de bonne foi de son contrat avec le gouvernement, et démontrant la valeur qu'aurait pour les colons de la province du Manitoba le sciage du bois dans les scieries qu'il se propose de construire.

Comme la concession de ce privilège à M. Whitehead contribuerait au succès d'importants travaux publics, avec l'entente, naturellement, que le bois employé dans l'exécution de son contrat, aussi bien que celui qu'il se propose de scier et de vendre aux colons, serait payé conformément aux dispositions de l'acte concernant les terres fédérales, et comme cette concession tendrait à encourager la colonisation de la contrée, en établissant un marché local pour le bois, le soussigné recommande que, sur paiement par M. Whitehead d'un bonus de \$720, soit au taux de \$20 par mille carré, un permis de coupe de bois de trente-six milles carrés, formant une étendue de quatre-milles sur la route Dawson par neuf milles sur la rivière Whitemouth, à l'ouest de cette dernière, soit accordé à M. Whitehead en conformité de la clause 51 de l'acte concernant les terres fédérales, lequel permis sera délivré lorsque le département aura reçu un plan et une description de la coupe, à la suite d'un arpentage réel fait par un arpenteur fédéral aux frais de M. Whitehead.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD, *Ministre de l'Intérieur.*

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 25 juillet 1879.*

Vu le mémoire, daté le 23 juillet 1879, de l'honorable ministre de l'Intérieur exposant que M. Joseph Whitehead, entrepreneur de chemins de fer, désire faire changer l'emplacement d'une coupe de bois qui lui a été accordée le 2 janvier dernier, parce qu'il a trouvé que la localité décrite dans l'arrêté du conseil ne contenait que peu ou point de bois ;

Le ministre dit qu'il ne voit aucune objection à accepter la proposition de M. Joseph Whitehead de changer l'emplacement de sa coupe de bois, mais il suggère, au lieu d'un permis de vingt et un ans (21) renouvelable comme il le proposait auparavant, de donner à M. Whitehead un permis renouvelable d'année en année, pour cette étendue de terre, aux conditions stipulées dans son mémoire.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*(Mémoire.)*

## DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 23 juillet 1879.

Relativement à la lettre de M. Joseph Whitehead, entrepreneur de chemins de fer, datée le 5 février dernier, et à une lettre sub-séquente écrite par lui le 23 du courant (voir les copies ci-jointes), exprimant le désir de faire changer l'emplacement de la coupe de bois qui lui a été accordée le 2 janvier dernier, parce qu'il a trouvé que la localité décrite dans l'arrêté du conseil ne contenait que peu ou point de bois, on verra que M. Whitehead, dans sa dernière lettre, demande maintenant de substituer à la localité décrite plus haut, des terres s'étendant, à partir du chemin de fer Canadien du Pacifique, à vingt milles au sud, le long de la rivière Whitemouth et bornées par elle, et à l'ouest à partir de cette rivière (et parallèlement à elle) sur une distance de quatre milles, comprenant approximativement soixante mille carrés ;

Le soussigné ne voit aucune objection à accepter le changement de l'emplacement de la coupe de bois que propose M. Whitehead, mais il limiterait la nouvelle coupe, au sud, à la troisième ligne de base, ce qui formerait une coupe de soixante-quatre milles carrés ou à peu près.

Il recommande de plus qu'au lieu d'accorder un permis de vingt et un ans, renouvelable comme on le proposait auparavant, M. Whitehead reçoive un permis annuel pour la coupe de bois en question, conformément au paragraphe 10 de la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879.

M. Whitehead devra payer le même bonus qu'auparavant, ainsi qu'une rente foncière de \$2 par mille carré, et tous droits régaliens ou autres, sur tout le bois scié ou autres produits, manufacturés ou non, provenant de cette coupe, et sera tenu de se conformer aux dispositions de l'Acte des terres fédérales ci-dessus cité.

Il devra aussi être stipulé, comme condition, que les frais d'arpentage et de bornage de la limite ouest de la coupe qui devra suivre une ligne généralement parallèle au cours de la rivière, soient à la charge du requérant, qui devra faire cet arpentage sans délais inutiles; et lorsque M. Whitehead recevra avis de la réception, à Ottawa, du rapport de l'arpenteur, il devra payer le bonus immédiatement.

Il devra aussi être entendu, vu que M. Whitehead se propose de construire des scieries sur cette propriété, que bien que le permis doive être renouvelé tous les ans, ce renouvellement soit garanti à M. Whitehead chaque année sur demande, pendant dix ans, et qu'il devra continuer d'être renouvelé après cette période, jusqu'à ce que le gouvernement en décide autrement, après avoir donné à M. Whitehead avis à cet effet un an d'avance.

Respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD,

*Ministre de l'Intérieur.*

A l'honorable Conseil Privé.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 22 août 1879.*

Vu le mémoire, daté le 20 août 1879, de l'honorable sir Alexander Campbell, faisant fonctions de ministre de l'Intérieur intérimaire, exposant que le capitaine Henry S. Moore, de l'établissement de Prince-Albert, dans le territoire du Nord-Ouest, a demandé d'augmenter la superficie de la coupe de bois qui lui a été accordée dans cette localité, en déclarant dans sa requête que vu son inexpérience dans le Nord-Ouest et dans les affaires du commerce de bois, l'étendue des coupes qu'il a demandées est insuffisante pour le capital qu'il a investi dans ses scieries;

Vu les raisons énoncées dans le mémoire, le comité conseille d'accorder au capitaine Moore un permis de vingt milles carrés de coupes de bois, outre les 30 milles carrés qui lui ont été accordés en 1874, formant en tout cinquante milles carrés;

Qu'on lui permette de garder comme partie de ces cinquante milles carrés les quinze qu'il a déjà fait arpenter près de Prince-Albert, mais qu'en localisant le reste, c'est-à-dire les trente-cinq milles qu'il aurait encore à choisir, il soit obligé de les prendre en trois blocs dont aucun ne devra avoir moins de dix milles carrés en superficie, le capitaine Moore devant payer pour le tout, sur réception du permis, un bonus de \$1,000, soit au taux de \$20 par mille carré.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. P. C.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 10 septembre 1874.*

Vu le mémoire, daté le 7 septembre 1874, de l'honorable M. Scott, faisant fonctions de ministre de l'Intérieur intérimaire, au sujet de la lettre du capitaine H. Stewart Moore, proposant d'ériger des scieries et des moulins à farine à vapeur sur la Saskatchewan-Nord, et demandant une coupe de bois de 25 à 30 milles carrés sur la rivière Rouge, pour alimenter la scierie:

Le ministre intérimaire dit que, vu que le titre des Sauvages n'a pas encore été éteint dans cette localité, il ne peut être accédé à la demande du capitaine Moore; mais comme les moulins qu'il a l'intention d'ériger faciliteraient grandement la colonisation des terres dans cette partie de la Saskatchewan, il recommande d'informer le capitaine Moore que, s'il met à exécution son projet de construction de scieries et moulins, on accédera à sa demande aussitôt que les Sauvages auront renoncé à cette partie du territoire du Nord-Ouest, vu que la superficie qu'il demande est très modérée.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 7 octobre 1878.*

Vu le mémoire, daté le 4 octobre 1878, de l'honorable ministre de l'Intérieur, représentant qu'étant d'opinion qu'on encouragerait et stimulerait la colonisation dans la vallée de la Saskatchewan si l'on facilitait l'obtention du bois à un prix raisonnable, ce qui n'a pas lieu actuellement, il recommande qu'une coupe de bois d'une étendue de deux cents milles carrés sur la rivière Saskatchewan et ses affluents dans les territoires du Nord-Ouest, soit concédée à MM. Cook et Sutherland, qui la choisiront en blocs n'ayant pas moins de vingt milles carrés, le bonus à payer pour cette coupe devant être de \$15 par mille carré.

Et de plus il recommande que les requérants aient trois ans pour choisir leur coupe, qui ne devra comprendre aucune terre qui pourrait être réservée pour le chemin de fer Canadien du Pacifique, pour les sauvages ou pour les écoles, ni aucune autre coupe de bois qui aurait pu être antérieurement concédée ou qui pourrait l'être à l'avenir, ou choisie par d'autres avant MM. Cook et Sutherland, et elle devra sous tous rapports être soumise aux conditions stipulées dans l'acte des terres fédérales.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en Conseil le 26 décembre 1878.*

Vu le mémoire, daté le 21 décembre 1878, de l'honorable ministre de l'Intérieur, déclarant que relativement à l'arrêté du Conseil du 7 octobre dernier, concédant à MM. Cook et Sutherland une coupe de bois de deux cents milles carrés sur la rivière Saskatchewan et ses affluents, dans les territoires du Nord-Ouest, il trouve qu'il n'a encore été donné aucune suite à cet arrêté, et recommandant qu'il soit considéré comme résilié jusqu'à nouvel ordre:

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 7 octobre 1878.*

Vu le mémoire, daté le 4 octobre 1878, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la demande faite par MM. Dick et Banning, de Winnipeg, d'une coupe de bois d'une étendue de vingt milles carrés, qu'ils choisiront sur aucun des petits cours d'eau qui se jettent dans le lac Winnipeg, et disant que, sachant que les requérants



font le commerce de bois, au Manitoba, depuis un certain nombre d'années, et qu'ils ont placé un fort capital dans cette entreprise, il recommande leur requête à la favorable considération du conseil, pourvu—

1. Que le choix de leur coupe soit fait dans les deux années qui suivront la date du présent.

2. Qu'ils paient au gouvernement, pour cette coupe de bois, un bonus de \$20 par mille carré.

3. Que la coupe qu'ils choisiront ne formera partie d'aucune réserve des sauvages, ou d'aucune terres des sauvages que le gouvernement aurait pu mettre à part pour un usage quelconque.

4. Que cette coupe sera sous tous rapports sujette aux conditions stipulées dans l'acte des terres fédérales.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 4 février 1879.*

Vu le mémoire, daté le 20 janvier 1879, de l'honorable ministre de l'Intérieur relatif à l'arrêté du conseil du 7 octobre dernier autorisant l'émission d'un permis pour une coupe de bois de vingt milles carrés en faveur de MM. Dick et Banning, de Winnipeg, marchands de bois, qui les choisiront sur l'un des petits cours d'eau qui se jettent dans le lac de Winnipeg; ce choix devant se faire dans les deux ans qui suivront la date de l'arrêté du conseil, à certaines conditions spécifiées;

Le ministre dit dans son rapport :

(1) Qu'il est inopportun d'accorder le privilège du choix sur tous les cours d'eau qui se jettent dans le lac Winnipeg, et qu'il n'est pas nécessaire de leur donner un aussi long délai pour faire leur choix.

(2) Qu'il est informé que la demande d'une coupe de bois par MM. Dick et Banning mérite considération, eu égard au fait que les requérants se sont livrés à la fabrication du bois dans la province du Manitoba depuis plusieurs années, et qu'ils ont grandement contribué par leurs opérations à fournir aux colons les matériaux dont ils avaient besoin et encouragé l'immigration dans ce pays.

Dans ces circonstances, le ministre recommande d'abroger l'arrêté du conseil du 7 octobre et d'accorder à MM. Dick et Banning une coupe de bois n'excédant pas vingt milles carrés, qu'ils devront choisir sur la rivière Sandy Bar, qui se jette dans le lac Winnipeg, sur son côté est, lorsqu'ils auront fourni, à leurs frais, un rapport d'arpentage et une description faits par un arpenteur fédéral dans les six mois qui suivront cette date, et que les requérants paient un bonus de \$20 par mille carré.

Le ministre soumet qu'on devrait exiger comme condition que la coupe de bois en question ne sera comprise dans aucune réserve des sauvages ou aucune terre que le gouvernement aurait pu réserver dans un but quelconque, et que le permis qui sera accordé à MM. Dick et Banning soit conforme sous tous les rapports aux conditions stipulées dans la clause 51 de l'Acte des terres fédérales.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 22 octobre 1873.*

Vu la demande faite au nom du Dr Walter R. Bown, de Winnipeg, pour certaines coupes de bois dans la Grosse-Ile, sur le lac Winnipeg, et sur la rivière Winnipeg :

Le comité, sur la recommandation du ministre de l'Intérieur, conseille de concéder la Grosse-Ile au Dr Brown pour y couper du bois, aux conditions suivantes—le bonus par mille carré devant être de \$20 :

Le requérant construira une scierie qui devra commencer ses opérations d'ici à douze mois, et il recevra alors un bail de vingt et un ans pour cette coupe, conformément aux dispositions de l'Acte des terres fédérales.

De plus, il devra se conformer à toute autre condition qui a pu être stipulée dans le bail accordé à M. Macaulay, dont le requérant a parlé dans sa demande.

Quant à la coupe sur la rivière Winnipeg, vu que la localité n'en est pas désignée et qu'il y a déjà un bon nombre de demandes de coupes de bois sur cette rivière, il ne croit pas devoir accéder à cette partie de la demande du Dr Bown.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 14 avril 1874.*

Vu la pétition de W. J. Macaulay, écr., demandant la concession d'une coupe de bois de 100 milles carrés en superficie, sur la rive est du lac des Bois, à l'endroit où il l'a demandée le 13 avril 1872, ou dans le voisinage, cette coupe devant être choisie et désignée par lui dans les six mois, afin d'être certain d'avoir du bois en quantité suffisante pour ses scieries ;

L'honorable M. Scott, remplissant les fonctions de ministre de l'Intérieur intérimaire, dit ce qui suit dans un mémoire du 13 janvier 1874 :

M. Macaulay a demandé, le 13 avril 1872, des coupes de bois sur la rive nord-est du lac des Bois, et on lui a répondu qu'on ne pouvait accéder à sa demande parce que le titre des sauvages n'avait pas été éteint dans cette partie du pays.

Il demanda subéquemment une coupe de bois sur la rivière aux Roseaux, dans la partie sud-ouest de la province, et on lui en accorda une le 30 janvier dernier. Il paraît, cependant, que lorsque la frontière internationale fut tracée, la plus grande partie du bois que cette coupe était censée contenir, se trouva dans les Etats-Unis, et en mai dernier il fit un rapport à ce sujet et demanda qu'il y fût substitué une coupe sur la rivière Winnipeg, tout en demandant la permission de couper du bois sur la rivière aux Roseaux, jusqu'à ce qu'il pût se servir de celui qui se trouvait sur la Winnipeg, et cette permission lui fût accordée.

Il fait maintenant rapport qu'il appréhende des difficultés sérieuses pour l'exploitation de cette dernière coupe en ce moment, et il exprime le désir d'obtenir une nouvelle coupe dans le district du lac des Bois.

Le ministre intérimaire dit de plus que, connaissant l'esprit d'entreprise de M. Macaulay et le fort capital qu'il a dépensé comme pionnier de la province du Manitoba, pour fournir aux colons de cette province le bois et les matériaux de construction dont ils ont si grand besoin, et vu toutes les circonstances, il recommande qu'on lui accorde le privilège de choisir des coupes de bois additionnelles dans ce district, chacune de ces coupes ne devant pas avoir moins de vingt milles carrés, ni former en totalité plus de cent milles carrés, le bonus à payer devant être de \$20 par mille carré, comme pour la coupe du lac Winnipeg.

Pourvu toutefois, —

1. Que cette coupe ne fasse partie d'aucune réserve mise à part en vertu du dernier traité pour être réellement occupée par les Sauvages; et

2. Que si, lors du règlement de la question de la frontière du Canada et de la province d'Ontario, les coupes ainsi concédées se trouvent du côté de cette dernière

province, le gouvernement fédéral ne sera tenu en aucune manière envers le locataire de lui garantir la continuation de la jouissance de son privilège, ni responsable d'aucun dommage qu'il pourrait éprouver par suite d'aucune mesure que pourrait prendre le gouvernement de la dite province au sujet de l'octroi qui lui est fait aujourd'hui.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en Conseil le 5 mars 1875.*

Vu la requête de W. J. Macaulay, écr., en date du 21 avril dernier, exposant, au sujet de la coupe de bois qui lui a été concédée sur le lac des Bois par l'arrêté du conseil du 14 avril 1874, qu'il lui a été jusqu'ici impossible de choisir sa coupe, conformément aux termes de cet arrêté, parce que ce choix est en quelque sorte subordonné au choix et à l'arpentage des coupes de bois de 60 milles antérieurement accordées à Fuller et Cie, d'Hamilton, choix et arpentage qui ne sont pas encore faits, bien qu'en bonne voie d'exécution, et demandant de prolonger jusqu'au 1er novembre prochain le délai fixé pour faire choix de sa coupe ;

Le ministre de l'Intérieur, en vue des fortes dépenses déjà faites à Winnipeg par M. Macaulay pour ses scieries, machines à planer, etc., recommande d'accorder sa demande ; mais que, comme la frontière entre Ontario et les terres fédérales est encore incertaine, cette permission soit sujette aux conditions énoncées dans le premier arrêté du conseil.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 8 mars 1876.*

Vu le mémoire, en date du 3 mars 1876, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant une lettre de W. J. Macaulay, écr., de Winnipeg, au sujet de la coupe de bois qui lui a été concédée sur la rive est du lac des Bois, par un arrêté du conseil du 14 avril 1874 ;

Le ministre dit que, d'après les déclarations de M. Macaulay, il paraît qu'il lui est impossible de prendre plus de vingt milles carrés de coupe au lac des Bois ; que M. Macaulay dit aussi que l'entente originaire était que le bonus par mille carré de sa coupe serait le même que celui payé par MM. Fuller et Cie, savoir, \$15 par mille carré ; et que cependant l'arrêté du conseil a fixé ce bonus à \$20.

Le ministre recommande d'accorder à M. Macaulay jusqu'au premier décembre prochain pour choisir les vingt milles ci-dessus mentionnés et une étendue additionnelle de quatre-vingts milles carrés sur la rivière et le lac Manitou, comme il le demande pour compléter ses cent milles—mais il ne devra choisir aucune terre à bois située à moins de vingt milles de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique ;—de plus, comme il paraît qu'on a promis à M. Macaulay de lui accorder sa coupe au prix d'un bonus de \$15 par mille carré, qu'on la lui laisse avoir à ce prix.

Le ministre ajoute qu'on devrait stipuler, vu que la question de la frontière entre le Canada et la province d'Ontario est encore en suspens, que si cette ligne frontière, lorsqu'elle sera tracée, passe à l'ouest des terres ou d'aucune partie des terres concédées à M. Macaulay, comme coupes de bois, et décrites dans son rapport, le gouvernement ne sera nullement tenu de lui garantir la continuation de sa jouis-

sance et ne sera responsable d'aucun dommage qu'il pourrait éprouver à raison d'aucune mesure prise par le gouvernement de cette province à ce sujet.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 5 avril 1880.*

Vu le mémoire, daté le 31 mars 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, ayant rapport à l'arrêté du conseil du 18 avril 1878 accordant une coupe de bois de 100 milles carrés en superficie à M. W. J. Macaulay, le 14 avril 1874, et recommandant de lui donner un bail pour  $74\frac{59}{100}$  milles carrés de cette superficie, le reste, ( $25\frac{41}{100}$  milles carrés), devant être compris dans un bail supplémentaire lorsqu'ils seront arpentés et qu'il en sera fait rapport;

Le ministre déclare que M. Macaulay a fourni les plans et descriptions nécessaires, dressés par un arpenteur, pour les  $25\frac{41}{100}$  milles qui devront être octroyés comme il est dit plus haut, et qu'il demande son permis;

Que les terres en question sont comprises dans cette partie de Kéwatin qui, conformément à la sentence des arbitres dans la question de la frontière, serait comprise dans la province d'Ontario; mais que cette sentence n'ayant pas été confirmée, et comme, d'après les termes de l'arrêté du conseil du 8 juillet 1874, il avait été entendu entre le gouvernement d'Ontario et celui du Canada que ce dernier aurait le droit de recevoir des demandes et d'accorder des permis pour les terres situées à l'ouest d'une certaine frontière provisoire décrite dans cet arrêté du conseil, savoir, à l'ouest d'une ligne méridienne passant à la pointe extrême est de l'île Hunter, en courant au nord jusqu'à son intersection par la 51e parallèle de latitude, et que la position des terres en question, en ce qui touche au droit du gouvernement d'en disposer, se trouve comme auparavant,—il (le ministre) ne voit aucune raison de ne pas donner effet à l'arrêté du conseil du 18 avril 1878, rendu en faveur de Macaulay, pour le bail des  $25\frac{41}{100}$  milles carrés qui restent, et il recommande, en conséquence, au conseil de prendre ces faits en favorable considération.

Le comité soumet les recommandations qui précèdent à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 17 mars 1875.

*Mémoire.*

Relativement aux arrêtés du conseil du 22 octobre et du 3 novembre 1873, permettant à M. S. H. Fowler de choisir 100 milles carrés de coupes de bois dans la région du lac La Pluie et de ses affluents, le soussigné a l'honneur de faire rapport, pour l'information de Son Excellence le Gouverneur-général, que M. Fowler ayant fait son choix, le sous-arpenteur fédéral Duncan Sinclair a reçu instruction de faire l'arpentage de ces coupes, et que son plan, accompagné de son rapport, a été reçu, examiné et trouvé correct.

M. Fowler demande avec instance son permis maintenant et le soussigné recommande de lui accorder un permis pour ces coupes de bois, en vertu des dispositions de la clause 51 de l'Acte des terres fédérales, avec l'entente, cependant, et à la condition que vu que ces coupes de bois sont dans les limites du territoire réclamé par la province d'Ontario, et que si, lors du règlement de la frontière entre Ontario et le Canada, elles se trouvent dans Ontario, le gouvernement fédéral ne sera, en aucune manière, tenu d'en garantir la jouissance au locataire, ni responsable d'aucun

dommage qu'il pourrait éprouver à raison de toute mesure que pourrait prendre le gouvernement de cette province au sujet du permis accordé par les présentes.

Des descriptions de ces coupes sont annexées au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.

D. LAIRD, *Ministre de l'Intérieur.*

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en Conseil le 3 novembre 1873.*

Sur la recommandation de l'honorable ministre de l'Intérieur et pour les raisons données dans le rapport ci-joint, le comité conseille de concéder à M. S. H. Fowler quarante nouveaux milles carrés de coupe de bois dans le voisinage de la rivière La Pluie, aux mêmes conditions que celles énoncées dans les arrêtés du conseil du 22 octobre dernier, au sujet des 60 milles carrés qu'il possède déjà.

Pour copie conforme.

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, BUREAU DES TERRES FÉDÉRALES,  
OTTAWA, 3 novembre 1873.

*Mémoire.*

Relativement à la lettre de M. S. H. Fowler, datée le 31 octobre dernier, demandant quarante nouveaux milles carrés decoupes de bois dans les voisinage de la rivière LaPluie, et à une lettre de l'honorable Dr Schultz, favorable à cette demande, le soussigné recommande respectueusement, en considération des fortes dépenses que le requérant a évidemment faites pour l'outillage important et varié qu'il a mis en opération ou qu'il doit introduire dans le pays, ce qui encouragera grandement les colons à s'établir dans cette région, et considérant l'esprit d'entreprise dont le requérant a fait preuve en construisant une scierie à cet endroit, malgré les sérieuses difficultés qu'il a dû surmonter pour le transport de cet outillage, et considérant de plus que la demande originaire de M. Fowler, sur laquelle un arrêté conditionnel du conseil a été rendu en sa faveur le 5 mars dernier (arrêté en conformité duquel il a érigé sa scierie) mentionnait cent milles carrés d'étendue pour la coupe de bois, d'accorder à M. Fowler les quarante milles carrés additionnels qu'il demande, à des conditions semblables à celles énoncées dans l'arrêté du conseil du 22 dernier au sujet des soixante milles carrés qu'il possède déjà.

Respectueusement soumis.

J. S. DENNIS,  
*Arpenteur général.*

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 5 mars 1873.*

Vu un mémoire, daté le 14 février 1873, de l'honorable secrétaire d'Etat, déclarant qu'il a examiné une demande faite par M. S. H. Fowler, en son nom et en celui de ses associés, pour la permission d'acquérir cent acres de terre dans le voisinage de la rivière LaPluie, pour y construire une scierie et autres genres d'affaires; de plus, en rapport avec ce terrain, une coupe de bois de 100 milles carrés, sur la rivière ou le lac LaPluie et ses affluents; le tout subordonné au titre des sauvages et aux conditions de vente des 100 acres de terre et du bail des 100 milles carrés que le gouvernement pourra fixer.

Le secrétaire dit qu'il ne serait pas sage d'encourager M. Fowler à se rendre dans le pays pour y établir des scieries, car il pourrait survenir des difficultés avec les Sauvages, et dans ce cas, si M. Fowler et ses associés subissaient des pertes, ils pourraient réclamer une indemnité du gouvernement.

Le secrétaire recommande cependant d'informer M. Fowler que, s'il persistait dans son intention d'ériger des scieries aussitôt que le titre des Sauvages aura été éteint, la demande qu'il fait actuellement pour obtenir l'emplacement d'une scierie et une coupe de bois qu'il pourra choisir, sera régulièrement examinée et sera traitée d'une manière libérale.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable Secrétaire d'Etat.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 19 mars 1875.*

Vu le mémoire, daté le 17 mars 1875, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que M. S. H. Fowler a fait choix des 100 milles carrés de coupes de bois dans la région du lac La Pluie et ses affluents, qui lui ont été accordés par les arrêtés du conseil du 22 octobre et du 3 novembre 1873, et qu'il demande avec instance son permis maintenant;

Le ministre recommande d'accorder à M. Fowler un permis pour les dites coupes de bois suivant les descriptions qui y sont annexées, en vertu des dispositions de la clause 51 de l'Acte des terres fédérales, avec l'entente, cependant, et à la condition que, vu que ces coupes de bois sont dans les limites du territoire réclamé par la province d'Ontario, et que si, lors du règlement de la frontière entre Ontario et le Canada, elles se trouvent dans Ontario, le gouvernement fédéral ne sera en aucune manière tenu d'en garantir la jouissance au locataire, ni responsable d'aucun dommage qu'il pourrait éprouver à raison de toute mesure que pourrait prendre le gouvernement de cette province au sujet du permis accordé par les présentes.

Le comité approuve ces recommandations et les soumet à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*Description de la coupe de bois No 1, de M. S. H. FOWLER, sur la rive nord du lac La Pluie, territoire du Nord-Ouest.*

Commençant à l'endroit où un poteau a été planté au point marqué A sur la carte d'arpentage des dites coupes dressées par l'arpenteur Duncan Sinclair, étant le coin sud-ouest de cette coupe, allant de là vers l'est en suivant la rive nord du lac La Pluie sur 600 chaînes, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par le dit sous-arpenteur Duncan Sinclair, puis vrai nord sur 870 chaînes, puis vrai ouest sur 430 chaînes, plus ou moins, jusqu'à la première chute de la rivière au Canot, puis vers le sud en descendant cette rivière jusqu'à son embouchure, puis en suivant la rive est du bras ouest du lac La Pluie, en allant vers le sud jusqu'au point de départ, contenant quarante-trois milles et trois quarts carrés, plus ou moins.

*No 2, sur la rive nord du lac La Pluie.*

Commençant à l'endroit où un poteau a été planté par le sous-arpenteur Duncan Sinclair, au point marqué B, sur sa carte d'arpentage des dites coupes, étant le coin sud-est de cette coupe, et à 220 chaînes à l'ouest de l'embouchure de la rivière La Seine, allant de là au nord par quatorze degrés ouest astronomiquement, 640 chaînes, plus ou moins, jusqu'au bras nord du lac La Pluie, puis au sud en suivant la rive de ce bras, et à travers la baie, tel qu'il est indiqué sur la carte, jusqu'à la pointe du Pin-Rouge, puis vers l'est en suivant la rive nord du lac La Pluie jusqu'au point de départ, contenant, y compris l'île avoisinante marquée A sur la dite carte d'arpentage, vingt-six milles et demi carrés, plus ou moins.

*No 3, sur la rivière La Seine.*

Commençant au point marqué C, sur la carte d'arpentage du sous-arpenteur Duncan Sinclair, au pied du troisième lac sur la rivière La Seine, à environ six milles en amont de son embouchure, où il a fait flamber et marqué un pin rouge, courant de là au nord par trente-quatre degrés trente minutes ouest, astronomiquement, trois milles et trente-six chaînes, puis au nord par cinquante-cinq degrés est, cinq milles, puis au sud par trente-quatre degrés trente minutes est, six milles soixante-douze chaînes, puis au sud par cinquante-cinq degrés ouest, cinq milles, et puis au nord par trente-quatre degrés trente minutes ouest, trois milles et trente-six chaînes, plus ou moins, jusqu'au point de départ, contenant, à l'exclusion de la superficie du lac comprise dans cette coupe, vingt-neuf milles et trois quarts carrés, plus ou moins.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 5 juillet 1880.*

Vu le rapport, daté le 26 juin 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que les arrêtés du conseil en date du 5 mars, du 22 octobre et du 3 novembre 1873, et du 19 mars 1875, autorisaient respectivement l'émission d'un permis en faveur de M. S. H. Fowler, pour une coupe de bois de 100 milles carrés dans la région du lac La Pluie et ses affluents, et qu'un permis a en conséquence été émis sous le grand sceau en faveur de M. Fowler;

Vu que M. Fowler demande maintenant en son nom et en celui de M. W. Muirhead la permission de remettre 25 milles de l'étendue comprise dans le permis, et de choisir à la place une étendue égale dans la même région, parce qu'une exploration plus complète qu'il avait été possible d'en faire avant l'émission du permis ayant démontré qu'une très forte proportion de cette coupe ne renfermait aucun bois propre à être converti en bois de construction, les 25 milles ainsi substitués devant être loués à MM. Fowler et Muirhead aux conditions stipulées dans le permis actuel;

Le ministre recommande d'autoriser MM. Fowler et Muirhead de faire dans le cours de la présente saison l'exploration et l'arpentage nécessaires des 25 milles qu'ils demandent, et lorsqu'ils auront été approuvés par le ministère de l'Intérieur, que le permis soit en conséquence émis en faveur de MM. Fowler et Muirhead, et qu'il soit entendu que les frais de cette exploration et de cet arpentage seront entièrement portés par les locataires.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 17 février 1873.*

Vu la requête de R. Fuller, écr., d'Hamilton, exposant qu'ayant constaté qu'il n'y avait aucun bois sur la rive orientale du lac Manitoba, près de la rivière du Cygne, sur les coupes demandées par lui l'année dernière, il n'a pu, non plus que les autres personnes intéressées avec lui, en vertu de l'arrêté du conseil du 22 janvier dernier, dans la construction d'une scierie, etc., remplir les conditions imposées par cet arrêté, bien qu'ils aient poussé les travaux de bonne foi, et qu'ils aient fait des frais considérables en transportant au Manitoba la machine et la chaudière nécessaires aux scieries, et demandant que les dispositions de cet arrêté soient modifiées dans le sens qui suit :

1. Que les rives du lac Winnipeg, ou son voisinage immédiat, ou l'embouchure ou quelqu'autre endroit de la rivière Winnipeg, soient substitués au lac Manitoba;

2. Que les coupes de bois suivantes soient substituées à celles situées près de la rivière du Cygne, celles qui se trouvent sur les nombreuses îles comprises dans cette partie du lac des Bois située au nord du "détroit" de ce lac, c'est-à-dire, au nord d'une ligne courant franc est et ouest à partir de la pointe de la Presqu'île,

s'étendant au sud-est de l'angle nord-ouest de ce lac, et passant au sud de la baie qui renferme cet angle, ces diverses îles étant toutes celles qui se trouvent dans cette partie du lac des Bois indiquée sur le plan marqué A, joint à la requête de M. Fuller, et portant les initiales R. F. et la date du 29 novembre 1872;

L'honorable secrétaire d'Etat, dans son rapport du 13 décembre 1872, dit qu'étant convaincu que le délai de la part du requérant est dû à la rareté du bois aux endroits où l'on supposait y en avoir, et sachant que la construction de ces scieries serait utile aux intérêts du public dans le Manitoba, il recommande que l'arrêté du conseil du 22 janvier dernier soit amendé pour ce qui concerne le changement de l'emplacement de la scierie; que les coupes de bois demandées soient concédées lorsque le titre des sauvages aura été éteint, mais qu'elle n'excéderont pas la superficie déterminée dans l'arrêté du conseil ci-dessus cité, et que le temps fixé pour la construction des scieries soit prolongé d'un an à partir du jour où cette recommandation aura été approuvée.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable secrétaire d'Etat.

SECRETARIAT D'ETAT, OTTAWA, 13 décembre 1872.

Le soussigné a l'honneur de soumettre pour l'information de Son Excellence le Gouverneur-général, la lettre ci-jointe de M. R. Fuller, d'Hamilton, exposant qu'ayant constaté qu'il n'y avait aucun bois sur la rive orientale du lac Manitoba, près de la rivière du Cygne, sur les coupes de bois demandées par lui l'année dernière, il n'a pu, non plus que les autres personnes intéressées avec lui, en vertu de l'arrêté du conseil du 22 janvier dernier, dans la construction d'une scierie, etc., remplir les conditions imposées par cet arrêté, bien qu'ils aient poussé les travaux de bonne foi, et qu'ils aient fait des frais considérables en transportant au Manitoba la machine et la chaudière nécessaires aux scieries, et demandant que les dispositions de cet arrêté soient modifiées comme suit:—

1o. Que les rives du lac Winnipeg, ou son voisinage immédiat, ou l'embouchure ou quelque autre endroit de la rivière Winnipeg, soient substitués au lac Manitoba;

2o. Que les coupes de bois suivantes soient substituées à celles situées près de la rivière du Cygne, savoir, celles qui se trouvent sur les nombreuses îles comprises dans cette partie du lac des Bois située au nord du "détroit" de ce lac, c'est-à-dire, au nord d'une ligne courant franc est et ouest à partir de la pointe de la Presqu'île, s'étendant au sud-est de l'angle nord-ouest de ce lac, et passant au sud de la baie qui renferme cet angle, ces diverses îles étant toutes celles qui se trouvent dans cette partie du lac des Bois indiquée sur le plan marqué A, joint à la requête de M. Fuller, et portant les initiales R. F. et la date du 29 novembre 1872; que la période fixée pour la construction de leur scierie soit prolongée d'une année;

Le soussigné étant convaincu que le délai de la part du requérant est dû à la rareté du bois aux endroits où l'on supposait y en avoir, et sachant que la construction de ces scieries serait utile aux intérêts publics dans le Manitoba, recommande que l'arrêté du conseil du 22 janvier dernier soit amendé pour ce qui concerne le changement de l'emplacement de la scierie; que les coupes de bois demandées soient concédées lorsque le titre des Sauvages aura été éteint, mais n'excèdent pas la superficie déterminée dans l'arrêté du conseil ci-dessus cité, et que le temps fixé pour la construction des scieries soit prolongé d'un an, à partir du jour où cette recommandation aura été approuvée.

Le tout respectueusement soumis,

J. C. AIKINS.

Les conditions du bail en question devront être les suivantes, savoir:—

1. Le terme du permis sera de vingt et un ans.
2. Les locataires prendront sur chaque arbre qu'ils abattront tout le bois propre au service, et le fabriqueront en bois de construction ou autres produits marchands.



3. Ils empêcheront leurs hommes de détruire inutilement le jeune bois, et ils exerceront une surveillance sévère et constante pour empêcher les incendies ou leurs dévastations.

4. Ils feront au gouvernement, des rapports mensuels, attestés sous serment, indiquant, pour chaque mois, le montant des ventes de tous bois de construction, bois pour la fabrication des wagons de chemins de fer, bois et courbes pour navires, bardeaux, lattes, bois de chauffage, enfin de tout produit de ces coupes sous quelque forme que ce soit.

5. Ils paieront au gouvernement, outre le bonus par mille carré stipulé, une rente foncière annuelle de \$2 par mille carré, et un droit régalien de cinq pour cent sur leurs ventes mensuelles.

6. Ils ouvriront leurs livres au percepteur du revenu lorsqu'il voudra en faire l'examen, pour vérifier les rapports de leurs ventes mensuelles.

7. Ce permis sera sujet à résiliation pour violation d'aucune des conditions ci-dessus stipulées, ou pour rapports frauduleux, dont le gouvernement sera le seul juge, et dans ce cas la Couronne aura le droit d'annuler le permis et pourra disposer de nouveau des coupes désignées dans ce contrat en aucun temps pendant sa durée.

Les rapports mensuels stipulés dans l'article quatre ci-dessus devront être régulièrement faits par les locataires pendant tout le temps qu'ils alimenteront leurs scieries avec des arbres abattus sur le domaine public avant l'arpentage et le choix des coupes, et ils paieront le droit régalien de cinq pour cent, exigé par l'article cinq, sur toutes les ventes qu'ils feront.

Respectueusement soumis,

J. S. DENNIS, *arpenteur-général.*

A l'honorable Secrétaire d'Etat.

(*Mémoire.*)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, BUREAU DES TERRES FÉDÉRALES,

OTTAWA, 18 juin 1875.

Le soussigné a lu attentivement le rapport fait par Lachlan Kennedy, écrivain, A.T.F., sur l'arpentage qu'il a fait des îles et de certaines parties de la terre ferme au nord du lac des Bois.

Au sujet des coupes de bois de 60 milles carrés concédées à MM. Fuller et Cie, d'Hamilton, que M. Kennedy a reçu instruction d'arpenter l'année dernière, le soussigné partage l'opinion de cet arpenteur qui déclare qu'il ne serait pas dans l'intérêt du département de faire de nouvelles dépenses pour l'arpentage de ces coupes, et vu les faits et les circonstances, il prend respectueusement la liberté de recommander d'approuver les conseils de M. Kennedy, savoir: que tout ce qui reste de ces îles, ainsi qu'une certaine partie de la terre ferme, n'excédant pas dix milles, avec ces îles, soient comprises dans le bail de MM. Fuller et Cie, comme complément de leurs soixante milles carrés de coupes, avec l'entente que l'arpentage de ces dix milles additionnels sur la terre ferme accordés pour compléter les 60 milles sera entièrement aux frais des locataires.

Respectueusement soumis,

J. S. DENNIS, *arpenteur-général.*

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

**RAPPORT** d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 2 mars 1874.

Relativement à la lettre, datée le 1er décembre dernier, de R. Fuller et Cie., transmettant le bonus de \$900 sur les coupes de bois de soixante milles carrés, comprenant les îles situées dans la partie nord du lac des Bois, et demandant, maintenant que le titre des sauvages est éteint, que ces îles soient arpentées et que le bail en soit donné, tel que prévu dans l'arrêté du conseil rendu en leur faveur;

L'arpenteur-général des terres fédérales, dans son rapport du 26 février 1874 recommande qu'il soit autorisé de faire arpenter celles de ces îles qui pourraient con-

tenir du bois marchand, et qu'après l'achèvement de cet arpentage les requérants reçoivent un bail des îles qu'ils voudront choisir, jusqu'à concurrence de soixante milles carrés, mais qu'il soit cependant entendu :—

1. Que ce bail sera subordonné au consentement des sauvages dans le cas où les îles choisies se trouveraient comprises dans les parties mises à part comme réserves qui, d'après le traité, doivent être administrées par le gouvernement,

2. Qu'aussitôt que des communications par chemin de fer auront été ouvertes entre le lac des Bois et le Fort-Garry, le privilège provisoire dont ils jouissent de couper du bois sur la Grosse-Île-Noire, dans le lac Winnipeg, cessera, et

3. Que dans le cas où les îles choisies feraient partie des terres mises à part comme réserves, ainsi qu'il vient d'être dit, et dans le cas où ils ne pourraient obtenir le consentement des sauvages, alors les locataires auront le droit de choisir en leur lieu et place des coupes de bois d'une grandeur égale, ailleurs sur les terres fédérales, sauf ratification de ce choix par le ministre de l'Intérieur.

Sur la recommandation de l'honorable ministre de l'Intérieur, le comité conseille d'approuver le rapport de l'arpenteur général et d'agir en conséquence.

Pour copie conforme, W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'Administrateur du Gouvernement en Conseil le 22 juillet 1875.*

Relativement à une nouvelle requête de MM. Fuller et Cie., fabricants de bois du Manitoba, demandant l'émission d'un bail en leur faveur de 60 milles de coupes de bois, en vertu de l'arrêté du Conseil du 2 mars 1874 :

L'honorable ministre de l'Intérieur, dans un rapport du 30 juin 1875, dit qu'après un arpentage entrepris conformément à l'arrêté du Conseil, et qui a duré pendant plusieurs mois, mais qui a été discontinué à cause des frais qu'il entraînait, on a trouvé qu'il faudrait toutes les îles situées dans cette partie du lac des Bois au nord du chenal des bateaux à vapeur qui passe à l'angle nord-ouest, y compris celles de la baie du Poisson-Blanc, ainsi que dix-huit milles de plus sur la terre ferme, pour former les soixante milles de coupes, et que l'arpenteur Lachlan Kennedy suggère de faire le bail de cette manière pour tenir lieu de la coupe entière.

Que huit milles carrés sur les dix-huit mentionnés comme étant sur la terre ferme ont déjà été arpentés, et qu'il est suggéré que les dix-huit milles qui restent soient choisis et arpentés par les requérants à leurs propres frais, par un arpenteur que le département nommera.

Que la proposition qui précède ayant été soumise à MM. Fuller et Cie, ils l'ont acceptée, et le ministre recommande que le Conseil autorise l'octroi d'un bail à ces conditions.

Le ministre transmet le consentement écrit des sauvages du lac des Bois, par l'entremise de leurs chefs, à l'octroi du bail en faveur des requérants.

Le comité conseille de donner un bail tel que recommandé.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, greffier-adjoint.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 30 janvier 1873.*

Vu la requête de MM. Macaulay, Ginty et Sprague, demandant une coupe de bois sur ou près la rivière aux Roseaux, dans le territoire du Nord-Ouest, telle qu'indiquée sur un plan qu'ils fournissent :

L'honorable secrétaire d'Etat, dans un rapport en date du 24 janvier 1873, dit que vu les circonstances mentionnées dans ce rapport, il recommande d'accorder un permis pour la coupe qu'ils demandent (aussitôt qu'on en pourra faire l'arpentage) sa superficie ne devant pas dépasser 50 milles carrés; qu'une fabrique de portes et fenêtres soit mise en opération dans le cours du mois d'août prochain; que le bois de service soit vendu au moulin à un prix qui n'excèdera pas \$30 par mille pieds; que

le bonus soit de \$20 par mille carré, et qu'on se conforme à toutes les dispositions réglementaires prescrites par l'acte des terres fédérales, à l'exception de celle qui ont trait au bonus.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme, W. A. HIMSWORTH, G.C.P.  
A l'honorable Secrétaire d'Etat.

SECRETARIAT D'ÉTAT DU CANADA, 24 janvier 1873.

Le soussigné a l'honneur d'appeler l'attention de Son Excellence le Gouverneur-Général sur une lettre de MM. Macaulay, Ginty et Sprague, contenant une demande d'une coupe de bois sur ou dans le voisinage de la rivière aux Roseaux, dans le territoire du Nord-Ouest, indiquée sur un croquis ou plan qu'ils fournissent. Dans leur lettre, ils exposent qu'en janvier 1872, on a dit à M. Macaulay, dans une entrevue qu'il eut avec des membres du gouvernement, que s'il construisait une scierie dans le Manitoba, on lui concéderait une coupe de bois. Ils disent de plus qu'une scierie a été construite; qu'elle a coûté \$22,000; qu'elle peut débiter 50,000 pieds de bois par jour; que depuis qu'elle est en opération, ils ont été obligés d'aller chercher les billots aux États-Unis, parce qu'ils n'avaient pas accès aux terres fédérales, si ce n'est comme maraudeurs; que depuis la construction de leur scierie, le prix du bois a baissé de près de moitié de ce qu'il était auparavant, au grand avantage des colons; qu'ils ont intention d'y ajouter des machines pour une fabrique de portes et fenêtres, qu'ils espèrent avoir en opération vers le premier juillet prochain; que lorsqu'on leur a donné l'assurance qu'ils auraient une coupe de bois s'ils construisaient une scierie à Fort Garry, il n'y avait aucun acte du parlement ou aucun arrêté du conseil réglant l'octroi des permis de coupes; mais qu'ils sont prêts à se soumettre à toutes conditions raisonnables que le gouvernement jugera à propos de leur imposer; ils se disent prêts aussi à limiter le permis à cinquante mille carrés aussitôt qu'on pourra fixer par l'arpentage les bornes de la coupe indiquée sur le plan qu'ils fournissent.

Le soussigné en faisant rapport sur cette demande déclare qu'il a appris par d'autres personnes que les requérants qu'ils ont érigé à grands frais une excellente scierie et que pendant le peu de temps qu'elle a été en opération dans le cours de l'automne, elle a été d'un grand avantage pour les colons, en réduisant le prix du bois, malgré que les billots eussent été apportées des États-Unis, et il croit que si l'on pouvait se procurer ici des billots en assez grande quantité, le prix du bois serait encore réduit, ce qui est très-important pour les immigrants dans un pays où les matériaux de construction sont rares.

Les requérants ont raison de dire que des membres du gouvernement leur ont promis qu'on leur accorderait un permis de couper du bois s'ils construisaient une scierie dans le Manitoba, parce que vers le temps où cette promesse leur a été faite, un arrêté du conseil avait été rendu, accordant une coupe de bois à condition qu'il fût établi une scierie.

Dans ces circonstances, il recommande d'accorder un permis de couper du bois aussitôt qu'on pourra déterminer, au moyen de l'arpentage, les limites de cette coupe, dont la superficie ne devra pas dépasser cinquante milles carrés; qu'une fabrique de portes et fenêtres soit en opération dans le cours du mois d'août prochain; que le prix du bois à la scierie ne dépasse pas \$30 par mille pieds; que le bonus soit de \$15 par mille carré, ce qui est le prix fixé dans l'arrêté du conseil dont il vient d'être question, et qu'ils se conforment à tous les règlements concernant le bois contenus dans l'Acte des terres fédérales, excepté en ce qui a rapport au bonus.

Respectueusement soumis,

J. C. AIKINS.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 7 juillet 1873.

Vu les lettres de MM. Macaulay et Ginty, datées respectivement le 1er avril et le 14 mai derniers, représentant que sur examen des coupes de bois de la rivière aux

Roseaux, concédés par arrêté du conseil du 30 janvier dernier, il se trouve que, depuis que le tracé de la ligne de frontière internationale a été fait, presque tout le bois se trouve dans les Etats-Unis et que ce qui reste de notre côté de la ligne ne vaut pas la peine d'être coupé; et demandant l'autorisation de substituer à cette coupe d'autres terres situées sur la rivière Winnipeg;

L'honorable secrétaire d'Etat, dans un rapport daté le 23 juin 1873, dit, relativement à ces lettres et aux observations et recommandations de l'arpenteur-général sur le sujet, qu'il ne trouve aucune objection à ce que de nouvelles coupes de bois, de même étendue et situées aux endroits désignés, soient substituées à celles concédées par l'arrêté du conseil du 30 janvier dernier, et il recommande en conséquence à Votre Excellence de prendre en favorable considération la requête de MM. Macaulay et Ginty.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme, W. A. HIMSWORTH, G.P.C.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

SECRETARIAT D'ETAT, 23 juin 1873.

Relativement aux lettres de MM. Macaulay et Ginty, datées respectivement le 1er avril et le 14 mai derniers, représentant que sur examen de coupes de bois de la rivière aux Roseaux, concédées par un arrêté du conseil du 30 janvier dernier, il se trouve que depuis que le tracé de la ligne de frontière internationale a été fait, presque tout le bois se trouve dans les Etats-Unis et que ce qui reste de notre côté de la ligne ne vaut pas la peine d'être coupé, et demandant l'autorisation de substituer à cette coupe d'autres terres situées sur la rivière Winnipeg; et relativement aux observations et recommandations de l'arpenteur général sur le sujet, le soussigné a l'honneur de soumettre à Votre Excellence qu'il ne voit aucune objection à ce que de nouvelles coupes de bois de même étendue et situées aux endroits désignés soient substituées à celles concédées par l'arrêté du conseil du 30 janvier dernier, et il recommande en conséquence à Votre Excellence de prendre en favorable considération la requête de MM. Macaulay et Ginty.

Respectueusement soumis, J. C. AIKINS,

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 15 mai 1880.

Vu le mémoire, daté le 29 avril 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant la liste ci-jointe des coupes de bois situées dans le Nord-Ouest qu'il propose de concéder en vertu de permis annuels aux personnes dont les noms figurent sur cette liste :

Le ministre expose que cette concession aura pour but de faciliter aux colons des différents districts l'acquisition du bois de construction dont ils ont besoin, et aussi d'empêcher la coupe illicite des bois sur les terres fédérales, chose qu'il serait autrement difficile d'empêcher.

Ces permis seraient accordés en vertu du paragraphe 10 de la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879, et aux termes et conditions énoncés sur la formule des permis qui accompagne le mémoire.

Les personnes auxquelles on propose d'accorder des permis ont construit ou sont en voie de construire des scieries.

Il propose que les porteurs de permis paient une rente annuelle de cinq piastres par mille carré, et 5 p.c. (comme droit régalian) sur la vente des produits de leur exploitation.

Le ministre recommande ce projet à la favorable considération du conseil.

Le comité est d'avis que le projet ci-dessus soit adopté et qu'il y soit donné suite.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

Nom et adresse du requérant.	Coupe.
D. W. Cummings, Stratford, Ont....	Township 21, rang 23 ouest, et parties du township 22 et la moitié nord de 21, rang 24 ouest, situées à l'est de la crique de la Queue-d'Oiseau, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 48 milles carrés, ou 30,720 acres.
Joseph Sherman et John Pratt, Stratford, Ont.....	Township 22 et la moitié nord du township 21, rang 25 ouest, et les parties du township 22 et la moitié nord de 21, rang 24 ouest, situées à l'ouest de la crique de la Queue-d'Oiseau, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 80 milles carrés, ou 51,200 acres.
Donald Gunn, Lac Plat, Territoire du Nord-Ouest .....	Township 22, rang 23 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 32 milles carrés, ou 20,480 acres.
Alexander Cameron, Hallsford, Territoire du Nord-Ouest.....	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, township 20, rang 19 ouest. Sections 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 19 ouest. Etendue, 20 milles carrés, ou 12,800 acres.
Robert McIntosh, Rapid City, Territoire du Nord-Ouest.....	Townships 20 et 21, rang 21 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 64 milles carrés, ou 40,960 acres.
J. S. Armitage, Hallsford, Territoire du Nord-Ouest.....	Township 21, rang 22 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 32 milles carrés, ou 20,480 acres.
Edward Roberts, Winnipeg, Manitoba.....	Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 21 ouest. Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 22 ouest. Etendue, 14 milles carrés, ou 28,160 acres.
Albert Hudson et Cie, Portage La Prairie, Manitoba.....	Sections 10, 12, 13, 14, 23, 24, township 10, rang 16 ouest. Etendue, 6 milles carrés, ou 3,840 acres.
William Hardie, Winnipeg, Manitoba.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, township 10, rang 15 ouest. Etendue, 10 milles carrés, ou 6,400 acres.
R. Z. Rogers, Grafton, Ont .....	Sections 34, 36, 27, 25, township 7, rang 16 ouest. Sections 19, 20, 30, township 7, rang 15. Etendue, 7 milles carrés, ou 4,480 acres.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 5 juillet 1880.*

Vu le mémoire, daté le 25 juin 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que M. Joseph Whitehead, entrepreneur du chemin de fer du Pacifique, à qui l'on avait concédé un permis de coupe de bois, en vertu d'un arrêté du conseil du 25 juillet 1879, écrit maintenant que l'arpentage de cette coupe de bois démontre le fait que la quantité de bois qu'elle contient n'est pas suffisante pour lui permettre de construire une scierie, et demande de choisir à sa place une coupe située sur la rive est de la rivière de la Terre-Blanche, commençant à un point au sud et à quatre milles de distance de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, s'étendant de là vers le sud jusqu'à la route Dawson, ayant six milles de largeur à partir de la rivière de la Terre-Blanche jusqu'à la limite est, et environ seize milles de long du nord au sud, le permis devant être émis au nom de son fils, M. Charles Whitehead ;

Le ministre recommande d'accéder à cette requête, et qu'autorisation soit donnée d'émettre en conséquence un permis en faveur de M. Charles Whitehead, sujet aux mêmes conditions que celles mentionnées dans l'arrêté du conseil précité du 25 juillet 1879.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.P.C.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 27 décembre 1880.*

Vu le mémoire, daté le 29 novembre 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant qu'il soit fait droit à la requête de MM. Williams et Harrison, pour une coupe de bois sur la montagne de la Tortue, en leur accordant un permis de couper du bois dans les sections 1, 2, 3, 12 et 13 (cinq milles carrés), township 1, rang 19 ouest, ce permis devant porter comme condition le paiement d'une rente annuelle de \$10 par mille carré, et d'un droit régalian de 5 p. c. sur tous les produits de l'exploitation ;

Le ministre dit que les motifs allégués pour accorder une coupe de bois à MM. Williams et Harrison—sont que ces messieurs ont construit une scierie pouvant débiter cinq mille pieds de bois par jour, ce qui permettra aux colons de la montagne de la Tortue de se procurer tout le bois et le bardeau nécessaires à la construction de leurs maisons et dépendances.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 27 décembre 1880.*

Vu le rapport, daté le 1er décembre 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant que l'on accorde à M. John McBeth, de Winnipeg, un permis annuel de coupe de bois dans cette partie du township 23, rang 24 ouest, qui se trouve sur le côté est de la crique de la Queue d'Oiseau, aux termes et conditions auxquels ces permis ont jusqu'ici été accordés dans cette partie du Nord-Ouest, c'est-à-dire moyennant une rente de annuelle de \$5 par mille carré et un droit régalian de 5 p. c. sur tous les produits de son exploitation ;

Le ministre dit qu'il a été démontré que le requérant a construit un moulin, sur la crique de la Queue d'Oiseau, qui pourra fournir aux colons de ce district le bois qui leur est nécessaire.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 10 janvier 1881.*

Vu le mémoire, daté le 7 janvier 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant qu'il soit accordé à M. R. Z. Rogers, de Milford, T. du N.-O., un permis annuel de couper du bois dans la section 25 N.  $\frac{1}{2}$  et S. E.  $\frac{1}{4}$ , section 34, N. E.  $\frac{1}{4}$  27, dans le township 7, rang 16 ouest; section 32, N.  $\frac{1}{2}$  19, S.  $\frac{1}{2}$  30, township 7, rang 15 ouest; section 5, E.  $\frac{1}{2}$  6, N. O.  $\frac{1}{4}$  15, S. E.  $\frac{1}{4}$  22, township 8, rang 16 N.; section 7, township 8, rang 15 ouest; en tout 7 milles carrés. Ce permis devant être substitué à celui accordé par arrêté du conseil du 15 mai 1880;

Le ministre fait observer que les motifs de ce changement sont que la plus grande partie de la coupe adjudgée d'abord à M. Rogers n'avait presque pas de bois.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 10 janvier 1881.*

Vu le rapport, daté le 7 janvier 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant qu'il soit accordé à M. A. Watts, de Brantford, Ont., un permis annuel de coupe de bois dans les sections 1, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 15, 16, 17, 18, 20, et 22, dans le township 7, rang 9 ouest, (13 milles carrés); aussi, les sections 11, 12, 13 et 14 (4 milles carrés), dans le township 6, rang 11 ouest, et les sections 4, 6, 10 et 18, dans le township 6, rang 8 ouest (4 milles carrés), formant une étendue totale de 21 milles carrés; le dit permis devant être accordé moyennant une rente annuelle de \$5 par mille carré et un droit de 5 pour cent sur la vente des produits de la coupe;

Le ministre fait observer que M. Watts a construit un moulin à bardeau et à farine qui peut débiter 20,000 pieds de bois par jour—dans le township 6, rang 10 ouest.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 10 janvier 1881.*

Vu le rapport, daté le 5 janvier 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant qu'il soit accordé à M. David McFadden un permis annuel de coupe de bois dans les sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 (22 milles carrés), dans le township 19, rang 19 ouest, moyennant une rente annuelle de \$5 par mille carré, et un droit de 5 p. c. sur la vente de tous les produits de cette coupe;

Le ministre dit que la scierie et le moulin à raboter construits par M. McFadden à Odanah, sur la Petite Saskatchewan, T. du N.-O., seront sans doute d'un grand service aux colons, car ils pourront se procurer à ce moulin le bois, les portes, caïres, etc., nécessaires à la construction de leurs maisons et dépendances.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence la recommandation qui précède.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 28 février 1881.*

Vu le rapport daté le 21 février 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant d'accorder à M. Edward J. Musson un permis annuel de coupe de bois dans les sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36, dans le township 19, rang 22 ouest, territoires du Nord-Ouest, (22 milles carrés), moyennant une rente annuelle de \$5 par mille carré et le droit régalian de 5 pour cent sur la vente de tous les produits de cette coupe ;

Le ministre fait observer que la coupe ci-dessus décrite forme partie de celle pour laquelle un permis a été accordé à M. Edward Roberts, et laissée de côté dans le permis de cette année, à sa propre demande, parce qu'elle est située si loin de la Petite Saskatchewan, sur laquelle se trouve sa scierie, qu'il ne peut transporter des billots avec avantage ;

Que M. Musson exprime l'intention de construire une scierie et un moulin à farine sur la rivière du Chêne (qui passe à travers d'une partie de la coupe ci-dessus décrite) pour l'avantage des colons du lac de la Batture, qui aujourd'hui ne peuvent se procurer leur bois qu'aux scieries situées sur la Petite Saskatchewan ou sur la crique de la Queue-d'Oiseau, éloignées de 12 à 15 milles ;

Le ministre recommande en conséquence d'accorder un permis à condition que le requérant ait des moulins en opération dans cette localité comme il le propose, avant le 1er janvier 1882.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 28 février 1881.*

Vu le rapport, daté le 5 janvier 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant d'accorder à la compagnie de la Baie d'Hudson un permis annuel de coupe de bois dans le township 21, rang 22 ouest, à l'exception des sections réservées aux écoles et de l'espace réservé pour les chemins (32 milles carrés) ; et dans les sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 (22 milles carrés) dans le township 20, rang 19 ouest, moyennant une rente foncière annuelle de cinq piastres (\$5.00) par mille carré, et le droit régalian de 5 pour cent sur la vente de tous les produits ;

Le ministre fait observer que la compagnie de la Baie d'Hudson a construit une scierie, dans le voisinage de son poste de la montagne du Dauphin, qui sera très utile le printemps prochain pour subvenir à la grande demande de bois dans le district de la petite Saskatchewan.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

L'honorable ministre de l'Intérieur.



*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 28 février 1881.*

Vu le mémoire, daté le 22 février 1882, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant d'accorder à la compagnie de la Baie d'Hudson un permis annuel de coupe de bois dans les quarts nord-est des sections vingt-six, dans le township 19, rangs 19, 20 et 21 ouest du premier méridien principal des territoires du Nord-Ouest, moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle de \$5.00 et du droit régalién de 5 pour cent sur la vente de tous les produits de cette coupe :

Le ministre observe que les terres ci-dessus mentionnées ont été exclues dans les permis accordés dans les divers townships où elles sont situées, afin d'empêcher des conflits de s'élever entre les locataires des terres du gouvernement et la compagnie de la Baie d'Hudson, qui est propriétaire des autres parties de la section vingt-six.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 28 février 1881.*

Vu le mémoire, daté le 10 février 1881, de l'honorable ministre de l'Intérieur, sur les demandes de MM. Thos. L. Fox et Samuel Smith, de Windsor, Ont., pour obtenir des coupes de bois dans la montagne de la Tortue, territoires du Nord-Ouest :

Le ministre recommande d'accorder des permis aux requérants, qui sont tous deux sur le point de mettre des scieries en opération dans les sections suivantes :

*M. Fox.*

Sections 31, 32 et 33, township 1, rang 20 ouest ; sections 4, 5 et 6, township 2, rang 20 ouest.

Superficie, six milles carrés.

*M. Smith.*

Sections 34, 35 et 36, township 1, rang 21 ouest ; sections 1, 2 et 3, township 2, rang 21 ouest.

Superficie, six milles carrés.

Ces permis seront accordés moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle de \$10 par mille carré, et du droit régalién ordinaire de 5 pour cent sur la vente de les produits de ces coupes.

Le ministre dit qu'on se propose d'accorder ces permis dans le but de fournir des matériaux de construction aux colons du district de la montagne de la Tortue, et de donner à ces colons les moyens de se procurer du bois d'une manière légitime afin d'empêcher d'abattre des arbres en maraud et de gaspiller le bois sur les terres fédérales, ce qu'il serait autrement difficile d'empêcher.

Le ministre suggère en conséquence de n'accorder des permis qu'à condition que les requérants construisent des scieries et les mettent en opération dans ces localités, dans l'espace de douze mois à compter de cette date.

Le comité soumet les recommandation et suggestion qui précèdent à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT de l'honorable Conseil Privé, approuvé par l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur-général en conseil le 2 août 1881.*

Vu le mémoire, daté le 8 juillet 1881, de l'honorable ministre intérimaire de l'Intérieur, soumettant une demande de M. A. W. Ross, de Winnipeg, d'un permis

---

annuel de coupe de bois dans les townships 22 et 23 du rang 25 ouest, et dans cette partie du township 22, rang 24 ouest, située à l'ouest de la crique de la Queue-d'Oiseau :

Le ministre dit que les coupes de bois ci-dessus décrites forment partie de la coupe concédée à MM. Sherman et Pratt, le quinzième jour de mai 1880, pour laquelle un permis leur a été donné, et qu'elle a été subséquemment transférée par acte authentique, enregistré dans les livres du bureau des terres fédérales, à M. Ross, le requérant.

Lorsque cette concession a été faite, les coupes n'avaient pas été explorées; depuis que M. Ross les possède, il les a fait examiner et il a trouvé qu'une partie de la coupe, savoir : la moitié nord du township 21, rang 25 ouest, et cette partie de la moitié nord du township 21, rang 24 ouest, située à l'ouest de la crique de la Queue-d'Oiseau, ne contiennent presque pas de bois marchand, parce qu'il est plus propre aux fins agricoles qu'à faire du bois de construction; il demande en conséquence de substituer dans le nouveau permis qui lui sera accordé le township 23 du rang 25 ouest, aux parties du township 21 ci-dessus décrites.

Que vu ces faits, le ministre recommande d'accorder à M. Ross un permis annuel pour les townships 22 et 23 du rang 25 ouest, et pour cette partie du township 23, rang 24 ouest, qui est située à l'ouest de la crique de la Queue-d'Oiseau; ce permis devant être soumis aux conditions contenues dans le permis originaire accordé à MM. Sherman et Pratt; et de plus que le permis ne soit pas renouvelé après l'année 1882, à moins que le concessionnaire n'ait une scierie de la force mentionnée dans la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, en opération sur la coupe, dans le cours d'une année après la date du présent.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

## PERMIS CONCÉDÉS.

Numéro.	Date.	Nom.	Description.	Superficie en milles carrés.	Prix par année.	Souchetage réservé.	Durée du permis.	Permis annulés.	Arré- rages.	Arrêtés du Conseil.
1	1880. 16 juin....	Alexander Cameron, de Hallsford, T.N.O.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, dans le township 20, rang 19 O., et sections 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 19, rang 19 O.	20	100 00	Tout le bois 31 ayant moins de 10 pouces.	31 déc.			1880. 15 mai.
2	16 do .....	Donald Gunn et Cie, Lac de la Batture, T.N.O.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 22, rang 23 O....	32	160 00	do	31 do			15 do
3	28 do .....	Edward Roberts, de Winni- peg, Man., aubergiste.	Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 19, rang 21 O., et sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 19, rang 22 O.....	44	220 00	do	31 do			15 do
4	28 do .....	David Wesley Cummings, de Stratford, comté de Perth, Ont., marchand.	Township 21, rang 23 O., et les par- ties des townships 22 et la moitié N. de 21, rang 24 O., qui s'étendent à l'E. de la crique de la Queue d'Oiseau— sauf les sections ou parties des sec- tions 8 et 26 et 11 et 29, et toutes réserves de chemin.....	48	240 00	do	31 do			15 do
5	28 do .....	Joseph Samuel Armitage, Hallsford, T.N.O., meunier	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 21, rang 22 O....	32	160 00	do	31 do			15 do
6	28 do .....	Joseph Sherman, de Strat- ford, machiniste, et John Pratt, de Chatham, conf- seur.	Township 22 et la moitié N. de 21, rang 25 O., et ces parties du township 22 et la moitié N. de 21, rang 24 O., qui s'étendent à l'O. de la crique de la Queue d'Oiseau—sauf les sections ou parties des sections 8 et 26 et 11 et 29, et toutes réserves de chemin.....	80	400 00	do	31 déc.			15 do
7	28 do .....	William Hardie, de Winni- peg, gentilhomme.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, dans le township 16, rang 15 O.....	10	50 00	do	31 déc.			15 do

22

8	28 do .....	Albert Hudson, William Mitchell, James Byers, du Portage la Prairie, mar- chands de bois, Grafton, Ont.	Sections 10, 12, 13, 14, 23, 24, dans le township 10, rang 16 O.....	6	30 00	do	31 do			15 do
9	28 do .....	Robert Zachéus Rogers, de Grafton, Ont.	Sections 34, 36, 27, 25, dans le township 7, rang 16 O., et sections 19, 20, 30, dans le township 7, rang 15 O.....	7	35 00	do	31 do			15 do
10	28 do .....	Robert McIntosh, de Rapid City, médecin.	Township 20, rang 21 O., et township 21, rang 21 O.—à l'exception des sec- tions 6, 11, 26 et 29, et toutes résér- ves de chemins.....	64	64 00	do	31 do			15 do
1	1881. 17 janvier	Alexander Cameron, d'Oda- nah, T.N.O., fermier.	Située dans les montagnes du Dauphin, sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, township 20, rang 19 O., et sections 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 19, rang 19 O.....	20	100 00	do	1881. 31 déc.			15 do
2	7 juillet.	Donald Gunn, du Lac Piat, T.N.O., marchand de bois.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 22, rang 23 O....	32	160 00	do	31 do			15 do
22	janvier.	Edward Roberts, de Winni- peg, Manitoba, aubergiste.	Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 19, rang 21 O.....	22	110 00	do	31 do			15 do
4	17 do ...	David Wesley Cummings, de Stratford, Ont., comté de Perth, Ont., marchand.	Township 21, rang 23 O., et les parties du township 22, et la moitié nord de 21, rang 24 O., qui s'étendent à l'est du Crig; à la Queue d'Oiseau, excepté les sections ou parties des sections 8, 11, 26, 29, et toutes réserves de chemins.	48	240 00	do	31 do			15 do
5	17 do ...	Joseph Samuel Armitage et George McCulloch, de Minnedosa, T.N.W., marchands de bois.	Townships 19 et 20, rang 20 O., excepté les sections 8, 11, 26, et 29, dans chaque township, et toutes réserves pour chemins.....	64	320 00	do	31 do			15 do
9	22 do ...	Robert Zachéus Rogers, de Grafton, Ont., fermier et propriétaire de moulin.	Sections 25, moitié N. et le quart S. E. 34, et le quart N. E. 27, dans le town- ship 7, rang 16 O.; section 32, moitié N. 19, moitié S. 30, township 7, rang 15 O.; section 5, moitié E. de 6, et le quart N. O. 15, le quart S. E. 22, township 8, rang 16 O.; et section 7, dans le township 8, rang 15 O.....	7	35 00	do	31 do			1881. 10 janv.
11	26 do ...	Alfred Watts, de Brantford, Ont., marchand et meunier	Section 11, dans le township 6, rang 11 O.....	1	5 00	do	31 do			10 janv.
10	22 do ...	Robert McIntosh, de Rapid City, médecin.	Township 20, dans le rang 21 O., et township 21, dans le rang 21 O., ex- cepté les sections 8, 11, 26, et 29, et toutes réserves pour chemins.....	64	320 00	do	31 do			1880. 15 mai.

20 9 33

23

## PERMIS CONCÉDÉS.

Numéro.	Date.	Nom.	Description.	Superficie en milles carrés.	Prix par année.	Souchetage réservé.	Durée du permis.	Permis annués.	Arrê- rages.	Arrêtés du conseil.
12	1881. 22 janv. ....	Alfred Waits, de Brantford, Ont., marchand et meunier	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 15, 16, 17, 18, 20, 22, dans le township 7, rang 9 O.; sections 12, 13, 14, dans le township 6, rang 11 O.; et sections 4, 6, 10, 18, dans le township 6, rang 8 O.	20	100 00	Tout le bois ayant 31 déc. ... moins de 10 pouces.	31 do	Permis non accepté.	\$	1881. 10 janv. 1880. 27 déc. 1881. 10 janv. 1880. 27 déc.
13	17 do ...	John McBeth, de Winnipeg, Manitoba, marchand de bois	La partie du township 23, dans le rang 24 O., qui s'étend à l'est du Oriche de la Queue d'Oiseau.	36	180 00	do	31 do	do	do	do
14	22 do ...	David McEadden, d'Odanah, T.N.O., marchand de bois.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, dans le township 19, rang 19 O.	22	110 00	do	31 do	do	do	do
15	9 février.	Clarence Wood Williams, de Stratford, Ont., gentilhomme, et Matthew Harrison, de la Montagne à la Tortue, T. N.O., constr. de moulins.	Sections 1, 2, 3, 12 et 13, dans le township 1, rang 19 O.	5	50 00	do	31 do	do	do	do
16	1er avril.	Thomas L. Fox, de Selkirk, Manitoba, mécanicien.	Sections 31, 32, 33, dans le township 1, rang 20 O., et sections 4, 5, 6, township 2, rang 20 O.	6	60 00	do	31 do	do	do	1881. 28 fév.
17	1er do	Samuel Smith, de Windsor, comté d'Essex, Ont., marchand de bois.	Sections 34, 35, 36, dans le township 1, rang 21 O., et sections 1, 2, 3, dans le township 2, rang 21 O.	6	60 00	do	31 do	do	do	28 do
18	1er do	La compagnie de la Baie d'Hudson.	Sections 11 et 29, et toutes réserves de sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, dans le township 20, rang 19 O.; et le quart N.E. de la section 26, dans le township 19, rangs 19, 20, 21 O.	55	276 25	do	31 do	do	do	28 do
19	1er do	Samuel Cox, de Milton, comté de Halton, Ont., meunier.	Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36, dans le township 19, rang 22 O.	22	110 00	do	31 do	do	do	28 do à Musson.

20	1er do ...	Ruth Alicia Adams, administratrice de feu Josiah Adams, et Thomas Henry Schneider, Châtes aux Pins, Keewatin, marchand de bois.	Coupes de bois "comté Est" et comté "Ouest," situées sur la rivière Winnipeg, et arpentées par Alfred Guy Forrest, arpenteur fédéral.	72½	362 50	do	31 do	do	do	4 mars. 1880. 15 mai. Substit. de W. Hardie 15 mai.
21	1er do ...	James W. McKay, de Winnipeg, Man., avocat.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 12, dans le township 10, rang 15 O.	10	50 00	do	31 do	do	do	1881. 2 août. 1880. 5 juillet. Substitut de O. W. Whitehead.
22	1er do ...	William Mitchell et James Byers, du Portage la Prairie, marchands de bois.	Sections 10, 12, 13, 14, 23 et 24, dans le township 10, rang 16 O.	6	30 00	do	31 do	do	do	15 mai.
23	10 août ...	Arthur Wellington Ross, de Winnipeg, Man., avocat.	Township 22, rang 25 O., et la partie du township 23, rang 24 O., qui s'étend à l'ouest de la C. Queued'Oiseau, excepté les sections ou parties de sections 8, 25, 11 et 29, compagnie de la Baie d'Hudson et Terres des Écoles, respectivement; aussi, township 23, rang 25 O.	90	450 00	do	31 do	do	do	1881. 2 août. 1880. 5 juillet.
24	1er sept. ...	David Ross, du lac à la Crosse, Manitoba.	Les parties des townships 9 et 10, rang 12 E., qui s'étendent à l'est de la rivière Whitemouth.	55	275 00	do	31 do	do	do	1880. 5 juillet. Substitut de O. W. Whitehead.

## RÉPONSE

(306)

A une ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882 :—Arrêtés du conseil depuis le 1er janvier 1878, relativement aux squatters fixés sur des terres dans les territoires du Nord-Ouest.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
7 mars 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

---

---

## RÉPONSE

(30c)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 16 février 1882 :—  
Etat indiquant le nombre total de demandes pour loyers de terrains à pâturages, et le nombre total d'acres demandés à cette fin.

Le nombre de demandes et d'acres compris dans ces demandes, en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques promulgués de temps à autre par le ministère de l'intérieur.

Le nombre total des baux accordés ou consentis et le nombre total d'acres compris dans ces baux.

Le nombre de baux accordés ou consentis et le nombre total d'acres de terres compris dans ces baux, en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques promulgués de temps à autre par le ministère de l'intérieur.

Le nom et le domicile de chacune des personnes qui ont demandé à louer des terrains à pâturage ; le nom et le domicile de chaque locataire de ces terrains en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques promulgués de temps à autre par le département de l'intérieur, ainsi que le nombre d'acres loués, ou que l'on est convenu de louer à chacun, et le montant du loyer payé et payable par chacun.

Aussi, copie de toutes demandes et de toute correspondance y ayant rapport jusqu'à la date de l'état ; et un relevé, sous forme de tableau, donnant les renseignements demandés par l'état ci-dessus.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
11 mars 1882.

---

NOTE.—Ce rapport contient aussi l'information demandée par un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1882. *Vide* lettre du sous-ministre de l'intérieur, ci-jointe.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(30d)

A une ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 ;—demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et ceux d'Ontario et de Québec, au sujet du compte non liquidé de dépôt et d'amélioration des terres.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
2 mars 1882.

-----  
TRÉSORERIE, OTTAWA, 28 février 1882.

Réponse à une adresse à Son Excellence le gouverneur général, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et ceux d'Ontario et de Québec, au sujet du compte non liquidé de dépôt et d'amélioration des terres.

J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

Les documents suivants, régulièrement inventoriés comme ci-dessous, bien qu'ils ne traitent pas spécialement du compte de dépôt et d'amélioration des terres, constituent toute la correspondance que la trésorerie a échangée en vue d'un prochain règlement des comptes non liquidés et des réclamations non réglées entre les provinces du Canada, d'Ontario et de Québec et le gouvernement fédéral :

- (A.) J. M. Courtney, écr., à l'honorable S. C. Wood.
- (B.) L'honorable S. C. Wood à J. M. Courtney, écr.
- (C.) J. M. Courtney, écr., à l'honorable S. C. Wood et l'honorable J. G. Robertson.
- (D.) L'honorable S. C. Wood à J. M. Courtney, écr.
- (E.) L'honorable J. G. Robertson à J. M. Courtney, écr.
- (F.) J. M. Courtney, écr., à l'honorable J. G. Robertson.
- (G.) L'honorable J. G. Robertson à J. M. Courtney, écr.
- (H.) J. M. Courtney, écr., à l'honorable S. C. Wood,
- (I.) L'honorable S. C. Wood à J. M. Courtney, écr.
- (J.) L'honorable J. G. Robertson à J. M. Courtney, écr.

DÉPARTEMENT DES FINANCES, OTTAWA, 23 juin 1881.

MON CHER MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous demander s'il ne serait pas possible de prendre bientôt des mesures pour régler les différents comptes entre le gouvernement fédéral et les provinces de Québec et d'Ontario. Je suppose que la session de la législature de Québec sera bientôt terminée, et il serait désirable de commencer de suite ce règlement.

Votre dévoué,

J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

A l'honorable S. C. Wood, trésorier provincial, Toronto.

-----  
DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE, ONTARIO, TORONTO, 28 juillet 1881.

MON CHER MONSIEUR,—A mon retour de Prince-Arthur's Landing, j'ai trouvé votre lettre du 23 du courant (?) qui m'attendait.

30 d—1

Le retard que nous avons apporté depuis deux ou trois mois au travail du règlement des comptes entre la province et le Canada, a été causé en grande partie par la maladie dans ma famille. M. Mowat reviendra dans quelques semaines et alors des mesures actives seront prises en vue du règlement de ces comptes depuis si longtemps en suspens et de ces réclamations non réglées.

Votre dévoué,

S. C. WOOD.

A M. J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

MINISTÈRE DES FINANCES, 9 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de l'honorable ministre des finances de vous écrire au sujet des comptes non réglés entre le gouvernement fédéral, l'ancienne province du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et de vous informer que le département est prêt à examiner et à régler les comptes conjointement avec l'honorable trésorier de Québec et vous-même, lorsque la chose vous conviendra, et le plus tôt possible sera le mieux pour ce département.

Votre très dévoué,

J. M. COURTNEY.

A l'honorable S. C. Wood, M.P.P., Toronto,

Une lettre dans le même sens a été adressée à l'honorable trésorier provincial de Québec.

DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE D'ONTARIO, TORONTO, 14 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 du courant, dans laquelle vous dites que le ministère des finances d'Ottawa est prêt à examiner et régler les comptes conjointement avec l'honorable trésorier de Québec et moi-même lorsque la chose vous conviendra.

Je dois vous exprimer la grande satisfaction que votre lettre a donnée au gouvernement et à moi-même, et vous dire que je suis actuellement en correspondance avec l'honorable trésorier de Québec dans le but de fixer un jour aussi rapproché que possible pour une réunion préliminaire à Ottawa, et vous en recevrez communication en temps utile. J'espère qu'il ne surviendra aucun délai inutile, vu que nous désirons particulièrement régler le plus tôt possible les comptes entre les deux provinces et le gouvernement fédéral pour ce qui a rapport à Ontario.

Je suis, etc.,

S. C. WOOD, trésorier.

A M. J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances, Ottawa.

DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE, QUÉBEC, 15 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—Votre honorée du 9 du courant m'a été remise aujourd'hui.

Lorsque nous aurons expédié l'arriéré d'ouvrage, occasionné par l'absence du premier ministre, j'espère pouvoir me rendre à Ottawa pour m'occuper du règlement des comptes entre les gouvernements fédéral et locaux.

Votre dévoué,

J. G. ROBERTSON.

A M. J. M. COURTNEY, Ottawa.

MINISTÈRE DES FINANCES, OTTAWA, 21 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—J'ai reçu votre lettre du 15, et je suis très heureux d'apprendre que vous pourrez commencer l'examen des comptes, lorsque l'arriéré d'ouvrage



causé par l'absence de M. Chapleau aura été expédié. Je suis prêt à vous rencontrer lorsque vous le désirerez, et je laisserai tout de côté pour régler ces comptes.

Votre tout dévoué,

J. M. COURTNEY, sous ministre des finances.

A l'honorable J. G. ROBERTSON, Québec.

SHERBROOKE, P.Q., 26 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—Votre lettre du 21 m'est parvenue ici. La semaine dernière nous avons été si occupés par l'Exposition et les affaires de routine arriérées, que je n'ai pu consulter mes collègues au sujet de nos comptes.

Cette semaine, je suis obligé de rester chez moi parce que j'ai trois ou quatre expositions agricoles à visiter, et je ne pourrai me rendre à Québec qu'à la fin de la semaine, et alors je tâcherai de faire des arrangements pour une entrevue prochaine à Ottawa.

Votre dévoué,

J. G. ROBERTSON.

A M. J. M. COURTNEY, Ottawa.

MINISTÈRE DES FINANCES, OTTAWA, 21 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—M. Robertson m'écrit qu'il sera prêt à examiner les comptes de suite, lorsque l'arriéré d'ouvrage causé par l'absence de M. Chapleau aura été expédié. J'espère que ce sera presque immédiatement; quant à moi je me suis arrangé pour laisser toute autre affaire de côté, lorsque vous serez prêts tous les deux, afin de donner toute mon attention au règlement définitif de ces comptes. Je vous en prie, tâchons de commencer bientôt.

Votre tout dévoué,

J. M. COURTNEY.

A l'honorable S. C. WOOD, trésorier, Toronto.

DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE, ONTARIO, TORONTO, 27 septembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—Je m'empresse d'accuser réception de votre lettre du 21 courant. J'ai écrit à M. Robertson, il y a quelque temps, le priant de fixer une date prochaine pour l'entrevue préliminaire, et je suis très heureux d'apprendre que vous êtes décidé à laisser de côté toutes autres affaires, et maintenant j'ai l'espoir de régler bientôt d'une manière définitive les nombreuses questions pendantes entre cette province, celle de Québec et le gouvernement fédéral.

Je suis votre dévoué,

S. C. WOOD.

A M. J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE, QUÉBEC, 15 novembre 1881.

MON CHER MONSIEUR,—Je suis peiné de dire que je n'ai pu me rendre à Ottawa, pour le règlement des comptes.

L'auditeur et moi-même avons été assignés à comparaître devant la cour à Montréal pour le procès Sénécal-Laurier, et nous y sommes restés deux semaines, à l'époque que j'avais fixée pour me rendre à Ottawa; et maintenant voici nos élections générales qui approchent, et il faut que je m'en occupe. Je ne puis dire à quelle époque je pourrai m'occuper des affaires qui concernent les deux gouvernements.

J'écris simplement pour vous expliquer la position, car autrement vous pourriez supposer que j'ai complètement oublié cette affaire.

Je suis votre dévoué,

J. G. ROBERTSON.

A M. J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

---

---

## REPONSE

(30e)

A une ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 27 février 1882;—demandant rapport de la commission composée des juges Miller et Dubuc, et chargée, en vertu de l'acte du Manitoba, de faire rapport sur certaines réclamations pour des terres jalonnées.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
14 mars 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(30/)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 1er mars 1882;— demandant copie de tous permis octroyés pour la coupe du bois ou l'exploitation des mines dans les limites du territoire en contestation à l'ouest du méridien de l'extrémité orientale de l'île Hunter; aussi, copie de tous baux ou concessions d'emplacements de moulins ou autres pouvoirs d'eau; aussi, le nombre d'acres de terre concédés chaque année dans ce même territoire, jusqu'à date.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
14 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

*(Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, le tableau annexé à la réponse qui précède, est seul imprimé.)*

TABLEAU indiquant le nombre d'acres concédés en vertu d'un bail, avec indication de l'année de la concession.

1875.....Fuller et Cie .....	38,400 acres.
1876.....Stephen H. Fowler.....	64,000 “
1878.....W. J. Macaulay.....	48,000 “
1880.....W. J. Macaulay.....	16,000 “

### VENTE.

1881.....Keewatin Lumbering and Manufacturing Company.....	296 “
--	-------

### PERMIS D'OCCUPATION.

1881.....Keewatin Lumbering and Manufacturing Company....,	30 “
--	------

## RÉPONSE

(30g)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882 :—demandant un état faisant connaître la quantité et la situation des houillères, terrains miniers et à bois dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, vendus, loués, concédés, ou dont il a été autrement disposé depuis l'acquisition de cette région, jusqu'au premier jour de février 1882 ; à qui, quand et à quelles conditions on les a ainsi vendus, loués, concédés ou on en a autrement disposé, ainsi que copie de tous arrêtés du conseil et de tous règlements et ordres administratifs passés à ce sujet.

Par ordre

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat,*

Secrétariat d'Etat,

8 mars 1882.

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, le tableau, seul, annexé à cette réponse, est imprimé.]

### LISTE DES CONCESSIONS MINIÈRES.

NOMS.	NATURE DE LA CONCESSION.
J. G. McDonald.....	Permis d'exploiter une carrière à Selkirk.
Ross, Killam et Haggert.....	“ de laver le sable aurifère dans la Saskatchewan.
N. Robidoux.....	“ “ “ “
E. W. Smith.....	“ “ “ “
D. S. Curry.....	“ “ “ “
Joseph Williams.....	“ d'exploiter une carrière à Selkirk.
Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.....	“ “ “ “
J. et P. Lyons.....	“ “ “ “
Bowie et Higginson.....	Achat de l'île du Pemican.
Bannerman et Brown.....	Terrain minier, lac Winnipegosis.
R. T. Banks.....	Terrain houiller, rivière Souris.
H. S. Moore.....	Baie d'un terrain houiller, Saskatchewan.
Wm. Lethbridge.....	Vente d'un terrain houiller, rivières à l'Arc et du Ventre.
J. C. Aikins.....	Vente faite à M. Telfer, Pointe de la Pierre-à-Meule.
P. Mitchell.....	Terrain houiller, bail S $\frac{1}{2}$ , S. 15, T. 2, R. 8., O. 2 M.

## RÉPONSE

(30h)

A UN ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882;— pour copie de tous règlements émis de temps à autre par le département de l'intérieur concernant la vente et l'administration des terres publiques dans le Manitoba, le Kéwatin et le territoire du Nord-Ouest, et de tous règlements concernant l'administration et la vente des terrains miniers, houillers et à bois, au Manitoba, dans le Kéwatin et le territoire du Nord-Ouest, émis par le département de l'intérieur jusqu'à la date du présent ordre.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
27 mars 1882.

Secrétaire d'Etat.

### RÈGLEMENTS CONCERNANT LES TERRES FÉDÉRALES.

31	32	33	34	35	36
30	Terres des 29 écoles.	28	27	Terres de 26 la Cie de la B. d'H.	25
19	20	21	22	23	24
18	17	16	15	14	13
7	Terres de 8 la Cie de la B. d'H.	9	10	Terres des 11 écoles.	12
6	5	4	3	2	1

Diagramme indiquant la division d'un township en sections. Chaque section—un mille carré—est sub-divisée en quart de sections de 160 acres. Les sections ombrées de vert sont réservées pour les établissements concédés gratuitement (Free Grant Homesteads) et les préemptions qui s'y rattachent.

Les règlements qui suivent concernant la vente et la colonisation des terres fédérales dans la province du Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, seront, à

dater du 1er janvier 1882, substitués aux règlements maintenant en vigueur portant la date du 25 mai dernier.

1. Les terres arpentées dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest seront classées comme suit pour les fins des présents règlements :

Classe A.—Terres situées dans un rayon de vingt-quatre milles de l'un ou de l'autre côté de la ligne principale du chemin de fer Canadien du Pacifique ou de ses embranchements.

Classe B.—Terres situées dans un rayon de douze milles de l'un ou l'autre côté de tout chemin de fer projeté (autre que le chemin de fer Canadien du Pacifique) approuvé par un arrêté du conseil publié dans la *Gazette du Canada*.

Classe C.—Terres situées au sud de la voie principale du chemin de fer Canadien du Pacifique et non comprises dans les classes A ou B.

Classe D.—Toutes autres terres que celles comprises dans les classes A, B et C.

2. Les sections de nombre pair dans toutes les classes précédentes seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions.

a. Excepté dans la classe D, où elles pourront être affectées par des conventions de colonisation, tel que ci-après pourvu.

b. Excepté aux endroits où il sera nécessaire de fournir à même ces sections des lots à bois aux colons.

c. Excepté dans le cas où le ministre de l'Intérieur, sous l'autorité des actes concernant les terres fédérales, jugerait nécessaire de réserver certaines terres et de les vendre aux enchères, ou d'en disposer autrement suivant les instructions du gouverneur en conseil.

3. Les sections de nombre impair dans la classe A sont réservées pour la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

4. Les sections de nombre impair dans les classes B et C seront offertes en vente au prix de \$2.50 l'acre, payable lors de la vente.

a. Excepté dans les cas où il en aura été ou en sera autrement disposé par le gouverneur en conseil.

5. Les sections de nombre impair dans la classe D seront offertes en vente au prix de \$2.00 l'acre, payable lors de la vente.

a. Excepté dans les cas où il en aura été ou en sera autrement disposé par le gouverneur en conseil.

b. Excepté les terres affectées par les conventions de colonisation, tel que ci-après prévu.

6. Les personnes qui, après l'arpentage, mais avant la promulgation de l'arrêté du conseil du 9 octobre 1879, excluant les sections de nombre impair de l'inscription comme établissement (*homestead*), ont pris possession de certaines terres dans les sections de nombre impair, en y résidant et en les cultivant, obtiendront la permission, si elles continuent de les occuper, d'en faire une inscription comme établissement (*homestead*) et comme préemption, comme si ces sections étaient de nombre pair.

#### PRÉEMPTIONS.

7. Les prix pour les lots de préemption seront comme suit :—

Pour les terres dans les classes A, B et C, \$2.50 l'acre.

Pour les terres dans la classe D, \$2.00 l'acre.

Le paiement sera fait en un seul versement à l'expiration des trois années qui suivront la date de l'inscription ou aussitôt que le colon pourra, sous l'autorité des actes concernant les terres fédérales, obtenir des lettres patentes pour l'établissement (*homestead*) auquel appartient cette préemption.

#### COLONISATION.

#### PLAN NUMÉRO UN.

8. Des conventions pourront être faites avec un particulier ou une compagnie

(ci-après appelés la personne) pour la colonisation des étendues de terre aux conditions suivantes :—

a. La personne devra convaincre le gouvernement de sa bonne foi et de sa capacité de remplir les conditions contenues dans ces règlements.

b. La lisière de terre concédée à une personne sera dans la classe D.

9. Les sections de nombre impair comprises dans l'étendue pourront être vendues à la personne moyennant \$2.00 l'acre, payable un cinquième comptant lors de la signature du contrat, et la balance en quatre versements égaux, à dater de cet époque. La personne paiera aussi au gouvernement cinq centins par acre pour l'arpentage de la terre achevée par elle, et cette somme sera payable en quatre versements annuels égaux aux mêmes dates que les versements sur le prix d'achat. Un intérêt de six pour cent par année sera exigé sur tous les versements dont l'échéance est en souffrance.

a. La personne devra coloniser son étendue de terre dans les cinq ans qui suivront la date du contrat.

b. Cette colonisation consistera à établir deux colons sur les établissements (*homesteads*) sur chaque section de nombre pair, et aussi deux colons sur chaque section de nombre impair.

c. La personne pourra être garantie des avances faites aux colons sur les établissements (*homesteads*) suivant la 10<sup>e</sup> section de l'Acte 44 Vict., chap. 16—(L'acte passé en 1881 pour amender les actes concernant les terres fédérales.)

d. Les établissements (*homesteads*) de 160 acres seront la propriété du colon, et ce dernier aura le droit d'acheter le lot de préemption appartenant à son établissement (*homestead*) moyennant \$2.00 l'acre payables en une seule somme à l'expiration des trois années qui suivront la date de l'inscription, ou à telle date plus rapprochée que le dit colon pourra, en conformité des actes concernant les terres fédérales, obtenir des lettres patentes pour son établissement (*homestead*).

e. Lorsque le colon sur un établissement (*homestead*) ne prendra pas le lot de préemption auquel il a droit, il sera loisible à la personne, dans les trois mois qui suivront la perte de son droit par le colon, d'acheter ce lot au prix de \$2.00 l'acre, payable comptant lors de l'achat.

10. En considération de la colonisation opérée sur son étendue de terre de la manière indiquée dans le paragraphe b de l'article précédent, il sera accordé à la personne une remise de la moitié du prix d'achat original des sections de nombre impair comprises dans cette étendue.

a. Durant chacune des cinq années que durera le contrat, il sera fait une énumération des colons placés par la personne sur son étendue, en conformité du paragraphe b de l'article 9 de ces règlements, et pour chaque colon ainsi établi de bonne foi, une déduction de cent vingt piastres sera mise au crédit de la personne; mais le total de ces sommes ainsi déduites au crédit de la personne ne devra pas excéder celle de cent vingt piastres pour chaque colon établi sur la dite étendue de terre, en conformité du paragraphe ci-dessus mentionné, lors de la dernière énumération.

b. A l'expiration des cinq années il sera fait une énumération des colons établis de bonne foi sur l'étendue de terre, et s'il est constaté que ces derniers sont aussi nombreux et établis de la manière stipulée dans le paragraphe b de l'article 9 de ces règlements, une déduction nouvelle et finale de quarante piastres par colon sera mise au crédit de la personne, laquelle somme, une fois ajoutée à celles précédemment déduites, s'élèvera à la moitié du prix d'achat des sections de nombre impair et réduira le prix de ces dernières à une piastre l'acre. Mais s'il est constaté que le nombre total des colons exigé par ces règlements n'habite pas sur l'étendue de terre, ou qu'ils ne sont pas placés conformément au paragraphe b de l'article 9 de ces règlements, alors, pour chaque colon de moins que le nombre exigé ou établi autrement qu'en conformité du paragraphe précité, la personne perdra cent soixante-six piastres de déduction.

- c. Si en aucun temps durant l'existence du contrat la personne manque de remplir l'une des conditions de ce dernier, il sera loisible au Gouverneur en conseil d'annuler la vente du terrain acheté, et de traiter la personne comme il le jugera opportun suivant les circonstances.
- d. Pour avoir droit à la déduction, la personne devra fournir au ministre de l'Intérieur une preuve satisfaisante que l'étendue de terre a été colonisée suivant les exigences du paragraphe *b* de l'article 9 de ces règlements.

#### PLAN NUMÉRO DEUX.

11. En vue d'encourager la colonisation par les capitalistes qui désireraient cultiver de plus grandes fermes que celles qui peuvent être achetées aux endroits où les règlements exigent que chaque section compte deux colons (mais sans diminuer le nombre des colons exigé dans chaque township), des conventions peuvent être faites avec une compagnie ou un particulier (ci-après désignés sous le nom de la personne), pour la colonisation de l'étendue de terrain aux conditions suivantes :

- a. La personne devra convaincre le gouvernement de sa bonne foi et de sa capacité de remplir les conditions contenues dans ces règlements.
  - b. L'étendue de terre concédée à une personne sera dans la classe D.
  - c. Tout le terrain compris dans cette étendue peut être vendu à la personne moyennant deux piastres l'acre, payables comptant, lors de la signature du contrat. La personne paiera en même temps au gouvernement cinq centins par acre pour l'arpentage de la terre qu'elle achètera.
  - d. La personne devra, dans les cinq ans qui suivront le contrat, coloniser le township ou les townships compris dans son étendue de terre.
  - e. Cette colonisation consistera à placer soixante-quatre colons de bonne foi dans chaque township.
12. En considération de la colonisation faite sur l'étendue de terre de la manière énoncée dans le paragraphe *e* de l'article qui précède immédiatement, la personne obtiendra une déduction de la moitié du prix d'achat primitif.

- a. Durant chacune des cinq années que durera le contrat, il sera fait une énumération des colons établis par la personne sur son étendue de terre, conformément au paragraphe *e* de l'article 11 de ces règlements, et pour chaque colon de bonne foi ainsi trouvé sur la dite étendue de terre il sera fait une déduction de cent vingt piastres; mais le total des sommes ainsi déduites ne devra en aucun temps excéder cent vingt piastres pour chaque colon de bonne foi établi sur son étendue de terre, conformément au paragraphe ci-dessus cité, lors de la dernière énumération.
- b. A l'expiration des cinq années, il sera fait une énumération des colons de bonne foi établis par la personne sur son étendue de terre, et s'il est constaté qu'ils sont ainsi au nombre voulu et établis de la manière stipulée dans le paragraphe *e* de l'article 11 de ces règlements, il sera fait une nouvelle et dernière déduction de quarante piastres par colon, laquelle somme, une fois ajoutée à celles précédemment remises à la personne s'élèvera à la moitié du prix d'achat de l'étendue de terre et réduira ce dernier à une piastre par acre. Mais s'il est constaté que le nombre de colons exigé par ces règlements n'habite pas sur l'étendue de terre ou qu'ils n'ont pas été établis suivant les dispositions du paragraphe ci-dessus cité, alors, pour chaque colon de moins que le nombre voulu ou établi autrement que le paragraphe ci-dessus mentionné l'exige, la personne perdra le droit à une déduction de cent soixante piastres.
- c. Pour avoir droit à la déduction la personne devra convaincre le ministre de l'Intérieur que l'étendue de terre a été colonisée suivant les prescriptions du paragraphe *e* de l'article 11 de ces règlements.

#### AVIS OFFICIEL.

13. Le gouvernement devra donner avis dans la *Gazette du Canada* de toutes les conventions conclues pour la colonisation des étendues de terre sous l'opération des plans qui précèdent, afin que le public puisse respecter les droits des acheteurs.



## BOIS POUR LES COLONS.

14. Le ministre de l'Intérieur peut faire réserver toute section boisée de nombre pair ou impair pour fournir du bois aux colons des établissements (*homesteads*) ; et tout colon pourra, lorsque l'occasion s'en présentera, acheter un lot à bois n'excédant pas 20 acres, pour le prix de \$5.00 comptant l'acre.

15. Il sera loisible au ministre de l'Intérieur, en vertu des actes concernant les terres fédérales, d'accorder des licences pour couper du bois sur les terres dans les townships arpentés. Les terres sur lesquelles on aura permis de couper du bois sont par les présents réglemens exemptes de l'inscription comme établissements (*homesteads*) et préemption et de la vente.

## TERRES A PATURAGE.

16. Sous l'autorité de l'acte 44 Victoria, chap. 16, on pourra affermer des étendues de terre à pâturage aux conditions suivantes :

- a. Les baux seront pour un terme n'excédant pas vingt et un ans, et aucun d'eux ne devra comprendre plus de 100,000 acres.
- b. Dans un territoire arpenté, la terre comprise dans un bail sera désignée par townships et sections. Dans un territoire non-arpenté, la personne à qui on aura promis un bail devra, avant la signature du bail, faire arpenter l'étendue de terre à ses propres frais par un arpenteur fédéral sous la direction de l'arpenteur général ; et les plans et notes de cet arpentage seront déposés aux archives du département de l'intérieur.
- c. Le locataire devra payer une rente annuelle de \$10 pour chaque mille acres compris dans son bail et devra, dans les trois ans qui suivront la date du bail, placer sur la lisière de terre une tête de bétail pour chaque dix acres de terre compris dans le bail, et devra durant ce temps maintenir sur cette étendue de terre des bestiaux, dans la même proportion.
- d. Après avoir placé le nombre prescrit de bestiaux sur l'étendue de terre louée, le locataire pourra acheter des terres dans la région comprise dans le bail pour y établir une maison de ferme et un *corral*, moyennant le prix de \$2 par acre payable comptant.
- e. Le bail pourra être résilié si le locataire manque de se conformer aux conditions stipulées.

17. Si deux personnes ou plus sollicitent chacune un bail pour les mêmes terres à pâturage, des soumissions seront demandées, et le bail sera accordé à la personne offrant la plus haute prime en sus de la rente. Cette prime sera payable avant la signature du bail.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

18. Les paiements pour les terres pourront être faits en numéraire, en *scrip* ou certificats de primes militaires ou de police.

19. Les présents réglemens ne s'appliqueront pas aux terres qui ont quelque valeur comme emplacements de ville, ni aux terrains houillers ou autres terrains miniers, ni aux carrières de marbre ou de pierre, ni aux terres sur lesquelles se trouvent des pouvoirs d'eau ; ils n'affecteront pas, dans chaque township, les sections 11 et 29, qui sont des terres réservées pour les écoles publiques, ni les sections 8 et 26, qui sont des terres appartenant à la compagnie de la Baie d'Hudson.

Par ordre,

LINDSAY RUSSELL,

DEPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,

Arpenteur général.

OTTAWA, 23 décembre 1881.

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 25 mai 1881.

Vu que les circonstances ont fait voir la nécessité d'apporter certains changements au système suivi par le gouvernement dans l'administration des terres fédérales, avis public est par le présent donné que—

1. Les règlements du 14 octobre 1879 sont par le présent révoqués et remplacés par les règlements suivants, concernant la vente des terres propres à la culture:—

2. Les sections portant des numéros pairs situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, c'est-à-dire, dans un rayon de 24 milles de chaque côté de la ligne du dit chemin de fer, à l'exception de celles qui pourraient être réservées comme lots à bois pour les colons sur des terres de prairie dans la dite zone, ou dont le Gouverneur en conseil pourrait spécialement disposer—seront affectées exclusivement aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions. Les sections portant des numéros impairs dans les limites de cette zone sont des terres du chemin de fer Canadien du Pacifique, et ne peuvent être acquises que de la compagnie.

3. Les terres affectées aux préemptions dans les limites de cette zone de 24 milles de chaque côté du chemin de fer Canadien du Pacifique, inscrites jusqu'au 31e jour de décembre prochain inclusivement, seront vendues au taux de \$2.50 l'acre; quatre dixièmes du prix d'achat, portant intérêt au taux de six pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois ans à compter de la date de l'inscription, et la somme restante sera payée en six versements égaux annuels à compter de la même date, avec intérêt au taux susdit sur toute partie du prix d'achat qui restera impayée, en même temps que chaque versement de capital.

4. A compter du 31e jour de décembre prochain, le prix restera le même—c'est-à-dire \$2.50 l'acre—pour les préemptions dans cette zone, ou dans la zone correspondante de tout embranchement de ce chemin de fer, mais ce prix sera payé en une seule somme à l'expiration de trois ans, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement.

5. Les terres fédérales, appartenant au gouvernement, dans un rayon de 24 milles de toute ligne projetée de chemin de fer reconnue par le ministre des chemins de fer, et dont il aura donné avis dans la Gazette officielle comme étant une ligne projetée de chemin de fer, seront vendues aux prix et conditions ci-dessous:—Les terres dites de préemption seront vendues au même prix et aux mêmes conditions que ceux spécifiés dans le précédent paragraphe, et les sections impaires seront vendues à \$2.50 l'acre, comptant.

6. Dans tous les townships ouverts à la colonisation dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, les sections de nombre pair, à l'exception des cas prévus dans l'article deux de ces règlements, seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions, et les sections de nombre impair seront vendues comme terres publiques.

7. Les terres désignées comme terres publiques seront vendues à un prix uniforme de \$2 l'acre comptant, excepté dans certains cas spéciaux où le ministre de l'Intérieur,—en vertu des dispositions de l'article 4 de l'acte modifiant l'Acte des terres fédérales passé à la dernière session du parlement,—pourra retirer de la vente et de la colonisation ordinaires certaines terres propres à la culture lorsqu'il le jugera à propos et les offrir en vente à l'enchère publique au plus haut enchérisseur, et dans ce dernier cas, la mise à prix de ces terres sera de \$2 l'acre.

8. Les terres de préemption en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique seront vendues au prix uniforme de \$2 l'acre, payable en une seule somme à l'expiration de trois ans à compter de l'inscription, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement (*homestead*).

9. Les dispositions de l'article 7 ne s'appliqueront pas aux terres situées dans la province du Manitoba ou dans les territoires du Nord-Ouest au nord de la zone renfermant les terres du chemin de fer du Pacifique, où une personne étant légalement établie sur une section de nombre impair aura le privilège d'acheter une étendue de 320 acres de telle section, mais pas plus, au prix de \$1.25 l'acre, comptant; mais il

lui faudra avoir résidé réellement pendant trois ans sur cette terre avant d'obtenir des lettres patentes.

10. Les prix et conditions de paiement des sections de nombre impair et des préemptions, ci-dessus énoncés, ne s'appliqueront pas aux personnes qui se seront établies dans aucune des zones décrites dans les règlements du 14 octobre 1879,—rescindés par les présents,—mais qui n'ont pas obtenu d'inscriptions pour leurs terres, et qui pourront établir leur droit d'acheter ces sections de nombre impair ou ces préemptions, selon le cas, au prix et aux conditions fixés respectivement par les règlements.

#### BOIS POUR LES COLONS.

11. Dans les townships de prairie, le système de lots à bois sera continué,—savoir, les colons n'ayant pas de bois sur leurs terres, auront la permission d'acheter les lots à bois d'une étendue n'excédant pas 20 acres chacun, à un taux uniforme de \$5 l'acre, payable comptant.

12. Les dispositions du paragraphe immédiatement précédent s'appliqueront aussi aux colons sur les sections de prairie achetées de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans les cas où les seules terres à bois disponibles auraient été réparties sur des sections de nombre pair, pourvu que la compagnie du chemin de fer consente à agir dans le même sens lorsque le seul bois dans la localité se trouvera sur ses terres.

13. En vue de favoriser la colonisation en réduisant le prix des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder des licences de temps à autre, en vertu des dispositions de " l'Acte des terres fédérales," pour couper du bois marchand sur toutes ses terres situées dans des townships arpentés; et toute occupation ou vente de terres dans les limites de ces licences, seront alors sujettes à leur opération.

#### VENTES DE TERRES A DES PARTICULIERS OU A DES CORPORATIONS POUR DES FINS DE COLONISATION.

14. Chaque fois qu'une compagnie ou un particulier demande des terres pour les coloniser, et est disposé à dépenser des capitaux pour construire des moyens de communication entre ces terres et des endroits déjà colonisés, et que le gouvernement est convaincu que cette compagnie ou cet individu est de bonne foi et possède les moyens de mener cette entreprise à bonne fin, les sections de nombre impair des terres en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de la zone d'aucun de ses embranchements, pourront être vendues à cette compagnie ou à ce particulier, pour moitié prix, soit \$1 l'acre, comptant. Si les terres demandées se trouvaient situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, le même principe s'appliquera quant à une moitié de chaque section de nombre pair, c'est-à-dire une moitié de chaque section de nombre pair pourra être vendue à la compagnie ou au particulier au prix de \$1. 5 l'acre, payable comptant. La compagnie ou le particulier sera de plus protégé jusqu'au montant de \$500, portant intérêt au taux de six pour cent jusqu'à parfait paiement, dans le cas d'avances faites pour placer des familles sur des établissements, en vertu des dispositions de l'article 10 des amendements à l'Acte des terres fédérales précités.

15. Toute vente semblable se fera aux conditions absolues suivantes :

(a) Pour les terres situées en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier, selon le cas, devra, dans les trois ans qui suivront la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur chacune des sections impaires et aussi deux colons sur des établissements (*homesteads*) sur chacune des sections paires comprises dans le projet de colonisation.

(b) Si les terres demandées se trouvent situées en dedans de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier devra, dans les trois ans après la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur la moitié de chaque section paire achetée en vertu des dispositions du paragraphe 14 ci-dessus, et aussi un colon sur chacun des deux quarts de section restant disponibles pour des établissements dans cette section.

(c) Si les auteurs du projet font défaut de placer le nombre prescrit de colons, dans le délai fixé, le Gouverneur en conseil pourra résilier la vente et le privilège de colonisation, et reprendre possession des terres non colonisées, ou exiger le plein prix de \$2 l'acre, ou \$2.50 l'acre, selon le cas, pour ces terres, comme il sera jugé à propos.

(d) Qu'il soit bien compris que ceci ne s'applique qu'aux projets de colonisation des terres publiques par des immigrants de la Grande-Bretagne ou du continent européen.

#### TERRES A PATURAGE.

16. Le système énoncé plus bas s'appliquera aux demandes de terres pour des fins de pâturage, et avant de faire droit à aucune demande, le ministre de l'Intérieur s'assurera que le requérant est de bonne foi et possède les moyens de mener à bonne fin l'entreprise qui fait l'objet de la demande.

17. Le ministre de l'Intérieur pourra de temps à autre, suivant qu'il le trouvera convenable, offrir à bail les townships ou les parties de townships propres à des fins de pâturage, à une mise à prix qu'il fixera, et les vendre au plus haut enchérisseur — la prime pour ces baux sera payée comptant lors de la vente.

18. Ces baux seront pour un terme de vingt et un ans, et devront être en conformité des dispositions de l'article huit de l'amendement précité de l'Acte des terres fédérales, passé à la dernière session du parlement.

19. L'étendue comprise dans un bail sera toujours proportionnée à la quantité d'animaux qui y seront gardés, soit à raison de dix acres de terres pour chaque animal; si, toutefois, le locataire négligeait, dans les trois ans de la date du bail, de mettre le nombre voulu d'animaux sur la terre, ou si, subséquemment, il faisait défaut de garder un nombre d'animaux proportionné à l'étendue des terres affermées, le Gouverneur en conseil pourra résilier ce bail, ou en diminuer proportionnellement l'étendue.

20. En mettant le nombre voulu d'animaux dans les limites des terres affermées, le locataire acquiert le privilège d'acheter et de recevoir des lettres patentes pour une quantité de terre comprise dans ce bail pour y construire les bâtiments nécessaires, n'excédant pas cinq pour cent de l'étendue des terres affermées, laquelle ne devra, en aucun cas, excéder 100,000 acres.

21. La rente payable pour une terre affermée sera toujours au taux de \$10 par chaque mille acres qu'elle renfermera, et le prix de la terre qui pourra être achetée pour y établir les bâtiments pour les bestiaux mentionnés dans le paragraphe immédiatement précédent, sera de \$1.25 l'acre, payable comptant.

#### PAIEMENTS DES TERRES.

22. Les paiements pour des terres publiques ainsi que pour des préemptions pourront se faire soit en argent, soit en scrip, soit en certificats de primes militaires ou de police, au choix de l'acheteur.

23. Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux terres qui ont quelque valeur comme emplacements de ville, ni aux terrains houillers ou autres terrains miniers, ni aux carrières de marbre ou de pierre, ni aux terres sur lesquelles se trouveront des pouvoirs d'eau; elles n'affecteront pas, non plus, les sections 11 et 29 dans chaque township, qui sont des terres d'écoles publiques, ni les sections 8 et 26, qui sont des terres de la compagnie de la Baie d'Hudson.

J. S. DENNIS, député du ministre de l'Intérieur.

LINDSAY RUSSELL, arpenteur général.

RÈGLEMENTS concernant la vente de certaines terres publiques réservées pour les fins du chemin de fer Canadien du Pacifique.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 14 octobre 1879.

Avis public est par le présent donné que les dispositions suivantes, qui seront censées être applicables aux terres se trouvant dans la province du Manitoba et dans les territoires situés à l'est et au nord-ouest de cette province, sont substituées aux

règlements portant la date du 9 juillet dernier, et déterminant la manière de disposer des terres publiques situées dans un rayon de 110 milles (cent dix milles) de chaque côté de la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique, lesquels dits règlements sont par le présent annulés :—

1. “ Jusqu'à ce que l'étude ultérieure et finale du dit chemin de fer ait été faite à l'ouest de la rivière Rouge, et pour les fins de ces règlements, la voie du dit chemin de fer sera supposée se trouver sur la quatrième base en gagnant l'ouest jusqu'à l'intersection de la dite base avec la ligne qui se trouve entre les rangs 21 et 22, à l'ouest du premier méridien principal, pour de là se diriger en suivant une ligne directe jusqu'au confluent des rivières aux Coquilles (*Shell river*) et Assiniboine.

2. “ Les régions situées de chaque côté de la ligne sont respectivement divisées en zones, de la manière suivante :

“ (1) Une zone de cinq milles, de chaque côté du chemin, immédiatement en contact avec lui, sera appelée la zone A ;

“ (2) Une zone de quinze milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone A, sera appelée la zone B ;

“ (3) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone B, sera appelée la zone C ;

“ (4) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone C, sera appelée la zone D ; et

“ (5) Une zone de cinquante milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone D, sera appelée la zone E.

3. “ Les sections portant des numéros pairs dans chaque township qui se trouve dans les différentes zones ci-dessus décrites, seront affectées aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions, de 160 acres chacun, respectivement.

4. “ Les sections portant des numéros impairs dans chacun des dits townships sont fermées aux établissements (*homesteads*) ou préemptions et réservées et reconues comme terres du chemin de fer.

5. Les terres du chemin de fer situées dans les différentes zones seront vendues aux prix suivants : Dans la zone A, \$5 (cinq piastres) l'acre ; dans la zone B, \$4 (quatre piastres) l'acre ; dans la zone C, \$3 (trois piastres) l'acre ; dans la zone D, \$2 (deux piastres) l'acre ; dans la zone E, \$1 (une piastre) l'acre ; et les termes de vente seront comme suit :—Un dixième sera payable comptant, lors de l'achat, et la balance en neuf versements annuels égaux, avec intérêt au taux de six pour cent par année sur ce qui restera dû, payable en même temps que les versements.

6. “ Les terres affectées aux préemptions dans les différentes zones seront vendues aux conditions et aux prix suivants :—Dans les zones A, B et C, à \$2.50 (deux piastres et cinquante centins) l'acre ; dans la zone D, à \$2 (deux piastres) l'acre ; et dans la zone E, à \$1 (une piastre) l'acre. Les termes de vente seront comme suit :—Quatre dixièmes de la somme totale, et les intérêts de cette dernière au taux de six pour cent par an, devront être payés à l'expiration de trois années à partir de la date de l'inscription ; les autres six dixièmes devront être payés en six paiements annuels à partir de la dite date, avec intérêt au taux sus-mentionné sur telle balance du prix d'achat qui restera impayée, et sera payable en même temps que les versements.

7. “ Tous les paiements, soit pour les terres du chemin de fer, soit pour les préemptions, dans les différentes zones, seront faits en argent, et non avec des certificats (*scrips*) ou des mandats de primes militaires ou de police.

8. “ Tous les deniers reçus en paiement de terres préemptées formeront partie du fonds destiné au chemin de fer, de la même manière que les deniers reçus en paiement des terres du chemin de fer.

9. “ Ces dispositions auront un effet rétroactif, en ce qui concerne toutes les inscriptions de *homesteads* et de préemptions, ou en ce qui concerne les ventes de terres du chemin de fer, faites en vertu des règlements du 9 de juillet, lesquels sont par le présent annulés, et il sera tenu compte aux acheteurs de tous les paiements faits en sus et au-delà des prix par le présent stipulés.

10. “ L'ordre en conseil du 9 novembre 1877, concernant les terres entièrement affectées au chemin de fer dans la province du Manitoba, ayant été annulé, toutes les

personnes qui se sont établies de bonne foi sur les dites terres, en vertu du dit ordre en conseil, paieront, en vertu des présentes dispositions, pour les terres préemptées, le prix fixé dans chacune des zones. Lorsqu'une personne aura pris deux quarts de section, en vertu de tel ordre en conseil, elle pourra garder en vertu de ces dispositions, comme *homestead*, le quart de section sur lequel elle se sera établie, et comme préemption, l'autre quart de section,—que ce *homestead* et cette préemption se trouvent ou non sur une section portant un numéro pair. Tous les deniers payés par telle personne pour les terres qu'elle aura prises, en vertu du dit ordre en conseil, seront portés au crédit de sa préemption, en vertu des présentes dispositions. Quiconque aura pris un quart de section, en vertu de l'ordre en conseil mentionné, aura le privilège de le garder comme *homestead* et pourra prendre un autre quart de section comme préemption, l'argent déjà payé par lui devant être porté au crédit de telle préemption.

11. " Toutes les inscriptions pour des terres seront soumises aux dispositions suivantes relatives au droit de passage du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de n'importe quel autre chemin de fer de colonisation du gouvernement se reliant au dit chemin de fer :

a " Si le chemin de fer traverse une terre inscrite comme *homestead*, le gouvernement aura le droit de passage libre, de même qu'il pourra prendre gratuitement le terrain des stations là où elles seront jugées nécessaires.

b " Lorsque le chemin de fer traversera des terres préemptées ou des terres du chemin de fer, prises après la date des présentes, le gouvernement pourra prendre possession de telle partie du dit terrain qui sera nécessaire pour les stations ou les sablonnières, et le propriétaire pourra seulement réclamer le prix par lui payé au gouvernement pour tel terrain, à raison de tant de l'acre.

c " Si, après la localisation finale du chemin de fer à travers des terres non arpentées ou arpentées, mais non prises à cette époque, il se trouve que quelque personne occupe des terrains que l'intérêt public exige de garder, le gouvernement se réserve le droit de prendre possession des dits terrains en payant à l'occupant la valeur des améliorations par lui faites.

12. " Les réclamations provenant de l'occupation, après la date des présentes, d'un terrain non arpenté lors de l'inscription, et pouvant être compris dans les limites affectées par les règlements ci-dessus ou par leur application ultérieure à de nouveaux territoires, seront dorénavant réglées conformément aux conditions ci-dessus relatives aux terres qui se trouvent dans la zone particulière où cet établissement pourra être situé, sujet à l'opération du paragraphe c de la section 11 des présentes dispositions.

13. " Toutes les inscriptions faites après la date des présentes, pour des terres inoccupées dans les limites de l'agence de la Saskatchewan, seront considérées comme provisoires jusqu'à ce que le tracé de la ligne ait été fixé dans cette partie des terres, après quoi on disposera finalement de ces terres en vertu de ces règlements en tant qu'ils s'appliqueront à la zone particulière où se trouvent ces terres, sujet toutefois à l'opération du paragraphe c de la section 11 des présentes dispositions.

14. " En vue de favoriser la colonisation en réduisant le prix des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder des licences renouvelables chaque année, en vertu de la clause 52 de " l'Acte concernant les terres fédérales 1879," pour couper du bois marchand sur toutes les terres situées dans les diverses zones ci-dessus désignées, et toute occupation ou vente de terres dans les limites du territoire auquel s'appliquent ces licences, seront alors sujettes à l'opération de ces licences.

15. " Il est bien compris que les dispositions ci-dessus n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont les terres réservées aux écoles publiques, et les sections 8 et 26, qui sont des terres de la compagnie de la Baie d'Hudson.

" On pourra se procurer tous autres renseignements nécessaires en s'adressant au bureau des terres fédérales, à Ottawa, ou à l'agent des terres fédérales, à Winnipeg, ou à aucun des autres agents locaux dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest.

Par ordre du ministre de l'Intérieur.

J. S. DENNIS,

Sous-ministre de l'intérieur,

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que tous ceux qui demandent à acheter des terres affectées au chemin de fer dans les townships arpentés l'année dernière, après s'être ou non établis sur ces terres, auront à payer pour ces terres le prix qui leur est assigné lorsqu'elles sont mises entre les mains de l'agent chargé d'en disposer. Et attendu qu'il arrive très communément que des personnes se sont établies sur des terres non arpentées, avis est par le présent donné au public qu'après l'arpentage d'un township situé dans les limites d'une zone de terres affectées au chemin de fer, le gouvernement ne sera pas tenu de protéger dans leur possession ceux qui se seront établis sur ces terres, soit que celles-ci soient comprises dans des sections portant des numéros pairs ou impairs.

Le présent règlement sera en vigueur à dater du 1er mai 1880.

J. S. DENNIS,  
*Sous-ministre de l'Intérieur.*

LINDSAY RUSSELL, arpenteur-général.  
OTTAWA, 1er mai 1880.

## RÈGLEMENTS CONCERNANT LA VENTE DE CERTAINES TERRES PUBLIQUES RÉSERVÉES POUR LES FINS DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
OTTAWA, 9 juillet 1879.

" Avis public est par le présent donné que les règlements qui suivent sont publiés pour faire connaître de quelle manière il sera disposé des terres publiques comprises dans une étendue de 110 milles de chaque côté de la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique.

" 1. Jusqu'à ce que l'étude ultérieure et finale du dit chemin de fer ait été faite à l'ouest de la rivière Rouge, et pour les fins de ces règlements, la voie du dit chemin de fer sera supposée se trouver sur la quatrième base en gagnant à l'ouest jusqu'à l'intersection de la dite base avec la ligne qui se trouve entre les rangs 21 et 22, à l'ouest du premier méridien principal, pour de là se diriger en suivant une ligne directe jusqu'au confluent des rivières aux Coquilles (*Shell river*) et Assiniboine.

" 2. Les régions situées de chaque côté de la ligne seront respectivement divisées en zones de la manière suivante :

" (1) Une zone de cinq milles, de chaque côté du chemin, immédiatement en contact avec lui, sera appelée la zone A ;

" (2) Une zone de quinze milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone A, sera appelée la zone B ;

" (3) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone B, sera appelée la zone C ;

" (4) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone C, sera appelée la zone D ; et

" (5) Une zone de cinquante milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone D, sera appelée la zone E.

" 3. Les terres de la zone A ne seront aucunement sujettes au droit d'établissement gratuit et au droit de préemption, mais seront exclusivement réservées à la vente à six piastres l'acre.

" 4. Il sera disposé des terres de la zone B comme suit :—Les sections portant des numéros pairs seront affectées aux établissements et aux préemptions, et celles portant des numéros impairs seront considérées comme affectées au chemin de fer. Les concessions gratuites sur les sections de nombres pairs, s'étendant à quatre-vingts acres chaque, consisteront en moitiés Est des moitiés Est et en moitiés Ouest des moitiés Ouest de ces sections ; et les préemptions sur les sections de nombres pairs, s'étendant aussi à quatre-vingts acres, avoisinant telles concessions gratuites de quatre-vingts acres, consisteront en moitiés Ouest des moitiés Est, et en moitiés Est

des moitiés Ouest de ces sections, et seront mises en vente à raison de \$2.50 (deux piastres et cinquante cents) l'acre.

" Les terres affectées au chemin de fer étant des sections de nombres impairs comprises dans la zone, seront mises en vente à raison de cinq piastres l'acre.

" 5. Les sections de nombres pairs comprises dans la zone C seront mises de côté pour concessions gratuites et préemptions de quatre-vingts acres chaque, de la manière ci-dessus désignée; le prix des préemptions sera semblablement de \$2.50 (deux piastres et cinquante cents) l'acre; les terres du chemin de fer consisteront en sections de nombres impairs et seront traitées de la manière ci-dessus pourvue à propos des terres comprises dans la zone B, excepté que le prix en sera de \$3.50 (trois piastres et cinquante cents) l'acre.

" 6. Les sections de nombres pairs comprises dans la zone D seront aussi appropriées pour concessions gratuites et préemptions de quatre-vingts acres chaque, tel que pourvu pour les zones B et C, mais le prix des préemptions sera à raison de \$2 (deux piastres) l'acre. Les terres du chemin de fer consisteront, comme pour les zones B et C des sections de nombres impairs, et le prix en sera uniforme à raison de \$2 (deux piastres) l'acre.

" 7. Dans la zone E la description et l'étendue des concessions gratuites, des préemptions, et les terres du chemin de fer respectivement, seront comme ci-dessus, et les prix des préemptions et des terres du chemin de fer seront uniformes à raison de \$1 (une piastre) l'acre.

" 8. Les termes de vente des préemptions dans toutes les différentes zones B, C, D et E seront comme suit, savoir: Quatre dixièmes du prix de d'achat, avec l'intérêt de celui-ci, à raison de 6 pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois années depuis la concession; la balance sera payée en six versements annuels égaux, depuis et après la dite date, avec l'intérêt, au taux plus haut mentionné, sur telle balance du prix d'achat restant non acquittée, payable avec chaque versement.

" 9. Les termes de vente des terres du chemin de fer seront uniformément comme suit, savoir: Un dixième argent comptant au moment de l'achat; la balance en neuf versements annuels égaux, avec intérêt de six pour cent par année sur la balance du prix d'achat restant non acquittée, payable avec chaque versement. Tous paiements, soit pour préemptions ou pour terres affectées au chemin de fer, seront faits en argent comptant et non en *scrip* ou en certificats de prime.

" 10. Toutes les inscriptions pour des terres seront soumises aux dispositions suivantes relatives au droit de passage du chemin de fer canadien du Pacifique, ou de n'importe quel autre chemin de fer de colonisation du gouvernement se reliant au dit chemin de fer :

" a. Si le chemin de fer traverse une terre inscrite comme *homestead*, le gouvernement aura le droit de passage libre.

" b. Lorsque le chemin de fer traversera des terres préemptées ou des terres du chemin de fer, le propriétaire pourra seulement réclamer le prix par lui payé au gouvernement pour tel terrain, à raison de tant l'acre.

" 11. Les règlements ci-dessus seront en force le et après le premier jour d'août prochain, jusqu'auquel temps les dispositions de l'acte des terres fédérales continueront d'avoir effet sur les terres comprises dans les différentes zones mentionnées, excepté quant à ce qui a rapport aux zones A et B dans chacune desquelles, jusqu'à la dite date, les concessions gratuites de 160 acres chaque, seront permises, comme à présent, à l'exclusion de toutes autres.

" 12. Les réclamations provenant de l'occupation, après la date des présentes, d'un terrain non arpenté lors de l'inscription, et pouvant être compris dans les limites affectées par les règlements ci-dessus ou par leur application ultérieure à de nouveaux territoires, seront dorénavant réglées conformément aux conditions ci-dessus relatives aux terres qui se trouvent dans la zone particulière où cet établissement pourra être situé.

" 13. Toutes les inscriptions faites après la date des présentes, pour des terres inoccupées dans les limites de l'agence de la Saskatchewan, seront considérées comme provisoires jusqu'à ce que le tracé de la ligne ait été fixé dans cette partie des terri-



toires, après quoi on disposera finalement de ces terres en vertu de ces règlements en tant qu'ils s'appliqueront à la zone particulière où se trouvent ces terres.

" 14. Il est bien compris que les dispositions ci-dessus n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont des terres des écoles publiques, ou les sections 8 et 26, qui sont des terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

" Toutes autres informations nécessaires pourront être obtenues en s'adressant au bureau des Terres Fédérales, à Ottawa, ou à l'agent des terres fédérales, à Winnipeg, ou à tous autres agents locaux dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, qui sont en possession de cartes montrant les limites des diverses zones plus haut mentionnées ; un approvisionnement de ces cartes sera placé, aussitôt que possible, entre les mains des dits agents, qui seront chargés d'en faire une distribution générale."

Par ordre du ministre de l'Intérieur.

J. S. DENNIS,

Sous-ministre de l'intérieur.

LINDSAY RUSSELL, arpenteur général.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, OTTAWA, VENDREDI, 23 décembre 1881.

PRÉSENT :

*Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil.*

Il a plu à Son Excellence l'administrateur du gouvernement, sur la recommandation du ministre de l'Intérieur, ordonner, et il est par le présent ordonné que les règlements suivants, pour la vente et la colonisation des terres fédérales dans la province du Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, soient et ils sont par le présent adoptés.

Il a aussi plu à Son Excellence ordonner que ces règlements soient exécutoires à partir du 1er jour de janvier 1882, et substitués aux règlements approuvés par l'arrêté du conseil du 20e jour de mai 1881, qui sont par le présent révoqués.

J. O. COTE, G.C.P.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en conseil, le 1er novembre 1881.

Dans un rapport, daté le 27 octobre 1881, de l'honorable ministre de l'intérieur, soumettant de la part de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, une demande d'autorisation de couper des traverses et le bois nécessaire à la construction du chemin de fer dans le territoire situé entre la rivière de la Tête-Ouverte et la frontière ouest du territoire acquis des sauvages par l'ancien gouvernement du Canada, sous l'autorité du traité communément appelé " traité Robinson," sur une distance de 20 milles de profondeur de chaque côté de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Le ministre fait observer que la compagnie représente qu'elle éprouve des difficultés à se procurer le bois nécessaire pour la grande étendue de chemin de fer qu'elle se propose de terminer pendant la saison prochaine.

Le ministre recommande donc d'accorder à la compagnie un permis de prendre du bois pour les fins de construction de la ligne, sur toute terre appartenant au gouvernement fédéral comprise dans l'espace ci-haut décrit, sauf le paiement de droits par la compagnie sur chaque espèce de bois enlevé, aux taux fixés dans le tarif qui suit :—

Poteaux de clôture, 8 pieds. 6 pouces		
de longueur.....	chaque.	1 centin.
Poteaux de télégraphe, 22 pieds de		
longueur.....	"	5 "

Chaque pied linéaire en sus.....	chaque.	1 centin.
Traverses de chemin de fer, 8 pieds de longueur.....	“	3 “
Perches, 12 pieds de longueur.....	“	\$2.00 par M.
Jalons, 8 pieds .....	“	\$2.00 “
Bardeaux.....	“	60 “
Bois carré et billes de chêne, d'orme, de frêne, ou d'érable.....		\$3.00 par M. M. P.
Pin, épinette blanche et rouge, cèdre, et toute autre espèce de bois, à l'exception du tremble.....		\$2.50 “
Tremble .....		\$2.00 “

Tous autres produits de la forêt non-énumérés, 10 pour cent *ad valorem*.

Le comité approuve ce rapport et le soumet à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 10 octobre 1881.

Vu le rapport, en date du 27 septembre 1881, de l'honorable ministre de l'intérieur, exposant qu'il y a actuellement en vigueur des règlements distincts, pour l'octroi de permis de couper du bois dans le Manitoba, Kéwatin, le territoire du Nord-Ouest, promulgués pour quatre arrêtés du conseil, portant les dates suivantes : pour le Manitoba, 13 janvier 1873 et 17 janvier 1876 ; pour une partie de Kéwatin, 25 juin 1875, et pour le territoire du Nord-Ouest, 20 mars 1878, et que ces règlements ne s'accordent pas sous tous les rapports, — et suggérant que les règlements ci-joints, qui sont basés sur les premiers et sont, jusqu'à un certain point, une refonte de ceux contenus dans les arrêtés du conseil ci-dessus mentionnés, leur soient substitués.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence les suggestions qui précèdent.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, C. P. C.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

RÈGLEMENTS concernant la coupe du bois en vertu de permis dans le Manitoba, Kéwatin et le territoire du Nord-Ouest.

*Permis gratuit aux colons par droit d'établissement.*

Tout occupant d'un quart de section, possédé à titre d'établissement (*homestead*), sur lequel il n'y a pas de bois, pourra, sur demande, obtenir un permis pour couper toute quantité de bois de construction, perches de clôture, ou bois de chauffage, dont il pourra avoir besoin pour son propre usage sur son établissement, n'excédant pas les suivantes :

1,800 pieds linéaires de bois de construction, aucune bille ne devant avoir plus de 12 pouces au petit bout.

400 perches pour la toiture.

30 cordes de bois sec.

2,600 perches de clôture.

Si le bois est débité dans une scierie, le paiement du sciage ne devra pas se faire sous forme de péages, attendu que la quantité totale du bois de service tiré des billes doit être employée sur l'établissement du porteur du permis. Afin que les propriétaires de scieries puissent fournir une preuve satisfaisante que les billes ou le bois trouvé en leur possession ont été légalement coupés, ils devraient exiger des colons

qui apportent leur bois pour le faire débiter la preuve qu'il n'a pas été abattu sur les terres fédérales, ou qu'il a été abattu sous l'autorité d'un permis que le colon devrait exhiber, afin que son numéro, sa date et le nom du porteur puissent être pris en note par le propriétaire de la scierie ; ce dernier devrait aussi inscrire la quantité de bois qu'il a débité, pour sa propre protection, dans le cas où les agents du département exigeraient un état ou un rapport de ce bois.

Le requérant devra payer au bureau un honoraire de 50 centins avant de pouvoir obtenir un permis, mais aucun droit ne sera payé pour le bois de construction ou autre, coupé sous l'autorité de ce permis et conformément à ses conditions.

On n'accordera pas de permis gratuit aux colons dont les terres renferment une certaine quantité de bois, ou qui possèdent des lots boisés ou d'autres terres à bois.

*Permis soumis à des droits.*

Des permis pourront être accordés à ceux qui en feront la demande, les autorisant à couper du bois sur les terres fédérales inoccupées, sur paiement des droits ci-après spécifiés :

Bois de corde, par corde.....chaque.	25 centins.
Piquets, 8 pds. 6 pes de longueur.....	1 “
Poteaux de télégraphe, 22 pds. de long.	5 “
Chaque pied linéaire en sus.....	1 “
Traverses de chemin de fer, 8 pieds de longueur .....	3 “
Perches, 12 pieds de longueur.....	\$2.00 par M.
Jalons, 8 pieds “ .....	\$2.00 “
Bardeaux.....	60 “
Bois carré et billes de chêne, d'orme, de frêne, ou d'érable.....	\$3.00 par M.M.P.
Pin, épinette blanche et rouge, cèdre, et toute autre espèce de bois, à l'exception du tremble.....	\$2.50 “
Tremble.....	\$2.00 “

Tous autres produits de la forêt non-énumérés, 10 pour cent *ad valorem*.

Un honoraire de bureau de 50 centins sera exigé pour chaque permis.

Ceux qui délivrent des permis recevront du ministre des instructions au sujet de la quantité de bois pour laquelle ils pourront les accorder, de plus quelle partie des droits devra être déposée lors de la délivrance du permis, comme garantie de la part de ceux qui l'obtiennent.

Outre les droits ci-dessus spécifiés, on pourra exiger de ceux qui obtiennent ces permis de payer tous droits additionnels que le ministre jugera à propos de fixer pour couvrir leur part des dépenses que le département pourra faire pour l'arpentage ou autre démarcation des coupes, sur le terrain, dans les limites desquelles ces permis seront valides.

Les permis mentionneront que ceux qui les obtiennent devront se conformer aux termes, conditions et exigences mentionnées dans ces permis, et strictement borner leurs opérations dans les limites décrites dans le permis ; et toute infraction exposera le délinquant à toutes les punitions et amendes imposées par l'acte des terres fédérales à cet égard.

(Mémoire.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 18 mai 1881.

Le soussigné, ayant soigneusement examiné les changements faits dans les règlements concernant la vente des terres dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, et exigés par l'acte du chemin de fer Canadien du Pacifique, passé à la dernière session du parlement, a l'honneur de recommander à la favorable considération de Son Excellence le Gouverneur général en Conseil, que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les règlements suivants soient promulgués comme étant la ligne de conduite suivie par le gouvernement au sujet des terres fédérales, savoir :

1. Que les règlements du 14 octobre 1879 soient rescindés.

## RÈGLEMENTS CONCERNANT LA VENTE DES TERRES PROPRES A LA CULTURE.

2. Que les sections portant des numéros pairs situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, c'est-à-dire, dans un rayon de 24 milles de chaque côté de la ligne du dit chemin de fer, à l'exception de celles qui pourraient être réservées comme lots à bois pour les colons sur des terres de prairie dans la dite zone, ou dont le Gouverneur en conseil pourrait spécialement disposer—seront affectées exclusivement aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions.

3. Que les terres affectées aux préemptions dans les limites de cette zone de 24 milles de chaque côté du chemin de fer Canadien du Pacifique, inscrites jusqu'au 31e jour de décembre prochain inclusivement, seront vendues aux taux de \$2.50 l'acre; quatre dixièmes du prix d'achat, portant intérêt au taux de six pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois ans à compter de la date de l'inscription, et la somme restante sera payée en six versements égaux annuels à compter de la même date, avec intérêt au taux susdit sur toute partie du prix d'achat qui restera impayée, en même temps que chaque versement de capital.

4. Qu'à compter du 31e jour de décembre prochain, le prix restera le même—c'est-à-dire \$2.50 l'acre—pour les préemptions dans cette zone, ou dans la zone correspondante de tout embranchement de ce chemin de fer, mais ce prix se a payé en une seule somme à l'expiration de trois ans, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement.

5. Que les terres fédérales, appartenant au gouvernement, dans un rayon de 24 milles de toute ligne projetée de chemin de fer reconnue par le ministre des chemins de fer, et dont il aura donné avis dans la Gazette officielle comme étant une ligne projetée de chemin de fer, seront vendues aux prix et conditions ci-dessous:—Les terres dites de préemption seront vendues au même prix et aux mêmes conditions que ceux spécifiés dans le présent paragraphe, et les sections impaires seront vendues \$2.50 l'acre, comptant.

6. Que dans tous les townships ouverts à la colonisation dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, les sections de nombre pair, à l'exception des cas prévus dans l'article deux de ces règlements, seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions, et les sections de nombre impair seront vendues comme terres publiques.

7. Que les terres désignées comme terres publiques seront vendues à un prix uniforme de \$2 l'acre comptant, excepté dans certains cas spéciaux où le ministre de l'Intérieur,—en vertu des dispositions de l'article 4 de l'acte modifiant l'Acte des terres fédérales passé à la dernière session du parlement—pourra retirer de la vente et de la colonisation ordinaires certaines terres propres à la culture lorsqu'il le jugera à propos et les offrir en vente à l'enchère publique au plus haut enchérisseur, et dans ce dernier cas, la mise à prix de ces terres sera de \$2 l'acre.

8. Que les terres de préemption en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique seront vendues au prix uniforme de \$2 l'acre, payable en une seule somme à l'expiration de trois ans à compter de l'inscription, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement (*homesteads*).

9. Que les dispositions de l'article 6 ne s'appliqueront pas aux terres situées dans la province du Manitoba ou dans les territoires du Nord-Ouest au nord de la zone renfermant les terres du chemin de fer du Pacifique, où une personne étant réellement établie sur une section de nombre impair aura le privilège d'acheter une étendue de 320 acres de telle section, mais pas plus, au prix de \$1.25 l'acre, comptant; mais il lui faudra avoir résidé réellement pendant trois ans sur cette terre avant d'obtenir des lettres patentes.

10. Les prix et conditions de paiement des sections de nombre impair et des préemptions, ci-dessus énoncés, ne s'appliqueront pas aux personnes qui se seront établies dans aucune des zones décrites dans les règlements du 14 octobre 1879,—

rescindés par les présentes,—mais qui n'ont pas obtenu d'inscriptions pour leurs terres, et qui pourront établir leur droit d'acheter ces sections de nombre impair ou ces préemptions, selon le cas, au prix et aux conditions fixés respectivement par les dits réglemens.

### BOIS POUR LES COLONS.

11. Que dans les townships de prairie, le système de lots à bois sera continué,—savoir, les colons n'ayant pas de bois sur leurs terres auront la permission d'acheter des lots à bois d'une étendue n'excédant pas 20 acres chacun, à un taux uniforme de \$5 l'acre, payable comptant.

12. Que les dispositions du paragraphe immédiatement précédent s'appliqueront aussi aux colons sur les sections de prairie achetées de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans les cas où les seules terres à bois disponibles auraient été réparties sur des sections de nombre pair, pourvu que la compagnie du chemin de fer consente à agir dans le même sens lorsque le seul bois dans la localité se trouvera sur ses terres.

### VENTES DES TERRES A DES PARTICULIERS OU A DES CORPORATIONS POUR LES FINS DE COLONISATION.

13. Que chaque fois qu'une compagnie ou un particulier demande des terres pour les coloniser, et est disposé à dépenser des capitaux pour construire des moyens de communication entre ces terres et des endroits déjà colonisés, et que le gouvernement est convaincu que cette compagnie ou cet individu est de bonne foi et possède les moyens de mener cette entreprise à bonne fin, les sections de nombre impair des terres en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de la zone d'aucun de ses embranchements pourront être vendues à cette compagnie ou à ce particulier, pour moitié prix, soit \$1 l'acre, comptant. Si les terres demandées se trouvaient situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, le même principe s'appliquera à une moitié de chaque section de nombre pair, c'est-à-dire une moitié de chaque section de nombre pair pourra être vendue à la compagnie ou au particulier au prix de \$1.25 l'acre, payable comptant.

14. Toute vente semblable se fera aux conditions absolues suivantes :

(a). Pour les terres situées en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier, selon le cas, devra, dans les trois ans qui suivront la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur chacune des sections impaires et aussi deux colons sur des établissements (*homesteads*) sur chacune des sections paires comprises dans le projet de colonisation.

(b) Si les terres demandées se trouvent situées en dedans de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier devra, dans les trois ans après la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur la moitié de chaque section paire achetée en vertu des dispositions du paragraphe 12 ci-dessus, et aussi un colon sur chacun des deux quarts de section restant disponibles pour des établissements dans cette section.

(c) Si les auteurs du projet font défaut de placer le nombre prescrit de colons, dans le délai fixé, le Gouverneur en conseil pourra résilier la vente et le privilège de colonisation, et reprendre possession des terres non colonisées, ou exiger le plein prix de \$2 l'acre, ou \$2.50 l'acre, selon le cas, pour ces terres, comme il sera jugé à propos.

(d) Qu'il soit bien compris que ceci ne s'applique qu'aux projets de colonisation des terres publiques par des immigrants de la Grande-Bretagne et du continent européen.

### TERRES A PATURAGE.

15. Que le système énoncé plus bas s'appliquera aux demandes de terres pour des fins de pâturage, et avant de faire droit à aucune demande, le ministre de l'Intérieur s'assurera que le requérant est de bonne foi et possède les moyens de mener à bonne fin l'entreprise qui fait l'objet de la demande.

16. Que le ministre de l'Intérieur pourra de temps à autre suivant qu'il le trouvera

convenable, offrir à bail les townships ou les parties de townships propres à des fins de pâturage, à une mise à prix qu'il fixera, et les vendre au plus haut enchérisseur— la prime pour ces baux sera payée comptant lors de la vente.

17. Que ces baux seront pour un terme de vingt et un ans, et devront être en conformité des dispositions de l'article huit de l'amendement précité de l'Acte des terres fédérales, passé à la dernière session du parlement.

18. Que l'étendue comprise dans un bail sera toujours proportionnée à la quantité d'animaux qui y seront gardés, soit à raison de dix acres de terres pour chaque animal; si, toutefois, le locataire négligeait dans les trois ans de la date du bail, de mettre le nombre voulu d'animaux sur la terre, ou si, subséquemment, il faisait défaut de garder un nombre d'animaux proportionné à l'étendue des terres affermées. le Gouverneur en conseil pourra résilier ce bail, ou en diminuer proportionnellement l'étendue.

19. Qu'en mettant le nombre voulu d'animaux dans les limites des terres affermées, le locataire acquiert le privilège d'acheter et de recevoir des lettres patentes pour une quantité de terre comprise dans ce bail pour y construire les bâtiments nécessaires, n'excédant pas cinq pour cent de l'étendue des terres affermées, laquelle ne devra, en aucun cas, excéder 100,000 acres.

20. Que la rente payable pour une terre affermée sera toujours au taux de \$10 par année par chaque mille acres qu'elle renfermera, et le prix de la terre qui pourra être achetée pour y établir les bâtiments pour les bestiaux mentionnés dans le paragraphe immédiatement précédent, sera de \$1.25 l'acre, payable comptant.

21. Le ministre de l'Intérieur aura la faculté d'accorder des baux aux conditions qui précèdent, sans mettre aux enchères les différentes terres demandées, aux diverses personnes auxquelles des promesses ont été faites à cet effet, et dont les noms sont inscrits dans un certain rapport du sous-ministre de l'Intérieur, en date du 9 mai 1881, au sujet des terres à pâturage.

#### PAIEMENT DES TERRES.

22. Que les paiements pour les terres publiques, ainsi que pour les préemptions, pourront se faire soit en argent, soit en *scrip*, soit en certificats de primes militaires ou de police, au choix des acheteurs.

#### EMPLOI DE L'ARGENT.

23. Que toutes les sommes d'argent quelconques, reçues en paiement de terres dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest seront versées à la caisse du receveur-général au crédit des terres fédérales, pour créer et former un fonds pour rembourser au gouvernement les avances qu'il aura faites à l'occasion de la construction du chemin de fer du Pacifique.

24. Dans le but d'encourager la colonisation en rendant moins dispendieux le coût des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder de temps à autre des baux ou permis, suivant le cas, en conformité des dispositions de l'"Acte des terres fédérales," pour couper du bois marchand sur aucune des terres qui lui appartiennent; et l'établissement ou la vente des terres, dans les limites du territoire compris dans ce permis, sera pendant ce temps sujet à l'opération de ces baux ou permis.

25. On comprendra naturellement que les dispositions qui précèdent n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont des terres réservées aux écoles publiques, ni les sections 8 et 26 qui sont des terres appartenant à la compagnie de la Baie d'Hudson.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD.  
Ministre de l'Intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 27 octobre 1880.*

Vu le rapport, daté du 25 octobre 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que l'augmentation de l'arpentage des townships et celle de la colonisation dans les territoires du Nord-Ouest, dans la partie occidentale de la province du Manitoba, rendent nécessaire la création de nouveaux moyens d'enregistrement des titres et autres instruments ayant rapport à la propriété foncière, et par lequel il recommande la création, sous l'autorité de la 43e Vic., ch. 25, section 64, de quatre nouveaux districts d'enregistrement, respectivement décrits et désignés comme suit :

1. LE DISTRICT DE LA MONTAGNE DE LA TORTUE.

Comprenant les townships 1 à 10, tous deux inclusivement, et situés entre la ligne ouest de la province du Manitoba et le 2me principal méridien.

2. LE DISTRICT DE LA PETITE SASKATCHEWAN.

Comprenant les townships 11 à 22, tous deux inclusivement, situés entre la ligne de division des rangs 12 et 13 ouest du 1er principal méridien et le 2me principal méridien ; aussi tous les townships 18 à 22, tous deux inclusivement, situés entre la dite ligne de division des rangs 12 et 13, ouest du premier principal méridien et la rive occidentale du lac Manitoba.

3. LE DISTRICT DES COLLINES DU TONDRE.

Comprenant les townships situés entre les 5me et 10me bases, et se prolongeant vers l'ouest à partir du 2me principal méridien, jusqu'au et y compris le 20me rang ouest du principal méridien.

4. LE DISTRICT DE PRINCE ALBERT.

Comprenant les townships 37 à 50, tous deux inclusivement, et étant borné à l'est par la ligne entre les 16me et 17me rangs à l'ouest du 2me principal méridien, et à l'ouest par la ligne entre les 4me et 5me rangs à l'ouest du 3me principal méridien.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en conseil le 23 juin 1880.*

Vu le mémoire, daté le 15 juin 1880, de l'honorable ministre de l'intérieur, énonçant que des demandes de coupes de bois ont été reçues les 20 septembre, 31 décembre et 3 janvier derniers, de MM. John Shields, John Haggart, Peter McLaren et Thomas Nicol, et recommandant que 50 milles carrés, sur la rivière aux Coquilles, entre la Montagne du Canard et la rivière Assiniboine, désignés dans le dit mémoire comme étendue no. 1, soient accordés aux requérants, le bail devant être fait au nom de Peter McLaren, de la ville de Perth, province de l'Ontario ;

Aussi, que 50 milles sur la rivière Fairford ou Petite Saskatchewan, décharge du lac Manitoba, à quelque point entre les lacs Manitoba et Winnipeg, désignés dans le dit mémoire comme étendue no. 2, soient accordés aux requérants, le bail devant être fait au nom de Thomas Nicol, de la dite ville de Perth.

Dans le cours d'une année, les requérants devront fournir au département de l'intérieur un rapport d'arpentage, par tenants et aboutissants, avec plan, description et carnet de notes, faits par un arpenteur fédéral de ces étendues, dont chacune devra être un seul bloc de 50 milles carrés. Le bonus devra être payé lors de l'acceptation de l'arpentage et de la délivrance du permis. Dans l'intervalle les requérants pourront construire leur scierie dans les limites de l'une ou l'autre de ces étendues et com-

mencer à faire du bois de service, sur lequel ils devront payer les droits établis sur la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879, ainsi qu'un bonus annuel, lors de l'octroi du permis, de \$20 par mille carré pour la coupe de bois qu'ils exploiteront et dans laquelle ils auront établi leur scierie.

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence les recommandations ci-dessus, les permis étant renouvelables d'année en année.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 12 juin 1880.*

Vu le mémoire en date du 8 juin 1880, de l'honorable ministre de l'intérieur, soumettant à l'examen du conseil l'opportunité de prescrire que le bois de corde coupé par ordre du département des chemins de fer et canaux, pour les besoins du chemin de fer Canadien du Pacifique, soit exempté du paiement des droits au gouvernement, mais que le bois coupé par des particuliers pour le vendre au chemin de fer soit soumis au paiement des droits ordinaires fixés par l'arrêté du conseil, ces droits consistant actuellement en un droit régalien de 25 centins par corde, et si c'est du bois mou, de 15 centins par corde;

Le ministre expose que les officiers des bois de la Couronne représentent que beaucoup de gens prétendent couper du bois pour l'usage du chemin de fer, et qu'ils n'ont aucun moyen de contrôler leurs déclarations, et il suggère en conséquence que les autorités du chemin de fer soient invitées à fournir à ce département un état trimestriel indiquant la quantité de bois achetée, le nom du vendeur et le prix payé: de plus, afin de contrôler les rapports du bois de service, carré et en grume, et du bois de chauffage, soumis au paiement de droits à la Couronne, de fournir un état trimestriel des divers produits de la forêt transportés par les trains du chemin de fer Canadien du Pacifique, avec les noms des consignateurs et des consignataires.

Le comité soumet les recommandations qui précèdent à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G. C. P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en conseil le 15 mars 1880.*

Vu le mémoire daté le 29 avril 1880, de l'honorable ministre de l'intérieur, soumettant la liste ci-jointe des coupes de bois situées dans le Nord-Ouest qu'il propose de concéder en vertu de permis annuels aux personnes dont les noms figurent sur cette liste:

Le ministre expose que cette concession aura pour but de faciliter aux colons des différents districts l'acquisition du bois de construction dont ils ont besoin, et aussi d'empêcher la coupe illicite des bois sur les terres fédérales, chose qu'il serait autrement difficile d'empêcher.

Ces permis seraient accordés en vertu du paragraphe 10 de la clause 52 de l'Acte des terres fédérales, 1879, et aux termes et conditions énoncés sur la formule des permis qui accompagne le mémoire.

Les personnes auxquelles on propose d'accorder des permis ont construit ou sont en voie de construire des scieries.

Il propose que les porteurs de permis paient une rente annuelle de cinq piastres par mille carré, et 5 p. c. (comme droit régalien) sur la vente des produits de leur exploitation.

Le ministre recommande ce projet à la favorable considération du comité.

Le comité est d'avis que le projet ci-dessus soit adopté et qu'il y soit donné suite.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.



RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 5 juillet 1880.

Nom et adresse du requérant.	Coupe.
D. W. Cummings, Stratford, Ont....	Township 21, rang 23 ouest, et parties du township 22 et la moitié nord de 21, rang 24 ouest, situées à l'est de la crique de la Queue-d'Oiseau, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 48 milles carrés, ou 30,720 acres.
Joseph Sherman et John Pratt, Stratford, Ont.....	Township 22 et la moitié nord du township 21, rang 25 ouest, et les parties du township 22 et la moitié nord de 21, rang 24 ouest, situées à l'ouest de la crique de la Queue-d'Oiseau, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 80 milles carrés, ou 51,200 acres.
Donald Gunn, Lac Plat, Territoire du Nord-Ouest .....	Township 22, rang 23 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 32 milles carrés, ou 20,480 acres.
Alexander Cameron, Hallsford, Territoire du Nord-Ouest.....	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, township 20, rang 19 ouest. Sections 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 19 ouest. Etendue, 20 milles carrés, ou 12,800 acres.
Robert McIntosh, Rapid City, Territoire du Nord-Ouest.....	Townships 20 et 21, rang 21 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 64 milles carrés, ou 40,960 acres.
J. S. Armitage, Hallsford, Territoire du Nord-Ouest.....	Township 21, rang 22 ouest, moins les terres des écoles et de la compagnie de la Baie d'Hudson, et toutes les réserves de chemin. Etendue, 32 milles carrés, ou 20,480 acres.
Edward Roberts, Winnipeg, Manitoba.....	Sections 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 21 ouest. Sections 15, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, township 19, rang 22 ouest. Etendue, 14 milles carrés, ou 28,160 acres.
Albert Hudson et Cie, Portage La Prairie, Manitoba.....	Sections 10, 12, 13, 14, 23, 24, township 10, rang 16 ouest. Etendue, 6 milles carrés, ou 3,840 acres.
William Hardie, Winnipeg, Manitoba.	Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, township 10, rang 15 ouest. Etendue, 10 milles carrés, ou 6,400 acres.
R. Z. Rogers, Grafton, Ont .....	Sections 34, 36, 27, 25, township 7, rang 16 ouest. Sections 19, 20, 30, township 7, rang 15. Etendue, 7 milles carrés, ou 4,480 acres.

**RAPPORT** d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 14 avril 1880.

Vu le mémoire, en date du 13 avril 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant certains changements dans le bureau des terres à Winnipeg et dans les agences, et l'ouverture de deux nouveaux bureaux.

Le comité conseille d'approuver ce mémoire et de lui donner effet.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

L'honorable ministre de l'intérieur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 13 avril 1880.

**MÉMOIRE** :—

Au sujet du remaniement des bureaux actuels des terres et de l'établissement de nouveaux bureaux dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, le soussigné a l'honneur de soumettre les vues suivantes à la considération du conseil.

La carte ci-jointe indique la position et la forme recommandées pour chaque district territorial.

Les bornes des différents districts sont marquées en rouge, et l'endroit où se trouve le bureau dans chaque district est indiqué par une étoile rouge.

Pour les deux nouvelles agences à l'ouest, on suggère les noms de "Birtle" et de "Montagne de la Tortue," et pour l'agence centrale celui de "Gladstone," qui est le nom de l'endroit où, pour le présent, il serait le plus avantageux de placer le bureau.

Si l'on en juge par l'attention soutenue que l'on porte aux terres du district de la Montagne de la Tortue, et par l'intérêt que l'on y prend, ainsi que l'indiquent les nombreuses demandes pour l'achat de vastes étendues de terres dans le voisinage, il est évident qu'au début au moins il sera nécessaire d'envoyer notre officier le plus expérimenté pour y surveiller les affaires.

Il faudra dans ce bureau, pour expédier les affaires de routine d'une manière systématique, et pour tenir à jour la forte somme d'ouvrage régulier du bureau, deux commis, dont l'un sera en définitive placé à la tête du bureau et l'autre lui servira d'aide.

Il est donc proposé de donner instruction à M. Codd, l'agent actuel à Winnipeg, de se rendre à la Montagne de la Tortue, d'y ouvrir l'agence, en amenant avec lui de son bureau MM. Newcomb et Wood, et d'y rester comme surveillant pendant la majeure partie de l'été, jusqu'à ce que la grande foule des colons soit un peu diminuée, et qu'il puisse laisser l'ouvrage du bureau en bonne voie, aux soins de M. Newcomb, en qualité d'agent local, ayant pour assistant M. Wood.

Il en sera de même, jusqu'à un certain point, dans le district de "Birtle". Pour faire face aux affaires, on recommande d'envoyer M. Belch, l'aide de M. Codd à Winnipeg, prendre la direction de l'agence de "Birtle," en lui donnant comme aide M. R. H. Hunter, aussi du bureau de Winnipeg.

Les rapports reçus dernièrement de l'agence du Portage La Prairie indiquent qu'il y aura si peu d'affaires dans ce voisinage immédiat que ce bureau pourrait être avantageusement réuni à celui de "Gladstone" dont la direction pourrait être confiée à M. J. Graham, actuellement dans le bureau de Winnipeg, à qui l'on donnerait comme assistant M. Sutherland, l'un des jeunes commis actuels de ce même bureau.

M. Mills, qui est chargé aujourd'hui du bureau du Portage La Prairie, serait envoyé comme commis de M. A. E. Fisher, l'agent local de la Petite-Saskatchewan.

Pour aider à M. Landerkin, chargé du bureau du district de Dufferin, on se propose d'envoyer M. Nesbitt du bureau de Winnipeg.

Quant au district d'Emerson, il y a encore de vastes étendues de terres qui restent disponibles dans sa partie ouest.

Les terres sur le côté est de la rivière Rouge et le long de la frontière internationale sont presque toutes vendues. Il serait donc plus commode, pour les colons établis dans les autres parties de l'agence, que le bureau fût transporté à quelque endroit central sur la rive ouest de la rivière Rouge. Le soussigné suggère de

transporter le bureau à Morris et de le confier aux soins de M. Newcomb, l'agent actuel de ce district.

Le nom d' "Emerson" a été conservé au district afin d'éviter la nécessité de se procurer de nouveaux livres et de nouvelles formules pour ce bureau, ceux dont on se sert actuellement étant spécialement faits pour ce district. Il n'est pas probable qu'il faille garder le bureau de Morris ouvert après la saison actuelle, parce qu'il est très possible que toutes les terres qui restent dans ce district seront prises à cette époque.

Finalement, quant au bureau de Winnipeg, on suggère de nommer M. A. H. Whitcher agent, en lui donnant comme aides MM. Goulet et Sabine, les deux commis qui y sont déjà, et comme dessinateur, M. Richards, tant que ses services y seront réellement nécessaires, avec l'entente qu'aussitôt qu'on n'en aura plus besoin à Winnipeg, il soit ramené au bureau central, où il faudrait plus de dessinateurs et où ses services seront très utiles.

Respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD,  
Ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil le 9 octobre 1879.*

Le comité a examiné un mémoire daté du 6 octobre 1879, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que depuis la promulgation de l'arrêté du Conseil du 28 juin dernier, au sujet de l'affectation de cent millions d'acres de terres fédérales pour aider à la construction du chemin de fer du Pacifique, il est venu à sa connaissance certains faits qui lui paraissent de nature à rendre nécessaire un nouvel examen de quelques-unes des dispositions de cet arrêté. Il recommande en conséquence de faire les changements suivants aux stipulations qu'il contenait, savoir :—

1. Que dans toute l'étendue des terres renfermées dans les différentes zones de terres de chemin de fer, y compris la zone A, des concessions gratuites de 160 acres et des préemptions d'une superficie égale seront allouées dans les sections de nombre pair, au lieu de concessions et de préemptions de 80 acres chacune.

2. Que le prix des terres de chemin de fer dans la zone A soit réduit de \$6 à \$5 l'acre; les terres sujettes à préemption dans cette zone devant se vendre \$2.50 l'acre.

3. Que le prix des terres de chemin de fer dans la zone B soit réduit de \$5 à \$4 l'acre; le prix des préemptions devant rester, comme avant, de \$2.50.

4. Que les terres de chemin de fer dans la zone C soient vendues \$3 l'acre au lieu de \$3.50; les préemptions devant rester à \$2.50, comme avant.

Le ministre fait observer que le projet, tel que proposé alors, sera comme suit :

(a) Les sections paires dans toutes les diverses zones dont le gouvernement veut disposer sous forme de concessions gratuites ou de préemptions, et l'échelle des prix des terres de chemin de fer et des terres sujettes à préemptions seront : (b) Dans la zone A, terres de chemin de fer, \$5; préemptions, \$2.50. (c) Dans la zone B, terres de chemin de fer, \$4; préemptions, \$2.50. (d) Dans la zone C, terres de chemin de fer, \$3; préemptions, \$2.50. (e) Dans la zone D, terres de chemin de fer et préemptions, un prix uniforme de \$2 l'acre. (f) Dans la zone E, terres de chemin de fer et préemptions, un prix uniforme de \$1 l'acre.

Le comité soumet les recommandations qui précèdent à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

L'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 20 mars 1878.*

Vu le mémoire, en date du 4 mars 1878, de l'honorable ministre de l'intérieur, soumettant certaines instructions et formules de permis, comprenant les règlements pour la gouverne des personnes qui pourront être chargées de la gestion et protection du bois sur les terres fédérales dans les territoires du Nord-Ouest;

Le ministre dit que les règlements proposés sont contenus dans l'annexe et sont dans la forme proposée par le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord-Ouest, et les ayant examinés, il les recommande à la sanction de Votre Excellence en conseil.

Le comité conseille d'approuver et adopter ces règlements.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH. G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

RÈGLEMENTS CONCERNANT LES BOIS DE CONSTRUCTION ET DE CHAUFFAGE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Avis est par le présent donné qu'il est défendu à toute personne de couper (sauf sur le bois mort) du bois de construction, des billes, des perches de clôture ou du bois de chauffage, sur les terres publiques du Canada, dans les territoires du Nord-Ouest, sans avoir préalablement obtenu un permis du soussigné, ou de quelqu'autre personne autorisée à les donner.

Tout habitant d'une localité (à part ceux qui y possèdent des terres à bois) peut obtenir, sur demande, au bureau le plus voisin de cette localité, un permis annuel l'autorisant à couper telle quantité spécifiée de bois de construction, perches de clôture, bois de chauffage, dont il pourra avoir besoin, n'excédant pas le maximum suivant:—

(12) Douze pièces de bois dur.

(200) Deux cents pièces de tremble ou bois mou.

(2,000) Deux mille perches de clôtures.

(50) Cinquante cordes de bois de chauffage (autre que du chêne, du mérisier, de l'épinette rouge, ou du bois mou propre à faire des billes.)

On n'exigera aucun honoraire pour ce permis, ni pour le bois de construction, les perches ou le bois de chauffage coupés sous son autorité et conformément à ses conditions.

Les colons dont les terres contiennent une certaine quantité de bois, ne pourront se prévaloir de ces règlements, et il leur est strictement défendu de couper du bois de construction ou autre ailleurs que sur leurs propres terres.

Il sera accordé, sur demande, un nombre restreint de permis spéciaux, autorisant leurs porteurs à couper du bois de construction, des perches de clôture, et du bois de chauffage pour les fins et les besoins non compris dans la classe précédente du permis.

Les quantités qu'on permettra de couper, dans une même année, en vertu de ces permis spéciaux ne devront pas dépasser les suivantes :

Bois dur—cent pièces.

Tremble ou bois mou—trois mille pièces.

Perches de clôtures—cinq mille.

Bois de corde (excepté le chêne, le mérisier, l'épinette rouge et le bois mou propre à faire des billots)—trois mille cordes.

Les droits à payer pour les bois de construction et de chauffage coupés en vertu de ces permis spéciaux, excepté pour les besoins du gouvernement, seront les suivants :

Pour le bois dur—deux centins par pied linéaire.

Pour le tremble ou le bois mou—un centin par pied linéaire.

Pour les perches de clôtures—une piastre par mille.

Pour le bois de chauffage (excepté le chêne, le merisier, l'épinette rouge ou le bois mou propre à faire des billes)—quinze centins par corde.

Les personnes, colons ou autres, à qui l'on accordera des permis, sont avertis de ne pas empiéter sur les terres réservées pour les sauvages, ou sur les terres occupées ou réclamées, ou sur les sections de chaque township réservées pour la compagnie de la baie d'Hudson et pour les écoles.

Celui qui obtient un permis doit se conformer aux conditions, termes et exigences spécifiés dans le permis, et toute infraction exposera le délinquant à toutes les peines et amendes prescrites dans l'acte des terres fédérales à cet égard, tout comme si aucun permis n'avait été accordé.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 25 avril 1871.*

Il a été soumis au comité un mémoire, daté du 20 avril 1871, de l'honorable A. Campbell, au sujet de son rapport du 1er mars précédent, déclarant que la question de la disposition des terres publiques dans la province du Manitoba lui ayant été renvoyée de nouveau par le Secrétaire d'Etat à cause de l'opinion que le parlement avait exprimée, il soumet à la sanction de Votre Excellence une révision du mémoire ou des règlements annexés à son premier rapport et recommande qu'ils soient adoptés.

Le comité conseille d'approuver les règlements révisés ci-joints, et d'en faire imprimer mille exemplaires pour s'en servir.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

## MÉMOIRE AU SUJET DES TERRES PUBLIQUES DANS LA PROVINCE DU MANITOBA.

*Approuvé par Son Excellence le gouverneur général en Conseil le 25 avril 1871.*

### SYSTÈME D'ARPENTAGE.

1. Système rectangulaire.
2. Les townships se composeront de 36 sections d'un mille carré chacune, et dans tous les cas un espace large d'une chaîne et demie sera tracé et réservé pour les chemins entre tous les townships et sections. Les sections seront numérotées comme il est indiqué dans le diagramme suivant :

	N						
	31	32	33	34	35	36	
	30	29	28	27	26	25	
	19	20	21	22	23	24	
O	18	17	16	15	14	13	E
	7	8	9	10	11	12	
	6	5	4	3	2	1	
	S						

3. La ligne frontière formera la base des townships 1 et 2.
4. Les lignes Est et Ouest, entre les townships 4 et 5, 8 et 9, 12 et 13, 16 et 17, seront les bases ou parallèles principales du système.
5. La ligne méridienne tirée dans le cours de l'automne de 1869 sur un parcours de 90 milles au nord, à partir de la frontière internationale, et connue sous le nom de "Méridien de Winnipeg," sera adoptée et continuée comme le méridien à partir duquel les rangs des townships seront numérotés vers l'Est et l'Ouest dans la province.



**REGISTRE DES TITRES—Concession de 1,400,000 acres, mise à part par l'acte du Manitoba.**

No. du titre.	DESCRIPTIONS DES RÉCLAMANTS.				Description de terres tirées au sort.			Date de lettres-patentes	Émises en faveur de	OBSERVATIONS.
	Nom.	Paroisse	Occupat'n	Âge le.... jour de....	Township.	Section.	Acres.			

**COLONISATION DES TERRES DE LA COURONNE.**

Les dispositions ci-après contenues ne s'appliqueront qu'aux terres qui auront été arpentées.

Les terres publiques non concédées devront, jusqu'à nouvel ordre, être mise en vente moyennant une piastre par acre, mais aucune personne n'aura droit d'acheter plus d'une section.

Le paiement des terres, achetées soit en vertu du droit de préemption, ou de la manière ordinaire, sera fait au comptant.

*Droits de préemption.*

Toute personne, étant chef de famille, ou célibataire âgé de plus de 21 ans, qui s'est établi ou s'établira en personne à l'avenir sur les terres publiques, qui y aura vécu et les aura améliorées, et qui y aura érigé ou y érigera une habitation, pourra faire inscrire à son nom, par l'agent des terres de la division où se trouve cette terre, tout nombre d'acres ne dépassant pas 160, ou un quart de section de terre, y compris la résidencé du réclamant, et en obtenir des lettres patentes, en payant à la couronne le prix de ces terres.

Lorsque deux personnes ou plus se sont établies sur le même quart de section de terre, le droit de préemption appartiendra à celui qui s'y est établi le premier.

Les difficultés qui s'élèveront entre les différents colons, quant au droit de préemption, seront réglées par l'agent des terres de la division dans laquelle la terre est située.

Avant de pouvoir exercer le droit de préemption, il faudra prouver, à l'agent des terres, la colonisation et l'amélioration des terres, au moyen de l'affidavit du réclamant et du témoignage de deux témoins dignes de foi.

Toute cession et transfert du droit de préemption avant l'émission des lettres-patentes sont nuls et non-avénus.

Avant qu'une personne ait le droit de faire inscrire son nom pour des terres et d'en obtenir le droit de préemption, elle devra prêter serment devant l'agent de la division où se trouve cette terre, qu'elle n'a jamais auparavant exercé le droit de préemption, en vertu de ces réglemens; qu'elle ne s'y est pas établie et ne l'a pas améliorée dans le but de la vendre par spéculation, mais de bonne foi pour son propre usage et bénéfice.

La personne devant laquelle le serment sera prêté en déposera un certificat au bureau des terres de cette division, ce qui constituera la preuve que le serment a été régulièrement prêté. Dans le cas où une personne ayant droit de réclamer les droits de préemption décéderait avant d'exercer son droit, ses représentants pourraient le réclamer à sa place. Mais l'inscription, dans ce cas, sera faite en faveur "des héritiers" de la personne décédée, et les lettres-patentes seront émises, et le titre sera conféré aux héritiers comme si leurs noms avaient été spécialement mentionnés.

*Droits d'établissement.*

1. Toute personne, chef de famille, ou celui qui a atteint l'âge de vingt-et-un ans aura droit, après le premier jour de mai mil huit cent soixante-et-onze, de se faire inscrire pour un quart de section ou une moindre quantité de terres publiques non concédées, dans le but d'y fonder un établissement (*homestead*).

Les officiers et soldats du premier ou bataillon de carabiniers de l'Ontario et du second ou bataillon de carabiniers de Québec, actuellement en service (soit dans le service actif dans le Manitoba, soit dans les compagnies de dépôts, et qui n'en auront pas été renvoyés), auront droit à une concession gratuite d'un quart de section sans être obligée d'y tenir feu et lieu.

Nulle autre personne n'aura droit à plus d'un établissement.

Les personnes possédant et occupant des terres pourront être inscrites pour d'autres terres contiguës aux leurs, mais toute la terre, y compris le lot déjà possédé et occupé, ne devra pas dépasser 160 acres.

Toute personne demandant la permission de se faire inscrire pour des terres, en vue de s'assurer un établissement, devra donner un affidavit déclarant qu'elle a plus de 21 ans, que cette demande est faite pour son usage et bénéfice exclusifs, et qu'elle fait cette inscription dans le but de tenir feu et lieu.

En faisant cet affidavit et en le déposant entre les mains de l'agent des terres et en lui payant \$10 (dont ce dernier donnera un reçu) elle aura la permission de prendre possession des terres désignées dans la demande.

Relativement aux inscriptions des terres contiguës, le colon devra, dans son affidavit, faire la description de l'étendue de la terre qu'il possède et occupe: On n'exigera pas du colon qu'il tienne feu et lieu sur la terre contiguë pour laquelle il se fera faire inscrire, mais il devra être démontré que cette terre a été de bonne foi améliorée et cultivée durant la période prescrite par ces règlements.

Nulles lettres patentes ne seront accordées pour la terre avant l'expiration de cinq années à compter de la prise de possession.

A l'expiration de trois ans, ou dans le cours de deux années qui suivront, le colon ou sa veuve, ses héritiers ou légataires, sur preuve jugée satisfaisante par l'agent des terres, qu'il a ou qu'ils ont occupé ou cultivé la terre durant les cinq ans qui ont suivi l'affidavit fait avant l'inscription, et sur son ou leur affidavit qu'aucune partie de la terre n'a été aliénée, le colon ou ses représentants aura ou auront droit à des lettres patentes pour la terre. Pourvu que celui qui reçoit les lettres patentes soit alors sujet de Sa Majesté, de naissance ou par naturalisation.

Si le père et la mère meurent et laissent un ou des enfants mineurs, les exécuteurs testamentaires ou tuteurs pourront vendre la terre au profit de l'enfant ou des enfants mineurs, mais pour nul autre objet.

Dans ce cas, l'acquéreur sera possesseur absolu du titre et aura droit d'obtenir de la couronne des lettres patentes pour cette terre, en payant les honoraires exigés.

Le titre de la propriété acquise en vertu des dispositions ci-dessus, restera à la couronne jusqu'à l'émission des lettres patentes, et cette terre ne sera pas par conséquent sujette à saisie exécution avant l'émission des lettres patentes.

Dans le cas où il serait prouvé, à la satisfaction de l'agent des terres, que le colon a abandonné la terre pendant plus de six mois exécutifs, elle retournera de droit à la couronne.

Toute personne qui se sera prévalue des dispositions précédentes pourra en tout temps avant l'expiration des trois années, obtenir des lettres patentes pour la terre dont elle aura pris possession en payant le prix du droit de préemption et en prouvant qu'elle l'occupe et la cultive depuis son entrée en possession jusqu'à la date du paiement.

La preuve de l'occupation et de l'exploitation se fera par l'affidavit du requérant fait devant l'agent des terres, et elle devra être corroborée par deux témoins dignes de foi.

Toutes cessions et tous transferts de droits d'établissement antérieurs à l'émission des lettres patentes seront nuls et de nul effet, mais seront considérés comme preuve *primâ facie* d'abandon et justifieront l'annulation du titre.

Tout colon qui abandonnera son titre ne pourra demander une seconde inscription.

Toute personne qui sera établie sur une étendue de terre et qui aura transmis sa requête sollicitant le droit de préemption, pourra, en tout temps, lui substituer une demande de droit d'établissement.



*Exemption de certaines terres.*

Les terres suivantes ne seront pas soumises au droit de préemption ou d'établissement, ni aux ventes ordinaires faites sous l'autorité des présents règlements :

Les terres assignées à la compagnie de la Baie d'Hudson en vertu des conditions du transfert du territoire du Nord-Ouest au Canada.

Les terres réservées pour les écoles.

Les terres à bois réservées aux colons pour le chauffage et le clôturage.

Les parties des terres publiques choisies comme emplacements de ville ou de village.

Les terres réellement colonisées et occupées pour les fins de la traite.

Les terrains miniers.

Les emplacements de moulins.

*Réserve pour le chemin de fer Interocéanique.*

A compter du 1er mai 1874, le gouverneur en conseil pourra en tout temps, sauf les droits existants, soustraire à l'opération du système ci-dessus, et de chaque côté de la ligne définitivement choisie par le chemin de fer Interocéanique, des terres d'une largeur de trois townships; il pourra aussi, à partir de la même date, mettre fin au système des établissements gratuits ci-dessus établi.

## TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Après le quinzième jour de juin prochain, les émigrants seront envoyés à Fort Garry moyennant les prix suivants :

De Toronto à Fort William :

Adultes, \$5; enfants au-dessous de 12 ans, moitié prix. 150 lbs. de bagage personnel allouées. Bagage supplémentaire, 35 centins par 100 lbs.

De Fort William à Fort Garry :

Emigrants, \$25; enfants au-dessous de 12 ans, moitié prix. 150 lbs. de bagage personnel allouées. Bagage supplémentaire, \$1.50 par 100 lbs. (On ne peut transporter de chevaux, de bœufs, de voitures, ni de lourds instruments aratoires.)

## MODE DE TRANSPORT.

96 milles par chemin de fer de Toronto à Collingwood.

532 milles par bateau à vapeur de Collingwood à Fort William.

45 milles en voiture de Fort William au lac Shebandowan.

310 milles de navigation en canots, entrecoupée de portages depuis le lac Shebandowan jusqu'à l'angle nord-ouest du lac des Bois. 95 milles en charrette ou voiture depuis l'angle nord-ouest du lac des Bois jusqu'à Fort Garry.

Entre Fort William et Fort Garry, des huttes et des tentes seront fournies aux émigrants aux divers portages. Les voyageurs devront apporter leurs propres vivres. Des provisions seront cependant fournies au prix coûtant, au lac Shebandowan, à Fort Francis et à l'angle nord-ouest du lac des Bois.

F. BRÄUN, secrétaire.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, OTTAWA, 1er avril 1871.

## TERRES NON ARPENTÉES DU MANITOBA.

Extrait d'un arrêté du conseil en date du 26 mai 1871.

Attendu que l'arpentage public du Manitoba ne peut s'effectuer à temps pour faciliter l'établissement des terres par le grand nombre de personnes qui sont déjà

---

rendues dans cette Province, ou qui sont sur le point d'y émigrer, et qu'il est jugé à propos d'y encourager l'établissement des terres avant l'arpentage,

AVIS EST PAR LE PRÉSENT DONNÉ,

1°. Que ceux qui se trouveront sur les terres lors de l'arpentage, qui s'y seront établis et y auront fait des améliorations de bonne foi, comme colons, conformément aux règlements concernant les terres, seront protégés dans leur jouissance soit à titre de préemption ou d'établissement (*homestead*), pourvu qu'ils fassent respectivement inscrire leurs droits au Bureau des Terres et qu'ils se conforment aux exigences des règlements sur le sujet, dans les trois mois qui suivront l'arpentage.

2°. Qu'en s'établissant sur les terres, ils doivent se rappeler le système d'arpentage adopté, suivant lequel les lignes courent vrai Est et Ouest, Nord et Sud, et que les 160 acres ou quart de section forment un carré parfait d'un demi-mille de chaque côté, et l'on ne reconnaîtra que les droits de préemption ou de *homestead* basés sur l'établissement avant l'arpentage.

J. C. AIKINS, secrétaire d'Etat.

SECRETARIAT D'ÉTAT DU CANADA,  
Ottawa, 31 mai 1871.

## RÉPONSE

(30z)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 1er mars 1882 :—  
demandant copie des règlements concernant les terres, en vigueur le  
16 octobre 1878, et de ceux qui ont été promulgués de temps à autre  
depuis cette date.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

27 mars 1882.

---

### TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Après le quinzième jour de juin prochain, les émigrants seront envoyés à Fort Garry moyennant les prix suivants :

De Toronto à Fort William :

Adultes, \$5 ; enfants au-dessous de 12 ans, moitié prix. 150 lbs. de bagage personnel allouées. Bagage supplémentaire, 35 centins par 100 lbs.

De Fort William à Fort Garry :

Emigrants, \$25 ; enfants au-dessous de 12 ans, moitié prix. 150 lbs. de bagage personnel allouées. Bagage supplémentaire, \$1.50 par 100 lbs. (On ne peut transporter de chevaux, de bœufs, de voitures, ni de lourds instruments aratoires.)

### MODE DE TRANSPORT.

96 milles par chemin de fer de Toronto à Collingwood.

532 milles par bateau à vapeur de Collingwood à Fort William.

45 milles en voiture de Fort William au lac Shebandowan.

310 milles de navigation en canots, entrecoupée de portages depuis le lac Shebandowan jusqu'à l'angle nord-ouest du lac des Bois. 95 milles en charrette ou voiture depuis l'angle nord-ouest du lac des Bois jusqu'à Fort Garry.

Entre Fort William et Fort Garry, des huttes et des tentes seront fournies aux émigrants aux divers portages. Les voyageurs devront apporter leurs propres vivres. Des provisions seront cependant fournies au prix coûtant, au lac Shebandowan, à Fort Francis et à l'angle nord-ouest du lac des Bois.

F. BRAUN, secrétaire.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, OTTAWA, 1er avril 1871.

---

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 25 avril 1871.

Il a été soumis au comité un mémoire, daté du 20 avril 1871, de l'honorable A. Campbell, au sujet de son rapport du 1er mars précédent, déclarant que la question de la disposition des terres publiques dans la province du Manitoba lui ayant été renvoyée de nouveau par le Secrétaire d'Etat à cause de l'opinion que le parlement avait exprimée, il soumet à la sanction de Votre Excellence une révision du mémoire ou des règlements annexés à son premier rapport et recommande qu'ils soient adoptés.

Le comité conseille d'approuver les règlements révisés ci-joints, et d'en faire imprimer mille exemplaires pour s'en servir.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

## MÉMOIRE AU SUJET DES TERRES PUBLIQUES DANS LA PROVINCE DU MANITOBA.

Approuvé par Son Excellence le gouverneur général en Conseil le 25 avril 1871.

### SYSTÈME D'ARPENTAGE.

1. Système rectangulaire.
2. Les townships se composeront de 36 sections d'un mille carré chacune, et dans tous les cas un espace large d'une chaîne et demie sera tracé et réservé pour les chemins entre tous les townships et sections. Les sections seront numérotées comme il est indiqué dans le diagramme suivant :

	N						
	31	32	33	34	35	36	
	20	29	28	27	26	25	
	19	20	21	22	23	24	
O	18	17	16	15	14	13	E
	7	8	9	10	11	12	
	6	5	4	3	2	1	
	S						

3. La ligne frontière formera la base des townships 1 et 2.
4. Les lignes Est et Ouest, entre les townships 4 et 5, 8 et 9, 12 et 13, 16 et 17, seront les bases ou parallèles principales du système.
5. La ligne méridienne tirée dans le cours de l'automne de 1869 sur un parcours de 90 milles au nord, à partir de la frontière internationale, et connue sous le nom de "Méridien de Winnipeg," sera adoptée et continuée comme le méridien à partir duquel les rangs des townships seront numérotés vers l'Est et l'Ouest dans la province.
6. Les irrégularités résultant de la convergence des méridiens seront mises en ligne de compte et réparties sur les lignes suivantes savoir :

Pour les townships...	1,	2,	3 and 4	sur la ligne entre les townships	2 et 3
"	"	"	"	"	"
"	"	... 5,	6, 7 " 8	"	" 6 " 7
"	"	... 9,	10, 11 " 12	"	" " 10 " 11
"	"	... 13,	14, 15 " 16	"	" " 14 " 15

7. Dans l'arpentage d'un township, le déficit ou le surplus, suivant le cas, résultant de la convergence des méridiens, sera réparti sur les quarts de sections sur la frontière ouest, sections dont la superficie réelle sera indiquée dans les rapports d'arpentage.

DISTRIBUTION DE 1,400,000 ACRES DE TERRES CONCÉDÉS, EN VERTU DE L'ACTE DU  
MANITOBA, AUX FAMILLES DES MÉTIS.

1. Tout métis résidant dans la province du Manitoba à l'époque de son union avec le Canada (quinzième jour de juillet, A.D., 1870), et chaque enfant de métis résidant, auront droit de participation aux 1,400,000 acres.

2. Le mot *résidant* devra être interprété dans le sens le plus large.

3. Aucune condition d'établissement ne sera imposée dans les concessions faites aux métis en vertu de l'acte précité, et quant à la manière dont ils jouiront de ces terres, on ne leur imposera, lorsqu'elles leur seront concédées, aucune autre restriction que celles qui pourront être établies par les lois du Manitoba.

4. Le lieutenant-gouverneur du Manitoba devra désigner les townships ou parties de townships dans lesquels on devra concéder des terres aux métis.

5. La manière de concéder les terres sera comme suit :

a. S'il n'en existe pas déjà, on fera un recensement exact du nombre de personnes qui ont droit à une concession.

b. D'après le recensement, on s'assurera du nombre d'acres auquel chacun aura droit.

c. Le nombre et l'étendue de chaque concession étant connus, les terres choisies par le lieutenant-gouverneur pour cette fin seront divisées en conséquence.

d. Des billets seront préparés, d'après le modèle qui suit : chaque billet devant contenir une description des terres destinées à couvrir la réclamation particulière pour laquelle il pourra avoir été tiré.

Titre No 10 (concession de  
1,400,000 acres, Manitoba.)  
Description des terres,  
S. E.  $\frac{1}{4}$  Sec. 14, T. 5, 3e R. O.  
160 acres.  
(Initiales du Lt. Gouv.) A.G.C.

On préparera aussi un registre dans lequel seront inscrits les noms et le détail des titres admis, et numérotés successivement, (voir ci-dessous un modèle proposé.)

e. Tout étant prêt, les billets pourront être placés dans une boîte et le lieutenant-gouverneur les en retirera au hasard. A mesure qu'ils seront tirés, ils seront numérotés et marqués des initiales du lieutenant-gouverneur, par lui-même, consécutivement, dans un ordre régulier, et la terre décrite sur le billet portant un certain numéro devra servir à régler la réclamation que représentera le numéro correspondant dans le registre des titres, et sera ensuite inscrite en conséquence.

6. Les réclamants âgés de 18 ans et au-dessus recevront leurs lettres patentes sans délai, et les mineurs lorsqu'ils atteindront cet âge.

7. Les titres enregistrés, si le réclamant meurt avant d'y avoir droit par l'accomplissement de sa dix-huitième année, seront réputés droits immobiliers et transmisibles par héritage suivant la loi alors en vigueur dans la province du Manitoba. Il ne peut y avoir de distinction de sexe en faisant cette répartition.

REGISTRE DES TITRES—Concession de 1,400,000 acres, mise à part par l'acte du  
Manitoba.

No. du titre.	DESCRIPTIONS DES RÉCLAMANTS.				Description de terres tirées au sort.			Date de lettres- patentes	Emises en fa- veur de	OBSERVA- TIONS.
	Nom.	Paroisse	Occupat'n	Age le..... jour de....	Township.	Section.	Acres.			

## COLONISATION DES TERRES DE LA COURONNE.

Les dispositions ci-après contenues ne s'appliqueront qu'aux terres qui auront été arpentées.

Les terres publiques non concédées devront, jusqu'à nouvel ordre, être mise en vente moyennant une piastre par acre, mais aucune personne n'aura droit d'acheter plus d'une section.

Le paiement des terres, achetées soit en vertu du droit de préemption, ou de la manière ordinaire, sera fait au comptant.

*Droits de préemption.*

Toute personne, étant chef de famille, ou célibataire âgé de plus de 21 ans, qui s'est établi ou s'établira en personne à l'avenir sur les terres publiques, qui y aura vécu et les aura améliorées, et qui y aura érigé ou y érigera une habitation, pourra faire inscrire à son nom, par l'agent des terres de la division où se trouve cette terre, tout nombre d'acres ne dépassant pas 160, ou un quart de section de terre, y compris la résidence du réclamant, et en obtenir des lettres patentes, en payant à la couronne le prix de ces terres.

Lorsque deux personnes ou plus se sont établies sur le même quart de section de terre, le droit de préemption appartiendra à celui qui s'y est établi le premier.

Les difficultés qui s'élèveront entre les différents colons, quant au droit de préemption, seront réglées par l'agent des terres de la division dans laquelle la terre est située.

Avant de pouvoir exercer le droit de préemption, il faudra prouver, à l'agent des terres, la colonisation et l'amélioration des terres, au moyen de l'affidavit du réclamant et du témoignage de deux témoins dignes de foi.

Toute cession et transfert du droit de préemption avant l'émission des lettres-patentes sont nuls et non-avenus.

Avant qu'une personne ait le droit de faire inscrire son nom pour des terres et d'en obtenir le droit de préemption, elle devra prêter serment devant l'agent de la division où se trouve cette terre, qu'elle n'a jamais auparavant exercé le droit de préemption, en vertu de ces règlements; qu'elle ne s'y est pas établie et ne l'a pas améliorée dans le but de la vendre par spéculation, mais de bonne foi pour son propre usage et bénéfice.

La personne devant laquelle le serment sera prêté en déposera un certificat au bureau des terres de cette division, ce qui constituera la preuve que le serment a été régulièrement prêté. Dans le cas où une personne ayant droit de réclamer les droits de préemption décéderait avant d'exercer son droit, ses représentants pourraient le réclamer à sa place. Mais l'inscription, dans ce cas, sera faite en faveur "des héritiers" de la personne décédée, et les lettres-patentes seront émises, et le titre sera conféré aux héritiers comme si leurs noms avaient été spécialement mentionnés.

*Droits d'établissement.*

1. Toute personne, chef de famille, ou celui qui a atteint l'âge de vingt-et-un ans aura droit, après le premier jour de mai mil huit cent soixante-et-onze, de se faire inscrire pour un quart de section ou une moindre quantité de terres publiques non concédées, dans le but d'y fonder un établissement (*homestead*).

Les officiers et soldats du premier ou bataillon de carabiniers de l'Ontario et du second ou bataillon de carabiniers de Québec, actuellement en service (soit dans le service actif dans le Manitoba, soit dans les compagnies de dépôts, et qui n'en auront pas été renvoyés), auront droit à une concession gratuite d'un quart de section sans être obligée d'y tenir feu et lieu.

Nullle autre personne n'aura droit à plus d'un établissement.

Les personnes possédant et occupant des terres pourront être inscrites pour d'autres terres contiguës aux leurs, mais toute la terre, y compris le lot déjà possédé et occupé, ne devra pas dépasser 160 acres.

Toute personne demandant la permission de se faire inscrire pour des terres, en vue de s'assurer un établissement, devra donner un affidavit déclarant qu'elle a plus de 21 ans, que cette demande est faite pour son usage et bénéfice exclusifs, et qu'elle fait cette inscription dans le but de tenir feu et lieu.

En faisant cet affidavit et en le déposant entre les mains de l'agent des terres et en lui payant \$10 (dont ce dernier donnera un reçu) elle aura la permission de prendre possession des terres désignées dans la demande.

Relativement aux inscriptions des terres contiguës, le colon devra, dans son affidavit, faire la description de l'étendue de la terre qu'il possède et occupe: On n'exigera pas du colon qu'il tienne feu et lieu sur la terre contiguë pour laquelle il se sera fait inscrire, mais il devra être démontré que cette terre a été de bonne foi améliorée et cultivée durant la période prescrite par ces réglemens.

Nulles lettres patentes ne seront accordées pour la terre avant l'expiration de cinq années à compter de la prise de possession.

A l'expiration de trois ans, ou dans le cours de deux années qui suivront, le colon ou sa veuve, ses héritiers ou légataires, sur preuve jugée satisfaisante par l'agent des terres, qu'il a ou qu'ils ont occupé ou cultivé la terre durant les cinq ans qui ont suivi l'affidavit fait avant l'inscription, et sur son ou leur affidavit qu'aucune partie de la terre n'a été aliénée, le colon ou ses représentants aura ou auront droit à des lettres patentes pour la terre. Pourvu que celui qui reçoit les lettres patentes soit alors sujet de Sa Majesté, de naissance ou par naturalisation.

Si le père et la mère meurent et laissent un ou des enfants mineurs, les exécuteurs testamentaires ou tuteurs pourront vendre la terre au profit de l'enfant ou des enfants mineurs, mais pour nul autre objet.

Dans ce cas, l'acquéreur sera possesseur absolu du titre et aura droit d'obtenir de la couronne des lettres patentes pour cette terre, en payant les honoraires exigés.

Le titre de la propriété acquise en vertu des dispositions ci-dessus, restera à la couronne jusqu'à l'émission des lettres patentes, et cette terre ne sera pas par conséquent sujette à saisie-exécution avant l'émission des lettres-patentes.

Dans le cas où il serait prouvé, à la satisfaction de l'agent des terres, que le colon a abandonné la terre pendant plus de six mois exécutifs, elle retournera de droit à la couronne.

Toute personne qui se sera prévalue des dispositions précédentes pourra en tout temps avant l'expiration des trois années, obtenir des lettres patentes pour la terre dont elle aura pris possession en payant le prix du droit de préemption et en prouvant qu'elle l'occupe et la cultive depuis son entrée en possession jusqu'à la date du paiement.

La preuve de l'occupation et de l'exploitation se fera par l'affidavit du requérant fait devant l'agent des terres, et elle devra être corroborée par deux témoins dignes de foi.

Toutes cessions et tous transferts de droits d'établissement antérieurs à l'émission des lettres patentes seront nuls et de nul effet, mais seront considérés comme preuve *primâ facie* d'abandon et justifieront l'annulation du titre.

Tout colon qui abandonnera son titre ne pourra demander une seconde inscription.

Toute personne qui sera établie sur une étendue de terre et qui aura transmis sa requête sollicitant le droit de préemption, pourra, en tout temps, lui substituer une demande de droit d'établissement.

#### *Exemption de certaines terres.*

Les terres suivantes ne seront pas soumises au droit de préemption ou d'établissement, ni aux ventes ordinaires faites sous l'autorité des présents réglemens :

Les terres assignées à la compagnie de la Baie d'Hudson en vertu des conditions du transfert du territoire du Nord-Ouest au Canada.

Les terres réservées pour les écoles.

Les terres à bois réservées aux colons pour le chauffage et le clôturage.

Les parties des terres publiques choisies comme emplacements de ville ou de village.

Les terres réellement colonisées et occupées pour les fins de la traite.

Les terrains miniers.  
Les emplacements de moulins.

*Réserve pour le chemin de fer Interocéanique.*

A compter du 1er mai 1874, le gouverneur en conseil pourra en tout temps, sauf les droits existants, soustraire à l'opération du système ci-dessus, et de chaque côté de la ligne définitivement choisie par le chemin de fer Interocéanique, des terres d'une largeur de trois townships; il pourra aussi, à partir de la même date, mettre fin au système des établissements gratuits ci-dessus établi.

TERRES NON ARPENTÉES DU MANITOBA.

Extrait d'un arrêté du conseil en date du 26 mai 1871.

Attendu que l'arpentage public du Manitoba ne peut s'effectuer à temps pour faciliter l'établissement des terres par le grand nombre de personnes qui sont déjà rendues dans cette Province, ou qui sont sur le point d'y émigrer, et qu'il est jugé à propos d'y encourager l'établissement des terres avant l'arpentage,

AVIS EST PAR LE PRÉSENT DONNÉ,

1°. Que ceux qui se trouveront sur les terres lors de l'arpentage, qui s'y seront établis et y auront fait des améliorations de bonne foi, comme colons, conformément aux règlements concernant les terres, seront protégés dans leur jouissance soit à titre de préemption ou d'établissement (*homestead*), pourvu qu'ils fassent respectivement inscrire leurs droits au Bureau des Terres et qu'ils se conforment aux exigences des règlements sur le sujet, dans les trois mois qui suivront l'arpentage.

2°. Qu'en s'établissant sur les terres, ils doivent se rappeler le système d'arpentage adopté, suivant lequel les lignes courent vrai Est et Ouest, Nord et Sud, et que les 160 acres ou quart de section forment un carré parfait d'un demi-mille de chaque côté, et l'on ne reconnaîtra que les droits de préemption ou de *homestead* basés sur l'établissement avant l'arpentage.

J. C. AIKINS, secrétaire d'Etat.

SECRETARIAT D'ÉTAT DU CANADA,  
Ottawa, 31 mai 1871.

TERRES FÉDÉRALES—AVIS.

Avis public est par le présent donné à toutes les parties réclamant, en vertu de l'article 32 de l'Acte du Manitoba, un titre de propriété dans les limites de la zone consacrée aux établissements sur la rivière Rouge, ou sur la rivière Assiniboine, et dans tous autres établissements dans cette zone, y compris la paroisse Sainte-Anne et la Petite Pointe du Chêne sur le lac Manitoba, Westbourne, etc., que les demandes de lettres patentes pour ces terres peuvent être présentées maintenant à l'honorable ministre de l'Intérieur.

Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration solennelle du réclamant décrivant la situation et l'état du lot, et mentionnant les raisons pour lesquelles il demande l'émission de lettres patentes; cette demande doit être transmise sous enveloppe au soussigné.

J. S. DENNIS,  
Arpenteur général.

Bureau des terres fédérales,  
Winnipeg, 10 septembre 1872.

*Mémoire.*

L'état attesté sous serment dont il est parlé dans les avis publics de l'arpenteur général en date du 10 septembre 1872, au sujet des demandes de lettres patentes dans la zone consacrée aux établissements, doit contenir:

1. Les nom et prénoms, la résidence et l'occupation du réclamant.



2. La paroisse dans laquelle se trouve la terre ; le nom des colons qui possèdent les lots contigus des deux côtés.

3. La largeur du lot réclamé ; depuis combien de temps il est occupé, et décrire les améliorations (s'il y en a).

4. Indiquer pour quelles raisons le lot est réclamé ; et en vertu de quel paragraphe de l'Acte du Manitoba.

5. Envoyer avec l'état attesté sous serment comme susdit, des copies certifiées et tout acte de vente, de transport ou autres documents en vertu desquels on réclame le titre.

### TERRES DANS LA ZONE CONSACRÉE AUX ÉTABLISSEMENTS.

Avis public est par le présent donné que la prise de possession, en s'y établissant ou autrement, des terres inoccupées dans la zone consacrée aux établissements, soit sur la rivière Rouge, soit sur la rivière Assiniboine, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du département, ne sera pas reconnue par le gouvernement comme donnant aucun droit exclusif de s'y établir ou de les acheter, et toutes personnes sont par le présent priées d'agir en conséquence.

Par ordre,

J. S. DENNIS, arpenteur général.

Bureau des terres fédérales,  
21 mars 1873.

### AVIS.

Toute correspondance relative à l'arpentage des terres fédérales dans les limites de la province du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest doit être transmise par la poste et adressée à

L'AGENT DES TERRES FÉDÉRALES,  
Winnipeg, Manitoba.

Bureau des terres fédérales, 1er mars 1874.

### MÉMOIRE.

La preuve que le paragraphe onze de la section trente-trois de l'Acte des terres fédérales exige des personnes qui prétendent avoir droit à des lettres-patentes pour les terres qu'elles occupent à titre d'établissement ou de préemption devra se faire en déposant à ce bureau l'affidavit du réclamant, appuyé par celui de deux autres colons du même township, ou de deux autres personnes dignes de foi qui connaissent les faits.

Ces affidavits devront être attestés devant un agent des terres fédérales, un juge ou un greffier de cour de comté ou de circuit, et devront mentionner les faits suivants :—

1° La section, le township et le rang dans lesquels se trouve la terre réclamée.

2° La date à laquelle l'inscription a été faite dans l'un des bureaux des terres fédérales, comme établissement ou préemption.

3° Le temps pendant lequel le réclamant a réellement habité sur la terre réclamée.

4° Le nombre d'acres cultivés ou ensemencés dans le cours de l'été qui a précédé la demande ou de celui pendant lequel elle est faite.

5° La somme des améliorations faites, en spécifiant la dimension et la nature des maisons, granges ou écuries construites, et le nombre d'acres clôturés et enclos, etc.

6° Que le réclamant est sujet de Sa Majesté de naissance ou par naturalisation.

7° Le numéro du lot à bois, s'il y en a.

DONALD CODD, agent des terres fédérales.

BUREAU DES TERRES FÉDÉRALES, WINNIPEG, 1er juillet 1874.

Des formules imprimées de demandes de lettres patentes pour des établissements peuvent être obtenues sur demande au bureau des terres fédérales, à Winnipeg, ou aux succursales.

**RAPPORT** d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en Conseil le 12 octobre 1875.

Dans un mémoire en date du 7 octobre 1875, de l'honorable ministre de l'Intérieur, soumettant un télégramme du lieutenant-gouverneur du Manitoba, au sujet des arrangements qu'il avait faits avec les sauvages pour assurer au gouvernement le meilleur endroit pour la construction de quais et une étendue de terre importante, quant à la navigation et à l'emplacement futur d'une ville, le ministre fait observer que comme l'embouchure de la rivière Saskatchewan deviendra sans doute un poste-commercial important et l'emplacement d'un canal pour racheter les grands rapides il recommanderait que le terrain des deux côtés de la rivière,—s'étendant depuis le lac Winnipeg en allant à l'ouest jusqu'au lac Bourbon ou des Cèdres, distance d'environ 16 milles, et borné au nord par des lignes tirées franc est et ouest à deux milles au nord des points extrêmes nord de la rivière, et au sud par des lignes semblables à deux milles au sud des points extrêmes sud de la rivière,—soit réservé pour l'emplacement d'une ville ainsi que pour un canal et autres travaux destinés à améliorer la navigation de la rivière.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,

OTTAWA, 1er mars 1876.

AVIS PUBLIC EST PAR LE PRÉSENT DONNÉ

1. Que les terres dans les territoires du Nord-Ouest, sur une distance de vingt milles de chaque côté de la ligne du télégraphe entre Fort Pelly et un point à vingt milles à l'ouest de l'embouchure de la rivière de la Bataille, sont par le présent soustraites à la vente ou aux établissements, parce qu'elles font partie des terres réservées pour la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique.

2. Que le terrain compris dans les limites de la réserve qui précède, couvrant une étendue de quatre milles carrés, dont le centre est la station du télégraphe située à l'intersection de la rivière de la Bataille par la ligne du chemin de fer, est spécialement réservé pour l'usage du gouvernement.

Il est donc défendu à toute personne de s'établir sur aucune partie des terres ci-dessus décrites ou de les améliorer.

D. LAIRD, ministre de l'Intérieur.

**RAPPORT** d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 22 avril 1876.

Sur un mémoire, en date du 21 avril 1876, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant, au sujet de la question de retirer les terres dans le voisinage de la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique, de la vente ou de la colonisation ordinaires, afin d'en disposer plus tard à l'occasion de la construction du chemin de fer, qu'en vue d'éviter des difficultés possibles avec des personnes qui prennent des terres sur ou dans le voisinage de la ligne telle qu'arpentée à l'ouest de la rivière de la Bataille, il est opportun, suivant lui, d'augmenter la réserve autorisée par l'arrêté du conseil adopté à ce sujet en date du 28 février dernier, et recommandant en conséquence que les terres sur une distance de vingt milles de chaque côté de la ligne du chemin de fer, à partir d'un point à vingt milles à l'ouest de la rivière de la Bataille jusqu'à Jasper-House, dans la Passe de la Tête-Jaune, à travers les Montagnes Rocheuses, soient retirées en conséquence.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G. C. P.

RÈGLEMENTS CONCERNANT LA VENTE DE CERTAINES TERRES PUBLIQUES RÉSERVÉES POUR  
LES FINS DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

OTTAWA, 9 juillet 1879.

“ Avis public est par le présent donné que les règlements qui suivent sont publiés pour faire connaître de quelle manière il sera disposé des terres publiques comprises dans une étendue de 110 milles de chaque côté de la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique.

“ 1. Jusqu'à ce que l'étude ultérieure et finale du dit chemin de fer ait été faite à l'ouest de la rivière Rouge, et pour les fins de ces règlements, la voie du dit chemin de fer sera supposée se trouver sur la quatrième base en gagnant à l'ouest jusqu'à l'intersection de la dite base avec la ligne qui se trouve entre les rangs 21 et 22, à l'ouest du premier méridien principal, pour de là se diriger en suivant une ligne directe jusqu'au confluent des rivières aux Coquilles (*Shell river*) et Assiniboine.

“ 2. Les régions situées de chaque côté de la ligne seront respectivement divisées en zones de la manière suivante :

“ (1) Une zone de cinq milles, de chaque côté du chemin, immédiatement en contact avec lui, sera appelée la zone A ;

“ (2) Une zone de quinze milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone A, sera appelée la zone B ;

“ (3) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone B, sera appelée la zone C ;

“ (4) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone C, sera appelée la zone D ; et

“ (5) Une zone de cinquante milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone D, sera appelée la zone E.

“ 3. Les terres de la zone A ne seront aucunement sujettes au droit d'établissement gratuit et au droit de préemption, mais seront exclusivement réservées à la vente à six piastres l'acre.

“ 4. Il sera disposé des terres de la zone B comme suit :—Les sections portant des numéros pairs seront affectées aux établissements et aux préemptions, et celles portant des numéros impairs seront considérées comme affectées au chemin de fer. Les concessions gratuites sur les sections de nombres pairs, s'étendant à quatre-vingts acres chaque, consisteront en moitiés Est des moitiés Est et en moitiés Ouest des moitiés Ouest de ces sections ; et les préemptions sur les sections de nombres pairs, s'étendant aussi à quatre-vingts acres, avoisinant telles concessions gratuites de quatre-vingts acres, consisteront en moitiés Ouest des moitiés Est, et en moitiés Est des moitiés Ouest de ces sections, et seront mises en vente à raison de \$2.50 (deux piastres et cinquante cents) l'acre.

“ Les terres affectées au chemin de fer étant des sections de nombres impairs comprises dans la zone, seront mises en vente à raison de cinq piastres l'acre.

“ 5. Les sections de nombres pairs comprises dans la zone C seront mises de côté pour concessions gratuites et préemptions de quatre-vingts acres chaque, de la manière ci-dessus désignée ; le prix des préemptions sera semblablement de \$2.50 (deux piastres et cinquante cents) l'acre ; les terres du chemin de fer consisteront en sections de nombres impairs et seront traitées de la manière ci-dessus pourvue à propos des terres comprises dans la zone B, excepté que le prix en sera de \$3.50 (trois piastres et cinquante cents) l'acre.

“ 6. Les sections de nombres pairs comprises dans la zone D seront aussi appropriées pour concessions gratuites et préemptions de quatre-vingts acres chaque, tel que pourvu pour les zones B et C, mais le prix des préemptions sera à raison de \$2 (deux piastres) l'acre. Les terres du chemin de fer consisteront, comme pour les zones B et C des sections de nombres impairs, et le prix en sera uniforme à raison de \$2 (deux piastres) l'acre.

“ 7. Dans la zone E la description et l'étendue des concessions gratuites, des préemptions, et les terres du chemin de fer respectivement, seront comme ci-dessus,

et les prix des préemptions et des terres du chemin de fer seront uniformes à raison de \$1 (une piastre) l'acre.

"8. Les termes de vente des préemptions dans toutes les différentes zones B, C, D et E seront comme suit, savoir : Quatre dixièmes du prix de l'achat, avec l'intérêt de celui-ci, à raison de 6 pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois années depuis la concession ; la balance sera payée en six versements annuels égaux, depuis et après la dite date, avec l'intérêt, au taux plus haut mentionné, sur telle balance du prix d'achat restant non acquittée, payable avec chaque versement.

"9. Les termes de vente des terres du chemin de fer seront uniformément comme suit, savoir : Un dixième argent comptant au moment de l'achat ; la balance en neuf versements annuels égaux, avec intérêt de six pour cent par année sur la balance du prix d'achat restant non acquittée, payable avec chaque versement. Tous paiements, soit pour préemptions ou pour terres affectées au chemin de fer, seront faits en argent comptant et non en *scrip* ou en certificats de prime.

"10. Toutes les inscriptions pour des terres seront soumises aux dispositions suivantes relatives au droit de passage du chemin de fer canadien du Pacifique, ou de n'importe quel autre chemin de fer de colonisation du gouvernement se reliant au dit chemin de fer :

"a. Si le chemin de fer traverse une terre inscrite comme *homestead*, le gouvernement aura le droit de passage libre.

"b. Lorsque le chemin de fer traversera des terres préemptées ou des terres du chemin de fer, le propriétaire pourra seulement réclamer le prix par lui payé au gouvernement pour tel terrain, à raison de tant l'acre.

"11. Les règlements ci-dessus seront en force le et après le premier jour d'août prochain, jusqu'auquel temps les dispositions de l'acte des terres fédérales continueront d'avoir effet sur les terres comprises dans les différentes zones mentionnées, excepté quant à ce qui a rapport aux zones A et B dans chacune desquelles, jusqu'à la dite date, les concessions gratuites de 160 acres chaque, seront permises, comme à présent, à l'exclusion de toutes autres.

"12. Les réclamations provenant de l'occupation, après la date des présentes, d'un terrain non arpenté lors de l'inscription, et pouvant être compris dans les limites affectées par les règlements ci-dessus ou par leur application ultérieure à de nouveaux territoires, seront dorénavant réglées conformément aux conditions ci-dessus relatives aux terres qui se trouvent dans la zone particulière où cet établissement pourra être situé.

"13. Toutes les inscriptions faites après la date des présentes, pour des terres inoccupées dans les limites de l'agence de la Saskatchewan, seront considérées comme provisoires jusqu'à ce que le tracé de la ligne ait été fixé dans cette partie des territoires, après quoi on disposera finalement de ces terres en vertu de ces règlements en tant qu'ils s'appliqueront à la zone particulière où se trouvent ces terres.

"14. Il est bien compris que les dispositions ci-dessus n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont des terres des écoles publiques, ou les sections 8 et 26, qui sont des terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

"Toutes autres informations nécessaires pourront être obtenues en s'adressant au bureau des Terres Fédérales, à Ottawa, ou à l'agent des terres fédérales, à Winnipeg, ou à tous autres agents locaux dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, qui sont en possession de cartes montrant les limites des diverses zones plus haut mentionnées ; un approvisionnement de ces cartes sera placé, aussitôt que possible, entre les mains des dits agents, qui seront chargés d'en faire une distribution générale."

Par ordre du ministre de l'Intérieur.

J. S. DENNIS,

Sous-ministre de l'intérieur.

LINDSAY RUSSELL, arpenteur général.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil le 9 octobre 1879.

Le comité a examiné un mémoire daté du 6 octobre 1879, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que depuis la promulgation de l'arrêté du Conseil du 28 juin dernier, au sujet de l'affectation de cent millions d'acres de terres fédérales pour aider à la construction du chemin de fer du Pacifique, il est venu à sa connaissance certains faits qui lui paraissent de nature à rendre nécessaire un nouvel examen de quelques-unes des dispositions de cet arrêté. Il recommande en conséquence de faire les changements suivants aux stipulations qu'il contenait, savoir :—

1. Que dans toute l'étendue des terres renfermées dans les différentes zones de terres de chemin de fer, y compris la zone A, des concessions gratuites de 160 acres et des préemptions d'une superficie égale seront allouées dans les sections de nombre pair, au lieu de concessions et de préemptions de 80 acres chacune.

2. Que le prix des terres de chemin de fer dans la zone A soit réduit de \$6 à \$5. l'acre; les terres sujettes à préemption dans cette zone devant se vendre \$2.50 l'acre.

3. Que le prix des terres de chemin de fer dans la zone B soit réduit de \$5 à \$4 l'acre; le prix des préemptions devant rester, comme avant, de \$2.50.

4. Que les terres de chemin de fer dans la zone C soient vendues \$3 l'acre au lieu de \$3.50; les préemptions devant rester à \$2.50, comme avant.

Le ministre fait observer que le projet, tel que proposé alors, sera comme suit :

(a.) Les sections paires dans toutes les diverses zones dont le gouvernement veut disposer sous forme de concessions gratuites ou de préemptions, et l'échelle des prix des terres de chemin de fer et des terres sujettes à préemptions seront : (b) Dans la zone A, terres de chemin de fer, \$5; préemptions, \$2.50. (c) Dans la zone B, terres de chemin de fer, \$4; préemptions, \$2.50. (d) Dans la zone C, terres de chemin de fer, \$3; préemptions, \$2.50. (e) Dans la zone D, terres de chemin de fer et préemptions, un prix uniforme de \$2 l'acre. (f) Dans la zone-E, terres de chemin de fer et préemptions, un prix uniforme de \$1 l'acre.

Le comité soumet les recommandations qui précèdent à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

L'honorable ministre de l'intérieur.

REGLEMENTS CONCERNANT LA VENTE DE CERTAINES TERRES  
PUBLIQUES RÉSERVÉES POUR LES FINS DU CHEMIN DE  
FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,

OTTAWA, 14 octobre 1879.

Avis public est par le présent donné que les dispositions suivantes, qui seront censées être applicables aux terres se trouvant dans la province du Manitoba et dans les territoires situés à l'est et au nord-ouest de cette province, sont substituées aux règlements portant la date du 9 juillet dernier, et déterminant la manière de disposer des terres publiques situées dans un rayon de 110 milles (cent dix milles) de chaque côté de la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique, lesquels dits règlements sont par le présent annulés :—

1. " Jusqu'à ce que l'étude ultérieure et finale du dit chemin de fer ait été faite à l'ouest de la rivière Rouge, et pour les fins de ces règlements, la voie du dit chemin de fer sera supposée se trouver sur la quatrième base en gagnant l'ouest jusqu'à l'intersection de la dite base avec la ligne qui se trouve entre les rangs 21 et 22, à l'ouest du premier méridien principal, pour de là se diriger en suivant une ligne directe jusqu'au confluent des rivières aux Coquilles (*Shell river*) et Assiniboine.

2. " Les régions situées de chaque côté de la ligne sont respectivement divisées en zones, de la manière suivante :

“ (1) Une zone de cinq milles, de chaque côté du chemin, immédiatement en contact avec lui, sera appelée la zone A ;

“ (2) Une zone de quinze milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone A, sera appelée la zone B ;

“ (3) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone B, sera appelée la zone C ;

“ (4) Une zone de vingt milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone C, sera appelée la zone D ; et

“ (5) Une zone de cinquante milles, située de chaque côté du chemin, et voisine immédiate de la zone D, sera appelée la zone E.

3. “ Les sections portant des numéros pairs dans chaque township qui se trouve dans les différentes zones ci-dessus décrites, seront affectées aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions, de 160 acres chacun, respectivement.

4. “ Les sections portant des numéros impairs dans chacun des dits townships sont fermées aux établissements (*homesteads*) ou préemptions et réservées et reconnues comme terres du chemin de fer.

5. Les terres du chemin de fer situées dans les différentes zones seront vendues aux prix suivants : Dans la zone A, \$5 (cinq piastres) l'acre ; dans la zone B, \$4 (quatre piastres) l'acre ; dans la zone C, \$3 (trois piastres) l'acre ; dans la zone D, \$2 (deux piastres) l'acre ; dans la zone E, \$1 (une piastre) l'acre ; et les termes de vente seront comme suit :—Un dixième sera payable comptant, lors de l'achat, et la balance en neuf versements annuels égaux, avec intérêt au taux de six pour cent par année sur ce qui restera dû, payable en même temps que les versements.

6. “ Les terres affectées aux préemptions dans les différentes zones seront vendues aux conditions et aux prix suivants :—Dans les zones A, B et C, à \$2.50 (deux piastres et cinquante centins) l'acre ; dans la zone D, à \$2 (deux piastres) l'acre ; et dans la zone E, à \$1 (une piastre) l'acre. Les termes de vente seront comme suit :—Quatre dixièmes de la somme totale, et les intérêts de cette dernière au taux de six pour cent par an, devront être payés à l'expiration de trois années à partir de la date de l'inscription ; les autres six dixièmes devront être payés en six paiements annuels à partir de la dite date, avec intérêt au taux sus-mentionné sur telle balance du prix d'achat qui restera impayée, et sera payable en même temps que les versements.

7. “ Tous les paiements, soit pour les terres du chemin de fer, soit pour les préemptions, dans les différentes zones, seront faits en argent, et non avec des certificats (*scrips*) ou des mandats de primes militaires ou de police.

8. “ Tous les deniers reçus en paiement de terres préemptées formeront partie du fonds destiné au chemin de fer, de la même manière que les deniers reçus en paiement des terres du chemin de fer.

9. “ Ces dispositions auront un effet rétroactif, en ce qui concerne toutes les inscriptions de *homesteads* et de préemptions, ou en ce qui concerne les ventes de terres du chemin de fer, faites en vertu des règlements du 9 de juillet, lesquels sont par le présent annulés, et il sera tenu compte aux acheteurs de tous les paiements faits en sus et au-delà des prix par le présent stipulés.

10. “ L'ordre en conseil du 9 novembre 1877, concernant les terres entièrement affectées au chemin de fer dans la province du Manitoba, ayant été annulé, toutes les personnes qui se sont établies de bonne foi sur les dites terres, en vertu du dit ordre en conseil, paieront, en vertu des présentes dispositions, pour les terres préemptées, le prix fixé dans chacune des zones. Lorsqu'une personne aura pris deux quarts de section, en vertu de tel ordre en conseil, elle pourra garder en vertu de ces dispositions, comme *homestead*, le quart de section sur lequel elle se sera établie, et comme préemption, l'autre quart de section,—que ce *homestead* et cette préemption se trouvent ou non sur une section portant un numéro pair. Tous les deniers payés par telle personne pour les terres qu'elle aura prises, en vertu du dit ordre en conseil, seront portés au crédit de sa préemption, en vertu des présentes dispositions. Quiconque aura pris un quart de section, en vertu de l'ordre en conseil mentionné, aura le privilège de le garder comme *homestead* et pourra prendre un autre quart de section comme préemption, l'argent déjà payé par lui devant être porté au crédit de telle préemption.

11. " Toutes les inscriptions pour des terres seront soumises aux dispositions suivantes relatives au droit de passage du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de n'importe quel autre chemin de fer de colonisation du gouvernement se reliant au dit chemin de fer :

a " Si le chemin de fer traverse une terre inscrite comme *homestead*, le gouvernement aura le droit de passage libre, de même qu'il pourra prendre gratuitement le terrain des stations là où elles seront jugées nécessaires.

b " Lorsque le chemin de fer traversera des terres préemptées ou des terres du chemin de fer, prises après la date des présentes, le gouvernement pourra prendre possession de telle partie du dit terrain qui sera nécessaire pour les stations ou les sablonnières, et le propriétaire pourra seulement réclamer le prix par lui payé au gouvernement pour tel terrain, à raison de tant de l'acre.

c " Si, après la localisation finale du chemin de fer à travers des terres non arpentées ou arpentées, mais non prises à cette époque, il se trouve que quelque personne occupe des terrains que l'intérêt public exige de garder, le gouvernement se réserve le droit de prendre possession des dits terrains en payant à l'occupant la valeur des améliorations par lui faites.

12. " Les réclamations provenant de l'occupation, après la date des présentes, d'un terrain non arpenté lors de l'inscription, et pouvant être compris dans les limites affectées par les règlements ci-dessus ou par leur application ultérieure à de nouveaux territoires, seront dorénavant réglées conformément aux conditions ci-dessus relatives aux terres qui se trouvent dans la zone particulière où cet établissement pourra être situé, sujet à l'opération du paragraphe c de la section 11 des présentes dispositions.

13. " Toutes les inscriptions faites après la date des présentes, pour des terres inoccupées dans les limites de l'agence de la Saskatchewan, seront considérées comme provisoires jusqu'à ce que le tracé de la ligne ait été fixé dans cette partie des territoires, après quoi on disposera finalement de ces terres en vertu de ces règlements en tant qu'ils s'appliqueront à la zone particulière où se trouvent ces terres, sujet toutefois à l'opération du paragraphe c de la section 11 des présentes dispositions.

14. " En vue de favoriser la colonisation en réduisant le prix des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder des licences renouvelables chaque année, en vertu de la clause 52 de " l'Acte concernant les terres fédérales, 1879," pour couper du bois marchand sur toutes les terres situées dans les diverses zones ci-dessus désignées, et toute occupation ou vente de terres dans les limites du territoire auquel s'appliquent ces licences, seront alors sujettes à l'opération de ces licences.

15. " Il est bien compris que les dispositions ci-dessus n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont les terres réservées aux écoles publiques, et les sections 8 et 26, qui sont des terres de la compagnie de la Baie d'Hudson.

" On pourra se procurer tous autres renseignements nécessaires en s'adressant au bureau des terres fédérales, à Ottawa, ou à l'agent des terres fédérales, à Winnipeg, ou à aucun des autres agents locaux dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest.

Par ordre du ministre de l'Intérieur.

J. S. DENNIS,  
Sous-ministre de l'intérieur.

LINDSAY RUSSELL, arpenteur général,

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 13 avril 1880.

MÉMOIRE :—

Au sujet du remaniement des bureaux actuels des terres et de l'établissement de nouveaux bureaux dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, le soussigné a l'honneur de soumettre les vues suivantes à la considération du conseil.

La carte ci-jointe indique la position et la forme recommandées pour chaque district territorial.

Les bornes des différents districts sont marquées en rouge, et l'endroit où se trouve le bureau dans chaque district est indiqué par une étoile rouge.

Pour les deux nouvelles agences à l'ouest, on suggère les noms de "Birtle" et de "Montagne de la Tortue," et pour l'agence centrale celui de "Gladstone," qui est le nom de l'endroit où, pour le présent, il serait le plus avantageux de placer le bureau.

Si l'on en juge par l'attention soutenue que l'on porte aux terres du district de la Montagne de la Tortue, et par l'intérêt que l'on y prend, ainsi que l'indiquent les nombreuses demandes pour l'achat de vastes étendues de terres dans le voisinage, il est évident qu'au début au moins il sera nécessaire d'envoyer notre officier le plus expérimenté pour y surveiller les affaires.

Il faudra dans ce bureau, pour expédier les affaires de routine d'une manière systématique, et pour tenir à jour la forte somme d'ouvrage régulier du bureau, deux commis, dont l'un sera en définitive placé à la tête du bureau et l'autre lui servira d'aide.

Il est donc proposé de donner instruction à M. Codd, l'agent actuel à Winnipeg, de se rendre à la Montagne de la Tortue, d'y ouvrir l'agence, en amenant avec lui de son bureau MM. Newcomb et Wood, et d'y rester comme surveillant pendant la majeure partie de l'été, jusqu'à ce que la grande foule des colons soit un peu diminuée, et qu'il puisse laisser l'ouvrage du bureau en bonne voie, aux soins de M. Newcomb, en qualité d'agent local, ayant pour assistant M. Wood.

Il en sera de même, jusqu'à un certain point, dans le district de "Birtle". Pour faire face aux affaires, on recommande d'envoyer M. Belch, l'aide de M. Codd à Winnipeg, prendre la direction de l'agence de "Birtle," en lui donnant comme aide M. R. H. Hunter, aussi du bureau de Winnipeg.

Les rapports reçus dernièrement de l'agence du Portage La Prairie indiquent qu'il y aura si peu d'affaires dans ce voisinage immédiat que ce bureau pourrait être avantageusement réuni à celui de "Gladstone" dont la direction pourrait être confiée à M. J. Graham, actuellement dans le bureau de Winnipeg, à qui l'on donnerait comme assistant M. Sutherland, l'un des jeunes commis actuels de ce même bureau.

M. Mills, qui est chargé aujourd'hui du bureau du Portage La Prairie, serait envoyé comme commis de M. A. E. Fisher, l'agent local de la Petite-Saskatchewan.

Pour aider à M. Landerkin, chargé du bureau du district de Dufferin, on se propose d'envoyer M. Nesbitt du bureau de Winnipeg.

Quant au district d'Emerson, il y a encore de vastes étendues de terres qui restent disponibles dans sa partie ouest.

Les terres sur le côté est de la rivière Rouge et le long de la frontière internationale sont presque toutes vendues. Il serait donc plus commode, pour les colons établis dans les autres parties de l'agence, que le bureau fût transporté à quelque endroit central sur la rive ouest de la rivière Rouge. Le soussigné suggère de transporter le bureau à Morris et de le confier aux soins de M. Newcomb, l'agent actuel de ce district.

Le nom d'"Emerson" a été conservé au district afin d'éviter la nécessité de se procurer de nouveaux livres et de nouvelles formules pour ce bureau, ceux dont on se sert actuellement étant spécialement faits pour ce district. Il n'est pas probable qu'il faille garder le bureau de Morris ouvert après la saison actuelle, parce qu'il est très possible que toutes les terres qui restent dans ce district seront prises à cette époque.

Finalement, quant au bureau de Winnipeg, on suggère de nommer M. A. H. Whitcher agent, en lui donnant comme aides MM. Goulet et Sabine, les deux commis qui y sont déjà, et comme dessinateur, M. Richards, tant que ses services y seront réellement nécessaires, avec l'entente qu'aussitôt qu'on n'en aura plus besoin à Winnipeg, il soit ramené au bureau central, où il faudrait plus de dessinateurs et où ses services seront très utiles.

Respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD,  
Ministre de l'intérieur.



*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 14 avril 1880.*

Vu le mémoire, en date du 13 avril 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, recommandant certains changements dans le bureau des terres à Winnipeg et dans les agences, et l'ouverture de deux nouveaux bureaux :

Le comité conseille d'approuver ce mémoire et de lui donner effet.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

L'honorable ministre de l'intérieur.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que tous ceux qui demandent à acheter des terres affectées au chemin de fer dans les townships arpentés l'année dernière, après s'être ou non établis sur ces terres, auront à payer pour ces terres le prix qui leur est assigné lorsqu'elles sont mises entre les mains de l'agent chargé d'en disposer. Et attendu qu'il arrive très communément que des personnes se sont établies sur des terres non arpentées, avis est par le présent donné au public qu'après l'arpentage d'un township situé dans les limites d'une zone de terres affectées au chemin de fer, le gouvernement ne sera pas tenu de protéger dans leur possession ceux qui se seront établis sur ces terres, soit que celles-ci soient comprises dans des sections portant des numéros pairs ou impairs.

Le présent règlement sera en vigueur à dater du 1er mai 1880.

J. S. DENNIS,

*Sous-ministre de l'Intérieur.*

LINDSAY RUSSELL, arpenteur-général.

OTTAWA, 1er mai 1880.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 27 octobre 1880.*

Vu le rapport, daté du 25 octobre 1880, de l'honorable ministre de l'Intérieur, exposant que l'augmentation de l'arpentage des townships et celle de la colonisation dans les territoires du Nord-Ouest, dans la partie occidentale de la province du Manitoba, rendent nécessaire la création de nouveaux moyens d'enregistrement des titres et autres instruments ayant rapport à la propriété foncière, et par lequel il recommande la création, sous l'autorité de la 43e Vic., ch. 25, section 64, de quatre nouveaux districts d'enregistrement, respectivement décrits et désignés comme suit :

1. LE DISTRICT DE LA MONTAGNE DE LA TORTUE.

Comprenant les townships 1 à 10, tous deux inclusivement, et situés entre la ligne ouest de la province du Manitoba et le 2me principal méridien.

2. LE DISTRICT DE LA PETITE SASKATCHEWAN.

Comprenant les townships 11 à 22, tous deux inclusivement, situés entre la ligne de division des rangs 12 et 13 ouest du 1er principal méridien et le 2me principal méridien ; aussi tous les townships 18 à 22, tous deux inclusivement, situés entre la dite ligne de division des rangs 12 et 13, ouest du premier principal méridien et la rive occidentale du lac Manitoba.

3. LE DISTRICT DES COLLINES DU TONDRE.

Comprenant les townships situés entre les 5me et 10me bases, et se prolongeant vers l'ouest à partir du 2me principal méridien, jusqu'au et y compris le 20me rang ouest du principal méridien.

## 4. LE DISTRICT DE PRINCE ALBERT.

Comprenant les townships 37 à 50, tous deux inclusivement, et étant borné à l'est par la ligne entre les 16me et 17me rangs à l'ouest du 2me principal méridien, et à l'ouest par la ligne entre les 4me et 5me rangs à l'ouest du 3me principal méridien.

Le comité soumet la recommandation qui précède à la sanction de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

(Mémoire.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 18 mai 1881.

Le soussigné, ayant soigneusement examiné les changements faits dans les règlements concernant la vente des terres dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, et exigés par l'acte du chemin de fer Canadien du Pacifique, passé à la dernière session du parlement, à l'honneur de recommander à la favorable considération de Son Excellence le Gouverneur-général en Conseil, que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les règlements suivants soient promulgués comme étant la ligne de conduite suivie par le gouvernement au sujet des terres fédérales, savoir :

1. Que les règlements du 14 octobre 1879 soient rescindés.

#### RÈGLEMENTS CONCERNANT LA VENTE DES TERRES PROPRES A LA CULTURE.

2. Que les sections portant des numéros pairs situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, c'est-à-dire, dans un rayon de 24 milles de chaque côté de la ligne du dit chemin de fer, à l'exception de celles qui pourraient être réservées comme lots à bois pour les colons sur des terres de prairie dans la dite zone, ou dont le Gouverneur en conseil pourrait spécialement disposer—seront affectées exclusivement aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions.

3. Que les terres affectées aux préemptions dans les limites de cette zone de 24 milles de chaque côté du chemin de fer Canadien du Pacifique, inscrites jusqu'au 31e jour de décembre prochain inclusivement, seront vendues aux taux de \$2.50 l'acre; quatre dixièmes du prix d'achat, portant intérêt au taux de six pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois ans à compter de la date de l'inscription, et la somme restante sera payée en six versements égaux annuels à compter de la même date, avec intérêt au taux susdit sur toute partie du prix d'achat qui restera impayée, en même temps que chaque versement de capital.

4. Qu'à compter du 31e jour de décembre prochain, le prix restera le même—c'est-à-dire \$2.50 l'acre—pour les préemptions dans cette zone, ou dans la zone correspondante de tout embranchement de ce chemin de fer, mais ce prix sera payé en une seule somme à l'expiration de trois ans, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement.

5. Que les terres fédérales, appartenant au gouvernement, dans un rayon de 24 milles de toute ligne projetée de chemin de fer reconnue par le ministre des chemins de fer, et dont il aura donné avis dans la Gazette officielle comme étant une ligne projetée de chemin de fer, seront vendues aux prix et conditions ci-dessous:—Les terres dites de préemption seront vendues au même prix et aux mêmes conditions que ceux spécifiés dans le présent paragraphe, et les sections impaires seront vendues \$2.50 l'acre, comptant.

6. Que dans tous les townships ouverts à la colonisation dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, les sections de nombre pair, à l'exception des cas prévus dans l'article deux de ces règlements, seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions, et les sections de nombre impair seront vendues comme terres publiques.

7. Que les terres désignées comme terres publiques seront vendues à un prix uniforme de \$2 l'acre comptant, excepté dans certains cas spéciaux où le ministre de l'Intérieur,—en vertu des dispositions de l'article 4 de l'acte modifiant l'Acte des terres fédérales passé à la dernière session du parlement—pourra retirer de la vente et de la colonisation ordinaires certaines terres propres à la culture lorsqu'il le jugera à propos et les offrir en vente à l'enchère publique au plus haut enchérisseur, et dans ce dernier cas, la mise à prix de ces terres sera de \$2 l'acre.

8. Que les terres de préemption en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique seront vendues au prix uniforme de \$2 l'acre, payable en une seule somme à l'expiration de trois ans à compter de l'inscription, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement (*homesteads*).

9. Que les dispositions de l'article 6 ne s'appliqueront pas aux terres situées dans la province du Manitoba ou dans les territoires du Nord-Ouest au nord de la zone renfermant les terres du chemin de fer du Pacifique, où une personne étant réellement établie sur une section de nombre impair aura le privilège d'acheter une étendue de 320 acres de telle section, mais pas plus, au prix de \$1.25 l'acre, comptant; mais il lui faudra avoir résidé réellement pendant trois ans sur cette terre avant d'obtenir des lettres patentes.

10. Les prix et conditions de paiement des sections de nombre impair et des préemptions, ci-dessus énoncés, ne s'appliqueront pas aux personnes qui se seront établies dans aucune des zones décrites dans les règlements du 14 octobre 1879,—rescindés par les présentes,—mais qui n'ont pas obtenu d'inscriptions pour leurs terres, et qui pourront établir leur droit d'acheter ces sections de nombre impair ou ces préemptions, selon le cas, au prix et aux conditions fixés respectivement par lesdits règlements.

#### BOIS POUR LES COLONS.

11. Que dans les townships de prairie, le système de lots à bois sera continué,—savoir, les colons n'ayant pas de bois sur leurs terres auront la permission d'acheter des lots à bois d'une étendue n'excédant pas 20 acres chacun, à un taux uniforme de \$5 l'acre, payable comptant.

12. Que les dispositions du paragraphe immédiatement précédent s'appliqueront aussi aux colons sur les sections de prairie achetées de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans les cas où les seules terres à bois disponibles auraient été réparties sur des sections de nombre pair, pourvu que la compagnie du chemin de fer consente à agir dans le même sens lorsque le seul bois dans la localité se trouvera sur ses terres.

#### VENTES DES TERRES A DES PARTICULIERS OU A DES CORPORATIONS POUR LES FINS DE COLONISATION.

13. Que chaque fois qu'une compagnie ou un particulier demande des terres pour les coloniser, et est disposé à dépenser des capitaux pour construire des moyens de communication entre ces terres et des endroits déjà colonisés, et que le gouvernement est convaincu que cette compagnie ou cet individu est de bonne foi et possède les moyens de mener cette entreprise à bonne fin, les sections de nombre impair des terres en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de la zone d'aucun de ses embranchements pourront être vendues à cette compagnie ou à ce particulier, pour moitié prix, soit \$1 l'acre, comptant. Si les terres demandées se trouvaient situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, le même principe s'appliquera à une moitié de chaque section de nombre pair, c'est-à-dire une moitié de chaque section de nombre pair pourra être vendue à la compagnie ou au particulier au prix de \$1.25 l'acre, payable comptant.

14. Toute vente semblable se fera aux conditions absolues suivantes :

(a). Pour les terres situées en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier, selon le cas, devra, dans les trois ans qui suivront la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur

Chacune des sections impaires et aussi deux colons sur des établissements (*homesteads*) sur chacune des sections paires comprises dans le projet de colonisation.

(b) Si les terres demandées se trouvent situées en dedans de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier devra, dans les trois ans après la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur la moitié de chaque section paire achetée en vertu des dispositions du paragraphe 12 ci-dessus, et aussi un colon sur chacun des deux quarts de section restant disponibles pour des établissements dans cette section.

(c) Si les auteurs du projet font défaut de placer le nombre prescrit de colons, dans le délai fixé, le Gouverneur en conseil pourra résilier la vente et le privilège de colonisation, et reprendre possession des terres non colonisées, ou exiger le plein prix de \$2 l'acre, ou \$2.50 l'acre, selon le cas, pour ces terres, comme il sera jugé à propos.

(d) Qu'il soit bien compris que ceci ne s'applique qu'aux projets de colonisation des terres publiques par des immigrants de la Grande-Bretagne et du continent européen.

### TERRES A PATURAGE.

15. Que le système énoncé plus bas s'appliquera aux demandes de terres pour des fins de pâturage, et avant de faire droit à aucune demande, le ministre de l'Intérieur s'assurera que le requérant est de bonne foi et possède les moyens de mener à bonne fin l'entreprise qui fait l'objet de la demande.

16. Que le ministre de l'Intérieur pourra de temps à autre suivant qu'il le trouvera convenable, offrir à bail les townships ou les parties de townships propres à des fins de pâturage, à une mise à prix qu'il fixera, et les vendre au plus haut enchérisseur—la prime pour ces baux sera payée comptant lors de la vente.

17. Que ces baux seront pour un terme de vingt et un ans, et devront être en conformité des dispositions de l'article huit de l'amendement précité de l'Acte des terres fédérales, passé à la dernière session du parlement.

18. Que l'étendue comprise dans un bail sera toujours proportionnée à la quantité d'animaux qui y seront gardés, soit à raison de dix acres de terres pour chaque animal; si, toutefois, le locataire négligeait dans les trois ans de la date du bail, de mettre le nombre voulu d'animaux sur la terre, ou si, subséquemment, il faisait défaut de garder un nombre d'animaux proportionné à l'étendue des terres affermées, le Gouverneur en conseil pourra résilier ce bail, ou en diminuer proportionnellement l'étendue.

19. Qu'en mettant le nombre voulu d'animaux dans les limites des terres affermées, le locataire acquiert le privilège d'acheter et de recevoir des lettres patentes pour une quantité de terre comprise dans ce bail pour y construire les bâtiments nécessaires, n'excédant pas cinq pour cent de l'étendue des terres affermées, laquelle ne devra, en aucun cas, excéder 100,000 acres.

20. Que la rente payable pour une terre affermée sera toujours au taux de \$10 par année par chaque mille acres qu'elle renfermera, et le prix de la terre qui pourra être achetée pour y établir les bâtiments pour les bestiaux mentionnés dans le paragraphe immédiatement précédent, sera de \$1.25 l'acre, payable comptant.

21. Le ministre de l'Intérieur aura la faculté d'accorder des baux aux conditions qui précèdent, sans mettre aux enchères les différentes terres demandées, aux diverses personnes auxquelles des promesses ont été faites à cet effet, et dont les noms sont inscrits dans un certain rapport du sous-ministre de l'Intérieur, en date du 9 mai 1881, au sujet des terres à pâturage.

### PAIEMENT DES TERRES.

22. Que les paiements pour les terres publiques, ainsi que pour les préemptions, pourront se faire soit en argent, soit en *scrip*, soit en certificats de primes militaires ou de police, au choix des acheteurs.

### EMPLOI DE L'ARGENT.

23. Que toutes les sommes d'argent quelconques, reçues en paiement de terres dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest seront versées à la caisse du receveur—

général au crédit des terres fédérales, pour créer et former un fonds pour rembourser au gouvernement les avances qu'il aura faites à l'occasion de la construction du chemin de fer du Pacifique.

24. Dans le but d'encourager la colonisation en rendant moins dispendieux le coût des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder de temps à autre des baux ou permis, suivant le cas, en conformité des dispositions de l' "Acte des terres fédérales," pour couper du bois marchand sur aucune des terres qui lui appartiennent; et l'établissement ou la vente des terres, dans les limites du territoire compris dans ce permis, sera pendant ce temps sujet à l'opération de ces baux ou permis.

25. On comprendra naturellement que les dispositions qui précèdent n'affecteront pas les sections 11 et 29, qui sont des terres réservées aux écoles publiques, ni les sections 8 et 26 qui sont des terres appartenant à la compagnie de la Baie d'Hudson.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD.  
Ministre de l'Intérieur.

### TERRES FÉDÉRALES DU CANADA.

*Ce diagramme a pour but d'expliquer la disposition des concessions gratuites et des préemptions, ainsi que celle des terres de chemin de fer ou publiques, suivant le cas, dans chaque township du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest.*

31	32	33	34	35	36
30	Terres des 29 écoles.	28	27	Terres de 26 la Cie de la B. d'H.	25
19	20	21	22	23	24
18	17	16	15	14	13
7	Terres de 8 la Cie de la B. d'H.	9	10	Terres des 11 écoles.	12
6	5	4	3	2	1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, OTTAWA, 25 mai 1881.

Vu que les circonstances ont fait voir la nécessité d'apporter certains changements au système suivi par le gouvernement dans l'administration des terres fédérales, avis public est par le présent donné que—

1. Les règlements du 14 octobre 1879 sont par le présent révisés et remplacés par les règlements suivants, concernant la vente des terres propre à la culture :—

2. Les sections portant des numéros pairs situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, c'est-à-dire, dans un rayon de 24 milles de chaque côté de la

ligne du dit chemin de fer, à l'exception de celles qui pourraient être réservées comme lots à bois pour les colons sur des terres de prairie dans la dite zone, ou dont le Gouverneur en conseil pourrait spécialement disposer—seront affectées exclusivement aux établissements (*homesteads*) et aux préemptions. Les sections portant des numéros impairs dans les limites de cette zone sont des terres du chemin de fer Canadien du Pacifique, et ne peuvent être acquises que de la compagnie.

3. Les terres affectées aux préemptions dans les limites de cette zone de 24 milles de chaque côté du chemin de fer Canadien du Pacifique, inscrites jusqu'au 31e jour de décembre prochain inclusivement, seront vendues au taux de \$2.50 l'acre; quatre dixièmes du prix d'achat, portant intérêt au taux de six pour cent par année, seront payés à l'expiration de trois ans à compter de la date de l'inscription, et la somme restante sera payée en six versements égaux annuels à compter de la même date, avec intérêt au taux susdit sur toute partie du prix d'achat qui restera impayée, en même temps que chaque versement de capital.

4. A compter du 31e jour de décembre prochain, le prix restera le même—c'est-à-dire \$2.50 l'acre—pour les préemptions dans cette zone, ou dans la zone correspondante de tout embranchement de ce chemin de fer, mais ce prix sera payé en une seule somme à l'expiration de trois ans, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement.

5. Les terres fédérales, appartenant au gouvernement, dans un rayon de 24 milles de toute ligne projetée de chemin de fer reconnue par le ministre des chemins de fer, et dont il aura donné avis dans la Gazette officielle comme étant une ligne projetée de chemin de fer, seront vendues aux prix et conditions ci-dessous:—Les terres dites de préemption seront vendues au même prix et aux mêmes conditions que ceux spécifiés dans le précédent paragraphe, et les sections impaires seront vendues à \$2.50 l'acre, comptant.

6. Dans tous les townships ouverts à la colonisation dans le Manitoba ou les territoires du Nord-Ouest, en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, les sections de nombre pair, à l'exception des cas prévus dans l'article deux de ces règlements, seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions, et les sections de nombre impair seront vendues comme terres publiques.

7. Les terres désignées comme terres publiques seront vendues à un prix uniforme de \$2 l'acre comptant, excepté dans certains cas spéciaux où le ministre de l'Intérieur,—en vertu des dispositions de l'article 4 de l'acte modifiant l'Acte des terres fédérales passé à la dernière session du parlement,—pourra retirer de la vente et de la colonisation ordinaires certaines terres propres à la culture lorsqu'il le jugera à propos et les offrir en vente à l'enchère publique au plus haut enchérisseur, et dans ce dernier cas, la mise à prix de ces terres sera de \$2 l'acre.

8. Les terres de préemption en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique seront vendues au prix uniforme de \$2 l'acre, payable en une seule somme à l'expiration de trois ans à compter de l'inscription, ou plus tôt, selon que le réclamant aura acquis un titre à son quart de section d'établissement (*homestead*).

9. Les dispositions de l'article 7 ne s'appliqueront pas aux terres situées dans la province du Manitoba ou dans les territoires du Nord-Ouest au nord de la zone renfermant les terres du chemin de fer du Pacifique, où une personne étant réellement établie sur une section de nombre impair aura le privilège d'acheter une étendue de 320 acres de telle section, mais pas plus, au prix de \$1.25 l'acre, comptant; mais il lui faudra avoir résidé réellement pendant trois ans sur cette terre avant d'obtenir des lettres patentes.

10. Les prix et conditions de paiement des sections de nombre impair et des préemptions, ci-dessus énoncés, ne s'appliqueront pas aux personnes qui se seront établies dans aucune des zones décrites dans les règlements du 14 octobre 1879,—rescindés par les présents,—mais qui n'ont pas obtenu d'inscriptions pour leurs terres, et qui pourront établir leur droit d'acheter ces sections de nombre impair ou ces préemptions, selon le cas, au prix et aux conditions fixés respectivement par les règlements.

## BOIS POUR LES COLONS.

11. Dans les townships de prairie, le système de lots à bois sera continué,—savoir, les colons n'ayant pas de bois sur leurs terres, auront la permission d'acheter les lots à bois d'une étendue n'excédant pas 20 acres chacun, à un taux uniforme de \$5 l'acre, payable comptant.

12. Les dispositions du paragraphe immédiatement précédent s'appliqueront aussi aux colons sur les sections de prairie achetées de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans les cas où les seules terres à bois disponibles auraient été réparties sur des sections de nombre pair, pourvu que la compagnie du chemin de fer consente à agir dans le même sens lorsque le seul bois dans la localité se trouvera sur ses terres.

13. En vue de favoriser la colonisation en réduisant le prix des matériaux de construction, le gouvernement se réserve le droit d'accorder des licences de temps à autre, en vertu des dispositions de "l'Acte des terres fédérales," pour couper du bois marchand sur toutes ses terres situées dans des townships arpentés; et toute occupation ou vente de terres dans les limites de ces licences, seront alors sujettes à leur opération.

## VENTES DE TERRES A DES PARTICULIERS OU A DES CORPORATIONS POUR DES FINS DE COLONISATION.

14. Chaque fois qu'une compagnie ou un particulier demande des terres pour les coloniser, et est disposé à dépenser des capitaux pour construire des moyens de communication entre ces terres et des endroits déjà colonisés, et que le gouvernement est convaincu que cette compagnie ou cet individu est de bonne foi et possède les moyens de mener cette entreprise à bonne fin, les sections de nombre impair des terres en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou de la zone d'aucun de ses embranchements, pourront être vendues à cette compagnie ou à ce particulier, pour moitié prix, soit \$1 l'acre, comptant. Si les terres demandées se trouvaient situées dans la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, le même principe s'appliquera quant à une moitié de chaque section de nombre pair, c'est-à-dire une moitié de chaque section de nombre pair pourra être vendue à la compagnie ou au particulier au prix de \$1.25 l'acre, payable comptant. La compagnie ou le particulier sera de plus protégé jusqu'au montant de \$500, portant intérêt au taux de six pour cent jusqu'à parfait paiement, dans le cas d'avances faites pour placer des familles sur des établissements, en vertu des dispositions de l'article 10 des amendements à l'Acte des terres fédérales précités.

15. Toute vente semblable se fera aux conditions absolues suivantes :

(a) Pour les terres situées en dehors de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier, selon le cas, devra, dans les trois ans qui suivront la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur chacune des sections impaires et aussi deux colons sur des établissements (*homesteads*) sur chacune des sections paires comprises dans le projet de colonisation.

(b) Si les terres demandées se trouvent situées en dedans de la zone du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie ou le particulier devra, dans les trois ans après la date de l'arrangement avec le gouvernement, placer deux colons sur la moitié de chaque section paire achetée en vertu des dispositions du paragraphe 14 ci-dessus, et aussi un colon sur chacun des deux quarts de section restant disponibles pour des établissements dans cette section.

(c) Si les auteurs du projet font défaut de placer le nombre prescrit de colons, dans le délai fixé, le Gouverneur en conseil pourra résilier la vente et le privilège de colonisation, et reprendre possession des terres non colonisées, ou exiger le plein prix de \$2 l'acre, ou \$2.50 l'acre, selon le cas, pour ces terres, comme il sera jugé à propos.

(d) Qu'il soit bien compris que ceci ne s'applique qu'aux projets de colonisation des terres publiques par des immigrants de la Grande-Bretagne ou du continent européen.

## TERRES A PATURAGE.

16. Le système énoncé plus bas s'appliquera aux demandes de terres pour des fins de pâturage, et avant de faire droit à aucune demande, le ministre de l'Intérieur s'assurera que le requérant est de bonne foi et possède les moyens de mener à bonne fin l'entreprise qui fait l'objet de la demande.

17. Le ministre de l'Intérieur pourra de temps à autre, suivant qu'il le trouvera convenable, offrir à bail les townships ou les parties de townships propres à des fins de pâturage, à une mise à prix qu'il fixera, et les vendre au plus haut enchérisseur—la prime pour ces baux sera payée comptant lors de la vente.

18. Ces baux seront pour un terme de vingt et un ans, et devront être en conformité des dispositions de l'article huit de l'amendement précité de l'Acte des terres fédérales, passé à la dernière session du parlement.

19. L'étendue comprise dans un bail sera toujours proportionnée à la quantité d'animaux qui y seront gardés, soit à raison de dix acres de terres pour chaque animal ; si, toutefois, le locataire négligeait, dans les trois ans de la date du bail, de mettre le nombre voulu d'animaux sur la terre, ou si, subséquemment, il faisait défaut de garder un nombre d'animaux proportionné à l'étendue des terres affermées, le Gouverneur en conseil pourra résilier ce bail, ou en diminuer proportionnellement l'étendue.

20. En mettant le nombre voulu d'animaux dans les limites des terres affermées, le locataire acquiert le privilège d'acheter et de recevoir des lettres patentes pour une quantité de terre comprise dans ce bail pour y construire les bâtiments nécessaires, n'excédant pas cinq pour cent de l'étendue des terres affermées, laquelle ne devra, en aucun cas, excéder 100,000 acres.

21. La rente payable pour une terre affermée sera toujours au taux de \$10 par chaque mille acres qu'elle renfermera, et le prix de la terre qui pourra être achetée pour y établir les bâtiments pour les bestiaux mentionnés dans le paragraphe immédiatement précédent, sera de \$1.25 l'acre, payable comptant.

## PAIEMENTS DES TERRES.

22. Les paiements pour des terres publiques ainsi que pour des préemptions pourront se faire soit en argent, soit en scrip, soit en certificats de primes militaires ou de police, au choix de l'acheteur.

23. Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux terres qui ont quelque valeur comme emplacements de ville, ni aux terrains houillers ou autres terrains miniers, ni aux carrières de marbre ou de pierre, ni aux terres sur lesquelles se trouveront des pouvoirs d'eau ; elles n'affecteront pas, non plus, les sections 11 et 29 dans chaque township, qui sont des terres d'écoles publiques, ni les sections 8 et 26, qui sont des terres de la compagnie de la Baie d'Hudson.

J. S. DENNIS, député du ministre de l'Intérieur.

LINDSAY RUSSELL, arpenteur général.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, OTTAWA, VENDREDI, 23 décembre 1881.

PRÉSENT :

*Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil.*

Il a plu à Son Excellence l'administrateur du gouvernement, sur la recommandation du ministre de l'Intérieur, ordonner, et il est par le présent ordonné que les règlements suivants, pour la vente et la colonisation des terres fédérales dans la province du Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, soient et ils sont par le présent adoptés.

Il a aussi plu à Son Excellence ordonner que ces règlements soient exécutoires à partir du 1er jour de janvier 1882, et substitués aux règlements approuvés par l'arrêté du conseil du 20e jour de mai 1881, qui sont par le présent révoqués.

J. O. COTÉ, G.C.P.



## RÈGLEMENTS CONCERNANT LES TERRES FÉDÉRALES.

Diagramme indiquant la division d'un township en sections. Chaque section—un mille carré—est sub-divisée en quart de sections de 160 acres. Les sections ombrées de vert sont réservées pour les établissements concédés gratuitement (*Free Grant Homesteads*) et les préemptions qui s'y rattachent.

31	32	33	34	35	36
30	Terres des 29 écoles.	28	27	Terres de 26 la Cie de la B. d'H.	25
19	20	21	22	23	24
18	17	16	15	14	13
7	Terres de 8 la Cie de la B. d'H.	9	10	Terres des 11 écoles.	12
6	5	4	3	2	1

Les règlements qui suivent concernant la vente et la colonisation des terres fédérales dans la province du Manitoba et les territoires du Nord-Ouest, seront, à dater du 1er janvier 1882, substitués aux règlements maintenant en vigueur portant la date du 25 mai dernier.

1. Les terres arpentées dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest seront classées comme suit pour les fins des présents règlements :

Classe A.—Terres situées dans un rayon de vingt-quatre milles de l'un ou de l'autre côté de la ligne principale du chemin de fer Canadien du Pacifique ou de ses embranchements.

Classe B.—Terres situées dans un rayon de douze milles de l'un ou l'autre côté de tout chemin de fer projeté (autre que le chemin de fer Canadien du Pacifique) approuvé par un arrêté du conseil publié dans la *Gazette du Canada*.

Classe C.—Terres situées au sud de la voie principale du chemin de fer Canadien du Pacifique et non comprises dans les classes A ou B.

Classe D.—Toutes autres terres que celles comprises dans les classes A, B et C.

2. Les sections de nombre pair dans toutes les classes précédentes seront réservées exclusivement pour les établissements (*homesteads*) et les préemptions.

a. Excepté dans la classe D, où elles pourront être affectées par des conventions de colonisation, tel que ci-après pourvu.

b. Excepté aux endroits où il sera nécessaire de fournir à même ces sections des lots à bois aux colons.

c. Excepté dans le cas où le ministre de l'Intérieur, sous l'autorité des actes concernant les terres fédérales, jugerait nécessaire de réserver certaines terres et de les vendre aux enchères, ou d'en disposer autrement suivant les instructions du gouverneur en conseil.

3. Les sections de nombre impair dans la classe A sont réservées pour la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

4. Les sections de nombre impair dans les classes B et C seront offertes en vente au prix de \$2.50 l'acre, payable lors de la vente.

a. Excepté dans les cas où il en aura été ou en sera autrement disposé par le gouverneur en conseil.

5. Les sections de nombre impair dans la classe D seront offertes en vente au prix de \$2.00 l'acre, payable lors de la vente.

a. Excepté dans les cas où il en aura été ou en sera autrement disposé par le gouverneur en conseil.

b. Excepté les terres affectées par les conventions de colonisation, tel que ci-après prévu.

6. Les personnes qui, après l'arpentage, mais avant la promulgation de l'arrêté du conseil du 9 octobre 1879, excluant les sections de nombre impair de l'inscription comme établissement (*homestead*), ont pris possession de certaines terres dans les sections de nombre impair, en y résidant et en les cultivant, obtiendront la permission, si elles continuent de les occuper, d'en faire une inscription comme établissement (*homestead*) et comme préemption, comme si ces sections étaient de nombre pair.

#### PRÉEMPTIONS.

7. Les prix pour les lots de préemption seront comme suit :—

Pour les terres dans les classes A, B et C, \$2.50 l'acre.

Pour les terres dans la classe D, \$2.00 l'acre.

Le paiement sera fait en un seul versement à l'expiration des trois années qui suivront la date de l'inscription ou aussitôt que le colon pourra, sous l'autorité des actes concernant les terres fédérales, obtenir des lettres patentes pour l'établissement (*homestead*) auquel appartient cette préemption.

#### COLONISATION.

##### PLAN NUMÉRO UN.

8. Des conventions pourront être faites avec un particulier ou une compagnie (ci-après appelés la personne) pour la colonisation des lisières de terre aux conditions suivantes :—

a. La personne devra convaincre le gouvernement de sa bonne foi et de sa capacité de remplir les conditions contenues dans ces règlements.

b. La lisière de terre concédée à une personne sera dans la classe D.

9. Les sections de nombre impair comprises dans la lisière pourront être vendues à la personne moyennant \$2.00 l'acre, payable un cinquième comptant lors de la signature du contrat, et la balance en quatre versements égaux, à dater de cette époque. La personne paiera aussi au gouvernement cinq cents par acre pour l'arpentage de la terre achetée par elle, et cette somme sera payable en quatre versements annuels égaux aux mêmes dates que les versements sur le prix d'achat. Un intérêt de six pour cent par année sera exigé sur tous les versements dont l'échéance est passée.

a. La personne devra coloniser sa lisière de terre dans les cinq ans qui suivront la date du contrat.

b. Cette colonisation consistera à établir deux colons sur les établissements (*homesteads*) sur chaque section de nombre pair, et aussi deux colons sur chaque section de nombre impair.

c. La personne pourra être garantie des avances faites aux colons sur les établissements (*homesteads*) suivant la 10<sup>e</sup> section de l'Acte 44 Vict., chap. 16—(L'acte passé en 1881 pour amender les actes concernant les terres fédérales.)

d. Les établissements (*homesteads*) de 160 acres seront la propriété du colon, et ce dernier aura le droit d'acheter le lot de préemption appartenant à son établissement (*homestead*) moyennant \$2.00 l'acre payables en une seule somme

à l'expiration des trois années qui suivront la date de l'inscription, ou plus tôt, suivant que le dit colon pourra, en conformité des actes concernant les terres fédérales, obtenir des lettres patentes pour son établissement (*homestead*).

e. Lorsque le colon sur un établissement (*homestead*) ne prendra pas le lot de préemption auquel il a droit, il sera loisible à la personne, dans les trois mois qui suivront la perte de son droit par le colon, d'acheter ce lot au prix de \$2.00 l'acre, payable comptant lors de l'achat.

10. En considération de la colonisation opérée sur sa lisière de terre de la manière indiquée dans le paragraphe *b* de l'article précédent, il sera accordé à la personne une remise de la moitié du prix d'achat original des sections de nombre impair dans sa lisière.

a. Durant chacune des cinq années que durera le contrat, il sera fait une énumération des colons placés par la personne sur sa lisière, en conformité du paragraphe *b* de l'article 9 de ces règlements, et pour chaque colon ainsi établi de bonne foi, une remise de cent vingt piastres sera mise au crédit de la personne; mais le total de ces sommes ainsi mises au crédit de la personne ne devra pas excéder celle de cent vingt piastres pour chaque colon établi sur la dite lisière de terre, en conformité du paragraphe ci-dessus mentionné, lors de la dernière énumération.

b. À l'expiration des cinq années il sera fait une énumération des colons établis de bonne foi sur la lisière de terre, et s'il est constaté que ces derniers sont aussi nombreux et établis de la façon stipulée dans le paragraphe *b* de l'article 9 de ces règlements, une remise nouvelle et finale de quarante piastres par colon sera mise au crédit de la personne, laquelle somme, une fois ajoutée à celles précédemment créditées, s'élèvera à la moitié du prix d'achat des sections de nombre impair et réduira le prix de ces dernières à une piastre l'acre. Mais s'il est constaté que le nombre total des colons exigé par ces règlements n'habite pas sur la lisière de terre, ou s'ils ne sont pas placés conformément au paragraphe *b* de l'article 9 de ces règlements, alors, pour chaque colon de moins que le nombre exigé ou établi autrement qu'en conformité avec le paragraphe précité, la personne perdra cent soixante-six piastres de la remise.

c. Si en aucun temps durant l'existence du contrat la personne manque de remplir l'une des conditions de ce dernier, il sera loisible au Gouverneur en conseil d'annuler la vente du terrain acheté, et de traiter la personne comme il le jugera opportun suivant les circonstances.

d. Pour avoir droit à la remise, la personne devra fournir au ministre de l'Intérieur une preuve satisfaisante que la lisière de terre a été colonisée suivant les exigences du paragraphe *b* de l'article 9 de ces règlements.

#### PLAN NUMÉRO DEUX.

11. En vue d'encourager la colonisation par les capitalistes qui désireraient cultiver de plus grandes fermes que celles qui peuvent être achetées aux endroits où les règlements exigent que chaque section compte deux colons (mais sans diminuer le nombre des colons exigé dans chaque township), des conventions peuvent être faites avec une compagnie ou un particulier (ci-après désignés sous le nom de la personne), pour la colonisation de lisières de terrain aux conditions suivantes :

a. La personne devra convaincre le gouvernement de sa bonne foi et de sa capacité de remplir les conditions contenues dans ces règlements.

b. La lisière de terre concédée à une personne sera dans la classe D.

c. Tout le terrain compris dans cette lisière peut être vendu à la personne moyennant deux piastres l'acre, payables comptant, lors de la signature du contrat. La personne paiera en même temps au gouvernement cinq centins par acre pour l'arpentage de la terre qu'elle achètera.

d. La personne devra, dans les cinq ans qui suivront le contrat, coloniser le township ou les townships compris dans sa lisière de terre.

- e. Cette colonisation consistera à placer cent vingt-huit colons de bonne foi dans chaque township.
12. En considération de la colonisation faite sur la lisière de terre de la manière expliquée dans le paragraphe e de l'article qui précède immédiatement, la personne obtiendra une remise de la moitié du prix d'achat primitif.
- a. Durant chacune des cinq années que durera le contrat, il sera fait une énumération des colons établis par la personne sur sa lisière de terre, conformément au paragraphe e de ces règlements, et pour chaque colon de bonne foi ainsi trouvé sur la dite lisière de terre il sera fait une remise de cent vingt piastres; mais le total des sommes ainsi remises ne devra en aucun temps excéder cent vingt piastres pour chaque colon de bonne foi établi sur la lisière de terre, conformément au paragraphe ci-dessus cité, lors de la dernière énumération.
- b. A l'expiration des cinq années, il sera fait une énumération des colons de bonne foi établis par la personne sur sa lisière de terre, et s'il est constaté qu'ils sont aussi nombreux et établis de la manière stipulée dans le paragraphe e du 11e article de ces règlements, il sera fait une nouvelle et dernière remise de quarante piastres par colon, laquelle somme une fois ajoutée à celles précédemment remises à la personne s'élèvera à la moitié du prix d'achat de la lisière de terre et réduira ce dernier à une piastre par acre. Mais s'il est constaté que le nombre de colons exigé par ces règlements n'habite pas sur la lisière de terre ou qu'ils n'ont pas été établis suivant les dispositions du paragraphe ci-dessus cité, alors pour chaque colon de moins que le nombre voulu ou établi autrement que le paragraphe ci-dessus mentionné l'exige, la personne perdra le droit à une remise de cent soixante piastres.
- c. Pour avoir droit à la remise la personne devra convaincre le ministre de l'Intérieur que la lisière de terre a été colonisée suivant les prescriptions du paragraphe e de l'article 11 de ces règlements.

## AVIS OFFICIEL.

13. Le gouvernement devra donner avis dans la *Gazette du Canada* de toutes les conventions conclues pour la colonisation des lisières de terre sous l'opération des plans qui précèdent, afin que le public puisse respecter les droits des acheteurs.

## BOIS POUR LES COLONS.

14. Le ministre de l'Intérieur peut faire réserver n'importe quelle section boisée de nombre pair ou impair pour fournir du bois aux colons des établissements (*homesteads*); et tout colon pourra, lorsque l'occasion s'en présentera, acheter un lot à bois n'excédant pas 20 acres, pour le prix de \$5.00 comptant l'acre.

15. Il sera loisible au ministre de l'Intérieur, en vertu des actes concernant les terres fédérales, d'accorder des licences pour couper du bois sur les terres dans les townships arpentés. Les terres sur lesquelles on aura permis de couper du bois sont par les présents règlements exemptes de l'inscription et de la vente comme établissements (*homesteads*) et préemptions.

## TERRES A PATURAGE.

16. Sous l'autorité de l'acte 44 Victoria, chap. 16, on pourra affermer des lisières de terre à pâturage aux conditions suivantes :

- a. Les baux seront pour un terme n'excédant pas vingt et un ans, et aucun d'eux ne devra comprendre plus de 100,000 acres.
- b. Dans un territoire arpenté, la terre comprise dans un bail sera désignée par townships et sections. Dans un territoire non-arpenté, la personne à qui on aura promis un bail devra, avant la signature du bail, faire arpenter la lisière de terre à ses propres frais par un arpenteur fédéral sous la direction de l'arpenteur général; et les plan et notes de cet arpentage seront déposés aux archives du département de l'intérieur.

- c. Le locataire devra payer une rente annuelle de \$10 pour chaque mille acres compris dans son bail et devra, dans les trois ans qui suivront la date du bail, placer sur la lisière de terre une tête de bétail pour chaque dix acres de terre compris dans le bail, et devra durant ce temps maintenir sur cette lisière de terre un troupeau, suivant la même proportion.
- d. Après avoir placé le nombre prescrit de bestiaux sur la lisière de terre louée, le locataire pourra acheter des terres dans la région comprise dans le bail pour y établir une maison de ferme et un corral, moyennant le prix de \$2 par acre payable comptant.
- e. Le bail pourra être résilié si le locataire manque de se conformer aux conditions stipulées.

17. Si deux personnes ou plus sollicitent chacune un bail pour les mêmes terres à pâturage, des soumissions seront demandées, et le bail sera accordé à la personne offrant la plus haute prime en sus de la rente. Cette prime sera payable avant la signature du bail.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

18. Les paiements pour les terres pourront être faits en numéraire, en *scrip* ou certificats de prime militaire ou de police.

19. Les présents règlements ne s'appliqueront pas aux terres qui ont quelque valeur comme emplacements de ville, ni aux terrains houillers ou autres terrains miniers, ni aux carrières de marbre ou de pierre, ni aux terres sur lesquelles se trouveront des pouvoirs d'eau ; ils n'affecteront pas, dans chaque township, les sections 11 et 29, qui sont des terres réservées pour les écoles publiques, ni les sections 8 et 26, qui sont des terres appartenant à la compagnie de la Baie d'Hudson

DEPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,  
OTTAWA, 23 décembre 1881.

Par ordre, LINDSAY RUSSELL,  
*Arpenteur général.*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
OTTAWA, 4 mars 1882.

#### *Terres fédérales.*

Avis est par le présent donné que les agents dans les bureaux d'agence ci-après mentionnés offriront en vente les sections des terres fédérales de nombre impair qui n'auront pas été vendues dans leurs différents districts, aux dates ci-après fixées pour chacun d'eux et après, au prix de \$2.50 l'acre, comptant, savoir :—

Winnipeg, 15 mars 1882.	} 1er avril 1882.
Gladstone,	
Petite Saskatchewan,	
Birtle,	

Par ordre,  
LINDSAY RUSSELL,  
*Sous-ministre de l'Intérieur.*

## REPONSE

(307)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882:— pour un état faisant connaître le nombre d'acres de terre pris par des colons établis sur des concessions gratuites dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, en vertu de l'acte des terres fédérales, pendant l'année 1881; aussi le nombre total de ces colons, et le nombre des cantons dans lesquels ils sont fixés; aussi le nombre d'acres de terres pris dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, chaque année, avant 1881, ainsi que le nombre total de ces colons, chaque année, et le nombre de cantons dans lesquels ils sont fixés.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

27 mars 1882.

## E T A T.

## RÉPONSES à un ordre de la Chambre des Communes du 15 février 1882.

Le nombre d'acres de terre pris par des colons dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, en vertu de l'acte des terres fédérales, par des colons établis sur des concessions gratuites dans le cours de l'année 1881.		Le nombre total des colons établis sur des concessions gratuites.	Le nombre de townships dans lesquels habitent des colons établis sur des concessions gratuites.
438,707-70		2,753	448
Acres, depuis le 31 octobre, 1880, jusqu'au 31 octobre 1881, année administrative.		Depuis le 31 octobre, 1880, jusqu'au 31 octobre 1881, année administrative.	Townships ont été peuplés par des colons établis sur des concessions gratuites depuis le commencement de la colonisation.
Années.	Le nombre d'acres pris comme établissements dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest chaque année antérieure à 1881.	Le nombre des colons qui se sont fixés dans ces établissements, chaque année, avant 1881, et le total.	Le nombre de townships dans lesquels sont situées les préemptions.
1872	40,000 acres.	250 colons.	448  Townships ont été peuplés par des colons établis sur des concessions gratuites depuis le commencement de la colonisation du Nord-Ouest.
1873	136,640 "	854 "	
1874	215,520 "	1,347 "	
1875	84,480 "	528 "	
1876	52,960 "	331 "	
1877	145,280 "	908 "	
1878	308,640 "	1,929 "	
1879	555,296 "	3,470 "	
1880	280,640 "	1,754 "	
Total.....	1,819,456 acres.	11,371 colons.	

A. RUSSELL,

Pour l'arpenteur-général.

BUREAU DES TERRES FÉDÉRALES,  
 MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
 OTTAWA, 22 mars 1882.

---

---

## RÉPONSE

(30k)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 ;—  
pour un état faisant connaître le montant total des sommes d'argent  
reçues pour le compte des terres fédérales, pendant le cours de l'année  
civile, 1881.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

*Secrétaire d'Etat.*

27 mars 1882.

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse  
ci-dessus n'est pas imprimée.]

---

## RÉPONSE

(30l)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 :—  
pour un état indiquant le nombre d'arpents inscrits comme préemptions  
dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, pendant  
l'année 1881, et le nombre total de ces préemptions ; le nombre de  
cantons dans lesquels ces préemptions sont situées et la somme payée  
ou restant à payer sur ces préemptions ; aussi, le nombre d'arpents  
inscrits comme préemptions dans le Manitoba, le Kéwatin et les terri-  
toires du Nord-Ouest, pendant chaque année antérieure à 1881 ; le  
nombre total de ces préemptions, le nombre de cantons dans lesquels  
ces préemptions sont situées et la somme d'argent payée ou restant à  
payer sur ces préemptions.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

*Secrétaire d'Etat.*

27 mars 1882.



**ÉTAT.—Réponses à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 15 février 1882.**

Le nombre d'acres inscrits comme préemptions dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, dans le cours de l'année 1881.	Nombre total de ces préemptions.	Le nombre de townships dans lesquels ces préemptions sont situées.	La somme d'argent payée, ou restant à payer sur ces préemptions.																																
263,647 Acres, depuis le 31 octobre 1880, jusqu'au 31 octobre 1881, année administrative.	1,649 Depuis le 31 octobre 1880, jusqu'au 31 octobre 1881, année administrative.	412 Townships ont été habités par droit de préemption depuis le commencement de la colonisation.	On ne peut fournir cet état en temps utile sans retarder l'ouvrage courant du bureau qui presse actuellement.																																
Le nombre d'acres inscrits comme préemptions dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, chaque année antérieure à 1881.	Le nombre de ces préemptions, chaque année antérieure à 1881, et le total jusqu'au 31 oct. 1881, année administrative.	Le nombre de townships dans lesquels ces préemptions sont situées.	La somme d'argent payée ou à payer sur ces préemptions.																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="49 729 118 746">Années.</th> <th data-bbox="121 729 288 746"></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="49 751 118 769">1872</td> <td data-bbox="121 751 288 769">1,600 acres.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 774 118 791">1873</td> <td data-bbox="121 774 288 791">2,400 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 796 118 813">1874</td> <td data-bbox="121 796 288 813">101,461 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 818 118 836">1875</td> <td data-bbox="121 818 288 836">67,314 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 841 118 858">1876</td> <td data-bbox="121 841 288 858">40,406 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 863 118 880">1877</td> <td data-bbox="121 863 288 880">107,715 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 885 118 903">1878</td> <td data-bbox="121 885 288 903">275,240 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 908 118 925">1879</td> <td data-bbox="121 908 288 925">270,178 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 930 118 948">1880 jus. 31 oct.</td> <td data-bbox="121 930 288 948">140,790 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="49 952 118 970"></td> <td data-bbox="121 952 288 970">1,007,104 acres.</td> </tr> </tbody> </table>	Années.		1872	1,600 acres.	1873	2,400 "	1874	101,461 "	1875	67,314 "	1876	40,406 "	1877	107,715 "	1878	275,240 "	1879	270,178 "	1880 jus. 31 oct.	140,790 "		1,007,104 acres.	<table border="1"> <tbody> <tr> <td data-bbox="291 729 524 746">10 préemptions.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 751 524 769">15 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 774 524 791">634 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 796 524 813">420 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 818 524 836">242 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 841 524 858">673 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 863 524 880">1,720 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 885 524 903">1,688 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 908 524 925">879 "</td> </tr> <tr> <td data-bbox="291 930 524 948">6,281 préemptions.</td> </tr> </tbody> </table>	10 préemptions.	15 "	634 "	420 "	242 "	673 "	1,720 "	1,688 "	879 "	6,281 préemptions.	<p align="center">412</p> <p>Townships ont été habités par droit de préemption depuis le commencement de la colonisation.</p> <p align="center">412</p>	
Années.																																			
1872	1,600 acres.																																		
1873	2,400 "																																		
1874	101,461 "																																		
1875	67,314 "																																		
1876	40,406 "																																		
1877	107,715 "																																		
1878	275,240 "																																		
1879	270,178 "																																		
1880 jus. 31 oct.	140,790 "																																		
	1,007,104 acres.																																		
10 préemptions.																																			
15 "																																			
634 "																																			
420 "																																			
242 "																																			
673 "																																			
1,720 "																																			
1,688 "																																			
879 "																																			
6,281 préemptions.																																			

A. RUSSELL,

Pour l'arpenteur-général.

Bureau des terres fédérales, département de l'Intérieur,  
Ottawa, 22 mars 1882.

---

---

## RÉPONSE

(30m)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 22 mars 1882 :—  
pour copie de tous ordres en conseil et règlements qui n'ont pas encore  
été soumis, concernant les droits miniers.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

5 mars 1882.

---

---

## RÉPONSE

(30m)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 mars 1882 :—pour  
copie de tous rapports faits par les agents des terres du gouvernement,  
concernant le fonctionnement de l'Acte des terres fédérales ou des  
règlements relatifs aux terres dans le Manitoba et les territoires du  
Nord-Ouest, depuis le 1er janvier 1880.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

11 avril 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses  
ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(890)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882 :—  
pour un état faisant connaître le nombre et la situation des agences des terres du gouvernement établies dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest, le nombre des fonctionnaires employés et le montant payé chaque année, à titre d'appointements, depuis la création de la première agence jusqu'à cette date.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

26 avril 1882.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, BUREAU DES TERRES FÉDÉRALES,  
OTTAWA, 15 avril 1882.

Situation des agences des terres et des bois du gouvernement établies dans le Manitoba, le Kéwatin et les territoires du Nord-Ouest :—

AGENCES DES TERRES.

Winnipeg,  
Nelsonville, DaFerin,  
Souris,  
Petite Saskatchewan,  
Birtle,  
Montagne à la Tortue,  
Prince-Albert.

AGENCES DES BOIS.

Winnipeg,  
Edmonton.

WILLIAM MILLS, comptable.



NOMS DES FONCTIONNAIRES employés aux agences des terres et des bois depuis la création du premier bureau, dans le Manitoba, Kéwatin, etc.—*Suite.*

Noms.	Montant reçu pendant l'exercice 1872-73.	1873-74.	1874-75.	1875-76.	1876-77.	1877-78.	1878-79.	1879-80.	1880-81.	Du 1er juillet 1881, au 1er février 1882.
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Stephenson, E. F.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	699 72
Sutherland, J. McP.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	408 19
Sicotte, R.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Sinclair, Wm.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Whitcher, A. H.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Wood, R. J.	668 94	572 55	392 00	800 00	799 92	266 64	.....	.....	.....	.....
Wood, M. E.	177 57	999 96	732 96	1,000 00	999 96	249 99	.....	.....	.....	.....
	.....	999 96	1,999 92	2,000 00	2,000 00	2,000 00	2,000 00	1,999 92	2,000 00	1,166 17
	.....	.....	441 00	900 00	900 00	900 00	900 00	900 00	900 00	524 79

WILLIAM MILLS, comptable.

## RÉPONSE

(30p)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 24 avril 1882, demandant copie de tous arrêtés du conseil et instructions adressées aux officiers du ministère de l'Intérieur ou autres, concernant les terres réclamées par la Compagnie de la Baie d'Hudson dans la zone réservée pour la colonisation le long de la rivière Rouge, aussi ;—

1o. Etat des lots ou lopins (s'il en est) dans la dite zone qui ont été concédés à la compagnie ou qui lui ont été réservés, et leur superficie respective.

2o. Exposé des motifs pour lesquels les dites concessions ou réserves ont été faites.

3o. Liste donnant les noms des personnes (s'il en est) qui ont réclamé les lots ainsi concédés ou réservés comme en possédant le titre en vertu de l'Acte du Manitoba, ou à titre de colons ou squatters sur les dits lots postérieurement au 15 juillet 1870.

4o. Liste donnant les noms des personnes qui ont été dépossédées ou forcées de devenir tenanciers ou acquéreurs des dits lots, par la compagnie, ou qui ont été autrement empêchées d'en acquérir le titre du gouvernement.

Aussi, une carte ou des cartes indiquant les lots concédés ou réservés à la compagnie dans la dite zone, et les lots ainsi réclamés par des colons ou squatters, mais qui ont été concédés ou réservés à la compagnie.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
9 mai 1882.

TABLEAU des terres réservées pour la colonisation: le long de la rivière Rouge; lots concédés à la Compagnie de la Baie d'Hudson; motifs pour lesquels on les a concédés; noms des autres réclamants, etc.

Lot n°	Paroisse.	Étendue.	Motifs pour lesquels on les a concédés à la compagnie de la Baie d'Hudson.	Nom du réclamant, s'il en est.	Observations.
1	Sainte-Agathe.....	Acres. 116-00	Au lieu de townships fractionn. établis	Henry J. Clarke.....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
3	do	129-75	do	do	do
7	do	144-50	do	Trefflé Ricard.....	Réclame comme squatter.
9	do	152-00	do	Frederick T. Bradley.....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
11	do	159-50	do	James Clarke, père.....	Réclame comme squatter.
13	do	169-50	do	James Clarke, fils.....	do
15	do	179-50	do	William H. Leach.....	do
24	do	129-00	Au lieu de terres établies (deux milles extérieurs)	Thomas Johnston.....	do
26	do	127-50	do	John Cameron.....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
28	do	124-00	do	Perry McCra.....	Demande d'achat.
62	do	155-50	Un vingtième de la zone fertile	William R. Donald.....	Réclame comme squatter.
83	do	101-00	do	{ Daniel Charette.....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
104	do	91-00	do	{ Joseph Lescarbeau.....	Réclame comme squatter.
132	do	134-50	do	{ Léon Lavallée.....	Demande d'achat.
176	do	105-00	do	{ Moïse Goulet (S. 2 chaînes).....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
177	do	133-00	do	{ Antoine Lavallée.....	do
179	do	139-00	do	{ Prosper Ducharme.....	do
198	do	128-00	Un vingtième de la zone fertile	{ Edward Kelly (S. 2 chaînes).....	do
207	do	80-00	Au lieu de townships fractionn. établis	{ Narcisse St. Goddard.....	do
209	do	74-00	do	{ Louis Vandale.....	do
211	do	79-00	do	{ Jean Bte. Tourond.....	do
215	do	151-50	do	{ Jean Bte. Ritchot.....	do
244	do	123-00	Un vingtième de la zone fertile	{ Alfred Dozois.....	do
271	do	172-00	do	do	do
274	do	79-00	Au lieu de townships fractionn. établis	do	do
276	do	143-00	do	do	do
278	do	141-50	do	do	do
280	do	141-00	do	do	do

282	do	140-00	do	{ Charles Donald.....	do
284	do	64-00	do	{ Chester A. Skeffington.....	do
286	do	67-00	do	do	do
288	do	77-50	do	do	do
293	do	111-50	Un vingtième de la zone fertile	do	do
313	do	116-00	do	do	do
348	do	163-25	do	W. S. Cameron.....	Demande d'achat.
371	do	128-00	do	do	do
393	do	104-00	do	do	do
413	do	145-00	do	do	do
432	do	132-25	do	do	do
435	do	132-50	Au lieu de terres établies (deux milles extérieurs)	do	do
437	do	133-00	do	do	do
439	do	135-00	do	do	do
441	do	140-00	do	do	do
455	do	137-00	Un vingtième de la zone fertile	do	do
486	do	151-50	do	do	do
506	do	161-50	do	Pauvier Hébert.....	Réclame comme squatter.
526	do	91-65	do	Pierre Gérard, fils de Baptiste.....	Réclame par suite d'occupation antérieurement au 15 juillet 1870.
610	do	160-00	do	do	do
632	do	164-00	do	do	do
240	Saint-Norbert.....	175-00	do	do	do
Pt 131	Saint-André.....	433-65	Au lieu de townships fractionn. établis	do	do
Part I	Saint-Oléments.....	450-00	do	do	do
Pt 131	Saint-Jean.....	500-00	do	do	do
Part I	Saint-Oléments.....	500-00	Fort Garry en haut.....	do	do
			do en bas.....	do	do

A. RUSSELL,  
Pour l'arpenteur général.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 24 février 1882.*

Vu le mémoire, daté du 20 janvier 1882, du ministre de l'intérieur, soumettant la demande faite par la compagnie de la Baie d'Hudson des lots 7 et 9 dans la paroisse de Sainte-Agathe;

Le ministre observe que ces lots, ainsi que d'autres, étaient compris dans la liste des terres que la compagnie a soumise au gouvernement, comme ayant été choisies par elle pour remplacer certaines terres faisant partie de son vingtième dans certains townships, qui avaient été occupées antérieurement à leur arpentage;

Qu'un arrêté du conseil, en date du 31 janvier 1879, attribuait à la compagnie les terres mentionnées dans cette liste, et que les lettres patentes ne furent émises que pour les différents lots y mentionnés, à l'exception des deux que réclamait en même temps M. H. J. Clarke, C.R.

Qu'à la suite d'une investigation soignée et complète faite à ce sujet par l'arpenteur général, celui-ci soumit un rapport approuvé par le sous-ministre et comportant que M. Clarke n'avait aucunement prouvé ses droits à aucun de ces lots;

Finalement, le ministre renvoya l'affaire à l'honorable sir Alexander Campbell, avec prière d'entendre la cause et de lui donner son opinion. Par son mémoire du 13 juin 1881, dont une copie est ci-annexée, sir Alexander Campbell est d'avis qu'on doit s'en tenir à la décision du département en date du 30 janvier 1880, dont une copie est aussi annexée. Cette décision portait que M. Clarke n'avait aucun droit ni à l'un ni à l'autre des lots 7 et 9, dans Sainte-Agathe.

Le ministre recommande donc qu'on conformément de l'arrêté du conseil ci-dessus mentionné, il soit émis des lettres patentes pour ces lots à la compagnie de la Baie d'Hudson.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Attesté,

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'intérieur.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 28 novembre 1872.*

Vu le mémoire, en date du 25 novembre 1872, de l'honorable Secrétaire d'Etat soumettant une lettre de l'honorable Donald A. Smith, datée du 21 novembre courant demandant qu'on l'informe si, pour ce qui a trait à la manière dont la compagnie obtiendra son vingtième, le gouvernement consentira à ce que les terres réservées pour les sauvages soient considérées comme des terres établies, aux termes de la clause 19 de l'acte des terres fédérales;

Si la compagnie a raison de prétendre que ses droits, relativement à son vingtième des terres situées dans la zone de quatre milles, seront aussi déterminés par la dite clause, et si la compagnie aura la faculté d'abandonner en tout temps au gouvernement, sans en recevoir l'équivalent, aucune des terres qui lui auront été attribuées et qu'elle ne désirera pas garder;

Le secrétaire, relativement à ce que dessus, recommande qu'en attribuant à la compagnie son vingtième des terres situées dans la zone de quatre milles, si cette attribution comprend des terres vendues ou occupées depuis l'acte de cession, la compagnie ait le droit de choisir dans la dite zone des lots vacants d'une étendue égale en leur lieu et place.

Quant aux terres dévolues à la compagnie, le secrétaire fait observer que le gouvernement s'en étant dessaisi, la compagnie se trouve propriétaire de ces terres et a le pouvoir d'en disposer suivant qu'elle le jugera convenable dans ses intérêts, et que par conséquent le gouvernement n'a pas à intervenir à ce sujet.

Le comité soumet le mémoire qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Attesté,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable secrétaire d'Etat.



RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 31 janvier 1879.

Le comité a examiné le mémoire, daté du 25 janvier 1879, de l'honorable ministre de l'intérieur, concernant la répartition opérée en mars 1873 entre le gouvernement et la compagnie de la Baie d'Hudson, du vingtième des terres dans certains townships fractionnaires dans le voisinage de la zone de la rivière, dans le Manitoba, d'après les dispositions de la clause 18 de l'acte des terres fédérales, et le choix qu'a fait la compagnie.

Le ministre croit qu'il est à propos de sanctionner le choix que la compagnie a fait, et en conséquence le recommande à la favorable considération du conseil.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Attesté,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

A l'honorable ministre de l'Intérieur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
OTTAWA, 25 janvier 1879.

*Mémoire.*—Le soussigné a l'honneur de faire rapport au conseil que, lors de la répartition opérée en mars 1873, entre le gouvernement et la compagnie de la baie d'Hudson, du vingtième des terres dans certains townships fractionnaires dans le voisinage de la zone de la rivière, dans le Manitoba, d'après les dispositions de la clause 18 de l'acte des terres fédérales, on a trouvé qu'une étendue très considérable de terres fédérales—en tout environ 3,878 acres—était occupée par des colons qui en avaient pris possession en vertu de l'arrêté du conseil du 26 mai 1871.

Le 26 mai 1873, la compagnie a soumis au gouvernement, conformément aux dispositions de la clause 19 de l'acte des terres fédérales, le choix de certaines terres qu'elle accepterait au lieu des terres qu'on avait trouvées occupées comme il est dit plus haut; mais comme quelques-uns des lopins de terre qui avaient été ainsi choisis paraissaient avoir une valeur exceptionnelle à raison de leur situation sur la rivière Rouge, le Secrétaire d'Etat, qui était alors chargé d'administrer les terres fédérales, refusa d'acquiescer à ce choix et contesta à la compagnie le droit de choisir, pour remplacer les terres qui lui avaient été dévolues lors de la répartition du mois de mars précédent, et qu'elle avait trouvées occupées, d'autres terres que celles d'une même qualité. Toutefois, la compagnie, par l'entremise de son agent, l'honorable D. A. Smith, soutint qu'elle avait le droit de choisir l'équivalent des terres en question parmi toutes les autres terres fédérales inoccupées, vu qu'elle renonçait à son droit aux terres se trouvant alors occupées, et l'affaire en resta là jusqu'à ce que le gouvernement eût fixé l'endroit où le chemin de fer du Pacifique traverserait la rivière Rouge à Selkirk, à quelques milles en aval d'un certain bloc de terre compris dans le choix que la compagnie avait fait, et où l'on avait pensé un jour que le chemin de fer traverserait la rivière, lequel bloc de terre le gouvernement désirait conserver comme emplacement de ville.

Alors, voyant que la compagnie insistait sur le choix qu'elle avait fait, le gouvernement n'avait d'autre alternative que d'acquiescer à ce choix ou d'indemniser les colons établis sur les terres de la compagnie. Mais en optant pour cette dernière alternative, il aurait fallu payer plus que n'aurait réalisé la vente des terres fédérales vacantes que la compagnie voulait avoir au lieu de celles qui lui avait été attribuées, et en conséquence M. Scott, faisant fonctions de ministre de l'intérieur, consentit, le 15 novembre 1876, à acquiescer au choix fait par la compagnie. Cependant, rien n'avait encore été fait lors du changement de gouvernement, et maintenant la compagnie insiste de nouveau sur le règlement définitif de cette affaire.

Relativement au droit que la compagnie réclame de pouvoir choisir aucune des terres fédérales inoccupées au lieu des terres qui lui ont été dévolues par l'opération de l'acte des terres fédérales et qui se trouvaient occupées lors de l'arpentage, le soussigné a l'honneur de soumettre, pour l'information du conseil, l'opinion du ministre de

la Justice, datée du 21 juin 1876, sur le sujet. Comme on le verra, cette opinion est défavorable aux prétentions de la compagnie. D'un autre côté, on verra par les derniers paragraphes du rapport en question qu'il pourrait y avoir des cas où, vu la valeur des améliorations faites par les colons, l'intérêt public exigerait d'approuver plutôt le choix fait par la compagnie que d'entreprendre d'indemniser ces colons, au cas où la compagnie refuserait de renoncer à son droit aux terres sur lesquelles ces améliorations auraient été faites.

Pour toutes ces raisons le soussigné est d'avis que le fait se présente dans le cas actuel. Il croit donc qu'il est à propos de sanctionner le choix fait par la compagnie, et en conséquence il le recommande à la favorable considération du conseil.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN A. MACDONALD, ministre de l'Intérieur.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE, OTTAWA, 21 juin 1876.

D'après les clauses 17 et 18 de l'acte des terres fédérales, la compagnie de la Baie d'Hudson a droit à un vingtième des terres arpentées en townships dans la zone fertile. Ce vingtième est indiqué dans les townships par certains numéros, et dans les townships fractionnaires ou ceux qui sont entrecoupés de lacs, on devait le tirer au sort; mais ce plan a été abandonné en vertu de la 37ème Victoria, chapitre 19, clause 3, et la compagnie devait recevoir en retour des lots désignés par numéros. Mais si, lors de l'arpentage d'un township, c'est-à-dire de chaque township particulier, quelqu'une des sections assignées à la compagnie,—et, à mon avis, que ces sections fussent réservées par suite de leurs numéros ou tirées au sort, et qu'elles soient actuellement ainsi numérotées,—se trouve avoir été *bonâ fide* établie, tel que mentionné dans la clause 19, alors si la compagnie renonce à son droit aux sections ainsi établies, elle aura droit de choisir une quantité de terre égale à celle qui sera ainsi occupée, pour remplacer celle-ci sur les terres alors inoccupées.

D'après la clause 21, à mesure que les townships seront arpentés et que les arpentages en seront confirmés, etc., le gouverneur de la compagnie en sera dûment notifié par l'arpenteur général, et de ce moment l'acte aura l'effet de donner un titre de pleine propriété relativement aux sections en vertu de la clause 17, et d'en saisir la compagnie sans qu'il soit besoin d'émettre de lettres patentes à leur égard, tandis que relativement aux terres tirées au sort et aux lots y substitués, étant maintenant aussi des lots numérotés, des lettres patentes sont nécessaires.

Si je considère les mots du préambule de l'article 17 de l'arrangement entre la compagnie et le gouvernement du Canada pour "la distribution équitable du vingtième des terres dans toute l'étendue du territoire décrit" et "leur mise en réserve dans chaque township, à mesure de l'arpentage des townships," et les mots de la clause 19, que lorsque l'arpentage d'un township, c'est-à-dire de chaque township particulier, se fera, la compagnie aura le droit de choisir des lots pour remplacer ceux qui seraient établis, je suis tout à fait d'avis que, d'après l'esprit et la lettre de l'acte à ce sujet, si la compagnie renonce à son droit aux sections établies, elle ne peut choisir, "pour remplacer celles-ci," que sur les terres alors inoccupées dans tel township particulier jusqu'à concurrence du nombre des lots au sujet desquels elle aura renoncé à son droit.

Cette manière de voir est appuyée, je crois, par les négociations et les conditions auxquelles a été basé et effectué le transport de la Terre de Rupert au Canada.

Par exemple, les conditions telles qu'énoncées dans la lettre de sir Frederic Rogers du 9 mars 1869, article 6, sont comme suit:—

"Pendant la période de cinquante ans après la cession, la compagnie de la Baie d'Hudson pourra réclamer dans tout township ou district compris dans la Zone Fertile, où des terres seront arpentées pour la colonisation, des concessions n'excédant pas la vingtième partie des terres ainsi arpentées.

"Les étendues ainsi concédées seront tirées au sort et la compagnie de la Baie d'Hudson paiera sa part des frais d'arpentage au *pro rata*, n'excédant pas huit cents, cours du Canada, par acre."

Voir à la page LXXVI du statut de 1872, l'arrêté du conseil, et aussi le mémoire de l'arrangement entre les délégués du gouvernement du Canada et les directeurs de la compagnie de la Baie d'Hudson, article 6:—

“ Il est entendu que la compagnie ne pourra différer l'exercice de son droit de réclamer sa part dans chaque township pendant plus de dix ans après qu'il aura été arpenté ; mais sa réclamation devra être restreinte au tirage au sort des terres restant à vendre à l'époque où elle déclarera son intention de le faire.”

Et enfin, d'après les conditions du transport telles qu'arrêtées :—

“ Pendant la période de cinquante ans après la session, la compagnie pourra réclamer dans tout district ou township compris dans la zone fertile où des terres seront arpentées pour la colonisation, des concessions n'excédant pas la vingtième partie des terres ainsi arpentées. Les étendues ainsi concédées seront tirées au sort et la compagnie paiera sa part des frais d'arpentage au *pro rata*, n'excédant pas huit centins, cours canadien, par acre. La compagnie pourra différer l'exercice de son droit de réclamer sa part de chaque township ou district pendant une période n'excédant pas dix années après l'arpentage ; mais sa réclamation devra être limitée à un tirage au sort des lots qui ne seront pas vendus à l'époque où elle signifiera son intention de faire sa réclamation.” *Idem*, page LXXIX.

C'est pourquoi, en lisant les citations qui précèdent, en rapport avec l'acte des Terres de la Puissance de 1872, on ne peut, à mon avis, en venir à une autre conclusion que celle que j'ai exprimée.

2. Comme les lots désignés sont dévolus à la compagnie dans les townships autres que les townships fractionnaires ou ceux qui sont entrecoupés de lacs,—

(1.) Lorsque les townships sont respectivement arpentés, et (2) que les arpentages respectifs de ces townships ont été confirmés, et (3) qu'avis en a été donné à la compagnie par l'arpenteur général et qu'ainsi la compagnie est saisie de la propriété de ces lots sans qu'il soit nécessaire d'émettre de lettres patentes (voir clause 21), il s'ensuit que la compagnie ne peut renoncer à son droit qu'en faisant à la Couronne un acte de retrocession des lots ainsi établis.

Je crois donc que les mots “ alors inoccupées,” dans la clause 19, ne peuvent se rapporter qu'aux terres qui se trouvent inoccupées lorsque la compagnie renonce ou exprime l'intention de renoncer à son droit.

La clause 19 comporte évidemment que la compagnie doit être avertie ou savoir que quelqu'un de ses lots numérotés est établi lorsque l'arpentage de chaque township se fera, dans le but, si je le comprends bien, de lui permettre de choisir pour le remplacer un autre lot dans tel township arpenté, et la date de l'avis par la compagnie qu'elle est prête à renoncer à son droit est, je crois, l'époque mentionnée dans cette clause comme étant celle à laquelle les terres sont “ alors inoccupées.”

Mais je crois qu'il est facultatif pour la compagnie de renoncer à son droit. Si elle ne veut pas exercer ce droit, le gouvernement ne peut l'y forcer, mais il doit en venir à une entente avec elle ou indemniser les colons que la compagnie dépossèdera, car ayant un titre de pleine propriété d'après le statut, aux termes de la clause 21, elle peut expulser tous les colons établis sur aucun des lots numérotés.

Je crois également qu'il est facultatif pour le gouvernement d'accepter ou de refuser la retrocession d'aucun lot, mais dans tous ces cas le gouvernement sera tenu d'indemniser la compagnie des pertes qu'elle aura éprouvées par l'occupation du colon ou en l'expulsant légalement de sa propriété.

R. W. SCOTT, *faisant fonction de ministre de la Justice.*

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR,

OTTAWA, 15 novembre 1876.

(Mémoire.)

Le soussigné a l'honneur de soumettre, pour l'information du conseil, les faits qui ont trait à un certain choix de terre, actuellement pendant, dans la zone réservée pour la colonisation dans le Manitoba, fait par l'honorable M. Smith au nom de la compagnie de la Baie d'Hudson. Ces faits sont comme suit:—Lors de la répartition du vingtième de la compagnie de la Baie d'Hudson, dans les townships fractionnaires bornant la zone réservée pour la colonisation dans le Manitoba, certaines terres ainsi assignées, formant une étendue totale de 3,878 acres, se sont trouvées occupées par des colons réels, et le 26 mai suivant, M. Smith, au nom de la compagnie, en vertu des dispositions de la clause 19 de l'acte des terres fédérales, notifia ce département qu'il avait fait le choix de certaines terres pour remplacer celles qu'on avait ainsi trouvées occupées.

Une copie de la lettre de M. Smith énonçant le choix qu'il a fait est annexée au présent.

Ce choix n'a pas encore été approuvé, vu qu'on a contesté à la compagnie le droit de choisir des terres aboutissant à des rivières, au lieu des terres dont il est question et qui sont situées à quelque distance en arrière.

M. Smith prétend qu'en vertu de la clause 19 de l'Acte des Terres Fédérales dont il est parlé plus haut, si la compagnie renonce à son droit aux terres qui lui sont dévolues et qu'on a trouvées établies, elle a le droit de choisir une quantité de terres égale pour les remplacer sur les terres fédérales alors inoccupées, n'importe où ces terres seront situées.

Le ministre de la justice s'occupe actuellement de l'étude de cette clause.

Depuis que cette affaire est pendante, on a retranché de la liste des terres ainsi choisies par M. Smith et de son consentement, les lopins de terre nos 3, 4, 5 et 6, qui se trouvaient faire partie d'une section réservée aux écoles.

M. Smith a consenti à prendre une égale quantité de terre sur la section voisine.

Une autre raison qui a empêché jusqu'ici le ministre d'approuver le choix fait par M. Smith, c'est que l'on attachait une valeur exceptionnelle aux lopins de terre 1 et 2, comprenant 1,000 acres, situés près du Fort d'en Bas ou Fort de Pierre, parce que l'on supposait que le chemin de fer Canadien du Pacifique traverserait la rivière en cet endroit. Toutefois, le chemin de fer qui se construit actuellement traverse la rivière à quatre milles environ en aval du Fort de Pierre.

Le soussigné a été informé par l'arpenteur général que les terres choisies ont une plus grande valeur, acre pour acre, que celles auxquelles elles ont été substituées. D'un autre côté, il dit que les terres de la compagnie qu'on a trouvées établies et sur lesquelles on a construit des bâtiments et fait des améliorations, valent probablement, telles qu'elles sont aujourd'hui, plus que les terres choisies.

Dans ces circonstances, comme le gouvernement est obligé de protéger les colons, il ne serait peut-être pas hors de propos d'acquiescer à ce choix.

Le soussigné recommande en conséquence ce dernier parti, pourvu, toutefois, que cette approbation ne soit pas interprétée comme reconnaissant à la compagnie le droit de choisir pour remplacer les terres qui lui sont dévolues par l'opération du statut et qui se trouvent établies, d'autres terres que celles ayant une valeur équivalente. La liste A ci-jointe contient la liste des terres comprises dans le choix en question tel qu'il est actuellement proposé de l'approuver.

Le tout respectueusement soumis,

R. W. SCOTT,

*Faisant fonction de ministre de l'Intérieur.*

## RÉPONSE

(31)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 9 février 1881 :—

Etat donnant le coût de chacune des expéditions faites dans le but d'explorer la contrée avoisinant la rivière de la Paix et la Skeena et les routes nord, pour un chemin de fer allant à l'Océan Pacifique.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

21 mars 1881.

---

---

# DEUXIÈME RAPPORT

DE LA

# COMMISSION DU SERVICE CIVIL

AVEC

ANNEXES ET LE RAPPORT DE LA MINORITÉ

---

OTTAWA, 28 JUILLET 1881

---

*IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT*

---



OTTAWA  
IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON  
1882



## DEUXIEME RAPPORT

## TABLE DES MATIÈRES

## CADRES DES DÉPARTEMENTS.

	PAGE
§ 1 et 2.—Projet d'organisation basé sur les principes indiqués dans notre premier rapport.....	1
3.—Nouvelle enquête a confirmé les impressions quant à la redondance des employés.....	1
4.—Ne pouvons mentionner le nombre de subalternes nécessaires pour exécuter l'ouvrage.....	1
5.—Séparation complète des fonctions de contrôle d'avec celles qui nécessitent un travail réel.....	2
6.—Nombre de premiers commis limité.....	2
7.—Sous-ministres ne devraient pas faire l'ouvrage des commis.....	2
8.—Absence des sous-ministres.....	2
9 et 10.—Comptables lorsque faits premiers commis.....	2
11.—Arrangements défectueux des départements.....	2
12.—Bureau du gouverneur général.....	3
13.—Conseil privé.....	3
14.—Département de l'intérieur.....	3
14.—Division des affaires des sauvages.....	4
15.—Département de la marine et des pêcheries.....	4
16.— do de la justice.....	4
16.— do do division des pénitenciers.....	4
17.— do du revenu de l'intérieur.....	5
18.— do du secrétaire d'Etat.....	5
19.— do des travaux publics.....	6
20.— do des douanes.....	6
21.— do des postes.....	7
22.— do des chemins de fer et canaux.....	8
23.— do de l'agriculture et de la statistique.....	9
24.— do de la milice.....	9
25.— do des finances.....	10
26.—Bureau de l'auditeur général.....	11

## MISE A LA RETRAITE.

27.—Comparaison de l'acte des pensions du Canada avec les lois d'autres pays.....	11
28.—Amendements à la loi actuelle des pensions pas nécessaires.....	11
29.—Quelles personnes auront droit à l'avenir d'être mises à la retraite.....	12
30.—Résultat final des rapports quant au coût de la mise à la retraite par le passé.....	12
31.—Examen soigneux des tableaux nécessaire.....	12
32.—Relevés plus complets devraient être mis devant la législature.....	12

## MESURE DE PRÉVOYANCE POUR LES FAMILLES DES EMPLOYÉS DÉCÉDÉS.

33.—Dispositions désirables.....	12
34.—Le gouvernement devrait en prendre la direction.....	13
35.—Différents plans considérés—Acte de Québec.....	13
36.—Plan discuté par le service civil en 1877.....	13
37.—Plan du professeur Cherriman recommandé.....	13



	PAGE
§ 38.—Plan accessible à tous les employés publics permanents .....	13
39.—Prétention au sujet de la vie des employés civils .....	13
40.—Assurance compulsoire pour ceux qui désormais entreront dans le service .....	14

---

## ANNEXES

---

	PAGE
<b>A</b> —Mémoire du professeur Cherriman, avec tableaux explicatifs.....	15
<b>B</b> —Rapport sur la question des mises à la retraite dans le département de la justice.....	20
<b>C</b> —Projets se rattachant aux allocations du service civil et aux pensions, discutés par les membres du service civil en 1877 .....	21-81
Rapport de la minorité .....	82-89

# COMMISSION DU SERVICE CIVIL.

## DEUXIÈME RAPPORT.

### CADRES DES DÉPARTEMENTS.

1. En essayant de former de nouveaux cadres applicables en détail à chaque département, nous avons rencontré de sérieuses difficultés à vaincre. Nous devons tenir compte de la condition actuelle du service, et ne pas oublier que l'application du système recommandé dans notre premier rapport doit s'effectuer graduellement. Pour débarrasser le service des employés incapables—chose suggérée comme une nécessité par l'arrêté du conseil—ainsi que pour faire disparaître ceux qu'il y a de trop, et substituer des commis de troisième classe aux commis qui ont actuellement rang dans les classes plus élevées et reçoivent une rétribution correspondante pour des fonctions purement de routine, il faudra du temps et une étude qui devra nécessairement être laissée à l'initiative du gouvernement agissant de concert avec la commission du service civil.

2. Nous désirons qu'il soit bien compris qu'en nous arrêtant au nombre de premiers commis et de commis de première classe que comporte le projet suivant, dont le but est de former des cadres pour les départements, nous avons été guidés par les principes posés dans notre premier rapport; et notre intention a été de suggérer l'établissement d'un personnel qui pourra suffire aux fonctions d'un ordre supérieur dans les départements, pourvu que l'on ait des employés possédant les qualités qu'amènerait, croyons-nous, l'adoption de nos recommandations.

3. La suite de notre enquête nous a convaincus de plus en plus que l'on s'est écarté du principe de la séparation du travail intellectuel d'avec le travail machinal ou purement de routine; que des fonctions d'un ordre inférieur ont été assignées à des personnes occupant un grade plus élevé que ne le permet la nature de leur service, et que cela vient de ce que l'on a voulu pallier une injustice en donnant de l'avancement à des commis de mérite dont la promotion légitime avait été empêchée par la nomination—à leur détriment—de personnes qui n'avaient pas passé par les grades inférieurs. C'est ainsi que l'on a porté trop haut le nombre des premiers commis et des commis de première classe auxquels devaient être confiés la direction et le contrôle des classes subordonnées, et nous avons remarqué que cette surévaluation a eu pour effet d'influencer presque tous ceux de qui nous nous sommes efforcés d'obtenir des renseignements pour savoir quel personnel serait réellement nécessaire.

4. Quant au nombre de commis de deuxième et de troisième classes nécessaire pour faire l'ouvrage, nous n'en pouvons pas parler avec la même assurance, car nous sommes laissés à bon escient influencer jusqu'à un certain point par le nombre de ceux que nous avons trouvés dans le service, ainsi que par l'impossibilité (due à la réserve des témoins en général, dont nous avons déjà parlé) d'obtenir une opinion franche et entière sur l'inutilité d'employés faisant actuellement partie du personnel permanent. Par conséquent, nous ne doutons pas que l'on puisse réussir—à mesure que la mise en pratique de nos recommandations produira son effet—à faire beaucoup de réductions que nous n'avons su comment recommander plus spécifiquement, ou, en d'autres termes, à faire face à l'augmentation des affaires due aux progrès du Canada, en exigeant plus de capacité de la part des personnes appelées à remplir des vacances, plutôt qu'en augmentant le nombre des employés.

5. En recommandant la formation de nouveaux cadres, nous désirons insister très fortement sur l'importance d'une séparation aussi complète que possible des fonctions de contrôle et de direction d'avec celles qui nécessitent un travail réel. Dans le cours de nos recherches nous avons pu voir que les officiers supérieurs du service civil s'occupent de beaucoup de choses qui pourraient s'acquitter également bien des employés d'un grade inférieur, comme par exemple d'ouvrir la correspondance officielle et la distribuer aux officiers qu'il appartient, ainsi que d'écrire des mémoires d'instructions, des projets de lettres, etc., qui pourraient être couchés sur le papier par des sténographes et mis en état de recevoir la signature. De cette manière un grand nombre d'officiers supérieurs du service civil seraient débarrassés d'une besogne qui leur prend beaucoup de temps, et le temps ainsi économisé pourrait être consacré à des fonctions d'une nature plus importante.

6. En vue d'une administration plus économique il ne faudrait créer des emplois de premiers commis que dans les cas où l'on aurait à pourvoir à des fonctions comprenant la direction du travail des subalternes. Dans le cours de nos recherches, nous avons constaté que des fonctions confiées dans un département à des employés de grade inférieur qui s'en acquittaient d'une manière satisfaisante, l'étaient dans un autre à des commis de première classe et même à des premiers commis. Un tel défaut d'uniformité de principe dans la répartition de l'ouvrage ne saurait manquer de nuire aux intérêts du public, et d'augmenter beaucoup et sans nécessité les frais d'administration.

7. Nous croyons qu'autant que possible les fonctions des sous-ministres devraient être toutes de contrôle et de direction; qu'aux premiers commis devrait être donné la surveillance immédiate du travail dans les départements, et que, dans ses fonctions de surveillance, chaque premier commis devrait avoir l'aide d'un commis de première classe ou plus, et, en outre, dans les bureaux importants, d'un commis de deuxième classe ou plus, de manière à permettre la subdivision et la classification de l'ouvrage autant que faire se pourrait. La masse du travail de routine retomberait alors tout naturellement sur les commis de troisième classe dont se composerait en grande partie le service.

8. En l'absence du sous-ministre, le plus ancien premier commis devrait le remplacer, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par un arrêté du conseil.

9. Pour la classification des comptables, nous avons procédé sur la supposition que lorsque les devoirs imposés à ces officiers sont strictement ceux ordinairement dévolus à un comptable, leur rémunération ne doit pas (si l'on tient compte des appointements ordinairement payés aux comptables dans les banques et les grandes maisons de commerce) excéder \$2,000 par année. En conséquence, nous classifions généralement les comptables comme commis de première classe, le gouvernement pouvant toujours ajouter au maximum d'appointements de cette classe—lequel est de \$1,800 par année—une rétribution d'office jusqu'au montant de \$300 par année, ce qui porterait les appointements d'un commis de première classe au-dessus de la somme qui, à notre avis, devrait être le maximum des appointements d'un comptable.

10. Mais il y a des cas où d'autres fonctions sont confiées au comptable qui devient par là le deuxième officier du département et doit remplir, en l'absence du sous-ministre, d'importants devoirs ne tombant en aucune manière dans ses attributions ordinaires. Dans ces cas, nous avons recommandé de faire du comptable, un premier commis.

11. Nous désirons attirer de nouveau l'attention sur la disposition actuelle des bureaux qui, dans presque tous les départements, est de nature à empêcher la possibilité d'une surveillance convenable des employés. La masse de l'ouvrage dans le service est purement de routine, et devrait être laissée aux commis de troisième classe, sur lesquels des commis de grades plus élevés exerceraient leur surveillance. Les règlements actuels exigent d'eux six heures et demie de travail par jour. Nous sommes d'avis que vu le manque de surveillance nécessaire, les heures réellement consacrées au travail n'excèdent pas beaucoup en moyenne les deux tiers de ce temps, et nous ne saurions trop faire sentir au gouvernement l'importance et la nécessité d'un changement dans la distribution actuelle des bureaux, qui devraient être rem-

placés par de grandes salles où les commis se trouveraient sous la surveillance personnelle de leurs supérieurs.

Avec ces observations nous allons maintenant nous occuper des détails des cadres projetés.

12

## BUREAU DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

Sous-ministre.	Premier commis	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
Sec. du gouverneur-général.	1 Sous-secrétaire	1	1	2	2 (Ordonnance.)

Vu que le secrétaire du gouverneur doit nécessairement s'absenter souvent de la capitale nous sommes d'avis que l'officier le plus ancien après lui devrait avoir le rang de premier commis, et ce plus particulièrement parce qu'il est le dépositaire de confiance de tout ce qui se passe entre le gouvernement impérial et le gouverneur, et qu'en l'absence du secrétaire de ce dernier, c'est lui qui remplit les fonctions de cet officier.

13.

## CONSEIL PRIVÉ.

Sous-ministre.	Premier commis	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
Greffier du conseil privé.	1 Greffier-adjoint	.....	1	5	4

Il est évidemment nécessaire qu'il y ait dans le bureau du conseil privé quelqu'un qui puisse se charger des fonctions du greffier lorsque ce dernier se trouve absent, et après mûre réflexion nous sommes d'avis que le plus ancien officier après le greffier du conseil devrait avoir le rang de premier commis. Mais comme il ne saurait être nécessaire d'avoir un commis de première classe en même temps qu'un première commis, nous n'y avons pas pourvu, supposant que la surveillance de l'ouvrage du bureau écherra au premier commis, pour qui il ne devrait pas être difficile de diriger et contrôler les fonctions de six commis, ses subordonnés.

14.

## DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	2 Arpenteur général. Contrôleur de la police à cheval.	4	8	29	4

## DIVISION DES AFFAIRES DES SAUVAGES.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	.....	2	3	10	1

Il devrait y avoir dans le département de l'intérieur un comptable ayant le rang de commis de première classe, dont le devoir serait de tenir un système régulier de livres, qui aurait des commis sous ses ordres et tiendrait compte des dépenses des différentes divisions du département, ainsi que du revenu, quelle que soit sa provenance. Et tout en admettant qu'il peut y avoir des raisons pour que le contrôle du service de la police à cheval du Nord-Ouest demeure entre les mains du ministre de l'intérieur, nous croyons que l'habillement, les armes et les fourniments de ce corps devraient être fournis par l'entremise du département de la milice.

Il n'y a pas de doute que les ventes de terres dans le Nord-Ouest augmenteront la besogne de ce département à mesure que cette contrée se peuplera, mais nous pensons que le cadre ci-dessus pourvoira amplement aux besoins du service.

15.

## DÉPARTEMENT DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	2 Comptable. Premiers commis, division de la marine.	2	4	17	2

Pour ce qui concerne l'organisation du département de la marine et des pêcheries, nous sommes portés à croire que la charge de commissaire des pêcheries appartient plutôt au service extérieur qu'au service intérieur; nous proposons donc que cet officier soit rangé dans la catégorie du service extérieur, et que les commis actuellement placés sous ses ordres continuent d'appartenir au service intérieur en ce qui regarde l'accomplissement de devoirs analogues à ceux qu'ils remplissent aujourd'hui.

16.

## DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	1 Premier commis.	3	3	1	2

## DIVISION DES PÉNITENCIERS.

.....	1 Inspecteur des pénitenciers.	1	1	.....	.....
-------	-----------------------------------	---	---	-------	-------

Fidèles au principe qui nous a guidés dans notre classification du personnel d'autres départements, nous avons jugé à propos de demander un premier commis pour le ministère de la justice, vu que le sous-ministre doit nécessairement s'absenter en beaucoup d'occasions, et qu'il faut quelqu'un pour le remplacer et surveiller le travail des autres employés. A cause de l'importance des fonctions propres à ce département nous croyons que son deuxième officier devrait prendre rang de premier commis.

17.

## DÉPARTEMENT DU REVENU DE L'INTÉRIEUR.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	1 Comptable.	4	10	7	2

Les actes créant les départements du revenu de l'intérieur et des douanes pouvoient à la nomination d'un commissaire et d'un sous-commissaire dans chacun d'eux. On a laissé vacante pendant plusieurs années la charge de sous-commissaire des douanes, et nous sommes d'avis que dans le département du revenu de l'intérieur la même charge devrait être supprimée dès qu'elle deviendra vacante. Ce changement est nécessaire pour mettre ce département en harmonie avec l'organisation que nous avons recommandée pour d'autres, et dans laquelle nous avons eu soin de ne proposer aucun officier d'un rang plus élevé que celui de premier commis sous les ordres du sous-ministre.

Pratiquement le comptable a été pendant longtemps et est encore le deuxième officier en ce qui concerne le service intérieur; vu la nature importante de la comptabilité, nous avons assigné le rang de premier commis à cet employé.

Il sera peut-être nécessaire de créer plus tard une deuxième charge de premier commis pour la division des sciences dans ce département, mais nous préférons laisser au conseil du service civil le soin d'étudier cette question.

18.

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Sous-secrétaire.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers, emballeurs, etc.
1	1 Imprimeur de la reine.	3	4	16	6

Le budget de 1881-82 fait voir qu'il a été voté un crédit pour cinq premiers commis et quatre commis de première classe dans le département du secrétaire d'Etat. Nous ne saurions nous accorder avec cet aperçu des besoins de ce département, et nous proposons de réduire le nombre des premiers commis à un seul, qui, nous n'hésitons pas à le dire, devrait être l'imprimeur de la reine. On a probablement demandé ce grand nombre de premiers commis à cause de la différence qu'il y a entre l'estimation des fonctions de cette classe d'officiers sous l'empire de l'Acte actuel du service civil et celle qui nous a guidés lorsque nous avons établi l'échelle d'appointements soumise dans notre premier rapport. Nous proposons de faire commis de première classe les officiers chargés de la correspondance, des enregistrements et de la papeterie. Le gouvernement pourra ajouter au maximum des appointements des commis de première classe—lequel est de \$1,800—une somme additionnelle de \$300 comme rétribution d'office, portant ainsi le traitement de ces employés à \$2,100, ce qui, à notre avis, est une rémunération suffisante pour les fonctions qu'ils remplissent.

19.

## DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	*1 Secrétaire.	4	6	31	3

\* Il y a aussi dans le département des travaux publics trois officiers, savoir : l'architecte en chef l'ingénieur en chef, et le surintendant en chef des télégraphes qui sont classés comme hommes de l'art.

Un coup-d'œil jeté sur le tableau du personnel de ce département, nous montre que ce personnel se compose actuellement de 22 officiers et commis ; mais un état supplémentaire indique en outre 35 employés surnuméraires.

Quatre de ces commis surnuméraires sont dans le service depuis vingt à vingt-neuf ans, cinq depuis dix à dix-neuf ans, dix depuis cinq à neuf ans, quatre depuis un à quatre ans, et douze depuis moins d'un an.

Une estimation postérieure demande un nombre total de quarante-six employés, ce qui se rapproche du premier état, moins onze des douze commis surnuméraires en dernier lieu mentionnés qui sont dans le service depuis moins d'un an.

Il paraît que les trente-cinq employés surnuméraires mentionnés dans le premier état ont été payés à même des fonds votés pour des travaux et édifices publics ; nous sommes d'avis que tous les officiers dont l'emploi est pratiquement d'une nature permanente devraient faire partie du personnel permanent. C'est le seul moyen qui puisse permettre de faire connaître assez exactement à la législature les frais réels de l'administration d'un département.

C'est pourquoi nous proposons le cadre ci-dessus, qui donnera, croyons-nous, un nombre suffisant d'employés des classes supérieures, tandis que la classe inférieure, ou troisième classe, pourra être augmentée si les circonstances l'exigent.

Nous avons regardé l'ingénieur en chef, l'architecte en chef et le surintendant en chef des télégraphes comme des hommes de l'art, dont les appointements seront fixés en tenant compte de cette considération.

20.

## DÉPARTEMENT DES DOUANES.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers
1	2 Comptable. Premiers commis de la statist.	5	8	36	3

Dans l'examen que nous avons fait des circonstances affectant la formation des cadres du département des douanes, nous avons tenu compte de la préparation des rapports statistiques du département et y avons pourvu de la manière recommandée par le commissaire des douanes et d'autres témoins avec qui nous croyons que l'arrangement projeté procurera une économie, et que les états ainsi préparés seront plus dignes de foi.

Lorsqu'on voudra faire ce changement, il sera nécessaire d'amener du service extérieur dans le département, des officiers dont on n'aura plus besoin pour la statistique à leurs ports respectifs. Il est possible qu'avec l'échelle proposée dans notre premier rapport, quelques-uns de ces employés touchent des appointements plus

élevés que ceux auxquels auraient droit les commis des classes que nous recommandons. Notre avis n'est pas que les appointements des officiers ainsi déplacés soient réduits ; mais, à mesure qu'elles se feront, les vacances devraient être remplies par des commis de la classe actuellement recommandée.

Nous avons aussi pesé ce que contient la note soumise par les membres de la commission qui ont été spécialement chargés d'examiner la tenue des livres, l'apurement des comptes et la comptabilité dans les divers départements. Il est évident que pour servir à quelque chose, les comptes de tout service de perception devraient être tenus de manière à forcer les percepteurs à transmettre régulièrement les deniers perçus. En conséquence, nous sommes d'avis que dans le département des douanes la division de la comptabilité devrait être sur un pied tel qu'un règlement définitif pût être effectué avec chaque percepteur dans le délai nécessité par le service ordinaire de la poste.

En examinant les fonctions et la responsabilité qui retombent sur le sous-ministre de ce département, nous voyons que dans les deux dernières années il a été créé un bureau fédéral d'estimateurs se composant de deux estimateurs, d'un secrétaire et d'un président. Ce bureau a été formé dans le but de décider tous les points en litige entre le public et les différents percepteurs par tout le Canada, relativement aux taux à percevoir sur des marchandises déclarées en douane pour le paiement des droits. Pour que l'action de ce bureau fût en harmonie avec la pratique générale du département, on dût lui donner pour président le commissaire des douanes, qui se vit imposer par là une somme considérable de travail et de responsabilité supplémentaires.

Ce bureau a rendu des services très précieux en protégeant le revenu contre les fraudes pratiquées au moyen de la sous-évaluation, et en mettant dans les taux de l'impôt sur les marchandises déclarées aux différents ports du Canada, une uniformité qui n'avait pas régné jusque-là ; et nous croyons pouvoir attribuer une bonne part de ce succès à ce que le commissaire fait partie du bureau.

Nous voyons qu'en vertu d'un arrêté du conseil le commissaire a touché l'année dernière, à titre de gratification pour ce service, \$1,000 en sus de ses appointements, et notre avis est que l'on devrait continuer à lui payer cette somme jusqu'à ce que l'échelle des appointements ait été remaniée ainsi que recommandé dans notre premier rapport. Nous tenons plus à ce qu'il en soit ainsi parce qu'une grande partie du revenu du Canada a été perçu sous la surveillance de cet officier, et qu'en outre il y a dans le service extérieur certains de ses subordonnés qui ont des appointements aussi élevés, et même, dans un cas, plus élevés que les siens.

Bien que le bureau des estimateurs soit attaché au département à Ottawa, on ne le regarde pas comme faisant partie du service intérieur, et il n'est pas non plus inclus dans l'organisation projetée du département.

Nous sommes d'avis, toutefois, que les personnes nommées pour faire partie de ce bureau en qualité d'estimateurs, devraient subir, devant trois marchands ou plus, occupant un rang distingué chacun dans leur genre d'affaires, l'examen que le conseil du service civil pourra leur imposer, et que ces nominations ne devraient être faites que sur un certificat de capacité.

21.

## DÉPARTEMENT DES POSTES.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe	2e classe.	3e classe.	Messagers, emballeurs et trieurs.
1	3 Secrétaire. Comptable. Surint. des man- dats de poste et des caisses d'ép.	6	12	80	18



En réorganisant le personnel du département des postes nous avons pris en considération la nature routinière du travail qui se fait dans ce département, et il nous a paru que la vérification des comptes et des états (ce qui constitue la plus grande partie de ce travail) pourrait être faite d'une manière efficace par des commis de troisième classe sous la surveillance d'un nombre comparativement restreint d'officiers appartenant aux classes plus élevées.

Nous sommes d'avis que le système de la tenue des livres et des comptes de ce département est défectueux, et recommandons d'en adopter un plus moderne et meilleur dans le plus bref délai possible.

Dans les nouveaux cadres recommandés pour ce département nous omettons quatre des charges de premiers commis que comporte l'organisation actuelle. Et voici nos raisons pour en agir de la sorte:—Maintenant que le revenu entier est déposé directement au crédit du receveur général par les différents directeurs de poste qui le perçoivent, et qu'on ne le transmet plus au département comme autrefois en argent comptant, nous ne croyons pas qu'il soit besoin d'un caissier ayant le rang de premier commis pour transmettre et vérifier des certificats de paiement. Cette besogne revient naturellement au comptable, dont les fonctions sont, entre autres choses, de recevoir et examiner les pièces justificatives des items de crédits dans les comptes, et, comme dans d'autres départements, elle pourrait être faite par un commis de deuxième classe.

Vu la similitude des fonctions propres aux divisions des mandats de poste et des caisses d'épargne dans ce département, et les rapports intimes qui doivent nécessairement exister entre ces deux divisions, nous sommes d'avis qu'il serait avantageux de les réunir sous le contrôle d'un seul officier auquel on donnerait le rang de premier commis et l'aide d'un commis de première classe dans chaque division.

Pour la raison que nous avons donnée dans nos observations préliminaires et celles que nous avons faites au sujet de la réorganisation projetée d'autres départements, nous ne pouvons admettre la nécessité d'un deuxième officier ayant le rang de premier commis, soit dans la division du secrétariat ou celle de la comptabilité de ce département. L'échelle d'appointements que nous proposons permettrait aux commis de première classe dans ces divisions d'atteindre—avec la rémunération d'office—des appointements de \$2,100 par année, ce que nous regardons comme une ample rétribution pour le service propre à ces positions.

22.

## CHEMINS DE FER ET CANAUX.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	1* Secrétaire.	5	8	16	2

\* Il y a aussi dans le département des chemins de fer et canaux deux ingénieurs en chef—dont l'un pour les chemins de fer et l'autre pour les canaux—qui sont classés comme hommes de l'art.

Dans notre réorganisation des cadres du département des chemins de fer et canaux, nous n'avons pas perdu de vue les hautes qualités professionnelles requises pour exécuter les travaux publics dont ce département a le contrôle. Les ingénieurs sont en conséquence classés comme hommes de l'art, et leurs appointements peuvent être fixés indépendamment de l'échelle soumise dans notre premier rapport.

A l'égard des dessinateurs et de ceux qui font un travail de routine parmi le personnel des ingénieurs, plusieurs desquels ne sont pas sur la liste des permanents mais sont employés continuellement et payés à même les crédits votés pour les travaux publics, nous suggérons que tous les officiers dont l'emploi est pratiquement

d'une nature permanente fasse partie du personnel régulier. Nous jugeons cette chose nécessaire pour que les frais réels d'administration de ce département puissent être mis sous les yeux du parlement d'une manière intelligible et sans les confondre avec les dépenses flottantes attribuables à la surveillance des travaux en voie de construction.

23.

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	2 Secrétaire. Div. des brevets d'invention.	4	8	19	4

Nous supposons que dans le département de l'agriculture le secrétaire sera regardé comme l'officier le plus ancien après le sous-ministre, sur lequel retomberaient les fonctions de ce dernier en cas d'absence. Néanmoins, à cause de l'augmentation du nombre des brevets d'invention demandés tous les ans, et vu qu'il est probable que cette augmentation annuelle sera encore plus grande à l'avenir qu'elle ne l'a été par le passé, et que le contrôle de la division des brevets d'invention devra en conséquence être confié à une personne bien versée à cet égard dans les lois non seulement du Canada mais encore d'autres pays, et possédant de l'expérience dans les choses relatives à la délivrance de brevets d'invention, nous avons jugé à propos de recommander que l'officier chargé de la division des brevets ait aussi le rang de premier commis.

24.

## DÉPARTEMENT DE LA MILICE.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1 (Adj. général.)	1 Gardien des magasins de la milice.	3	4	9	2

On peut se demander avec assez de raison si l'administration du département de la milice exige un système si compliqué que le système actuel, lequel a pour base l'intention de séparer les fonctions civiles des fonctions militaires de ce département, bien qu'en pratique elles soient si entremêlées qu'il semble impossible de tirer une ligne de démarcation bien définie entre elles. Au point de vue de la milice l'adjutant général ne devrait avoir d'autres fonctions que celles qui se rattachent aux affaires militaires; il est strictement l'organe du général commandant la milice, et ses devoirs sont remplis lorsqu'il a communiqué à cette dernière les ordres de son chef.

S'il y avait au Canada des troupes égales en nombre à la milice active incorporée d'une manière permanente, les fonctions que nous venons d'indiquer demanderaient toute l'énergie d'un officier militaire accompli. Mais dans les circonstances actuelles, avec une milice qui n'est en activité que pendant quelques jours chaque année, l'adjutant général a suffisamment de temps à sa disposition pour fournir au ministre de la milice toutes les informations qu'il pourrait demander concernant la division civile

du département, et cela sans s'imposer un grand surcroît d'ouvrage. Il lui est si facile de se renseigner à ce sujet que ce service lui appartient plus qu'à tout autre dont les avantages seraient nécessairement moins complets.

Il n'est pas de fonctions dans le département de la milice qui n'ait quelque fin militaire pour objet. L'achat des approvisionnements, l'administration et la garde des terrains, travaux d'art et bâtiments consacrés aux fins de la milice, ainsi que les déboursés du département, ont un côté militaire, et pourraient être confiés à des personnes n'appartenant pas à la milice; mais ces choses sont aussi compatibles et même plus compatibles avec l'état militaire. A la vérité les déboursés se font en très grande partie sur les bons des officiers de la milice, appuyés par des certificats de l'état-major militaire.

L'achat et le contrôle des effets militaires demandent évidemment une vérification effective; par conséquent, ces fonctions ne devraient pas être confiées au même officier. Mais en même temps qu'un contrôleur des magasins est nécessaire, il n'y a pas de raisons pour que les contrats et les achats ne soient pas dirigés par le principal membre de l'état major de la milice.

On n'a pas oublié qu'avant la Confédération la dépense du service actif était beaucoup plus grande qu'elle ne l'a été en ces dernières années.

Ci-suit un tableau comparatif des frais d'administration et dépenses du département pour les exercices 1864, '65, '66 et 1877-78-79 respectivement :—

		Dépense de l'administration civile.	Moyenne de la dépense annuelle de l'administration civile.	Dépense des départements.	Moyenne de la dépense annuelle des départements
		\$ cts.	\$ cts	\$ cts.	\$ cts.
L'exercice	1864-65.....	15,340 69		741,592 62	
do	1865-66.....	22,997 88		1,617,556 64	
do	1866-67.....	23,635 83		1,379,276 21	
		71,994 40	23,998 13	3,738,425 47	1,246,141 49
do	1877-78.....	35,962 50		618,136 58	
do	1878-79.....	35,884 93		777,698 90	
do	1879-80.....	36,396 66		690,018 93	
		108,244 09	36,081 36	2,085,854 41	695,284 80

Partout, en 1866-67, alors qu'on faisait ces fortes dépenses, les affaires du département étaient conduites d'une manière satisfaisante par l'adjudant général et son état-major, sans qu'un sous-ministre s'en mêlât.

Nous proposons en conséquence que l'adjudant général se charge des fonctions actuellement remplies par le sous-ministre, et nous pensons qu'un tel arrangement aurait pour effet de réduire considérablement les frais d'administration, d'empêcher la multiplication de beaucoup d'ouvrage, d'améliorer l'administration même, et d'éviter de nombreux retards.

25.

## DÉPARTEMENT DES FINANCES.

Sous-ministre.	Premiers commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	3 Secrétaire de la trésorerie. Comptable, Contrôleur de la circulation monétaire.	4	10	15	4

Dans le mémoire préparé par le comité de cette commission et imprimé à la fin de notre premier rapport, l'on propose d'incorporer la caisse d'épargnes fédérale avec celle des bureaux de poste. Depuis que ce mémoire a été soumis, nous avons étudié plus à fond ce plan, qui se recommande à notre approbation. En l'examinant nous voyons que si la division des caisses d'épargnes des bureaux de poste était chargée de diriger ces institutions, cela ne lui imposerait guère plus de travail ; le département des postes étant plus à même de surveiller les fonctions de ses officiers, nous croyons qu'il en résulterait une plus grande sûreté pour les fonds publics, et à l'appui de cette opinion vient le fait que la caisse d'épargnes des bureaux de poste n'a presque pas souffert de perte, tandis que des détournements considérables ont eu lieu dans la caisse d'épargnes fédérale. En conséquence, nous recommandons le changement tant dans l'intérêt de l'économie que dans celui de l'efficacité, et nous avons tenu compte de ces choses dans l'organisation du cadre ci-dessus pour le département des finances.

Le surintendant des compagnies d'assurance et son personnel sont attachés de nom au département des finances, mais comme le crédit voté pour payer les frais de ce service est placé à part dans les prévisions budgétaires, nous ne l'avons pas inclus dans l'organisation projetée de ce département ; et comme ce service existe depuis si peu de temps nous avons pensé qu'il valait mieux de ne rien suggérer à l'endroit du personnel nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions.

26.

## AUDITEUR GÉNÉRAL.

Sous-ministre.	Premier commis.	1ère classe.	2e classe.	3e classe.	Messagers.
1	1 Auditeur-adjoint.	2	4	10	2

Les fonctions de ce département sont décrites dans le mémoire du comité nommé par la commission, et imprimé à la fin de notre premier rapport.

## MISE A LA RETRAITE.

27. Ayant dit dans notre premier rapport que nous nous proposons de donner à la question de la mise à la retraite plus d'attention que nous n'avions pu lui en consacrer jusque-là, nous avons aujourd'hui l'honneur de soumettre le résultat de notre nouvelle étude du sujet.

Nous avons comparé l'acte des pensions du Canada avec les lois du Royaume-Uni et des diverses colonies australiennes sur le sujet. Nous avons aussi examiné avec soin les témoignages rendus devant la commission par des membres du service civil. Il a paru dur à quelques-uns des témoins que les familles des employés dont le décès peut arriver pendant qu'ils appartiennent au service, ne peuvent tirer aucun profit des contributions au fonds de retraite, retenues sur les appointement de ces employés ; mais il ne faut pas oublier que le but de l'acte n'a pas été de pourvoir aux besoins des familles des employés décédés. Toutefois, la question de ces mesures de prévoyance est d'une importance vitale, et (bien que nous n'en soyons pas spécialement chargés) nous avons décidé de faire des recommandations à ce sujet sous un autre titre.

28. Il n'y a pas de raison qui nous autorise à conseiller d'introduire dans l'acte des changements assez importants pour permettre de l'amender. Au contraire, nous sommes d'avis que l'acte est impartial et équitable dans ses effets tant vis-à-vis du service que vis-à-vis du public ; mais tout en ne trouvant pas qu'il soit nécessaire de recommander l'introduction de changements dans la loi, nous croyons devoir dire

qu'il serait nécessaire de la faire observer plus strictement pour empêcher des abus auxquels mènerait indubitablement un usage aveugle des pouvoirs conférés par cet acte, et qu'on devrait positivement refuser de mettre à la retraite tout employé civil, à moins qu'on ne puisse démontrer clairement que cette mise à la retraite est autorisée par la loi, et qu'il en résultera un avantage pour le service, ou qu'elle est devenue nécessaire par suite d'une infirmité physique ou mentale de l'employé. Et dans chaque cas toutes ces choses devraient être étudiées et certifiées par la commission du service civil, comme préliminaire indispensable de la mise à la retraite de tout officier.

29. Nous recommandons toutefois d'introduire dans l'acte du service civil une disposition à l'effet que nulle personne nommée à l'avenir ne soit censée avoir servi dans le service civil permanent du Canada, pour les fins de l'acte des pensions, à moins que cette personne n'y ait été admise sur un certificat des commissaires.

30. Depuis que notre premier rapport a été présenté, les états fournis par les différents départements relativement à l'effet produit sur les frais du service par l'acte des pensions ont été compilés. Ci-suit un résumé qui en fait voir le résultat.

Dans l'espace de dix ans l'économie a été

Dans le département des finances, de ....	\$ 48,548 73
“ de l'agriculture, de.....	18,010 12
“ du revenu de l'intérieur, de.....	42,570 36
“ des travaux publics, de.....	21,014 93
“ de la marine et des pêcheries, de.....	30,263 86
“ du secrétaire d'Etat, de.....	5,482 40
“ de l'intérieur, de.....	6,893 78
“ des douanes, de.....	177,398 73
“ de la justice, de.....	8,100 99
“ du bureau du conseil privé, de.....	2,486 71
“ du bureau du gouverneur général, de .....	703 22
	<hr/>
	361,423 88

Contre laquelle nous pouvons placer les pertes

Dans le département des chemins de fer et canaux, à	\$23,025 20
“ de la milice et de la défense, à.	3,725 10
“ des postes, à.....	6,107 40

---

32,857 70

Ce qui laisse un profit net de..... \$328,566 18

31. Afin de bien comprendre exactement la nature de cette économie, il est nécessaire d'examiner soigneusement les tableaux des annexes imprimées avec notre premier rapport, ainsi que celui qui se trouve dans les annexes du rapport actuel. Cet examen démontrera à n'en pas douter que bien que les paiements faits aux employés mis à la retraite excèdent de beaucoup la contribution du service au fonds de retraite, la différence est beaucoup plus que surpassée par la diminution ou la suppression totale d'appointements dont nul compte ne paraît dans les états fournis au parlement.

32. Pour que les relevés incomplets mis devant la législature ne puissent induire en erreur, il faudrait qu'avec le relevé annuel fussent donnés d'autres détails sous une forme propre à démontrer le résultat financier de chaque mise à la retraite.

#### MESURE DE PRÉVOYANCE POUR LES FAMILLES DES EMPLOYÉS DÉCÉDÉS.

33. Donnant suite à notre intention déjà annoncée, nous avons recueilli beaucoup de renseignements ayant trait à la question de prendre quelque mesure de prévoyance pour les familles des employés civils décédés, et nous avons étudié plusieurs moyens d'arriver à ce résultat.

Qu'il soit à propos de réaliser les désirs presque unanimement exprimés des membres du service à cet égard, en prenant—à leur dépens—quelque mesure pour venir au secours de leurs familles en cas de mort, nous n'avons aucun doute là-dessus, et nous sommes convaincus qu'une telle mesure serait avantageuse au service public comme aux employés. Il est certain que la plupart de ces derniers pourraient mieux accomplir leurs devoirs s'ils n'avaient pas d'inquiétude sur l'avenir de leurs familles, et l'on croit que la sympathie et la loyauté envers le gouvernement—qu'engendrerait l'existence d'une pareille mesure—auraient pour effet d'engager les employés à mettre plus d'ardeur dans l'accomplissement de leurs devoirs, tandis que d'un autre côté ils trouveraient un motif de bonne conduite dans la certitude que le renvoi du service pour mauvaise conduite emporterait la confiscation d'une précieuse police d'assurance sur la vie.

34. Nous ne donnons pas ces considérations comme suffisantes pour justifier l'imposition d'un fardeau sur le trésor, mais nous croyons qu'elles sont de nature à justifier le gouvernement de prendre la direction du projet que nous voulons soumettre.

35. Parmi les plans que nous avons étudiés se trouve celui qui est incorporé dans l'acte de retraite de la province de Québec. Un examen soigneux des retenues opérées sur les appointements et les paiements, et auxquelles il est pourvu par cet acte, a fait naître dans nos esprits des doutes graves sur la question de savoir si les arrangements sont basés sur des considérations assez mûries pour qu'elles puissent être acceptées sans risque comme une garantie que les paiements auxquels cet acte donne lieu ne deviendront pas pour le public un fardeau plus lourd que l'acte ne le veut. Il entre dans l'intention de cet acte que le public contribue au fonds servant à faire les paiements, une somme égale à un quart du montant versé par les employés. A notre avis il faudrait faire en sorte qu'il n'en fût pas ainsi, pour ce qui concerne les paiements aux veuves et aux orphelins, car nous désirons qu'il soit bien compris que toute disposition de ce genre devrait être basée sur des contributions équitables et suffisantes de la part de l'assuré. C'est là un principe que nous estimons essentiel à la conservation d'un amour-propre convenable. Mais en dehors de ces considérations, nous sommes d'avis qu'il ne faut pas accoupler dans un même plan deux choses si dissemblables dans leur nature et leurs objets.

36. Nous avons aussi étudié les divers projets discutés par les membres du service civil en 1877, alors qu'ils s'efforçaient de trouver quelque moyen d'atteindre le but auquel ils désiraient tant arriver.

37. Le plan que nous avons finalement décidé de recommander est celui qu'a préparé le professeur Cherriman, surintendant des assurances. Ce plan est basé sur des principes d'affaires aisés à comprendre. Sa direction seule sera à la charge du gouvernement, et, en tant que compulsoire, les sommes qu'il assure aux employés sont proportionnées aux appointements touchés par eux dans les divers grades par lesquels ils peuvent s'attendre à passer. Comparé à l'assurance dans une compagnie ordinaire, la principale chose qui le recommande, c'est que les primes ne s'accroissent pas des sommes exigées pour les profits, les frais d'administration et les risques, lesquelles sommes, chez un grand nombre de compagnies, s'élèvent jusqu'à la moitié de la prime naturelle.

38. L'adoption du plan que nous proposons aura pour effet de mettre à la portée de tout employé public permanent le moyen d'assurer sa vie, et nous croyons fermement que notre projet, par lequel chacun devra profiter de l'avantage qui lui est offert s'il veut avoir accès aux emplois, sera bien vu de tous ceux dont les services vaudront la peine d'être retenus.

39. Nous désirons faire remarquer la prétention de beaucoup de gens bien informés qui disent que la vie des personnes employées dans le service civil, lorsqu'elles y entrent en bonne santé et dans leur jeune âge, court moins de danger que dans les occupations ordinaires. Ce n'est pas que nous puissions assurer positivement que tel soit le cas, mais les arguments apportés à l'appui de cette opinion sont certainement forts, sinon concluants, et ils sont destinés à se raffermir davantage si, comme nous le proposons, tous ceux qui seront admis dans le service à l'avenir doivent d'abord obtenir un certificat d'âge, de santé et de caractère. Prenant alors que cette prétention mérite d'être examinée, c'est au moins une assurance de plus que les calculs du pro-

---

fesseur Cherriman, qui sont basés sur la Table H (*Healthy male lives*) des associations d'actuaire, n'entraîneront le gouvernement dans aucun risque de perte; si l'expérience donne raison aux spéculations ci-dessus, il se trouvera peut-être que les primes seront plus que suffisantes pour faire face au paiement des polices, et qu'il s'accumulera un excédant dont on pourra se servir soit pour payer les frais d'administration ou pour diminuer les primes.

40. Il entre dans le plan du professeur Cherriman d'obliger toutes les personnes qui feront désormais partie du personnel, de consentir à ce que leur vie soit assurée;— mais pour ceux qui appartiennent déjà au service, l'on propose de laisser la chose à leur choix et d'imposer, pour la protection du fonds d'assurance, des restrictions raisonnables telles que la visite d'un médecin et l'addition d'un nombre d'années supplémentaire dans le cas où il sera reconnu que la santé du sujet est altérée. Ceci entraînera une certaine somme de responsabilité quant à décider si les précautions prises se trouveront suffisantes, et il serait juste que cette responsabilité pesât sur le conseil du service civil, auquel le surintendant des assurances devrait être associé à cette fin.

On trouvera ci-dessous le mémoire du professeur Cherriman, marqué comme annexe A.

D. McINNES, *président*.  
E. J. BARBEAU,  
A. BRUNEL,  
WILLIAM WHITE,  
W. R. MINGAYE.

Le soussigné ne partage l'avis de ses collègues qu'en ce qui regarde la mise à la retraite.

JOHN TILTON.

## ANNEXE A.

### SECOND RAPPORT DE LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL, CANADA, 1881.

*Mémoire pour la commission du service civil, in re "Assurance."*

Personne ne contestera qu'il est désirable de pourvoir au soutien de la famille de l'employé civil, advenant la mort; mais il existe plusieurs objections sérieuses à ce que le gouvernement y pourvoie, en accordant à cette famille une gratification ou une pension.

Quand une pension est accordée, lors de la mise à la retraite, on en fait judicieusement dépendre le chiffre de la durée des services et du chiffre du traitement, éléments qui représentent assez bien la valeur moyenne des services antérieurement rendus par le nouveau pensionnaire; mais une gratification ou pension accordée aux veuves et aux enfants devrait, pour qu'elle fût profitable, être proportionnée au nombre et à la position des membres de la famille, deux facteurs qui n'ont aucun rapport avec les services rendus au public par l'employé. Il semble en outre, impossible d'évaluer les dépenses qu'entraînerait pareil plan, dépenses que l'on ne pourrait équitablement répartir en contributions prises sur les appointements des employés, s'ils étaient appelés à en supporter une partie.

Chacun doit certainement, en prévision de la mort, pourvoir raisonnablement au soutien de sa famille; mais la personne qui vit d'un traitement annuel n'a qu'un moyen d'atteindre ce but, c'est d'assurer sa vie, et le gouvernement aurait droit d'exiger que tous ses employés assurent leur vie à leurs propres frais, car, advenant le décès, cette assurance ne laisserait pas leurs familles dans une misère complète.

C'est pourquoi le rapport du comité des mises à la retraite, 1869, contient une proposition que j'ai soumise, avec certaines modifications, à la commission du service civil en 1877, et dont voici l'objet en quelques mots: chaque employé civil serait obligé d'avoir constamment sa vie assurée pour un montant au moins double des appointements qu'il reçoit.

Cette condition devant être obligatoire, il deviendrait évidemment difficile de laisser à chaque individu le choix des moyens à prendre pour la remplir, et il ne se présente que deux moyens par lesquels le gouvernement pourrait lui-même en assurer l'accomplissement —

1. Le gouvernement pourrait effectuer les assurances dans quelque compagnie d'assurance sur la vie, payer les primes, et en retenir le chiffre sur les appointements.

2. Le gouvernement pourrait effectuer lui-même l'assurance.

Les objections au premier moyen semblent très sérieuses, et il paraît presque nécessaire d'employer le second, c'est-à-dire que le gouvernement se constituerait lui-même gardien des fonds payés par les employés pour cet objet, mais là cesserait sa responsabilité, et il ne serait exposé à aucunes pertes, si ce n'est des pertes temporaires résultant du fait que les tables de mortalité dont il ferait usage, ne représenteraient pas exactement le chiffre de la mortalité parmi les assurés, erreur que l'on pourrait constater et rectifier avec du temps et de l'expérience.

Le moyen suggéré est donc que le gouvernement fasse assurer la vie de chaque employé civil pour un montant au moins double du traitement qu'il reçoit, cette somme étant payable par le gouvernement, advenant le décès, et la prime payable en considération de ce paiement étant déduite par versements retenus sur les appointements mensuels, comme la chose se pratique actuellement pour la contribution au fonds des pensions. L'application de ce moyen exigerait seulement qu'on employât un ou deux commis additionnels, chargés de tenir les comptes et papiers, de remplir les bordereaux mensuels de paie des divers départements, en y indiquant les retenues



pour primes, et d'y faire l'ajustement nécessaire lorsque les fonctionnaires changeraient de position. Ces hommes seraient naturellement attachés au bureau du surintendant des assurances, sous le contrôle duquel on pourrait mettre la nouvelle organisation. On pourrait raisonnablement demander au gouvernement de se charger des dépenses que cette organisation entraînerait.

Dans les comptes publics, il suffirait d'inscrire les reçus des retenues faites pour les primes, et des paiements effectués pour réclamations; mais on tiendrait aussi un compte séparé du fonds des assurances sur la vie (*Life Fund*), dans lequel on inscrirait tous reçus et paiements avec intérêt au taux fixé, et balance au report d'année en année. Ce compte serait inclus dans le rapport que le surintendant doit soumettre aux Chambres.

Comme base de leurs calculs, les actuaires emploieraient naturellement la table H. M. (*Healthy lives, male*) de l'Institut des actuaires, et le gouvernement permettrait probablement que le taux d'intérêt fût fixé à  $4\frac{1}{2}$  pour cent par année; et si, d'après la recommandation ci-dessus le gouvernement se chargeait des dépenses (qui, dans tous les cas, seraient minimales), il suffirait de porter en compte la prime seulement.

Bien que le montant obligatoire de l'assurance soit ici fixé au minimum de deux années de traitement, plusieurs fonctionnaires pourront avoir le désir d'augmenter le montant de leur assurance, et non-seulement on devra les y autoriser, mais les y encourager; néanmoins, passé un certain âge, (25 ans par exemple,) les personnes qui exprimeront ce désir devraient être tenues de produire un certificat de médecin attestant qu'elles jouissent d'une bonne santé.

Cette assurance étant destinée à la veuve ou à la famille, il est très-essentiel que le montant de la dite assurance ne puisse être saisi, transféré, ou répondre de dettes. Si un testament n'en dispose pas, le montant devrait être payé à la veuve ou aux enfants, d'après le statut des répartitions. Chaque cas devrait être examiné par le bureau du service civil ou quelque autre corps chargé de cet examen, et sa décision, une fois approuvée par le gouverneur en conseil, devrait être finale. Dans certains cas, il pourrait être reconnu désirable—au lieu de payer le montant de l'assurance—d'accorder une pension viagère équivalente à la veuve, ou une pension temporaire pour le soutien de ses enfants; ou bien, l'on pourrait accorder d'autres équivalents; ces détails ne sont que calculs d'actuaires et pourraient être laissés à la discrétion du bureau.

L'assurance au montant minimum devrait être obligatoire pour toutes les personnes qui entreront au service, à l'avenir, dans les conditions ordinaires, et l'examen du médecin, avant d'effectuer l'assurance, ne semble pas être d'une nécessité particulière, puisque l'on exige déjà un certificat de bonne santé à l'entrée au service. Toutefois, aux personnes qui entrent au service à des âges relativement avancés, après avoir justifié de connaissances spéciales, et qui ont probablement effectué ailleurs une assurance, on pourrait laisser la faculté d'accepter ou de refuser l'assurance, mais elle ne devrait pouvoir l'accepter qu'après avoir subi l'examen et obtenu l'approbation du médecin.

Quand un employé est mis à la retraite, on devrait lui laisser une des trois alternatives suivantes:—

- (1.) Conserver son assurance actuelle en payant la même retenue sur sa pension.
- (2.) Réduire son assurance au double de sa pension en payant une prime moindre.
- (3.) Discontinuer les retenues et accepter une police d'assurance exempte de toute prime pour le montant auquel il aurait droit alors.

Quand un employé quitte volontairement le service, on pourrait lui remettre une partie (par exemple les trois quarts) du montant auquel il a droit alors. Quand un employé est congédié sans qu'il y ait de sa faute, on devrait en justice lui remettre la pleine valeur de son assurance; mais dans le cas de destitution pour mauvaise conduite, son assurance deviendrait périmée sans compensation.

Quant aux employés actuels, (ceux du moins qui ont passé un certain âge—25 ou 30 ans, par exemple,)—il faut considérer (1) que le système n'existait pas lors de leur entrée au service, et qu'en conséquence, plusieurs peuvent avoir effectué des

assurances ailleurs, pour tout le montant dont ils peuvent convenablement payer la prime ; et (2) qu'ils peuvent être dans un état de santé qui ne permette pas de leur appliquer la table de mortalité en usage. Je crois donc que l'on devrait les laisser libres d'accepter l'offre ou de la refuser ; mais s'ils l'acceptent, on ne devrait les admettre qu'après examen du médecin, et quand leur santé est mauvaise, on devrait ajouter à leur âge un certain nombre d'années, suivant les circonstances.

Tous les examens de médecins devraient être faits par un ou plusieurs praticiens nommés à cet effet par le gouvernement, et les honoraires de cet examen devraient être fixés par le gouvernement et payés par l'impétrant.

En résumé, le plan suggéré offre au gouvernement les avantages qui suivent : nouvelle garantie que ses employés rempliront bien leurs charges ; discontinuation de ces appels à la charité au nom des familles dans la détresse ; compensation dans le cas de longévité extraordinaire des employés mis à la retraite par l'ajustement correspondant de l'assurance. Les avantages ainsi offerts aux fonctionnaires civils sont les suivants : certitude absolue qu'ils pourvoiront au soutien de leurs familles ; montant comparativement faible à payer pour cette précaution ; facilité des paiements qui sont faits en petits versements mensuels.

Ci-joint un tableau indiquant les paiements ou retenues sur les appointements, et faisant voir comment un employé qui entre au service à vingt ans en qualité de commis de troisième classe, peut parcourir les différents grades jusqu'à sa mise à la retraite, en qualité de premier commis, à l'âge de 66 ans.

Le tout respectueusement soumis,

J. B. CHERRIMAN,

*Surintendant des assurances.*

	Age.	Appointements annuels.	Assurance.	Appointements mensuels.	Retenue mensuelle pour l'assurance.	
		\$	\$	\$ cts.	\$ cts.	
Entre en qualité de commis de 3ème classe ....	20	700	1,400	58 33	1 37	
	21	750	1,500	62 50	1 47	
	22	860	1,600	66 66	1 57	
	23	860	1,700	70 83	1 67	
	24	900	1,800	75 00	1 78	
	25	950	1,900	79 16	1 90	
	26	1,000	2,000	83 33	2 01	
	Est promu à la 2ème classe ancienne.....	27	1,100	2,200	91 66	2 25
		28	1,150	2,300	95 83	2 37
		29	1,200	2,400	100 00	2 50
30		1,250	2,500	104 16	2 63	
31		1,300	2,600	108 33	2 77	
32		1,350	2,700	112 50	2 91	
33		1,400	2,800	116 66	3 06	
34		1,400	2,800	116 66	3 06	
35		1,400	2,800	116 66	3 06	
36		1,400	2,800	116 66	3 06	
Est promu à la 1ère classe ancienne.....	37	1,400	2,800	116 66	3 06	
	38	1,400	2,800	116 66	3 06	
	39	1,400	2,800	116 66	3 06	
	40	1,400	2,800	116 66	3 06	
	41	1,450	2,900	120 83	3 25	
	42	1,500	3,000	125 00	3 45	
	43	1,550	3,100	129 16	3 66	
	44	1,600	3,200	133 33	3 88	
	45	1,650	3,300	137 50	4 11	
	46	1,700	3,400	141 66	4 35	
Est promu premier commis—2ème grade.....	47	1,750	3,500	145 83	4 60	
	48	1,800	3,600	150 00	4 86	
	49	1,800	3,600	150 00	4 86	
	50	1,800	3,600	150 00	4 86	
	51	1,800	3,600	150 00	4 86	
	52	1,800	3,600	150 00	4 86	
	53	1,850	3,700	154 16	5 19	
	54	1,900	3,800	158 33	5 53	
	55	1,950	3,900	162 50	5 90	
	56	2,000	4,000	166 66	6 28	
Est promu premier commis—1er grade.....	57	2,050	4,100	170 83	6 63	
	58	2,100	4,200	175 00	7 10	
	59	2,150	4,300	179 16	7 54	
	60	2,200	4,400	183 33	8 00	
	61	2,250	4,500	187 50	8 49	
	62	2,300	4,600	191 67	9 01	
	63	2,350	4,700	195 83	9 56	
	64	2,400	4,800	200 00	10 13	
	65	2,400	4,800	200 00	10 13	

En se retirant à l'âge de 66 ans avec une pension de \$1,680, il peut—

- (1.) Conserver son assurance de \$4,800 en payant la réduction mensuelle ci-dessus, de \$10.13.
- (2.) Réduire son assurance de \$3,360, montant pour lequel il subira une retenue mensuelle de 88 centins.
- (3.) Discontinuer les retenues et accepter une police d'assurance exempte de toute prime, pour \$3,222.62, montant auquel il aurait droit alors.

CAS PARTICULIERS.

Age.	A ppointements.	Montant de l'assurance.	Prime annuelle pour la personne qui effectue l'assurance à l'âge indiqué.	Augmentation de la prime annuelle pour les \$100 ajoutés à l'assurance.	Personnes effectuant l'assurance à l'âge de 40.				Personnes effectuant l'assurance à l'âge de 45.				Personnes effectuant l'assurance à l'âge de 50.				Personnes effectuant l'assurance à l'âge de 55.				Personnes effectuant l'assurance à l'âge de 60.			
					Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.	Prime annuelle.	Prime mensuelle.		
					\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
40	1,400	2,800	62 92	2 336	62 92	5 24	90 88	7 57	123 26	10 27	169 07	14 09	245 87	20 49										
41	1,450	2,900	67 74	2 430	65 25	5 44	93 76	7 81	123 26	10 27	178 41	14 47	251 76	20 98										
42	1,500	3,000	72 90	2 532	67 21	5 64	99 89	8 32	123 26	10 27	183 45	15 29	257 97	21 50										
43	1,550	3,100	78 49	2 639	70 21	5 85	99 89	8 32	127 20	10 60	188 75	15 73	264 52	22 04										
44	1,600	3,200	84 45	2 754	72 85	6 07	99 89	8 32	135 66	11 30	194 34	16 20	271 44	22 62										
45	1,650	3,300	90 88	2 874	75 61	6 30	99 89	8 32	140 22	11 68	200 23	16 69	278 36	23 20										
46	1,700	3,400	97 72	3 001	78 48	6 54	99 89	8 32	145 01	12 08	206 44	17 20	285 30	23 80										
47	1,750	3,500	105 04	3 134	81 48	6 79	99 89	8 32	150 54	12 50	213 99	17 75	292 34	24 40										
48	1,800	3,600	112 82	0 000	84 62	7 05	99 89	8 32	155 35	13 41	221 99	18 32	300 00	25 00										
49	1,850	3,600	117 90	0 000	84 62	7 05	99 89	8 32	160 94	14 31	230 00	19 00	308 00	25 60										
50	1,800	3,600	123 26	0 000	84 62	7 05	99 89	8 32	166 88	15 21	239 00	19 70	316 00	26 20										
51	1,800	3,600	128 99	0 000	84 62	7 05	99 89	8 32	172 00	16 11	248 00	20 40	324 00	26 80										
52	1,800	3,600	135 11	0 000	84 62	7 05	99 89	8 32	177 20	17 02	257 00	21 20	332 00	27 40										
53	1,850	3,700	145 60	3 935	92 68	7 32	103 83	8 65	182 20	17 93	266 00	22 00	340 00	28 00										
54	1,900	3,800	156 90	4 129	97 02	7 57	107 96	9 00	187 20	18 84	275 00	22 80	348 00	28 60										
55	1,950	3,900	169 07	4 335	101 57	8 08	112 29	9 36	192 20	19 75	284 00	23 60	356 00	29 20										
56	2,000	4,000	182 20	4 585	106 00	8 46	116 85	9 73	197 20	20 66	293 00	24 40	364 00	29 80										
57	2,050	4,100	196 31	4 788	108 36	8 86	121 63	10 14	202 20	21 57	302 00	25 20	372 00	30 40										
58	2,100	4,200	211 60	5 038	111 40	9 28	126 67	10 56	207 20	22 48	311 00	26 00	380 00	31 00										
59	2,150	4,300	228 07	5 304	116 70	9 72	131 98	11 00	212 20	23 39	320 00	26 80	388 00	31 60										
60	2,200	4,400	245 87	5 588	122 29	10 19	137 56	11 46	217 20	24 30	329 00	27 60	396 00	32 20										
61	2,250	4,500	265 05	6 890	128 18	10 68	143 45	11 95	222 20	25 21	338 00	28 40	404 00	32 80										
62	2,300	4,600	285 71	6 211	134 39	11 20	149 66	12 47	227 20	26 12	347 00	29 20	412 00	33 40										
63	2,350	4,700	307 90	6 561	140 94	11 74	156 22	13 02	232 20	27 03	356 00	30 00	420 00	34 00										
64	2,400	4,800	331 78	6 912	147 85	12 32	163 13	13 59	237 20	27 94	365 00	30 80	428 00	34 60										
65	2,400	4,800	359 21	0 000	147 85	12 32	163 13	13 59	242 20	28 85	374 00	31 60	436 00	35 20										

**ANNEXE B.**

ÉTAT indiquant les noms des employés du département de la justice qui ont été congédiés en vertu de l'Acte des pensions, les noms d'autres employés affectés par cette mise à la retraite, et autres renseignements s'y rattachant, à dater de la mise en vigueur de l'acte (1er juillet 1870) jusqu'au 30 juin 1880.

Résultat comme dépense annuelle.	Détails.		Date de la mise à la retraite.	Noms.	Dépense antérieure.		Par année		Payé pendant les années.	Total.	
	Appointement.	Pension.			Détails.	Total.	Gain.	Perte.		Gain.	Perte.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
521 76		521 76	1er janv. 1873.	Stuart, John	1,300 09	778 24	1,300 00	778 24	5½	4,280 32	
6,004 00		2,004 00	1er sept. 1876.	Bernard, Hewitt.	3,600 00		3,600 00				
950 04		950 04	1er juillet 1875.	Lash, Z. A.	2,000 00		2,000 00	2,404 00	3½	5,249 80	9,215 33
607 94		607 94	1er do 1875.	Prieur, F. H.	2,000 00		2,000 00	1,049 96	5	6,960 30	
236 88		*236 88	1er déc. 1876.	King, J. W.	1,500 00		1,500 00	1,392 06	5	1,999 94	
		808 56	1er nov. 1874.	Keefe, A.	1,250 00		1,250 00	1,263 12	1½		
2,208 56		1,400 00		Quinton, John.	1,800 00		1,250 00		5½	5,431 84	
1,837 04		1,400 00	1er juillet 1875.	Donkin, Robert.	1,800 00		1,800 00	958 56			
3,597 56		997 56	15 nov. 1875.	Flinn, John.	3,500 09		1,800 00	37 04	5	185 20	
1,479 36		279 36	1er mai 1880.	Tassé, Z.	600 00		3,500 00	97 56	4½	451 22	
582 00		582 00	1er janv. 1879.	Duchesneau, J. A.	2,000 00		1,200 00				
1,188 00		188 00	1er mai 1880.	Pratt, Dr.	1,000 00		2,000 00	279 36	1½	2,127 00	46 56
		1,600 00		Pominville, Dr.	1,000 00		1,000 00				
				Dickson, Dr.	1,000 00		1,000 00	1,418 00			
				Dagnault, E.	1,000 00		1,000 00				
				Beaudry, D.	1,000 00		1,000 00	188 00	½		31 33
										20,617 36	15,361 48

Total des contributions au fonds des pensions..... \$2,845 11  
 Ajoutez le gain net, comme ci-dessus..... 5,265 88  
 Total gain net..... \$8,100 99

\* Pour raison de santé, M. Keefe quitta le service le 1er décembre 1876, et on lui accorda une gratification de \$375. Sa santé s'étant améliorée, il reentra au service et la pension indiquée ci-dessus est le montant annuel représenté par la gratification pour la période pendant laquelle il n'a pas été en service.

## ANNEXE C.

CONSEIL DU SERVICE CIVIL, OTTAWA, le 5 mars 1877.

Le comité nommé à une assemblée générale des employés du service civil du Canada, tenue le 4 avril 1876, pour faire rapport sur la question des mises à la retraite et des pensions aux veuves et aux orphelins des employés civils, a l'honneur de faire rapport que les divers mémoires imprimés, préparés et soumis par le comité spécial nommé par lui le 8 mai dernier, ont été par lui déférés à l'un de ses membres, M. Brymner, qui a présenté le projet de rapport ci-joint.

Sans formuler d'opinion sur la série de propositions que contient ce document, le comité croit devoir communiquer les vues de M. Brymner sur le service en général, pour son information et examen.

Toutefois, le comité est d'avis que, dans les circonstances actuelles, il n'est pas désirable de s'occuper davantage de la question pour le moment.

\*E. A. MEREDITH,

*Président, conseil au service civil.*

## PROJET DE RAPPORT, PENSIONS CIVILES.

Les soussignés, membre du comité spécial auquel ont été déférés les divers mémoires relatifs aux pensions civiles et aux pensions que l'on se propose d'accorder aux veuves et aux orphelins des employés civils, ont l'honneur de soumettre, pour l'information du service civil, en général, les propositions suivantes qu'ils ont déduites de tous les documents qui leur ont été soumis :—

1. Le système des pensions civiles a été établi uniquement pour l'avantage de l'Etat ou des institutions dans lesquelles il a été introduit, et non par considération pour les fonctionnaires civils ou pour ceux de ces institutions.

2. Un bon système de pensions attire dans le service civil des hommes plus instruits, à des appointements moindres que la rémunération qu'ils pourraient obtenir dans les professions libérales ou dans d'autres emplois, et, leur avenir se trouvant ainsi assuré ils consacrent tout leur temps et tous leurs talents au service public ; ce système donne en outre au gouvernement un contrôle qu'il n'aurait pas autrement.

3. Ce principe a été reconnu par tous les Etats d'Europe, à l'exception d'un seul.

4. Le même principe a été sanctionné et adopté par le parlement du Canada, dans l'Acte des pensions (33 Victoria, chap. 4), dont voici le préambule : " Considérant que dans le but de mieux assurer l'efficacité et l'économie dans le service civil du Canada, il est expédient de pourvoir à la retraite, à des conditions équitables, des personnes y employées qui, par suite de leur âge ou de leurs infirmités, ne peuvent pas convenablement remplir les devoirs qui leur sont assignés."

5. L'unique exception de la Suisse prouve d'autant plus clairement la règle générale, que, dans cette Confédération, il n'y a pas, à proprement parler, d'organisation du service civil, les nominations aux emplois publics n'étant que temporaires, comme dans les Etats-Unis d'Amérique, et, par suite, il n'y a pas lieu d'établir des pensions civiles.

6. Dans les seuls Etats où l'on accorde des pensions aux veuves et aux orphelins on fait des retenues sur les appointements.

7. Dans la seule colonie anglaise (les Barbades) où les soussignés constatent que l'on fait des retenues pour le fonds de retraite, on a changé l'objet de ces retenues, qui sont maintenant affectées à la création d'un fonds de veuves et orphelins.

8. Le système des pensions ayant été établi uniquement pour l'avantage de l'Etat, il s'ensuit que l'on ne devrait pas faire de retenues sur les traitements des officiers qui n'en profitent qu'incidemment, en se retirant du service pour cause de vieillesse ou d'infirmités, avec appointements réduits; l'économie et l'efficacité dans le service, garanties par la faculté d'exiger la résignation des employés qui, par suite de leur âge ou de leurs infirmités, ne peuvent pas remplir convenablement les devoirs qui leur sont assignés, font plus que compenser les dépenses que nécessitent les pensions de retraite.

9. Cet avantage relatif ne profite même qu'à une faible proportion des employés qui subissent des retenues, et leurs familles ne profitent en aucune manière de ces paiements, lors même que l'employé meurt en service actif.

10. En France, en Allemagne, en Belgique, dans les Pays-Bas, en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, dans les colonies anglaises et dans le service des Indes, on pourvoit au soutien des veuves et des orphelins des employés civils, uniquement en vue de l'économie et de l'efficacité que cette précaution assure dans le service et non par pure considération des cas particuliers.

11. Non-seulement les Etats, les colonies et les autres gouvernements susmentionnés ont adopté ce système,—à la suite, comme on pourrait le prouver, de considérations plutôt politiques qu'économiques,—mais l'argument le plus puissant que l'on puisse faire valoir en sa faveur, est que les compagnies de banques, de chemins de fer et d'assurances, ainsi que nombre d'associations mercantiles particulières, ont jugé nécessaire, uniquement en vue de l'efficacité et de l'économie, et expressément et uniquement dans l'intérêt des actionnaires et associés qui les composent, d'établir non-seulement un système de pensions de retraite pour leurs officiers et employés âgés et infirmes, mais de continuer ces pensions aux veuves et aux orphelins des officiers et employés.

12. (a) Une division importante du service public, en Angleterre—la douane—administre avec succès, depuis plus de soixante ans, un fonds de pensions viagères et de bienfaisance, et les règles de cette administration, avec les renseignements statistiques qui s'y rapportent, sont publiés dans le rapport annuel des compagnies d'assurances soumis au parlement impérial.

(b.) Dans l'Eglise écossaise, en Ecosse même, il existe, depuis 1743, un fonds de pensions viagères et de dotations, qui, après trois augmentations du chiffre des pensions viagères, représentait, en novembre 1875, un capital de £345,787 9s. 11d. sterling.

(c.) Depuis un quart de siècle, la banque dite *London and County Bank* possède un fonds de pensions viagères et de bienfaisance dont le capital s'élevait à £57,878 sterling, à la fin de l'année 1874.

13. Ces fonds ont été gérés entièrement d'après les mêmes principes et le même système que ceux de toute corporation particulière ou à fonds social ayant des objets analogues; mais l'expérience d'autres nations a clairement prouvé que les fonds spéciaux, créés et gérés par les employés eux-mêmes, avec l'approbation et l'assistance du gouvernement, sous la forme de tontines, d'assurances, ou autres formes, n'ont pu, en définitive, fonctionner, et qu'un système de fonds de retraite pour les employés et de pensions pour leurs veuves et orphelins, ne peut être efficacement et permanentement maintenu que sous la direction et le contrôle exclusifs du gouvernement même.

14. Prenant en considération les faits et déductions des deux paragraphes précédents, les soussignés sont d'avis que si la législature voulait concéder la retenue actuellement faite pour le fonds des retraites, et si les employés du service civil étaient unanimes à cet égard, il n'y aurait aucune difficulté à créer un fonds de pensions viagères et de bienfaisance sous la gestion et le contrôle exclusifs du gouvernement.

## PENSIONS CIVILES.

Des assemblées générales des employés du service civil furent tenues les 1er et 4 avril 1876, pour examiner la question de pourvoir au soutien des veuves et des orphelins des employés.

A la seconde de ces assemblées, il fut résolu de déférer la question à un comité composé du conseil du service civil et des autres employés qu'il pourrait choisir pour l'assister dans ses délibérations.

Conformément à cette résolution, le conseil du service civil choisit MM. Cherriman, Brymner, Courtney, Wilson et Montizambert, comme membres du comité général, et nomma, en outre, un comité spécial chargé de faire rapport sur toute la question.

Les travaux de ce comité spécial eurent pour résultat la préparation des rapports ci-joints de MM. Brymner et Courtney respectivement. Ces rapports furent soumis à l'assemblée générale du service civil, tenue le 27 décembre 1876, à laquelle il fut résolu de prendre les moyens de les faire imprimer, ainsi que tout rapport concernant les assurances sur la vie effectuées par le gouvernement pour les employés civils; qui pourrait être subséquemment préparé.

Depuis l'assemblée, M. Cherriman a fait, à ce sujet, un rapport qui a été ajouté à ceux de MM. Brymner et Courtney.

## MÉMOIRE RELATIF AUX PENSIONS CIVILES.

A une assemblée des employés du service civil du Canada, tenue le 4 avril 1876, il fut résolu :—

“ Que toute la question des mises à la retraite et *des pensions que l'on propose d'accorder aux veuves et orphelins des employés civils*, soit déferée à un comité composé du conseil du service civil et des autres employés qu'il pourra choisir pour l'assister dans ses délibérations; que le dit comité soit chargé de préparer, sur le sujet, un rapport qui sera imprimé et distribué parmi les employés du service civil avant de convoquer une assemblée pour le discuter.”

Le 8 mai, à une réunion du comité, un sous-comité fut nommé pour rédiger un rapport, et M. Courtney et moi-même nous fûmes choisis pour recueillir les renseignements que le comité spécial jugeait désirable d'avoir en sa possession, avant de faire le rapport qui devait être soumis conformément à la résolution précédente.

C'est à ce titre que j'ai l'honneur de soumettre le rapport suivant. Les lois françaises à ce sujet forment une partie considérable de ce mémoire, et j'ai cru devoir les y insérer parce qu'elles donnent des renseignements très complets, et surtout parce que, dans ce pays, cette question a été étudiée avec soin par des hommes éminents. Il serait trop long de citer les autorités à l'appui de chacune de mes assertions, et c'est pourquoi je renvoie généralement aux ouvrages que j'ai consultés et qui se trouvent à la bibliothèque du parlement. Voici les principaux :

*Dictionnaire général de la politique* et *Dictionnaire de l'administration française*, par M. Block;

*Dictionnaire d'administration*, par Blanche.

*Collection des lois*, par J. B. Duvergier, 80 volumes que l'on peut consulter avec grand avantage;

*Pensions civiles, caisses de retraite et d'assurance sur la vie*, par A. Tardif;

*Code des pensions civiles*, par R. Daresté.

J'ai consulté en outre plusieurs volumes et brochures, anglais et français, traitant du système des tontines, des pensions viagères accordées par l'Etat, etc., etc.

Bien que cela doive augmenter un peu la longueur de ce mémoire, je crois qu'il ne sera pas inutile de donner une courte esquisse des systèmes suivis en France à diverses époques; nous éviterons ainsi de commettre des erreurs déjà reconnues. L'exposé des motifs transmis par le ministre d'Etat français au corps législatif, avec le projet de loi de 1853, donne au complet les raisons pour lesquelles on doit accorder des pensions aux employés civils. J'ai traduit cet exposé pour l'insérer dans le présent mémoire.



En France, on a toujours reconnu le principe que les serviteurs de l'Etat ont droit à une pension dans leur vieillesse. Dans le cours des débats sur le projet de loi de 1853, M. de Montalembert cita un extrait des ouvrages de Guy Coquille, célèbre jurisconsulte, né en 1523 et mort en 1603, d'après lequel ce principe était reconnu de son temps et bien auparavant. Voici comment il s'exprime : " Dans une société réglée, on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge pour ce qu'ils font, des vieux pour le conseil et pour la souvenance de ce qu'ils ont fait et bien fait ; " et un auteur français (R. Dareste) ajoute : " A cet égard, on ne saurait établir la différence entre les services civils et les services militaires. Ils ont droit aux mêmes récompenses, à la même sollicitude de la part de l'Etat, et on peut ajouter qu'ils les ont toujours obtenues."

Depuis le *quatorzième siècle*, époque à laquelle l'administration royale remplaça la féodalité, les officiers royaux ont eu jouissance à vie de leurs émoluments, lors même qu'il avaient cessé de remplir leurs charges. La pauvreté du trésor amena, toutefois, des changements fréquents qui restreignirent ce privilège dans ses limites les plus étroites, mais le principe même fut toujours respecté. L'ordonnance du 19 mars 1341, tout en enlevant certains privilèges aux officiers royaux, ajoute :

" Fors tant seulement en ce que en vérité, il serient en telle maladie ou telle vieillesse ou impotense pour quoy en vérité ne peussent bonnement desservir leurs offices, ou que, après notre trepassement, aucuns de nos successeurs les mettroint hors de leurs offices sans leur culpe. . . . et ce vouldions estre gardé entre toutes les personnes, qui prennent gaiges de nous, de quelque estat qu'ils soient."

En 1405, la durée du service semble avoir été mise pour la première fois au nombre des conditions de la pension, et l'on fixa vingt ans pour les conseillers au parlement et des cours d'enquêtes et requêtes. La loi révoqua de nouveau les nominations à vie, faites sans considération du service, en maintenant toutefois les exceptions déjà admises de maladie, vieillesse et infirmité, et ajoutant une nouvelle exception—le droit résultant de la durée du service. Ces exceptions à la loi contre la rémunération sans services, n'étaient pas regardées comme des faveurs, mais comme des actes de justice, et dans les lettres patentes de 1408 il est dit : " Voulons noz bons serviteurs, et qui par longtemps ont vaqué et vaquent encore en notre service, en estre aucunement rémunéréz "; et, en 1409, on ajoutait une nouvelle raison pour motiver la faveur qui leur était accordée, savoir : " les petites gaiges qu'ils ont à cause de leurs grans, bons et loyaux services."

La vénalité des offices, qui s'introduisit au seizième siècle, déchargea l'Etat d'une grande partie de ses obligations. Mais alors même, l'Etat se réserva explicitement, par ordonnance, la faculté de pourvoir au soutien des fonctionnaires qui l'auraient fidèlement servi pendant une longue période. Jusqu'en 1789, les lois semblent n'avoir envisagé la question que sous son aspect financier. En 1789, la Constituante reconnut les pensions en existence, mais, vu le terrible état des finances, elle en réduisit à un tiers le montant total qui, de deux millions de francs, en 1610, était arrivé à dépasser trente-six millions en 1789, bien que la perception du revenu provenant des articles de consommation fût entièrement laissée aux fermiers généraux, qui payaient le privilège, et par leurs gigantesques exactions, étaient devenus immensément riches et impopulaires à l'avenant.

En 1790, la Constituante adopta une nouvelle loi des pensions en proclamant que l'Etat devait récompenser les services rendus à la société quand leur importance et leur durée méritaient ce témoignage de gratitude. On peut juger de l'importance de cette déclaration reconnaissant qu'il est juste d'accorder des pensions aux employés civils, quand on se reporte à l'époque où cette déclaration fut faite et aux circonstances dans lesquelles se trouvait le pays. Elle fut faite à une époque où toute la nation était dans l'agitation la plus grande, en pleine révolution, dans l'attente d'un nouvel ordre de choses, alors que les passions étaient surexcitées, alors que le peuple gémissait sous l'oppression des classes privilégiées qui, exemptes d'impôts elles-mêmes, laissaient le reste de la population à la merci des percepteurs, gens sans scrupules, ne songeant qu'à appliquer, dans toute son étendue, le pouvoir qu'ils avaient acheté pour s'enrichir, état de choses qui amena des représailles terribles en 1794,

année pendant laquelle tous les fermiers généraux encore vivants furent guillotiné. A cette époque où les classes privilégiées disparurent, les motifs les plus forts de justice et de politique purent seuls faire reconnaître le droit de l'employé public à une pension.

Le 15 germinal de l'an XI de la République (1803), et quelques années plus tard, en 1806, des lois furent édictées dont l'on trouvera la seconde dans ce mémoire, avec celle de 1853.

Mais les finances se trouvaient dans un état tellement déplorable que les intentions de la loi ne purent être qu'imparfaitement mises à effet. Comme complément aux dispositions de la loi, on créa dans les diverses administrations, des caisses de retenues dont quelques-unes étaient en existence lorsque la loi de 1853 fut promulguée. Les pensions furent alors payées en considération des retenues faites sur les appointements des employés. Le gouvernement autorisa ces caisses de retenues, leur vota des crédits et sanctionna leurs règlements. Mais outre les employés qui retiraient des pensions prises sur ces retenues, il y en avait d'autres qui n'y contribuaient pas et auxquels, après avoir constaté leurs droits à la retraite, on payait des pensions. La loi du 15 germinal de l'an XI (1803), qui décrétait que le fonds des pensions formerait un article particulier de la loi sur les dépenses publiques, et le décret du 13 septembre 1806, qui réglait le mode et la mesure de ces rémunérations, s'appliquaient exclusivement aux employés qui ne retiraient rien des caisses de retenues. Comme conséquence, toute l'administration des pensions était dans la confusion la plus grande. Il est vrai que les pensions de la marine et de l'armée étaient réglées par des lois générales, mais les pensions civiles étaient administrées d'après des lois spéciales et exceptionnelles; parfois elles étaient payées sur le revenu général, parfois sur les fonds provenant des retenues, parfois elles étaient réglées aux termes de la loi de 1790 et du décret de septembre 1806; dans certains cas, on se conformait à l'un des vingt-quatre règlements en vigueur; bref, une réforme était devenue absolument nécessaire. Des tentatives partielles furent faites dans ce sens; mais elles ne servirent qu'à augmenter la confusion.

Les travaux des commissions qui siégèrent en 1818, 1831 et 1833 n'amènèrent point de résultats immédiats. Il devenait évident que la création de fonds spéciaux, sous diverses formes, ne pouvait réussir. Malgré cet échec, en 1837 et en 1840, il fut présenté des projets de loi portant la création de nouveaux fonds spéciaux. Un long et savant rapport présenté par M. Mathieu (Saône et Loire) démontra, par des calculs irréfutables, que les charges imposées à ces caisses dépassaient de beaucoup leurs ressources, et que, dans l'impossibilité d'augmenter ces ressources en imposant aux employés de nouveaux sacrifices, il fallait absolument recourir à une subvention de l'Etat.

Ce fut le coup de mort des fonds spéciaux créés sous diverses désignations: secours mutuels, tontines, assurances, ou autres. On adopta les principes de la loi de 1838, laquelle avait été rejetée, et diverses tentatives de leur donner force de loi furent faites en 1841, 1843 et 1851, mais sans succès. Le projet de loi de 1853 donna lieu à des débats très animés. Tous étaient d'accord sur un point expliqué dans le rapport concernant le projet de loi: "La pension est une rémunération, sous forme de paiement périodique, accordée, après que l'activité a cessé, au fonctionnaire, ou à la veuve et aux orphelins du fonctionnaire qui a servi pendant un temps déterminé et à des conditions déterminées, ou que certaines circonstances ont empêché d'achever le temps fixé. La pension constitue un véritable supplément de traitement réglé et déterminé par l'Etat de la même manière que le traitement en activité." Mais les opinions étaient partagées sur le mode d'appliquer ce principe.

La commission du corps législatif avait proposé de créer une caisse générale formée au moyen de retenues et subventionnée par l'Etat, mais distincte de la caisse publique. Ainsi l'Etat n'eût été responsable que dans les limites d'un crédit voté chaque année par le corps législatif, et dans le cas où le fonds des pensions eût été insuffisant, l'augmentation du crédit accordé par l'Etat aurait été compensée par des retenues extraordinaires sur les traitements.

D'autre part, le projet du gouvernement reconnaissait ; 1, que les pensions civiles constituent une dette de l'Etat ; 2, que la retenue est un impôt sur les traitements et non une économie réalisée par le fonctionnaire ; 3, que pour cette seconde raison, elle ne doit jamais dépasser certaines limites ; 4, que l'insuffisance des fonds provenant de cette source ne décharge pas le trésor public de ses obligations.

Le projet de loi fut dressé sur les principes posés par le gouvernement, et adopté après de chauds et longs débats. Les membres de la commission en avaient minutieusement étudié chaque article.

Cette loi établissait un système uniforme de pensions ; on y introduisit des dispositions restrictives et économiques ; le système fut appliqué à tous les fonctionnaires. Le trésor public en centralisa les recettes et dépenses ; les fonds spéciaux furent supprimés, leur actif fut transféré à l'Etat, qui en assumait aussi le passif, et l'ordre remplaça la confusion qui avait existé jusqu'alors.

Je signale à l'attention le savant *exposé des motifs* transmis par le ministre d'Etat au corps législatif, avec le projet de loi de 1853. Voici ce document :

“ Il est juste, ” dit le préambule de la loi du 22 août 1790, “ que, dans l'âge des infirmités, la patrie vienne au secours de celui qui lui a consacré ses talents et ses forces. ” Ce principe est devenu l'origine de notre législation sur les pensions de retraite. L'Etat, après avoir profité des travaux et de la vie entière d'un fonctionnaire, ne peut l'abandonner sans ressources lorsque la vieillesse le met hors d'état de subvenir à son existence. Le bien du service, l'intérêt même de l'administration, lui imposent l'obligation de prévenir une situation aussi douloureuse. Quelques personnes ont paru croire que le parti le plus sage serait de renoncer au principe même des pensions de retraite ; qu'en les supprimant, les administrations ne manqueraient jamais ni d'employés pour remplir leurs cadres, ni de moyens pour stimuler le zèle ou réprimer l'infidélité. N'y aurait-il pas un danger public à tenter une pareille expérience ? Ne serait-ce pas mettre en question presque toute l'organisation administrative du pays ? Il faut entrer dans les détails des services publics pour bien juger à quel point l'intérêt de ces services est entièrement lié au régime des pensions de retraite ; combien ces récompenses, dont il faut se rendre digne, et qu'on perd en démeritant, prêtent de force morale à l'administration. Si on ne laissait entrevoir aux nombreux agents auxquels est confiée la protection des intérêts sociaux et la perception des impôts, qu'une vieillesse misérable et abandonnée, on courrait le risque d'altérer leur fidélité, leur zèle et leur courage. Qu'on ne dise pas qu'ils se créeraient eux-mêmes des ressources pour l'avenir. Il ne faut pas trop compter sur leur prévoyance ; quelques-uns au moins en manqueraient. Les laisserait-on mendier leur pain, s'ils étaient privés de moyens d'existence ? Le législateur a témoigné une telle sollicitude à cet égard, qu'il a déclaré les pensions incessibles et insaisissables, afin que les anciens serviteurs de l'Etat conservassent, dans tous les cas, des ressources suffisantes pour vivre. Mais, en supposant tous les employés prévoyants et économes, serait-il possible à la plupart, surtout dans la partie active, de prélever sur leur faible traitement une épargne suffisante pour se créer des moyens d'existence dans leur vieillesse ? Faudrait-il alors élever les traitements ? Le sacrifice qu'on imposerait, dans ce cas, au trésor, serait au moins égal à celui dont on veut l'affranchir : l'Etat n'y gagnerait rien, le sort des employés n'en serait pas moins compromis, et l'administration y perdrait le ressort que notre système de pension lui met dans les mains. On ne peut méconnaître que l'espérance de la pension exerce la plus heureuse influence sur le zèle et le dévouement des employés. Rassurés sur leur avenir, ils ne sont pas tentés de chercher des ressources dans d'autres travaux peu compatibles avec leurs devoirs. On a dès lors le droit d'exiger qu'ils se livrent sans partage à leurs fonctions. Pour eux s'accomplit cette loi consolante de l'existence humaine qui permet aux travaux de l'âge mûr de garantir la satisfaction des besoins de la vieillesse. D'un autre côté, le prix attaché à la prolongation des services retient dans les fonctions publiques ceux qui y sont une fois entrés et qui, peut-être, sans cette perspective, iraient porter dans la carrière privée une expérience et des talents formés dans le sein de l'administration. La pension rachète ainsi l'infériorité que

présente souvent, quant à leurs profits immédiats, les emplois publics comparés aux professions indépendantes et libérales.

“ Le projet de loi qui vous est soumis donne ainsi à près de 200,000 fonctionnaires, pour eux et pour leur famille, les garanties d'une existence assurée par l'Etat dans le présent et dans l'avenir. Il faut ajouter que si l'employé devenu vieux ou infirme n'avait pas droit à une pension, l'administration se trouverait quelquefois presque nécessairement réduite à conserver dans les cadres, au grand préjudice du service public, des agents épuisés qu'elle ne pourrait renvoyer sans les exposer à la misère. Ces égards inévitables pour des situations personnelles dignes de sympathie, pourraient réagir d'une manière fâcheuse sur les hauts intérêts confiés à la sollicitude du gouvernement. Ainsi, dans l'intérêt des services publics, dans l'intérêt de la force et de la dignité de l'administration, il est utile de maintenir et même d'étendre le principe qui assure des retraites aux serviteurs de l'Etat. Mais on doit faire remarquer que ce principe n'impose à l'Etat que les obligations qu'il juge convenable de contracter, dans la mesure et sous les conditions qu'il a lui-même stipulées. La pension constitue un véritable supplément de traitement, ou plutôt une continuation de traitement qui se divise en traitement d'activité et en un autre traitement appelé pension, lorsque l'activité a cessé. De même que l'Etat a le droit de régler les traitements, il reste le maître de régler les pensions et de déterminer les conditions auxquelles elles peuvent être obtenues. Ces conditions doivent être simples, d'une conception facile et donner des résultats certains, ou, en d'autres termes, elles doivent inspirer confiance à l'employé et l'édifier complètement sur les ressources viagères qui lui sont promises lorsque le temps de la retraite est arrivé. Faire quelque chose qui laissât la porte ouverte à des doutes sur l'avenir et à des inquiétudes sur les résultats, ce serait manquer le but qu'on se propose. Aussi, n'est-ce qu'avec défaveur que les fonctionnaires et les employés ont toujours accueilli les projets de caisse d'épargne ou d'établissements tontiniers auxquels quelques personnes, plus préoccupées peut-être de pensées d'économie que de la nécessité d'obtenir des employés de bons services, avaient supposé qu'on pouvait confier le soin d'assurer des ressources à la vieillesse des serviteurs de l'Etat. Dans tous les systèmes, cependant, on reconnaissait que la part contributive à verser annuellement par les fonctionnaires ne devait pas s'élever au-delà du vingtième de leur traitement, ou de 5 pour 100. L'expérience a démontré que la retenue de 5 pour 100 est une limite extrême, au-delà de laquelle les traitements cessent d'être suffisants pour le plus grand nombre des employés. Ceux-ci semblaient donc désintéressés dans la question de système, puisque la quotité de prélèvement qui leur était demandée, restait toujours la même; mais ils comprenaient que la caisse d'épargne ne leur assurait, à la fin de leur carrière, qu'un capital insuffisant, et que ce capital une fois dépensé ne leur laissait plus que la misère en perspective. On retombait ainsi dans cette situation qu'on a jugée contraire à l'intérêt et à la dignité de l'Etat, celle d'anciens serviteurs réduits, dans leurs vieux jours, à manquer des ressources nécessaires à leur existence.

“ Un établissement tontinier ne présentait pas, il est vrai, cet inconvénient. Il assurait aux fonctionnaires survivants, après un certain âge et une certaine durée de service, une rente viagère constituée au moyen des retenues successivement capitalisées et accrues de la part de ceux qui se seraient démis de leurs fonctions, qui auraient été destitués ou qui seraient morts avant le temps. Ce système, que beaucoup de personnes considèrent, pendant longtemps, comme présentant la solution de la question qui nous occupe encore après quarante années d'étude, semble prévaloir jusqu'au jour où un savant distingué, membre de la Chambre des députés et rapporteur de l'un des nombreux projets sur les pensions civiles qui furent successivement déferés à l'examen des Chambres, démontra que la retenue annuelle de 5 pour 100 et que la retenue du premier mois du traitement et du premier mois d'augmentation étaient insuffisantes pour donner à un fonctionnaire, au bout de trente ans de service, une pension égale à la moitié de son traitement, et continuer à sa veuve le tiers de cette pension. Il établit, par des calculs qui n'ont point été réfutés, qu'il n'était possible d'obtenir ce résultat qu'en opérant une retenue de 7 pour 100 sur le traitement

annuel et une retenue des deux premiers mois de traitement au moyen de la première nomination, et des deux premiers mois des augmentations successives. Mais, ajouta M. Mathieu, au nom de la commission dont il était l'organe, " la retenue annuelle qui a été en augmentant, et qui est partout aujourd'hui de 5 pour 100, est arrivée à un " taux qu'il paraît difficile de dépasser. Ne pouvant imposer de nouveaux sacrifices " aux fonctionnaires et employés, il faut avoir recours à une subvention de l'Etat." Ainsi la conclusion de tous les systèmes est une subvention de l'Etat. Suivant M. Mathieu, elle devrait être égale à 2 pour 100 du montant des traitements. Cette condition étant remplie, que donne-t-il au fonctionnaire après trente ans de services ? 49 centièmes du traitement, dans la supposition d'une tontine rapide, et seulement 40 centièmes dans la supposition d'une tontine lente. Ce n'est pas tout : M. Mathieu, qui voulait déterminer les conditions d'existence d'un établissement tontinier, ne pouvait y faire entrer que des éléments certains et appréciables pour le calcul ; il a donc été forcé de ne tenir aucun compte des circonstances si diverses qui se rencontrent dans l'existence des fonctionnaires, circonstances qu'il n'est pas possible de négliger dans une loi sur les pensions dans laquelle on doit prévoir tous les cas qui rendent l'employé incapable de continuer ses fonctions, et qui lui donnent le droit de recevoir de l'Etat un secours annuel en remplacement du traitement dont il est privé. Ainsi, dans le travail de M. Mathieu, il n'est rien prévu relativement à l'employé blessé ou devenu infirme dans l'exercice de ses fonctions, à celui dont l'emploi a été supprimé, à celui qui complète ses trente années de services militaires ; les orphelins ne reçoivent rien ; le taux de la pension n'est pas calculé, comme le propose le projet de loi, sur la moyenne des six dernières années de service, ou sur la moyenne des trois ou quatre dernières années, ainsi que le déterminent les règlements actuels. Le rapport auquel nous faisons allusion démontre, par des chiffres, ce qui l'était déjà par le raisonnement, que les règles absolues et générales de la tontine ne sont pas applicables à la matière des pensions ; que la diversité et l'imprévu des situations auxquelles il est nécessaire de pourvoir, résistent aux calculs rigoureux sur lesquels une tontine doit être fondée et sans lesquels elle n'existe pas. Ce rapport a donc rendu le service d'écarter du débat des systèmes ingénieux, inspirés par des sentiments honorables, mais qui avaient l'inconvénient de ne satisfaire qu'à une partie des besoins du service, de présenter des résultats incertains, et de placer ainsi les ayants-droits à pension en présence d'un inconnu de nature à les inquiéter. Dans une matière aussi délicate, qui touche à l'existence même des fonctionnaires, il serait imprudent de se jeter dans le champ des expériences. Une pratique de plus de cinquante ans a consacré quelques données principales, dont il ne semble pas possible de s'écarter. Ainsi, les pensions viagères que l'Etat doit assurer à ses anciens serviteurs ne peuvent être inférieures à la moitié de leur dernier traitement d'activité, sauf la limite d'un maximum pour les traitements élevés ; le dernier traitement d'activité doit être calculé sur la moyenne du traitement reçu pendant les dernières années du service ; les blessures reçues et les infirmités contractées dans les fonctions, ainsi que la suppression d'emploi, doivent ouvrir un droit à pension, en abrégant le temps qui est la condition ordinaire de ce droit. Les services militaires doivent concourir, dans une certaine mesure, avec les services civils pour constituer le droit à pension. Les veuves et les orphelins doivent recevoir, à titre de réservibilité, une quotité déterminée de la pension accordée à leur mari ou à leur père, ou une quotité de celle à laquelle il aurait eu droit. Telles sont quelques-unes des bases générales sur lesquelles l'expérience a démontré que devait être fondé tout système de rémunération en faveur des anciens services. Les systèmes qui ne les admettent pas sont nécessairement incomplets : ils ne remplissent pas l'objet que le gouvernement a le devoir de se proposer. Après une étude sérieuse des projets divers qui se sont produits sur la matière qui nous occupe, on est amené à reconnaître qu'il n'en est qu'un seul qui remplisse les conditions du programme dont nous avons tracé les traits principaux : c'est celui qui a pour objet de consacrer l'état de choses actuel, dans ce sens qu'il continue à faire contribuer les employés à une partie de la dépense des pensions, et qu'il se borne à substituer l'Etat aux caisses de retraite, dont il s'attribue l'actif, et prend le passif à sa charge, en cherchant sa garantie pour l'avenir dans des conditions

restrictives apportées à la concession de nouvelles pensions. En ce qui concerne la dépense de l'Etat, le changement est plutôt nominal que réel, puisque l'Etat couvre depuis longtemps, par des subventions, le déficit des caisses de retraite. Nous avons vu que la loi du 22 août 1790 avait posé en principe qu'il était juste que l'Etat concédât des pensions aux fonctionnaires auxquels l'âge ou les infirmités ne permettaient pas de continuer leurs fonctions. L'autorité de ce principe subsiste dans son intégralité ; tous les gouvernements s'y sont conformés ; il domine notre législation sur les pensions : les lois et règlements qui sont successivement intervenus, n'ont fait qu'en modifier l'application, suivant les nécessités du moment.

“ Lorsque, en l'an 14 (1795-6) et dans les années suivantes, les employés des administrations centrales, et ensuite presque tous les autres employés, formaient des caisses de retraite alimentées par des retenues sur les traitements, le gouvernement ne considéra pas la création de ces caisses comme une dérogation au principe de 1790, mais comme un secours qui lui était apporté par des employés qui voulaient s'assurer tout à la fois la régularité dans le service des pensions et une amélioration dans les conditions de la liquidation. Les embarras financiers qui suivirent nos premiers orages révolutionnaires, et la guerre que nous fûmes obligés de soutenir contre l'Europe coalisée, avaient fait suspendre le paiement des arrérages dus aux pensionnaires de l'Etat. D'un autre côté, les pensions étaient liquidées en vertu de la loi du 6 avril 1790 et du décret du 13 septembre 1806, qui fixait le taux de la pension au sixième seulement du traitement et ne reconnaissait pas suffisamment le droit des veuves et des orphelins. Ces circonstances diverses suggérèrent la pensée de former des caisses de retenues, qui, en donnant de nouvelles ressources au trésor, permettaient d'écrire dans les règlements des conditions plus favorables aux employés, à leurs veuves et à leurs enfants. Le gouvernement qui autorisait ces caisses et se réservait sur leur administration, ainsi que sur les conditions de leurs règlements, l'autorité la plus absolue, n'y voyait qu'un auxiliaire utile, un moyen de soulagement pour les finances de l'Etat, mais non une négation de ses obligations ; aussi, lorsque, par suite des vices inhérents à tout établissement tontinier appliqué au paiement des pensions, les caisses se trouvent en déficit, l'Etat n'hésita jamais à couvrir les déficits par des subventions qui sont arrivées, aujourd'hui, à former les deux tiers du fonds nécessaire au service des pensions sur caisses de retenues. L'Etat avait tellement l'opinion que la retenue versée par les fonctionnaires ne devait être considérée que comme une part contributive dans la dépense des pensions, qu'il s'attribua toujours le droit d'être le régulateur souverain des caisses de retraite, d'en changer les conditions, d'introduire de nouvelles classes d'ayants droit, de supprimer certaines caisses, de leur enlever leur actif et d'en doter une caisse nouvelle. L'Etat n'agissait ainsi que parce qu'il reconnaissait que le service des pensions était une de ces charges publiques que son intérêt lui commande de ne pas décliner, et que les retenues n'étaient à ses yeux que l'un des moyens de faire face à cette dépense. Il importe de remarquer enfin que les employés au profit desquels il n'a pas été constitué de caisses de retraite, trouvent encore aujourd'hui, dans la loi du 22 août 1790, un titre à une pension par le trésor, quoiqu'il soit impossible de signaler, dans la nature des fonctions de la plupart d'entre eux, aucun caractère qui puisse justifier en leur faveur la concession d'un privilège particulier. On aurait peine à comprendre que la pension fût due par le trésor quand elle est gratuite, et qu'elle cessât de l'être quand elle est, pour partie, le fruit de l'épargne. Ainsi, dans l'état actuel, le gouvernement acquitte les pensions et il pourvoit à cette dépense au moyen des ressources que lui procurent tout à la fois les retenues prélevées sur les traitements et les fonds généraux du trésor. Voilà ce que le projet de loi vous propose de sanctionner en la régularisant, d'accord avec un usage qui remonte à plus de cinquante ans, ainsi qu'avec la pratique de presque tous les gouvernements de l'Europe qui ont adopté pour le paiement de leurs pensions un système analogue. Ce système paraît le seul admissible ; aussi a-t-il été proposé par plusieurs ministres des finances, et a-t-il été adopté, après une étude approfondie, par deux commissions de la Chambre des députés et par la Chambre des députés elle-même, comme il l'est dans le projet actuel. Ce premier point réglé, nous devons entrer dans l'examen du projet de loi et signaler les trois objets principaux qu'il se propose.

Ils peuvent s'exprimer de la manière suivante : 1<sup>o</sup>, ramener à des bases uniformes la liquidation des pensions, et y introduire des dispositions restrictives et économiques ; 2<sup>o</sup>, généraliser l'application du système à tous les fonctionnaires et employés ; 3<sup>o</sup>, centraliser au trésor les recettes et les dépenses relatives aux pensions, et supprimer, en conséquence, les caisses spéciales de retraite."

La nouvelle loi ne donna pas satisfaction entière aux intéressés, et ce sentiment fut partagé par les publicistes qui étaient désintéressés dans la question, et exprimèrent formellement le doute que le nouveau système dût réduire le taux des pensions, mesure qui était exigée par l'état déplorable du trésor à la suite de prodigalités faites dans une autre direction.

Le tableau comparatif suivant donne les règlements de 1853, comparés à ceux de 1806.

### COMPARAISON DES DISPOSITIONS DES LOIS DE 1806 ET DE 1853 RELATIVES AUX PENSIONS (EN FRANCE.)

*Décret du 4 juillet 1806.*

*Loi du 9 juin 1853.*

#### VERSEMENTS DES EMPLOYÉS.

Retenue de 5 pour 100 sur les traitements mensuels.

Retenue de 5 pour 100 sur les traitements mensuels et d'un douzième sur tout premier traitement ou augmentation de traitement.

#### ÉPOQUE DE L'ENTRÉE EN JOUISSANCE DE LA PENSION.

##### 1<sup>o</sup> Pension normale.

Après 30 ans de service, sans condition d'âge.

Après 30 ans de service et 60 ans d'âge, à moins que le ministre ne reconnaisse le titulaire hors d'état de continuer ses fonctions.

##### 2<sup>o</sup> Pension de réforme pour infirmités prématurées.

Nulle condition d'âge ni de service.

50 ans d'âge et 20 ans de service.

##### 3<sup>o</sup> Pension de réforme pour cause de suppression d'emploi.

Une pension est accordée dès qu'on a 10 ans de service.

Ce cas, non prévu dans la loi du 9 juin 1853, a été réglé transitoirement par la loi du 3 avril 1872, applicable jusqu'au 31 décembre de cette année, loi si dure qu'aucun ministre n'oserait vraisemblablement l'appliquer.

A partir de 20 ans de service, on peut obtenir une pension, et jusqu'à 20 ans, une indemnité temporaire seulement.

#### TAUX DE LA PENSION.

##### 1<sup>o</sup> Taux de la pension normale.

Pour les 30 premières années de service, la moitié du traitement moyen des trois dernières années;

Un soixantième du traitement moyen des six dernières années pour chaque année de services civils.

Plus le vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-dessus de 30 ans.

Le maximum de la retraite ne peut excéder les deux tiers du traitement annuel (art. 9 et 10).

Elle ne peut excéder ni les deux tiers du traitement moyen, ni les *maximum* déterminés dans un tableau annexé à la loi sous le n° 3 (art. 6 et 7).

Ces tableaux sont empruntés à l'ouvrage de M. Tardif, intitulé : *Pensions civiles, Caisses de retraites et d'assurances sur la vie*. L'auteur y ajoute des exemples faisant voir l'effet des lois de 1806 et 1853.

*Premier exemple.*

M. Maurice prend sa retraite au 31 décembre 1871, après quarante ans de service ; Son traitement était de 3,300 francs en 1865 ; au 31 décembre 1868, ce traitement a été porté à 3,600 francs.

1. M. Maurice a droit, pour les 30 premières années de service, à la moitié d'une année de son traitement moyen pendant les trois dernières années, soit..... 1,800 frs.

2. A un vingtième de cette moitié, ou 90 frs. pour chaque année de service au-dessus de 30 ans :  $90 \times 10 = 900$

La pension serait donc de.. 2,700

Mais comme elle ne peut jamais dépasser les deux-tiers du traitement moyen, 3,600, elle sera ramenée à..... 2,400 frs.

La pension de M. Maurice serait de un soixantième du traitement moyen des six dernières années de service. Ce traitement moyen est de 3,450 frs., dont le un soixantième est de 57 frs. 50c.

57 frs. 50c. x 40 années de service donneraient..... 2,300 frs.

Mais le maximum du tableau n° 3 vient ramener cette pension à la moitié du traitement moyen, soit..... 1,725

M. Maurice a donc, après 40 ans de service, la même pension qu'il aurait eue après 30 ans seulement, et la loi du 9 juin 1853 lui a enlevé..... 675 frs. de pension.

*Deuxième exemple.*

M. Saint-Victor prend sa retraite au 31 décembre 1871, après quarante ans de service ; son traitement a été porté de 10,000 frs. à 12,000 frs. au 31 décembre 1868.

1. Sur les 30 premières années de service, M. Saint-Victor a droit à la moitié du traitement moyen des trois dernières années, soit..... 6,000 frs.

2. Cette pension s'accroît du un vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-dessus de 30 ans  $\frac{6,000}{20} : \times 10 = 3,000$

La pension serait donc de... 9,000

Mais le maximum de la retraite ne pouvant excéder les deux-tiers du traitement annuel, 12,000 frs., la pension serait ramenée à..... 8,000

1. Le un soixantième du traitement moyen de M. Saint-Victor, pendant les six dernières années de service (11,000 francs), est de 183 francs 33c.

Ce un soixantième, multiplié par 40 années de service, donnerait une pension de..... 7,333f.33c.

Mais le maximum du tableau n° 3 vient ramener cette pension à..... 5,000 frs.

\* Maximum.—Traitement de 1,000 f. et au-dessus de 750 f. 1,001 à 2,400 f.  $\frac{3}{4}$  mais pas au-dessus de 750 f.  $\frac{1}{2}$  traitement moyen.  
2,401 3,200 1,600 3,200 à 8,000  $\frac{1}{2}$  traitement moyen.  
8,001 9,000 4,000 9,001 à 10,500 4,500 francs.  
10,501 12,000 5,000 12,000 au-dessus. 6,000 "



L'application de la loi du 15 germinal an XI, article 2, la réduira à 6,000 francs, maximum général des retraités. (\*)

M. Saint-Victor a donc après 40 ans de service, la même pension qu'il aurait eue s'il avait servi l'Etat pendant 30 ans seulement, et l'Etat lui accorde une pension de 1,000 francs inférieure à celle que lui assurait la Caisse Centrale des administrations, en vertu du décret de 1806.

## 2° Taux de la pension de réforme pour infirmités.

La pension accordée avant 30 ans de service, dans le cas d'infirmités ou de réforme par suppression d'emploi (Cet D), était de un-sixième du traitement moyen pour 10 ans de service et au-dessous.

Elle s'accroissait de un soixantième de ce traitement pour chaque année de service au-dessus de 10 ans, sans pouvoir excéder ce traitement.

La pension de réforme pour infirmités ne peut être accordée qu'après 20 ans de service.

Elle est fixée à raison de un soixantième du dernier traitement pour chaque année de services civils, sans pouvoir être inférieure au un sixième de ce traitement.

Les pensions pour suppression d'emploi sont temporairement réglées par la loi du 3 avril 1872. Après 20 années de service il est accordé une pension de  $\frac{1}{3}$  de la moyenne des appointements des quatre dernières années de service. Si le service est de moins de 20 ans, il n'est accordé qu'une indemnité de  $\frac{1}{3}$  des quatre dernières années. Si le fonctionnaire compte plus de dix années de service, il recevra une indemnité pour la moitié de ce temps de service.

## PENSIONS POUR LES VEUVES; SECOURS POUR LES ORPHELINS.

Les veuves et les orphelins pourraient obtenir une pension ou un secours égal à la moitié de la pension de leur mari ou père.

La pension de la veuve ou le secours pour les orphelins ne peut dépasser le tiers de la pension que le mari avait obtenue, ou à laquelle il aurait eu droit.

Voici un résumé des dispositions de la loi de 1853, relativement aux droits des veuves et des orphelins :

1. La veuve du fonctionnaire qui a obtenu une pension de retraite en vertu de la dite loi, ou qui a accompli la durée de service qu'elle exige, a droit elle-même à une pension. Dans le cas où un employé, ayant servi alternativement dans la partie active et dans la partie sédentaire, décède avant d'avoir accompli les trente années de service exigées pour constituer le droit à pension de sa veuve, un cinquième de son temps de service dans la partie active est ajouté fictivement en sus du service effectif pour compléter les trente années nécessaires. La liquidation ne s'opère néanmoins que sur la durée effective des services.

2. Ont droit à une pension :

(1) La veuve du fonctionnaire ou employé qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, a perdu la vie dans un naufrage ou dans un des cas spécifiés au paragraphe 1er de l'article 11, soit immédiatement, soit par suite de l'événement.\*

\* Voici le texte de l'article 11 :— "Peuvent exceptionnellement obtenir pension, quels que soient leur âge et la durée de leur activité : 1o. Les fonctionnaires et employés qui auront été mis hors d'état de continuer leur service, soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens, soit par suite de lutte ou de combat soutenu dans l'exercice de leurs fonctions ; 2o. Ceux qu'un accident grave résultant notoirement de leurs fonctions met dans l'impossibilité de les continuer. Peuvent également obtenir pension, s'ils comptent cinquante ans d'âge et vingt ans de service dans la partie sédentaire, ou quarante-cinq ans d'âge et quinze ans de services dans la partie active, ceux que des infirmités graves résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettent dans l'impossibilité de les continuer ou dont l'emploi aura été supprimé."

(2) La veuve dont le mari aura perdu la vie par un des accidents prévus aux articles 11 et 14. (L'article 14 accorde des pensions aux veuves et renvoie à l'article 11 pour la définition de leurs droits.)

3. Pour que la veuve ait droit à une pension proportionnée à la durée des services du mari, la loi exige que le mariage ait été contracté six ans avant la cessation des fonctions du mari ? Mais si la pension est réclamée dans les cas spécifiés à l'article 11, il suffit que le mariage ait été contracté antérieurement à l'événement qui a amené la mort ou la mise à la retraite du mari.

4. Le droit à pension n'existe pas pour la veuve, dans le cas de séparation de corps prononcée sur la demande du mari ; mais cette disposition ne s'applique point au cas où la séparation a cessé du consentement des époux.\*

5. Le taux de la pension varie suivant le droit que le défunt mari y avait acquis. La pension de la veuve est du tiers de celle que le mari avait obtenue ou à laquelle il aurait eu droit à l'ancienneté. Dans ce cas, elle ne peut être inférieure à cent francs, sans, toutefois, excéder celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir. Elle est aussi d'un tiers de la pension que le mari obtient à la suite d'infirmités graves contractées dans l'exercice de ses fonctions, et elle s'élève aux deux tiers dans les cas, prévus par l'article 11, où l'employé est mis hors d'état de continuer son service.

6. L'orphelin ou les orphelins mineurs d'un fonctionnaire ou employé ayant obtenu sa pension, ou ayant accompli la durée de services exigés par la loi, ou ayant perdu la vie dans un des cas prévus par l'article 11, ont droit à un secours annuel lorsque la mère est ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou déchu de ces droits, pourvu toujours que le mariage dont ils sont issus ait précédé la mise à la retraite du père.

7. Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir. Il est partagé entre eux par égales portions et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, la part de ceux qui décèderaient ou celle des majeurs faisant retour aux mineurs. S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins mineurs provenant d'un mariage antérieur du fonctionnaire, il est prélevé sur la pension de la veuve, et, sauf réversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il n'en existe qu'un en âge de majorité, et la moitié, s'il en existe plusieurs.

### LOIS DE PENSION D'AUTRES PAYS.

Je donne cidessous un résumé des lois de pension en vigueur dans d'autres pays. Après un examen aussi approfondi que le permettaient les renseignements à ma disposition, et où la clarté et l'exactitude du résumé que renferme le *Dictionnaire général de la Politique*, j'ai cru devoir me borner à le traduire, laissant de côté la partie concernant la loi anglaise—qui doit être séparément traitée par M. Courtney—ainsi que celle de la loi française

#### ALLEMAGNE.

En Allemagne, toute fonction publique confère au titulaire un droit à la jouissance viagère du traitement fixe (*Besoldung*) qui y est attaché. Le gouvernement peut en tout temps retirer l'emploi au fonctionnaire, il peut le suspendre ou le mettre à la retraite, et le priver ainsi des droits accessoires de sa retraite, de rétributions pour les services spéciaux qu'il rend dans l'exercice de ses fonctions ; mais le traitement ne peut lui être enlevé. Le fonctionnaire peut aussi, lorsque l'âge ou les infirmités le rendent nécessaire, demander ce traitement à titre de pension. Seulement, ses droits cessent à sa mort et ne passent ni à sa veuve ni à ses enfants.

Tels sont les principes admis par les auteurs et les tribunaux, mais les dispositions législatives des divers Etats les appliquent plus ou moins strictement. Nous allons faire connaître avec les développements nécessaires celles de l'Autriche, de la

\* L'ancienne loi ne reconnaissait pas cette distinction ; la séparation obtenue sur la demande du mari ou de la femme, annulait le droit à pension.

Prusse, de la Bavière et du Wurtemberg, et comme la législation des autres États allemands s'en rapproche plus ou moins, il suffira d'indiquer, en passant, les divergences importantes. Toutefois, quelles que soient ces divergences, toutes les législations allemandes sont d'accord sur ce point, que le fonctionnaire seul a droit à pension. Par conséquent, ce droit ne s'applique pas : 1° à ceux qui ont été appelés pour un temps à rendre un service à l'État, sans avoir été investis d'un emploi, ni 2° aux agents inférieurs qui ont seulement été chargés de seconder le fonctionnaire par des services d'une nature matérielle et d'exécuter ses ordres. Tels sont les copistes, les garçons de bureau, les messagers et autres semblables.

Un autre point sur lequel toutes les législations sont également d'accord, c'est que la fortune personnelle du fonctionnaire n'a aucun rapport avec le droit à pension. La pension de retraite constitue une partie de sa rémunération et n'est en aucune façon un secours ou un acte de bienfaisance.

Les lois de plusieurs États demandent, pour reconnaître qu'il y a droit à pension, que le fonctionnaire ait exercé son emploi pendant un certain nombre d'années. Le minimum est de 10 ans en Autriche, de 15 en Prusse, et de 9 en Wurtemberg. Celui qui est mis à la retraite avant d'avoir accompli ce minimum d'années, reçoit en Autriche, une indemnité (*Abfertigung*) égale à une année de son traitement d'activité; en Prusse s'il a bien mérité, et n'a pas de fortune, le roi peut lui accorder une pension proportionnelle. En Bavière on distingue entre la position provisoire et la situation définitive. Tous les fonctionnaires de l'ordre administratif sont d'abord nommés provisoirement, mais au bout de trois ans leur nomination devient définitive sans autre formalité. Les juges sont nommés d'emblée à titre définitif et ont droit à pension dès la première année; dans l'administration, le droit ne commence qu'à la quatrième année.

Les causes qui peuvent motiver la mise à la retraite sont surtout les suivantes. D'une part, des changements dans l'organisation administrative peuvent faire supprimer des emplois rendus inutiles; d'autre part, le fonctionnaire peut être devenu incapable de continuer son service par suite de maladie, par l'effet de l'âge ou par des accidents quelconques, et, dans ce cas, c'est dans l'intérêt public qu'on lui retire l'emploi. Lors d'une suppression d'emploi, on se borne souvent à mettre le fonctionnaire en disponibilité, ou à lui donner comme on dit en Prusse un *Wartegeld* (traitement d'attente), équivalent à la moitié des appointements. Même dans les États, où comme en Bavière, le *Wartegeld* n'est pas usité, le fonctionnaire dont on a supprimé l'emploi doit rentrer en activité à la demande de l'autorité supérieure, pourvu que la nouvelle place ne soit pas inférieure à celle qu'il avait auparavant.

Lorsqu'un fonctionnaire demande sa mise à la retraite avant d'avoir atteint l'âge ou le nombre d'années de service qui est considéré comme une présomption d'infirmité, il doit prouver son incapacité au travail. Si la cause en paraît passagère, on ne lui accorde qu'une retraite provisoire, se réservant de le remettre en activité s'il se rétablit.

En ce qui concerne le chiffre de la pension toutes les législations le font dépendre du chiffre du traitement en activité; seulement le taux ou le rapport n'est pas partout le même. En Autriche le fonctionnaire a droit à  $\frac{1}{3}$  de son traitement, s'il a eu 10 ou 25 années de service; à la moitié pour 25 à 40 ans;  $\frac{2}{3}$  après 42 ans de service. En Russie on a droit, après 15 ans de service, à  $\frac{1}{2}$ ; après 20 années, à  $\frac{2}{3}$ , et pour chaque groupe de 5 années ultérieur, à  $\frac{1}{10}$  du revenu de la place, mais sans dépasser la moitié du traitement. En Bavière le revenu de chaque fonctionnaire se divise en deux parties: traitement de rang (*Standesgehalt*) et traitement d'emploi (*Dienstgehalt*). C'est le premier qui reste au fonctionnaire après sa mise à la retraite. Lorsqu'il n'y a pas des dispositions spéciales, la division s'opère ainsi: si la rémunération ne comporte qu'un traitement sans accessoire, on considère dans les 10 premières années les  $\frac{1}{10}$  du traitement comme appartenant au grade; de 10 à 20 ans,  $\frac{2}{10}$ ; de 20 à 30 ans,  $\frac{3}{10}$ . S'il y avait un revenu accessoire, sans le faire entrer en ligne de compte, on attribue au fonctionnaire, après 10 ans de service,  $\frac{2}{10}$ ; de 11 à 30,  $\frac{3}{10}$ ; le reste est considéré comme traitement afférent à l'emploi.

Le chiffre de la pension est fixé par l'autorité administrative supérieure. En

Autriche on ne peut pas en appeler de sa décision ni faire valoir devant les tribunaux des droits à pension ; mais ce droit est accordé au fonctionnaire par la loi bavaroise et par la loi wurtembergeoise.

Bien que la théorie n'ait reconnu aucun droit à pension à la veuve d'un fonctionnaire, les lois lui accordent une part de la pension à laquelle son mari avait droit où dont il jouissait au moment de sa mort. Seulement, la loi bavaroise, la plus libérale de toute, accorde une pension même à un fonctionnaire qui n'avait eu encore qu'une situation provisoire (voyez plus haut), qui ne jouissait par conséquent d'aucun droit à pension par lui-même. Mais pour que la veuve ait ce droit il faut que le mariage ait été conclu pendant l'activité de service, que le fonctionnaire en ait averti l'autorité supérieure et que celle-ci n'en ait pas fait d'objections. Si la veuve est morte ou remariée la pension est accordée aux enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, en Wurtemberg ; jusqu'à 20 ans, en Bavière.

Quant à la quotité elle est en Bavière de  $\frac{1}{3}$  du traitement, et si le fonctionnaire était retraité,  $\frac{1}{3}$  de la pension. En Wurtemberg, la part de la veuve est de  $\frac{1}{4}$  de la pension du mari pour les premiers 1,000 fl. du traitement, de  $\frac{1}{5}$  pour les 500 fl. suivants et de  $\frac{1}{10}$  pour l'excédant ; ainsi si la pension était de 2,500 fl. elle aurait  $\frac{1}{4}$  des premiers 1,000, soit 255 fl.  $2^{\circ}$   $\frac{1}{5}$  des 500 fl. suivants, soit 100 fl. ;  $3^{\circ}$   $\frac{1}{10}$  des 1,000 fl. restants, soit encore 100 fl. ; en tout 450 fl. En Autriche, la loi fait des catégories nombreuses ; mais là où il n'en est pas autrement décidé, la veuve a droit à  $\frac{1}{3}$  de la pension de son mari. Les orphelins ont encore des droits spéciaux que l'espace ne nous permet pas de développer.

En Prusse, l'Etat ne donne rien aux veuves ni aux enfants des fonctionnaires. Il existe depuis Frédéric II, *des caisses de veuves* (Wittwenkassen), espèce de tontine où d'assurance sur la vie ; tout fonctionnaire dont le traitement atteint 250 th. (près de 1,000 fr.) doit y contribuer dans une proportion telle que la veuve ou les orphelins puissent obtenir un revenu égal à  $\frac{1}{3}$  de la pension.

#### Belgique.

L'article 1er de la loi du 21 juillet 1844 qui, avec la loi du 17 février 1849, règle les retraites en Belgique, est ainsi conçu : "les magistrats, fonctionnaires et employés faisant partie de l'administration générale et rétribués par le trésor public pourront être admis à la pension à 65 ans d'âge et après 30 années de service." L'article 2 de la loi de 1844 abaissait l'âge pour les fonctionnaires du service actif, mais la loi de 1849 a supprimé cette faveur.

Les articles 3 et 5 disposent que tout magistrat, fonctionnaire ou employé reconnu hors d'état de continuer ses fonctions par suite d'infirmités, pourra être admis à la pension, quel que soit son âge, s'il compte au moins dix années de service. Si ces infirmités proviennent de l'exercice de ses fonctions, 5 années de service suffisent. En cas de blessures ou d'accidents, aucune condition d'âge ni de service n'est requise.

Les pensions ordinaires sont liquidées au taux de  $\frac{1}{5}$  (loi de 1849) du traitement par année de service en se basant sur la moyenne des 5 premières années. En cas d'accident ou de blessure, la pension sera de  $\frac{1}{4}$  du dernier traitement, augmenté de  $\frac{1}{5}$  pour chaque année de service au-delà de 5. Aucune pension ne peut excéder les  $\frac{2}{3}$  du traitement qui aura servi de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 fr. C'est la loi de 1849 qui dispose ainsi ; celle de 1844 avait fixé les limites aux  $\frac{3}{4}$  et à 6,000 fr. Il existe des dispositions spéciales pour les diverses classes de fonctionnaires. Les membres du clergé ont droit à pension.

La pension des veuves et des orphelins est servie par une caisse spéciale alimentée avec les retenues faites sur le traitement des fonctionnaires qui subissent déjà une retenue de 1 p. 100 au profit du trésor.

#### PAYS-BAS.

Dans les Pays-Bas, les pensions civiles sont réglées par les lois du 9 mai 1846 et du 3 mai 1851 ; les pensions militaires par les lois du 28 août 1851 et du 8 août 1863. Les fonctionnaires civils ont droit à la pension lorsqu'ils ont 65 ans accomplis et qu'ils ont servi l'Etat pendant 40 années consécutives. Le taux de la pension est, au

maximum, des  $\frac{2}{3}$  du traitement, chaque année de service comptant pour  $\frac{1}{60}$ . A ces règles, la loi admet les exceptions suivantes : Ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont reçu des blessures ou contracté des infirmités qui les rendent impropres au service, sont pensionnés, quelle que soit la durée des services. Lorsque l'incapacité provient d'autres causes, la pension n'est accordée qu'après un service d'au moins dix années et au taux de  $\frac{1}{60}$  du traitement ; les chefs des départements ministériels (ministres) y ont droit après leur démission. Le maximum de la pension est de 4,000 florins pour les ministres, de 3,000 pour les autres fonctionnaires civils, qu'ils soient nommés par le roi, par une des deux chambres des états généraux, ou par les états provinciaux et les conseils des députés provinciaux, pourvu qu'ils aient un traitement fixe payé par le trésor public.

Il y a une retenue du traitement, elle est de 20 pour cent du traitement, pendant les cinq premières années, lorsque le fonctionnaire reçoit plus de 700 florins par an. Elle est de  $12\frac{1}{2}$  pour cent, pendant les huit premières années, lorsque le fonctionnaire reçoit un traitement de 400 à 700 florins. Sont exemptés de la retenue des fonctionnaires n'ayant qu'un traitement de moins de 400 florins. En cas d'augmentation de traitement, la retenue ou la déduction a lieu par quart ou en quatre années. Lorsque ces retenues temporaires ont été opérées, vient la retraite ordinaire, qui est de 2 pour cent du traitement. Les traitements des ministres ne subissent qu'une retenue annuelle de 5 pour cent. Les veuves ou orphelins mineurs de fonctionnaires reçoivent  $\frac{2}{3}$  de la pension revenant au décédé, lorsque le fonctionnaire est mort par suite de blessures ou accidents provenant de l'exercice de ses fonctions. Pour les autres cas, les fonctionnaires entretiennent une caisse spéciale de pension pour les veuves, à laquelle sont obligés de contribuer les célibataires comme les mariés.

#### ITALIE.

Les fonctionnaires et employés ont droit à une pension de retraite après 40 ans de service. Cependant, ils ont ce même droit après 25 années s'ils ont atteint l'âge de 65 ans, s'ils ont contracté des infirmités, ou si leur emploi a été supprimé.

Les blessures et infirmités contractées dans l'exercice des devoirs donnent droit à pension à tout âge, si elles ont rendu l'officier impropre au service.

Le gouvernement peut mettre à la retraite, sans qu'ils le demandent, les officiers qui sont dans certaines conditions spécifiées, mais l'inamovibilité des juges et professeurs est toujours entendue et respectée.

En certains cas, si l'officier a servi au moins dix ans, mais moins de 25, il reçoit une indemnité unique proportionnée au traitement de deux années de service effectif.

Le temps de service des professeurs dans les universités, et des conseillers dans les cours d'appel et de cassation est augmentée d'un tiers si, à l'époque de leur première nomination ils dépassaient l'âge de 35 ans.

Les  $\frac{4}{5}$  de la moyenne du traitement constituent le maximum de la pension ; en aucun cas la pension ne peut excéder 8,000 francs ; son minimum est de 150 francs.

Lorsque le traitement moyen n'excède pas 2,000 francs, la pension est réglée au taux de  $\frac{1}{4}$  pour chaque année de service ; s'il excède ce chiffre, le règlement se fait au taux de  $\frac{1}{6}$  pour chaque année de service.

L'officier qui compte 40 années de service a toujours droit à une pension égale au  $\frac{4}{5}$  de la moyenne de son traitement, pourvu que ces  $\frac{4}{5}$  n'excèdent pas 8,000 francs.

La veuve qui n'a pas été séparée de corps à la demande du mari, ainsi que les enfants de l'employé, ont droit à un tiers de la pension qui était servie au défunt, ou à laquelle il aurait eu droit. Si l'officier est mort par suite de blessures reçues ou de maladies contractées dans le service, la pension de la veuve et des enfants est augmentée de moitié. En se remarquant, la veuve perd son droit à pension ; les enfants le perdent aussi en atteignant l'âge de majorité (21 ans) ; les filles le perdent même avant cet âge, si elles se marient.

L'officier perd tout droit à pension s'il est condamné à une peine criminelle quelconque, qu'en même ce ne serait qu'en police correctionnelle, à raison de corruption, prévarication ou malversation. Il le perd de même s'il est destitué ; mais il ne peut être destitué sans qu'une commission administrative ait statué à cet effet.

Même après avoir touché la pension il cesse d'y avoir un droit s'il a subi une condamnation à un châtement criminel ou s'il renonce à sa nationalité.

#### ESPAGNE.

La législation espagnole distingue parmi les fonctionnaires deux sortes de retraites : les *Cesantes*, qui, pour une cause quelconque, ont cessé d'exercer leurs fonctions avant l'âge fixé par la loi, et les *Jubilaciones* qui ont atteint cet âge.

Parlons d'abord des *Cesantes*.

Si la perte de l'emploi a eu lieu pour crime, il est naturel que le fonctionnaire ou employé perde tout droit de pension. Si l'emploi est retiré au titulaire sans qu'il ait démérité, il a droit au quart de son traitement après 15 années de service et la moitié après vingt années. Si l'emploi est supprimé pour cause de réforme ou de réorganisation, le fonctionnaire a droit au quart de son traitement après douze années de service, au tiers après seize années, à la moitié après vingt années. Pour avoir droit à ces dispositions favorables, il faut avoir exercé des fonctions antérieurement à la loi du 23 mai 1845. C'est donc une disposition transitoire.

Les employés ou les fonctionnaires qui jouissent d'une pension de retraite acquise par droit d'ancienneté sont des *Jubilaciones*. L'âge requis pour jouir de ce droit est de soixante ans, il n'y a d'exception que pour les cas d'infirmité grave. Lors de la mise à la retraite à titre d'ancienneté d'âge, la pension est de  $\frac{2}{5}$  si la durée des services a été de vingt ans, de  $\frac{3}{5}$  si les services ont duré vingt-cinq ans; elle est de  $\frac{4}{5}$  pour ceux qui atteignent 35 ans de service. Les fonctionnaires ou employés transmettent à leur famille une partie de leur droit à pension. Le taux en a varié; il est maintenant du quart.

#### SUISSE.

Dans cette république les fonctionnaires de tous grades, de la Confédération aussi bien que des Cantons, sont nommés pour un petit nombre données à la fois (1 à 6; la Confédération nomme pour 3 ans); mais on peut être renommé. Dans cette situation il n'y a pas lieu à établir de pensions et de fait il n'en existe pas. Il y a cependant une exception en faveur des fonctionnaires de l'enseignement et ceux des cultes. Mais dans certains cantons seulement, par exemple dans celui de Zurich.

Dans d'autres le corps enseignant a fondé une caisse spéciale de retraites qui est une pension proportionnelle aux versements. Il existe d'autres combinaisons encore et dans quelques cantons rien n'est fait par l'*Etat* pour les fonctionnaires, ministres, professeurs âgés, *mais les communes* leur viennent quelquefois en aide par un secours annuel.

#### ETATS-UNIS.

Une correspondance échangée avec les Etats-Unis démontre qu'il n'existe dans ce pays aucun système de pensions de retraite, la condition de l'occupation des emplois s'opposant à l'établissement d'un système de ce genre.

## COMPAGNIES PUBLIQUES.

J'ai résumé brièvement ci-après les règlements des pensions de retraite suivis dans diverses compagnies de chemins de fer et autres compagnies, en France et en Canada. Je dois à l'obligeance de M. T. B. Hawson, les règlements et les rapports ci-joints de l'Association des fonds de retraite et des secours mutuels du chemin de fer Grand-Tronc du Canada, association dont il est le secrétaire.

## 1.—FONDS DE RETRAITES.

## COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU NORD.

1. Retenue de 3 pour 100 sur les traitements, versée au compte personnel de chaque employé à la caisse de retraite pour la vieillesse.
2. Versement supplémentaire fait par la compagnie à cette même caisse, à chacun de ces comptes individuels.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST.

1. Retenue de 4 pour 100 sur les traitements et du 1er douzième de toute augmentation, versé tous les trois mois au compte personnel de chaque employé à la caisse de la vieillesse, capital *aliéné* ou capital *réserve*, à son choix; le surplus des fonds est placé en obligations de la compagnie, en immeubles ou en rentes sur l'Etat;
2. Versement de la compagnie égal au montant des retenues;
3. Dons volontaires;
4. Intérêts ou produits des fonds placés.

## CHEMINS DE FER DE L'EST.

1. Cotisation ou retenue de 2 pour 100 sur les traitements;
  2. Versement de la compagnie égal au montant de cette cotisation.
- Ces versements sont placés en obligations de la compagnie ou en rentes sur l'Etat.—Les intérêts sont immédiatement capitalisés et placés.

## CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

Les employés ne sont astreints à aucune retenue ni à aucun versement.

Chaque année on prélève sur les produits, avant toute répartition, une somme destinée à constituer le fonds de secours et d'encouragement.

La somme à distribuer est répartie entre tous les employés dans la proportion du traitement dont chacun d'eux a joui dans le cours de l'année.

Le montant de la somme attribuée à chaque employé est versé, à son compte, à la caisse de la vieillesse jusqu'à concurrence de 10 pour 100 de son traitement.

## CHEMIN DE FER DE LYON-MÉDITERRANÉE.

1. Retenue obligatoire de 4 pour 100 sur les traitements au-dessous de 12,000 francs;
2. Subvention de 3 pour 100 de ces traitements fournie par la compagnie;
3. Intérêts de ces retenues et subventions.

## CHEMIN DE FER DU MIDI.

1. Retenue de 3 pour 100 obligatoire pour tous les employés ayant *au plus* 3,000 francs de traitement; facultative pour les employés ayant plus de 3,000 francs de traitement et pour les employés à la journée.
2. Retenue du premier mois sur toute augmentation de traitement.
3. Fonds de dotation établi par la compagnie, égal au tiers du total des retenues opérées sur les agents.

## CHEMIN DE FER GRAND-TRONC, CANADA.

1. Retenue de 2½ pour cent sur le chiffre des appointements.
2. La compagnie contribue pour une somme égale aux retenues opérées. (Les ayants-droit à la pension doivent être devenus employés de la compagnie avant l'âge de 37 ans. C'est en vertu d'une convention spéciale que ceux qui dépassait cet âge lors de leur entrée en service sont admis au droit à pension.)

## CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.

1. Retenue de 4 pour 100 sur tous les traitements fixes de tous les employés;
2. Prélèvement du premier mois de toute augmentation de traitement;
3. Retenues pour cause d'absence, de congé ou par mesure disciplinaire;
4. Subvention annuelle de 4 pour 100 du montant total des traitements, qui sera prélevée sur les bénéficiés et versée par la société dans la caisse.

## BANQUE DE FRANCE.

Retenue de 2 pour cent du montant du traitement et différents produits : amendes, dons, etc., placés en actions de la banque, rente 3 pour cent sur l'Etat, et obligations de chemins de fer français.

## CAISSE DE PRÉVOYANCE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES.

1. La compagnie verse chaque année à la caisse un vingtième des bénéficiés nets répartis aux actionnaires. Un compte individuel est ouvert au nom de chaque employé participant. Les versements de la compagnie sont distribués entre les comptes individuels au prorata des traitements respectifs reçus par chaque employé pendant l'année précédente.

2. Un intérêt de 4 pour cent est bonifié à tous les comptes individuels.

## 2.—JOUISSANCE DES PENSIONS.

## CHEMIN DE FER DU NORD (FRANCE).

Cinquante ans d'âge, 25 ans de service sédentaire.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST.

Soixante ans d'âge, 30 ans de service.

## CHEMINS DE FER DE L'EST.

Cinquante ans d'âge, 25 ans de service.

## CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

Cinquante ans d'âge.

## CHEMIN DE FER DE LYON-MÉDITERRANÉE.

Soixante ans d'âge et 30 ans de service (exceptionnellement 25 ans) pour les agents du service sédentaire.

La compagnie se réserve le droit de mettre à la retraite d'office et par anticipation tout employé âgé de plus de 59 ans et ayant au moins 15 ans de service.

## CHEMINS DE FER DU MIDI.

Cinquante-cinq ans d'âge et 25 ans de service au moins.

## CHEMIN DE FER GRAND TRONC DU CANADA.

Cinquante-cinq ans d'âge.



## CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.

A tout âge, après 30 ans de service;—à 55 ans, après 24 ans de service;—à 60 ans, après 20 ans de service.

Sans condition d'âge, lorsque des accidents ou des infirmités bien constatées mettent l'employé dans l'impossibilité de continuer son travail.

## BANQUE DE FRANCE.

A tout âge, après trente ans de service;—à 60 ans, après 20 ans;—à 70 ans, après 10 ans de service.

## CAISSE DE PRÉVOYANCE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES.

A tout âge, après 25 ans de service, ou à 65 ans d'âge, sans conditions de durée de service.

## 3.—TAUX DE LA PENSION.

## CHEMINS DE FER DU NORD (FRANCE).

La pension constituée avec les retenues capitalisées et placées à la caisse de la vieillesse, s'accroît du quatre-vingtième du traitement moyen des quatre dernières années, supplément provenant des versements faits par la compagnie au compte de chaque employé.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST.

Moitié du traitement moyen des six dernières années, augmentée d'un soixantième pour chaque année de service au-delà de 30 ans.

## CHEMINS DE FER DE L'EST.

L'évaluation du capital d'une retraite s'obtient en multipliant la valeur des fonds en caisse, au jour de la liquidation de la retraite, par la somme du traitement de l'employé qui se retire, et en divisant le produit par la somme des traitements reçus par tout le personnel en fonctions à la même époque.

La valeur des fonds en caisse sera calculée sur le cours moyen des titres dans les trois mois précédents.

La retraite sera, au minimum, de 75 pour 100 des traitements de 1,000 francs et au-dessous.—Ce chiffre de 75 pour 100 s'accroîtra d'un demi pour 100 par chaque 100 francs d'augmentation, et s'arrêtera à 50 pour cent des traitements de 6,000 francs et au-dessus.

En cas d'insuffisance de la caisse, la compagnie assure les deux tiers du maximum de la retraite.

## CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

La pension est proportionnée aux versements d'après les tarifs de la caisse de la vieillesse.

Quand l'employé reste au service de la compagnie après 50 ans, les versements sont faits à la caisse des retraites avec entrée en jouissance l'année suivante. La jouissance de la rente acquise à l'aide des versements antérieurs est également différée d'une année, à mesure que l'employé commence une nouvelle année de service après 50 ans.

Le surplus du montant de l'attribution est remis à l'employé, en espèces, jusqu'à concurrence de 7 pour 100 de son traitement, le reliquat, s'il en existe un, est versé au compte de l'employé, à la Caisse d'épargne de Paris.

## CHEMIN DE FER DE LYON-MÉDITERRANÉE.

La moitié du traitement moyen des six dernières années de la durée totale des services, augmenté de un soixantième pour chaque année excédant 30 ans de service; maximum, 6,000 francs.

Dans le cas de retraite anticipée, la pension sera du traitement moyen augmenté d'un soixantième pour chaque année de service en sus des quinze premières.

#### CHEMINS DE FER DU MIDI.

La moitié du traitement moyen pendant les dix dernières années de service.—Le maximum de la pension est limité à 4,000 francs; mais tout employé dont le traitement aura atteint un chiffre supérieur à 8,000 francs ne sera pas soumis à la retenue sur l'excédant.

#### CHEMIN DE FER GRAND-TRONC DU CANADA.

Un soixantième—pour chaque année du service—du traitement à la date de la retraite, mais, dans aucun cas, la pension ne doit excéder les deux-tiers du traitement.

Lorsque des accidents ou des infirmités—ne résultant pas de la mauvaise conduite de l'employé, le mettent dans l'impossibilité de continuer son travail, il a droit à une pension après dix ans de service. *Conditions.*—L'employé démis pour fraude, mauvaise conduite ou malhonnêteté, perd toutes ses contributions et tous les avantages de la caisse des retraites.

#### CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.

Après trente ans de service, la moitié de la moyenne du traitement fixe pendant les trois dernières années de service.

Après vingt-quatre ans, les deux cinquièmes.

Après vingt ans, le tiers.

La pension s'accroît d'un soixantième du traitement moyen pour chaque année de service au-dessus de ces diverses durées, sans toutefois que la pension puisse excéder les deux tiers du traitement moyen.

#### BANQUE DE FRANCE.

Après trente ans de service, le tiers du traitement moyen des trois dernières années de service.—La pension s'accroît d'un vingtième pour chaque année de service au-dessus de ce nombre. Le maximum ne peut excéder la moitié du traitement annuel.

#### CAISSE DE PRÉVOYANCE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES.

Le montant du compte individuel ou livret, en *capital* ou en rente viagère, réversible ou non sur une autre tête, au choix de l'employé, qui n'est obligé de se prononcer qu'au moment même de la liquidation.

### 4.—PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS.

#### CHEMINS DE FER DU NORD (FRANCE).

Le tiers de la pension du mari.

#### CHEMINS DE FER DE L'OUEST.

La pension de l'employé est réversible dans une proportion qui varie d'un tiers à la moitié, sur la tête de la veuve ou des enfants ayant moins de 18 ans.

#### CHEMINS DE FER DE L'EST.

Les veuves et orphelins sont secourus par la caisse de prévoyance, qui accorde aussi des secours aux employés malades ou blessés.

Cette caisse est alimentée à l'aide d'une cotisation de 1 pour cent des traitements et d'un versement égal fait par la compagnie.

#### CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

La rente peut être constituée à capital réservé. Ce capital revient ainsi aux héritiers. La compagnie secourt, en outre, les veuves et orphelins.

## CHEMIN DE FER DE LYON-MÉDITERRANÉE.

La moitié de la pension du mari ou père.

## CHEMIN DE FER GRAND TRONC DU CANADA.

Quand l'employé meurt avant d'avoir été mis à la retraite, la veuve ou les enfants, ou les autres parents à sa charge, reçoivent une somme égale aux paiements faits par lui jusqu'au jour de mort, mais sans intérêt.

## CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.

Pour la veuve, la moitié de la pension à laquelle aurait eu droit ou dont jouissait l'employé. Les orphelins ont droit à la même pension jusqu'à l'âge de 18 ans. Cette pension est partagée entre eux par portions égales sans réversibilité.

## BANQUE DE FRANCE.

La moitié de la pension du mari ou père.

## CAISSE DE PRÉVOYANCE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES.

La veuve, les enfants et les ascendants ont droit aux sommes portées au compte de l'employé, s'il meurt en activité de service.

Il est à peine nécessaire de signaler la force de l'argument fourni par le seul fait que les corporations commerciales dont les systèmes sont indiqués ici, pourvoient au soutien non-seulement de leurs employés mis à la retraite, mais encore au soutien de leurs veuves et orphelins. L'objet de ces corporations est naturellement de tirer le meilleur parti possible de leurs ressources et de payer aux actionnaires les dividendes les plus forts sur leurs placements. Les pensions sont donc accordées dans l'intérêt du service aussi bien que dans l'intérêt des actionnaires, et non point en vue de considérations politiques ou de bienfaisance. Il suffit de mentionner ce fait; les arguments les plus élaborés n'ajouteraient rien à la valeur de cette proposition.

## CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS.

## BANQUE DE MONTRÉAL.

En 1860, la banque de Montréal obtint une charte pour une société de la caisse des pensions viagères et des garanties (*Annuity and Guarantee Funds Society*.) La caisse des pensions, les versements, pour une pension de \$200, étant calculés aux taux dont voici des exemples :

*Mari et femme.*

Même âge.			Différence de cinq ans.			Différence de neuf ans.		
M.	F.	Prime.	M.	F.	Prime.	M.	F.	Prime.
21	21	\$26 50	25	20	\$31 25	29	20	\$36 25
25	25	29 33	30	25	35 00	35	27	40 50
30	30	32 67	35	30	38 25	40	31	45 83
35	35	35 17	40	25	42 83			
40	40	38 83						
Différence de trois ans.			Différence de sept ans.			Différence de douze ans.		
24	21	\$29 83	29	20	\$33 07	32	20	\$39 42
30	27	33 92	30	23	36 00	35	23	42 25
35	32	37 00	35	28	39 08	40	28	47 67
40	37	41 42	40	33	44 42			

Tout employé de vingt ans et plus, est membre de la société et demeure membre tant qu'il est employé à la banque.

Les célibataires ou les veufs sans enfants mineurs, paie annuellement, comme membres, \$5 pour les traitements de \$600, et \$12 pour les traitements de \$600 et plus.

Les membres mariés ou veufs, avec des enfants mineurs, peuvent payer la prime pour une pension viagère double, triple ou quadruple.

L'homme marié qui néglige de faire constater son mariage, en indiquant l'âge, etc., etc., est passible d'une amende n'excédant pas dix piastres pour chaque mois pendant lequel il a négligé de faire cette déclaration.

La pension est payable à la veuve pendant sa vie ou jusqu'à ce qu'elle contracte un nouveau mariage; dans les deux cas, les enfants mineurs reçoivent parts égales de la pension jusqu'à leur majorité, le total ne subissant pas de réduction tant qu'il y a un enfant mineur.

#### EGLISE D'ÉCOSSE.

La création de cette caisse fut autorisée par un acte passé en 1743, aux termes duquel elle entra en opération le 25 mars 1744. Les pasteurs de l'église sont libres d'y souscrire. Le taux de la souscription variait selon le montant de la pension viagère, ou de la dotation que le souscripteur désirait s'assurer.

Le capital fut d'abord limité à £35,000, après que chaque ministre ou professeur eut reçu un prêt de £30 qu'il était obligé d'accepter, en payant, sur ce prêt, l'intérêt au taux de quatre pour cent.

En 1748, le capital autorisé fut élevé à £50,000; le surplus de ce montant devait être distribué aux veuves et orphelins ayant droit alors à des pensions viagères, en proportion des primes alors payées, mais toute perte sur le capital devait être compensée avant cette répartition. L'article concernant la souscription facultative fut aussi abrogé.

En 1778, le capital autorisé fut élevé à £100,000. Vers 1798, toutes ses augmentations s'accumulant laissaient un surplus de £2,814 11s. qui fut mis en réserve comme caisse additionnelle. La *caisse ancienne* devait rester au chiffre fixe de £100,000, et tous les surplus étaient répartis.

En 1814, les primes furent augmentées de 20 pour cent. En voici les chiffres :—

Primes anciennes.	£2 12s. 6d.	£3 18s. 9d.	£5 5s.	£6 11s. 3d.
Primes nouvelles.	£3 3s.	£4 14s. 6d.	£6 6s.	£7 17s. 6d.

et vingt pour cent ajoutés aux primes des personnes mariées et de celles qui étaient admises comme membres passé l'âge de quarante ans.

En obtenant un bénéfice ou une charge, les membres avaient à payer £10.

Les dotations des bénéfices vacants, jusqu'alors appliqués à des objets pieux, étaient versées à la caisse.

Deux caisses nouvelles furent créées, sous les désignations de *Première caisse nouvelle* et de *Seconde caisse nouvelle*.

Tous les six ans, on devait constater le montant des accumulations, et le produit annuel de ce capital, avec l'addition de vingt pour cent aux primes antérieures, devait être, le et après le 26 mai 1821, distribué annuellement aux veuves et orphelins survivants qui jouissaient d'une pension, en parts proportionnelles au montant annuel du produit des six années et du 20 pour cent. Tout déficit qui pourrait se produire devant être comblé à même la seconde caisse nouvelle, et tout surplus devait y être versé. Dans ce cas, la répartition devait être proportionnelle aux primes payées par les souscripteurs.

La seconde caisse nouvelle devait former accumulation pendant dix ans, après quoi les deux tiers du revenu libre devaient être distribués, non point proportionnellement aux contributions, mais en *parts égales*, aux veuves et orphelins survivants. Après la première distribution, l'on devait laisser le capital s'accumuler pendant quatorze ans au moins.

Aux termes de ces différents actes, voici comment devaient être réparties les pensions viagères accordées aux veuves :—

1ère classe, £2 12 6.....	£10
2me “ 3 18 9.....	15
3me “ 5 5 0.....	20
4me “ 6 11 3.....	25

Mais les augmentations successives donnent le résultat suivant :

	Originairement	1821 1re augmentation	1827 2me augmentation	Total dans chaque cas.
1, £10	4	2	6	£22
2. 15	5	4	6	30
3. 20	7	5	6	38
4. 25	8	7	6	46

*Enfants.*—Quand un souscripteur meurt veuf, laissant une famille, l'enfant ou les enfants ont droit, *sans égard à leur âge*, à une pension en bloc de £100, £150, £200 ou £250, suivant la classe dans laquelle le père était souscripteur. Ces pensions représentent dix ans des pensions à la création de la caisse.

Ces enfants, tant qu'ils ont moins de *dix-huit ans*, ont droit, en outre, à l'augmentation des pensions viagères, décidée en 1821 et 1827, savoir £8, £10, £11 et £13 (voir ci-dessus), plus aux augmentations subséquentes des pensions des veuves. Les enfants reçoivent parts égales, et, à mesure que l'un d'eux atteint 18 ans, les enfants moins âgés continuent à recevoir tout le montant, sans déduction.

Quand la veuve meurt ou se remarie avant d'avoir reçu la pension pendant dix ans, les enfants au-dessous de 16 ans, ont droit à la différence entre les paiements effectués et la pension de dix, la déduction étant calculée d'après le chiffre des premières pensions. Exemple : trois paiements de première classe ont été effectués ; alors, la déduction est de £30. ce qui laisse aux enfants £70, au lieu d'une déduction de £66 payés comme pension à la veuve, ce qui n'aurait laissé aux enfants que £34 à recevoir.

Quand la veuve ne vit pas assez longtemps pour retirer la première pension annuelle, les enfants au-dessous de 16 ans ont droit (en parts égales) à £100, £150, £200 ou £250, suivant le cas.

J'ai l'honneur de soumettre au comité deux rapports très élaborés au sujet de cette caisse, la première et peut-être la mieux administrée en ce genre. Je dois ces rapports à la bienveillance du Rév. R. H. Muir, de Dalmeny, Ecosse, et de George S. Wilson, d'Édimbourg.

J'ai aussi l'honneur de soumettre les règles, etc., de la société de la caisse des pensions viagères de la banque de Montréal, qui m'ont été adressées par M. A. B. Buchanan, secrétaire de cette association ; je sou mets aussi les règlements de la compagnie du Grand-Tronc à ce sujet. Enfin, j'ai reçu de l'honorable M. Church des exemplaires des résolutions concernant la même question, soumises à la législature de Québec ; un de ces exemplaires est ci-joint.

Cette question est tellement importante et toute décision que l'on voudra prendre demande des considérations si nombreuses, que je n'ai point, je crois, à m'excuser de la longueur du présent mémoire que je sou mets au comité.

DOUGLAS BRYMNER.

OTTAWA, le 28 novembre 1876.

## MÉMOIRE N° 2.

Parmi les annexes à une réponse à un Ordre de la Chambre des communes, en date du 24 juillet 1866, demandant un état du revenu et des dépenses de la Grande-Bretagne, de 1688 à 1869, on trouve le rapport abrégé qui suit, concernant les "Pensions de retraite des employés civils" :

“ Il faut tout d’abord distinguer entre les pensions ou indemnités accordées aux employés des départements lors de l’abolition ou du remaniement de leurs bureaux, et les pensions de retraite accordées aux employés qui se retirent du service pour des raisons d’âge ou de santé.

“ Autrefois, les pensions de la première catégorie ne pouvaient être accordées que par acte spécial du parlement. Le premier cas de ce genre semble être celui de 1757, époque à laquelle, en vertu de l’Acte 30 Geo. II, chap. 19, des pensions furent accordées, sur les fonds généraux, aux anciens employés du bureau des permis de vente des vins, lors de l’abolition de leurs charges; ces pensions ne devaient pas excéder le chiffre du traitement ou des gages payés à chacun de ces employés.

“ Mais la plus grande partie des indemnités ou pensions de retraite accordées à des employés civils, à des époques plus récentes, a été portée aux subsides et votée, chaque année, par les Chambres. Il convient peut-être de donner ici une explication relativement à ces articles du budget.

“ L’enquête la plus complète et la plus récente sur le système des pensions aux employés civils qui se retirent volontairement du service pour des raisons d’âge et de santé, fut faite en 1856 par une commission royale nommée spécialement à cet effet. Dans leur rapport, les commissaires passent en revue les délibérations du parlement et du gouvernement à ce sujet \* \* \* \* \*

“ Il paraît qu’antérieurement à 1786, on n’essaya jamais d’établir un système général de mises à la retraite, bien que, dans certains départements, des pensions fussent imputées sur les fonds des honoraires, des dépenses imprévus ou des mises à la retraite, fonds auxquels les employés souscrivaient. Dans les bureaux du ministère des finances et des trois secrétariats d’Etat, lorsque la caisse des honoraires était insuffisante, la pension était portée sur la liste civile \* \* \* \* \*

“ En 1756, les commissaires nommés pour faire enquête sur les honoraires et émoluments des officiers publics, en vertu de l’acte 25 Geo. III, chap. 19, recommandèrent respectueusement aux principaux départements publics que ‘tout employé qui, pour des raisons d’âge ou de santé, pourra être obligé de se retirer du service, devrait recevoir une pension convenable, payée sur les fonds généraux.’

“ En 1797, le comité des finances, dans ses 15ème et 19ème rapports, recommandait que l’on continuât à mettre à la retraite, en leur payant comme pension une partie de leur traitement, les employés que l’âge ou les infirmités rendaient incapables de remplir leurs fonctions.’ Le comité approuvait le principe général de donner aux employés retirés du service pour des raisons d’âge ou de santé, une pension convenable, en raison de leurs services passés.

“ L’inauguration d’un système régulier de mises à la retraite est consignée dans une minute de la trésorerie, en date du 10 août 1803, laquelle règle les pensions des employés des douanes. Le maximum de la pension était fixé aux deux tiers du traitement d’un employé qui avait vingt ans de service, ou quinze ans s’il avait dépassé l’âge de soixante ans.

“ Le comité des finances de 1808 étudia la question des pensions de retraite, et, dans son troisième rapport, recommanda fortement d’appliquer aux autres départements les règlements adoptés dans celui des douanes, parce que ‘ces règlements tenaient bien compte des services longs et méritoires, tout en ayant égard à une juste économie.’

“ Ces règlements, ainsi approuvés, devinrent la base du système de pensions établi depuis dans tous les départements publics.

“ En 1809, des règlements analogues furent adoptés pour le département de l’accise; aux termes de l’acte 48 Geo. III, chap. 96.

“ En 1810, fut passé le premier acte établissant un système de pensions pour les autres employés civils, et l’échelle autorisée était alors de quatre douzièmes du traitement après dix années de service; elle augmentait de deux douzièmes tous les dix ans, et, après cinquante ans de service, on accordait une pension égale au chiffre du traitement. On exigeait des certificats d’infirmités des employés qui se retireraient avant soixante ans d’âge.

“ Sous l’opération de cet acte, les charges imposées au public, pour les pensions

des employés civils, augmentèrent rapidement. Leur chiffre attira l'attention du parlement en 1821, et la Chambre des communes présenta à Sa Majesté une adresse ayant pour objet de prendre des dispositions moins coûteuses.

“ Le ministre des finances soumit donc un nouveau projet qui, après modifications, reçut la sanction du parlement en 1822, par l'Acte 3, Geo. IV, chap. 113.

“ Une caisse des retraites devait être créée au moyen de retenues de  $2\frac{1}{2}$  pour cent sur les traitements de £100 à £200, de cinq pour cent sur des traitements de £200 et au-dessus, et de dix pour cent sur tous les traitements dépassant les chiffres réglementaires. L'échelle des pensions fixée par l'Acte de 1810, fut adoptée en y ajoutant un nouveau douzième par chaque période intermédiaire de cinq ans.

“ Toutefois, le système des retenues répugnait tellement aux Chambres et au service civil que, deux ans plus tard, la retenue fut abolie par l'Acte 5 Geo. IV, chap. 104, dont une disposition décrétait le remboursement des sommes retenues. Environ £90,000 furent ainsi remboursées aux divers bureaux.

“ En 1828, le comité des finances, dont sir H. Parnell—plus tard lord Congleton—était président, recommandait, dans son troisième rapport, le rétablissement du système des retenues, en vue de pourvoir entièrement aux frais qu'entraînaient les pensions de retraite, de manière à ce que le public n'eût bientôt plus à supporter aucune part de ces dépenses. En conséquence, un bill fut présenté au parlement pour mettre à effet la recommandation du comité ; mais quand la seconde lecture fut proposée, on retira le bill à cause de l'opposition qu'il rencontrait.

“ L'année suivante, la trésorerie, par minute en date du 4 août 1829, établit une retenue de  $2\frac{1}{2}$  pour cent sur tous les traitements de plus de £100 par année, pour toutes les personnes qui entreraient dorénavant au service, dans le but de créer une caisse des retraites. Dans une minute subséquente, en date du 21 juin 1831, la trésorerie exprime son intention de n'accorder la pleine pension autorisée par l'acte de 1822, que dans les cas de services d'un mérite plus qu'ordinaire, et de ne point accorder, dans les cas ordinaires, plus des quatre cinquièmes du montant autorisé.

“ L'Acte 4 et 5 William IV, chap. 24, à l'effet d'amender et refondre les lois concernant les pensions de retraite, fut passé en 1834 ; cet acte confirmait la retenue de  $2\frac{1}{2}$  pour cent imposée aux personnes entrées dans le service civil après le 4 août 1829 et en élevait le taux à £5 pour cent sur les traitements dépassant £500 par année. Une nouvelle échelle des pensions fut créée pour tous ces employés civils, fixant quatre douzièmes du traitement pour les services de dix à dix-sept ans, et un douzième additionnel pour chaque nouvelle période de sept ans, le chiffre de la pension ne devant excéder, dans aucun cas, les huit douzièmes du traitement. L'ancienne échelle établie par l'acte 1822, était maintenue pour les employés entrés au service avant le 4 août 1829.

“ La commission royale de 1857, après avoir affirmé l'opportunité d'accorder des pensions aux employés civils, recommandait, dans son rapport, l'abolition entière des retenues faites pour alimenter la caisse des retraites, et proposait certains règlements applicables aux pensions et affectant les employés qui y avaient droit ; la commission ne modifiait pas les deux échelles fixées par l'acte de 1834.

“ Elle calculait que l'extinction graduelle des pensions les plus élevées—celles des employés en retraite les plus avancés en âge—réduirait ultérieurement à près d'un tiers le montant alors payable.

“ Ces recommandations furent mises à effet, d'abord par un acte abrégé, passé par la même année (20-21 Vic., chap. 37) à l'effet d'abolir la retenue faite sur les traitements pour la caisse des pensions, et subséquemment, par un acte passé en 1859 à l'effet d'amender les lois relatives aux pensions civiles. Les dispositions de cet acte sont encore en vigueur.

“ La section 23 de l'acte de 1834 spécifiait qu'un état de toutes les pensions civiles serait soumis chaque année au parlement, et la section 20 que celles de ces pensions qui ne seraient pas comprises dans les crédits spéciaux votés par les Chambres, seraient imputées sur les fonds des départements respectifs.”

Cet extrait donne l'histoire abrégée des pensions civiles en Angleterre, jusqu'à l'année 1869. Toutefois, je suis obligé de revenir un peu sur mes pas, et de parler

plus longuement du rapport de la commission de 1857 ; parce que ce rapport traite au complet tous les points relatifs à la question.

Les commissaires nommés en 1856 pour faire enquête sur l'application de l'acte des pensions, étaient lord Monck, lord Belfer, sir Edward Ryan, sir Alexander Young Spearman, et Thomas Matthias Weguelin, ancien gouverneur de la banque d'Angleterre. Leur rapport est daté du 15 mai 1857, et en voici une partie :—

“Le système actuel des pensions civiles est de création moderne. Antérieurement à notre siècle, paraît-il, on n'a jamais essayé d'établir un système général à cet égard (sauf l'existence de quelques anciennes caisses de retraites pour les employés subalternes des douanes et de l'accise). Mais on ne doit pas supposer, pour cela, que les employés publics fussent toujours laissés sans soutien lorsqu'ils se retiraient du service. Dans certains cas, l'usage d'accorder des charges inamovibles rendait cette précaution inutile. Dans d'autres cas, l'existence des sinécures et l'usage—très commun alors—de faire payer aux employés publics, sur leur traitement, des pensions à leurs prédécesseurs, offraient des moyens de pourvoir au soutien des employés retirés du service. Par exemple, feu M. Greville (voir “Greville's Memoirs”) retira jusqu'à sa mort le traitement de greffier du Conseil de la Jamaïque, charge à laquelle il avait été nommé par son grand-père le duc de Portland, et sir Walter Scott, en acceptant la charge, dut composer avec son prédécesseur ; il existe nombre de cas dans lesquels, avec le consentement du chef d'un département, des employés ont payé, sur leurs appointements, des pensions viagères à la veuve d'un prédécesseur.

“Le pouvoir, alors en existence dans plusieurs départements, d'accorder des pensions imputables sur divers fonds, tels que ceux des honoraires, des dépenses contingentes et même sur le produit de fonds anciens, offrait d'autres moyens d'accorder des pensions. Mais tous ces moyens de pourvoir au soutien des employés à la retraite, avaient pour base un principe tout à fait inacceptable et dont l'application pouvait donner lieu à de graves abus, en nuisant à l'économie dans les dépenses publiques, sans assurer aux employés publics des pensions justes et raisonnables.

“Les premières minutes générales de la trésorerie à ce sujet, publiées en juillet 1802 et en août 1803, avaient trait au département des douanes. Le système que ces minutes introduisaient dans les douanes fut généralisé et amélioré par des minutes subséquentes, et, par Acte du parlement en 1809, un système analogue fut appliqué à l'accise. En 1810 fut passé le premier acte établissant un système de pensions pour tous les bureaux. Aux termes de cet acte, la trésorerie pouvait accorder des pensions de retraite d'après l'échelle suivante :—Aux personnes âgées de moins de soixante ans, ayant dix ans de service, quatre douzièmes du traitement ; pour plus de dix et moins de vingt ans, six douzièmes ; au-dessus de vingt ans de service, huit douzièmes ; des certificats d'infirmité étaient exigibles dans tous ces cas : —Aux personnes âgées de plus de soixante ans et ayant quinze ans de service, huit douzièmes ; aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans de service et ayant quarante ans de service, neuf douzièmes ; à cinquante ans de service, la totalité du traitement annuel ; dans ces derniers cas, les certificats d'infirmité n'étaient pas exigibles. Aux termes d'actes passés peu après les anciennes caisses de retraite, sus-mentionnées, des douanes et de l'accise, furent transférées à l'échiquier.

“En 1821, on signala à l'attention du parlement les charges considérables que les pensions imposaient au revenu, et, en réponse à une adresse de la Chambre des communes, la trésorerie adopta une minute déclarant qu'il était nécessaire de passer quelques nouveaux règlements pour restreindre cet article des dépenses publiques et recommandant que les employés civils, pour avoir l'avantage d'une pension, devraient être requis de souscrire à une caisse séparée.

“L'année suivante (1822), un acte fut passé pour mettre à effet cette recommandation. Cet acte décrétait une réduction considérable des taux—proportionnels à la durée des services—auxquels les pouvoirs furent subséquentement accordés, et tous les employés furent obligés de contribuer à la caisse des retraites, en subissant des retenues de deux et demi pour cent sur tous les traitements de £100 à £200 ; de cinq pour cent sur tous les traitements dépassant £200, et de dix pour cent sur tous les traitements dépassant le chiffre réglementaire. La moitié des pensions subséquentem-



ment accordées devait être fournie par cette caisse, le reste demeurant à la charge du revenu général. Il fut décrété, en outre, qu'advenant le décès, la résignation ou la destitution d'un employé civil qui n'aurait pas encore touché de pension, le montant total de sa contribution serait remboursé. Ces actes ne demeurèrent pas longtemps en vigueur. On semble avoir jugé que la retenue constituait une violation des conditions auxquelles les employés étaient entrés au service, et, en conséquence, il fut passé, en 1824, un acte aux termes duquel les pensions retournaient entièrement à la charge du revenu public, et spécifiant que le montant total des retenues déjà payées serait remboursé aux employés qui les avaient subies.

“ Quelques années plus tard, les frais considérables qui entraînaient les pensions, attirèrent de nouveau l'attention de la législature. En 1828, un comité spécial de la Chambre des communes, chargé d'étudier les dépenses et le revenu publics, recommanda, dans son troisième rapport, que l'on adoptât de nouveau la mesure suggérée par la trésorerie, en 1821, à l'effet de créer une caisse de retraites au moyen de retenues sur les traitements. Le comité proposait toutefois, d'établir, quant à l'échelle des pensions, une distinction entre les employés civils alors en service et ceux qui seraient ultérieurement nommés. Il recommandait que, pour les employés nommés subséquemment, l'échelle et les conditions des pensions devraient être réglées de manière à ce que le montant total fut fourni par une caisse créée au moyen de retenues, le public n'ayant ainsi aucune charge à supporter à cet égard. Mais le comité eut tellement égard aux intérêts alors actuels qu'il recommanda de maintenir l'échelle prescrite par l'acte de 1822 pour les employés alors au service, le revenu public devant combler tout déficit qui surviendrait dans la caisse. Le comité recommanda, en outre, de ne jamais rembourser les souscriptions versées à la caisse. Le gouvernement présente un bill pour mettre à effet les recommandations du comité ; mais les objections faites à la mesure parce qu'elle portait préjudice aux employés alors au service, furent jugées insurmontables, et le bill fut retiré.

“ L'opinion du parlement au sujet des retenues sur les traitements des employés alors au service, étant ainsi bien constatée, le trésorier semble avoir recherché les moyens de déferer à la recommandation du comité, en ce qui concernait les nominations subséquentes ; mais cette recommandation ne pouvait plus affecter aucunement les intérêts alors en existence. Aussi, en 1829, la trésorerie adopta une minute “ à l'effet de réduire ultérieurement les frais considérables qu'entraînait le paiement des pensions,” et cette minute imposait des retenues sur les traitements de tous les employés civils qui seraient ultérieurement nommés. Ces retenues devaient être de deux et demi pour cent sur les traitements n'excédant pas £100, et de 5 pour cent sur les appointements excédant ce chiffre. Il était spécifié aussi que toutes les nominations seraient assujéties aux règlements concernant les pensions qui pourraient être subséquemment établis, et avis de ces conditions était donné aux employés publics lors de leur nomination. Une minute subséquente de la trésorerie, passée en 1831, établissait des règlements concernant la manière d'accorder les pouvoirs de retraite, et exigeait que deux lords de la trésorerie fissent une enquête complète et un rapport sur chaque cas. Le parlement ne fut consulté à ce sujet qu'en 1834, époque à laquelle il fut passé un acte sanctionnant les dispositions prises. Cet acte réduisait le taux des pensions des employés civils nommés subséquemment au 4 août 1829, à un quart du traitement après dix ans de service, en le portant graduellement jusqu'aux deux tiers, comme maximum, après quarante-cinq ans de service. Une liste des officiers des départements dans lesquels les retenues devaient être faites était annexée à l'acte qui autorisait la trésorerie à ajouter, de temps à autre, les noms d'autres employés à cette liste. Les employés civils nommés antérieurement au 5 août 1829, ne sont pas soumis aux retenues imposées par l'acte, et ils reçoivent des pensions fixes à un taux plus élevé, sans subir de retenues. L'intention du bill tel que présenté, était que les retenues ne s'appliqueraient qu'aux appointements que ces employés civils pourraient recevoir à l'époque de la passation de l'acte, les augmentations subséquentes de traitement étant soumises à cet impôt ; mais, dans le cours des débats que suscita le bill, il fut généreusement concédé que les retenues seraient personnelles, seraient faites durant la vie de l'employé, et s'appliqueraient à tout

emploi que la même personne pourrait être subséquemment appelée à remplir. L'acte ne s'applique pas au service diplomatique, ni aux charges judiciaires les plus élevées.

“ Les employés civils, à l'époque de la nomination de la présente commission, peuvent—en ce qui concerne les pensions de retraite—être classés comme suit :—

“ 1° Les officiers occupant les plus hautes charges politiques ou judiciaires, et le service diplomatique, tous fonctionnaires qui reçoivent des pensions de retraite sans subir de retenues sur leurs traitements.

“ 2° Les employés civils entrés au service antérieurement au 5 août 1829. Les employés de cette catégorie reçoivent des pensions élevées, sans payer non plus de retenues.

“ 3° Les employés civils des départements énumérés dans la liste annexée à l'acte de 1834, entrés au service après le 4 août 1829, et ceux qui appartenaient aux départements qui, depuis la passation de l'acte, ont été assujétis à son opération par des ordres ou autorisations de la Trésorerie. Les employés de cette catégorie subissent des retenues de deux et demi pour cent sur les traitements n'excédant pas £100, et de cinq pour cent sur les traitements dépassant ce chiffre ; et les pensions de cette catégorie sont beaucoup moins élevées que celles de la précédente.

“ 4° Une catégorie nombreuse d'employés qui ne subissent point de retenues et n'ont point droit à la pension de retraite, bien qu'on la leur ait quelquefois accordée. Ils appartiennent, en partie, aux départements qui existaient avant 1834, mais n'ont pas été mis sous l'empire de l'acte. \* \* \* \* \*

“ 5° Une catégorie d'employés qui, comme les précédents, n'ont pas été mis sous l'empire de l'acte de 1834, et par conséquent ne subissent pas de retenue; tels sont les employés du greffe de l'amirauté, etc., etc.” \* \* \* \* \*

Outre les cinq catégories énumérées, des anomalies existaient dans les catégories reconnues ; par exemple, les employés des bureaux de poste de Londres, Edimbourg et Dublin subissaient des retenues et avaient droit à la pension, tandis que les employés des mêmes bureaux à Liverpool, Manchester et Glasgow, ne subissaient point de retenues et ne recevaient point de pensions, bien que les bureaux de poste de ces dernières villes fussent aussi importants que ceux d'Edimbourg et Dublin sous le double rapport des affaires qui s'y font et du revenu que l'on y perçoit.

La commission employa des actuaire, adressa aux départements du service civil des circulaires invitant tous ceux qui croyaient avoir des griefs à présenter leurs plaintes, et ces plaintes, sous forme de pétitions et de rapports, furent classées comme suit par les commissaires :—

“ 1° Certains employés civils se plaignent que leurs traitements sont insuffisants. Cette plainte prend diverses formes. Quelques-uns prétendent que le paiement des retenues a eu pour effet de rendre le traitement insuffisant en raison des services rendus, ou que les employés civils sont moins payés que d'autres personnes qui font ailleurs un service analogue. D'autres se plaignent que les retenues sont trop élevées, surtout lorsque l'employé est obligé, en même temps, de payer la taxe sur le revenu, et que ces deux impôts le mettent dans l'impossibilité de pourvoir au soutien de sa famille, après sa mort, en payant la prime d'une assurance sur sa vie. D'autres se plaignent que la loi de 1834 a fixé les pensions à un taux trop faible. Ces allégations et d'autres dans le même sens se résument toutes, on le voit, dans la plainte générale que les employés civils ne sont pas suffisamment rémunérés. Sans exprimer d'opinion à ce sujet, il suffira, pour l'objet actuel de la commission, de faire observer que les employés civils ont été nommés à certaines conditions bien définies, dont ils ont été informés à leur entrée au service, que ces conditions ont été strictement remplies et que, par suite, quel que soit le chiffre de leur rémunération, ils n'ont aucunement lieu de se plaindre que l'on ait manqué à quelque engagement envers eux.

“ 2° On se plaint que les retenues sont imposées à un grand nombre d'employés civils qui ne retirent, en définitive, aucun avantage de ces versements. Nul doute que cela est parfaitement vrai de tous les employés qui meurent au service ou s'en retirent volontairement, sans avoir été mis à la retraite, pour des raisons d'âge ou de santé, et le nombre de personnes âgées qui se retirent dans ces conditions est

considérable, surtout dans le département des postes. Il y a aussi des cas où l'employé civil subit des retenues sans avoir la moindre perspective d'en retirer quelque avantage, comme, par exemple, les officiers de l'armée employés pendant une certaine période dans le service civil. Mais le cas où la loi semble surtout rigoureuse, est celui de l'employé qui meurt au service, après une longue et laborieuse carrière, laissant dans la misère une veuve et des enfants persuadés, comme cela est naturel, qu'ils ont bien le droit de réclamer quelques secours du gouvernement, en raison des fortes retenues imposées au chef de la famille et qui ne lui ont profité en rien. Tout en reconnaissant que pareils sentiments sont bien naturels chez des personnes se trouvant dans ces conditions, et sans exprimer ici d'opinion sur la valeur du système, il nous suffira, pour le moment, de rappeler que l'employé civil aurait dû savoir que, par le fait de sa nomination, il passait un contrat d'après lequel il s'engageait à faire certains versements, à la condition de recevoir, en retour, une pension de retraite, mais seulement advenant certaines éventualités qui, dans les cas mentionnés, ne se sont jamais produites. Par conséquent, le contrat a été dûment rempli.

“3° Un autre sujet de plainte que les employés font volontiers valoir, est que, tout compte fait, les retenues qu'on leur impose représentent beaucoup plus que les pensions qu'on leur accorde, de sorte que, dans cette transaction, l'Etat réalise un profit à leurs dépens.”

\* \* \* \* \*

#### LA COMMISSION EXAMINA ENSUITE TOUTE LA QUESTION DES PENSIONS DE RETRAITE ET FIT LE RAPPORT SUIVANT :

“La première question qui se présente, à ce sujet, est celle de savoir *s'il convient réellement d'accorder des pensions de retraite*. On a quelquefois prétendu que le seul devoir du gouvernement est d'offrir une rémunération convenable, sous la forme de traitement, pour les services rendus, et que c'est l'affaire de l'employé de pourvoir, sur ce traitement, à son soutien subséquent et à celui de sa famille. Bien que cette question semble réglée par la coutume établie dans le pays, et admise par le fait seul que cette commission a été nommée, il convient peut-être, en vue de nos arguments subséquents, de donner ici les motifs sur lesquels est basée l'opinion que nous avons à ce sujet. *Au point de vue exclusif de l'intérêt public*, nous croyons qu'il existe d'amples raisons de maintenir un système de pensions de retraite.

“1. Il faut considérer qu'à toute époque de la vie, l'employé peut devenir incapable de faire son service par suite de maladie ou d'infirmité, et qu'il n'est pas facile de faire face à pareille calamité au moyen d'une assurance, comme au cas de décès. Il ne faut pas oublier non plus que pour bien remplir sa charge, il est important que l'employé civil se sente dans une position sûre et indépendante et ne soit pas toujours harassé, obsédé par les inquiétudes relatives à son avenir.

“2. Prenons pour exemple un employé public assidu et dévoué qui a passé la meilleure partie de sa vie au service de l'Etat; la maladie ou des infirmités corporelles le mettent tout à coup dans l'impossibilité de remplir ses fonctions; l'opinion publique ne tolérerait certainement pas qu'on laissât cet homme dans la misère; quand même son manque de ressources pourrait être attribué à son imprévoyance, cela n'exonérerait pas le gouvernement qui négligerait de pourvoir à son soutien. Dans sa déposition de 1856, sir J. Graham s'exprime ainsi: “Je suis intimement persuadé que—soit que le gouvernement exige ou n'exige pas de retenues, soit qu'il ait passé un contrat formel ou n'en ait point passé, des employés fidèles, complètement usés au service public, se trouveront toujours dans des positions tellement pénibles qu'il sera impossible de leur refuser des pensions de retraite.” Pareils cas pourraient devenir assez fréquents, et ainsi s'introduirait graduellement l'usage irrégulier et inadmissible d'accorder des pensions spéciales, dans des cas spéciaux. On ne saurait douter qu'il ne soit beaucoup plus dans l'intérêt du service d'établir, au préalable, des règles générales aux termes desquelles on accorderait des pensions

de retraite, et il est en outre probable qu'avec le temps ce système serait reconnu moins dispendieux, parce que la perspective d'une pension de retraite serait considérée comme partie de la rémunération des services rendus et serait mise en ligne de compte lorsqu'on fixerait le chiffre du traitement.

" 3<sup>o</sup> Il est probable que, dans bien des cas, on éviterait la pénible nécessité de congédier un employé public estimable, sans pourvoir à son soutien, en le gardant au service, alors même qu'il serait devenu incapable de remplir sa charge. C'est là peut-être l'argument le plus fort en faveur du système des pensions. Il est vrai que, strictement parlant, les chefs de départements sont tenus de congédier tous les officiers publics devenus, pour une cause quelconque, incapables de remplir leurs charges, et cela sans égard à l'opinion ou à la position future de ces employés ; mais l'expérience prouve qu'il est très difficile, sinon impossible, de se conformer à cette exigence ; et comme il est impraticable de déterminer à l'avance, au moyen de règlements, à quelle phase de la maladie ou du développement d'une infirmité corporelle ou mentale se manifeste l'incompétence, il en résulte que, faute d'avoir un système de mise à la retraite, *on garde au service public des personnes incapables*. Au tort que l'on fait au service en y gardant des employés incapables, on pourrait sans doute remédier en accordant plus de pensions qu'on n'en aurait à solder si tous les employés étaient capables ; mais il serait impossible de justifier cette combinaison, et, si elle était mise à effet, les employés publics *y perdraient, faute de pensions de retraite, en argent, selon toutes probabilités, mais dans tous les cas, en aboutissant à des résultats moins directs*. Les déplorables conséquences qu'entraîne le fait de maintenir un seul employé civil dans une charge qu'il est incapable de remplir, ne peuvent être évaluées en espèces, et peuvent de beaucoup excéder les frais de mise à la retraite de tout un département. Pour ces raisons, nous déclarons sans hésiter que, dans l'intérêt public, on doit maintenir un système de pensions de retraite.

" Dans certains pays, l'Etat fait plus que de pourvoir au soutien de ses anciens employés, mais il n'oublie pas leurs veuves et orphelins après la mort du chef de la famille. Les mémoires de certains employés civils ayant mis en doute l'opportunité de généraliser ainsi le système, il convient peut-être de mentionner ce sujet. Il nous semble qu'aucun des trois motifs exposés en faveur des pensions de retraite ne s'applique aux pensions des veuves et orphelins.

" 1<sup>o</sup> Il est vrai que certains employés peuvent être aussi désireux d'assurer la position de leurs femmes et enfants que leur propre position ; mais il y a un moyen sûr et facile de se précautionner contre l'éventualité d'une mort prématurée : c'est d'effectuer une assurance sur la vie ; et nul doute que les employés qui ont des inquiétudes à cet égard auront recours à ce moyen.

" 2<sup>o</sup> Dans ce pays, du moins, l'opinion publique ne semble pas disposée à admettre que l'employé doit être affranchi de l'obligation de pourvoir au soutien futur de sa famille, et que l'Etat se charge de ce soin. Il est vrai que, pendant ces dernières années, on a provoqué la sympathie en faveur de demandes de secours faites par des veuves d'employés civils ; mais ces demandes étaient basées sur le fait que les maris avaient *fourni des contributions élevées, sous le nom de retenues*, à une caisse supposée, retenues dont ces employés n'avaient retiré aucun avantage et sur lesquelles les familles étaient supposées avoir équitablement des droits. Le troisième motif ne s'applique donc point au cas actuel.

" Après avoir exposé les raisons pour lesquelles il nous semble désirable de maintenir les pensions de retraite et montré que les mêmes raisons ne s'appliquent pas aux veuves et orphelins des employés, nous allons examiner la question de savoir s'il est désirable de créer, dans ce but, une caisse alimentée par les souscriptions des employés civils. Supposons que l'on ait pris des mesures pour maintenir, dans tous les cas, le pouvoir d'accorder des pensions dûment acquises, il s'ensuit que les versements à la caisse doivent être obligatoires, que l'administration de la caisse doit être sous le contrôle direct du gouvernement, et que le gouvernement doit en garantir la suffisance. L'expérience prouve qu'il est très difficile, sinon impossible, de fixer d'avance un taux de versements qui suffise à former exactement le montant requis, sans surplus ou déficit. Si, donc, la caisse devient insuffisante, le revenu public devra

être mis à contribution pour combler ce déficit, et l'on n'aura rien gagné à porter à un compte séparé les versements obligatoires faits par les employés. Si, d'autre part, il y a surplus dans la caisse, il s'élèvera des questions difficiles sur la question d'appliquer équitablement ce surplus. Nous sommes donc disposés à partager les vues de la législature de 1834, en déclarant qu'il est inopportun de créer une caisse des pensions.

“ En supposant que cette caisse ne soit pas créée, la question qui se présente ensuite à notre considération est celle de savoir si, en thèse générale, il est désirable que l'on impose aux employés civils des retenues sur le montant nominal de leurs traitements pour les pensions, ou s'il vaut mieux payer le plein montant des traitements, en sorte que le chiffre nominal soit identique au montant reçu.

“ Il nous semble—tant qu'on n'aura pas prouvé le contraire—que, dans toutes les affaires de ce genre, il est très naturel et convenable d'appeler les choses par leurs noms, afin de prévenir, autant que possible, toute erreur relative à la nature de la combinaison que l'on propose. Si l'intention est que le traitement payé à l'employé civil, s'élève à un certain chiffre, et qu'en outre de ce traitement, il ait droit, dans certaines circonstances, à une pension de retraite fixée à un taux spécifié, il nous semble évident qu'il vaudrait mieux déclarer de suite que la rémunération de l'employé civil se compose d'un certain traitement, plus la perspective d'une pension de retraite, dans certaines conditions,—que d'ajouter au traitement un certain montant purement nominal que l'on suppose équivalent à la probabilité d'une pension de retraite, et de faire paraître ainsi le traitement plus élevé qu'il ne l'est en réalité, sans mentionner la pension de retraite. Si les retenues que l'on suppose prélevées, étaient versées à une caisse dont les fonds seraient applicables à la pension (comme l'exigeait la loi de 1822), et si la pension dépendait de cette caisse, la chose serait différente; mais le système actuel offre un grave inconvénient, c'est qu'il implique le maintien d'une caisse qui, en réalité, n'existe pas.

“ Supposons donc que l'on donne quelque raison de substituer à une combinaison aussi simple que légitime, une déclaration qui, jusqu'à un certain point, est purement fictive, et examinons la validité des deux motifs mis en avant pour justifier son acceptation.

“ 1<sup>o</sup> A la question suivante: Pensez-vous qu'il soit juste de faire, sur les traitements, des retenues censées représenter l'équivalent d'une pension en perspective? “ sir James Graham répond: “ En principe, oui; et, comme résultat, c'est un système excellent. Il exerce sur les employés civils un contrôle moral puissant, et constitue une amende imposée à la mauvaise conduite et une récompense assurée des bons services. Quand l'employé se retire, pour des raisons d'âge ou de santé, et que sa cause est portée devant la trésorerie, comme cela se pratique, les chefs des départements sont tenus de faire rapport sur la conduite passée de ce fonctionnaire, et si ce rapport est favorable il en profite, parce qu'une pension plus forte lui est accordée.”

“ Sans vouloir mettre en doute la valeur de cet argument, il nous semble que sir J. Graham a mal compris la question, jusqu'à un certain point, et que sa réponse s'applique mieux aux mérites du système des pensions qu'à l'opportunité de faire des retenues. Que l'on inscrive le chiffre réel des traitements ou que l'on augmente leur chiffre nominal en y ajoutant des retenues, la pension peut toujours être calculée en raison de la conduite des intéressés, et, par suite, sera toujours un moyen d'engager les employés à se bien conduire.

2<sup>o</sup> On prétend que le système des retenues est un avantage pour l'employé civil, en le protégeant contre le danger de l'intervention du parlement.

“ Voici comment sir James Graham et sir F. Baring raisonnent la chose. La question est celle-ci: ‘ Considérant les fluctuations de l'opinion publique relativement aux traitements et pensions, n'êtes-vous pas d'avis que le fait que les employés publics paient aujourd'hui une certaine retenue sur leurs traitements pour faire face aux dépenses qu'entraînent les mises à la retraite, constitue une garantie morale et plus solide que la pension sera permanente, garantie plus solide même qu'un acte du Parlement décrétant que les employés auront droit à des pensions de retraite sans payer de retenues? — Sir J. Graham répond: ‘ Nul doute que le système des retenues garantit mieux et plus permanemment aux employés qu'ils seront traités avec justice.’

“ Voici la réponse de sir F. Baring : ‘ Si vous aviez à recommencer, imposeriez-vous des retenues ? C’est là une autre question ; mais les retenues sont un grand avantage pour les employés, c’est qu’elles les protègent contre la Chambre des communes, au cas où cette assemblée, dans un accès momentané d’économie, voudrait intervenir et apporter au système des pensions des modifications considérables.’ Plus loin, parlant de l’époque où il entra en parlement, il s’exprime ainsi : ‘ Si la pension de retraite n’est qu’un avantage en sus du traitement, la Chambre des communes est généralement d’avis qu’elle peut traiter la question à son gré ; mais s’il y a retenue (je ne prétends pas que ceci soit strictement logique, mais on aurait fait valoir cet argument) une opinion bien arrêtée prévaudrait, comme aujourd’hui, que l’employé civil a payé sa propre pension et que vous lui enlevez ce qu’il a réellement payé. Je ne doute point que l’on ait exercé sur vous une forte pression.’ ”

“ Si imposantes que soient ces autorités, nous ne saurions admettre la conclusion à laquelle elles arrivent. D’abord, nous mettons en doute l’existence du danger que l’on appréhende. Il est vrai qu’à des époques antérieures, le parlement et la trésorerie ont cru parfois devoir s’occuper des pensions de retraite des employés alors au service. Plus on a discuté ces questions, plus on est arrivé à reconnaître qu’il convient de ne point porter préjudice aux intérêts actuels des employés civils, tout en trompant leur juste attente. C’est pourquoi, par l’acte de 1834, les pensions des employés civils nommés avant le 5 août 1829, furent strictement protégées, et, dans l’opinion de certaines gens, on poussa même à l’excès le soin de veiller aux intérêts alors en existence. Depuis lors, on s’en est tenu strictement au même principe ; et si, dans tout acte que l’on passera ultérieurement à ce sujet, la rémunération des employés publics était représentée (ainsi qu’elle devrait l’être, croyons-nous) comme se composant partie du traitement et partie de la pension de retraite, nous ne doutons pas que ces deux articles ne fussent assimilés et que la législation ne leur donnât protection égale. ”

“ Nous hésitons donc à admettre l’existence du danger appréhendé. ”

“ Mais, supposant même que le danger soit réel, nous ne voyons pas comment les employés civils pourraient trouver protection dans les retenues. ”

“ Supposant que leur rémunération se compose, partie de leurs traitements et partie de la perspective d’une pension de retraite, il n’est pas facile de comprendre pourquoi leur droit à l’un devrait être moralement mieux établi que leur droit à l’autre. Nous comprenons encore moins quelle force on peut donner aux arguments en leur faveur, par une augmentation nominale de leurs traitements, augmentation qu’ils ne touchent jamais, et en donnant à cette augmentation nominale la désignation de retenue par eux payée dans le but de s’assurer des pensions. Sir F. Baring lui-même semble avoir certains doutes sur la valeur de son argument, qu’il admet ne pas être ‘ strictement logique.’ ”

“ Mais, s’il est ainsi difficile ou impossible de démontrer qu’un système de retenues peut protéger les intérêts des employés civils, il est certain, d’autre part, que ce système a l’effet préjudiciable de mettre le public sous une impression fautive relativement à la nature de cette transaction. Le paiement d’une retenue faite sur les traitements, dans le but de créer une caisse de retraite, implique presque nécessairement l’existence d’une caisse à laquelle chaque employé civil a contribué, et dans laquelle, par suite, il possède un certain droit de propriété. Nous avons déjà eu occasion de signaler ce résultat, la manifestation de cette idée, dans les demandes de secours adressées au gouvernement par les veuves et orphelins des employés civils, et basées sur le fait que les maris avaient souscrit à ce fonds supposé. Le sentiment d’une injustice, sentiment produit par cette idée, n’existe pas seulement chez les parents des employés civils et les personnes que leur position ou leurs préventions peuvent induire en erreur, la même idée a été parfois exprimée par des personnes occupant de hautes positions officielles et supposées bien connaître le système. Nous sommes donc portés à croire qu’une modification du système peut seule faire disparaître entièrement cette idée. ”

“ Un autre inconvénient du système est qu’il soulève diverses questions relatives à la suffisance ou l’insuffisance de la pension considérée comme équivalent des retenues ”

payées, et cela non-seulement dans tout le service, mais dans certains départements et même certains cas individuels. Par exemple, on se plaint qu'au département des postes, beaucoup plus d'employés se retirent volontairement, sans attendre l'âge requis et le nombre réglementaire d'années de service, que dans la plupart des autres départements : d'où il résulte que les retenues exigées sont supposées dépasser de beaucoup la pension accordée. D'autres se plaignent d'avoir à payer des retenues, parce que les circonstances particulières dans lesquelles ils se trouvent, ne leur laisse que peu ou point de chance de profiter jamais de la pension. Si l'on adoptait le système beaucoup plus simple et plus honnête d'engager les services des employés à un certain traitement fixe, avec la perspective d'une pension de retraite à certaines conditions, toutes les causes de malentendus et de plaintes disparaîtraient.

“ Nul doute qu'en établissant le système de retenues, on a eu principalement en vue l'économie. En 1828, le comité des dépenses et du revenu public, au nombre des recommandations qu'il faisait pour réduire ces dépenses, mentionnait l'établissement d'une caisse des retraites alimentée par les contributions des employés civils eux-mêmes, au moyen de retenues, afin qu'ultérieurement le public n'eût rien à supporter des dépenses qu'entraînent les pensions. Par l'acte de 1831, la législature adopta le système des retenues, mais sans établir de caisse. On semblait croire alors que la rémunération des employés publics (composée du traitement et de la pens on de retraite) était trop élevée, et la législature jugea probablement que le système des retenues offrait un moyen commode de réduire les traitements à l'avenir. Nous pensons que l'expérience a subséquemment prouvé que si l'on jugeait trop élevé le chiffre des traitements ou des pensions, il eût été bien préférable de réduire les traitements attachés aux nouvelles nominations. D'autre part, si, à la même époque, la rémunération des employés publics était jugée n'être qu'un juste équivalent de leurs services, en la comparant aux traitements accordés dans d'autres emplois, il devient évident que toute tentative de la réduire, en retenant une partie du traitement, ne pouvait profiter ni au public ni au service, et n'avait aucune chance d'un succès durable. L'économie pécuniaire que l'on réalise en n'accordant aux employés que des traitements insuffisants, n'atteint jamais l'équivalent de la perte qu'on fait sur la valeur des services, et—selon toutes probabilités—on profitera toujours de la révision fréquente des traitements dans les départements publics pour remédier à cet inconvénient en augmentant chaque traitement du montant de la retenue.

“ Nous n'en dirons pas davantage, pour le moment, au sujet des retenues, et nous allons maintenant rechercher quel devrait être le taux de la pension de retraite, comparé à celui du traitement. Admettant le principe évident et raisonnable, invariablement suivi, que le chiffre de la pension doit augmenter avec le nombre d'années de service, nous devons examiner d'abord quel doit être le chiffre maximum de la pension accordée, et après combien d'années de service elle doit devenir payable. Nous sommes disposés à croire que pour avoir égard à l'économie, en même temps qu'au bon fonctionnement du service,—on devrait toujours maintenir une distinction graduée entre le chiffre du traitement payé pour services, et celui de la pension de retraite. Les objets que nous avons en vue en recommandant les systèmes des pensions de retraite, se trouveront parfaitement atteints, quand même le maximum de la pension n'atteindrait pas le chiffre du traitement. Nous sommes donc disposés à adopter le maximum actuellement appliqué aux employés civils nommés depuis 1829, savoir : deux tiers du traitement ; mais nous proposons que la pension devienne payable à l'expiration de quarante, et non pas de quarante-cinq ans de service. Dans ces conditions, l'employé entré au service à vingt ans aurait droit au maximum de sa pension à soixante. L'époque à laquelle la pension de retraite peut être accordée commence actuellement à l'expiration de dix années de service, et à cela nous ne voyons pas d'objection ; mais nous proposons que le chiffre de la pension commence à un dixième du traitement et non point au quart, comme c'est aujourd'hui le cas pour les employés civils nommés depuis 1829. Nous recommandons aussi qu'on élève le chiffre de la pension au moyen d'augmentations annuelles, et non pas, comme aujourd'hui, en accordant une augmentation considérable à l'expiration de chaque période de sept ans, système que, nous dit-on, la trésorerie suit dans l'application

de la présente loi. Le taux que nous proposons est celui que recommandait, l'an dernier, le comité de la Chambre des communes. La pension commencera donc à dix seizièmes du traitement, après dix ans de service, et augmentera régulièrement d'un seizième chaque année, jusqu'à ce qu'elle atteigne le maximum de quarante seizièmes à l'expiration de quarante ans de service."

\* \* \* \* \*

" Actuellement, la pension ne peut être accordée à l'employé civil qui n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, si ce n'est sur certificat de médecin attestant qu'en raison d'infirmités corporelles ou mentales il est devenu incapable de remplir ses fonctions. Nous recommandons que cette limite d'âge soit réduite à soixante ans. Nous sommes portés à croire que quand l'employé a atteint un âge auquel l'esprit et le corps commencent souvent à faiblir, ce peut être un avantage pour le service de donner au gouvernement le pouvoir de faciliter sa retraite en lui accordant, s'il le juge à propos, une pension sans exiger qu'il produise un certificat de médecin.

" Nous croyons que pareil règlement exposerait rarement l'administration à se priver de services précieux. Nous croyons que les employés publics actifs et dévoués qui ont passé au service la plus grande partie de leur existence, ne sont généralement pas désireux de s'en retirer, tant qu'ils se sentent encore toute leur énergie. Quels que soient les avantages que peut offrir la retraite, nous croyons qu'ils refuseraient assez souvent de la demander, le moment favorable arrivé, quand même cette retraite n'entraînerait pas la perte du tiers, au moins, de leur traitement. Pour ces raisons, nous sommes d'avis que cette réduction de la limite d'âge pourrait être, somme toute, plus avantageuse que préjudiciable aux intérêts du service, et que les employés civils la regarderaient certainement comme un bienfait.

" La seule question qui nous reste à examiner relativement à l'époque de la mise à la retraite, est celle de savoir si l'on doit fixer un âge auquel la retraite serait obligatoire. Dans une partie précédente de ce rapport, nous avons montré l'importance de faciliter la mise en disponibilité des employés qui, pour des raisons d'âge ou de santé, sont devenus incapables de remplir leurs fonctions. Toutefois, ce doit être un devoir pénible et même odieux, pour un chef de département, d'intimer à un employé public méritant que ses facultés commencent à baisser et qu'il pourrait bien être opportun de se dispenser de ses services, et, le plus ordinairement, il y aura lieu de craindre que ce devoir ne soit pas pleinement rempli. Mais il est peut-être possible d'arriver au même but, en fixant un âge auquel, d'après l'expérience acquise, la vigueur de l'esprit et du corps commence à diminuer, et, bien que faisant une obligation de la retraite à cet âge, en autorisant les chefs de départements, dans des cas spéciaux, à inviter l'employé à demeurer au service, s'ils croient qu'il est désirable de l'y maintenir.

" En pratique, la différence ainsi établie sera que la retraite à cet âge deviendra la règle au lieu de n'être que l'exception, et qu'advenant l'âge fixé, les chefs de départements seront exempts du pénible service de suggérer la retraite; en outre, dans certains cas spéciaux où, malgré ses longs services, l'employé aura conservé toute sa valeur dans l'administration, ils auront à remplir l'agréable mission de l'inviter à en demeurer membre actif. Nous recommandons soixante-cinq ans d'âge dans ces derniers cas:

" D'autres dispositions de l'acte des pensions de 1834 n'exigent, selon nous, aucune modification. Tels sont les certificats de bonne conduite, dans tous les cas, et d'infirmité, lorsque le pétitionnaire n'a pas atteint soixante ans d'âge; le règlement prescrivant que le chiffre de la pension de retraite sera calculé sur celui du traitement moyen des trois années qui précéderont la mise à la retraite, et le pouvoir donné à la trésorerie d'accorder des pensions spéciales pour services et mérites spéciaux, à la condition que l'exposé des motifs des décisions prises, en pareil cas, sera soumis au parlement.

" Le bill de l'an dernier autorise certaines gratifications aux employés qui, pour des raisons de santé, peuvent être obligés de quitter le service avant d'avoir acquis le droit à la pension de retraite, et aussi des gratifications ou des pensions à des personnes qui, dans des circonstances analogues, sont contraintes de quitter le service à



la suite de blessures reçues dans l'exécution de leurs devoirs officiels. La trésorerie a déjà pourvu à ces éventualités, mais il semble que la législature devrait sanctionner les règlements proposés dans le bill.

“ Une autre section du bill fixe très judicieusement le chiffre de l'indemnité accordée à l'employé civil, sous la forme de pension de retraite, lorsque sa charge est abolie. Il faut espérer que les pensions accordées aux termes de ce règlement seront en petit nombre, ou, dans tous les cas, de courte durée, d'autant plus que l'on devrait toujours saisir la première occasion de faire rentrer au service tout employé public capable qui en a été congédié temporairement dans pareille circonstance.”

\* \* \* \* \*

“ Quant au maintien du système de retenues, les commissaires ne voient aucune difficulté dans l'autre moyen d'atteindre le même résultat, l'abolition pure et simple des retenues qui augmentera d'autant le chiffre du traitement des employés qui les paient. Au contraire, grâce à cette mesure, les employés des principaux départements du service civil se trouveraient sur un pied d'égalité sous le rapport des traitements, car ils recevraient tous, sans retenues, les traitements qui leur ont été officiellement accordés aux mêmes conditions.

“ Le seul inconvénient assez grave que présente cette solution de la difficulté, est la nouvelle charge qui se trouverait ainsi imposée au trésor public. Nous ne sommes point disposés à traiter légèrement le côté pécuniaire de la question, et nous savons assez avec quelle répugnance la législature impose de nouvelles charges aux finances de l'Etat.”

\* \* \* \* \*

“ Une autre question se présente ici: celle de savoir si les traitements actuels sont suffisants, après le paiement des retenues. On prétend parfois que la suffisance des traitements actuels est indubitable, puisque les emplois publics sont très recherchés et que les candidats à ces places sont toujours en grand nombre. Nous ne croyons pas que l'on doive ainsi disposer sommairement de cette question. Nous pensons que si l'on réduisait encore les traitements, les candidats aux emplois publics n'en seraient pas moins nombreux. Pendant quelque temps, il se présenterait même des candidats tout aussi capables, qui ne se montreraient pas trop difficiles sur les conditions de l'engagement, persuadés, avec raison, que l'Etat en arriverait toujours à rémunérer convenablement les bons services. Mais si l'opinion se répandait, un jour, que les employés publics sont traités injustement, qu'un esprit de mesquinerie et d'avarice préside à la répartition de leurs traitements, les candidats pourraient toujours être nombreux, mais nous craignons fort que le service n'eût alors à souffrir de l'incapacité des candidats et de leur mauvaise conduite après qu'ils seraient nommés. Il est vrai que, par le passé, des personnes incapables ont obtenu des nominations comportant des traitements que leurs services ne valaient certainement pas; mais ce fait donne une raison, non point de réduire les traitements, mais d'exiger, pour l'entrée au service, certaines conditions de capacité, comme on vient de le faire. Il nous semble que dans le service public, pas plus que dans les administrations particulières, le nombre des candidats aux emplois ne prouve, en aucune manière, que les traitements soient suffisants. Dans l'un comme dans les autres, le traitement doit être suffisant pour assurer, chez les employés, les conditions requises de capacité et de moralité, et pour permettre à l'employé, dans l'intérêt même de l'administration, de tenir le rang qui lui appartient dans la société. Les traitements actuels dépassent-ils ce chiffre? C'est une question sur laquelle nous n'avons pas de renseignements suffisants pour exprimer ici une opinion. Même quand il ne s'agit que d'une charge particulière, il est difficile de dire si le traitement devrait être de deux et demi ou de cinq pour cent plus élevé ou plus faible. Bien plus difficile est-il encore de se former une opinion à cet égard quand il s'agit des traitements dans une partie considérable du service. Les choses étant ainsi, nous ne saurions donc décider si le projet d'abolir les retenues doit être regardé comme un bienfait ou simplement comme l'abolition d'une injustice; mais considérant les incertitudes qui entourent la question, et les effets que ces incertitudes doivent avoir produits dans l'esprit des employés publics dont les intérêts sont ici en jeu, il convient peut-être d'examiner si, dans le seul intérêt public, il ne vaudrait

pas mieux s'exposer à des sacrifices momentanés, que d'adopter l'alternative de maintenir un système anormal et injustifiable, ou de régler la question par un compromis n'ayant aucun principe intelligible et dont l'effet pourrait être de tromper les espérances et d'abattre l'énergie d'un corps important d'employés publics.

“ Nous avons dit que les charges imposées au revenu, par l'abolition des retenues, ne seraient que temporaires. Il est évident que l'abolition de la retenue ne durera pas plus que le temps que passera encore au service l'employé qui la paie. Lors de sa disparition, il sera toujours facile de reviser le traitement attaché à son emploi ; mais il est probable que, dans la majorité des cas, on pourra reviser ce traitement beaucoup plus tôt. Dans chaque département public, les employés sont divisés en deux classes, suivant la nature des devoirs qu'ils ont à remplir. Dans la même classe, chaque employé passe du minimum au maximum du traitement, suivant la durée de son service ; mais dans toutes les promotions d'une classe à l'autre, on exige que le choix soit fait uniquement d'après les conditions de capacité qui rendent l'employé apte à passer dans une classe plus élevée. Le principe de promotion d'une classe à l'autre, au mérite seulement et sans égard à l'ancienneté, a été imposé aux chefs des départements par les plus hautes autorités, et peut être regardé comme la règle établie du service civil. L'usage est de reviser, de temps à autre, les traitements de chaque classe, cette révision n'ayant effet que pour les personnes qui peuvent entrer dans cette classe, et n'affectant pas les traitements de celles qui en font déjà partie. Par suite, toutes les fois qu'il y a eu révision des traitements d'une classe, chaque employé d'une classe inférieure qui y est promu, est nommé au traitement révisé, sans égard à la position qu'il occupait antérieurement. On constate que, grâce à ce système, les employés civils d'un mérite supérieur passent graduellement d'une classe à l'autre et atteignent finalement de hautes positions dans le service, et qu'une proportion considérable des personnes qui entrent au service, sont tôt ou tard promues de la classe dans laquelle elles étaient entrées. Ainsi donc, même en supposant que contrairement à la déposition citée, l'abolition des retenues imposerait de prime abord au revenu des charges que ne justifieraient pas entièrement les services rendus, il est clair que les charges diminueraient graduellement, à mesure que l'on ferait des nominations aux traitements révisés, à mesure que des employés se retireraient du service et qu'il y aurait des promotions d'une classe à l'autre.”

\* \* \* \* \*

Les commissaires, continuant l'exposé des résultats de leur enquête, s'expriment ainsi : “ Après mûre considération, nous en sommes arrivés à conclure que c'est notre devoir de recommander l'abolition pure et simple des retenues faites en vue des mises à la retraite, sans aucune réduction correspondante des traitements sur lesquels ces retenues ont été opérées. Au début de l'enquête, nous étions opposés à cette combinaison ; mais après avoir soigneusement passé en revue toutes les difficultés de la cause, nous sommes persuadés que—ne fût-ce que dans l'intérêt public—nous ne pouvons proposer d'autre règlement de la question plus satisfaisant et pouvant avoir un effet plus durable. Nous savons que le système actuel des retenues est appuyé par de hautes autorités, et qu'à l'époque où il fut introduit, on y voyait peut-être une manière commode d'opérer une réduction générale des traitements. Néanmoins, pour les raisons déjà exposées, nous croyons que le principe de ce système est radicalement faux et que les vices qui lui sont inhérents ont produit, dans l'administration, des difficultés dont l'effet est de créer une foule d'anomalies et d'inconvenances très préjudiciables au service public. Dans ce cas et dans d'autres cas analogues, il pourra être impossible de se soustraire à un principe vicieux et d'établir un système raisonnable et uniforme sans se résoudre temporairement à des sacrifices pécuniaires. Mais persuadés qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante de la difficulté, que l'avantage que le public retirera ultérieurement de cette solution compensera, et au-delà, toute perte temporaire que l'on pourra subir, et considérant l'importance de maintenir le niveau et le bon fonctionnement du service civil, nous croyons qu'en faisant la recommandation sus-mentionnée, nous aurons rempli le mieux possible la mission qui nous a été confiée.”

“ Dans la correspondance demandée par la commission de 1837, un seul départe-

ment mentionne les secours aux veuves et orphelins des employés civils, et ce département est celui des affaires étrangères. M. Hammond, sous-secrétaire, ajoute, citant l'opinion de lord Clarendon, basée sur l'expérience de quatre années : " La veuve de l'employé mort au service et qui a souscrit à la caisse des retraites, se trouve dans une position particulièrement pénible." Les commissaires n'ignorent pas qu'en pareilles circonstances, la veuve ne peut, aux termes du présent acte, réclamer de pension, ni même le remboursement des sommes versées par son défunt mari à la caisse des retraites, et lord Clarendon ajoute qu'il a fréquemment eu l'occasion de regretter que, dans des cas où une pension minime eût été d'un grand secours, le bureau de la trésorerie l'informât que la rigueur de la loi des pensions interdisait formellement d'en accorder en pareille circonstance.

" Lord Clarendon est d'avis que les commissaires des pensions de retraite doivent sérieusement examiner la question suivante : ' Admettant que l'Etat—imitant en cela nombre de particuliers et de corporations commerciales—se charge de pourvoir au soutien des employés usés à son service, sans faire de retenues sur leurs traitements, pendant qu'ils sont en activité, pour créer une caisse à cet effet, ne conviendrait-il pas d'exiger de l'employé qu'il assure sa vie pour un montant proportionnel à son traitement, de manière à créer des ressources à sa veuve et à ses enfants, advenant la mort ? ' Lord Clarendon ajoute : ' Ce système est suivi par la banque d'Angleterre et d'autres grandes corporations commerciales. Mais en tout cas, on est forcé d'admettre qu'il serait hautement avantageux aux familles des employés publics, et ne mettrait pas, comme aujourd'hui, le gouvernement de Sa Majesté dans la pénible position de ne pouvoir secourir les familles en profonde détresse qui lui font constamment parvenir des demandes.' "

Au bout d'un certain temps, le rapport des commissaires fut soumis à la Chambre des communes, et, le 30 juin 1857, feu lord Mayo, à cette époque lord Naas, demanda l'autorisation de présenter un bill à l'effet d'abroger la 27e section de l'Acte des pensions de 1834. En proposant sa motion, il fit l'historique des pensions de retraite, cita les rapports des diverses commissions et les actes relatifs à ce sujet, et déclara que le remède proposé était décisif; le bill présenté n'avait qu'une clause abrogeant la 27ème section de l'acte de 1834, laquelle autorisait les retenues.

Voici un passage de son discours : " Les mérites de l'employé civil ont été reconnus, en maintes circonstances, par tous les hommes d'Etat les plus éminents. L'employé civil obtient rarement les applaudissements du public; ce stimulant lui manque; il travaille dans la retraite, et souvent dans l'obscurité, et la seule récompense qu'il attende est son faible traitement et la conscience d'avoir fidèlement rempli son devoir." \* \* \* \* \*

M. HANKEY, député de Peterborough et gouverneur de la banque d'Angleterre, se leva après lord Naas, et, en secondant la motion s'exprima en ces termes : " C'est un sage principe, reconnu par toutes les autorités les plus imposantes qui se sont occupées de la question, que la vraie manière de rétribuer l'employé civil est de lui accorder un traitement modique et de lui donner l'assurance que, du moment où il ne pourra plus remplir sa charge, il recevra une modique pension de retraite. Si le taux actuel du traitement est juste et équitable, il est aussi inconsideré qu'injuste d'imposer aux employés une taxe comme celle qu'ils subissent maintenant. On a dit que, malgré cette taxe, le nombre des aspirants aux emplois ne diminue pas. Je crois que si le gouvernement imposait aux employés une taxe de vingt pour cent, les aspirants seraient aussi nombreux; mais cela ne prouve pas la sagesse du système. Est-il sage d'obliger un homme à mettre de côté une certaine fraction de son gain journalier, lorsqu'il peut mourir prématurément sans que sa famille profite aucunement des économies ainsi réalisées? La Chambre n'a pas le droit—il n'est pas moralement honnête—d'exiger pareil sacrifice de l'employé du service civil. Il peut placer lui-même ses économies, au profit des personnes dont il est, en son vivant, le soutien, bien mieux et beaucoup plus sûrement qu'une législature ou un gouvernement quelconque. Où est la caisse à laquelle les employés sont censés contribuer? Elle n'existe pas. Je défie n'importe lequel des honorables députés de prouver que

des sommes payées par ces employés ont été portées à leur crédit dans les comptes publics.”

Sir G. Cornwallis Lewis, chancelier de l'échiquier, fit à ce discours la réponse suivante :

“ Je me sens obligé de suivre le noble lord dans l'exposé qu'il vient de faire. Le sujet est trop vaste, les questions qu'il comporte sont trop considérables, le service civil, dont les intérêts sont ici en jeu, est tellement important, et le crédit que le noble lord propose de voter est tellement élevé que je ne saurais garder le silence en cette occasion, ni laisser passer la motion sans mettre la Chambre en possession des faits essentiels qui regardent la cause. Je puis assurer à la Chambre que j'entreprends cette tâche bien malgré moi, mais mon devoir l'exige et je ne reculerai pas devant cette nécessité. Le noble lord a fait un exposé très clair et—à l'exception d'un ou deux points que je mentionnerai tout-à-l'heure—très juste des origines de la loi actuelle concernant les pensions de retraite. Pendant la période qui suivit immédiatement la paix, la Chambre et le pays étaient fortement en faveur de l'économie, et l'un des objets sur lesquels on voulait diriger cette économie était la réduction des pensions civiles—' le poids mort ', comme on désignait cet article du budget. J'ai ici l'ouvrage de sir Henry Parnell sur la réforme financière, dans lequel il expose l'opinion prédominante à l'époque et se prononce formellement contre tout système de pensions de retraite. Il prétend que les traitements des employés civils sont trop élevés, assez élevés du moins pour que l'employé civil puisse faire des économies et que le parlement ne doit accorder aucune pension de retraite. Je ne partage pas cette opinion. Je la mentionne seulement pour faire voir quelle était l'opinion de la législature lorsqu'elle commença à s'occuper de cette question, ce dont peuvent se souvenir certains députés ici présents. Le comité des finances nommé à cette époque recommanda de faire sur les traitements des employés des retenues suffisantes pour créer une caisse sur laquelle les pensions de retraite seraient payées, et il fut passé un acte contenant cette recommandation. Mais quand il fallut appliquer ce système aux employés alors au service, les objections les plus fortes furent soulevées par eux-mêmes et par leurs amis en Chambre ; ils prétendaient que le système portait atteinte à des droits établis ; que les personnes entrées au service à certaines conditions ne pouvaient souffrir de voir ces conditions modifiées par l'intervention du parlement et l'établissement d'un impôt destiné à la création d'une caisse sur laquelle les pensions de retraite seraient payées. Le résultat de ces plaintes fut l'abrogation de l'acte établissant le système ; en outre, la Chambre ordonna le remboursement des sommes payées par les employés comme retenues. A la suite de cet échec, la trésorerie, agissant d'après la recommandation du comité des finances de 1829, introduisit le système actuel, dont voici le trait principal : “ Toute personne entrant au service après une certaine date, subira une retenue sur son traitement. ” Ce règlement ne froissait aucun des intérêts alors en existence, et toute personne qui acceptait une charge était avertie qu'il y avait retenue sur le traitement. Le nouveau règlement fut donc reconnu équitable et inclus, d'abord dans les minutes de la trésorerie, et plus tard, en 1834, dans un acte du parlement.

“ L'employé entré au service depuis 1829, et, subséquemment, depuis 1834, savait parfaitement qu'il acceptait un emploi à ces conditions, que le traitement à lui voté par la Chambre ne lui serait pas payé intégralement, mais que, sur un traitement de moins de £100 il aurait à subir une retenue de  $2\frac{1}{2}$  pour cent, et de 5 pour cent sur tout traitement dépassant £100. Ce règlement, comme je l'ai dit, était incorporé dans un acte du parlement ; il se trouvait ainsi porté à la connaissance de chacun, et l'on prétendrait vainement qu'il y ait eu violation de contrat pour une catégorie quelconque d'employés civils. Le même acte établissait un taux des pensions, et, après avoir été averti qu'il aurait à subir des retenues annuelles, chaque employé était de même informé qu'il ne pouvait obtenir une pension qu'aux conditions prescrites par la loi. Il ne fut aucunement question de caisse de retraite, ni dans la minute de la trésorerie, ni dans l'acte du parlement. La trésorerie ne créa pas de caisse, elle porta seulement en compte les retenues, sous le titre d'impôts sur les traitements des employés civils, et, chaque année, un état de ces pensions était soumis au parlement.

Jamais personne n'eut la moindre raison de prétendre que le parlement n'était pas parfaitement au fait de la question. Rappelez-vous que je ne cherche pas à justifier le système; je fais simplement l'historique de ses origines. Le système s'est maintenu depuis 1834 jusqu'à ce jour, sous l'opération d'un acte du parlement; mais le nombre des employés soumis à la retenue ayant augmenté d'année en année, et advenant l'impôt de guerre sur le revenu, la retenue de cinq pour cent pour les pensions, augmentée de l'impôt de six pour cent sur le revenu, devint un lourd fardeau pour les employés. Leurs plaintes devinrent plus nombreuses — pour ces deux causes, et en acceptant la charge que j'occupe maintenant, je constatai que des représentations avaient été faites, que la question avait été soulevée dans cette Chambre, et j'appris que la trésorerie avait préparé un bill qui réglait une partie de la question, sans abolir les retenues, mais en élevant le taux des pensions. Au début de la session de 1856, je soumis à la Chambre un bill concernant la question, et, voulant la traiter avec la plus grande justice, je proposai la formation d'un comité spécial chargé d'étudier le bill que je présentais, et surtout d'entendre les plaintes des employés et d'examiner sur quelles bases reposait le système actuel. Les plaintes en question avaient trait principalement à l'existence de la caisse que le noble lord a mentionnée, et au fait prétendu que les employés payaient plus qu'ils ne recevaient; on prétendait aussi que le marché conclu entre eux et le public était injuste, que le public y gagnait trop, et que finalement les retenues constituaient une injustice. Ce sujet fut sérieusement examiné, et dans le cours de son enquête le comité demanda l'opinion de deux actuaire éminents sur la question de savoir si les employés subissaient réellement une injustice, c'est-à-dire s'ils payaient plus qu'ils ne recevaient. La question fut donc renvoyée à deux actuaire, qui la trouvèrent entourée de tant de détails de chiffres qu'ils ne purent terminer leur rapport avant la clôture des séances du comité; en conséquence, le comité ne fut point aidé, dans sa décision, de l'avis de ces deux messieurs. Toutefois, le comité en arriva à une résolution importante en ce qui concerne l'objet de la motion du noble lord. Il résolut, sur motion du noble lord, député de Lynn (lord Stanley) 'Que, dans l'opinion de ce comité, il est désirable de mettre fin à un système d'après lequel une partie du traitement de l'employé civil est retenue pour la pension de retraite.' Le comité condamnait donc le système des retenues personnelles. Pendant que le comité examinait cette résolution, un noble lord qui ne fait pas partie de cette Chambre, mais qui représentait alors Portsmouth (Lord Monck), agissant à ma recommandation (car j'étais président du comité, et ne pouvais faire de motion moi-même), proposa d'ajouter à la résolution les mots suivants: 'En ce qui concerne toutes les personnes qui pourront entrer au service civil après une date qui sera mentionnée.' Cette proposition, qui me semblait équitable, revenait à dire que nous ne changions pas la position d'aucune personne alors au service, que nous ne voulions pas modifier les conditions auxquelles elle avait accepté sa charge, mais que le système des retenues était aboli pour toutes les personnes qui entreraient dorénavant au service. Le noble lord (lord Stanley) consentit à cet amendement, mais la majorité du comité s'y montra hostile, et par suite la résolution ne fut adoptée que comme condamnation du système des retenues annuelles. Toutefois, le comité se trouva en présence d'une difficulté d'un autre genre: il accordait ainsi, sans y penser d'abord, un supplément de traitement aux employés alors au service, sans leur imposer aucun surcroît de travail, sans se préoccuper de leurs mérites, mais uniquement parce que cette taxe leur avait été imposée et qu'il croyait devoir l'abolir. Après mûre considération, le comité comprit qu'il était difficile d'ajouter, sans aucun motif apparent, £60,000 ou £70,000 par année aux traitements des employés civils, et crut faire face à la difficulté en adoptant une autre résolution que voici:—

“ Que, comme condition de l'abolition de ces retenues, les chiffres des traitements, dans les différentes branches du service civil, seront révisés le plus tôt possible, en tenant compte du montant des retenues remboursées, vu qu'il n'y a aucune raison d'augmenter les traitements, ce qui résulterait, en définitive, du changement proposé; que la révision proposée sera faite avant le 1er avril 1857, époque à laquelle cesseront les retenues.”

\* \* \* \* \*

“Le chancelier de l'échiquier déclara qu'il voulait bien consentir à ce que le bill fût présenté, pourvu qu'il fût bien compris que l'unique objet de cette condescendance était d'amener des débats plus complets, mais que le noble lord ne devait pas s'imaginer que le gouvernement consentit jamais à admettre le principe qui servait de base à la mesure proposée.”

Le bill subit donc la première lecture.

La seconde lecture ayant été proposée, M. Wilson, alors secrétaire de la trésorerie et rédacteur de l'*Economist*, proposa le renvoi du bill à trois mois.

Voici un extrait de son discours : “Quelques honorables députés sont disposés à croire que les retenues n'offrent aucune garantie aux employés, relativement à leurs pensions. Ceux qui partagent cette opinion ne connaissent pas l'humeur changeante de la Chambre des communes. Il n'y a pas longtemps, l'honorable député d'Oxfordshire (M. Henley), appuyé par une forte minorité, proposa de réduire de 10 pour cent les traitements de tous les employés publics. Le gouvernement du jour eut fort à faire pour combattre cette proposition. Mais comment parvint-il à la repousser ? En déclarant que le gouvernement avait passé un contrat avec les employés, et qu'il manqueraient de bonne foi en réduisant leurs traitements. Supposons que la Chambre accueillît avec la même froideur la question de la caisse des retraites, les employés publics ne trouveraient-ils pas avantageux de faire valoir la prétention que le parlement a passé contrat avec eux, qu'en vertu de ce contrat ils ont payé des retenues, et qu'ils réclament leurs pensions comme un droit et non comme une faveur. Dans tous les cas, je crois que la Chambre ne devrait pas séparer la question des pensions de celle des traitements, ni abandonner le système d'accorder des pensions de retraite. Non-seulement je crois que l'existence de ce système a créé une obligation entre la couronne et ses employés, mais que son abolition serait très préjudiciable au service public. Il est très facile de parler de congédier les employés publics lorsqu'ils ne sont plus capables de remplir leurs fonctions, mais la chose est simplement impossible. Dans notre pays, où les départements changent continuellement de chef, aucun chef de département ne voudrait s'exposer à se rendre odieux en congédiant un employé public sans pourvoir, de quelque manière, à son soutien. De plus, la mise à la retraite, considérée comme moyen d'assurer le bon fonctionnement du service, fournit, en définitive, une combinaison peu coûteuse et offrant des avantages.”

\* \* \* \* \*

M. Weguelin, qui était membre de la commission d'enquête, s'exprima ainsi :—

“La question soumise à la Chambre consiste à savoir s'il convient de maintenir ces retenues. Toutes personnes qui ont étudié ce système, en sont venues à y renoncer. Le comité nommé pour étudier la question y renonce également, de même que la commission ; dans tous ses débats à ce sujet, la Chambre a toujours supposé l'abolition des retenues, et la question actuellement soumise à la Chambre me semble consister à savoir s'il faut augmenter les traitements, par suite de ces retenues. J'admets que la Chambre ne peut s'occuper de la question des traitements ; c'est l'affaire de la trésorerie. Autant que je puis en juger, les traitements vont généralement en augmentant. Je sais qu'on les augmente dans le commerce ; mais à ce sujet, le très honorable monsieur a fait une déclaration peu conforme aux faits. Il a dit que la moyenne des traitements payés par la banque d'Angleterre, est inférieure à celle des traitements des employés civils. (M. Wilson.—Pas pour les officiers supérieurs.) En tout cas, la moyenne est de £195 à la banque et de £147 seulement dans le service civil. (Lord Naas : £.141.)”

\* \* \* \* \*

“Où en est maintenant la question ? Elle a été l'objet de fréquents débats à la Chambre, elle a été déferée à un comité spécial. Le gouvernement a présenté deux bills à ce sujet, et une commission a été nommée pour étudier la question. Il s'est manifesté un accord remarquable des opinions, et malgré cela le gouvernement n'est pas prêt à agir.”

\* \* \* \* \*

M. Seymour Fitzgerald s'exprima ainsi :

\* \* \* \* \*

“ La réclamation des employés est simple et bien fondée; elle constitue un véritable appel à la justice. Ils l'établissaient sur deux motifs, dont voici le premier : On obligeait à souscrire à cette caisse plusieurs d'entre eux qui, dans le cours ordinaire des choses, ne retireraient jamais aucun avantage de leurs versements. L'honorable baronnet (sir F. Baring) nous a référés aux rapports; mais il n'a pas essayé de nier que nombre des employés qui font des versements à la caisse des retraites n'en retirent aucun avantage. Ces jours derniers, un employé m'a cité un cas arrivé dans sa propre famille. Un employé civil souscrivait à la caisse des retraites depuis seize ans; il est mort la semaine dernière et laisse une veuve et sept enfants tout à fait sans ressources et n'ayant aucune réclamation à attendre de la caisse des retraites ni du gouvernement. Cet employé trouvait bien malheureuse la position de cette famille. Les classes moyennes se font un honneur de venir au secours des personnes dans la détresse, et elles condamneront certainement un système qui oblige de faire à une caisse des retraites des versements dont, en définitive, neuf sur dix ne retirent aucun avantage.”

Lord Naas prit ensuite la parole :

“ J'ai déjà donné, dit-il, les raisons que j'avais de présenter ce projet de loi; je me bornerai donc, pour le moment, à répondre à certains commentaires faits dans le cours des débats. On a dit que le bill ne demandait pas à la Chambre de décider si l'on doit maintenir ou abolir le système des retenues. C'est là une erreur, car telle est précisément la seule question que la Chambre soit appelée à décider; le bill indique clairement cela. Le secrétaire de la trésorerie (M. Wilson), qui a sans doute de très bonnes raisons pour s'opposer au bill, a su néanmoins grouper des faits et des chiffres d'une manière qui pourrait créer une fausse impression. L'honorable monsieur a dit que c'était “ l'impression, au dehors, que les employés payaient plus en retenues qu'ils ne recevaient subéquentement en pensions.” Or il ne s'agit pas ici d'une “ impression”; c'est un fait établi sans conteste que les versements des employés publics excèdent de beaucoup le chiffre des pensions qui leur sont accordées plus tard.

“ On ne devrait plus s'occuper de cette question, après les dépositions prises devant le comité qui s'en chargea l'année dernière. Il interrogea le Dr Farr, M. Edmonds et M. Hardy, actuaire des plus distingués, qui produisirent des documents établissant que six autres actuaire éminents s'accordaient avec eux à reconnaître que la valeur des pensions accordées est beaucoup moindre que ce qu'elle devait être en raison des versements faits par l'employé civil—sous forme de retenues—même sans tenir compte des profits résultant des résignations ou des destitutions. Il est vrai que l'on fait ou qu'on est supposé faire une enquête dont cette question est un des objets, mais les dépositions déjà soumises à la Chambre portent à croire que l'enquête aura une conclusion différente de celle à laquelle est arrivé le comité. Dans le cours du débat, on a fait de grands efforts pour démontrer que ce système ne constitue pas une violation de contrat. Je n'ai jamais dit qu'il constituât pareille violation. Je ne crois point que le gouvernement ait manqué de bonne foi envers les employés civils, ni que les employés cherchent à se soustraire aux obligations du contrat qu'ils ont passé avec le gouvernement. J'ai dit et je répète que le système actuel est radicalement mauvais, et je ne saurais mieux démontrer cette assertion qu'en citant les paroles de sir Charles Trevelyan :

“ Le système est actuellement injuste et appartient à cette catégorie de mauvaises lois, contraires au sentiment de justice qui existe actuellement chez l'homme. En jurisprudence criminelle, ces lois ont pour effet que les jurés ne condamnent jamais en s'en prévalant. En administration civile, elles ont pour effet de déjouer, de neutraliser toute tentative d'amélioration dans le service civil,—et le fait que les employés s'y soumettent, ne saurait aucunement rendre juste ce qui ne l'est pas.”

“ Voici, en quelques mots, ce que les employés civils pensent de la question : ils prétendent que le système est mauvais, injuste et préjudiciable au service public.

\* \* \* \* \*

“ Je crois avoir démontré qu'il n'y a pas eu d'augmentation générale des traitements, bien que le travail ait considérablement augmenté. L'honorable monsieur nous a dit que les employés publics sont mieux payés que les commis de la banque d'An-

gleterre qui font un travail du même genre. Mais cette assertion a été contredite par le gouverneur de la banque (M. Weguelin), qui a prouvé que la moyenne des traitements des commis de la banque d'Angleterre est de £196, tandis que celle des employés publics n'est que de £141. La Chambre ne doit pas oublier non plus que les commis de banque ont la perspective d'arriver à des positions plus élevées dans l'établissement, tandis que, dans les bureaux publics, les places de chefs sont souvent accordées à des personnes qui n'ont jamais servi dans aucun emploi subalterne ; parfois même, des membres du parlement sont nommés à ces charges. La banque d'Angleterre accorde aussi des pensions de retraite à ses commis sans faire de retenues sur leurs traitements pour cet objet. Il s'ensuit que les commis de la banque d'Angleterre sont mieux payés et se trouvent dans de meilleures conditions et position, à cet égard, que les fonctionnaires de l'État.

\* \* \* \* \*

“ Mais l'honorable monsieur a dit encore que les versements effectués étaient de la nature de l'assurance. Or les employés civils se plaignent précisément que ces versements ne sont aucunement de la nature de l'assurance. S'il en était ainsi, ils auraient maintenant à leur disposition une caisse d'assurance représentant plus de £1,000,000. De fait, ces versements ne constituent pas une assurance, mais une tontine de l'espèce la plus imparfaite, car à peine un souscripteur sur sept en retire des profits. L'honorable monsieur a prétendu que la trésorerie pourvoyait au soutien des veuves des employés. Depuis que cette assertion a été faite, j'ai consulté plusieurs employés du service civil, et aucun d'eux ne se rappelle un seul cas où la veuve d'un employé ait été recommandée pour cette pension ; mais ils savent très bien que toutes les demandes de cette nature ont toujours été rejetées. Il peut y avoir eu des exceptions, bien que je n'en aie pas eu connaissance, mais ce n'est certainement pas la pratique de la trésorerie de pourvoir au soutien des veuves des employés qui ont payé leurs contributions à la caisse des retraites, et l'employé peut payer toute sa vie cinq pour cent à la caisse du service civil, mourir en laissant une nombreuse famille, et, à sa mort, sa famille ne retirera pas un chelin de ses versements. L'honorable monsieur a dit encore que si, au moyen de ces versements, on formait une caisse, cela ne changerait rien à l'état actuel des choses, parce que l'employé ne peut recevoir plus que la pension fixée par acte du parlement. Mais je prétends que si, avec les versements, en formait une caisse, il y aurait cette différence qu'une somme augmentant constamment serait à la disposition des employés civils, et que, par l'accumulation des intérêts composés, cette somme formerait bientôt un montant énorme. L'honorable monsieur a mentionné le fait que la caisse établie par la police métropolitaine n'est pas suffisante ; mais cela ne prouve rien dans l'affaire qui nous occupe. Il a rappelé à la Chambre que les hommes qui versent à cette caisse, appartiennent à une classe bien différente de celle des employés publics. Ils entrent au service à un âge beaucoup plus avancé que les employés civils—de dix ans au moins—et quittent le service beaucoup plus tôt. La nécessité de s'exposer à tous les temps et la nature même de leurs devoirs, brisent rapidement leurs constitutions, et ils ne tardent pas à réclamer leur pension, en sorte que les conditions dans lesquelles ils se trouvent, n'ont pas de rapport avec la question qui occupe actuellement la Chambre.

\* \* \* \* \*

“ Le très honorable monsieur qui représente Portsmouth (sir F. Baring) a donné comme l'une des raisons pour lesquelles il est en faveur du système actuel, que ce système donne aux employés une nouvelle garantie pour leurs pensions. Mais, en cela, il ne s'accorde pas avec les commissaires qui déclarent positivement que, dans leur opinion, les retenues ne constituent aucunement une nouvelle garantie. On a prétendu que le bill soumis à la Chambre ne comprend pas toute la question et ne met pas à effet toutes les recommandations du rapport des commissaires. Or la principale recommandation des commissaires est celle-ci : Abolition pure et simple des retenues faites pour la pension, sans aucune réduction correspondante des traitements sur lesquels ces retenues étaient opérées. Telle est la recommandation essentielle des commissaires, et elle est comprise dans ce bill ; et je ne demanderais pas plus de vingt minutes pour dresser des clauses qui compren-



draient tout ce qu'il y a d'essentiel dans les autres recommandations, si la Chambre le désirait. Quelles sont, en effet, ces recommandations? D'abord, que l'on adopte le taux des pensions recommandé par le comité de l'an dernier et qui ne diffère pas essentiellement de celui que l'on suit aujourd'hui, c'est-à-dire que l'on accorde la pension à soixante ans d'âge, au lieu de soixante-cinq, sauf dans les cas de mauvaise santé, et que la mise à la retraite soit obligatoire à soixante-cinq ans. Viennent ensuite des recommandations concernant les gratifications et les indemnités pour abolition de charge, deux articles qui ne peuvent entrer convenablement sous le titre "pensions," et devraient faire l'objet d'un autre bill.

\* \* \* \* \*

" Si je comprends bien les objections du gouvernement, elles n'ont point trait aux recommandations des commissaires, mais aux principes qu'ils ont posés. Je voudrais savoir du Très honorable monsieur, le chancelier de l'échiquier, si le gouvernement est décidé à en finir, une fois pour toutes, avec les retenues faites pour les pensions de retraite? Je suis persuadé qu'il doit abolir ces retenues, ou ne plus s'occuper de la question; si le principe de ne point exiger de retenues n'est pas adopté comme base fondamentale de cette mesure, elle ne satisfera, je crois, ni les employés, ni la Chambre, ni le pays. Ce système a été condamné par la Chambre, par la presse et par la population du pays. Antérieurement, il a été discuté et désapprouvé par des hommes tels que lord Sidmouth et M. Charles Grant, et par un homme dont le génie et l'éloquence embellissaient toutes les questions qu'il traitait (M. Canning); enfin, de nos jours, par de hautes autorités à la Chambre des communes, par la presse et par des pétitions adressées au parlement;—il a été condamné par un comité de cette Chambre, lequel avait longuement étudié la question, et, enfin, par une commission royale dont le rapport devrait être considéré comme une sentence arbitrale, en réalité. De fait, tout le système de taxer les traitements demeure condamné, et bien que certains honorables députés puissent regarder ce système comme juste et convenable, je crois que, s'appuyant sur l'autorité dont je viens de parler, le gouvernement réglera la question d'une manière satisfaisante. Le maintien du système actuel mécontente un corps nombreux et important d'employés civils auxquels il importe de donner satisfaction. Ces employés sont persuadés qu'ils ont des griefs réels à faire valoir, et la Chambre peut demeurer persuadée qu'ils ne seront satisfaits que lorsqu'on aura fait disparaître la cause de leurs plaintes. Autrement, l'agitation continuera et les employés n'accepteront rien moins que ce qu'on leur propose aujourd'hui. L'an prochain, les demandes des employés pourraient devenir plus considérables, bien loin de diminuer, et la Chambre pourrait se trouver en présence de plus d'un grief à redresser. Nous nous vantons de la stabilité, de la fermeté et de l'intégrité qui président à l'administration de chaque département public dans notre pays. Cet état de choses est dû, en grande partie, aux efforts et à l'habileté des employés civils de la couronne, et lorsque de hautes autorités nous assurent que cette catégorie d'employés souffre d'un système oppressif, je prétends que la Chambre doit faire cesser cette oppression le plus tôt possible, et j'espère qu'en adoptant ce projet de loi la Chambre mettra fin à de justes plaintes, reconnaîtra des droits établis et confèrera un bienfait à cette classe de la société."

Voici les paroles de M. Gladstone :

\* \* \* \* \*

" Je ne doute aucunement que l'intention du gouvernement soit de s'en tenir fermement à la substance du système actuel, et de maintenir, en général, au taux actuel les traitements des employés publics. Si son intention est de modifier essentiellement le système actuel, il devrait en donner avis à la Chambre. Mais, à en juger par le bill que le gouvernement a présenté l'année dernière et les circonstances qui se sont produites depuis lors, nul doute, comme je l'ai dit, que son intention ne soit de maintenir, en général, à leur taux actuel, les traitements des employés publics; nul doute que le chancelier de l'échiquier ne nous fasse part de cette intention dans le langage le plus clair et le plus ferme. Il ne serait pas juste, en effet, pour les employés

civils, ni avantageux pour le service public qu'on laissât subsister quelque doute sur les intentions du gouvernement ou de la Chambre des communes à cet égard.

\* \* \* \* \*

“Voici sous quelle forme se présente la question qui nous occupe. On affirme ou l'on suppose que le système de faire des retenues sur les traitements des employés civils, *pour créer une caisse des pensions de retraite, est un système universellement condamné*. Il a été condamné, ajoute-t-on, par un comité parlementaire, par la commission royale, et l'on suppose que le gouvernement l'a condamné aussi. Je suis peiné d'admettre que le comité parlementaire l'a condamné, et je regrette qu'il en ait agi ainsi; il a été condamné par une commission royale que je regarde comme une autorité moindre; j'ignore si le gouvernement l'a condamné; mais ce système, tel qu'il existe actuellement, a été établi d'après des recommandations tout aussi importantes que celles qui ont été faites dans le sens contraire. Je vais lire la réponse donnée par sir James Graham, à ce sujet, devant le comité. On demande au Très honorable monsieur: ‘Relativement au système d'exiger des retenues sur le traitement, comme équivalent d'une pension de retraite, pensez-vous que ce système soit basé sur un sage principe?’

“Et voici qu'elle fut sa réponse à cette question:—‘Des autorités beaucoup plus imposantes que la mienne, des autorités que je respecte, et notamment celle des membres du comité de 1828, qui comptaient parmi les hommes les plus éminents que j'aie jamais connus dans la vie publique, tels que M. Tierney, M. A. Baring, lord Althorp, M. Herries, M. Goulburn et sir Henry Parnell, tous partageaient l'opinion que j'ai adoptée, savoir, que le principe qui sert de base au système, est non-seulement sage, mais excellent. Il exerce un puissant contrôle moral sur les employés civils, constitue une pénalité pour mauvaise conduite et une récompense des bons services. Quand l'employé se retire pour des raisons d'âge ou d'infirmité et que sa cause est soumise à la trésorerie, comme cela se pratique dans tous les cas, les chefs de départements sont tenus de faire rapport sur la conduite passée de l'employé, et si ce rapport est favorable, il en profite en recevant une pension plus forte. Je crois donc que, financièrement et moralement, le système est bon.’

“Bien que de nos jours, le monde avance ou recule,—comme on voudra,—dans une course rapide, je ne crois pas que la Chambre des communes soit disposée à ignorer l'autorité des noms mentionnés par mon Très honorable ami, dans sa réponse. Ce sont les noms d'hommes qui comptaient parmi les administrateurs les plus habiles de leur temps, et l'un ou plusieurs d'entre eux avaient été employés permanents dans le service civil. Les témoignages favorables à ce système sont donc assez imposants, non point peut-être pour vous engager à le maintenir quand même, mais, au moins, pour interdire au noble lord de dire que ce système est condamné.

“Pour des raisons toutes de justice et d'opportunité, je proteste contre ce bill; mais je proteste surtout pour la raison que, dans son application, si ce n'est dans son intention, il élude complètement une règle de cette Chambre, règle qui interdit aux députés de proposer des augmentations des charges publiques; qu'il enlève cette mission à ceux qui sont responsables devant le pays, et que c'est notre devoir, si nous voulons maintenir des idées saines dans l'administration du service public, de laisser cette mission à ceux qui en ont charge, aux membres du gouvernement de Sa Majesté.”

M. Disraeli prit ensuite la parole :

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \* “On ne saurait nier, dit-il, comme vient de l'affirmer mon noble ami qui a traité la question avec une grande habileté et en parfaite connaissance de cause, que l'organisation de la caisse des retraites est tellement défectueuse, pour ne pas dire davantage, qu'en moyenne, parmi les employés qui paient des retenues, un seul sur sept en retire quelque avantage.

\* \* \* \* \*

“Personne ne peut nier qu'un comité parlementaire s'est prononcé pour l'abolition des retenues sur les traitements des employés publics. En présence de ces faits,

la Chambre espérait que le gouvernement essaierait de faire passer une nouvelle loi à ce sujet, pour mettre à effet les principales recommandations de ce comité. Toutefois, le gouvernement n'a point paru satisfait du rapport du comité, et a cru qu'une question de si haute importance ne devait pas être réglée à la hâte, et que, la décision même d'un comité parlementaire n'étant point au-dessus du soupçon, en présence des sympathies manifestes du public, il valait mieux renvoyer la question à une commission royale.

\* \* \* \* \*

“ Nous avons donc la triple sanction d'un comité parlementaire, du gouvernement de Sa Majesté et d'une commission royale. \* \* Qu'arrive-t-il ensuite ? Je puis dire que l'inquiétude et l'agitation ont été grandes parmi les personnes directement ou indirectement intéressées à la question—je puis même dire dans cette Chambre et dans tout le pays ; et nul doute que le gouvernement s'est gravement préoccupé de ces manifestations, parce qu'il doit savoir qu'il est très peu sage de laisser subsister, dans une classe de la société aussi utile que celle des employés de l'Etat, un mécontentement chronique, dû à ce qu'ils croient avoir été traités injustement. Chacun convient, dans un camp comme dans l'autre, que la question devrait être réglée. Mais à l'interpellation adressée au gouvernement pour savoir s'il est disposé à présenter une nouvelle loi à ce sujet, il ne fait qu'une réponse très peu satisfaisante ; on nous dit que le gouvernement n'est pas prêt à soumettre une nouvelle loi à ce sujet, parce qu'il faut une nouvelle enquête sur les détails. Or, de ces détails ne dépend aucunement le résultat principal. Je crois donc que mon noble ami, en demandant à la Chambre de voter sur la question principale et de mettre fin, de cette manière, à une lutte aussi longue que pénible, a pris une détermination sage et opportune. Si nous adoptons le bill de mon noble ami, lequel abroge la section de l'acte qui justifie ces retenues sur les traitements, le gouvernement sera libre ensuite de régler les détails que signale le rapport de la commission. On prétend, M. l'Orateur, qu'adopter la proposition de mon noble ami, c'est augmenter de beaucoup les dépenses de l'Etat. J'admets, je l'avoue, avec l'honorable monsieur de la gauche (M. Gladstone), que, considérant non-seulement l'état actuel de nos finances, mais la sombre perspective qui nous commande l'économie, il serait de la dernière imprudence d'augmenter inconsidérément les dépenses du pays ; mais je ne pense pas qu'aucun des membres de cette assemblée qui pensent que cet impôt est inique et injudicieux, et qui se rappellent l'opinion exprimée par un comité spécial, par une commission de la couronne et par le ministère, je ne crois pas qu'aucun des députés ici présents refuse, pour de simples considérations d'économie, d'accomplir un acte de justice. On ne pourra pas dire non plus, si nous adoptons le principe qui nous a été exposé, que nous agissons à la hâte, sans avoir étudié la question. Cette question a été l'objet d'une étude laborieuse et de mûres délibérations. Je n'admets pas non plus, avec le Très honorable monsieur et ceux qui l'ont précédé, que l'abolition de cet impôt doive entraîner de grandes dépenses. On a prétendu que, si nous aboiissons les retenues, tous les employés publics qui ne profiteront pas de cette abolition, vont demander des augmentations de traitement. Je ne comprends pas la force de cette objection, et la conclusion que l'on en tire ne me semble pas inattaquable.

\* \* \* \* \*

“ J'espère que mon noble ami va obtenir l'assentiment de la Chambre à une mesure dont l'application réglera virtuellement, je crois, cette question importante. Je rappellerai aux honorables députés que, cette mesure devenant loi, le gouvernement demeurera libre, néanmoins, de mettre à effet toutes les autres recommandations concernant le service, qui ont été faites par divers comités ou commissions, ou de prendre les dispositions qu'il jugera lui-même convenable de soumettre au parlement. Il aura toujours plein pouvoir d'en agir ainsi, avec l'approbation du parlement, et, même sans cette approbation, il pourra réviser les traitements des officiers que la proposition de mon noble ami affecterait. En terminant, il me reste à dire que l'adoption de ce bill mettra fin à une controverse aussi pénible qu'injudicieuse, et persuadé moi-même qu'en agissant ainsi nous accomplirons un acte de justice, je donnerai à la mesure mon appui le plus chaleureux.”

Le chancelier de l'échiquier, sir G. Cornwallis Lewis, s'exprima en ces termes :

\* \* \* \* \*

“ Il me semble, M. l'Orateur, que la question soumise à la considération de la Chambre par le noble lord qui représente Cockermonth, dans le bill qui nous occupe, peut être envisagée sous trois aspects différents, savoir, comme question de sentiment, d'équité ou d'opportunité. Quant à la question de sentiment, j'avouerais qu'en ce qui me concerne, rien ne me serait plus agréable que d'accéder à la motion du noble lord, d'ajouter aux traitements des employés civils le montant que ce bill propose. Je me trouve chaque jour en rapports avec les employés ; pour les uns, j'ai le plus grand respect ; d'autres sont des amis que j'estime. Si donc je ne me laissais guider que par des considérations personnelles, rien ne me serait plus agréable que de voter la seconde lecture de ce bill. Mais, M. l'Orateur, bien que plusieurs députés puissent se croire justifiables de voter la seconde lecture pour les raisons que je viens de mentionner, aucun homme public ne doit, en général, céder à des sentiments personnels dans l'accomplissement d'un devoir de sa position. Pour arriver à une décision relativement à ce bill, le gouvernement doit donc se laisser guider uniquement par des motifs d'intérêt public. Examinons maintenant si la réclamation du service civil est ou n'est pas basée sur des raisons d'équité ou de justice. Lorsque cette réclamation fut, pour la première fois, soumise au parlement, elle était, si mes souvenirs sont fidèles, entièrement basée sur des raisons de cette nature. On faisait valoir un grief en réclamant un droit. Les employés civils prétendaient que le gouvernement, en donnant une fausse interprétation à un acte de la législature, les avait virtuellement dépouillés d'une partie des émoluments auxquels ils avaient droit. Ils prétendaient que l'exécutif avait mal agi en faisant sur leurs traitements des retenues pour créer une caisse de retraite qui n'existe pas. C'est en présence de cette grave accusation que, l'an dernier, je crus devoir demander à la Chambre le renvoi à un comité spécial du bill que je présentai alors, afin que l'on pût vérifier ces allégations. Ce comité interrogea les principaux employés du service civil, desquels émanait l'accusation dont je viens de parler, et on leur laissa toutes facilités de soumettre leur cause au parlement. Les opinions peuvent être partagées sur la convenance de déléguer à un comité de la Chambre les responsabilités du gouvernement, mais il me semble que la Chambre n'aurait pu décider la question d'une manière satisfaisante sans que des allégations aussi graves eussent été préalablement examinées par un tribunal compétent. Le comité fit comparaître de nombreux témoins, et ne pouvant s'entendre sur ce que j'appellerai la question d'assurance, c'est à-dire celle de savoir si les retenues faites sur les traitements des employés civils représentent une valeur moindre ou plus élevée que les pensions auxquelles ces retenues leur donnent droit, — il résolut de consulter deux actuaires auxquels toutes les dépositions furent remises, avec instructions de faire rapport. Le noble lord qui représente Cockermonth a cité, il est vrai, les dépositions des actuaires interrogés par le comité, pour prouver que les membres du dit comité étaient satisfaits des renseignements qu'on leur avait fournis ; mais j'appelle aux souvenirs des membres de ce comité pour corroborer l'assertion que j'ai faite, savoir, que le comité n'étant pas satisfait de la preuve qui avait été faite, résolut formellement de soumettre la question à deux actuaires spécialement choisis pour l'occasion, et chargés de faire rapport d'après les dépositions qui leur furent communiquées. Je conteste donc l'assertion que le comité spécial était satisfait au point de vue de l'équité et de la justice. A mon avis, l'enquête du comité laissait la question d'assurance à régler, et j'ajouterai que ses séances furent closes avant qu'il eût reçu le rapport des deux actuaires auxquels la question avait été soumise. Néanmoins, la réclamation du service civil a été discutée de nouveau dans cette Chambre au point de vue de la justice, et c'est à ce point de vue que l'examinaient l'honorable député de Hereford (M. Clive) qui a pris la parole le premier jour de ce débat, et le noble lord qui représente Cockermonth, dans son discours à ce sujet. Or je nie formellement la validité de la réclamation des employés civils, si cette réclamation n'a d'autre base que celle qu'ont indiquée l'honorable monsieur et le noble lord. Je maintiens que le contrat passé avec les employés par acte du parlement, est, dans ses termes, parfaitement clair et précis ; que chacun de ceux qui sont entrés en charge depuis la

passation de l'acte, a accepté son emploi à des conditions alors parfaitement connues ; que les administrations successives se sont strictement conformées à ces conditions, et qu'il est absolument impossible de prouver que la création d'une caisse de retraites serait un nouvel avantage pour les employés du service civil.

\* \* \* \* \*

“ J'en arrive au motif d'opportunité que font valoir les commissaires ; mais avant d'aborder cette partie du sujet, je prendrai la liberté de signaler à la Chambre la marche qu'a suivie toute cette enquête. Le bill que j'ai soumis à cette Chambre et qui a été renvoyé à un comité spécial, propose certains changements dans le taux des pensions, mais ne touche pas à la question des retenues. Le comité a étudié très complètement la question. Il a interrogé plusieurs témoins et adopté certaines résolutions dont l'une condamne le principe des retenues sur les traitements, mais affirme l'opportunité de reviser les traitements en vue des retenues. Par suite, le comité, en recommandant l'abolition des retenues, recommande aussi une réduction correspondante des traitements des employés civils. Il ne recommande pas un remboursement intégral des retenues, mais un remboursement spécial et conditionnel — la condition étant que l'on fera une révision générale des traitements du service civil, en vue des retenues. Après la présentation du rapport du comité, je dus, comme président du dit comité, présenter un bill contenant sa décision, et le bill que je présentai, à la fin de la dernière session, contenait une clause prescrivant qu'aussitôt que possible après la passation de l'acte, la trésorerie ferait faire une révision générale des traitements du service civil, en tenant compte des retenues qu'on allait rembourser. L'intention principale du bill était que la trésorerie, une fois les retenues abolies, réviserait les traitements en tenant compte du remboursement des retenues, et, comme conséquence de l'acte, adopterait un principe pour la révision des traitements ; or j'ai adopté le principe et rien de plus. En conséquence, je préparai un bill comportant le principe des retenues ; toutefois, le comité spécial ne voulut pas maintenir le principe, mais son refus était accompagné d'une recommandation de réviser les traitements des employés civils. Le bill fut présenté à la fin de la session, et la Chambre n'eut pas le temps de l'examiner. La Chambre ne l'approuvait pas généralement, et, du consentement des deux partis, je n'en pressai point l'adoption. Voyant que la Chambre n'approuvait pas ma proposition, et ne voulant pas adhérer obstinément au principe que j'avais d'abord fait valoir, je crus devoir proposer le renvoi de la question à une commission royale, persuadé qu'une enquête dirigée par des personnes impartiales offrirait le meilleur moyen d'aider et d'aviser le gouvernement dans la difficulté où il se trouvait.

\* \* \* \* \*

“ J'en viens au dernier point que je dois soumettre à la Chambre, savoir : Si elle est disposée à adopter la mesure proposée par le noble lord, laquelle comporte l'abolition pure et simple des retenues actuellement faites sur les traitements des employés civils. J'ai déjà déclaré que, selon moi, les employés n'ont aucun droit à cette concession ; et, dans la position que j'occupe, je ne voudrais pas demander à la Chambre de faire des générosités aux dépens du trésor public. Si la Chambre juge à propos d'accomplir un acte de libéralité et de générosité, elle en est parfaitement libre ; mais j'aurais fort mauvaise grâce, comme chancelier de l'échiquier, à proposer une augmentation des traitements des employés publics, si ce n'est pour des raisons de justice, en vue de l'insuffisance des traitements actuels. Nul doute que la Chambre est parfaitement libre, si elle le juge convenable, de se montrer généreuse et d'accorder aux employés cette augmentation annuelle de traitement, et de répartir cette augmentation sur tout le service, sans tenir compte du mérite individuel ni du surcroît de travail. D'autre part, si la Chambre n'est pas disposée à prendre cette mesure, elle peut autoriser le remboursement des retenues, en accompagnant cette autorisation de la recommandation du comité de la dernière session — c'est-à-dire exiger du gouvernement qu'il réduise les traitements d'un chiffre égal à celui que représentent les retenues que l'on veut rembourser. De cette manière, le total, ou une partie considérable des retenues abolies, rentrera au trésor sous forme de réduction des traitements réguliers. Mais la Chambre a seule le droit de s'occuper de cette

question. Pour ma part, dans la position que j'ai l'honneur d'occuper, je ne vois pas de raison suffisante pour me justifier d'accéder à la proposition du noble lord, et, par suite, j'appuierai l'amendement de mon honorable ami (M. Wilson), à l'effet que la seconde lecture du bill soit renvoyée à trois mois."

"Le vote fut pris sur la motion de seconde lecture, qui fut adoptée par une majorité de 60 sur 282 députés présents. Pour, 171; contre, 111; majorité, 60;—la minorité comprenait tous les membres de l'administration d'alors."

Le 30 juillet 1857, M. *Seymour Fitzgerald* demanda au premier lord de la trésorerie quelle était l'intention du gouvernement au sujet du bill des pensions civiles dont la seconde lecture avait été adoptée, la veille, par une si forte majorité ?

*Le vicomte Palmerston*.—M. l'Orateur, le gouvernement de Sa Majesté a cru devoir exposer longuement à la Chambre les objections qu'il avait au bill proposé par le noble lord à gauche (lord Naas), parce que ce bill aurait pour effet d'augmenter considérablement les dépenses du pays; mais la Chambre au complet et par une forte majorité, ayant adopté le bill à sa seconde lecture, le gouvernement de Sa Majesté croirait manquer de respect à cette Chambre en continuant de faire opposition à cette mesure.

M. *Gladstone*.—A ce propos, je demanderai au premier ministre si c'est l'intention du gouvernement d'instituer une révision des traitements des personnes occupant des charges dans le service civil, à la suite de l'abolition des retenues auxquelles ces traitements sont sujets.

*Le vicomte Palmerston*.—Le bill aura pour effet d'ajouter à ces traitements 2½ pour cent dans certains cas, et cinq pour cent dans d'autres; mais la seule révision qu'entraîne naturellement l'abolition des retenues est celle qui aurait pour effet de réduire les traitements en raison du changement que prescrit le bill, réduction qui ne serait guère conforme à la décision du parlement.

Le bill fut adopté en comité, à la séance du 30 juillet.

Le 4 août, la troisième lecture ayant été proposée, M. Ayrton proposa l'ajournement du débat. Cette motion fut adoptée sur la division suivante: pour, 91; contre, 23—majorité, 68.

Pendant la même session il y eut, à la Chambre des lords, des interpellations au sujet du rapport de la commission royale;—quelques-unes de ces interpellations donnèrent lieu à de courts débats, mais il demeura très évident que les lords étaient presque unanimement en faveur de l'abolition des retenues.

L'acte définitivement passé est très court, et le voici en entier:—

#### 20 et 21 Vict., chap. 37.

Acte à l'effet d'abroger la vingt-septième section de l'Acte des pensions, 1831.

Considérant qu'un acte a été passé dans les quatrième et cinquième années du règne de Sa défunte Majesté, intitulé: "Acte à l'effet de modifier, amender et refondre les lois réglant les pensions, indemnités et allocations qui seront accordées à certaines personnes ayant occupé des charges dans le service de Sa Majesté;" et considérant qu'il est à propos de mettre à effet les dispositions du dit acte, en ce qui concerne la retenue faite, en vertu de la vingt-septième section de l'acte précité, sur les traitements des employés civils de la couronne entrés au service depuis le 4me jour d'août 1829; qu'il soit en conséquence décrété par Sa Très Excellente Majesté la reine, par et de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels et des communes, en le présent parlement assemblés, et par leur autorité, comme suit:—

1. La dite vingt-septième section du dit acte précité sera et est par le présent abrogée depuis et après le 3ème jour de juin 1857.

Aucune autre mesure ne fut prise concernant les pensions de retraite, jusqu'en 1869, époque à laquelle il fut passé un acte autorisant le rachat (commutation) des pensions et de la demi-solde dans les départements de la guerre et de l'amirauté. L'acte comprenait les employés civils du ministère de la guerre et de l'amirauté, mais ne s'appliquait pas en dehors de ces deux départements.

Le 18 avril 1871, M. Monk, député de Gloucester, appela l'attention de la Chambre des communes sur le fait que le privilège du rachat des pensions était exclusivement limité aux départements de la guerre et de l'amirauté, et proposa que, dans l'opinion de la Chambre, il était à propos d'étendre à tous les départements du service civil les dispositions de "l'Acte relatif au rachat des pensions, 1869."

Le chancelier de l'échiquier, en répondant à la motion de M. Monk, proposa de restreindre le rachat des pensions à une seule catégorie de pensionnaires, ceux qui avaient été mis à la retraite par suite de l'abolition de la charge qu'ils occupaient, et d'étendre cette disposition à tout le service civil.

M. Monk trouva cette offre très raisonnable, et au nom de tout le service civil, accepta le compromis avec reconnaissance. Subséquemment, par l'acte 34 et 35 Vic., chap. 36 (1871), les dispositions de "l'Acte concernant le rachat des pensions, 1869," et de l'acte de 1870 qui l'amendait, furent étendues aux personnes "QUI SE SONT RETIRÉES ou ont été renvoyées des bureaux publics par suite de l'abolition de leurs charges, ou pour faciliter des améliorations dans l'organisation des départements où ils étaient employés, et auxquelles des pensions ont été accordées comme indemnité pour cette RETRAITE forcée ou ce renvoi."

Par ordre de la Chambre des communes, en date du 18 février 1873, il fut nommé un comité spécial chargé de s'enquérir si l'on pouvait opérer des réductions, et quelles réductions, dans les dépenses du service civil (à part la dette nationale et la liste civile), soit sur le fonds consolidé, soit sur les crédits votés par le parlement, et voici des extraits des dispositions faites devant ce comité :—

Interrogatoire de M. *Robert G. W. Herbert*, sous-secrétaire permanent du bureau des colonies et antérieurement secrétaire au département des colonies et premier ministre de Queensland :

*Question.*—Vous avez parlé des pensions; pensez-vous que l'on abaisserait le niveau intellectuel, dans le service, ou que l'on ne trouverait pas assez d'aspirants capables de bien remplir ces charges, si les pensions n'existaient pas ?

*Réponse.*—Je crois que sans la perspective de la pension, il serait difficile de s'assurer les services d'hommes capables pour les grades supérieurs, à moins d'en élever de beaucoup le traitement. En abolissant la pension, il faudrait payer de suite £2,000 au lieu de £1,000 par année. Ces fonctionnaires sont peut-être aussi capables que ceux auxquels certaines compagnies paient £3,000 par année, et je crois qu'on ne pourrait les retenir au service dans ces conditions—je ne parle que des fonctionnaires dans les plus hauts grades auxquels on n'accorderait pas généralement des pensions. Même maintenant, il est difficile de garder les bons employés.

*Question.*—Quand l'on n'accorde pas de fortes pensions, les employés n'ont-ils pas une tendance à rester en charge, même longtemps après qu'ils sont devenus incapables ?

*Réponse.*—Oui, cette tendance existe. Il n'existe aucun moyen de forcer l'employé à se retirer. En Angleterre, l'acte des pensions ne spécifie pas l'âge auquel l'employé est obligé de prendre sa retraite; c'est seulement en vertu d'une sorte d'arrangement à l'amiable qu'il se retire quand on constate que cette retraite est devenue nécessaire. Je crois que l'acte des pensions devrait contenir un dispositif en vertu duquel, à un certain âge, soixante ans ou plus, comme on le jugera convenable, l'employé serait obligé de prendre sa retraite; à moins que le chef de son département ne lui demande de rester encore quelque temps, deux ou trois ans, par exemple, je crois que la retraite devrait être obligatoire à un certain âge.

Interrogatoire de M. *Thomas Henry Farrar*, secrétaire du Bureau du commerce.

*Question.*—Actuellement, tous les employés de la classe supérieure ou de la division adjointe, sont également soumis à l'Acte des pensions, n'est-il pas vrai ?

*Réponse.*—Oui.

*Question.*—Est-ce votre avis que, dans l'intérêt public, la mise à la retraite est absolument nécessaire, en ayant toujours égard aux droits établis ?

*Réponse.*—J'avais toujours cru qu'il valait mieux payer des traitements plus élevés et ne point accorder de pensions; mais voyant la difficulté extrême de se séparer d'un vieux serviteur public, si inutile qu'il soit, sans lui accorder de pension, j'ai

changé d'opinion, et je crois que l'on doit accorder des pensions aux fonctionnaires qui occupent les grades plus élevés.

*Question.*—Avez-vous changé d'opinion à cause de la difficulté, par vous mentionnée, de se débarrasser des employés âgés et incapables, difficulté qui semble vous avoir particulièrement préoccupé ?

*Réponse.*—Oui.

*Question.*—Pensez-vous qu'il soit impossible d'exiger que la mise à la retraite soit obligatoire, passé un certain âge, et ne croyez-vous pas que pareil règlement, une fois établi, ferait face à la difficulté que vous avez mentionnée ?

*Réponse.*—La difficulté est de fixer l'âge. Certains hommes sont encore d'excellents employés publics à 60 ans, tandis que d'autres sont devenus incapables bien avant cet âge-là. Mais il ne s'agit pas seulement ici des employés que l'âge a rendus incapables ; l'employé public peut devenir incapable pour d'autres raisons, et, alors, on a toujours la plus grande difficulté à s'en débarrasser, à moins de lui payer une pension raisonnable.

*Question.*—Vous faites donc allusion ici aux employés publics réellement incapables de remplir leurs charges, et vous croyez que les chefs des départements ne s'acquitteraient qu'avec répugnance du pénible devoir de les congédier, la bienveillance les engageant à les garder ?

*Réponse.*—Je le crois.

*Question.*—Vous avez dit que l'expérience vous avait amené à approuver les pensions pour les employés des grades supérieurs, parce qu'il est difficile de se débarrasser des employés quand ils deviennent incapables ; cette difficulté ne s'augmente-t-elle pas du fait que l'employé a perdu la santé pour avoir mis trop de zèle à remplir ses fonctions ?

*Réponse.*—Certainement.

Interrogatoire du Très honorable sir *T. F. Freemantle*, bart., aujourd'hui lord Cottesloe, ancien président du bureau des douanes :—

*Question.*—Êtes-vous persuadé qu'en ce qui concerne les nominations futures, il est nécessaire que chaque employé ait droit à une pension d'un seizième de son traitement pour chaque année de service ?

*Réponse.*—Certainement, oui ; je serais bien fâché d'attaquer le système des pensions.

*Question.*—Vous croyez que le pays n'aurait pas d'aussi bons employés si la perspective de la pension n'existait pas ?

*Réponse.*—Je le crois ; sous un certain rapport, le pays s'assurerait ainsi de bien meilleurs services, car lorsque l'employé est usé et ne peut plus remplir convenablement ses fonctions, il devient nécessaire de le congédier, dans l'intérêt du service, et on pourrait l'y obliger et s'en débarrasser si on pouvait lui dire, " Vous avez droit à la pension ; " mais sans cela, il est pratiquement impossible de congédier cet employé.

*Question.*—Au-dessus de soixante ans d'âge, aucun employé n'a droit à la pension, si ce n'est pour des raisons de santé ?

*Réponse.*—C'est la règle.

*Question.*—Ne trouvez-vous pas que cette condition présente quelquefois une difficulté, lorsque l'employé devient incapable de travailler, sans que le médecin puisse certifier qu'il est malade ou infirme ?

*Réponse.*—Ces cas sont très rares, parce que le fait que l'employé est incapable de travailler provient généralement de quelque faiblesse physique, et alors nous pouvons toujours obtenir le certificat du médecin.

Interrogatoire de sir *W. H. Stephenson*, C.C.B., président du bureau du revenu de l'intérieur :—

*Question.*—Relativement à l'économie qui résulte du système des pensions, vous êtes d'avis, je crois, que les traitements payés dans votre département ne conviennent pas à des gens capables, à moins qu'on accorde la pension à l'expiration du service ; avez-vous sérieusement étudié cette question ?

*Réponse.*—Ce n'est pas exactement ce que je voulais dire ; mais voici, selon moi, l'origine des pensions. Dans le principe, on a dû accorder la pension de retraite après



avoir constaté qu'un homme qui a fidèlement servi le public pendant un certain nombre d'années dans n'importe quelle position, ne peut pas convenablement être renvoyé, sans qu'on lui accorde un certain montant sous forme de pension de retraite. C'est ce que l'on fit d'abord sans suivre aucun système, mais, subseqnement, on a établi un système de pensions. Deux ou trois fois, des comités de la Chambre des communes ont soigneusement étudié cette question, et ont toujours conclu à la nécessité de maintenir un système de pensions de retraite.

*Question.*—Pensez-vous qu'il soit possible, en rendant la retraite obligatoire à un certain âge, de spécifier que les employés publics devront, en quelque sorte, faire les frais de leur propre pension, soit en assurant leur vie, soit en prenant les précautions en usage dans d'autres classes de la société ?

*Réponse.*—Vous voulez parler, sans doute, de la création d'une caisse de retraite ou de quelque chose d'équivalent. Nul doute que cela aurait un certain effet ; mais resterait toujours la difficulté d'assurer la pension à l'employé lui-même. Par ce moyen, vous pourriez au soutien de la famille de l'employé, mais il ne vous sera pas aussi facile d'assurer une pension à l'employé lui-même.

*Question.*—Savez-vous que cela se pratique généralement, et qu'en payant chaque année une certaine somme d'argent, le chef de la famille s'assure une pension qui lui est payable à une certaine époque de sa vie ?

*Réponse.*—Oui.

*Question.*—En tous cas, vous savez très bien que, dans les conditions ordinaires de la vie, l'homme doit, pendant qu'il jouit d'une santé vigoureuse, prendre ses précautions pour l'époque où il ne pourra plus travailler.

*Réponse.*—Oui ; mais il me semble que, dans les conditions ordinaires de la vie, lorsqu'un employé quelconque vous a servi pendant un certain nombre d'années et devient trop vieux pour travailler, vous ne le renvoyez pas sans pourvoir en quelque manière à son soutien ; et c'est, je crois, l'usage dans les maisons commerciales. A ma connaissance, voici un fait qui se produit souvent : un homme a été employé dans une maison de commerce pendant un certain nombre d'années ; il quitte son emploi à un âge auquel on ne lui permettrait pas de se retirer du service public, et on lui accorde une fort belle pension, uniquement parce qu'il ne travaille plus tout à fait avec la même énergie, et que ses patrons veulent le remplacer par un homme plus vigoureux.

*Question.*—Supposons pour un instant que les traitements actuels, sans la retraite, n'attirent pas dans le service public des employés aussi capables que ceux d'aujourd'hui, ne pensez-vous pas qu'une faible augmentation de cinq pour cent, ou un peu plus, des traitements actuels, suffirait pour assurer à l'Etat les services d'hommes aussi capables, même sans la perspective d'une pension de retraite ?

*Réponse.*—Nul doute, selon moi, que vous trouverez des employés, mais reste à savoir jusqu'à quel point le fonctionnement du service public gagnerait à cette combinaison.

Interrogatoire de l'honorable A. F. O. Liddell, sous-secrétaire d'Etat au département de l'intérieur (*Home Office*).

*Question.*—D'après ce que vous connaissez du service public, est-ce votre avis qu'il est nécessaire que les employés du département de l'intérieur aient droit à la pension ?

*Réponse.*—Je ne dirai pas que cela soit nécessaire, mais il n'y a pas de doute que le système des pensions constitue un excellent moyen de satisfaire l'employé, et généralement de le faire rester au service.

*Question.*—Malgré les grandes facilités offertes aujourd'hui, par diverses sociétés, surtout aux personnes d'humble condition, de s'assurer quelque moyen d'existence pour la vieillesse, vous pensez que le système des pensions est nécessaire dans le service public ?

*Réponse.*—Sans le système des pensions, l'employé ne reste pas au service ; c'est ce que nous constatons aujourd'hui chez les écrivains. Quand l'employé se croit à l'abri, quand il est certain d'une pension modeste lorsqu'il sera devenu vieux, il se dit : " J'ai là une certitude ; je vais rester en place et faire mon service le mieux

possible;” mais sans cela il est toujours inquiet, et cherche à améliorer sa position, par quelque moyen, en dehors du service public.

Interrogatoire du Très honorable chancelier de l'échiquier, sir *Stafford Northcote*:

*Question*.—D'après la déposition que vous avez donnée au sujet des écrivains, le comité a lieu de croire que vous êtes opposé à toute mesure tendant à abolir le système des pensions ?

*Réponse*.—Je crois que la mise à la retraite constitue un très bon système; nous employons des jeunes gens; nous leur apprenons leur service; nous en avons toujours d'assez intelligents; ils se forment aux affaires, et leurs services deviennent précieux, et valent même beaucoup mieux que les traitements qu'on accorde dans le service public; tandis que, sans le système des pensions, nous passerions notre temps à instruire des hommes qui nous laisseraient pour utiliser leurs connaissances dans une sphère d'action où ils gagneraient davantage. Je crois que le système des pensions est excellent, même au point de vue de l'économie.

*Question*.—D'après la déposition du président du bureau des douanes et du revenu de l'intérieur, les pensions représentent dans ces départements une charge d'un peu plus du cinquième des traitements actuels; ne trouvez-vous pas ce système trop coûteux ?

*Réponse*.—Je crois que si l'on n'accordait pas de pensions, il faudrait payer beaucoup plus que le cinquième pour garder les employés, et, même alors, on ne les garderait point, parce que la concurrence commerciale est si animée que les services de telle ou telle personne peuvent représenter une valeur considérable. Un commis de la trésorerie a obtenu, dans un bureau de la cité, un traitement de £1,500, soit le double de ce que la trésorerie lui payait, et il vient de quitter cet emploi pour un autre dans lequel il reçoit £4,600 par année. Naturellement, nous ne pouvons accorder des traitements pareils, et c'est seulement en maintenant, dans le service, la stabilité, l'inamovibilité et l'esprit de corps que nous pouvons y retenir et retenons des employés de cette valeur.

Interrogatoire de M. R. E. Welby, de la trésorerie :

*Question*.—Ne pensez-vous pas que si la retraite était obligatoire à l'âge de 65 ans, et si les traitements étaient répartis de manière à ce que les employés fussent à même de réaliser des économies pour leurs vieux jours, le public n'aurait pas à payer les traitements d'employés qui sont devenus incapables de faire le service ?

*Réponse*.—Si telle était la condition à laquelle l'employé consent à entrer au service, je trouverais cette prétention mal fondée; mais je doute que les chefs de départements renvoient jamais un employé qui n'a pas eu soin de faire des économies pour ses vieux jours, mais qui peut être a bien fait son service, ou l'a fait, du moins, convenablement, pour le réduire ainsi à une pauvreté relative, je dirai presque à la mendicité.

Le comité fit le rapport suivant :—

“ Relativement aux pensions, les déclarations antérieures de votre comité indiquent suffisamment ses doutes relativement à l'impossibilité de priver de l'avantage qu'elles assurent, une classe importante quelconque d'employés publics. Le système a pour avantages manifestes de retenir au service des employés formés, de protéger le public contre les coteries et d'assurer le maintien de la discipline. D'autre part, les pensions imposent au trésor public des charges qui augmentent sans cesse, et votre comité craint qu'elles ne prennent des proportions assez considérables pour indisposer le public contre tout le système. Toutefois, que l'on juge convenable ou non de limiter, à l'avenir, le nombre des employés admis à la retraite, votre comité recommande aujourd'hui que l'on demande au parlement le pouvoir d'exiger la mise à la retraite des employés d'un certain âge (65 ans, par exemple,) si, dans l'opinion des chefs de départements, la mise à la retraite dans ces conditions devait être un avantage pour le public.”

J'ai donc fait voir qu'en ce qui concerne le service public en Angleterre, la question des pensions, après bien des études et des enquêtes, se résume à ceci, que l'employé public ne subit pas de retenues sur son traitement, et que, dans certains cas, à l'époque où il quitte le service public, il peut renoncer à sa pension de retraite, moyennant une somme avantageuse, une fois payée. Cet exposé a pris des propor-

tions plus considérables que je ne m'y attendais ; mais, jugeant d'après le passé, j'ai cru bien faire de recueillir les arguments que l'on a fait valoir, en Angleterre, pour maintenir le système des pensions, lorsque le principe de ce système a été attaqué.

Dans plusieurs rapports, il est fait mention de la banque d'Angleterre, et un fait intéressant est qu'aujourd'hui les banques anglaises se préoccupent vivement de la question d'obliger leurs employés à former des sociétés de secours mutuels, pour encourager, chez eux, des habitudes de régularité.

Dans la dernière livraison du *Banker's Magazine*, le rédacteur mentionne le système adopté par la banque d'Angleterre. Lors de sa nomination, l'employé est obligé de se faire recevoir membre d'une société de secours mutuels en rapport avec la banque, et d'assurer sa vie pour un montant d'au moins £200 sterling. Cette assurance peut toujours être augmentée jusqu'à concurrence de £1,000, et la prime est payable annuellement, ou par versements trimestriels retenus sur le traitement de l'employé par ordre du bureau de direction. L'employé peut effectuer cette assurance au profit de telle personne qu'il veut ainsi avantageur.

En rapport avec la société de secours mutuels de la banque d'Angleterre, il y a aussi une caisse d'épargnes où chaque employé peut déposer des sommes n'excedant pas £1 à la fois, et ne représentant pas un total de plus de £50 par année; en outre, sans avis préalable, il peut tirer sur ce dépôt le premier mardi de chaque mois. Jusqu'à présent, ces dépôts ont rapporté quatre pour cent, taux plus élevé que ceux de la compagnie dite "Trustee" et de la caisse d'épargnes des postes.

Les assurances de l'association de secours mutuels de la banque sont convertibles en pensions pour les veuves des employés, d'après l'échelle suivante :—

Age de la veuve.	Pension.
25 .....	£19
30 .....	20
35 .....	21
40 .....	23
45 .....	25
50 .....	28
55 .....	32

Mais quand la pension pour laquelle le mari a souscrit à la caisse de l'association de secours mutuels de la banque, est moindre que celle à laquelle la veuve a droit en vertu de l'échelle précédente, la veuve perd la différence et ne reçoit que la somme pour laquelle le mari avait souscrit.

Mais il faut ajouter que le conseil des directeurs a encore à sa disposition la caisse des compensations (*Compassionate Fund*), dont l'objet principal est d'accorder aux veuves un supplément de pension; il faut dire aussi que les employés de la banque d'Angleterre sont, en général, beaucoup mieux payés que les employés du service civil; il faut rappeler enfin que les membres du conseil des directeurs qui étaient, en même temps, membres de la Chambre des communes, ont demandé énergiquement l'abolition des retenues dans le service civil.

Le rédacteur du *Banker's Magazine* dit que l'habitude d'user de prévoyance, d'économiser, dès le début, par dépôts réguliers, ne peut manquer d'avoir un excellent effet sur le travail et la conduite des employés, sans parler des avantages qu'elle leur garantit. Il ajoute que les excellents exemples ainsi donnés par les banques peuvent avoir un effet bienfaisant sur toutes les classes de la société.

J'arrive à la question principale, et je constate que si le gouvernement impérial ne s'est jamais occupé de créer une "caisse de bienfaisance" pour les veuves et orphelins des employés civils, il existe, depuis 1816, dans le département des douanes, une institution appelée: "Caisse de pensions et de bienfaisance des douanes."

Les créateurs de cette caisse soumièrent leur projet à la trésorerie en 1816, et obtinrent la passation de l'acte 56 George III, chap. 73, intitulé: "Acte à l'effet d'établir et d'administrer une caisse pour les veuves, enfants et parents des officiers ou employés du département des douanes en Angleterre."

Je me suis mis en communication avec le premier comptable du département des douanes, et je sou mets, ci-joints, pour l'information du bureau du service civil, les documents suivants que j'ai reçus de ce monsieur :—

"A."—Lettre en date du 16 novembre 1876.

"B."—Rapport exposant l'origine et l'objet de la caisse des douanes, et indiquant les progrès de cette institution depuis son établissement par acte du parlement, passé le 22 juin 1816, jusqu'au 24 décembre 1856. J'aimerais à conserver ce rapport dont l'édition est épuisée.

"C."—Règles, règlements, tables de souscription et paiements de la caisse des pensions et de bienveillance des douanes.

On verra, par le préambule de l'acte de 1816, que la caisse établie recevait de l'échiquier une subvention sous forme de commission (maintenant abolie); que la pension de la veuve ne répondait pas des dettes du mari; enfin, que, par lettres patentes encore en existence, la société avait une source de revenu public dans la publication du compte journalier des entrées, publication dont elle était chargée.

Pour voir jusqu'à quel point le système impérial affecte le Canada, nous devons examiner d'abord le montant annuel produit par les retenues pour la pension et les sommes payées comme pensions de retraite.

En chiffres ronds, les retenues produisent annuellement une somme de \$38,000; mais partie de cette somme est reçue des officiers des Chambres du parlement, ce qui n'entraîne qu'une question de tenue de livres, puisque ces retenues sont payées par les deux Chambres, sous le titre de dépenses contingentes.

Aujourd'hui la somme payée annuellement s'élève à \$100,000.

L'an dernier les pensions périmées, pour cause de décès, représentaient \$8,400.

Les pensions accordées l'an dernier représentaient un total de \$23,000—moins que les années précédentes; et, d'après l'état actuel du service, il semblerait que le chiffre total des pensions payables chaque année a atteint son maximum.

J'ai fait voir que la somme provenant des retenues est beaucoup moindre que le montant réuni des pensions. J'ai démontré aussi que les retenues autrefois exigées en Angleterre, étaient beaucoup plus considérables que les retenues en Canada. Autant que je puis voir, ce sont là tous les arguments en faveur des retenues.

D'autre part, l'employé public entré en charge depuis la passation de l'Acte des pensions, peut dire que cet acte a été préparé en dehors de sa connaissance et sans son consentement, qu'on ne lui a pas demandé son avis, que la retenue est forcée, que son traitement a été fixé par un acte antérieur à l'Acte des pensions, et que, les traitements n'ayant jamais été révisés, il perd à cette transaction; qu'il pourrait mieux employer son argent; que sa pension n'est pas assurée, puisqu'il ne peut se retirer du service quand il veut, et qu'on ne peut le forcer d'en sortir quand il a atteint un certain âge; qu'il peut être maintenu en charge toute sa vie, ou comme le Dr Rae, de Hamilton, et M. Dénéchaud, de Québec, mourir un mois après avoir été mis à la retraite, et, finalement, que, selon toutes probabilités, il ne jouira jamais de la pension, car combien d'hommes vivent jusqu'à soixante-cinq ans, et combien d'employés publics meurent avant plutôt qu'après avoir été mis à la retraite!

Selon moi, le dernier argument est le meilleur. Je n'ai pas sous les yeux les comptes publics de 1875, ni ceux de 1876,\* mais je suis sûr que, même en tenant compte des fonctionnaires âgés, usés et incapables qui ont été mis à la retraite—et le nombre en est toujours considérable au début—le nombre des employés morts au service est encore plus élevé, et la différence entre le chiffre de ces deux catégories d'employés ira toujours en augmentant.

Si le gouvernement veut abolir les retenues, comme on a fait en Angleterre, les employés pourraient bien demander qu'on les maintienne pour créer une caisse de secours pour leurs veuves et orphelins.

Il ne faut pas oublier que la retenue n'est exigée que des employés ayant moins de trente-cinq ans de service. Naturellement, si l'on créait une caisse pour les veuves

(\* ) En 1875, il mourut 52 employés, et 49 furent mis à la retraite.

et orphelins des employés, tous les employés publics seraient obligés d'y contribuer, sans tenir compte de la durée des services.

En pareil cas les versements à la caisse des retraites représenteraient un montant annuel de \$45,000 environ.

Il est bon de calculer quelle somme serait nécessaire pour payer deux années de traitements aux familles des employés défunts.

Le montant des gratifications payées, durant le dernier exercice, aux veuves des employés publics morts au service, c'est-à-dire l'équivalent de deux mois de traitement, s'élève à plus de \$8,000, ce qui représente environ \$50,000 par année, ou plus de \$100,000 pour deux ans.

Pour payer ainsi deux années de traitement, il faudrait donc exiger des employés une nouvelle contribution de trois pour cent, au moins, en supposant que l'on compt, dans ces paiements, les employés qui meurent pendant qu'ils reçoivent pension, car les gratifications ne sont aujourd'hui payables qu'aux héritiers naturels des employés qui meurent au service. Or je suis parfaitement sûr que si le gouvernement abolissait la retenue de deux pour cent, les employés publics paieraient tous volontiers trois pour cent pour créer pareille caisse. Naturellement, si l'on adoptait le système des compagnies d'assurance, les employés les plus âgés se trouveraient virtuellement exclus d'une combinaison de ce genre.

Il faudrait aussi considérer jusqu'à quel point on devrait obliger les employés publics à verser à cette caisse; mais je laisse cette question au conseil du service civil.

Je regrette de n'avoir pu, faute de temps, donner à cette question toute l'attention qu'elle mérite, et je recommande — dans le cas où l'on ferait de nouvelles recherches — de s'adresser à M. Todd, qui connaît parfaitement les systèmes de pensions suivis en Angleterre, dans les colonies et les pays étrangers.

J. M. COURTNEY.

OTTAWA, 22 décembre 1876.

## MÉMOIRE RELATIF A UN PROJET D'ASSURANCE SUR LA VIE POUR LES EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL.

Chaque membre du service civil assurera sa vie pour une somme payable à sa mort et représentant deux années de son traitement courant; cette somme sera payée par le gouvernement en considération d'une retenue faite sur le traitement mensuel, en proportion du montant de l'assurance.

Le gouvernement n'aurait aucunes dépenses à faire pour cette assurance, et ne serait exposé à aucuns frais, si ce n'est dans le cas où la table adoptée ne représenterait pas la mortalité réelle, ce dont on s'assurerait facilement au bout de quelques années. D'autre part, non-seulement le gouvernement aurait une nouvelle garantie que les employés rempliraient fidèlement leurs charges, mais il verrait aussi diminuer les pertes résultant de la trop grande longévité de certains pensionnaires. Cette assurance offre aux employés des avantages manifestes :—1. La certitude qu'ils pourvoient ainsi au soutien de leurs familles; 2. Réduction variant de 14 à 37 pour cent sur les primes, comparativement à celles qu'exigent ordinairement les compagnies; 3. Avantage que les primes sont payées par petits versements mensuels.

L'organisation de ce système sera très simple: point de commission aux agents, point de personnel coûteux, point d'écart nécessaire pour payer des profits aux actionnaires et pourvoir aux pertes, et, par suite, on n'exigera que la prime pure et simple sans aucun surcroît.

On adoptera la table de mortalité de l'*Association des actuaires* et l'intérêt de cinq pour cent; suit un tableau comparatif des primes et de celles des principales compagnies faisant affaires en Canada :—

PRIMES ANNUELLES d'une assurance de \$1,000 payables à la mort par les compagnies ci-dessous mentionnées.

AGE.	CANADIENNE.	CANADIENNE.	ANGLAISE.	AMÉRICAINNE.	L'ASSOCIATION Hm. NET.	—	—
	"Canada Life."	Confédération.	Royale.	Ætna.	Proposée.	Minimum de la réduction par cent.	Maximum de la réduction par cent.
21	15·40	14·17	18·00	15·10	11·36	20	37
26	17·90	16·35	20·30	17·60	13·14	19	35
31	20·70	19·08	23·60	20·00	15·51	18	34
36	24·00	22·56	26·20	23·90	18·50	18	29
41	28·30	27·04	30·20	28·10	22·38	17	26
46	33·20	33·07	35·40	33·10	27·69	16	22
51	40·90	40·93	42·70	41·10	34·71	15	19
56	52·80	51·58	53·10	53·40	44·37	14	17

L'organisation se réduira à tenir une liste des employés et de leurs appointements courants ; la prime et le versement mensuel seront fixés par un tableau que fournira le surintendant des assurances, et les retenues seront faites comme pour la pension. Dès que le certificat de décès aura été remis à la trésorerie, le receveur général paiera la somme. A mesure que le traitement annuel augmentera, l'assurance augmentera, ainsi que la prime, conformément à la table.

Dans les comptes publics, les retenues seront inscrites comme reçus du receveur général, et les paiements au compte des décès ; mais il sera bon de tenir un compte séparé de l'assurance, de le bien balancer chaque année en accordant l'intérêt de cinq pour cent sur les recettes et paiements, et en faisant calculer par des actuaires la valeur des polices, afin de constater les profits et pertes et de modifier le taux des primes, si, avec le temps, cela est jugé nécessaire.

L'assurance devrait être obligatoire pour toutes les personnes qui entreraient désormais au service (sauf les exceptions mentionnées), et un examen spécial du médecin ne semble pas devoir être nécessaire, puisqu'on exige déjà un certificat de médecin pour l'entrée au service ; mais lorsqu'une personne âgée de plus de 40 ans (et dont la vie est probablement assurée ailleurs) entrerait au service, elle devrait être laissée libre de s'assurer ou de refuser l'assurance du gouvernement ; mais si elle l'accepte, on devrait l'obliger à subir, à ses frais, l'examen d'un médecin. Le gouvernement pourrait nommer, de temps à autre, des médecins dont les certificats seraient acceptés.

Quant aux employés actuels, l'assurance devrait être, pour eux, facultative ; mais s'ils voulaient s'assurer, on exigerait d'eux un certificat de médecin, comme lors de l'entrée au service, et, dans aucun cas, l'employé qui aurait dépassé soixante ans d'âge ne pourrait s'assurer.

Lorsque l'employé assuré serait mis à la retraite, on pourrait lui laisser la faculté de garder son assurance moyennant des retenues mensuelles, comme plus haut, ou une assurance pour un montant égal à deux années de son dernier traitement, ou de deux années de pension moyennant une prime moindre, ou d'accepter une police libérée de toute retenue, pour la somme équitablement payable à sa mort, d'après le calcul des actuaires.

Lorsque l'employé assuré quitterait volontairement le service, on pourrait lui payer la juste valeur de son assurance à cette époque, en mettant fin à sa police.

Dans les cas où l'employé assuré serait frappé de destitution, sa police serait purement et simplement annulée.

L'employé assuré pourrait déclarer par écrit à l'officier *ad hoc* qu'il a effectué son assurance au nom de sa femme et de ses enfants, ou de l'une ou des autres, et, dans ce

cas, l'assurance serait payable à qui de droit. Mais si cette déclaration n'avait pas été faite, le montant de l'assurance devrait être payé à ses héritiers, exécuteurs ou administrateurs, et, dans aucun cas, ce montant ne pourrait être transféré ou saisi.

J. B. CHERRIMAN,  
*Inspecteur des assurances.*

## PENSIONS CIVILES.

### ANNEXE.

\* [NOTE.—Depuis que mon rapport sur ces questions est imprimé, j'ai reçu le mémoire très intéressant qu'on va lire, et je n'hésite pas à le publier comme annexe à ce rapport.—J. M. COURTNEY.]

Ottawa, le 22 janvier 1877.]

*Du Banker's Magazine (Londres), livraison de janvier 1877.*

#### CAISSES DE SECOURS MUTUELS DES COMMIS DE BANQUE.

La question que nous abordions au mois de novembre dernier, avec une certaine défiance, mais parfaitement convaincus de son utilité et de son importance pour les banquiers, est une de celles dont la discussion augmente l'intérêt. Non-seulement de sages et excellentes organisations fonctionnent depuis quelque temps dans plusieurs des principales compagnies de banque ; mais, fait digne de mention, d'après les renseignements que nous avons pu nous procurer, partout où ces organisations ont été adoptées, les principaux officiers et employés des banques en sont parfaitement satisfaits. Les organisations que nous avons étudiées ne présentent pas un caractère uniforme, mais elles ont toutes un commun et excellent objet qu'elles ont réalisé déjà en grande partie. Toute cette question donne lieu à une observation générale, que voici : La banque et ses employés, par les arrangements qu'ils prennent entre eux, ne suppriment pour personne le commun devoir d'économiser, d'effectuer des assurances au profit de ceux qui viendront après nous, comme font les gens prudents de toute classe ou profession. Mais ces organisations produisent un excellent effet moral. Pour le bon service d'une banque, un certain degré de prévoyance est nécessaire et avantageux. C'est là ce qu'il fallait établir ; mais, ce système une fois établi, il est probable ou même certain que tous les moyens les plus faciles et les plus ordinaires de pratiquer l'économie seront mieux appréciés des employés qui s'en préoccuperont aussi davantage. Ici, comme dans les autres positions de la vie où l'abnégation est nécessaire, c'est le commencement qui constitue la difficulté principale. Cette difficulté une fois vaincue, le mouvement continuera avec une régularité toujours croissante.

Il faut admettre franchement, car cela n'est pas douteux, qu'en agissant comme ils le font à cet égard, les directeurs et les actionnaires de banques sont bien un peu guidés par l'intérêt personnel. Cette combinaison satisfait plus les employés qu'une augmentation équivalente de traitement, si acceptable que soit ce dernier appoint ; elle les dispose bien, les oblige, jusqu'à un certain point, de rester au service et de le bien faire, ce qui, presque toujours, sert, en même temps, leur intérêt personnel. Nous avons entendu parler en termes si bienveillants de la *puissante influence de la pension de retraite et autres combinaisons de prévoyance pour assurer la régularité et l'activité du service*, que nous ne saurions douter que ces bons exemples deviennent contagieux et que peu de banques du Royaume-Uni retardent à adopter le plus tôt possible des mesures analogues. Mais, en dehors du côté pratique de la question, il y a la considération plus élevée de l'effet général du système sur la moralité des employés—car c'est là tout un système qui exerce son influence au loin, en dehors des banques et s'applique à toutes les relations sociales et industrielles de l'homme. A-t-il une tendance à élever et affermir le moral de la majorité des gens qui, comme la plupart d'entre nous, doivent commencer aux degrés les plus bas de l'échelle pour nous élever

plus ou moins ? — a-t-il pour effet de les réconcilier avec la position qui doit être celle de toute leur vie, si prosaïque qu'elle soit, et leur donne le pain quotidien ? — les rend-il plus fiers de leur emploi, plus satisfaits, mieux persuadés qu'en remplissant leurs devoirs ils travaillent en même temps dans leur intérêt, qu'après être parvenus à une bonne position ils peuvent l'améliorer, qu'ayant déjà réalisé un certain confort ils peuvent toujours espérer mieux ? Si l'on veut bien nous accorder ces différents points, comme nous en avons la certitude, la question se trouve complètement réglée, à notre avis.

Aujourd'hui, ces organisations ont atteint, dans les maisons de banque, un développement qui montre bien la marche graduelle, dans tous les genres de commerce, des questions de ce genre depuis leur origine jusqu'au moment où elles arrivent à une solution plus ou moins complète. Il y a d'abord la caisse des garanties, que l'on trouve, sous une forme ou une autre, dans toutes les compagnies de banque, et qui, en réalité, constitue une assurance contre les pénibles résultats d'une erreur, ou les résultats encore plus désastreux de fraudes qui peuvent atteindre d'autres personnes que le coupable ; la nécessité d'avoir une caisse de ce genre a été reconnue dans toutes les administrations où l'on doit reposer une grande confiance dans l'exactitude et l'intégrité des employés. Supposons que cette caisse soit créée par les employés eux-mêmes au moyen de retenues sur leur traitement ; cette contribution est rarement assez considérable pour que l'employé s'en ressente, y voie autre chose qu'un léger escompte sur son traitement, et cependant l'encaisse augmente toujours, et l'on réalise l'objet désiré, au minimum de frais pour chacun. La contribution rappelle à chacun sa responsabilité individuelle, l'avertit clairement qu'il vit dans une société où l'exactitude et l'intégrité les plus parfaites sont des vertus cardinales, et où non-seulement ses chefs, mais ses collègues comptent que chacun fera son devoir. La caisse des garanties, dans laquelle chacun a des intérêts, développe un esprit général de respect mutuel, un esprit de corps qui font comprendre à chaque employé que son honneur de gentilhomme est responsable de sa conduite et qu'il doit mettre au travail toute son attention et toutes ses capacités. Il y a ensuite la caisse des pensions ou de retraite que toutes les grandes compagnies de banque ont jugée indispensable, sous une forme ou sous une autre, bien que peut-être, dans quelques compagnies, cette caisse ne soit aucune organisation particulière, *mais soit ordinairement alimentée au moyen d'une partie des profits de ces compagnies*. La vie de bureau est courte pour les uns, comparativement longue pour les autres. Avant d'avoir accompli ses vingt années de service, un commis de banque irréprochable, d'habitudes exemplaires, qui a toujours bien et fidèlement servi ses patrons, peut devenir incapable, et cette incapacité survient parfois dans des circonstances, ou donne lieu à des circonstances qui constituent un appel irrésistible aux sentiments de gratitude et d'humanité. D'autre part, un autre employé fidèle et très utile peut vivre et travailler longtemps après que l'autre est retourné en poussière, laissant une veuve et des enfants, et ces derniers, animés par le bon exemple qu'ils ont eu sous les yeux, ont déjà commencé à bien faire leur chemin dans le monde. Pendant ce temps le vieillard, toujours solide au poste, continue de travailler ; il a dépassé soixante ans, peut-être a-t-il atteint soixante-dix ans ; mais il est encore vif, alerte, sa digestion est aussi bonne que jamais, et il connaît, sur le bout du doigt, tout l'historique et toutes les affaires de la banque. Peut-être a-t-il vu passer des douzaines de directeurs, comme sur l'aile du vent, et il voit disparaître enfin le plus ancien d'entre eux. Depuis l'époque où il atteignait soixante-cinq ans, il a peut-être lu et relu, avec un plaisir toujours nouveau, le célèbre essai dans lequel Charles Lamb décrit ses impressions en recevant, de l'*India House* (la compagnie des Indes), une pension de retraite, et il a peut-être envisagé l'époque où il éprouvera lui-même ce sentiment de soulagement et de liberté, mais jamais il n'arrive à ce moment avec la satisfaction qu'il trouverait à prévoir un événement aussi problématique. Et il continue son travail régulier jusqu'au moment où il vient à disparaître de cette vie. Bien que cette carrière ininterrompue soit très honorable, il doit être parfois, presque toujours, dans l'intérêt de la banque de pourvoir à la retraite de ses commis parvenus à un âge avancé, non-seulement en faisant appel à l'énergie des hommes jeunes et forts, mais afin que ses vieux serviteurs puissent jouir de quelques



années de repos et se préparer à la mort loin du fracas, des soucis et des inquiétudes des affaires financières et commerciales de ce monde.

Nous avons parlé principalement de la société de secours mutuels ou d'assurance et de la caisse d'épargnes de la banque d'Angleterre; mais il est à peine nécessaire d'ajouter que la banque d'Angleterre a un système de pensions de retraite qui forme un des principaux éléments de l'avenir de chaque employé de notre grande corporation nationale. *Des systèmes analogues sont, croyons-nous, en vigueur dans presque toutes, sinon toutes nos banques particulières de quelque importance.*

La banque dite *London and County Bank* qui, sans vouloir le moins du monde user de flatterie, a donné un bon et salutaire exemple à cet égard, a développé un système qui réalise la combinaison ingénieuse, dans une seule caisse de retraite, de la pension et d'une assurance sur la vie au profit des veuves et enfants des employés. Cette banque établit, dès 1852, une caisse de secours mutuels. A la fin de 1874, la caisse représentait un capital de £57,878, en valeurs essentiellement sûres, et qui rapporte actuellement encore un intérêt plus qu'ordinaire. En 1875, le conseil des directeurs, après avoir déferé la question à un comité d'officiers de la banque dont ils reçurent un rapport, et après avoir obtenu l'autorisation des actionnaires réunis en assemblée générale annuelle, adoptèrent, pour accorder des pensions aux employés de la banque et à leurs familles, un système qu'ils ont maintenu depuis et qui, nous en avons la certitude, sera longtemps encore en opération. Pour fixer le chiffre de la pension, trois conditions essentielles sont considérées: (1) la durée du service; (2) le chiffre du traitement, et (3) l'âge de l'employé. Mais la durée de la pension dépend essentiellement de la durée du service. Par exemple, l'employé n'a droit à demander une pension viagère qu'après 20 ans de service; quand il a fait 26\* ans de service et davantage, il a droit à la pension viagère. Le service pendant des périodes plus courtes, donne droit à des pensions pour un nombre d'années correspondant à sa durée; mais des règlements plus récents augmentent le chiffre de la pension en réduisant sa durée, ou réduisent ce chiffre en augmentant la durée de la pension, selon les cas particuliers. On a eu bien soin, évidemment, d'adapter les détails du système aux conditions diverses dans lesquelles peuvent se trouver les employés. Tout officier de la banque, au moment où il atteint soixante ans d'âge, peut réclamer sa mise à la retraite et la pension réglementaire. A 65 ans, la mise à la retraite est obligatoire, à moins qu'il n'y ait des raisons spéciales de garder l'employé et qu'il consente lui-même à rester au service. Au-dessous des âges où la mise à la retraite est facultative ou obligatoire, le mauvais état de la santé ou les infirmités sont pris en considération pour tous les employés, et leur donne droit, sur preuve satisfaisante fournie au conseil des directeurs, à tous les bénéfices de l'organisation. Les seules personnes exclues sont celles qui se retirent volontairement du service, ou sont destituées ou forcées de résigner pour conduite blâmable.

Il a fallu beaucoup de calculs ingénieurs pour créer et organiser un pareil système. Naturellement, l'âge affecte essentiellement la pension de retraite. On ne peut non plus ignorer le chiffre du traitement de l'officier en activité, et la durée du service est aussi un facteur important. Toutes ces conditions ont été fondues et harmonisées d'après des principes mathématiques appliqués uniformément dans tous les cas, et dont l'exposé serait trop long ici, en même temps que nous le croyons tout à fait inutile, parce que l'esprit de recherche des banquiers trouvera toutes ces informations en allant aux sources. Mais un exemple ou deux suffiront pour faire comprendre tout le système. Naturellement, aux âges où la retraite est facultative ou obligatoire, quand le service a été de longue durée et que le traitement a atteint un chiffre élevé, la pension de retraite est assez élevée. Par exemple, à 60 ans, l'employé de 30 ans de service, et recevant un traitement de £1,000, a droit à une pension viagère de £462 10s.; pour le traitement de £500, la pension viagère est de £250; pour £240 de traitement, elle est de £144. Quand la durée du service est plus courte, par exemple 15 ans, l'âge 35 ans, et, par suite, la cause de la retraite est due au mauvais état de la santé ou à des infirmités, l'officier jouissant d'un traitement de £900, se

\* Question 20.

retire avec une pension de £100 8s. 1d. et celui de £150 de traitement une pension de £41 6s. 10d., pour 15 ans dans ces deux cas; et ainsi de suite. Mais un trait important du système de la *London and County Bank* est la pension accordée aux familles et qui sont de deux catégories—(1) L'employé meurt en laissant une veuve et des enfants; dans ce cas, la veuve reçoit la moitié de la somme à laquelle son défunt mari aurait eu droit, sauf certaines restrictions au sujet de la pension viagère, etc., et une allocation de 20 pour cent de sa pension pour chaque enfant au-dessous de 15 ans, jusqu'à ce qu'il ait atteint cet âge. (2) L'employé n'est pas mort, mais il a pris sa retraite et il a des enfants au-dessous de 15 ans; dans ce cas, on lui accorde 10 pour cent de sa pension (la somme ne devant jamais excéder £20) pour chaque enfant, jusqu'à ce qu'il atteigne cet âge. Les orphelins, les enfants qui ont perdu leurs parents, les père et mère et autres parents de l'employé mort au service, sont aussi compris dans ce système qui, comme nous l'avons dit, n'est pas seulement un système de pensions de retraite, mais offre les mêmes avantages, à proportion, qu'une police d'assurance payable au décès.

Tous ces arrangements sont garantis par la banque, qui s'engage à payer tout déficit survenant dans le revenu de la caisse des dépôts, pour les fins de cette caisse, sur les profits de la banque et comme partie de ses dépenses courantes, bien qu'aucun autre fonds ni aucune autre propriété de la banque ne répondent de ce paiement.

Voilà donc une grande institution comme la *London and County Bank*, qui a pris la peine d'élaborer un système aussi complet de secours mutuels, avec pleine sanction des actionnaires, sous les soins et la surveillance la plus attentive des directeurs-gérants qui regardent cette surveillance comme partie de leurs devoirs essentiels, et les principaux officiers travaillent, non seulement gratis, mais avec satisfaction et enthousiasme, à maintenir et faire fonctionner ce système; peut-on douter maintenant de ce qui pourrait être accompli dans d'autres cas, et de l'attention que ce système attirera dans les cercles financiers, du désir toujours croissant d'appliquer et d'étendre ce système, modifié et adapté aux circonstances particulières, amélioré même, comme il peut l'être sans doute, sous certains rapports? Une banque qui possède semblable système en pleine opération, doit nécessairement avoir de meilleurs employés—toutes autres choses égales d'ailleurs—qu'une banque n'ayant point d'organisation de ce genre. Mais la considération principale, celle qui aura le plus de poids, est la tendance de cette organisation à améliorer la position, maintenir le caractère moral, assurer le confort et la satisfaction des employés, et à lancer de chauds rayons de lumière sur des tableaux qui attristent même les personnes qui n'ont point connu et ne connaîtront jamais le besoin—les sombres tableaux de la vieillesse indigente et la détresse de familles trop tôt plongées dans l'affliction. Il importe aussi de considérer les excellents effets de l'exemple déjà donné par plusieurs compagnies de banque, et qui pourra se répandre dans d'autres institutions industrielles et commerciales dont les banques peuvent être regardées comme le centre. Tout en nous occupant ici de ceux pour qui nous écrivons, nous pensons, malgré nous, à l'influence que des organisations analogues pourront avoir, dans d'autres directions, pour rendre plus agréables les rapports d'affaires, cimenter les intérêts des employés et patrons, et pour mettre fin à cette guerre du capital et du travail qui a toujours eu et aura toujours de sinistres effets sur la prospérité du commerce et des manufactures dans le Royaume-Uni.

## RAPPORT DE LA MINORITÉ.

(32a.)

MÉMOIRE DES SOUSSIGNÉS, FORMANT LA MINORITÉ DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL.

Pour diverses raisons, les soussignés n'ont pu préparer le rapport de la minorité qu'ils avaient l'intention de présenter, et sont obligés de se contenter du court mémoire ci-joint. Au nombre de ces raisons est le fait que la tâche onéreuse de surveiller le recensement a été imposée à M. Taché, et l'a tellement occupé qu'il n'a pas pu consacrer beaucoup de temps à l'importante question des pensions civiles.

En abordant cette question de la réforme du service civil, nous admettons de suite les difficultés qui l'entourent, et nous comprenons que tout changement n'est pas avantageux, et que, sans la certitude que des modifications doivent donner des résultats désirables, il est imprudent de s'exposer aux travaux et dérangements qui nécessairement accompagnent les changements dans une organisation établie qui fonctionne assez bien.

Dans son rapport, la majorité de la commission, reconnaissant la valeur de ce principe, essaie d'appuyer ses recommandations en affirmant qu'il existe, dans le service civil, des défauts assez considérables pour justifier les changements qu'elle propose.

Un examen attentif des dépositions prises par la commission confirme l'opinion exprimée dans le paragraphe précédent, et il est bon de faire observer tout de suite que l'ensemble de ces dépositions ne s'accorde pas avec les conclusions du rapport de la majorité, divergence dont nous donnerons plus loin la preuve.

L'objet manifeste du rapport est l'établissement d'examens de concours, et le principal, presque le seul argument en faveur de ce projet, est que ce système a été récemment introduit, en Angleterre où, cependant, il est encore à l'essai, sans aucune apparence d'un succès certain. Nous admettons volontiers que, comme sujets anglais, nous devons naturellement emprunter à la mère-patrie les institutions et organisations qui conviennent aux deux pays; mais il serait déplorable que cette loyale disposition nous conduisît à un système d'imitation inintelligente.

Les conditions ne sont pas les mêmes, et il est évident que bien des organisations qui conviennent au Royaume-Uni pourraient avoir de funestes effets en Canada.

Le système des examens de concours étant le point principal de divergence entre le rapport de la majorité et ce mémoire, nous nous croyons très justifiables de supposer que son succès et son maintien, même en Angleterre, ne sont aucunement assurés.

Ce système a débarrassé jusqu'à un certain point les membres de l'administration et du parlement, de l'ennui que leur occasionnaient les chercheurs de places; mais, à part cela, il est difficile de prouver que l'expérience que l'on fait actuellement ait été de quelque avantage pour le public. Les documents publics, les journaux et les revues, ainsi que les dépositions données devant des commissions, prouvent que le système est autant discuté et combattu que lorsqu'on en proposa, pour la première fois, l'établissement.

Chacun sait que les partisans du système reprochaient constamment à l'administration de feu lord Beaconsfield le peu de cas qu'elle faisait des arrêtés du conseil à ce sujet, et, bien que l'administration soit supposée l'avoir mis dans son programme, on cite déjà les infractions graves qu'elle a faites aux principes sur lesquels il repose.

A l'appui de cette assertion, nous citerons l'extrait suivant des débats de la Chambre des communes, en Angleterre, lequel est aussi intéressant que pratiquement instructif:—

“ CHAMBRE DES COMMUNES,  
LUNDI, le 21 février 1881.

“ M. DALRYMPLE demande au secrétaire d'Etat, au département de l'intérieur, s'il est vrai que, lors de la nomination de M. J. D. Prior à une place d'inspecteur des fabriques, on n'avait pas exigé l'examen requis, et pour quels motifs cet examen qui, à tort ou à raison, est généralement regardé comme une preuve infaillible pour constater l'aptitude du candidat, n'a pas été jugé nécessaire pour M. Prior.

“ Sir W. HARCOURT—Je remercie l'honorable député de m'avoir fourni l'occasion d'expliquer ma manière d'agir en cette affaire. Il y a quelque temps, une nombreuse députation représentant les divers métiers du pays, vint me trouver, et, entre autres sujets de plaintes, me fit observer que les inspecteurs nommés en vertu de “ l'Acte concernant les fabriques et ateliers, ” étaient exclusivement choisis dans une classe de personnes qui n'ont aucune connaissance pratique des intérêts spéciaux qu'ils ont mission de protéger. Bien que les inspecteurs des fabriques forment une admirable corporation et remplissent bien leurs charges, il est impossible de nier l'exactitude de cette allégation. L'examen présent exclut tous les gens qui n'appartiennent pas aux classes les plus riches et n'ont pas reçu une éducation universitaire. On me croira sur parole lorsque je dirai que le programme de l'examen comprend : le latin, le grec, le français, l'allemand, l'italien, la statique, la dynamique, l'hydrostatique, la pneumatique, etc., etc. (*Rires.*)

“ En outre, les candidats devant être âgés de moins de 30 ans, il est évident que cet examen exclut toutes les personnes appartenant à la classe des artisans. Il me semble que c'est là un des défauts du système, et que s'il est très désirable que l'application de ces actes donne avantage et satisfaction aux artisans, ils devraient être représentés dans l'administration chargée de les appliquer. (*Très-bien.*) J'ai naturellement communiqué cette opinion au premier lord de la trésorerie, qui l'admet en principe. Je me suis alors mis à la recherche d'un artisan sur lequel je pourrais tenter l'expérience. (*Rires.*) La place d'inspecteur des fabriques exige non-seulement des connaissances et des capacités, mais du tact et du jugement pour prévenir les conflits entre patrons et employés. D'après les renseignements que j'ai eus sur M. Prior, je crois qu'il remplira ces conditions. (*Très bien.*) J'ai donc demandé l'assentiment de la trésorerie, aux termes de la 7<sup>ème</sup> section de l'arrêté du conseil du 4 juin 1870, en vertu de laquelle le chef d'un département peut—s'il croit que les aptitudes requises pour cette position sont entièrement pratiques ou autrement spéciales—recommander que, dans l'intérêt public, on dispense un candidat de l'examen ou d'une partie. J'ai obtenu l'assentiment de la trésorerie, et je suis heureux de dire que cette nomination a mérité l'approbation cordiale de M. Redgrave, chef de ce département. Je veux bien faire comprendre qu'il s'agit ici d'un cas individuel et que je n'ai pas eu le moindre désir de suspendre la règle générale des examens dans d'autres cas. Je ne me propose point de faire une règle générale des nominations de ce genre ; mais je saisirai toujours avec plaisir l'occasion de donner à l'artisan et à l'ouvrier leur part légitime dans les emplois publics, surtout quand il s'agit particulièrement de leurs intérêts comme classe de la population. Une occasion de ce genre se présentait ; il y avait là une expérience à faire ; je l'ai faite, et j'ai tout lieu de croire qu'elle réussira. Les résultats nous diront jusqu'à quel point on pourra la répéter. (*Très bien !*)—*Times* du 22 février 1881.”

Il ne faudrait qu'un peu de patience pour multiplier les preuves analogues contre le système des examens de concours, et démontrer qu'il n'assure aucunement le choix d'employés convenables, dans le service civil ; mais nous nous bornerons à citer la déposition donnée devant le comité parlementaire spécial du service civil, en 1877, par M. White, secrétaire du département des postes, et un des membres de la commission actuelle, qui ont signé le rapport de la majorité ; cette citation fera connaître les points principaux de nos objections :

“ *Question*—Vous aviez parlé des examens d'entrée ; recommanderiez-vous aussi le système des concours ?

*Réponse.*—Ce système présente, selon moi, un ou deux inconvénients graves. Si

je ne me trompe pas, le premier est qu'il donne lieu à la méthode de bourrer (*cramming*) les candidats de connaissances en vue de l'examen. Or, les connaissances ainsi acquises s'oublient vite, souvent au bout de six mois, comme j'en ai vu des exemples. En second lieu, reste à savoir si les examens de concours n'auraient point pour effet de restreindre le nombre des candidats. Avec ce système, presque toutes les places seraient à la disposition des personnes qui habitent les villes, où il y a de bons établissements d'éducation. Je ne crois pas que ce serait un avantage.

*Question.*—Avez-vous suffisamment étudié la question pour nous dire s'il y aurait moyen d'organiser les examens de manière à empêcher ces études faites à la hâte ?

*Réponse.*—Je n'ai jamais bien étudié la question, mais j'ai toujours entendu parler de cet inconvénient.

*Question.*—Pensez-vous que, quelle que soit la manière dont on pourra régler les examens, les candidats auront toujours à se *bourrer* de connaissances ?

*Réponse.*—Plus ou moins.

*Question.*—Avez-vous fait partie du service civil en Angleterre ?

*Réponse.*—Oui ; j'ai été, pendant huit ans, employé au département des postes, en Angleterre. J'ai connu un employé qui se jouait des examens les plus difficiles, qui était un helléniste de première force, et pourtant il passait pour un des pires employés du département ; il ne savait pas même rédiger une lettre. Il y a des gens qui ont fait d'excellentes études classiques et ne peuvent jamais utiliser leurs connaissances dans le service."

Il n'est pas besoin de réfléchir bien longtemps pour s'apercevoir que, dans les examens de concours, la mémoire du candidat est la seule faculté mise en jeu, le jour de l'examen ; le discernement, le tempérament, les aptitudes générales ou spéciales sont autant de choses dont on ne s'occupe point. Il n'existe qu'un moyen de constater les aptitudes morales, intellectuelles et physiques des candidats pour tel ou tel emploi, c'est de mettre ces candidats à l'œuvre, de les employer d'abord comme surnuméraires : " Aux fruits on reconnaît l'arbre."

On ne peut même constater par un examen, à un moment donné, les aptitudes du candidat à un emploi permanent qui exige des connaissances spéciales ou techniques, pour la raison bien simple que le candidat le moins instruit à une certaine époque peut devenir, avec le temps et en peu de temps, le plus habile sur un certain nombre de candidats. Les savants semblent modifier aujourd'hui leurs opinions relativement aux examens en général, et la folie douce qu'on a plaisamment appelée l'*Examinomanie* a vu ses plus beaux jours.

Pour ces raisons et d'autres, nous croyons devoir, comme membres de la commission, nous prononcer contre des recommandations ayant pour but l'établissement d'un bureau d'examineurs sans responsabilité, dont les décisions seraient substituées à celles de l'exécutif et à l'exercice légitime de l'influence des représentants du peuple, et nous exprimons cette opinion d'une manière encore plus formelle après avoir considéré les éléments divers et multiples qui composent notre pays, géographiquement et au point de vue de la population.

Au sujet des examens de concours, dont on fait actuellement l'essai en Angleterre, le rapport de la majorité mentionne, avec une certaine apparence de regret, le fait qu'aucune loi n'existe encore à ce sujet et que l'expérience n'est autorisée que par des arrêtés du conseil ; le rapport attribue ce fait à ce que l'opinion du public et celle de la législature ne sont pas encore disposées à accepter des lois portant remède à l'état de choses actuel. C'est là un argument bien formel contre le système ; mais il est facile de découvrir d'autres motifs dans l'absence significative de lois à ce sujet.

L'esprit et la lettre de la constitution anglaise veulent que la couronne soit la source de toutes les nominations, et le choix convenable des serviteurs de l'Etat est au nombre des devoirs et responsabilités de ses conseillers. Si, parfois, les gouvernements constitutionnels nomment des commissions pour faire des enquêtes, il leur répugne de s'en remettre à des commissaires du soin de gouverner et d'administrer, ce dont les nominations et promotions forment partie essentielle.

La majorité de la commission, désirant faire valoir tous les arguments possibles en faveur des examens de concours, a passé en revue les systèmes en usage à cet

égard dans différents pays; mais le fait reste que ce système n'est établi nulle part, bien que dans plusieurs pays on fasse subir aux aspirants à des emplois publics une sorte d'examen. A propos des Etats-Unis, le rapport mentionne divers mouvements organisés pour faire adopter le système des examens de concours; jusqu'à présent, ces tentatives sont demeurées sans résultats dans un pays où les emplois publics ne sont point permanents et où toute modification du système suivi aurait pu être un bien.

Il semble exister, aux Etats-Unis, un désir général de changement à cet égard, et il ne sera pas hors de propos de citer le passage suivant d'un message récemment adressé au Congrès par le président :—

“Plusieurs conditions, dit le président, sont requises pour faire un employé modèle, entre autres, l'activité, le bon sens, les bonnes habitudes, un caractère égal, la patience, l'ordre, la courtoisie, la saine confiance en soi-même, la déférence unie à la dignité envers les supérieurs, et des égards unis à la fermeté pour les inférieurs. L'absence de ces qualités n'est point compensée par les connaissances théoriques, la promptitude à répondre aux questions, ou toute autre qualité que pourra faire ressortir un examen de concours. En faisant du succès dans pareil concours une condition indispensable de la nomination à des emplois publics, on arriverait en pratique, selon toutes probabilités, à exclure les aspirants les plus âgés, quand même ils auraient des aptitudes bien supérieures à celles de leurs concurrents plus jeunes et possédant une éducation plus brillante.”

Quand même le système des examens de concours ne serait pas mauvais en principe,—et nous croyons sincèrement que le principe en est mauvais,—il serait très difficile et très dangereux de l'appliquer en Canada, et cela pour de graves et nombreuses raisons d'économie et vu la difficulté d'en faire l'application équitable dans toutes les parties de notre vaste territoire.

A part la question des frais, qui, bien que d'un ordre peu élevé, mérite cependant considération, il se présente une question d'une bien plus grande importance: celle de répartir équitablement les charges, publiques entre les diverses sections de notre pays, qui toutes paient des contributions pour les maintenir. Il est évident que le concours serait beaucoup plus difficile et plus coûteux pour les aspirants qui habitent, dans les districts ruraux, de petites localités éloignées, que pour ceux qui habitent les grands centres, bien que l'expérience prouve que les aspirants venant des districts ruraux sont fréquemment, sous certains rapports, très supérieurs à ceux des grandes villes.

Pour justifier ses recommandations, la majorité a représenté le service dans un état de désorganisation qui demande d'urgentes réformes, et semble croire que le système des examens de concours constitue un remède à cet état de choses.

Le rapport du sous-comité du conseil sur lequel est basé l'arrêt du 16 juin 1880, nommant la commission, énumère une série de défauts qui devront faire le sujet de la commission chargée également de recueillir des renseignements, par les moyens qu'elle jugera convenables, pour s'assurer si ces défauts existent réellement à un degré plus ou moins considérable.

La majorité traite ces instructions de faire enquête comme des “propositions officielles presque établies,” et dans tout son rapport elle suppose l'existence de tous les défauts en question, et cela malgré des volumes de dépositions et de documents dont une partie est due à des employés publics d'une grande expérience.

La nomenclature de ces défauts, telle que la donne le rapport, peut se résumer comme suit :

- 1o Vieillesse.
- 2o Mauvaises habitudes.
- 3o Paresse.
- 4o Manque d'éducation.
- 5o Absence de force physique.
- 6o Incapacité générale.

La majorité affirme en outre que le nombre des employés est de beaucoup trop considérable pour les besoins du service, et que la tendance des règlements actuels

est de multiplier avec le temps le nombre des employés des grades supérieurs sans avoir égard à la nature du travail que chacun doit faire.

Parmi les nombreux chefs d'accusation dans ce formidable réquisitoire, nous n'en voyons qu'un qui soit réellement basé sur un état de choses qui exige un remède que le rapport de la majorité n'indique pas toutefois, à moins que le système des examens de concours ne soit considéré comme un remède suffisant: le défaut en question est que le nombre des employés des grades supérieurs se multiplie d'une manière que ne justifie aucunement la nature des travaux qu'ils sont appelés à faire. En ne reconnaissant qu'un des défauts signalés dans le service civil, nous voulons traiter la question en général et nous ne nions pas le moins du monde l'existence de cas particuliers auxquels peuvent s'appliquer les allégations mentionnées.

Le service civil, en Canada comme dans tout autre pays, est sujet aux défauts ordinaires à la faiblesse humaine; mais nous affirmons positivement que, somme toute, ce service fonctionne bien et peut supporter avantageusement la comparaison avec les mêmes organisations dans d'autres pays. A l'appui de cette assertion, nous reproduisons ici les dépositions relatives à l'état du service, données devant la commission, nous bornant à celles des principaux officiers des divers départements.

M. W. H. Griffin, sous-directeur général des postes, répond ainsi à une question relative au fonctionnement du service dans son département (page 12):—

“Les sous-chefs qui ont la direction supérieure des différentes divisions, sont des hommes très capables et très utiles. Règle générale, les commis sont de bons employés. Ils remplissent leurs fonctions du mieux qu'ils peuvent. L'ouvrage du département est fait, je crois, raisonnablement bien.”

On demande au lt.-colonel Panet, sous-ministre de la milice et de la défense (page 29); “Les employés et commis du service civil sont-ils comparables à ceux des banques et autres grandes institutions du pays?”—Le lieutenant-colonel Panet répond:

“Je crois que nous avons une classe d'hommes aussi capable que celle que vous mentionnez dans votre question.”

M. James Johnson (p. 21) commissaire des douanes, répond ainsi à une question relative au fonctionnement du service:—

“Règle générale, je dois dire que le travail du service intérieur est bien fait. Tout le travail ne se fait naturellement pas avec le même degré de perfection, et il arrive quelquefois certaines négligences de la part des commis; mais ce sont des exceptions. Quant au service extérieur, l'on compte certainement beaucoup d'officiers capables et fidèles, mais grand nombre d'autres ne le sont pas et appartiennent à une classe de personnes qu'on ne devrait pas trouver dans un service de l'importance des douanes.”

On demande à M. Lowe, secrétaire du département de l'agriculture (pages 133 et 134), quel est l'effet du système généralement suivi dans les nominations. M. Lowe répond:—

“Comme résultat, mon département fonctionne bien. Je veux parler du personnel actuel.”

Plus loin, il dit:

“Un des employés a atteint l'âge où l'on devrait, je crois, le mettre à la retraite. Les employés n'ont pas tous le même mérite, mais je n'en connais point d'incapables.”

M. Dennis, sous-ministre de l'intérieur, répond formellement: “non” quand on lui demande (page 144) s'il a des employés réellement incapables de remplir leurs devoirs.

On lui demande ensuite si le travail du département est également bien fait dans le service intérieur et le service extérieur; à cela, il répond:—

“Dans le service intérieur, je crois que oui. Dans le service extérieur, il a été porté une plainte contre la négligence d'un officier, et le département s'occupe en ce moment à y porter remède. L'officier n'est pas accusé d'incompétence, mais de négligence volontaire.”

M. Robins, premier commis au département du revenu de l'intérieur (p. 162), répond ainsi quand on lui demande si l'ouvrage du département est bien fait:

“Je ne suis pas autant que je le désirerais à même de juger du travail qui se

fait dans le service extérieur ; cependant je crois que ce service est bien fait, mais je ne suis pas toujours satisfait de la manière dont s'accomplit l'ouvrage dans le service intérieur, et ce dont je me plains c'est d'un manque d'activité chez quelques membres du personnel."

M. Vankoughnet, sous-surintendant des affaires des sauvages (page 158), répond ainsi :

" Il n'y a pas un officier dans le département qui accomplisse ses devoirs de manière à justifier le gouvernement de le mettre à la retraite."

On demande à M. Baillargé, sous-ministre des travaux publics, si, " grâce à ce système suivi pour les nominations, le département a quelquefois employé des personnes incapables." M. Baillargé répond :

" Nous n'avons jamais eu cet inconvénient."

Plus loin, on lui demande : " Le département compte-t-il des employés ou commis incapables, pour une raison ou une autre, de faire le service ? M. Baillargé répond :

" Un seul employé, je crois, a atteint l'âge de la retraite ; un autre de mes employés a été suspendu, pendant quelques temps, pour absence due à des habitudes d'ivrognerie."

M. Langevin, sous-secrétaire d'Etat (p. 262), est interrogé au sujet de la discipline du département, et il répond :

" Je n'ai jamais eu lieu d'infliger des punitions."

On demande à M. Lash, sous-ministre de la justice (p. 270) : " Êtes-vous généralement content du personnel du département de la justice, et le service est-il généralement fait à votre satisfaction ?" M. Lash répond :

" Je suis content des employés. Je suis satisfait du service."

On demande à M. Trudeau, sous-ministre des chemins de fer et canaux : " Quel effet a sur le service le système actuel des nominations ?" Il répond :

" Je ne sache pas que l'effet soit mauvais."

Plus loin, on lui demande : " Avez-vous quelque employé incapable de remplir ses devoirs ?"—Il répond :—

" Non, lorsqu'un employé du service extérieur devient incapable de remplir ses devoirs, le cas est signalé au département par l'ingénieur dirigeant, le département l'examine et le ministre décide. Je ne sais aucun cas pareil dans le service intérieur."

On demande à M. John Kidd, secrétaire intérimaire du bureau du gouverneur général : " Le service du département est-il bien fait ?"—M. Kidd répond :—

" Le service n'est pas retardé et fonctionne bien ?"

Plus loin, on lui demande : " Une meilleure organisation ne rendrait-elle pas le service moins coûteux, tout en maintenant son bon fonctionnement ?"—M. Kidd répond :—

" Je ne crois pas que le service puisse être fait à moins de frais ?"

On demande à M. Wm. Smith, sous-ministre de la marine et des pêcheries (page 319) : " Le personnel du département est-il capable ? Auriez-vous besoin d'un plus grand nombre d'employés ?"—M. Smith répond :—

" Le service fonctionne bien, la conduite des employés est bonne, et nous n'avons pas assez d'employés pour faire le service sans employer temporairement, à de bas prix, quelques surnuméraires ?"

Ces réponses comprennent tous les départements du service public, sauf celui de l'auditeur général, qui est considéré comme employé du parlement. Les réponses ci-dessus ont trait principalement au service intérieur ; mais l'on trouvera dans le rapport des preuves analogues, empruntées aux réponses concernant le service extérieur.

C'est donc pour remédier à un mal qui n'existe pas, savoir le manque d'éducation dans le service civil, que les examens de concours sont recommandés. Or l'on ne saurait aucunement prétendre que l'examen de concours suffise pour constater les nombreuses qualités nécessaires chez l'employé public capable et digne de confiance ; le seul moyen d'atteindre ce but est le surnumérariat de durée suffisante.

Nous parlerons brièvement des défauts prétendus du service civil, en les examinant *seriatim* :—



1. "VIEILLESSE."—Toute personne qui connaît un peu la composition actuelle du service civil sait qu'il n'est pas encombré de vieillards ; si défectueuse que l'organisation ait pu autrefois être à cet égard, on a remédié à cet inconvénient et on l'a prévenu en adoptant l'Acte des Pensions ; la mention faite dans le mémoire du conseil ne peut s'appliquer qu'à la question de savoir si l'on a suffisamment eu recours aux dispositions de l'acte.

Dans ce sens, le mot "vieillesse" ne peut s'appliquer qu'aux employés dont la constitution a été affaiblie par la marche inexorable du temps, au point de les rendre incapables de faire le service. La "vieillesse" vigoureuse et digne de respect, qui implique "expérience" et "bons exemples," est plutôt un bien qu'un mal dans le service.

Mais, en réalité, bien que le rapport admette que la vieillesse est un mal dans le service, il est prouvé, par des dépositions verbales et par des documents, qu'il n'en est aucunement ainsi ; on signale même, dans le service intérieur, très peu de cas de vieillesse qui nécessitent l'application de l'Acte des Pensions. Dans le service extérieur, il y a beaucoup plus de vieillards, par suite du grand nombre de petits bureaux pour lesquels "l'Acte des Pensions" ne contient point de dispositifs.

Les vieillards ne sont pas trop nombreux dans le service, c'est ce que prouvent à l'évidence les listes préparées pour la commission, à sa propre demande, du personnel des départements. D'après cette liste, en prenant les statistiques des âges pour 1880, nous trouvons que, sur 447 noms, 35 seulement sont ceux d'hommes ayant dépassé 60 ans d'âge, et dont un très petit nombre a dépassé l'âge de 65, dans le service intérieur ; nous voyons aussi que, sur 2,308 noms d'employés du service extérieur, 313 seulement sont ceux d'hommes ayant dépassé les âges ci-dessus, soit une proportion d'hommes ayant dépassé 60 ans d'âge, d'un peu moins de 8 pour cent dans le service intérieur et d'un peu plus de 13 pour cent dans le service extérieur.

Ces listes sont presque complètes, et le très petit nombre de noms à y ajouter pour l'année 1880 ne modifierait pas la proportion.

2. MAUVAISES HABITUDES.—On peut présumer que ce titre a trait principalement à l'intempérance. Il y a malheureusement dans le service quelques employés adonnés à cette vicieuse habitude, et les membres de la commission le savaient ; mais nous n'hésitons pas à déclarer que l'on trouverait difficilement, dans le pays, une autre corporation de 3,000 hommes occupés dans des bureaux, et où il existe un moindre nombre de ces malheureux. Il n'est donc ni exact ni juste de supposer que les mauvaises habitudes prédominent chez les employés publics, et de signaler ce fait. En outre, le rapport n'indique pas de remède à ce mal.

3. PARESSE.—Ce défaut, dont le rapport semble admettre l'existence, n'est pas prouvé par de nombreux exemples ; tout le dossier de la preuve établit que ce défaut n'est point prédominant dans le service. En l'absence de preuve, cette accusation ne saurait être maintenue ; mais il faut admettre que parmi un personnel de plusieurs centaines d'employés, dans le service intérieur, et de plusieurs mille, dans le service extérieur, il existe inévitablement de grandes différences dans le zèle et l'assiduité des divers employés, et que, dans le nombre, on trouve des paresseux.

4. MANQUE D'ÉDUCATION.—Tout le dossier, au moins en ce qui concerne le service intérieur, prouve que l'éducation requise dans les différentes branches du service, ne fait certainement pas défaut. De fait, l'existence de ce défaut n'est pas prouvée, et l'on se base sur l'existence de ce défaut pour recommander les examens de concours ; or, pareille affirmation est directement contredite par la preuve.

5. FAIBLESSE DE CONSTITUTION.—De tous les défauts présumés des employés civils, celui-ci est le moins formidable, et d'après les renseignements obtenus à ce sujet, la preuve est contraire à l'assertion, car on prétend avec toute apparence de vérité que le chiffre de la mortalité, à égalité d'âge, est beaucoup moindre dans le service civil qu'en dehors, et il est notoire que la liste des malades est, à proportion, très limitée.

7. INCAPACITÉ GÉNÉRALE.—Les citations précédentes constituant une réplique victorieuse à la prétention que ce défaut existe, il suffit de répéter ici l'assertion pleinement établie que les employés sont, en général, capables de faire leur service.

Nous terminerons cette réponse aux accusations impliquées ou formulées, dans le rapport de la majorité, contre les employés publics, en examinant l'assertion que "les employés sont beaucoup trop nombreux pour les besoins du service." Ici encore, les dépositions sont entièrement contraires à cette allégation; mais, sur ce point, le second rapport de la majorité contient une réfutation encore plus formidable de l'assertion contenue dans le premier rapport, et cette réfutation très pratique tend à prouver combien il est plus facile de trouver des défauts et de faire des digressions à propos d'une question de cette nature, que d'indiquer des remèdes à des défauts réels ou imaginaires.

A l'époque où le second rapport de la commission fut présenté, il y avait, en tout, 487 employés permanents de tous grades, y compris les messagers des départements, au siège du gouvernement (les employés du Sénat et de la Chambre des communes non compris.) Le second rapport de la commission recommande une organisation théorique des départements, avec mention du nombre d'employés requis dans chaque grade et chaque classe, le nombre total devant être celui que le rapport de la majorité juge nécessaire pour le fonctionnement des divers départements, à l'époque où le service était fait par 487 employés permanents. (*Acte du budget et des subsides*, 1881-82.) Nous voyons que le nombre recommandé est de 551, plus une forte dépense additionnelle sous le titre de *gratifications* que l'on se propose d'ajouter aux traitements, dans des cas *indéterminés*, mais dont le nombre semble devoir être considérable.

L'augmentation que l'on constate, à première vue, en comparant ces chiffres, soit 64, n'est pas toutefois entièrement portée au compte de l'organisation proposée. Pour justifier la comparaison, il faut ajouter à 64 le chiffre 12, représentant un bureau qui fera partie du service extérieur, quatre bureaux spéciaux mentionnés au budget mais non dans l'organisation théorique recommandée, et sept employés du département de la milice, appartenant à la division civile que le rapport se propose d'abolir. De ce nombre 76, représentant l'augmentation du personnel, il faut déduire le chiffre 24, représentant le nombre d'employés *extra* que l'on recommande fort à propos d'inscrire sur le bordereau de paie, et ajouter 30, nombre d'employés dont la nomination est demandée en raison du surcroît d'ouvrage dans le service intérieur des douanes. Cela réduit l'augmentation apparente proposée à 22. Cette proposition, bien que très justifiable, est, en soi, la réfutation la plus directe de cette assertion que "les employés sont beaucoup trop nombreux pour les besoins du service."

Le rapport de la majorité fait souvent allusion au favoritisme et aux influences pernicieuses; mais nous sommes d'avis qu'on ne pourrait mieux ouvrir la porte à ces influences qu'en admettant le système des *gratifications*; nous craignons qu'un autre résultat de ce système ne soit le mécontentement qu'éprouveront les employés de la même classe, ayant le même rang et faisant peut-être autant du même ouvrage que les employés qui reçoivent des gratifications.

Nous n'avons point parlé des frais qu'entraînerait l'organisation théorique projetée du service civil, comparativement à ceux de l'organisation actuelle; mais, après examen, nous trouvons que la nouvelle organisation serait beaucoup plus dispendieuse, sans parler de ce que coûterait l'établissement d'une commission du service civil.

A notre avis, qui est basé sur plusieurs années d'expérience comme employés civils, nous croyons que les deux défauts réels sont les suivants: 1<sup>o</sup> Augmentation trop considérable des dépenses annuelles, comparativement à celle du nombre des employés et du travail, par le fait que le nombre des employés de hauts grades se multiplie trop; 2<sup>o</sup> Relâchement et manque d'uniformité dans la discipline.

En terminant, après avoir passé en revue ce que nous croyons être les points les plus inadmissibles des recommandations du rapport de la majorité, nous croyons devoir consigner ici notre opinion que les dépositions prises par la commission ne justifiaient pas ce rapport, et que, selon nous, changer un système qui fonctionne assez bien pour un système qui ne sera, tout au plus, qu'une expérience, c'est s'exposer à porter préjudice aux intérêts du public et du service.

J. C. TACHÉ,  
JOHN TILTON.

Ottawa, décembre 1881.

## ÉTAT

(33)

1.—De toutes les pensions et gratifications accordées depuis le dernier rapport en vertu de l'Acte 33 Vic, ch. 4, intitulé: "Acte pour mieux assurer l'efficacité du service civil du Canada, en pourvoyant à la retraite, en certains cas particuliers, des personnes qui y sont employées."

Dates des ordres en conseil.	Noms des retraités.	Leur emploi lors de la retraite.	Allocations annuelles.	Gratifications.
			\$ cts.	\$ cts.
1880.				
16 déc ...	C. Ketchum .....	Préfet du pénitencier de Saint-Jean, N.-B...	499 20	
16 do ...	John Flinn .....	Préfet du pénitencier d'Halifax, N.-E.....	456 00	
1881.				
7 fév ...	Robert Douglas .....	Sous-percep. des douanes, Bouctouche, N.-B.	276 00	
7 do ...	Olivier Madore .....	Gardien du bat.-phare n° 2, lac Saint-Louis.	96 00	
7 do ...	Pascal Ledoux .....	Eclusier, canal de Beauharnois .....	114 27	
21 do ...	James S. Smith .....	Gardien du phare de Baccaro, Barrington, N.-E.....	258 00	
21 do ...	Patrick Kirwin .....	Journalier, canal de Cornwall .....	172 47	
21 do ...	J. B. Chagnon dit Larose	Gardien de phare, Ile aux Prunes, Québec...	36 00	
7 mars ...	William Sheppard .....	Courrier de la malle sur chemin de fer .....	480 00	
28 do ...	R. N. Elliott .....	Officier d'accise, Windsor, Ont.....	210 00	
23 do ...	John Smeaton .....	Préposé aux arriv. et visiteur, Clifton, Ont.	351 00	
23 do ...	Robert Murray .....	Sous-percepteur des douanes, Merigonish, Pictou, N.-E.....	28 00	
23 do ...	William Goodbody .....	Garde-clefs, port de Montréal .....	420 00	
23 do ...	Francis Meighan .....	Eclusier, canal Welland .....	206 28	
28 do ...	L. Lawless .....	Directeur de poste, London, Ont.....	1,160 00	
28 do ...	George Cox .....	Sous-inspecteur, bureau de poste, London, Ont.....	828 00	
28 do ...	J. Gordon .....	Commis, bureau de poste, London, Ont.....	594 00	
28 do ...	J. J. Ross .....	do do .....	748 00	
25 avril ...	William Reed .....	Eclusier, canal de Beauharnois .....	347 37	
25 do ...	Abraham Boyer .....	do do .....	277 90	
25 do ...	F. X. Charette .....	Journalier do .....	147 00	
25 do ...	Joseph Upper .....	Gardien de pont, canal Welland .....	81 91	
25 do ...	Vesey C. Hill .....	Gardien de phare, Ile Griffith, lac Huron ...	206 80	
25 do ...	James Stitt .....	1er garde-clefs, port de Toronto .....	620 00	
19 mai ...	John Wallace .....	Gardien de phare, Ile Lindoe, près de Gana- noque .....	118 00	
19 do ...	Russell Inglis .....	Estimateur, Toronto, Ont.....	728 00	
19 do ...	Damase Boulanger .....	Gardien, estacades et glissoirs du Saguenay..	168 00	
19 do ...	R. Graham .....	Percepteur des douanes, Fort Erié .....	600 00	
19 do ...	Hugh McReavy .....	Gardien de pont, canal Lachine .....	378 00	
1er juin ...	Hugh Glover .....	Journalier, chutes de Jones, canal Rideau...	64 40	
1er juin ...	James Kinnear .....	Officier d'accise, Sainte-Catherine .....	396 00	
18 do ...	William Wright .....	Commis de 3e classe, bur. de poste, Toronto.	282 96	
18 do ...	J. Ross .....	Facteur, Toronto .....	246 40	
18 do ...	J. Hudson .....	do do .....	145 60	
18 do ...	John McCloskey .....	do do .....	308 00	
18 do ...	Matthew Fitzpatrick .....	Eclusier, canal Lachine .....	356 40	
18 do ...	Andrew Hogg .....	Gardien de phare, Ile Pictou .....	165 60	
18 do ...	J. Richardson .....	Préposé aux arrivages et visiteur, Windsor, Ont .....	312 00	
18 do ...	James C. E. Carmichael.	Préposé aux arrivages et jaugeur et inspec- teur des navires, Chatham, N.-B.....	560 00	
18 do ...	Thomas Crotty .....	Gardien, bureau de poste, Toronto .....	152 00	
29 do ...	George Perry .....	Percepteur des douanes, Cobourg, Ont.....	550 00	
30 do ...	Alexander Munro .....	Gardien de phare, Ile Caribou, comté de Pictou, N.-E.....	112 00	
30 do ...	James Patterson .....	Premier commis, douanes, Pictou, N.-E.....	237 22	
14 juillet ...	Calvin Gidney .....	Sous-percep. des douanes, Anse au Sable, N-E	116 00	
14 do ...	L. Blanchard .....	Officier d'accise, Montréal .....	288 00	
14 do ...	W. Davison .....	Sous-percep. des douanes, Hantsport, N.-E.	60 00	
18 août ...	John Flanigan .....	Sous-préfet, pénitencier de Kingston .....	1,040 00	

1.—ÉTAT de toutes les pensions et gratifications accordées, etc.—*Suite.*

Dates des ordres en conseil.	Noms des retraités.	Leur emploi lors de la retraite.	Alloca-tions annuelles.	Gratifica-tions:
			\$ cts.	\$ cts.
1881.				
18 août ...	Alex. Cameron Stewart...	1er commis, port dépend., Georgetown, I.P.E.	192 00	
18 do ...	M. H. Sullivan.....	Gardien, Halifax, N.-E.....	130 00	
18 do ...	James Hamilton .....	Préposé aux arrivages et visiteur, Amherst-burg, Ont.....	437 50	
18 do ...	William Clawson .....	Agent de douane, Saint-Jean, N.-B.....	500 00	
18 do ...	Thomas Blackadar .....	Journalier, canal de Cornwall.....	96 20	
18 do ...	Joseph O'Dunham .....	Officier de douane, Saint-Jean, N.-B.....	208 00	
25 do ...	Joseph White .....	Bibliothécaire et curat., commiss. géologique.	120 00	
13 sept ...	W. R. McLaren .....	Sous-mait. degliss., Portage du Fort, O.E.O.	60 00	
6 oct. ...	Charles L. Stephens.....	Commis, bureau de l'inspecteur des postes à Toronto.....	440 00	
6 do ...	George Howe .....	Gardien de pont sur le canal Welland .....	167 50	
31 do ...	J. D. Dixon.....	Percepteur des douanes, Sackville, N.-B.....	416 00	
31 do ...	R. Cole .....	Sous-perc. des douanes, Jogging Nord, N.-B.	54 00	
4 nov. ...	A. Comeau .....	Douanier, rivière Godbout, port dépendant de celui de Québec.....	38 00	
4 do ...	Thomas S. Scott .....	Architecte en chef, dép. des travaux publics..	660 00	
19 do ...	John S. Bessonett .....	Sous-estimateur, port d'Halifax.....	196 00	
6 déc. ...	H. B. Mackay.....	Sous-gardien du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul.....	912 00	
6 do ...	Sternes Jones.....	Percepteur des douanes, Weymouth, N.-E....	228 00	
6 do ...	Patrick Lynch .....	Messageur, département de la justice.....	280 00	
6 do ...	W. H. Kittson .....	Percepteur des douanes, Hamilton, Ont.....	1,820 00	
1882.				
14 janv. ...	Lieut.-col. J. S. Dennis...	Sous-ministre de l'intérieur .....	1,344 00	
14 do ...	Andrew Stewart.....	Officier d'accise, Hamilton, Ont.....	208 00	
14 do ...	W. P. Marter .....	do Simcoe, Ont.....	196 00	
23 do ...	Benjamin Lacasse .....	Commis, bureau de poste, Québec .....	594 00	
23 do ...	Thomas Forsyth .....	do Montréal .....	440 00	
27 do ...	John Buchan .....	Messageur, bureau de l'inspecteur des postes, Toronto.....	142 80	
27 do ...	W. H. Armstrong .....	Officier d'accise, Strathroy, Ont.....	252 00	
27 do ...	C. W. Jenkins .....	Commis, division des mandats-poste, ministère des postes.....	900 00	
27 do ...	Daniel A. McDonald .....	Commis, bur. de poste, Charlottetown, I.P.E.	176 00	
1881.				
7 fév. ...	L. E. Dubois.....	Courrier de la malle sur chemin de fer .....		400 00
23 mars ...	James Lenihan .....	Agent des Sauvages, New-Wesminster, C.-B.		1,400 00
23 do ...	Hugh Murray .....	Gardien de phare, Ile du Portage, baie de Miramichi, N.-B .....		125 00
23 déc. ...	George Esson .....	Inspecteur du revenu, Halifax.....		900 00
1882.				
14 janv. ...	J. G. Thompson .....	Officier d'accise, Toronto.....		400 00
		Total .....	27,206 78	3,225 00

## 2.—LISTE des noms des officiers inscrits sur la liste des retraités lors de l'abolition de leur emploi, et les appointements annuels qu'ils recevaient.

Nom.	Emploi.	Appointements annuels.
		\$ cts.
G. Ketchum.....	Gardien, pénitencier de Saint-Jean, N.-B.....	2,000 00
John Flinn.....	do do d'Halifax, N.-E.....	2,000 00
James C. E. Carmichael.....	Préposé aux arrivages et jaugeur et inspecteur des navires, Chatham, N.-B.....	800 00
Alex. Cameron Stewart.....	1er commis, port dépendant de Georgetown, I.P.E.	600 00
William Clawson.....	Officier de douane, Saint-Jean, N.-B.....	1,000 00
	Total.....	6,400 00

## 3.—ÉTAT indiquant les pensions périmées par décès ou autrement, depuis la date du dernier rapport.

Nom.	Cause.	Allocations annuelles.
R. G. Patton.....	Décédé.....	\$ cts. 980 04
J. O. Benoit.....	do.....	211 20
W. G. Munday.....	do.....	334 65
J. B. Stanton.....	do.....	1,120 00
John Hughes.....	do.....	245 41
William Read.....	do.....	250 59
F. X. Frenette.....	do.....	342 00
W. M. Gorrie.....	do.....	445 40
Edward Botterell.....	do.....	349 92
G. W. Foote.....	do.....	200 52
Olivier Madore.....	do.....	96 00
J. A. McDougall.....	do.....	227 85
William Steers.....	do.....	411 12
E. Steacey.....	do.....	286 00
Philip Durnford.....	do.....	1,190 00
Daniel Hanvey.....	do.....	420 00
T. D. Harrington.....	do.....	2,240 00
A. Gough.....	do.....	1,238 04
P. McDonell.....	do.....	210 88
W. H. Lowe.....	do.....	407 40
P. J. Fitzsimmons.....	do.....	236 76
W. Gurd.....	do.....	205 80
J. King.....	do.....	126 48
René Quirouet.....	do.....	71.28
	Total.....	11,857 34

## 4.—LISTE des cas où (depuis le dernier rapport) il a été ajouté au nombre réel des années de service d'employés de l'Etat mis à la retraite.

Mis à la retraite.	Nombre d'années ajoutées.	Autorité.
C. Ketchum.....	7	Ordre en conseil, 16 décembre 1880.
John Flinn.....	7	do do
Russel Inglis.....	5	do 19 mai 1881.
James Kinnear.....	5	do 1er juin 1881.
J. J. Ross.....	10	do 18 juin 1881.
George Perry.....	6	do 29 juin 1881.
John Flanigan.....	10	do 18 août 1881.
Lt.-colonel J. S. Dennis.....	10	do 14 janvier 1882.
O. W. Jenkins.....	10	do 27 janvier 1882.

## 5.—ÉTAT des recettes et paiements—Fonds de retraite.

	Recettes.		Paiements.	
	\$	cts.	\$	cts.
Jusqu'au 30 juin 1880, d'après le rapport du 17 décembre 1880. ....	435,454	46	800,857	33
Pendant l'année finissant le 30 juin 1881. ....	44,995	80	147,362	10
Total .....	480,450	26	948,219	43

J. M. COURTNEY,  
*Sous-ministre des finances.*

DÉPARTEMENT DES FINANCES,  
 OTTAWA, 15 février 1882.

---

---

## RÉPONSE

(33a)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 mars 1882 ;—

Etat indiquant la somme totale payée par le gouvernement chaque année, depuis le 30 juin 1873 jusqu'au 30 juin 1881, à titre d'indemnité ou de compensation, aux personnes appartenant aux différentes branches de l'administration qui se sont retirées du service. Aussi, un état semblable indiquant les sommes payées à titre de pensions de retraite.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1882.

# ÉTAT

(34)

DES MANDATS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL émis depuis la dernière session du parlement, en conformité de l'acte 41 Vic., chap. 7, sec. 32, et portés au compte de l'exercice 1880-81.

Date.	No du mandat.	Service.	Détails.	Montant.
1881.				\$ cts.
23 mars.	21	Législation, élections.....	Pour rembourser à l'officier rapporteur de L'Assomption les frais de l'action intentée contre lui en 1874 ou 1875 par le régistrateur, au sujet de listes d'électeurs	242 55
26 do	22	Péniten. de St-Vincent de Paul	Frais de l'enquête au sujet des accusations portées contre le préfet.....	1,519 10
21 avril.	23	Divers.....	Enquête au sujet de l'entrée clandestine d'armes en Canada.....	1,000 00
26 do	24	do .....	Pour la refonte des statuts fédéraux.....	1,000 00
28 do	25	Douane, Saint-Jean, N.-B.....	Pour payer Williams, Anderson et Williams, entrepreneurs .....	10,312 53
2 mai..	26	Divers.....	Pour payer lady Cartier.....	500 00
2 do	27	Chemin de fer Intercol., capital	* Pour l'achat du matériel roulant de l'embranchement de la Rivière-du-Loup....	270,000 00
5 do	28	Sauvages du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest .....	† Pour payer les ann. dues le 1er juil. 1881	143,075 00
5 do	29	do do .....	Pour payer les dépenses générales se rattachant aux sauvages.....	10,000 00
5 do	30	Gouvernement civil, département des sauvages .....	Pour subvenir à ses dépenses contingentes. La division des affaires des sauvages au ministère de l'intérieur a été formée en un département distinct et il n'a pas été pourvu à ses dépenses contingentes.....	2,000 00
28 do	31	Loyers et réparations, édifices publics.....	Pour payer à J. et A. McMillan la papeterie fournie à M. Skead en 1876-78.....	30 25
10 juin	32	Edif. d'Ottawa, compte du capit.	Avance à Marshall Wood à compte de sa réclamat. pour travaux d'embellissement	650 00
20 do	33	Canal Welland do ..	Pour compléter les paiements à faire dans l'armée, le crédit étant épuisé.....	75,000 00
21 do	34	Edifices d'Ottawa do ..	Avance à Marshall Wood, à compte de sa réclamat. pour travaux d'embellissement	750 00
24 do	35	Divers.....	Aide aux incendiés de la ville de Québec.	10,000 00
30 do	36	Sauvages du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest.....	Pour secourir des sauvages dans la misère, et dépenses générales.....	44,000 00
30 do	37	Gouvernement civil, dépenses..	Pour compléter les paiements à faire dans l'armée, le crédit étant épuisé.....	10,000 00
30 do	38	Lignes de télégraphe de terre et câbles sous-marins .....	A la Cie du télégraphe de Montréal, pour l'achèvement de la ligne de la Baie Saint-Paul à Chicoutimi, et de la Malbaie à Mille-Vaches.....	2,310 00
1er août	39	Frais d'exploitation du chemin de fer canadien du Pacifique.	Pour compléter les frais d'exploitation de l'embranchement de Pembina.....	92,890 63
				675,280 06

\* Cette somme à être déduite du crédit de 1881-82.

† Cette somme est imputable sur le crédit de 1881-82. Le montant était à l'effet de pouvoir verser les fonds entre les mains des agents des sauvages avant cette date, afin que ceux-ci fussent promptement payés.



ÉTAT DES MANDATS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL émis depuis la dernière session du parlement, en conformité de l'acte 41 Vic., chap. 7, sec. 32, et portés au compte de l'exercice 1881-82.

Date.	N° du mandat.	Service.	Détails.	Montant.
1881. 6 juillet	1	Chemin de fer Intercolonial, compte du capital.....	Pour subvenir à la dépense nécessitée par le terminus à Halifax.....	\$ cts. 15,000 00
19 do	2	Frais d'exploitation du chemin de fer de l'Île du Pr.-Edouard	Frais d'une action pour dommages résultant d'un accident sur la ligne.....	400 00
15 août.	3.	Edifices d'Ottawa, capital.....	Balance de la somme adjugée à Marshall Wood pour travail d'embellissement de terrains, frais de justice, etc.....	12,500 00
15 do	4	Edifices publics, T.N.O.....	Payé à la Cie de la Baie d'Hudson, pour provisions fournies à Hugh Sutherland en '76	41 12
30 sept.	5	Divers.....	Payé à MM. Carter et Church, services prof. dans la cause de la Reine vs. Bourassa...	78 90
6 oct	6	Frais d'exploitation du chemin de fer canadien du Pacifique..	Pour rembourser le fret exigé en sus des taux du tarif, etc.....	1,000 00
15 do	7	Penitenciers.....	Pour payer les frais résultant de la permutation temporaire du sous-préfet du pénitencier de Saint-Vincent de Paul et du préfet du pénitencier du Manitoba, et de la visite au pénitencier de Kingston du préfet du pénit. de St.-Vincent de Paul	1,200 00
28 do	8	Edifice du bureau de poste de Saint-Jean, N.-B.....	Payé à Jones, Booth et Doddridge, le total de leur compte pour travaux additionnels à ceux de leur entreprise.....	9,427 85
12 nov.	9	Pénitencier de Saint-Vincent de Paul.....	Pour la fourniture de grillages en gros fil de fer pour les fenêtres du sous-sol.....	270 00
12 do	10	Edifice du bureau de poste de Saint-Jean, N.B.....	Solde des comptes ouverts.....	4,200 00
12 do	11	Grosse-Île, stat. de quarantaine	Payé à J. E. Askwith, pour terminer son entreprise, pour meubles, etc.....	5,144 00
9 déc.	12	Justice.....	Traitement des juges dans l'Ontario, en vertu de "The Ontario Judicature Act of 1881".....	53,604 76
27 do	13	Frais d'administration.....	Fourniture de portes blindées en acier, à l'épreuve du feu et des voleurs, pour la voûte du b. du sous-rec. gén., Winnipeg épuisé.....	4,650 00
1882. 4 jan..	14	Canal de la baie de Burlington.	Pour continuer les travaux, le crédit étant épuisé.....	10,000 00
14 do	15	Sauvages du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest.....	Aliments pour les sauvages pauvres, et aussi pour l'achat de présents, etc., à l'occasion de la visite de Son Excellence au Manitoba et dans les territ. du N.-O.	147,789 47
20 do	16	Dragueurs.....	Coût d'une nouvelle coque pour le dragueur fédéral, <i>New Dominion</i> .....	9,000 00
24 do	17	Divers.....	Pour solder certains comptes en rapport avec l'exposition de Paris.....	1,750 00
28 do	18	Pont Dunnville, canal Welland.	Pour continuer la construction, le crédit étant épuisé.....	233 46
28 do	19	Sauvages du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest.....	Pour subvenir aux dépenses nécessaires, le crédit étant épuisé.....	179,350 85
6 fév...	20	Lignes de télégraphe, C. B.....	do do .....	8,000 00
9 do	11	Immigration.....	do do .....	28,000 00
				491,640 41

## RÉPONSE

(35)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 16 décembre 1880, pour un état indiquant en détail les dépenses encourues par les divers membres du gouvernement, et toute autre personne ou personnes au service du gouvernement, ou payées par le gouvernement, qui ont été envoyées en Angleterre, ou ailleurs, dans l'intérêt du gouvernement ou par le gouvernement, depuis le 10 février 1880 jusqu'à date.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

14 février 1882.

ÉTAT indiquant les dépenses encourues par les membres du gouvernement et autres personnes, etc., depuis le 10 février 1880 jusqu'au 16 décembre 1880.

Noms.	—	Montant.
		\$ cts.
Lieut.-col. J. S. Dennis .....	Ses frais de voyages et ceux du Très-hon. sir John A. Macdonald, C.C.B.....	700 00
H. et A. Allan.....	Passages du Très-hon. sir John A. Macdonald, C.C.B.....	126 53
L'hon. J. H. Pope.....	Frais de voyages .....	888 88
Très hon. sir John A. Macdonald, C.C.B.	Ses frais de voy. et ceux de ses asso. à Londres.	3,198 31
Sir C. Tupper, C.B., C.C.M.G.....	Frais de voyages .....	1,946 66
		6,860 38

J. M. COURTNEY,

*Sous-ministre des finances.*

TRÉSORERIE, OTTAWA,

9 février 1882.

## RÉPONSE

(36)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 28 janvier 1882 ;—  
Correspondance et documents relatifs au monnayage d'un approvision-  
nement de monnaies d'argent suffisant pour satisfaire aux besoins du  
commerce et du public en Canada.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

11 février 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions la  
réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(36a)

A UNE ADRESSE DU SÉNAT, en date du 4 mars 1881 :—

(1.) Etat indiquant la quantité de monnaie d'argent canadienne émise par le gouvernement du Canada, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er mars 1881, avec indication de la quantité de pièces des dénominations respectives de cinquante, vingt-cinq, dix et cinq centins ;

(2.) Le prix payé pour l'argent fin en lingots ou l'argent au titre de la Monnaie Royale, lors de chaque nouvelle émission de ces monnaies d'argent ;

(3.) Le poids d'argent fin ou d'argent au titre de la Monnaie Royale des pièces de ces différentes dénominations ;

(4.) Ce qu'a coûté au gouvernement la quantité intégrale de chacune de ces différentes espèces de monnaies, et le pourcentage ou seigneurage retenu par le gouvernement sur la fabrication de ces monnaies.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

14 février 1882.

## RÉPONSE

(37)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES en date du 28 avril 1881 ;—  
pour copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements  
du Canada et de l'Ontario relativement à la ligne frontière.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat.*

SECRETARIAT D'ETAT,  
19 mars 1881.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, TORONTO, 17 juillet 1871.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait qu'il est nécessaire de fixer la vraie ligne frontière ou ligne de division séparant la province d'Ontario de ce qui est connu sous le nom de Territoire du Nord-Ouest.

L'importance qu'il y a d'atteindre ce but a été reconnue et par la Chambre des communes et par la législature de cette province, et des allocations ont été faites dans le but de subvenir aux dépenses d'une commission formée à cette fin et dont l'un des membres sera nommé par Son Excellence le gouverneur général et l'autre par moi-même. Comme la saison avance rapidement, il est à désirer que ces nominations soient faites au plus tôt.

Il serait superflu de démontrer la nécessité de déterminer cette ligne frontière sans délai.

Un bon nombre d'émigrés et d'autres se rendent en ce moment de la baie du Tonnerre à la rivière Rouge et ont besoin d'être protégés pendant le voyage.

A cette fin, il est nécessaire que les limites du territoire sur lequel l'autorité de ce gouvernement s'étend soient clairement définies, aussi bien que celles du pays sur lequel le gouvernement du Territoire du Nord-Ouest a juridiction.

J'ajouterai que mon gouvernement, à la nomination des commissaires, sera prêt à s'entendre sur les instructions communes qui leur seront données pour les guider dans l'accomplissement de leur devoir.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces, Ottawa.

SECRETARIAT D'ETAT POUR LES PROVINCES

OTTAWA, 20 juillet 1871.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception ce matin de votre dépêche, n<sup>o</sup> 101, du 17 de ce mois, attirant l'attention sur la nécessité qu'il y a de déterminer la vraie ligne frontière ou ligne de division séparant la province de l'Ontario du Territoire du Nord-Ouest.

Votre dépêche sera soumise au plus tôt à Son Excellence le gouverneur général en conseil.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, lieutenant-gouverneur, Toronto.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 28 juillet 1871.

Vu la demande du gouvernement de la province de l'Ontario, priant le gouvernement fédéral de nommer une commission pour agir avec le commissaire de l'Ontario afin de fixer la ligne frontière entre Ontario et les Territoires du Nord-Ouest ;

L'honorable ministre des travaux publics fait rapport que le parlement a voté à sa dernière session quinze mille piastres (\$15,000) pour payer la moitié des frais du tracé de la dite ligne frontière et recommandant qu'un commissaire soit nommé, et que ce commissaire soit M. Eugène E. Taché, de la cité de Québec.

Le comité soumet les recommandations précédentes à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

WM. H. LEE, *greffier, C. P.*

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 31 juillet 1871.

MONSIEUR, — Relativement à votre dépêche, n° 101, du 17 de ce mois, j'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Son Excellence le gouverneur général en conseil, nommer M. Eugène E. Taché, de la cité de Québec, commissaire pour agir, au nom du gouvernement fédéral, avec le commissaire qui sera nommé par le gouvernement de l'Ontario, pour déterminer la ligne frontière entre cette province et les Territoires du Nord-Ouest.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, lieutenant-gouverneur, Toronto.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, TORONTO, 21 septembre 1871.

MONSIEUR, — Relativement à la correspondance échangée au sujet d'une commission pour fixer la ligne frontière entre Ontario et le Territoire du Nord-Ouest, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai nommé l'honorable William McDougall, C. B., etc., etc., commissaire de cette province, pour agir de concert avec M. Taché, commissaire nommé par Son Excellence le gouverneur général en conseil.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 26 septembre 1871.

MONSIEUR, — Au sujet de l'arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, en date du 28 juillet dernier, nommant M. Eugène E. Taché commissaire pour agir au nom du gouvernement fédéral de concert avec le commissaire qui doit être nommé par le gouvernement de la province de l'Ontario, pour déterminer la ligne frontière entre cette province et les territoires du Nord-Ouest, j'ai l'honneur de vous informer que ce département a reçu une dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, l'informant que l'honorable William McDougall, C. B., a été nommé commissaire de cette province dans le but ci-dessus mentionné.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

G. POWELL,

*Pour le secrétaire d'Etat pour les provinces.*

A l'honorable ministre des travaux publics.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,  
OTTAWA, 26 septembre 1871.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 21 de ce mois, annonçant, relativement à la correspondance antérieure sur le sujet, que vous aviez nommé l'honorable W. McDougall, C. B., commissaire de la province de l'Ontario, pour agir de concert avec le commissaire nommé par le gouvernement fédéral pour déterminer la ligne frontière entre cette province et les Territoires du Nord-Ouest.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

G. POWELL,

*Pour le secrétaire d'Etat pour les provinces.*

A l'honorable W. P. HOWLAND, C. B., lieutenant-gouverneur, Toronto.

Le secrétaire d'Etat a l'honneur de soumettre à Votre Excellence en conseil qu'il lui a été demandé des permis d'exploitation de mines et des patentes de terres situées dans le voisinage du lac Shebandowan et vers la tête du lac Supérieur, et il recommande qu'en attendant le tracé de la ligne frontière entre les territoires du Nord-Ouest et la province de l'Ontario, il ne soit prise aucune décision à l'égard de ces demandes ou autres de même nature. Il recommande en outre que le lieutenant-gouverneur de l'Ontario soit informé de ce que le gouvernement de Votre Excellence se propose de faire à ce sujet, tout en lui suggérant que le gouvernement de cette province devrait également s'abstenir d'accorder des lettres patentes ou permis d'exploitation de mines dans les régions voisines des lacs Supérieur et Shebandowan jusqu'à ce que la ligne frontière soit définitivement établie. Il termine en soumettant qu'il est de toute importance que le tracé de la frontière en question soit fait le plus tôt possible.

J. C. AIKINS.

25 novembre 1871.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 28 novembre 1870.

Vu le mémoire, en date du 25 novembre 1871, de l'honorable secrétaire d'Etat, exposant, qu'on lui a demandé des permis d'exploitation de mines et des lettres patentes pour des terres, dans le voisinage du lac Shebandowan, et vers la tête du lac Supérieur, et recommandant qu'en attendant le tracé de la ligne frontière entre les territoires du Nord-Ouest et la province de l'Ontario, rien ne soit décidé à l'égard de ces demandés et d'autres semblables;

Et de plus, recommandant que le lieutenant-gouverneur de l'Ontario soit informé de la ligne de conduite qu'entend suivre le gouvernement de Votre Excellence, et qu'il soit suggéré que le gouvernement de cette province s'abstienne aussi d'accorder des patentes ou des permis d'exploitation de mines dans la région du lac Supérieur et du lac Shebandowan jusqu'à ce que la ligne de la frontière ait été ainsi tracée, et exposant de plus qu'il y a urgence que la délimitation et la fixation de la ligne frontière soit faite au plus tôt;

Le comité adhère aux recommandations ci-dessus et les soumet à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme, WM. H. LEE, *Greffier, C.P.*

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces, etc., etc.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,  
OTTAWA, 30 novembre 1871.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli copie d'un ordre de Son Excellence le gouverneur général en conseil, relativement à l'octroi de permis de



mines et de lettres patentes pour des terres dans le voisinage du lac Shebandowan et autres endroits aux environs de la tête du lac Supérieur.

Puis-je vous demander d'avoir l'obligeance de soumettre au plus tôt cette affaire à la considération de votre gouvernement et de me communiquer son opinion à cet égard pour l'information de Son Excellence en conseil ?

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, lieutenant-gouverneur, Toronto.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, TORONTO, 6 janvier 1872.

MONSIEUR,—Relativement à votre dépêche du 30 novembre, transmettant copie du rapport d'un comité du conseil privé faisant certaines recommandations au sujet de l'octroi de lettres patentes dans le voisinage du lac Shebandowan et pressant le règlement de la question de la frontière ; j'ai l'honneur de vous informer que le sujet a été soumis à la considération du commissaire des terres de la couronne dans cette province, et que sitôt son rapport sur cette affaire terminé, l'exécutif prendra une décision.

En même temps, j'approuve les vues exprimées dans les minutes du conseil privé que la ligne frontière soit déterminée et fixée le plus tôt possible, et afin de prévenir des délais inutiles, je suggère que le projet des instructions que le gouvernement fédéral se propose de donner au commissaire par lui nommé soit transmises au plus tôt pour la considération du gouvernement de cette province.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces, Ottawa.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,  
OTTAWA, 11 janvier 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 6 de ce mois, en réponse à la mienne du 30 novembre dernier, relativement au tracé de la ligne frontière entre les Territoires du Nord-Ouest et la province de l'Ontario et près de la tête du lac Supérieur, et suggérant qu'un projet des instructions données par le gouvernement fédéral au commissaire nommé pour le représenter, soit transmis à votre gouvernement.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, lieutenant-gouverneur, Toronto.

OTTAWA, 11 mars 1872.

L'arrêté du conseil du 28 novembre dernier, relativement aux demandes d'emplacements miniers et de lettres patentes pour des terres, dans le voisinage du lac Shebandowan et aux environs du lac Supérieur, et aussi la dépêche du lieutenant-gouverneur d'Ontario à l'occasion de cet arrêté en conseil, ayant été soumises au soussigné, il a l'honneur de faire rapport :—

Que le lieutenant-gouverneur, dans sa dépêche du 6 janvier, dit ce qui suit :—“ En même temps, j'approuve les vues exprimées dans les minutes du conseil privé que la ligne frontière soit déterminée et fixée au plus tôt, et afin de prévenir des délais inutiles, je suggère que copie des instructions que le gouvernement fédéral se propose de donner au commissaire par lui nommé soit transmise au plus tôt pour la considé-

ration du gouvernement de cette province.” Afin d'accéder au désir exprimé par le lieutenant-gouverneur et après avoir consulté l'arpenteur général Dennis, le ministre de la justice recommande que copie des instructions annexées à son mémoire soit transmise au gouvernement de l'Ontario.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN A. MACDONALD.

PROJET d'instructions qui seront données au commissaire nommé pour agir au nom du Canada, dans l'étude et le tracé de la ligne frontière entre les Territoires du Nord-Ouest et la province de l'Ontario, conjointement avec le commissaire qui sera nommé par le gouvernement de l'Ontario.

1. Les bornes en question sont clairement identiques aux limites de la province de Québec, d'après l'acte 14 Geo. III, chapitre 83, appelé “l'Acte de Québec,” et sont décrites dans cet acte comme suit, savoir :—Après avoir indiqué la partie occidentale des bornes sud de la province comme s'étendant le long de la rivière Ohio, “*vers l'ouest jusqu'aux rives du Mississipi,*” la description continue à partir de là (c.-à-d., au confluent des deux rivières) “*et vers le nord jusqu'aux bornes méridionales du territoire concédé aux marchands aventuriers de l'Angleterre trafiquant jusqu'à la Baie d'Hudson.*”

Ayant terminé la longitude ouest précise de Greenwich, l'extrême pointe de terre marquant le point de réunion des rives nord et est de ces rivières respectivement, vous vous efforcerez de trouver et de définir le point correspondant de longitude, ou l'intersection du méridien passant à travers ce point de rencontre avec la frontière internationale entre le Canada et les États-Unis.

En jetant un coup d'œil sur le tracé incluí marqué A, destiné à faire comprendre ces instructions, on verra qu'évidemment ce méridien coupera la frontière internationale dans le lac Supérieur.

Supposant qu'il en soit ainsi, vous déterminerez et tracerez ce méridien, qui sera la partie ouest de la limite en question à tel point sur la rive nord de ce lac qui sera le plus rapproché de cette frontière internationale, et de là vous tracerez une ligne franc sud jusqu'en eau profonde, en l'indiquant sur et à travers toutes les pointes ou îles qui seront sur son passage, et de l'endroit sur la rive principale déterminée comme il est dit plus haut, vous tirerez et marquerez une ligne franc nord jusqu'aux limites sud du territoire de la baie d'Hudson tel que mentionné plus haut.

Cela complétera l'étude de la frontière occidentale que l'on désire fixer.

Vous tracerez ensuite, étudierez et marquerez vers l'est, “les bornes (plus haut mentionnées) méridionales du territoire concédé aux marchands aventuriers de l'Angleterre trafiquant jusqu'à la baie d'Hudson.”

Il est bien compris que c'est là que se trouve la hauteur des terres divisant les eaux qui coulent dans la baie d'Hudson de celles qui se versent dans la vallée des grands lacs et formant les bornes septentrionales de l'Ontario, et cette ligne doit être étudiée et tracée en suivant ses divers détours jusqu'à ce que vous arriviez à l'angle formé par les provinces de l'Ontario et de Québec, suivant la frontière établie de cette dernière province; ayant fait ce que l'on vient de dire, vous aurez terminé votre mission.

Toute demande de votre part, pour aide scientifique et autre qui pourrait être nécessaire pour vous mettre en état de déterminer la longitude avec précision et faire les opérations pratiques, et pour les instruments qui seront nécessaires, sera dûment prise en considération.

D'autres instructions touchant l'espèce de bornes qu'il faudra poser et vous donnant d'autres renseignements, dont vous aurez probablement besoin, vous seront envoyées en temps et lieu.

*Rapport d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 12 mars 1872.*

Le comité a pris en considération un mémoire, en date du 11 mars 1872, de l'honorable ministre de la justice, exposant qu'on lui avait soumis l'arrêté du conseil du 28 novembre dernier, au sujet des demandes d'emplacements de mines et de lettres patentes pour des terres dans le voisinage du lac Shebandowan et aux environs du lac Supérieur, et aussi la dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario au sujet de cet arrêté, et dans lequel il fait rapport :—

Que le lieutenant-gouverneur, dans sa dépêche du 6 janvier, dit ce qui suit :—“ En même temps, j'approuve les vues exprimées dans les minutes du conseil privé que la ligne frontière soit déterminée et fixée au plus tôt, et afin de prévenir des délais inutiles, je suggère que copie des instructions que le gouvernement fédéral se propose de donner au commissaire par lui nommé soit transmise au plus tôt pour la considération du gouvernement de cette province.”

Que, afin d'accéder au désir exprimé par le lieutenant-gouverneur et après avoir consulté l'arpenteur général Dennis, il, le ministre de la justice, recommande que copie des instructions annexées à son mémoire soit transmise au gouvernement de l'Ontario.

Le comité soumet les recommandations ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

WM. H. LEE,

*Greffier du conseil privé.*

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces, Ottawa.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 14 mars 1872.

MONSIEUR,—Relativement à votre dépêche, n° 138, du 6 janvier dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la demande que vous m'en avez faite, copie d'un projet d'instructions qui seront données au commissaire nommé pour agir au nom de la Puissance du Canada, dans l'étude et le tracé de la ligne frontière entre les Territoires du Nord-Ouest et la province d'Ontario.

J'ai, etc.,

JOSEPH HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, C.B.,  
Lieutenant-gouverneur, Toronto.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 15 mars 1872.

MONSIEUR,—Comme complément de ma lettre du 14 de ce mois, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus un tracé que je vous prie de substituer à celui qui accompagnait le projet d'instructions à donner au commissaire nommé par le gouvernement fédéral dans l'étude et le tracé de la ligne frontière entre les Territoires du Nord-Ouest et la province du Canada, dont copie était incluse dans la lettre mentionnée plus haut.

Puis-je vous demander d'avoir l'obligeance de renvoyer au département le tracé que celui-ci doit remplacer ?

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JOSEPH HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, C.B.,  
Lieutenant-gouverneur, Toronto.

## HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 19 mars 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de vos dépêches des 14 et 15 de ce mois, transmettant des tracés relativement à la ligne frontière entre cette province et les Territoires du Nord-Ouest, et de vous renvoyer ci-inclus, tel que requis, le tracé transmis dans votre première dépêche.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'honorable

Secrétaire d'Etat pour les provinces,  
Ottawa.

## HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 26 mars 1872.

MONSIEUR,—Relativement à votre dépêche du 14 de ce mois, touchant le tracé de la ligne frontière entre la province de l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie d'un arrêté du conseil approuvé le 25 de ce mois, ayant trait à cette affaire.

J'ai à vous informer en même temps que le commissaire nommé au nom de mon gouvernement a reçu instruction de s'abstenir de toute action ultérieure en vertu de sa commission.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'honorable

Secrétaire d'Etat pour les provinces,  
Ottawa,

*Arrêté du conseil approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le 25e jour de mars, A. D. 1872.*

Le comité du conseil a pris en considération la dépêche en date du 14 mars du secrétaire d'Etat pour les provinces à Votre Excellence, et les instructions transmises en même temps, ainsi que le rapport du président du conseil, en date du 22 mars, relativement à cette affaire.

Le comité recommande que l'on informe le gouvernement du Canada, que la province de l'Ontario prétend que la ligne frontière est bien différente de celle qui est définie dans ces instructions et ne peut consentir à ce que la commission nommée pour marquer cette ligne ainsi déterminée commence ses travaux, et que le commissaire nommé par le gouvernement de l'Ontario reçoive instruction de s'abstenir de toute action ultérieure en vertu de sa commission.

J. G. SCOTT,

*Greffier du Conseil Exécutif.*

Chambre du Conseil Exécutif,

26 mars 1872.

## SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 5 avril 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche n° 444, du 26 du mois dernier, renfermant copie certifiée conforme d'une minute de votre conseil exécutif adoptée ce jour-là, au sujet du tracé de la ligne frontière, entre la province de l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest, et annonçant en même temps que le commissaire nommé par votre gouvernement pour agir en son nom dans la délimitation de la ligne frontière a reçu instruction de s'abstenir de toute action ultérieure en vertu de sa commission.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

JOSEPH HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, C. B.,

Lieutenant-gouverneur, Toronto

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 9 avril 1872.

Vu la dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, en date du 26 mars dernier, relativement au tracé de la ligne frontière entre la province de l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest, le comité du conseil privé a l'honneur de faire rapport:—

Que dans une dépêche du secrétaire d'Etat pour les provinces au lieutenant-gouverneur de l'Ontario, en date du 30 novembre dernier, basée sur une minute du conseil du 26 novembre, il était suggéré au gouvernement de l'Ontario qu'il était très important de déterminer et fixer au plus tôt les bornes en question;

Que le lieutenant-gouverneur, dans sa dépêche du 6 janvier dernier, a déclaré qu'il croyait une action immédiate nécessaire, et afin de prévenir des délais inutiles, il suggérait de transmettre au plus tôt, pour la considération du gouvernement de l'Ontario, le projet des instructions qui devaient être données au commissaire nommé pour agir au nom du gouvernement fédéral dans le tracé de la ligne frontière;

Que dans le but d'accéder au désir ainsi exprimé, un projet d'instructions fut transmis au lieutenant-gouverneur par dépêche en date du 14 mars dernier; et

Que le lieutenant-gouverneur, en réponse, a transmis avec la dépêche du 26 mars, maintenant sous considération, un arrêté de son conseil exécutif ainsi conçu:—

“Le comité recommande que l'on informe le gouvernement du Canada que la province de l'Ontario prétend que la ligne frontière est bien différente de celle qui est définie dans ces instructions et ne peut consentir à ce que la commission nommée pour marquer sur le terrain cette ligne ainsi déterminée, commence ses travaux, et que le commissaire nommé par le gouvernement de l'Ontario reçoive instruction de s'abstenir de toute action ultérieure en vertu de sa commission.”

Le comité du conseil privé regrette que le gouvernement de l'Ontario, tout en annonçant qu'il ne partageait pas l'opinion du gouvernement fédéral, a omis d'exprimer sa manière de voir sur le sujet et n'a pas dit quelles étaient ses prétentions relativement au tracé de la ligne frontière.

Comme il est de la plus haute importance, pour la paix et le bien-être de la région dans le voisinage de la ligne, qu'il ne s'élève pas de dissensions au sujet de la juridiction ou des moyens de prévenir ou de punir les crimes, le comité recommande que l'on engage le gouvernement de l'Ontario à faire connaître son opinion sur le sujet à Votre Excellence, et donne une désignation de la frontière qu'il regarderait comme exacte. Si, après cet échange d'opinions, l'on s'apercevait que les deux gouvernements ne peuvent s'entendre sur le tracé de la ligne frontière, le comité ne doute pas que les deux gouvernements verront qu'il est de leur devoir de s'entendre pour choisir une manière d'en déterminer d'autorité la véritable position.

WM. H. LEE,  
Greffier du Conseil Privé.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour les provinces,  
Ottawa.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,  
OTTAWA, 10 avril 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre, pour la considération de votre gouvernement, copie certifiée d'un arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, au sujet de votre dépêche du 26 du mois dernier, relativement au tracé de la ligne frontière entre la province de l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur le dernier paragraphe de l'arrêté du conseil et, pour les raisons qui y sont exposées, d'engager votre gouvernement à faire connaître son opinion sur le sujet discuté dans l'arrêté, et aussi de donner une description des limites qu'il regarde comme exacte.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,  
JOSEPH HOWE.

A l'honorable W. P. HOWLAND, C. B.,  
Lieutenant-gouverneur, Toronto.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
TORONTO, 19 avril 1872.

MONSIEUR,—Relativement à la correspondance échangée récemment à l'égard du tracé de la ligne frontière entre la province de l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'un arrêté du conseil approuvé ce jour, ayant trait à cette question, et de vous engager à attirer l'attention du gouvernement fédéral sur cet arrêté.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,  
W. P. HOWLAND.

A l'honorable  
Secrétaire d'Etat pour les provinces,  
Ottawa.

*Arrêté du conseil approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le 19me jour d'avril, A.D. 1872.*

Le comité du conseil a pris en considération la dépêche du secrétaire d'Etat pour les provinces, du 10 de ce mois, au sujet des frontières de l'Ontario et copie d'une minute du conseil privé du Canada y incluse. Dans cette minute, le conseil privé déplore le fait "que le gouvernement de l'Ontario, tout en annonçant qu'il ne partageait pas l'opinion du gouvernement fédéral, a omis d'exprimer sa manière de voir sur le "sujet et n'a pas dit quelles étaient ses prétentions relativement au tracé de la ligne "frontière."

Le comité fait observer que la dépêche sur laquelle la minute était basée ne demandait pas au gouvernement de l'Ontario de faire connaître sa manière de voir, ni d'exposer ses prétentions.

Le gouvernement de l'Ontario est maintenant invité à le faire, et le comité recommande que le gouvernement du Canada soit informé que le gouvernement provincial propose la frontière désignée plus bas.

Le comité recommande de plus d'informer le gouvernement du Canada que, en ce qui regarde la frontière occidentale, ce gouvernement est d'avis qu'il est fondé à maintenir les prétentions des gouvernements précédents du Canada, que la frontière de l'Ontario est plus à l'ouest que celle indiquée dans la désignation, et tandis que ce gouvernement est prêt, en vue de toutes les circonstances, à accepter la frontière proposée dans le cas où elle serait aussi acceptée par le gouvernement du Canada, ce gouvernement ne se considère pas lié, dans toute autre éventualité, par cette proposition.

A l'égard de la frontière septentrionale, on remarquera, par la désignation, que ce gouvernement maintient la position soutenue par les gouvernements précédents et par le fait incontestable que la frontière septentrionale se trouve au nord de la ligne de la hauteur des terres du Saint-Laurent, laquelle ligne de la hauteur des terres est la frontière septentrionale fixée par le gouvernement du Canada, et le comité recommande que l'on informe le gouvernement du Canada que, en vue de toutes les circonstances, ce gouvernement sera prêt, dans le cas où le gouvernement du Canada approuverait sa prétention relativement à la frontière septentrionale, à prendre en considération toute proposition que ce gouvernement pourra faire touchant le tracé d'une ligne conventionnelle au nord de cette hauteur des terres.

Pour copie conforme,

J. G. SCOTT,  
Greffier du conseil exécutif.

*Désignation projetée mentionnée dans la minute du conseil ci-annexée.*

La ligne frontière de l'Ontario est la frontière internationale partant de l'embouchure de la rivière aux Tourtes, sur le lac Supérieur, jusqu'à un point à l'ouest du lac des Bois, où la ligne frontière internationale sera coupée par une autre tirée du nord en partant de la source de la rivière Mississippi; de ce point, la frontière de l'Ontario

court au nord jusqu'au point d'intersection des limites méridionales des territoires de la baie d'Hudson; de ce point, la frontière de l'Ontario est la frontière méridionale de ces territoires jusqu'à l'endroit où cette frontière sera coupée par une ligne tirée au nord à partir de la tête du lac Témiscamingue.

(N° 293.)

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 22 avril 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 19 de ce mois, relativement à la correspondance antérieure échangée au sujet du tracé de la ligne frontière entre les territoires du Nord-Ouest et la province de l'Ontario, et transmettant copie d'un arrêté de votre conseil exécutif sur cette question.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur.

JOSEPH HOWE.

A l'hon. W. P. HOWLAND,

Lieutenant-gouverneur, Toronto.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE,

OTTAWA, 1er mai 1872.

Relativement à une dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, du 19 avril, transmettant un arrêté du conseil de cette province, de la même date, au sujet des frontières septentrionale et occidentale de la province de l'Ontario, et dans laquelle le gouvernement de cette province transmet une désignation de ce qu'il regarde comme étant ces frontières;

Le soussigné a l'honneur de faire rapport que le gouvernement du Canada et celui d'Ontario diffèrent considérablement d'opinion relativement à ces frontières occidentale et septentrionale de l'Ontario, et jusqu'à ce qu'elles soient reconnues et définies, il ne sera possible d'exercer ou d'établir d'une manière efficace aucune juridiction criminelle dans le territoire en contestation.

Relativement à la perspective d'un fort courant d'immigration dans les territoires du Nord-Ouest, il est de la plus haute importance que les crimes soient punis et prévenus, et dans ce but le soussigné a l'honneur de suggérer que l'on invite le gouvernement de l'Ontario à donner son concours à un exposé de l'affaire, pour qu'elle soit soumise immédiatement au comité judiciaire du conseil privé en Angleterre, afin qu'un jugement ou une décision de ce tribunal détermine les frontières occidentale et septentrionale de l'Ontario.

Cela est d'autant plus nécessaire que nulle convention entre les deux gouvernements relativement aux frontières ne pourrait conférer de juridiction criminelle aux cours de l'Ontario, à moins que l'endroit où un crime aura été commis ne soit situé dans la province.

Le soussigné a aussi l'honneur d'attirer l'attention sur le fait que la richesse minérale du Nord-Ouest va probablement attirer un grand nombre d'immigrés dans ces contrées, et dans le but de développer leurs ressources et aussi de prévenir la confusion et les luttes qui s'élèveront et continueront d'exister parmi les mineurs et autres colons, tant qu'il y aura de l'incertitude au sujet de la frontière, le soussigné désire recommander que l'on presse le gouvernement de l'Ontario de s'entendre avec le gouvernement fédéral sur un mode d'action commune relativement à l'octroi des permis d'exploitation de mines et d'occupation de terres, aux réserves de droits régaliens, etc. Et à cette fin, il suggère que l'on demande au gouvernement de l'Ontario de nommer un commissaire, qui s'abouchera avec l'honorable J. C. Aikins, pour déterminer un mode commun d'action, et que tout arrangement ratifié par les deux gouvernements soit obligatoire pour l'un et l'autre, et soit sujet à la décision du comité judiciaire du conseil privé sur la question de la frontière; et qu'après cette décision, les titres aux terres ou droits de mines seront confirmés par le gouverne-

ment, soit du Canada, soit de l'Ontario, qui sera, en vertu de la décision du comité judiciaire, l'autorité compétente pour les légaliser.

Le tout respectueusement soumis.

J. A. MACDONALD.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
TORONTO, 31 mai 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de transmettre sous ce pli copie d'un arrêté du conseil approuvé ce jour au sujet de la fixation de la ligne frontière entre la province de l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest, et de prier le gouvernement fédéral de vouloir bien s'en occuper aussitôt que faire se pourra.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND,

Par son secrétaire particulier, E. E. CURTIS.

A l'hon. secrétaire d'Etat pour les provinces, Ottawa.

*Arrêté du conseil approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le 31 mai 1872.*

Le comité du conseil a pris en considération la dépêche (datée 16 mai) du secrétaire d'Etat pour les provinces, ainsi que la minute du conseil et le mémoire du ministre de la justice renfermés dans cette dépêche, et qui, tous trois, ont trait au règlement de la question des frontières septentrionale et occidentale de la province de l'Ontario. Le comité du conseil regrette que sur aucun point le gouvernement fédéral ne veuille modifier ses vues au sujet de ces frontières, vues adverses à celles exprimées autrefois par lui-même et par le gouvernement de la ci-devant province du Canada. Le comité du conseil regrette également que le gouvernement fédéral ne soit pas prêt à entrer en négociation dans le but d'arrêter une convention à l'égard de ces frontières, et il en infère que c'est à la difficulté signalée dans l'extrait suivant du mémoire du ministre de la justice qu'il faut attribuer son refus de consentir à ce projet :

“Cela est d'autant plus nécessaire que nulle convention entre les deux gouvernements relativement aux frontières ne pourrait conférer de juridiction criminelle aux cours de l'Ontario, à moins que l'endroit où un crime aura été commis ne soit situé dans la province.”

Le comité désire appeler l'attention sur le troisième article de l'acte du Parlement impérial, chap. 25, voté le 29 juin 1871, et qui est ainsi conçu :—

“Avec le consentement de toute province de la dite Puissance, le parlement du Canada pourra de temps à autre augmenter, diminuer ou autrement modifier les limites de telles provinces, à tels termes et conditions qui pourront être acceptées par la dite législature, et il pourra de même avec son consentement établir des dispositions touchant l'effet et l'opération de cette augmentation, diminution ou modification de territoire de toute personne qui devra la subir.”

Il semble au comité qu'en vertu de cet article il soit possible d'arriver à un règlement conventionnel de la question par l'action collective des autorités exécutives et législatives du Canada et de la province.

Vu la nécessité pressante créée par l'immigration sur laquelle on compte pour ce printemps et cet été, le comité pense que par une loi fédérale, bien que ce moyen ne laisserait pas que d'offrir quelque objection, établissant pour des fins de juridiction criminelle, et cela dans la mesure que le peut le parlement, que les frontières de la province de l'Ontario seront, d'ici au règlement définitif de la question, censées s'étendre jusqu'aux limites spécifiées dans le mémoire transmis au gouvernement fédéral par celui-ci, l'on arriverait à la meilleure solution possible de cette difficulté.

Quant à la proposition de renvoyer l'affaire au comité judiciaire du conseil privé, ce comité croit devoir faire observer que le règlement de la question des frontières dépend d'un grand nombre de faits qui ne peuvent être recueillis qu'après beaucoup de temps passé à leur recherche, et dont l'authenticité de plusieurs ne peut être établie



qu'en Amérique, de sorte que, le tout pris ensemble, le comité est d'avis que la manière la plus satisfaisante de régler la question, si le gouvernement du Canada refuse encore d'entrer en négociations pour l'établissement d'une frontière conventionnelle, serait de la déléguer à une commission siégeant de ce côté-ci de l'Atlantique : et ce comité recommande qu'avant de se prononcer définitivement sur la proposition du gouvernement fédéral de renvoyer l'affaire au comité judiciaire, cette contre-proposition soit faite à ce gouvernement.

Le comité du conseil a la pleine conviction qu'il est du devoir du gouvernement de l'Ontario de conserver, en attendant, le contrôle sur les terres sises dans les limites qu'il réclame comme siennes ; mais, comme il voudrait qu'à l'égard de ces terres la politique du gouvernement fût, autant que possible conforme aux vues du gouvernement fédéral, le comité reconnaît qu'un effort devrait être fait pour éviter les difficultés devant surgir des prétentions de ce gouvernement, et, dans cette intention, il recommande que l'honorable R. W. Scott soit prié de conférer avec l'honorable J. C. Aikins, ainsi que le propose la dépêche du 16 mai.

Pour copie conforme,

J. G. SCOTT, *greffier C. E.*

Chambre du Conseil Exécutif, 31 mai 1872.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES

OTTAWA, 1er juin 1872.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 31 du mois dernier, renfermant un arrêté de votre conseil exécutif au sujet de l'établissement de la frontière entre la province de l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest.

Votre dépêche et son incluse seront sous peu soumises au gouverneur général en conseil.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

L'honorable W. P. HOWLAND, C. B., lieutenant-gouverneur, Toronto.

SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 12 novembre 1872.

MONSIEUR,—Relativement à votre dépêche du 31 mai dernier, et à son incluse, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour l'information de votre gouvernement, copie d'un arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, au sujet des frontières septentrionale et occidentale de la province de l'Ontario.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'hon. W. P. HOWLAND, C B., lieutenant-gouverneur, Toronto.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 7 novembre 1872.

Le comité du conseil a pris en considération la dépêche (en date du 31 mai dernier) du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, transmettant un nouvel arrêté de son conseil au sujet des frontières septentrionale et occidentale de cette province.

Le comité a l'honneur de faire rapport que le conseil a déjà reconnu la nécessité d'obtenir une décision devant faire autorité au sujet des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario.

L'établissement d'une juridiction civile et criminelle et la nécessité de satisfaire aux demandes de colons et de mineurs qui veulent obtenir des titres aux terres rendent cette décision indispensable.

Quant à la frontière septentrionale, le gouvernement de l'Ontario prétend qu'elle se trouve au nord du plateau qui divise les eaux coulant vers le sud de celles qui se dirigent vers la baie d'Hudson, et il ajoute qu'il "sera prêt, dans le cas où le gouvernement fédéral approuverait sa prétention relativement à cette frontière, à prendre en

“ considération toute proposition que ce gouvernement pourra faire touchant le tracé d’une ligne conventionnelle au nord de cette hauteur des terres ;” et quant à la frontière occidentale, il dit qu’elle peut être définie par une ligne tirée au nord d’un point situé à l’ouest du lac des Bois et sur le 49<sup>ème</sup> parallèle de latitude nord, où ce dernier serait traversé par une ligne tirée au nord depuis la source de la rivière Mississippi, et de là jusqu’à un point d’intersection avec la frontière méridionale des territoires de la baie d’Hudson ; mais, dans le cas où cette ligne ne serait pas acceptée par le gouvernement fédéral, il se réserve le droit de soutenir que la frontière de l’Ontario se trouve encore plus à l’ouest.

Le gouvernement fédéral croit que la frontière septentrionale de l’Ontario est la ligne du point de partage des eaux coulant vers le lac Supérieur et la baie d’Hudson, et la frontière occidentale une ligne tirée, tel que prescrit par l’acte 14 George III, chap. 83, depuis le confluent des rivières Mississippi et Ohio et se dirigeant au nord—c’est-à-dire le plus directement possible—jusqu’à la limite sud des territoires de la compagnie de la Baie d’Hudson.

Vu la diversité d’opinions entre les deux gouvernements, et si l’on considère les limites dans lesquelles celui de l’Ontario voudrait circonscrire les frontières conventionnelles, les difficultés que rencontrerait toute tentative pour arriver à concilier ces opinions sont évidentes et trop grandes, de l’avis du comité, pour que cette tentative soit justifiable.

En attendant le règlement de la question, placer le territoire en litige dans les limites de l’Ontario pour des fins de juridiction criminelle, ainsi que le suggère l’arrêté du conseil de cette province en date du 31 mai, et cela sans pourvoir à la vente ou à la gestion des terres, à l’octroi de titres à ces terres ou à la juridiction civile, serait, il y a tout lieu de craindre, excéder les pouvoirs conférés par l’acte de l’Amérique britannique du nord de 1867. Cette proposition est inacceptable, non-seulement parce qu’elle tendrait à rendre une des parties dans ce litige peut-être moins désireuse de le voir se régler, mais aussi parce qu’elle serait de nature à influencer préjudicialement lors de l’affirmation définitive des droits fédéraux.

Le gouvernement de l’Ontario, sans renoncer pour le moment à s’occuper de la proposition du gouvernement fédéral de déférer la question au comité judiciaire du conseil privé, fait observer que “ le règlement de la question des frontières dépend d’un grand nombre de faits qui ne peuvent être recueillis qu’après beaucoup de temps passé à leur recherche et dont l’authenticité de plusieurs ne peut être établie qu’en Amérique, de sorte qu’il est d’avis que la manière la plus satisfaisante de régler la question, si le gouvernement du Canada refuse encore d’entrer en négociation pour l’établissement d’une frontière conventionnelle, serait de la déléguer à une commission siégeant de ce côté-ci de l’Atlantique.”

Le comité est d’avis que les faits sur lesquels devra reposer la décision des frontières sont pour la plupart, sinon tous, consignés dans des documents que l’on trouvera plutôt dans les archives d’Angleterre qu’en Amérique, et qu’il sera facile de se procurer ceux de ces documents qui existent ici, tandis que la décision d’une autorité compétente comme le comité judiciaire du conseil privé serait définitive et obtiendrait cet assentiment général si nécessaire au règlement de questions d’une nature interprovinciale.

Il y a aussi des objections à cette proposition par rapport au mode de conférer des pouvoirs légaux à une commission de ce genre, objections qu’il serait difficile sinon impossible de faire disparaître, et le comité doute qu’un tribunal autre que celui de la Reine en conseil pourrait satisfaire les autres provinces de la Confédération s’il était choisi pour décider des questions dans lesquelles elles ont un grand intérêt, et auxquelles les événements donnent une importance sans cesse croissante ; c’est pourquoi il recommande respectueusement que la proposition du renvoi à Sa Majesté en conseil soit renouvelée au gouvernement de l’Ontario.

Il suggère en conséquence que copie de la présente minute — si elle est approuvée—soit transmise au lieutenant-gouverneur de l’Ontario par le secrétaire d’Etat pour les provinces.

Pour copie conforme,  
A l’honorable secrétaire d’Etat pour les provinces.

W. A. HILMSWORTH, G. C. P.

## HOTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 1er janvier 1873.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de transmettre ci-joint copie d'une résolution de l'Assemblée législative de cette province, demandant certaines informations relatives aux frontières du Nord-Ouest, et de vous prier de vouloir bien les donner aussitôt que vous le pourrez.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'hon. secrétaire d'Etat pour les provinces.

## ASSEMBLEE LÉGISLATIVE,

TORONTO, 20 janvier 1873.

*Résolu.*—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire mettre devant cette Chambre, telle partie du mémoire du commissaire des terres de la Couronne, fait en mars 1857, qui a trait aux limites nord-ouest du Canada; aussi le rapport de M. le juge en chef Draper sur sa mission en Angleterre, en 1857, au sujet des réclamations de la compagnie de la Baie d'Hudson, accompagné de la copie de deux documents relatifs aux frontières du Canada, et déposés devant un comité de la Chambre des communes par le juge en chef.

## SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 3 février 1873.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 31 du mois dernier, laquelle renfermait une résolution de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, demandant certaines informations relatives aux frontières nord-ouest du Canada.

Cette dépêche sera soumise sous peu à la considération du gouverneur général en conseil.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très obéissant serviteur,

J. HOWE.

A l'hon. W. P. HOWLAND, lieutenant-gouverneur, Toronto.

## HOTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 14 mars 1873.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ma dépêche du 31 janvier dernier, par laquelle je transmettais une résolution de l'Assemblée législative de cette province, demandant certaines informations relatives aux frontières nord-ouest de l'Ontario. Je vous prie de vouloir bien les donner le plus tôt qu'il vous sera possible, afin que je puisse les présenter à l'Assemblée législative pendant cette session.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. P. HOWLAND.

A l'hon. secrétaire d'Etat pour les provinces.

## SECRETARIAT D'ÉTAT POUR LES PROVINCES,

OTTAWA, 18 mars 1873.

MONSIEUR,—En réponse à vos dépêches du 31 janvier dernier et du 14 de ce mois, demandant certaines informations relatives aux frontières nord-ouest de l'Ontario, j'ai à vous dire que le mémoire du commissaire des terres de la couronne de la ci-devant province du Canada, fait en mars 1857, et dont il est question dans la résolution de l'Assemblée législative de l'Ontario que renfermait la première des susdites dépêches, n'est pas en la possession du gouvernement, mais qu'il se trouve, avec le rapport de

M. le juge en chef Draper, mentionné par la même résolution, dans l'annexe des journaux de l'Assemblée législative de la ci-devant province du Canada, vol. 15, n<sup>o</sup> 4, 1857.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. HOWE.

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, Toronto.

---

HOTEL DU GOUVERNEMENT, TORONTO, 5 décembre 1873.

MONSIEUR.—Relativement à la correspondance échangée au sujet du règlement de la question des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien obtenir, par l'intermédiaire du ministère des colonies, et pour l'usage de mon gouvernement, copie des cartes dont se sont servis les plénipotentiaires anglais et français en 1713 et 1763, et de celles envoyées en différents temps par la compagnie de la Baie d'Hudson aux lords de la commission du commerce et des plantations, copie de la correspondance entre les gouvernements de France et d'Angleterre sur le sujet, et aussi des instructions données aux commissaires anglais nommés en vertu des traités de Ryswick et d'Utrecht, et de tous rapports qu'ils peuvent avoir faits.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

JOHN CRAWFORD, *lieutenant-gouverneur*.

A l'honorable secrétaire d'Etat du Canada, Ottawa.

---

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 18 décembre 1873.

Vu la dépêche (datée Toronto, 5 décembre 1873,) du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, relativement à la correspondance échangée au sujet du règlement de la question des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, et exprimant le désir d'obtenir, par l'intermédiaire du ministère des colonies, pour l'usage de son gouvernement, copie des cartes dont se sont servis les plénipotentiaires anglais et français en 1713 et 1763, et de celles envoyées en différents temps par la compagnie de la Baie d'Hudson aux lords de la commission du commerce et des plantations, copie de la correspondance entre les gouvernements de France et d'Angleterre sur le sujet, et aussi des instructions données aux commissaires anglais nommés en vertu des traités de Ryswick et d'Utrecht, et de tous rapports qu'ils peuvent avoir faits ;

Sur la recommandation de l'honorable M. Mackenzie, qui, en l'absence de l'honorable secrétaire d'Etat en remplit les fonctions, le comité suggère qu'il plaise à Votre Excellence de vouloir bien prendre les mesures qu'elle croira à propos pour obtenir les documents demandés par le lieutenant-gouverneur.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, *G.C.P.*

A l'honorable secrétaire d'Etat, etc.

---

SECRETARIAT D'ÉTAT, OTTAWA, 26 décembre 1873.

MONSIEUR.—J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la lettre (datée du 12 novembre 1872) adressée à votre prédécesseur et renfermant copie du rapport de Son Excellence le gouverneur général en conseil au sujet des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario.

Puis-je vous prier d'avoir la complaisance de soumettre l'affaire le plus tôt possible à votre gouvernement, afin qu'il prenne une décision à l'égard de la propo-

sition que comporte l'arrêté du conseil dont il s'agit, et qui est de soumettre la question des frontières au comité judiciaire du conseil privé?

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

D. CHRISTIE, *secrétaire d'Etat.*

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, Toronto.

*Le ministre des colonies au gouverneur général.*

DOWNING STREET, 21 janvier 1874.

MILORD,—J'ai reçu votre dépêche (n° 300) du 24 du mois dernier, laquelle renfermait copie du rapport d'un comité du conseil privé, demandant certains documents pour l'usage du gouvernement de l'Ontario.

Je me ferai un plaisir de satisfaire, autant que possible, à la requête du conseil ; mais il serait à désirer que l'on me donnât de plus complets détails à l'égard des documents que l'on veut avoir, car on m'informe que sans ces détails il faudrait faire de grandes recherches et qu'il s'écoulerait peut-être six mois avant de pouvoir satisfaire à la demande du gouvernement de l'Ontario.

J'ai, etc.,

KIMBERLEY.

Au gouverneur général,

Le Très hon. comte de Dufferin, .P.,C.C.B., etc.

SECRETARIAT D'ÉTAT,

OTTAWA, 12 février 1874.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de transmettre, pour que votre gouvernement la prenne en considération, copie de la dépêche du Très honorable ministre des colonies, au sujet de la demande de certains documents relatifs à la question des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, que comporte votre dépêche (n° 240) du 5 décembre dernier.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous secrétaire d'Etat.*

A Son Honneur le

Lt.-gouverneur de l'Ontario, Toronto.

*Le ministre des colonies au gouverneur général.*

DOWNING STREET, 29 janvier 1874.

MILORD,—A l'égard de ce qui fait l'objet de ma dépêche (n° 373) du 21 de ce mois, je dois dire à Votre Seigneurie que j'ai fait demander des renseignements au bureau des archives publiques sur le meilleur moyen à prendre pour obtenir copie des cartes et de la correspondance demandées pour l'usage du gouvernement de l'Ontario.

2. Un examen préliminaire fait dans ce département a démontré qu'entre 1713 et 1763 la correspondance avec la France seule formait 145 volumes : 3 volumes ont trait au traité de Ryswick et 37 se composent d'instructions relatives au traité d'Utrecht.

3. En fait de cartes, un examen superficiel a fait voir qu'il y en avait environ 50 relatives au Canada, outre divers volumes de cartes marines, etc.

4. Les chefs du bureau des archives veulent bien donner toute l'aide en leur pouvoir pour obtenir les renseignements voulus, mais ils ne peuvent se charger de la lourde tâche qu'exigerait l'examen des nombreux volumes que j'ai mentionnés, ni prendre sur eux de décider quelles cartes et quelle correspondance doivent être copiées.

5. Vu ces circonstances, ils suggèrent que le gouvernement canadien charge une personne de faire les recherches nécessaires et de décider quels documents il faut faire copier; mais afin que votre gouvernement ne soit pas exposé à une dépense inutile pour l'expédition de documents ou de cartes qui peuvent déjà se trouver dans les archives du Canada, je suggère que la personne que votre gouvernement chargera de ce service reçoive instruction de soumettre d'abord à Votre Seigneurie une liste des documents dont elle croira l'expédition nécessaire.

6. Si votre gouvernement adopte, le moyen proposé, il faudra que Votre Seigneurie me fasse connaître le nom de la personne nommée, afin que le bureau des archives reçoive la permission de les mettre à sa disposition.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

KIMBERLEY.

Au gouverneur général,

Le très honorable comte de Dufferin, C.P., C.C.B.

SECRETARIAT D'ÉTAT,

OTTAWA, 20 février 1874.

MONSIEUR,—A l'égard de ce qui fait l'objet de ma lettre du 12 de ce mois, j'ai l'honneur de vous transmettre, pour l'information de votre gouvernement, copie d'une autre dépêche du très honorable ministre des colonies touchant votre demande de certains documents relatifs à la question des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario,  
Toronto.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 18 mai 1874.

MONSIEUR,—En réponse à votre communication du 20 février 1874, j'ai l'honneur de vous dire que, d'après les données que nous avons et qui peuvent jeter quelque lumière sur la question des frontières nord et ouest de cette province, les cartes et documents suivants suffiraient à prouver le fait que l'on cherche à établir :—

1. La carte dont se sont servis les plénipotentiaires anglais et français en 1713, et dont il est fait mention dans un mémoire du marquis de Torcy adressé à M. Pri le 7 janvier 1773, et transmis le lendemain par M. Prin à lord Bolinbrooke.

2. La carte mentionnée par M. Pitt dans sa dépêche à M. Bussy, du 17 août 1761.

3. La carte dont se sont servis les ducs de Choiseul et de Bedford, lors de la signature du traité de Paris et de la cession formelle du Canada, en février 1763.

4. La carte mentionnée par M. de Mofias, dans l'extrait ici donné de son livre intitulé : *Exploration de l'Orégon et des Californies*. "Sur une carte gravée en 1757, et annexée au mémoire des commissaires des rois de France et d'Angleterre en Amérique, on peut voir que la Nouvelle-France s'étendait jusqu'à l'Océan Pacifique." Ce doit être le mémoire d'après lequel les commissaires ont établi les frontières en vertu du traité de Paris de 1763 et 1783.

5. La carte de la compagnie de la Baie d'Hudson envoyée aux lords du Commerce et des Plantations, 8 février 1712.

6. La carte de la compagnie de la Baie d'Hudson envoyée aux lords du Commerce et des Plantations, 4 août 1714.

7. La carte de la compagnie de la Baie d'Hudson envoyée aux lords du Commerce et des Plantations, désignant les limites de ses territoires, juillet et octobre 1750.

8. Copie des instructions aux commissaires anglais nommés en 1719, nommés en vertu du traité d'Utrecht, pour fixer la frontière du Canada et des territoires de la compagnie de la Baie d'Hudson, et de tous rapports qu'ils peuvent avoir faits.

9. Copie du mémoire de l'ambassadeur français, mars 1698-99, au sujet des limites septentrionales du Canada, et du mémoire anglais auquel il répond.

S'il arrivait que d'autres renseignements fussent nécessaires, ce gouvernement sera heureux de profiter de l'obligeant avis du très honorable ministre des colonies.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

JOHN CRAWFORD.

A l'honorable secrétaire d'Etat du Canada, Ottawa.

SECRETARIAT D'ETAT, OTTAWA, 21 mai 1874.

MONSIEUR,—Relativement à la dépêche du très honorable ministre des colonies (du 29 janvier dernier) au sujet de certaines cartes et documents relatifs aux limites nord et ouest de la province de l'Ontario et que demande le gouvernement de cette province, j'ai l'honneur de transmettre, pour l'information de Son Excellence le gouverneur général, copie d'une dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, indiquant les documents que son gouvernement désire obtenir pour aider à élucider la question de ces frontières.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

Au lieutenant-colonel FLETCHER, secrétaire du gouverneur.

BUREAU DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

OTTAWA, 3 août 1874.

MONSIEUR,—Relativement à votre lettre (909 en réponse à 180) du 21 mai, et à la dépêche du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, qu'elle renfermait, à l'égard de documents relatifs aux frontières nord et ouest de l'Ontario, j'ai l'honneur de transmettre copie de la dépêche en réponse reçue du ministère des colonies, avec une liste qui doit être envoyée au lieutenant-gouverneur, afin qu'il indique ceux des documents qu'il désire faire copier.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

H. C. FLETCHER,

*Secrétaire du gouverneur général.*

E. J. LANGEVIN, écrivain,  
Sous-secrétaire d'Etat.

*Le ministre des colonies au comte de Dufferin.*

DOWNING STREET, 10 juillet 1874.

MILORD,—En réponse à la dépêche de Votre Seigneurie (n° 146) du 27 mai, transmettant copie d'une dépêche du lieutenant-gouverneur Crawford, au sujet de cartes et autres documents relatifs aux frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, je vous transmets un rapport reçu du bureau des archives.

2. Par ce rapport, vous verrez que les cartes demandées dans les alinéas de un à sept de la dépêche du lieutenant-gouverneur ne se trouvent pas dans le bureau des archives, bien qu'il y ait deux exemplaires d'une autre carte qui pourrait donner les renseignements désirés.

Les autres documents ne sont pas tout à fait semblables à ceux dont le lieutenant-gouverneur voudrait avoir copie.

En cette occurrence, il ne me reste qu'à vous prier de vouloir bien faire transmettre ce rapport au lieutenant-gouverneur, afin qu'il décide, avant qu'il soit fait autre chose, quels sont ceux de ces documents, s'il en est, dont il désire avoir copie.

J'ai l'honneur d'être, milord, de Votre Seigneurie,  
Le très humble et obéissant serviteur.

CARNARVON.

*M. Sainsbury à sir T. Duffus Hardy, D. O. L.*

BUREAU DES ARCHIVES PUBLIQUES, 30 juin 1874.

MON CHER SIR THOMAS,—Relativement à la lettre portant la date du 15 de ce mois que vous a écrite l'honorable Robert Meade, et qui en renfermait une du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, du 18 mars dernier, mentionnant les cartes et documents relatifs aux frontières nord et ouest de la province dont son gouvernement a besoin, et priant le maître des rôles de lui faire transmettre, par l'intermédiaire du ministère des colonies, les documents demandés,—j'ai l'honneur de faire rapport que j'ai cherché attentivement dans la collection de cartes de ce bureau, laquelle se compose de 34 volumes de cartes et de plus de 400 manuscrits et cartes imprimées contenus dans dix caisses, et que je n'ai trouvé aucune de celles mentionnées dans les alinéas de un à sept de la lettre du lieutenant-gouverneur Crawford, du 18 mars dernier.

Il y a dans ce bureau une "carte de l'Amérique du Nord désignant et distinguant les possessions anglaises, espagnoles et françaises de ce grand continent, d'après le traité définitif conclu à Paris le 10 février 1763," (carton 34, n° 20) sur laquelle sont imprimées plusieurs clauses du dit traité. Cette carte est d'environ 4 sur 3½ pieds, mais ce ne peut être celle "dont se sont servis les ducs de Choiseul et de Bedford lors de la signature du traité de Paris et de la cession formelle du Canada, en février 1763," et que mentionne le 3ème alinéa de la lettre du lieutenant-gouverneur Crawford.

Cependant, il y a au bureau des archives un autre exemplaire de cette carte. Il fait partie d'un rapport très élaboré des lords du Commerce et des Plantations au Roi, daté 8 juin 1763, (Amérique et Inde Occidentale, volume 268,) lequel a trait aux clauses du récent traité de paix concernant les cessions faites par la France et l'Espagne et "particulièrement au Canada et à Terre-Neuve," et aux "empiétements des Français dans cette clause, contrairement aux stipulations du traité d'Utrecht." Au dos de cette carte il a été écrit au crayon: "Appartient au bureau de M. le secrétaire Townshend;" après se trouvent des lignes, tracées de même au crayon, et à la suite desquelles on lit: "proposées comme les futures bornes de la nouvelle colonie au Canada."

Quant au 8me alinéa de la lettre du lieutenant-gouverneur Crawford, demandant "copie des instructions aux commissaires anglais nommés en 1719, en vertu du traité d'Utrecht, pour fixer la frontière entre le Canada et les territoires de la Cie de la Baie d'Hudson, et de tout rapport qu'ils peuvent avoir fait, "j'ai l'honneur de vous dire que j'ai trouvé les documents suivants:—

1719. 3 juillet.—M. Bladen à M. Delafaye.—Rapport sur les clauses du traité d'Utrecht, "qui me paraissent n'avoir pas encore été définitivement arrêtées." renfermant les pleins pouvoirs donnés par feu Sa Majesté à ses commissaires chargés de traiter avec ceux de France au sujet de la neuvième clause du traité de commerce, et les pleins pouvoirs donnés par feu le roi de France à ses commissaires.

Aussi, projet d'instructions pour Martin Bladen, éc., nommé commissaire de Sa Majesté pour traiter avec le ou les commissaires qui seront nommés par le roi Très chrétien.

Et un mémoire des modifications de ces instructions pour le même.—(France, n° 357.)

1719. 26 août.—Rapport des lords du Commerce et des Plantations aux lords juges, au sujet des instructions et pouvoirs de M. Bladen. (Signé par Charles Cook, P. Doeminique, D. Pulteney et Martin Bladen.)—(France, n° 357.)



1719. 3 sept.—Copie de la commission de Daniel Pulteney et de Martin Bladen — (*France*, n° 357.)

1719. 3 sept.—Instructions à Daniel Pulteney et Martin Bladen, nommés commissaires de Sa Majesté pour traiter avec le ou les commissaires qui seront nommés par le roi Très chrétien. Données à Whitehall le 3 sept. 1719.— (*Lettre du Roi*, n° 13.)

1719. 3 sept.—Pleins pouvoirs donnés à Pulteney et Bladen. (*Ibid.*)

Le mémoire du gouverneur et de la compagnie d'aventuriers d'Angleterre faisant la traite à la Baie d'Hudson, aux lords du Commerce et des Plantations, avec cette note : "Le sceau de la compagnie a été apposé sur l'original, que le colonel Bladen a emporté avec lui en France en septembre 1719."— (*B. T., Baie d'Hudson*, n° 1.)

1719. 1er novembre.—Lettre de Martin Bladen à M. Delafaye, de Paris.—La réunion d'abord fixée pour samedi n'a eu lieu qu'hier. (*France*, n° 355.) Elle renferme copie de la commission du maréchal d'Estrées et de l'abbé Dubois, chargés de traiter avec les commissaires de Sa Majesté.

1719. 7 novembre.—Lettre de M. Bladen à M. Delafaye, de Paris.—Notre temps a passé, samedi dernier, en discours préparatoires sur l'intention de la 10e clause du traité d'Utrecht, concernant les frontières de la Baie d'Hudson, et à notre réunion de demain, nous nous proposons de produire par écrit la réclamation de la Compagnie de la Baie d'Hudson, si l'abbé Dubois y assiste, mais je crains bien que l'état de sa santé ne le lui permette pas.— (*France*, n° 355.)

1719. 11 novembre.—M. Bladen à M. Delafaye, de Paris.—Mercredi dernier, milord Stair (l'ambassadeur d'Angleterre à Paris) et moi avons remis au maréchal d'Estrées la demande de la Compagnie de la Baie d'Hudson au sujet des limites de ses territoires, et en comparant l'incluse—qui est une copie de cette demande—avec les instructions à ce sujet, vous verrez que l'on s'est pleinement conformé à ces dernières. Ci-joint le *Mémoire pour fixer les limites de la Baie d'Hudson*.— (*France*, n° 355.)

Celle-ci est la dernière lettre de 1719 que je trouve dans la correspondance française et qui ait trait à ces conférences. Il est probable que l'abbé Dubois ne put assister à ces conférences à cause de son état de santé, car la demande de la compagnie de la Baie d'Hudson fut remise au maréchal d'Estrées, et les conférences cessèrent. Dans la série de la Chambre de commerce, il y a un volume (*Trade Papers*, n° 23) intitulé "*Minute and Letter Book*," sur les premières pages duquel se trouve le procès-verbal d'une réunion des commissaires du Commerce et des Plantations de Sa Majesté, tenue le 21 juillet 1719, lequel se rattache à la nomination par les lords juges du colonel Bladen comme envoyé à la cour de France, "pour régler les affaires se rattachant aux limites respectives des Plantations des deux couronnes en Amérique," etc., et la dernière inscription est une lettre de M. Pulteney, de Paris, du 27 mars 1720, accusant réception de documents relatifs à Sainte-Lucie, et qu'il termine ainsi : "Je ne prévois pas que j'aie à en faire usage ici."

Dans la correspondance française de 1720 (n° 355) il y a encore quelques lettres sur ce sujet :—

1720. 12 mars.—M. Pulteney à M. le secrétaire Craggs, de Paris.—Son Excellence lord Stair continue à demander la reprise des conférences avec les commissaires français ; on le lui promet toujours, mais je ne crois pas que cette promesse se réalise.— (*France*, n° 355.)

1720. 14 avril.—M. le secrétaire Craggs à M. Pulteney.—Sa Majesté désire que vous obteniez une réponse péremptoire sur ce qui fait l'objet de votre commission et que vous demandiez à la cour de France si elle veut faire reprendre les conférences. Si vous vous apercevez qu'elle ne le veut pas, Sa Majesté désire que vous annonciez votre départ, mais elle ne veut pas que vous vous mettiez en route avant de recevoir de nouveaux ordres.— (*France* n° 354a.)

1720. 29 avril.—M. Pulteney à M. le secrétaire Craggs, de Paris.—Bien que pour la forme et pour satisfaire aux convenances on pourrait ordonner une conférence, je suis persuadé qu'il n'en résulterait rien d'avantageux pour nous, et qu'on est déterminé de ne pas nous donner satisfaction sur aucun des points sur lesquels nous devons insister.

1720. 4 mai.—M. Pulteney à M. le secrétaire Craggs, de Paris.—Voilà près de six mois que je suis ici et nous n'avons eu encore qu'une conférence. Je crois qu'il y en a eu deux avant mon arrivée. A la première, il fut donné lecture des commissions; à la deuxième, lord Stair et M. Bladen présentèrent un mémoire au sujet des limites des territoires de la compagnie de la Baie d'Hudson, et il est resté sans réponse. Les intérêts français étant si directement opposés aux nôtres, je n'ai jamais beaucoup compté sur le succès de la commission.

1720. 22 août.—M. Pulteney à M. Delafaye, de Paris.—La négligence du maréchal d'Estrées a été cause que cette affaire et d'autres dont est chargée la commission n'ont pas été réglées; mais comme il doit partir pour la Bretagne, il laissera ici plusieurs documents relatifs à cette affaire, afin que la commission puisse continuer les travaux avec le concours d'une autre personne.

Après réception de cette lettre, M. Pulteney reçut instruction de M. Delafaye, de Whitehall, datée 1er septembre 1720, de ne traiter qu'avec des commissaires munis de pouvoirs analogues aux siens, c'est-à-dire émanant de Sa Majesté Très chrétienne, les lords juges lui ayant ordonné de poursuivre l'objet de la commission et de refuser d'entrer en négociation avec d'autres commissaires.—(France, n° 355.)

Je n'ai pu voir si les commissaires s'étaient réunis ensuite, mais après une autre recherche dans les documents des colonies (*Amérique et Indes Occidentales*, n° 539), j'ai vu que le gouverneur et le comité de la compagnie de la Baie d'Hudson avaient écrit au secrétaire sir Thomas Robinson, le 19 février 1755, et transmis leur réclamation quant aux limites et à l'indemnité de £108,514 19s. 8d. demandée par la compagnie en 1709, et ensuite par les commissaires nommés en vertu du traité d'Utrecht, "laquelle a toujours été maintenue depuis." Et le 1er décembre 1756, les lords du Commerce transmirent au secrétaire W. Pitt un mémoire de la Cie de la Baie d'Hudson, renouvelant ses réclamations au sujet de ses territoires et touchant d'autres matières prévues par le traité d'Utrecht.

A l'égard du 9me alinéa de la lettre du lieutenant-gouverneur Crawford, demandant copie du mémoire de l'ambassadeur français—mars 1698-99—au sujet des limites septentrionales du Canada, et du mémoire anglais en réponse, je dois dire qu'il y a dans ce département un volume de manuscrits d'environ 50 pages (*Amérique et Indes occidentales*, n° 539), contenant les transactions entre l'Angleterre et la France au sujet de la baie d'Hudson. C'est le journal des travaux des commissions anglaise et française, dans lequel, entre autres, se trouvent les mémoires et réponses qui suivent:—

Mémoire justifiant les prétentions de la France à l'égard du Fort Bourbon; réponse au mémoire ci-dessus; réponse au mémoire présenté par les commissaires du roi d'Angleterre (traduction de la réponse française); réplique de la compagnie de la Baie d'Hudson à la réponse des commissaires français,—avec une note en marge,—à laquelle les commissaires français n'ont jamais répondu.

J'ai, etc.,

W. NOEL SAINSBURY.

Sir F. DUFUS HARDY, D. C. L.,

Sous-conservateur des archives publiques.

SECRETARIAT D'ÉTAT,

OTTAWA, 6 août 1874.

MONSIEUR.—En réponse à votre dépêche du 18 mai dernier, au sujet de cartes et de documents nécessaires à l'établissement des frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, j'ai l'honneur de vous transmettre, pour l'information de votre gouvernement, copie d'une dépêche du très honorable ministre des colonies et de la lettre y mentionnée du bureau des archives publiques, indiquant les documents relatifs à la question des frontières qui se trouvent dans les archives de ce bureau.

En conformité de la demande que renferme le dernier alinéa de la dépêche de lord Carnarvon, je vous prie de vouloir bien faire transmettre à ce ministère la liste

de ceux de ces documents et cartes—s'il en est—mentionnés dans la lettre du bureau des archives, que votre gouvernement désire avoir.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, Toronto.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 12 novembre 1874.

Vu le mémoire (daté du 12 nov. 1874) de l'honorable M. Mackenzie, demandant qu'il soit adhéré à la proposition du gouvernement de l'Ontario, de soumettre à un arbitrage la fixation des frontières de cette province,—et suggérant, vu que le gouvernement de l'Ontario a nommé comme arbitre l'honorable Buel Richards, juge en chef de cette province, que l'honorable Lemuel Allan Wilmot, ci-devant lieutenant-gouverneur de la province du Nouveau-Brunswick, soit choisi pour agir de concert avec lui, et qu'autorisation leur soit donnée de s'entendre sur le choix d'un tiers-arbitre non domicilié en Canada, et que la décision de la majorité de ces trois arbitres soit définitive quant à l'établissement de ces frontières;

Et vu aussi sa recommandation à l'effet que le gouvernement fédéral s'unisse à la province de l'Ontario pour obtenir une législation rendant obligatoire la décision qui sera rendue et fixant en conséquence les frontières nord et ouest de la province de l'Ontario;

Le comité soumet les avis et recommandations ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, G.C.P.

SECRETARIAT D'ÉTAT, OTTAWA, 21 novembre 1874.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer qu'à la demande du gouvernement de la province de l'Ontario, il a plu à Son Excellence le gouverneur général en conseil ordonner que la mission de fixer les frontières nord et ouest de cette province serait confiée à trois arbitres, dont l'un choisi par le gouvernement fédéral et l'autre par le gouvernement de l'Ontario, les deux devant être autorisés à s'entendre sur le choix d'un tiers-arbitre non domicilié en Canada—et que la décision de la majorité d'entre eux serait définitive quant à l'établissement de ces frontières.

A ces fins, Son Excellence désire s'assurer de vos services comme arbitre du gouvernement fédéral, et que vous agissiez de concert avec l'honorable William Buel Richards, juge en chef de l'Ontario, l'arbitre choisi par le gouvernement de cette province.

Je dois ajouter que le gouvernement fédéral consent à s'entendre avec celui de l'Ontario à l'effet d'obtenir une législation rendant obligatoire la décision qui sera rendue et fixant les frontières nord et ouest de la province de l'Ontario conformément à cette décision.

Veuillez avoir la complaisance de m'apprendre, pour l'information de Son Excellence, si vous êtes prêt à accepter cette charge d'arbitre fédéral, et si vous l'acceptez, veuillez vous mettre en rapport avec l'honorable juge en chef Richards.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

A l'hon. L. A. WILMOT, Frédéricton, N.-B.

SECRETARIAT D'ÉTAT,  
OTTAWA, 21 novembre 1874.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de vous transmettre, pour l'information de votre gouvernement, copie d'un arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, au sujet de la nomination d'arbitres dont la mission sera de déterminer les frontières de la province de l'Ontario.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, Toronto.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 29 avril 1878.

Vu le mémoire (daté du 24 avril 1878) de l'honorable ministre de l'intérieur, touchant les termes de l'arrêté du conseil du 18 juillet 1874, au sujet des arrangements provisoires à prendre pour la fixation des frontières septentrionale et occidentale de l'Ontario, et recommandant que l'on entre en pourparlers avec le gouvernement de cette province à l'effet d'arriver à une entente quant à la ratification de tous les baux et pour qu'il soit fait remise de tous les bonis, loyers et droits régaliens reçus pour coupes de bois, à celui des gouvernements sur le territoire duquel seront reconnues être situées ces coupes, conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du conseil ci-dessus mentionné ;

Le comité soumet à l'approbation de Votre Excellence les recommandations ci-dessus.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH, *G.C.P.*

A l'honorable ministre de l'intérieur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
OTTAWA, 24 avril 1878.

*Mémoire.*

Relativement à la teneur de l'arrêté du conseil du 8 juillet 1874, au sujet des arrangements provisoires pour la fixation des frontières de l'Ontario, et pourvoyant à l'adoption d'un système d'administration collective des terres sur les territoires réclamés par les gouvernements fédéral et de l'Ontario, le soussigné à l'honneur d'attirer l'attention du conseil sur le fait que, dans les dispositions établies par cet arrêté pour la ratification éventuelle des lettres patentes émises par l'un ou l'autre gouvernement, il n'est pas également pourvu d'une manière précise à la ratification des baux qui seront accordés par l'un ou l'autre gouvernement dans l'intervalle.

Ce fait a été signalé au soussigné à l'occasion du bail récemment autorisé par le conseil pour la location à M. Macauley d'une coupe de bois sise dans le Kéwatin, entre les lacs des Bois et La Pluie, et le sous-ministre de la justice lui ayant fait voir qu'il était à désirer que le droit d'accorder des baux fût ajouté à celui conféré aux deux gouvernements de faire des concessions de terre dans la région affectée à chacun d'eux, dans les limites du tracé conventionnel, il recommande respectueusement que l'on entre en pourparlers avec le gouvernement de l'Ontario à l'effet d'arriver à une entente quant à la ratification de tous les baux et pour qu'il soit fait remise de tous les bonis, loyers et droits régaliens reçus pour coupes de bois à celui des gouvernements sur le territoire duquel seront reconnues être situées ces coupes, conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du conseil ci-dessus mentionné.

Respectueusement soumis.

DAVID MILLS,  
*Ministre de l'intérieur.*

## SECRETARIAT D'ÉTAT.

OTTAWA, 1er mai 1878.

MONSIEUR, — J'ai l'honneur de transmettre, pour l'information de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, copie d'un arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, et du mémoire y mentionné de l'honorable ministre de l'intérieur, au sujet de la teneur de l'arrêté du conseil du 8 juillet 1874 (dont copie a été communiquée au lieutenant-gouverneur le 22 du même mois) relatif aux arrangements provisoires à l'égard des frontières nord et ouest de l'Ontario.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

A l'honorable secrétaire provincial, Toronto.

## SECRETARIAT PROVINCIAL,

TORONTO, 3 mai 1878.

MONSIEUR, — J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre transmettant copie d'un arrêté du conseil et du mémoire y mentionné de l'honorable ministre de l'intérieur, au sujet de la teneur de l'arrêté du conseil du 8 juillet 1874, relatif aux arrangements provisoires à l'égard des frontières nord et ouest de cette province, et de vous informer que la question sera soumise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

J. R. ECKART,

*Sous-secrétaire.*

A l'honorable secrétaire d'Etat, Ottawa.

TORONTO, 11 mai 1878.

MONSIEUR, — En rapport avec la correspondance échangée au sujet d'arrangements provisoires à l'égard des frontières ouest et nord de l'Ontario, j'ai reçu instruction de vous transmettre ci-joint copie d'un arrêté du conseil approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le 9 de ce mois, et du rapport y mentionné de l'honorable procureur général, concernant ces frontières.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. R. ECKART,

*Sous-secrétaire*

A l'honorable secrétaire d'Etat, Ottawa.

*Arrêté du conseil approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 9 mai A. D. 1878.*

Ayant examiné le rapport de l'honorable procureur général, le comité suggère qu'il soit déclaré que tous les baux, permis et demandes pour les obtenir soient sujets aux stipulations énoncées dans le mémoire collectif signé par les honorables David Laird, ci-devant ministre de l'intérieur pour le Canada, et P. B. Pardee, commissaire des terres de la couronne de cette province, lequel établit conventionnellement les frontières nord et ouest de cette province et pourvoit à l'adoption d'un système pour la vente des terres et au règlement des litiges au sujet de droits dans le territoire réclamé par les deux gouvernements en vertu de lettres patentes et de demandes pour en obtenir ; et de plus, qu'il soit fait remise de tous les bonis, loyers et droits régaliens reçus pour coupes de bois, à celui des gouvernements sur le territoire duquel seront reconnus être situées ces coupes, conformément aux articles trois et quatre du dit mémoire tel que modifié par le présent.

Pour copie conforme,

J. G. SCOTT, *greffier du Conseil exécutif.*

10 mai 1878.

A l'honorable secrétaire provincial.

Relativement au mémoire collectif des honorables David Laird, ci-devant ministre de l'intérieur pour le Canada, et P. B. Pardee, commissaire des terres de la couronne de cette province, lequel établit conventionnellement les frontières nord et ouest de la province de l'Ontario, et pourvoit à l'adoption d'un système pour la vente des terres et le règlement des litiges au sujet de droits dans le territoire réclamé par les deux gouvernements, et a été approuvé par Son Excellence le gouverneur général le 8 juillet 1874, et par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le 9 du même mois, le soussigné a l'honneur de faire rapport que Son Excellence le gouverneur général a rendu un arrêté, le 29 avril 187-, appelant l'attention sur le fait que dans les dispositions établies par ce mémoire pour la ratification éventuelle des patentes émises par l'un ou l'autre gouvernement, il n'est pas également pourvu à la ratification des baux qui seront accordés par eux dans l'intervalle, et recommandant que l'on entre en pourparlers avec ce gouvernement à l'effet d'arriver à une entente quant à la ratification de tous les baux et pour qu'il soit fait remise de tous les bonis et droits régaliens reçus pour coupes de bois à celui des gouvernements sur le territoire duquel seront reconnues être situées ces coupes, conformément aux articles 3 et 4 de ce mémoire ;

Le soussigné recommande qu'un arrêté soit rendu par le conseil, déclarant que tous les baux, permis et demandes pour les obtenir soient sujets aux stipulations énoncées dans le dit mémoire, à l'égard des lettres patentes et demandes pour en obtenir, et qu'il soit fait remise de tous les bonis, loyers et droits régaliens reçus pour coupes de bois, à celui des gouvernements sur le territoire duquel seront reconnues être situées ces coupes, conformément aux articles 3 et 4 du dit mémoire tel que modifié par cet arrêté.

O. MOWATT, *procureur général.*

7 mai 1878.

---

SECRETARIAT D'ÉTAT, OTTAWA, 13 mai 1878.

MONSIEUR,—Relativement à l'arrêté de Son Excellence le gouverneur général en conseil, rendu le 29 du mois dernier, j'ai reçu instruction de vous transmettre copie d'une lettre du sous-secrétaire provincial de l'Ontario, de la minute du conseil et du rapport y mentionné de l'honorable procureur général de cette province, à l'égard des arrangements provisoires au sujet des frontières nord et ouest de l'Ontario.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

A l'honorable ministre de l'intérieur.

---

OTTAWA, 27 mai 1878.

MÉMOIRE.

Par une lettre datée du 9 juin 1857, H. Merivale, écrivain, a soumis au procureur général et au solliciteur général alors en exercice, certaines questions se rattachant aux droits de la compagnie de la Baie d'Hudson, et demandé leur opinion en qualité de jurisconsultes de la couronne.

Dans cette lettre, M. Merivale dit que les mémoires présentés au comte Grey, le 13 septembre 1849, par la compagnie de la Baie d'Hudson, et concernant ses droits, son commerce, etc., ont été soumis aux jurisconsultes de la couronne alors en fonctions, lesquels firent rapport qu'ils étaient d'avis que les droits réclamés par la compagnie lui appartenaient véritablement.

En vue de l'arbitrage qui doit avoir lieu prochainement, à l'effet de fixer les frontières nord et ouest de l'Ontario, il importe beaucoup que copie des mémoires ci-

dessus mentionnés de la compagnie de la Baie d'Hudson soit soumise au gouvernement, accompagnée de l'opinion donnée à leur sujet par les juriconsultes de la Couronne.

Le secrétaire d'Etat voudrait-il bien, en ce cas, prier Son Excellence de se mettre immédiatement en communication avec le ministre des colonies, à l'effet d'obtenir le plus tôt possible copie des documents ci-dessus mentionnés.

On s'attend que l'arbitrage commencera en juillet prochain.

Z. A. LASH,

*Sous-ministre de la justice.*

SECRETARIAT D'ÉTAT, OTTAWA, 29 mai 1878.

MONSIEUR.—J'ai reçu instruction de transmettre, pour l'information de Son Excellence le gouverneur général, copie d'un mémoire du sous-ministre de la justice, demandant que les documents y mentionnés relatifs aux droits de la compagnie de la Baie d'Hudson à la possession de territoires, etc., soient obtenus.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

*Sous-secrétaire d'Etat.*

Au secrétaire du gouverneur général.

TORONTO, 31 décembre 1878.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous informer que dans le cours de la session législative qui approche, il sera présenté un projet de loi pour mettre à exécution, par voie déclaratoire ou autrement, la décision rendue par les arbitres nommés par les gouvernements fédéral et de l'Ontario pour fixer les frontières nord et ouest de la province de l'Ontario. Je crois qu'en substance le projet sera semblable au statut refondu de l'Ontario, chap. 4, sauf les modifications exigées par la décision rendue. Contrairement à l'attente, aucune proclamation n'a été émise lorsque la loi fut votée. Voir section III.

Il m'est aussi enjoint de rappeler au gouvernement fédéral que le territoire en litige, avant la décision, s'étendait à l'est de l'Ontario, disons depuis les Montagnes-Rocheuses jusqu'à une ligne tirée franc nord à partir du confluent de l'Ohio et du Mississippi, et sur le côté nord depuis la hauteur des terres jusqu'à la limite la plus septentrionale du Canada; que la décision assigne partie de ce territoire à la Confédération et partie à l'Ontario; que la justice continuera d'être administrée là avec difficulté et incertitude, surtout en matière de juridiction, jusqu'à ce que la décision soit expressément confirmée par une loi du parlement et par une autre de la législature de cette province, et que ce sujet est d'une importance plus qu'ordinaire à raison des travaux publics qui devront être entrepris dans ce territoire et de la population flottante ainsi que de l'émigration qui en seront le résultat.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur sera heureux d'apprendre qu'à la prochaine session du parlement fédéral il sera édicté une loi confirmant la décision, et il soumet respectueusement que la législation dont il s'agit devrait, autant que possible, être simultanée et identique.

Son Honneur recevra aussi avec plaisir et examinera avec soin tout avis qui lui sera communiqué à ce sujet, et il attend avec hâte les cartes, cahiers de campagne, etc., relatif à la partie du territoire assignée à l'Ontario et qui a été arpentée sous le contrôle du gouvernement fédéral.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

ARTHUR S. HARDY, *secrétaire.*

A l'honorable J. C. ATKINS, secrétaire d'Etat, etc., Ottawa.

OTTAWA, 5 mars 1881.

MONSIEUR,—Comme réponse à une adresse de la Chambre des communes (du 28 janvier dernier) demandant copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements fédéral et de l'Ontario au sujet de la décision rendue à l'égard des frontières, j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'y a aucune correspondance à ce sujet dans ce département. Toute cette correspondance, je crois, se trouve dans les archives de votre ministère.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. S. DENNIS,

*Sous-ministre de l'intérieur.*

Au sous secrétaire d'Etat, Ottawa.

## RÉPONSE

(37a)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882;— demandant copie de tous les documents et de la correspondance non déposés jusqu'ici sur le bureau de la Chambre et concernant les frontières nord et ouest de l'Ontario.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

14 janvier 1882.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

TORONTO, 31 décembre 1881.

MONSIEUR,—Je crois devoir attirer votre attention sur la pénible condition dans laquelle se trouve cette partie du territoire que les autorités fédérales contestent à notre province. Je veux particulièrement parler de cette partie du territoire en litige, dont l'étendue est d'environ 39,000 milles carrés, située sur le côté ouest de la province et à l'égard de laquelle, par l'acte de la dernière session (44 Vic., chap. 14) qui décrète l'extension des frontières du Manitoba, le gouvernement fédéral a cédé à cette dernière province les droits du Canada en ce qui concerne la juridiction provinciale sur ce territoire.

Permettez-moi de vous rappeler que, depuis 1872, et à maintes reprises, votre gouvernement a reconnu et même insisté sur l'importance qu'il y avait de régler sans retard toutes les questions se rattachant aux frontières de la province. Ainsi, par un arrêté du conseil approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 9 avril 1872, il est déclaré comme étant de la plus haute importance, "pour la paix et le bien-être de la région dans le voisinage de la ligne, qu'il ne s'élève pas de dissensions au sujet de la juridiction ou des moyens de prévenir ou de punir les crimes," et qu'il n'y avait aucun doute "que les deux gouvernements verront qu'il est de leur devoir de s'entendre pour choisir une manière de déterminer d'autorité la vraie position des bornes."

Le 1er mai de la même année, sir John A. Macdonald, premier ministre et ministre de la justice, fit un rapport (approuvé par arrêté du conseil) dans lequel se trouve ce qui suit touchant le territoire en litige: "Il est de la plus haute impor-



“tance que les crimes soient punis et prévenus,” et dans ce but, il est suggéré que l’on invite le gouvernement de l’Ontario à “donner son concours à un exposé de l’affaire pour qu’elle soit soumise immédiatement au comité judiciaire du conseil privé en Angleterre.”

Ce rapport dit de plus “que la richesse minérale du Nord-Ouest va probablement attirer un grand nombre d’immigrés dans ces contrées; et dans le but de développer leurs ressources et aussi de prévenir la confusion et les luttes qui s’élèveront et continueront à exister parmi les mineurs et autres colons, tant qu’il y aura de l’incertitude au sujet de la frontière,” il suggère l’adoption d’un mode d’action commune “relativement à l’octroi de permis d’exploitation de mines et d’occupation de terres, aux réserves de droits régaliens, etc.”

Par un autre arrêté du conseil, approuvé le 7 novembre 1872, le gouvernement fédéral obtint la sanction de la couronne à ce qui suit : “Le conseil a déjà reconnu la nécessité d’obtenir une décision émanant d’une autorité compétente au sujet des frontières nord et ouest de la province de l’Ontario, et l’établissement d’une juridiction civile et criminelle, et la nécessité de satisfaire aux demandes de colons et de mineurs qui veulent obtenir des titres aux terres, rendent cette décision indispensable.”

Le 26 juin 1874, il a été fait un arrangement provisoire pour la vente des terres dans le territoire en litige, lequel a été de suite mis à effet et est resté en vigueur jusqu’au 3 août 1878, date de la décision arbitrale. Par cette décision, la partie du territoire jusque-là en litige et qui était située à l’est de la ligne méridienne de l’angle le plus au nord-ouest du lac des Bois (longitude 94° 38’’ O.), a été adjugée à l’Ontario, et la réclamation faite jusqu’alors, au nom de cette province, de la partie située au-delà de cette ligne méridienne et s’étendant jusqu’à la rivière Blanche (*White Earth*) ou jusqu’aux Montagnes-Rocheuses, a été rejetée par les arbitres.

Je crois devoir vous rappeler que depuis ce temps le gouvernement fédéral n’a pas fait officiellement connaître à celui de l’Ontario son intention de rejeter la décision arbitrale, mais il a été amené à y croire par le fait que les deux premières sessions du parlement se sont passées sans qu’aucune mesure ait été soumise à l’effet de confirmer cette décision, et aussi par les discours de ministres prononcés en parlement dans le cours des deux dernières sessions, mais plus particulièrement par le transfert fait au Manitoba par l’acte plus haut mentionné et voté au cours de la dernière session, malgré les remontrances de ce gouvernement, et qui enlève à la Confédération le pouvoir de confirmer la décision arbitrale sans le consentement de cette province.

Mon gouvernement n’a aucun doute que les autorités fédérales reconnaîtront que les progrès faits par le pays dans les neuf dernières années, et la réalisation, pendant cette période, de l’état de choses qui, en 1872, n’était qu’anticipé, ont immensément augmenté le devoir qu’il y avait alors à remplir et que votre gouvernement résumait ainsi : “Il importe qu’il ne s’élève aucune dissension au sujet de la juridiction ou des moyens de prévenir ou de punir les crimes, et qu’il soit satisfait aux demandes des colons et mineurs qui veulent obtenir des titres aux terres et des permis d’occupation.” Ainsi qu’on le prévoyait, des immigrés et autres ont été attirés sur le territoire en litige, de même que dans les autres parties du Nord-Ouest; de nombreux colons, mineurs et fabricants de bois y sont maintenant établis; sa population flottante est considérable; le nombre de ceux qui veulent s’y établir est aussi très grand, et les terres, mines et coupes de bois sont en grande demande.

Quant au bois propre à la construction, des maraudeurs et autres en abattent et enlèvent d’énormes quantités. Quelques-uns d’entre eux affirment avoir une licence, un permis ou quelque chose d’analogue émanant du gouvernement fédéral, et celui de l’Ontario a en conséquence demandé à qui de droit jusqu’à quel point toutes ces choses étaient autorisées par le parlement fédéral, mais les renseignements voulus n’ont pas été donnés; il n’a pas même été tenu compte de notre demande à ce sujet.

Par une lettre de notre magistrat stipendiaire pour ce territoire—dont copie de ses parties principales vous a été transmise le 8 mars 1881—l’on voit que les explorateurs et mineurs du lac des Bois ont éprouvé de grands désappointements et des

pertes par le fait de la continuation du litige; que quelques-uns ont dépensé tout leur avoir en explorations, comptant être bientôt indemnisés de leurs peines et déboursés, mais que rien ne peut être fait avec les capitalistes parce qu'il leur est impossible d'obtenir de titres valables aux terres; qu'un retard d'une autre année en ruinerait un grand nombre; que beaucoup quitteront la localité pour n'y jamais revenir, ce qui causerait une perte aux marchands et autres qui leur ont fait des avances; que la population de la localité souffre de bien des manières de la situation incertaine des affaires, vu qu'il n'existe aucune cour civile dont la juridiction est reconnue devant laquelle peuvent être intentées des poursuites en recouvrement de créances, ni agent des terres pour placer les colons, ni bureau d'enregistrement, ni agent désintéressé pour protéger les forêts; que dans tout il y a incertitude et confusion; que les droits aux terrains miniers sont tellement embrouillés que ceux qui en voudraient prendre possession seraient bientôt incapables de reconnaître leur propriété; que quelques endroits ont été arpentés plusieurs fois; que le magistrat est convaincu qu'il y aura des rixes, et peut-être des meurtres, pour la possession de ces terres; que des personnes se sont armées pour défendre leurs prétendus droits contre des réclamants plus riches qu'elles; et que les vendeurs de whisky exercent leur commerce illicite avec un plein succès, au grand détriment, cela va de soi, de tout le district.

Depuis la date de cette communication, l'acte concernant le Manitoba a apporté de nouveaux éléments de confusion et de désordre. Deux séries de lois et deux personnels d'officiers provinciaux différents sont venus jeter l'incertitude chez les habitants du territoire organisé et dans la partie qui ne l'est pas.

Quant aux parties organisées, situées au sud et à l'est de la hauteur des terres, et où, jusqu'à la confédération et longtemps après, les lois, tribunaux et officiers du Haut-Canada furent reconnus sans contestation, voici le tableau qui en a été fait lors de la discussion du bill concernant le Manitoba, par le chef du gouvernement: "La population de Prince-Arthur's-Landing pourra s'opposer à l'exécution de la loi; au shérif opérant une saisie, un particulier pourra dire: vous commettez une illégalité. \* \* \* A celui qui l'aura poursuivi en justice, un homme dira: Cette sommation émane d'une cour de l'Ontario, et les lois de cette province ne nous sont pas applicables, car nous ne relevons pas de sa juridiction." La même chose pourrait se dire des officiers et tribunaux du Manitoba.

Je dois aussi vous rappeler que depuis la sentence arbitrale le gouvernement de l'Ontario a maintes fois attiré l'attention de votre gouvernement sur les graves difficultés résultant de la question en litige, sur l'importance de n'en pas retarder le règlement et d'aviser à quelque arrangement provisoire convenable à la situation, si cette sentence ne devait pas être reconnue par les autorités fédérales, mais qu'aucune mesure n'a été recommandée au parlement pour faire disparaître ou atténuer, quant aux droits civils ou aux procès en matières civiles, les difficultés résultant de lois différentes et de la contestation de juridiction.

En matières criminelles seulement une disposition provisoire a été établie, par l'acte 43 Vic., chap. 36, maintenue en vigueur jusqu'à la fin de la prochaine session par l'acte 44 Vic., chap. 15, et cette législation est défectueuse au point que nul magistrat ou juge de paix, remplissant ses fonctions dans le territoire en litige, n'est certain de ne pas voir sa juridiction contestée, ou ses officiers bravés, ou poursuivi comme ayant outrepassé ses pouvoirs.

En vertu de l'acte impérial 34 et 35 Vic., chap. 28, le parlement fédéral et la législature du Manitoba pourraient édicter des lois qui mettraient immédiatement fin à ces difficultés; mais mon gouvernement est convaincu que la politique des autorités fédérales actuelles et du parlement ne lui laisse aucune espérance de ce côté.

En 1872, votre gouvernement proposa de déférer immédiatement la question au comité judiciaire du conseil privé, et dans une communication à ce gouvernement, on émet le doute "qu'un tribunal autre que celui de la reine en conseil pourrait satisfaire les autres provinces de la Confédération s'il était choisi pour décider de questions pour elles d'un grand intérêt, et auxquelles les événements donnent une importance sans cesse croissante."

Mon gouvernement sait aussi que lors de la discussion, au Sénat, du bill concernant le Manitoba, sir Alexander Campbell, parlant au nom des autorités fédérales, s'est exprimé ainsi : " Il faut que la ligne frontière soit établie. La question sera réglée, je suppose, par le comité judiciaire du conseil privé d'Angleterre ou par quelque autre tribunal. Pour en obtenir le règlement, aucune charge particulière ne sera imposée au Manitoba."

Au sujet de la ligne frontière, le même ministre a ajouté : " On ne s'entend guère à l'égard de sa fixation, \* \* \* et tout ce que nous pouvons faire, c'est d'essayer d'obtenir que l'Ontario consente à ce qu'un tribunal soit chargé de décider où elle doit être établie."

A propos du même bill, et parlant de ses prédécesseurs, le premier ministre a dit dans les Communes : " Le gouvernement était particulièrement tenu de voir à ce que la question fût déferée à un tribunal dont la décision aurait été souveraine ; et à moins qu'il ait craint pour le succès de sa cause, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement de l'Ontario n'a pas voulu accepter le tribunal impérial, quand c'est à celui-là qu'il faudra en appeler en dernier ressort. C'était l'unique moyen de régler la question ; car tous doivent se soumettre aux décisions du plus haut tribunal de l'empire."

En réponse à ces observations, je dirai que, puisque la décision rendue par les personnes distinguées choisies comme arbitres par les deux gouvernements et dont l'habileté et l'impartialité ont toujours été reconnues, n'a pu satisfaire les autorités fédérales, l'on ne peut guère supposer qu'un tribunal constitué du consentement des deux parties rendrait une décision plus satisfaisante.

Le renvoi de la question au comité judiciaire du conseil privé ou à tout autre tribunal eût fait perdre beaucoup de temps. Ce recours n'était donc pas acceptable, puisque, par les avis reçus des territoires, l'on savait déjà que l'on y détruisait le bois de construction ; que d'énormes quantités de ce bois étaient de fait perdues pour la province ; et que par l'absence continue d'une autorité incontestée pour maintenir l'ordre, administrer la justice et accorder des titres aux terres, le développement du territoire était paralysé.

Les difficultés de cet état de choses sont si graves, leur nombre augmente si rapidement, et il importe tellement que sans plus de retard la province prenne possession des limites auxquelles elle a droit, que mon gouvernement consentirait volontiers, si la législature le permet, à la soumission de l'affaire au conseil privé, pourvu que les gouvernements fédéral et du Manitoba s'engagent à prendre de justes mesures pour gouverner le territoire en attendant la décision, et à obtenir du parlement et de la législature du Manitoba la sanction de ces arrangements provisoires.

Sans de telles mesures, la province fera aussi bien d'attendre la ratification de la sentence arbitrale, que mon gouvernement espère obtenir d'un autre parlement, c'est à-dire en ce qui concerne les droits et pouvoirs de la Confédération—plutôt que d'encourir les dépenses et de subir les inévitables délais d'un nouveau procès.

A compter du moment où il devint manifeste que le gouvernement fédéral ne se proposait pas de reconnaître la décision arbitrale, des arrangements provisoires ont été, de temps à autre, suggérés par mon gouvernement ou par le procureur général. Je prends la liberté de vous renvoyer aux dépêches refermant ces propositions auxquelles votre gouvernement n'a fait jusqu'ici aucune réponse. Elles n'ont été, non plus, l'objet d'aucune contre-proposition.

Peut-être convient-il de donner ici la substance de ces propositions.

1. Par le fait de la décision arbitrale et de la conformité de celle-ci avec les prétentions de la province et du Canada à venir jusqu'en 1870, le titre *primâ facie* au territoire devait être reconnu comme appartenant à la province de l'Ontario, et il a été en conséquence proposé que pendant le litige cette province fût revêtue de l'autorité fédérale à l'égard des terres et forêts (comme dans les autres parties de la province), à la condition de rendre compte s'il était ensuite décidé que le titre appartient au Canada et non à la province.

2. Comme deux systèmes de lois ne peuvent subsister sans produire une véritable anarchie dans ce vaste territoire de 39,000 milles carrés, la loi de l'Ontario, par

un acte à cet effet, devrait être déclarée celle applicable dans toutes les matières qui, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, sont du domaine provincial.

Cet arrangement ou tout autre à l'égard de ces matières exigerait la sanction de la législature du Manitoba.

3. Il a été en outre proposé que pendant le litige la juridiction de nos cours et officiers fût reconnue et confirmée, et que celle de nos magistrats stipendiaires dans le territoire en contestation fût étendue dans la mesure prévue par l'acte désavoué, 42 Vic., chap. 19, de l'Ontario. Nous devons cependant faire remarquer qu'avec cette extension notre juridiction serait encore bien inférieure à celle conférée par les lois fédérales aux magistrats de la même catégorie dans les territoires de la Confédération. Pour prévenir les doutes, il faudrait une législation du parlement fédéral et des législatures du Manitoba et de l'Ontario.

L'acte concernant le Manitoba, voté à la dernière session du parlement, exige le concours du gouvernement et de la législature de cette province pour arriver aux arrangements provisoires mentionnés, mais il est à croire qu'il serait donné volontiers si le gouvernement fédéral le désirait aujourd'hui, car il n'est pas à supposer que cette province, avec ses faibles revenus et les nombreuses nouvelles obligations que lui imposent l'administration et le développement de son territoire incontesté, dont le dit acte a augmenté l'étendue de 13,464 à plus de 100,000 milles carrés, serait aise d'avoir à se charger de la dépense et de la responsabilité du gouvernement temporaire de 39,000 milles carrés de territoire en litige, qui ne fera peut-être jamais partie intégrante du sien, et auquel on reconnaîtrait peut-être que l'Ontario a droit en se mettant au fait des choses, puisque telle a été la manière de voir de tous gouvernements qui se sont succédés depuis 1870, et qu'ils ont toujours agi dans ce sens, et puisque des arbitres aussi compétents que le très honorable sir Edward Thornton, alors ambassadeur à Washington, et aujourd'hui chargé des mêmes fonctions à la cour de Russie, feu l'honorable juge en chef Harrison et l'honorable sir Francis Hincks, C.C.M.G., ont reconnu et déclaré le territoire en litige situé dans les limites de cette province.

J'ai fait convoquer, pour le 12 janvier et pour l'expédition des affaires, la législature de l'Ontario. Comme je vois que le Parlement fédéral doit se réunir le mois suivant, je ferai respectueusement remarquer qu'il serait de la plus haute importance que je fusse officiellement informé, avant la réunion de notre législature, si le gouvernement fédéral est aujourd'hui disposé—avec le concours de la législature du Manitoba, en tant qu'il peut lui être nécessaire—à consentir aux arrangements suggérés et à demander au Parlement, à sa prochaine session, la législation nécessaire à leur mise à effet.

Dans le cas où ces arrangements ne seraient pas acceptés, mon gouvernement serait bien aise de savoir à quelles conditions le gouvernement fédéral serait prêt à consentir au règlement final de la question du droit au territoire, et à pourvoir, dans l'interval, à l'administration du territoire.

Encore une fois, qu'il me soit permis de vous rappeler que depuis la décision arbitrale, aucune condition n'a été proposée à mon gouvernement au sujet de l'un ou de l'autre de ces points, à moins que ce ne soit dans les récents pourparlers qui ont eu lieu avec le procureur général et qui sont restés sans résultats.

Permettez-moi de renouveler la demande de renseignements que je faisais dans une dépêche précédente—mais dont votre gouvernement ne s'est pas occupé jusqu'ici—au sujet de ce qu'il a fait pour le territoire en litige depuis la date de la décision arbitrale. Ce que mon gouvernement désire, c'est de connaître toutes les transactions à l'égard des terres et forêts, et d'avoir copie de tous les actes de concession, licences, permis, règlements, instructions, lettres et documents quelconques s'y rattachant.

Qu'il y ait ou non des arrangements provisoires, mon gouvernement croit avoir droit à ces renseignements.

Il y a quelque temps, les journaux disaient que le gouvernement fédéral avait pris sur lui de concéder des terres à la compagnie du chemin de fer du Pacifique dans le territoire en litige, et pour le bois dont cette compagnie a besoin, sur une largeur de 20 milles de chaque côté et sur tout le parcours de la ligne. Aucune communication à cet égard n'a été reçue du gouvernement fédéral. Cependant, si ce que disent les

journaux est vrai, mon gouvernement croit devoir représenter que puisque le territoire est en litige, de telles concessions n'auraient pas dû se faire sans le consentement des autorités provinciales, et que si l'on ne tenait pas à leur consentement, on devait au moins leur donner avis de ce que l'on projetait, afin que, par voie de négociation ou de représentations, elles pussent, autant que possible, veiller à la protection des intérêts de la province.

Je demande respectueusement copie des arrêtés du conseil ou autres documents, s'il en est, relatifs à cette affaire.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,  
**JOHN BEVERLEY ROBINSON,**  
*Lt-gouverneur de l'Ontario.*

L'honorable secrétaire d'Etat, Canada, Ottawa.

SECRETARIAT D'ETAT, OTTAWA, 27 janvier 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le gouverneur général en conseil a pris en considération votre dépêche du 31 décembre 1881, au sujet du territoire en litige à l'ouest et au nord de la province de l'Ontario.

Voici maintenant ce que j'ai à vous dire pour l'information de votre gouvernement :—

1. Sur cette question, les conseillers de Son Excellence n'ont pas dévié de la position par eux prise dès le commencement. Toujours ils se sont montrés désireux de soumettre au plus haut tribunal accessible la question en litige, et ils auraient cru manquer à leurs devoirs en agissant d'une manière différente à l'égard d'une affaire par eux jugée de nature à ne pouvoir être déférée à un arbitrage.

2. Légalement il existe une limite entre l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest, récemment acquis ; or, comme représentant des différentes provinces de la Confédération qui ont acquis ces territoires, le gouvernement fédéral croit de son devoir de n'en céder aucune partie et de ne pas consentir à un arbitrage pour en faire déterminer les limites. Ce qu'il veut, c'est la constatation de leur étendue réelle.

3. Cette manière de voir des conseillers de Son Excellence était aussi celle du gouvernement existant lors de l'acquisition du territoire, et il en fut de même quelques années après. Le sentiment manifesté aujourd'hui était alors exprimé dans les divers arrêtés du conseil que mentionne la dépêche de Votre Honneur.

4. C'est en 1870 que furent acquis les territoires du Nord-Ouest, et le 9 avril, le 1er mai et le 17 novembre 1872, l'importance d'en voir fixer la frontière, et cela de la même manière que peut être décidée une question de droit par un tribunal judiciaire, a été représentée au prédécesseur de Son Excellence, et signalée ensuite au gouvernement de l'Ontario par les divers arrêtés du conseil dont votre dépêche fait mention.

5. Si la proposition de déférer le litige au comité judiciaire du conseil privé eût été acceptée par la province de l'Ontario, les retards et inconvénients allégués par la dépêche qui fait l'objet de ce mémoire auraient été évités. Il y a longtemps que l'affaire aurait été réglée par la plus haute autorité de l'empire et que les frontières entre l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest seraient définitivement fixées.

6. Au point de vue des intérêts de l'Ontario et du pays en général, les conseillers de Son Excellence trouvent très regrettable qu'une proposition aussi juste en elle-même n'ait pas été acceptée, attendu que la question de droit qu'elle comporte eût été soumise à une prompt et satisfaisante décision émanant d'hommes des plus compétents de l'empire, décision qui eût reçu l'assentiment de tous.

7. Il ne paraît pas que le gouvernement de l'Ontario ait répondu à la proposition de renvoyer l'affaire au comité judiciaire du conseil privé.

8. La proposition de 1874, mentionnée dans votre dépêche, à l'effet que la question en litige fût déférée à un arbitrage, ne semble pas avoir été considérée par l'un ou l'autre gouvernement comme un moyen d'obtenir une décision souveraine dans une matière comportant une question de droit, mais plutôt comme devant avoir pour résultat l'établissement d'une ligne conventionnelle avant la constatation de la frontière véritable. A l'appui de cette manière de voir, nous pouvons signaler le fait

qu'une seule des trois personnes qui ont rendu la décision mentionnée dans votre dépêche, à la suite du renvoi de 1872, appartenait au barreau.

9. Les conseillers de Son Excellence sont d'avis que le gouvernement de l'époque, en devançant la sanction du parlement, avait agi non-seulement mal à propos, mais outrepassé ses pouvoirs, en déférant à un arbitrage la question de l'étendue des territoires du Nord-Ouest que le Canada avait acheté de la compagnie de la Baie d'Hudson.

10. De fait, ce territoire a été acquis pour le commun avantage de toutes les provinces de la Confédération, et advenant le cas d'un différend à l'égard de son étendue, le parlement seul pouvait libérer le gouvernement du jour du devoir de la faire déterminer par les tribunaux du pays. Une telle décision une fois obtenue, si l'on eût vu que cela ferait l'affaire de l'Ontario et de la province voisine, qu'une frontière conventionnelle fût établie au lieu de la véritable, on aurait pu demander aux législatures de ces provinces et au parlement fédéral l'autorisation d'établir cette ligne conventionnelle.

11. Que par la ligne de conduite suivie l'on ne cherchait pas à faire fixer la frontière légale, c'est ce qui est encore démontré par le procédé de la législature de l'Ontario, qui, en vertu de la disposition de l'acte impérial, 34 et 35 Vic., chap. 38, laquelle permet au parlement fédéral d'augmenter, diminuer ou autrement modifier les limites d'une province avec le consentement de sa législature,—a édicté une loi permettant que les limites de sa province fussent changées par le parlement de manière à se conformer à la décision arbitrale, quelle qu'elle fût. L'adoption d'une telle loi démontre bien que l'on ne tenait pas à faire constater la véritable frontière, mais à en établir une de convention.

12. Nous devons aussi signaler cette opinion formulée par un comité de la Chambre des Communes:—

“ A l'égard de la sentence prononcée par les arbitres le 3e jour d'août 1878, et dont “ une copie se trouve à la page 495 de l'appendice, votre comité est d'opinion qu'elle “ ne définit pas les vraies limites de l'Ontario. Elle semble à votre comité être en “ contradiction avec toutes les lignes de démarcation qui ont jamais été suggérées ou “ proposées depuis le traité d'Utrecht. Elle fait passer la limite provinciale dans le “ territoire octroyé par charte royale, en 1670, aux marchands aventuriers d'Angle- “ terre faisant la traite dans la baie d'Hudson, et elle coupe à travers les territoires “ indiens, qui, suivant les actes 43 George III, chap 138, et 1-2 George IV, chap. 68, “ ne formaient pas partie des provinces du Bas-Canada ou du Haut-Canada, ou “ d'aucune des 'deux,' et elle porte les limites de l'Ontario en dedans des bornes “ de l'ancienne colonie de l'Assiniboia, qui ne faisait pas partie du Haut- “ Canada;”—ce qui fait voir combien il eût été inconsideré de la part du “ gouvernement fédéral de demander au parlement d'adopter cette décision arbitrale “ comme définissant les vraies limites.

13. A leur entrée en fonctions, les conseillers actuels de Son Excellence constatèrent que le renvoi du litige à un arbitrage en 1874 n'avait pas été autorisé par le Parlement. Ils étaient eux-mêmes adverses à cette manière de régler la question, car elle leur paraissait inopportune et ne pas devoir assurer une décision ayant l'autorité légale voulue; c'est pourquoi ils jugèrent que le devoir du gouvernement était d'essayer de régler l'affaire comme question de droit.

14. Il ne faut pas perdre de vue que lorsque la proposition de déferer l'affaire au comité judiciaire du conseil privé fut faite et son opportunité reconnue par le gouvernement fédéral, 1872, la Cour Suprême du Canada n'existait pas encore, et que, conséquemment, il n'y avait de plus haut tribunal que le comité judiciaire du conseil privé en Angleterre qui pouvait définitivement décider la question en litige.

15. En 1875, le Parlement fédéral adopta la loi portant création de la Cour Suprême. L'acte constitutionnel (1867) autorisant la création de ce tribunal pour faciliter le règlement *inter alia*, de questions de droit constitutionnel et des litiges entre les provinces, il semble que c'est devant ce tribunal que les gouvernements fédéral et provincial auraient dû porter la question qui se discute actuellement.

16. Autant le gouvernement de 1872 était désireux de soumettre la question au

plus haut tribunal de l'époque, autant les conseillers actuels de Son Excellence seraient disposés à user de l'influence du gouvernement fédéral, jointe à celle du gouvernement du Manitoba, pour que toute la question concernant les frontières soit déferée à la Cour Suprême du Canada, en vertu du 52me article de la loi de 1875 portant création de ce tribunal. Ils ont la confiance que leurs démarches en ce sens auprès du gouvernement du Manitoba seraient couronnées de succès, et que le gouvernement de cette province consentirait au renvoi de l'affaire à ce tribunal.

17. Un autre moyen d'arriver à une décision souveraine a été indiqué au procureur général de l'Ontario, dans une entrevue que lui demandèrent à cet effet sir John A. Macdonald et le ministre de la justice, et qui eut lieu à Toronto dans son bureau le 21 novembre dernier. Ce moyen, c'était que les gouvernements fédéral et de l'Ontario s'entendissent sur le choix d'un éminent juriconsulte anglais au service de l'Etat pour lui confier le soin de déterminer la véritable ligne frontière. Les noms de lord Selborne, qui, voulant se reposer des fatigues du service, allait, dit-on, probablement demander sa retraite, et de lord Cairns, furent suggérés par sir John A. Macdonald, qui proposa que l'un ou l'autre de ces nobles personnages, ou quelque autre juriconsulte distingué, fût invité à venir au Canada et à séjourner à Toronto ou ailleurs dans le but d'entendre des témoignages et de décider la question des frontières au point de vue légal, comme sont susceptibles d'être décidées à l'aide de preuves d'autres questions importantes.

18. Tout en assurant à la solution de la question le concours d'une personne très versée dans la science du droit, cette proposition offrait à chacune des parties l'avantage de produire les témoignages qu'elle aurait jugés convenables, et la difficulté de s'entendre sur les faits et de préparer un *factum* pour le soumettre au conseil privé aurait ainsi été évitée. Les témoignages auraient été entendus sur les lieux et le fait que la cause aurait été entendue et plaidée dans le pays eût contribué à assurer l'assentiment général à la décision rendue.

19. Cette proposition a été examinée par M. Mowat, et ce n'est que récemment qu'il a fait connaître au ministre de la justice son refus d'y accéder; mais le gouvernement de Son Excellence n'en serait pas moins encore prêt à l'adopter si le gouvernement de l'Ontario n'adhérait pas à l'idée précédemment émise de porter la question devant la cour Suprême du Canada.

20. Quant à l'assentiment de la dépêche de Votre Honneur, que la question actuelle a été compliquée par l'extension des frontières du Manitoba, ce gouvernement doit dire qu'il ne peut partager cette manière de voir. Les premières limites du Manitoba étaient très restreintes; l'accroissement rapide de sa population justifiait les plaintes continuelles à cet égard et le gouvernement provincial avait représenté avec instance au gouvernement fédéral que le peu d'étendue de sa province paralysait ses efforts pour la développer par l'établissement de municipalités et la création de moyens de communication et autrement. Il y avait incertitude quant au temps que pouvait rester pendante la question des frontières, et le gouvernement de Son Excellence s'est vu contraint de recommander l'agrandissement des limites du Manitoba,—et si le Parlement y a consenti, ce n'a été qu'en prenant toutes les précautions de nature à assurer qu'il n'en résulterait aucun obstacle au règlement de la question des frontières occidentales de l'Ontario.

21. Le gouvernement du Manitoba, croit-on, consentirait volontiers à ce que la question de la ligne frontière fût soumise à la décision de la Cour Suprême du Canada, ou à celle d'un éminent juriconsulte anglais au service de l'Etat, ainsi que l'ont suggéré à M. Mowat sir John Macdonald et le ministre de la justice pendant l'entrevue dont il a été parlé.

22. Les conseillers de Son Excellence envisagent cette question comme devant être traitée avec tout le soin qu'exige une question de droit, et cela à raison de son caractère fiduciaire vis-à-vis des provinces de la Confédération, lesquelles ont contribué pécuniairement à l'acquisition de ce territoire et s'imposent aujourd'hui de grands sacrifices pour la construction d'un chemin de fer qui doit le traverser et que le gouvernement de l'Ontario a refusé d'aider par des concessions de terre—bien que plus de 600 milles de cette voie ferrée se trouvent sur son territoire—aide que le Canada a donnée avec tant de largesse dans les territoires du Nord-Ouest.

23. Le gouvernement du Canada pense que, par l'action qu'il suggère, les intérêts de l'Ontario seraient aussi bien sauvegardés que ceux d'aucune autre province. Son unique désir est que cette question légale, dans laquelle l'Ontario est d'abord particulièrement intéressée comme province et comme partie intégrante de la Confédération, soit décidée par un tribunal compétent.

24. Il regrette vivement que la proposition faite en 1872 à l'effet de déferer la question au comité judiciaire du conseil privé n'ait pas été acceptée par l'Ontario, et il ne peut faire autrement que d'attribuer à son refus d'accéder à cette proposition une grande partie des inconvénients et retards dont parle votre dépêche.

25. Pour les motifs allégués, le gouvernement de Son Excellence ne pouvait consentir à l'arbitrage de 1874; mais, comme le gouvernement de l'Ontario, il croit de la plus haute importance que la question soit réglée, et il est prêt à faire tout en son pouvoir pour qu'elle soit déferée à la Cour Suprême du Canada ou à quelque jurisconsulte éminent choisi par les parties intéressées, ou, si les provinces de l'Ontario et du Manitoba l'aimaient mieux, au comité judiciaire du conseil privé, bien que les conseillers de Son Excellence préféreraient qu'elle fût décidée dans le pays, soit par un jurisconsulte, soit par la Cour Suprême, avec droit d'appel au comité judiciaire du conseil privé de toute décision rendue, si l'une ou l'autre province désirait s'en prévaloir.

26. La question des titres aux terres dans le territoire en litige ne devrait être aucunement mêlée à celle des frontières.

27. Les sauvages et la couronne, et ceux dont ils sont les auteurs, ont des droits à l'égard desquels il peut être décidé par les tribunaux ordinaires de la province dans les limites de laquelle le territoire en litige sera reconnu être situé.

28. Quant aux énormes quantités de bois que la dépêche de Votre Honneur dit être abattues et enlevées par des maraudeurs et autres, ce gouvernement a constaté qu'aucun permis de coupe de bois à l'est de cette frontière n'a été accordé depuis l'établissement de la ligne conventionnelle en 1870. Des renseignements au sujet de tous les permis, licences, etc., seront volontiers fournis en tout temps au gouvernement de l'Ontario.

29. La prétention émise par votre dépêche—que la frontière conventionnelle a cessé d'exister le 3 août 1878, date de la décision arbitrale—paraît être dénuée de fondement; mais si cette ligne conventionnelle doit être considérée comme ayant été alors abandonnée, il faut nécessairement en conclure que c'était à toutes fins quelconques, et que les deux parties sont laissées libres d'affirmer leurs droits en rapport avec toutes les questions soulevées.

30. A l'égard du gouvernement du territoire, de la mise en vigueur de la loi et du maintien de l'ordre, M. Mowat a été informé, lors de l'entrevue mentionnée plus haut, que le gouvernement fédéral consentirait volontiers à toutes mesures pouvant assurer la réalisation de ces importants objets. Il fut ensuite suggéré que tous les juges de paix domiciliés dans le territoire en litige reçussent des commissions des gouvernements de l'Ontario et du Manitoba, et que tous les juges de ces deux provinces fissent partie d'une commission mixte pour le territoire en litige. Les lois de l'Ontario et du Manitoba étant semblables sous presque tous les rapports, il était probable qu'il n'y aurait eu aucune confusion. En tant qu'il s'agissait de matières criminelles, l'acte 43<sup>e</sup> Vic., chap. 36, renfermait, pensaient-ils, de suffisantes dispositions, mais si tout n'était pas prévu par cette loi, le gouvernement fédéral serait prêt à demander au Parlement d'y suppléer. Que s'il était constaté quelque différence notable entre les lois de l'Ontario et du Manitoba, le gouvernement fédéral emploierait ses bons offices auprès du gouvernement du Manitoba pour l'engager à consentir à ce que la loi qui doit être administrée soit celle de l'Ontario pour toutes les matières de juridiction provinciale, et cela jusqu'à ce que les limites des deux provinces soient définitivement reconnues.

J'ai, etc.,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat*

A Son Honneur le Lt.-gouverneur de l'Ontario,  
Toronto.



## RÉPONSE

(37b)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES en date du 6 mars 1882 ;— demandant copie de toute correspondance échangée avec le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, depuis le 27 janvier dernier, concernant l'arbitrage des frontières ; aussi de toute correspondance et de tous arrêtés du conseil relatifs à la nomination d'arbitres pour en venir à une décision au sujet des limites en contestation.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

SECRETARIAT D'ÉTAT,  
20 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
TORONTO, 18 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 27 janvier dernier, et de soumettre la réponse suivante pour l'information du gouvernement fédéral.

Bien que pendant plus de trois ans le gouvernement fédéral se soit abstenu de tenir compte des demandes et recommandations du gouvernement de l'Ontario au sujet du territoire en litige et de faire officiellement connaître ses vues quant à la question du titre à ce territoire, ou à l'égard des arrangements provisoires nécessaires à l'administration et à la colonisation du pays, mais non sans contester notre titre au dit territoire, mon gouvernement est tout de même aise que votre dépêche lui ait enfin fait connaître sa manière de voir sur ces questions. Toutefois, mes conseillers regrettent profondément que ces vues soient aussi peu satisfaisantes, voire même injustes pour la population de l'Ontario, mais ce sera peut-être servir les intérêts en jeu que de les discuter franchement.

Votre dépêche est l'énoncé formel de ce que mon gouvernement savait déjà, quoique non officiellement, c'est-à-dire que les autorités fédérales regardent comme non avenue la décision arbitrale. Elle fait aussi connaître les raisons de cette politique ; mais je remarque qu'il n'est pas dit—d'ailleurs on ne pouvait s'y attendre—que les arbitres n'étaient pas des hommes compétents et impartiaux, bien connus et tenus en grande estime dans le pays. Il n'est pas non plus allégué qu'ils n'avaient pas tous les témoignages connus touchant l'affaire soumise à leur décision, ou qu'ils n'ont pas fait de leur mieux pour arriver à une juste conclusion.

Les raisons que vous donnez sont tout à fait différentes, car vous dites que le renvoi à un arbitrage "outrepassait les pouvoirs du gouvernement du jour," que l'affaire devait être "considérée comme une question de droit," que le devoir du gouvernement était de chercher à obtenir une "décision faisant autorité par les tribunaux du pays," que le renvoi à un arbitrage "n'avait pas pour but l'établissement légal de la frontière, mais bien une limite conventionnelle," et que les conseillers actuels de Son Excellence s'opposaient à ce que la question fût décidée par des arbitres, ce moyen leur paraissant ne pas assurer une décision faisant autorité au point de vue de la légalité. Vu les circonstances et aux yeux de mes conseillers, ces objections sont sans précédents.

Sur l'opportunité de déférer un litige à ses arbitres, mes conseillers ne croient pas qu'une divergence d'opinion entre des ministres et ceux qui leur ont succédé puisse justifier le rejet d'une décision arbitrale rendue de bonne foi. Les décisions d'arbitres et les traités entre gouvernements exigent souvent une sanction législative; cependant, mes conseillers prétendent que dans ces cas, et selon la morale des nations, le désir des gouvernements est d'obtenir ou de faire leur possible pour obtenir cette sanction, et qu'un changement de cabinet ne diminue en rien cette obligation.

Nous avons de très récents exemples de la mise en pratique de cette ancienne doctrine. Le gouvernement britannique a cru devoir obtenir la prompte adhésion du parlement à l'indemnité de l'Alabama, et pourtant, la décision rendue ne fut pas unanime comme dans le cas présent. D'ailleurs, le gouvernement et la nation trouvaient excessif le chiffre de l'indemnité accordée.

Il en fut de même aux États-Unis: le congrès s'empressa de consentir à l'indemnité des pêcheries, quoique la décision à cet égard n'eût pas été unanime, et quoique la population et ses représentants vissent dans cette décision une injustice criante.

Dans le cas actuel, les autorités fédérales canadiennes sont restées plus de trois ans sans tenir compte d'une décision arbitrale rendue à l'unanimité, le motif allégué pour ce faire étant qu'elle assigne à la province de l'Ontario de plus grandes limites que la loi ne lui en accorde; or, si la décision est erronée sous ce rapport, c'est au contraire en ce qu'elle assigne trop peu de territoire à cette province.

Mes conseillers sont d'avis que beaucoup de circonstances donnaient une valeur exceptionnelle aux considérations qui devaient porter les autorités fédérales à accepter la décision des arbitres.

Le renvoi à une commission arbitrale s'est fait avec le concours réel du Parlement, et la province de l'Ontario avait alors toute raison de compter que la décision des arbitres serait généralement approuvée par le pays.

Le renvoi de l'affaire à une commission arbitrale avait été consenti en novembre 1874. Il était autorisé par des arrêtés du conseil approuvés par Son Excellence le gouverneur général et par Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Les trois arbitres furent immédiatement informés de leur nomination et ils acceptèrent cette charge. Le renvoi de l'affaire à une commission était publiquement connu et semblait avoir l'approbation générale.

En 1875, la législature de l'Ontario vota la loi dont parle votre dépêche, et de concert avec le gouvernement fédéral, elle prit, en vue de l'arbitrage, ses mesures pour se procurer, en Europe et en Amérique, tous les documents et autres témoignages se rattachant à la question en litige. Le gouvernement impérial fut informé de la nomination des arbitres, auxquels il prêta son concours en faisant faire de minutieuses recherches dans les archives du ministère des colonies.

A sa première session, et par les ministres, le Parlement fut informé du renvoi du litige à une commission arbitrale, et maintes fois, dans le cours des sessions qui suivirent, il en fut question, c'est-à-dire, avant que la décision ne fût rendue. Pendant ces quatre sessions, il n'a été voté ni même préparé, dans l'une ou l'autre chambre du parlement, aucune proposition désapprouvant le renvoi; et, autant que mes conseillers peuvent le savoir, nul député dans le cours de ces sessions n'a déclaré que cet acte, ainsi qu'on le prétend à cette heure, "outrepassait le pouvoir du gouvernement du jour." Seulement deux ou trois députés se prononcèrent en faveur d'un mode différent de règlement, et ce n'est même, paraît-il, qu'au cours de la session de 1875 que cette opinion aurait été exprimée.

En 1878, le parlement vota un crédit de \$15,000 pour subvenir aux frais de la commission arbitrale, et pas une voix ne se prononça contre.\* Les documents et autres témoignages obtenus de temps à autre furent imprimés; les mémoires des gouvernements intéressés furent rédigés et transmis aux arbitres; l'affaire fut plaidée par les avocats de chaque partie, et la décision n'assigna à cette province qu'une partie du territoire que les ministres fédéraux, avant le compromis avec la compagnie de la Baie d'Hudson, avaient reconnu légitimement appartenir à cette section du Canada.

\* Débats de la Chambre des communes, 1878, p. 2528, item 292.

La décision fut rendue le 3 août 1878. Le 17 octobre suivant, le pays changea de gouvernement. A son entrée en fonction, le nouveau cabinet ne fit pas savoir à cette province que la décision arbitrale allait être répudiée. Le 1er novembre 1878, une carte fut "publiée par ordre de l'honorable ministre de l'intérieur," et sur cette carte les limites de l'Ontario étaient tracées conformément à la décision arbitrale.

Le 31 décembre 1878, une dépêche fut envoyée à votre gouvernement pour lui annoncer que dans le cours de la session alors prochaine de la législature de l'Ontario, un projet de loi serait présenté pour donner effet à la décision arbitrale par une disposition déclaratoire ou autrement, et cette même dépêche demandait qu'une loi analogue fût édictée par le parlement fédéral.\*

En répondant à cette dépêche, le gouvernement fédéral ne donna pas avis de son intention de rejeter la décision des arbitres; il ne conseilla pas non plus de s'abstenir ou de différer de soumettre le projet de loi en question, et la législature de cette province donna force de loi à la décision arbitrale définissant quelles étaient les frontières nord et ouest de l'Ontario.†

Voyant qu'à sa session suivante le parlement n'avait pas adopté une loi dans le même but, et qu'aucune raison n'était donnée à mon gouvernement pour justifier ce délai ou cette abstention, deux dépêches, datées 23 septembre et 19 décembre 1879, furent adressées aux autorités fédérales. Dans la première il était, entre autres choses, représenté avec instance, qu'une décision arbitrale ayant été rendue par une commission instituée par les deux gouvernements, il n'était que juste qu'aucun délai ne fût apporté à sa connaissance formelle comme règlement définitif des questions déferées aux arbitres; et que le gouvernement de l'Ontario avait la certitude que le gouvernement et le parlement du Canada ne tarderaient pas à penser de même, le retard apporté à la sanction des autorités fédérales et à la mise à effet de la décision des arbitres ayant déjà eu des résultats préjudiciables.‡

La dépêche du 19 décembre 1879 attirait l'attention de votre gouvernement sur une dépêche précédente, et faisait remarquer que les arbitres ayant rendu leur décision, le gouvernement de la province supposait que les arrangements provisoires jusqu'alors en vigueur entre la province et la Confédération "devaient prendre fin," puisque la décision arbitrale avait définitivement fixé les frontières de la province et de la Confédération ainsi que le prescrivent ces mêmes arrangements.§

Il fut officiellement accusé réception de ces dépêches, mais il n'y fut pas autrement répondu. On ne conteste pas que les arrangements provisoires dussent prendre fin, et cette fois encore la province fut laissée sans avis que l'on avait l'intention de rejeter la décision arbitrale. Le premier avis de cette intention fut donné en parlement, dans sa session de 1880.

A venir jusque-là, aucun acte connu du gouvernement fédéral, ni aucun discours de ses ministres ne firent croire que la décision des arbitres ne serait pas quelque jour reconnue par ce gouvernement. Pour prévenir les doutes et les litiges, il est à désirer que la décision arbitrale soit sanctionnée par le parlement canadien; mais mon gouvernement n'admet pas que cette décision n'a aucune valeur légale sans cette sanction. Il ne faut pas oublier que l'acte constitutionnel ne renferme aucune disposition qui autorise le parlement à légiférer à l'égard des frontières du Canada ou des provinces, et il prétend que le renvoi de la question à des arbitres était dans la limite des pouvoirs de l'autorité exécutive.

Votre dépêche reconnaît qu'il eût été du ressort de cette autorité de déferer la question aux tribunaux ordinaires; or, d'après cet aveu, il est difficile de comprendre comment il se peut qu'il n'en soit pas de même pour un renvoi fait de bonne foi, et avec l'autorisation du parlement, à un tribunal créé à cette fin.

Quand même la décision serait supposée n'avoir aucun effet légal sans la sanction du parlement, mes conseillers ne trouvent pas moins qu'il est contraire à la raison, à la justice, aux précédents anglais et à la coutume que le gouvernement fédéral, après

\* Documents de la session, Ontario, 1879, vol. II, n° 80.

† 42<sup>e</sup> Vic., chap. 2, Ont.

‡ Documents de la session, 1880, n° 46.

§ Documents de la session, Ontario, 1880, n° 46. Ib. 1875, n° 14.

tout ce qui a été fait, refuse de demander cette sanction au parlement, ou que les conseillers actuels de Son Excellence cherchent à justifier le rejet de la décision en alléguant l'inhabileté de leurs prédécesseurs à autoriser un tel arbitrage, ou parce qu'ils préférèrent quelque autre mode de règlement.

Souvent, et sans l'autorisation préalable du parlement, des affaires d'un haut intérêt pécuniaire ont été déferées à des commissions arbitrales; d'où il suit qu'entre des questions d'argent et des questions de territoire, la différence n'est pas grande, logiquement parlant.

Comme le fait remarquer votre dépêche, le gouvernement fédéral occupe une position fiduciaire à l'égard du territoire en question; il est également vrai qu'il occupe cette position vis-à-vis de tout pouvoir qu'il possède ou exerce comme gouvernement.

Tout compte fait, il semble à mon gouvernement que la décision aurait dû être promptement acceptée, quand même il eût paru que les arbitres n'avaient pas établis des frontières qu'ils considéraient légales, et que, pour ce faire ils n'eussent consulté que l'utilité et la raison. La supposition de votre dépêche, que les gouvernements ne comptaient pas que la commission arbitrale trouverait les frontières légales, est tout à fait dénuée de fondement. L'arrêté du conseil privé du 12 novembre 1874\* déclare expressément que le but est de faire "déterminer par des arbitres les frontières septentrionale et occidentale de la province, et que la décision d'une majorité de ces trois arbitres sera *définitive* quant aux limites qui seront données à ces frontières." Le ministre recommande en outre—recommandation approuvée par Son Excellence—"que le gouvernement consente à s'unir à la province de l'Ontario pour "obtenir telle législation qui devra rendre obligatoire la décision relative aux limites "nord et ouest de la province de l'Ontario." L'arrêté du conseil des ministres de "cette province était au même effet.

L'un des premiers arbitres nommés étant mort, un autre ayant résigné, ils furent remplacés par le juge en chef Harrison et sir Francis Hincks. Dès qu'ils eurent donné avis de leur acceptation, ces messieurs furent mis en possession des documents et autres témoignages. Les arrêtés du conseil qui les nommaient furent rendus quelque temps après, c'est-à-dire lorsqu'ils se réunirent, le 31 juillet 1878, pour entendre les avocats.

Par l'arrêté de cette date, approuvé par Son Excellence en conseil, il était de nouveau prescrit "que la décision de ces trois arbitres, ou de la majorité d'entre eux, dans la question des dites frontières, sera *définitive*," et le même consentement que ci-dessus était donné quant à la législation.†

Un arrêté analogue fut rendu par le gouvernement de l'Ontario. Il n'est pas prétendu que les arbitres aient reçu d'autres instructions que celles renfermées dans les arrêtés du conseil. Les mémoires rédigés par les avocats des gouvernements, imprimés et remis aux arbitres, discutaient la question des frontières au point de vue du droit.‡ Il en a été de même de la plaidoierie verbale des conseils devant les arbitres,§ et la décision rendue définit "quelles sont et quelles seront les frontières nord et ouest de la province."||

En présence de ces faits, et sans preuve, prétendre que les arbitres ne se proposaient pas de chercher à constater, ou qu'ils n'ont pas constaté quelles étaient et quelles sont les frontières, les véritables frontières, les frontières légales, est une chose que, de l'avis de mes conseillers, ni l'un ni l'autre gouvernement ne peut faire en vertu d'aucun principe de droit reconnu, ou qui ne saurait être permise dans le cas de transactions publiques ou privées.

Mais ce n'est pas tout. Sir Francis Hincks, l'arbitre du gouvernement fédéral, a jugé à propos de porter les faits à la connaissance du public. Dans la conférence par lui donnée le 6 mai 1881, il dit que "dans leur décision, les arbitres n'eurent d'autres

\* Documents de la session, Ontario, 1875, n° 14, p. 14.

† Documents de la session, Ont., 1879, n° 72.

‡ Documents de la session, Ont., 1879, n° 13; rapport de la Chambre des communes, 1880, Appendice des Journaux, pp. 291, 237.

§ Rapport de la Chambre des communes, 1880, pp. 262, 301, 325.

|| Rapport du comité des frontières, Chambre des communes, 1880, p. 480.

“ guides que les actes du parlement, les proclamations ordonnées par arrêtés du conseil rendus en vertu des lois du pays et des traités internationaux. Les arbitres sont d’avis que, eu égard à ces faits, les limites établies par leur décision sont celles qui devaient l’être, et que cette décision repose sur les considérations et raisons qui devaient les guider et qui auraient guidé tout autre tribunal compétent dans la détermination de ces questions.”

D’après cette conférence, les faits qui ont motivé la décision des arbitres indiquent où se trouvent les frontières légales. A l’égard de la limite occidentale, il dit que “ les arbitres étaient évidemment d’opinion que la ligne internationale à la limite nord-ouest du lac des Bois était le véritable point de départ.” C’est ce point qui a servi de base à la fixation de la frontière occidentale, et c’est à l’égard de cette partie du pays que les autorités fédérales ont activement contesté les droits de la province, c’est-à-dire à l’égard d’un territoire de grande valeur où le besoin d’une vigoureuse administration de la justice se fait vivement sentir. Dans l’opinion des arbitres, la frontière nord, ou le vague des termes de la proclamation émise en vertu de l’acte de 1791, est plus sujette à contestation (*open to doubt*), mais sir Francis Hincks dit qu’en ce cas la question, pour les arbitres, était de savoir “ si l’Ontario n’aurait pas dû avoir plus ” mais non avoir moins de territoire. La fausseté de la supposition que les arbitres ont adjugé à l’Ontario plus de territoire qu’ils ne le devaient est de nouveau démontrée par cette assertion de sir Francis dans la même conférence: “ les questions prêtant au doute ont été décidées en faveur du Canada, car il y avait doute si l’Ontario ne devait pas avoir plus de territoire, du côté ouest comme du côté nord.”

Votre dépêche n’admet pas les considérations d’utilité (*convenience*) que l’on a fait valoir tout comme si ces considérations étaient étrangères à la question des frontières; mais cela n’empêche pas que l’utilité ou l’argument *ab inconvenienti* ne soit un règlement reconnu d’interprétation légale là où d’autres considérations rendent douteuse une question d’interprétation.

A toute cette preuve que les arbitres n’ont eu en vue que d’établir des frontières légales, et que la décision par eux rendue est conforme à cette intention, votre dépêche n’oppose que deux faits: 1<sup>o</sup>, que deux des arbitres n’étaient pas hommes de loi, et, 2<sup>o</sup>, que l’acte de la législature de l’Ontario, 38 Vic., chap. 6, donne raison à la manière de voir des autorités fédérales; et pour en démontrer la non valeur, il n’est pas nécessaire d’argumenter longuement sur le premier point; il suffira de faire observer: 1<sup>o</sup>, que la décision à rendre devait être basée sur des faits aussi bien que sur le droit; 2<sup>o</sup>, que si deux des arbitres n’appartenaient pas à la profession légale, le troisième, feu le juge en chef Harrison, était un avocat compétent, et de plus, un conservateur en politique, et l’ancien ami du premier ministre actuel de la Confédération; 3<sup>o</sup>, que les deux arbitres choisis en 1874 par le gouvernement étaient des juges, le juge en chef Richards et le juge Wilmot. Peu après, sir Edward Thornton fut nommé tiers-arbitre par les deux gouvernements; 4<sup>o</sup>, que la question était une de celles que d’éminents écrivains comme sir Edward Thornton et sir Francis Hincks peuvent décider tout aussi bien que des avocats, car le premier avait été quatre fois accrédité comme ambassadeur de premier rang auprès de grandes cours, en Europe et en Amérique, et connaissait à un haut degré la topographie de ce continent. Quant à sir Francis Hincks, il a passé 50 ans de sa vie dans les colonies et occupé dans le service public du Canada des positions de la plus haute responsabilité.

Maintenant, pour ce qui est de la justification que l’on prétend trouver dans la loi de l’Ontario \* édictée en vertu de la disposition de l’acte impérial, 34 et 35 Vic., chap. 88, qui permet au parlement canadien d’agrandir, diminuer ou de modifier autrement les limites d’une province avec le consentement de sa législature, il suffira de faire remarquer que l’Acte de l’Amérique Britannique du Nord ne renferme aucune disposition relative au règlement de questions de frontières entre les provinces, ou entre une province et le Canada. En 1851, et dans un cas analogue entre le Canada et le Nouveau-Brunswick, un acte spécial du parlement anglais a été jugé nécessaire, et de par l’acte impérial 34 et 35 Vic., chap. 38, des lois du parlement

\* Statuts refondus, Ont., chap. 4; 42 Vict., chap. 2.

fédéral et de la législature de l'Ontario qui établiraient les véritables frontières seraient aussi valables que s'il se fût agi de la modification de ces frontières.

Mais serait-il juste ou convenable de rejeter la décision arbitrale s'il y avait quelque motif de prétendre ou de supposer qu'elle donne à l'Ontario de plus grandes limites que la loi ne lui en accorde? Qu'elle ait ou non établi des frontières strictement légales, il est certain qu'elle n'assigne pas à l'Ontario autant de territoire que le voulaient depuis 1857 jusqu'à 1870, les gouvernements canadiens dont le premier ministre actuel de Son Excellence était le chef ou l'un des membres les plus marquants. Pas même autant qu'il en était demandé pour le Haut-Canada le 15 janvier 1857, car alors une minute du conseil, approuvée par Son Excellence le gouverneur et transmise au ministre des colonies, déclarait que "l'opinion générale est que la frontière occidentale du Canada devrait s'étendre jusqu'à l'Océan Pacifique."\* Pas même autant que n'en réclamait pour nous un mémoire de la même époque, dans lequel le commissaire des terres de la couronne affirmait que la frontière occidentale de la province s'étend jusqu'aux confins du territoire britannique non encore organisé, c'est-à-dire jusqu'au Pacifique; ou bien, si elle devait être limitée, ce devait être par le Mississipi, dont l'embouchure est traversée par une ligne franc ouest à partir du lac des Bois, autrement dit par la rivière "Blanche"; à l'égard de la frontière septentrionale, le commissaire déclarait que "la seule conclusion à tirer est que le Canada est borné, dans cette direction, par quelques postes isolés sur la rive de la Baie d'Hudson, ou bien, si la propriété de la compagnie de la Baie d'Hudson est illusoire, il n'a pas de limite définie de ce côté."

La décision arbitrale ne nous accorde pas non plus autant de territoire que voulait nous en donner le juge en chef Draper, qui, la même année fut envoyé en Angleterre par le gouvernement canadien pour réclamer à cette fin en faveur de cette province partie du territoire de la compagnie de la Baie d'Hudson; † ni autant que ce juge distingué en demandait devant un comité de la Chambre des communes d'Angleterre, en mai et juin de la même année; ‡ ni autant que le voulait une lettre de lui, datée 12 juin 1857, et dans laquelle, après avoir soigneusement examiné la question, il déclarait que nous avions un "droit incontestable" à l'étendue réclamée; § ni autant que le voulaient les ministres fédéraux sir G. E. Cartier et l'honorable William McDougall, dans une lettre officielle à sir Frederick Rogers, baronn et, sous-secrétaire d'Etat au ministère des colonies, datée 16 janvier 1869, car ils déclaraient les droits du Haut-Canada si légitimes "que nul juge impartial des témoignages produits ne pourrait les révoquer en doute."|| Mais, sans le fait que par les traités conclus entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, en 1794, 1814, 1818 et 1842\*\* la source du Mississipi est indiquée comme divisant les possessions de ces deux pays, sur le lac de la Tortue, à un point à peu près de la même longitude que la partie la plus au nord-ouest du lac des Bois, les arbitres n'auraient pu manquer de prétendre que la frontière occidentale devait se trouver à la rivière Blanche, à l'ouest de la province du Manitoba, ainsi que cet état de choses existait avant que le parlement fédéral, à sa dernière session, n'eût étendu les limites de cette dernière province.

Vu tous ces faits mes conseillers sont surpris que pendant deux ans et plus, les autorités fédérales se soient imposé la tâche de trouver quelque motif plausible pour rejeter la décision arbitrale, quand même elles auraient eu raison d'espérer—ce que mes conseillers contestent—qu'une rigoureuse interprétation des documents et des autres témoignages produits et relatifs à la question pourrait avoir pour résultat de restreindre davantage les limites de la province.

Votre dépêche dit que le territoire du Nord-Ouest (dont on prétend que le territoire en litige fait maintenant partie) a été acquis au nom et dans l'intérêt de toutes les provinces de la Confédération. Pour avoir dit cela, il fallait que les autorités

\* Documents de la session, Canada, 1857, Vol. 15, n° 17.

† Documents de la session, Canada, 1857, n° 17.

‡ Rapport d'un comité concernant la compagnie de la Baie d'Hudson, Angleterre, 1857, pp. 212, 374, etc.

§ *Ib.*, p. 391.

|| *Ib.*, 329

\*\* Archives des arbitrages, 20 et 21.

fédérales eussent oublié dans quelles circonstances et par quels moyens cette soi-disant acquisition s'est faite.

Dans toutes les négociations avec la compagnie de la Baie d'Hudson, le gouvernement fédéral a toujours prétendu que la plus grande partie du territoire maintenant acquis était déjà la propriété du Haut-Canada (aujourd'hui l'Ontario); que la compagnie de la Baie d'Hudson, bien qu'en possession d'une partie de ce territoire, n'en était que le squatter;\* que cela était parfaitement démontré; et que "nul juge impartial des témoignages produits ne pourrait les révoquer en doute." Les faits sur lesquels était appuyée cette prétention paraient si plausibles, que la compagnie, de l'avis de son conseil et d'un habile homme d'affaires d'Angleterre, renonça à son droit sur un territoire d'à peu près 1,300,000 carrés—la moitié d'un continent—dont elle devait conserver environ 12,000 milles, moyennant l'indemnité comparativement minime de £300,000 sterling †

En 1867, les Etats-Unis d'Amérique payaient presque cinq fois cette somme (\$7,200,000) au gouvernement russe pour le territoire comparativement stérile et sans valeur de l'Alaska, et qui n'a pas même la moitié de l'étendue de celui cédé par la compagnie de la baie d'Hudson. Cette dernière accepta cette somme comparativement minime parce qu'il y avait lieu de craindre que les frontières légales du Haut-Canada seraient reconnues, s'il y avait procès, comme renfermant presque tout le territoire que les ministres canadiens réclamaient pour cette province, tandis qu'aujourd'hui les autorités fédérales lui contestent, même avec persistance, son droit aux 100,000 milles carrés qui lui ont été assignés par décision arbitrale, et cela même en dépit des prétentions contraires que des ministres fédéraux ont antérieurement cherché à faire valoir.

Il est aussi à remarquer que la compagnie de la baie d'Hudson n'avait jamais prétendu, en vertu de sa charte et à l'encontre du droit de juridiction du Haut-Canada, à aucun territoire au sud de la hauteur des terres.

Dans la réclamation contre la compagnie de la Baie d'Hudson, le gouvernement fédéral agissait comme fidéicommissaire de l'Ontario, et en vertu de principes d'équité reconnus. L'Ontario seul devait bénéficier du compromis auquel le gouvernement fédéral a consenti, et cela, à l'unique condition pour la province de payer la minime somme moyennant laquelle le compromis a été obtenu. D'après ces principes d'équité, qui sont d'une application constante entre particuliers, le gouvernement fédéral n'avait et n'a encore aucun droit—à moins que la législature et le gouvernement de l'Ontario n'y consentent—de garder le territoire pour les autres provinces de la Confédération.

Cette considération ne touche en rien à la question de savoir quelles sont les frontières légales de l'Ontario, mais elle fait ressortir davantage l'obligation morale et politique où se trouve le pays d'adhérer franchement et sans retard à la décision arbitrale, et plus tard elle pourra être invoquée dans le règlement de questions qui pourraient surgir entre le pays et l'Ontario au sujet des délais subis et de l'usage du territoire acquis à l'aide des droits supposés et affirmés de cette province et autrement.

Il semble incroyablement à mes conseillers que le gouvernement fédéral, s'il se rappelait toutes ces circonstances, ait pu prétendre que c'était pour lui un impérieux "devoir" de ne reconnaître que les "limites strictement légales" de l'Ontario, dût-il, pour cela, rejeter la décision rendue de bonne foi par des arbitres aussi compétents qu'il était possible d'en trouver sur ce continent ou dans n'importe quel pays.

Selon mes conseillers, l'objection des autorités fédérales au règlement de la question par des arbitres peut aussi étonner, car, entre deux gouvernements, c'est le mode d'ordinaire choisi pour décider de différends de cette nature. Il est à peine nécessaire, pour corroborer cette opinion, de citer quelques-uns des fréquents exemples de limites territoriales fixées par arbitrage, mode reposant sur le principe le plus élémentaire de droit international ou municipal. Dès 1697, une partie du même territoire aujourd'hui en litige a été, en vertu du traité de Ryswick, soumis à un arbitrage, et les parties alors intéressées n'étaient autres que Guillaume III d'Angleterre et Louis XIV de

\* Archives des arbitrages, doc. p. 324; lettre à sir J. Rogers, 16 janvier 1869.

† Voir archives des arbitrages, doc., p. 407.

France. Les commissaires avaient à " examiner et décider de la légitimité des droits et prétentions de leurs souverains à des terres situées dans la Baie d'Hudson ; " et les conditions arrê.tées par eux devaient être obligatoires pour les deux monarques tout comme si elles étaient insérées mot par mot dans le présent traité." Même dans les annales canadiennes de ce siècle se trouve un précédent qui n'est pas sans importance quant au règlement par arbitrage d'un litige entre provinces au sujet de frontières. En 1846, et pour régler le litige qui existait au sujet de frontières entre le Canada et le Nouveau-Brunswick depuis le traité Ashburton, M. Gladstone, alors ministre des colonies, nomma une commission composée du procureur général de la Nouvelle-Ecosse et de deux officiers des ingénieurs royaux.

Cette commission fit rapport à l'effet qu'une frontière conventionnelle, telle que définie, était la meilleure manière de faire cesser le différend.

Ainsi que pour le cas actuel, les documents consultés afin d'éclaircir cette question, furent la proclamation de 1763, le traité d'Utrecht, l'acte de Québec de 1774, une commission de gouverneur et des cartes et documents diplomatiques de ces époques.

La décision de la commission fut défavorable à la province du Canada, et le conseil exécutif de cette province contesta la " justice ou l'équité des recommandations des commissaires impériaux."\*

A côté de la grande importance que les autorités fédérales attachent à ce que, dans le cas actuel, l'attention ne soit dirigée que sur la stricte légalité des frontières, la réponse du comte Grey (2 juin 1850) ne laisse pas que de paraître curieuse. Au dire de Sa Seigneurie, " il ne conviendrait pas de soumettre l'affaire à la décision " d'une cour de justice. Au point de vue de la légalité, il semble que l'acte de Québec " de 1774 est le pivot sur lequel doit rouler la question. Un tribunal ne pourrait " guère rendre une décision définissant toute la ligne de séparation des provinces. Et " même s'il le pouvait, force lui serait de suivre à la lettre le dit acte et non d'établir " une ligne de convention qui pourrait être des plus avantageuses aux deux parties."

L'affaire fut ensuite déferée à une commission arbitrale, dont les deux premiers membres furent choisis par le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, et ces deux arbitres nommèrent ensuite un tiers. Quelque temps après, la majorité de la commission rendit une décision confirmant en somme le rapport des commissaires nommés par M. Gladstone, et cette décision fut incorporée dans la loi impériale 14 et 15 Vic., chap. 63.

Maintenant, puisque pour la première fois vous avez fait connaître au gouvernement de l'Ontario les motifs qu'ont les autorités fédérales de s'opposer à la décision des arbitres, et donné ainsi l'occasion de discuter avec elles à ce sujet, mes conseillers ne peuvent croire que l'exposé de faits ci-dessus ne les engagera pas à acquiescer à cette décision, à la faire ratifier par le parlement dans le cours de cette session, et à obtenir de la législature du Manitoba l'abandon du droit que le parlement a transféré à cette province à l'égard des 39,000 milles carrés de territoire situés au sud de la hauteur des terres et à l'ouest de la ligne que les autorités fédérales veulent donner pour borne à cette province. J'ai dit que la compagnie de la Baie d'Hudson n'avait pas réclaté ce territoire en vertu de sa charte, et de fait, elle n'avait aucun motif ou prétexte d'y prétendre.

Avant 1870, ce territoire avait toujours été considéré comme appartenant à cette partie du Canada. Antérieurement à la confédération le gouvernement provincial a concédé des terres, etc., sur ce territoire. Les parties qui, de temps à autre, ont été colonisées ou occupées par une population blanche ont été administrées, sans contestation aucune de la part de qui que ce soit, par les lois, tribunaux et officiers du Haut-Canada. Depuis la confédération, ce territoire n'a cessé d'être administré par les lois, tribunaux et officiers de l'Ontario. Il a été organisé en municipalités comme partie de cette province pour toutes les fins fédérales et provinciales, le district d'Algoma a été considéré comme en faisant partie, et la province a fait de temps à autre des dépenses pour faire faire des arpentages, ouvrir des chemins, construire des ponts et autres améliorations, et aussi pour l'administration de la justice et le maintien de la paix et de l'ordre dans ce territoire. Même en 1850, certain territoire embrassant l'étendue dont

\* Documents de la session, Canada, 1852-53, app. 22, p. 1.



il s'agit, a été le sujet d'un arrêté du conseil du gouvernement canadien et d'un traité avec les sauvages. Selon M. Ramsay, conseil pour le Canada, (18 mars 1873) l'Ontario a légitimement droit à ce territoire. Dans son rapport il fait justement remarquer que "le parlement impérial en créant la province de l'Ontario, n'a pu avoir l'intention de donner à cette province et à celle de Québec moins de territoire que n'en avait en réalité la ci-devant province du Canada. Il est aujourd'hui incontestable qu'à venir jusqu'à 1867, le territoire canadien s'étendait jusqu'au plateau d'épanchement des eaux qui forment le système du Saint-Laurent et des grands lacs. Ainsi, en justice pour la province de l'Ontario, l'ancienne ligne de la hauteur des terres devrait être adoptée comme limites ouest et nord." \*

Ainsi, en refusant de laisser à l'Ontario ce territoire et en le transférant au Manitoba, les autorités fédérales ont agi contrairement à l'opinion d'un avocat du gouvernement canadien, d'un conseil de la reine au barreau de Québec, lequel a dit à ce gouvernement que le parlement impérial ne pouvait avoir eu l'intention de priver cette province de ce territoire; qu'il était incontestable qu'à venir jusqu'à 1867, ce territoire appartenait au Canada (c'est-à-dire au Haut-Canada) et qu'en justice pour la province de l'Ontario, il devrait lui être laissé. Mais toutes ces considérations ont été méconvenues. Le seul droit du gouvernement fédéral à cette partie du territoire en litige semble avoir sa source dans l'arrêté de Sa Majesté en conseil, daté 31 juillet 1880, lequel annexe au Canada tout le territoire britannique de l'Amérique du Nord qui n'en faisait pas déjà partie, Terre-neuve exceptée. Et si par cet arrêté le Canada se trouve avoir un intérêt légal dans le territoire en question, il est évident que, soit en vertu de la décision arbitrale, soit indépendamment d'elle, les autorités fédérales auraient dû considérer la nouvelle acquisition de territoire comme obtenue en fidéicommiss pour l'Ontario, et transférer immédiatement le territoire à cette province au lieu de le donner ou d'essayer de le donner à une autre.

Votre dépêche invite l'Ontario à renoncer à la sentence arbitrale et à soumettre l'affaire à la décision de la cour suprême du Canada. C'est, dit-elle, le mode que votre gouvernement préfère maintenant à tout autre pour arriver à un nouveau règlement de la question. Or, si l'adoption de ce mode de règlement est aussi à désirer que le prétend votre dépêche, mes conseillers trouvent étrange que la proposition en soit maintenant faite pour la première fois. Il y a une différence frappante entre soumettre aujourd'hui l'affaire à la cour suprême et la soumission directe et immédiate au comité judiciaire du conseil privé, car le premier de ces moyens aurait pour résultat de longs et nouveaux délais, un surcroît de travaux et de dépenses, et cela sans aucun avantage, car la décision définitive serait rendue par le conseil privé. La proposition fait aussi croire que votre gouvernement voudrait que l'enquête fût recommencée, et que l'on procédât à la production de témoignages comme dans une cause ordinaire. Eh bien, l'instruction d'une cause comme celle-ci, qui exige la production de faits embrassant une période de près de deux siècles, et de documents qu'il faut obtenir des archives de la compagnie de la Baie d'Hudson, des archives publiques à Londres, à Paris, à Washington, à Albany, à Québec, à Ottawa et ailleurs, ne pourrait qu'entraîner de longs et fréquents délais et susciter d'innombrables et interminables questions de procédure. Si l'on a eu en vue les délais sans fin, il ne pouvait être suggéré de meilleurs moyens pour obtenir ce résultat. Aussi, mon gouvernement refuse-t-il de consentir à la proposition.

Quant à la proposition d'inviter l'un des deux lords désignés dans votre dépêche, ou "quelque autre éminent juriconsulte anglais au service de l'Etat à venir au Canada pour y entendre des témoignages et décider au point de vue du droit la question des frontières, mes conseillers trouvent qu'elle est aussi, bien qu'à un moindre degré, de nature à produire de continuel retardements.

Vu l'objection de votre gouvernement à tout arbitrage, mes conseillers n'ont pu qu'être surpris de voir qu'il proposait de déférer la question à un seul arbitre, dont la décision serait sans appel et qui, quoique juriconsulte anglais, remplirait tout de même les fonctions d'un arbitre. D'un autre côté, il est extrêmement douteux que

\* Rapport de la commission des frontières du Haut-Canada, 1880.

l'un ou l'autre des nobles personnages désignés eût accepté l'invitation, surtout à cause du long temps qu'aurait exigé l'audition des témoignages; mais, si l'un ou l'autre l'eût acceptée, mes conseillers pensent que sa décision—quand même ce personnage aurait joui de la plus haute réputation comme juriconsulte—n'aurait pas “commandé l'approbation générale”\* au même degré que celle rendue par trois arbitres aussi compétents, aussi populaires et aussi estimés que sir Edward Thornton, sir Francis Hincks et feu le juge en chef Harrison.

Il est en outre à remarquer qu'en son propre pays un juge anglais n'a pas juridiction pour décider à l'égard du titre d'un seul acre de terre sans que sa décision soit sujette à appel. Sachant cela, mes conseillers croient de leur devoir de ne pas accéder à une proposition que la province ne pourrait accepter qu'en renonçant volontairement à la décision des trois arbitres ci-dessus, et cela pour se soumettre ensuite à la décision sans appel d'un juge anglais à l'égard du titre à un territoire de 100,030 milles.

Je puis maintenant parler ici du reproche que vous faites au gouvernement de l'Ontario d'avoir refusé d'aider, par des concessions de terre, à la construction du chemin de fer du Pacifique, refus que vous mettez en contraste avec le caractère fiduciaire de votre gouvernement “vis-à-vis des provinces de la Confédération, “lesquelles ont contribué pécuniairement à l'acquisition de ce territoire, et s'imposent “aujourd'hui pour la construction du chemin de fer qui doit le traverser,” et avec la largesse dont a fait preuve le pays par ses concessions de terre dans le nord-ouest en faveur de l'entreprise; eh bien, il n'est pas à la connaissance de mon gouvernement qu'aucune demande de contribution à l'entreprise susdite, soit en terres ou autrement, lui ait été faite.

Mes conseillers pensent que pour avoir fait ce reproche il faut que vous ayez oublié que la plus grande partie du territoire mentionné, et aussi la plus importante par sa valeur, a été acquise par le pays lorsque la possession en a été contestée à la compagnie de la baie d'Hudson en faveur de l'Ontario; il faut aussi qu'à l'égard de cette partie de territoire qui, en droit ou en équité, n'appartient pas uniquement à l'Ontario, vous ayez oublié que cette province est l'une de celles de la Confédération à qui appartiennent les territoires du Nord-Ouest, qu'elle a pécuniairement contribué à leur acquisition, que sa population s'est imposée pour la construction du chemin de fer, et qu'en réalité c'est elle qui a le plus contribué sous ce rapport. En terres et en argent, plus qu'aucune autre province elle a aidé à la construction de cette voie ferrée, et mes conseillers ne peuvent concevoir pourquoi elle serait davantage appelée à contribuer de nouveau, par des concessions de terres sises dans ses propres limites, à cette entreprise fédérale.

Le but véritable de ma dépêche du 31 décembre dernier était de savoir d'une manière officielle si votre gouvernement consentirait, sans apporter de nouveaux et inutiles délais, à quelques arrangements de nature à pourvoir à l'administration du pays, à la conservation des coupes de bois, à l'octroi de titres aux colons et à l'établissement d'une autorité incontestable pour maintenir l'ordre et administrer la justice. Les difficultés résultant du litige étaient déjà si grandes, et le nombre en augmentait si rapidement, qu'il fallait sans plus de retard assurer à cette province la paisible possession de limites quelconques, et mon gouvernement, si la législature le permettait, aurait volontiers consenti à déférer le litige au conseil privé, à la condition que les gouvernement fédéral et du Manitoba consentissent aux arrangements provisoires susdits, sinon la province attendrait qu'un autre parlement confirmât la décision arbitrale plutôt que d'encourir les frais et de subir les inévitables délais d'un second procès.

Je voulais donc savoir si le gouvernement fédéral consentirait aux arrangements provisoires qui lui avaient jusque-là été suggérés de temps à autre par dépêches de mon gouvernement et par le procureur général au nom de ce gouvernement, proposition que ma dépêche renouvelait, tout en demandant, si elle n'était pas acceptée, quels étaient les arrangements auxquels les autorités fédérales étaient prêtes à consentir.

\* Statuts fédéraux, 1880, 1881, p. ix.

Dans votre dépêche, mes conseillers ont vu avec regret que le gouvernement fédéral refusait de consentir à la proposition à l'effet que "pendant le litige cette province fut revêtue de l'autorité fédérale à l'égard des terres et forêts (comme dans les autres parties de la province) à la condition de rendre compte s'il était ensuite décidé que le titre appartient au Canada et non à la province." Il leur fait peine aussi de voir que les autorités fédérales s'opposent à tout arrangement quant aux forêts ou aux terres, tout en déclarant que si l'arrangement provisoire du 26 juin 1874—qui donne au Canada le droit temporaire de disposer des terres à l'ouest de la ligne provisoire—doit prendre fin, le résultat sera que les deux parties seront libres d'affirmer leurs droits dans toutes les questions soulevées, déclaration de laquelle on peut inférer qu'elles vont disposer à leur gré des terres de chaque côté de la ligne, nonobstant le litige à l'égard du titre à ces terres.

Mes conseillers sont d'avis que ces arrangements provisoires seraient insuffisants si, entre autres choses, ils ne pourvoient pas à la vente des terres et à la conservation des forêts. Quand même, pendant le litige, l'administration du pays serait laissée à l'Ontario seul, si les autorités fédérales continuent de nier à cette province le droit temporaire de disposer d'un seul mille de territoire ou d'un seul arbre dans les forêts, et persistent à se croire libres de disposer de ces choses qui ne leur appartiennent pas, la concession serait pratiquement de peu de valeur et tout à fait insuffisante pour justifier la province de renoncer aux droits qui lui ont été assignés par la commission arbitrale.

Mais votre dépêche ne propose même pas de laisser à l'Ontario seul le gouvernement du territoire en attendant le règlement du litige.

De la manière dont votre dépêche parle des lois de l'Ontario, mes conseillers comprennent que les deux gouvernements provinciaux devraient exercer une égale autorité dans le territoire, et ils déclarent que cet arrangement leur paraîtrait à la fois illogique et impraticable.

Pour remédier à la fâcheuse condition dans laquelle se trouve actuellement le territoire, ils croient absolument nécessaire, en attendant la décision du litige, que le gouvernement de l'Ontario ait dans ce territoire l'autorité qui, dans l'intérêt du public, est exercée dans d'autres parties de cette province. Ainsi, la législature de l'Ontario, toujours en attendant le règlement de la question, devrait être libre de pouvoir légiférer au besoin dans l'intérêt du territoire.

Mes conseillers pensent que pour assurer le maintien de la paix et de l'ordre, l'administration de la justice, le développement du pays et la protection des intérêts des colons et autres, il faudrait sans restriction appliquer à ce territoire les lois de l'Ontario et y faire reconnaître l'autorité du gouvernement et de la législature de cette province. Ils croient aussi qu'un arrangement de ce genre ne rencontrerait aucun obstacle sérieux.

Ainsi que le faisait observer ma précédente dépêche, il n'est pas à supposer que cette province, avec ses faibles revenus et les nombreuses nouvelles obligations que lui impose le gouvernement de son territoire incontesté, serait aise d'avoir à se charger de la dépense et de la responsabilité du gouvernement temporaire de 39,000 milles de territoire en litige, qui ne fera peut-être jamais partie intégrante du sien, et auquel on reconnaîtrait peut-être que l'Ontario a droit en se mettant au fait des choses.

Si un arrangement provisoire était fait et ratifié ensuite par qui de droit pour que l'Ontario eût sans contestation le gouvernement du territoire jusqu'au règlement de la question du titre, il n'y aurait pas alors de grandes difficultés ou de grands inconvénients à ce que tous les juges de paix habitant le territoire en litige "reçoivent des commissions de l'Ontario et du Manitoba," ni peut-être, à ce "que tous les juges des deux provinces constituent une commission à l'égard du territoire en litige," si toutefois ces concessions étaient alors exigées par les autorités fédérales et du Manitoba; mais les détails de la mise en pratique de ces propositions nécessiteraient un minutieux examen de la part de tous les intéressés.

Quant à vos remarques au sujet de l'extension des frontières du Manitoba par la loi de la dernière session, mon gouvernement n'a pas trouvé à redire à l'agrandisse-

ment de cette province par l'annexion d'un territoire incontesté. Bien au contraire, ma dépêche du 15 mars dernier disait : " puisque le territoire qui va être compris dans les limites de la province du Manitoba relève incontestablement de la juridiction du parlement fédéral, mon gouvernement se réjouit de l'agrandissement de cette province, qui va maintenant pouvoir ainsi déployer son énergie dans une plus grande sphère, et cela tout en assurant à Kéwatin et aux territoires du Nord-Ouest un plus grand nombre de colons et l'avantage d'un gouvernement provincial et municipal. Mais s'il y a lieu de se réjouir de l'extension de ces frontières où le territoire n'est pas en litige," l'on se prononçait fortement, pour les motifs y énoncés, contre le transfert à cette province du territoire contesté. La dépêche exprimait l'espoir—mais la suite prouvera qu'il était vain—que votre gouvernement pourrait " même à cette heure juger à propos de modifier la mesure alors devant le parlement de manière à retrancher les dispositions qui offraient des objections, mais sans empêcher de concéder tous les avantages nécessaires au Manitoba, pour les rapides progrès duquel cette province, comme partie intégrante du Canada, éprouve une vive satisfaction."

Le mal que fait votre loi de la dernière session ne consiste pas dans l'annexion de près de 100,000 milles de territoire incontesté à la province du Manitoba, mais dans celle de 39,000 milles de territoire non-seulement contesté, mais qui, de fait, appartient à cette province. Cette disposition de votre loi a grandement compliqué les choses, car le gouvernement de cette province, approuvé par le vôtre, s'est permis depuis d'exercer une juridiction dans le territoire en litige, et cela quand l'adhésion du gouvernement et de la législature du Manitoba était devenue nécessaire aux arrangements que les autorités fédérales auraient pu juger à propos d'établir, soit pour déterminer la question de droit, soit pour pourvoir à l'administration du pays en attendant la décision du litige.

Il a été satisfaisant d'apprendre par votre dépêche que les autorités fédérales étaient certaines que le gouvernement et la législature du Manitoba consentiraient à tout arrangement approuvé par elles; mais si le gouvernement fédéral n'arrête pas provisoirement de justes mesures à l'égard des terres et forêts, et s'il continue, malgré le litige, de disposer à son gré des terres et forêts, tout en demandant encore que cette province renonce à la décision arbitrale et se soumette à une nouvelle décision du litige comme condition de son consentement aux arrangements provisoires suggérés, mes conseillers sont d'avis—et ils se font un devoir de l'exprimer franchement—qu'ils ne peuvent et ne veulent se soumettre à une exigence qui, à leurs yeux, est des moins raisonnables.

J'ai instruction de vous rappeler que l'Ontario, avec les frontières que lui a assignées la commission arbitrale, se trouve n'avoir pas autant de territoire que Québec ou Kéwatin; que celui qu'elle a n'est guère plus grand que la partie en litige donnée au Manitoba ou que la moitié de celui de la Colombie-Anglaise.

Votre dépêche semble affirmer qu'il n'a pas été accordé de permis de coupe de bois à l'est de la ligne frontière provisoire adoptée en 1874 (vous dites en 1870, mais il est à croire que c'est par erreur), et vous ajoutez que volontiers tous les renseignements relatifs aux permis, licences et autres transactions seront en tout temps fournis au gouvernement de l'Ontario. Ce gouvernement n'a pas supposé qu'il avait été permis de couper des bois à l'est de la ligne provisoire, mais il sera aise qu'ou lui fournisse tous les renseignements promis au sujet des transactions opérées relativement à cette partie du territoire en litige.

Mes conseillers regrettent que votre gouvernement n'offre ni ne donne de renseignements sur les transactions se rattachant à cette importante partie du territoire situé à l'ouest de la ligne provisoire, et pourtant, maintes fois il lui en a été demandé au nom de l'Ontario; mais encore une fois ils déclarent avec insistance—que le droit de l'Ontario au territoire en litige soit contesté ou reconnu, et que l'arrangement provisoire de 1874 soit en vigueur ou à la veille de cesser—que le gouvernement et la population de cette province ont droit à de complets renseignements sur ces transactions, et ainsi que le mentionnait ma dépêche du 31 décembre, à des copies de

toutes les actes de concession, licences, permis, règlements, lettres, instructions et documents qui s'y rattachent.

Mes conseillers regrettent aussi que votre gouvernement n'ait pas cru devoir répondre à cette partie de ma dépêche qui a trait à la concession faite à la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour la partie de sa ligne qui traverse le territoire en litige, et (pour le bois dont elle a besoin) qui s'étend sur une largeur de 20 milles, de chaque côté, sur tout le parcours de cette ligne, et qu'il ait de même gardé le silence à l'égard de ma demande de copie d'arrêtés du conseil et d'autres documents, s'il en existe, concernant cette concession.

Votre dépêche parle d'une entrevue de sir John Macdonald et du ministre de la justice avec le procureur général le 21 novembre dernier, et le procureur général trouve qu'elle renferme plusieurs inexactitudes (sans doute involontaires) touchant cette entrevue et ce qui s'est passé pendant et après; cependant, je ne crois devoir relever aucune d'elles qu'en disant que l'entrevue n'a pas été sollicitée par les ministres nommés, mais bien par le procureur général, dans des lettres à sir John A. Macdonald et à sir Alexander Campbell, et que la lettre du procureur général au ministre de la justice, à propos de la proposition de renvoyer l'affaire à lord Cairns ou à lord Selborne, a été envoyée le 30 du même mois, et non à une date plus récente. Peu importe ce qui a pu être dit pendant cette entrevue, puisque votre dépêche fait connaître ce que veut aujourd'hui faire votre gouvernement pour terminer le litige et quels sont les arrangements provisoires auxquels ils consentirait volontiers, et bien que mon gouvernement n'approuve aucun de ces moyens de règlement que vous préféreriez s'il y avait un nouveau procès, et qu'il regarde les arrangements provisoires par vous mentionnés comme n'étant pas de nature à le justifier de recommander à la législature de renoncer à aucuns des droits reconnus à la province par la commission arbitrale et consentir à cette heure à un nouveau procès pour décider de la question du titre, il n'en exprime pas moins l'espoir que les autorités fédérales reconnaîtront qu'elles doivent établir les arrangements provisoires voulus sans exiger de la province qu'elle renonce à ses droits et qu'elle consente à un nouveau procès.

Par tous les moyens en leur pouvoir les autorités fédérales devraient délivrer le territoire des difficultés dont il souffre par suite du litige. Ce sont elles qui apportent des entraves, ce sont elles qui créent ces difficultés, et rien ne pourrait les justifier de laisser ainsi sans lois et sans gouvernement cet immense territoire, auquel la province de l'Ontario s'intéresse, non par rapport à la valeur que lui donnent ses terres, ses mines et ses forêts, mais parce que beaucoup de ses habitants sont allés s'y établir et que d'autres désirent faire de même. Les quelques améliorations locales que l'Ontario pourrait immédiatement entreprendre ne laisseraient pas non plus que d'aider au développement de parties importantes du pays. Dans quelques localités, le besoin d'une organisation municipale se fait déjà sentir, et les habitants du territoire venant de la province voudraient que notre système scolaire y fût introduit et pouvoir ainsi bénéficier d'une partie des fonds affectés à l'enseignement.

Ce sont les lois de cette province que connaissent les colons, et la province a établi dans le territoire des tribunaux et des officiers pour l'administration de ces lois. Pour toutes ces raisons, mes conseillers ont l'espérance que, sans vouloir imposer à la province des conditions que ses représentants ne peuvent accepter, les autorités fédérales finiront par prendre les mesures voulues pour empêcher qu'il y ait désaccord sur ces points importants; qu'en matières criminelles et par voie de législation elles remédieront aux défauts de la loi fédérale, 43 Vic., chap. 36, antérieurement signalées par ce gouvernement, et, à l'égard de la juridiction provinciale, qu'elles obtiendront du Manitoba une législation déclarant le territoire assujéti aux lois de l'Ontario jusqu'au règlement du litige soulevé par le gouvernement fédéral.

Mes conseillers suggèrent respectueusement que la plus simple et la meilleure manière d'accomplir le dernier de ces objets serait d'obtenir de la législature du Manitoba une loi déclarant que cette province consent à l'abrogation de la partie de l'acte de la dernière session qui lui assigne 39,000 milles carrés du territoire en litige, et du parlement fédéral une loi ratifiant celle de la législature et contenant les dispositions propres à assurer la réalisation des importants objets mentionnés; mais

---

ils me conseillent d'ajouter que nul arrangement provisoire ne pourrait mieux assurer le développement et la colonisation du territoire, le maintien de l'ordre et l'administration de la justice que la reconnaissance immédiate, par les législatures fédérale et du Manitoba, de la décision arbitrale comme règlement définitif de la question des frontières de cette province. Le mal souffert jusqu'ici est irrémédiable, et c'est à votre gouvernement, s'il ne veut pas qu'il s'aggrave, de le faire cesser.

Avec l'espérance que toutes les considérations qui précèdent seront attentivement examinées par le gouvernement fédéral.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JOHN BEVERLEY ROBINSON,

*Lt.-gouverneur de l'Ontario.*

A l'honorable secrétaire d'Etat,  
Canada.

---

---

## MESSAGE

(38)

LORNE.

Le GOUVERNEUR-GÉNÉRAL transmet, pour l'information de la Chambre des Communes, copie du recensement numérique du Canada, fait en vertu de l'acte 42 Vic., chap. 21.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
OTTAWA, 16 février 1882.

---

(38a)

## RAPPORT

DU

## MINISTRE DE L'AGRICULTURE

CONCERNANT LE

### RECENSEMENT, ETC

ET LES INSTRUCTIONS ADRESSÉES AUX OFFICIERS CHARGÉS DU SECOND  
RECENSEMENT DU CANADA, 1881.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les  
message et rapport ci-dessus ne sont pas imprimés.]

---

---

## RÉPONSE

(38b)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 21 février 1882:—  
Description complète de la localité comprise dans chaque sous-district de recensement de *a* à *f*, inclusivement, du district de recensement No 192: "les territoires"; aussi la carte indiquant chacun de ces sous-districts.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
2 mars 1882.

---

## RÉPONSE

(38c)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882;—  
Etat indiquant :

1. Les noms de tous les officiers et énumérateurs employés au recensement de 1881, dans le comté de Saint-Jean ;
2. Les sommes payées à chacun d'eux pour honoraires, émoluments et frais de route ;
3. Le nombre de milles que chacun d'eux a déclaré avoir parcouru.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]



## RÉPONSE

(38d)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882;—  
Etat faisant connaître le nom des personnes qui ont fait le recensement de 1881, dans le comté de Rimouski ; le nombre de milles accordés et payés à chacune de ces personnes, et le montant que chacune d'elles a reçu pour ses honoraires,

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÈGLEMENTS

(39)

CONCERNANT les terrains houillers, conformément à l'acte 43 Victoria, chapitre 26.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, OTTAWA, samedi, 17 décembre 1881.

*Présent :*

SON EXCELLENCE L'ADMINISTRATEUR DU GOUVERNEMENT EN CONSEIL.

Il a plu à Son Excellence l'administrateur du gouvernement, sur la recommandation du ministre de l'intérieur, et en vertu de l'acte 43 Vic., chap. 26, ordonner, et il est par le présent ordonné que les règlements suivants concernant la disposition des terrains à charbon soient et les dits règlements sont par le présent adoptés :

1. Que l'affermage des terrains miniers pourra être fait pour (21) vingt et un ans, dans l'ordre de leurs demandes, aux requérants qui auront convaincu le ministre de l'intérieur de leurs moyens et habileté pour exploiter efficacement les mines qu'on sollicite, les dits requérants devant en ce cas payer un loyer de vingt-cinq centins par acre exigible semi-annuellement d'avance.

2. Que le locataire paiera un droit de dix centins par tonne sur tout le charbon tiré de la mine,—rapports trimestriels faits sous serment devant être fournis au ministre de l'intérieur par le locataire, montrant la quantité de charbon tiré de la mine, les droits exigibles sur icelle et la date de tel rapport.

3. Que l'étendue de terre à être louée à une personne n'excedera pas trois cent vingt acres (320).

4. Les bornes de ces terrains en dessous de la surface de tels terrains loués seront les plans ou lignes verticaux dans lesquels est comprise la surface.

5. Le locataire devra commencer les opérations actives dans l'espace d'une année et exploiter la mine dans l'espace des deux années qui suivront le commencement du bail et payer le prix du loyer en même temps que les droits, sans quoi le bail sera résilié et la couronne reprendra les terrains.

6. Le bail pourra être renouvelé pour d'autres périodes de vingt et une années chacune et pour tels prix et droits dont il sera convenu entre le gouvernement et le locataire.

J. O. COTÉ, *greffier, conseil privé.*

## BILL CONCERNANT LES CRIMINELS OU DELINQUANTS FUGITIFS.

(40, SÉNAT.)

CORRESPONDANCE entre le gouvernement impérial et le gouvernement canadien au sujet du bill concernant les criminels ou délinquants fugitifs.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE,  
OTTAWA, 30 décembre 1880.

A la suite du renvoi qui m'a été fait par l'honorable conseil privé de la dépêche, en date du 11 décembre 1880, du secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies à Son Excellence, renfermant le projet d'une loi que le gouvernement a l'intention de proposer à la prochaine session du parlement impérial, j'ai l'honneur de présenter mon rapport.

Le 30 janvier 1877, l'honorable Edward Blake, alors ministre de la justice, a fait un rapport sur ce projet. Je joins au présent une copie de son rapport pour plus de commodité.

On verra que mon prédécesseur était d'opinion que les dispositions législatives pour les objets visés dans le bill devaient, en ce qui concernait le Canada, être portées par le parlement canadien et non par le parlement impérial. Son rapport fut adopté par le conseil et communiqué au secrétaire des colonies.

Dans sa dépêche du 11 décembre 1880, lord Kimberley indique à l'attention un passage d'une consultation de M. Jenkyns, l'un des juristes du parlement, lequel montre la difficulté qui, pratiquement, s'oppose à ce que le soin de régler cette matière soit remis aux législatures coloniales, comme l'a proposé mon prédécesseur. Voici le passage cité :

“ Si ce soin était abandonné aux législatures coloniales, il faudrait, avant l'adoption de la loi, qu'il y eût entente et accord entre le Royaume-Uni et chaque colonie, et entre chaque colonie et toutes les autres.”

Lord Kimberley exprime l'espoir que ce gouvernement ne trouvera pas nécessaire d'adhérer aux objections de celui qui l'a précédé, et qu'il approuvera la mesure proposée, en la jugeant suffisante pour tous les cas qui pourraient se présenter en Canada, sans dispositions législatives de la part du parlement fédéral.

Je ne crois pas nécessaire de discuter les questions légales qui peuvent s'élever par rapport au pouvoir du parlement canadien d'édicter une loi concernant la déportation des criminels à une autre possession de Sa Majesté, au-delà des mers, car, en présence des difficultés pratiques mentionnées dans le mémoire de M. Jenkyns, je suis d'avis que le gouvernement canadien ne doit pas s'attacher aux objections soulevées contre l'action législative du parlement impérial, d'autant que le parlement du Canada n'a encore porté aucune loi sur la matière, et que le bill proposé ne fera que prendre la place d'un acte impérial déjà existant (6 et 7 Victoria, chapitre 24).

En conséquence, je recommande que l'on réponde dans ce sens au secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies.

Il y a quelques dispositions du bill qui demandent, je crois, des observations de ma part, parce qu'elles ne me paraissent pas être applicables à la situation des choses en Canada, ou convenir à la division de l'autorité exécutive entre le Dominion et les provinces. Ce sont celles qui se rapportent aux actes à exécuter par le gouverneur—sections 3, 4, 5, 6, 7, 8, 34 et 36.

La section 40 du bill déclare que le mot *gouverneur* signifie tout fonctionnaire chargé du gouvernement d'une possession britannique. Et il est dit que l'expression *possession britannique* s'applique à toute partie des Etats de Sa Majesté, et que tous

les territoires et lieux compris dans les Etats de Sa Majesté et régis par une même législature, seront censés former une seule possession britannique et une seule partie des Etats de Sa Majesté.

En vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, l'administration de la justice dans les provinces, l'entretien et l'organisation des tribunaux provinciaux, civils ou criminels, rentrent dans les attributions des législatures provinciales; et l'on a toujours tenu qu'en ce qui est de ces matières le pouvoir exécutif appartient aux corps exécutifs provinciaux.

Or, le projet que j'examine a trait à l'administration de la justice; et je pense qu'il serait plus convenable de conférer aux lieutenants-gouverneurs des provinces les pouvoirs que ce projet donne au gouverneur du Canada. La seule modification qui me paraisse nécessaire à cet égard, est d'ajouter à cette partie de la section 40 qui détermine le sens du mot *gouverneur* les mots suivants: "En ce qui regarde le Canada, le mot *gouverneur* signifie le lieutenant-gouverneur de la province, territoire ou district dans lequel le fugitif se trouve, ou est soupçonné d'être ou de se sauver, ou dans lequel il a été admis à fournir caution."

Je désire appeler aussi l'attention sur la définition de l'expression "cour supérieure" employée dans le bill.

D'après la clause 40, elle signifie, dans une possession britannique, toute cour ayant, dans cette possession, la même juridiction criminelle que la haute cour de justice en Angleterre.

En Canada, aucune cour n'a de juridiction criminelle sur toute l'étendue de ce pays.

Les cours criminelles sont des tribunaux provinciaux, qui n'exercent la justice que dans les limites de la province. Dans les Territoires du Nord-Ouest et le district de Kéwatin il n'y a point de cours, sous ce nom technique, pour l'application des lois criminelles. Celles-ci y sont appliquées par des fonctionnaires appelés magistrats stipendiaires, qui possèdent, pratiquement, une juridiction criminelle semblable à celle que la haute cour de justice exerce en Angleterre.

Les formes de la procédure, toutefois, y sont sommaires, quoique le procès par jury, en certains cas les plus graves, y soit permis ou exigé, selon la nature du crime.

Je pense donc qu'il conviendrait d'ajouter à la définition de l'expression *cour supérieure* les mots suivants: "En ce qui concerne le Canada, l'expression *cour supérieure* signifie (a) toute cour ayant, dans la province, territoire ou district dans lequel le fugitif se trouvera ou sera soupçonné d'être ou de se sauver, la même juridiction criminelle que la haute cour de justice en Angleterre; (b) tout magistrat stipendiaire ayant, dans un territoire ou district du Canada, cette même juridiction criminelle; et (c) telle cour ou tel juge qu'aura pu désigner le gouverneur général du Canada en conseil."

Je recommande que l'on informe le secrétaire d'Etat de Sa Majesté que le gouvernement canadien désire que ces clauses soient insérées dans le bill.

JAS McDONALD.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE,  
OTTAWA, 30 janvier 1877.

Sur la dépêche circulaire du secrétaire des colonies, du 6 décembre 1876, à moi renvoyée le 23 janvier courant, et contenant copie du projet d'une loi concernant les criminels fugitifs et copie d'une correspondance sur ce sujet, j'ai l'honneur de faire rapport comme il suit:—

L'objet général du bill est d'établir des dispositions pour l'arrestation et la remise entre les mains de la justice des individus accusés d'infractions dans une possession de Sa Majesté et trouvés dans une autre partie de ses Etats.

Quoique je n'aie eu connaissance d'aucun cas où les défauts de la loi actuelle aient produit des inconvénients réels par rapport au Canada, il convient néanmoins de remédier à ces défauts.

Seulement je ferai remarquer que le parlement du Canada a le pouvoir d'édicter des lois pour l'arrestation et la remise aux agents autorisés des individus accusés d'avoir commis des infractions dans d'autres possessions de Sa Majesté; et il me semble que les dispositions législatives pour ces objets doivent être portées par le parlement canadien, et non par le parlement impérial. On en a établi d'analogues par des lois locales dans les provinces nord-américaines il y a déjà bien des années, alors que la situation de ces provinces était fort différente de celle que le Canada occupe aujourd'hui.

Dès 1796, la province du Haut-Canada renlit un acte, 37 Geo. III, autorisant l'arrestation, la remise et le renvoi à la province réclamante de tous individus accusés de félonie ou autre crime de nature grave qui s'enfuiraient de quelque province ou gouvernement nord-américain de Sa Majesté et se réfugieraient dans le Haut-Canada.

Il y eut des lois pareilles de rendues dans d'autres provinces de l'Amérique du Nord.

En 1833 encore, la législature du Haut-Canada fit une loi, 3 Guill. IV, ch. 9, pour l'extradition des criminels fugitifs de pays étrangers. La convenance de ces mesures des autorités provinciales ressort aussi du nombre même des actes d'extradition locaux ou britanniques sur lesquels l'attention du secrétaire des colonies a été appelée dans la discussion qui a eu lieu récemment sur ce sujet.

Je remarque que, dans le cours des correspondances, certaines autorités coloniales ont signalé une difficulté résultant du manque de pouvoir pour statuer sur la déportation d'un prisonnier hors de leurs propres frontières.

La mention que j'ai faite de l'exercice pendant tant d'années par les provinces nord-américaine de complets pouvoirs législatifs à cet égard, me dispense, je crois, de descendre dans la discussion de cette question en ce qui concerne le Canada.

Mais j'ajouterai que, supposé que la difficulté existe dans le cas de quelque colonie, elle peut être raisonnablement résolue par une loi impériale suppléant à l'insuffisance actuelle de pouvoir, ou autorisant la déportation au delà des limites de la colonie des individus légalement livrés comme malfaiteurs fugitifs.

Je recommanderais de présenter cette vue des choses au secrétaire des colonies, et en même temps de le prier de ne pas régler dans le bill les opérations ou les procédures qui doivent se faire en Canada; en lui laissant entendre que ce gouvernement sera prêt à proposer au Parlement canadien d'adopter les moyens convenables pour remédier, à l'égard du Canada, aux défauts de la loi existante.

Comme la dépêche du secrétaire des colonies nécessite au plus tôt un rapport de ma part et qu'en ce moment, d'ailleurs, les préparatifs de la session canadienne absorbent mon temps, je n'ai pu étudier les détails du bill avec toute l'attention que j'aurais désiré apporter à leur examen; mais cela est de peu de conséquence si ma vue générale des choses est adoptée, puisque ces détails pourront être examinés ensuite avec soin dans l'élaboration de la mesure canadienne qui, selon mon avis, devrait être présentée au suffrage législatif au premier moment opportun.

En préparant une telle mesure, je serais disposé, à cause de l'avantage d'avoir des formes de procédure identiques, qui est évident, à suivre d'aussi près que possible les dispositions de la loi en vigueur dans le moment en Canada concernant l'extradition des criminels fugitifs de pays étrangers.

J'ai déjà exprimé l'opinion qu'une loi canadienne devrait régler la procédure en cas d'extradition; et, sur ce modèle-là,—avec certaines modifications naturellement—je réglerais les dispositions de l'acte canadien à adopter.

À l'égard du bill, je me permettrai une observation sur un point essentiel.

La section 11 du projet, qui définit l'infraction à laquelle la loi est applicable, est pleine de difficultés.

Je conviens que, quand elle est possible, une définition générale est préférable à une nomenclature; mais j'incline à croire qu'une définition fondée sur les expressions des statuts nord-américains que j'ai mentionnés, serait susceptible de moins d'exceptions

que celle que l'on propose par le projet ; les inconvénients qui résulteraient d'une définition dont la peine attachée aux infractions formerait un des éléments, sont manifestes.

Il y a beaucoup à dire, je pense, contre le dessein de rendre la loi applicable à un acte qui ne constitue pas une infraction dans le pays où l'accusé se réfugie ; et je vois aussi plus d'une objection à ce qu'un ordre en conseil puisse imposer des conséquences pénales, comme on le propose dans la dernière clause de la section.

Je serais disposé à donner au département politique plutôt qu'au département judiciaire du gouvernement le pouvoir accordé par la section 12 de refuser en certains cas la remise des délinquants.

Il ne me reste plus qu'à dire qu'en ce qui concerne le cas prévu par la 17<sup>ème</sup> clause, dont on propose de rendre l'application générale, il y a été pourvu en Canada en 1869, par la loi relative au larcin. V. 32 et 33 Vict., ch. 21, sec. 112.

(Signé,)

EDWARD BLAKE.

*Le comte de Kimberley au marquis de Lorne.*

DOWNING-STREET, 11 décembre 1880.

MYLORD, — Relativement à la dépêche du comte de Dufferin, n<sup>o</sup> 34, du 6 février 1877, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le projet du bill concernant les criminels fugitifs a été complété, et que le gouvernement se propose de déposer ce bill de bonne heure à la session prochaine du parlement ; je vous en transmets trois exemplaires, avec un exemplaire d'un mémoire imprimé de M. W. Jenkyns, jurisconsulte du parlement, sur les réponses des gouvernements coloniaux au sujet du bill.

J'appelle l'attention de vos ministres sur le passage de la première page de ce mémoire, dans lequel est indiquée la difficulté qui, en pratique, s'oppose à ce que le soin de régler cette matière soit remis aux législatures coloniales, comme l'a proposé le ministre de la justice du Canada dans son mémoire joint à la dépêche de lord Dufferin ; et sans doute qu'ils estimeront avec moi que, le parlement impérial seul pouvant autoriser la détention des prisonniers sur les mers ou dans le Royaume-Uni, il s'ensuit qu'il doit aussi prescrire les formalités préalables nécessaires pour donner une sanction légale à cette détention et pour empêcher que l'on abuse du pouvoir qu'il aura ainsi créé sur la liberté individuelle.

Le bill ci-inclus, s'il devient loi, recevra une application générale dans l'occasion, car toutes les colonies, à l'exception du Canada, ont reconnu la nécessité d'une loi impériale sur ce sujet. Du reste, je ferai remarquer que des dispositions pareilles dans un acte canadien ne justifieraient point la détention d'un prisonnier hors des limites du Dominion. J'espère donc que votre gouvernement ne trouvera pas nécessaire d'adhérer aux objections de celui qui l'a précédé, et qu'il approuvera la mesure proposée, la jugeant suffisante dans son opération pour tous les cas qui pourraient se présenter en Canada, sans dispositions législatives de la part du Parlement canadien.

Je serais fort aise d'avoir bientôt les vues de vos ministres sur ce sujet.

J'ai, etc.,

W. KIMBERLEY.

Au Gouverneur général

Le très honorable

Marquis de Lorne, C.C., G.C.M.G.

## BILL CONCERNANT LES CRIMINELS FUGITIFS.

## MÉMOIRE.

J'ai lu toutes les observations qui ont été faites par les différentes colonies sur ce bill; je constate, en résultat, une approbation générale, et dans plusieurs cas chaleureuse, du bill pris dans son ensemble. La seule et unique désapprobation que je trouve est venue du Canada.\*

Approbation générale du bill par les colonies.

Quelques colonies † désirent que la première partie du bill donne plus d'effet au visa du warrant, et que l'on supprime la partie II. D'autres ‡ désirent restreindre l'effet de la partie I en exigeant que le warrant original soit envoyé du pays d'où il émane par quelque haute autorité judiciaire ou administrative.

Certaines observations comprennent des points de rédaction et de détail qui se trouveront mentionnés dans les notes sur le bill révisé; d'autres embrassent de plus grandes questions, que j'examinerai dans ce mémoire.

Le Canada désapprouve le bill parce qu'il lui paraît que ce que vise cette mesure devrait faire l'objet d'une loi coloniale et non pas impériale.

Désir du Canada de statuer législativement sur la matière.

Le ministre canadien, dans son vif et légitime désir de maintenir l'indépendance du Canada, semble n'avoir pensé qu'à son pays §, sans faire attention que le bill est applicable à tout l'empire et tend à l'établissement (autant qu'il est possible) d'un système uniforme || de dispositions pour la remise des criminels, de quelque partie de l'Empire qu'ils s'enfuient et en quelque autre partie qu'ils se réfugient.

Si le soin de régler cette matière était abandonné aux législatures coloniales, il faudrait, avant l'adoption de la loi, qu'il y eût entente et accord entre le Royaume-Uni et chaque colonie, et entre chaque colonie et toutes les autres.

Il y a été pourvu, du reste, par un acte impérial,\*\* encore en vigueur en ce moment dans le Canada comme dans le reste de l'empire. Les actes allégués par le ministre canadien comme des précédents sont tous antérieurs à cette loi-là; ils ne paraissent s'être appliqués qu'à des provinces contiguës; de sorte que, fussent-ils des précédents, ils n'autoriseraient assurément pas la législature canadienne à rendre des lois pour le transfèrement des prisonniers à travers les mers ou sur le territoire du Royaume-Uni. Ces actes coloniaux datent des anciennes décisions anglaises; s'ils étaient encore exécutoires, ils rendraient inutiles et ce bill et l'acte d'extradition, mais leur validité, comme celle de ces décisions, est aujourd'hui fort douteuse.

La Nouvelle-Galles du Sud voudrait †† que les infractions com-

Certaines modifications de la loi criminelle désirées.

\* Une partie de ces observations sont simplement transmises par le gouverneur, les autres ont été formellement approuvées par le gouvernement. Pour plus de commodité, je les désignerai généralement par le nom de la colonie et non par celui de la personne qui les fait. Quelquefois, cependant, la position de leur auteur sera indiquée par des lettres à la suite du nom de la colonie.

† Nouvelle-Galles du Sud (sir A. Stephen), Victoria, Cap de Bonne-Espérance. La Guiane (A. G.) voudrait qu'un warrant endossé par un juge supérieur du lieu de sa délivrance pût circuler dans toutes les possessions de Sa Majesté.

‡ Straits-Settlements (A. G.), Hong-Kong (A. G.), Guiane (A. G.)

§ Cette préoccupation se manifeste d'une manière presque absurde dans sa suggestion de fonder la définition des crimes sur une qui se trouve dans les actes nord-américains, comme si elle pouvait s'appliquer à tout l'Empire.

|| Sur l'avantage de l'uniformité, v. la note de sir A. Stephen.

\*\* 6 et 7 Vict., ch. 34.

†† V. la clause 18 du bill de sir A. Stephen, approuvé par l'attorney général et le gouverneur.

mises hors des Etats de la Reine, et qui seront du ressort de la justice de ses Etats, soient jugées et punies suivant la loi anglaise seule. Sir A. Stephen tient que cette disposition entre dans l'objet du bill, lequel n'est autre que de faire dûment mettre en jugement les criminels. Mais, comme une telle disposition apporterait des changements à la forme des procès et aux peines attachées aux infractions, je ne permettrai très respectueusement de dire qu'elle me paraît sortir plutôt de l'objet du bill, qui est tout simplement d'assurer le retour du fugitif dans le lieu où il peut être traduit en justice.

Le Cap de Bonne-Espérance et le Natal demandent une disposition pour la punition des crimes commis dans les territoires adjacents, contre la personne ou la propriété de sujets britanniques, par des individus ayant habité et qui se trouveraient dans la colonie, ou que les naturels de ces territoires conviendraient de remettre. Une pareille disposition, quelque désirable qu'elle soit, me semble aussi dépasser le but du bill.

La Côte d'Or voudrait que le pouvoir de juger les crimes de meurtre et d'homicide commis par des sujets britanniques hors de la colonie soit dans les possessions de Sa Majesté ou non, lui fut donné, à peu près comme il est donné par la 24 et 25<sup>ème</sup> Vict., ch. 100, sect. 9, à l'Angleterre. Cela aussi, je crois, dépasse le but du bill.

Ces diverses dispositions, toutefois, et notamment celle proposée par la Nouvelle-Galles du Sud, ne s'en écartent guère plus, ce me semble, que la partie III, originairement clause 17, telle qu'est à présent rédigée, laquelle porte qu'une infraction commencée dans un lieu et achevée dans un autre, si l'un de ces lieux est une colonie, peut être jugée dans cette colonie.

Vœux de plusieurs colonies par rapport aux frais.

Plusieurs colonies\* demandent qu'il soit pourvu aux frais qu'entraîne la remise du délinquant, ou sa restitution après acquittement † et à l'indemnité due aux personnes innocentes restituées. C'est là un soin qui, manifestement, doit être laissé à la législature de chaque colonie. Le bill contient la disposition voulue pour le Royaume-Uni. Il serait possible de prescrire que la personne demandant la remise d'un fugitif devra payer ou garantir par caution les frais, avant la remise du prisonnier à l'agent chargé de l'emmener; mais il me paraît préférable de suivre le précédent de l'acte d'extradition, et de ne point faire une pareille disposition.

Convention postale avec la France.

L'attorney général du Straits-Settlement se pose cette question, si le bill ne va pas contre la convention postale conclue avec la France en 1856, laquelle stipule qu'aucune personne ne pourra être tirée d'un paquebot-poste français touchant à Singapour. Le rédacteur n'a pas à décider cette question; mais, je puis le dire, mon opinion est que, sous la loi actuelle (6 et 7 Victoria, chap. 34), qui existait à l'époque de la convention ci-dessus, et aussi par le bill, un individu accusé d'une infraction peut être appréhendé, en vertu d'un warrant, sur un steamer français dans les eaux du port de Singapour; et, que, s'il a été conduit en prison pour y attendre sa remise, le gouverneur doit le livrer.

\* Le Honduras (A. G.), la Guyane (C. J. et A. G.), la Grenade (A. G.), la Côte d'Or, les Straits-Settlements (A. G.), Figi (A. G.), Hong-Kong (A. G.). Hong Kong conjecture qu'il y aura de très grandes difficultés entre plusieurs colonies si l'on ne pourvoit pas à la décision, par quelque autorité, telle que la trésorerie ou le comité judiciaire, de la question des frais des mesures prises pour la restitution des malfaiteurs fugitifs.

† Voir la clause 8. Richmond J., de la Nouvelle-Zélande, remarque que les mots "sans frais," dans cette clause, si la colonie pourvoit aux dépenses, sont superflus, et si elle n'y pourvoit pas, sont sans effet.



A ce sujet, il faudrait s'assurer jusqu'à quel point la décision dans l'affaire du *Franconia* affectera le pouvoir d'exécuter un warrant décerné contre un fugitif sur un navire étranger se trouvant dans les eaux soit du Royaume-Uni soit d'une colonie. \*

Dans leurs observations, les avocats généraux des Straits-Settlement et de Hong-Kong demandent aussi comment on pourrait appliquer le bill pour l'arrestation des personnes trouvées sur des steamers abordant à un port tel que Singapour, où les navires ne font que toucher, et où, par conséquent, un individu accusé d'une infraction irait, non pour y demeurer, mais avec le dessein de passer dans une autre contrée située hors des possessions de Sa Majesté.

Il y a quelque diversité d'opinions sur le point de savoir quelles autorités pourraient proprement exercer les pouvoirs qui sont donnés par le bill à une cour supérieure ou à un juge d'une cour supérieure et au gouverneur respectivement.

Le bill autorise :

- (a) Par la clause 3, un juge et le gouverneur à endosser un warrant.
- (b) Par la clause 4, le gouverneur à remettre en liberté une personne arrêtée en vertu d'un warrant provisoire ;
- (c) Par la clause 6, le gouverneur à ordonner la remise d'un prisonnier envoyé en prison par un magistrat ; sans préjudice, cela va sans dire, du pouvoir que possède une cour supérieure, en vertu de la clause 11, et du pouvoir de la même cour (il s'en trouve, je le présume, partout) d'élargir un prisonnier à la suite d'un *habeas corpus*, si son envoi en prison par le magistrat est mal fondé ;
- (d) Par la clause 7, (voir aussi la clause 19) un juge d'une cour supérieure, après avis au gouverneur, à ordonner l'élargissement d'un délinquant qui n'a pas été remis dans le délai de deux mois à partir de son envoi en prison ;
- (e) Par la clause 8, (voir aussi la clause 19), le gouverneur à renvoyer un prisonnier livré, s'il n'y avait pas de procès au lieu où il a été arrêté ;
- (f) Par la clause 11 (voir aussi la clause 20) une cour supérieure, à relaxer le délinquant dans le cas où, à raison du peu d'importance de l'infraction ou parce que la demande n'a pas été faite de bonne foi, il serait injuste ou tyrannique de le livrer ;
- (g) Par la clause 38, le gouverneur ou une cour supérieure à ordonner le transfèrement d'un délinquant à quelque autre lieu pour le procès ; et
- (h) Par la clause 40, le gouverneur à ordonner le procès du délinquant dans l'endroit même où il a été arrêté, au lieu de remettre le prisonnier.

En tous ces cas, le secrétaire d'Etat a, dans le Royaume-Uni, † le pouvoir attribué dans une colonie au gouverneur ; en outre, les magistrats de police de Bow-street peuvent endosser un warrant.

En ce qui concerne le pouvoir énoncé dans la clause 3 (a), l'acte 6 et 7 Vict., ch. 31, autorisait un secrétaire d'Etat dans le Royaume-Uni et un juge dans une colonie à ordonner le warrant. L'attorney général de la Guiane désire exclure le gouverneur ; et l'attorney général de Hong-Kong, le juge ; le Honduras britannique voudrait

Effet de la décision dans l'affaire du *Franconia*.

Application du bill aux steamers touchant à un port *in transitu*.

Exercice de la juridiction attribuée au gouverneur ou à la cour supérieure.

Clauses 3, 4, 6, 7, 8, 12 et 19 (du bill primitif).

\* L'attorney général du Cap de Bonne-Espérance pose cette question.  
 † En Irlande, le lord lieutenant et le secrétaire en chef ont concurrement cette juridiction.

que les pouvoirs ne fussent exercés que par le juge en chef ou le magistrat faisant fonctions de juge en chef, de manière à exclure les "lay judges."

D'un autre côté, quelques colonies † expriment le vœu que l'on augmente le nombre des autorités pouvant endosser le warrant; ainsi la Nouvelle-Galles du Sud donnerait cette faculté au secrétaire colonial ou à deux magistrats, dont un stipendiaire; le Cap de Bonne-Espérance le donnerait à tout magistrat résident; et l'Inde au secrétaire de tout gouvernement. Je ferai remarquer que le plan des deux premières de ces colonies est d'assimiler la partie I à la partie II, et de retrancher celle-ci.

Le Cap de Bonne-Espérance et les Straits-Settlements ont allégué les délais nécessaires, par la distance, pour obtenir l'endossement du gouverneur: c'est à quoi on a pourvu dans le bill au moyen du mandat provisoire de la clause 4. Il y a quelque raison de laisser le pouvoir d'endosser le warrant à un fonctionnaire administratif: on a de la sorte une nouvelle garantie contre la délivrance de mandats entachés de fraude ou d'irrégularité; si c'est un officier d'administration qui a le pouvoir dont il s'agit, il est plus facile de faire une convention pour la légalisation et la transmission des warrants, que si ce pouvoir était remis à une autorité judiciaire. Toutefois, il ne paraît pas y avoir d'objection à ce que l'on permette, comme par la clause 36, à une législature coloniale d'attribuer à certaines personnes, à part du gouverneur, la faculté d'endosser les warrants décernés en vertu de la clause 3. A l'égard du Royaume-Uni, il n'y a, ce semble, aucune raison de changer les dispositions du bill.

En ce qui est de la clause 4 (b), la Jamaïque seule (A.G.) désire donner le pouvoir de relaxation à un juge de la cour supérieure, au lieu du gouverneur. Ce pouvoir, selon moi, a plutôt un caractère administratif que judiciaire; quoique l'on puisse se demander si, dans le Royaume-Uni, il ne devrait pas être confié aussi au magistrat de police de Bow-Street.

Pour la clause 6 (c), le Cap de Bonne-Espérance (suivant sa proposition d'assimiler la partie I à la partie II) suggère d'autoriser soit un juge d'une cour supérieure, soit un magistrat en résidence; et l'*India Office* propose d'autoriser le secrétaire de tout gouvernement indien.

D'autre part, sir John A. Stephen estime que l'attribution du pouvoir d'envoyer hors du pays un accusé pourrait être fort raisonnablement limitée au gouverneur; bien que tout d'abord il ait été d'une opinion contraire.

Mais on pourrait, je crois, laisser à la législature coloniale, comme le propose la clause 36, le soin d'étendre les pouvoirs à d'autres personnes que le gouverneur.

Dans le Royaume-Uni, à mon avis, il les faut laisser au secrétaire d'Etat.

En ce qui concerne les clauses 7 (d), 8 (e) et 38 (g), il n'a été élevé aucune difficulté contre les pouvoirs respectifs du juge et du gouverneur.

Quant à la clause 11 (f), le Canada trouve que le pouvoir devrait être dévolu au gouverneur; et la Jamaïque (A.G.) qu'il devrait être exercé par le gouverneur, mais peut-être sur le rapport des juges. Il paraît y avoir beaucoup de force dans la proposition de transférer le pouvoir au gouverneur, vu qu'il s'agit là d'une

† La Nouvelle-Galles du Sud, le Cap de Bonne-Espérance, les Straits-Settlements et l'Inde.

question de discrétion plutôt que de stricte justice, et qu'un pouvoir discrétionnaire est mieux placé entre les mains d'un fonctionnaire administratif qu'entre celles d'un juge, qui par habitude suit presque toujours des règles strictes. Mais comme la clause, outre qu'elle a été approuvée par le *Home Office*, a soulevé très peu d'observations de la part des autres colonies, et qu'elle est acceptée par sir A. Stephen, je n'y ai point touché.

Enfin, à l'égard de la clause 40 (h), l'attorney général de Guiane voudrait exclure le gouverneur, parce qu'il n'agit point d'après des preuves produites, et qu'en outre attribuer un même et égal pouvoir à une cour supérieure et au gouverneur serait préparer des conflits entre eux.

C'est assurément une question si le pouvoir devrait se donner soit à la cour supérieure ou au gouverneur, soit à tous les deux.

Lorsque l'individu a été arrêté comme fugitif, le pouvoir devrait être, conformément au reste du bill, attribué au gouverneur, à l'exclusion de la cour supérieure.

Bien que la clause s'applique à un individu qui n'a pas été arrêté comme fugitif, celui-ci pratiquement est comme un fugitif, d'autant plus qu'il peut être jugé dans une autre partie des Etats de Sa Majesté. Ce cas semble donc tomber sous l'application des principes généraux du bill relatifs aux fugitifs, c'est-à-dire sous l'application du pouvoir du gouverneur.

On peut dire aussi que c'est là une question de police bien plutôt que de justice, et par conséquent qu'elle doit ressortir plutôt à un fonctionnaire administratif qu'à un juge.

D'un autre côté, on peut alléguer que le transfèrement peut être une mesure très injuste pour le fugitif, à cause de la difficulté qu'il aurait à produire ses témoins; que le pouvoir de transfèrement est tel qu'on ne peut en remettre l'exercice contre un accusé à un fonctionnaire administratif; et que, comme l'on ne doit pas laisser le criminel s'échapper en se réfugiant dans une possession britannique éloignée des lieux où l'on pourrait se procurer les témoins, une cour prendrait les précautions convenables contre ce danger.

L'objection à l'attribution du même pouvoir à un juge de la cour supérieure et au gouverneur, a quelque force. La cour figure là parce qu'il est possible qu'à la suite de procédures devant elle, elle se trouve saisie de l'affaire et parce qu'elle serait éminemment compétente alors pour agir.

Attendu que cette objection n'a été faite que par la Guiane, et que sir A. Stephen adopte la clause, je n'ai rien changé à celle-ci.

Il est à remarquer qu'il ne sera permis à la législature coloniale de statuer sur ce sujet que pour déterminer comment et par quelles personnes sera exercé le pouvoir confié à la cour supérieure et au gouverneur respectivement.

Il s'est produit différentes opinions sur le point de savoir quels magistrats devraient exercer les pouvoirs exprimés dans le bill. Voici les différents pouvoirs attribués à des magistrats :—

(a) Par la clause 4, un magistrat peut décerner un mandat provisoire;

(b) Par la clause 5, un magistrat peut connaître de la cause et renvoyer en prison le délinquant pour y attendre sa remise;

(c) Par la clause 14, un magistrat peut endosser un warrant pour une autre colonie du même groupe, et en vertu de la clause 17, peut décerner un warrant provisoire pour l'arrestation de la personne y dénommée avant l'endossement;

Quels magistrats auront à exercer la juridiction créée par le bill.  
Clauses 4, 5, 15 et 16 (du bill primitif).

- (d) Par la clause 15, un magistrat peut renvoyer un prisonnier, arrêté en vertu d'un warrant ainsi endossé, devant le tribunal d'une autre colonie du même groupe.
- (e) Par la clause 16, un magistrat peut endosser une citation à un témoin pour une autre colonie du même groupe.

En ce qui concerne la clause 4 (a), la Nouvelle-Galles du Sud, la Jamaïque (A. G.) et le Honduras (A. G.) sont d'opinion que le pouvoir y mentionné ne devrait être donné qu'à un magistrat stipendiaire, avec adjonction, dans la Jamaïque, d'un juge de la cour de district; tandis que Hong-Kong (A. G.) voudrait commettre ce pouvoir à un magistrat de police, et Fiji (C. J.) à un juge supérieur.

Clause 5 (b).—La Nouvelle-Galles du Sud permettrait à tout magistrat de renvoyer en prison le délinquant, en laissant à la prudence du gouverneur le soin de n'ordonner la restitution du prisonnier que dans le cas où il conviendrait de le faire. Le Honduras (A. G.) et la Jamaïque attribueraient cette faculté au seul magistrat mentionné dans le paragraphe (a) ci-dessus; Ceylan et la Nouvelle-Zélande (S. G.) l'accorderaient à un juge de paix.

Clauses 14 et 15 (c et d).—Queensland demande que le pouvoir de renvoi ne soit exercé que par un magistrat de police.

La Nouvelle-Galles du Sud voudrait l'uniformité partout, ce qui paraît impraticable. Le meilleur parti à prendre, probablement, c'est d'autoriser la législature de chaque colonie à désigner les magistrats qui auront à exercer la juridiction dans son territoire.

Faculté d'un secrétaire d'Etat de refuser la remise du prisonnier.

On a demandé \* si un secrétaire d'Etat ou un gouverneur ont discrétionnairement, la faculté de se refuser à ordonner la remise d'un fugitif renvoyé en prison par le magistrat. Le bill ne donne expressément aucun pouvoir discrétionnaire à cet égard, et, à mon sens, ne doit pas le faire, parce que si le magistrat renvoie le fugitif en prison, la remise, selon le cours ordinaire des choses, n'est plus qu'un simple acte ministériel de la part du fonctionnaire administratif; de fait, on peut se demander si, sous l'application du bill, le secrétaire d'Etat ou le gouverneur ne pourrait pas être requis par voie de *mandamus* de rendre l'ordre de remise.

Si celui-ci est un simple acte ministériel, la cour qui renvoie en prison le fugitif pour y attendre sa remise, devrait être une cour compétente. Le bill révisé donc, quant à ce qui regarde le Royaume-Uni, investit de la juridiction un magistrat de police ou un magistrat stipendiaire, ou deux juges de paix, — et, en Ecosse, un shérif ou son substitut. La question de savoir si cette juridiction ne devrait pas être, comme dans le cas de l'acte d'extradition, limitée aux magistrats de police de Bow-Street, me paraît digne d'attention.

26 janvier 1878.

H. JENKINS.

\* Sir A. Stephen, dans sa note sur la clause 5.

BILL CONCERNANT LES CRIMINELS OU DÉLIN-  
QUANTS FUGITIFS.

ARRANGEMENT DES CLAUSES.

Clause.

1. Titre abrégé.

PARTIE I.

REMISE DES FUGITIFS.

2. Le fugitif peut être arrêté et remis.
3. Endossement du warrant pour l'arrestation du fugitif.
4. Mandat d'arrestation provisoire.
5. Ce qui sera fait après son arrestation.
6. Remise du fugitif en vertu d'un warrant.
7. Relaxation du prisonnier s'il n'est remis dans le délai de deux mois.
8. Restitution du prisonnier, s'il n'est pas mis en jugement dans les six mois ou s'il est acquitté.
9. Frais de la remise d'un fugitif au Royaume-Uni.
10. Infractions tombant sous l'application des dispositions du présent acte.
11. Pouvoir qu'a une cour supérieure de relaxer le fugitif à raison du peu d'importance du cas ou de l'injustice de la remise.
12. Pouvoir du lieutenant gouverneur d'Irlande.

PARTIE II.

ENDOSSEMENT INTERCOLONIAL DES WARRANTS, ET INFRACTIONS.

*Application de partie de l'acte.*

13. Application à un groupe de possessions britanniques.

*Endossement des warrants.*

14. Endossement dans une possession britannique d'un warrant délivré dans une autre du même groupe.
15. Remise du fugitif arrêté en vertu d'un warrant endossé.
16. Endossement dans une possession britannique de citations, etc., de témoins délivrées dans une autre possession du même groupe.
17. Warrant provisoire décerné dans un groupe de possessions britanniques.
18. Relaxation du prisonnier non délivré dans le délai de deux mois à une possession britannique du même groupe.
19. Restitution du prisonnier acquitté ou non mis en jugement.
20. Refus de remettre le prisonnier lorsque l'infraction est de peu d'importance.

PARTIE III.

*Jugement, etc., du prisonnier.*

21. Infraction commise sur la frontière de deux possessions britanniques contiguës.
22. Infraction commise dans le trajet entre deux possessions britanniques.
23. Procès pour crime de faux serment ou faux témoignage.
24. Dispositions supplémentaires relatives au jugement des prisonniers.

## Clause.

25. Délivrance d'un warrant de perquisition.
26. Transfèrement du prisonnier par mer d'un lieu à un autre.

## PARTIE IV.

## DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.

*Mandats et évasions.*

27. Endossement du mandat.
28. Transport des fugitifs et des témoins.
29. Evasion du prisonnier.

*Preuves justificatives.*

30. Dépôts reçues comme preuves, et légalisation des dépôts et des warrants.

*Dispositions diverses.*

31. Exercice de la juridiction des magistrats.
32. Pouvoir de rendre et révoquer des ordres en conseil.
33. Pouvoir donné aux législatures coloniales de faire des lois pour l'exécution du présent acte.

*Application du présent acte.*

34. Application aux infractions commises en mer ou dont l'auteur peut être mis en jugement dans plusieurs parties des Etats de Sa Majesté.
35. Application de l'acte aux condamnés.
36. Application au transfèrement des individus pouvant être jugés dans plus d'une partie des Etats de Sa Majesté.
37. Application à des juridictions étrangères.
38. Application de l'acte et exécution des mandats dans le Royaume-Uni, les îles de la Manche et l'île de Man.
39. Application de l'acte aux infractions antérieures à son entrée en vigueur.

*Définitions et abrogation d'acte.*

40. Sens et étendue de certains termes.
41. Entrée en vigueur de l'acte.
42. Abrogation de l'acte désigné dans l'annexe.

## PROJET DE RÉDACTION D'UN BILL

- A. D. 1880. Pour amender la loi relative aux criminels ou délinquants fugitifs dans les Etats de Sa Majesté et pour d'autres objets concernant le jugement des malfaiteurs.

SA très-excellente Majesté la Reine, de l'avis et avec le consentement des Lords spirituels et temporels, et des Communes, réunis dans le présent Parlement, et avec leur autorisation, décrète ce qui suit :—

- Titre abrégé. 1. Le présent acte pourra être cité sous le titre de : " Acte concernant les criminels ou délinquants fugitifs (1880)."

## PARTIE I.

A. D. 1880.

## REMISE DES FUGITIFS.

2. Lorsqu'un individu accusé d'avoir commis une infraction (à laquelle est applicable le présent acte) dans une partie quelconque des Etats de Sa Majesté, aura fui hors de son territoire, si le fugitif (et ce mot dans le présent acte s'entend d'un fugitif de cette partie-là) se trouve dans une autre partie des Etats de Sa Majesté, il pourra être arrêté et renvoyé, de la manière prescrite par cet acte, dans la partie d'où il se sera enfui.

Un fugitif peut être arrêté et remis. *Vide* 6 et 7 Vict., ch. 34, sect. 1 et 2.

Le fugitif pourra être arrêté en vertu d'un mandat endossé (*endorsed*) ou d'un mandat provisoire.

3. Lorsqu'un mandat d'arrestation aura été décerné, dans quelque partie des Etats de Sa Majesté, contre un fugitif de cette partie-là, qui est ou que l'on suppose être dans une autre partie des Etats de Sa Majesté, ou en route pour y venir, si l'une des autorités suivantes, à savoir :

Endossement du warrant pour l'arrestation du fugitif. 7. 6 et 7 Vic., ch. 34, sect. 1 et 2.

(1.) Un juge d'une cour supérieure de ce dernier pays ;

(2.) Dans le Royaume-Uni, un secrétaire d'Etat et un des magistrats de la cour de police métropolitaine de Bow-Street ; et

(3.) Dans une possession britannique, le gouverneur de cette possession, —

est convaincue que le mandat a été décerné par une personne compétente, elle pourra l'endosser de la manière prescrite par le présent acte ; et le mandat ainsi endossé constituera une autorisation suffisante pour arrêter le fugitif dans la partie des Etats de Sa Majesté où s'est fait l'endossement, et le conduire devant un magistrat.

4. Un magistrat d'une partie quelconque des Etats de Sa Majesté, pourra décerner un mandat d'arrestation provisoire contre un fugitif qui est ou que l'on suppose d'être dans cette partie-là ou en route pour y venir, sur une dénonciation (*information*) et dans des circonstances qui, dans son opinion, justifieraient la délivrance d'un mandat si l'infraction dont le fugitif est accusé eût été commise dans le ressort de sa juridiction : et, en conséquence, ce mandat pourra être visé au dos et mis à exécution.

Mandat d'arrestation provisoire.

Le magistrat qui aura délivré un mandat d'arrestation provisoire, devra immédiatement en adresser un rapport avec la dénonciation ou une copie certifiée exacte de cette pièce, s'il est dans le Royaume-Uni, à un Secrétaire d'Etat, et s'il est dans une possession britannique, au gouverneur de cette possession ; et le Secrétaire d'Etat ou le gouverneur pourra, s'il le juge opportun, relaxer la personne arrêtée en vertu du mandat.

5. Tout fugitif arrêté sera conduit devant un magistrat, lequel (en se conformant aux dispositions du présent acte) connaîtra de la cause de la même manière, et aura la même juridiction et les mêmes pouvoirs, autant que faire se peut, (y compris le pouvoir de renvoyer le prisonnier à une autre audience et celui de l'admettre à la liberté sous caution) que si ce fugitif était accusé d'une infraction commise dans le ressort de sa juridiction.

Ce qu'il sera fait après son arrestation. 7. 6 et 7 Vic., ch. 34, sect. 1, 3.

Si le mandat endossé portant l'ordre d'arrêter le fugitif est dûment légalisé, et si l'on fournit (en se conformant aux dispositions du présent acte) des preuves qui donneraient lieu, d'après les lois ordinairement appliquées par le magistrat, à une probable et forte présomption que le fugitif a commis l'infraction mentionnée dans le mandat, et que cette infraction est de celles auxquelles cette partie-ci du présent acte est applicable, le magistrat renverra en prison le fugitif pour y attendre sa remise, et adressera immédiatement un

A. D. 1880. — certificat de l'envoi en prison, avec le rapport qu'il jugera opportun de présenter sur la cause, s'il est dans le Royaume-Uni, à un Secrétaire d'Etat, et s'il est dans une possession britannique, au gouverneur de cette possession.

Lorsque le magistrat renverra en prison le fugitif, il devra informer celui-ci que sa remise ne sera accordée qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours, et qu'il est en droit de demander un bref d'*habeas corpus* ou autre ordre équivalent.

Le fugitif arrêté en vertu d'un mandat provisoire pourra être renvoyé à une autre audience, soit une ou plusieurs fois, à tel intervalle raisonnable, d'au plus quatorze jours d'une audience à l'autre, qui paraîtrait nécessaire dans les circonstances pour la production d'un mandat endossé.

Remise du fugitif en vertu d'un warrant. V. 6 et 7 Vict., ch. 34, sect. 5.

6. A l'expiration du délai de quinze jours à partir de l'envoi en prison d'un fugitif pour y attendre sa remise, ou—dans le cas où une cour supérieure aurait donné, relativement à ce fugitif, un bref d'*habeas corpus* ou autre ordre équivalent,—après la décision finale de la cour sur la cause,

(1) Un Secrétaire d'Etat, si le fugitif a été envoyé ainsi en prison dans le Royaume-Uni; ou

(2) Si l'envoi en prison a eu lieu dans une possession britannique, le gouverneur de cette possession,

pourra, s'il trouve juste de le faire, ordonner par mandat muni de sa signature que le fugitif soit renvoyé dans la partie des Etats de Sa Majesté d'où il s'est enfui, et, à cet effet, qu'il soit livré aux personnes à qui le mandat est adressé ou à l'une ou quelques-unes d'entre elles, gardé prisonnier et conduit, par mer ou autrement, à la dite partie des Etats de Sa Majesté, pour y être jugé selon les lois locales, comme s'il y avait été arrêté; et ce mandat sera exécuté sans délai, conformément à sa teneur.

Relaxation du prisonnier, s'il n'est remis dans le délai de deux mois. V. 6 et 7 Vict., ch. 34, sect. 6.

7. Dans le cas où un fugitif, qui aura été envoyé en prison dans quelque partie des Etats de Sa Majesté conformément aux précédentes dispositions, pour y attendre sa remise, ne serait pas transféré hors de cette partie-là dans le délai de deux mois à partir de son envoi en prison, une cour supérieure, sur demande faite par ce fugitif ou de sa part, et sur preuve qu'il a été donné, de l'intention de présenter cette demande, un avis de durée raisonnable, si la dite partie est le Royaume-Uni, à un Secrétaire d'Etat, et si la dite partie est une possession britannique, au gouverneur de cette possession, pourra ordonner l'élargissement du fugitif, s'il n'est point produit de raisons suffisantes contre sa mise en liberté.

Restitution du prisonnier, s'il n'est pas mis en jugement dans les six mois ou s'il est acquitté. V. 6 et 7 Vict., ch. 34, sect. 7.

8. Dans le cas où une personne accusée d'une infraction, et remise conformément aux précédentes dispositions du présent acte à quelque partie des Etats de Sa Majesté, n'y serait pas mise en jugement pour la dite infraction dans le délai de six mois après son arrivée dans cette partie-là, ou bien serait acquittée sur la dite infraction,—un Secrétaire d'Etat, si cette partie des Etats de Sa Majesté est le Royaume-Uni, et si c'est une possession britannique, le gouverneur de cette possession, pourra, s'il le juge opportun, sur la demande de cette personne, la faire renvoyer, sans frais et avec le moins de délai qu'il sera possible, à la partie des Etats de Sa Majesté où elle était ou se rendait au moment de son arrestation.

Frais de la remise d'un fugitif au Royaume-Uni. V. 6 et 7 Vict., ch. 34, sect. 8.

9. Les frais légitimement faits à l'occasion et en conséquence de l'arrestation et de la remise d'un fugitif au Royaume-Uni seront, quelle que soit la nature de l'infraction, payés de la même manière que le sont les frais de la poursuite pour félonie, en Angleterre et en Irlande, et pour crime, en Ecosse.



10. La présente partie du présent acte sera applicable aux infractions ci-après désignées, savoir, à la trahison et à la piraterie, et aussi à toute infraction qualifiée félonie, délit, crime ou autrement, qui dans le moment sera punissable, dans la partie des Etats de Sa Majesté où elle aura été commise,—soit par voie d'acte d'accusation soit sur dénonciation,—de l'emprisonnement, pendant douze mois ou plus, avec travail forcé, ou de toute peine plus grande; et pour les fins de la présente section, l'emprisonnement rigoureux, et toute détention en prison à laquelle serait joint le travail, de quelque nom qu'on appelle cette détention, seront réputés emprisonnement avec travail forcé.

A. D. 1880.

Infractions tombant sous l'application des dispositions du présent acte.

La présente partie du présent acte sera applicable à une infraction, encore que, d'après la législation de la partie des Etats de Sa Majesté où le fugitif est ou est supposé être ou se rendre, celle-ci puisse n'être pas une infraction où n'en être pas une à laquelle s'appliqueraient ces dispositions du présent acte; et toutes les dispositions du présent acte, y compris celles relatives au mandat d'arrestation provisoire et à l'envoi en prison, devront s'interpréter, en cas pareil, comme si le fait incriminé était, dans la dite partie des Etats de Sa Majesté, une infraction à laquelle elles seraient applicables.

11. Dans le cas où l'on ferait voir à la cour qu'à raison du peu d'importance de la cause, ou parce que la demande de la remise du fugitif n'a pas été faite de bonne foi dans l'intérêt de la justice, ou par d'autres raisons,—la remise de ce fugitif, ou sa remise avant l'expiration d'un certain délai, serait une mesure injuste ou tyrannique, ou une punition trop sévère, eu égard à la distance, aux moyens de communication et à toutes les circonstances de l'affaire, il sera loisible à la cour de le relaxer, soit absolument soit sous caution, ou d'ordonner qu'il ne soit pas remis avant l'expiration du délai énoncé dans l'ordre, ou de donner à son égard tout autre ordre qu'elle estimera juste.

Pouvoir qu'a une cour supérieure de relaxer le fugitif à raison du peu d'importance du cas ou de l'injustice de la remise.

12. En Irlande, le lord lieutenant ou les lords juges ou tout autre gouverneur en chef ou gouverneurs d'Irlande, et aussi le principal secrétaire du lord lieutenant, pourront, de même qu'un Secrétaire d'Etat, exercer tout pouvoir conféré par la présente partie du présent acte à un secrétaire d'Etat.

Pouvoir du lord lieutenant d'Irlande.

## PARTIE II.

### ENDOSSEMENT INTERCOLONIAL DES WARRANTS, ET INFRACTIONS.

#### *Application de cette partie de l'Acte.*

13. Cette partie-ci du présent acte ne s'appliquera qu'aux groupes de possessions britanniques, auxquels à raison de la contiguïté de ces terres et pour d'autres raisons, Sa Majesté jugera opportun de la rendre applicable.

Application à un groupe de possessions britanniques.

Il sera loisible à Sa Majesté d'ordonner, de temps en temps, par ordre en conseil, que la présente partie de cet acte s'applique au groupe de possessions britanniques mentionné dans l'ordre, et par ce même ordre ou un ordre subséquent d'excepter certaines infractions de l'application de la dite partie du présent acte, et de limiter l'application de celle-ci par telles conditions, exceptions et restrictions qu'elle pourra juger opportunes.

#### *Endossement des mandats.*

14. Lorsqu'il aura été décerné, dans une possession britannique d'un groupe auquel sera applicable la présente partie de cet acte, un

Endossement dans une pos-

**A. D. 1880.** mandat d'arrestation contre un individu accusé d'une infraction punissable par la loi dans cette possession, et que cet individu se trouvera ou sera soupçonné d'être dans une autre possession britannique du même groupe, ou en route pour s'y réfugier, un magistrat de cette possession, s'il est convaincu que le mandat a été décerné par une personne compétente, pourra l'endosser de la manière prescrite par le présent acte; et le mandat ainsi endossé constituera une autorisation suffisante pour arrêter, dans la juridiction du magistrat qui l'aura endossé, l'individu y dénommé, et pour le conduire soit devant ce magistrat soit devant quelque autre, dans la même possession britannique.

Remise du fugitif arrêté en vertu d'un warrant endossé.

15. Si le magistrat devant lequel sera conduit un individu ainsi arrêté, est convaincu que le mandat a été dûment légalisé comme le veut le présent acte et qu'il a été décerné par une personne compétente, et s'il lui est apporté preuve sous serment de l'identité du prisonnier avec le fugitif nommé ou autrement désigné ou décrit dans le mandat, il pourra ordonner que le prisonnier soit renvoyé à la possession britannique d'où émane le mandat; et, à cet effet, qu'il soit livré aux personnes auxquelles le mandat est adressé, ou à une ou plusieurs d'entre elles, gardé prisonnier et conduit, par mer ou autrement, à la dite possession britannique, pour y être jugé selon les lois locales comme s'il y avait été arrêté. Et cet ordre de remise pourra se donner par mandat muni de la signature du magistrat le décernant, et pourra être exécuté conformément à sa teneur.

Le magistrat aura, autant qu'il sera nécessaire pour l'exercice des pouvoirs donnés par la présente section, les mêmes pouvoirs (y compris celui de renvoyer le prisonnier à une autre audience et celui de l'admettre à la liberté sous caution) qu'il aurait dans le cas d'un individu appréhendé en vertu d'un mandat de lui.

Endossement dans une possession britannique de citations, etc., de témoins délivrés dans une autre possession du même groupe.

16. Dans le cas où une personne que la partie poursuivante ou le défendeur voudra faire entendre en témoignage sur l'accusation d'une infraction punissable d'après les lois dans une possession britannique d'un groupe auquel la présente partie de cet acte est applicable, serait ou qu'on le supposerait être dans une autre possession britannique du même groupe, ou en route pour s'y rendre, — un juge, magistrat ou autre fonctionnaire qui aurait légalement le pouvoir de délivrer une citation, enjoignant à ce témoin d'avoir à se présenter, si celui-ci était dans le ressort de sa juridiction, pourra lancer une citation pour sa comparution; et un magistrat dans une autre possession britannique du même groupe, s'il est convaincu que la citation émane d'un juge, magistrat ou fonctionnaire légalement autorisé comme il est dit ci-dessus, pourra endosser la dite citation en y apposant son nom; et le témoin, sur signification à lui faite dans la dite possession de la citation ainsi endossée, et après versement ou offre de versement dans ses mains d'une somme raisonnable pour ses dépenses, devra obéir à la citation; et, s'il y manque, pourra être mis en jugement et puni soit dans la possession où il aura reçu la notification, soit dans celle où la citation aura été donnée; et il sera passible de la peine portée par les lois de la possession où il sera jugé, contre les témoins détaillants. Le mot *citation*, dans la présente section, comprend tout *subpoena* ou autre sommation de comparaître adressée à un témoin.

Warrant provisoire décerné dans un groupe de possessions britanniques.

17. Un magistrat, dans une possession britannique d'un groupe auquel la présente partie de cet acte est applicable, avant l'endossement comme ci-dessus d'un mandat pour l'arrestation d'un individu, pourra décerner un mandat d'arrestation provisoire contre lui, sur une dénonciation et dans des circonstances qui, dans son opinion,

justifieraient la délivrance d'un mandat si l'infraction dont cet individu est accusé était une infraction punie par les lois de la dite possession, et avait été commise dans le ressort de sa juridiction; et, en conséquence, ce mandat pourra être visé au dos et mis à exécution. Pourvu que l'individu arrêté en vertu de ce mandat provisoire soit relaxé si le mandat originaire n'est produit et endossé dans tel délai raisonnable qui, dans les circonstances, paraîtrait nécessaire.

18. Si, dans une possession britannique, un prisonnier dont la remise est autorisée conformément à cette partie du présent acte, n'est pas transféré hors de cette possession dans le délai d'un mois à partir de la date du mandat portant l'ordre de sa remise, un magistrat ou une cour supérieure, sur la demande faite par ce prisonnier ou de sa part, et sur preuve qu'il a été donné, de l'intention de présenter cette demande, un avis de durée raisonnable à la personne tenant le mandat et au chef de police de la dite possession, ou de la province ou de la ville où le prisonnier est détenu, pourra ordonner son élargissement, à moins qu'il ne soit produit de suffisantes raisons contre sa mise en liberté.

A. D. 1830.  
Relaxation du prisonnier non livré dans le délai de deux mois à une possession britannique du groupe.

Tout ordre ou tout refus de donner l'ordre d'élargissement, de la part d'un magistrat, sous la présente section, sera sujet à appel devant une cour supérieure.

19. Dans le cas où un prisonnier accusé d'une infraction a été remis, conformément aux dispositions de cette partie du présent acte, à une possession britannique, si ce prisonnier n'est pas mis en jugement pour la dite infraction dans le délai de six mois après son arrivée dans cette possession, ou est acquitté sur la dite infraction, le gouverneur de la possession, s'il le juge à propos, peut, sur la demande du prisonnier, le faire renvoyer, sans frais et avec le moins de délai qu'il sera possible, à la possession britannique dans laquelle il était ou se rendait au moment de son arrestation.

Restitution du prisonnier acquitté ou non mis en jugement.

20. Dans le cas où la remise d'un prisonnier est demandée ou ordonnée en vertu de la présente partie de l'acte, et où l'on ferait voir à un magistrat ou à une cour supérieure qu'à raison du peu d'importance de la cause, ou parce que la demande de la remise du fugitif n'a pas été faite de bonne foi dans l'intérêt de la justice, ou par d'autres raisons,—la remise de ce prisonnier, ou sa remise avant l'expiration d'un certain délai, serait une mesure injuste ou tyrannique, ou une punition trop sévère, eu égard à la distance, aux moyens de communication et à toutes les circonstances de l'affaire, il sera loisible à la cour ou au magistrat de le relaxer soit absolument, soit sous caution, ou d'ordonner qu'il ne soit pas remis avant l'expiration du délai énoncé dans l'ordre, ou de donner à son égard tout autre ordre qu'il estimera juste.

Refus de remettre le prisonnier lorsque l'infraction est de peu d'importance.

Tout ordre ou tout refus de donner l'ordre d'élargissement, de la part d'un magistrat, sous la présente section, sera sujet à appel devant une cour supérieure.

### PARTIE III

#### JUGEMENT, ETC., DU PRISONNIER.

21. Lorsque deux possessions britanniques sont contiguës, l'individu accusé d'une infraction commise sur la frontière commune ou dans l'espace de cinq cents verges de la frontière commune, pourra être arrêté, jugé et puni soit dans l'une soit dans l'autre de ces possessions.

22. Dans le cas où un crime ou délit a été commis contre une personne ou relativement à des choses mobilières, dans une voiture ou véhicule quelconque employé dans un trajet, ou à bord d'un

Infraction commise sur la frontière de deux possessions britanniques contiguës. V. 7 Geo. 4, ch. 64, sect 12.  
Infraction commise dans

A. D. 1880. le trajet entre deux possessions britanniques. V. 7 Geo. 4, ch. 64, sect. 13.

bâtiment quelconque employé sur une rivière navigable, un lac, un canal ou voie de navigation intérieure, l'individu accusé de ce crime ou délit pourra être jugé dans toute possession britannique à travers une partie de laquelle a passé la voiture ou véhicule ou le bâtiment dans le cours du trajet ou voyage pendant lequel l'infraction a été commise; et dans le cas où le bord, la rive, le milieu ou toute partie de la route, rivière, lac, canal ou voie de navigation intérieure qu'aura suivie la voiture, véhicule ou bâtiment dans le cours du dit trajet ou voyage, serait la frontière de quelque possession britannique, l'accusé pourra être jugé pour cette infraction dans toute possession britannique touchant à cette frontière.

Mais rien dans la présent section n'autorisera la mise en jugement pour une telle infraction d'aucun individu qui ne sera pas un sujet britannique, à moins qu'il ne soit prouvé que l'infraction a été commise dans une possession britannique.

Procès pour crime de faux serment ou faux témoignage.

23. Celui qui sera accusé du crime (quelque nom qu'on lui donne) d'avoir attesté par serment ou fait une fausse déposition, ou donné ou fabriqué une fausse preuve, pour les fins du présent acte, pourra être jugé aussi bien dans la partie des Etats de Sa Majesté où cette déposition ou preuve aura été produite, que dans celle où elle aura été attestée par serment, faite, donnée ou fabriquée.

Dispositions supplémentaires relatives au jugement des prisonniers.

24. Lorsque l'une des parties du présent acte indique le lieu où sera jugé l'individu accusé d'une infraction, cette infraction, pour tout ce qui est relatif ou accessoire à l'arrestation, au jugement et à la punition de l'individu, comme aussi aux procédures et opérations qui doivent précéder, accompagner ou suivre ces mesures, et à la juridiction de tout tribunal, constable ou fonctionnaire par rapport à l'infraction, ou à l'individu qui en est accusé, sera réputée avoir été commise dans un lieu où celui-ci peut être jugé pour ce fait; et l'accusé pourra être puni conformément à l'Acte de la juridiction des cours (coloniales), 1874.

Délivrance d'un warrant de perquisition.

25. Lorsque le mandat d'arrestation décerné contre une personne accusée d'une infraction, aura été endossé conformément aux prescriptions d'une des parties du présent acte dans une partie quelconque des Etats de Sa Majesté, ou lorsqu'une partie de cet acte indique le lieu où sera jugée la personne accusée d'une infraction, toute cour ou tout magistrat de la partie des Etats de Sa Majesté dans laquelle le mandat aura été endossé ou l'accusé pourra être jugé,—aura le même pouvoir de délivrer un mandat pour la perquisition des objets qu'on prétendrait avoir été volés ou avoir été pris ou obtenus de quelque autre manière illégale par cette personne, ou constituer la matière du délit, que si les objets eussent été volés, ou pris ou obtenus de toute autre manière illégale ou l'infraction entièrement commise, dans le ressort de sa juridiction.

Transfèrement du prisonnier par mer d'un lieu à un autre.

26. Lorsqu'une personne sera en état d'arrestation légale dans une possession britannique, soit par application du présent acte ou autrement, et que son transfèrement à un autre lieu de la même possession ou en dépendant, aura été réclamé, cette personne, si elle est conduite par mer, dans un navire de Sa Majesté ou d'un sujet de Sa Majesté, sera réputée être toujours en état de détention légale jusqu'à son arrivée au dit lieu; et les dispositions du présent acte, relatives à la recapture d'un prisonnier évadé et au jugement et à la punition d'une personne coupable soit de s'être évadé ou d'avoir tenté de s'évader, soit d'avoir aidé ou tenté d'aider un prisonnier à s'évader, s'appliqueront au cas du prisonnier qui se sera évadé pendant son transfèrement comme il est dit ci-dessus, de la même manière que si son transfèrement se fût fait en vertu d'un mandat endossé conformément aux prescriptions du présent acte.

## PARTIE IV.

A. D. 1880.

## DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.

*Mandats et évasions.*

27. L'endossement d'un mandat, en exécution du présent acte, devra être signé par l'autorité qui endossera cette pièce: il autorisera toutes et chacune des personnes dénommées à l'endossement et des personnes à qui le mandat était originairement adressé, et aussi tout constable à mettre à exécution le mandat dans la partie des Etats de Sa Majesté ou le lieu où cet endossement est pour le présent acte une suffisante autorisation, en arrêtant l'individu y dénommé, et en le conduisant devant un magistrat dans la dite partie ou le dit lieu, soit devant celui nommé à l'endossement soit devant un autre.

Endossement  
du mandat.

Pour l'application du présent acte, tout mandat, toute sommation, subpoena ou ordre, tout endossement fait en vertu du présent acte sur ces pièces, continueront d'être exécutoires, dans le cas où le signataire du mandat ou de l'endossement viendrait à mourir ou cesserait ses fonctions.

28. Lorsque la remise d'un fugitif ou prisonnier à quelque partie des Etats de Sa Majesté aura été autorisée en vertu de la partie I ou de la partie II du présent acte, ce fugitif ou prisonnier pourra y être renvoyé par navire appartenant à Sa Majesté ou à quelqu'un de ses sujets.

Transport des  
fugitifs et des  
témoins.  
V. 17 et 18  
Vict., ch. 104,  
sect. 260.

Pour ce même effet, il sera loisible à l'autorité qui signera le mandat de remise, d'ordonner au capitaine de tout navire d'un sujet de Sa Majesté, allant à la dite partie des Etats de Sa Majesté, de donner passage à son bord, et la nourriture durant le voyage, au fugitif ou prisonnier, ainsi qu'à la personne qui l'aura sous sa garde, et aux témoins; toutefois, ce capitaine ne pourra être requis, en pareil cas, de prendre à son bord plus d'un fugitif ou prisonnier par chaque cent tonneaux ni plus d'un témoin par cinquante tonneaux de la jauge enregistrée de son navire.

La susdite autorité devra faire ou faire faire au dos du contrat du navire toutes énonciations, par rapport au fugitif ou prisonnier ou aux témoins embarqués, que le Bureau du commerce aura pu ordonner.

Le capitaine, à l'arrivée de son navire dans la dite partie des Etats de Sa Majesté, fera remettre le fugitif ou prisonnier, s'il ne se trouve pas sous la garde de quelqu'un, entre les mains d'un constable, pour être jugé selon les lois locales.

Tout capitaine de navire qui aura manqué, après le paiement ou l'offre d'une somme raisonnable pour les dépenses, de se conformer à un ordre donné en exécution de la présente section, ou de faire remettre sous bonne garde, ainsi que le prescrit cette section, un fugitif ou prisonnier qui lui aura été confié, sera passible, sur conviction par voie sommaire, d'une amende qui ne pourra excéder cinquante livres, et qui pourra être recouvrée dans toute partie des Etats de Sa Majesté de la même manière qu'une peine pécuniaire du même montant sous l'Acte de la Marine Marchande (1854) et les actes qui l'amendent.

Les dépenses faites en vertu de la présente section seront censées former partie des frais de la remise d'un fugitif ou prisonnier.

29. Si un prisonnier s'échappe, par bris de prison ou autrement, de la garde d'une personne agissant en vertu d'un mandat délivré ou endossé conformément au présent acte, il pourra être repris de la même manière qu'un individu accusé d'un crime contre les lois de la

Evasion du  
prisonnier.  
V. 6 et 7 Vict.,  
ch. 34, sect. 5.

A. D. 1880. partie des Etats de Sa Majesté où il se sauve, y pourrait être repris à la suite d'une évasion.

L'individu coupable soit de s'être échappé ou d'avoir tenté de s'échapper, soit d'avoir aidé ou tenté d'aider un prisonnier à s'échapper, par bris de prison ou autrement, de la garde de personnes agissant en vertu d'un mandat délivré ou endossé conformément au présent acte, peut être jugé dans l'une quelconque des parties suivantes des Etats de Sa Majesté, à savoir, celle à laquelle ou d'où le prisonnier était transféré, celle dans laquelle il s'est évadé et celle où on l'a repris.

PREUVES JUSTIFICATIVES.

Dépositions  
reçues comme  
preuves,  
et légalisation  
des dépositions  
et des  
warrants.

30. Un magistrat pourra recevoir des dépositions, pour les fins du présent acte, en l'absence de la personne accusée d'une infraction, tout comme il le pourrait faire si elle était présente et accusée de l'infraction devant lui.

Les dépositions (reçues en l'absence du fugitif ou autrement), ainsi que les copies de ces dépositions, et les certificats officiels ou documents judiciaires énonçant les faits, pourront, s'ils sont dûment légalisés, être admis comme pièces probantes dans toute procédure suivie en vertu du présent acte.

Mais rien dans cet acte n'autorisera l'admission d'aucune telle déposition, copie, certificat ou document comme pièce probante contre un prévenu à son procès pour une infraction.

Les mandats et les dépositions, ainsi que les copies de ces pièces, les certificats officiels ou documents judiciaires énonçant les faits, seront considérés comme dûment légalisés, pour l'application du présent acte, s'ils se trouvent légalisés de la manière prescrite par la législation alors en vigueur, ou s'ils paraissent être revêtus de la signature ou certifiés par la signature d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de la partie des Etats de Sa Majesté où ils ont été, selon le cas, décernés, reçus ou faits, et si leur authenticité est constatée soit par le serment d'un témoin, soit par le sceau officiel d'un secrétaire d'Etat, ou le sceau public d'une possession anglaise, ou le sceau officiel d'un gouverneur d'une possession anglaise, d'un secrétaire colonial ou de quelque secrétaire ou ministre ayant l'administration d'un département du gouvernement d'une possession anglaise.

Et les cours et les magistrats reconnaîtront judiciairement tout sceau mentionné dans la présente section, et admettront comme pièces justificatives, sans plus amples preuves, les documents ainsi légalisés.

*Dispositions diverses.*

Exercice de  
la juridiction  
des magis-  
trats.

31. Le pouvoir, pour l'application de la partie I du présent acte, de connaître les cas qu'elle prévoit et d'envoyer un fugitif en prison en attendant sa remise, sera exercé,—

- (1) En Angleterre, par un premier magistrat des cours de la police métropolitaine, ou l'un des autres magistrats de la cour de la police métropolitaine de Bow-Street; et
- (2) En Ecosse, par le shérif ou shérif-adjoint du comté d'Edimbourg;
- (3) En Irlande, par un des magistrats de police du district de la police métropolitaine de Dublin; et
- (4) Dans une possession britannique, par tout juge, juge de paix ou autre fonctionnaire ayant une juridiction semblable à celle d'un magistrat de la cour de la police métropolitaine de Bow-Street, ou par tel autre tribunal, juge ou magistrat qui pourrait être, à toute époque, indiqué

par un acte ou ordonnance de la législature de cette possession. A. D. 1880.

32. Il sera loisible à Sa Majesté en conseil, à toute époque, de porter des ordres pour l'application du présent acte, et de révoquer ou modifier tout tel ordre; et chaque ordre ainsi donné aura, pendant qu'il sera en vigueur, le même effet que s'il était exprimé dans le présent acte. Pouvoir de rendre et révoquer des ordres en conseil.

L'ordre en conseil, rendu pour l'application de cet acte, sera communiqué ensuite au Parlement aussitôt qu'il sera possible si le Parlement est en session, ou, s'il n'est pas en session, la plus tôt possible après le commencement de sa session alors prochaine.

33. Si la législature d'une possession britannique fait un acte ou ordonnance,—

- (1) Pour définir les infractions commises dans cette possession auxquelles sera applicable le présent acte ou quelque partie du présent acte ou
- (2) Pour désigner le tribunal, juge, magistrat, fonctionnaire ou personne qui exerceront, et la manière dont s'exercera toute juridiction ou pouvoir sous le présent acte; ou
- (3) Pour le paiement des frais afférents à la remise d'un fugitif ou prisonnier, ou à sa restitution s'il n'était pas mis en jugement ou s'il était acquitté, sous l'empire du présent acte; ou
- (4) Pour l'exécution du présent acte ou d'une partie de ses dispositions dans la dite possession;—

Pouvoir donné aux législatures coloniales de faire des lois pour l'exécution du présent acte.

il sera loisible à Sa Majesté, par un ordre en conseil, de déclarer que cet acte ou ordonnance, en tout ou en partie, produira ses effets avec ou sans modification ou changement, dans toute l'étendue des Etats de Sa Majesté et sur les mers, comme si ses dispositions faisaient partie du présent acte.

#### *Application du présent acte.*

34. Lorsqu'une personne accusée d'une infraction pourra, à raison de la nature de l'infraction, ou à cause du lieu où elle aura été commise, ou pour quelque autre cause, être mise en jugement par application du présent acte ou autrement, pour cette infraction ou à son occasion, dans plus d'une partie des Etats de Sa Majesté il pourra être décerné un mandat d'arrestation contre elle dans toute partie des Etats de Sa Majesté dans laquelle elle serait justiciable des tribunaux, si elle s'y trouvait; et les dispositions du présent acte seront appliquées comme si l'infraction eût été commise dans la partie des Etats de Sa Majesté où le mandat aura été décerné; et la dite personne pourra être arrêtée et remise en vertu du présent acte, encore que dans le lieu de l'arrestation il puisse y avoir une cour compétente pour la juger. Application aux infractions commises en mer ou dont l'auteur peut être mis en jugement dans plusieurs parties des Etats de Sa Majesté.

Pourvu que, si cette personne est arrêtée dans le Royaume-Uni, un Secrétaire d'Etat, et si elle l'est dans une possession britannique, le gouverneur de cette possession, au cas où il serait convaincu que, eu égard au lieu où se trouvent les témoins à charge et à décharge, et aux circonstances de l'affaire, il est opportun, pour les intérêts de la justice, de prendre cette décision, puisse ordonner que le prisonnier soit jugé dans la partie des Etats de Sa Majesté où aura lieu son arrestation; et en pareil cas aucun mandat précédemment décerné pour sa remise ne pourra être mis à exécution.

35. Lorsqu'une personne reconnue coupable par une cour, dans une partie quelconque des Etats de Sa Majesté, d'une infraction commise soit dans les Etats de Sa Majesté ou ailleurs, sera illégale- Application de l'acte aux condamnés.

A. D. 1880.

ment en liberté avant l'expiration de sa peine, le présent acte lui sera applicable en tant que sa teneur le pourra permettre, de la même manière qu'il s'appliquerait à un individu accusé d'une pareille infraction commise dans la partie des Etats de Sa Majesté où la susdite personne a été condamnée.

Application  
ou transfère-  
ment des  
individus  
pouvant être  
jugés dans  
plus d'une  
partie des  
Etats de S. M.

36. Lorsqu'un individu accusé d'infraction sera en état d'arrestation dans quelque partie des Etats de Sa Majesté, et qu'il s'agira d'une infraction à raison ou à l'occasion de laquelle, vu sa nature ou le lieu où elle a été commise, l'accusé pourrait, en vertu du présent acte ou autrement, être jugé dans quelqu'autre partie des Etats de Sa Majesté; en ce cas, une cour supérieure, et aussi un Secrétaire d'Etat, si le prisonnier est dans le Royaume-Uni,—et, s'il est dans une possession britannique, le gouverneur de cette possession—au cas où ils seraient convaincus que, eu égard au lieu où se trouvent les témoins à charge et à décharge, et aux circonstances de l'affaire, il est opportun, pour les intérêts de la justice, de prendre cette décision, pourront ordonner par mandat le transfèrement du prisonnier à quelque autre partie des Etats de Sa Majesté où il puisse être jugé; et le criminel ou délinquant pourra être remis, et, s'il n'est pas mis en jugement ou s'il est acquitté, pourra être renvoyé, sans frais, tout comme s'il était un fugitif restitué en exécution de la partie I du présent acte, et que le mandat fût un mandat de restitution d'un fugitif;—et les dispositions du présent acte seront appliquées conformément.

Application à  
des juridic-  
tions étran-  
gères.

37. Il sera loisible à Sa Majesté d'ordonner à toute époque, par ordre en conseil, l'application du présent acte de la même manière que si, sous les conditions, exceptions et modifications (au cas où il y en aurait) exprimées dans l'ordre, le lieu situé hors des Etats de Sa Majesté, et où Sa Majesté aurait juridiction, qui sera dénommé au dit ordre, était une possession britannique, ou de pourvoir à l'application de cet acte.

Application  
de l'acte et  
exécution des  
mandats dans  
le Royaume-  
Uni, les îles  
de la Manche  
et l'île de  
Man.

38. Le présent acte s'étendra aux îles de la Manche et à l'île de Man de la même manière que si elles faisaient partie du Royaume-Uni; et le Royaume-Uni et ces îles seront censées, pour l'application du présent acte, ne former qu'une seule et même partie des Etats de Sa Majesté; et, en conséquence, un mandat enossé en vertu de la partie I de cet acte pourra être exécuté en tout lieu du Royaume-Uni et des dites îles.

Application  
de l'acte aux  
infractions  
antérieures à  
son entrée en  
vigueur.

39. Le présent acte sera applicable à une infraction commise avant son entrée en vigueur, ou, dans le cas de la partie II de cet acte, avant l'application de cette partie de l'acte à une possession britannique ou à l'infraction, de la même manière que si cette infraction avait été commise depuis la dite entrée en vigueur ou application.

#### DÉFINITIONS ET ABROGATION D'ACTE.

Sens et étendue de certains termes.

40. Dans le présent acte, à moins que le contexte ne s'y oppose,

Secrétaire  
d'Etat.

L'expression *secrétaire d'Etat* signifie un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté;

Possession  
britannique.

L'expression *possession britannique* signifie toute partie des Etats de Sa Majesté autre que le Royaume-Uni, les îles de la Manche et l'île de Man. Tous les territoires et lieux situés dans les Etats de Sa Majesté et qui sont régis par une même législature, seront censés former une seule possession britannique et une seule partie des Etats de Sa Majesté.

Législature.

Le mot *législature*, là où il se trouve des législatures locales en même temps qu'une législature centrale, ne s'entend que de cette dernière.



Le mot *gouverneur* s'applique à tout fonctionnaire ou à tous fonctionnaires chargés du gouvernement d'une possession britannique, ainsi qu'au gouverneur et au lieutenant-gouverneur d'une partie quelconque de l'Inde. A. D. 1880. Gouverneur.

Le mot *constable* signifie, hors de l'Angleterre, tout homme ou agent de police ayant les mêmes pouvoirs et devoirs qu'un constable en Angleterre. Constable.

Le mot *magistrat* signifie, excepté en Ecosse, tout juge de paix, et, en Ecosse, un shérif ou shérif-adjoint, et, dans une possession britannique, tout fonctionnaire autorisé à décerner un mandat d'arrestation contre les personnes accusées d'infractions et à les renvoyer en prison pour y attendre le procès. Magistrat.

L'expression *infraction punissable par voie de mise en accusation* signifie, en ce qui regarde l'Inde, une infraction sur accusation ou autrement. Infraction punissable par voie de mise en accusation.

L'expression *serment* comprend l'affirmation ou déclaration dans le cas des personnes à qui les lois permettent de la faire au lieu de jurer; et le mot "jurer" ou tout autre mot ayant rapport à un serment ou jurement devra s'interpréter dans ce sens. Serment.

L'expression *déposition* s'entend de tout affidavit, affirmation ou énonciation faite sous la foi du serment tel qu'il est défini ci-dessus. Déposition.

L'expression *cour supérieure* signifie,

(1.) En Angleterre, la cour d'appel et la haute cour de justice de Sa Majesté;

(2.) En Ecosse, la haute cour de *justiciary*;

(3.) En Irlande, la cour d'appel de Sa Majesté et la haute cour de justice de Sa Majesté à Dublin, et

(4.) Dans une possession britannique, toute cour ayant dans cette possession une juridiction criminelle semblable à celle attribuée à la haute cour de justice en Angleterre, ou telle cour ou juge qui pourrait être indiqué par un acte ou ordonnance de cette possession. Cour supérieure.

41. Le présent acte sera exécutoire à partir du premier jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-un; et c'est à cette date que se rapporte l'entrée en vigueur mentionnée ci-dessus. Entrée en vigueur de l'acte.

42. L'acte désigné dans l'annexe au présent est abrogé à dater de l'entrée en vigueur du présent acte. Abrogation de l'acte désigné dans l'annexe.

Mais cette abrogation n'affectera

(a) Aucun mandat dûment endossé ou délivré, ni rien de dûment fait ou toléré, avant l'entrée en vigueur du présent acte.

(b) Aucune obligation ou responsabilité encourue sous l'empire de dispositions abrogées par le présent acte;

(c) Aucune peine pécuniaire ou punition encourue par suite d'une infraction commise contre quelque disposition abrogée par le présent acte; ni

Aucune procédure ou action légale relative à tout tel mandat, ou à toute telle obligation, responsabilité, peine pécuniaire ou punition susdite; et en pareil cas le mandat pourra être endossé et exécuté, et la procédure ou action légale pourra être continuée et mise à fin, comme si le présent acte n'avait pas été passé.

#### ANNEXE.

Année et chapitre.	Titre.
6 et 7 Vic., ch. 34.	Acte pour faciliter l'arrestation de certains criminels ou délinquants.

*Rapport de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 21 avril 1881.*

Le comité du conseil privé a pris en considération la dépêche du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies à Son Excellence le gouverneur général, datée du 11 décembre dernier et renfermant une copie du bill concernant les criminels ou délinquants fugitifs, que le gouvernement se propose de présenter au parlement impérial, avec un exemplaire d'un mémoire de M. Jenkyns (un des juriconsultes du parlement) sur les réponses envoyées par les gouvernements coloniaux au sujet de ce projet de loi ;—ainsi qu'un rapport du ministre de la justice sur ce même sujet, en date du 30 décembre dernier.

Le comité est d'opinion que la déportation des criminels et leur remise aux mains de la justice, de quelque partie de l'empire qu'ils aient pu s'enfuir et dans quelque partie qu'ils se trouvent, sont des matières générales que, pour le bon gouvernement de toutes les parties des Etats de Sa Majesté, il serait opportun de régler, autant que possible, par une législation uniforme.

Le pouvoir de chaque colonie à cet égard est manifestement restreint, et quoiqu'il y ait eu, entre les provinces nord-américaines de Sa Majesté, avant leur confédération, des dispositions interprovinciales, celles-ci étaient nécessairement limitées dans leur action et ne pouvaient s'appliquer au transfèrement des prisonniers sur les mers pour les reconduire à d'autres parties de l'empire ou pour les en ramener.

Le comité du conseil privé partage donc le sentiment du ministre de la justice, à savoir que l'objet visé serait mieux atteint par une loi impériale ; et conseille humblement à Votre Excellence de ne pas adhérer aux objections qui ont été faites contre ce moyen de la part du Canada et dont il est question dans la dépêche de lord Kimberley.

Le comité du conseil privé est d'opinion qu'une entière juridiction, en tout ce qui concerne " la paix, l'ordre et le gouvernement " du pays, a été concédée d'une manière absolue au Canada par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (1867), et qu'il ne peut être expédient de renoncer à aucune partie de l'autonomie qui a été accordée au Canada par cet acte ; le comité est convaincu, du reste, que le gouvernement de Sa Majesté ni le parlement impérial ne désirent reprendre aucun des pouvoirs ou droits conférés par la constitution canadienne ou mettre quelque obstacle à leur plein exercice. Toutefois, pour éviter toute apparence d'acquiescement, de la part du Canada, à un abandon implicite du droit complet et constant que le parlement de ce pays a de légiférer sur toutes les matières qui intéressent son gouvernement intérieur ; et pour que la retrait des objections dont il s'agit ne puisse avoir l'air d'une renonciation pareille, le comité émet humblement l'avis que les conseillers de Votre Excellence présentent, à la session prochaine du parlement canadien, un projet de loi portant et redécétant pour le Canada toutes les dispositions du projet d'acte impérial, qui doivent être exécutoires ou applicables dans le territoire du Canada ou de ses provinces.

Le comité appuie les recommandations du ministre de la justice au sujet de la définition du mot *gouverneur* et de l'expression *cour supérieure*, employés dans le bill, et ses suggestions sur la signification la plus convenable à donner à ces mots en ce qui regarde le Canada.

Le tout très respectueusement soumis par le comité à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié :

J. O. COTÉ,  
Greffier du Conseil Privé.

## RÉPONSE

(41)

A une ADRESSE du SÉNAT, en date du 19 mars 1881, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada, le gouvernement impérial, M. Sandford Fleming et autres, sur le projet de M. Sandford Fleming de relier le Canada à l'Asie par un télégraphe sous-marin, avec tous documents relatifs à ce projet.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Département du Secrétaire d'Etat,  
30 février 1882.

Secrétaire d'Etat.

### DOCUMENTS RELATIFS AU PROJET DE M. SANDFORD FLEMING DE RELIER LE CANADA A L'ASIE PAR UN TÉLÉGRAPHE SOUS-MARIN.

1. Lettre de Sandford Fleming à sir Charles Tupper.....	14 mai 1880.
2. Rapport de l'ingénieur en chef des chemins de fer en service..	20 mai 1880.
3. Ordre rendu en conseil.....	17 juin 1880.
4. Mémoire à Son Excellence le gouverneur général.....	} 27 juin 1880.
5. Mémoire mentionné dans le mémoire à Son Excellence	
6. Lettre au secrétaire d'Etat, contenant mémoire.....	
6½ Mémoire du Ministre des travaux publics.....	2 juillet 1880.
7. Ordre rendu en conseil.....	7 juillet 1880.
8. Lettre à sir Charles Tupper.....	22 octobre 1880.
9. Lettre du Département des chemins de fer et canaux à Sandford Fleming.....	4 novembre 1880.
10. Mémoire à Son Excellence le gouverneur général.....	4 décembre 1880.
11. Ordre rendu en conseil.....	8 décembre 1880.
12. Département des Travaux publics à Sandford Fleming.....	13 janvier 1881.
13. Le comte de Kimberley au marquis de Lorne, Gouverneur général.....	4 décembre 1881.
14. Sir A. T. Galt au comte de Kimberley.....	2 septembre 1880.
15. Bureau des colonies au Foreign-Office.....	2 septembre 1880.
16. Bureau des colonies au Foreign-Office.....	1 décembre 1880.
17. Sous-secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics.....	28 décembre 1880.
18. Département des Travaux publics à Sandford Fleming.....	29 décembre 1880.
19. Sir A. T. Galt au Secrétaire d'Etat.....	9 décembre 1880.
20. Télégramme au chargé d'affaires à Yeddo.....	8 décembre 1880.
21. Le Secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics.....	20 décembre 1880.
22. Sir A. T. Galt au Secrétaire d'Etat.....	30 novembre 1880.
23. Sir A. T. Galt au Secrétaire d'Etat.....	2 décembre 1880.
24. Bureau des colonies à sir A. T. Galt.....	1 décembre 1880.
25. Le comte de Kimberley au marquis de Lorne, Gouverneur général.....	18 décembre 1880.
26. Le Foreign-Office au bureau des colonies.....	} 14 décembre 1880.
27. Mémoire de sir Harry Parks.....	

28. Traduction d'un télégramme chiffré.....	21 décembre 1880.
30. Le sous-secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics ...	10 janvier 1881.
31. Sir A. T. Galt au Secrétaire d'Etat.....	23 décembre 1881.
32. Le bureau des colonies à sir A. T. Galt.....	22 décembre 1880.
33. Le Département des travaux publics à Sandford Fleming...	28 janvier 1881.
34. Sandford Fleming au Département des travaux publics.....	29 janvier 1881.
35. Le comte de Kimberley au marquis de Lorne.....	25 janvier 1881.
36. L'Amirauté au bureau des colonies.....	18 janvier 1881.
37. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics.....	4 février 1881.
38. Le Département des travaux publics à Sandford Fleming...	10 février 1881.
39. Sandford Fleming à l'honorable H. L. Langevin.....	15 février 1881.
40. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics .....	23 février 1881.
41. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics .....	2 mars 1881.
42. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics .....	10 mars 1881.

*Lettre de Sandford Fleming, C.M.G., à sir Charles Tupper.*

OTTAWA, 14 mai 1880.

CHER SIR CHARLES,—Dans mon rapport sur le chemin de fer du Pacifique, qui vient d'être publié, je parle d'un projet qui, s'il était mis à exécution, aurait, j'en suis convaincu, une influence considérable sur l'avenir du Canada. Je veux parler de l'extension du télégraphe du chemin de fer du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin destiné à relier entre elles toutes les grandes dépendances coloniales de la Grande-Bretagne.

Plusieurs traiteront sans doute d'utopie ce projet, que j'ai cependant beaucoup médité, qui, j'en suis convaincu, peut s'exécuter avec l'appui du gouvernement, et serait susceptible de produire les meilleurs résultats.

Les études auxquelles je me suis livré établissent la parfaite possibilité de l'entreprise. Outre sa valeur au point de vue commercial, elle aurait d'inappréciables avantages pour l'empire colonial dont le Canada forme une si importante partie. En ma qualité de Canadien, j'estime qu'elle ne peut être trop tôt commencée. Je sais que c'est seulement par l'action individuelle qu'elle pourra le mieux se mettre en train et se réaliser le plus promptement, peut-être. Mes fonctions et ma responsabilité d'ingénieur du chemin de fer du Pacifique ont cessé, et je me sens disposé à faire un effort dans la voie de cette nouvelle œuvre.

La première mesure essentielle est de s'assurer du gouvernement le privilège exclusif d'attirer un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique et de poser un fil pour le service du câble sur les poteaux du télégraphe du chemin de fer, à mesure qu'ils seront érigés, le gouvernement se réservant le droit de prendre possession du tout, quand il le voudra, après l'achèvement des travaux, moyennant remboursement du capital employé, avec un pourcentage raisonnable en plus.

Si le gouvernement est disposé à accueillir cette proposition, je me hasarde à demander que la concession à obtenir comme première mesure essentielle, me soit accordée.

Quant à la portion terrestre du projet, je puis faire observer que, dans le cas où le télégraphe du chemin de fer ne serait pas achevé sur tout son trajet à l'époque de l'immersion du câble, la compagnie du câble pourrait en entreprendre l'achèvement en s'entendant avec le gouvernement, qui se réserverait le droit de poser un fil pour le service du chemin de fer sur les poteaux érigés par la compagnie.

Tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

SIR CHARLES TUPPER.

Ministre des chemins de fer  
et canaux.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT EN SERVICE, AU  
DEPARTEMENT DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF  
DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT EN SERVICE.

OTTAWA, 20 mai, 1880.

MONSIEUR,—La lettre de M. Fleming en date du 14 du courant, proposant de mettre en communication au moyen d'un câble sous-marin le réseau télégraphique canadien avec l'Asie, m'ayant été renvoyée, j'ai l'honneur de faire rapport que M. Fleming a traité cette question à fond et avec une grande clarté dans son rapport de l'année courante sur le chemin de fer du Pacifique (pages 30, F. G. H. I.) Il a, suivant moi, fait ressortir les importants avantages que la réalisation de cette entreprise procurerait au Canada. C'est sans doute une grande œuvre qui exigera, pour être menée à fin avec succès, le déploiement de beaucoup d'énergie.

M. Fleming s'offre à entreprendre la tâche à la condition que ce gouvernement lui accorde le privilège exclusif d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique, et de poser un fil pour le service direct du câble sur les poteaux du télégraphe du chemin de fer, à mesure qu'ils seront érigés; le gouvernement se réserverait le droit de prendre possession du tout, quand il le voudra, après l'achèvement des travaux, moyennant remboursement du capital employé, avec un pourcentage raisonnable en plus.

Je suis porté à croire qu'il serait de l'avantage du pays de lui accorder le privilège demandé, aux conditions suivantes :

1. Que les travaux soient effectivement commencés dans les trois ans, et que le câble soit posé à travers l'océan Pacifique dans les cinq ans à compter de l'achèvement de la ligne terrestre canadienne.

2. Qu'après l'établissement de la correspondance avec le câble, le télégraphe sous-marin soit entretenu d'une manière satisfaisante pour les besoins du commerce et soit efficacement maintenu en service.

3. Qu'à moins d'autorisation contraire du gouverneur en conseil, le tarif maximum des prix de transmission n'exécède pas ceux mentionnés à l'appendice no. 24 du dernier rapport sur le chemin de fer canadien du Pacifique.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins de fer et canaux.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 17 juin 1880.

Sur un mémorandum, en date du 20 mai 1880, de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux, représentant, que M. Sandford Fleming a fait une proposition pour l'extension du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin;

Que le projet, traité au long par M. Fleming dans son dernier rapport d'ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique, comprend la formation d'une compagnie et certaines concessions à obtenir du gouvernement canadien, savoir :

1. Le privilège exclusif d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique;

2. Le privilège de poser un fil pour le service du câble sur les poteaux du télégraphe du Pacifique, lorsqu'ils auront été érigés, M. Fleming demandant que ces concessions lui soient faites à lui-même personnellement, comme mesure d'initiative;

Que l'ingénieur en chef des chemins de fer de l'Etat en service a exprimé dans un rapport l'opinion que l'exécution de ce projet serait très avantageuse pour le Canada;

Le ministre, conformément aux conclusions de ce rapport, recommande que les concessions demandées soient accordées à M. Fleming sous les conditions suivantes :

1. Les travaux devront être effectivement commencés dans les trois ans, et le câble devra être posé à travers l'océan Pacifique dans les cinq ans, à compter de l'achèvement de la ligne terrestre.

2. Après l'établissement de la correspondance avec le câble, le télégraphe sous-marin devra être entretenu d'une manière satisfaisante pour les besoins du commerce et efficacement maintenu en activité.

3. A moins d'autorisation contraire du Gouverneur en conseil, le tarif maximum des prix de transmission n'excèdera pas ceux mentionnés à l'appendice n° 24 du rapport sur le chemin de fer canadien du Pacifique (année 1880).

4. Le gouvernement se réserve le droit de prendre possession du tout, quand il le voudra, après l'achèvement des travaux, moyennant remboursement du capital employé, avec un pourcentage raisonnable en plus.

5. Les arrangements proposés seront soumis à l'approbation du Parlement.

Le comité soumet la recommandation précédente à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié,

J. O. COTÉ,  
Greffier, C.P.

MÉMOIRE À SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL DU CANADA, PAR SANDFORD FLEMING, ÉCR., C.M.G., EN DATE DU 27 JUIN 1880.

A Son Excellence le très honorable sir John Douglas Sutherland Campbell, marquis de Lorne, membre du conseil privé de Sa Majesté, chevalier du très ancien et très noble ordre du Chardon, chevalier grand-croix de l'ordre très distingué de St-Michel et St-George, gouverneur général et vice-amiral du Canada.

*Le mémoire de Sandford Fleming, C.M.G., représente respectueusement :—*

1. Que votre exposant a conçu le projet de mettre en communication le réseau télégraphique de l'Atlantique avec le réseau télégraphique de l'Asie au moyen d'une ligne terrestre traversant la Confédération canadienne et d'un câble électrique franchissant l'océan Pacifique septentrional, projet dont la nature et les avantages sont expliqués plus au long dans le memorandum ci-joint.

2. Que, comme mesure d'initiative, le gouvernement canadien, par ordre en conseil en date du 17 juin 1880, dont copie est ci-annexée, a concédé à votre exposant, à certaines conditions, le privilège exclusif d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique et le privilège de poser un fil pour le service du câble sur les poteaux de la ligne télégraphique du chemin de fer canadien du Pacifique.

3. Que la seconde mesure importante à prendre est de s'assurer le privilège d'atterrissage à Yesso au Japon, ou sur l'une des îles de l'archipel kourilien au nord du Japon, et comme il est indispensable au point de vue commercial et au point de vue politique, que le lieu d'atterrissage soit à l'abri de toute ingérence et de tout danger, votre exposant pense que cette condition de sécurité serait le plus efficacement obtenue si le lieu d'atterrissage, quelque exigu qu'il pût être, était placé sous la protection du drapeau britannique.

4. Votre exposant représente respectueusement qu'il sera dans l'impossibilité de prendre aucune mesure pratique pour commencer cette importante entreprise avant que le point d'atterrissage au Japon ait été définitivement assuré et garanti dans des conditions satisfaisantes pour l'avenir.

5. Votre exposant ose dire que ce projet intéresse l'empire colonial tout entier et mérite l'assistance impériale, en tant qu'il est raisonnable et possible de l'accorder; et votre exposant exprime l'espoir que l'Empire usera de son influence pour induire le Japon à concéder le droit d'atterrissage soit sur une de ses petites îles, soit ailleurs.

6. Votre exposant représente respectueusement qu'il serait très important pour la pleine réussite de ce projet que l'une des petites îles du groupe Kourilien fût

placée sous la souveraineté de la couronne britannique. L'on pourrait alors relier Londres télégraphiquement à l'Inde, à l'Australie, à l'Afrique méridionale et à toutes les grandes possessions coloniales de la Grande-Bretagne, sans avoir à emprunter le territoire étranger.

7. Votre exposant sollicite donc très respectueusement Votre Excellence d'intervenir auprès du gouvernement impérial pour l'engager à ouvrir des négociations avec le gouvernement japonais, en vue d'assurer à votre exposant le privilège d'atterrissage nécessaire au succès de son projet.

Et votre exposant ne cessera de solliciter.

SANDFORD FLEMING.

OTTAWA, 27 juin 1880.

*MÉMOIRANDUM relatif à l'établissement d'un télégraphe terrestre devant traverser le Canada de l'Atlantique au Pacifique, et d'une ligne sous-marine entre le Canada et l'Asie.*

Le projet de mettre la Grande-Bretagne en communication télégraphique avec ses grandes colonies autour du globe au moyen d'une ligne devant traverser le Canada et d'un câble immergé entre la côte canadienne du Pacifique et l'Asie, a déjà été traité par moi dans mon rapport d'ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique en date du 8 avril 1880. Je puis ajouter à ce que j'ai dit là que l'océan Pacifique septentrional est entièrement libre de banquises, et on croit par conséquent qu'il offre pour la télégraphie sous-marine des conditions plus propices que l'océan Atlantique.

J'annexe l'extrait suivant des observations présentées dans mon rapport susmentionné :

**PROLONGEMENT PAR UN CÂBLE SOUS-MARIN JUSQU'EN ASIE.**

Le télégraphe complété et en opération d'un océan à l'autre offrirait des avantages dont le Canada ne serait pas seul à profiter.

Une mappemonde, sur laquelle figurent les grandes lignes de télégraphe en opération, fait voir que le Canada est situé à mi-chemin entre les grands centres de population de l'Europe et de l'Asie, et elle fait en même temps connaître la position géographique particulièrement importante qu'occupera le télégraphe du chemin de fer canadien du Pacifique.

Sept câbles sous-marins traversent l'Atlantique, dont deux ne sont pas maintenant en état de fonctionner. Des cinq autres, trois atterrissent sur nos rivages. L'un, après avoir touché d'abord à l'île française—Saint-Pierre Miquelon,—est conduit jusqu'aux Etats-Unis. Le cinquième s'étend depuis le Portugal, *via* Madère et Saint-Vincent, jusqu'au Brésil.

L'Europe est reliée à l'Asie par quatre lignes principales de télégraphe. L'une passe par le Portugal, l'Espagne, Malte, l'Egypte et la mer Rouge. La seconde traverse la France, l'Italie, la Grèce, et suit aussi la mer Rouge. La troisième traverse l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie et la Perse. La quatrième traverse la Russie et suit le fleuve Amour jusqu'à la mer d'Okhotsk. Les deux premières touchent à Aden à l'entrée de la mer Rouge, d'où une ligne sous-marine s'étend jusqu'à Zanzibar, Natal et aux colonies du cap; d'Aden les lignes principales vont jusque dans l'Inde. De ce dernier pays, deux lignes distinctes vont à Singapour. De Singapour des correspondances sont établies dans une direction nord-est jusqu'à Hong-Kong et au Japon, et dans la direction sud-est, jusqu'en Australie et à la Nouvelle-Zélande.

La rapidité avec laquelle se sont multipliés les câbles transatlantiques, et l'établissement de plus de 400,000 milles de télégraphe terrestre et sous-marin sur notre hémisphère démontrent clairement l'importance du service que ces lignes sont appelées à rendre. Pour qu'en si peu d'années il se soit établi un si grand nombre de ces lignes, il faut que ce moyen de communication ait acquis une vogue qui ne fait qu'augmenter, et de cela nous concluons qu'il en sera ainsi jusqu'à ce que les grands centres de population et le commerce du monde entier puissent facilement communiquer entre eux par voie télégraphique.

Cependant, bien que d'un côté le télégraphe se soit étendu à l'est à travers l'Europe et l'Asie, et que, de l'autre, il s'étend à l'ouest à travers l'Atlantique, aucun câble n'a encore été immergé dans le Pacifique. Ce fait est en grande partie dû, il est vrai, à la nature du fond de cette mer, qui ne permet pas de tenter l'exécution d'une telle entreprise. Sous des latitudes plus méridionales, le milieu de l'océan Pacifique est formé de bancs de roches et de coraux, et c'est ce qui a empêché jusqu'ici d'y immerger des câbles. Plusieurs fois, il a été question d'établir des communications télégraphiques à travers cet océan. D'après l'un de ces projets, le câble devait partir de San Francisco et atterrir aux îles Sandwich; mais vu l'inégalité du fond, et après bien des dépenses, il dut être définitivement abandonné.

La carte marine américaine de la partie septentrionale de l'océan Pacifique (1877) indique que depuis l'extrémité nord de l'île Vancouver jusqu'aux îles Aléoutiennes, et depuis ces dernières jusqu'au Japon, *via* les îles Kouriles, la profondeur moyenne est de 2,000 à 2,500 brasses, et les sondages, sur cette ligne, ont fait constater un fond vaseux, à peu près semblable à celui de la partie nord de l'Atlantique, où l'on a réussi à poser des câbles.

Par sa position géographique, le Canada peut facilement profiter de ces conditions favorables, et il y a lieu de croire que, lorsqu'on établira un télégraphe sous-marin entre l'Amérique et l'Asie, on saura lui faire suivre telle direction propre à assurer sa correspondance avec la ligne canadienne de terre jusqu'à la côte du Pacifique.

Le câble pourrait partir de l'une des passes profondes à l'extrémité septentrionale de l'île Vancouver, et être immergé en ligne directe jusqu'au Japon, ou toucher, à peu près à mi-chemin, à Amlin, l'une des îles Aléoutiennes. À Yesso (Japon), la correspondance se ferait avec les télégraphes asiatiques. Si on le désirait, le câble pourrait aussi atterrir sur l'une des îles Kouriles, au nord du Japon, et de là s'étendre en droite ligne jusqu'à Hong-Kong. L'une ou l'autre de ces lignes compléterait la correspondance avec tout le système télégraphique de l'est, et l'on obtiendrait ainsi d'importants résultats.

1. San Francisco, Chicago, Toronto, New-York, Montréal, Boston, et tous les grands centres d'affaires d'Amérique seraient ainsi mis en communication avec la Chine et les principaux ports de l'Asie, beaucoup plus directement que par les lignes actuelles et par la voie de l'Europe.

2. On ouvrirait ainsi de nouvelles voies de communication entre l'Amérique et l'Asie, dont le commerce en général profiterait, car le prix des dépêches serait bien moins élevé que par les lignes actuelles.

3. Ainsi disparaîtrait l'objection aux lignes traversant des pays de langues différentes, fait qui est souvent la cause d'erreurs dans la transmission des dépêches. La nouvelle ligne serait presque uniquement au service des populations des deux hémisphères parlant la langue anglaise, de sorte que ses opérateurs ne seraient tenus qu'à l'usage d'une seule langue. Les erreurs seraient ainsi moins fréquentes, les frais de transmission ne seraient pas sujets à des augmentations incidentes, et les prix seraient réduits aux taux rémunérateurs les plus bas.

4. Cela compléterait la ceinture télégraphique du globe et permettrait aux hommes de la science de faire d'importantes observations.

5. La Grande-Bretagne, le Canada, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique méridionale, ainsi que toutes les colonies et provinces ultra-européennes anglaises, pourraient de la sorte communiquer entre eux sans recourir au service de lignes traversant des pays étrangers européens.

6. Pour les fins d'État, cette ligne ne saurait être que très utile, car elle pourrait être établie dans des conditions de nature à en assurer le contrôle immédiat au gouvernement dans tous les cas d'urgence.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING,

*Ingénieur en chef.*



*Lettre de Sandford Fleming C. M. G., au secrétaire d'Etat, transmettant le mémoire à Son Excellence.*

OTTAWA, 27 juin 1880.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous adresser un mémoire à Son Excellence le gouverneur général sur le sujet d'un télégraphe sous marin destiné à relier le Canada à l'Asie, dans lequel je prie Son Excellence d'intervenir auprès du gouvernement impérial afin de l'engager à ouvrir des négociations avec le gouvernement japonais en vue d'obtenir certaines concessions nécessaires au succès du projet.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

Honorable J. C. AIKINS,  
Secrétaire d'Etat.

*Mémoire du ministre des travaux publics au conseil privé.*

OTTAWA, 2 juillet 1880.

Le soussigné a l'honneur de représenter :

Que le mémoire ci-joint a été adressé à Son Excellence le gouverneur général par Sandford Fleming, C. M. G., ingénieur civil, au sujet d'un projet destiné à relier le réseau télégraphique de l'Atlantique à celui de l'Asie au moyen d'une ligne terrestre à travers le Canada et d'un câble électrique à travers l'océan Pacifique.

Que, comme mesure d'initiative, le gouvernement canadien, par ordre en conseil en date du 17 juin 1880, a concédé à M. Fleming, à certaines conditions, le privilège exclusif d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique et le privilège de poser un fil pour le service du câble sur la ligne télégraphique du chemin de fer canadien du Pacifique ;

Que, dans son mémoire, M. Fleming expose qu'il sera dans l'impossibilité de prendre aucune mesure pratique pour commencer l'entreprise, avant que le point d'atterrissage ait été définitivement assuré, et il sollicite Son Excellence d'intervenir auprès du gouvernement impérial, afin de l'engager à ouvrir des négociations avec le gouvernement japonais, soit pour obtenir la cession de l'une des petites îles du groupe Kourilien à la couronne britannique, soit pour obtenir le privilège d'atterrissage nécessaire à la réussite de l'entreprise ;

Que ce projet de M. Sandford Fleming mérite d'être pris en sérieuse considération.

Le soussigné croit devoir recommander, en conséquence, que Son Excellence le Gouverneur général veuille bien faire transmettre au gouvernement impérial, pour sa favorable considération, copie du dit mémoire ci-joint, et des documents qui l'accompagnent.

HECTOR L. LANGEVIN,

Ministre des travaux publics.

MINUTE DU CONSEIL PRIVÉ DU CANADA, EN DATE DU 7 JUILLET 1880.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général en conseil le 7 juillet 1880.*

Sur un memorandum, en date du 2 juillet 1880, de l'honorable ministre des travaux publics, représentant que le mémoire ci-joint a été adressé à Son Excellence le Gouverneur général par M. Sandford Fleming, C. M. G., ingénieur civil, au sujet d'un projet destiné à relier le réseau télégraphique de l'Atlantique à celui de l'Asie au moyen d'une ligne terrestre à travers le Canada et d'un câble électrique à travers l'océan Pacifique.

Que comme mesure d'initiative, le gouvernement canadien, par ordre en conseil du 17 juin 1880, a concédé à M. Fleming, à certaines conditions, le privilège exclusif

d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique et le privilège de poser un fil pour le service du câble sur la ligne télégraphique du chemin de fer canadien du Pacifique ;

Que, dans son mémoire, M. Fleming expose qu'il sera dans l'impossibilité de prendre aucune mesure pratique pour commencer l'entreprise, avant que le point d'atterrissage ait été définitivement assuré, et il sollicite Son Excellence d'intervenir auprès du gouvernement impérial, afin de l'engager à ouvrir des négociations avec le gouvernement japonais, soit pour obtenir la cession de l'une des petites îles du groupe Kourilien à la couronne britannique, soit pour obtenir le privilège d'atterrissage nécessaire à la réussite de l'entreprise ;

Que ce projet de M. Sandford Fleming mérite d'être pris en sérieuse considération.

Le ministre recommande, en conséquence, que Son Excellence le Gouverneur-général veuille bien faire transmettre au gouvernement impérial, pour sa favorable considération, copie du dit mémoire ci-joint et des documents qui l'accompagnent.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de votre Excellence et recommande en outre que sir A. T. Galt reçoive instruction de communiquer avec le ministre des colonies à ce sujet.

Certifié,

J. O. COTÉ.

Greffier, C. P.

L'honorable Ministre des travaux publics.

*Lettre de Sandford Fleming, C. M. G., à sir Charles Tupper.*

OTTAWA, 22 octobre 1880.

CHER SIR CHARLES,—Permettez-moi de vous rappeler que dans les arrangements relatifs à la construction du chemin de fer du Pacifique (lesquels comprendront naturellement le télégraphe terrestre) il faudrait se réserver le droit d'autoriser la pose d'un ou plusieurs fils pour le service du câble.

Si cela n'était convenu à présent, il pourrait s'élever plus tard des difficultés à ce sujet.

Tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

(Pour le télégraphe asiatique.)

Sir CHARLES TUPPER, Ministre des chemins de fer.

DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

OTTAWA, 4 novembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction d'accuser réception de votre lettre du 22 du mois dernier, demandant que dans les arrangements relatifs à la construction du chemin de fer du Pacifique, ce département se réserve le droit d'autoriser la pose d'un ou de plusieurs fils pour le service du câble ; j'ai à vous informer que ce sujet sera dûment considéré.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

S. FLEMING, écr., Ottawa.

F. BRAUN, secrétaire.

MÉMOIRE À SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL DU CANADA PAR SANDFORD FLEMING, C. M. G., EN DATE DU 4 DÉCEMBRE, 1880.

A Son Excellence le très-honorable sir John Douglas Sutherland Campbell, marquis de Lorne, membre du conseil privé de Sa Majesté, chevalier du très ancien et très-noble ordre du Chardon, chevalier grand-croix de l'ordre très distingué de St-Michel et St-George, gouverneur général et vice-amiral du Canada.

*Le mémoire de Sandford Fleming, ingénieur civil, représente respectueusement :*

1. Que le gouvernement de Votre Excellence a reconnu l'importance d'un

télégraphe sous-marin qui relierait la côte occidentale du Canada au système télégraphique de l'Asie ;

2. Que dans le but de favoriser l'établissement d'un câble électrique destiné à relier la Colombie britannique au Japon et à d'autres points de l'Asie, le gouvernement de Votre Excellence a, par ordre rendu en conseil le 17 juin 1880, accordé à votre exposant certaines concessions y énoncées.

3. Que, grâce à l'entremise de Votre Excellence, le gouvernement impérial est à faire des démarches pour obtenir le droit d'atterrir le câble électrique sur la côte du Japon.

4. Qu'il importe d'acquérir une connaissance plus complète des eaux où le câble serait immergé et du rivage où s'en ferait l'atterrissage. Que c'est là une mesure préliminaire indispensable à prendre avant d'inviter les capitalistes à placer des fonds dans l'entreprise.

5. Que l'envoi d'un navire dans l'océan Pacifique septentrional en vue d'y faire des études de lieux entraînerait une forte dépense.

6. Que votre exposant a pensé que l'un des vaisseaux de l'escadre du Pacifique septentrional, attachés en été à la station d'Esquimalt, ou en croisière dans les eaux du Pacifique septentrional, pourrait peut-être, sans grand inconvénient, être réservé pour prêter son aide aux opérations d'exploration. L'entreprise étant d'importance majeure et générale, on a lieu de penser que le gouvernement impérial voudra la favoriser en permettant que l'un des vaisseaux de Sa Majesté prolonge son voyage dans le but indiqué.

7. Votre exposant prie donc respectueusement Votre Excellence d'intervenir auprès du gouvernement impérial pour obtenir ce qui fait l'objet du présent mémoire. Et votre exposant ne cessera de solliciter.

SANDFORD FLEMING.

OTTAWA, 4 décembre 1880.

MINUTE DU CONSEIL PRIVÉ DU CANADA, EN DATE DU 8 DÉCEMBRE 1880.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 8 décembre 1880.

Sur un rapport en date du 6 décembre 1880 de l'honorable Ministre des travaux publics, énonçant qu'un mémoire adressé à Son Excellence le Gouverneur général par M. Sandford Fleming a été renvoyé à son examen par l'intermédiaire de l'honorable secrétaire d'Etat ;

Que le dit mémoire allègue que par un ordre rendu en conseil le 17 juin 1880, certaines concessions ont été accordées à M. Fleming dans le but de favoriser l'établissement d'une communication par câble électrique entre la Colombie britannique et l'Asie ;

Que le dit mémoire représente que le gouvernement impérial est actuellement à faire des démarches pour obtenir le droit d'atterrir le câble sur la côte du Japon, et qu'avant d'appeler l'attention des capitalistes sur le projet, il importe d'acquérir une connaissance plus complète des eaux où le câble serait immergé et du rivage où s'en ferait l'atterrissage.

Que M. Fleming propose que pour éviter la forte dépense qu'entraînerait l'envoi d'un navire dans l'océan Pacifique septentrional en vue d'y faire des études de lieux, l'on s'adresse au gouvernement impérial pour obtenir que l'un des vaisseaux de Sa Majesté, stationnés dans les eaux du Pacifique septentrional, soit employé, en prolongeant sa croisière ordinaire, aux opérations d'exploration.

Le ministre, partageant l'opinion exprimée par M. Fleming et reconnaissant l'importance de l'objet en vue, recommande que les mesures nécessaires soient prises pour soumettre au gouvernement impérial une requête de la part de ce gouvernement à l'effet d'obtenir les services de l'un des vaisseaux de Sa Majesté aux fins indiquées.

Le comité adhère à la recommandation précédente et la soumet à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié, J. O. COTÉ, greffier C.P.

*Le département des travaux publics à Sandford Fleming, C.M.G.*

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS,

OTTAWA, 13 janvier 1881.

MONSIEUR,—J'ai reçu ordre du ministre de vous adresser ci-inclus copie de la correspondance échangée entre le secrétaire d'Etat pour les colonies, le Foreign-Office et le haut commissaire du Canada à Londres, relativement à la proposition de prolonger le télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie au moyen d'un câble sous-marin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. H. ENNIS,

Secrétaire.

A. M. SANDFORD FLEMING,  
Ingénieur civil, C.M.G.

*Le comte de Kimberley au marquis de Lorne.*

DOWNING-STREET, 4 décembre 1880.

MILORD,—Me reportant à votre dépêche no 219 du 22 juillet dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus, pour l'information de votre gouvernement, copie de la correspondance qui a été échangée entre ce département, le Foreign-Office et le haut commissaire du Canada relativement à la proposition de prolonger le télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie au moyen d'un câble sous-marin.

J'ai, etc.,

KIMBERLEY.

Au gouverneur général  
le très honorable marquis de Lorne, C.C., G.C.M.G.

*Sir A. T. Galt au comte de Kimberley.*

BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE CANADIEN,

10 VICTORIA CHAMBERS, LONDRES, S.W.,

2 septembre 1880.

MILORD,—J'ai l'honneur d'appeler l'attention de Votre Seigneurie sur l'ordre rendu en conseil par Son Excellence le gouverneur général du Canada, le 17 juin dernier, relativement au projet de prolonger le télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie au moyen d'un câble sous-marin.

Après l'entrevue que nous avons eue, sir John Macdonald et moi avec Votre Seigneurie, nous pensons qu'il n'est pas opportun de chercher à obtenir du gouvernement japonais la cession de l'une des petites îles du groupe Kourilien à la couronne britannique. Il paraît plus à propos de s'assurer le droit d'atterrir le câble sur l'une des îles par une concession du gouvernement japonais, comportant la garantie de sa protection.

J'ai donc l'honneur de prier Votre Seigneurie de vouloir bien prendre les mesures qui lui paraîtront nécessaires pour l'obtention de la concession demandée par l'ordre en conseil susmentionné.

J'ai, etc.,

A. T. GALT,

Haut commissaire.

Au très honorable comte de Kimberley,  
Secrétaire d'Etat.

*Le bureau des colonies au Foreign-Office.*

DOWNING-STREET, 2 septembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction du comte de Kimberley de vous prier de soumettre au comte Granville la dépêche ci-jointe du marquis de Lorne, accompagnée d'un rapport du comité du conseil privé du Canada, recommandant à la favorable considération du gouvernement de Sa Majesté une proposition de M. Sandford Fleming, I.C., C.M.G., (ci-devant ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique) pour l'établissement d'une communication télégraphique entre le Canada et l'Asie au moyen d'un câble sous-marin devant traverser l'océan Pacifique comme prolongement du télégraphe du chemin de fer canadien du Pacifique.

Avant de prendre aucune mesure ultérieure, il est nécessaire, comme les documents l'indiquent, d'obtenir du gouvernement japonais qu'il consente à l'atterrissage du câble sur un point propice de son territoire et qu'il donne une assurance satisfaisante pour la protection des travaux et des stations dans les limites de sa juridiction.

Si lord Granville ne voit point d'objection à cette démarche, il obligera lord Kimberley en adressant aussitôt que possible la communication nécessaire au gouvernement japonais (qui, on l'espère, ne manquera pas de comprendre de quel avantage serait pour le Japon le câble projeté) afin d'obtenir l'autorisation désirée.

Je vous prie de vouloir bien retourner les pièces originales ci-incluses.

Je suis, etc.,

R. G. W. HERBERT.

Au sous-secrétaire d'Etat, Foreign-Office.

*Le bureau des colonies au Foreign-Office.*

DOWNING-STREET, 1er décembre, 1880.

MONSIEUR,—Relativement à la lettre qui vous a été adressée de ce département le 2 septembre sur le prolongement du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie au moyen d'un câble sous-marin, le comte de Kimberley m'a donné instruction de vous transmettre, pour l'information du comte Granville, copie d'une nouvelle lettre reçue du haut commissaire canadien sur ce sujet.

Si, comme on le présume, une communication a déjà été adressée au gouvernement japonais à cet égard, j'ai à demander qu'il soit invité à donner prochainement sa décision, et j'ai à suggérer que toute instruction au ministre de Sa Majesté à Yeddo soit transmise par la voie télégraphique, vu que l'affaire paraît être pressante.

J'ai aussi à vous prier de faire connaître à lord Kimberley s'il a été pris quelque détermination à la suite de la lettre du 2 septembre de ce département et à quelle action donnera lieu la présente communication.

J'ai, etc.,

R. G. W. HERBERT.

Au sous-secrétaire d'Etat, Foreign-Office.

*Le sous-secrétaire d'Etat au ministre des travaux publics.*

OTTAWA, 28 décembre, 1881.

MONSIEUR,—J'ai instruction, conformément à un ordre de renvoi de l'honorable conseil privé, de vous transmettre pour votre information, et pour communication à M. Sandford Fleming, copie d'une dépêche (ainsi que de ses incluses) du haut commissaire canadien, sur le sujet du prolongement du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

Sous-secrétaire d'Etat.

A l'honorable ministre des travaux publics.

*Le Département des travaux publics à Sandford Fleming, C.M.G.*

OTTAWA, 29 décembre, 1880.

MONSIEUR, — J'ai reçu instruction du ministre de vous transmettre ci-inclus copie de la lettre du sous-secrétaire d'Etat du 28 du courant et copie d'une dépêche y contenue, du haut commissaire canadien à Londres, au secrétaire d'Etat, sur le sujet du prolongement du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. H. ENNIS,

Secrétaire.

SANDFORD FLEMING, I.C., C.M.G.

*Sir A. J. Galt au secrétaire d'Etat du Canada.*

BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE CANADIEN, LONDRES, 9 décembre 1880.

MONSIEUR, — Me reportant à ma dépêche No 207 du 2 du courant, sur le sujet du câble sous-marin avec le Japon, je désire vous informer que j'ai eu l'avantage d'une communication personnelle avec sir Harry Parkes, ministre de Sa Majesté au Japon, actuellement ici en congé d'absence.

Sir Harry m'informe qu'en 1870 la compagnie danoise de télégraphe a obtenu permission d'atterrir un câble au Japon; que ce câble est la seule ligne qui existe.

Cette année-là, M. Cyrus Field a obtenu même permission pour une ligne devant partir de San-Francisco; cette permission n'a pas été suivie d'exécution et est peut-être devenue caduque.

En 1876, le gouvernement japonais décida de s'attribuer le contrôle du câble au Japon et passa convention à cet effet avec la compagnie danoise.

Aujourd'hui, le gouvernement a donc la possession et l'administration de la ligne, et il exigera les mêmes conditions pour toutes autres lignes, d'après l'opinion de sir Harry. Le gouvernement japonais a la propriété de toutes les lignes de terre, d'un développement de 1250 à 1500 milles à venir à Yesso. Comme toutes les dépêches auront probablement à passer sur ces lignes, cela ne semble présenter aucune difficulté particulière, et engagera directement d'ailleurs la responsabilité du gouvernement japonais.

Après mûre consultation, nous sommes tombés d'accord, sir Harry et moi, que la conclusion d'un arrangement avec le Japon était impossible sans la présence sur les lieux de M. Fleming ou d'un agent par lui autorisé à le représenter; que dans l'intervalle, ce qu'il y a de mieux à faire est de transmettre par le télégraphe instruction au chargé d'affaires britannique de notifier les autorités japonaises de la demande en cours, afin d'empêcher que M. Field n'obtienne antérieurement un privilège exclusif, ce qui paraît, toutefois, très improbable à sir Harry.

Le câblegramme ci-inclus a donc été rédigé et transmis par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Je vous prie de vouloir bien informer M. Fleming de ce qui s'est passé et de lui mentionner que sir Harry Parkes, qui doit retourner au Japon vers la fin de janvier ou au commencement de février, est d'avis que M. Fleming ferait bien de l'accompagner.

J'ai, etc.,

A. T. GALT,

Haut commissaire.

*Télégramme rédigé et transmis par le Foreign-Office au chargé d'affaires à Yeddo, Japon.*

LONDRES, 8 décembre 1880.

Une compagnie anglaise, autorisée par le gouvernement canadien, se propose de relier les réseaux télégraphiques occidentaux et orientaux par un câble sous-marin

devant partir de la Colombie britannique et traverser le Pacifique. Le gouvernement de Sa Majesté espère que le gouvernement japonais encouragera un projet également avantageux pour le Japon et pour d'autres nations en permettant l'atterrissage du câble sur un point propice à Yesso, aux mêmes conditions que celles convenues avec la compagnie danoise pour son établissement à Nagasaki. Un agent chargé de conclure les arrangements nécessaires se rendra prochainement au Japon ; mais il est désirable que vous obteniez de suite et fassiez connaître par télégraphe le consentement préalable du gouvernement japonais à l'atterrissage du câble.

*Le secrétaire d'Etat du Canada au Ministre des travaux publics.*

OTTAWA, 20 décembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai instruction, conformément à un ordre de renvoi de l'honorable conseil privé, de vous transmettre ci-inclus pour votre information copie de deux dépêches datées respectivement le 30 du mois dernier et le 2 du courant (ainsi que de leurs incluses) relatives au prolongement projeté du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN, *sous-secrétaire d'Etat.*

A l'honorable ministre des travaux publics.

*Sir A. T. Galt au secrétaire d'Etat du Canada.*

BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE CANADIEN, LONDRES, 30 novembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que, conformément aux instructions qui m'ont été transmises par le câble de la part de Son Excellence le gouverneur général, je me suis rendu aujourd'hui auprès de lord Kimberley au sujet du câble asiatique. A la demande de Sa Seigneurie, j'ai vu ensuite M. Herbert, et d'après son désir, je vous envoie la dépêche ci-incluse, pour l'information de Son Excellence.

J'ai, etc.,

A. T. GALT,

*Haut commissaire.*

A l'honorable secrétaire d'Etat, Ottawa.

*Sir A. T. Galt au secrétaire d'Etat du Canada.*

BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE CANADIEN,

LONDRES, 2 décembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre, pour l'information de Son Excellence le gouverneur général, copie d'une communication que m'a adressée le secrétaire des colonies au sujet du prolongement du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin.

J'ai, etc.,

A. T. GALT,

*Haut commissaire.*

A l'honorable secrétaire d'Etat, Ottawa.

*Le bureau des colonies à sir A. T. Galt.*

DOWNING-STREET, 1er décembre.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction du comte de Kimberley d'accuser réception de votre lettre du 30 novembre, relative au prolongement projeté du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin.

En réponse, je dois vous dire qu'à la suite de votre lettre précédente du 2 septembre, une communication a été adressée au Foreign-Office et que lord Kimberley a demandé que le gouvernement japonais fût invité à donner prochainement sa décision sur cette affaire, et a suggéré que toute instruction à ce sujet au ministre de Sa Majesté à Yeddo fût transmise par la voie télégraphique.

J'ai, etc.,

R. G. W. HERBERT.

Sir A. T. GALT, G.C.M.G.,  
Haut commissaire canadien.

*Le comte de Kimberley au marquis de Lorne.*

DOWNING-STREET, 18 décembre 1880.

MILORD,—Me reportant à ma dépêche no 221 du 4 du courant relative au prolongement projeté du télégraphe canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie par un câble sous-marin, j'ai l'honneur de vous transmettre, pour l'information de votre gouvernement, la copie ci-jointe d'une lettre du Foreign-Office contenant un memorandum rédigé par le ministre de Sa Majesté à Yeddo, actuellement en Angleterre, sur ce sujet.

Votre gouvernement verra que le chargé d'affaires de Sa Majesté au Japon a reçu instruction par le télégraphe d'agir dans le sens que comporte ce memorandum.

J'ai, etc.,

KIMBERLEY.

Au gouverneur général  
le très honorable marquis de Lorne, C.C., G.C.M.G.

*Le Foreign-Office au bureau des colonies.*

FOREIGN-OFFICE, 14 décembre 1880.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction du comte Granville d'accuser réception de votre dernière lettre du 1er du courant relative à l'établissement projeté d'une communication télégraphique entre le Canada et l'Asie au moyen d'un câble sous-marin à travers l'océan Pacifique, en prolongement du télégraphe du chemin de fer du Pacifique, et j'ai à vous annoncer que cette lettre a été renvoyée au ministre de Sa Majesté à Yeddo, lequel est actuellement en Angleterre, pour qu'il présentât ses observations. Votre lettre du 2 septembre sur le même sujet lui a été également renvoyée peu de temps après réception, avec prière de faire rapport sans délai sur la question.

Je vous transmets maintenant, pour l'information de Sa Seigneurie le secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies, copie d'un memorandum préparé par sir Harry Parkes après consultation avec M. Herbert du bureau des colonies et avec sir A. T. Galt. J'ajoute que le chargé d'affaires de Sa Majesté au Japon a reçu instruction par la voie télégraphique d'agir conformément aux suggestions et dans le sens de ce memorandum.

J'ai, etc.,

JULIAN PAUNCEFOTE.

Au sous-secrétaire d'Etat,  
Bureau des colonies.

MÉ MORANDUM DE SIR HARRY PARKES, MENTIONNÉ DANS LA LETTRE DU FOREIGN-OFFICE,  
EN DATE DU 14 DÉCEMBRE.

*Télégraphe entre le Canada et l'Asie.*

J'ai vu M. Herbert et sir A. T. Galt qui m'ont appris que la proposition d'obtenir du gouvernement japonais la cession de l'une des îles Kouvilcs (ce qui, je pense, n'eût pas été réalisable) ne forme plus désormais partie du projet, et que l'on s'en tient maintenant à obtenir permission d'atterrir un câble sur le territoire japonais et de



transmettre les dépêches par les lignes terrestres japonaises, suivant la nécessité du service.

Je ne vois aucune raison qui puisse empêcher cette concession; mais, comme je l'ai fait observer à sir A. T. Galt, je pense que le gouvernement japonais exigera que le câble, en atteignant son territoire, soit placé sous son contrôle, comme cela a lieu actuellement pour le câble de la compagnie danoise du grand télégraphe septentrional atterri à Nagasaki. J'ai compris que sir A. T. Galt est d'avis qu'on n'objecte point à ce que le gouvernement japonais exerce un droit qui le rendrait directement responsable pour la protection de l'extrémité du câble et pour le bon fonctionnement de la portion qui serait confiée à sa surveillance. Afin de poursuivre les négociations nécessaires avec le gouvernement japonais, il est toutefois essentiel que le représentant de Sa Majesté ait la coopération d'un agent ou représentant de la compagnie, revêtu du plein pouvoir de discuter et conclure les arrangements nécessaires. M. Herbert et sir A. T. Galt sont tous deux d'opinion que M. Sandford Fleming, l'initiateur de l'entreprise, serait la personne la plus apte à remplir cette mission.

M. Fleming ne pourra probablement pas partir pour le Japon avant deux ou trois mois. Sir A. T. Galt suggère en conséquence que le chargé d'affaires de Sa Majesté reçoive instruction par voie télégraphique de demander au gouvernement japonais son consentement à l'atterrissage du câble canadien, en réservant les détails jusqu'à ce que les négociations puissent être entamées au Japon. Je crois devoir recommander que des instructions soient transmises à cet effet par voie télégraphique à M. Kennedy.

HARRY PARKES.

Décembre 1880.

*Traduction d'un télégramme chiffré reçu par Son Excellence le gouverneur général du très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies le 21 décembre 1880.*

Le représentant de Sa Majesté au Japon télégraphie que le gouvernement japonais a pas d'objection à l'atterrissage du câble sous-marin sur un point propice à Yesso.

*Le sous-secrétaire d'Etat du Canada au ministre des travaux publics.*

OTTAWA, 10 janvier 1880.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction, conformément à un ordre de renvoi de l'honorable conseil privé, de vous transmettre, pour votre information, copie d'une dépêche (et de ses incluses) du haut commissaire canadien, faisant connaître le consentement du gouvernement japonais à l'atterrissage sur un point propice à Yesso du câble sous-marin destiné à se relier au télégraphe canadien du Pacifique.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

EDOUARD J. LANGEVIN,

Sous-secrétaire d'Etat.

A l'honorable ministre des travaux publics.

*Sir A. T. Galt au secrétaire d'Etat du Canada.*

BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE CANADIEN,

LONDRES, 23 décembre 1880.

MONSIEUR,—Me reportant à ma dépêche no 212 du 9 décembre sur le sujet du câble sous-marin entre la Colombie britannique et le Japon, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une lettre que j'ai reçue du bureau des colonies annonçant que le gouvernement japonais a informé le chargé d'affaires de Sa Majesté au Japon qu'il est disposé à permettre l'atterrissage du câble sur un point propice à Yesso.

J'ai etc.,

A. T. GALT, haut commissaire.

A l'honorable secrétaire d'Etat, Ottawa,

*Le bureau des colonies à Sir A. T. Galt.*

DOWNING-STREET, 22 décembre, 1880.

MONSIEUR,—Me reportant à la lettre de ce département en date du 18 du courant, relative au prolongement projeté du télégraphe du chemin de fer canadien du Pacifique jusqu'à l'Asie, j'ai instruction du comte de Kimberley de vous informer que le Foreign-Office a reçu un télégramme du chargé d'affaires de Sa Majesté au Japon, lui annonçant que le gouvernement japonais est disposé à permettre l'atterrissage du câble sur un point propice à Yeddo.

Un télégramme a été adressé au gouverneur général du Canada pour lui faire connaître cette résolution.

J'ai, etc.,

EDWARD WINGFIELD.

Sir A. T. GALT, G.C.M.G.,  
Haut commissaire du Canada.

*Le département des travaux publics à Sandford Fleming, C.M.G.*

OTTAWA, 28 janvier, 1881.

MONSIEUR,—Me reportant à l'ordre rendu en conseil le 8 du mois dernier, qui autorise la présentation au gouvernement impérial d'une demande de la part du gouvernement canadien à l'effet que l'un des vaisseaux de Sa Majesté stationnés dans les eaux du Pacifique septentrional soit employé à la recherche de certaines données nécessaires en rapport avec le projet de l'établissement d'une communication télégraphique au moyen d'un câble entre la Colombie britannique et l'Asie, j'ai instruction de vous prier d'exposer à ce département telles observations qui puissent lui servir à énoncer dans sa demande projetée les données qu'il s'agirait d'obtenir.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. H. ENNIS,

Secrétaire.

SANFORD FLEMING, I.C., C.M.G.,  
Ottawa.

*Sandford Fleming, C.M.G., au Département des travaux publics.*

OTTAWA, 29 janvier, 1881.

MONSIEUR,—Relativement à votre lettre du 28 du courant, j'ai l'honneur de répondre que, comme il y a lieu de s'attendre à quelque communication prochaine du gouvernement impérial en réponse à une demande qui a été présentée, je crois, le huit du mois dernier, ou vers ce temps-là, et comme les observations que je pourrai trouver opportun d'exposer, dépendront de la nature de la communication attendue il me semble mieux d'attendre sa réception avant d'aller plus loin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANFORD FLEMING.

F. H. ENNIS, écr,  
Secrétaire, Travaux publics.

*Le comte de Kimberley au marquis de Lorne.*

DOWNING-STREET, 25 janvier 1881.

MILORD,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche n° 343 du 8 décembre dernier, qui contenait un rapport d'un comité du conseil privé du Canada, recommandant qu'une demande fût adressée au gouvernement de Sa Majesté pour

obtenir les services d'un des vaisseaux de l'escadre du Pacifique septentrional en rapport avec le prolongement projeté du télégraphe canadien du Pacifique depuis la Colombie-Britannique jusqu'à l'Asie.

J'ai fait dûment soumettre copie de votre dépêche aux lords commissaires de l'amirauté; et j'ai maintenant l'honneur de vous transmettre, pour qu'elle soit communiquée à vos ministres, copie de la réponse de leurs seigneuries, accompagnée d'une carte marine qui indique les sondages relevés dans le voisinage de la route que suivra vraisemblablement le câble projeté.

J'ai, etc.,

KIMBERLEY.

Au gouverneur général,

le très honorable marquis de Lorne, C.C., G.C.M.G.

*L'amirauté au bureau des colonies.*

AMIRAUTÉ, 18 janvier 1881.

MONSIEUR,—Me référant à votre lettre du 31 décembre dernier qui transmettait copie d'une dépêche du gouverneur général du Canada, renfermant une communication de M. Sandford Fleming, I.C., relative au câble projeté entre la Colombie britannique et l'Asie, dans laquelle il demande que l'un des vaisseaux de Sa Majesté soit dépêché pour constater la profondeur des eaux au sein desquelles le câble doit être immergé, j'ai reçu ordre de mes lords commissaires de l'amirauté de vous transmettre, pour l'information du comte de Kimberley, une carte marine qui donne les sondages relevés par le vaisseau de S.M. *Challenger* et par les vaisseaux de guerre des États-Unis. Ces sondages couvrent, en partie du moins, les étendues qu'aurait à franchir le câble projeté, et peuvent être acceptés comme parfaitement exacts.

Mes lords ont aussi fait tracer sur cette carte le grand cercle, ou la course la plus courte à suivre pour l'immersion du câble, course qui, comme vous le verrez, dépasserait 4,000 milles géographiques.

Il est à présumer qu'avec les renseignements présentement fournis, M. Fleming sera en état de considérer le projet sous le rapport de la longueur du voyage d'exploration, et de préciser suffisamment l'objet de sa demande.

Mes lords ne peuvent donner aucun espoir pour le présent qu'ils prêteront l'aide d'un navire de guerre pour l'exécution des sondages nécessaires sur aucune ligne d'exploration, vu que les services des escadres de la Chine et du Pacifique sont affectés sur différents points de ces stations à des missions importantes.

J'ai, etc.,

ROBERT SCOTT.

Au sous-secrétaire d'Etat, bureau des colonies.

*Sandford Fleming au ministre des travaux publics.*

OTTAWA, 4 février 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer, relativement au projet d'établissement d'une communication télégraphique avec l'Asie par la voie du Canada au moyen d'un câble électrique à travers l'océan Pacifique, que je me suis mis en correspondance avec des fabricants de câbles, que j'ai fait d'autres démarches préliminaires nécessaires au succès de l'entreprise et que, dans le but de la faire mieux avancer, je me propose de passer en Angleterre et de me rendre au Japon.

L'ordre rendu en conseil le 17 juin dernier, qui porte les conditions de l'arrangement avec le gouvernement, étant sujet à l'approbation du parlement, je prends respectueusement la liberté de faire observer qu'il est désirable d'obtenir maintenant cette approbation et que le temps est venu de la demander.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable H. L. LANGEVIN, C. B.,  
Ministre des travaux publics.

*Le Département des travaux publics à Sandford Fleming.*

MONSIEUR,—J'ai reçu ordre du ministre d'accuser réception de votre lettre du 4 du courant relative à l'établissement d'une communication télégraphique avec l'Asie par la voie du Canada au moyen d'un câble électrique à travers l'océan Pacifique, dans laquelle vous faites observer qu'il est désirable d'obtenir l'approbation du parlement à l'ordre rendu en conseil le 17 juin dernier, et de vous informer que, dès qu'une compagnie aura été formée et légalement constituée, le gouvernement sera prêt à soumettre l'affaire à l'approbation du parlement. Vous devez comprendre cependant que, comme il n'a été stipulé dans le contrat du chemin de fer du Pacifique aucune réserve pour le privilège de poser un fil télégraphique sur les poteaux du télégraphe de la compagnie du chemin de fer, vous aurez à prendre ou à faire prendre par votre compagnie des arrangements avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique à cet égard.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. H. ENNIS, secrétaire.

SANDFORD FLEMING, I.C., C.M.G.,  
Ottawa.

*Sandford Fleming à l'honorable H. L. Langevin, C. B.*

OTTAWA, 15 février 1881.

CHER MONSIEUR LANGEVIN,—A la suite de l'entrevue que vous avez eu la bonté de m'accorder hier, je vous adresse sous ce pli le projet d'une résolution tendant à obtenir du parlement son approbation à la concession d'établissement du télégraphe asiatique. En adoptant une résolution de cette nature, le parlement ferait éviter tous retards, et il laisserait au gouvernement le soin d'agir lors de la formation de la compagnie, qui sera vraisemblablement constituée au cours de l'été prochain.

On sait qu'une puissante compagnie étrangère a conçu le projet de relier télégraphiquement la Californie à l'Asie dans l'intérêt des Etats-Unis. On ne doit pas perdre de vue le fait que les grands centres commerciaux d'Europe sont déjà en communication avec l'Inde, la Chine et l'Australie par deux lignes, et même partiellement par trois lignes, dont quelques-unes reçoivent des subventions impériales et coloniales. Le câble destiné à franchir le Pacifique aura une longueur qui n'a encore été atteinte par aucun autre : les fabricants m'informent qu'il aura, avec les flexions, un développement de 4,240 milles, en suivant la direction la plus courte.

Il n'est pas probable que de nos jours on voie s'établir deux câbles à travers le Pacifique et il est d'autant plus important pour nous de prendre les devants. Si l'approbation du parlement est différée jusqu'à la prochaine session, la compagnie ne pourra dans l'intervalle commencer ses opérations, et faire fabriquer à temps pour l'immerger avant l'été de 1883, un câble de plus de 4,200 milles de longueur. Ce retard mettrait certainement en danger le succès de notre projet et reculerait indéfiniment, en toute probabilité, l'époque de l'établissement d'un câble canadien-asiatique. Il est donc de la plus grande importance que nous nous assurions pendant la présente session l'autorisation du parlement, et je compte fermement qu'elle nous sera obtenue.

Je crois devoir vous dire que j'ai reçu par la dernière malle d'Angleterre une lettre du président de la "Telegraph Construction and Maintenance Company" avec qui je suis en correspondance.

Je serai heureux de vous montrer cette lettre. Au sujet de la disposition de l'ordre rendu en conseil en juin dernier, par laquelle le gouvernement se réserve le droit de prendre possession du télégraphe, en remboursant la compagnie de ses frais, le président, l'amiral Richards s'exprime ainsi : " Nous pensons que cette disposition causera de graves difficultés à l'égard de la formation du capital en ce pays, n'y eût-il pas d'autres obstacles à la réalisation de l'entreprise." Je me hasarde donc à suggérer que cette disposition soit modifiée.

Si j'avais suivi mon intention, je serais passé il y a quelque temps déjà en Angleterre pour m'y occuper de la formation d'une compagnie; comme sir Harry Parkes l'a proposé dans sa lettre du 8 décembre dernier, et comme c'était aussi mon désir, je serais aujourd'hui en route avec lui vers le Japon pour entrer en négociations avec le gouvernement japonais et conclure les arrangements qui se rattachent au privilège d'atterrissage et à l'établissement de lignes terrestres de correspondance avec les télégraphes existants; mais sir Alexander Galt, comprenant bien toute l'importance d'obtenir le plus tôt possible du parlement la ratification de la concession, afin d'éviter les retards, m'a conseillé d'attendre à Ottawa que cette ratification fût obtenue. Je me suis abstenu de presser l'affaire durant la discussion du contrat du chemin de fer du Pacifique; j'ai la confiance que vous me pardonnerez d'y appeler à cette heure votre attention.

Quant à la disposition de l'ordre rendu en conseil du mois de juin dernier, qui est relative au privilège de la pose d'un fil sur les poteaux du télégraphe du Pacifique pour le service du câble, je vois, par ce que vous me dites, qu'on a omis de stipuler une réserve à cet effet; mais j'ai lieu d'espérer que, sur les représentations du gouvernement, le syndicat du chemin de fer se prêtera volontiers à concéder ce privilège.

Veuillez me croire, cher M. Langevin,  
Tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

*Sandford Fleming au ministre des travaux publics*

OTTAWA, 2 mars 1881.

MONSIEUR,—Le débat qu'il y eut hier à la Chambre des communes au sujet du télégraphe transpacifique, m'impose le devoir de vous écrire. Je n'ai pas eu la bonne fortune d'entendre cette discussion; mais j'ai pu en lire le compte-rendu aujourd'hui; le ton qu'elle a pris appelle de ma part des observations que je vous demande la permission de mettre sous vos yeux.

C'est une erreur, que je désire rectifier, de supposer que je représente quelque compagnie organisée. J'ai été en communication avec plusieurs personnes; l'opinion générale a été que, sans subventions ou sans privilèges considérables, aucune compagnie ne pourrait se former. Les difficultés à vaincre pour établir à travers l'océan un câble de plus de 4,000 milles et le rattacher ensuite aux télégraphes du rivage asiatique, sont très grandes, beaucoup plus grandes que bien des gens ne paraissent se l'imaginer. Ce que j'ai demandé n'est, à mon sens, nullement déraisonnable; et ceux avec qui j'ai été en correspondance tiennent que l'assentiment du Parlement à ces concessions est bien la condition première et indispensable de la formation d'une compagnie sérieuse. Après cet assentiment obtenu, j'ai la confiance qu'il s'en constituerait une, et que des arrangements seraient bientôt faits, sous ma direction, pour exécuter l'ouvrage.

La supposition que je puis avoir l'intention de céder, sur la place de Londres ou à New-York, les concessions qui me seraient accordées, est tout à fait gratuite. Rien ne la justifie. Si les privilèges sont accordés, je suis prêt à entrer de ma personne dans l'entreprise, à y dévouer l'expérience et les talents que je puis avoir, et à faire les plus grands efforts pour mettre la ligne en service le plus tôt possible.

Que le projet ait du mérite ou non, je prétends en être l'auteur; d'autres peut-être ont eu quelque idée semblable; mais la conception que j'ai soumise à l'examen est l'œuvre de mon esprit. J'ai discuté ce projet avec plusieurs amis, hommes du métier, et avec d'autres; et les démarches pour arriver à sa réalisation ont été faites jusqu'ici par moi ou à mon instigation et à mes frais. Je n'ai d'autre désir que de poursuivre mon travail et de rester associé à l'entreprise jusqu'à son exécution finale.

Lorsque j'ai parlé, pour la première fois, de la possibilité d'unir le Canada à l'Asie par un télégraphe sous-marin, à travers l'océan Pacifique, on a traité mes vues de chimériques.

Il y a un an, cependant, j'ai osé présenter le projet dans les formes. Dans mon dernier rapport imprimé sur le chemin de fer du Pacifique, j'ai montré comment on pourrait encore étendre notre système télégraphique en le reliant au système d'Asie, et j'ai énuméré les avantages qui, suivant moi, devraient certainement en résulter.

Mais, je le répète, on regardait alors ces opinions comme les imaginations d'un homme trop disposé à la confiance. Et pourquoi ne le dirai-je pas? ce n'est qu'après maintes entrevues et non sans difficulté, que j'avais obtenu du ministre des chemins de fer et canaux la permission d'insérer dans mon rapport les observations dont je viens de parler. J'avais foi, en effet, dans mon projet, que je crois infiniment avantageux au Canada. En cessant mes fonctions d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique, je me mis, sans perdre un moment, à agir pour le succès de cette idée, et depuis je n'ai cessé de m'y employer de tout mon faible pouvoir.

Ayant du temps et du loisir, convaincu d'ailleurs que, dans les commencements d'une entreprise aussi vaste, les efforts individuels sont nécessaires pour assurer le succès, j'étais résolu à ne pas m'y épargner. En mai dernier, donc, j'ai développé mon plan et soumis au gouvernement une proposition qu'il a favorablement accueillie. Je lui demandais d'appuyer les efforts que j'allais faire, et d'accorder certaines facilités, certains avantages qui ne l'engageaient à aucune dépense. Ces avantages ont été concédés, sauf l'approbation du Parlement. A la suite de cette concession, il y a eu une correspondance considérable. Avec l'aide du gouvernement impérial, les privilèges voulus d'atterrissement ont été obtenus du gouvernement japonais. D'autres privilèges précieux sont acquis, et des relations ouvertes avec des compagnies de fabrication de câbles électriques, des capitalistes, etc. J'ai fait des dépenses et contracté des engagements.

On a dit, hier, dans la Chambre des communes, qu'une compagnie qui demande en ce moment un acte d'incorporation, était prête à poser le câble dans l'Océan Pacifique sans les avantages que j'ai demandés. Tout mon désir, dès le commencement, a été de voir s'établir le câble transpacifique; et si la compagnie en formation ou quelque autre était intervenue, lorsque j'ai fait mes premières propositions, je n'occuperais pas, dans cette affaire, la position en vue où l'on me trouve en ce moment. Mais, loin de vouloir apporter le moindre obstacle à la réalisation du projet, je prie le gouvernement de ne pas se tenir à mes propositions s'il venait à s'assurer que la nouvelle compagnie ou association est capable d'exécuter heureusement l'entreprise dans les conditions de son offre. Je suis tout disposé, quant à moi, à communiquer les renseignements que j'ai amassés, à céder les droits que j'ai acquis et à aider autrement, de toutes mes forces, à l'accomplissement d'une œuvre de tant d'importance pour le Canada, pour l'empire, pour le monde entier.

En conséquence, je prends respectueusement la liberté de suggérer que la suite de la délibération sur les résolutions soit ajournée, afin que le gouvernement puisse s'assurer de la bonne foi de la compagnie européenne-américaine-canadienne projetée, de ses ressources et de sa volonté d'exécuter l'entreprise sans préjudicier aux intérêts du Canada. J'ajoute que je consentirai volontiers à tout arrangement que le gouvernement jugerait opportun de soumettre au Parlement, dût-il, d'ailleurs, ne plus tenir aucun compte des privilèges qu'il avait trouvés à propos de me conférer.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable HECTOR LANGEVIN, C.B.,  
Ministre des travaux publics.

## RÉPONSE

(41a)

A une ADRESSE du SÉNAT, du 26 avril 1882, portant demande de copie de la correspondance échangée, depuis le 19 mars 1881, entre le gouvernement du Canada et M. Sandford Fleming et autres, au sujet de l'établissement d'un télégraphe sous-marin entre le littoral occidental du Canada et le continent d'Asie.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Département du secrétaire d'Etat,

*Secrétaire d'Etat.*

12 mai 1882.

### *Analyses des pièces relatives à l'affaire du télégraphe sous-marin d'Asie.*

- N° 23,506—Mémoires de S. Fleming à sir John A. Macdonald, datés respectivement du 17 mars 1881 et du 15 février 1882. Sur le projet d'établissement d'un télégraphe sous-marin entre le Canada et l'Asie.
- N° 23,456—Lettre de S. Fleming au Ministre des travaux publics, du 14 avril 1882. Sur de fausses assertions concernant la Cie de câble européenne-américaine canadienne-asiatique, etc.
- N° 23,649—Lettre de F. N. Gisborne au secrétaire du Département des travaux publics, du 5 mai 1882. Contenant copie d'une correspondance officielle entre Sandford Fleming et lui sur l'établissement de câbles électriques à travers l'océan Pacifique.
- N° 23,681—Lettre de S. Fleming au Ministre des travaux publics, du 6 mai 1882. Contenant copie d'une correspondance sur la part que M. Gisborne a eue au projet du câble asiatique.

### *MÉMOIRE relatif au projet d'un télégraphe sous-marin entre le Canada et le continent d'Asie.*

Respectueusement présenté pour l'instruction de l'honorable Sénat du Canada par M. Sandford Fleming.

La possibilité de relier le Canada à l'Asie au moyen d'un télégraphe sous-marin a été indiquée pour la première fois à l'attention publique par le soussigné dans son rapport sur le chemin de fer du Pacifique, en avril 1880.

Au mois de mai de cette même année, lorsque le soussigné cessa d'être l'ingénieur en chef du chemin du Pacifique, il soumit au gouvernement fédéral un plan conçu par lui pour l'exécution de ce projet. Son plan obtint l'approbation du gouverneur en conseil, et, l'année dernière, il recevait l'adhésion du gouvernement. Le soussigné a eu sur ce sujet une correspondance fort étendue, dont les pièces publiques officielles que je mentionne dans la liste ci-dessous, montrent assez le caractère, en même temps qu'elles donnent une idée des efforts qui se sont faits pour mettre le projet au point où il est à présent.

*PIECES relatives au plan de M. Sandford Fleming pour relier le Canada à l'Asie par un télégraphe sous-marin.*

Lettre de M. Sandford Fleming au Ministre des chemins de fer et canaux, 14 mai 1880.

Rapport de l'ingénieur en chef des chemins de fer en service, 20 mai 1880.

Procès-verbal du Conseil privé du Canada, 17 juin 1880.

Mémoire à Son Excellence le Gouverneur général, du 27 juin 1880.

Mémoire mentionné dans ce mémoire, même date.

Lettre au Secrétaire d'Etat, renfermant le mémoire, même date.

Mémoire du Ministre des travaux publics, 2 juillet 1880.

Procès-verbal du Conseil privé du Canada, 7 juillet 1880.

Lettre au Ministre des chemins de fer et canaux, 22 octobre 1880.

Lettre du Département des chemins de fer et canaux à M. Sandford Fleming, du 4 novembre 1880.

Mémoire à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 4 décembre 1880.

Procès-verbal du Conseil privé du Canada, 8 décembre 1880.

Le Département des travaux publics à M. Sandford Fleming, 13 janvier 1880.

Le comte de Kimberley à Son Excellence le Gouverneur général, 4 décembre 1880.

Sir A. T. Galt, haut commissaire, au comte de Kimberley, 2 septembre 1880.

Le Bureau des colonies au Foreign Office, 2 septembre 1880.

Le même au même, 1er décembre 1880.

Le sous-secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics, 28 décembre 1880.

Le Département des travaux publics à M. Sandford Fleming, 29 décembre 1880.

Sir A. T. Galt, haut commissaire, au Secrétaire d'Etat, 9 décembre 1880.

Télégramme au chargé d'affaires à Yeddo, 8 décembre 1880.

Le Secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics, 20 décembre 1880.

Sir A. T. Galt, haut commissaire, au Secrétaire d'Etat, 30 novembre 1880.

Le même au même, 2 décembre 1880.

Le Bureau des colonies à sir A. T. Galt, haut commissaire, 1er décembre 1880.

Le comte de Kimberley à Son Excellence le Gouverneur général 18 décembre, 1880.

Le Foreign-Office au Bureau des colonies, 14 décembre 1880.

Mémoire de sir Harry Parks, ministre de S. M. à Yeddo, 14 décembre 1880.

Traduction d'un télégramme chiffré du Japon, 21 décembre 1880.

Le sous-secrétaire d'Etat au Ministre des travaux publics, 10 janvier 1881.

Sir A. T. Galt, haut commissaire, au Secrétaire d'Etat, 23 décembre 1880.

Le Bureau des colonies à sir A. T. Galt, haut commissaire, 22 décembre 1880.

Le Département des travaux publics à M. Sandford Fleming, 28 janvier 1881.

M. Sandford Fleming au Département des travaux publics, 29 janvier 1881.

Le comte de Kimberley à Son Excellence le Gouverneur général, 25 janvier 1880.

L'Amirauté au Bureau des colonies, 18 janvier 1881.

M. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics, 4 février 1881.

Le Département des travaux publics à M. Sandford Fleming, 10 février 1880.

M. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics, 15 février 1881.

Le même au même, 23 février 1881.

Le même au même, 2 mars 1881.

Le même au même, 10 mars 1881.

Le 1er mars dernier, l'honorable Ministre des travaux publics, M. Langevin, proposa à la Chambre des Communes de se former en comité général pour délibérer sur les résolutions suivantes :

“ 1. Qu'il serait très avantageux pour le Canada qu'une communication télégraphique fût établie entre le littoral du Pacifique et l'Asie, et que des facilités et des avantages devraient être donnés à toute compagnie désireuse et capable d'établir et entretenir une telle ligne.



“ 2. Qu'à cette fin, il est expédient de décréter que, si Sandford Fleming, écrivain, qui a soumis un plan pour la formation d'une compagnie à cette fin, lequel a été approuvé par le gouverneur en conseil, et toutes autres personnes (pas moins de cinq) qui s'associeront à lui pour cette entreprise, demandent, avant le premier jour d'octobre prochain, des lettres-patentes, sous l'autorité de l'acte 40 Vict., chap. 48, les constituant en corporation pour les fins susdites, et démontrent, à la satisfaction de Son Excellence en conseil, qu'ils se sont conformés aux exigences du dit acte, et qu'ils sont prêts à établir et à mettre en opération telle ligne télégraphique, comme susdit, des lettres-patentes pourront être émises les constituant en corporation à cette fin, sous l'autorité du dit acte et de l'acte 38 Vict., chap. 26, avec les pouvoirs et privilèges, et sujets aux obligations prévues par le dit acte, et avec le privilège exclusif de maintenir un câble ou des câbles télégraphiques sur le dit littoral du Pacifique, pendant vingt ans, aux conditions suivantes :

“ (1°) La communication télégraphique entre les deux continents devra être complétée dans les cinq ans qui suivront la date de la charte, et devra être entretenue, par la suite, d'une manière régulière et efficace.

“ (2°) Les prix pour la transmission des dépêches devront être modérés et soumis à l'approbation du gouverneur en conseil.

“ (3°) La compagnie devra se conformer à toutes autres conditions qui pourront être insérées dans l'acte qui sera passé à cette fin, ou dans la charte accordée sous l'autorité du dit acte.

“ (4°) Le défaut, par la compagnie, de remplir les dites conditions, entraînera la déchéance de sa charte.”—(*Extrait des Procès-Verbaux des Communes.*)

Dans la discussion qui suivit, M. Currier, M.P., fit l'observation que la chambre était déjà saisie d'un bill ayant pour but de constituer en corporation une compagnie de câble européenne-américaine-canadienne, dont l'objet était d'établir un câble du Canada à la Chine et au Japon.

Le débat fut ajourné.

Le lendemain, le soussigné adressa la lettre suivante à l'honorable H. L. Langvin, Ministre des travaux publics.

*M. Sandford Fleming au Ministre des travaux publics*

OTTAWA, 2 mars 1881.

MONSIEUR,—Le débat qu'il y eut hier à la Chambre des communes au sujet du télégraphe transpacifique, m'impose le devoir de vous écrire. Je n'ai pas eu la bonne fortune d'entendre cette discussion; mais j'ai pu en lire le compte-rendu aujourd'hui; le ton qu'elle a pris appelle de ma part des observations que je vous demande la permission de mettre sous vos yeux.

C'est une erreur, que je désire rectifier, de supposer que je représente quelque compagnie organisée. J'ai été en communication avec plusieurs personnes; l'opinion générale a été que, sans subventions ou sans privilèges considérables, aucune compagnie ne pourrait se former. Les difficultés à vaincre pour établir à travers l'Océan un câble de plus de 4,000 milles et le rattacher ensuite aux télégraphes du rivage asiatique, sont très grandes, beaucoup plus grandes que bien des gens ne paraissent se l'imaginer. Ce que j'ai demandé n'est, à mon sens, nullement déraisonnable; et ceux avec qui j'ai été en correspondance tiennent que l'assentiment du Parlement à ces concessions est bien la condition première et indispensable de la formation d'une compagnie sérieuse. Après cet assentiment obtenu, j'ai la confiance qu'il s'en constituerait une, et que des arrangements seraient bientôt faits, sous ma direction, pour exécuter l'ouvrage.

La supposition que je puis avoir l'intention de céder, sur la place de Londres ou à New-York, les concessions qui me seraient accordées, est tout à fait gratuite. Rien ne la justifie. Si les privilèges sont accordés, je suis prêt à entrer de ma personne dans l'entreprise, à y dévouer l'expérience et les talents que je puis avoir, et à faire les plus grands efforts pour mettre la ligne en service le plus tôt possible.

Que le projet ait du mérite ou non, je prétends en être l'auteur; d'autres peut-être ont eu quelque idée semblable; mais la conception que j'ai soumise à l'examen est l'œuvre de mon esprit. J'ai discuté ce projet avec plusieurs amis, hommes de métier, et avec d'autres; et les démarches pour arriver à sa réalisation ont été faites jusqu'ici par moi ou à mon instigation et à mes frais. Je n'ai d'autre désir que de poursuivre mon travail et de rester associé à l'entreprise jusqu'à son exécution finale.

Lorsque j'ai parlé, pour la première fois, de la possibilité d'unir le Canada à l'Asie par un télégraphe sous-marin, à travers l'océan Pacifique, on a traité mes vues de chimériques.

Il y a un an, cependant, j'ai osé présenter le projet dans les formes. Dans mon dernier rapport imprimé sur le chemin de fer du Pacifique, j'ai montré comment on pourrait encore étendre notre système télégraphique en le reliant au système d'Asie, et j'ai énuméré les avantages qui, suivant moi, devraient certainement en résulter.

Mais, je le répète, on regardait alors ces opinions comme les imaginations d'un homme trop disposé à la confiance. Et pourquoi ne le dirai-je pas? ce n'est qu'après maintes entrevues et non sans difficulté, que j'avais obtenu du Ministre des chemins de fer et canaux la permission d'insérer dans mon rapport les observations dont je viens de parler. J'avais foi, en effet, dans mon projet, que je crois infiniment avantageux au Canada. En cessant mes fonctions d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique, je me mis, sans perdre un moment, à agir pour le succès de cette idée, et depuis je n'ai cessé de m'y employer de tout mon faible pouvoir.

Ayant du temps et du loisir, convaincu d'ailleurs que, dans les commencements d'une entreprise aussi vaste, les efforts individuels sont nécessaires pour assurer le succès, j'étais résolu à ne pas m'y épargner. En mai dernier, donc, j'ai développé mon plan et soumis au gouvernement une proposition qu'il a favorablement accueillie. Je lui demandais d'appuyer les efforts que j'allais faire, et d'accorder certaines facilités, certains avantages qui ne l'engageaient à aucune dépense. Ces avantages ont été concédés, sauf l'approbation du Parlement. A la suite de cette concession, il y a eu une correspondance considérable. Avec l'aide du gouvernement impérial, les privilèges voulus d'atterrissement ont été obtenus du gouvernement japonais. D'autres privilèges précieux sont acquis, et des relations ouvertes avec des compagnies de fabrication de câbles électriques, des capitalistes, etc. J'ai fait des dépenses et contracté des engagements.

On a dit, hier, dans la Chambre des communes, qu'une compagnie qui demande en ce moment un acte d'incorporation, était prête à poser le câble dans l'océan Pacifique sans les avantages que j'ai demandés. Tout mon désir, dès le commencement, a été de voir s'établir le câble transpacifique; et si la compagnie en formation ou quelque autre était intervenue lorsque j'ai fait mes premières propositions, je n'occuperais pas, dans cette affaire, la position en vue où l'on me trouve en ce moment. Mais, loin de vouloir apporter le moindre obstacle à la réalisation du projet, je prie le gouvernement de ne pas se tenir à mes propositions s'il venait à s'assurer que la nouvelle compagnie ou association est capable d'exécuter heureusement l'entreprise dans les conditions de son offre. Je suis tout disposé, quant à moi, à communiquer les renseignements que j'ai amassés, à céder les droits que j'ai acquis et à aider autrement, de toutes mes forces, à l'accomplissement d'une œuvre de tant d'importance pour le Canada, pour l'empire, pour le monde entier.

En conséquence, je prends respectueusement la liberté de suggérer que la suite de la délibération sur les résolutions soit ajournée, afin que le gouvernement puisse s'assurer de la bonne foi de la compagnie européenne-américaine-canadienne projetée, de ses ressources et de sa volonté d'exécuter l'entreprise sans préjudicier aux intérêts du Canada. J'ajoute que je consentirai volontiers à tout arrangement que le gouvernement jugerait opportun de soumettre au Parlement, dût-il, d'ailleurs, ne plus tenir aucun compte des privilèges qu'il avait trouvés à propos de me conférer.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable HECTOR LANGEVIN, C.B.,

Ministre des travaux publics.

Quand on a examiné ensuite le caractère de la compagnie mentionnée par M. Currier, on a constaté que rien dans l'*avis*, rien dans la *pétition*, rien dans le *bill* même n'indiquait qu'avant la présentation des résolutions du Ministre des travaux publics, la compagnie européenne-américaine-canadienne eût l'intention de comprendre dans ses opérations la pose d'un câble à travers l'océan Pacifique. Au contraire, les pouvoirs demandés par le bill se limitaient à l'Atlantique. D'où il faut tirer cette conclusion évidente que l'idée d'établir une communication télégraphique par le Pacifique jusqu'à l'Asie n'est venue qu'après coup à la compagnie en instance pour obtenir sa constitution en corporation.

Alors le soussigné a adressé la lettre suivante au Ministre des travaux publics :

OTTAWA, 10 mars 1881.

MONSIEUR,—J'ai soumis un exemplaire du bill de la Compagnie de câble européenne-américaine-canadienne (à responsabilité limitée) à des hommes bien compétents pour en juger ; ils m'informent que l'établissement d'un télégraphe sous-marin à l'Asie dépasserait entièrement la portée de ses pouvoirs, et qu'il n'y a rien dans le bill, d'ailleurs, qui indique que ses promoteurs aient la moindre intention d'entreprendre des travaux au-delà de l'Atlantique.

Il n'est pas douteux que le projet n'ait été conçu, poursuivi jusqu'à présent dans l'intérêt du Canada, et qu'il n'ait obtenu l'appui cordial du gouvernement canadien et du gouvernement impérial. S'il a été soulevé des objections dans la discussion du 1er courant, elles visaient toutes et uniquement la proposition de concéder des privilèges exclusifs d'atterrissage sur la côte du Pacifique pour vingt ans.

Dans ma lettre du 2 et d'autres antérieures, j'ai clairement exposé ma position et mes vues. Je ne croyais nullement exorbitants les privilèges demandés, et je sentais que les difficultés de la formation d'une compagnie pour exécuter l'entreprise seraient moindres si la concession était accordée pour un certain nombre d'années, ou devait durer tant que le tarif des transmissions paraîtrait modéré au gouvernement et que le service se ferait d'une manière satisfaisante. Cependant, si le Parlement se refuse à une concession de cette nature, j'espère qu'il se trouvera d'autres moyens d'assurer l'établissement du câble ; et comme j'ai activement contribué à conduire l'affaire au point où elle est parvenue, comme j'y prends toujours le plus vif intérêt et que je désire en voir bientôt le plein succès, tous mes efforts continueront de tendre à ce but.

C'est pourquoi je demande respectueusement que,—quelle que soit la forme dans laquelle s'exprimera la volonté du Parlement relativement aux résolutions ministérielles—il soit passé un acte qui autorise la constitution d'une compagnie pour établir la ligne télégraphique indiquée par moi à l'attention publique. Quant à moi, je continuerai avec plaisir de faire tout en mon pouvoir pour la réalisation de cette entreprise.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

À l'honorable HECTOR L. LANGEVIN, C.B., Ministre des travaux publics.

Le 11 courant, les résolutions, sans la mention du droit exclusif d'atterrir un câble en Colombie-Britannique, qui était supprimé, sont revenues en délibération et ont été adoptées à la Chambre des Communes ; puis le Ministre des travaux publics a déposé un bill (no 97) tendant à pourvoir à l'établissement d'une communication télégraphique entre le Canada et l'Asie.

Le 15, le bill de la compagnie de câble européenne-américaine-canadienne a été examiné au comité des chemins de fer, canaux et télégraphes, où ses promoteurs ont obtenu un amendement permettant l'insertion de certains mots qui autorisent cette compagnie à établir des câbles sous-marins du Canada au Japon et au continent d'Asie, ce qui étend la portée de son bill au point d'en changer essentiellement le caractère primitif.

En supposant qu'elle soit capable d'exécuter l'entreprise et qu'elle en acquière maintenant le pouvoir, ne pourrait-on avec justice prétendre, au nom du soussigné, qu'après ses constants efforts pour en mûrir le dessein, et après le temps et l'argent qu'il y a employés, il est en droit de protester contre la manière d'agir de cette nouvelle compagnie? Il lui serait bien permis assurément de s'opposer à ce que des gens qui n'ont pas eu la moindre part à la conception du projet ni à son avancement, viennent à la onzième heure se saisir du fruit de son labeur et de ses efforts.

Mais il y a une vue des choses beaucoup plus élevée que ces considérations personnelles. Si la nouvelle compagnie avait donné de raisonnables promesses de réaliser l'entreprise, le soussigné aurait salué avec plaisir son apparition, quoique tardive, et lui aurait prêté toute l'aide et assistance en son pouvoir. Mais on n'a nulle assurance que les personnes qui sollicitent en ce moment l'autorisation de se charger d'une œuvre qui devra coûter millions de dollars, aient aucune connaissance du projet, ou se soient livrées à une étude préliminaire, même la plus superficielle, de ce qu'il comporte. Elles n'ont certes pas marqué qu'elles eussent le sentiment des exigences de l'opération et de l'importance des dépenses à faire. Même sous sa forme modifiée, leur bill offre la preuve évidente que la compagnie n'opérerait encore que dans les premières limites de son champ d'action. La disposition relative au chiffre de son capital reste absolument telle qu'elle était lorsque la compagnie ne demandait qu'à opérer dans l'Atlantique. Or, l'océan Pacifique a deux fois la largeur de l'autre, et sa traversée seule nécessiterait un surcroît de dépense de \$8 à \$10,000,000 peut-être.

Par des considérations d'intérêt public, le soussigné réclame contre la manière d'agir des promoteurs de la compagnie européenne-américaine-canadienne. La création d'une communication par un câble électrique avec l'Asie, a une importance capitale; l'entreprise est immense et, probablement, sujette à des risques et à des dangers que l'on ne connaît pas. Une compagnie unique, puissante, bien organisée, bien soutenue, pourrait la mener, et sans doute la menerait à bonne fin; mais rien, ce me semble, n'est plus propre à faire avorter un pareil dessein que la constitution par acte législatif d'une seconde compagnie en ce moment. S'il y a, associés à la nouvelle compagnie en instance d'acte d'incorporation, des capitalistes désireux de semer leur argent par l'océan Pacifique, ils peuvent compter qu'ils en auront toute occasion, à frais communs!.....

N'y eût-il pas d'autres difficultés pour le prompt établissement de cette grande ligne télégraphique entre le Canada et l'Asie, l'assentiment du parlement aux pouvoirs demandés de surcroît par l'Européenne-américaine-canadienne créerait, je le crois, un obstacle des plus graves. Les capitalistes ne se décident guère à entrer dans une affaire sans être convaincus que leurs droits seront respectés. Personne ne peut nier que cette entreprise n'offre des risques, et pas un capitaliste ne voudra les courir si le parlement canadien acquiesce aux agissements des promoteurs du bill dont je parle.

L'effet immédiat de ce consentement serait de tout retarder et peut-être d'anéantir jusqu'au projet. Il est donc manifeste que le pouvoir que demande la Compagnie européenne-américaine-canadienne de se mêler de l'entreprise d'unir le pays et l'Asie par un câble électrique n'est pas fait pour servir les intérêts publics et qu'en conséquence il ne devrait pas lui être accordé.

Respectueusement soumis,

SANDFORD FLEMING.

Ottawa, 17 mars 1880.

OTTAWA, 15 février 1882.

CHER SIR JOHN,—Vous avez bien voulu me dire l'autre jour de ne pas abandonner mon projet de câble asiatique, et vous m'avez demandé de vous écrire. Pour remplir votre désir, voici, en raccourci, l'historique de ce projet jusqu'au moment actuel.

C'est dans l'été de 1879 que je vous en ai parlé pour la première fois. Vous étiez alors en Angleterre. Vous vous rappellerez peut-être que je mis sous vos yeux une

carte terrestre d'après la projection de Mercator, où étaient indiqués les divers câbles sous-marins déjà posés dans les mers et les océans, et où j'avais tracé l'extension proposée du système télégraphique canadien jusqu'à l'Asie, extension qui compléterait la ceinture électrique du globe. Vous paraissiez frappé de l'extrême importance du projet, et vous me demandâtes une copie de la carte pour la communiquer, me dites-vous, à lord Beaconsfield et à d'autres membres du gouvernement impérial. L'année suivante, je publiai cette même carte dans mon rapport sur le chemin de fer du Pacifique, lorsque je saisis l'attention publique de mon projet de câble asiatique.

Le mémoire imprimé ci-joint que j'ai présenté le 17 mars 1881, pour l'information du Sénat, relate brièvement tout ce qui s'est passé depuis la date de ce rapport.

Vous y verrez une liste des pièces officielles envoyées ou reçues par notre gouvernement. Mais ce n'est là qu'une partie de la masse de correspondances initiées par moi, soit directement, soit indirectement, depuis le mois de mai 1880. Elle donne toutefois une idée de ce qui s'est fait, et des efforts appliqués à la réalisation du projet. Vous remarquerez que les hauts fonctionnaires suivants, entre autres, ont pris part aux correspondances mentionnées dans cette liste :

Le Ministre des chemins de fer et canaux, du Canada.

Le secrétaire d'Etat, du Canada.

Le Ministre des Travaux publics, du Canada.

Le comte de Kimberley, de Downing-street.

Sir A. T. Galt, haut commissaire du Canada.

Le secrétaire d'Etat pour les colonies.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Le ministre de Sa Majesté au Japon.

Son Excellence le gouverneur général du Canada.

L'Amirauté, à Londres, etc., etc., etc.

Vous remarquerez aussi que le Conseil privé a pris plusieurs décisions dans l'affaire, comme en déposent les procès-verbaux des 17 juin, 7 juillet et 8 décembre. Le premier procès-verbal fut adopté à la suite d'une lettre de moi adressée au gouvernement en mai 1880, par l'intermédiaire du Ministre des chemins de fer, et contenant certaines propositions. J'y disais que l'appui et l'aide du gouvernement étaient indispensables, mais qu'il fallait aussi de grands efforts individuels pour élaborer et pousser le projet ; et que, si le gouvernement voulait accorder certaines concessions et soutenir mes efforts, j'étais prêt à me consacrer à l'entreprise.

Le conseil accueillit très favorablement mon offre, et après mûr examen, m'accorda, par le procès-verbal du 17 juin, deux importantes concessions, à savoir :—

1. Le privilège exclusif d'atterrir un câble sous-marin sur la côte canadienne du Pacifique.

2. Le privilège de poser un fil pour le service du câble sur les poteaux du télégraphe du chemin de fer du Pacifique, lorsque ce télégraphe serait construit.

Je me mis aussitôt à l'œuvre, faisant le possible pour avancer le projet, avec l'aide la coopération la plus bienveillante de la part du gouvernement. L'intervention du gouvernement britannique auprès du gouvernement japonais fut obtenue, et par ce moyen furent acquis ensuite des privilèges d'atterrissement au Japon. Puis ce furent des démarches pour faire opérer des sondages en eau profonde dans l'océan Pacifique et d'autres études spéciales des côtes asiatiques et américaines ; la correspondance du gouvernement impérial montre l'intention d'y employer un des stationnaires de Sa Majesté du nord du Pacifique.

Je veux encore vous rappeler une autre démarche. Un agent envoyé à Washington ouvrit des négociations avec le gouvernement des Etats-Unis afin d'obtenir que l'on pût se servir d'une des îles Aléoutiennes comme de station intermédiaire. Après quelque difficulté et quelque délai, la permission fut accordée avec des privilèges d'atterrissement.

Ainsi donc les gouvernements du Canada, de la Grande-Bretagne, du Japon et des Etats-Unis s'intéressaient au projet, et leur concours amical était assuré à une entreprise qui est d'une infinie importance pour tous les peuples.

Tout paraissait propice, lorsque, le 1er mars dernier, l'on vit poindre un mouvement hostile dans la Chambre des communes canadienne; il devait finir par traverser les desseins de votre gouvernement et arrêter le progrès de l'œuvre. Toutes ces circonstances sont exposées dans le mémoire ci-annexé, que je vous prie de vouloir bien lire (mémoire sous la date du 17 mars 1881.)

Ce mémoire se rapporte à un bill imprimé, qui se trouve contraire à la mesure publique. Les promoteurs du bill privé, ayant fait retirer les résolutions gouvernementales, sont restés ensuite silencieux et, en apparence, inactifs du 1er mars aux dernières heures de la session, qu'ils ont su, sans avis et sans que les deux chambres connussent l'affaire, convertir adroitement leur bill primitif en un projet de loi d'un caractère tout différent. Bien plus, ils s'étaient approprié quelques-unes des plus importantes clauses du bill ministériel. Avec une rapidité merveilleuse et dispensant de l'observation des règles générales, le bill changé de la sorte a passé roidement aux Communes et au Sénat dans ces heures de hâte et de presse qui précèdent la prorogation.

En apprenant que le bill privé avait été modifié et étendu—énorme extension—jusqu'à embrasser dans ses dispositions le câble asiatique projeté, j'avais demandé au gouvernement la permission d'adresser certaines informations officielles au Sénat en vue d'arrêter la procédure législative. J'avais eu cette permission à cinq heures et demie du soir, le 17 mars. Ce soir-là même, le mémoire ci-joint fut imprimé et déposé sur les pupitres des sénateurs; mais on avait opéré si hâtivement, que le bill était déjà adopté finalement et irrévocablement moins d'une demi-heure après que j'eus obtenu l'autorisation d'imprimer le mémoire et plusieurs heures avant que les sénateurs aient pu le lire.

Tout ce que le devoir me commandait de faire, ou tout ce qu'il m'était possible de faire, je l'ai fait. Je n'ai à me reprocher, je crois, ni une négligence ni une erreur. Si j'avais manqué en quelque chose, peut-être me direz-vous quel est ce manquement involontaire. A la suite de la décision législative, les prédictions contenues dans les deux derniers paragraphes de mon mémoire se sont réalisées. Mes efforts pour la création d'une communication télégraphique avec l'Asie ont été frustrés, et l'affaire ne marche plus, depuis la clôture de la session.

J'avais lieu de m'attendre que le gouvernement, ayant le contrôle du parlement, s'assurerait son acquiescement, soit aux concessions qui m'avaient été accordées, soit à une subvention également importante pour l'exécution des travaux. Je ne pouvais croire que tout me serait ôté, qu'on permettrait à des gens étrangers jusque-là à ce qui s'était fait, de s'approprier le fruit de mes efforts. Je ne m'imaginai point qu'il fût possible de lancer de la sorte un bill virtuellement nouveau par le parlement aux derniers moments de la session; et de le faire passer de plein saut, pour arrêter ou détruire un projet qui intéresse tout l'Empire.

Les concessions promises il y a près de deux ans, l'aide et la faveur que j'obtenais, tout cela m'ont porté à appliquer mes ressources, mon temps, mon énergie à l'avancement d'une grande entreprise publique. Si ce principe est sain et juste, que l'obligation résultant d'une promesse doit se mesurer aux espérances que donne sciemment celui qui promet, en ce cas vous vous figurerez sans peine quelles ont pu être les miennes; et, après mes explications, quel est mon désappointement. Mais mes espérances perdues, mes plans frustrés sont de peu de conséquence en comparaison de la ruine d'un projet dont le succès importait à quatre gouvernements représentant quelques-unes des nations les plus civilisées.

J'ai mentionné les moyens par lesquels on l'a fait échouer. Depuis dix jours, j'ai pris des informations sur la compagnie constituée par l'acte privé de la dernière session. En tête de la liste des associés nommés dans cet acte, se trouve sir E. J. Reid, dont on a fait tant d'état dans les couloirs du Parlement durant les délibérations.

Je n'ai demandé des renseignements qu'au sujet de ce gentleman, qui a le titre de premier directeur. Le 8 courant, il répondait lui-même ainsi par télégramme :

“ N'ai aucune part à la compagnie de câble américaine-canadienne-asiatique ; n'ai autorisé personne à faire usage de mon nom par rapport à cette compagnie. —E. J. REID.”

Combien y a-t-il eu d'autres noms exploités ainsi sans permission, combien d'artifices semblables mis en usage, je ne saurais le dire ; mais il est bien évident qu'on a eu recours, du commencement à la fin, à des expédients extrêmement reprehensibles.

Les personnes qui se sont procuré de cette façon des pouvoirs allant bien au-delà des objets de leur bill primitif exprimés dans l'avis, les possèdent maintenant depuis près d'une année, et cependant, autant qu'il m'a été possible de le constater, elles n'ont rien fait, absolument rien. En examinant le bill, tel qu'il a été adopté à la session dernière, vous trouverez que la compagnie peut ne point poser de câble dans l'océan Pacifique de trois ans encore. C'est au gouvernement de décider si l'intérêt public permet qu'elle tienne durant tout ce temps l'entreprise suspendue ou arrêtée. Dans des circonstances pareilles, est-il déraisonnable que je suggère que l'on prenne pendant la présente session des mesures pour restreindre ses pouvoirs aux limites tracées dans son bill primitif, c'est-à-dire au cadre de l'océan Atlantique ?

Vous me pardonnerez, j'en suis sûr, de terminer cette lettre déjà trop longue, par quelques observations d'un caractère personnel. Vous vous rappelez que, comme ingénieur en chef, j'avais, je puis le dire, porté le poids du jour et de la chaleur dans les travaux d'étude et de construction du chemin de fer du Pacifique, quand des exigences politiques dictèrent un changement. Quoiqu'il m'en coûtât beaucoup de quitter ce grand ouvrage, je le fis, parce qu'en me le demandant on me donnait à entendre que je servais par là le gouvernement.

Mais si je cessais d'être l'ingénieur du chemin de fer du Pacifique, je ne voyais point de motif et je n'avais point désir de cesser de servir mon pays. Je pensai alors que je pouvais me rendre utile sans empiéter sur le terrain d'autrui, sans blesser les droits réels ou imaginaires de personne. Peu après, j'adressai au gouvernement un projet de relier le Canada à l'Asie et à l'Australie par télégraphe, avec mes plans, et je lui demandai certaines concessions. Je croyais agir pour le bien public. De ce jour-là, comptant sur la bonne foi du gouvernement, je me suis dévoué à l'entreprise.

Permettez-moi d'ajouter un mot à l'égard de l'assertion gratuite formulée par quelqu'un, que mon but était simplement de faire argent du projet. Pendant la durée de mon service comme employé public, les considérations d'intérêt n'ont jamais eu pour moi qu'une importance secondaire. A ce propos, je puis dire—je vous parle de cela pour la première fois—que, si j'eusse préféré m'enrichir à servir l'Etat, je ne serais pas resté si longtemps dans la fonction d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique. Plus d'un an avant d'en sortir, j'avais été invité à m'associer à part égale avec quatre autres personnes (propriétaires actuels) à la fortune du chemin de fer Saint-Paul-Minnéapolis-Manitoba. Seulement, il m'eût fallu, en acceptant cette offre avec ses promesses brillantes, me démettre de mon emploi sous le gouvernement, et je ne voulus pas causer d'embarras par ma démission. Je mentionne ces choses à contre-cœur ; mais, après tout ce que l'on a dit, vous ne les trouverez peut-être pas trop déplacés ici.

Est-il maintenant besoin de vous assurer que, étant le premier auteur du projet auquel a trait cette lettre, ayant employé mon temps et mes facultés pécuniaires à y donner suite, ayant contribué éminemment à le conduire, pas à pas, au point où il est à présent, je suis toujours désireux d'en poursuivre jusqu'au bout la réalisation ?

Croyez-moi bien, cher sir John,

Tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

Au très honorable

Sir JOHN A. MACDONALD.

OTTAWA, 14 avril 1882.

CHER SIR HECTOR,—Vous me dites que les promoteurs de la Compagnie de câble européenne-américaine-canadienne-asiatique ont annoncé, dernièrement, qu'elle est entièrement organisée, que le capital est souscrit et que les câbles se manufacturent en ce moment.

Ce n'est pas là une déclaration nouvelle, et vous pourrez juger de son degré probable d'exactitude par les faits suivants :

M. Batson, agent des promoteurs à Ottawa, écrivait au gouvernement à la date du 22 février dernier :—

“ Mes avis d'Angleterre portent que le capital est entièrement souscrit, et que MM. Healey ont entrepris la fourniture de 5,000 milles de câble. Ces fabricants ont fait des additions considérables à leurs usines, et y ont installé pour \$50,000 d'outillages extra afin d'être en état de pousser avec plus d'activité la confection des câbles dans les conditions de leur marché ; et je suis informé qu'elle marche assez rapidement pour que la pose des deux câbles atlantiques puisse se faire l'été prochain ; en outre que l'on prend des mesures pour assurer la pose des câbles du Pacifique dans le cours de l'été de 1883.”

Et M. F.-N. Gisborne, le 24 février dernier, écrivait :—

“ J'ai reçu des avis par la dernière malle, puis un câblegramme de Londres hier, m'informant que la compagnie européenne-américaine-canadienne-asiatique est un fait accompli, et que Healey fabrique en ce moment les câbles.”

Là-dessus, il fut pris des renseignements à Londres. Le 9 mars, la maison Healey et Cie, questionnée, n'admit pas qu'il y eût aucun contrat passé, mais répondit qu'elle accepterait l'entreprise si l'argent était prêt. On sut là où se trouvait le promoteur de la compagnie à Londres, M. Otto Rocks. Ce dernier n'avait pas proprement de bureau à lui et se servait de celui d'un ami, au troisième étage d'une maison dans Bartholemew-Lane.

Au cours d'une longue conversation, M. Otto Rocks déclara :

Que les câbles seraient posés “ entre un point en Allemagne et Milford-House, de là à l'île de Sablé et de l'île de Sablé à la Nouvelle-Ecosse.” En tout une longueur de fil, y compris le *lâche*, de 6,290 milles ;

Qu'Healey et Cie avaient l'entreprise de la fourniture ; que le comte de Dunraven était le *chairman* ; que M. Godefroi, président de la *North German Bank*, était un des directeurs, ainsi que M. Moffat, de la maison Gillespie, Moffat et Cie ; et que les banquiers étaient Smyth, Payne et Smyth.

Ceux-ci, qu'on alla voir, dirent qu'à la vérité il y avait eu quelque pourparler avec eux l'an dernier, mais qu'ils n'avaient plus entendu parler de l'affaire depuis six mois, et que rien n'autorisait les promoteurs à faire usage de leurs noms. Le 11 mars, lord Dunraven fit savoir qu'il n'était point président ; que ce titre, là lui avait bien été proposé, mais qu'il ne l'avait pas accepté. Le 27 mars, M. Moffat répondit qu'il n'était pas directeur ; et, quelques jours après, M. Godefroi, de la *North German Bank*, déclara que, loin d'être directeur, il ne connaissait même pas la compagnie et qu'il n'avait jamais entendu parler de M. Otto Rocks. Renseignements dûment pris à Berlin, à Brème et à Hambourg, il se trouva que la compagnie de câble européenne-américaine-canadienne-asiatique y était entièrement inconnue.

Il y a plus de huit mois que M. F.-N. Gisborne écrivait, le 28 juillet (1882) :—

“ J'ai une lettre de Londres, du 10 courant, avec un exemplaire du prospectus lancé le 15 par la compagnie de câble européenne-américaine-canadienne-asiatique ; capital £1,500,000, avec pouvoir de l'augmenter ; sept bons noms composent la liste de la direction, trois étant ceux de directeurs de banques. Healey et Cie ont le marché de deux câbles pour l'Atlantique, d'un type amélioré.”

Plus de sept mois après la date de cette lettre de M. Gisborne, à savoir le 11 mars 1882, M. Otto Rocks, interrogé positivement sur le marché Healey, reconnut qu'il n'avait été passé aucun marché avec cette maison, et ne put, en outre, produire de prospectus.

Il y a plus de huit mois, M. F.-N. Gisborne avait écrit :

“ 30 juin 1881.—Une lettre de Londres, du 18 courant, m'informe que la compa-



gnie de câble européenne-américaine-canadienne sera prête le 2 juillet, avec complet capital à sa disposition."

Six mois ensuite se publiait la liste des compagnies formées à Londres durant l'année 1881, et on y cherche en vain la compagnie de câble européenne-américaine-canadienne-asiatique.

La compagnie manufacturière Healey demande en ce moment, c'est-à-dire huit mois après la date mentionnée par M. Gisborne, des souscriptions d'actions pour leur société, et dans sa circulaire, elle énumère toutes les commandes reçues par elle jusqu'à ce jour, mais nulle mention n'y est faite de la fourniture du câble ou des câbles de la compagnie européenne-américaine-canadienne-asiatique.

Il y a un an, l'honorable M. Scott disait au Sénat (séance du 21 mars 1881) : "Jamais il ne s'est encore présenté devant nous un corps de *corporators* si haut placés dans les cercles commerciaux d'Angleterre que les promoteurs de ce bill. Ce sont des hommes notoirement liés à d'importantes affaires de banque et de commerce à Liverpool et à Londres. Ils ont l'intention de procéder aux travaux tout de suite." (Hansard, page 700). "L'argent a été souscrit en Angleterre, où le prospectus a été rédigé; ce prospectus comprend la pose d'un câble à travers l'océan Pacifique de même qu'à travers l'Atlantique." (Hansard, page 699).

Et M. Currier, M.P., a dit, à la Chambre des communes le 1er mars 1881 : "La compagnie s'est régulièrement constituée en Angleterre; l'acte d'association est complété" . . . . "Elle est capable et désireuse d'exécuter le travail, et a les moyens de le faire." (Hansard).

Une personne qui occupe une très haute position à Londres, et qui a longtemps résidé en Canada, où elle est universellement connue (je vous l'ai nommée) m'a écrit le 26 janvier 1882 cette lettre privée :—

"J'ai, suivant votre désir, pris de nouveaux renseignements au sujet de la compagnie européenne-américaine-canadienne-asiatique; je n'ai, toutefois, rien appris qui puisse me porter à vous en faire un autre rapport que celui que je vous ai déjà adressé. Un certain nombre de promoteurs sans influence ont cherché à plusieurs reprises à lui donner quelque consistance, mais ils ont été jusqu'à présent tout à fait incapables d'y parvenir, et il ne paraît pas y avoir de probabilité qu'ils y arrivent jamais." J'ai suggéré, dans ma lettre à sir John A. Macdonald, du 15 février, de restreindre les opérations de cette compagnie au câble de l'océan Atlantique, et il semblerait par le passage de lettre ci-dessus que le câblage même de l'Atlantique soit une opération au-dessus de ses forces. Mais entre autres raisons en faveur de la restriction, j'alléguais qu'il n'était point douteux que l'intention primitive des promoteurs du bill n'eût été de poser des câbles dans l'Atlantique seulement. Il n'y avait rien ni dans leur avis, ni dans leur pétition, ni dans leur bill tel que présenté, qui fit voir qu'ils eussent la moindre idée d'établir un câble dans l'océan Pacifique. Ce n'est qu'après l'initiative prise par le gouvernement dans les Communes à la session dernière, par rapport à l'établissement d'un télégraphe à l'Asie, qu'ils ont étendu leurs plans à l'océan Pacifique. Auparavant, tous les pouvoirs sollicités par eux se bornaient à l'Atlantique.

Cependant un sénateur nie tout cela. L'honorable M. Scott a proféré ces paroles à la session dernière :

"Je suis en position de savoir que c'était l'intention des promoteurs de ce bill, lorsqu'il a été présenté, et lorsqu'ils ignoraient entièrement le projet de M. Fleming, de poser non seulement un câble à travers l'Atlantique, mais d'en établir un aussi à travers le Pacifique." (Hansard, p. 699.)

"Je puis prouver à quiconque désirerait s'en assurer que, longtemps avant que le plan de M. Fleming ait été soumis au Parlement, il y avait eu une correspondance avec les promoteurs du bill, laquelle constate que la compagnie se proposait déjà d'établir un câble jusqu'au Japon." (Hansard, p. 702.)

Or, ces assertions sont totalement renversées par le témoignage de M. Gisborne, qui se prétend l'initiateur de la compagnie; et par M. Batson, agent des promoteurs à Otlawa.

M. F.-N. Gisborne, écrit au sujet de la compagnie de câble européenne-américaine-

canadienne-asiatique, sous la date du 27 juin 1881 : " Lorsque j'en a commencé l'organisation à Londres l'an dernier, les objets de l'association n'étaient autres que d'établir un câble entre l'Angleterre et l'île de Sable et de là à la Bermude, aux Bahamas, à la Jamaïque et à l'Amérique du Sud."

De son côté, M. Batson écrit à M. Gisborne le 24 mars 1882 : " Dans l'entreprise proposée par vous, je crois, à Londres, comme dans les dispositions du bill à l'effet d'incorporer la compagnie européenne-américaine-canadienne, il n'était point question d'opérer dans le Pacifique, ou d'établir une communication électrique avec le Japon et l'Asie."

Il est donc constant qu'en ce qui est des assertions faites l'année dernière, au Sénat, par l'honorable M. Scott, et aux Communes, par M. Currier, ces messieurs avaient été induits en erreur grave.

J'ai expliqué assez longuement, dans ma lettre du 15 février, les manœuvres des promoteurs de cette compagnie pour arriver à leurs fins. L'année dernière, par leurs agissements, ils ont entravé la marche d'une entreprise publique importante qui était en bonne voie. Lorsque le gouvernement s'est déterminé à enlever tout obstacle à la réalisation du projet, on les a vus reparaitre et répéter leurs assertions et leurs réclamations : c'est alors que leur agent à Ottawa a avancé de nouveau que la compagnie était formée, son organisation complète et tout son capital souscrit.

D'une manière ou d'une autre, des faits aussi importants seraient bientôt allés aux oreilles des courtiers de la bourse de Londres. Des affaires pareilles, nécessitant des opérations financières considérables, ne restent pas longtemps secrètes. Et cependant, jusqu'à cette heure, à part une promesse conditionnelle d'une portion du capital, les plus attentives recherches n'ont rien découvert. Excepté à Ottawa, aucun avis de la complète organisation de la société n'a paru nulle part, et le prospectus mentionné l'an passé au Parlement n'a pas encore vu le jour.

Du moment que le gouvernement a eu exprimé l'intention de s'occuper de la question, nos promoteurs se sont remis en mouvement. Ils avaient consommé l'année en démarches inutiles pour vendre la charte à Londres et ailleurs; ils viennent de faire un dernier effort pour la maintenir, et ils semblent avoir réellement fait quelque progrès. Un câblegramme reçu hier annonce qu'une maison a été induite à promettre une partie des capitaux à condition que tout le capital soit souscrit et que des noms respectables figurent à cette souscription. Voilà tout ce qui a été fait jusqu'à présent, d'après les constatations acquises, encore que l'on ait entendu affirmer, dans les deux chambres du Parlement, il y a un an, que la compagnie était complètement organisée et les capitaux prêts.

M. Batson dit, dans une lettre, que 5,600 milles, et, dans une autre, que 6,200 milles de câble sont en fourniture et se fabriquent rapidement. Cet ouvrage seul implique une dépense en chiffres ronds de \$10,000,000; mais cette nouvelle n'a pas été confirmée par ceux-là mêmes qu'il prétendait avoir le marché des câbles. Il est de preuve qu'il n'existe aucun marché, que pas un pied de câble ne se confectionne et que la compagnie n'est pas aussi près de s'organiser qu'on l'a dit à la session dernière.

J'ai présenté tous les faits essentiels tels que je les ai eus de diverses sources : de ces faits il ressort, cela ne peut être douteux, que M. Batson était mal informé, et que M. Gisborne a été mal renseigné aussi et trompé. Je crois que tous les deux ont été induits en erreur par des informations d'au-delà de l'Atlantique, étrangement exagérées et faites pour décevoir le public. Quoi qu'il en soit, il est certain que les mêmes individus qui se sont imposés l'année dernière et ont réussi à traverser les desseins du gouvernement, recourent encore en ce moment aux moyens dont ils ont déjà si bien su se servir.

Il reste ce fait grave qu'ils sont cause de la perte d'une année et qu'ils n'ont absolument rien fait pour établir une communication télégraphique entre le Canada et l'Asie.

Quand même ils pourraient, à ce dernier moment, fournir un certificat de souscription faite *bonâ fide* d'un capital pour les câbles de l'Atlantique, justifier de l'existence d'un bureau de direction responsable, produire un marché certain de câbles

destinés pour l'Atlantique, voudrait-on, en présence des circonstances exposées dans ma lettre du 15 février, leur permettre de retenir les énormes pouvoirs greffés sur leur bill, l'année dernière, en ce qui regarde l'océan Pacifique ?

M. Scott lui-même aurait peine à le conseiller, à moins que ses paroles d'il y a un an, au Sénat, ne soient tout à fait dépourvues de sens.

En effet, voici ce qu'il disait, à la séance du 20 mars 1881: "Si la compagnie ne commençait pas les travaux dans le temps marqué, j'aiderais très volontiers à révoquer le bill. . . . Son intention est de se mettre à l'œuvre sans perdre un moment. On ne la verra point garder la charte pour en spéculer ou en tirer profit de cette sorte. Elle veut en exécuter l'objet comme une entreprise d'affaires, ou elle l'abandonnera; elle ne sera pas, en ce cas, un obstacle à d'autres compagnies. Si l'établissement du câble ne se commence pas d'ici un an, cette compagnie ne se tiendra pas dans le chemin de M. Fleming ni des autres qui désireraient obtenir une charte pour créer la communication avec le Japon ou la Chine." (Hansard, pp. 700 et 701.)

Il y a maintenant tout un an écoulé, et je me sens en droit de faire respectueusement cette question: Est-il bien de l'intérêt public de permettre aux promoteurs de la compagnie dont il s'agit de paralyser l'action de ceux qui veulent la réalisation d'une entreprise importante, qui intéresse plus d'un gouvernement? Je me permets respectueusement d'exprimer l'avis que le gouvernement canadien est autorisé par les circonstances à prendre de nouvelles mesures "à l'effet de pourvoir à la constitution d'une compagnie pour l'établissement d'un télégraphe sous-marin entre le littoral canadien du Pacifique et l'Asie, et de révoquer les dispositions de tout acte incompatible avec cet objet."

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable

Sir HECTOR LANGEVIN, C.C.M.G.,  
Ministre des travaux publics.

OTTAWA, 5 mai 1882.

MONSIEUR,—Pour l'information de l'honorable Ministre des travaux publics, j'ai l'honneur de vous transmettre copie de la correspondance échangée entre M. Sandford Fleming et moi (voir le registre n° 1 des lettres officielles du département ci-dessus) relativement aux câbles électriques de l'océan Pacifique.

J'ai aussi l'honneur d'y joindre copie d'un rapport de sir James Anderson, directeur-gérant de la compagnie de câble anglo-américaine, à M. John Pender, président de la compagnie du câble Oriental et de son prolongement, sur le même sujet.

Je dois, toutefois, faire mes réserves à l'égard des distances, sondages, etc., donnés par sir James Anderson, et qui diffèrent de ceux contenus dans ma première communication. Mes renseignements me venaient de l'amirauté anglaise ou avaient été extraits des plus récentes cartes du nord de l'océan Pacifique publiées par les Etats-Unis. Je demande la permission de les résumer de nouveau ici.

Milles marins.

1o La distance entre San-Francisco et Oaho est de.....	2,100
De là à l'île Nippon, Japon.....	3,300
Total .....	5,400
2o La distance entre l'île Vancouver et Amatique, îles Aléoutiennes, est de.....	1,925
De là à Yezo, Japon.....	1,450
Total .....	3,375

Ainsi la distance totale, y compris 150 milles de câble *extra* pour relier Yezo aux îles Nippon, Japon, est moindre de plus de 2,000 milles marins par la ligne nord.

3o Les sondages *viâ* de la Californie et de l'île Sandwich, varient brusquement entre 900 et 3,200 brasses, avec fonds de roche et de vase, tandis que la ligne du Canada et des îles Aléoutiennes s'abaisse graduellement de 1,000 à 3,000 brasses, avec fond vaseux et argileux dans toute la largeur du lit de l'Océan.

Je ferai aussi remarquer qu'avec les câbles perfectionnés d'à présent, une longueur additionnelle de 10 p. 100 pour le *lâche* serait suffisante, et qu'à en juger par les prix payés dernièrement aux entrepreneurs de pose de câbles à de pareilles profondeurs, dans l'Atlantique et le Pacifique, la somme d'un million de livres sterling couvrirait amplement les frais d'établissement d'une communication télégraphique entre Victoria, en la Colombie britannique, et Yokohama, dans le Japon.

Le prolongement des câbles de là à la Chine, à l'Australie et à l'Inde s'exécute-rait ensuite bientôt. Voici un passage du rapport de sir James Anderson, sur lequel j'attire l'attention. " Le trafic américain (c'est-à-dire les transmissions télégraphiques par la voie de l'Angleterre) avec l'Asie et l'Extrême-Orient est plus important que je ne le présumais (c'est-à-dire avant qu'il eût examiné les livres des compagnies); et il n'est pas douteux qu'un câble du Canada à la Chine, avec un tarif réduit, ferait beaucoup de tort aux compagnies existantes; il y aurait peut-être moyen de trouver l'argent nécessaire (soit d'après ses calculs, £1,841,000 pour atteindre la Chine, ou £2,723,000 pour atteindre l'Australie), avec une subvention par exemple, pour l'établissement de cette ligne de concurrence."

Depuis que cela a été écrit par sir James, les opérations des câbles sous-marins ont encore beaucoup augmenté; et j'ajoute, en terminant, que je serais heureux de m'employer de quelque manière que ce soit à la réalisation d'une entreprise si avantageuse au Canada, et à laquelle M. Sandford Fleming a pris tant d'intérêt depuis mes premiers entretiens, mes premières conférences avec lui sur ce sujet.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très-obéissant serviteur,

F. N. GISBORNE.

Monsieur F. H. ENNIS, secrétaire au Département des travaux publics.

*Correspondance entre F. N. Gisborne et Sandford Fleming (1879) au sujet du câble électrique sous-marin de l'océan Pacifique. Voir Registre No. 1, page 12.*

OTTAWA, 9 juin 1879.

*Télégraphe transcontinental et transpacifique.*

MONSIEUR,—Comme vous le savez, la compagnie de télégraphe de Montréal a une station à Mattawa, distante de 35 milles de la baie sud-est du lac Nipissing. Pour établir de là une correspondance avec les lignes gouvernementales de la Colombie-Britannique par votre chemin projeté de colonisation du lac Supérieur, il faut un développement de ligne d'environ 2,375 milles, dont la moitié est déjà exécutée, quoiqu'elle ne soit pas encore en état de service effectif.

Un télégraphe établi par la voie en partie ferrée qui du lac Nipissing conduit à Port-Simpson ne serait point de plus de 2,500 milles; et de Port-Simpson un câble électrique sous-marin, passant par l'île de la Reine-Charlotte et touchant à Amlia, une des Aléoutiennes, le relierait avec Yezo, l'île septentrionale du Japon, en deux portions principales de 1,650 milles chacune.

A en juger par les dépôts d'infusoires sur le lit du Nord-Atlantique aux mêmes latitudes, il y a dans le Nord-Pacifique, selon toute probabilité, un plateau également favorable à l'établissement d'un câble sous-marin.

Entre les parallèles de 30° au nord et au sud de l'équateur, le nombre immense d'îles et de récifs volcaniques ou de corail accroît énormément le risque des entreprises de câbles électriques; et le projet d'une ligne de San-Francisco à Yokohama

par la voie des îles Sandwich, en deux parties d'environ 2,000 et 3,000 milles chacune, a été abandonné pour cette raison.

Il est donc évident que non seulement la voie de la Colombie-Britannique est la plus courte, mais aussi que la longueur amoindrie des deux sections de câble faciliterait beaucoup la transmission des dépêches, et par conséquent permettrait de faire des profits satisfaisants avec un tarif relativement bas pour les opérations de complète transmission.

De Yezo, il serait facile d'établir une communication télégraphique avec Yokohama, Chine, et le réseau russe par la rivière Amour, la distance étant insignifiante; et c'est ainsi que le résultat final et immédiat de ces établissements doit être la création d'une source abondante et toujours croissante de revenu pour les lignes télégraphiques du chemin de fer canadien du Pacifique.

Comme preuve de la grande valeur commerciale des chaînons intermédiaires dans la ligne générale, je citerai le monopole dont ont joui pendant si longtemps à Terre-neuve quelques marchands entreprenants de New-York; et il ne faut pas oublier que le contrôle du chemin de fer du Pacifique emporte le monopole exclusif de la voie télégraphique la plus courte à travers le continent et la mer Pacifique.

Par ces considérations, je recommande l'établissement et l'entretien, sous le contrôle immédiat du gouvernement canadien, d'une ligne complète d'un Océan à l'autre; et je suggère qu'aux stations importantes, telles qu'Halifax, Ottawa, Winnipeg et Victoria, on confie à des télégraphistes du gouvernement les chiffres de correspondance, pour accélérer la transmission des dépêches publiques.

Quand j'aurai reçu une liste exacte des câbles orientaux, avec la mention des distances et les tarifs, que j'attends de Londres, je serai en mesure de présenter une estimation sûre de la valeur commerciale des lignes télégraphiques dont je viens de parler.

Je suis, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. N. GISBORNE.

Monsieur SANDFORD FLEMING, C.M.G.,

Ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique.

CHÉMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,

OTTAWA, 11 juin 1879.

MON CHER MONSIEUR,—Je désire attirer votre attention sur un projet qui se rattache au télégraphe du chemin de fer du Pacifique, et qui me paraît avoir une grande importance au point de vue national. Ce projet demande un examen sérieux, et je ne doute pas que votre grande expérience et votre habileté puissent jeter beaucoup de lumière sur ce qu'il renferme.

Selon toute probabilité, le terminus du chemin de fer canadien du Pacifique sera définitivement fixé cette année, et le télégraphe actuellement construit depuis le lac Supérieur et poussé presque jusqu'à la base des montagnes Rocheuses, atteindra la mer à la Colombie-Britannique.

Dans mon dernier rapport soumis au parlement, j'ai fait remarquer l'importance de relier le lac Supérieur à Ottawa, siège du gouvernement, par télégraphe; et j'ai lieu de croire que le gouvernement reconnaît la justesse des raisons que j'ai exprimées.

En reliant ces points, nous aurons une ligne télégraphique complète par voie de terre depuis la côte de l'Atlantique jusqu'à celle du Pacifique. Sur la plus grande partie de la distance, la ligne sera entièrement construite par le gouvernement canadien, et ce dernier aura peu de difficulté à obtenir le contrôle absolu du système télégraphique d'un océan à l'autre.

Il me paraît s'ensuivre que, comme question d'importance impériale, les possessions britanniques à l'ouest de l'océan Pacifique devraient être reliées par un câble

sous-marin à la ligne canadienne. La Grande-Bretagne se trouverait ainsi mise en communication directe avec toutes ses plus grandes colonies et dépendances sans passer par des pays étrangers.

Le système télégraphique de l'Europe s'étend maintenant vers l'Est, à travers la Russie, jusqu'à la côte orientale de l'Asie. Une seconde ligne suit la route par la mer Rouge, jusqu'à l'Inde, la Chine et le Japon, avec un embranchement jusqu'en Australie; et certainement que quelques-uns de ces points pourraient être reliés aux côtes du Pacifique en Canada, et de là aux grandes cités des deux côtés de l'Atlantique beaucoup plus directement qu'ils ne le sont actuellement. De plus, un télégraphe sous-marin depuis la côte occidentale du Canada jusqu'en Asie, comme continuation de la ligne du chemin de fer du Pacifique, en même temps qu'il entourerait le globe d'un fil électrique, se reliait avec l'embranchement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et procurerait sans doute les avantages les plus importants à tout l'empire extérieur de la Grande-Bretagne.

Je sens que je ne peux pas me tromper en vous demandant votre aide dans cette affaire. Auteur du projet de la première ligne atlantique et l'un de ceux à qui le monde doit beaucoup par rapport aux communications télégraphiques entre l'Europe et l'Amérique, il y a peu d'hommes qui puissent aussi bien que vous donner un avis sur le sujet.

Je vous prie maintenant en conséquence d'accorder votre sérieuse attention au projet, et j'espère que vous voudrez bien me faire rapport aussitôt que la chose vous sera possible, sur la praticabilité de l'entreprise, son coût et sa valeur commerciale possible, les différentes routes que la ligne pourrait suivre et les avantages généraux qu'elle pourra présenter lorsqu'elle sera établie.

Je suis certain que le jugement dont vous ferez preuve, avec l'expérience et l'habileté que vous possédez, placera le projet sous toutes ses faces dans une lumière telle qu'il pourra être présenté au gouvernement sous une forme complète.

Votre dévoué,

SANDFORD FLEMING,

*Ingénieur en chef.*

A. M. F. N. GIBBORNE,

Surintendant du service des télégraphes et des signaux  
du Canada.

SERVICE DES TÉLÉGRAPHES ET DES SIGNAUX,

OTTAWA, 13 juin 1879.

CHER MONSIEUR, — J'apprécie hautement la manière bienveillante et flatteuse dont vous m'avez prié de faire rapport officiellement sur la possibilité, la valeur commerciale et l'importance de communications télégraphiques entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, *viâ* le Canada.

Ainsi que la chose a déjà été expliquée, c'est là un sujet auquel j'ai accordé beaucoup d'attention depuis quelques années, et je suis d'opinion avec vous que le temps est maintenant arrivé où l'attention publique devrait être attirée sur une entreprise de tant d'importance pour les intérêts impériaux et coloniaux.

Il est évident que le gouvernement qui possède le privilège exclusif de contrôler la route du chemin de fer canadien du Pacifique pour les fins télégraphiques, doit occuper une position de grande importance nationale, d'autant plus que non seulement il aura la ligne de communication la plus courte, la plus facile à exécuter et par conséquent la plus économique entre les grands centres commerciaux de l'Amérique du Nord et du Sud et les empires de la Chine et du Japon, mais qu'aussi cette route sera également disponible et préférable pour la correspondance télégraphique entre ces empires et la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et autres possessions orientales de l'Angleterre—les routes actuelles *viâ* la mer Rouge ou la Perse, imposent la répétition des messages à travers différents pays et dans des langues diverses.

La route recommandée serait établie par terre depuis Halifax, Nouvelle-Ecosse, *viâ* Ottawa et le Manitoba, jusqu'au terminus du chemin de fer canadien du Pacifique sur cet Océan, et de là par des câbles sous-marins, depuis la pointe nord-ouest de l'île de Vancouver, jusqu'à Yezo, Japon, où elle se reliait avec les lignes qui vont à Hong-Kong, Chine, en Australie, à la Nouvelle-Zélande et ailleurs.

D'abord, quant à la possibilité d'exécution de ce projet, en admettant sans argumentation inutile les avantages extraordinaires de la route de terre proposée le long de la ligne du chemin de fer canadien, non seulement pour la construction mais aussi pour l'entretien et les promptes réparations—le *temps* plutôt que l'*argent* étant ce qui constitue l'essence du succès en matière télégraphique—vous remarquerez, en consultant une carte de l'Océan Pacifique du Nord, que les profondeurs entre la Colombie-Britannique et le Japon sont très uniformes, variant de 1,000 brasses près des côtes à 3,000 brasses au milieu de l'Océan, le fond étant invariablement couvert de sable noir, d'argile et de limon formé d'infusoires mortes particulières à ces latitudes. Vous remarquerez aussi qu'en comparaisant de la partie profonde du lit de l'Atlantique entre l'Irlande et Terre-Neuve, la différence maxima de la profondeur est de moins de 300 brasses.

En outre, la distance entre la France et Saint-Pierre, en suivant la route prise par la première compagnie de câble française, est de 2,327 milles, plus 706 milles entre Saint-Pierre et le Massachusetts, la longueur du câble direct entre l'Irlande, Nouvelle-Ecosse, et les Etats-Unis étant de quelque 200 milles de plus. Tandis que la distance entre la Colombie-Britannique et le Japon serait d'environ 3,300 milles, avec une station intermédiaire si la chose est nécessaire, sur l'une des îles Aléoutiennes, ce qui subdiviserait ainsi le câble en deux longueurs presque égales d'environ 1,650 milles chacune.

Avec les câbles électriques améliorés, et les appareils à signaux d'aujourd'hui, il a déjà été démontré que les communications peuvent maintenant se transmettre aussi facilement et rapidement par un câble de 3,000 milles qu'autrefois par un câble de 2000 milles. La route indiquée ne sera pas non plus sujette à une concurrence sérieuse, car entre les parallèles de 30° nord et 30° sud de l'équateur, le grand nombre d'îles volcaniques et de récifs de corail empêchent complètement qu'on n'établisse des câbles succès avec dans ces limites. Ce fut pour cette raison que la ligne projetée en deux sections de 2,000 et 3,000 milles de longueur entre San Francisco et le Japon *viâ* les îles Sandwich, a été abandonnée, et je puis faire aussi remarquer qu'un point de départ dans la Colombie-Britannique assurerait une ligne de 500 milles plus courte qu'aucune route partant à l'ouest de San Francisco.

On ne présume pas qu'il se présente aucune difficulté pour obtenir des Etats-Unis le droit d'atterrir sur l'une des îles Aléoutiennes, si l'on jugeait à propos de partager la distance. D'un autre côté, le gouvernement japonais, j'ai lieu de le croire, sera très désireux de coopérer et aider à une entreprise d'une si grande importance pour le Japon.

En second lieu, quant à la valeur et à l'importance commerciale de l'entreprise, il est extrêmement difficile de fournir des données certaines sur lesquelles on puisse évaluer le trafic futur de la ligne actuellement projetée, car toutes les compagnies de câble se montrent très peu disposées à donner des renseignements sur leurs sources de revenus sectionnelles ou spéciales; mais, en prenant le tarif actuel des prix pour les messages *viâ* l'Europe à \$3.75 par mot, un taux considérablement moindre que la moitié de celui-ci donnerait un bon profit sur la route *viâ* le Canada et le Pacifique.

En outre, de Londres ou Paris au Japon, *viâ* la route de la mer Rouge, le tarif actuel est de \$3 par mot, tandis qu'un peu plus des deux tiers d'un pareil tarif donnerait un revenu également profitable entre les mêmes points *viâ* le Canada.

Il n'est pas déraisonnable de supposer, en conséquence, que le grand trafic télégraphique dont l'augmentation est rapide, non seulement entre toute l'Amérique, mais aussi entre la Grande-Bretagne et autres pays européens et l'extrême Orient, serait détourné dans une grande mesure au profit de la nouvelle ligne.

Je puis faire remarquer ici que le câble du Pacifique pourrait être posé directement à l'une des plus petites îles au nord de Yezo qu'on pourrait probablement

acquérir ou acheter du gouvernement japonais, et delà à Hong-Kong, d'où il pourrait être continué directement jusqu'en Australie, assurerait ainsi une ligne de communication parfaite dont le gouvernement impérial pourrait avoir le contrôle au besoin. J'évalue le coût du câble transpacifique jusqu'au Japon, y compris l'achèvement des lignes canadiennes par terre, à £800,000 sterling (\$4,000,000); et un trafic égal à la moitié de celui du premier câble français entre Brest et le Massachusetts (les distances relatives des câbles étant à très peu de chose près les mêmes) ferait de cette entreprise un placement avantageux.

Par conséquent, je n'hésite pas à exprimer franchement l'opinion que l'entreprise dont il est question ci-dessus est tout à fait possible, et après l'attention que j'ai donnée aux questions du coût et de la valeur commerciale, je suis persuadé qu'elle serait, en somme, aussi heureuse et rémunérative qu'elle est importante pour les intérêts de la Grande-Bretagne et de ses possessions.

Je suis, monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

F. N. GISBORNE,

*Surintendant des télégraphes et des signaux.*

M. SANDFORD FLEMING, C.M.G.,

Ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique.

COMMUNICATION de sir James Anderson, directeur-gérant de l' "Anglo-American Cable Company," à M. John Pender, président de la "Eastern and Eastern Extension Telegraph Company," au sujet des câbles canadiens.

66 OLD BROAD-Street, LONDRES, 20 juillet, 1880.

*Mémoire sur l'affaire des câbles canadiens.*

	Milles.
De l'île Vancouver à l'île d'Amlia .....	1,680
D'Amlia à Yokohama.....	2,280
De Yokohama à Shanghai.....	1,040
De Shanghai à Amoy .....	395
D'Amoy à Hong-Kong.....	320
	<hr/>
	5,915
Ajoutez pour le lâche, 20 pour cent .....	1,183
	<hr/>
	7,098

	Milles.
De Hong-Kong à la Nouvelle-Guinée.....	2,100
De la Nouvelle-Guinée à Normantown, (golfe de Carpentaria).....	840
	<hr/>
	2,940
Ajoutez pour le lâche, 20 pour cent. ....	588
	<hr/>
	3,528
	<hr/>
	10,626

Il serait inutile d'établir la ligne si elle ne devait point passer par Shanghai, Amoy et Hong-Kong; à cette condition seulement elle entrera en concurrence avec les autres lignes.

Mais le tracé direct adopté par M. Gisborne, d'Amlia à l'une des îles du Japon, traverse des profondeurs d'eau de 4,600 brasses; et il ne serait pas sage de jeter un câble dans de pareils fonds.



Il vaudrait mieux, en conséquence, le porter dans la direction des îles Kouriles au nord des îles japonaises, ce qui allongerait la câble de 264 milles.

C'est-à-dire que la longueur du câble, avec le *lâche* nécessaire dans la traversée des grandes profondeurs d'eau qui se trouvent sur tout ce tracé, si l'on veut établir une ligne de concurrence jusqu'à Hong-Kong, serait de 7,364 milles.

Cette distance, à raison de £250 par mille (on ne peut avoir à meilleur marché un bon câble, capable de fonctionner avec une suffisante vitesse dans ce long parcours), nécessiterait une dépense d'environ £1,841,000, et pour l'entière distance jusqu'à l'Australie, les frais s'élevaient à environ £2,723,000.

Je ne sais où M. Gisborne a pris ses distances; mais vous pouvez vous fier sur l'exactitude de mes données.

Le capital de M. Gisborne est de £800,000, soit £110 seulement par mille pour la quantité totale de câble à manufacturer en Angleterre et à poser de là jusqu'à Hong-Kong dans de grandes profondeurs d'eau!

S'il entend parler d'un câble "léger," c'est autre chose, et je n'en puis rien dire.

Le câble qui va être posé jusqu'en Amérique pour la Compagnie anglo-américaine, y compris les frais de navires, coûtera £220 par mille; et comme l'envoi des bâtiments jusqu'à la Californie et à travers le Pacifique reviendrait à environ £30 par mille, mon estimation de £250 par mille est fort raisonnable.

Même en supposant que la nouvelle ligne accapare tout le trafic américain avec l'Inde, la Chine et l'Australie, ainsi qu'un cinquième du trafic européen aux prix du tarif mentionné dans le livre, la recette n'irait qu'à environ £47,000 par année; ce qui serait à peine suffisant pour couvrir les frais d'exploitation, et ne laisserait rien pour le fonds de réserve ou les dividendes.

Le trafic américain avec l'Asie et l'extrême Orient est plus important que je ne présumais; et il n'est pas douteux qu'un câble du Canada à la Chine, avec un tarif réduit, ferait beaucoup de tort aux compagnies existantes; il y aurait peut-être moyen de trouver l'argent nécessaire, avec une subvention par exemple, pour l'établissement de cette ligne de concurrence.

M. Gisborne estime qu'une somme d'opérations égale à la moitié des affaires du premier câble français entre Brest et le Massachusetts rendrait la nouvelle ligne profitable. L'exploitation d'un câble se divise en service de nuit et en service de jour d'une durée totale de vingt-quatre heures; mais presque tout le trafic se fait pendant le service de jour, et la ligne projetée n'aurait que cette portion des transmissions qu'elle pourrait exécuter dans le temps même où fonctionneraient les autres câbles; car les compagnies actuelles adopteraient nécessairement le même tarif qu'elle et lui disputeraient le trafic.

Sans une subvention, des concessions de terre ou quelque autre avantage de ce genre, je ne pense pas que le projet puisse paraître encourageant.

JAMES ANDERSON.

M. JOHN PENDER.

OTTAWA, 6 mai 1882.

MONSIEUR,—J'apprends que M. F.-N. Gisborne, de votre département, se montre fort chagrin de ce que son rôle par rapport au projet de câble asiatique, n'aurait pas été reconnu de la manière qu'il l'eût souhaité. Comme le parlement a demandé tous les papiers relatifs à la question du câble, je saisis cette occasion pour vous communiquer les lettres ci-incluses qui déterminent la part que M. Gisborne a eue au projet soumis par moi à l'attention publique. Dans ma lettre du 24 juin, j'ai dûment rendu hommage au concours qu'il m'a prêté il y a trois ans.

La correspondance officielle touchant ce sujet se trouve dans l'annexe 24 de mon rapport de 1880 sur le chemin de fer du Pacifique.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable sir HECTOR LANGEVIN, Ministre des travaux publics.

Incluses :—

- 1o Lettres à sir Charles Tupper, 20 juin, 1881.
- 2o Lettre de sir Charles Tupper, 24 juin 1881.
- 3o Lettre à M. Gisborne, 24 juin 1881.

*Sandford Fleming à sir Charles Tupper, Ministre des chemins de fer et des canaux.*

OTTAWA, 20 juin 1881.

CHER SIR CHARLES,—M. F.-N. Gisborne m'a dit aujourd'hui que j'avais commis une erreur dans le mémoire du 17 mars dernier adressé au Sénat, sur les commencements du projet de câble asiatique. M. Gisborne prétend qu'il est le premier auteur de ce projet, qu'il vous en a expliqué la nature longtemps avant que je lui en aie parlé moi-même, et que c'est vous qui m'avez communiqué son idée.

Puis-je me permettre de vous demander jusqu'à quel point tout cela s'accorde avec vos souvenirs? Je mets sous ce pli une copie du mémoire en question. Je n'ai pas besoin de le dire, je n'y vois rien d'inexact; mais s'il était vrai que je n'eusse pas été juste envers M. Gisborne, je m'empresserais de faire toutes les rectifications convenables.

A vous sincèrement,

SANDFORD FLEMING.

SIR CHARLES TUPPER, C.C.M.G.

*Sir Charles Tupper à Sandford Fleming.*

OTTAWA, 24 juin 1881.

CHER MONSIEUR FLEMING,—Votre note du 20 courant, où vous me faites part de certaines paroles de M. Gisborne, m'a fort surpris.

J'ai lu attentivement votre mémoire du 17 mars joint à votre lettre, et je le crois strictement exact en tous points. Vous m'aviez déjà, à mainte et mainte reprise, exposé vos vues telles qu'elles sont présentées là, sur l'établissement d'un câble asiatique, et comme vous l'avez dit, "je regardais alors vos opinions comme les imaginations d'un homme trop disposé à la confiance." Je viens de relire soigneusement les lettres et mémoires que m'a adressés M. Gisborne sur le sujet du télégraphe, et je n'y ai rien trouvé de relatif à la question du câble asiatique. Je ne me souviens point non plus qu'il m'ait jamais fait de communication à cet égard. Quoi qu'il en soit, je suis très certain que vous m'avez parlé le premier de ce projet de câble, et que vous m'avez itérativement pressé ensuite de la prendre en considération.

Vous souhaitant que vos efforts pour la réalisation de cette importante entreprise soient couronnés de succès,

Je demeure votre fidèle serviteur,

CHARLES TUPPER.

A M. SANDFORD FLEMING, I.C., C.M.G.

*Sandford Fleming à F. N. Gisborne.*

OTTAWA, 24 juin 1880.

MON CHER MONSIEUR,—Dans notre entrevue de l'autre jour, vous m'avez fait entendre que j'avais commis une erreur dans le mémoire du 17 mars dernier, soumis par moi aux membres du Sénat. Vous m'avez dit que vous croyiez être le premier qui ait émis l'idée d'un câble asiatique, que vous en aviez parlé à sir Charles Tupper longtemps avant que je vous eusse rien communiqué, et que sir Charles avait pu me demander d'étudier ce projet à la suite de vos ouvertures. En vous quittant j'ai écrit à sir Charles, et je reçois à l'instant sa réponse, que je vous envoie. Vous remarquerez que ses souvenirs ne sont pas conformes aux vôtres, et qu'il est convaincu que le mémoire du 17 mars est strictement exact en tous points.

Je suis bien fâché que vous soyez pénétré d'une fausse impression des choses, et je voudrais vous rappeler les faits suivants. Peu après votre nomination à la division des télégraphes du département où j'étais ingénieur en chef, j'eus de fréquentes occasions de vous entretenir des affaires départementales.

Depuis des années je m'étais fait l'avocat du projet de télégraphe dit du chemin de fer du Pacifique, et je désirais vivement voir étendre le fil électrique jusqu'au littoral du Pacifique, et, s'il y avait possibilité, jusqu'à l'Asie.

Mais le prolongement à travers l'Océan demandait un plus ample examen et plus de données que je n'en possédais, avant que je pusse le proposer au public dans une forme satisfaisante.

Sachant que vous aviez une grande expérience en fait de télégraphie sous-marine, je m'empressai de vous consulter sur la possibilité d'étendre le télégraphe à travers la mer jusqu'en Asie, et je discutai ce sujet avec vous assez longuement.

Vous me fournîtes de précieux renseignements, et je fus enchanté de vous trouver tout prêt à appuyer de toutes vos forces le projet d'établissement d'un câble asiatique. Je vous priai, en votre qualité de fonctionnaire du département, d'y expliquer votre attention et de rassembler tous les éléments d'information désirables, en vue de les porter ensuite à la connaissance du gouvernement.

Le 9 juin 1879, vous avez rempli mon désir en m'adressant un rapport préliminaire contenant quelques faits et des chiffres. Ceux-ci, à mon sens, étaient assez satisfaisants pour me justifier de présenter le projet dans les formes. En conséquence, le 11 juin, je vous adressai une lettre officielle dans laquelle je traçais les principales lignes, et vous demandais de dresser votre rapport de la manière la plus complète qu'il vous serait possible.

Je reçus ce rapport le 13 juin.

Quelque temps après, je soumis les deux documents au ministre du département. J'en discutai le contenu avec d'autres membres du gouvernement, et l'année suivante (1880) j'obtins, avec quelque difficulté, la permission de les publier dans mon rapport sur le chemin de fer du Pacifique, précisément comme il est dit à la page 4 du mémoire au Sénat.

Remarquez-le bien, je ne dis point que vous n'avez pas eu, avant que je vous aie parlé de mon projet, l'idée d'un câble électrique à travers le Pacifique. Il est très probable qu'elle s'était présentée à votre esprit. L'idée de relier l'Amérique et l'Asie par un câble sous-marin a pu, du reste, venir à plusieurs. Mais ce qui est hors de doute, c'est que le projet mentionné dans le mémoire adressé au Sénat a été pour la première fois porté par moi à la connaissance du public, et c'est moi qui ai eu l'initiative de la longue correspondance dont il est parlé dans ce document, ou qui l'ai entretenue. Comme vous étiez fonctionnaire du gouvernement dans le printemps de 1879, et sous mes ordres, j'étais parfaitement en droit de conférer avec vous sur un sujet qui me paraissait être de la plus haute importance pour l'intérêt public.

Je reconnais bien franchement que j'ai eu de vous beaucoup de renseignements, et que vous m'avez prêté l'aide la plus utile. J'ai toujours eu depuis l'espoir d'être, un jour, en position de réclamer de nouveau le concours de votre science pratique et de votre expérience d'une manière très avantageuse pour vous.

Croyez-moi  
Votre dévoué,

SANDFORD FLEMING.

A Monsieur F.-N. GISB. RNE.

## RAPPORT.

(42)

RAPPORT des commissaires chargés de faire une enquête sur le fonctionnement des moulins et fabriques du Canada, et sur la main-d'œuvre qui est employée.

TORONTO, 18 janvier 1882.

A l'honorable ministre des finances, Ottawa.

CHER MONSIEUR,—Nous vous transmettons ci-inclus notre rapport de l'enquête qui a été faite, conformément à vos instructions, sur le fonctionnement des moulins et fabriques, et sur la main-d'œuvre qui y est employée.

Nous nous sommes efforcés de le condenser autant que possible, tout en nous conformant aux faits et aux observations qui y sont contenus.

\* La statistique relative à ce rapport vous sera envoyée aussitôt que possible accompagnée d'un rapport supplémentaire.

Vos obéissants serviteurs,

WILLIAM LUCKES,  
A. H. BLACKEBY.

A l'honorable ministre des finances.

### *Nomination de la Commission.*

Les commissaires chargés par le gouvernement de faire une enquête sur le fonctionnement et la condition des moulins et fabriques du Canada, et autres sujets mentionnés dans la commission, ont l'honneur de soumettre au gouvernement leur présent rapport.

### *Provinces qui ont été visitées.*

Après avoir reçu avis de notre nomination nous nous sommes aussitôt mis à l'œuvre en visitant les moulins et fabriques de la partie ouest de l'Ontario, et de là nous allâmes dans les provinces de l'île du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, visitant la province de Québec et la partie est de l'Ontario au retour. Toronto est la dernière ville que nous ayons visitée.

Les renseignements contenus dans ce rapport et qui ne sont pas le résultat d'observations personnelles, nous ont été fournis en grande partie par ceux que la législation affecterait. On devra donc les accepter pour ce qu'ils valent.

### *Il était impossible de visiter toutes les fabriques.*

Nous avons tant d'endroits à visiter, pendant la courte période de temps qui nous était accordée, que nécessairement nous ne pouvions interroger les personnes aussi longuement ou faire une aussi minutieuse inspection des fabriques, qu'on l'eût désiré. Et comme il nous était impossible de visiter toutes les fabriques et les établissements industriels du pays qui seraient soumis à la législation nous en avons visité un nombre aussi considérable que possible dans chaque genre, et on pourra juger de tous les autres par ceux que nous avons vus.

### *Causes de retard.*

Les commissaires ont eu beaucoup de peine et ont dû perdre bien du temps pour obtenir les renseignements ci-inclus.

1<sup>o</sup> Les propriétaires et les gérants des fabriques semblent maintenant toujours occuper à veiller aux besoins et exigences de leurs affaires et dans bien des cas il a fallu plus d'une visite avant de pouvoir obtenir le renseignement que nous désirions avoir.

\* La statistique ci-dessus mentionnée est annexée à ce rapport.

2. On a dû obtenir beaucoup de renseignements de commis qui ne pouvaient répondre aussi longuement qu'on l'aurait désiré aux interrogations qui leur étaient posées principalement quand elles avaient trait à des événements d'une date antérieure, et qu'elles nécessitaient plus de temps qu'ils n'en pouvaient disposer.

3. Dans quelques occasions on nous a répondu : " Nous connaissons nos propres affaires et les gouvernements n'ont pas à nous commander quelles personnes nous devrions employer, ou à s'ingérer dans les questions de commerce."

4. Dans plusieurs occasions l'entrée des fabriques qui n'étaient pas tenues dans une condition très enviable d'après ce qu'on nous avait dit, nous a été refusée, et nous avons depuis appris qu'un très grave accident était arrivée à une femme dans un de ces établissements, parce que les machines n'étaient pas protégées.

#### *Ignorance des projets de loi.*

Quoique le projet de loi concernant les fabriques que le Dr Bergin a présenté ait été bien répandu parmi ceux qu'il pouvait intéresser, les Commissaires ont constaté avec surprise que la question avait été peu étudiée et qu'on ne s'en était guère occupée ; en conséquence nous avons dû leur expliquer autant que possible, mais en perdant bien du temps, les articles fondamentaux.

#### *Assemblée du Conseil de l'Union d'ouvriers.*

Vers l'époque où nous terminions notre enquête le Conseil de l'union des ouvriers s'est réuni à Toronto et a adopté d'importantes résolutions concernant le projet de loi relatif aux fabriques. Une autre assemblée eut lieu plus tard, à laquelle les commissaires ont assisté, et vous trouverez annexé à ce rapport le compte-rendu sommaire des délibérations de cette séance, en même temps que les résolutions mentionnées ci-dessus ; vous trouverez de plus le compte-rendu des délibérations d'une assemblée des fabricants de l'Ontario sur le même sujet.

Les instructions que contient la Commission qui nous a été envoyée sont présentées ici sous une forme tabulaire. Les renseignements que nous avons obtenus conformément aux instructions qui nous avaient été données, de même que les observations sur les principaux articles du projet de loi, sont comme suit :—

*Nombre considérable de jeunes enfants qu'on fait travailler.—Ignorance des enfants.—Âges des enfants.—Raisons pour lesquelles les enfants travaillent.—Heures de travail des enfants.—Condition des enfants.—Longues heures de travail.*

Le nombre des enfants et des jeunes personnes qui sont employés dans les moulins et les fabriques est considérable, et va toujours en augmentant, car la demande est plus forte que l'offre, particulièrement dans certaines localités, ce qui explique jusqu'à un certain point pourquoi on engage d'aussi jeunes enfants. Nous avons eu quelque peine à connaître exactement les âges des enfants qui travaillent dans ces fabriques, les maîtres n'en tenant aucun compte, car rien ne les y oblige et cela ne leur serait d'ailleurs d'aucune utilité ; en conséquence, pour connaître les âges, un des commissaires, ou employé de la fabrique, a dû les interroger à ce sujet. Il nous fait peine de faire rapport que dans nombre de cas des enfants, dont l'instruction était nulle, ne pouvaient même dire quel âge ils avaient ; ceci s'applique plus particulièrement aux enfants, ayant douze ans et moins, car nous en avons rencontré de huit et de neuf ans. En interrogeant ces enfants sur leur âge, quelques-uns ont montré une certaine répugnance à répondre, car ils ne comprenaient pas pourquoi des étrangers leur demandaient ce renseignement, d'autres exagérèrent tellement leur âge, et d'une manière si visible, que nous ne pouvions croire à l'exactitude de leur réponse. Lorsque parfois nous parvenions à gagner la confiance des plus jeunes enfants, nous cherchions à nous assurer autant que possible pour quelle raison ils travaillaient malgré leur bas âge, et on nous donnait les réponses suivantes : " Comme je n'ai pas de père, je dois aider à ma mère à gagner notre vie." " J'aime mieux travailler que d'aller à l'école." Quelques-uns des enfants vont travailler par suite de la cupidité de leurs parents, lesquels ont d'excellentes positions d'artisans, et d'autres à raison

de la paresse de ces derniers, qui vivent avec ce que gagnent les enfants. Nous avons eu un exemple de ce dernier cas dans une fabrique où travaillaient trois enfants, dont le père était de ceux dont on vient de parler. Les commissaires ont trop souvent constaté cette chose dans les villes et les districts manufacturiers. On ne doit pas oublier que les enfants travaillent invariablement pendant le même nombre d'heures que les adultes, et si on ne les force pas, au moins leur demande-t-on de travailler pendant des heures supplémentaires lorsque le besoin s'en fait sentir, ce qui est arrivé bien souvent depuis quelque temps dans la plupart des manufactures de tous genres. L'apparence et l'état des enfants pendant la seconde partie de la journée, ainsi qu'on peut le voir pendant les mois de juillet et d'août, étaient loin d'être attrayants ou à désirer. Ils doivent se trouver aux moulins ou aux manufactures à 6.30 a.m., ce qui les oblige de se lever de 5.30 à 6 heures du matin pour leur déjeuner, quelques-uns ayant à marcher un demi-mille ou plus pour se rendre à ces établissements. C'est sans contredit un effort trop pénible pour des enfants d'un âge si tendre, et tous condamnent vivement cette pratique, excepté ceux qui doivent directement bénéficier de ce travail. Ces derniers cherchent à le justifier par les raisons suivantes :

*Raisons pour lesquelles on emploie de jeunes enfants.*

1. Que le travail est facile.
2. Que de plus âgés ne le pourrait faire.
3. Que les fabricants rivaux emploient cette main-d'œuvre.
4. Comme il n'y a pas de loi ou de défense à ce sujet, quelques-uns se servent de cette main-d'œuvre et ceux qui ont des idées plus libérales sont obligés de faire de même.

*Demande de travailleurs instruits. — Système des demi-journées. — Acte des Ecoles d'Ontario.*

Il ne faudrait pas croire par ce qui est dit plus haut que ceux qui emploient cette main-d'œuvre la recherchent plus vivement que ne le font les parents en la leur imposant en quelque sorte ; car le témoignage d'un grand nombre de propriétaires et de gérants, qui font aujourd'hui travailler cette classe de personnes nous porte à croire que dans l'intérêt des enfants ils cesseraient de suite de les employer, pourvu que l'instruction soit obligatoire. En effet la demande de travailleurs intelligents et instruits est plus grande dans nos moulins et nos manufactures. Il existe une grande différence d'opinions relativement au système des demi-journées qui a été adopté dans les manufactures d'Angleterre et celui que propose le projet de loi du Dr Bergin. Tout le monde admet que les enfants devraient recevoir quelqu'instruction, mais on ne s'accorde pas sur la manière de la leur donner tout en les employant. Ce système des demi-journées présente ici de très graves difficultés, car ce sera une cause de retards et de dérangements pour nos écoles publiques, lesquelles sont sous le contrôle des gouvernements locaux, — si ces enfants les fréquentent. On peut mentionner ici qu'un acte de la législature d'Ontario, passé en 1874, a décrété que "Tout enfant âgé de sept à douze ans aura le droit de fréquenter quelque école ou de s'instruire par quelque autre moyen pendant quatre mois chaque année, et tout parent ou gardien qui négligera d'envoyer à l'école, ou de faire instruire autrement, pendant le temps déterminé les enfants de l'âge fixé ci-dessus, sera passible des pénalités ci-après imposées par le présent acte." Nous n'avons pas trouvé d'endroits où cet acte fut en vigueur. La plupart de ceux qui emploient des enfants âgés de moins quatorze ans nous ont dit qu'ils préféreraient ne plus employer cette main-d'œuvre, que de se soumettre aux obligations que le projet de loi impose. Si la partie de l'acte qui concerne l'instruction n'est pas mise en vigueur, c'est une question de savoir s'il n'est pas préférable pour les enfants de les voir travailler au moins pendant une partie de leur temps que de le leur laisser perdre à courir les rues publiques.

*Genre de travail que font les enfants. — Les enfants qui travaillent aux manufactures ne fréquentent pas l'école.*

On verra par la statistique que nous annexons à ce rapport quel est le genre de travail que font les enfants et jusqu'à quel point on les emploie. Nous avons cons-

taté que dans certaines manufactures où l'on travaillait à la tâche et où l'on employait des enfants, ces derniers n'étaient pas engagés par la société ou les gérants de l'atelier ou de la manufacture, mais par les tâcherons, lesquels prenaient des arrangements avec les enfants en rapport avec la valeur du travail, et étaient seuls intéressés à se procurer la main-d'œuvre la moins coûteuse que possible, sans prendre garde aux intérêts ou à l'état de cette main-d'œuvre qu'ils employaient. Quant à fréquenter l'école, les enfants âgés de moins de quatorze ans qui travaillent dans les manufactures n'y songent nullement, pour la raison que les règlements de ces établissements ne le permettent pas. Nous avons remarqué avec chagrin qu'un grand nombre de travailleurs adultes des manufactures manquaient véritablement d'instruction. Dans certains endroits du pays une grande partie de la population ne sait ni lire ni écrire, et les maîtres souffrent beaucoup de ce manque d'instruction chez les personnes qui lui demandent du travail, ce qui les oblige à faire venir de l'étranger des travailleurs instruits pour occuper les charges pour lesquelles on aurait dû former nos propres nationaux.

#### *Emploi des femmes.*

On emploie beaucoup de femmes, non-seulement dans les moulins et les manufactures, mais encore dans des maisons privées qui pourraient être désignées sous le nom d'ateliers, et qu'on trouve difficilement, parce que dans certains cas ils occupent la mansarde ou le troisième étage du bâtiment et dans d'autres un soubassement bas et humide où il faut une lumière artificielle pendant toute la journée. Les établissements en gros de confections emploient de cent à mille personnes de cette manière.

#### *Femmes mariées.*

Il y a très peu de femmes mariées qui, tout en allant travailler dans les moulins et les manufactures, ont à s'occuper aussi des travaux du ménage; cependant il nous fait peine d'avoir à dire que nous avons découvert dans deux ou trois occasions que des maris, à rebours des usages du monde civilisé, envoyaient leurs épouses et mères de famille aux manufactures et voyaient eux aux travaux de la maison. Il nous est aussi arrivé d'observer que vu la faiblesse du mari et père de famille, la femme se dévouait avec courage et se rendait à la manufacture, afin de gagner à la famille son pain de chaque jour. A ce propos, on peut mentionner que les travailleurs des manufactures ou des moulins peuvent gagner de meilleurs gages que ne rapporte ordinairement le service domestique.

*Heures de travail.*—*Ce que suggèrent les fabricants relativement aux heures de travail.*—*Juste importance à donner aux droits acquis.*—*Soixante heures de travail par semaine serait la limite.*—*Heures de travail supplémentaires des femmes et des enfants.*

Les heures de travail diffèrent, et il n'y a pas d'uniformité à ce sujet dans les manufactures, même pour un genre de travail identique. Quant au nombre d'heures de travail pour former une journée, d'après l'opinion générale, ce devrait être dix heures pour les adultes, un nombre beaucoup moindre pour les enfants, à moins de leur défendre le travail dans les manufactures avant qu'ils n'aient atteint l'âge de quatorze ans. Des fabricants nous ont représenté que le gouvernement devrait déterminer le nombre d'heures qui composerait une journée ou une semaine de travail, vu qu'ils ne peuvent s'entendre entre eux à ce sujet, et que dans certaines manufactures on travaille pendant dix heures et dans d'autres pendant onze heures par jour. Les employés préféreraient également l'uniformité, principalement ceux qui désirent une situation permanente. En étudiant cette question, il faudra bien considérer les conditions du travail dans les autres pays avec lesquels nos travailleurs doivent rivaliser; s'informer avec soin et à bonne source, non-seulement des heures de travail, mais aussi des circonstances dans lesquelles ils se trouvent, de leurs règlements sanitaires, salaires, genre de vie, ce qu'elle leur coûte, etc. Lorsqu'il s'agira de restreindre l'emploi d'une main-d'œuvre quelconque, ou les heures de travail de cette main-d'œuvre, on devra faire bien attention et respecter les droits acquis et les usages, de peur qu'en essayant de faire du bien à notre population on ne donne des avantages

réels à des concurrents étrangers, et que l'on cause par là des mécontentements parmi les manufacturiers et les artisans du Canada. C'est l'opinion presque invariable des maîtres et des serviteurs que, tout en fixant la semaine légale de travail à soixante heures, quand il est opportun ou nécessaire de travailler pendant des heures supplémentaires, les arrangements à ce sujet devraient être laissés entièrement à la discrétion du maître et du serviteur, dans le cas du travail par les hommes adultes. Quant aux femmes et aux hommes âgés de moins de dix-huit ans, le travail pendant des heures supplémentaires serait soumis à des règlements sages et préparés avec soin, et ces heures ne devraient pas excéder un nombre déterminé de jours pendant l'année. Les maîtres, en faisant travailler leurs serviteurs en sus des heures régulières, n'ont d'autre but que d'exécuter des commandes pressantes, et, règle générale, les fabricants trouvent plus avantageux d'agrandir leurs fabriques et d'employer plus d'ouvriers, que de faire travailler leur monde pendant de longues heures supplémentaires.

#### *Repas du midi.*

Il y a beaucoup d'irrégularités quant au temps qu'il est accordé pour le repas du midi. Il arrive souvent qu'on le raccourcit encore afin de pouvoir fermer aussi à bonne heure que possible le samedi. Quelques fabricants n'accordent qu'une demi-heure le midi et d'autres trois quarts d'heure. La conséquence est que les travailleurs doivent prendre leurs repas dans la manufacture, c'est-à-dire dans un lieu où l'air est impur et vicié à raison de la grande foule ou d'une occupation continuelle du bâtiment, ce qui peut être nuisible à la santé des ouvriers. L'opinion de propriétaires de quelques-unes de nos manufactures les mieux gérées est que l'on devrait accorder une heure entière le midi ; que les repas ne devraient pas se prendre dans les ateliers, parce que l'air frais et l'exercice sont absolument nécessaires à la santé des ouvriers. Quelques manufactures ont des salles à manger séparées des chambres où se fait le travail, lesquelles sont pourvues d'appareils destinés à réchauffer les aliments ou à préparer le thé et le café au besoin, mais le nombre de ces manufactures est très limité.

#### *Long intervalle entre les repas.*

La pratique qui est suivie dans quelques moulins de commencer l'ouvrage à 7 h. a.m. et de le continuer sans interruption, soit pour manger, soit pour se reposer, jusqu'à deux heures p.m. ne saurait être trop fortement déconseillée ou condamnée, principalement lorsqu'on y emploie des enfants et des jeunes personnes.

#### *Demi-congé du samedi.—Témoignages qui ont été donnés à ce sujet au Conseil de l'Union des ouvriers.*

Quelques maîtres sont fortement opposés aux demi-congés du samedi, tandis que les serviteurs les désirent bien certainement. Les premiers s'y opposent sur le principe que cela diminue leur commerce ou la quantité des objets qu'ils fabriquent, et que les ouvriers perdront ce temps en débauches. Que cela nuise au commerce, il y a tout lieu de le croire, mais les commissaires ne pensent pas que ces congés auront le mauvais effet dont il est parlé ; au contraire, leurs observations et leur expérience les ont convaincus que les artisans et les ouvriers du Canada étaient aussi intelligents, industriels et sobres que ceux de tout autre pays. Les témoignages qui ont été donnés à ce propos au conseil de l'Union des ouvriers disaient : " Que cela contribuait au bien-être social et au respect de soi-même." Les chefs de familles trouvent sans aucun doute que cela est désirable de pouvoir disposer une fois par semaine de quelques heures afin de satisfaire aux différents besoins de leurs maisons.

#### *Personnes couchant dans les fabriques.*

Nous n'avons pas trouvé dans les fabriques de chambres à coucher et nous n'avons pas non plus constaté qu'on travaillait le dimanche, à part ce qui a pu arriver par suite d'un accident ou de la nécessité d'entretenir le feu dans les fours, etc.



*Machines dangereuses—Ascenseurs.—Accidents.—Indifférence des patrons.*

Dans la plupart de nos moulins et fabriques il est très ordinaire de voir des machines dangereuses qui ne sont aucunement protégées. L'engrenage, les balanciers, les poulies, les courroies et les machines à vapeur ne sont, dans plusieurs cas, aucunement protégés, et nombre d'accidents sont arrivés pour cette raison, et la seule chose qui doit surprendre c'est qu'ils n'aient pas été plus nombreux. A ce sujet, nous croyons de notre devoir d'attirer l'attention sur les défauts de construction et la manière dangereuse de manœuvrer les ascenseurs dans les moulins, les fabriques et les entrepôts. On nous a appris de nombreux accidents d'une nature très grave, quelques-uns même mortels, qui auraient pu être évités si l'on eût pris des précautions convenables. Pour en donner un exemple : Dans une fabrique, deux hommes sont tombés par l'ouverture de l'ascenseur deux années de suite, cependant le propriétaire n'a pris aucun moyen pour empêcher à l'avenir d'autres accidents par la même cause. De plus, nous pouvons mentionner que dans différentes parties du pays des filles se sont fait prendre les cheveux dans l'arbre de couche ; une d'elles a été entièrement scalpée et d'autres en partie.

Ces accidents proviennent de la négligence des patrons et pourraient être évités en prenant un soin ordinaire. On nous a rapporté des exemples où des hommes avaient été exposés à un danger imminent et lorsqu'ils ont demandé au gérant de prendre des précautions convenables, celui-ci leur a répondu : " Si vous n'aimez pas votre emploi, vous êtes libres de partir." Quoique nombre d'accidents soient sans doute dus à la désobéissance aux ordres, cependant il arrive souvent qu'au vu et au su du gérant ou du propriétaire on ne tient aucun compte des règlements, qu'ils soient communiqués verbalement ou imprimés.

*Communication avec les mécaniciens.*

Afin d'éviter ou de diminuer autant que possible les accidents, on devrait établir dans les principales parties des moulins et des fabriques un moyen de communication instantanée avec la personne qui a charge de la machine ou de la force motrice de l'établissement.

*Mécaniciens incompétents.—Machines à vapeur et chaudières confiés à des enfants.—Inspection des chaudières.*

En ce qui concerne cette partie de notre rapport nous devons informer le gouvernement que les machines à vapeur et les chaudières sont placées sous la surveillance d'enfants ou de personnes qui n'ont aucune des connaissances ou l'expérience nécessaires pour accomplir leurs fonctions, ou prendre soin de la propriété ou de la vie des personnes qui dépendent d'eux. Dans plusieurs occasions nous avons constaté que ces charges étaient occupées par des enfants de treize et de quatorze ans qui, nous a-t-on dit, laissaient souvent leur poste pendant quinze à vingt minutes consécutives pour aller dans d'autres parties de la manufacture s'acquitter de devoirs qu'ils devaient accomplir. Les commissaires ont été informés que dans une circonstance tous les travailleurs d'une manufacture, qui ne se croyaient pas en sûreté parce que la machine et la chaudière étaient surveillées par une personne incompétente, ont menacé le gérant de partir tous à la fois, si cette charge n'était confiée à un homme capable. Il est peut-être impossible maintenant que chaque personne qui se sert de la vapeur puisse engager des mécaniciens possédant des certificats, cependant on diminuerait de beaucoup les dangers que présentent les machines à vapeur en faisant inspecter périodiquement les chaudières par un homme du métier à l'emploi d'une compagnie d'assurance recommandable. Et cette personne, tout en accomplissant ce devoir, pourrait donner nombre de bons avis aux mécaniciens et aux chauffeurs sur la manière de s'acquitter de leur travail. Suivant que le gouvernement jugera nécessaire de faire inspecter les manufactures de la manière ci-dessus indiquée, le moins qu'on puisse faire (si ce n'est pas obligatoire) sera de conseiller fortement à tous ceux qui se servent de la vapeur d'adopter ce plan. On pourrait donner une foule de raisons au soutien de cette manière d'agir dont les résultats seraient à l'avantage mutuel de tous les intéressés.

*Libre accès aux moulins et aux manufactures.*

Une autre cause des accidents qui ont eu lieu jusqu'ici c'est la trop grande facilité d'accès qu'il y a pour tout le monde aux moulins et aux fabriques. Pour confirmer ce fait nous mentionnerons le cas de deux enfants qui ont été tués, l'un en tombant dans la courroie de chasse et l'autre qui s'est disloqué le cou dans l'ascenseur. Ces deux enfants n'étaient pas employés et ils n'auraient pas dû avoir accès dans ces lieux.

*Chaudières et machines placées dans les salles de travail.*

Nous désirons aussi appeler votre attention sur un usage qui est très répandu dans les cités et les villes et qui consiste à placer de petites chaudières et machines au deuxième, troisième et même quatrième étage des bâtiments, et dans la salle même où se trouvent de nombreux travailleurs composées pour la plupart de jeunes personnes et d'enfants. Quelque confortable que cela puisse être pendant l'hiver, c'est loin d'être agréable pendant les mois d'été, sans compter les dangers auxquels on est exposé par la vapeur ou le feu.

*Moyens de sauvetage en cas de feu.—Les portes devraient être disposées de manière à s'ouvrir en dehors.—Accidents causés par le feu.*

Les moyens de sauvetage en cas de feu sont insuffisants. Dans la plupart des moulins et des manufactures il n'y a qu'un seul escalier, et dans le cas de feu pris dans cet endroit on ne peut sortir qu'en sautant par les fenêtres. Comme pour ajouter encore au danger auquel on est exposé, dans plusieurs cas les portes des manufactures, qui invariablement s'ouvrent à l'intérieur, sont fermées à clé. On devrait certainement disposer les portes principales de manière à pouvoir les ouvrir en dehors, vu que la loi qui régit le cas relativement aux édifices publics, s'applique avec une force égale aux moulins et aux manufactures. On nous a fait des objections au plan de construire des échelles en fer et des escaliers à l'extérieur du bâtiment, parce que cela pourrait faciliter les vols de nuit; c'était dire qu'on préférerait exposer la vie des personnes plutôt que de courir le risque d'un vol. Cette objection nous a été faite aussi dans une ville où, peu de temps auparavant, un homme s'était tué et deux autres blessés pour la vie en sautant de l'étage supérieur d'un bâtiment à trois étages, lequel était en feu. Il est facile de résoudre cette objection en disposant les derniers dix pieds de l'escalier ou de l'échelle de manière à pouvoir les ajuster au besoin.

*Moyens d'éteindre l'incendie.*

Bon nombre de nos fabriques possèdent des appareils pour éteindre un incendie au début, tels que les seaux, les boyaux, les arrosoirs automatiques et les extincteurs brevetés, cependant il faut admettre qu'il y a beaucoup à faire encore relativement à cette importante question.

*Assurance parmi les travailleurs des manufactures.*

L'assurance contre les accidents ou la maladie parmi les travailleurs des manufactures (en cette qualité) n'existe que faiblement. Lorsqu'une personne tombe sérieusement malade soit par suite d'accidents soit par toute autre cause, il se fait quelquefois une souscription en sa faveur parmi les autres travailleurs, le maître inscrivant son nom en tête de la liste. Dans certains cas, alors que l'accident avait eu lieu dans les moulins, les propriétaires ont eu la générosité de payer tous les frais médicaux et de leur continuer aussi leurs gages. Cette générosité aurait pu souvent s'exercer d'une manière plus avantageuse en protégeant les machines ou en faisant observer la discipline avant ces accidents.

*Etat de santé.*

L'état de santé des ouvriers, autant que nous avons pu nous en assurer, est bon, et il n'y a pas eu d'épidémies ou de maladies contagieuses parmi eux. Nos renseignements à ce propos sont très imparfaits car on ne tient pas note des maladies dans les manufactures.

*Certaines occupations sont préjudiciables à la santé. Précautions à prendre.*

Nous nous sommes informés de l'effet que produisaient sur la santé des ouvriers des occupations comme celles-ci; le polissage à sec du bois sur des meules, ou des roues d'émeri et du papier sablé, à la machine. On nous a répondu d'une manière contradictoire, cependant le teneur générale de ces réponses était qu'il fallait prendre toutes les précautions pour enlever la poussière à mesure qu'elle se produisait et l'attirer en plein air au moyen de soufflets et de ventilateurs. Quelques maîtres ont déjà adopté ce système.

*Ventilation.*

On a fort peu étudié la question de ventilation, en conséquence il n'existe aucun autre moyen que celui des portes et des fenêtres, et naturellement ces derniers sont toujours fermés quand il fait froid. Comme cette question, qui est cependant d'une importance vitale pour tous, est traitée avec indifférence par les autorités des églises, des salles, et des écoles publiques, il n'est donc pas surprenant que les fabricants ne prennent l'initiative dans une question qui intéresse tant de personnes également responsables, ou qu'elles soient obligées d'encourir des dépenses que l'Etat même ne fait pas pour les habitants, dans des circonstances semblables.

*Encombrement des fabriques.*

Nous avons aussi étudié le sujet de l'encombrement qui existe sans aucun doute dans certaines fabriques au préjudice de la santé et du confort des employés. L'opinion concernant le nombre de pieds cubes d'air dont a besoin chaque occupant d'une chambre est plutôt fondée sur le bon sens que sur une base scientifique. Cependant, la règle qu'observent en apparence les maîtres n'est pas de savoir combien de travailleurs peuvent occuper une chambre ou un bâtiment, mais combien on peut y en faire entrer. On a aussi l'habitude d'entasser dans un certain espace un trop grand nombre de machines, et cela non seulement dans les anciens et trop étroits bâtiments, mais aussi dans les constructions plus récentes, ce qui incommode et expose à plus d'accidents la personne qui en a charge.

*Fabriques où règne l'humidité.*

En répondant à la question, les fabriques sont-elles humides? il y a la distinction suivante à considérer:

1. Le sont-elles à raison de leur construction et de l'endroit où elles sont situées?
2. Ou bien à raison de l'industrie exploitée?

*Fabriques exploitées dans le sous-sol.*

Nous avons remarqué dans quelques établissements qu'on utilise comme ateliers les chambres du bâtiment qui sont situées sous la terre. Les murs y étaient toujours humides et on laissait même de l'eau séjourner sous les planches, toutefois c'était l'exception. Quant à la deuxième partie de la question il y a de l'humidité dans les chambres où se font les différentes opérations du blanchiment, de teinturerie et de blanchissage, mais nous devons dire que les enfants ne travaillent pas à ces ouvrages, et l'on perfectionne constamment les moyens d'enlever la vapeur. Les machines et les appareils des buanderies principalement sont fort supérieurs, comparativement à ce qu'ils étaient il y a quelques années.

*Insuffisance des latrines.*

Une question dont les autorités devraient s'occuper immédiatement c'est celle de la disposition insuffisante et peu satisfaisante des lieux où l'on va satisfaire aux exigences et aux besoins ordinaires de la nature humaine. Qu'il y ait insuffisance sous ce rapport, règle générale, dans les fabriques et les ateliers où travaillent plus de 25 personnes c'est un fait admis. Les maux qui résultent de cette incommodité ne sont pas seulement superficiels et temporaires mais il est à craindre qu'ils soient graves et permanents de leur nature. Nous éprouvons beaucoup de répugnance à informer le gouvernement que nous avons observé deux ou trois fois dans des établisse-

ments où travaillent des filles et des femmes qu'il y avait absence totale de latrines. Ceci est rare, nous le croyons, quoique cependant l'insuffisance qui existe ailleurs donne à peu-près le même résultat. Dans plusieurs cas les commodités dont on est pourvu laissent beaucoup à désirer.

*Les latrines sont trop publiques.*

1. A raison de leur situation elles ne sont pas assez protégées pour que le public n'y ait accès.

2. Lorsqu'elles sont placées dans l'intérieur du bâtiment elles sont trop souvent accessibles aux ouvriers des deux sexes ; dans quelques endroits il n'y avait qu'une seule fosse pour quinze à cinquante personnes, et elle était placée dans le soubassement, où il y avait peu de lumière et défaut absolu de ventilation. Dans un endroit on s'y rendait au moyens d'une échelle ordinaire fixée à la cage de l'ascenseur.

*La séparation n'est pas suffisante.*

3. Dans les endroits où on a séparé les latrines, elles sont trop proches les unes des autres et les divisions, dans quelques cas, sont faites de planches de un pouce et d'une hauteur de six pieds. Nous n'avons pas besoin d'appuyer sur les résultats pernicieux que cela peut avoir.

*Mauvaise ventilation.*

En entrant dans un moulin ou une fabrique, nous avons très souvent remarqué l'imperfection du système de ventilation et de drainage des latrines, car dans plusieurs occasions le seul moyen de ventilation consistait dans une porte s'ouvrant directement dans la manufacture. On ne saurait trop condamner ce défaut dans la disposition sanitaire de quelques fabriques, ce qui indique de la part du maître une indifférence obstinée pour tout ce qui a rapport aux intérêts physiques et moraux de ses employés.

*Etablissements de salaison de viandes.*

Les établissements qui s'occupent de la salaison de la viande, de conserves de viandes, de conserves de fruits et légumes, les boulangeries et les boutiques de confiseurs laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la propreté. Nous avons observé des cas de malpropreté extrême, et il serait absolument nécessaire de surveiller activement et soigneusement, et d'inspecter souvent quelques-uns de ces endroits.

*Raison de l'enquête.*

Nous comprenons que la principale raison qui a donné lieu à cette enquête c'est qu'on a employé tant de jeunes enfants dans les moulins et les fabriques que le gouvernement a cru devoir nommer une commission pour s'enquérir de cette question, et cette enquête, nous le croyons, a eu l'approbation de tout le monde. Ce rapport traite également d'autres sujets d'une grande importance, et qui méritent la plus sérieuse attention du gouvernement.

*Fabriques exploitées convenablement.*

Les commissaires sont heureux de pouvoir informer le gouvernement que plusieurs de nos moulins et fabriques les plus importants dans chacune des provinces que nous avons visitées, sont exploités d'après des principes semblables à ceux du projet de loi concernant les fabriques, et les résultats en sont tout à fait avantageux. Nous avons constamment remarqué que dans ces dernières fabriques les ouvriers étaient d'une classe supérieure. Un incident est venu nous prouver ce fait. Une personne d'une réputation douteuse avait réussi à se faire admettre dans un de ces établissements, mais les filles, disons-le à leur louange, envoyèrent aussitôt une requête unanime au gérant demandant de la renvoyer ; ce qui eut lieu.

*Bons résultats.*

Les fabriques qui sont exploitées d'après ces principes sont disposées conve-

nablement et offrent aux ouvriers toutes les commodités désirables. La discipline y est efficace, le bon ordre se maintient et on s'applique à l'ouvrage, ce qui satisfait le patron et donne aux travailleurs l'ambition de se distinguer. Il est certainement regrettable que cela n'ait pas lieu dans toutes nos fabriques au lieu de l'être dans quelques-unes seulement.

*Conclusion.*

En terminant ce rapport les commissaires désirent ajouter que s'ils n'ont pas eu l'occasion de voir par eux-mêmes quelle est la condition des employés dans les fabriques d'Angleterre et du Massachusetts, lesquelles sont soumises à des lois spéciales, des personnes qui avaient acquis une expérience pratique dans chacun de ces pays leur ont assuré que ces lois étaient d'une application facile et satisfaisante et aussi avantageuses aux maîtres qu'aux serviteurs.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

WILLIAM LUKES,  
A. H. BLACKBEY.

STATISTIQUE RELATIVE AUX FABRIQUES QUI ONT ÉTÉ VISITÉES.

*Nombre et genre de fabriques qui ont été visitées.*

Nombre total des fabriques qui ont été visitées, quatre cent soixante-cinq, qui se divisent comme suit :

Fabrique de tarières.....	1	Lithographie.....	1
Fabriques de biscuits.....	5	Fabriques de formes à chaussure.....	2
Fabriques de chaussures.....	33	Usines de locomotives.....	2
Fabriques de brosses.....	6	Fabriques d'articles de lampes.....	1
Fabriques de boutons.....	5	Fabriques de matelas.....	1
Ateliers de reliure.....	6	Marbrerie.....	1
Fabriques de couvertures.....	5	Fabriques d'allumettes.....	3
Fabrique de billards.....	1	Fabriques de machines à tarauder....	1
Fabriques de boulons et écrous.....	3	Fabriques d'appareils à moulin.....	3
Fabriques de fil métallique barbelé..	2	Fabriques de clous.....	5
Brasseries.....	2	Fabriques d'orgues.....	7
Fabriques de chaudières.....	1	Fabriques de boîtes en papier.....	9
Fabriques de cloches.....	1	Fabrique de papier et de pâte à papier.	7
Fabriques de cages d'oiseau.....	2	Fabrique de médecines brevetées.....	1
Fabriques de cirage.....	1	Atelier de peintures.....	1
Boutiques de confiseurs.....	13	Ateliers d'encadrement.....	6
Confections.....	10	Fabriques de pianos.....	5
Filature de coton.....	13	Fabrique de collets en papier.....	1
Fabriques de cigares.....	24	Fabrique de sacs en papier.....	3
Fabriques de boîtes à cigares.....	2	Fabriques de plaqués.....	4
Fabriques de bonnets.....	3	Poteries.....	3
Fabriques de wagons.....	3	Moulins à planer.....	4
Articles (en fer) de voitures.....	1	Fabriques de scies à moissonneuses...	1
Produits chimiques.....	2	Fabrique de rivets.....	2
Fabriques de boîtes à fromages.....	1	Fabriques de caoutchouc.....	1
Fabriques de voitures d'enfants.....	1	Corderies.....	3
Fabriques de corsets.....	2	Laminaires.....	4
Fabriques de pipes de terre.....	1	Raffineries de sucre.....	4
Établissements de conserves.....	4	Fabrique de vitrines.....	1
Fabriques d'horloges.....	1	Fabrique de douves.....	1
Fabriques de voitures.....	1	Sècherie de sel.....	1
Articles en bois pour voitures.....	4	Fabriques de soie.....	3
Fabriques de cercueils.....	1	Fabriques de pelles.....	2
Fabriques de boutons de liége.....	2	Fabriques de bobines.....	2

Fabriques de tapis.....	1	Fabriques de serrures.....	1
Distilleries.....	2	Buanderie.....	1
Teinturerie.....	1	Savonneries.....	2
Fabriques d'enveloppes.....	2	Fabriques de patins.....	2
Fabriques de roues d'émeri.....	1	Fabriques d'échelles.....	2
Fabriques d'instruments tranchants.....	4	Fabriques d'ouvrages en paille.....	3
Fonderie d'électro-typie.....	1	Fabriques de scies.....	4
Fonderies.....	34	Fabriques de chemises.....	5
Fabriques de meubles.....	22	Fabrique de coffres-forts.....	2
Fabriques de limes.....	2	Fabriques de machines à coudre.....	6
Fabriques de fourrures.....	3	Fabriques de tabac.....	11
Filatures de lin.....	2	Fonderie de caractères d'imprimerie.....	1
Fabriques de gants.....	2	Tanneries.....	2
Verreries.....	4	Fabriques de cures et de seaux.....	1
Fabriques de peignes de corne.....	1	Atelier de ferblanterie pressée.....	1
Fabriques de chevaux d'enfants.....	1	Fabriques de coffres.....	2
Fabriques d'atteltes de collier.....	1	Fabrique de vernis.....	1
Fabriques de marteaux.....	1	Fabrique de vinaigre.....	1
Fabriques de chapeaux.....	4	Fabriques de tissus de laine.....	39
Usines de ponts de fer.....	2	Fabriques d'articles en fils métallique.....	1
Tricoteurs.....	20	Fabriques de vis en bois.....	1
Fabriques d'aiguilles à tricoter.....	1	Fabrique de fouets.....	1
Fabriques de Kaoka.....	1	Fabrique de tapisseries.....	1
Fabriques de machine à tricoter.....	1	Fabrique de stores.....	1

## CLASSIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

*Nombre de travailleurs.*

Le nombre total des employés de toutes ces fabriques est de 43,511 qui se classent comme suit:

*Classification.*

Enfants au-dessous de dix ans, garçons.....	104
"                    "                    filles.....	64
Enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	1,263
"                    "                    filles.....	823
Adultes, hommes.....	26,308
"                    femmes.....	12,735
Femmes mariées.....	324
Non classifiés.....	1,885

REMARQUE.—Cinquante-deux seulement des femmes mariées travaillent réellement dans les fabriques, les autres font leur travail à la maison. Les diverses occupations de ces employés sont les suivantes :

*Fabriques de chaussures.*

Fabriques de chaussures; nombre visité, 33.	
Employant adultes, hommes.....	3,682
"                    "                    femmes.....	1,598
"                    femmes mariées.....	7
"                    enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	123
"                    "                    "                    filles.....	21
"                    "                    au-dessous de 10 ans.....	9
Non classifiés.....	250
Total.....	5,690

*Boutiques de confiseur et fabriques de biscuits.*

Boutiques de confiseur et de biscuits ; nombre visité, 18.	
Employant adultes, hommes.....	694
“ “ femmes.....	263
“ femmes mariées.....	5
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	27
Total.....	989

*Filatures de coton.*

Filatures de coton ; nombre visité, 13.	
Employant adultes, hommes.....	1,179
“ “ femmes.....	2,356
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	193
“ “ filles.....	204
“ “ au-dessous de 10 ans, filles.....	40
“ “ “ “ garçons.....	49
Total.....	4,021

*Confections d'habillements.*

Confections d'habillements y compris celles de chapeaux, de bonnets, de chemises et de gants ; nombre visité, 33.	
Employant adultes, hommes.....	362
“ “ femmes.....	2,304
“ femmes mariées.....	252
“ enfants de 10 à 14 ans, filles.....	23
Non classifiés.....	1,635
Total.....	4,579

*Fonderies.*

Fonderies, d'instruments aratoires, de poêles et en général ; nombre visité, 36.	
Employant adultes, hommes.....	3,697
“ “ femmes.....	22
“ enfants de 10 à 15 ans, garçons.....	31
Total.....	3,740

*Fabriques de meubles.*

Fabriques de meubles ; nombre visité, 22.	
Employant adultes, hommes.....	1,767
“ “ femmes.....	5
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	22
Total.....	1,794

*Verreries et poteries.*

Verreries et poteries ; nombre visité, 7.	
Employant adultes, hommes.....	1,017
“ “ femmes.....	120
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	103
“ “ “ filles.....	1
Total.....	1,241

*Tricoteurs.*

Fabriques de tricots ; nombre visité, 20.	
Employant adultes, hommes.....	466
"      "      femmes.....	742
"      femmes mariées.....	9
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	35
"      "      "      filles.....	28
<b>Total.....</b>	<b>1,280</b>

*Fabriques de pianos et d'orgues.*

Fabriques de pianos et d'orgues ; nombre visité, 12.	
Employant adultes, hommes.....	590
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	2
<b>Total.....</b>	<b>592</b>

*Fabriques de papier.*

Fabriques de papier et de pâte à papier ; nombre visité, 7.	
Employant adultes, hommes.....	247
"      "      femmes.....	81
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	11
<b>Total.....</b>	<b>339</b>

*Corderie, filature de lin et fabriques de brosses.*

Corderie, filature de lin et fabriques de brosses ; nombre visité, 11.	
Employant adultes, hommes.....	440
"      "      femmes.....	163
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	22
"      "      "      filles.....	6

*Raffineries de sucres.*

Raffineries de sucres ; nombre visité, 4.	
Employant adultes, hommes.....	Total, 885

*Fabriques de tabac et de cigares.*

Fabriques de tabac et de cigares ; nombre visité, 35.	
Employant adultes, hommes.....	1,652
"      "      femmes.....	1,270
"      femmes mariées.....	14
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	147
"      "      "      filles.....	59
"      "      au-dessous de 10 ans, filles.....	9
"      "      "      garçons.....	14
<b>Total.....</b>	<b>3,205</b>

*Tissus de laine.*

Fabriques de lainages ; nombre visité, 44.	
Employant, adultes, hommes.....	1,177
"      "      femmes.....	1,432
"      femmes mariées.....	16
"      enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	94
"      "      "      filles.....	52
<b>Total.....</b>	<b>2,771</b>



*Fabriques de papier.*

Fabriques de papier, y compris celles de boîtes, de sacs, d'enveloppes et de papiers à tentures, etc. ; nombre visité, 22.

Employant, adultes, hommes.....	405
“ “ femmes.....	775
“ femmes mariées.....	2
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	10
“ “ “ “ filles.....	32
Total.....	1,224

*Fabriques d'articles de fer.*

Fabriques d'articles de fer de différents genres, y compris celles de scies, de clous d'instruments tranchants, de ponts, etc. ; nombre visité, 55.

Employant, adultes, hommes.....	4,150
“ “ femmes.....	165
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	204
“ “ “ “ filles.....	18
“ “ au-dessous de 10 ans, garçons.....	4
Total.....	4,541

*Fabriques d'articles de bois.*

Fabriques d'articles de bois, y compris celles de wagons, de bobines, de cadres d'images, d'allumettes, ; nombre visité, 41.

Employant, adultes, hommes.....	2,424
“ “ femmes.....	168
“ enfants de 18 à 14 ans, garçons.....	118
“ “ au-dessous de 10 ans, filles.....	18
“ “ “ “ garçons.....	10
Total .....	2,992

*Divers.*

Fabriques y compris celles de soie, de boutons, de plaqué, de coffres, de produits chimiques, établissements de conserves, etc. ; nombre visité, 52.

Employant, adultes hommes.....	1,474
“ “ femmes.....	1,281
“ femmes mariées.....	16
“ enfants de 10 à 14 ans, garçons.....	121
“ “ “ “ filles.....	85
“ “ au-dessous de 10 ans, filles.....	2
“ “ “ “ garçons.....	18
Total .....	2,997

*Puissance motrice.*

La puissance motrice de toutes les fabriques qui ont été visitées est :—

Par la vapeur de .....	15,807 chevaux.
“ l'eau de.....	7,699 “
Total .....	23,506 “

TABLEAU DES HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE DANS LES DIFFÉRENTES FABRIQUES.

Travaillant jour et nuit .....	11	Travail	59½	heures par semaine...	11
“ 75 heures par semaine....	1	“	59	“ “ .....	112
“ 72 “ “ .....	1	“	58½	“ “ .....	12
“ 66 “ “ .....	1	“	58	“ “ .....	28
“ 65¾ “ “ .....	1	“	57½	“ “ .....	4
“ 65¼ “ “ .....	1	“	57	“ “ .....	19
“ 65 “ “ .....	1	“	56	“ “ .....	11
“ 64½ “ “ .....	3	“	55½	“ “ .....	1
“ 64¼ “ “ .....	2	“	55	“ “ .....	14
“ 64 “ “ .....	4	“	54	“ “ .....	11
“ 63¾ “ “ .....	1	“	53	“ “ .....	9
“ 63½ “ “ .....	2	“	52½	“ “ .....	3
“ 63 “ “ .....	9	“	52	“ “ .....	7
“ 62½ “ “ .....	6	“	50	“ “ .....	2
“ 61½ “ “ .....	2	“	48	“ “ .....	1
“ 60¾ “ “ .....	2	Pas de renseignements.....			5
“ 60 “ “ .....	167				

TABLEAU INDIQUANT L'HEURE OU SE TERMINE LE TRAVAIL LE SAMEDI DANS LES DIFFÉRENTES FABRIQUES.

Minuit.....	9	3.15 p.m.....	1
11.00 p.m.....	2	3.00 “ .....	43
7.00 “ .....	1	2.30 “ .....	3
6.00 “ .....	130	2.00 “ .....	11
5.45 “ .....	2	1.30 “ .....	1
5.30 “ .....	13	1.00 “ .....	20
5.00 “ .....	126	12.45 “ .....	2
4.30 “ .....	19	12.30 “ .....	2
4.15 “ .....	1	12.15 “ .....	1
4.00 “ .....	42	12.00 midi.....	14
3.45 “ .....	1	Pas de renseignements.....	5
3.30 “ .....	16		

*Temps accordé pour les repas.*

Nombre de fabriques où il est accordé 1 heure pour le repas du midi.	402
“ où il est accordé 50 minutes.....	5
“ “ 45 “ .....	24
“ “ 30 “ .....	29
Pas de renseignements.....	5

*Où sont pris les repas.*

Nombre de fabriques où quelques repas sont pris dans le bâtiment..	388
“ “ presque tous les repas .....	29
“ “ tous les repas.....	28
“ “ aucun repas n'est pris.....	15
Pas de renseignements.....	5

*Moyens d'échapper en cas de feu.*

Fabriques où il y a un escalier seulement.....	297
“ “ deux escaliers.....	58
“ “ trois escaliers ou plus.....	12
“ “ des appareils de sauvetage.....	18
“ à un seul étage.....	80

REMARQUE. — Sept fabriques seulement ont des escaliers ou échelles en fer comme moyens de sauvetage, mais d'autres ont à l'extérieur du bâtiment des tours qui offrent les mêmes avantages, c'est ce qui porte le nombre de ces fabriques à dix-huit.

*Appareils pour éteindre le feu.*

Fabriques qui n'en ont pas .....	324
“            “            ont des appareils assez bons .....	118
“            “            “            “            excellents .....	23

REMARQUE.—Les manufactures qui ont des appareils assez bons sont celles où l'on possède dans quelques endroits du bâtiment des *Babcocks*, des tuyaux à l'eau et des boyaux. Et par fabriques qui ont des appareils excellents celles où il y a dans toutes les chambres des tuyaux à vapeur ou à l'eau, des arrosoirs automatiques, etc.

*Etat des machines dangereuses dans les différentes fabriques qui ont été visitées.*

Fabriques dans lesquelles les machines étaient bien protégées...	3
“            “            “            passablement protégées	169
“            “            elles ne l'étaient pas du tout.....	197
“            “            il n'y avait pas de machines.....	96

*Travail du dimanche.*

Dix-neuf personnes travaillaient le dimanche dans les fabriques que nous avons visitées. Elles étaient employées comme suit : Raffinerie d'huile : un mécanicien et un chauffeur ; dans une fabrique de caoutchouc, six hommes ont dû travailler pendant une courte période afin de vider le séchoir ; dans un laminoir on employait habituellement trois hommes à faire les réparations ; dans les verreries il faut huit hommes pour empêcher les feux de s'éteindre.

*Fabriques encombrées.*

Nombre de manufactures qui étaient encombrées parmi celles que nous avons visitées.....	21
---	----

*Fabriques humides.*

Nombre de fabriques dans lesquelles certaines parties étaient humides.....	7
--	---

*Travail à la pièce et à la journée.*

Le nombre total des travailleurs de toutes les fabriques était de	43,511.
Sur ce nombre travaillaient à la pièce.....	19,131
A la journée ou à la semaine.....	19,635
Nombre non classifié.....	4,745

## ANNEXE No 1.

*Association des fabricants.*

A une assemblée de l'association des fabricants de la province de l'Ontario tenue au Rossin House, Toronto, mardi le 12 janvier 1882, on s'est occupé de la question d'un acte concernant les fabriques ; cependant, comme la question du travail par les enfants n'intéressait qu'un petit nombre des membres présents, il fut résolu qu'on n'exprimerait aucune opinion à ce sujet. Les membres présents ont approuvé les articles relatifs à la protection des machines, à l'obligation de se procurer des moyens de sauvage en cas de feu, etc.

## ANNEXE No 2.

*Mesures qu'à suggérées le comité législatif du conseil de l'union des ouvriers.*

1. Surveillance de la construction et de l'état sanitaire des ateliers et des fabriques.

2. Les heures de travail des femmes et des enfants, seront de neuf par jour, et ne devront jamais dépasser ce nombre.
3. Défense rigoureuse d'employer dans les fabriques des enfants âgés de moins de douze ans.
4. Obligation de se procurer les appareils convenables en cas de feu et de faire rendre un compte sévère aux maîtres coupables de négligence.
5. Protéger convenablement les poulies, engrenage, arbre, etc.
6. Inspection convenable et périodique des machines et des chaudières, et obligation pour les mécaniciens de fournir des certificats de compétence.
7. Nomination d'un inspecteur capable qui verra à la mise en vigueur des dispositions de l'acte. Cet inspecteur devra faire des rapports trimestriels qui seront publiés pour l'information du public.

ANNEXE No 3.

*Discussion qui a eu lieu entre les commissaires et le conseil de l'Union des ouvriers au sujet d'un acte concernant les fabriques.*

Suit un état des questions qui ont été posées et des réponses qu'on a faites.

1. Quelles sont les branches de métiers que ce conseil représente ?

En réponse on a mentionné les métiers suivants:—Maçons en briques, union des typographes, tailleurs de pierres, menuisiers, cordonniers, fabricants de cigares, mate-lots, boulangers, tailleurs, plâtriers, mouleurs, journaliers, etc.

2. Est-il arrivé à votre connaissance des accidents corporels graves et mortels, parce que le mécanisme, les machines, la courroie, les poulies ou l'arbre de couche n'étaient pas protégés ?

On a répondu que plusieurs accidents de ce genre étaient arrivés. Pendant les derniers mois un homme qui essayait à placer la courroie sur une poulie, sans ralentir la machine, s'est fait prendre et broyer sur des boiseries contiguës. On a rapporté de nombreux cas où des personnes s'étaient cassées les bras principalement en plaçant les courroies lorsque la machine fonctionnait.

3. Y a-t-il dans les fabriques, règle générale, quelque moyen de communiquer avec le mécanicien ? On a répondu qu'il n'y en avait pas la plupart du temps.

4. Savez-vous si la garde des machines a été confiée à des enfants ou à des personnes incompetentes ? Les nombreuses réponses à cette question indiquent que dans beaucoup de fabriques on a chargé de ces fonctions de simples enfants et des journaliers ordinaires, et cela dans le but de limiter la dépense. Après une courte période ces personnes sont appelés mécaniciens. Il y a tous les jours dans les journaux des annonces demandant des enfants pour veiller aux machines.

5. Les chaudières sont-elles inspectées périodiquement par des inspecteurs compétents ou par des agents des compagnies d'assurance de chaudières ? On a répondu que des inspections avaient lieu mais seulement dans un nombre de cas restreint.

6. Est-il à votre connaissance que des employés aient souffert par suite du défaut de ventilation ou de la poussière provenant de la pierre, du fer et autres causes ?

Il fut répondu que des hommes et des femmes avaient considérablement abrégé leurs vies en respirant la poussière ou un air empoisonné. En parlant des boulangers on a cité l'exemple d'un enfant qui travaillait dans une certaine manufacture de Toronto, lequel était non-seulement obligé de porter une éponge sur sa bouche mais encore d'aller la laver presque à toutes les minutes.

7. Savez-vous si des fabriques n'ont pas été pourvues de commodités convenables ?

En réponse à cette question on a révélé des choses dégoûtantes et qui discréditent fortement certains fabricants. Plusieurs ont témoigné que les commodités étaient extrêmement mal situées et construites d'une manière tout à fait inconsidérée.

8. Les autorités municipales ne s'occupent-elles pas de ces matières ?

Il fut répondu que la ville avait bien pris certaines mesures à ce propos, mais

que les officiers chargés d'y voir s'acquittaient de leurs fonctions avec la plus grande négligence. Que les mauvaises odeurs et les ordures abondaient.

9. Parmi les femmes mariées qui travaillent dans les manufactures en connaissez-vous qui soient obligées de s'occuper de leur ménage à leur retour à la maison ?

On connaissait quelques exemples de ce genre. Dans un cas le mari dépensait en boisson tout l'argent que sa femme rapportait à la maison le samedi soir.

10. Savez-vous si l'on emploie dans les fabriques des enfants d'un âge tendre ?

On a cité de nombreux exemples de garçons et de filles de huit, neuf et dix ans qui étaient ainsi employés.

11. Les fabriques sont-elles pourvues d'appareils de sauvetage, règle générale, ou bien celles qui en possèdent font-elles exception. Est-il arrivé des accidents à défaut de ces appareils de sauvetage ?

C'était très-rare, dit-on, qu'on eût des appareils de sauvetage. A Toronto on ne connaissait qu'une seule fabrique qui en étaient pourvue. Il fut rapporté des accidents causés par le manque d'appareils de sauvetage.

12. Dans vos métiers préfère-t-on le travail à l'heure ou à la tâche.

On n'a pas répondu d'une manière déterminée. Il serait assez difficile d'adopter le système du travail à la tâche dans certains métiers.

13. Peut-on accomplir la même quantité d'ouvrage et aussi bien pendant neuf heures que pendant dix ou onze heures ?

C'était l'opinion des personnes qui composaient l'assemblée.

14. Approuvez-vous le système de ne travailler que la moitié du temps le samedi ?

Ils ont été unanimes à répondre oui.

15. Comment est employé le demi-congé du samedi. Quel avantage offre-t-il ?

Les réponses qui ont été faites à cette question comportaient que le demi-congé contribuait grandement au bonheur domestique de même qu'à augmenter le respect de soi-même. Il avait aussi une grande influence pour diminuer l'intempérance.

En effet lorsque le travailleur s'était lavé, vêtu et promené dans l'après-midi avec sa femme et sa famille, il n'était pas probable qu'il irait ensuite s'enivrer.

16. Combien de temps devrait-on accorder pour le repas, particulièrement pour le repas du midi ?

La réponse a fait connaître que certaines manufactures n'accordaient qu'une demi-heure pour le repas du midi, afin d'épargner au propriétaire la dépense de gaz pendant une demi-heure. On a fortement exprimé l'opinion que les travailleurs des manufactures devraient avoir une heure entière le midi.

17. Devrait-il être défendu de prendre les repas dans les manufactures ?

La réponse a été que cela devrait être défendu dans certains métiers, mais que dans d'autres il serait préférable de n'en rien faire, à moins que les fabricants ne fussent obligés d'avoir des salles à manger communiquant à leurs fabriques.

18. Quel temps devrait-il y avoir entre le repas, ou avant qu'il soit utile de se reposer ? La réponse portait que sept heures étaient un espace trop long, mais un espace de cinq heures paraissait être approuvé.

## RÉPONSE

(43)

A UN ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 7 février 1881 :-  
demandant un état du nombre de personnes qui ont déposé à la caisse  
d'épargne du gouvernement, pendant la dernière année financière, des  
sommes au-dessous de dix piastres.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
15 février 1882.

*Secrétaire d'Etat*

ETAT du nombre de personnes qui ont déposé à la caisse d'épargne du gouvernement,  
pendant la dernière année financière, des sommes au-dessous de dix piastres,  
fourni conformément à l'ordre de la Chambre des communes du 7 février 1881.

Le nombre des dépôts qui ont été faits à la caisse d'épargne du gouvernement  
pendant l'exercice terminé le 30 juin 1881, a été de 43,941, et sur ce nombre 7,061  
étaient des sommes de \$10 et moins, et ils ont été faits par 3,860 personnes.

Nombre de déposants.	Nombre de fois que chacun a déposé.	
2,458 .....	Une	fois.
719 .....	Deux	"
296 .....	Trois	"
147 .....	Quatre	"
83 .....	Cinq	"
52 .....	Six	"
37 .....	Sept	"
19 .....	Huit	"
19 .....	Neuf	"
5 .....	Dix	"
8 .....	Onze	"
6 .....	Douze	"
2 .....	Treize	"
2 .....	Quatorze	"
1 .....	Quinze	"
1 .....	Seize	"
5 .....	Dix-sept fois et plus.	
<hr/> 3,860		

J. M. COURTNEY,

*Sous-ministre des finances.*

MINISTÈRE DES FINANCES, DIVISION DE LA CAISSE D'ÉPARGNE, 8 février 1882.

DÉPARTEMENT DES POSTES, CANADA,  
OTTAWA, 14 février 1882.

MONSIEUR,—Je suis chargé par le ministre des postes de vous transmettre sous ce pli l'état du nombre de personnes qui ont déposé à la caisse d'épargne des postes, pendant la dernière année financière, des sommes au-dessous de \$10, demandé par la Chambre des communes à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

WM. WHITE, *secrétaire.*

E. J. LANGEVIN, sous-secrétaire d'Etat,

Le nombre des dépôts qui ont été faits à la caisse d'épargne des postes pendant l'exercice terminé le 30 juin 1881, a été de 71,747, et sur ce nombre 21,698 étaient de sommes de \$10 et moins, et ils ont été faits par 9,733 personnes.

Le nombre des personnes qui ont déposé de petites sommes de \$10 et moins, et la quantité de leurs dépôts étaient comme suit :—

Nombre des Déposants.	Nombre de fois que chacun a déposé.
5,207 .....	Une fois.
2,065 .....	Deux "
980 .....	Trois "
519 .....	Quatre "
322 .....	Cinq "
201 .....	Six "
138 .....	Sept "
75 .....	Huit "
53 .....	Neuf "
40 .....	Dix "
26 .....	Onze "
26 .....	Douze "
23 .....	Treize "
11 .....	Quatorze "
5 .....	Quinze "
6 .....	Seize "
36 .....	Dix-sept fois et plus.
<hr/> 9,733	

## RÉPONSE

(43a)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES en date du 13 février 1882 :—  
demandant un état faisant connaître le coût des caisses d'épargne du département des finances et de celui des postes, respectivement. Aussi, ce que coûte en totalité le maintien des diverses caisses d'épargne (sous le contrôle du gouvernement) dans tout le Canada, y compris les commissions ou allocations de tous genres.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*Secrétariat d'Etat,  
24 février 1882.

ETAT de ce que coûte le maintien de la caisse d'épargne des postes, Canada, préparé en conformité de l'ordre de la Chambre des communes du 13 février 1882.

(Les renseignements de cet état couvrent les exercices terminés le 30 juin 1879, 1880 et 1881, respectivement.)

Période.	Coût du maintien de la caisse d'épargne des postes.				Montant total au crédit de tous les comptes ouverts, y compris l'intérêt ajouté à la fin de la période.	Moyenne du montant au crédit de chaque déposant à la fin de la période.
	Total des frais d'administration, y compris les appoints, et indemnités payés aux dir. de poste, les frais d'imp., papeterie, inspection, etc.	Moyenne du coût de chaque transaction, c'est-à-dire de chaque dépôt ou retrait.	Percentage des frais de gestion quant à la balance due aux déposants.	Intérêt accordé aux déposants.		
	\$ cts.	¢ cts.	¢ cts.	\$ cts.	cts.	¢ cts.
1879 .....	16,100 03	0 24 $\frac{1}{8}$	0 51	110,912 56	3,105,190 80	113 14
1880 .....	19,134 14	0 23 $\frac{1}{8}$	0 49	136,075 47	3,945,669 11	125 80
1881 .....	23,223 99	0 23 $\frac{1}{8}$	0 37	184,904 81	6,208,226 77	156 75

W. H. GRIFFIN, *sous-ministre des postes.*

DÉPARTEMENT DES POSTES, OTTAWA, 15 février 1882.



ETAT de ce qu'a coûté le maintien des caisses d'épargnes du gouvernement du Canada pendant les années financières terminées le 30 juin 1879, 1880 et 1881, respectivement, préparé en conformité de l'ordre de la Chambre des communes du 13 février 1882.

Année.	Coût du maintien.				Montant total au crédit de tous les comptes ouverts, y compris l'intérêt ajouté à la fin de l'année financière.	Moyenne du montant au crédit de chaque déposant à la fin de l'année.
	Total des frais d'administration, y compris les appointements, impression, papeterie, inspection, etc.	Moyenne du coût de chaque transaction, c'est-à-dire de chaque dépôt ou retrait.	Percentage des frais de gestion quant à la balance d'te aux déposants.	Intérêt accordé aux déposants.		
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1879 .....	34,453 27	0 49 $\frac{7}{16}$	0 56	242,665 28	6,102,492 40	269 75
1880 .....	29,726 67	0 39 $\frac{4}{16}$	0 41	268,728 08	7,107,287 07	279 06
1881 .....	30,087 05	0 39 $\frac{1}{16}$	0 31	323,873 85	9,628,445 23	337 86

E. et O. E.

J. M. COURTNEY, *sous-ministre des finances.*

DÉPARTEMENT DES FINANCES, DIVISION DE LA CAISSE D'ÉPARGNE, 23 février 1882.

## RAPPORT.

(43b.)

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur-général en conseil le 24 mars 1881, touchant les instructions adressées à des agents pour la gestion des caisses d'épargne du gouvernement du Canada.

Le comité a examiné le rapport de l'honorable ministre des finances en date du 22 mars 1881, comportant que le 1er janvier dernier il a été envoyé aux gérants des caisses d'épargnes en rapport avec ce département certaines instructions *ad interim* pour la meilleure administration de leurs agences; et disant que ces instructions ont produit de bons résultats et qu'il recommande de les mettre entièrement en vigueur.

Le comité est d'avis qu'autorisation soit accordée tel que recommandé.

Attesté,

J. O. COTÉ, *greffier, C. P.*

L'honorable ministre des finances.

### INSTRUCTIONS AUX AGENTS

*Concernant la gestion des caisses d'épargne du gouvernement du Canada.*

A partir du 1er janvier 1881, les agents des caisses d'épargnes du gouvernement du Canada devront observer les instructions suivantes, et remplacer les formules et livres dont ils se servent aujourd'hui par les nouveaux qui leur sont envoyés ci-inclus.

1. Lorsqu'un déposant ouvre un compte, il doit apposer sa signature en duplicata sur les nouvelles formules qui ont été envoyées, et l'original doit être conservé au bureau de l'agence et le duplicata envoyé à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires.

Lorsque le compte d'un déposant est transféré à un nouveau livret, on doit se servir de la même forme et la transmettre ensuite comme il est dit plus haut ; mais quand un livret a été perdu et qu'il doit être remplacé, cette même formule sera employée, le mot "perdu" étant inscrit à la suite de "ancien livret n<sup>o</sup>—"

2. Lorsqu'un déposant ouvre un compte ou fait un dépôt, il doit signer et remplir, en duplicata, un bordereau d'après la formule qui a été envoyée, et l'original doit être conservé dans le bureau de l'agence et le duplicata envoyé à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires.

3. Lorsqu'un déposant retire son argent, il doit être payé par un chèque sur le sous-receveur général, et, dans le cas où ce chèque est acquitté par l'agent il doit être endossé par le déposant en faveur de l'agent, lequel s'en servira comme partie de sa remise à la banque où il fait ses dépôts au crédit du receveur général.

4. Lorsqu'un déposant retire son argent, il doit donner un reçu, en duplicata, sur la formule qui a été envoyée, et l'original doit être conservé dans le bureau de l'agence et le duplicata envoyé à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires.

5. Lorsque le déposant sait écrire, l'agent peut signer comme témoin, mais si la personne ne le sait pas, sa marque doit être faite chaque fois en présence de deux personnes, dont l'une peut être l'agent.

6. Les déposants qui ne peuvent retirer eux-mêmes leur argent doivent signer une demande à cet effet, en duplicata, d'après la formule qui a été envoyée, et l'original doit être collé dans le livre de quittances, à côté de la quittance, et le duplicata envoyé à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires. Il est enjoint aux agents de n'accepter aucune autre sorte de demande, à moins d'y être autorisé par le département, et de ne faire aucun paiement si le livret n'est pas produit.

7. Les déposants qui possèdent, à cette date, des livrets devront les remettre à la prochaine transaction qu'ils feront. Il leur sera alors donné un nouveau livret et ils inscriront leurs signatures dans le nouveau registre en conformité des nouveaux règlements.

8. Lorsqu'il est commis une erreur dans un livret, l'inscription doit être rayée à l'encre rouge et paraphée par le déposant de même que par l'agent, puis une nouvelle inscription doit être faite ; aucun chiffre ne peut être altéré, après avoir été inscrit, si ce n'est de cette manière.

9. Les livrets remis doivent être expédiés régulièrement chaque semaine en même temps que les états, et une liste de ces livrets doit être inscrite sur les lettres d'avis hebdomadaires. Lorsque le livret est perdu par le déposant, ce fait doit être mentionné dans l'état, ainsi que la date de l'autorisation par le département de le remplacer, mais lorsque l'agent aura égaré un livret ou omis de l'envoyer à Ottawa, on le lui demandera, et si alors il n'est pas envoyé, l'agent en sera tenu responsable et l'omission rapportée au ministre des finances.

10. Il est défendu de faire des ratures ou corrections sur les formules employées pour les dépôts ou les retraits, et s'il arrivait qu'une erreur fût commise la formule devra être annulée et envoyée à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires, et on en emploiera une nouvelle.

11. Quand ce sera possible, les agents déposeront chaque jour leurs recettes au crédit du receveur général dans les banques du lieu qui ont des comptes avec le gouvernement, et ils se feront donner des récépissés pour les transmettre à Ottawa en même temps que les états hebdomadaires.

J. M. COURTNEY, *sous-ministre des finances.*

DÉPARTEMENT DES FINANCES,

DIVISION DES CAISSES D'ÉPARGNE,

OTTAWA, 1er janvier 1881.

---

---

## RÉPONSE

(43c)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1881 :—

Etat faisant connaître le montant d'argent expédié par mandats de poste, dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, aux Etats-Unis et dans tout autre pays pendant l'année 1881, et le coût de ces mandats.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
26 février 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(44)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882:—demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et MM. Glyn et Baring au sujet de toute modification dans les conventions intervenues pour le solde de l'intérêt sur la dette publique ou sur une partie quelconque du principal de cette dette, ainsi qu'un état des conventions actuellement en vigueur pour le solde de l'intérêt sur la dette publique.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
20 février 1882.

Secrétaire d'Etat.

EXTRAIT d'une lettre reçue du haut commissaire du Canada en Angleterre, en date du 19 novembre 1881.

MONSIEUR,—

\* \* \* \* \*

J'ai le plaisir de vous transmettre copie d'une lettre reçue de MM. Baring Frères et Cie et de MM. Glyn, Mills, Currie et Cie, mentionnant les conditions auxquelles ils consentent à se charger des opérations financières du Canada, à partir du 1er janvier prochain.

\* \* \* \* \*

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

A. T. GALT, *haut commissaire*.

L'honorable sir LEONARD TILLEY, G.C.M.G., ministre des finances.

LONDRES, 17 novembre 1881.

MONSIEUR,—En conséquence des représentations que vous nous avez faites, en notre qualité d'agents financiers du Canada, au sujet de notre commission relative à l'administration de la dette publique du Canada, nous avons étudié la question avec la plus sérieuse attention.

Cette commission est aujourd'hui comme suit:—

Un pour cent sur le paiement des dividendes et du principal, à l'échéance, sur tous les bons du Canada portant 6 pour cent, sur les bons et effets consolidés portant 5 pour cent, et sur la première émission des bons garantis du chemin de fer Intercolonial portant 4 pour cent;  $\frac{1}{2}$  pour cent sur tous les autres effets fédéraux garantis portant 4 pour cent, et sur les effets et bons ordinaires du Canada, portant 4 pour cent.

Vous nous avez dit qu'on soulèverait des objections au Canada à propos de la commission sur le rachat des bons à l'échéance, ainsi que de celle d'un pour cent sur le paiement des dividendes sur les bons du Canada portant 6 pour cent; sur les bons consolidés portant 5 pour cent, sur l'emprunt garanti de 1868 du chemin de fer Intercolonial, portant 4 pour cent, première émission, vu que cette commission avait été réduite à  $\frac{1}{2}$  pour cent dans le cas d'emprunts plus récents.

Bien que nous croyions avec confiance que ces conditions n'étaient nullement excessives lorsqu'elles ont été fixées, et qu'elles représentaient raisonnablement les

services que nous rendons, et bien que nous considérons avoir un droit légitime et équitable à leur continuation, nous ne sommes cependant pas insensibles à la validité des arguments dont vous vous êtes servis en discutant cette question avec nous, savoir, qu'on s'est efforcé depuis quelques années de réduire ces commissions, et de plus que votre gouvernement les a toujours trouvées difficiles à expliquer lorsqu'il défendait sa politique financière devant le parlement du Canada.

Nous avons toujours désiré conduire les opérations financières à des conditions non-seulement raisonnables en elles-mêmes, mais encore satisfaisantes pour le gouvernement qui nous honore de sa confiance; nous avons donc résolu de proposer à la place des conventions présentes, les modifications qui suivent, devant prendre effet à partir du 1er janvier 1882 et rester en vigueur pendant une période de dix ans, annulables après un an d'avis, savoir:—

1. Une demie d'un pour cent sur tous les paiements d'intérêt, de fonds d'amortissement, etc., devant couvrir tous les frais, mais sur les emprunts sur lesquels la commission est aujourd'hui moins élevée que le taux ci-dessus, il n'y aura aucune augmentation.

2. Un pour cent sur tous les nouveaux emprunts, devant couvrir tous les frais excepté les droits de timbre et les *déboursés réels de courtage*.

3. Aucune commission sur le rachat de la dette lorsqu'elle sera éteinte par le moyen de nouveaux emprunts négociés par l'entremise des agents; s'ils sont négociés autrement, alors la commission actuelle d'un pour cent sera exigible; mais pour les petits emprunts dont l'échéance arrive de temps à autre dans la présente décennie, et qui s'élèvent à environ £2,000,000 sterling, le gouvernement aura le droit de les racheter au moyen d'un seul emprunt de ce montant *d'ici à trois ans*, à sa convenance, tout en pourvoyant dans l'intervalle aux divers petits rachats d'effets courants.

4. Une demie d'un pour cent sur la conversion de l'emprunt consolidé du Canada portant 5 pour cent en d'autres effets, lorsqu'elle se fera au lieu de la commission sur le rachat ou sur de nouveaux emprunts.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur, vos obéissants serviteurs,

BARING FRÈRES ET CIE.,  
GLYN, MILLS, CURRIE ET CIE.

Sir A. T. GALT, G.C.M.G.

Haut commissaire du Canada, 10 Victoria Chambers, S.W.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, le 22 décembre 1881.

Vu le rapport daté du 16 décembre 1881, du ministre des finances, déclarant qu'il a reçu, par l'entremise de sir Alexander T. Galt, G.C.M.G., haut commissaire du Canada en Angleterre, copie d'une lettre de MM. Baring et Cie, et de MM. Glyn, Mills, Currie et Cie, mentionnant les conditions auxquelles ils sont prêts à se charger des opérations financières du Canada en Angleterre:

Le ministre, pour les raisons mentionnées dans son rapport ci-joint, étant d'opinion, après un sérieux examen, que les conditions proposées aujourd'hui sont aussi raisonnables qu'on puisse en obtenir avec sûreté, recommande qu'elles soient acceptées.

Le comité soumet la recommandation qui précède à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, *Greffier C.P.*

L'honorable ministre des finances.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport au conseil qu'il a reçu par l'entremise de sir Alexander T. Galt, G.C.M.G., haut commissaire du Canada en Angleterre, copie d'une lettre de MM. Baring Frères et Cie et de MM. Glyn, Mills, Currie et Cie, mentionnant les conditions auxquelles ils sont prêts à se charger à l'avenir des opérations financières du gouvernement du Canada en Angleterre.

Les commissions exigées à présent par ces banquiers sont les suivantes: Un pour cent sur le paiement des dividendes et du principal, à l'échéance, sur tous les bons du Canada, portant 6 pour cent, sur les bons et effets consolidés portant 5 pour cent, sur la première émission des bons garantis du chemin de fer Intercolonial portant 6 pour cent; une demie d'un sur tous les autres effets fédéraux garantis portant 4 pour cent, et sur les effets et bons ordinaires du Canada, portant 4 pour cent.

Ces banquiers disent qu'ils croient avec confiance que ces conditions n'étaient nullement excessives lorsqu'elles ont été fixées, et qu'elles représentaient humblement les services qu'ils nous rendent, et qu'ils considèrent avoir un droit légitime et équitable à leur continuation; mais vu qu'on s'est efforcé depuis quelques années de réduire ces commissions, et, qu'ils désirent conduire les opérations financières à des conditions non-seulement raisonnables en elles-mêmes, mais encore satisfaisantes pour le gouvernement, ils proposent à la place des conventions présentes, les modifications qui suivent, devant prendre effet à partir du 1er janvier 1882 et rester en vigueur pendant une période de dix ans, annulables après un an d'avis, savoir:

1. Une demie d'un pour cent sur tous les paiements d'intérêt, de fonds d'amortissement, etc., devant couvrir tous les frais; mais sur les emprunts sur lesquels la commission est aujourd'hui moins élevée que le taux ci-dessus, il n'y aura aucune augmentation.

2. Un pour cent sur tous les nouveaux emprunts, devant couvrir tous les frais, excepté les droits de timbre, et les déboursés réels de courtage.

3. Aucune commission sur le rachat de la dette lorsqu'elle sera éteinte par le moyen de nouveaux emprunts négociés par l'entremise des agents; s'ils sont négociés autrement, alors la commission actuelle d'un pour cent sera exigible; mais pour les petits emprunts dont l'échéance arrive de temps à autre dans la présente décade, et qui s'élève à environ £2,000,000 sterling, le gouvernement aura le droit de les racheter au moyen d'un seul emprunt de ce montant d'ici à trois ans, à sa convenance, tout en pourvoyant dans l'intervalle aux divers petits rachats d'effets courants.

4. Une demie d'un pour cent sur la conversion de l'emprunt consolidé du Canada portant 5 pour cent en d'autres effets lorsqu'elle se fera, au lieu de la commission sur le rachat ou sur de nouveaux emprunts.

Le soussigné étant d'opinion, après un sérieux examen, que les conditions proposées aujourd'hui sont aussi raisonnables qu'on puisse en obtenir avec sûreté, recommande au conseil de les examiner favorablement.

Respectueusement soumis,

L. TILLEY, *ministre des finances.*

Ministère des finances, Ottawa, 16 décembre 1881.

---

## RÉPONSE

(45)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 20 février 1882 :—  
Recettes et dépenses imputables au fonds consolidé, du 1er juillet 1881  
au 20 février 1882.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 février 1882.

---

## RÉPONSE

(45a)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 13 février 1882 ;—  
Recettes et dépenses imputables au fonds consolidé, du 1er juillet au  
1er février des années fiscales expirées le 30 juin 1874, 1875, 1876, 1877,  
1878, 1879, 1880, 1881 et 1882, respectivement.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 février 1883.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les  
réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(46)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES en date du 13 février 1882;—  
pour un état faisant connaître le montant d'argent déposé, en date du  
1er février 1882, en Canada ou ailleurs, ainsi que les noms des banques  
où ces dépôts ont été faits, et le montant déposé dans chaque banque  
respectivement; aussi, le montant portant intérêt et le taux d'intérêt,  
s'il en est alloué pour ces dépôts, dans chaque cas.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

SECRETARIAT D'ÉTAT,

21 février 1882.



ETAT faisant connaître le montant d'argent déposé, en date du 1er février 1882, en Canada ou ailleurs, ainsi que les noms des banques où ces dépôts ont été faits, et le montant déposé dans chaque banque respectivement; aussi le montant portant intérêt et le taux d'intérêt, s'il en est, alloué pour ces dépôts, dans chaque cas.

Noms des banques.	Localité.	Disponible.		A intérêt.		Taux de l'intérêt.
		\$	cts.	\$	cts.	\$ cts.
Montréal .....	Ottawa .....	2,544,598	98	3,000,000	00	3½ pour cent.
Amérique Britannique du Nord .....	do .....	14,136	15			
Caisse d'épargnes de la Cité et du District .....	Montréal .....	218,504	41			
Canadienne de Commerce .....	Ottawa .....	78,523	33	500,000	00	4 pour cent.
Consolidée .....	Montréal .....					
Canada .....	Toronto .....	32,149	00			
Townships de l'Est .....	Sherbrooke .....	52,811	96			
Echange .....	Montréal .....	26,428	00			
Fédérale .....	Toronto .....	36,117	85			
Hamilton .....	Hamilton .....	28,689	82			
Hochelaga .....	Montréal .....	33,822	16			
Impériale .....	Toronto .....	65,502	71	50,000	00	3 pour cent.
Jacques-Cartier .....	Montréal .....	28,518	17			
Marchands .....	Ottawa .....	81,097	76	453,066	67	200,000 00 3 p. c. 253,066 67 3½ p. c.
Molson .....	Montréal .....	73,508	94	100,000	00	4 pour cent.
Nationale .....	Ottawa .....	8,208	04	25,000	00	3 pour cent.
Ontario .....	do .....	55,517	96	300,000	00	4 pour cent.
do .....	P. A. Landing .....	26,483	96			
Ottawa .....	Ottawa .....	31,706	60			
Du Peuple .....	Montréal .....	4,186	47			
Québec .....	Ottawa .....	39,621	90	300,000	00	3½ pour cent.
Stadacona .....	Québec .....					
Standard .....	Toronto .....	74,450	87			
Saint-Hyacinthe .....	Saint-Hyacinthe .....	2,037	21			
Saint-Jean .....	Saint-Jean .....	30,015	24	15,000	00	3 pour cent.
Toronto .....	Toronto .....	56,792	48			
Union du Bas-Canada .....	Ottawa .....	1,038	87	100,000	00	3 pour cent.
Ville-Marie .....	Montréal .....	19,893	20	25,000	00	4 pour cent.
Montréal .....	Halifax, N.-E. ....	101,578	37			
Commerciale .....	Windsor, do .....	37,488	34			
Liverpool .....	Liverpool, do .....	54,996	73	30,000	00	4 pour cent.
Marchands .....	Halifax, do .....	184,293	86			
Nouvelle-Ecosse .....	do do .....	218,110	43	100,000	00	3½ pour cent.
Peuple .....	do do .....	18,350	44			
Union .....	do do .....	28,744	40			
Yarmouth .....	Yarmouth do .....	50,767	57			
Montréal .....	Saint-Jean, N.B. ....	120,539	22			
do .....	Moncton, do .....	107,744	49			
Amérique Britannique du Nord .....	Saint-Jean, do .....					
Maritime .....	do do .....	44,600	00			
Nouvelle-Ecosse .....	Woodstock, do .....	28,466	39			
Nouveau-Brunswick .....	Saint-Jean, do .....	193,049	32			
Peuple .....	Frédéricton, do .....	55,163	20			
St.-Stephen .....	St.-Stephen, do .....	32,759	98			
Ile du Prince-Edouard .....	I. du P.-Edouard .....	73,555	01			
Marchands .....	do .....	794	37			
Union .....	do .....	59,197	12			
Colombie-Britannique .....	Victoria, C. B. ....	293,557	68			

ETAT faisant connaître le montant d'argent déposé, etc.—*Suite.*

Noms des banques.	Localité.	Disponible.	A intérêt.	Taux. de l'intérêt.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Report .....				
Montréal .....	Winnipeg, Man ..			
Marchands .....	do ..	250,345 51		
Ontario .....	do ..	802 88		
do .....	Portage la Prairie	9,557 67		
		5,628,645 02	4,998,066 67	
Glyn, Mills, Currie et Cie.....	Londres, Ang ....	*447,047 34		
Baring, Frère et Cie.....	do .....	*422,027 05		
Banque de Montréal .....	do .....	†469,171 21		
Sir John Rose.....	do .....	96,067 38		
Morton, Rose et Cie.....	.....	3,263 46		
Agents de la couronne pour les colonies.....	.....	374 89		
		7,066,596 35	4,998,066 67	

\*Sur cette somme £80,000 sterling ou \$389,333.33 se composent de remises non échues.

† Presque tout ce montant se compose de remises non échues.

J. M. COURTNEY,

TRÉSORERIE, OTTAWA,

21 février 1882.

*Sous-ministre des finances.*

---

---

## RÉPONSE

(46a)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 ;—  
Etat faisant connaître le montant total déposé dans des banques du  
Canada, dans les derniers jours de chaque mois de l'exercice 1880-81.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,

21 février 1882.

---

## RÉPONSE

(47)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 :—  
Rapports de H. F. Perley, écr., et de C. F. Roy, écr., au sujet du chenal  
de la traverse de la rivière Restigouche.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat,*

Secrétariat d'Etat,

25 février 1882.

---

---

# REPONSES

RELATIVES À

## L'ADJUDICATION DES TRAVAUX DE CHEMIN DE FER

ENTRE

EMORY'S-BAR ET PORT-MOODY, C.B.

---

*Imprimées par ordre du Parlement.*

---



OTTAWA :

IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON

1882

## REPONSE

(48)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 20 février 1882, demandant copie des annonces, devis, contrats, de la correspondance et de tous autres documents relatifs à l'adjudication des travaux de chemin de fer entre Emory's-Bar et Port-Moody, C.-B.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Département du secrétaire d'Etat,  
27 février 1882.

Secrétaire d'Etat.

### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

#### D'EMORY'S-BAR À PORT-MOODY.

*Avis aux entrepreneurs. Soumission pour travaux dans la Colombie-Britannique.*

Des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, mercredi, le 1er février prochain,—l'offre devant être pour une somme ronde—pour la construction de cette partie du chemin entre Port-Moody et l'extrémité de la section 60, près d'Emory's-Bar, distance d'environ 85 milles.

Des devis, formules de contrat et de soumissions peuvent être obtenus en s'adressant au bureau du Pacifique canadien, à New-Westminster, et au bureau de l'ingénieur en chef, à Ottawa, après le 1er janvier prochain, où les plans et profils pourront être examinés.

Cet avis est donné dans le but de donner aux entrepreneurs l'occasion de visiter et d'examiner les lieux dans le cours de la saison et avant l'hiver.

M. Marcus Smith, qui a la direction du bureau à New-Westminster, a reçu instruction de donner aux entrepreneurs tous les renseignements qu'il possède.

Nulle soumission ne sera reçue si elle n'est faite sur une des formules imprimées, adressée à F. Braun, écr., secrétaire du département des chemins de fer et canaux, et marquée "*Tender for C.P.R.*"

F. BRAUN,

Secrétaire.

Ministère des chemins de fer et canaux,  
Ottawa, 24 octobre 1881.

### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,

OTTAWA, 15 octobre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de faire rapport que le tracé révisé de la ligne du Pacifique entre Emory's-Bar et Port-Moody, dans la Colombie-Britannique, est terminé, et que les plans, profils et devis sont assez avancés pour qu'avec certitude je puisse dire qu'ils seront finis vers le 1er janvier prochain.

Ainsi, en tout temps après cette date, le gouvernement sera à même de faire demander des soumissions. A l'égard de l'achèvement et de la mise en service de la section actuellement à l'entreprise entre Emory's-Bar et Kamloops, permettez-moi de faire observer que l'exploitation de cette partie ne sera pas aussi avantageuse au développement des ressources du pays que si toute la ligne, depuis le point des marées

jusqu'à Kamloops, pouvait être livrée au trafic, et que, de plus, la construction de la section de Kamloops à travers les Montagnes Rocheuses ne pouvant se faire aussi facilement sans communication par voie ferrée, il me paraîtrait utile de faire terminer la section entre Emory's et Port Moody en même temps que celle entre Emory's et Kamloops.

Pour arriver à ce résultat, je suggère que les soumissions soient demandées bientôt, afin de permettre aux entrepreneurs de visiter les lieux pendant la belle saison.

Comme les plans, profils et devis feront clairement connaître la nature des travaux à exécuter, je recommande que l'entreprise soit adjugée pour une somme fixe, moyennant laquelle devront être exécutés tous les ouvrages indiqués et spécifiés dans les documents ci-dessus, et qu'il soit établi une cédule de prix, d'après laquelle sera augmentée ou diminuée la somme fixe, selon la nature des modifications qui pourront être apportées au devis.

Je crois devoir aussi exprimer ma ferme conviction qu'il serait plus avantageux que tous les travaux ne formassent qu'une seule entreprise, et pour les raisons suivantes je recommande qu'il en soit ainsi :

1° Parce que les rails et attaches devront être transportés sur la ligne depuis Port-Moody.

2° Parce que ce moyen diminuera de beaucoup le besoin de main-d'œuvre.

3° Parce que les travaux sont de nature à exiger un outillage et un matériel roulant considérables.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER, *ingénieur en chef.*

F. BRAUN, *éc., secrétaire, chemins de fer et canaux.*

(Mémoire.)

OTTAWA, 18 octobre 1881.

Le soussigné a l'honneur de représenter que l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique canadien a fait rapport que le tracé révisé de la ligne que doit suivre ce chemin entre Emory's-Bar et Port-Moody, C.-B., distance d'environ 85 milles, est maintenant terminé, et qu'il croit que les plans, profils et devis le seront aussi vers le 1er janvier prochain. Il fait observer que l'achèvement et la mise en service de la section en voie de construction entre Emory's-Bar et Kamloops ne seraient pas aussi avantageux au développement des ressources du pays que si toute la ligne, depuis le point des marées jusqu'à Kamloops pouvait être livrée à la circulation, et que la construction de la section de Kamloops à travers les Montagnes Rocheuses ne pourrait se faire aussi facilement sans voie ferrée conduisant jusqu'à la côte. En conséquence, il croit à la nécessité de faire finir la section entre Emory's Bar et Port-Moody en même temps que la partie entre Emory's Bar et Kamloops, et c'est pourquoi il suggère que les soumissions soient demandées bientôt, afin de permettre aux entrepreneurs de visiter les lieux pendant la belle saison.

L'ingénieur est d'avis que ce serait à l'avantage des travaux s'ils étaient adjugés en une seule entreprise, et cela pour les raisons suivantes: 1o, Parce que les rails et attaches devront être transportés sur la ligne depuis Port-Moody; 2o, parce que ce moyen diminuera de beaucoup le besoin de main-d'œuvre; 3o, parce que les travaux sont de nature à exiger un outillage et un matériel roulant considérables.

De plus, l'ingénieur en chef recommande que l'entreprise soit adjugée pour une somme fixe, moyennant laquelle devront être exécutés tous les ouvrages indiqués et spécifiés par les plans, profils et devis, et qu'il soit établi une cédule de prix d'après laquelle sera augmentée ou diminuée la somme fixe, selon la nature des modifications qui pourront être apportées au devis.

Adhérant à ces avis de l'ingénieur en chef, le soussigné recommande qu'autorisation soit donnée de demander des offres pour les travaux de cette section. Ces travaux devront être exécutés moyennant une somme fixe et adjugés en une seule entreprise.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,

*Ministre des chemins de fer et canaux.*

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 19 octobre 1881.

Vu le mémoire (daté 18 octobre 1881) de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux, représentant que l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique canadien a fait rapport que le tracé revisé de la ligne que doit suivre ce chemin entre Emory's-Bar et Port-Moody, C.-B., distance d'environ 85 milles, est maintenant terminé, et qu'il croit que les plans, profils et devis le seront aussi vers le 1er janvier prochain; et que l'achèvement et la mise en service de la section actuellement en voie de construction entre Emory's Bar et Kamloops ne serait pas aussi avantageux au développement des ressources du pays que si toute la ligne, depuis le point des marées jusqu'à Kamloops, pouvait être livrée à la circulation, et que la construction de la section de Kamloops à travers les Montagnes Rocheuses ne pourrait se faire aussi facilement sans voie ferrée conduisant jusqu'à la côte;

Qu'en conséquence il croit à la nécessité de faire finir la section entre Emory's-Bar et Kamloops, et c'est pourquoi il suggère que les soumissions soient demandées bientôt, afin de permettre aux entrepreneurs de visiter les lieux pendant la belle saison.

Que l'ingénieur est d'avis que ce serait à l'avantage des travaux s'ils étaient adjugés en une seule entreprise, et cela pour les raisons suivantes: 1o, parce que les rails et attaches devront être transportés sur la ligne depuis Port Moody; 2o, parce que ce moyen diminuera le besoin de main-d'œuvre; 3o, parce que les travaux sont de nature à exiger un outillage et un matériel roulant considérables;

Que, de plus, l'ingénieur en chef recommande que l'entreprise soit adjugée pour une somme fixe, moyennant laquelle devront être exécutés les ouvrages indiqués et spécifiés par les plans, profils et devis, et qu'il soit établie une cédule de prix d'après laquelle sera augmentée ou diminuée la somme fixe selon la nature des modifications qui pourront être apportées au devis;

Et vu que le ministre adhère à ces avis de l'ingénieur en chef, et qu'il recommande qu'autorisation soit donnée de demander des offres pour les travaux de la section entre Emory's-Bar et Port-Moody, lesquels devront être exécutés pour une somme fixe et adjugés en une seule entreprise;

Le comité soumet cette recommandation à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G.C.P.

*Télégramme.*

VICTORIA, C.-B., 12 novembre 1881.

A l'honorable sir CHARLES TUPPER.

M. Smith dit que la ligne de Port-Moody à Emory est définitivement tracée et peut être maintenant visitée par ceux qui se proposent de soumissionner pour l'exécution de ses travaux. Les plans peuvent être examinés à son bureau, à New-Westminster. Comptez-vous publier avis à cet effet, ainsi qu'il en a été question?

JOS. TRUTCH.

OTTAWA, 14 novembre 1881.

A l'honorable JOSEPH TRUTCH, Victoria, C.-B.

Les demandes [de soumissions pour lignes entre Port-Moody et Emory se publient actuellement.

F. BRAUN, *secrétaire*.

OTTAWA, 19 décembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de vous prier de vouloir bien dresser, pour l'usage de ce ministère, un projet de contrat pour la construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Port-Moody et l'extrémité ouest de la section n° 60, près d'Emory's Bar, les entrepreneurs devant exécuter les travaux pour une somme fixe et non à certains prix pour certains ouvrages.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre très obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

Z. A. LASH, écr., O.C., S.M.J., Ottawa.

OTTAWA, 27 décembre 1881.

*Contrat, chemin de fer du Pacifique canadien.*

MONSIEUR,—Je vous renvoie l'épreuve du projet de contrat à prix fixe. J'ai adopté ce projet après m'être consulté avec M. Schreiber au sujet des détails des travaux.

J'ai suivi la formule du contrat en usage depuis plusieurs années, et fait les changements exigés par l'adoption du prix fixe à la place de la cédule des prix.

J'attire spécialement l'attention sur la clause 28, que j'ai rédigée à la demande de l'hon. J. H. Pope, qui, il y a quelques semaines, remplissait les fonctions du ministre des chemins de fer et canaux.

J'en fais autant pour la 36e clause, qui est nouvelle, mais que l'on trouvera, je pense, très utile en certains cas.

Je transmets aussi la formule concernant le dépôt qui doit être fait comme garantie, et qui a été soumise à mon approbation. Je crois les modifications qui lui ont été faites nécessaires.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

Z. A. LASH, S. M. J.

F. BRAUN, écuyer, Ottawa.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

DE EMORY'S-BAR, EXTRÉMITÉ OUEST DE LA SECTION 60, À PORT-MOODY, (BURRARD INLET), COLOMBIE-BRITANNIQUE.

*Cahier des charges.*

1. Le présent devis est à l'effet d'assurer l'exécution des travaux et la fourniture des matériaux nécessaires à la construction de la voie ferrée désignée par le contrat, et comprenant le déblaiement, l'abatage à fleur de terre, l'essartage, la consolidation du terrain au moyen de pièces de bois, le clôturage temporaire et à demeure, les excavations, le drainage, les fossés, travaux de fondation, débouchés, passages à niveau, déviations de chemins et de cours d'eau, les remblais, la maçonnerie des ponts, ponceaux et murs de soutènement, le béton, le pavage, la maçonnerie en pierre perdue, les travaux de coffrage, les ponts sur pilotis, sur chevalets, à armature et tournants, et les viaducs, canaux à ciel ouvert, tunnels, traverses, boulons et carvelles, la réception des rails et éclisses au point de leur livraison, le ballastage, la pose de la



voie, des croisements, aiguilles, sémaphores, plaques tournantes, voies d'évitement, la construction d'un quai à Port-Moody, des bâtiments de station, citernes, et l'établissement des services d'eau, y compris le mécanisme nécessaire, l'installation et tous autres travaux quelconques, soit temporaires ou permanents qui peuvent être nécessaires, conformément aux prescriptions suivantes et aux plans et profils y annexés, à cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien ci-dessus désignée, et plus particulièrement indiquée sur les plans nos 1 et 2, et qui comprendra un parcours d'environ 85 $\frac{1}{2}$  milles de voie simple, avec ses voies de garage et de service, et aussi l'entretien de toutes les constructions durant leur exécution et jusqu'à ce que le dernier relevé estimatif ait été fait et jusqu'à ce que le ministre des chemins de fer et canaux les aient formellement acceptées.

2. L'entrepreneur est tenu de bien clôturer tout le terrain non enclos ou en culture à mesure que le ministre des chemins de fer et canaux le lui fera livrer pour les fins de son entreprise, et s'il le préfère, il peut d'abord élever une clôture temporaire de chaque côté de ce terrain pour le temps que dureront les travaux et jusqu'à leur achèvement, y compris la période de leur entretien, afin d'empêcher tout empiètement sur le terrain voisin et de prévenir tout dommage quelconque pouvant résulter du manque de clôtures suffisantes pour séparer les dits terrains des constructions; et l'entrepreneur est responsable de tous dommages aux récoltes et de toutes les conséquences résultant de l'insuffisance du clôturage.

3. Avant la fin de son entreprise, l'entrepreneur doit construire une clôture permanente sur les points de la ligne indiqués sur les plans et profils.

#### DÉBLAIEMENT, ETC.

4. Dans les sections boisées où passe le chemin de fer, le sol doit être déblayé sur 36 pieds de largeur de chaque côté du centre de la voie, ou sur une plus grande largeur si cela est nécessaire à la formation du talus des tranchées et à la construction des clôtures; et sur les terrains des stations, cette largeur doit être, depuis le centre de la ligne, de 300 pieds de chaque côté, et embrasser une distance de 2,000 pieds.

5. Les travaux de déblaiement devront être exécutés de manière à ce que les broussailles, troncs d'arbres et autres matériaux épars dans les limites fixées, puissent être brûlés ou enlevés. L'on ne devra jamais rejeter les broussailles ou troncs d'arbres sur les terres en bois debout voisines de la ligne; immédiatement ils devront être empilés près du centre de l'espace à déblayer et là entièrement consumés par le feu s'ils ne sont enlevés ou utilisés; les broussailles ou les arbres qui auront été accidentellement ou de toute autre manière jetés dans les bois adjacents devront en être retirés et brûlés ou enlevés. Une fois déblayé, le sol devra être laissé dans le même état que s'il était destiné à la culture.

#### Abattage à fleur de terre.

6. Là où il faudra faire des remblais de moins de quatre pieds ou de plus de deux pieds de hauteur, le bois debout, ainsi que les souches, devront être abattus à fleur de terre dans les limites du remblai, et brûlés.

#### Essartage.

7. Là où les excavations ne devront pas excéder trois pieds de profondeur ou les remblais plus de deux pieds de hauteur, toutes les souches devront être déracinées et brûlées, si possible; celles qu'il sera impossible de brûler devront être transportées, au-delà des limites des tranchées et remblais, aux endroits désignés et là empilées. Des instructions seront données en temps utile, quant à l'étendue du déblai, de l'abattage à fleur de terre et du déracinement. Ce dernier travail devra aussi être fait pour les fossés latéraux et d'égouttement.

#### CLÔTURAGE.

8. Les terrains du chemin de fer, là où ils seront voisins de terres occupées ou en pâturages, devront être enclos par une forte clôture en zig-zag faites en pièces de pin gris ou de cèdre, rondes ou fendues, de 12 à 15 pieds de longueur, et d'au moins un pied d'équarrissage aux extrémités. Les lisses inférieures devront reposer sur des

blocs les tenant élevées à six pouces du niveau général du sol. Elles seront liées aux angles par deux piquets inclinés enfoncés d'au moins un pied dans le sol et se croisant au-dessus de la lisse supérieure. Ces piquets pourront être en bois rond ou fendu; leur dimension devra être au moins égale à celle des lisses et ils devront être de cèdre ou de pin gris. Ils seront maintenus en place par une forte lisse posée dans l'angle qui forme leur croisement. Une fois terminée, la clôture devra avoir au moins cinq pieds de hauteur au-dessus du niveau général du sol, tel que le veut le plan n° 11. Sur les terrains exposés aux inondations, une clôture en forts poteaux et en fil de fer barbelé devra être substituée à celle qui vient d'être décrite, là où l'ingénieur le prescrira.

#### NIVELLEMENTS.

9. Sous cette désignation sont compris toutes les excavations, remblais et terrassements, quels qu'en soient les matériaux et quand même ceux-ci seraient nécessaires à la ligne du chemin de fer, ou pour la diversion ou formation de cours d'eau, chemins, abords de ponts ou passages à niveau, égouts ou fossés, terrains des stations et tous autres travaux résultant ou se rattachant aux excavations et remblais désignés par le contrat ou le présent devis.

#### *Commencement de nivellements et dommages aux récoltes.*

10. Dans les parties boisées, le nivellement commencera après que déblaiement l'abatage à fleur de terre et l'essartage seront faits au gré de l'ingénieur, et dans les parties en culture l'entrepreneur sera responsable des dommages faits aux récoltes.

#### *Profil.*

11. D'après les plans nos 3 et 4, la ligne rouge du profil indique le niveau de formation, c'est-à-dire la surface du sommet des remblais et le fond des tranchées avant la pose des rails et le ballastage de la voie permanente. La ligne noire irrégulière représente la surface actuelle du sol, et la ligne bleue, le niveau du sommet des rails, lequel est de 16 pouces au-dessus du niveau de formation.

#### *Tranchées.*

12. Les tranchées seront pratiquées d'après les plans nos 6 et 7. Au niveau de formation leur largeur sera de 22 pieds, et, dans la terre, l'inclinaison de leur talus sera de un et demi sur un; dans le roc, règle générale, cette inclinaison sera de un sur quatre. Pour les tranchées partie dans la terre et partie dans le roc, une berm de six pieds sera laissée à la surface du roc. Mais l'ingénieur pourra modifier ces proportions selon la nature des matériaux à extraire et de façon à assurer la stabilité des talus.

#### *Fossés dans les tranchées.*

13. Tout le nivellement devra être fait avec soin selon les niveaux indiqués, et dans les tranchées, invariablement, la chaussée devra être arrondie, mais sans que ses côtés soient de plus de six pouces plus bas qu'au centre. Sur toute la longueur des tranchées il devra y avoir au pied de chaque talus un fossé latéral d'un pied au-dessous du centre de la ligne—mais si nécessaire, il sera plus profond,—et sa chute, vers les extrémités, devra être suffisante pour égoutter les tranchées. A leurs extrémités, les tranchées devront un peu s'élargir et leurs fossés devront être dirigés dans ceux des remblais sans endommager ces derniers.

#### *Egouts dans les tranchées.*

14. Dans toute tranchée où il y aura de l'eau provenant de sources ou de l'infiltration, des drains devront être faits au pied des talus à une profondeur moyenne de quatre pieds. Au fond devront être placées, de manière à faire plein sur joint, trois perches de deux à trois pouces de diamètre; ensuite le remplissage sera fait avec du gros gravier ou de la pierre concassée dont la grosseur n'excédera pas celle de la pierre ordinairement employée pour le macadamisage. Dans les tranchées de niveau ces drains devront être creusés à plus de quatre pieds aux extrémités, afin de donner une pente suffisante à l'écoulement des eaux.

*Fossés de ceinture.*

15. Des fossés devront être creusés sur l'un ou sur les deux côtés des tranchées, selon que l'inclinaison du terrain l'exigera, afin d'en éloigner l'eau venant des terres voisines. Ils ne devront pas être à moins de vingt pieds du sommet des talus et leur profondeur devra être graduée de manière à enlever l'eau des tranchées et à la conduire dans les fossés des remblais ou au cours d'eau le plus voisin.

*Egouttement des talus.*

16. Pendant le cours des travaux et aussi après, les tranchées devront être tenues parfaitement sèches, et lorsque les talus seront mouillés ou qu'ils se détérioreront par l'action de sources, des infiltrations, de fortes pluies ou de dégels, ils devront être complètement égouttés au moyen de drains creusés obliquement dans les talus à au moins trois pieds de profondeur et à tels intervalles que l'ingénieur pourra indiquer. Ces drains seront remplis avec de la pierre concassée ou du gros gravier, ainsi qu'il a été dit plus haut.

*Eboulements.*

17. Lorsque des éboulements se feront dans les tranchées quand celles-ci seront parfaitement achevées, l'entrepreneur en fera enlever immédiatement les matériaux. Il fera ensuite réparer les talus avec telle précaution que l'ingénieur pourra juger nécessaire.

*Remblais.*

18. Les remblais devront être formés selon le plan n° 8. Les matériaux extraits des tranchées ou chambres d'emprunt pour être employés à la formation des remblais et abords de chemin devront être acceptés par l'ingénieur. Ils ne devront contenir ni glace ni neige. Lorsque la quantité tirée de la tranchée est plus que suffisante à la confection du remblai dans sa largeur spécifiée, le reste peut être répandu ailleurs; mais dans chaque tranchée où il faudra emprunter des matériaux ou répandre ceux extraits, ils devront être pris et déposés aux lieux que l'ingénieur indiquera ou laissera choisir.

*Remblais en troncs d'arbres.*

19. Aux endroits où la surface naturelle du sol, sur lequel doit être formé un remblai, se composerait de matière végétale qui ne pourrait être brûlée lors du déblaiement, et qui, de l'avis de l'ingénieur, rendrait défectueux ce remblai, la couche de cette matière devra être enlevée conformément aux indications de cet officier. Si la ligne avait à traverser des muskegs ou marais, l'ingénieur devra voir si une plateforme de troncs d'arbres doit être établie sous le remblai. La largeur de cette plateforme devra dépasser d'au moins six pieds le talus. Son épaisseur devra être de 16 pouces. Le diamètre des troncs pourra varier de 6 à 15 pouces, et les troncs devront être placés côte à côte et dans les deux sens du remblai, selon qu'il pourra être ordonné.

*Egoûts souterrains.*

20. Lorsque le remblai doit être formé sur le penchant d'une colline et que le sol est en pâturage, ce dernier devra être profondément labouré avant de commencer les travaux; et là où le talus est à pic au point de faire craindre qu'il y ait éboulement du remblai, des banquettes devront être formées de la manière indiquée par l'ingénieur. Si le sol est humide ou spongieux par le fait de sources ou d'infiltrations, il devra être complètement égoutté d'après la méthode que l'ingénieur croira devoir adopter. Ces egoûts seront faits de la même manière que sont faits les drains ordinaires des exploitations agricoles. Une tranchée sera d'abord pratiquée à une profondeur moyenne de quatre pieds, et au fond seront placées à la main et de manière à faire plein sur joint, des perches de cèdre ou d'épinette blanche d'environ trois pouces de diamètre; les perches seront ensuite couvertes d'au moins trois pieds de pierre concassée—de la grosseur ordinaire de celle employée au macadamisage—ou de bon gravier à ballastage, et sur cette couche seront déposés tels matériaux qui se trouvent à portée et que l'ingénieur pourra accepter. L'entrepreneur est tenu de

fournir tous les matériaux nécessaires à ces drains et d'exécuter tous les travaux indiqués. Ces drains devront toujours avoir une inclinaison suffisante à l'écoulement des eaux.

*Précaution contre le tassement.*

21. Les remblais auront 17 pieds de largeur au niveau de formation et l'inclinaison de leur talus sera de un et demi sur un ; mais dans la formation de ces remblais, sur la voie, aux abords de ponts ou aux passages à niveau, l'entrepreneur devra tenir compte du tassement des matériaux, particulièrement sur la largeur de la couronne du remblai, et dans ce but, la couronne, tout en dépassant la hauteur des niveaux indiqués, devra avoir une plus grande largeur que celle spécifiée—c'est-à-dire celle qu'il faudra, proportionnellement à la hauteur du remblai et selon la nature des matériaux dont il est formé,—pour qu'il ait la dimension requise lorsqu'il sera complètement consolidé.

*Matériaux d'emprunt.*

22. Les remblais seront faits avec les matériaux tirés des tranchées de la ligne et des fossés latéraux, excepté lorsqu'il en sera autrement ordonné. Si ces matériaux ne suffisent pas, les tranchées de la ligne seront élargies, ou l'on recourra à des emprunts. Tous les matériaux qui entrent dans les remblais devront être préalablement acceptés par l'ingénieur. Des souches, troncs d'arbres ou autres matières d'une nature périssable ne pourront être employés, et sans son consentement il ne sera pas fourni de matériaux tant que les tranchées ne seront pas terminées.

*Fossés latéraux.*

23. Le talus des fossés le long des remblais ne devra pas excéder un pied et demi sur un. Ces fossés devront être à au moins six pieds de la base des remblais. Leur pente devra être graduée de manière à faciliter l'écoulement des eaux jusqu'au cours d'eau le plus voisin, et là où il y a assez d'eau pour former un fort courant, le fossé sera creusé aussi loin du remblai que l'ingénieur le jugera nécessaire. Une attention particulière devra être apportée aux longues étendues de la ligne (indiquées sur le profil), passant sur des terres basses exposées à être couvertes de plusieurs pieds d'eau pendant de fortes crues. Les fossés latéraux ne seront pas permis à ces endroits. Il faudra y élever des remblais à l'aide des matériaux qui pourront être le plus commodément obtenus à l'une ou à l'autre extrémité, travail qui nécessitera l'établissement temporaire d'une voie ferrée. Dans les endroits où l'inondation est peu considérable, comme sur partie de l'île Maria, des chambres d'emprunt pourront être ouvertes à différents intervalles, mais à au moins 50 pieds du remblai. Il ne sera pas fait là de fossé continu, car il servirait de chenal aux eaux pendant les crues, et sous leur action le remblai serait bientôt détruit.

*Berne.*

24. Dans les parties planes, entre la chaussée et le fossé, il sera laissé une berme de la largeur jugée nécessaire, mais qui, en aucun cas, ne pourra avoir moins de six pieds. Là où l'égouttement ne pourra facilement se faire par les fossés latéraux, il faudra creuser des rigoles jusqu'à une distance considérable en dehors des limites de la voie ferrée. Ces fossés de dessèchement seront de la largeur et profondeur que l'ingénieur jugera nécessaires. Leur pente n'excédera pas un et demi sur un, et les matériaux qu'on en retirera seront répandus de manière à laisser une berme de six pieds entre le dépôt et le sommet du talus des fossés. L'entrepreneur devra aussi faire tous les autres drains et fossés que l'ingénieur pourra juger nécessaires au parfait égouttement de la voie ferrée et de ses constructions. Il devra de même, si l'ingénieur l'exige et que cela soit nécessaire, détourner des chemins et cours d'eau.

## TUNNELS.

Il y aura les tunnels de la ligne et les tunnels de cours d'eau. Les premiers devront être faits exactement selon le plan n<sup>o</sup> 9 et les autres selon le plan n<sup>o</sup> 10. Pour faciliter les soumissions, l'aire des tunnels de la ligne devra être calculé d'après une superficie de 405 pieds, soit 15 verges cubes par pied linéaire du tunnel. Les tunnels de cours d'eau devront être placés dans des tranchées percées dans le roc solide qui, en quelques endroits, forme la pente de ravins. Ils devront être construits selon le devis donné en chaque cas. On devra pratiquer à leur extrémité des tranchées à ciel ouvert pour le facile écoulement des eaux.

Ces tranchées pourront décrire une légère courbe, mais les tunnels devront être droits d'un bout à l'autre et leurs parois aussi unies que possible.

L'extrémité de chaque tunnel où s'introduira l'eau devra généralement être d'un pied plus bas que le lit du cours d'eau, et au tunnel même on devra donner l'inclinaison nécessaire. Il faudra prendre soin de laisser une solide pile de roc entre le tunnel et la paroi du ravin, la dimension de cette pile, sauf dans les cas exceptionnels, devant être d'au moins le double du diamètre du tunnel. L'épaisseur du roc solide sur le tunnel devra être de la même proportion.

*Quai en coffrage.*

26. Ainsi que l'indique le plan général n<sup>o</sup> 42, il faudra construire des quais en coffrage sur quelques points.

*Enrochements.*

27. Partout où le talus des remblais sera exposé à être inondé par les crues de rivières, il faudra le protéger par un enrochement fait à la main de la hauteur et épaisseur que l'ingénieur prescrira, mais qui sera généralement d'environ 18 pouces au-dessus du niveau des hautes eaux.

*Parement en pierre.*

28. Une attention particulière doit être portée aux longues étendues de remblai à faire sur les terrains bas exposés à être beaucoup inondés. Le talus de ces remblais devra être par protégé un revêtement de pierre, qu'il faudra tirer de la carrière et transporter d'une grande distance par chemin de fer ou par eau.

*Remblai à Port-Moody.*

29. Le talus de ce remblai est en partie sous l'eau à marée haute, et il devra être protégé par un enrochement de grosses et belles pierres fait à la main.

*Chemins publics.*

30. A tous les chemins publics il devra être construit des barrières à bestiaux selon le plan n<sup>o</sup> 13. Au milieu de ces barrières la chaussée devra être planchée et le chemin public convenablement nivelé et empierré jusqu'à la limite du droit de passage du chemin de fer. Cet article doit comprendre les ponts des fossés latéraux, les clôtures des barrières à bestiaux jusqu'aux clôtures de la voie ferrée, ainsi que l'enseigne et tout ce qui est nécessaire à un complet passage à niveau. Les clôtures reliant les barrières à bestiaux à celles du terrain sur lequel le chemin passe seront faites en poteaux et en planches, ou en poteaux et en fil de fer, selon les plans.

*Passage sur les terres en culture.*

31. Des passages sur les terres en culture seront établis partout où il en faudra. Ils seront nivelés de manière à faciliter la circulation des voitures et planchées sur toute la longueur des traverses de la voie ferrée. Des passerelles convenables devront être jetées sur les fossés et des barrières d'un modèle approuvé et munies de loquets seront posées aux clôtures, conformément au plan n<sup>o</sup> 12.

*Chemins temporaires.*

32. Les chemins conduisant à un point quelconque de la ligne, et ouverts pour la commodité de l'entrepreneur, pour le transport des matériaux ou pour d'autres fins, seront faits à ses risques et dépens.

*Chemins établis.*

33. Sur tout chemin public ou particulier qui traverse la ligne, l'entrepreneur, à ses frais, sera obligé de tenir ouverts des passages, et de les maintenir, pendant l'exécution des travaux, dans une condition qui permette au public de s'en servir avec sûreté et qui ne donne lieu à aucune plainte. A cet égard, l'entrepreneur sera responsable de tout dommage résultant de sa négligence ou de celle de ses employés.

*Ponts de bois.*

34. Le chemin de fer traversera la plupart des grands cours d'eau sur des superstructures en bois, dont les culées et piles, aussi en bois, reposeront sur des pilotis. Partout où cela sera possible, les pilotis devront être faits pour des constructions permanentes.

*Constructions en caissons.*

35. En quelque cas, les culées et piles en caissons chargées de pierre seront permises. Ces caissons devront être faits le plus solidement possible et en bois d'épinette rouge ou d'une autre essence propre à la construction; les pièces extérieures devront être d'au moins un pied d'équarrissage, liées à mi-bois à leurs angles, et convenablement assujéties par des boulons de fer chassés à la masse; les traverses pourront être en bois équarri sur deux faces, coupées en queue d'aronde, s'adaptant aux pièces de face et boulonnées. Les parties en contrebas des avants-becs des piles devront être en pièces de bois carré et taillées à mi-bois aux angles; les avant-becs devront être revêtus en pièces de bois dur, de huit pouces d'épaisseur, bien assujéties au caisson au moyen de carvelles ou de boulons barbelés. Toutes les culées et piles devront être construites selon les plans et de manière à satisfaire l'ingénieur.

*Superstructure en bois.*

36. Toutes les superstructures devront être du modèle le plus perfectionné du système Howe, et construites en bois de pin gris de qualité acceptée, avec clefs en fonte ou en bois de chêne blanc, prismes en fonte et tirants en fer et à tête refoulée, toutes ces pièces devant être de première qualité et conformes aux règles de l'art. Les pièces inaccessibles une fois la superstructure terminée, devront recevoir une bonne couche de peinture de la qualité acceptée dès qu'elles seront finies, et une seconde lorsque se fera l'assemblage. Les plans nos 20, 21, 22, 23 et 24 sont faits exprès pour chaque arche ou pont que l'entrepreneur aura à construire, ces ponts devront être solidement construits et terminés en tout point selon les règles de l'art, peinturage compris.

*Ponts sur pilotis.*

37. Partout où il sera nécessaire de construire des ponts sur pilotis, ils devront être faits selon le plan n° 19 ou selon un plan spécial. Chaque pilotis se composera du nombre de pieux indiqué sur les plans. Ces pieux devront être d'épinette rouge, de pin gris ou d'une autre espèce qui sera acceptée et d'un diamètre d'au moins 12 pouces à leur plus gros haut. Pour les longs pilotes, ce diamètre devra être de 14 pouces. Ils devront être parfaitement sains et droits, sciés ou dégrossis à ces dimensions, et de la longueur exigée par les circonstances. A l'aide d'un mouton du poids de 1,500 lbs. ou plus, on les enfoncera jusqu'à ce qu'ils atteignent une couche bien ferme. Ce résultat sera constaté lorsqu'en laissant tomber le mouton de 24 pieds de hauteur le pilot n'enfoncera pas de plus de deux pouces. Il faudra prendre soin de les enfoncer d'aplomb afin de pouvoir les bien lier par des racinaux, entretoises et lisses boulonnées. La pointe des contrefiches inclinées devra être courbée, pour qu'en les enfonçant dans le sol elles prennent l'inclinaison voulue avant d'être enfoncés, les pieux devront être récésés ou coupés d'équerre au gros haut et taillés en pointe

obtus au petit haut. S'il y a apparence que quelques-uns vont fendre sous les coups du mouton, il faudra en ceinturer la partie supérieure de cercles de fer et ferrer aussi leurs pointes si la chose paraît nécessaire. Les longrines, qui seront de pin gris ou d'une autre espèce de bois acceptée, devront être boulonnées ensemble d'abord, et ensuite aux sous-longerons et chaperons. Les longrines devront être suffisamment longues pour couvrir deux volées et placées de manière à faire plein sur joint en dedans et en dehors. Les longrines sur la berge devront être de 12 x 12 pouces. Sur le tout seront posées des traverses spéciales de 9 x 8 pouces.

#### PONTS SUR CHEVALETS.

38. Pour le passage des petits cours d'eau ou des ravins à sec, les ponts sur chevalets seront ceux généralement adoptés, et ils devront être construits selon les plans nos 15, 16, 17 et 18. Dans les proportions indiquées par l'ingénieur, les bois employés pour les chevalets seront le pin gris, l'épinette rouge ou quelque autre espèce propre à ce service et ayant les dimensions indiquées par les plans. Les chevalets reposeront sur des grillages placés dans des tranchées suffisamment profondes pour que ces fondations soient protégées contre la gelée et l'action des eaux, et lorsqu'ils seront placés de niveau avec la rampe de la ligne, etc., ils devront être entourés de terre et de pierre bien battues. Comme pour les ponts sur pilotis, des longrines seront posées d'un chevalet à l'autre. Dans les endroits marécageux ou pleins de sources, une simple ou double rangée de pilotis sera faite pour chaque chevalet. Les pilots devront avoir au moins un pied de diamètre, et d'une espèce de bois acceptée par l'ingénieur et enfoncés jusqu'au refus dans le sol, afin d'assurer de solides fondations.

#### *Ponceaux en troncs d'arbres.*

39. Dans certains cas il pourra être fait de ces ponceaux selon le plan n° 25.

#### MAÇONNERIE.—*Quand elle sera commencée.*

0. La maçonnerie ne sera pas commencée à un point quelconque avant que les fondations n'aient été convenablement préparées, ni avant qu'elles n'aient été inspectées et approuvées par l'ingénieur, ni à moins que l'entrepreneur ne se soit procuré une quantité suffisante de matériaux et un outillage convenable pour pouvoir poursuivre les travaux d'une manière régulière et systématique.

#### *Pierre.*

41. La pierre employée dans toute maçonnerie sur la ligne du chemin de fer devra être d'une nature durable, grosse, bien proportionnée et propre à la construction d'édifices solides et permanents; les soumissionnaires devront rechercher les localités où les bons matériaux de maçonnerie peuvent être le plus facilement obtenus.

#### *Maçonnerie de pont et de mur de soutènement.*

42. La maçonnerie de pont consistera d'ordinaire en assises régulières de grosses pierres bien façonnées et posées avec du mortier sur leurs lits naturels; les lits et joints verticaux seront faits au marteau de manière à former des joints d'un quart de pouce. Les joints verticaux seront taillés jusqu'à neuf pouces du parement; les lits devront être parfaitement parallèles sur toute leur étendue. La maçonnerie présentera la face de la pierre telle qu'extraite de la carrière (*quarry face*), sauf les arêtes extérieures, les cordons de saillie et les couronnements, qui seront taillés au ciseau.

#### *Assises.*

43. Les assises n'auront pas moins de douze pouces, et en dressant les plans elles seront disposées de manière à concorder avec la nature de la pierre de la carrière; les assises pourront atteindre jusqu'à 24 pouces, et les moins épaisses devront invariablement avoir place vers le sommet de l'ouvrage.

*Parpaings et panneresses.*

44. Des parpaings seront posés dans chaque assise à des distances n'excédant pas six pieds ; dans le sens du mur, leur largeur sera d'au moins 24 pouces sur une longueur d'au moins trois fois leur épaisseur, à moins que le mur ne permette pas d'adopter cette proportion ; en ce cas, leur longueur devra correspondre à l'épaisseur du mur. Les panneresses, dans le sens du mur, auront une longueur de 30 pouces au moins, et la largeur de leur lit sera d'au moins  $1\frac{1}{2}$  fois leur épaisseur. Dans chaque assise, les joints verticaux devront être disposés de manière à déborder ceux de l'assise inférieure de dix pouces au moins. Les dimensions ci-dessus sont pour les moyennes assises d'un pied, et les proportions seront les mêmes pour des assises plus épaisses.

*Encoignures.*

45 Les angles des culées, piles, etc., seront construits avec les pierres les plus grosses et de la meilleure qualité, et leur arête verticale devra être convenablement taillée sur une largeur de deux à six pouces, selon les dimensions et la nature de l'ouvrage.

*Couronnements.*

46. Les pierres de couronnement, les cordons de saillie et les avant-becs seront convenablement travaillés selon les plans et instructions fournis dans le cours de l'exécution des travaux.

*Assises pour les longrines.*

47. Les assises pour les longrines seront de la meilleure qualité de pierre saine, exempte de défauts d'aucune espèce ; elles ne devront pas avoir moins d'un pied d'épaisseur pour les plus petits ponts, et une superficie de huit pieds sur le lit. Les plus grands ponts exigeront des assises en pierres proportionnellement plus lourdes. Ces pierres seront solidement et soigneusement mises en place, afin que la longrine puisse reposer juste au milieu de la pierre.

*Massifs.*

48. Le massif se composera de pierres à lit plat, de forme convenable, avec une étendue de lit égale à quatre pieds ou plus en superficie. Sauf dans les piles ou culées élevées, deux épaisseurs de pierre à massif, mais pas plus, seront admises dans chaque assise, et leur épaisseur réunie ne devra pas excéder celle du parement. Dans les cas spéciaux, lorsque de l'avis de l'ingénieur la chose sera nécessaire pour assurer la stabilité, le massif sera d'une seule épaisseur ; les lits devront, si c'est nécessaire, être dégrossis de manière à offrir un appui solide. L'insertion de morceaux de pierre au-dessous ne sera pas permise. Entre les pierres du massif et celles du parement il devra y avoir un bon joint carré, n'excédant pas un pouce de large, et les pierres du parement devront être dégrossies à cet effet. Dans les murs de plus de trois pieds d'épaisseur, des parpaings seront posés en avant et en arrière, alternativement, et pendant cette opération l'on devra attentivement veiller à ce que la liaison soit parfaite.

*Maçonnerie des ponceaux.*

49. La maçonnerie des canaux couverts (*culverts*) devra être faite avec de la pierre de bonne qualité, saine, grosse, à lit plat et posée par assises horizontales. Elle peut être dénommée gobétis (*random masonry*) ou maçonnerie à assises irrégulières. Les pierres employées dans ce genre de maçonnerie ne devront pas avoir, en étendue de lit, moins de trois pieds en superficie, ni moins de huit pouces en épaisseur, et elles devront être travaillées au marteau de manière à offrir de bons lits avec des joints d'un demi-pouce. Dans les constructions peu considérables, et lorsqu'il est impossible de se procurer des pierres de dimensions et d'une épaisseur suffisantes, elles peuvent, si d'ailleurs elles sont convenables, être employées à une épaisseur de cinq pouces. Toutes les pierres doivent être placées sur leur lit naturel.

*Parpaings.*

50. Des parpaings seront posés dans le mur, alternativement de l'avant à l'arrière



un au moins tous les cinq pieds, dans le sens du mur, et fréquemment dans la partie élevée du mur. Dans les constructions les moins considérables, les parpaings n'auront pas moins de 24 pouces de longueur et le minimum du lit que devront avoir les panneresses sera de douze pouces. Dans les constructions plus considérables, toutes les pierres devront être d'un volume plus grand en proportion. L'on devra veiller attentivement à assurer une liaison parfaite et à donner au tout un fini solide, convenable et conforme aux principes de l'art.

*Murs en aile.*

51. Les murs en aile devront généralement se terminer par des gradins formés de pierre saine et durable, de pas moins de 10 à 12 pouces d'épaisseur et d'une superficie de six pieds, les autres murs seront surmontés de couronnements de même épaisseur et d'une superficie de sept pieds ou plus. Ces couronnements, si on l'exige, devront être faits de la même manière qui pourra plus tard être prescrite. Les murs des ponceaux (*box culverts*) seront faits en pierres ayant la largeur de l'épaisseur du mur, et ces couronnements devront avoir de 10 à 15 pouces, selon l'ouverture; ils devront avoir une surface d'appui d'au moins un pied sur chaque mur, et être assez rapprochés pour que la terre ne passe entre.

*Pavage.*

52. Le fond des ponceaux sera pavé en pierres parées de champ et de manière à offrir une surface assez unie. Ces pierres devront être mises à serre et leurs interstices remplies et bien pilonnées. Le pavage devra avoir de neuf à douze pouces d'épaisseur.

*Mortier.*

53. Le mortier devra être fait avec de la chaux hydraulique ou du ciment et de la chaux commune.

*Ciment.*

54. A moins d'ordre contraire, l'on devra faire usage de mortier de chaux hydraulique dans la construction de toute maçonnerie, depuis les fondations jusqu'à une hauteur de deux pieds au-dessus du niveau ordinaire du cours d'eau. L'on devra également l'employer à la construction des arches, au posage des longrines, pour les couronnements, le revêtement des murs, le hourdage et pour tirer les joints. La chaux ou le ciment hydraulique devra être frais broyé et de la meilleure qualité possible; il faudra qu'il soit livré sur les lieux et conservé en bon état jusqu'à ce qu'on s'en serve. Avant de s'en servir, on devra donner à l'ingénieur des preuves concluantes de ses propriétés hydrauliques, vu que l'on ne recevra pas de ciment de qualité inférieure.

*Chaux commune.*

55. Le mortier de chaux devra être fait de la meilleure chaux ordinaire employée pour toute maçonnerie (sauf celles en pierres sèches), lorsqu'on n'aura pas l'ordre d'employer du ciment.

*Confection du mortier.*

56. Le ciment et la chaux devront être parfaitement mêlés avec les proportions prescrites de sable net à gros grains et fin. Les proportions générales pourront être d'une partie de chaux pour deux parties de sable, mais elles pourront être modifiées selon la qualité de la chaux ou du ciment. Le mortier ne sera fait qu'au fur et à mesure qu'il en sera besoin, et il devra être préparé et employé, sous la surveillance immédiate et au gré d'un inspecteur, par les ouvriers de l'entrepreneur, à défaut desquels l'inspecteur pourra en employer d'autres pour préparer le mortier, et tous les frais résultant de cette opération seront à la charge de l'entrepreneur. Le mortier liquide se fera en ajoutant une quantité d'eau suffisante à du mortier bien délayé et fait avec les substances voulues.

*Coulis.*

57. Pour la maçonnerie à liaison, chaque pierre devra être nettoyée et posée d'aplomb dans un lit de mortier; les joints verticaux devront être tirés de manière à

bien affleurer, et chaque assise devra être parfaitement de niveau et complètement remplie de coulis.

*Hourdage.*

58. Les parties exposées de tous les murs faits à la chaux commune seront revêtues d'un hourdage de quatre pouces en ciment.

*Joints et protection des ouvrages l'hiver.*

59. Les joints de toute maçonnerie devront être bien tirés, mais si elle avait été faite dans une mauvaise saison, ou que, par quelque autre cause, il devenait nécessaire de la rejointoyer avant l'expiration du terme du contrat, l'entrepreneur sera tenu de faire exécuter cet ouvrage à ses propres frais. Aux risques et aux frais de l'entrepreneur, les travaux qui ne seront pas terminés à l'automne devront être convenablement protégés pendant l'hiver.

*Murs de soutènement.*

60. Un mur de soutènement (ayant une forte inclinaison de face) sera construit en maçonnerie sèche, avec de grosses et belles pierres degrossies au marteau de manière à en pouvoir faire de bonnes assises comme pour une maçonnerie de pont, mais sans mortier.

*Fondations.—Profondeur des tranchées.*

61. Les tranchées des fondations devront avoir la profondeur que l'ingénieur jugera nécessaire à la solidité et à la durée des constructions; dans tous les cas elles devront être assez profondes pour que les constructions soient à l'abri de la gelée ou autre intempérie. Les matériaux extraits seront déposés dans les remblais, à moins que l'ingénieur n'en ordonne autrement.

*Fondations artificielles.—Bois.*

63. Partout où elles seront nécessaires les pièces de fondation devront être de la dimension et de la qualité que l'ingénieur prescrira. Elles seront en bois d'épinette rouge, de pruche ou de pin gris de trois à six pouces d'épaisseur, ou seulement équarries sur deux faces. La partie aplanie devra être au moins aussi large que la pièce sera épaisse, et l'écorce devra être enlevée des côtés non aplanies.

*Fer.*

63. Les carvelles, boulons, liens et autres articles de fer nécessaires aux pièces de fondation devront être de la meilleure qualité qui est ordinairement employée pour de semblables travaux.

*Pilotis.*

64. Chaque fois que l'ingénieur ordonnera la formation de pilotis, le bois à employer devra être sain et de l'espèce par lui acceptée. Là où il jugera nécessaire, des pilots d'essais seront enfoncés.

*Procédés d'opération.*

65. Les pilots seront soigneusement taillés en pointe, ferrés et cerclés tel que prescrit. Ils seront chassés jusqu'à la profondeur que l'ingénieur voudra, et le poids du mouton sera de 1,500 livres ou plus. On constatera que la profondeur voulue est atteinte, si le mouton en tombant de 24 pieds pour la dernière fois, ne fait pas descendre le pilot plus de deux pouces. Le plus grand soin devra être pris pour chasser les pilots d'aplomb ou inclinés dans la position indiquée sur le plan ou que l'ingénieur, indiquera. Tout pilot endommagé, ou trop court ou mal placé, sera enlevé et remplacé. En chassant les pilots, leurs têtes ne devront pas être brisées.

*Béton.*

66. Quand du béton sera employé il devra être composé de chaux hydraulique, de sable bien net et de gravier, de la qualité acceptée, dans les proportions voulues. La proportion de sable et de chaux sera à peu près la même que pour le mortier, et

quand on fera du béton, une quantité suffisante de gravier y sera mêlée pour remplir les interstices et rendre la masse parfaitement solide et compacte.

*VOIE.—Chaussée.*

67. Avant la pose de la voie et le ballastage, l'entrepreneur devra faire remplir avec des matériaux secs toutes les inégalités résultant du tassement et tous les sillons de roue que pourra avoir la chaussée si elle a servi comme voie de transport, et arrondir la surface au niveau voulu, ainsi qu'il est plus haut indiqué.

*Traverses.*

68. Les traverses devront être d'épinette rouge, de pruche, de pin gris, ou d'une espèce acceptée de bois sain, bien dégrossies ou sciées, sans entailles, et coupées ou sciées d'équerre, de 8 pieds de longueur, équarries sur deux faces à une épaisseur uniforme de six pouces, la surface aplanie ne devant pas être de moins de six pouces sur l'un ou l'autre côté du bout le plus étroit. Autant que possible elles devront être posées à une distance de 24 pouces d'axe en axe et à angle droit avec les rails. Les traverses de joint, à leur plus petit bout, devront offrir en dessus et en dessous, une surface d'appui d'au moins huit pouces, selon le plan n° 40.

*Boulons d'éclisse.*

69. Les boulons de  $\frac{3}{4}$  de pouce de diamètre, de  $3\frac{1}{4}$  pouces de long, doivent être faits à tête de champignon et à col carré, selon le plan n° 41. Les écrous doivent être carrés.

*Fer.*

70. Le fer doit être de qualité flexible et fibreuse, égal au meilleur fer laminé, et l'ingénieur-inspecteur peut l'accepter ou le refuser.

*Quant à l'exécution.*

71. L'exécution et le fini doivent être parfaits, en ayant grand soin que les faces internes de la tête et de l'écrou soient exactement normales à l'axe du boulon.

*Quant à la confection.*

72. La tête et le col du boulon doivent être solides. Le filet de vis doit être du type Whitworth, de 10 pas au pouce, coupé net, s'adaptant étroitement dans l'écrou et fait de manière à tenir sur toute sa longueur.

*Echantillons.*

73. Les échantillons doivent être soumis à l'ingénieur-inspecteur avant de commencer la fabrication, et le tout sera sujet à une inspection en aucun temps.

74. Les boulons et écrous doivent être chauffés et plongés dans une substance qui les empêche de rouiller.

*Carvelles pour la voie.*

75. Les carvelles devront être du meilleur fer laminé et de  $\frac{5}{8}$  de pouce carré, et mises à l'épreuve elles devront pouvoir être pliées en deux sans fracture.

*Description.*

76. Les carvelles seront à tête refoulée de forme et de dimension ordinaire et à pointe en taillant. Leur pleine longueur sera de six pouces et elles devront être semblables à l'échantillon qui peut être vu au bureau de l'ingénieur.

*Aiguilles et croisements.*

77. Les aiguilles, croisements et sémaphores devront être faits avec les meilleurs matériaux qui leur sont particuliers et selon les plans nos 38 et 39; les aiguilles et croisements pourront être faits avec les rails d'acier fournis par le ministre des chemins de fer et canaux.

*Largeur de la voie.—Courbes.*

78. Les rails seront posés à une distance de 4 pieds  $8\frac{1}{2}$  pouces, dans œuvre, et bien et soigneusement liés à leurs joints—ces derniers devront être aussi rapprochés que possible—sur la même traverse. Aux points où se trouvent des aiguilles et croisements on devra veiller à ce que les rails soient bien posés et cloués à la distance voulue. Dans les courbes, le rail extérieur sera plus élevé, selon le degré de la courbe, c'est-à-dire, sur les courbes d'un degré, de 0.05 pied; sur les courbes de deux degrés, de 0.10 pied; sur les courbes de trois degrés, de 0.15 pied; sur celles de quatre degrés, de 0.20 pied; et sur celle de cinq degrés, de 0.25 pied. Les rails devront être maniés avec beaucoup de soin, et avant de faire passer dessus une locomotive ou des wagons, ils devront être tout à fait d'aplomb sur les traverses. Pendant l'opération du ballastage, toute précaution devra être prise pour empêcher que les rails ne se courbent.

*Voies de garage.*

79. Les entrepreneurs devront poser les rails, aiguilles et croisements et toutes les voies de garage, lesquelles comprennent les contre-rails de croisement et d'engrenage, les cadres et tringles d'aiguille et de sémaphore. La longueur des voies d'évitement sera, en général, de 1,200 à 2,000 pieds.

*Rails courbés.*

80. Les entrepreneurs devront enlever de la voie tous les rails qui seront courbés et endommagés, afin de les remplacer ou redresser, et réparer tout dommage que les constructions auraient pu éprouver avant d'être définitivement acceptées. Ils seront en outre responsables de tous les matériaux qui leur auront été fournis, et de la livraison desquels ils devront donner récépissé.

*Ballastage.*

81. La terre de surface des sablonnières devra être enlevée, s'il y en a, et on ne placera sur la chaussée aucune autre chose que du bon et pur gravier ne contenant ni terre, ni argile, ni marne, ni sable marneux; et il en sera de même pour les grosses roches. La grosseur maximum du gravier ne devra pas excéder trois pouces de diamètre. En déchargeant le ballast le train devra opérer un mouvement de va-et-vient afin de bien mêler les différentes qualités de ballast, et cela jusqu'à ce qu'il en ait été déposé une quantité suffisante. La voie devra alors être soulevée de manière à pouvoir placer sous les traverses un lit d'une épaisseur moyenne de six pouces, et le ballast devra ensuite être bien pilonné sous et entre les traverses. A mesure que l'exhaussement s'opérera on continuera à soulever la voie sur une longueur d'au moins trois rails à la fois, et avant que l'on ne fasse passer des trains sur la portion inclinée de la voie, il faudra que celle-ci soit suffisamment appuyée pour que les rails ne se courbent ou que leurs joints ne se faussent. Après l'exhaussement, la voie devra être redressée de manière à occuper le centre du remblai, et nivelée et façonnée de manière à ce que sa largeur soit uniforme, conformément au plan n° 41.

*QUAI À PORT MOODY.*

82. Conformément au plan n° 26, un quai devra être construit à Port-Moody.

Les caissons seront faits en épinette rouge ou autre bois propre à ce service. Les pilotis auront 12 pouces carrés au gros bout et 10 au petit.

Ils devront être parfaitement sains et droits et de la longueur exigée par les circonstances. A l'aide d'un mouton du poids de 1,500 lbs. ou plus ils seront enfoncés dans le sol jusqu'à ce qu'ils atteignent une couche bien ferme. Ce résultat sera constaté si, sous le coup du mouton tombant de 24 pieds, le pilotis ne descend pas de plus de deux pouces. Il faudra prendre soin de les enfoncer d'aplomb, afin de pouvoir les bien lier par des racinaux, entretoises et lisses boulonnées. La pointe des contre-fiches inclinées devra être courbée pour qu'en les enfonçant dans le sol elles prennent l'inclinaison voulue. Avant d'être enfoncés, les pieux devront être récépés ou coupés d'équerre au gros bout et taillés en pointe obtuse au petit bout. S'il y a apparence que quelques-uns vont fendre sous les coups du mouton, il faudra en ceinturer la partie supérieure de cercles de fer et ferrer aussi leurs pointes si la chose paraît nécessaire. Les longrines, qui seront de pin gris ou d'une autre espèce de bois acceptée, devront être boulonnées ensemble d'abord et ensuite aux sous-longerons et chaperons. Les longrines devront être suffisamment longues pour couvrir deux volées et placées de manière à faire plein sur joint en dedans et en dehors. Le tout devra être recouvert tel qu'indiqué par le plan.

#### BÂTIMENTS DE STATION, ETC.—*Stations intermédiaires.*

83. Un bâtiment pour les voyageurs et le fret sera construit à chaque station intermédiaire, conformément au plan n<sup>o</sup> 34.

#### *Terminus.*

84. Une gare pour les voyageurs, conforme au plan n<sup>o</sup> 55, et une remise pour les marchandises, conforme au plan n<sup>o</sup> 36, devront être construites au terminus de Port-Moody.

#### *Service d'eau.*

85. Un service d'eau devra être établi à Port-Moody et à chaque station intermédiaire, au moyen d'une citerne à l'épreuve de la gelée munie de tous les appareils nécessaires au fonctionnement de ce service. Le tout devant être conforme au plan n<sup>o</sup> 37.

#### *Plans.*

86. Les plans mentionnés dans le devis sont au nombre de quarante-trois.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.—*Achèvement de la voie.*

87. Les entrepreneurs devront livrer la voie dans une condition parfaite. La quantité de ballast déposée devra être d'au moins 1,500 verges cubes par mille, et cette opération devra se faire selon les prescriptions de l'ingénieur ou autre officier régulièrement nommé pour ce service.

#### *Ligne à la disposition du gouvernement.*

88. En tout temps après que la voie sera posée, s'il devenait nécessaire de la livrer à la circulation, le gouvernement sera libre de l'utiliser à cette fin et de régler la circulation des trains pour la sûreté du public.

#### *Terrains de station.*

89. Tous les terrains de station devront être déblayés, nivelés et égouttés selon les indications de l'ingénieur.

#### *Entretien.*

90. Avant l'acceptation définitive des travaux, l'entrepreneur devra faire enlever tous les matériaux provenant d'éboulements, remédier à toutes les défauts,

terminer toutes les tranchées, réparer tous les dommages causés par les gelées, les crues ou autrement; donner aux talus l'inclinaison exigée; nettoyer tous les fossés et égouts, et terminer tous les ouvrages se rattachant à la formation de la voie ferrée et stipulés par le contrat, conformément aux principes de l'art et au gré de l'ingénieur.

*Période de l'exécution de l'entreprise.*

91. Les travaux devront être commencés aussitôt que possible après que la ou les personnes dont la soumission aura été acceptée auront passé contrat. Tous les travaux devront être terminés et la ligne devra pouvoir être livrée à la circulation vers le 30 juin 1885.

*Soumissions, etc.*

92. Nulle soumission ne sera reçue si elle n'est faite sur la formule imprimée et accompagnée de la cédule du prix et d'un chèque de banque (marqué bon par la banque) de \$20,000, somme qui sera forfaitée si le soumissionnaire refuse ou manque de passer contrat pour l'exécution des travaux lorsqu'il y sera appelé après l'acceptation de son offre. Le chèque sera remis si la soumission n'est pas acceptée.

93. La soumission devra spécifier la somme fixe moyennant laquelle seront exécutés les travaux indiqués par les plans, profils et devis. La cédule des prix annexée à la soumission servira de guide à l'ingénieur dans la préparation des certificats mensuels des travaux exécutés, et dans les diminutions ou augmentations de travaux à constater résultant de modifications des rampes ou du tracé; mais cette cédule n'aura aucunement l'effet de changer le prix de convention, qui est une somme fixe pour le complet achèvement de la section entreprise selon les plans, profils et devis.

*Dépôt en garantie.*

94. Pour la fidèle exécution de l'entreprise, et aussitôt que la soumission aura été acceptée, il sera exigé un dépôt en argent, ou en obligations garanties sur les concessions de terre faites au chemin de fer du Pacifique canadien à 90 p. c., représentant 5 p. c. de la somme fixe du contrat, mais le chèque envoyé avec la soumission sera considéré comme partie intégrante de ce dépôt.

95. La ou les personnes dont la soumission sera acceptée, devront immédiatement libeller un contrat sous seing privé, semblable, par ses dispositions, à la formule ci-annexée, et dont elles seront censées avoir pris parfaitement connaissance; de plus, ce contrat pourra renfermer telles stipulations spéciales que le dit ministre pourra juger nécessaires.

COLLINGWOOD SCHREIBER, *ingénieur en chef.*

Département des chemins de fer et canaux,  
Bureau du chemin de fer du Pacifique canadien,  
Ottawa, 1er décembre 1881.

DE PORT MOODY À EMORY'S-BAR.

*Liste des plans mentionnés dans le devis et annexés au contrat.*

- N° 1.—Tracé de la ligne de Port-Moody à la rivière Harrison.
2. " " la rivière Harrison à Emory's-Bar.
- 3.—Profil du tracé de la ligne de Port-Moody à la rivière Harrison.
4. " " la rivière Harrison à Emory's-Bar.
- 5.—Plan du terminus et du quai à Port-Moody.



ci-après appelé l'entrepreneur, de la première part, et Sa Majesté la reine Victoria, représentée aux présentes par le ministre des chemins de fer et canaux du Canada, de la seconde part, FAIT FOI, qu'en considération des stipulations de la part de Sa Majesté ci-après relatées, l'entrepreneur convient et stipule avec Sa Majesté comme suit :

*Travaux.—Ingénieur.*

1. Dans le présent contrat le mot "ouvrage" ou "travaux" devra signifier, à moins que le texte ne comporte une signification différente, tous les travaux et les matières et choses qui doivent être faites, fournies et achevées par les entrepreneurs en vertu de ce contrat. Le mot "ingénieur" devra signifier l'ingénieur en chef en exercice ayant alors le contrôle des travaux, et devra s'appliquer à chacun de ses aides agissant sous ses instructions, et toutes instructions ou ordres, ou certificats donnés, ou décisions rendues par quiconque agissant au nom de l'ingénieur en chef, seront sujets à son approbation, et pourront être annulés, altérés, modifiés et changés, selon qui le lui paraîtra à propos.

*Ministre.*

Le mot "ministre" signifie le ministre des chemins de fer et canaux ou la personne en remplissant alors les fonctions. Il désigne aussi, par extension, le député légalement constitué de ce ministre.

Le présent contrat est conclu avec l'entente formelle que l'entrepreneur s'est personnellement renseigné sur la nature du pays où doivent être exécutés les travaux; sur la nature du sol de surface et du sous-sol; sur le climat et la température sur lesquels il doit compter; sur les quantités des divers remblais, fouilles, fondations et de tous autres ouvrages quelconques; sur les moyens d'accès à ces travaux; sur la nature, l'espèce, la qualité et le prix de revient des matériaux, de l'outillage et de la main-d'œuvre qu'exigent ces travaux, et généralement sur toute matière ou chose pouvant, de quelque manière que ce soit, affecter l'exécution du présent contrat ou le prix de revient des constructions entreprises. Nul renseignement obtenu par l'entrepreneur ou qui aura été obtenu pour lui d'aucun des ministres, officiers, ingénieurs, agents et serviteurs de Sa Majesté, ou d'aucune autre personne, n'aura pour résultat de l'exempter d'aucun risque, de le dispenser de remplir à la lettre le présent contrat, ni de lui donner aucun droit de réclamer, en équité ou autrement, de plus que ceux qui lui sont reconnus par les dispositions expresses du présent.

*Etendue des obligations du contrat.*

2. Toutes conventions et stipulations ci-contenues seront obligatoires pour les exécuteurs et administrateurs de l'entrepreneur et pour les successeurs de Sa Majesté, et partout où dans ce contrat Sa Majesté sera concernée, ses successeurs y seront de même concernés, et partout où l'entrepreneur sera concerné, ses exécuteurs et administrateurs y seront de même concernés.

*Main-d'œuvre, outillage et matériaux.—Temps limité pour l'exécution des travaux.*

3. L'entrepreneur devra, à ses propres dépens, sauf dans les cas ci-après mentionnés, fournir toute et chaque espèce de main-d'œuvre, de machines et autre outillage, de matériaux, d'articles, les terrains pour les chambres d'emprunt, les sablonnières, et pour y déposer les déblais, et toutes choses généralement quelconques et nécessaires à la due exécution et à l'achèvement de tous et de chacun des travaux mentionnés dans les devis généraux ci-annexés, et mentionnés dans les plans et devis dressés et qui seront dressés aux fins de ces travaux, et devra exécuter et compléter entièrement les portions respectives de tels travaux et les livrer ainsi complétés à Sa Majesté, le ou avant le .....

Les dits travaux devront être exécutés avec les meilleurs matériaux de leurs diffé-



rentes espèces, et complétés le mieux possible et suivant les principes de l'art, de la manière requise par et en stricte conformité des dits plans et devis qui pourront être fournis de temps à autre et à la satisfaction entière de l'ingénieur.

#### *Exceptions.*

4. Les exceptions ci-dessus signalées (1) concernent les terrains expropriés pour le droit de passage et les stations; (2) les rails et éclisses pour la voie. Les terrains doivent être obtenus au nom de Sa Majesté lorsque l'ingénieur les jugera nécessaires à l'exécution des travaux, et les rails et éclisses doivent être livrés à l'entrepreneur à Port-Moody, à mesure qu'il en sera besoin, au jugement de l'ingénieur.

#### *Les omissions devront être rectifiées.*

5. Les devis et plans susdits ainsi que les différentes parties de ce contrat, devront être pris dans leur ensemble, de manière à ce qu'ils s'interprètent l'un par l'autre, et à ce qu'ils forment un tout homogène; et si l'on vient à constater que quelque chose ait été omis ou mal représenté, qui soit nécessaire à la bonne exécution et à l'achèvement d'aucune partie des travaux projetés, l'entrepreneur, à ses propres frais et dépens, exécutera telle partie ainsi omise tout comme si elle avait été convenablement décrite, et la décision de l'ingénieur sera finale quant à chaque telle erreur ou omission, et la rectification de chaque telle erreur ou omission ne devra pas être censée une addition à ou une déviation du présent contrat.

#### *Modifications et travaux additionnels.*

6. L'ingénieur en chef, du consentement du ministre des chemins de fer et canaux, sera libre en tout temps, soit avant le commencement soit pendant les travaux ou d'aucune de leurs parties, d'ordonner l'exécution de tout ouvrage, et de faire toute modification qu'il pourra juger à propos dans les rampes, la largeur des tranchées et du nivellement, les dimensions, le caractère, la nature, la situation ou la position des travaux, ou d'une ou plusieurs de leurs parties, ou dans toute autre chose se rapportant à ces travaux, soit que ces modifications soient ou non de nature à diminuer la quantité d'ouvrage à exécuter, ou le prix de son exécution, et l'entrepreneur devra immédiatement se conformer à ces réquisitions écrites de la part de l'ingénieur à ce sujet, mais l'entrepreneur ne devra faire aucune modification ou addition aux travaux, non plus qu'aucune omission ou déviation, à moins qu'il n'en ait reçu l'ordre par écrit de l'ingénieur, et le consentement du ministre, ni à moins que l'ingénieur ne certifie par écrit que tel changement, addition ou déviation a augmenté le coût des travaux, et qu'il ne spécifie aussi par écrit la nature de l'augmentation, les quantités et le chiffre de leur mesurage. À cet égard, la décision de l'ingénieur sera finale, et l'obtention de son certificat sera une condition préalable au droit de l'entrepreneur d'en toucher le prix. Si l'ingénieur certifie par écrit que tel changement, addition ou déviation augmente le coût des travaux, et que par écrit il spécifie la nature de l'augmentation, les quantités et le chiffre de leur mesurage, l'entrepreneur sera payé, en sus du prix mentionné au présent contrat, de la somme que l'ingénieur aura indiquée comme étant la valeur de telle augmentation, calculée d'après les taux des diverses classes de travaux désignés dans la cédule annexée au présent, et si l'augmentation se compose d'une classe d'ouvrage non désignée dans la cédule, cet ouvrage sera calculé d'après un prix que l'ingénieur fixera. Si l'ingénieur certifie par écrit que tel changement, addition, omission ou déviation diminue le coût des travaux, et s'il spécifie par écrit la nature de la diminution, les quantités et le chiffre de leur mesurage, sa décision à cet égard sera finale, et il sera déduit du prix fixé au présent contrat telle somme certifiée par l'ingénieur comme étant la valeur de cette diminution, calculée d'après les prix des diverses classes de travaux désignés par la dite cédule ou fixés par l'ingénieur, comme susdit, selon le cas.

*Ces changements n'invalideront pas le contrat.*

7. Toutes les clauses de ce contrat devront s'appliquer à toutes modifications, additions ou déviations, de la même manière et au même degré que pour les travaux présentement projetés, et nulles modifications, additions, déviations ou variations, n'auront l'effet d'annuler ou d'invalider le présent contrat.

*L'ingénieur sera le seul juge de l'ouvrage, des matériaux, etc.*

8. L'ingénieur devra être l'unique juge de l'ouvrage et des matériaux, tant sous le rapport de la quantité que de la qualité, et sa décision sur toutes les questions en litige quant à l'ouvrage et aux matériaux, ou quant à la signification ou l'intention du présent contrat et des plans et devis, sera finale ; et nuls travaux ou travaux additionnels ou modifications ne seront censés avoir été exécutés, et l'entrepreneur n'aura pas droit au paiement pour les dits travaux, à moins que ces derniers n'aient été exécutés au gré de l'ingénieur, ce dont le certificat par écrit fera preuve, et devra être une condition préalable au droit de l'entrepreneur d'être payé pour les dits travaux.

*Cédule des prix.*

9. Il est par les présentes distinctement entendu et convenu que les portions respectives des travaux énoncés ou mentionnés dans la liste ou cédule des prix à payer pour les différentes espèces de travaux, comprennent non-seulement le genre particulier d'ouvrage et de matériaux mentionnés dans la dite liste ou cédule, mais aussi toute et chacune des espèces de travaux, main-d'œuvre, outils, outillage, matériaux, articles et choses généralement quelconques et nécessaires à la pleine exécution et à l'achèvement et à la mise en opération des portions respectives des travaux au gré de l'ingénieur. Et en cas de différend quant aux travaux, main-d'œuvre, matériaux, outils et outillage qui sont ou ne sont pas compris, la décision de l'ingénieur sera finale et exclusive.

*Contre-maître.*

10. L'entrepreneur devra avoir sur les lieux un contre-maître compétent durant les heures de travail afin de recevoir les ordres de l'ingénieur, et dans le cas où l'ingénieur jugera cette personne ainsi nommée comme contre-maître incompétente, ou dans le cas où sa conduite ne serait pas satisfaisante, elle pourra être démise de ses fonctions par l'ingénieur, et une autre personne devra immédiatement être nommée à sa place ; tel contre-maître devra être considéré comme le représentant légal de l'entrepreneur, et aura plein pouvoir d'exécuter toutes les réquisitions et les instructions du dit ingénieur.

*Matériaux impropres et ouvrages imparfaits.*

11. Dans le cas où quelques matériaux ou autres choses ne seraient pas, dans l'opinion de l'ingénieur, en conformité des différentes parties du présent contrat, ou suffisamment en bon état, ou généralement ne conviendraient pas aux travaux respectifs, et seraient employés ou destinés à être employés dans les travaux, ou quelques parties d'iceux, ou dans le cas où quelque ouvrage ne serait pas convenablement exécuté, l'ingénieur pourra alors requérir l'entrepreneur d'enlever ces choses, et de fournir des matériaux ou autres choses convenables, ou d'exécuter de nouveau l'ouvrage convenablement, selon le cas ; et l'entrepreneur devra se conformer et se conformera immédiatement à la dite réquisition ; et si après un délai de vingt-quatre heures l'entrepreneur ne s'est pas conformé à la dite réquisition, l'ingénieur pourra faire lui-même enlever tels matériaux, ou autres choses ou tel ouvrage ; et dans tous tels cas l'entrepreneur devra payer à Sa Majesté tous dommages ou dépenses causés par l'enlèvement de tels matériaux ou autres choses, et de tel ouvrage ; ou bien Sa Majesté pourra, à sa discrétion, retenir et déduire tels dommages et dépenses de tous montants dus et payables à l'entrepreneur.

*Tout outillage et matériaux deviendront la propriété de Sa Majesté.*

12. Toutes les machines et autre matériel, tous les matériaux et choses généralement quelconques, fournis par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux stipulés par les présentes, et non compris dans les termes de la clause précédente, deviendront et demeureront, du moment qu'ils auront été ainsi fournis jusqu'à l'achèvement final des dits travaux, la propriété de Sa Majesté pour les fins des dits travaux, et ils ne pourront pour aucune raison être enlevés, ou employés ou destinés à d'autres fins qu'à celles des dits travaux, sans le consentement par écrit de l'ingénieur, et Sa Majesté ne sera responsable d'aucunes pertes ou dommages quelconques à telles machines ou autre matériel, matériaux ou choses; pourvu toujours que lors de l'achèvement des travaux et sur paiement par l'entrepreneur de tous tels deniers qui pourront être dus à Sa Majesté pour ces choses, telles dites machines et autre outillage, matériaux et choses qui n'auront pas été employés ou n'auront pas servi aux travaux, et dont on n'aura pas disposé, seront sur demande livrés à l'entrepreneur; mais si l'entrepreneur est endetté envers Sa Majesté, il seront gardés comme garants de sa créance et ils pourront être vendus, et le produit de la vente sera appliqué à l'acquittement de cette dette.

*INSUFFISANCE DE L'OUTILLAGE.—Augmentation du matériel ou de la main-d'œuvre.*

13. Si l'ingénieur en aucun temps considère que le nombre des ouvriers, des chevaux, ou que la quantité des machines ou autre matériel, ou que la quantité des matériaux convenables, respectivement employés ou fournis par l'entrepreneur sur ou pour les dits travaux, sont insuffisants pour assurer la construction et l'achèvement du chemin dans le délai limité, ou que les travaux, ou quelques parties d'iceux ne s'exécutent pas avec la diligence convenable, alors et dans chacun de ces cas le dit ingénieur pourra, par avis écrit adressé à l'entrepreneur, requérir ce dernier d'employer ou de fournir tel nombre additionnel de travailleurs, de chevaux, de machines ou autre matériel, ou de matériaux, que l'ingénieur pourra juger nécessaires, et dans le cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas en tous points au dit avis dans un délai de trois jours, ou tout autre plus long délai qui pourrait être fixé par tel avis, alors l'ingénieur pourra, soit au nom de Sa Majesté, ou s'il le juge à propos, comme agent de l'entrepreneur et pour son compte, mais dans chaque cas aux frais et dépens de l'entrepreneur, fournir et employer tel nombre additionnel de travailleurs, de chevaux, de machines et autre matériel, ou quelqu'une de ces choses, ou tel nombre additionnel de matériaux ou choses respectivement, selon qu'il pourra le juger à propos, et pourra payer tel nombre additionnel de travailleurs et leur donner tels gages, et pour tel nombre additionnel de chevaux, machines ou autre matériel, et matériaux respectivement, tels prix qu'il pourra juger à propos, et tous tels gages et prix respectivement, seront alors immédiatement remboursés par l'entrepreneur, ou bien ils pourront être retenus et déduits des montants qui deviendront en aucun temps payables à l'entrepreneur; et Sa Majesté pourra employer, pour l'exécution ou l'avancement des dits travaux, non-seulement les chevaux, les machines et autre matériel et matériaux ainsi fournis dans chaque cas par quelqu'un en son nom, mais aussi tout ce qui aura pu ou pourra être fourni par le dit entrepreneur ou en son nom.

*DÉLAIS DANS L'EXÉCUTION.—L'entreprise pourra être enlevée à l'entrepreneur.*

14. Dans le cas où l'entrepreneur ferait défaut ou retarderait de continuer avec diligence l'exécution ou l'avancement des travaux pendant six jours après avis donné par écrit de la part de l'ingénieur à l'entrepreneur, le mettant en demeure de mettre fin à tel défaut ou délai, ou dans le cas où l'entrepreneur deviendrait insolvable, ou ferait une cession au profit de ses créanciers, ou négligerait soit personnellement ou par l'absence d'un représentant habile et compétent de surveiller les travaux, alors et dans chacun de ces cas Sa Majesté pourra enlever les travaux de l'entrepreneur et prendre telles mesures qu'elle jugera à propos pour compléter l'ouvrage; et dans tels cas l'entrepreneur ne pourra réclamer aucun paiement ultérieur à raison des travaux déjà exécutés, mais demeurera néanmoins responsable de toute perte ou tout dom-

mage que pourra souffrir Sa Majesté à raison du non-achèvement des travaux par l'entrepreneur; et tous les matériaux et choses quelconques, et tous les chevaux, machines et autre matériel fournis par lui pour l'exécution des travaux, devront demeurer et être considérés comme la propriété de Sa Majesté aux fins et selon les termes et les dites conditions contenues dans la deuxième clause du présent contrat.

*Les dommages résultant de pertes ou accidents seront supportés par l'entrepreneur.*

15. Toute perte ou tout dommage quelconque résultant de toute cause quelconque qui pourrait arriver aux travaux ou à quelque partie d'iceux, jusqu'à ce que ces derniers soient entièrement et finalement achevés et livrés au dit ministre d'alors et acceptés par lui, seront aux risques de l'entrepreneur; et si telle perte ou tel dommage arrive avant tels achèvement final, délivrance et acceptation, l'entrepreneur devra immédiatement, et à ses propres frais et dépens, réparer, restaurer et exécuter de nouveau l'ouvrage ainsi endommagé, de manière à ce que tous les travaux, ou leurs différentes parties, soient terminés dans la période fixée par les présentes.

*L'entrepreneur n'aura droit à aucune indemnité en cas de retard.*

16. L'entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation ou demande, ou intenter aucune poursuite ou procès ou instituer aucune pétition contre Sa Majesté pour tous dommages qu'il pourrait éprouver à raison de tous retards dans l'avancement des travaux, résultant d'actes de quelques-uns des agents de Sa Majesté, et il est convenu que dans le cas de tout tel retard l'entrepreneur obtiendra une prolongation de temps pour l'achèvement des travaux qui sera déterminée par le ministre alors en office.

L'ENTREPRENEUR NE POURRA CONCÉDER OU TRANSFÉRER SON CONTRAT.—*L'entreprise pourra lui être enlevée.*

17. L'entrepreneur n'aura le droit de faire aucune cession du présent contrat, ou d'aucun sous-contrat, pour l'exécution d'aucune partie des travaux entrepris sous l'autorité des présentes; et dans aucun cas telle cession ou tel sous-contrat, quoique approuvé par Sa Majesté, n'aura l'effet de décharger l'entrepreneur de la responsabilité qu'il assume par les présentes, pour la due exécution de tous les travaux entrepris sous l'autorité des présentes. Dans le cas où l'entrepreneur consentirait toute telle cession ou tout tel contrat, alors l'entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation ou demande à Sa Majesté pour aucuns paiements additionnels en vertu de ce contrat pour aucune somme ou sommes ultérieures ou plus fortes que là où les sommes respectivement fixées pour l'entreprise des travaux ainsi cédés ou sous-entrepris et à exécuter par le cessionnaire ou sous-entrepreneur; et dans le cas de telle cession ou tel sous-contrat consentis sans l'approbation de Sa Majesté, Sa Majesté pourra enlever les travaux à l'entrepreneur, et adopter telles mesures qu'elle jugera à propos pour compléter les dits travaux; et alors l'entrepreneur ne pourra faire aucune autre réclamation pour aucun paiement ultérieur à raison des travaux alors exécutés, mais demeurera néanmoins responsable pour toute perte ou dommage que pourrait souffrir Sa Majesté à raison du non achèvement des travaux par l'entrepreneur; et tous les matériaux et choses généralement quelconques, et tous les chevaux, machines et autre matériel fournis par lui pour l'exécution des travaux, demeureront et seront censés la propriété de Sa Majesté pour les fins et selon les termes et conditions contenus dans la douzième clause du présent contrat.

18. L'exécution des travaux dans la période prescrite est la condition essentielle du contrat.

*Responsabilité de l'entrepreneur en cas de dommages.*

19. L'entrepreneur sera responsable de tous dommages à raison desquels toute personne ou toute corporation quelconque pourrait faire quelques réclamations, résultant de tous dommages aux personnes ou aux terres, bâtiments, navires ou autre propriété, ou résultant de la violation de tous droits généralement quelconques, occasionnés par l'exécution des dits travaux, ou par quelque négligence ou manquement ou non accomplissement de sa part, et il devra, à ses propres frais et dépens, prendre telles mesures provisoires qu'il jugera nécessaires pour la protection des personnes ou

des terrains, bâtiments, navires et autres propriétés, ou pour assurer la jouissance ininterrompue de tous droits appartenant aux personnes ou aux corporations, durant l'exécution des dits travaux.

*Entrepreneur négligeant de payer ses employés.*

20. Si l'entrepreneur manque en aucun temps de payer le salaire ou les gages revenant aux personnes employées par lui sur ou pour les dits travaux, ou quelque partie d'iceux, et si quelque partie de ce salaire est arriérée d'un mois, ou s'il est dû à quelqu'une de ces personnes un mois de gages ou salaire, l'ingénieur pourra donner avis à l'entrepreneur d'avoir à payer tels salaires ou gages; et s'il s'écoule deux jours sans que l'entrepreneur paie en entier ce salaire jusqu'à la date de leur paiement ou jusqu'à telle date qui aurait pu être fixée par les termes de l'engagement de telle personne, alors Sa Majesté pourra payer à cette personne son salaire ou ses gages d'aucune date à une autre date, et jusqu'à concurrence du montant qui pourrait être exigible, et pourra porter ce montant au débit de l'entrepreneur, et l'entrepreneur convient avec Sa Majesté de rembourser sur le champ toutes les sommes ainsi payées.

*Protection des jalons et marques.*

21. L'entrepreneur devra protéger et ne devra pas déplacer ni détruire ou permettre de déplacer ou détruire aucuns jalons, bouées ou autres marques placées sur ou aux environs des dits travaux par l'ingénieur, et devra prêter l'assistance nécessaire pour rectifier ou replacer tout jalon ou marque qui, pour toute cause que ce soit, aurait pu être déplacé ou détruit.

*Adresse des entrepreneurs.*

22. Tout avis ou autre communication mentionné dans ce contrat et qui peut être donné à l'entrepreneur sera censé avoir été bien et suffisamment donné, lorsque tel avis aura été laissé au bureau de l'entrepreneur ou du contre-maitre, à l'adresse mentionnée dans ce contrat, ou à la dernière place d'affaires connue de l'entrepreneur.

23. Et Sa Majesté, en considération des prémisses, convient par les présentes avec l'entrepreneur qu'il sera payé, en considération des travaux entrepris en vertu des présentes, et de la manière réglée par la clause suivante, la somme de

soit, soumise à l'augmentation ou diminution d'après les termes de la sixième clause du présent. Sauf tel que prévu par cette sixième clause, l'entrepreneur n'aura droit à aucun prix additionnel ou rémunération en raison de matériaux ou d'ouvrages prétendus de qualité ou d'un prix supérieur, ou plus considérables que ceux exigés par le devis.

*Paiements.*

24. Des paiements équivalant à environ quatre-vingt-dix pour cent de la valeur des travaux exécutés et déterminés approximativement d'après les rapports sur l'avancement des travaux, et computés aux prix convenus et fixés par les clauses du présent contrat, seront faits à l'entrepreneur tous les mois sur le certificat par écrit de l'ingénieur que les travaux pour et à raison desquels le certificat est accordé, ont été dûment exécutés à sa satisfaction, et constatant la valeur de tels travaux déterminée comme dit ci-dessus— et sur l'approbation de tel certificat par le ministre, alors en office, pour le Canada; et le dit certificat et la dite approbation d'icelui seront une condition préalable au droit de l'entrepreneur de recevoir le paiement des dits quatre-vingt-dix pour cent ou partie d'iceux. Le reste, c'est-à-dire dix pour cent, sera retenu jusqu'à l'achèvement final de tous les travaux à la satisfaction de l'ingénieur en chef ayant alors le contrôle des dits travaux, et les dix pour cent restant seront payés dans les deux mois après l'achèvement des travaux. Et il est par les présentes déclaré que le certificat par écrit du dit ingénieur constatant l'achèvement final des dits travaux à sa satisfaction sera une condition préalable au droit de l'entrepreneur de recevoir ou d'être payé des dits dix pour cent restant dus, ou d'aucune partie d'iceux.

*Estimations mensuelles.*

25. Il est entendu que toute allocation à laquelle l'entrepreneur aura justement droit sera mentionnée dans les certificats mensuels de l'ingénieur ; mais s'il arrive que l'entrepreneur a en aucun temps des réclamations d'aucune espèce à faire et qu'il croit n'être pas comprises dans les certificats, il devra faire et renouveler ces réclamations par écrit à l'ingénieur dans les quatorze jours après la date de tout et chaque certificat dans lequel d'après ses prétentions telles réclamations auront été omises.

*Réclamations.*

26. L'entrepreneur, en produisant les réclamations mentionnées dans la clause précédente, devra les accompagner d'une preuve satisfaisante de leur exactitude et des raisons qui lui en feront demander le paiement. A moins que ces réclamations ne soient ainsi produites durant l'exécution des travaux et dans les quatorze jours comme dit dans la clause précédente, et renouvelées par écrit chaque mois jusqu'à ce qu'elles soient définitivement admises ou rejetées, il doit être clairement entendu qu'elles seront pour toujours prescrites, et l'entrepreneur ne pourra plus alors faire aucune réclamation à ce sujet contre Sa Majesté.

27. Le mesurage des travaux et les certificats de leurs progrès ne seront pas considérés comme engageant la responsabilité de l'ingénieur, ni comme derniers mesurages ni comme fixant définitivement le chiffre de la somme à payer ; ils seront sujets à la révision de l'ingénieur lorsqu'il donnera son dernier certificat, et en aucune manière ils ne devront valoir comme une acceptation des travaux ou comme une décharge en faveur de l'entrepreneur de la responsabilité qu'il a contractée à leur égard.

*Suspension des travaux—Reprise.*

28. Sa Majesté aura le droit de suspendre de temps en temps l'exécution des dits travaux sur aucun point ou points particuliers ou sur toute la ligne de la dite section, et dans le cas où l'exercice de tels droits causerait des retards à l'entrepreneur, alors il lui sera alloué pour exécuter le présent contrat une prolongation de temps égale à tel retard et qui devra être fixée par le ministre comme il est pourvu ci-dessus. Et en aucun cas, tel délai ne pourra vicier ou annuler ce contrat ou l'obligation imposée par les présentes, ou aucune garantie ou sûreté collatérale ou autre pour l'exécution de ce contrat, et l'entrepreneur ne pourra produire aucune réclamation pour dommages à raison de cette suspension des travaux. Et en aucun temps après que les travaux auront été suspendus en tout ou en partie ils pourront être encore repris et encore suspendus,—et repris selon que Sa Majesté le jugera à propos. Et sur la réception par l'entrepreneur d'un avis par écrit de la part de Sa Majesté que les travaux ainsi suspendus pourront être repris, l'entrepreneur devra immédiatement reprendre les opérations et les poursuivre avec diligence.

Si après examen de toutes les circonstances se rattachant à la suspension et à la reprise des travaux, le gouverneur général en conseil trouve à propos d'allouer à l'entrepreneur une somme à raison de toute dépense additionnelle qu'il a pu encourir par suite de cette suspension ou reprise, cette somme lui sera payée sur reçu et quittance pour tous dommages et réclamations résultant de telle suspension et reprise des travaux.

*Allocation votée par le parlement.*

29. Dans le cas où la somme votée par le parlement et destinée au paiement des travaux entrepris en vertu des présentes, serait en aucun temps dépensée avant l'achèvement des travaux, le ministre alors en office pourra donner à l'entrepreneur avis par écrit à cet effet. Et sur réception de tel avis l'entrepreneur pourra, s'il le juge à propos, suspendre l'exécution des travaux—mais il n'aura dans aucun cas le droit de recevoir aucun paiement pour les travaux qu'il aura exécutés, au-delà du montant voté et destiné comme dit ci-dessus—à moins et jusqu'à ce que les fonds nécessaires

aient été à cette fin votés par le parlement. Et dans aucun cas l'entrepreneur n'aura et ne pourra faire de réclamations pour dommage ou indemnité à raison de la dite suspension de paiement, ou de tout délai ou perte causée par la suspension des travaux.

*Boissons enivrantes.*

30. L'entrepreneur ne devra permettre, autoriser ou encourager la vente d'aucunes liqueurs spiritueuses sur les lieux ou dans les environs des travaux.

*On ne travaillera pas le dimanche.*

31. L'on ne devra s'occuper d'aucuns travaux quelconques en aucun temps ou à aucun endroit le dimanche, et l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout contre-maître ou agent, ou hommes de travailler ou faire travailler les autres ce jour-là.

*L'ingénieur en chef jugera des différends.*

32. Il est par le présent convenu que tous les différends qui pourraient s'élever entre les parties aux présentes, au sujet d'aucune matière se rapportant au présent contrat ou en résultant, et dont la décision n'est pas spécialement par les présentes déferée à l'ingénieur, devront être déferés à la décision et à l'arbitrage de l'ingénieur en chef alors en charge et ayant alors le contrôle des travaux, et la décision de tel ingénieur sera finale et conclusive; et il est déclaré par les présentes que telle décision sera une condition préalable au droit de l'entrepreneur de recevoir le paiement de toute somme ou sommes à raison de telles matières en litige.

33. Il est distinctement déclaré qu'aucun contrat implicite d'aucune espèce quelconque, par ou de la part de Sa Majesté, ne pourra découler ou s'impliquer d'aucune chose contenue dans le présent contrat, ou d'aucune position ou situation des parties en aucun temps, car il est clairement entendu et convenu que les contrats, conventions et stipulations expresses contenues dans les présentes et y consentis par Sa Majesté, sont et devront être les seuls contrats, conventions et stipulations sur lesquels l'on pourra baser des droits contre Sa Majesté.

34. Ce contrat est par les présentes, conformément aux dispositions de la 8ème section du statut 41ème Victoria (1878), chapitre 5, fait sujet à la condition expresse que nul membre de la Chambre des communes ne pourra avoir aucune part ou partie de part de tel contrat, ou aucun profit en provenant.

*Annulation du contrat.*

35. Dans le cas où il serait nécessaire, dans les intérêts du public, de suspendre les travaux entrepris en vertu des présentes, ou aucune partie d'iceux, en tout temps avant leur achèvement, et de mettre fin au présent contrat, le ministre alors en office aura plein pouvoir d'arrêter les travaux et annuler ce contrat, en donnant dûment avis à cet effet à l'entrepreneur. L'entrepreneur, toutefois, aura le droit de recevoir le paiement de toutes les sommes qui pourraient être alors dues pour les travaux déjà exécutés, les matériaux employés ou livrés, ou prêts à être employés, ou en voie de préparation, ainsi que telle indemnité raisonnable qui pourrait couvrir tous les dommages *bonâ fide*, s'il en est, résultant de cet arrêt, et qui pourront alors avoir été déterminés par les parties, ou bien en cas de désaccord, qui pourront avoir été déterminés par les arbitres officiels du Canada; car il est entendu, néanmoins, qu'aucune indemnité ne pourra être allouée à l'entrepreneur ou réclamée par lui pour les matériaux qu'il se sera procurés pour l'exécution des travaux après la date de la signification de l'avis mentionné plus haut, ou pour aucune perte des profits sur lesquels il comptait, soit par rapport aux travaux ainsi suspendus comme dit plus haut, ou aux matériaux qu'il se sera ainsi procurés pour l'exécution des dits travaux.

36. Il est distinctement déclaré et convenu qu'aucun des ministres, officiers, ingénieurs, agents ou serviteurs de Sa Majesté n'a ni n'aura le pouvoir ou l'autorité de renoncer, au nom de Sa Majesté, à aucune des clauses ou conditions du présent contrat, car il est clairement entendu qu'aucune modification de ses termes, pour qu'elle soit obligatoire pour Sa Majesté, devra avoir été sanctionnée par arrêté du gouverneur général en conseil.

En foi de quoi l'entrepreneur a apposé aux présentes ses seing et sceau, et les présentes ont été signées et scellées par le dit ministre, et contresignées par le secrétaire du département des chemins de fer et des canaux, au nom de Sa Majesté.

Signé, scellé et délivré par l'entrepreneur {  
en présence de

Signé, scellé et délivré par le ministre, et {  
contresigné par le secrétaire, en présence de

### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

*D'Emory's-Bar, extrémité ouest de la section 60, à Port Moody (Burrard-Inlet),  
Colombie-Britannique.*

#### AVIS AUX ENTREPRENEURS.

Les entrepreneurs paraissant avoir quelques doutes à l'égard de la cédule des prix mentionnée dans les 6me et 24me clauses de la formule du contrat, je dois expliquer que la cédule mentionnée dans la clause 6 est celle indiquée par le 93me article du devis comme cédule des prix annexée aux soumissions; et que la cédule mentionnée dans la 24me clause de la formule du contrat est celle qui doit être dressée par moi lorsque les soumissions seront reçues, et d'après laquelle devra être calculée la valeur des travaux exécutés, valeur approximativement estimée d'après les mesurages faits et selon lesquels des paiements mensuels seront faits à l'entrepreneur sur la présentation du certificat écrit de l'ingénieur en chef.

COLLINGWOOD SCHREIBER, *ingénieur en chef.*

Ottawa, 25 janvier 1882.

#### FORMULE DE SOUMISSION.

##### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

*D'Emory's-Bar, extrémité ouest de la section 60, à Port-Moody,  
(Burrard Inlet) Colombie-Britannique.*

Ayant pris connaissance du devis, des plans et profils, dressés pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, et visité ou fait visiter les lieux, le soussigné offre par la présente de construire la dite section conformément aux devis, plans et profils, et aux termes et conditions énoncés dans la formule de contrat annexée au devis, pour la somme fixe de

\$.....  
sujet à l'augmentation ou diminution de cette somme selon les termes du contrat, et il produit la cédule ci-jointe d'accord avec les 6me et 24me clauses du dit contrat.

Si cette soumission est acceptée, il se chargera de construire la section conformément au contrat dont la formule est annexée au dit devis général, et à telles conditions additionnelles et spéciales qui pourront être arrêtées par le ministre des chemins de fer et canaux; et dans les huit jours après qu'il aura reçu avis que cette soumission est acceptée, il déposera, au crédit du receveur général, une somme d'argent ou des obligations à 90 par cent du chemin de fer du Pacifique canadien garanties par des



concessions de terres, dont le chiffre égalera 5 pour cent de la somme ci-dessus mentionnée, comme garantie de la fidèle exécution du contrat dans toutes ses conditions. A défaut de ce faire, la soumission sera mise de côté et le dépôt confisqué.

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

.....  
 .....  
 .....

Daté..... le..... jour de..... 1881.

CÉDULE des prix mentionnés dans le contrat ci-annexé.

Nature des travaux.	—	Prix.	cts.
Déboisement.....	Par acre.....		
Abattage à fleur de terre.....	do .....		
Déracinement.....	do .....		
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épais., couv. de broussailles.	do .....		
Clôture.....	Pd. linéaire.		
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..		
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus)....	do .....		
do dans la terre.....	do .....		
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.		
Percement de tunnels.....			
“Tunnels de ligne” percés dans le roc.....	Pd. linéaire.		
“Tunnels de cours d'eau—douze pieds”.....	do .....		
do six pieds.....	do .....		
Maçonnerie de pont.....	Verge cube..		
do de canaux ouverts.....	do .....		
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....		
Pavage.....	do .....		
Béton.....	do .....		
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....		
Tuyaux de fonte, 3 pds. de diamètre à l'intér., d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.		
	Chaque.....		
	{ 150 p. d'ouv.....		
	125 “ .....		
	100 “ .....		
	60 “ .....		
	40 “ .....		
Superstructure de ponts de bois.....			
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>			
12 pds. x 16 pds .....	Pd. linéaire.		
12 pds. x 12 pds.....	do .....		
8 pds. x 16 pds.....	do .....		
8 pds. x 12 pds.....	do .....		
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises, devant être en proportion des précédents.			
Pilotis.....	Pd. linéaire.		
Bois en grume pour caiss. de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre.	do .....		
Pièc. aplan. pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pcs.	do .....		
Madriers.....	Pds. M. P....		
Fer forgé.....	Lbs.....		
Fonte.....	do .....		
Liens.....	Chaque.....		
Traverses.....	do .....		
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....		
Pose de la voie.....	Mille.....		
Ballastage.....	Verge cube..		
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....		
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....		

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

.....  
 .....  
 .....

## LISTE des soumissions pour les travaux entre Emory's-Bar et Port-Moody—reçues le 1er février 1882.

Nombre.		Soumissionnaires.	Adresse.	Montant.
Classification.	Ouvertes.			
1	10 J	D. McDonald et A. Charlebois.....	Montréal.....	\$ 2,277,000 00
2	6 F	Andrew Onderdonk .....	Yale, C. B.....	2,486,255 00
3	7 G	James Murray et Cie .....	Ste-Catherine .....	2,864,242 00
4	13 M	Ryan, Purcell et Ryan. ....	Ottawa.....	2,970,000 00
5	11 K	Denis O'Brien et Cie.....	Montréal.....	2,999,735 00
6	8 H	James Goodwin.....	Ottawa.....	3,062,000 00
7	3 C	William Davis et Cie.....	do .....	3,169,880 00
8	14 N	The Railway Improvement Comp'y of N. A.	New-York .. ..	3,190,000 00
9	2 B	F. J. Beemer.....	Montréal.....	3,195,705 00
10	1 A	E. J. Charlton et Cie.....	Québec .....	3,349,000 00
11	4 D	William Ede et Cie.....	San Francisco.....	3,389,000 00
	12 L	A. Manning et A. McDonald .....	Toronto.....	3,389,000 00
12	9 I	J. B. Montgomery.....	Portland, Oregon..	3,488,394 00
13	5 E	John Hebert et Cie.....	Toronto .....	3,531,832 00

NOTE.—L'estimation de ces travaux a été faite par moi en janvier 1880.....\$2,560,000 00

C. S. SCHREIBER.

Ottawa, 1er février 1882.

**Note.**—La formule de soumission ci-dessous reproduite étant tout à fait semblable à celles annexées aux quatorze cédules suivantes, il a été reconnu inutile de les répéter, et elles sont omises en conséquence.

FORMULE DE SOUMISSION.

*Ouverte par T. Trudeau, C. Schreiber, F. Braun, 1er février 1882.*

Chemin de fer du Pacifique canadien.—D'EMORY'S BAR, extrémité ouest de la section 60, à PORT-MOODY. (Burrard-Inlet), Colombie-Britannique.

Ayant pris connaissance du devis, des plans et profils dressés pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, et visité ou fait visiter les lieux, le soussigné offre par la présente de construire la dite section conformément aux devis, plans et profils, et aux termes et conditions énoncées dans la formule de contrat annexée au devis, pour la somme fixe de

*(Pour la somme fixe de chacune des soumissions, voir les cédules suivantes.)*

soit à l'augmentation ou diminution de cette somme selon les termes du contrat, et il produit la cédule ci-jointe d'accord avec les 6me et 24me clauses du dit contrat.

Si cette soumission est acceptée, il se chargera de construire la section conformément au contrat dont la formule est annexée au dit devis général, et à telles conditions additionnelles et spéciales qui pourront être arrêtées par le ministre des chemins de fer et canaux; et dans les huit jours après qu'il aura reçu avis que cette soumission est acceptée, il déposera, au crédit du receveur général, une somme d'argent ou des obligations à 90 p. c. du chemin de fer du Pacifique canadien garanties par des concessions de terres, dont le chiffre égalera 5 p. c. de la somme ci-dessus mentionnée, comme garantie de la fidèle exécution du contrat dans toutes ses conditions. A défaut de ce faire, la soumission sera mise de côté et le dépôt confisqué.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de deux millions deux cent soixante-dix-sept mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	150 00
Abattage à fleur de terre.....	do.....	170 00
Deracinement.....	do.....	200 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épais, couv. de broussailles.....	do.....	700 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 08
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube.....	1 75
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do.....	0 75
do dans la terre.....	do.....	0 30
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 50
Perçement de tunnels.....		
“Tunnels de ligne” percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	75 00
“Tunnels de cours d'eau—douze pieds”.....	do.....	32 00
do six pieds”.....	do.....	12 00
Maçonnerie de pont.....	Verge cube.....	13 00
do de canaux ouverts.....	do.....	9 00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do.....	6 00
Pavage.....	do.....	3 00
Béton.....	do.....	8 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do.....	3 00
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	20 00
	Chaque.....	7,500 00
	do.....	6,250 00
	do.....	4,000 00
	do.....	2,000 00
	do.....	1,200 00
Superstructure de ponts de bois.....		
	150 p. d'ouv.....	
	125 “.....	
	100 “.....	
	60 “.....	
	40 “.....	
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 30
12 pds. × 12 pds.....	do.....	0 30
8 pds. × 16 pds.....	do.....	0 25
8 pds. × 12 pds.....	do.....	0 25
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	do.....	0 50
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre.....	do.....	0 30
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces.....	do.....	0 25
Madriers.....	Pds. M. P.....	25 00
Fer forgé.....	Lbs.....	0 12
Fonte.....	do.....	0 10
Liens.....	Chaque.....	0 30
Traverses.....	do.....	25 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do.....	200 00
Pose de la voie.....	Mille.....	300 00
Ballastage.....	Verge cube.....	0 30
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	40 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do.....	250 00

Signature, occupation et  
domicile des soumis-  
sionnaires.

DUNCAN MACDONALD,  
A. CHARLEBOIS,  
Montréal.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille deux cent cinquante-cinq piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
Déboisement .....	Par acre.....	\$ cts. 35 00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	50 00
Déracinement.....	do .....	60 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couv. de broussailles.....	do .....	1,500 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 06
Excavation dans le roc solide .....	Verge cube.....	1 05
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 50
do dans la terre.....	do .....	0 27
Egouts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 20
Percement de tunnels.....	.....	.....
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	80 00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds" do six pieds".....	do .....	.....
Maçonnerie de pont.....	Verge cube.....	10 00
do de canaux ouverts.....	do .....	.....
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	6 00
Pavage.....	do .....	8 00
Béton.....	do .....	10 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	1 50
Remblais avec revêtement en pierre.....	do .....	0 75
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	.....
	Chaque .....	.....
	{ 150 p. d'ouv.....	.....
	{ 125 do .....	5,000 00
	{ 100 do .....	3,000 00
	{ 100 plancher.....	.....
	{ 60 do .....	3,500 00
	{ Tournant.....	6,000 00
	{ 40 do .....	1,000 00
Superstructure de ponts de bois.....	.....	.....
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>	.....	.....
12 pds. x 16 pds.....	} Pd. cube.....	0 25
12 pds. x 12 pds.....		
8 pds. x 16 pds.....		
8 pds. x 12 pds.....		
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.	.....	.....
Pilotis, ordinaires .....	Pd. linéaire.....	0 20
do spéciaux.....	do .....	0 25
Bois en grume pour caissons de quais.....	Verge cube.....	4 00
do do quais, etc.....	do .....	3 50
Pièces aplanies pour les drains de la chaussé, d'une épaisseur de 12 pouces.....	Pd. linéaire.....	.....
Madriers .....	Pds. M. P.....	20 00
Fer forgé.....	Lbs.....	0 10
Fonte.....	Lbs.....	0 10
Liens .....	Chaque.....	0 30
Traverses .....	do .....	50 00
Appareils complets d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	200 00
Carvelles .....	Ton'x .....	100 00
Pose de la voie.....	Mille.....	250 00
Eclisses et boulons .....	Ton'x .....	150 00
Ballastage .....	Verge cube.....	0 30
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	100 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéiage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	100 00
Bâtiment pour voyageurs, Port-Moody.....	.....	5,000 00
Hangar à fret do .....	.....	5,000 00
do Rivière Pet.....	.....	1,000 00
Bâtiment pour voyageurs et à fret.....	.....	3,500 00
Réservoirs à l'eau .....	.....	2,000 00

Signature, occupation et domicile du soumissionnaire.

ANDREW ONDERDONK,  
Ingénieur civil et entrepreneur,  
Yale, C. B.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de deux millions huit cent soixante-quatre mille deux cent quarante-deux piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	60 00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	160 00
Déracinement.....	do .....	160 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pos. d'épais., couv. de broussailles.....	do .....	800 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 05
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..	1 60
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 60
do dans la terre.....	do .....	0 39
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 50
Percement de tunnels.....	do .....	100 00
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	1,280 00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	1,000 09
do six pieds.....	do .....	800 00
Maçonnerie de pont.....	Verge cube.....	10 00
do de canaux ouverts.....	do .....	12 00
de sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	00
Pavage.....	do .....	6 00
Béton.....	do .....	7 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	2 50
Tuyaux de fonte, 3 pds. de diamètre à l'intér., d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	10 00
	Chaque .....	7,000 00
	do .....	6,000 00
	do .....	5,000 00
	do .....	4,000 00
	do .....	3,000 00
Superstructure de ponts de bois.....		
	150 p. d'ouv.....	
	125 do .....	
	100 do .....	
	60 do .....	
	40 do .....	
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 30
12 pds. × 12 pds.....	do .....	0 25
8 pds. × 16 pds.....	do .....	0 20
8 pds. × 12 pds.....	do .....	0 20
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.....		
Pilotis.....	do .....	0 60
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pds. de diamètre... do .....	do .....	0 25
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pds. do .....	do .....	0 30
Madriers.....	Pds. M. P.....	14 00
Fer forgé.....	Lbs .....	0 12
Fonte.....	do .....	0 12
Liens.....	Chaque .....	0 40
Traverses.....	do .....	25 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	60 00
Pose de la voie.....	Mille.....	350 00
Ballastage.....	Verge cube..	0 40
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	50 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	40 00

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

JAMES MURRAY, entrepreneur,  
Ste-Catherine, Ontario.  
J. A. GOUIN, Ottawa.

CEDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de deux millions neuf cent-soixante-dix mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	75 00
Abattage à fleur de terre.....	do.....	50 00
Déracinement.....	do.....	150 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épais., couv. de broussailles.....	do.....	100 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 30
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube.....	1 60
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do.....	0 75
do dans la terre.....	do.....	0 33
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 20
Percement de tunnels.....		
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	105 00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds.....	do.....	
do six pieds.....	do.....	
Maçonnerie de pont.....	Verge cube.....	15 00
do de canaux ouverts.....	do.....	6 00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do.....	4 00
Pavage.....	do.....	3 00
Béton.....	do.....	6 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do.....	2 25
Tuyaux de fonte, 3 pds. de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	40 00
	150 p. d'ouv.....	7,000 00
	125 do.....	5,000 00
	100 do.....	3,800 00
	60 do.....	1,800 00
	40 do.....	600 00
Superstructure de ponts de bois.....		
<i>Pièces de bois, meilleures qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 40
12 pds. × 12 pds.....	do.....	0 35
8 pds. × 16 pds.....	do.....	0 25
8 pds. × 12 pds.....	do.....	0 18
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	do.....	0 35
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre.....	do.....	0 18
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pcs.....	do.....	0 15
Madriers.....	Pds. M. P.....	16 00
Fer forgé.....	Lbs.....	0 12½
Fonte.....	do.....	0 12½
Liens.....	Chaque.....	0 32
Traverses.....	do.....	65 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do.....	65 00
Pose de la voie.....	Mille.....	250 00
Ballastage.....	Verge cube.....	0 30
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	15 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do.....	50 00

Signature, occupation et  
domicile des soumis-  
sionnaires.

HUGH RYAN, entrepreneur, Perth.  
P. PURCELL.  
JOHN RYAN.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de deux millions neuf cent quatre-vingt-onze mille sept cent trente-cinq piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
Déboisement .....	Par acre.....	\$ 40 00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	100 00
Déracinement .....	do .....	145 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvert. de broussailles	do .....	1,000 00
Clôture.....	Pied lin.....	0 05
Excavation dans le roc solide.....	Vg. cube.....	1 45
do do détaché (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 50
do dans la terre.....	do .....	0 29
Egouts souterrains.....	Pied lin.....	0 40
Percement de tunnels.....		
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pied lin.....	90 00
do cours d'eau—douze pieds".....		
do do six pieds".....		
Maçonnerie de pont.....	Vg. cube.....	10 00
do de ponceaux.....	do .....	5 00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....		
Pavage.....	do .....	1 00
Béton.....	do .....	7 00
Ouvrage en pierres perdues.....	do .....	1 80
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans le béton (le prix du béton non compris).....	Pied lin.....	
2 (deux) ponts tournants.....	150 pds. d'ouverture.....	10,000 00
3 (trois) ponts système Howe.....	125 do .....	5,000 00
11 (onze) superstructures de ponts de bois.....	100 do .....	3,009 00
	60 do .....	
	40 do .....	1,000 00
26 (vingt-six) ponts.....		
<i>Pièces de bois, première qualité, pour ponceaux à pièces transversales.</i>		
400,000 pieds cubes de bois de pin.....	Pieds cubes.....	0 35
91 tonnes de boulons d'éclisses.....	Par lb.....	0 09
273 tonnes de carvelles.....	do .....	0 09
165,000 verges cubes de remblai avec revêtement en pierres.....	Vg. cube.....	1 90
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	Pied lin.....	
226,000 pieds linéaires de pilotis.....	do .....	0 30
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre.....	do .....	0 30
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces.....		0 25
45,040 verges cubes de coffrage aux piles et culées.....	Vg. cube.....	3 50
Madriers.....	Pds. M. P.....	25 00
Fer forgé.....	Lbs.....	0 09
Fonte.....	do .....	0 09
Liens.....	Chaque.....	0 25
Traverses.....	do .....	70 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	450 00
Pose de la voie.....	Mille.....	200 00
Ballastage.....	Vg. cube.....	0 25
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	30 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	140 00
1 (un) bâtiment pour voyageurs à Port-Moody.....		8,000 00
1 (un) do marchandises do .....		4,000 00
1 (un) do do à la rivière Pet .....		3,000 00
7 (sept) bâtiments pour voyageurs et marchandises.....	Chaque.....	3,000 00
5 (cinq) citernes et leurs appareils.....		2,000 00

Signature, occupation et  
domicile des sou-  
missionnaires.

DENIS O'BRIEN, entrepreneur, Montréal.  
JOHN P. WHELEN, entrepreneur, Montréal.  
M. C. MULLIN, marchand, Montréal.

CÉDUDE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions soixante-deux mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	30 00
Abattage à fleur de terre .....	do .....	50 00
Déracinement.....	do .....	80 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvert. de broussailles	do .....	1,500 00
Clôture	Pied linéaire	0 05
Excavation dans le roc solide.....	Pied cube.....	1 65
do do détaché (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 80
do dans la terre.....	do .....	0 29
Egoûts souterrains.....	Pied linéaire	0 50
Percement de tunnels.....		
"Tunnels de ligne" percés dans le roc .....	Pied linéaire	100 00
do cours d'eau—douze pieds .....	do .....	65 00
do do six pieds .....	do .....	35 00
Maçonnerie de pont .....	V. cube.....	15 00
do de ponceaux .....	do .....	9 00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	4 00
Pavage .....	do .....	3 00
Béton .....	do .....	7 00
Ouvrage en pierres perdues.....	do .....	2 00
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris) .....	Pied linéaire	37 00
	Chaque .....	5,400 00
	150 pds. d'ouverture. do .....	4,200 00
	125 do do .....	3,200 00
	100 do do .....	1,400 00
	60 do do .....	800 00
	40 do do .....	
Superstructure de ponts de bois.....		
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	Pied linéaire	0 55
12 pds. × 12 pds.....	do .....	0 40
8 pds. × 16 pds.....	do .....	0 37
8 pds. × 12 pds.....	do .....	0 30
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	do .....	0 40
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre....	do .....	0 30
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces....	do .....	0 25
Madriers.....	Pied M. P....	25 00
Fer forgé.....	Lbs .....	0 12
Fonte.....	do .....	0 10
Liens.....	Chaque .....	0 23
Traverses.....	do .....	30 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	35 00
Pose de la voie.....	Mille.....	225 00
Ballastage.....	V. cube.....	0 38
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	20 30
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	125 00

Signature, occupation et  
domicile du sou-  
missionnaire.

JAMES GOODWIN, entrepreneur,  
Ottawa, Ontario.



CÉDULE des prix mentionnées au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions cent soixante-neuf mille huit cent quatre-vingts piastres.

Nature des travaux.		Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	35 00
Abattage à fleur de terre .....	do .....	55 00
Déracinement.....	do .....	110 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvert. de broussailles	do .....	1,300 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 06
Excavation dans le roc solide .....	Verge cube.....	1 40
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus) .....	do .....	1 40
do dans la terre .....	do .....	0 32
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 40
Percement de tunnels.....		
“ Tunnels de ligne ” percés dans le roc .....	Pd. linéaire.....	95 00
“ Tunnels de cours d'eau—douze pieds ” .....	do .....	45 00
do six pieds ” .....	do .....	20 00
Mçonnerie de ponts .....	Verge cube.....	12 00
do de canaux ouverts .....	do .....	12 00
do sèche (murs de soutènement, etc.) .....	do .....	7 00
Pavage.....	do .....	6 00
Béton.....	do .....	8 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	2 75
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	50 00
	Chaque .....	9,000 00
	150 pds. d'ouv.....	do .....
	125 do .....	5,625 00
	100 do .....	4,500 00
	60 do .....	2,500 00
	40 do .....	1,000 00
Superstructure de ponts de bois .....		
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	} Pd. linéaire.....	0 30
12 pds. × 12 pds.....		
8 pds. × 16 pds.....		
8 pds. × 12 pds.....		
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	Pd. linéaire.....	0 37½
Bois en grume pour caissons de quai, etc. d'au moins 12 pcs. de diamètre.....	do .....	0 30
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pcs.....	do .....	0 30*
Madriers.....	Pds. M. P.....	40 00
Fer forgé.....	Lbs .....	0 10
Fonte.....	Lbs .....	0 10
Liens.....	Chaque .....	0 25
Traverses.....	do .....	30 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	75 00
Pose de la voie.....	Mille.....	400 00
Ballastage.....	Verge cube.....	0 35
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	50 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	75 00

Signature, occupation et  
domicile des  
souvissionnaires.

WILLIAM DAVIS,  
W. H. DAVIS,  
M. P. DAVIS,  
J. T. DAVIS,

Entrepreneurs, Ottawa.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions cent quatre-vingt-dix mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	125 00
Abattage à fleur de terre .....	do .....	60 00
Déracinement.....	do .....	220 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvert. de broussailles	do .....	660 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 03½
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..	1 48
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do ..	0 70
do dans la terre.....	do ..	0 28
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 30
Percement de tunnels.....		
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	98 00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do ..	45 00
do six pieds".....	do ..	18 00
Maçonnerie de pont.....	Verge cube..	10 75
do de canaux ouverts.....	do ..	8 75
do sèche (murs de soutènement, etc).....	do ..	6 50
Pavage.....	do ..	2 50
Béton.....	do ..	6 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do ..	1 80
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	30 00
	Chaque .....	5,100 00
	do .....	3,900 00
	do .....	3,000 00
	do .....	1,550 00
	do .....	875 00
Superstructure de ponts de bois.....		
	150 pds. d'ouv.....	
	125 do ..	
	60 do ..	
	40 do ..	
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 50
12 pds. × 12 pds.....	do .....	0 39
8 pds. × 16 pds.....	do ..	0 32
8 pds. × 12 pds.....	do ..	0 27
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	do ..	0 33
Bois en grume pour caissons de quai, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre.....	do ..	0 16
Pièces aplan. pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pcs.....	do ..	0 22
Madriers.....	Pds. M. P.....	22 00
Fer forgé.....	Lbs .....	0 08
Fonte.....	do .....	0 06
Liens.....	Chaque .....	0 22½
Traverses.....	do .....	24 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	46 00
Pose de la voie.....	Mille.....	245 00
Ballastage.....	Verge cube..	0 30
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	6 50
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, enseignes, le tout complet.....	do .....	120 00

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

{ The Railway Improvement Co. of North America,  
Par JAS. O. BLOSS, président,  
123 Pearl Street, New-York.

**CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions cent quatre-vingt-quinze mille sept cent cinq piastres.**

Nature des travaux.	—	Prix.
Déboisement .....	Par acre.....	\$ cts.
Abattage à fleur de terre.....	do .....	30 00
Déracinement.....	do .....	50 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvertes de broussailles	do .....	80 00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	500 00
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube.....	0 06
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	2 00
do dans la terre.....	do .....	0 80
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 30
Percement de tunnels.....	do .....	0 40
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	.....
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	100 00
do six pieds".....	do .....	40 00
Maçonnerie de pont.....	Verge cube .....	20 00
do de canaux ouverts.....	do .....	14 00
do sèche (murs de soutènement, etc.....)	do .....	8 00
Pavage.....	do .....	6 00
Béton.....	do .....	4 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	10 00
Tuyaux de fonte, 3 pds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	3 00
Superstructure de ponts de bois.....	{ 150 pds d'ouv.....	30 00
	{ 125 do .....	5,500 00
	{ 100 do .....	4,000 00
	{ 60 do .....	3,000 00
	{ 40 do .....	2,000 00
		1,200 00
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	
12 pds × 12 pds.....	do .....	0 40
8 pds × 16 pds.....	do .....	0 30
8 pds × 12 pds.....	do .....	0 28
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.	do .....	0 35
Pilotis.....	Pd. linéaire.....	0 25
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs de diamètre.....	do .....	0 20
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pcs.....	do .....	0 25
Madriers.....	Pds. M. P.....	20 00
Fer forgé.....	Lbs .....	0 10
Fonte.....	do .....	0 08
Liens.....	Chaque .....	0 25
Traverses.....	do .....	50 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	150 00
Pose de la voie.....	Mille.....	250 00
Ballastage.....	Verge cube.....	0 30
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	40 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	200 00

Signature, occupation et  
domicile du sou-  
missionnaire. }

H. J. BEEMER,  
Hotel Windsor,  
Montréal.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions trois cent quarante-neuf mille piastres.

Nature des travaux.		Prix.
Déboisement .....	Par acre .....	\$ cts. 90 00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	90 00
Déracinement .....	do .....	150 00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs d'épaisseur, couvert. de broussailles.	do .....	1,200 00
Clôture.....	Pd. linéaire.	0 05
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..	1 60
do do détaché, (cailloux de 9 pds cubes et plus).....	do .....	0 80
do dans la terre.....	do .....	0 30
Egouts souterrains.....	Pd. linéaire.	1 00
Percement de tunnels.....		
“Tunnels de ligne” percés dans le roc.....		
“Tunnels de cours d'eau—douze pieds”.....	Pd. linéaire.	110 00
do six pieds”.....		
Maçonnerie de pont, avec mortier, et des murs de soutènement.....	Verge cube.	12 00
do canaux ouverts.....	do .....	5 50
do sèche (murs de soutènement, etc).....	do .....	4 00
Pavage.....	do .....	6 00
Béton.....	do .....	2 50
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	2 00
Remblais avec revêtement en pierres.....	do .....	
Tuyaux de fonte, 3 pds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....		
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
Caissons pour piles et remblais.....	do .....	3 00
do quais en troncs d'arbres.....	do .....	2 50
26 ponts système Perry..... 40 pds d'ouv.....	Chaque .....	1,200 00
11 do Howe..... 100 do .....	do .....	3,500 00
2 do d'espars .....	do .....	3,500 00
3 ponts système Howe..... 125 do .....	do .....	4,000 00
2 do tournants..... 150 do .....	do .....	6,500 00
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Bois de charpente, etc, 400,000 pds.....	Pd. linéaire.	0 35
Madriers.....	Pds. M. P.....	25 00
Pilotis, construction ordinaire en chevalets .....	Pd. linéaire.	C 40
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs de diamètre, dessin spécial.....	do .....	0 50
Pièces aplanies, pour les canaux couverts, d'une épaisseur de 12 pcs .....		
Fer forgé .....	Lbs .....	0 12
Fonte.....	do .....	0 10
Liens.....	Chaque .....	0 25
Pose de la voie.....	Mille .....	200 00
91 tonneaux de boulons à éclisses.....	Tonneau.....	200 00
91 do carvelles.....	do .....	200 00
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque .....	40 00
Appareils complets d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	250 00
Ballastage.....	Verge cube..	0 30
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	Chaque .....	150 00
Traverses .....	do .....	0 30
Bâtiment pour voyageurs, Port-Moody .....		8,000 00
Remise à fret .....		3,500 00
do rivière à la Pelletterie.....		3,000 00
Bâtiment pour voyageurs et fret.....	Chaque .....	3,000 00
Réservoirs à l'eau.....	do .....	3,500 00

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

{ E. J. CHARLTON, entrepreneur, Québec.  
T. J. O'BRIEN, entrepreneur, San Francisco, Californie.  
JAMES FAIRNS, banquier, Cité de New York.  
N. J. PURPOSE, Chichester.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions trois cent quatre-vingt-neuf mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.	
		\$ ets.	
Déboisement.....	Par acre.....	50 00	
Abattage à fleur de terre.....	do .....	30 00	
Déracinement.....	do .....	50 00	
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pds. d'épaisseur, couvert. de broussailles.	do .....	500 00	
Clôture	Pd. linéaire.	0 06	
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..	1 60	
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 80	
do dans la terre.....	do .....	0 35	
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.	0 40	
Percement de tunnels.....			
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.	120 00	
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	50 00	
do six pieds".....	do .....	20 00	
Maçonnerie.....	Verge cube..	12 00	
do de canaux ouverts.....	do .....	6 00	
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	5 00	
Pavage.....	do .....	5 00	
Béton.....	do .....	5 00	
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	3 00	
Tuyaux de fonte, 3 pds. de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.	10 00	
Superstructure de ponts de bois.....	{ 150 p. d'ouv.....	Chaque.....	4,000 00
	125 do .....	do .....	3,500 00
	100 do .....	do .....	3,000 00
	60 do .....	do .....	1,500 00
	40 do .....	do .....	1,000 00
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>			
12 pds. × 16 pds.....	per M. pds. M. P.	Pd. linéaire.	0 30
12 pds. × 12 pds.....		do .....	0 30
8 pds. × 16 pds.....		do .....	0 30
8 pds. × 12 pds.....		do .....	0 30
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.			
Pilotis.....	do .....	0 30	
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pds. de diamètre....	do .....	0 20	
Pièces aplan. pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces.....	do .....	0 25	
Madriers.....	Pds. M. P....	30 00	
Fer forgé.....	Lbs .....	0 06	
Fonte.....	do .....	0 05	
Liens.....	Chaque.....	0 25	
Traverses.....	do .....	50 00	
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	70 00	
Pose de la voie.....	Mille.....	250 00	
Ballastage.....	Verge cube..	0 40	
Pose d'iguilles et de croisements.....	Chaque.....	15 00	
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	50 00	

Signature, occupation et domicile des soumissionnaires.

WM. EDE, San Francisco, Cal.  
J. McMULLEN, do

Entrepreneurs.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions trois cent quatre-vingt-neuf mille piastres.

Nature des travaux.	—	Prix.	
		\$	cts.
Déboisement .....	Par acre.....	80	00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	160	00
Déracinement.....	do .....	400	00
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couvert. de broussailles	do .....	800	00
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0	06
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube..	2	00
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	1	00
do dans la terre.....	do .....	0	32
Egoûts souterrains .....	Pd. linéaire.....	0	50
Percement de tunnels.....	.....	.....	.....
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	105	00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	105	00
do six pieds".....	do .....	105	00
Maçonnerie de pont.....	Verge cube..	14	00
do de canaux ouverts.....	do .....	10	00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	9	00
Pavage.....	do .....	15	00
Béton.....	do .....	8	00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	2	50
Tuyaux de fonte, 3 pds. de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	.....	.....
Superstructure de ponts de bois.....	} 150 p. d'ouv..... 125 do .....	Chaque.....	6,250 00
		do .....	4,000 00
		do .....	2,500 00
		do .....	1,000 00
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>			
12 pds. × 16 pds. ....	Pd. linéaire.....	0	40
12 pds. × 12 pds. ....	do .....	0	40
8 pds. × 16 pds. ....	do .....	0	40
8 pds. × 12 pds. ....	do .....	0	36
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.			
Pilotis.....	do .....	0	30
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre....	do .....	0	15
Pièces aplan. pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces.....	do .....	0	20
Madriers.....	Pds. M. P....	25	00
Fer forgé.....	Lbs. ....	0	12
Fonte.....	do .....	0	10
Liens.....	Chaque.....	0	30
Traverses.....	do .....	50	00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	100	00
Pose de la voie.....	Mille .....	300	00
Ballastage.....	Verge cube..	0	32
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	100	00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	300	00

Signature, occupation et  
domicile des soumis-  
sionnaires. }

ALEX. MANNING, Toronto,  
A. MACDONALD, Toronto,  
Entrepreneurs.

CÉDULE des prix mentionnés dans le contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions quatre cent quatre-vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-quatorze piastres.

Nature des travaux.		Prix.	
Déboisement.....	Par acre.....	100 00	
Abattage à fleur de terre.....	do .....	48 00	
Déracinement.....	do .....	200 00	
Plateformes en troncs d'arbres, de 16 pcs. d'épaisseur, couv. de broussailles.....	do .....	800 00	
Clôture.....	Pd. linéaire.....	0 07	
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube.....	1 60	
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 70	
do dans la terre.....	do .....	0 40	
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 36	
Perçements de tunnels.....			
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	90 00	
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	36 00	
do do six pieds".....	do .....	24 00	
Mçonnerie de pont.....	Verge cube.....	15 50	
do de canaux ouverts.....	do .....	12 00	
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	6 00	
Pavage.....	do .....	3 60	
Béton.....	do .....	8 00	
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	2 00	
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	30 00	
Superstructure de ponts de bois.....	{ 150 p. d'ouv.....	Chaque.....	5,400 00
	{ 125 do .....	do .....	4,000 00
	{ 100 do .....	do .....	3,000 00
	{ 60 do .....	do .....	1,400 00
	{ 40 do .....	do .....	960 00
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>			
12 pds. × 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 43	
12 pds. × 12 pds.....	do .....	0 32	
8 pds. × 16 pds.....	do .....	0 29	
8 pds. × 12 pds.....	do .....	0 22	
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.			
Pilotis.....	do .....	0 26	
Bois en grume pour caissons de quais, etc., d'au moins 12 pcs. de diamètre....	do .....	0 12	
Pièces aplanies pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces...	do .....	0 18	
Madriers.....	Pds. M. P.....	18 00	
Fer forgé.....	Lbs .....	0 12	
Fonte.....	do .....	0 08	
Liens.....	Chaque.....	0 30	
Traverses.....	do .....	200 00	
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	100 00	
Poses de la voie.....	Mille.....	480 00	
Ballastage.....	Verge cube.....	0 50	
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	30 00	
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéage, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	190 00	

Signature, occupation et  
domicile du soumis-  
sionnaire.

J. B. MONTGOMERY,  
Rutland, Océgon,  
États-Unis.

CÉDULE des prix mentionnés au contrat annexé, et dont la somme fixe est de trois millions cinq cent trente et un mille huit cent trente-deux piastres.

Nature des travaux.		Prix.
		\$ cts.
Déboisement.....	Par acre.....	30 00
Abattage à fleur de terre.....	do .....	50 00
Déracinement.....	do .....	100 00
Plateformes en troncs d'arçres, de 16 pes. d'épaisseur, couvertes de broussailles	do .....	1,000 00
Clôturage.....	Pd. linéaire.....	0 05
Excavation dans le roc solide.....	Verge cube.....	1 75
do do détaché, (cailloux de 9 pieds cubes et plus).....	do .....	0 65
do dans la terre.....	do .....	0 35
Egoûts souterrains.....	Pd. linéaire.....	0 45
Percements de tunnels.....		
"Tunnels de ligne" percés dans le roc.....	Pd. linéaire.....	100 00
"Tunnels de cours d'eau—douze pieds".....	do .....	80 00
do do six pieds".....	do .....	30 00
Maçonnerie de ponts.....	Verge cube.....	20 00
do de canaux ouverts.....	do .....	16 00
do sèche (murs de soutènement, etc.).....	do .....	6 00
Pavage.....	do .....	5 00
Béton.....	do .....	8 00
Ouvrages en pierres perdues.....	do .....	3 00
Tuyaux de fonte, 3 pieds de diamètre à l'intérieur, d'un pouce d'épaisseur et posés dans du béton (le prix du béton non compris).....	Pd. linéaire.....	40 00
	Chaque.....	7,500 00
Superstructure de ponts de bois.....	{ 150 p. d'ouv.....	5,000 00
	{ 125 do .....	3,500 00
	{ 100 do .....	2,400 00
	{ 60 do .....	750 00
	{ 40 do .....	
<i>Pièces de bois, meilleure qualité, pour ponceaux à pièces transversales, etc.</i>		
12 pds. X 16 pds.....	Pd. linéaire.....	0 40
12 pds. X 12 pds.....	do .....	0 30
8 pds. X 16 pds.....	do .....	0 30
8 pds. X 12 pds.....	do .....	0 25
Les prix pour pièces d'autres dimensions qui pourraient être requises devant être en proportion des précédents.		
Pilotis.....	do .....	0 35
Bois en grume pour caissons de quais, etc. d'au moins 12 pouces de diamètre.....	do .....	0 25
Pièces aplaties pour les drains de la chaussée, d'une épaisseur de 12 pouces.....	do .....	0 25
Madriers.....	Pds. M. P.....	20 00
Fer forgé.....	Lbs.....	0 11
Fonte.....	do .....	0 09
Liens.....	Chaque.....	0 29
Traverses.....	do .....	150 00
Appareils d'aiguilles et de sémaphores.....	do .....	120 00
Pose de la voie.....	Mille.....	250 00
Ballastage.....	Verge cube.....	0 35
Pose d'aiguilles et de croisements.....	Chaque.....	50 00
Passages à niveau, avec fosses à bestiaux en bois, planchéiagé, petits ponceaux en bois sous les abords, et enseignes, le tout complet.....	do .....	150 00
Pompe à vapeur, chambre à chaudières et à machines pour les stations d'eau.....		3,000 00

Signature, occupation et  
domicile des soumis-  
sionnaires.

JOHN HERBERT, entrepreneur, Toronto.  
JOHN RENNIE, Toronto, marchand.  
M. STARRS, Ottawa, entrepreneur.



CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, 6 fév. 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de faire le rapport suivant sur le résultat des annonces demandant des soumissions pour la construction de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody :

Quatorze soumissions, en tout, ont été reçues. Leurs prix varient de \$2,277,000 à \$3,531,832.

Celle de MM. McDonald et Charlebois est la plus basse, mais elle est irrégulière en ce que le chèque qui l'accompagne a été marqué par la banque de Montréal, le 24 du mois dernier, bon seulement pour deux jours. La soumission de A. Onderdonk, pour \$2,486,255, se trouve être, par conséquent, la moins élevée ; or, comme ce monsieur a l'habileté et les ressources nécessaires et que le chiffre de sa soumission s'accorde avec l'estimation de ces travaux par moi soumise à l'honorable ministre, l'an dernier—\$2,560,000—j'ai recommandé qu'elle fût acceptée.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER, *ingénieur en chef.*

F. BRAUN, *écr., secrétaire,*

Département des chemins de fer et canaux.

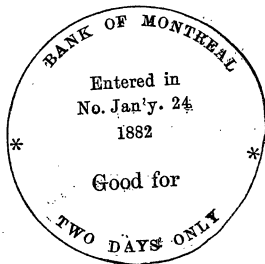
Ci-jointe la copie du chèque de MM. McDonald et Charlebois :

MONTRÉAL, 23 janvier 1882.

A la Banque de Montréal.

Payez à l'ordre de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux vingt mille piastres.

\$20,000



McDONNALD ET CHARLEBOIS.

Vraie copie du chèque déposé par MM. McDonald et Charlebois avec leur soumission pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, reçue et ouverte le 1er janvier 1882.

T. TRUDEAU,  
COLLINGWOOD SCHREIBER.

F. BRAUN, *secrétaire.*

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, 2 février 1882.

(*Mémoire*)

Section de Port-Moody à Emory. J'ai fait une estimation quelque peu à la hâte du coût de la construction de cette section, c'est-à-dire en me basant sur des prix aussi bas que la sûreté le permettait. Elle s'élève, en chiffres ronds, à \$3,000,000, y compris la station et le quai, à Port-Moody. Si l'on se conforme strictement aux

plans je ne vois pas que cette évaluation puisse être réduite. Mais je vais refaire tous mes calculs, vérifier avec soin les quantités, et indiquer les points où il peut être fait quelques légères modifications et autres changements. Cela va prendre plusieurs jours.

MARCUS SMITH,

C. SCHREIBER, écr, C.C.P.

DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER ET CANAUX,

BUREAU DU MINISTRE, 6 février 1882.

(*Mémoire*, lundi, 6 février 1882.)

Dans l'affaire de la soumission pour la section entre Emory's-Bar et Port-Moody.

Selon les instructions données par le ministre, samedi, je me suis rendu ce matin vers dix heures et demie, auprès de M. Drummond, gérant de la banque de Montréal en cette ville, et lui ai remis un chèque de \$20,000, daté 23 janvier 1882, et portant ces mots marqués au timbre du 24 du même mois : " Good for two days only." Ce chèque était tiré sur la banque de Montréal par McDonald et Charlebois, et je lui ai demandé s'il le paierait. Voyant qu'il était marqué " bon pour deux jours seulement," il hocha la tête et dit qu'il serait bon de s'informer au bureau principal. Il suggéra cette démarche et j'y ai consenti. Vers une heure cette après-midi, M. Drummond est venu à mon bureau et m'a remis, en présence de M. Trudeau, le télégramme du principal bureau à Montréal, que j'ai transmis aujourd'hui au ministre et qui est maintenant attaché à la présente, revêtu de mes initiales.

A. P. BRADLEY.

(*Télégramme*)

MONTRÉAL, 6 février 1882.

A la banque de Montréal.

Retranchez de votre timbre d'acceptation les mots " for two days only." Le chèque est valable jusqu'à paiement.

SHADBOLT.

A moi remis dans mon bureau, par M. Drummond, vers 1 heure p.m., le 6 février.

A. P. BRADLEY.

OTTAWA, 7 février 1882.

(*Mémoire*)

Le soussigné a l'honneur de faire rapport qu'en réponse à l'annonce demandant des soumissions—à livrer à ce département dans la matinée de mercredi, le 1er février 1882—pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, les offres suivantes ont été reçues :

De	Pour la somme de
D. McDonald et A. Charlebois .....	\$2,277,000
Andrew Onderdonk.....	2,486,255
James Murray et Cie.....	2,864,442
Ryan, Purcell et Ryan.....	2,970,000
Dennis O'Brien et Cie.....	2,999,735
James Goodwin.....	3,062,000
William Davis et Cie.....	3,169,880
The Railway Improvement Co. of North America.....	3,190,000
T. J. Beemer.....	3,195,705
E. J. Charlton et Cie.....	3,349,000
William Ede et Cie.....	3,389,000
A. Manning et A. McDonald .....	3,389,000
J. B. Montgomery.....	3,488,394
John Herbert et Cie.....	3,531,832

Le 92me article du devis des travaux de cette section prescrit que nulle soumission ne sera reçue "si elle n'est accompagnée d'un chèque de \$20,000, marqué bon par la banque."

La plus basse soumission, celle de MM. D. McDonald et A. Charlebois, est irrégulière, en ce que le chèque qui l'accompagne est marqué par la banque de Montréal, à la date du 24 janvier 1882, comme n'étant valable que pour deux jours.

La soumission la plus basse ensuite, et qui est conforme aux conditions du devis, est celle de M. Andrew Onderdonk, le prix demandé étant de \$2,486,255.

Cette somme est inférieure à l'estimation de la valeur des travaux à exécuter, mais dans un rapport daté 6 février 1882, l'ingénieur en chef déclare que M. Andrew Onderdonk possède l'habileté et les ressources exigées pour l'exécution de l'entreprise.

En conséquence, le soussigné recommande que l'on accepte la soumission de M. Andrew Onderdonk pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique Canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, aux termes et conditions du devis, pour la somme de \$2,486,255.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,

Ministre des chemins de fer et canaux.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 8 février 1882.

Vu le mémoire (daté 7 février 1882) du ministre des chemins de fer et canaux, déclarant qu'en réponse à l'annonce demandant des soumissions—à livrer au département des chemins de fer et canaux dans la matinée de mercredi, le 1er février 1882—pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, les offres suivantes ont été reçues.

De	Pour la somme de
D. McDonald et A. Charlebois.....	\$2,277,000
Andrew Onderdonk.....	2,486,255
James Murray et Cie.....	2,864,242
Ryan, Purcell et Ryan.....	2,970,000
Dennis O'Brien et Cie.....	2,999,735
James Goodwin.....	3,062,000
William Davis et Cie.....	3,169,880
The Railway Improvement Company of North America	3,190,000
T. J. Beemer.....	3,195,705
E. J. Charlton et Cie.....	3,349,000
William Ede et Cie.....	3,389,000
A. Manning et A. McDonald.....	3,389,000
J. B. Montgomery.....	3,488,394
John Herbert et Cie.....	3,531,832

Le 92me article du devis des travaux de cette section prescrit que nulle soumission ne sera reçue "si elle n'est accompagnée d'un chèque de \$20,000, marqué bon par la banque."

La plus basse soumission, celle de MM. D. McDonald et A. Charlebois, est irrégulière, en ce que le chèque qui l'accompagne est marqué par la banque de Montréal, à la date du 24 janvier 1882, comme n'étant valable que pour deux jours.

La soumission la plus basse ensuite, et qui est conforme aux conditions du devis, est celle de M. Andrew Onderdonk, le prix demandé étant de \$2,486,255.

Cette somme est inférieure à l'estimation de la valeur des travaux à exécuter mais dans un rapport daté 6 février 1882, l'ingénieur en chef déclare que M. Andrew, Onderdonk possède l'habileté et les ressources exigées pour l'exécution de l'entreprise.

En conséquence, le ministre recommande que l'on accepte la soumission de M. Andrew Onderdonk pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique Canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, aux termes et conditions du devis, pour la somme de \$2,486,255.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme, J. O. COTÉ, *greffier, C.P.*

A l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 7 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux de vous informer que votre offre, pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien, entre Emory's-Bar et Port-Moody, a été acceptée.

Il me reste maintenant à vous inviter de déposer, au crédit de l'honorable receveur général, dans la huitaine à compter de cette date, la somme de \$125,000, laquelle représente les 5 p. c. qui, d'après le devis, doivent être versés.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire.*

ANDREW ONDERDONK, écr, chez M. MAY, rue Metcalfe.

OTTAWA, 8 février 1882.

MONSIEUR,—J'accuse réception de votre lettre d'hier, par laquelle vous m'apprenez que mon offre pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody a été acceptée, et m'invitez à déposer, dans la huitaine, la garantie voulue de \$25,000.

Ma réponse est que je suis prêt à me conformer à cette obligation et à passer le contrat dès qu'il plaira à l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

Bien respectueusement à vous,

ANDREW ONDERDONK.

F. BRAUN, écr, secrétaire, chemins de fer et canaux.

(*Télégramme.*)

10 février 1882.

A sir CHARLES TUPPER, Montréal.

*Gazette* de ce matin annonce que nous sommes les plus bas soumissionnaires pour la section de Port-Moody, et que comme nous avons négligé de faire le dépôt voulu, l'entreprise a été adjugée à Onderdonk. Ce fait est inexact; nous n'attendons que l'avis du département pour compléter le dépôt. Attendons réponse.

McDONALD ET CHARLEBOIS.

(*Télégramme de même date.*)

A. F. BRAUN.

A-t-il été décidé à l'égard des soumissions B. C. ? Attendons l'avis pour compléter dépôt.—Répondez.

McDONALD ET CHARLEBOIS.

OTTAWA, 10 février 1882.

McDONALD et CHARLEBOIS, Montréal.

Entreprise adjugée à Onderdonk, dont la soumission s'est trouvée la plus basse, la vôtre n'ayant pu être acceptée faute d'un chèque marqué *valable*, ainsi que le veut le devis.

F. BRAUN, *secrétaire.*

A l'honorable président du conseil, Ottawa.

MONSIEUR,—Nous avons l'honneur de soumettre cette requête à Son Excellence le gouverneur général en conseil.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur,  
Vos obéissants serviteurs,

F.M.M. pour McDONALD ET CHARLEBOIS.

A Son Excellence le gouverneur général en conseil.

La requête de Duncan McDonald et d'Alphonse Charlebois, entrepreneurs, de la ville de Montréal,

Expose humblement que,—

1. Dans le cours du mois d'octobre, le gouvernement fédéral a demandé publiquement des soumissions pour la construction de l'une des sections du chemin de fer du Pacifique canadien entre Port-Moody et Emory's-Bar, dans la province de la Colombie-Britannique.

2. Le premier de ce mois, vos requérants ont remis à l'officier compétent du ministère des chemins de fer et canaux, à Ottawa, une offre pour l'exécution de ces travaux.

3. En même temps que fut remise la dite offre, le dépôt exigé par l'annonce demandant des soumissions et par le devis, a été régulièrement fait entre les mains de l'officier compétent du ministère des chemins de fer et canaux.

4. En même temps que celle de vos requérants, d'autres soumissions, pour les mêmes travaux, faites dans la même forme, ont été remises au ministère des chemins de fer et canaux.

5. La soumission de vos requérants était la moins élevée de toutes celles ainsi faites et remises au ministère susdit.

6. La différence quant au prix entre la soumission de ces requérants et la moins élevée ensuite est d'environ deux cent mille piastres.

7. Le dix de ce mois, le département des chemins de fer et canaux a informé vos requérants que leur offre n'avait pas été acceptée parce qu'un chèque sur la banque de Montréal, représentant la somme du dépôt à faire n'était pas marqué "valable," ainsi que le devis l'exige, et que l'entreprise avait été adjugée à un entrepreneur dont la soumission était plus élevée que la leur, ainsi que l'exhibit n° 1 ci-joint en fait foi.

8. Quant à se plaindre de cette décision du ministère des chemins de fer et canaux, vos requérants représentent humblement à Votre Excellence en conseil que le chèque susdit avait bien et dûment été accepté par la banque de Montréal, le 24 janvier dernier.

9. Le 6 du présent mois, ce chèque a été présenté à la banque de Montréal, dans la ville d'Ottawa, par M. Bradley, le secrétaire particulier du ministre des chemins de fer et canaux, et la réponse du gérant de la succursale de cette banque à Ottawa a été que le dit chèque avait été valable depuis la date qu'il porte et qu'il l'était encore, et sur ce, le secrétaire du ministre des chemins de fer et canaux a dit au gérant de la dite succursale que sa déclaration était satisfaisante pour le département, ainsi que cela est démontré par les exhibits 2, 3 et 4 ci-joints.

10. Le dit chèque est encore valable, la banque l'eût soldé en aucun temps, et il est actuellement en la possession du ministère des chemins de fer et canaux. Pour les motifs ci-dessus énoncés vos requérants demandent :

1. Que l'arrêté du conseil qui rejette l'offre de vos requérants parce que le chèque n'était pas marqué "valable ainsi que le veut le devis" et qui adjuge l'entreprise à MM. Onderdonk et Cie, soit reconsidéré par Votre Excellence en conseil.

2. Que l'offre de vos requérants étant de fait la plus basse, elle soit acceptée par le ministère des chemins de fer et canaux, et que l'entreprise soit adjugée à vos requérants, qui, volontiers se chargeront de son exécution.

Et vos requérants ne cesseront de prier.

McDONALD ET CHARLEBOIS.

Ottawa, 14 février 1882.

## EXHIBIT N° 1.

Télégramme de F. Braun, secrétaire du département des chemins de fer et canaux, aux requérants McDonald et Charlebois.

“ OTTAWA, 10 février 1882.

“ McDONALD ET CHARLEBOIS, Montréal.

“ Entreprise adjudgée à Onderdonk, dont la soumission s'est trouvée la plus basse, la vôtre n'ayant pu être acceptée parce que le chèque n'était pas marqué valable ainsi que le veut le devis.

“ F. BRAUN.”

## EXHIBIT N° 2.

Télégramme rédigé et affranchi par M. Bradley, secrétaire du ministre des chemins de fer et canaux, après qu'il eût été voir le gérant de la banque de Montréal à Ottawa pour s'assurer de la validité du chèque déposé par les requérants. Le télégramme a été envoyé par le gérant de la succursale à Ottawa au gérant à Montréal.

“ OTTAWA, 6 février 1882.

“ A la banque de Montréal, Montréal.

“ Le département des chemins de fer et canaux a le chèque de \$20,000 d'° McDonald et Charlebois, certifié par la maison de Montréal, 24 janvier. Est-il encor<sup>e</sup> valable, et pendant combien de temps le sera-t-il ? ”

“ A DRUMMOND, gérant.”

## EXHIBIT N° 3.

Télégramme en réponse à l'exhibit n° 2, reçu et remis à M. Bradley le même jour.

“ MONTRÉAL, 6 février 1882.

“ A la banque de Montréal, Ottawa.

“ En réponse à votre télégramme de ce jour—retranchez les mots “ *for two days only* ” de notre timbre d'acceptation. Le chèque sera valable jusqu'à paiement.

“ SHADBOLT, gérant.”

## EXHIBIT N° 4.

Extrait d'une lettre du gérant de la banque de Montréal à Ottawa, au gérant à Montréal.

“ OTTAWA, 6 février 1882.

“ CHER MONSIEUR,— \* \* \* \* \*

A la demande du département des chemins de fer, je vous ai télégraphié au sujet du chèque certifié (de \$20,000) de McDonald et Charlebois, qu'ils ont récemment déposé avec leur soumission, et qui n'était accepté que pour deux jours seulement. Votre réponse de retrancher du timbre cette restriction et que le chèque serait valable jusqu'à paiement a satisfait le département.

“ A. DRUMMOND, gérant.”

## EXHIBIT N° 5.

Lettre du gérant de la banque de Montréal aux requérants, MM. McDonald et Charlebois, Montréal.

“ MESSIEURS,—Au sujet du télégramme reçu aujourd'hui d'Ottawa, annonçant que votre soumission ne pourrait être reçue parce qu'elle n'était pas accompagnée d'un chèque marqué valable, ainsi que l'exige le devis, je dois vous dire que le 6 de ce mois j'ai télégraphié à notre succursale à Ottawa de retrancher de notre timbre d'acceptation les mots “ *for two days only*,” et que le chèque soit valable jusqu'à paiement.

“ Notre succursale d'Ottawa m'a écrit le même jour qu'elle s'était conformée à ma demande et que le département était satisfait.

“ Bien sincèrement à vous,

E. N. SHADBOLT,  
Gérant.

BANQUE DE MONTRÉAL, OTTAWA, 17 février 1882.

T. TRUDEAU, écrivain,

Sous-ministre des chemins de fer et canaux.

CHER MONSIEUR, — J'ai lu le mémoire de MM. Charlebois et McDonald, et dans le but de rectifier une erreur de l'exhibé n° 2, je ferai remarquer que le télégramme daté du 6 de ce mois a été écrit par moi. M. Bradley n'a fait qu'affranchir le blanc, c'est moi qui l'ai rempli après son départ.

Relativement au 9me aliéna et à l'exhibé n° 4, qui renferme le télégramme de la banque de Montréal annonçant que le chèque était valable jusqu'à paiement, et où il est dit que cette réponse a satisfait le département, je transmets copie de la lettre à la banque de Montréal, datée du 11 de ce mois, qui explique ce fait et les circonstances qui ont motivé la demande de renseignement, et aussi ce qui m'a porté à croire que la réponse, lorsque je la communiquai au secrétaire, aurait été jugée satisfaisante ; mais en réalité, personne dans le département ne se prononça à cet égard. Le secrétaire me demanda seulement de lui laisser le télégramme, et je pensai que c'était pour le réunir au chèque, afin qu'il fut fait à ce dernier ce que prescrivait le télégramme.

Votre obéissant serviteur,

A. DRUMMOND, *gérant*.

OTTAWA, 11 février 1882.

Au gérant, Montréal.

CHER MONSIEUR, — J'ai reçu votre lettre d'hier au sujet du chèque de McDonald et Charlebois.

Le télégramme du 6 a été envoyé à la demande de M. Bradley, le secrétaire du ministre, qui est venu me montrer le chèque marqué *valable pour deux jours seulement*, à compter du 24 du mois dernier. Il voulait seulement savoir s'il était encore bon ; mais tout en écrivant le télégramme qui nous demandait une réponse spéciale à cet égard, j'ai dit que, pour l'information du département j'allais aussi demander combien de temps ce chèque resterait valable. Il répondit : vous le pouvez, bien que pour moi il ne s'agisse que de savoir s'il est encore valable.

Au reçu de votre réponse qu'il était valable et qu'il le serait jusqu'à paiement, j'ai été moi-même au département en donner connaissance au secrétaire.

Je n'ai pas revu le chèque ; mais à la demande du secrétaire, je lui ai laissé votre télégramme, comme autorisation de traiter le chèque selon qu'il le prescrivait.

J'ignorais alors s'il avait ou non été décidé au sujet de la soumission à laquelle se rapporte ce chèque, et qui, avec d'autres, avait été reçue et ouverte le premier du mois. Ce ne fut que le 9 que je sus que l'entreprise avait été adjugée à M. Onderdonk, c'est-à-dire quand ce monsieur est venu ici au sujet du cautionnement qu'il avait donné par l'intermédiaire du bureau principal.

De l'invitation de laisser votre télégramme au ministère, j'ai naturellement conclu que l'on était satisfait et que l'on bifferait du chèque les mots indiqués ; mais d'après ce qu'a dit hier le sous-ministre, j'ai cru comprendre que le département ne pouvait légalement faire subir cette modification au chèque alors qu'il était en sa possession, et cela pour le motif que lors de l'ouverture des soumissions, il était inacceptable, la période de sa validité étant déjà expirée.

C'est sans doute grâce à ces circonstances que la soumission a été mise de côté.

Cependant, entre leur soumission et celle d'Onderdonk, la différence n'est pas grande, et comme elles sont toutes deux peu élevées, ils auraient peut-être fait là une entreprise désavantageuse, tandis que pour Onderdonk, qui a déjà là un outillage considérable, elle sera peut-être profitable, vu les ressources dont il dispose.

Accompagné du juge Coursol, M. McDonald est venu ici ce matin, dans le but visible de donner au département l'assurance que ce n'était pas à dessein que le chèque a été fait à si courte échéance.

Ce fait était indubitablement dû à une inadvertance, qui n'a pas été découverte lors de l'émission, et que j'avais expliqué au département.

Bien cordialement à vous,

A. DRUMMOND, *gérant*.

(Mémoire.)

20 février 1882.

A l'égard de la requête (datée 14 février) soumise à Son Excellence le gouverneur général en conseil par MM. McDonald et Charlebois, qui demandent la reprise en considération de leur offre—laquelle a été mise de côté pour cause d'informalité—pour la construction de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody, le soussigné a l'honneur de faire rapport comme suit :

En réponse aux annonces publiées, le département a reçu, le premier de ce mois, quatorze soumissions pour l'entreprise en question, y compris celle de MM. McDonald et Charlebois.

Le devis fourni aux entrepreneurs, et sur lequel ceux-ci devraient baser leurs offres, renferme l'article suivant au sujet du chèque qui devait accompagner chaque offre :

“ 92. Nulle soumission ne sera reçue si elle n'est faite sur la formule imprimée et accompagnée de la cédule du prix et d'un chèque de banque (marqué bon par la banque) de \$20,000, somme qui sera forfaite si le soumissionnaire refuse ou manque de passer contrat pour l'exécution des travaux lorsqu'il y sera appelé après l'acceptation de son offre.”

Malgré cette disposition du devis, le chèque de \$20,000 (datée 23 janvier 1882) sur la banque de Montréal qui accompagnait la soumission de MM. McDonald et Charlebois, était marqué par la banque, à la date du 24 janvier, “valable seulement pour deux jours,” et ce fait rendait l'offre irrégulière sur un point essentiel.

Le 6 février, M. Bradley, le secrétaire particulier du soussigné, est allé trouver le gérant de la succursale d'Ottawa au sujet de ce chèque, et le résultat de cette démarche est consigné dans le mémoire suivant :—

Lundi, 6 février 1882.

“ Dans l'affaire de la soumission pour la section entre Emory's-Bar et Port-Moody. Selon les instructions données par le ministre, samedi, je me suis rendu ce matin, vers dix heures et demie, auprès de M. Drummond, gérant de la banque de Montréal en cette ville, et lui ai remis un chèque de \$20,000, daté 23 janvier 1882, et portant ces mots marqués au timbre le 24 du même mois : “*Good for two days only.*” Ce chèque était tiré sur la banque de Montréal par Macdonald et Charlebois, et je lui demandai s'il le paierait. Voyant qu'il était marqué “bon pour deux jours seulement,” il hocha la tête et dit qu'il serait bon de s'informer au bureau principal. Il suggéra cette demande, et j'y ai consenti. Vers une heure cette après-midi, M. Drummond est venu à mon bureau et m'a remis, en présence de M. Trudeau, le télégramme du principal bureau, à Montréal, que j'ai transmis aujourd'hui au ministre et qui est maintenant attaché à la présente revêtu de mes initiales, A. P. Bradley.”

Le télégramme du bureau principal ci-dessus mentionné est ainsi conçu :

OTTAWA, 6 février 1882.

A la Banque de Montréal.

Retranchez de votre timbre d'acceptation les mots “*for two days only.*” Le chèque est valable jusqu'à paiement.

SHADBOLT.

L'affaire ayant été soumise au conseil, il fut décidé que les termes d'un chèque ne pouvaient être changés après la réception des offres, et l'entreprise fut en conséquence adjugée à l'entrepreneur dont la soumission se trouvait être la moins élevée ensuite, sans faire mention de l'offre irrégulière de MM. McDonald et Charlebois.

Le 10 de ce mois, les télégrammes suivants furent reçus de MM. McDonald et Charlebois :

10 février 1882.

A sir CHARLES TUPPER, Montréal.

Gazette de ce matin' annonce que nous sommes les plus bas soumissionnaires pour la section de Port-Moody et que comme nous avons négligé de faire le dépôt



voulu, l'entreprise a été adjugée à Onderdonk. Ce fait est inexact; nous n'attendons que l'avis du département pour compléter le dépôt. Attendons réponse.

DUNCAN McDONALD,  
A. CHARLEBOIS.

(Télégramme de même date.)

A F. BRAUN.

A-t-il été décidé à l'égard des soumissions B.C. ? Attendans l'avis pour compléter dépôt. Répondez.

McDONALD ET CHARLEBOIS.

En réponse le département envoya le télégramme suivant:

McDONALD ET CHARLEBOIS, Montréal.

OTTAWA, 10 février 1882.

Entreprise adjugée à Onderdonk, dont la soumission s'est trouvée la plus basse, la vôtre n'ayant pu être acceptée faute d'un chèque marqué *valable*, ainsi que le veut le devis.

F. BRAUN, secrétaire.

“ Cette requête de MM. McDonald et Charlebois ayant été montrée au gérant de la succursale de la banque de Montréal, à Ottawa, il a écrit la lettre suivante, qu'il a transmise accompagnée de la copie de celle par lui envoyée au bureau principal, le 11 de ce mois, à l'effet de faire disparaître la fausse impression dans laquelle ce bureau semblait se trouver à la suite d'une précédente communication (datée du 6 de ce mois) qu'il avait reçue à ce sujet :

BANQUE DE MONTRÉAL, OTTAWA, 17 février 1882.

T. TRUDEAU, écr.,

Sous-ministre des chemins de fer et canaux.

CHER MONSIEUR,—J'ai lu le mémoire de MM. Charlebois et McDonald, et dans le but de rectifier une erreur de l'exhibit n° 2, je ferai remarquer que le télégramme daté du 6 de ce mois a été écrit par moi. M. Bradley n'a fait qu'affranchir le blanc; c'est moi qui l'ai rempli après son départ.

Relativement au 9<sup>e</sup> alinéa et à l'exhibit n° 4, qui renferme le télégramme de la banque de Montréal annonçant que le chèque était valable jusqu'à paiement, et où il est dit que cette réponse a satisfait le département, je transmets copie de la lettre à la banque de Montréal, datée du 11 de ce mois, qui explique ce fait et les circonstances qui ont motivé la demande de renseignement, et aussi ce qui m'a porté à croire que la réponse, lorsque je la communiquai au secrétaire, avait été jugée satisfaisante; mais, en réalité, personne dans le département ne se prononça à cet égard. Le secrétaire me demanda seulement de lui laisser le télégramme, et je pensai que c'était pour le réunir au chèque, afin qu'il fut fait à ce dernier ce que prescrivait le télégramme.

Votre obéissant serviteur,

A. DRUMMOND, gérant.

BANQUE DE MONTRÉAL, OTTAWA, 11 février 1882.

Au gérant, Montréal.

“ CHER MONSIEUR,—J'ai reçu votre lettre d'hier au sujet du chèque de McDonald et Charlebois.

“ Le télégramme du 6 a été envoyé à la demande de M. Bradley, le secrétaire du ministre, qui est venu me montrer le chèque marqué *valable pour deux jours seulement*, à compter du 24 du mois dernier. Il voulait seulement savoir s'il était encore bon; mais tout en écrivant le télégramme qui nous demandait une réponse spéciale à cet égard, j'ai dit que, pour l'information du département, j'allais aussi demander combien de temps ce chèque resterait valable. Il répondit: Vous le pouvez, bien que pour moi il ne s'agisse que de savoir s'il est encore valable.

“ Au reçu de votre réponse qu'il était valable et le serait jusqu'à paiement, j'ai été moi-même au département en donner connaissance au secrétaire.

“ Je n'ai pas revu le chèque; mais à la demande du secrétaire, je lui ai laissé votre télégramme, comme autorisation de traiter le chèque selon qu'il le prescrit.

“ J'ignorais alors s'il avait ou non été décidé au sujet de la soumission à laquelle se rapporte ce chèque, et qui, avec d'autres, avait été reçue et ouverte le premier du mois. Ce ne fut que le 9 que je sus que l'entreprise avait été adjugée à M. Onderdank, c'est-à-dire quand ce monsieur est venu ici au sujet du cautionnement qu'il avait donné par l'intermédiaire du bureau principal.

“ De l'invitation de laisser votre télégramme au ministère, j'ai naturellement conclu que l'on était satisfait et que l'on bifferait du chèque les mots indiqués; mais d'après ce qu'a dit hier le sous-ministre, j'ai cru comprendre que le département ne pouvait légalement faire subir cette modification au chèque alors qu'il était en sa possession, et cela pour le motif que lors de l'ouverture des soumissions il était inacceptable, la période de sa validité étant déjà expirée.

“ C'est sans doute grâce à ces circonstances que la soumission a été mise de côté.

“ Cependant, entre leur soumission et celle d'Onderdank, la différence n'est pas grande, et comme elles sont toutes deux peu élevées, ils auraient peut-être fait là une entreprise désavantageuse, tandis que pour Onderdank, qui a déjà là un outillage considérable, elle sera peut-être profitable, vu les ressources dont il dispose.

“ Accompagné du juge Coursol, M. McDonald est venu ici ce matin, dans le but visible de donner au département l'assurance que ce n'était pas à dessein que le chèque a été fait à si courte échéance,

“ Ce fait était indubitablement dû à une inadvertance qui n'a pas été découverte lors de l'émission, et que j'avais expliquée au département.

Bien cordialement à vous,

A. DRUMMOND, *gérant.*

Le soussigné recommande que MM. McDonald et Charlebois soient informés qu'il ne peut être fait droit à leur requête pour la raison qu'ils ne se sont pas conformés à l'une des prescriptions du devis.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,

Ministre des chemins de fer et canaux.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 21 février 1882.*

Vu le mémoire (daté 20 février 1882) du ministre des chemins de fer et canaux, représentant qu'à l'égard de la requête (datée 14 février) de MM. McDonald et Charlebois, demandant la reprise en considération de leur offre—laquelle a été mise de côté pour cause d'informalité—pour la construction de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody; qu'en réponse aux annonces publiées, son département a reçu, le premier de ce mois, quatorze soumissions pour l'entreprise en question, y compris celle de MM. McDonald et Charlebois;

Que le devis aux entrepreneurs, et sur lequel ceux-ci devaient baser leurs offres, renferme l'article suivant au sujet du chèque qui doit accompagner chaque offre :—

“ 92. Nulle soumission ne sera reçue si elle n'est faite sur la formule imprimée et accompagnée de la cédule du prix et d'un chèque de banque (marqué bon par la banque) de \$20,000, somme qui sera forfaite si le soumissionnaire refuse ou manque de passer contrat pour l'exécution des travaux lorsqu'il y sera appelé après l'acceptation de son offre.”

Malgré cette disposition du devis, le chèque de \$20,000 (datée 23 janvier 1882) sur la banque de Montréal qui accompagnait la soumission de MM. McDonald et Charlebois, était marqué par la banque, à la date du 24 janvier “valable seulement pour deux jours,” et ce fait rendait l'offre irrégulière sur un point essentiel.

Le 6 février, M. Bradley, le secrétaire particulier du soussigné, est allé trouver le gérant de la succursale d'Ottawa au sujet de ce chèque, et le résultat de cette démarche est consigné dans le mémoire suivant :—

“Lundi, 6 février 1882.

“*Dans l'affaire de la soumission pour la section entre Emory's-Bar et Port-Moody.*

“Selon les instructions données par le ministre, samedi, je me suis rendu ce matin, vers dix heures et demie, auprès de M. Drummond, gérant de la banque de Montréal en cette ville, et lui ai remis un chèque de \$20,000, daté 23 janvier 1882, et portant ces mots marqués au timbre le 24 du même mois : “*Good for two days only,*” ce chèque était tiré sur la banque de Montréal par Macdonald et Charlebois, et je lui demandai s'il le paierait. Voyant qu'il était marqué “*bon pour deux jours seulement,*” il hocha la tête et dit qu'il serait bon de s'informer au bureau principal. Il suggéra cette démarche, et j'y ai consenti. Vers une heure cette après-midi, M. Drummond est venu à mon bureau et m'a remis, en présence de M. Trudeau, le télégramme du principal bureau, à Montréal, que j'ai transmis aujourd'hui au ministre et qui est maintenant attaché à la présente revêtu de mes initiales.

A. P. BRADLEY.

Le télégramme du bureau principal ci-dessus mentionné est ainsi conçu :

OTTAWA, 6 février 1882.

“A la Banque de Montréal.

Retranchez de votre timbre d'acceptation les mots “*for two days only.*” Le chèque est valable jusqu'à paiement.

“SHADBOLT.”

L'affaire ayant été soumise au conseil, il fut décidé que les termes d'un chèque ne pouvaient être changés après la réception des offres, et l'entreprise fut en conséquence adjugée à l'entrepreneur dont la soumission se trouvait être la moins élevée ensuite, sans faire mention de l'offre irrégulière de MM. McDonald et Charlebois.

Le 10 de ce mois, les télégrammes suivants furent reçus de MM. McDonald et Charlebois :

“10 février 1882.

A sir CHARLES TUPPER, Montréal.

“*Gazette* de ce matin annonce que nous sommes les plus bas soumissionnaires pour la section de Port-Moody, et que comme nous avons négligé de faire le dépôt voulu, l'entreprise a été adjugée à Onderdonk. Ce fait est inexact ; nous n'attendons que l'avis du département pour compléter le dépôt. Attendons réponse.

“DUNCAN McDONALD,

“A. CHARLEBOIS.”

(Télégramme de même date.)

“A. F. BRAUN.

“A-t-il été décidé à l'égard des soumissions B. C. ? Attendons l'avis pour compléter dépôt. Répondez.

“McDONALD ET CHARLEBOIS.”

En réponse le département envoya le télégramme suivant :

“OTTAWA, 10 février 1882.

“McDONALD ET CHARLEBOIS, Montréal.

“Entreprise adjugée à Onderdonk, dont la soumission s'est trouvée la plus basse, la vôtre n'ayant pu être acceptée faute d'un chèque marqué *valable*, ainsi que le veut le devis.

“F. BRAUN, secrétaire.

Cette requête de MM. McDonald et Charlebois ayant été montrée au gérant de la succursale de la banque de Montréal, à Ottawa, il a écrit la lettre suivante, qu'il a transmise accompagnée de la copie de celle par lui envoyée au bureau principal, le 11 de ce mois, à l'effet de faire disparaître la fausse impression dans laquelle ce bureau semblait se trouver à la suite d'une précédente communication (datée du 6 de ce mois) qu'il avait reçue à ce sujet :

“ BANQUE DE MONTRÉAL, OTTAWA, 17 février 1882.

“ T. TRUDEAU, écr.,

“ Sous-ministre des chemins de fer et canaux.

“ CHER MONSIEUR,—J'ai lu le mémoire de MM. Charlebois et McDonald, et dans le but de rectifier une erreur de l'exhibit n° 2, je ferai remarquer que le télégramme daté du 6 de ce mois a été écrit par moi. M. Bradley n'a fait qu'affranchir le blanc ; c'est moi qui l'ai rempli après son départ.

“ Relativement au 9<sup>e</sup> alinéa et à l'exhibit n° 4, qui renferme le télégramme de la banque de Montréal annonçant que le chèque était valable jusqu'à paiement, et où il est dit que cette réponse a satisfait le département, je transmets copie de la lettre à la banque de Montréal, datée du 11 de ce mois, qui explique ce fait et les circonstances qui ont motivé la demande de renseignement, et aussi ce qui m'a porté à croire que la réponse, lorsque je la communiquai au secrétaire, avait été jugée satisfaisante ; mais, en réalité, personne dans le département ne se prononça à cet égard. Le secrétaire me demanda seulement de lui laisser le télégramme, et je pensai que c'était pour le réunir au chèque, afin qu'il fut fait à ce dernier ce que prescrivait le télégramme.

“ Votre obéissant serviteur,

“ A. DRUMMOND, gérant.”

“ BANQUE DE MONTRÉAL,  
OTTAWA, 11 février 1882.

“ Au gérant, Montréal.

“ CHER MONSIEUR,—J'ai reçu votre lettre d'hier au sujet du chèque de McDonald et Charlebois.

“ Le télégramme du 6 a été envoyé à la demande de M. Bradley, le secrétaire du ministre, qui est venu me montrer le chèque marqué *valable pour deux jours seulement*, à compter du 24 du mois dernier. Il voulait seulement savoir s'il était encore bon ; mais tout en écrivant le télégramme qui nous demandait une réponse spéciale à cet égard, j'ai dit que, pour l'information du département, j'allais aussi demander combien de temps ce chèque resterait valable. Il répondit : Vous le pouvez, bien que pour moi il ne s'agisse que de savoir s'il est encore valable.

“ Au reçu de votre réponse qu'il était valable et le serait jusqu'à paiement, j'ai été moi-même au département en donner connaissance au secrétaire.

“ Je n'ai pas revu le chèque ; mais à la demande du secrétaire, je lui ai laissé votre télégramme, comme autorisation de traiter le chèque selon qu'il le prescrit.

“ J'ignorais alors s'il avait ou non été décidé au sujet de la soumission à laquelle se rapporte ce chèque, et qui, avec d'autres, avait été reçue et ouverte le premier du mois. Ce ne fut que le 9 que je sus que l'entreprise avait été adjugée à M. Onderdank, c'est-à-dire quand ce monsieur est venu ici au sujet du cautionnement qu'il avait donné par l'intermédiaire du bureau principal.

“ De l'invitation de laisser votre télégramme au ministère, j'ai naturellement conclu que l'on était satisfait et que l'on bifferait du chèque les mots indiqués ; mais d'après ce qu'a dit hier le sous-ministre, j'ai cru comprendre que le département ne pouvait légalement faire subir cette modification au chèque alors qu'il était en sa possession, et cela pour le motif que lors de l'ouverture des soumissions il était inacceptable, la période de sa validité étant déjà expirée.

“ C'est sans doute grâce à ces circonstances que la soumission a été mise de côté.

“ Cependant, entre leur soumission et celle d'Onderdonk, la différence n'est pas grande, et comme elles sont toutes deux peu élevées, ils auraient peut-être fait là une entreprise désavantageuse, tandis que pour Onderdonk, qui a déjà là un outillage considérable, elle sera peut-être profitable, vu les ressources dont il dispose.

“ Accompagné du juge Coursol, M. McDonald est venu ici ce matin, dans le but visible de donner au département l'assurance que ce n'était pas à dessein que le chèque a été fait à si courte échéance.

“ Ce fait était indubitablement dû à une inadvertance qui n'a pas été découverte lors de l'émission, et que j'avais expliquée au département.

“ Bien cordialement à vous,

“ A. DRUMMOND, *gérant.*”

Le ministre recommande que MM. McDonald et Charlebois soient informés qu'il ne peut être fait droit à leur requête pour la raison qu'il ne se sont pas conformés à l'une des prescriptions du devis.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COT *greffier, C.P.*

20 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation la formule de contrat de l'entreprise que doit exécuter M. Andrew Onderdonk, c'est-à-dire pour la construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody. Aussi, une formule du cautionnement (5 p. c.) qu'il doit donner en vertu de ce contrat.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire.*

Z. A. LASH, *écr.*, sous-ministre de la justice.

OTTAWA, 21 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous renvoyer les projets de contrat et de cautionnement que doit signer M. Onderdonk, qui se charge de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody. Les 5 p. c. du cautionnement doivent être versés entre les mains du receveur général. Les deux documents me paraissent parfaits sous le rapport de la forme.

Votre obéissant serviteur,

A. POWER, *pour le sous-ministre de la justice.*

BANQUE DE MONTRÉAL, MONTRÉAL, 10 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que cette banque a, dans son bureau de la ville de New-York, et pour le compte du receveur général du Canada, la somme de \$125,000, qui ont été déposés là par M. Andrew Onderdonk comme garantie de la fidèle exécution de son contrat pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien d'Emory's-Bar à Port-Moody, et par la présente, la banque s'engage, si la demande lui en est faite, de transférer au compte ordinaire de l'honorable receveur général, à la succursale d'Ottawa, cette somme de \$125,000.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

W. J. BUCHANAN, *gérant général.*

Al hon. sir CHARLES TUPPUR, C.B.,

Ministre des chemins de fer et canaux, Ottawa.

OTTAWA, 13 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de vous transmettre, pour qu'il soit mis dans les archives de votre bureau, le reçu de la banque de Montréal d'un dépôt de \$125,000 représentant la garantie de 5 p. c. donnée par M. Andrew Onderdonk, conformément à son contrat pour la construction de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien d'Emory's-Bar à Port-Moody.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

J. M. COURTNEY, écr., sous-ministre des finances.

21 février 1882.

MONSIEUR,—Sous ce pli vous trouverez le chèque de \$20,000 qui accompagnait votre offre pour la construction de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

ANDREW ONDERDONK, écr., entrepreneur, Yale, C.-B.

Ci-inclus le chèque de \$20,000, sur la banque de Montréal, Ottawa, daté Ottawa, 31 janvier 1882, et signé "A. Onderdonk."

OTTAWA, 25 février 1882.

MESSIEURS,—Relativement à votre requête (daté 11 février) à Son Excellence le gouverneur général en conseil, demandant que la décision adjugeant l'entreprise de la partie du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's-Bar et Port-Moody soit reconsidérée, et que la dite entreprise vous soit confiée, j'ai reçu instruction de vous dire qu'en vertu d'un arrêté du conseil du 21 de ce mois, rendu après un complet examen de l'affaire, ordre a été donné de vous apprendre qu'il ne pouvait être fait droit à votre requête, parce que vous ne vous étiez pas conformé aux prescriptions du devis.

Je suis, messieurs, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

MM. McDONALD et CHARLEBOIS, Montréal.

## PRODUCTION

(48a)

De nouveaux DOCUMENTS en réponse à une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, datée 23 février 1882, demandant copie des annonces, du devis, du contrat, des soumissions, de la correspondance, des arrêtés du conseil et de tous autres documents relatifs à l'adjudication de l'entreprise des travaux de chemin de fer entre Emory's-Bar et Port-Moody, C.-B.

MONTRÉAL, 14 février 1882.

CHER SIR CHARLES,—Je suis vraiment chagrin de voir que la presse s'occupe autant de l'adjudication de l'entreprise de Port-Moody.

Je ne me suis pas occupé de l'affaire depuis que j'ai été vous voir avec le juge Coursol, le 11 de ce mois.

Je n'étais pas content de votre décision à l'égard du chèque, que je savais valable, les mots *two days* qu'ils portait étant le fait d'une inadvertance.

Depuis mon retour d'Ottawa, j'ai pris la résolution de laisser tomber cette affaire. Toute démarche faite par M. Charlebois, dont le nom figurait sur la soumission, m'est étrangère, et seul il en a la responsabilité.

Croyez-moi toujours, votre obéissant serviteur,

DUNCAN McDONALD.

A l'honorable sir CHARLES TUPPER.

MONTRÉAL, 25 février 1882.

MONSIEUR,—Nous avons l'honneur de vous transmettre (1) copie d'une lettre par nous adressée à E. S. Clouston, gérant de Montréal, le 23 de ce mois; (2) de la réponse de M. Clouston, de la même date, afin qu'elle soit placée dans les archives de votre département.

Ces lettres démontrent clairement que le chèque de \$20,000, certifié valable par la dite banque et déposé avec notre offre pour l'entreprise du chemin de fer du Pacifique canadien, était réellement valable, sans restriction aucune, jusqu'à paiement.

Nous sommes, monsieur, vos obéissants serviteurs,

McDONALD ET CHARLEBOIS.

F. BRAUN, écr., secrétaire,

Dép. des ch. de fer et canaux, Ottawa.

MONTRÉAL, 23 février 1882.

CHER MONSIEUR,— Le 24 janvier dernier, nous avons obtenu de votre banque un chèque certifié de \$20,000, et il était à votre connaissance que ce chèque devait être transmis avec l'offre que nous nous propositions de faire au gouvernement à l'égard de travaux de chemin de fer.

Bien que notre soumission ait été la plus basse, nous devons tout de même craindre que l'on va être privé de notre droit à l'entreprise, parce que le chèque en question était certifié "valable pour deux jours seulement" Vous nous obligerez en déclarant si cette restriction apposée au chèque est oui ou non le fait d'une erreur d'un employé, et si l'intention de la banque était de garantir la validité du chèque jusqu'à paiement.

---

Nous vous serons de même reconnaissants si, dans votre réponse, vous faites connaître les moyens pris pour corriger l'erreur.

Vos obéissants serviteurs,

McDONALD ET CHARLEBOIS,

E. S. CLOUSTON, gérant.

---

MONTREAL, 23 février 1882.

MESSIEURS,—En réponse à votre lettre d'aujourd'hui au sujet du chèque de \$20,000 accepté par nous le 24 du mois dernier, et qui devait accompagner votre offre au gouvernement à l'égard de travaux de chemin de fer, je dois dire que la restriction "pour deux jours seulement" n'était pas intentionnelle et c'est par inadvertance que ces mots n'ont pas été biffés, car notre intention véritable était de garantir le chèque jusqu'à paiement. Dès que l'erreur fut découverte, le 6 de ce mois, notre gérant à Ottawa nous en donna connaissance par un télégramme, auquel nous avons répondu ceci : retranchez les mots auxquels on objecte ; le chèque est valable jusqu'à paiement. Par une lettre du même jour il répondit : "Votre avis de retrancher les mots qui limitent la validité du chèque, lequel est valide jusqu'à paiement, a satisfait le département."

Bien cordialement à vous,

E. S. CLOUSTON, gérant.

MM. McDONALD ET CHARLEBOIS, Montréal.

---



## CONVENTION

(48b)

INTERVENUE entre John Paterson et Sa Majesté la Reine Victoria, représentée par le ministre des chemins de fer et canaux, pour la construction de gares de section, etc., de gares mixtes pour les marchandises et les voyageurs, sur la ligne du Pacifique canadien, entre Yale et le lac Kamloops, C.A. 89me contrat. (Chambre des Communes.)

AUSSI,—entre Andrew Onderdonk et Sa Majesté la Reine Victoria, etc., etc., pour la construction de la section du chemin de fer du Pacifique canadien entre Emory's Bar et Port-Moody, C.A. (Chambre des Communes)

AUSSI,—entre Andrew Onderdonk et Sa Majesté la Reine Victoria, etc, etc., pour la construction d'un pont en acier ou en fer sur la rivière Fraser, à Lytton, C.A. (Chambre des Communes)

AUSSI,—entre Walter Oliver et Sa Majesté la Reine Victoria, etc., etc., pour la construction d'une gare à voyageurs et à marchandises au Portage-du-Rat, sur le chemin de fer du Pacifique canadien, pour la somme de \$1,925,—et d'un appentis, pour la somme de \$125,—total, \$2,050—avant le 15 août, 1881. 88me contrat. (Chambre des Communes.)

AUSSI,—le contrat conclu avec Robert Ferris, Peter Paul et George Millwar, entrepreneurs, pour le transport des approvisionnements des ingénieurs sur la ligne du Pacifique canadien, depuis l'extrémité de la section 15 jusqu'à la section 42. 90me contrat. (Chambre des Communes.)

---

---

# RAPPORTS

CONCERNANT LE

## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

48b A

---

*IMPRIMÉS PAR ORDRE DU PARLEMENT*

---



OTTAWA

IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON

1882



## RÉPONSE

(48b)

CONVENTION entre diverses parties et Sa Majesté la reine Victoria, représentée par le ministre des chemins de fer et des canaux, pour travaux de chemin de fer entre Emory's-Bar et Port-Moody, C.B.

---

## RÉPONSE

(48c)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 7 mars 1882:— pour copie de toutes lettres et rapports adressés par l'ingénieur en chef au ministre des chemins de fer, et par l'ingénieur de district du Manitoba à l'ingénieur en chef, et *vice versa* (principalement dans le commencement de l'année 1879,) au sujet de l'augmentation des quantités, etc., sur la section 15 du chemin de fer du Pacifique.

Aussi, copie des instructions données par l'ingénieur en chef actuel à M. Haney et à l'ingénieur dirigeant de cette section.

Aussi, un état indiquant quelles modifications ont été faites dans les rampes et les courbes depuis l'hiver 1879-80, les mettant plus fortes que d'après les conditions du contrat, et mentionnant si des changements ont été faits dans le mode de construction, en substituant de la maçonnerie pour les tunnels de cours d'eau, etc., et si des tranchées dans le roc ont été remplies avec du sable destiné aux travaux de remblai.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
3 mars 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(48d)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 11 février 1882;— pour copie de toute correspondance, par voie télégraphique ou autrement, concernant les droits de péage à imposer sur le chemin de fer canadien du Pacifique en vertu du contrat déposé sur le bureau.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
3 mars 1882.

*Re* TARIF devant être exigé sur le chemin de fer du Pacifique canadien.

1881.			
12 janvier.	Du président de la Chambre de commerce de Toronto, J. Morrison.	25,197	Transmet une clause que la Chambre de commerce désire faire ajouter à la section 25 du contrat du chemin de fer du Pacifique canadien, lequel contrat est actuellement soumis au parlement.
22—26 do ...	Du greffier du conseil municipal de Toronto.	25,281	Transfère la pétition de la municipalité de Toronto, par l'intermédiaire de J. Beaty, M.P., demandant qu'on ne sanctionne aucune convention pour la construction du chemin de fer Pacifique canadien, si cette convention ne pourvoit pas à une protection juste et suffisante pour les intérêts du chemin de fer de la province d'Ontario, et si elle ne prohibe pas les prix différentiels pour le transport des voyageurs et du fret.
22—26 do ...	Du greffier du Conseil privé.	25,283	Transfère une pétition de la Chambre de commerce, par l'intermédiaire de J. Morrison, relativement au fait que le syndicat du chemin de fer du Pacifique canadien est autorisé à acquérir et à exploiter le chemin de fer Canada Central et autres lignes à l'est du lac Nipissingue, etc.
19—26 do ...	De la Chambre de commerce de Toronto, J. Morrison.	25,295	Attire l'attention sur le n° 25197, relativement à une clause additionnelle aux sections 24 et 25, contrat du chemin de fer du Pacifique canadien, aucune réponse n'ayant été reçue.
21 do ...	A Jas. Rollo.....	15,591½	"Télog."—Veuillez dire au président que j'ai reçu le projet de clause et qu'il a été approuvé et adopté. (25295-25197.
21—31 do ...	De Jas. Rollo.....	25,342	"Télog."—Avez-vous reçu la lettre du 12 courant (25197) du président de la Chambre, et contenant le projet d'une clause devant être ajoutée aux sections 24 et 25 de la convention entre le syndicat et le gouvernement? Veuillez répondre.
16—17 fév....	De Jas. Rollo, secrétaire de la Chambre de commerce de Toronto.	25,515	Suggère qu'une autre clause soit ajoutée à la 25me section du contrat pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien.
15—17 do ...	De R. B. Angus et D. McIntyre.	25,518	De la part de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, s'engageant à faire droit aux désirs du gouvernement pour ce qui concerne le droit d'exploitation des 65 milles de chemin de fer à l'ouest du lac Nipissingue.
25—26 do ...	Du secrétaire du chemin de fer du Pacifique canadien, C. Drinkwater.	25,604	Transmet un extrait des minutes de la première assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien au sujet de la convention proposée entre le gouvernement et la compagnie, quant à ce qui concerne le droit d'exploitation d'une partie du chemin de fer aboutissant à Callander-Station.

TORONTO, 12 janvier 1881.

CHER MONSIEUR,—Lorsque vous avez eu la bonté de recevoir la députation de la Chambre de commerce de Toronto nommée pour vous consulter au sujet de la convention du chemin de fer du Pacifique canadien, une discussion s'étant élevée au sujet de l'article 25, qui ne paraissait pas assez clair, vous avez bien voulu déclarer que si nous introduisions une clause additionnelle pour remédier au défaut de clarté, vous prendriez la chose en considération.

J'ai maintenant l'honneur de vous transmettre le projet de clause en question et je serai très heureux s'il vous va.

J'ai l'honneur d'être votre obéissant serviteur,

J. MORRISON, *président de la Chambre de commerce de Toronto.*

Sir CHARLES TUPPER, ministre des chemins de fer, Ottawa.

*Ajoutez à l'article 25.*

“ Et dans le cas où la compagnie achèterait, acquerrait, s'incorporerait avec, affermerait ou posséderait, et exploiterait le dit chemin de fer Canada Central, ou achèterait, acquerrait ou posséderait, et exploiterait aucune ligne ou lignes de chemin de fer, ou acquerrait le droit d'exploiter aucun chemin de fer tel que pourvu dans cet article, alors, et dans tous les cas de cette nature, il sera illégal pour la compagnie d'imposer, et la compagnie n'imposera pas de tarif plus élevé ou plus considérable, pour le transport du trafic allant au chemin de fer d'Ontario et de la Jonction du Pacifique, ou venant de ce chemin de fer et passant sur aucune partie de la ligne de la compagnie à l'ouest de Callander-Station, que le prix le moins élevé par mille, exigé par la compagnie pour le transport sur ces parties de sa ligne de tout autre trafic semblable. Et ce minimum de prix par mille devra, dans chaque cas, être déterminé en appliquant sur le prix par mille de cette partie, une part égale au pro rata de tout le prix exigé par la compagnie pour le transport de tout trafic semblable sur toute cette partie de la ligne exploitée par la compagnie, ou sur laquelle elle possède le droit d'exploitation, se trouvant à l'est du point de chargement ou de destination, suivant le cas, sur sa dite ligne de tel trafic allant sur le chemin de fer d'Ontario et de la jonction du Pacifique ou venant à ce chemin de fer. Et pour les fins du présent article, le mot “trafic” comprend non-seulement les voyageurs et leurs bagages, les marchandises, animaux et choses transportées par chemin de fer, mais aussi les wagons, plate-formes et voitures de toutes sortes adaptées à la circulation sur un chemin de fer.”

A Son Excellence le Très honorable sir JOHN DOUGLAS SUTHERLAND CAMPBELL, marquis de Lorne, l'un des membres du Très honorable Conseil privé de Sa Majesté, chevalier du Très ancien et Très noble ordre du Chardon, et chevalier grand-croix de l'ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, gouverneur général et vice-amiral du Canada, en conseil :

*La pétition du conseil de la municipalité de Toronto expose humblement :*

Que vos requérants ont été informés que Votre Excellence en Conseil est maintenant saisie d'un projet de contrat entre le gouvernement et un syndicat de capitalistes pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien moyennant une concession considérable de terres publiques dans les territoires du Nord-Ouest, le don gratuit des parties de la voie déjà construites et dont le parachèvement a été donné à l'entreprise, à raison, pour le Canada, de \$30,000,000 et un paiement de \$25,000,000 qui devra être fait au syndicat par le gouvernement fédéral, le chemin de fer devant être la propriété absolue du syndicat dès que la ligne aura été complétée.

La province d'Ontario non-seulement forme la partie la plus importante de la Confédération, mais contribue un montant de revenu beaucoup plus élevé au trésor fédéral en proportion de la population ; elle a dépensé dans les entreprises de chemins

de fer, pour coloniser l'intérieur de la province et pour développer son industrie, un montant très considérable de fonds publics, privés et municipaux.

Que la municipalité de Toronto a dépensé près de (\$2,000,000) deux millions de piastres pour aider et favoriser les entreprises de chemins de fer et pour favoriser le transport par voie ferrée.

Que c'est une question de la plus haute importance pour la province d'Ontario en général et la ville de Toronto en particulier, et vos requérants exposent que dans toute convention ou conventions faites ou ratifiées par Votre Excellence en Conseil au sujet de la construction, de la possession future et de l'exploitation du chemin de fer du Pacifique canadien, il devrait être introduit des articles pourvoyant amplement et efficacement à la protection des intérêts de chemin de fer de la province d'Ontario, assurant à toutes les voies ferrées du Canada un privilège équitable de parcours sur le dit chemin de fer du Pacifique canadien, et protégeant tous les chemins de fer canadiens et en particulier ceux de la province d'Ontario contre les tarifs différentiels, soit pour le transport du fret, des voyageurs, accordant à ces voies ferrées des avantages égaux à ceux de tous les chemins de fer reliés au dit chemin de fer du Pacifique canadien, et empêchant que des avantages exceptionnels soient accordés à aucune voie ferrée ou compagnies de chemins de fer.

En conséquence vos requérants demandent—

Qu'aucune convention ne soit ratifiée par Votre Excellence en Conseil concernant le chemin de fer Pacifique canadien à moins que cette convention n'offre une protection juste et suffisante aux intérêts de chemin de fer de la province d'Ontario, et donne un privilège équitable de parcours à tous les chemins de fer canadiens, et prohibe l'établissement de tarifs différentiels pour le fret et les voyageurs, en faveur d'aucun chemin de fer quelconque, de façon à ce que tous les chemins de fer soient traités avec équité et à ce qu'aucun avantage exceptionnel ne soit accordé.

Et que vos requérants puissent obtenir toute autre justice que Votre Excellence en conseil jugera à propos de leur accorder.

Et vos requérants ne cesseront de prier.

JAMES BEATY, jeune., maire.

A Son Excellence le gouverneur général du Canada :

Le mémoire de la Chambre de commerce de Toronto expose humblement ce qui suit :

Que le syndicat du Pacifique canadien a, dans son projet d'acte constitutif, demandé l'autorisation d'acquiescer et d'exploiter le chemin de fer Canada Central et autres lignes à l'est du lac Nipissingue.

Que l'acquisition de ces chemins de fer par le syndicat détruirait la neutralité du terminus oriental du chemin de fer national et transférerait virtuellement son terminus à Montréal.

Que la acquisition de ces chemins de fer, le syndicat se trouvera fortement et directement intéressé à détourner le trafic du Nord-Ouest du réseau de chemins de fer et des centres d'affaires d'Ontario et à le transporter sur toute la longueur de ses lignes de l'est.

En conséquence, les soussignés voient avec alarme une telle proposition de la part du syndicat, et protestent contre l'idée d'accorder au syndicat le pouvoir d'absorber les chemins de fer à l'est du lac Nipissingue sans adopter les mesures les plus sévères pour empêcher que des injustices soient commises au détriment du trafic d'Ontario.

Que dans le but de protéger les intérêts d'Ontario, il est absolument nécessaire qu'aucun tarif plus élevé ne soit exigé pour le trafic d'Ontario sur le Pacifique canadien à l'ouest du lac Nipissingue, que ce qui serait le prix par mille au prorata exigé pour le trafic de l'est en proportion de toute la distance de son transport par les chemins de fer possédés et exploités par le syndicat, ou en d'autres termes qu'il ne soit pas permis au syndicat d'exiger des tarifs plus élevés sur cette partie de sa voie

ferrée sur laquelle le trafic doit passer que sur cette partie sur laquelle le trafic de l'est doit passer.

Vos requérants ont l'honneur de représenter de plus qu'à la dernière session à Ottawa, le chemin de fer d'Ontario et de la Jonction du Pacifique a obtenu le droit de parcours sur le prolongement proposé du chemin de fer Canada Central depuis la baie du Sud-Est, lac Nipissingue, jusqu'au Sault-Sainte-Marie.

Qu'une partie du tronc principal du chemin de fer du Pacifique canadien, sur une distance de 65 milles, de la baie du Sud-Est, dans la direction du Sault, peut être (et sera certainement) utilisée par le Canada Central, avec la permission du syndicat, lorsqu'il construira son prolongement.

Qu'à moins que le droit de parcours soit accordé à la compagnie d'Ontario et de la Jonction du Pacifique sur les dits 65 milles du Pacifique canadien, il sera impossible à la compagnie d'Ontario et de la Jonction du Pacifique d'exercer son droit de parcours sur le prolongement du Canada Central jusqu'au Sault.

Que si la construction d'un chemin de fer allant au Sault est permise à la compagnie du Canada Central, il est de la plus haute importance que la compagnie de l'Ontario et de la Jonction du Pacifique puisse être en mesure d'exercer le droit de parcours qui lui a déjà été accordé sur la ligne du Canada Central jusqu'au Sault, et que dans ce but il est essentiel que l'on concède à la compagnie du chemin de fer de l'Ontario et de la Jonction du Pacifique le droit de parcours sur telles parties du Pacifique qui pourraient être utilisées par le Canada Central pour se relier avec son prolongement jusqu'au Sault.

Et vos requérants exposent de plus que par la convention proposée avec le syndicat du Pacifique canadien, l'on n'a pas l'intention d'assurer une communication directe par voie ferrée avec le Nord-Ouest avant le 1er mai 1891, par la ligne passant au nord du lac Supérieur; et attendu qu'il est très désirable qu'une communication directe par voie ferrée soit établie avant cette époque avec le Nord-Ouest.

Que d'ici à plusieurs années le trafic du Nord-Ouest canadien et d'une partie considérable des Etats du Nord-Ouest, peut aussi être amené au Canada par un chemin de fer qui reliera le chemin de fer d'Ontario et de la Jonction du Pacifique au Canada Central, du lac Nipissingue au Sault-Sainte-Marie, et par un port à l'extrémité est Supérieur.

Qu'il est de la plus haute importance pour cette province que le chemin de fer du Sault ne soit pas possédé ni contrôlé par la compagnie du Canada Central, ni exploité comme canal d'alimentation pour la ligne de cette compagnie à l'est du lac du lac Nipissingue.

Que le gouvernement fédéral, à la dernière session, a annoncé son intention de venir en aide à la construction du chemin de fer du Sault, au moyen d'une subvention.

En conséquence vos requérants maintiennent formellement que la construction d'une ligne de chemin de fer, de la baie du Sud-Est, lac Nipissingue, au Sault-Sainte-Marie, et d'un port à l'extrémité est du lac Supérieur, serait d'une immense valeur pour le commerce du Canada, et recommandent à Votre Excellence d'appuyer l'octroi par le gouvernement d'une subvention suffisante pour assurer sa construction immédiate.

Que cette aide devrait être votée seulement en faveur d'une compagnie indépendante, et à des conditions telles qu'elles assureraient à toutes les compagnies reliées à ce chemin de fer des facilités égales pour le trafic et une égalité absolue sous tous les rapports.

Vos requérants exposent que les questions mentionnées ci-dessus sont d'une importance vitale pour la prospérité commerciale d'Ontario.

Et vos requérants demandent respectueusement qu'une législation propre à protéger les justes droits de cette province et les intérêts commerciaux de cette ville, soit sanctionnée par Votre Excellence.

Et vos requérants ne cesseront de prier.

J. MORRISON, président.

J. ROLLO, secrétaire.



TORONTO, 19 janvier 1881.

CHER MONSIEUR,—Le 12 courant je vous ai adressé une lettre contenant un nouvel article pour être ajouté aux sections 24 et 25 de la convention du chemin de fer du Pacifique canadien, conformément aux idées suggérées par vous lors de votre récent passage en cette ville.

Comme je n'ai encore reçu de vous aucune réponse à cette lettre, veuillez m'informer si elle vous est parvenue. Ce faisant vous obligerez

Votre obéissant serviteur,

J. MORRISON, président de la Chambre de commerce.

Sir CHARLES TUPPER, ministre des chemins de fer, Ottawa.

OTTAWA, 21 janvier 1881.

Veuillez dire au président que j'ai reçu le projet d'article et qu'il est approuvé.

CHARLES TUPPER.

JAMES ROLLO, écr., secrétaire de la Chambre de commerce, Toronto.

*Par télégraphe de Toronto à sir Charles Tupper.*

OTTAWA, 21 janvier 1881.

Avez-vous reçu la lettre du douze courant du président de cette Chambre contenant un projet d'article devant être ajouté aux sections vingt-quatre et vingt-cinq de la convention du syndicat. Veuillez répondre.

JAMES ROLLO, secrétaire de la Chambre de commerce.

TORONTO, 16 février 1881.

CHER MONSIEUR,—Le président est revenu et il a déposé sur le bureau de la Chambre la proposition qui lui a été faite à Ottawa et la seconde reçue par l'honorable M. Abbott. Le conseil de cette Chambre a pris communication de ces deux propositions et ne les a pas trouvées satisfaisantes.

Je dois maintenant en soumettre une autre à votre appréciation. Elle est conçue en termes clairs et comprend toutes les modifications que cette Chambre veut obtenir et qui, je l'espère, recevront votre approbation.

J'ai l'honneur d'être, votre obéissant serviteur,

JAS. ROLLO, secrétaire, Chambre de commerce de Toronto.

Sir CHARLES TUPPER, ministre des chemins de fer, Ottawa.

*Pour être ajouté à la fin de la 25ème section.*

“ Et dans le cas où la compagnie achèterait, acquerrait, s'incorporerait avec, affermerait, ou posséderait et exploiterait aucune ligne de chemin de fer, ou acquerrait le droit d'exploiter aucun chemin de fer tel que pourvu dans cette section, alors et dans tous les cas de cette nature il sera illégal pour la compagnie d'imposer et la compagnie n'imposera pas de tarif plus élevé ou plus considérable pour le transport du trafic allant au chemin de fer d'Ontario et de la Jonction du Pacifique, ou venant de ce chemin de fer et passant sur aucune partie de la ligne de la compagnie à l'ouest de Callander-Station, que le prix le moins élevé par mille exigé par la compagnie pour le transport sur ces parties de la ligne, de tout autre trafic semblable. Et ce minimum de prix par mille devra dans chaque cas être déterminé en appliquant sur le prix par mille de cette partie, une part égale au prorata de tout le prix exigé par la compagnie pour le transport de tout trafic semblable sur toute cette partie de la

ligne exploitée par la compagnie ou sur laquelle elle possède le droit d'exploitation se trouvant à l'est du point de chargement ou de destination, suivant le cas, sur la dite ligne, de tel trafic allant sur le chemin de fer d'Ontario et de la Jonction du Pacifique ou venant à ce chemin de fer, en venant de ou allant à tout autre chemin de fer dans la province d'Ontario, se dirigeant vers le sud à partir de la dite station de Callander et d'un point sur sa dite ligne immédiatement à l'est de Montréal; ou (dans le cas où la ligne de chemin de fer ainsi exploitée par la dite compagnie ne se prolongerait pas à l'est au-delà de Montréal,) entre le dit point d'expédition ou de destination, suivant le cas, et le terminus oriental de la ligne de chemin de fer ainsi exploitée par la dite compagnie. Et pour les fins de cette section, le mot "trafic" comprend non-seulement les voyageurs et leurs bagages, les marchandises, animaux et choses transportées par chemin de fer, mais aussi les wagons, plateformes et voitures de toutes sortes adaptées à la circulation sur un chemin de fer. Pourvu toujours que rien de ce qui est contenu dans cette section ne soit interprété comme s'appliquant aux dispositions quant aux tarifs spéciaux pour les acheteurs de terrains ou pour les immigrants ou pour ceux qui ont l'intention d'immigrer, lesquelles dispositions sont contenues dans la 24<sup>e</sup> section de cet acte."

OTTAWA, 17 février 1881.

MONSIEUR,—J'ai reçu de sir Alexander Campbell l'ordre de vous expédier une lettre de M. M. Angus et McIntyre, de la part de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, offrant d'obtempérer aux désirs du gouvernement quant à ce qui concerne le droit de circulation sur les 65 milles du chemin à l'ouest de Nipissingue. Je dois vous demander de bien conserver cette lettre, vu qu'elle est dans le moment la seule reconnaissance que le gouvernement ait reçue d'une condition qui est considérée comme étant d'une grande importance.

Votre obéissant serviteur,

H. G. HOPKIRK, secrétaire particulier.

A. P. BRADLEY, écr., secrétaire particulier du ministre des chemins de fer.

OTTAWA, 15 février 1881.

MONSIEUR,—Nous avons l'honneur de déclarer que la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, lorsqu'elle sera organisée, passera avec le gouvernement une convention contenant l'article suivant, savoir :

Si aucune compagnie, autre que la compagnie du chemin de fer Canada Central, construit une ligne à partir d'aucun point du chemin de fer du Pacifique canadien, à ou près la rivière Wahnapija jusqu'à aucun point sur le lac Huron, ou sur le lac Supérieur, ou sur la rivière Ste-Marie, telle compagnie aura le droit de circulation sur le chemin de fer du Pacifique canadien, à partir du point de raccordement jusqu'à Callander-Station, à condition que cette compagnie accorde à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien un droit de circulation réciproque sur ses chemins de fer à l'ouest de tels points de raccordement.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

R. B. ANGUS.

DUNCAN McINTYRE.

Sir CHARLES TUPPER, ministre des chemins de fer et canaux, Ottawa.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 25 février 1881.

MONSIEUR,—A la demande de l'honorable J. J. C. Abbott, avocat de cette compagnie, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, dûment certifié et scellé du sceau

du syndicat, un extrait du procès-verbal de la première assemblée des directeurs, tenue le 17 du courant, au sujet de l'arrangement projeté entre le gouvernement et la compagnie, relativement au droit de passage à accorder dans certaines circonstances sur une partie du chemin de fer Canadien du Pacifique jusqu'à la station Callander, etc.

M. Abbott désire que je vous dise que cet extrait vous est transmis ainsi qu'à l'honorable sir Alexander Campbell, attendu que les résolutions qu'il renferme ont été adoptées par les directeurs à votre demande conjointe.

*Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.*

**EXTRAIT** du procès-verbal de la première assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, tenue au bureau de la compagnie, à Montréal, jeudi le 17 février 1881.

Et considérant que dans le cours de la discussion qui a eu lieu sur l'acte du chemin de fer Canadien du Pacifique, il a été soulevé certaines questions que les entrepreneurs présents à Ottawa ont cru devoir régler en consentant à ce que cette compagnie prendrait certains engagements avec le gouvernement du Canada aussitôt qu'elle serait organisée, et qu'il est à propos de pourvoir à la conclusion de ces arrangements : A ces causes, il est unanimement

*Résolu.*—Que cette compagnie est prête à conclure une convention avec le gouvernement fédéral à l'effet suivant, savoir :

Si quelque compagnie autre que la compagnie du chemin de fer du Canada Central construit une ligne partant de quelque point du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près la rivière Wahnapita, allant à quelque pont du lac Huron ou du lac Supérieur, ou sur la rivière Ste-Marie, cette compagnie aura droit de circulation sur le chemin de fer Canadien du Pacifique à partir du point de jonction jusqu'à la station de Callander, à condition que cette compagnie donnera à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique des droits de circulation semblables et réciproques sur son chemin de fer à l'ouest de ce point de jonction.

Dans le cas où la compagnie achèterait, acquerrait, fusionnerait, affermerait, ou posséderait et exploiterait le chemin de fer du Canada Central, la dite station de Callander continuera d'être un point neutre ou de réception et de distribution commun au chemin de fer du Canada Central et à tout chemin de fer de la province d'Ontario se dirigeant au sud à partir de la dite station de Callander, et dans ce cas tout le trafic à destination ou venant de tout point de l'ouest ou du nord-ouest par ou pour un tel chemin de fer d'Ontario, sera transporté à ou de la station de Callander au même taux par mille que le trafic semblable à destination ou venant du même point par ou pour le dit chemin de fer du Canada Central ; et ce taux par mille ne sera pas plus élevé que le taux moyen par mille exigé pour le trafic identique depuis le point de chargement sur le chemin de fer Canadien du Pacifique jusqu'au point de destination sur le chemin de fer du Canada Central, ou depuis le point de chargement sur le chemin de fer du Canada Central jusqu'au point de destination sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, selon le cas.

Et pour les fins de la présente section le mot " trafic " comprend non-seulement les voyageurs et leurs bagages, les marchandises, animaux et choses transportés par chemin de fer, mais aussi les wagons, plateformes et voitures de toutes sortes adaptés à la circulation sur un chemin de fer, s'ils sont offerts au transport comme fret. Mais cette convention ne sera pas interprétée comme étant un consentement à des droits de circulation par aucun chemin de fer sur le chemin de fer Canadien du Pacifique.

Cette convention sera sujette aux conditions, quant aux taux spéciaux pour les acquéreurs de terrains, ou pour les immigrants ou ceux qui se proposent d'immigrer, qui sont contenues dans la vingt-quatrième section de la charte de cette compagnie.

Si en aucun temps le chemin de fer du Canada Central était acheté, acquis, loué à perpétuité par cette compagnie ou fusionné avec son chemin de fer, cette fusion ou acquisition, cet achat ou bail seront subordonnés aux obligations légales existantes de la dite compagnie créées par sa charte, ou tout amendement à sa charte, à l'égard des

droits de circulation ou des conventions de trafic, ainsi qu'à l'égard des matières et choses mentionnées dans les lettres patentes constituant cette compagnie.

Pour copie conforme,

C. DRINKWATER, secrétaire.

## RÉPONSE

(48e)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES en date du 7 mars 1881 ; demandant copie de l'arrêté du conseil concernant la charte pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien ; de la charte elle-même ; de toute la correspondance avec la compagnie, relative à l'organisation de la compagnie, à son dépôt d'un million et à la définition du terme " capital " employé dans sa charte.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
3 mars 1882.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
OTTAWA, 3 mars 1882.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de la part du bureau des directeurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien de vous informer que le montant nécessaire du capital a été souscrit, et que sur ce capital il a été versé le montant requis pour donner à la compagnie, en vertu de la section 3 de sa charte, le droit de vous demander de publier dans la *Gazette du Canada* un avis annonçant que le transfert du contrat de la compagnie a été effectué et complété.

J'inclus copie du livre d'actions montrant les souscriptions au capital-actions certifié par moi sous le sceau de la compagnie, le montant total du capital souscrit étant de \$6,100,000.

J'inclus aussi un certificat signé par moi sous le sceau de la compagnie que 30 pour cent ont été payés sur ce montant.

J'inclus aussi copies des procurations suivantes :

George Stephen à Richard B. Angus.

James I. Hill " "

H. S. Northcote " "

Donald A Smith " "

Morton, Rose et Cie à John C. Kennedy.

Le capital souscrit en vertu des procurations ci-dessus et par les particuliers qui ont souscrit en personne se monte à \$5,002,000, et en conséquence il n'est pas nécessaire de vous envoyer les procurations pour les autres souscriptions qui ont été faites par l'entremise de procureurs.

J'emporte avec moi à Ottawa le livre d'actions original et les originaux des procurations, que je serai heureux de produire si vous désirez les examiner. J'ai l'honneur de demander que l'avis soit publié cette semaine dans la *Gazette*.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

C. DRINKWATER, secrétaire.

Hon. JOHN O'CONNOR,  
Secrétaire d'Etat, Ottawa.

OTTAWA, 3 mars 1881.

Je certifie par les présentes qu'à une assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, tenue à Montréal le 17<sup>ème</sup> jour de février 1881, mille huit cent soixante parts du capital-actions de la dite compagnie ont été adjugées à Henry Stafford Northcote, C.B., M.P.

C. DRINKWATER,

Secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

OTTAWA, 3 mars 1881.

Je certifie par les présentes qu'à une assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, tenue à Montréal le 17<sup>ème</sup> jour de février 1881, cinq mille parts du capital-actions de la dite compagnie ont été adjugées à l'honorable Donald A. Smith.

C. DRINKWATER,

Secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

OTTAWA, 3 mars 1881.

Je, Duncan McIntyre, de la ville de Montréal, déclare par les présentes, que la souscription au capital de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien par la société Duncan McIntyre et compagnie a été faite par moi; que je suis l'unique membre de cette société, et que j'emploie le nom de Duncan McIntyre et compagnie dans les affaires que je fais en rapport avec mes entreprises de chemin de fer, séparément de celle de ma maison commerciale de McIntyre, French et compagnie.

DUNCAN MCINTYRE.

Je, Charles Drinkwater, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, déclare solennellement que les actionnaires de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, dont les noms figurent dans la copie du livre de souscriptions et d'actions y annexé, ont payé à la compagnie 30 pour cent sur leurs parts respectives, les dits paiements se montant en tout à la somme de \$1,830,000, et je fais cette déclaration solennelle, croyant consciencieusement qu'elle est vraie, et en vertu de l'acte passé dans la 37<sup>ème</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires."

C. DRINKWATER,

Secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

La déclaration solennelle qui précède a été faite devant moi, en la ville d'Ottawa, ce 3<sup>ème</sup> jour de mars, A.D. 1881.

Z. A. LASH, commissaire, etc.

Sachez tous par les présentes que moi, George Stephen, de Montréal, Canada, écr., j'ai autorisé et donné plein pouvoir, et que par les présentes j'autorise et je donne plein pouvoir à Richard B. Angus, de St-Paul, Minnesota, écr., de souscrire, pour moi, en mon nom, et dans mon intérêt, cinq mille parts du capital de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, laquelle compagnie devra être constituée légalement à la prochaine session du parlement du Canada, et à m'engager de la manière ordinaire aux obligations d'un actionnaire telles que définies par l'acte constitutif de la compagnie lorsque cet acte sera passé.

En foi de quoi, j'ai donné les présentes à New-York, dans les Etats-Unis, ce seizième jour de novembre 1880.

GEORGE STEPHEN.

J. KENNEDY TOD, témoin,

Vraie copie,

C. DRINKWATER, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

Sachez tous par les présentes que moi, James I. Hill, écuyer, de St-Paul, dans le Minnesota, j'ai donné plein pouvoir et j'ai autorisé, et que par les présentes, je donne plein pouvoir et j'autorise Richard B. Angus, écuyer, de St-Paul, susdit, de souscrire pour moi, en mon nom et pour mon compte, cinq mille parts du capital-actions de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, laquelle compagnie doit être constituée légalement à la prochaine session du parlement du Canada, et à m'engager de la manière ordinaire aux obligations d'un actionnaire, telles que définies par l'acte constitutif de la compagnie lorsque cet acte sera passé.

En foi de quoi j'ai donné les présentes à New-York, aux Etats-Unis, ce seizième jour de novembre 1880.

JAMES I. HILL.

J. KENNEDY TOD, témoin,

Vraie copie,

C. DRINKWATER, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

17 RUTLAND GATE, LONDRES, 2 décembre 1880.

CHER MONSIEUR,—Vous êtes par les présentes autorisé et requis de souscrire en mon nom aux parts du capital-actions du chemin de fer Pacifique canadien qui pourront m'être adjugées, aux termes et conditions qui seront adoptées par la compagnie lors de son organisation.

Votre très sincère,

HENRY STAFFORD NORTHCOTE, C.B. M.P.

Vraie copie,

C. DRINKWATER, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

R. B. ANGUS,

9, BIRCHIN LANE, LOMBARD STREET, LONDRES, 2 décembre 1880.

CHER MONSIEUR,—Vous êtes par les présentes autorisé et requis de souscrire pour mon compte à telles parts du capital-actions de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien qui pourront m'être adjugées, aux termes et conditions qui seront adoptées par la compagnie lors de son organisation.

Votre tout dévoué,

DONALD A. SMITH.

Vraie copie,

C. DRINKWATER, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

R. B. ANGUS, écr.

BUREAU DE MORTON, BLISS ET CIE.,  
NEW-YORK, 14 février 1881.

CHER MONSIEUR,—Nous prenons la liberté de vous demander de souscrire pour nous et en notre nom au capital-actions de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique jusqu'à concurrence de 7,410 parts.

M. George Bliss vous a requis de souscrire, pour le compte d'autres particuliers étrangers qui lui avaient envoyé une autorisation à cet effet par notre entremise, 10,730 parts; en tout 18,140 parts.

Depuis que des procurations ont été envoyées à M. Bliss, la souscription de Martin Rikoff a été réduite de 150 parts, et celle de Gebruder Subzbach de 500, en tout 650, et les souscriptions suivantes ont été augmentées, savoir: Jacques de Reinach, 50; Max Von Springer, 100; Banque Parisienne, 100. En même temps les souscriptions suivantes ont été reçues par le câble sous-marin, savoir: J. de

Pffeffel, 50 ; C. Rozenraad, 25 ; George Levy, 25—410 parts, laissant 240 parts à distribuer entre vous et vos associés canadiens.

Nous vous serons très obligés si vous vous occupez pour nous de cette affaire.

Nous demeurons vos tout dévoués,

MORTON, ROSE ET CIE.

Vraie copie,

C. DRINKWATER, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.

JOHN S. KENNEDY, écr., New-York.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE, OTTAWA, 3 mars 1881.

*Mémoire du ministre de la justice,*

J'ai examiné le livre de souscription original de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, et les originaux des procurations en la possession de C. Drinkwater, secrétaire de la compagnie, dont copies accompagnent la lettre ci-jointe adressée ce jour au secrétaire d'Etat, et je le trouve en règle.

Z. A. LASH, S. M. J.

DÉPARTEMENT DES FINANCES,

OTTAWA, 16 février 1881.

Je certifie par les présentes que la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a déposé entre mes mains \$1,000,000 en argent pour les fins et aux conditions pourvues dans et par le second article du contrat entre Sa Majesté la reine et certaines personnes représentant la dite compagnie, exécuté le 21 octobre dernier, lequel contrat est maintenant entre les mains de la dite compagnie comme syndicat, en vertu de l'acte passé durant la session actuelle du Parlement du Canada, intitulé : "Acte concernant le chemin de fer du Pacifique canadien" et des lettres patentes émânées en vertu du dit acte.

S. L. TILLEY, ministre des finances.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 4 mars 1881.*

Sur un rapport daté le 4 mars 1881, de l'honorable ministre de la justice, soumettant la demande y annexée de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien pour la publication dans la *Gazette du Canada* de l'avis en vertu du troisième article de sa charte, que le transfert du contrat pour la construction du chemin de fer du Pacifique canadien a été effectué et complété :

Le ministre dit que par le certificat de l'honorable ministre des finances il appert que la somme d'un million de dollars en argent a été dûment déposée entre ses mains comme garantie, tel que pourvu par la charte.

Que le certificat du sous-ministre de la justice déclarant qu'il a examiné l'original du livre de souscription et les originaux des procurations, dont copies accompagnent la demande y annexée de la compagnie, et que le tout est en règle, est annexé à ces documents.

Que les conditions du troisième article de la charte de la compagnie, qui doivent être remplies avant que le contrat soit transféré à la compagnie, ont été remplies.

Le ministre recommande que l'honorable secrétaire d'Etat publie dans la *Gazette du Canada* l'avis nécessaire, que le transfert du contrat à la compagnie a été effectué et complété.

Le ministre concourt dans la recommandation qui précède et la soumet à l'approbation de Votre Excellence.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, G. C. P.

---

---

OTTAWA 4 avril 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre mémoire, daté le 1er juin, demandant une notification formelle de la réception par ce département du dépôt fait par le syndicat du chemin de fer du Pacifique canadien, et j'ai maintenant l'honneur de vous présenter une copie certifiée du reçu du dépôt de \$1,000,000.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

J. M. COURTNEY, *sous-ministre des finances.*

Secrétaire du département des chemins de fer et canaux.

(Certificat.)

DÉPARTEMENT DES FINANCES, 16 février 1881.

Je certifie par les présentes que la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a déposé entre mes mains, \$1,000,000 en argent pour les fins et aux conditions pourvues dans et par le second article du contrat entre Sa Majesté la reine et certaines personnes représentant la dite compagnie comme syndicat en vertu de l'acte passé durant la session actuelle du parlement du Canada, intitulé: "Acte concernant le chemin de fer du Pacifique canadien" et des lettres patentes émanées en vertu du dit acte.

S. L. TILLEY, *ministre des finances.*

(Vraie copie.)

J. M. COURTNEY, *sous-ministre des finances.*

Pour la définition du mot "capital" tel qu'employé dans la charte, voir l'acte du Parlement 44 Vic., chap. 24, 1881, lequel se trouve dans les Statuts du Canada, page 120.



LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

Nous, les soussignés, nous engageons par les présentes à prendre dans le chemin de fer du Pacifique canadien le nombre de parts inscrit ci-après en regard de nos noms respectifs, le tout sujet à la charte et aux règlements de la compagnie.

Date.	Signature.	Occupation.	Résidence.	Nombre de parts.	Montant.	Témoi
1881.					\$	C. Drinkwater.
17 février	George Stephen, par son procureur R. B. Angus	Marchand	Montréal	5,000	500,000 00	do
17 do	Duncan McIntyre	do	do	250	25,000 00	do
17 do	J. S. Kennedy et Cie	Marchands	do	4,750	475,000 00	do
17 do	John S. Kennedy	Banquiers	New-York	4,500	450,000 00	do
17 do	J. Kennedy Tod, par son procureur J. S. Kennedy	Banquier	do	250	25,000 00	do
17 do	James I. Hill, par son procureur R. B. Angus	Gérant de ch. de fer.	do	250	25,000 00	do
17 do	R. B. Angus	do	St. Paul, Minnesota.	5,000	500,000 00	do
17 do	H. S. Northcote, par son procureur R. B. Angus	Gentilhomme.	do	5,000	500,000 00	do
17 do	Donald A. Smith	do	Londres, Angleterre.	1,880	188,000 00	do
17 do	Morton, Rose et Cie., par John S. Kennedy	do	Montréal	5,000	500,000 00	do
17 do	Frederick Griening	do	Londres, Angleterre.	7,410	741,000 00	do
17 do	Siegfried Propser	Marchands	Paris	1,000	100,000 00	do
17 do	Jacques de Reinach	do	do	100	10,000 00	do
17 do	Edouard Kohn	Banquier	do	250	25,000 00	do
17 do	Oscar de Reinach	do	do	225	22,500 00	do
17 do	Charles Kolb	do	do	50	5,000 00	do
17 do	Joseph Billitzer	do	do	50	5,000 00	do
17 do	Emile Montreau	do	do	100	10,000 00	do
17 do	Jacques Siegfried et Cie.	do	do	15,000 00	150,000 00	do
17 do	Martin Rikoff	do	do	325	32,500 00	do
17 do	Camille Roth	do	do	100	10,000 00	do
17 do	Hugo Finaly	do	do	350	35,000 00	do
17 do	Max Von Springer	do	do	500	50,000 00	do
17 do	Paul Marx	do	do	200	20,000 00	do
17 do	Otto Wilhelm Hoffman	do	do	100	10,000 00	do
17 do	Banque Franco Egyptienne	do	do	600	60,000 00	do
17 do	Alexander Ellissen	do	do	850	85,000 00	do
17 do	Banque Parisienne	do	do	800	80,000 00	do
17 do	Charles Morawitz	do	do	600	60,000 00	do
17 do				100	10,000 00	do

16

17 do	William Betzold	do	do	580	58,000 00	do
17 do	Abaros et Coquel	do	do	250	25,000 00	do
17 do	A. et M. Heine	do	do	750	75,000 00	do
17 do	Louis Cohen et fils	Banquiers	Londres, Angleterre.	1,000	100,000 00	do
17 do	P. du P. Grenfell	do	do	250	25,000 00	do
17 do	Charles D. Rose	do	do	250	25,000 00	do
17 do	Gebruder Subzbach	do	do	1,000	100,000 00	do
17 do	Albert de Reinach	Banquier.	Frankfort.	225	22,500 00	do
17 do	Ernest Cassel	do	do	450	45,000 00	do
17 do	J. de Pöffel	do	Londres, Angleterre.	50	5,000 00	do
17 do	C. Rozemaad	do	do	25	2,500 00	do
17 do	George Levy	do	do	25	2,500 00	do
17 do	Duncan McIntyre	do	do	11,000	1,100,000 00	do
3 mars			Total	61,000	6,100,000 00	

Je certifie que ce qui précède est une vraie copie du livre de souscription des actions du chemin de fer Pacifique canadien.

Par ordre du bureau,

3 mars 1881.

C. DRINKWATER, secrétaire.

17

## LETTRES PATENTES

Constituant en corporation "LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE," en date du 16 février 1881.—Enregistrées 22 février 1881.

L. A. CATELLIER,  
*Sous-régistratre général du Canada.*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
OTTAWA, 16 février 1881.

*Présent :* .

SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN CONSEIL.

Sur la recommandation du Très honorable sir John A. Macdonald, et en conformité de l'acte du parlement du Canada passé le 15e jour de février 1881, intitulé: "Acte concernant la compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique,"—

Il a plu à Son Excellence ordonner, et il est par le présent ordonné que des lettres patentes sous le grand sceau du Canada soient émises, constituant en corporation "La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,"—et ces lettres patentes sont comme suit:—

LORNE.

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, ou qu'elles pourront en quoi que ce soit concerner,—

SALUT :

Considérant que George Stephen, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, et Puissance du Canada, écuier; Duncan McIntyre, du même lieu, marchand; John S. Kennedy, de la cité de New-York, dans l'État de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique; Richard B. Angus, de la cité de Saint-Paul, dans l'État du Minnesota, l'un des États-Unis d'Amérique; et James J. Hill, du même lieu; la maison Morton, Rose et compagnie, de la cité de Londres, en Angleterre, marchands; et la maison Kohn, Reinach et compagnie, de la cité de Paris, en France, banquiers, ont, le ou vers le vingt-unième jour d'octobre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt, conclu un contrat et une convention avec Nous, représentée et agissant par l'honorable sir Charles Tupper, C.C.M.G., Notre ministre des chemins de fer et canaux du Canada, lesquels contrat et convention sont dans les termes et chiffres qui suivent, savoir:—

LE PRÉSENT CONTRAT FAIT ENTRE SA MAJESTÉ LA REINE, agissant au nom du Canada, représentée aux présentes par l'honorable sir CHARLES TUPPER, C.C.M.G., ministre des chemins de fer et canaux, et George Stephen et Duncan McIntyre, de Montréal, Canada; John S. Kennedy, de New-York, dans l'État de New-York; Richard B. Angus et James J. Hill, de St-Paul dans l'État du Minnesota; Morton, Rose et Cie, de Londres, Angleterre, et Kohn, Reinach et Cie, de Paris, France;

Fait foi : Que les parties aux présentes se sont engagées et sont convenues réciproquement comme suit, savoir :—

1. Pour faciliter l'interprétation de ce contrat, il est par le présent déclaré que la portion de chemin de fer ci-après appelée la "Section de l'Est," comprendra cette partie du chemin de fer Canadien du Pacifique restant à construire et s'étendant

depuis le terminus ouest du chemin de fer du Canada Central, près de l'extrémité orientale du lac Nipissingue, connu sous le nom de Station de Callander, jusqu'à un point de jonction avec cette partie du dit chemin de fer Canadien du Pacifique maintenant en voie de construction et s'étendant entre le lac Supérieur et Selkirk, sur le côté est de la rivière Rouge, laquelle dernière partie est ci-après appelée "Section du lac Supérieur"; que la portion du dit chemin de fer, aujourd'hui partiellement en voie de construction, s'étendant depuis Selkirk jusqu'à Kamloops, est ci-après appelée "Section du Centre"; et que la portion du dit chemin de fer maintenant en voie de construction s'étendant depuis Kamloops jusqu'à Port-Moody, est ci-après appelée "Section de l'Ouest"; et que les mots "le chemin de fer Canadien du Pacifique," signifient le chemin de fer en son entier, tel que décrit dans l'acte 37 Victoria, chapitre 14. Les individus parties aux présentes sont ci-après appelés "la Compagnie"; et le gouvernement du Canada est ci-après appelé "le Gouvernement."

2. Les entrepreneurs, immédiatement après l'organisation de la compagnie, déposeront entre les mains du gouvernement \$1,000,000 en espèces ou en valeurs agréées par lui, à titre de garantie de la construction du chemin de fer par le présent entreprise. Le gouvernement paiera à la compagnie, sur le dépôt en espèces, un intérêt au taux de quatre pour cent par année, semi-annuellement, et remettra à la compagnie l'intérêt qu'il retirera sur les valeurs déposées en garantie, et ce jusqu'à ce qu'il y ait défaut dans l'exécution des conditions des présentes, ou jusqu'à remboursement du dépôt, et restituera le dépôt à la compagnie lors de l'achèvement de la voie ferrée, conformément aux termes des présentes, avec les intérêts dus.

3. La compagnie tracera, construira et équipera la dite section de l'Est et la dite section du Centre, d'une largeur uniforme de 4 pieds  $8\frac{1}{2}$  pouces; et afin d'établir un type approximatif d'après lequel seront réglées la qualité et la nature du chemin de fer et des matériaux employés à sa construction, ainsi que de son équipement, le chemin de fer "Union Pacific" des Etats-Unis, tel qu'originellement construit, est par le présent choisi et établi comme tel type. Et si le gouvernement et la compagnie ne pouvaient s'entendre quant à savoir si des travaux faits ou des matériaux fournis en vertu du présent contrat sont raisonnablement conformes ou non à tel type, ou quant à toute autre question de fait, à l'exclusion des questions de droit, le sujet du désaccord sera de temps à autre soumis à la décision de trois experts, dont l'un sera choisi par le gouvernement, un autre par la compagnie, et le troisième par les deux experts ainsi choisis; et ces experts décideront laquelle des parties devra payer les frais de l'expertise. Et dans le cas où deux de ces experts ne pourraient s'entendre sur le choix d'un troisième, ce dernier sera nommé, sur la demande de l'une ou de l'autre partie, après avis donné à l'autre partie, par le juge en chef de la cour suprême du Canada. Et la décision rendue par les experts, ou par la majorité d'entre eux, sera définitive.

4. Les travaux de construction seront commencés à l'extrémité orientale de la section de l'Est pas plus tard que le premier jour de juillet prochain, et les travaux sur la section du Centre seront commencés par la compagnie à tel point, vers son extrémité orientale, sur la partie de la ligne maintenant en voie de construction, qui sera jugé convenable et approuvé par le gouvernement, pas plus tard que le premier mai prochain. Et les travaux sur la section de l'Est et la section du Centre seront poussés vigoureusement et sans interruption, en faisant tel progrès annuellement sur chaque section que la compagnie puisse les compléter et équiper toutes deux, et les mettre en état d'exploitation le ou avant le premier jour de mai 1891, à laquelle date la compagnie convient par le présent de compléter et équiper les dites sections conformément aux termes du présent contrat, à moins d'en être empêchée par la main de Dieu, les ennemis de la reine, des troubles intérieurs, des épidémies, inondations ou autre cas de force majeure. Et dans les cas où les travaux de construction seraient interrompus ou empêchés par quelqu'une des dites causes, l'époque fixée pour l'achèvement de la voie ferrée sera prorogée d'une période de temps correspondante.

5. La compagnie paiera au gouvernement, au prix de contrat, le coût du tronçon de chemin de fer, long de 100 milles, s'étendant de la ville de Winnipeg vers l'ouest, jusqu'à l'époque où les travaux ont été enlevés à l'entrepreneur, ainsi que les dépenses

faites depuis par le gouvernement, en travaux de construction ; mais elle aura le droit de se charger des dits travaux en aucun temps et de les compléter, en payant les frais de construction comme susdit jusqu'à concurrence du montant alors dépensé par le gouvernement.

6. A moins qu'il n'en soit empêché par la main de Dieu, les ennemis de la reine, les troubles intérieurs, des épidémies, inondations ou autre cas de force majeure, le gouvernement fera achever la section du lac Supérieur dans les délais fixés par les contrats existants pour la construction de la dite section ; et il fera aussi achever la partie de la section de l'Ouest actuellement donnée à l'entreprise, savoir, de Kamloops à Yale, dans les délais fixés par les contrats à cet effet, c'est-à-dire pour le trentième jour de juin 1885 ; et il fera aussi achever, pour ou avant le premier jour de mai 1891, la partie restant de la dite section de l'Ouest, située entre Yale et Port-Moody, qui devra être d'une aussi bonne qualité sous tous les rapports que le type créé pour la partie par le présent entreprise. Et la dite section du lac Supérieur, et les portions de la dite section de l'Ouest actuellement données à l'entreprise, seront terminées, autant que faire se pourra, suivant les devis et conditions des contrats passés à cet effet, sauf toutefois les modifications qui y ont été apportées par le gouvernement avant la date du présent contrat.

7. Le chemin de fer construit aux termes des présentes sera la propriété de la compagnie ; et en attendant l'achèvement des sections de l'Est et du Centre, le gouvernement transférera à la compagnie la possession et le droit d'exploiter et de mettre en opération les diverses portions du chemin de fer Canadien du Pacifique déjà construites ou à mesure qu'elles seront achevées. Et à l'achèvement des sections de l'Est et du Centre, le gouvernement cèdera à la compagnie, avec un nombre convenable de bâtiments pour gares et le service d'eau (mais sans équipement), les portions du chemin de fer Canadien du Pacifique construites ou qui doivent être construites par le gouvernement, et qui seront alors achevées ; et à l'achèvement du reste de la partie du chemin de fer qui doit être construite par le gouvernement, cette partie sera ainsi cédée à la compagnie, et le chemin de fer Canadien du Pacifique deviendra et sera dès lors la propriété absolue de la compagnie. Et la compagnie devra ensuite et à perpétuité entretenir, exploiter et mettre en opération d'une manière efficace, le chemin de fer Canadien du Pacifique.

8. En recevant du gouvernement la possession de chacune des portions respectives du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie les équipera conformément au type établi par les présentes pour l'équipement des sections par le présent entreprises, et devra ensuite les entretenir et exploiter d'une manière efficace.

9. En considération de ce que dessus, le gouvernement convient de donner à la compagnie une subvention de \$25,000,000 en argent, et de 25,000,000 d'acres de terre, pour lesquelles subventions la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique sera complétée, et le chemin équipé, entretenu et exploité. Ces subventions seront respectivement payées et accordées au fur et à mesure du progrès de la construction, de la manière, et aux conditions suivantes, savoir :—

a. La dite subvention en argent est par le présent divisée et affectée comme suit, savoir :—

#### SECTION DU CENTRE.

Estimée à 1,350 milles :

1°—900 milles à \$10,000 par mille.....	\$9,000,000	
2°—450 " 13,333 " .....	6,000,000	
		<u>\$15,000,000</u>

#### SECTION DE L'EST.

Estimée à 650 milles :

Subvention égale à \$15,384.61 par mille,.....	\$10,000,000	
		<u>\$25,000,000</u>

Et la dite subvention en terres est par le présent divisée et affectée comme suit, sujet à la réserve ci-après faite :—

## SECTION DU CENTRE.

1°—900 milles à 12,500 acres par mille .....	11,250,000	
2°—450 “ 16,666.66 “ .....	7,500,000	
		18,750,000

## SECTION DE L'EST.

Estimée à 650 milles—	
Subvention égale à 9,615.35 acres par mille .....	6,250,000
	25,000,000

b. Lorsqu'une portion de pas moins de vingt milles de longueur du chemin de fer qui fait l'objet du présent contrat aura été construite et parachevée de manière à permettre la circulation régulière des convois, et que cette portion du chemin sera pourvue de l'équipement nécessaire au trafic qui s'y fera, le gouvernement paiera et concédera à la compagnie l'argent et les terres auxquels cette portion du chemin de fer lui donnera droit d'après la répartition et la distribution ci-dessus prévues et stipulées, — la compagnie ayant le droit de recevoir au lieu de l'argent, des obligations à terme du gouvernement dont le taux d'intérêt, l'échéance et la valeur nominale pourront être déterminés par convention mutuellement arrêtée, et qui pourront être équivalentes, d'après les calculs faits par des actuaires, aux paiements en argent correspondants, le gouvernement accordant quatre pour cent d'intérêt pour les sommes d'argent qu'il recevra en dépôt.

c. Si en aucun temps la compagnie peut livrer, sur la ligne ou près de la ligne du dit chemin de fer, à un endroit qui conviendra au gouvernement, des rails d'acier et des attaches devant servir à la construction du chemin de fer, mais en anticipation des besoins de la construction, le gouvernement devra, à la demande de la compagnie, aux termes et conditions déterminés par le gouvernement, avancer les trois quarts de la valeur de ces rails et attaches à l'en-droit où ils seront livrés. Et une proportion du montant ainsi avancé sera déduite, conformément aux termes et conditions fixés par le gouvernement, de la subvention qui devra être payée plus tard, lors de la liquidation pour chaque section de vingt milles de chemin de fer, laquelle proportion devra correspondre à la quantité des rails et attaches qui auront été employés dans la construction de ces sections.

d. Jusqu'au premier jour de janvier 1882, la compagnie aura la faculté, au lieu d'émettre des obligations garanties par les concessions de terres, comme il est ci-après prévu, de substituer le paiement, par le gouvernement, de l'intérêt (ou d'une partie de l'intérêt) sur les obligations de la compagnie, hypothéquant le chemin de fer et les terres que le gouvernement devra lui concéder, et courant pendant un nombre d'années approuvé par le gouverneur en conseil, au lieu de la subvention en argent qui doit être accordée à la compagnie en vertu du présent contrat, ou de toute partie de cette subvention; ces paiements d'intérêt devant équivaloir, d'après les calculs des actuaires, aux paiements en argent correspondants, le gouvernement accordant quatre pour cent d'intérêt sur les sommes qu'il recevra en dépôt; et les coupons représentant l'intérêt sur ces obligations devront être garantis par le gouvernement jusqu'à concurrence de tel équivalent. Et les sommes provenant de la vente de ces obligations, jusqu'à concurrence de pas plus de \$25,000,000, seront déposées entre les mains du gouvernement, et la balance de ces sommes sera placée ailleurs par la compagnie, à la satisfaction et sous le contrôle exclusif du gouvernement; si cette dernière condition n'est pas remplie, les obligations qui ne seront pas vendues resteront entre les mains du gouvernement. Et de temps à autre, à mesure que les travaux avanceront, le gouvernement paiera à la compagnie—d'abord, sur le montant qui devra être ainsi placé par la compagnie, et après l'épuisement de ce montant, sur le montant déposé entre les mains du gouvernement,—des sommes d'argent ayant la même proportion relativement à la subvention pécuniaire par mille par le présent consentie, que le produit net de cette vente (si toutes les obligations sont vendues lors de leur émission), ou si toutes ces obligations ne sont pas alors vendues, que le produit net

de l'émission, calculé au taux auquel la vente d'une partie de ces obligations aura été effectuée, sera proportionné à la somme de \$25,000,000. Mais si une partie seulement des obligations émises est vendue, les montants dus à la compagnie d'après la proportion susdite seront payés à la compagnie, partie sur les obligations en la possession du gouvernement, et partie sur l'argent déposé entre les mains du gouvernement, la même portion devant être conservée entre les obligations vendues et les obligations non vendues, respectivement; et la compagnie acceptera comme de l'argent les obligations ainsi livrées, au taux auquel la vente partielle des obligations aura été effectuée. Et le gouvernement recevra et retiendra telles sommes d'argent pour la création d'un fonds d'amortissement pour le remboursement de ces obligations, aux termes et conditions qui pourront être arrêtés entre le gouvernement et la compagnie.

e. Si la compagnie se prévaut de la faculté qui lui est accordée par la clause d, la somme de \$2,000 par mille sur les premiers huit cents milles de la section du Centre sera déduite au prorata du montant payable à la compagnie à l'égard de ces huit cents milles, et servira à augmenter la subvention pécuniaire par mille affectée au reste de la dite section du Centre.

11. De plus, en considération de ce que dessus, le gouvernement concédera à la compagnie les terrains dont elle aura besoin pour la voie du dit chemin de fer, les gares et stations et leurs dépendances, les ateliers, les bassins et abords aux termini sur les eaux navigables, les édifices, cours et autres dépendances nécessaires à la construction et à l'exploitation efficaces du chemin de fer, en tant que ces terrains seront la propriété du gouvernement. Et le gouvernement permettra aussi l'entrée en franchise de tous les rails d'acier, éclisses et autres attaches, carrelles, boulons et écrous, fils de fer, bois de construction, et de tous les matériaux pour les ponts devant servir à la construction première du chemin de fer et d'une ligne de télégraphe en rapport avec le chemin de fer, et de tous appareils télégraphiques nécessaires au premier équipement de la dite ligne de télégraphe. Et le gouvernement transférera à la compagnie, au prix coûtant, plus l'intérêt, tous les rails et attaches achetés en 1879 ou depuis, et tous autres matériaux de construction en la possession du gouvernement ou par lui achetés, d'après évaluation, excepté les rails, les attaches et autres matériaux dont il aura besoin pour la construction des dites sections du lac Supérieur et de l'Ouest.

11. Les concessions de terres par le présent consenties en faveur de la compagnie seront faites en sections alternatives de 640 acres chacune, sur une profondeur de 24 milles de chaque côté du chemin de fer entre Winnipeg et Jasper-House, en tant que ces terres seront la propriété du gouvernement, la compagnie recevant les sections portant les numéros impairs. Mais si quelques-unes de ces sections comprenaient une quantité notable de terrain qui ne serait pas raisonnablement propre à la colonisation, la compagnie ne sera pas tenue de les accepter comme partie de la concession, et le déficit causé par la défalcation de ces terrains et tout autre déficit qui pourrait être causé par suite d'une quantité insuffisante de terrain le long de la dite partie du chemin de fer pour compléter les dits 25,000,000 d'acres, ou par suite du trop grand nombre de lacs et de nappes d'eau dans les sections concédées (lesquels lacs et nappes d'eau ne seront pas compris dans le mesurage de ces sections), seront comblés par des terres prises dans d'autres sections dans la région connue sous le nom de zone fertile, c'est-à-dire, les terres comprises entre les 49e et 57e degrés de latitude nord, ou ailleurs, au choix de la compagnie, lesquelles terres seront concédées en sections alternatives semblables sur une profondeur de 24 milles de chaque côté de toutes lignes d'embranchement qui seront tracées par la compagnie, et qui seront indiquées sur une carte ou plan de l'embranchement ou des embranchements, déposé au ministère des chemins de fer; ou de chaque côté d'une ligne ou de lignes de front communes, convenues entre le gouvernement et la compagnie, les conditions ci-dessus mentionnées relativement aux terrains qui ne seraient pas raisonnablement propres à la colonisation devant être appliquées à ces concessions supplémentaires. Et la compagnie pourra, du consentement du gouvernement, choisir dans les territoires du Nord-Ouest toute étendue ou étendues de terrain non encore occupées pour combler en partie tel déficit. Mais ces concessions ne comprendront que des terres appartenant alors au gouvernement.

12. Le gouvernement éteindra le titre des sauvages aux terres par le présent affectées et qui seront à l'avenir concédées comme subvention au chemin de fer.

13. La compagnie aura le droit, sujet à la sanction du gouverneur en conseil,

d'établir et de fixer le tracé de la ligne du chemin de fer qui fait l'objet des présentes selon qu'elle le jugera convenable, pourvu toutefois qu'elle conserve les points extrêmes suivants, savoir : De la Station de Callander au point de raccordement de la section du lac Supérieur; et de Selkirk au point de raccordement de la section de l'Ouest à Kamloops, en passant par la passe de la Tête-Jaune.

14. La compagnie aura le droit de temps à autre de tracer, construire, équiper, entretenir et exploiter des lignes d'embranchement entre tout point ou tous points sur le parcours de la ligne-mère et tout endroit ou tous endroits dans les limites du territoire de la Puissance, pourvu toutefois qu'avant de commencer aucun embranchement elle dépose d'abord une carte et un plan de tel embranchement au département des chemins de fer; et le gouvernement accordera à la compagnie les terrains nécessaires à la voie de tels embranchements et aux gares et stations, aux bâtiments, ateliers, cours et autres dépendances requises pour la construction et l'exploitation efficaces de ces embranchements, en tant que ces terres appartiennent au gouvernement.

15. Pendant l'espace de vingt ans, à compter de la date des présentes, le parlement du Canada ne devra autoriser la construction d'aucune ligne de chemin de fer au sud de celle du Pacifique canadien partant d'aucun endroit sur ou près le chemin de fer Canadien du Pacifique, excepté de quelque ligne qui courrait au sud-ouest ou à l'ouest du sud-ouest, ni en deçà de quinze milles de la latitude 49. Et s'il était établi quelque nouvelle province dans les territoires du Nord-Ouest, des dispositions seront prises pour la continuation de cette prohibition après tel établissement jusqu'à l'expiration de la dite période.

16. Le chemin de fer Canadien du Pacifique et toutes les gares et stations, ateliers, bâtiments, cours et autres propriétés, matériel roulant et dépendances nécessaires et servant à sa construction et à son exploitation, et le capital-actions de la compagnie, seront à perpétuité exempts des taxes imposées par la Canada ou par aucune province devant être établie ci-après, ou par aucune corporation municipale de telle province; et les terres de la compagnie dans les territoires du Nord-Ouest, jusqu'à ce qu'elles soient vendues ou occupées seront aussi exemptes de taxes pendant vingt ans après la concession faite par la couronne.

17. La compagnie sera autorisée par son acte constitutif à émettre des obligations garanties par les terres concédées et qui seront concédées à la compagnie, contenant des dispositions pour l'emploi de telles obligations à l'acquisition de terres, et telles autres conditions que la compagnie jugera convenables, cette émission devant être du chiffre de \$25,000,000; et si la compagnie fait cette émission d'obligations garanties par les terres concédées, elle les déposera entre les mains du gouvernement, et le gouvernement retiendra et gardera un cinquième de ces obligations comme garantie de la fidèle exécution du présent contrat à l'égard de l'entretien et de l'exploitation continue du chemin de fer de la compagnie, tel que par le présent convenu, pendant dix ans après son achèvement, et les \$20,000,000 restant de ces obligations seront employés tel que ci-après prévu. Et quant au dit cinquième des dites obligations, tant que la compagnie ne fera pas défaut d'entretenir et d'exploiter le dit chemin de fer Canadien du Pacifique, le gouvernement ne demandera ni exigera le paiement des coupons des dites obligations, ni n'en demandera l'intérêt. Et si quelque partie des dites obligations ainsi retenues par le gouvernement venait à être payée en la manière qui sera prescrite pour l'extinction de toute cette émission, le gouvernement gardera le montant reçu en paiement comme garantie pour les mêmes fins que les obligations ainsi libérées, en payant un intérêt sur tel montant au taux de quatre pour cent par année tant que la compagnie ne fera pas défaut dans l'exécution des conditions des présentes; et à la fin de la dite période de dix années à compter de l'achèvement du dit chemin de fer, s'il n'a pas été alors fait défaut dans son entretien et son exploitation, les dites obligations, ou si aucunes d'elles ont été libérées, le reste des dites obligations et l'argent reçu pour celles qui auront été libérées, avec l'intérêt échü, seront remis par le gouvernement à la compagnie avec tous les coupons attachés aux dites obligations; mais si tel défaut a eu lieu, le gouvernement pourra de ce moment exiger le paiement de l'intérêt sur les obligations ainsi retenues et ne sera pas obligé de continuer de payer l'intérêt sur l'argent représentant les obligations libérées; et tant que le gouvernement conservera le droit de retenir la dite partie des dites obligations garanties par les terres concédées, d'autres garanties satisfaisantes

par le gouvernement pourront être substituées par la compagnie par une convention avec lui.

18. Si la compagnie juge qu'il est nécessaire ou expédient de vendre les \$20,000,000 restant des obligations garanties par les terres concédées, ou une plus grande partie de ces obligations que la proportion d'une piastre par chaque acre de terre alors acquis à la compagnie, il lui sera permis de le faire, mais les produits de cette vente, en sus du montant auquel la compagnie aura droit tel que stipulé aux présentes, seront déposés entre les mains du gouvernement. Et le gouvernement paiera l'intérêt semi-annuellement sur ce dépôt au taux de quatre pour cent par année, et remettra à la compagnie la somme ainsi déposée, de temps à autre, suivant les progrès des travaux, dans les mêmes proportions, aux mêmes époques et aux mêmes conditions que la subvention en terres, c'est-à-dire que la compagnie aura droit de recevoir du gouvernement, sur le produit des dites obligations garanties par les terres concédées, le même nombre de piastres que le nombre d'acres de terre de la subvention qu'elle aura alors acquis, moins un cinquième si les obligations se vendent au pair, mais si elles se vendent au-dessous du pair, alors il sera fait une réduction correspondant à l'escompte donné dans la vente des obligations. Et cette concession de terres lui sera faite par le gouvernement, sujet à la charge créée pour garantir les dites obligations; et ces terres resteront ainsi grevées jusqu'à ce qu'elles soient libérées de la manière qui sera réglée à l'époque de l'émission des obligations.

19. La compagnie remboursera au gouvernement tous les frais qu'il aura payés pour la mise à exécution des deux clauses immédiatement précédentes du présent contrat.

20. Si la compagnie n'émet pas ses obligations garanties par les terres concédées, alors le gouvernement retiendra sur chaque concession qui doit être faite de temps à autre, chaque cinquième section des terres qu'il est par le présent convenu de concéder, ces terres devant être détenues comme garanties pour les fins et pour l'espace de temps mentionné à la clause 18 des présentes. Et ces terres pourront être vendues de la manière et aux prix qui seront convenus entre le gouvernement et la compagnie, et dans ce cas le prix en sera remis au gouvernement, qui le gardera pendant la même période et pour les mêmes fins que les terres elles-mêmes, le gouvernement payant quatre pour cent d'intérêt par année sur cette somme; et d'autres garanties satisfaisantes pour le gouvernement pourront être substituées pour ces terres ou deniers par convention avec lui.

21. La compagnie devra être légalement constituée et revêtue de pouvoirs suffisants pour lui permettre d'exécuter le présent contrat. Et ce contrat ne sera obligatoire que dans le cas où un acte constitutif serait accordé à la compagnie suivant la formule de l'annexe A ci-jointe.

22. "L'Acte des chemins de fer, 1879," en tant que ses dispositions sont applicables à l'entreprise mentionnée dans le présent contrat, et en tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec lui ou incompatibles avec les dispositions de l'acte constitutif qui devra être accordé à la compagnie, s'appliquera au chemin de fer Canadien du Pacifique.

En foi de quoi les parties ont exécuté le présent contrat en la cité d'Ottawa, ce vingt et unième jour d'octobre 1880.

CHARLES TUPPER,

Ministre des chemins de fer et canaux.

GEO. STEPHEN,

DUNCAN McINTYRE,

J. S. KENNEDY,

R. B. ANGUS,

J. J. HILL,

Par son procureur Geo. Stephen.

MORTON, ROSE ET CIE,

KOHN, REINACH ET CIE.

Par P. du P. Grenfell.

Signé en présence de F. BRAUN, et le sceau du département  
a été apposé par sir CHARLES TUPPER en présence de

F. BRAUN,



Et considérant que l'annexe A attachée au dit contrat est incorporée à un acte de Notre parlement du Canada, passé le QUINZIÈME jour de FÉVRIER de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-un, et dans la quarante-quatrième année de Notre règne, intitulé : " *Acte concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique* ; " et considérant que par le dit acte, après avoir énoncé ce qui suit, savoir :—

" Considérant que par les termes et conditions de l'admission de la Colombie-Britannique dans l'Union avec la Puissance du Canada, le gouvernement fédéral s'est chargé de l'obligation de faire construire un chemin de fer reliant le littoral de la Colombie-Britannique au réseau des chemins de fer du Canada ;

" Et considérant que le parlement du Canada a maintes et maintes fois déclaré sa préférence pour la construction et l'exploitation de ce chemin de fer au moyen d'une compagnie constituée, aidée par des octrois de terre et d'argent, plutôt que par le gouvernement, et que certains statuts ont été passés pour permettre de suivre ce système, mais que leurs dispositifs n'ont pu jusqu'ici être mis à effet ;

" Et considérant que certaines sections du dit chemin de fer ont été construites par le gouvernement et que d'autres sont en voie de construction, mais que la plus grande partie de la ligne principale de ce chemin n'a pas encore été commencée ni donnée à l'entreprise ; et qu'il est nécessaire, pour le développement des territoires du Nord-Ouest et pour maintenir la bonne foi du gouvernement dans l'accomplissement de ses obligations, qu'il soit pris des mesures immédiates pour faire terminer et exploiter le dit chemin de fer en son entier ;

" Et considérant que, conformément au désir formellement exprimé par le parlement, il a été passé un contrat pour la construction de la dite portion de la ligne principale du dit chemin de fer, et pour l'exploitation permanente de toute la ligne, lequel contrat, accompagné de son annexe, a été soumis à la ratification du parlement, et dont copie se trouve ci-annexée ; et qu'il est opportun d'approuver et ratifier le dit contrat et de prendre des mesures pour le faire exécuter ; " les dits contrat et convention, ainsi que la dite annexe A y attachée, ont été approuvés et ratifiés, et que Nous avons été autorisés à en remplir et exécuter les conditions suivant leur teneur ; et que dans le but de constituer en corporation les personnes sus-mentionnées dans le dit contrat et celles qui leur seront associées dans l'exécution de l'entreprise, et de leur conférer les pouvoirs nécessaires pour leur permettre de remplir le dit contrat suivant les termes et conditions, il a été décrété que le gouverneur général du Canada pourrait leur accorder, en conformité du dit contrat, sous le nom de corporation de Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, une charte leur conférant les immunités, privilèges et pouvoirs énoncés dans l'annexe du dit contrat ; et que la dite charte, après avoir été publiée dans la *Gazette du Canada*, avec tout arrêté ou tous arrêtés du conseil s'y rattachant aurait la même force et le même effet que si elle était un acte de Notre parlement du Canada, et serait réputée un acte d'incorporation selon l'intention et la teneur du dit contrat ;

Et considérant que les dites personnes ont demandé une charte dans le but ci-dessus énoncé :

1. Sachez maintenant que, par et de l'avis et du consentement de Notre Conseil privé du Canada, et en vertu de l'autorité de l'acte ci-dessus en partie cité, et de tout autre pouvoir et autorité quelconques à Nous conférés à cet égard, Nous accordons, ordonnons, déclarons et prescrivons que les dits George Stephen, Duncan McIntyre, John S. Kennedy, Richard B. Angus, James J. Hill, la maison Morton, Rose et Cie, et la maison Kohn, Reinach et Cie, avec toutes telles autres personnes et corporations qui deviendront actionnaires de la compagnie par le présent constituée, seront et sont par le présent constitués en corps politique et corporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique."

2. Le capital social de la compagnie sera de vingt-cinq millions de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, lesquelles seront transférables de telle manière et à telles conditions que pourront prescrire les statuts de la compagnie ; et ces actions, ou tout nombre de ces actions, pourront être accordées et émises comme actions libérées pour valeur reçue *bonâ fide* par la compagnie, soit en argent et au pair, ou à tels prix et conditions que le conseil des directeurs pourra établir, soit comme partie de la considération de tout contrat passé par la compagnie.

3. Dès que cinq millions de piastres du capital social de la compagnie auront été souscrits, et que trente pour cent de cette somme auront été versés, et qu'un dépôt d'un million de piastres aura été fait entre les mains de Notre ministre des finances du Canada, en argent ou en effets publics acceptés par Notre Gouverneur en conseil, pour l'objet, et conformément aux conditions stipulées dans le précédent contrat, le dit contrat deviendra et sera transféré à la compagnie sans qu'il soit nécessaire d'exécuter aucun acte ou instrument à cet effet; et ces conditions une fois remplies, la compagnie sera investie de tous les droits des entrepreneurs nommés dans le dit contrat, et elle sera tenue à l'exécution et assujétié à la responsabilité résultant de tous leurs devoirs et obligations, dans la même mesure et de la même manière que si le dit contrat eût été consenti par elle et non par les dits entrepreneurs,—et dès lors, les entrepreneurs, comme particuliers, cesseront d'avoir aucun droit ou intérêt dans le dit contrat, et ils ne seront assujétiés à aucune obligation ou responsabilité créée par le contrat autrement que comme membres de la corporation par le présent constituée. Et les dites conditions relatives à la souscription du capital, à son versement partiel et au dépôt d'un million de piastres, étant remplies à la satisfaction de Notre gouverneur en conseil, la publication par Notre secrétaire d'Etat, dans la *Gazette du Canada*, d'un avis de transfert du contrat à la compagnie sera une preuve probante de tel transfert. Et la compagnie fera opérer un autre versement de vingt pour cent sur la dite première souscription de cinq millions de piastres, le ou avant le premier jour de mai prochain, et de cet appel de fonds un avis de trente jours, par circulaire expédiée par la poste à chaque actionnaire, sera suffisant. Et la compagnie demandera et fera opérer pour le trente-unième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-deux, ou avant, le versement du reste de la dite première souscription de cinq millions de piastres.

4. Toutes les immunités et tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à la compagnie pour qu'elle remplisse, exécute, fasse exécuter et se prévale de chaque condition, stipulation, obligation, devoir, droit, recours, privilège et avantage convenus, mentionnés ou énoncés dans le dit contrat, sont par le présent conférés à la compagnie. Et les dispositions spéciales ci-après établies ne seront pas censées porter atteinte ou déroger à la généralité des immunités et pouvoirs qui lui sont par le présent ainsi conférés.

#### DIRECTEURS.

5. Les dits George Stephen, Duncan McIntyre, John S. Kennedy, Richard P. Angus, James J. Hill, écuier; Henry Stafford Northcote, écuier, de Londres Pascoe du P. Grenfell, marchand, de Londres; Charles D. Rose, marchand, de Londres, et le baron J. de Reinach, banquier, de Paris, sont par le présent constitués les premiers directeurs de la compagnie, avec faculté d'ajouter à leur nombre, pourvu que ce nombre n'excède pas quinze en tout; et la majorité des directeurs, le président compris, devra être composé de sujets britanniques. Le conseil des directeurs ainsi constitué aura tous les pouvoirs par le présent conférés aux directeurs de la compagnie, et ils resteront en charge jusqu'à la première réunion annuelle des actionnaires de la compagnie.

6. Chacun des directeurs de la compagnie par le présent nommés ou qui par la suite sera nommé ou élu, devra être porteur d'au moins deux cent cinquante actions du fonds social de la compagnie. Mais le nombre des directeurs que les actionnaires éliront à l'avenir, et qui n'excédera pas quinze, sera déterminé par statut, et ils seront soumis aux mêmes conditions que les directeurs nommés par ou en vertu de la section immédiatement précédente; leur nombre pourra ensuite être modifié de temps à autre de la même manière. Leur élection se fera au scrutin.

7. La majorité des directeurs constituera un quorum du conseil, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement prescrit par statut à cet égard, les directeurs pourront voter et agir par procureur, la procuration ne pouvant être confiée qu'à un directeur seulement; mais nul directeur ne pourra être chargé de plus de deux procurations, et nulle réunion des directeurs ne pourra légitimement traiter d'affaires à moins que trois directeurs n'y soient présents en personne, le nombre voulu d'autres directeurs pour former un quorum étant représenté par procureurs.

8. Le conseil de direction pourra choisir parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois directeurs, pour la gestion ordinaire des affaires de la compagnie, et auquel seront confiés tels pouvoirs et devoirs que détermineront les statuts. Le président sera *ex officio* membre de ce comité.

9. Le siège principal des affaires de la compagnie sera établi dans la cité de Montréal; mais la compagnie pourra de temps à autre, par statut, choisir et fixer d'autres localités, dans ou hors les limites du Canada, où elle pourra vaquer à ses affaires, et où les directeurs ou actionnaires pourront se réunir lorsqu'ils y seront convoqués ainsi que le prescrivent les statuts. Et la compagnie désignera par statut au moins un endroit en chaque province ou territoire que traversera le chemin de fer, où pourra être signifiée toute action intentée contre la compagnie à raison de quelque cause de poursuite survenue dans telle province ou tel territoire; et ensuite de temps à autre, et par statut, elle pourra changer ce lieu. Une copie du statut désignant ou changeant tel endroit, et régulièrement authentiquée tel que ci-après prescrit, devra être déposée par la compagnie, au siège du gouvernement de la province ou du territoire y concerné, au greffe ou protonotariat de la plus haute ou de l'une des plus hautes cours de juridiction civile de la province ou du territoire. Et s'il survient quelque cause de poursuite dans une province ou un territoire, et qu'un bref émane d'une cour de telle province ou de tel territoire contre la compagnie, sa signification à la compagnie sera valablement faite dans telle province ou tel territoire à l'endroit ainsi désigné; mais si la compagnie manque à l'obligation de désigner tel endroit, ou de déposer tel que plus haut mentionné le statut passé à cet égard, tel bref pourra valablement être signifié à la compagnie à aucune des stations du dit chemin de fer dans les limites de telle province ou de tel territoire.

#### ACTIONNAIRES.

10. La première assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie, pour l'élection des directeurs, aura lieu le deuxième mercredi de mai mil huit cent quatre-vingt-deux, au bureau principal de la compagnie, à Montréal; et l'assemblée générale annuelle des actionnaires, pour l'élection des directeurs et l'expédition des affaires en général, aura lieu à l'avenir le même jour chaque année, et au même lieu, à moins qu'il ne soit autrement prescrit par statut. Avis de chacune de ces assemblées sera publié pendant quatre semaines dans la *Gazette du Canada* et par telle autre voie de publicité qui sera de temps à autre prescrite par les statuts.

11. Des assemblées générales spéciales des actionnaires pourront être convoquées ainsi que le prescrivent les statuts. Et sauf tel que ci-après prévu, avis de ces assemblées sera donné de la même manière que pour ceux des assemblées générales annuelles, mention y étant faite du motif de leur convocation; et, sauf tel que ci-après prescrit, toutes ces assemblées auront lieu au principal siège d'affaires de la compagnie.

12. Si en aucun temps avant la première assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie il devenait opportun qu'il y eût une assemblée des directeurs de la compagnie, ou une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, avant que cette assemblée puisse être facilement convoquée et qu'avis puisse en être donné tel que prescrit par le présent acte ou par les statuts, ou avant que des statuts aient été passés à cet égard, et à un endroit autre que le chef-lieu des affaires de la compagnie à Montréal avant l'adoption d'un règlement autorisant la tenue de cette assemblée ailleurs, il sera loisible au président ou à trois des directeurs de la compagnie de convoquer des assemblées spéciales des directeurs ou des actionnaires, ou des uns et des autres, devant avoir lieu en la cité de Londres, Angleterre, aux dates et lieux, respectivement, qui seront mentionnés dans les avis de convocation de ces assemblées respectivement. Et des avis de ces assemblées pourront être valablement donnés au moyen de circulaires adressées par la poste au domicile ordinaire de chaque directeur ou actionnaire selon le cas, en temps opportun pour lui permettre d'assister à cette assemblée, et indiquant en termes généraux le but de l'assemblée projetée. Et dans le cas d'une assemblée d'actionnaires, les résolutions adoptées à cette assemblée seront regardées comme valides et suffisantes, et comme liant la compagnie sous tous

rapports, si chaque actionnaire de la compagnie y est présent ou représenté par fondé de pouvoirs, nonobstant que l'avis de cette assemblée n'ait pas été donné de la manière prescrite par le présent acte.

13. Nul actionnaire porteur d'actions sur lesquelles quelque versement sera dû et en souffrance ne pourra voter à aucune assemblée d'actionnaires. Et sauf si les statuts le prescrivent autrement, le porteur d'une procuration d'un actionnaire devra être lui-même actionnaire.

14. Nulle demande de versement sur les actions non libérées ne pourra excéder vingt pour cent de leur montant.

#### CHEMIN DE FER ET LIGNE DE TÉLÉGRAPHIE.

15. La compagnie pourra tracer, construire, acquérir, équiper, entretenir et exploiter une ligne continue de chemin de fer, d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, lequel chemin de fer s'étendra depuis le terminus du chemin de fer du Canada Central, près le lac Nipissingue, connu sous le nom de Station de Callander, jusqu'à Port-Moody, dans la province de la Colombie-Britannique, et aussi un embranchement depuis quelque point sur la ligne principale du chemin de fer jusqu'à Fort-William, sur la baie du Tonnerre; et aussi l'embranchement actuel du chemin de fer depuis Selkirk, dans la province du Manitoba, jusqu'à Pembina, dans la dite province; et aussi d'autres embranchements qui seront ultérieurement tracés par la compagnie de temps à autre, tel que stipulé au dit contrat, les dits embranchements devant être de la largeur susdite; et la dite ligne principale de chemin de fer sera commencée et achevée, ainsi que les dits embranchements, tel que stipulé au dit contrat; et avec les autres embranchements qui seront par la suite contruits par la dite compagnie, et tout prolongement de la dite ligne principale de chemin de fer qui sera par la suite construit ou acquis par la compagnie, elle constituera la ligne de chemin de fer ci-après appelée "LE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE."

16. La compagnie pourra construire, entretenir et exploiter une ligne continue de télégraphe et des lignes de téléphone sur tout le parcours du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou sur une partie quelconque de ce chemin, et pourra aussi construire ou acquérir par achat, bail ou autrement, toutes autres lignes de télégraphe en correspondance avec la ligne devant être ainsi construite sur le parcours du dit chemin de fer, et pourra entreprendre la transmission de dépêches pour le public par cette ligne ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone, et recevoir des rétributions pour ce service; ou elle pourra donner à bail cette ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone. ou toute partie de ces lignes; et si elle juge à propos d'entreprendre la transmission de dépêches pour rétribution, elle sera assujétie aux dispositions des quatorzième, quinzième et seizième sections du chapitre soixante-sept des Statuts Refondus du Canada. Et elle pourra utiliser tout perfectionnement qui pourra être inventé par la suite (sujet aux droits des brevetés) pour télégraphier ou téléphoner, et tous autres moyens de communication que la compagnie pourra en tout temps par la suite juger utiles et avantageux.

#### POUVOIRS.

17. "L'Acte *refondu des chemins de fer*, 1879," en tant que ses dispositions sont applicables à l'entreprise autorisée par cette charte, et en tant qu'elles ne sont pas incompatibles ou contradictoires avec les dispositions de celle-ci, et sauf et excepté tel que ci-après prescrit, est incorporé dans le présent acte.

18. En ce qui concerne le dit chemin de fer, la septième section de l'Acte *refondu des chemins de fer*, 1879," relative aux POUVOIRS, et sa huitième section, relative aux PLANS ET ARPENTAGES, seront subordonnées aux dispositions suivantes :

a. La compagnie aura le droit de prendre, utiliser et garder la grève et le terrain au-dessous de la marque des hautes eaux, sur tous cours d'eau, lacs, rivières navigables, golfes ou mers, en tant qu'ils seront la propriété de la couronne et que celle-ci n'en aura pas besoin, sur telle étendue dont aura besoin la compagnie pour son chemin de fer et autres constructions et qui sera indiquée par une carte ou un plan

déposé au bureau du ministre des chemins de fer. Mais les dispositions de ce paragraphe ne s'appliqueront à aucune grève ni à aucun terrain à l'est du lac Nipissingue, excepté avec l'approbation de Notre gouverneur en conseil.

b. Il suffira que la carte ou plan et le livre de renvoi de toute partie de la ligne du chemin de fer n'étant pas dans un district ou comté pour lequel il y a alors un greffier de la paix, soient déposés au bureau de Notre ministre des chemins de fer du Canada; et toute omission, énonciation fautive, ou description erronée de terrains qui sera faite, pourra être corrigée par la compagnie du consentement du ministre et certifiée par lui, et la compagnie pourra alors construire le chemin de fer conformément à telle correction certifiée.

c. Le onzième paragraphe de la huitième section susdite de l'acte des chemins de fer ne s'appliquera à aucune partie du chemin de fer traversant des terres non concédées de la Couronne, ou des terres ne se trouvant pas dans un canton arpenté de quelque province; et dans ces lieux des déviations n'excédant pas cinq milles de la ligne indiquée sur la carte ou le plan comme susdit, déposé par la compagnie, seront permises sans correction ou certificat formels; et toute déviation ultérieure qui pourra être jugée à propos pourra être autorisée par ordre de Notre gouverneur en conseil, et la compagnie pourra alors construire son chemin de fer conformément à la déviation ainsi autorisée.

d. La carte ou plan et le livre de renvoi d'une partie quelconque de la ligne principale du chemin de fer Canadien du Pacifique, faits et déposés conformément à la présente section, après avoir été approuvés par Notre gouverneur en conseil, et de tout embranchement de tel chemin de fer devant être plus tard tracé par la compagnie et pour lequel la sanction de Notre gouverneur en conseil ne sera pas nécessaire, vaudront tout comme s'ils avaient été faits et déposés tel que prescrit par "l'Acte refondu des chemins de fer, 1879," à toutes les fins du dit acte et du présent acte; et toute copie ou tous extraits des dits plan et livre de renvoi, certifiés conformes par Notre dit ministre ou son député, seront reçus comme preuve dans toute cour de droit en Canada.

e. Il suffira qu'une carte ou qu'un profil de toute partie complétée du chemin de fer qui ne sera pas située dans un comté ou district ayant un bureau d'enregistrement, soit déposé au bureau de Notre ministre des chemins de fer.

19. Il sera loisible à la compagnie de prendre sur toutes les terres publiques contiguës ou situées près de la ligne du dit chemin de fer, toute la pierre, le bois de construction, le gravier et les autres matériaux nécessaires ou utiles à la construction du chemin de fer; et elle pourra aussi délimiter et prendre pour son usage une plus grande étendue de terrains, publics ou privés, pour les stations, dépôts, ateliers, édifices, voies latérales, quais, havres, et pour sa voie et l'érection de clôtures destinées à prévenir l'amoncellement de la neige, que celle mentionnée dans l'Acte refondu des chemins de fer, 1879," cette emprise de plus grande étendue de terrain devant cependant être autorisée par le gouvernement et indiquée sur les cartes ou plans déposés à Notre ministère des chemins de fer du Canada.

20. La limite de la réduction des taux de péage par Notre parlement du Canada prescrite par le onzième paragraphe de la dix-septième section de "l'Acte refondu des chemins de fer, 1879," relative aux TAUX DE PÉAGE, est par le présent étendue de telle sorte que cette réduction puisse être faite dans une telle proportion que ces taux de péage, une fois réduits, ne devront pas rapporter moins de dix pour cent par année de profit sur le capital réellement dépensé pour la construction du chemin de fer, lorsque ce capital pourra être défini par un acte de Notre parlement du Canada qui sera passé durant sa présente session, au lieu de pas moins de quinze pour cent par année de profit, comme le prescrit le dit paragraphe; et de sorte aussi que cette réduction ne soit pas faite à moins que le revenu net de la compagnie, vérifié tel que décrit dans le dit paragraphe, n'ait excédé dix pour cent par année au lieu de quinze pour cent par année, tel que prévu au dit paragraphe. Et l'exercice par Notre gouverneur en conseil du pouvoir de réduire les taux de péage de la compagnie, tel que prescrit par le dixième paragraphe de la dix-septième section, est par le présent restreint, relativement aux profits de la compagnie et à son revenu net, aux mêmes limites que

le pouvoir du parlement de réduire les taux de péage est restreint par le dit paragraphe onze tel que modifié par le présent.

21. Les premier et second paragraphes de la section vingt-deux de l'*Acte refondu des chemins de fer, 1879,* ne s'appliqueront pas à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; et il est par le présent décrété que le transfert des actions de l'entreprise ne sera fait que dans les livres de la compagnie et en personne ou par procureur, et qu'il ne sera valide qu'à ces conditions; et la formule ou le mode de transfert sera tel que prescrit de temps à autre par les statuts de la compagnie. Et les fonds de la compagnie ne seront pas employés à faire des prêts sur la garantie d'aucune action de la compagnie.

22. Les troisième et quatrième paragraphes de la dite section vingt-deux de l'*Acte refondu des chemins de fer, 1879,* seront subordonnés aux dispositions suivantes, savoir: que si avant l'achèvement du chemin de fer et des constructions comprises dans le dit contrat, un transfert paraissait avoir été fait de quelque action ou part dans la compagnie, ou si la transmission de quelque action est effectuée en vertu des dispositions du dit paragraphe quatre, à une personne n'étant pas déjà actionnaire de la compagnie, et si le conseil jugeait qu'il n'est pas à propos que la personne (n'étant pas déjà actionnaire) à laquelle ce transfert aura été fait ou cette transmission effectuée, soit acceptée comme actionnaire, les directeurs pourront par résolution opposer leur vote à ce transfert ou à cette transmission; et après cela, et jusqu'après l'achèvement du dit chemin de fer et des constructions comprises dans le dit contrat, cette personne ne sera pas actionnaire de la compagnie ni reconnue comme tel; et l'actionnaire primitif ou sa succession, selon le cas, restera assujéti à toutes les obligations d'un actionnaire de la compagnie, et aura tous les droits conférés à un actionnaire en vertu de la présente charte. Mais toute société possédant des actions libérées de la compagnie, pourra transférer ces actions en tout ou en partie à tout membre de cette société ayant déjà un intérêt comme tel dans ces actions, sans être assujéti à tel veto. Et au cas où tel veto serait exercé, il sera pris note du transfert ou de la transmission qui aura fait l'objet du veto, afin qu'il soit inscrit dans les livres de la compagnie après l'achèvement du chemin de fer et des travaux comme susdit; mais jusqu'à tel achèvement, le transfert ou la transmission qui aura fait l'objet du veto, ne confèrera aucuns droits et n'aura aucun effet quelconque en ce qui concerne la compagnie.

23. Le paragraphe seize de la section dix-neuf, relative aux PRÉSIDENT ET DIRECTEURS, LEURS ÉLECTIONS ET FONCTIONS; le paragraphe deux de la section vingt-quatre, relative aux RÉGLEMENTS, AVIS, ETC; les paragraphes cinq et six de la section vingt-huit, relative aux DISPOSITIONS GÉNÉRALES, et la section quatre-vingt-dix-sept, relative au FONDS DES CHEMINS DE FER, de l'*Acte refondu des chemins de fer, 1879,* ne s'appliqueront, ni aucun d'eux, au chemin de fer Canadien du Pacifique ni à la compagnie constituée par le présent acte.

24. La dite compagnie devra fournir toutes les facilités raisonnables à la compagnie du chemin de fer de Jonction d'Ontario et du Pacifique, lorsque sa voie ferrée sera terminée jusqu'à un point de raccordement avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, et à la compagnie du chemin de fer du Canada Central, pour la réception, l'expédition et la livraison du trafic des chemins de fer et aux chemins de fer des dites compagnies, respectivement, ainsi que pour le retour des voitures, plateformes et autres véhicules; et nulle des dites compagnies ne donnera ou ne continuera aucune préférence ni aucun avantage à aucune des autres, ou à l'égard d'aucune espèce particulière de trafic, sous aucun rapport quelconque; et chacune des dites compagnies ne devra non plus assujétir aucune des autres, ni aucune espèce particulière de trafic, à aucun préjudice ou désavantage sous aucun rapport quelconque; et chacune des dites compagnies qui aura un terminus ou une station près d'un terminus ou d'une station de l'une des autres, fournira toutes les facilités raisonnables pour la réception et l'expédition de tout le trafic arrivant par l'une des autres lignes, sans y apporter aucun retard inutile, et sans aucune préférence ou faveur, préjudice ou désavantage, et de manière à ce qu'il ne soit apporté aucun empêchement à l'usage de ce chemin de fer comme voie de communication ininterrompue, et que toutes les facilités raisonnables de

service soient en tout temps, par les moyens susdits, mutuellement offertes par les dites compagnies de chemin de fer aux autres; et la dite compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique recevra et transportera toutes les marchandises et tous les voyageurs dirigés sur ou de tout point sur le chemin de quelqu'une des dites compagnies ci-dessus mentionnées passant sur le chemin ou une partie du chemin de fer Canadien du Pacifique, au même taux par mille et sujet aux mêmes charges pour services identiques, sans donner ou permettre aucune préférence ou aucun avantage au trafic venant ou à destination de l'un de ces chemins de fer sur le trafic venant ou à destination de l'autre, sous réserve, cependant, pour la dite compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, du droit d'établir des tarifs spéciaux pour les acquéreurs de terres, ou pour les émigrants ou ceux qui se proposent d'immigrer, lesquels tarifs spéciaux ne régiront ou n'affecteront pas les tarifs établis pour le transport des voyageurs entre la dite compagnie et les deux autres ci-dessus mentionnées ou l'une ou l'autre d'elles. Et toute convention conclue entre deux quelconques des dites compagnies contrairement aux dispositions précédentes sera illégale, nulle et non avenue.

25. La compagnie, en vertu de l'autorisation d'une assemblée générale spéciale de ses actionnaires, et comme prolongement du chemin de fer qu'elle est par le présent autorisée à construire, pourra acheter ou acquérir, par bail ou autrement, et posséder et exploiter le chemin de fer de la compagnie du Canada Central, ou se fusionner avec elle, et elle pourra acheter ou acquérir par bail ou autrement et posséder et exploiter une ligne ou des lignes de chemin de fer entre la cité d'Ottawa et un point quelconque des eaux navigables du littoral de l'Atlantique ou tout autre point intermédiaire, ou elle pourra acquérir des droits de circulation sur tout chemin de fer actuellement construit entre Ottawa et tout tel point ou point intermédiaire. Et la compagnie pourra acheter ou acquérir tout tel chemin de fer sujet à telles hypothèques, charges ou redevances alors existantes qui seront stipulées et convenues; et elle possédera à l'égard de toutes lignes de chemins de fer ainsi achetées ou acquises, et devenant la propriété de la compagnie, les mêmes pouvoirs au sujet de l'émission d'obligations sur ces lignes, ou aucune d'entre elles, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt mille piastres par mille, et au sujet de la garantie de ces obligations, que ceux qui sont conférés à la compagnie par la vingt-huitième section du présent, au sujet des obligations qu'elle peut émettre sur le chemin de fer Canadien du Pacifique. Mais cette émission d'obligations ne préjudiciera en rien aux droits d'aucun détenteur d'hypothèque ou autre redevance déjà existante sur aucune ligne de chemin de fer ainsi achetée ou acquise; et le montant des obligations dont l'émission est par le présent autorisée sur cette ligne de chemin de fer sera réduit du montant des hypothèques ou redevances dont elle sera ainsi grevée.

26. La compagnie aura le pouvoir et l'autorisation de construire et entretenir des bassins, chantiers, quais, cales et jetées en tout endroit sur le parcours du dit chemin de fer Canadien du Pacifique ou en correspondance avec lui, et à tous ses termini sur des eaux navigables, pour la commodité et le service des navires et élévateurs; et aussi d'acquérir et exploiter des élévateurs, et d'acquérir, avoir, posséder, nolisier, exploiter et faire marcher des navires à vapeur et autres pour le transport des cargaisons et voyageurs sur toute eau navigable que pourra toucher ou à laquelle pourra se relier le chemin de fer Canadien du Pacifique.

#### STATUTS.

27. Les statuts de la compagnie pourront pourvoir à la rémunération du président et des directeurs de la compagnie et de tout comité exécutif de tels directeurs; et au transfert du capital social et des actions; à l'enregistrement et l'inscription du capital, des actions et des obligations, et au transfert des obligations enregistrées; au paiement des dividendes et des intérêts, en tout lieu ou tous lieux dans ou hors les limites du Canada; et à toutes autres matières que le dit contrat ou le présent acte prescrivent de régler par statut. Mais les statuts de la compagnie établis tel que le prescrit la loi n'auront en aucun cas aucune force ou vigueur après la prochaine

assemblée générale des actionnaires qui aura lieu après l'adoption de ces statuts, à moins qu'ils ne soient approuvés par cette assemblée.

#### OBLIGATIONS.

23. La compagnie, sur l'autorisation d'une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cet effet, pourra émettre des obligations hypothécaires jusqu'à concurrence de dix mille piastres par mille du chemin de fer Canadien du Pacifique pour les fins de l'entreprise autorisée par la présente charte, lesquelles constitueront une première hypothèque et auront priorité sur le dit chemin de fer construit ou acquis, et qui sera construit ou acquis par la suite, et sur ses biens et propriétés meubles et immeubles acquis et à acquérir par la suite, y compris le matériel roulant et l'outillage, et sur ses péages et revenus (déduction faite sur tels péages et revenus des frais d'exploitation), et sur les immunités de la compagnie, le tout tel qu'il sera déclaré et décrit comme étant ainsi hypothéqué dans tout acte d'hypothèque tel que ci-après prescrit. Pourvu toujours, néanmoins, que si la compagnie a émis ou a l'intention d'émettre des obligations garanties par les concessions de terres en vertu des dispositions de la trentième section du présent acte, les terres concédées et à concéder par le gouvernement à la compagnie pourront être exclues de l'opération de telles hypothèques et priorité, et pourvu ainsi que telles hypothèques et priorité ne grèvent aucune propriété que la compagnie est par le présent, ou par le dit contrat, autorisée à acquérir ou recevoir de Nous jusqu'à ce qu'elle ait été transférée par Nous à la compagnie, mais elles grèveront cette propriété, si l'acte d'hypothèque le déclare, aussitôt qu'elle aura été transférée à la compagnie. Et telles hypothèques et priorité pourront être établies par un acte ou des actes d'hypothèque consentis par la compagnie, sur autorisation de ses actionnaires exprimée par une résolution adoptée à telle assemblée générale spéciale; et tout tel acte pourra contenir telle description de la propriété hypothéquée par tel acte, et telles conditions au sujet du paiement des obligations garanties par hypothèque et de l'intérêt qu'elles porteront, et énoncer les recours dont jouiront les détenteurs de ces obligations ou leur fidéicommissaires à défaut de paiement, et la manière d'user de ces recours, et pourra prescrire telles déchéances et pénalités pécuniaires, à défaut de tel paiement, que pourra approuver cette assemblée; et il pourra aussi stipuler, avec la dite autorisation, que le ou les fidéicommissaires pourra ou pourront, à défaut de tel paiement, et comme l'un de ces recours, prendre possession du chemin de fer et des propriétés hypothéquées, et les garder et exploiter au profit des porteurs d'obligations pendant un temps limité par tel acte d'hypothèque, ou vendre les dits chemins de fer et propriétés, après tel délai et à tels termes et conditions que pourra stipuler le dit acte; et avec la même approbation tout tel acte pourra contenir des stipulations à l'effet que, advenant tel défaut de paiement et à telles autres conditions qui seront stipulées dans l'acte, le droit de vote possédé par les actionnaires de la compagnie et par les détenteurs de ses actions-priorité, ou par les uns ou les autres, cessera et deviendra nul et appartiendra ensuite aux porteurs d'obligations, ou à eux et aux porteurs de la totalité ou de partie des actions-priorité de la compagnie, selon que le stipulera l'acte d'hypothèque; et tel acte pourra aussi pourvoir à l'annulation conditionnelle ou absolue, après cette vente, de partie ou de toutes les actions au sujet desquelles le droit de vote aura ainsi été perdu, ou de partie ou de toutes les actions-priorité de la compagnie, ou de toutes deux; et il pourra aussi, soit directement et en propres termes, soit indirectement en renvoyant aux statuts de la compagnie, prescrire comment seront appliqués et exercés les pouvoirs et l'autorité que devra conférer et définir tel acte d'hypothèque, en vertu des dispositions de la présente charte. Et tel acte d'hypothèque, ainsi que ses prescriptions faites en vertu de la présente, et telles autres de ces stipulations qui auront pour but (avec la même approbation) de conférer à tel ou tels fidéicommissaires et à tels porteurs d'obligations tels plus amples et autres pouvoirs et privilèges qui ne seront pas contraires à la loi ou aux dispositions de la présente charte, seront valides et obligatoires. Mais s'il survient en aucun temps quelque changement dans la propriété ou la possession des dits chemin de fer et propriétés en vertu des dispositions de la présente charte ou de tout tel acte d'hypothèque, ou de toute autre manière, les



aits chemins de fer et propriétés continueront d'être possédés et exploités en vertu des dispositions de la présente et de " l'Acte *refondu des chemins de fer, 1879,*" tel que par le présent modifié. Et si la compagnie ne se prévaut pas de l'autorisation d'émettre des obligations garanties par les concessions de terres seules, tel que ci-après prévu, les obligations dont l'émission est par le présent autorisée pourront être portées à tout chiffre n'excedant pas vingt mille piastres par mille du dit chemin de fer Canadien du Pacifique.

29. Si la compagnie fait quelque émission d'obligations en vertu de la section immédiatement précédente avant que le dit chemin de fer ne soit terminé conformément au contrat, une proportion des produits de ces obligations, ou une proportion de ces obligations si elles ne sont pas vendues, correspondante à la proportion des travaux entrepris restant alors à exécuter, sera reçue par Nous, et Nous les garderont, traiteront, et de temps à autre remettront à la compagnie en paiement, aux mêmes conditions, de la même manière et dans les mêmes proportions que les produits des obligations dont l'émission est prévue par le paragraphe *d* de la clause neuf du dit contrat, et par la trente-unième section du présent acte.

30. La compagnie pourra aussi émettre des obligations portant hypothèque pour une somme de vingt-cinq millions de piastres sur les terres concédées à titre d'aide au dit chemin de fer et à l'entreprise autorisée par la présente charte, cette émission ne devant être faite qu'après une autorisation semblable à celle exigée par la présente charte pour l'émission d'obligations garanties par le chemin de fer; et lorsqu'elles auront ainsi été émises, ces obligations constitueront une première hypothèque sur ces terres et les grèveront lorsqu'elles seront concédées, si elles ne le sont pas déjà lors de leur émission. Et cette hypothèque pourra être prouvée par un acte ou des actes d'hypothèque exécutés en vertu de la même autorisation que celle exigée pour l'acte garantissant l'émission des obligations sur le chemin de fer; et cet acte ou ces actes, avec la même autorisation, pourra ou pourront contenir des conditions semblables et pourra ou pourront conférer au fidéicommissaire ou aux fidéicommissaires nommés en vertu du dit acte, et aux porteurs d'obligations garanties par le dit acte, un recours, une autorité, un pouvoir et des privilèges, et pourvoir aux déchéances et pénalités, semblables à ceux qui pourront être compris et stipulés en vertu des dispositions de la présente charte dans tout contrat garantissant l'émission d'obligations sur le chemin de fer, ainsi que toutes autres dispositions et conditions non contraires à la loi ou à la présente charte, qui seront ainsi autorisées. Et ces obligations pourront être désignées comme " Obligations de concessions de terres, et elles pourront ainsi que leurs produits, être traitées de la manière stipulée au dit contrat.

31. La compagnie pourra, au lieu et place de ces obligations de concessions de terre, émettre des obligations conformément à la vingt-huitième section de la présente charte, pour tel montant qu'elle pourra convenir avec Nous d'émettre, portant intérêt garanti par Nous tel que stipulé au contrat; ces obligations constitueront une hypothèque sur les propriétés de la compagnie et ses immunités acquises ou à acquérir, y compris la ligne-mère du chemin de fer Canadien du Pacifique, et ses embranchements ci-dessus décrits, avec l'outillage et le matériel roulant acquis ou à acquérir, mais à l'exclusion de tels autres embranchements de ce chemin et de tels biens meubles qui seront exclus par l'acte d'hypothèque qui sera exécuté pour garantir cette émission. Et les dispositions de la dite vingt-huitième section s'appliqueront à telle émission d'obligations, et à la garantie qui pourra être donnée de leur paiement, et ces obligations et leurs produits seront traités tel que prescrit par le présent acte et le dit contrat.

32. Il ne sera pas nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur aucune obligation hypothécaire émise sous l'autorité du présent acte, et toute telle obligation émise sans être revêtue de ce sceau aura la même validité et le même effet et sera tenue, regardée et traitée par toutes cours de justice et d'équité comme si elle était revêtue du sceau de la compagnie. Et s'il est stipulé dans l'acte d'hypothèque exécuté pour garantir l'émission d'obligations, que quelqu'une des signatures que porteront ces obligations ou les coupons y annexés, pourra être gravée, estampée ou lithogra-

phiée, telles signatures gravées, estampées ou lithographiées seront valides et lieront la compagnie.

33. L'expression "frais d'exploitation," signifiera et comprendra tous les frais d'entretien du chemin de fer et des stations, bâtiments, ateliers et dépendances s'y rattachant, ainsi que du matériel roulant et autre matériel et outillage, employés dans son exploitation; et aussi tous tels péages, loyers ou montants annuels qui pourront être payés pour le louage des locomotives, des voitures ou wagons loués à la compagnie; et aussi les rentes, redevances ou intérêts sur le prix d'achat des terres appartenant à la compagnie, achetées sans être payées en entier; et aussi toutes les dépenses relatives à l'exploitation du chemin de fer et à son trafic, y compris les fournitures en magasin et les articles de consommation; aussi les contributions, taxes, assurances et indemnités à payer par suite d'accidents ou de pertes; aussi tous les salaires et gages des personnes employées dans et pour l'exploitation du chemin de fer et du trafic, et tous les frais de bureau et d'administration, y compris le traitement des directeurs, les frais d'agence, de justice et autres du même genre.

34. Les obligations dont l'émission est autorisée par la présente charte sur la garantie du chemin de fer ou des terres qui seront concédées à la compagnie, ou sur les deux, pourront être ainsi émises en tout ou en partie sous les dénominations de piastres, livres sterling ou francs, ou sous toutes ces dénominations ou aucune d'elles, et les coupons pourront être, pour leur paiement, en dénominations semblables à celles de l'obligation à laquelle ils sont attachés. Et toutes et chacune de ces obligations pourront être engagées, négociées ou vendues à telles conditions et à tel prix que le déterminera de temps à autre le conseil d'administration. Et les statuts de la compagnie pourront prescrire qu'après l'émission de toute obligation, cette dernière pourra être remise à la compagnie par le porteur, et la compagnie pourra, en échange, émettre en faveur de tel porteur des actions inscrites de la compagnie, lesquelles actions inscrites pourront être enregistrées ou inscrites au siège principal de la compagnie ou ailleurs, de la manière, et avec tels droits, gages, privilèges ou priorité, à tel endroit et à telles conditions que pourront le prescrire les statuts de la compagnie.

35. Il ne sera pas nécessaire, pour conserver la priorité, le gage, la charge, l'hypothèque ou le privilège censés attachés à ou être créés par aucune obligation émise ou aucun acte d'hypothèque exécuté en vertu des dispositions de la présente charte, que cette obligation ou cet acte soit enregistré d'aucune manière ou dans aucun endroit quelconqué. Mais tous tels actes d'hypothèque seront déposés au bureau du secrétaire d'Etat, et avis de ce dépôt sera donné dans la *Gazette du Canada*. Et de la même manière toute convention conclue par la compagnie en vertu de la trente-sixième section de la présente charte, sera aussi déposée au même bureau. Et une copie de tout tel acte d'hypothèque ou convention, certifiée conforme par Notre secrétaire d'Etat ou son député, sera reçue dans toutes cours de justice comme preuve *prima facie* de l'original, sans preuve des signatures ou du sceau apposés sur tel original.

36. Si, en aucun temps, quelque convention est faite entre la compagnie et quelques personnes se proposant de devenir porteurs d'obligations de la compagnie, ou est contenue dans un acte d'hypothèque exécuté sous l'empire de la présente charte, restreignant l'émission d'obligations par la compagnie en vertu des pouvoirs conférés par le présent acte, ou définissant ou limitant l'exercice de ces pouvoirs, la compagnie ne pourra, après qu'il en aura été fait dépôt au secrétariat d'Etat, comme il est prescrit plus haut, agir en vertu de ces pouvoirs autrement que selon la définition, les restrictions ou les limites prescrites par la dite convention. Et dès ce moment nulle obligation émise par la compagnie, et nul ordre donné, nulle résolution adoptée ou mesure prise par la compagnie ou par le conseil de direction, contrairement aux termes de cette convention, ne sera valide ou n'aura effet.

37. La compagnie pourra, de temps à autre, émettre des actions-priorité ou garanties, aux prix, pour le montant, n'excédant pas dix mille piastres par mille, et aux conditions de priorité et de privilège y attachés, ou attachés à leurs différentes émissions ou classes, et autrement, qui seront autorisées par la majorité en somme des actionnaires présents en personne ou représentés par fondés de pouvoirs à toute assemblée annuelle ou à toute assemblée générale spéciale des actionnaire convoquée



EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes lettres patentes et à icelles fait apposer le grand sceau du Canada. TÉMOIN, notre Très fidèle et bien-aimé conseiller SIR JOHN DOUGLAS SUTHERLAND CAMPBELL (communément appelé le marquis de Lorne), chevalier de notre Très-ancien et Très noble ordre du Chardon, chevalier grand-croix de Notre ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, gouverneur général du Canada et vice-amiral d'icelui, etc., etc., etc.

A notre Hotel du gouvernement, en NOTRE CITÉ d'OTTAWA, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-un et de Notre règne la quarante-quatrième.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR, *secrétaire d'Etat du Canada*

Les lettres patentes sous le grand sceau du Canada ont été émises ce jour en conformité de l'arrêté du conseil qui précède.

16 février 1881.

JOHN O'CONNOR, *Secrétaire d'Etat.*

J. O. COTÉ, *G.C.P.*

## RÉPONSE

(48f)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882, demandant copie de toute correspondance échangée depuis le 22 décembre 1880, avec *Smith Ripley et Cie*, et autres, relativement au contrat de l'embranchement de la Baie Georgienne du chemin de fer du Pacifique.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat, 4 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

## RÉPONSE

(48g)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 :—  
demandant copie de toute correspondance concernant le tarif du transport des voyageurs et des marchandises sur toute voie ferrée exploitée par la compagnie du chemin de fer du Pacifique, et de tous tarifs de transport proposés ou approuvés ainsi que de tous rapports et ordres en conseil affectant ces tarifs ; et de tous tarifs spéciaux établis pour toute telle voie ferrée.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
7 mars 1882.

Secrétaire d'Etat.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 27 avril 1881.

MONSIEUR, — J'ai reçu instruction du conseil des directeurs de cette compagnie de vous transmettre ci-inclus copie d'un règlement concernant les taux de péage qu'on demandera sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, passé à une assemblée du conseil tenue ce jour, et de vous prier de soumettre le dit règlement à l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi que l'exige la section 17, sous-section 9, de l'Acte refondu des chemins de fer.

Comme on ne peut prélever les taux de péage fixés par le règlement avant d'avoir obtenu l'approbation exigée par l'acte, et les avoir publiés pendant deux semaines dans la *Gazette du Canada*, j'ai l'honneur de vous demander d'insérer ce tarif, s'il est approuvé, dans le numéro de la *Gazette du Canada* de cette semaine.

J'ai l'honneur d'être monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, *secrétaire*.

A l'hon. J. H. POPE, ministre intérimaire des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 28 avril 1881.

(Mémoire.)

Le soussigné a l'honneur de faire rapport que, conformément à ce que prescrit l'acte refondu des chemins de fer, la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a soumis à l'approbation copie d'un règlement passé le 27 courant, fixant les taux de péage qui seront exigés sur le chemin de fer.

Que cette table des taux de péage, laquelle est ci-annexée, a été dûment examinée par l'ingénieur en chef des chemins de fer de l'Etat en exploitation, et ce dernier la trouve satisfaisante.

Le soussigné recommande en conséquence que, conformément aux dispositions de l'acte cité plus haut, la dite table des taux de péage soit approuvée par Son Excellence le gouverneur général en conseil et demeure en vigueur pendant l'espace d'une année.

Le tout respectueusement soumis,

J. H. POPE, *ministre intérimaire des chemins de fer et canaux*.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, OTTAWA, VENDREDI, 29 avril 1881.

*Présent* : SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN CONSEIL.

Vu le mémoire (daté 28 avril 1881) de l'honorable ministre intérimaire des chemins de fer et canaux, transmettant la copie suivante d'un règlement passé le 27 avril courant par le conseil des directeurs du chemin de fer Canadien du Pacifique, fixant le tarif des taux de péage qui seront exigés sur ce chemin de fer, et soumis à l'approbation en vertu des dispositions de l'acte refondu des chemins de fer de 1879, 42 Vict., ch. 9, sect. 17, sous-sect. 9 ;

Vu la recommandation du ministre intérimaire des chemins de fer et canaux, il a plu à Son Excellence, par et de l'avis du Conseil privé de la reine pour le Canada, approuver le dit tarif des taux de péage, lequel demeurera en vigueur pendant l'espace d'une année.

Le tarif des taux de péage, des frais de transport des voyageurs et du fret sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, sera comme suit :—

TARIF D'ENTIER PARCOURS.

Le et après le 7 mai prochain on demandera le tarif ci-dessus mentionné pour les marchandises échangées avec les chemins de fer en correspondance.

Milles.	Entre Emerson et	Marchandise.				Tarif spécial.						
		1	2	3	4	1	2	3	4	5	6	7
		Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par baril.	Par baril.	Par wagon.	Par wagon.	Par wagon.	Par 100 lbs.
		cts.	cts.	cts.	cts.	cts.	cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	cts.	
10	Dominion City.....	3	3	2	2	2	4	7	3 00	4 00	5 00	2
18	*Arnaud .....	5	5	4	4	3	6	11	4 50	5 50	7 50	3
26	*Dufort .....	9	8	7	6	4	8	15	7 00	8 00	10 00	4
35	Otterburn .....	10	9	8	7	5	10	15	8 50	9 50	11 50	4
43	Niverville .....	13	11	10	8	5	10	17	8 50	11 50	13 50	5
55	*Saint-Norbert.....	16	13	12	9	6	12	19	8 50	13 50	15 50	5
65	Saint-Boniface.....	18	15	13	10	7	14	19	10 50	15 50	17 50	6
73	*Birds Hills.....	21	18	17	12	8	16	20	11 00	18 00	20 00	7
80	Gonor.....	22	19	18	12	8	16	20	12 50	19 50	21 50	7
87	Selkirk.....	25	22	21	14	9	18	22	13 00	22 00	24 00	8

\*Les frais de transport des marchandises doivent être payés d'avance.

On demandera pour les effets mobiliers des immigrants, par chargement de wagons, la moitié des tarifs spéciaux n° 6, et par chargement partiel la moitié des tarifs de la première classe.

## COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

## Tarif local par mille parcouru.

Distance en milles.	Marchandises.				Tarif spécial.						
	1	2	3	4	1	2	3	4	5	6	7
	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par 100 lbs.	Par baril.	Par baril.	Par wagon.	Par wagon.	Par wagon.	Par 100 lbs.
	cts.	cts.	cts.	cts.	cts.	cts.	cts.	¢ cts.	¢ cts.	¢ cts.	cts.
0 à 5.....	9	7	6	5	4	8	10	5 00	7 00	7 00	3
5 — 10.....	11	9	7	6	5	10	11	6 00	8 00	8 00	3
10 — 15.....	13	10	8	6	5	10	13	6 50	9 00	9 00	4
15 — 20.....	15	12	9	7	5	10	15	7 00	10 00	10 00	5
20 — 25.....	17	14	11	8	5	10	17	8 00	11 00	12 00	5
25 — 30.....	19	15	12	9	5	10	18	9 00	12 00	15 00	6
30 — 35.....	21	16	13	10	6	12	19	10 00	13 00	16 00	6
35 — 40.....	22	17	13	11	7	14	22	11 00	14 00	17 00	6
40 — 45.....	23	18	14	12	7	14	23	12 00	15 00	18 00	6½
45 — 50.....	24	19	15	12	8	16	23	12 50	16 00	19 00	7
50 — 55.....	25	20	16	13	8	16	24	13 00	18 00	20 00	7
55 — 60.....	26	21	16	13	8	16	25	14 00	19 50	22 00	7
60 — 65.....	27	22	17	14	8	16	26	15 00	21 00	24 00	7½
65 — 70.....	28	22	18	14	10	20	27	16 00	22 00	25 00	8
70 — 75.....	29	23	19	15	11	22	28	17 00	23 00	26 00	8
75 — 80.....	30	24	19	15	11	22	30	18 00	24 00	28 00	8
80 — 85.....	31	25	20	15	12	24	32	19 00	25 00	30 00	8
85 — 90.....	32	26	20	16	12½	25	34	20 00	26 00	34 00	8½
90 — 95.....	33	27	21	17	13	26	35	22 00	27 00	34 00	9
95 — 100.....	34	27	22	17	13	26	36	22 50	27 50	34 00	9
100 — 105.....	35	28	23	18	14	28	37	23 00	28 00	35 00	10
105 — 110.....	36	29	24	18	14	28	38	23 50	28 50	36 00	10
110 — 115.....	37	30	25	19	14	28	39	24 00	29 00	37 00	11
115 — 120.....	38	31	25	19	15	30	40	24 50	29 50	38 00	11
120 — 125.....	39	32	26	20	15	30	41	25 00	30 00	39 00	11
125 — 130.....	40	33	26	21	15	30	41	25 50	30 50	40 00	12
130 — 135.....	41	33	27	21	16	32	42	26 00	31 00	41 00	12
135 — 140.....	42	34	27	21	16	32	42	26 50	31 50	42 00	13
140 — 145.....	43	35	28	22	16	32	43	27 00	32 00	43 00	13

## TARIF DES VOYAGEURS.

Un tarif uniforme de trois centins par mille. Pour les émigrants venant au pays avec des billets d'entier parcours, le tarif sera d'un centin et demi par mille.

J. O. COTÉ, G. C. P.

OTTAWA, 13 mai 1881.

MONSIEUR, — Je suis chargé de vous faire connaître l'arrêté du conseil, en date du 29 avril 1881, approuvant le tarif des taux de péage qui seront exigés sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, selon que spécifiés dans le règlement passé par les directeurs du chemin de fer le 27 de ce mois, et soumis dans ce but, conformément aux dispositions de l'acte refondu des chemins de fer de 1879.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

A. M. C. DRINKWATER, secrétaire de la Cie C. F. C. P., Montréal.

OTTAWA, 24 janvier 1882.

MONSIEUR,—Je suis chargé par le ministre de vous demander qu'en conformité des dispositions de l'acte refundu des chemins de fer de 1879, vous soumettiez à l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en Conseil, un tarif des taux de péage demandés sur la partie du chemin de fer Canadien du Pacifique entre Telford et le Portage du Rat, dont le transfert à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique est autorisé par un arrêté du conseil du 12 courant. Copie du dit arrêté vous a été envoyée par la malle de ce jour.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

A M. C. DRINKWATER, secrétaire, Cie C. F. C. P., Montréal.

OTTAWA, 26 janvier 1882.

MONSIEUR,—Relativement à la table des taux de péage—tarif d'entier parcours et local par mille parcouru—de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, soumise au département par votre lettre du 27 avril 1881, et approuvée, pour l'espace d'une année, par un arrêté du conseil (daté 29 avril 1881), le ministre me charge de vous demander de vouloir bien transmettre au département une table de classification et de tarification spéciales se rapportant aux numéros correspondants de la table déjà soumise.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

A M. C. DRINKWATER, secrétaire, Cie C. F. C. P., Montréal.

#### COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 31 janvier 1882.

MONSIEUR,—Ainsi que le demande votre lettre du 21 courant, j'ai l'honneur de vous inclure copie de la table de classification et de tarification spéciales dont il est parlé dans la table des tarifs d'entier parcours et par mille parcouru, de ce chemin de fer, approuvée par l'arrêté du conseil du 29 avril 1881.

J'ai l'honneur d'être monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, *secrétaire*.

A M. F. BRAUN, secrétaire du département des chemins de fer et canaux.

#### TARIFICATION SPÉCIALE.

Les agents ne demanderont pas un prix plus élevé pour un chargement partiel de wagon des articles nommés ci-après, que pour un changement complet de wagon.

Toutes les marchandises qui seront transportées d'après ce tarif doivent être chargées et déchargées par le propriétaire.

N<sup>o</sup> 1. Céréales, grains moulus et pommes de terre, en grenier ou en sacs, par chargement de wagon n'excédant pas 20,000 lbs., pris aux risques du propriétaire quant à la diminution, sauf le cas où elle a lieu par suite de collision ou d'accident.

N<sup>o</sup> 2. Fleur, farine et chaux, en barils, 90 barils ou plus.

N<sup>o</sup> 3. Sel, ciment, chaux hydraulique, stuc et plâtre, en barils, 60 barils ou plus.

N<sup>o</sup> 4. Bois de service, bardeaux, lattes, poteaux de clôtures et lisses, poteaux de télégraphe, bois de construction et billots, par chargement de wagon n'excédant pas 20,000 lbs. Pour le bois de construction qu'il faudra transporter sur plus d'un wagon on demandera 40 pour cent de plus que le tarif ordinaire. A ces taux la compagnie ne sera pas responsable de ce qui pourrait manquer dans la quantité. Par chargement partiel de wagon, on demandera le tarif de la quatrième classe, d'après la pesanteur évaluée des marchandises.



- N<sup>o</sup> 5. Bétail, par chargement de wagon aux risques du propriétaire, devant être acquitté au compte de l'expéditeur.
- N<sup>o</sup> 6. Instruments aratoires, meubles, effets mobiliers, machines, presses à foin, voitures de ferme, pompes en bois, poterie de terre cuite et de grès, portes, châssis et stores, articles de bois brut pour voitures et autres articles en bois, papier-feutre, clous en barils, bois non entièrement façonné, lard, jambon et lard séché en barils, par chargement de wagon n'excédant pas 20,000 lbs., aux risques du propriétaire au cas de dommage ou de perte.
- N<sup>o</sup> 7. Houille, coke, brique, sable, pierre, minéral de fer, fer en gueuse, chevilles d'attaches de bardeaux et de douves, douves et fonds, écorce pour les tanneurs, cercles et échalas à houblon, foin pressé, fer pour voie ferrée, coussinets et carvelles, os, sabots et cornes, sciure et glace, par chargement de wagon de pas plus de 20,000 lbs.

Ce chemin de fer ne prendra de foin qu'à sa convenance et aux risques du propriétaire du dit foin en cas de feu. La compagnie demandera pour les locomotives et tenders 35 centins par mille, pour les wagons à voyageurs et à bagages, 15 centins par mille pour les wagons à fret, wagons fermés 10 centins, et wagons plateformes 8 centins par mille pour les traîner sur leurs propres roues avec les trains de fret.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
MONTRÉAL, 6 février 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 dernier, demandant qu'un tarif des taux de péage qu'on fera payer sur la partie du chemin de fer Canadien du Pacifique entre Telford et le Portage-du-Rat, soit soumis à l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil.

J'ai reçu instruction des directeurs de vous dire qu'ils ont l'intention de proposer à la considération du gouvernement une révision des taux de péage qui ont été demandés en vertu d'un arrêté du conseil rendu au mois d'avril dernier, et j'ai l'honneur de suggérer que dans l'intervalle on donne à la compagnie le pouvoir d'appliquer temporairement les tarifs par mille parcouru et autres maintenant en vigueur dans la division ouest, à cette partie du chemin de fer entre Telford et le Portage-du-Rat, jusqu'à ce que le tarif révisé ait été examiné. La partie de la voie principale du Portage-la-Prairie à Brandon se trouve dans la même condition, et j'ai reçu instruction de vous suggérer aussi le même plan relativement à cette partie du chemin.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,  
C. DRINKWATER, *secrétaire*.

A. M. F. BRAUN,  
Secrétaire du département des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 27 février 1882.

MONSIEUR,—En réponse à votre lettre du 6 courant, l'honorable ministre des chemins de fer et canaux m'enjoint de vous dire que les taux de péage généraux, tarif et prix que l'arrêté du conseil du 29 avril 1881 a autorisés la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique à faire payer, peuvent être considérés comme s'appliquant également aux sections du chemins entre Telford et le Portage-du-Rat, et entre le Portage-la-Prairie et Brandon, jusqu'à la même date.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,  
F. BRAUN, *secrétaire*.

A. M. CHARLES DRINKWATER,  
Secrétaire, Cie du C. F. C. P., Montréal.

## RÉPONSE

(48h)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882 ; --  
 Pour copie de toute correspondance au sujet de tout chemin de fer existant ou projeté que la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique prétend devoir porter atteinte aux droits que lui donne son contrat.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
 12 avril 1882.

OTTAWA, 6 mars 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus la réponse à l'ordre de la Chambre des communes en date du 15 février 1882, pour copie de toute correspondance au sujet des chemins de fer que la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique prétend devoir porter atteinte aux droits que lui donne son contrat.

Demande devrait être faite au secrétaire d'Etat de copie d'une lettre transmettant l'arrêté du conseil à ce sujet au gouvernement du Manitoba.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire.*

A M. E. J. LANGEVIN, sous-secrétaire d'Etat.

17 janvier 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie attestée d'un arrêté de Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, désavouant un acte du lieutenant-gouverneur de la province du Manitoba passé le 25ème jour de mai 1881, intitulé : " Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg," portant à l'endos le certificat de sa réception par Son Excellence.

Je vous inclus en outre pour l'information de votre gouvernement, copie d'un rapport de l'honorable ministre de la justice relativement au dit acte.

J'ai l'honneur d'être, etc., etc.,

J. A. MOUSSEAU, *secrétaire d'Etat.*

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur  
 du Manitoba, Winnipeg.

Législature du Manitoba au sujet de la charte du C.F.C.P.

1881,

20, 21, octobre, du greffier du Conseil privé, 27216. A trait à une lettre de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique au sujet de la législature de la province du Manitoba à l'effet d'incorporer d'autres compagnies de chemin de fer qui portent atteinte au contrat du chemin de fer Canadien du Pacifique.

1881.

28, 28 octobre, C. Schreiber, 27273. Fait rapport au sujet de la lettre n° 2216 de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à l'incorporation de certaines compagnies par la législature du Manitoba.

2 novembre, rapport fait au conseil, 16833. Que le gouverneur général soit avisé de désavouer certains actes passés à la dernière session de la législature de la province du Manitoba.

1882.

12, 18, janvier, arrêté du conseil n° 27821 Désavouant l'acte de la province du Manitoba, "Acte à l'effet d'incorporer la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg, tel acte étant en contravention aux conditions du contrat du chemin de fer Canadien du Pacifique."

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 18 octobre 1881.

MONSIEUR,—D'après les instructions du conseil des directeurs de cette compagnie, j'ai l'honneur d'attirer votre attention et celle de votre gouvernement sur une partie de la législation de la province du Manitoba, passée lors de la dernière session.

Le chapitre 37 des actes de la législature de Manitoba, passés cette année, constitue en corporation une compagnie appelée La Compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg, avec pouvoir de construire un chemin de fer d'un point situé à ou près de la ville de Winnipeg, allant dans une direction sud-ouest jusqu'à la frontière entre la province du Manitoba et l'Etat du Minnesota, (voir section 3).

La 21<sup>me</sup> section du même acte pourvoit à ce que la compagnie puisse se fusionner avec toute autre compagnie de chemin de fer et accepter telle compagnie comme faisant partie de la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg.

Le chapitre 38 des actes de la même législature passés aussi pendant la dernière session, constitue en corporation une compagnie appelée La Compagnie de Tramway du Manitoba. Et la section 2 de cet acte donne à la compagnie le pouvoir de construire des tramways en fer ou en bois le "long de tous ou chacun des grands chemins publics" dans la province, sauf le consentement seulement de la municipalité locale et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Pour faciliter l'exercice de ces pouvoirs, la 15<sup>e</sup> section du même acte pourvoit à ce que la compagnie puisse "construire, exécuter ou placer le tramway à travers ou sur les terres de toute corporation ou personne sur le parcours du tramway." Pouvoir est en outre accordé d'exproprier, pour les fins du tramway, des terres sur une largeur n'excédant pas 33 pieds, sauf les endroits où il existe des remblais ou des tranchées, et où il faudra construire des stations ou dépendances, faire la livraison de marchandises, auxquels endroits une plus grande largeur de terrain pourra être expropriée. Et la 19<sup>e</sup> section autorise la compagnie de quitter les routes des grands chemins publics et d'entrer sur toutes terres situées sur la route projetée ou ligne du tramway.

Le chapitre 39 des actes de la même législature de la dernière session, constitue légalement une autre compagnie appelée la compagnie du chemin de fer d'Emerson et du Nord-Ouest, avec pouvoir de construire un chemin de fer d'un point sur le côté ouest de la rivière Rouge, vis-à-vis la ville d'Emerson, jusqu'à Mountain-City, ou Nelsonville, et de là au Nord-Ouest jusqu'à quelque point sur la limite ouest de la province du Manitoba. La 19<sup>e</sup> section de l'acte mentionné en dernier lieu donne le pouvoir d'affermir la ligne à toute autre compagnie de chemin de fer, dont la ligne peut se raccorder à la ligne de la compagnie d'Emerson et du Nord-Ouest.

Le conseil des directeurs voit avec une anxiété extrême qu'on a accordé de tels pouvoirs à ces compagnies. Comme vous le savez, une des conditions les plus essentielles d'après laquelle cette compagnie a entrepris la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique, et plus particulièrement de la division Est du dit chemin s'étendant depuis l'embranchement de la Baie du Tonnerre jusqu'à la station de Callander, était qu'il ne serait pas permis de nuire au trafic que la compagnie pouvait

raisonnablement s'attendre de transporter sur cette division, par la construction de chemins de fer tendant à s'emparer du trafic du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest et à le détourner au profit des chemins américains.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'avant l'exécution du contrat avec cette compagnie, le gouvernement avait adopté une politique basée sur les considérations qui ont donné lieu à cette condition, et l'avait mise en vigueur dans plus d'une occasion lorsqu'on discutait devant le parlement les chartes à accorder à des chemins de fer courant à la frontière. Et dans les négociations qui ont précédé le contrat, votre gouvernement a admis de suite le principe que la même protection qu'il aurait réclamée pour lui-même, à l'égard des lignes exploitées au profit des chemins de fer des Etats-Unis, dans le cas où il aurait construit le chemin de fer Canadien du Pacifique, serait accordée à cette compagnie. Les directeurs pensent que, indépendamment de la convention expresse à ce sujet, contenue au contrat et dans la charte, il est essentiel, pour protéger les intérêts du Canada, de même que les droits de cette compagnie que l'exploitation de la longue section de chemin de fer située au nord du lac Supérieur soit appuyée par le trafic d'entier parcours qu'on peut raisonnablement obtenir, pour la dite section, du Manitoba et du Nord-Ouest. Il n'est pas probable que cette division ait sous le rapport du trafic local les avantages qu'aura une grande partie du chemin de fer, et ce serait une charge intolérable, pour un gouvernement ou une compagnie, que d'être obligé d'exploiter cette division, pendant que l'on accorderait les facilités d'en détourner le trafic qui lui appartient légitimement.

Les chartes dont j'ai eu l'honneur de vous parler confèrent aux compagnies nommées des pouvoirs qui, s'ils étaient exercés, produiraient sur le trafic du chemin de fer Canadien du Pacifique un effet désastreux qu'on ne peut trop conjurer, et elles sont en opposition directe à la politique formelle du gouvernement, aux conditions du contrat entre la compagnie et le gouvernement, et aux termes de la charte qui lui a été accordée.

La compagnie du chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg, a reçu des pouvoirs qui permettraient à cette compagnie de se raccorder au chemin de fer *Northern Pacific*, ou à tout autre chemin de fer des Etats-Unis allant dans une direction est, et de construire elle-même une partie importante d'une ligne directe rivale allant vers les bords de la mer, depuis le centre actuel du commerce dans le Manitoba. En vertu de sa charte la compagnie de tramway du Manitoba pourrait construire un tramway simple mais bon depuis quelque point dans la province jusqu'à la frontière; elle donnerait par là à tout chemin de fer dans les territoires du Nord-Ouest les moyens d'entrer dans le Manitoba et d'opérer une jonction directe à la frontière avec tout chemin de fer des Etats-Unis, et ferait ainsi directement concurrence au chemin de fer Canadien du Pacifique, et particulièrement à la division Est de ce chemin de fer, en servant à transporter le trafic d'entier parcours jusqu'aux bords de la mer.

Et pareillement la compagnie de chemin de fer d'Emerson et du Nord-Ouest a reçu le pouvoir de construire une ligne qui aurait le même effet que la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg, si ce n'est qu'elle attirerait le trafic allant à l'est jusqu'à un point plus à l'ouest que ne le pourrait faire la dernière compagnie.

Dans ces circonstances je suis chargé par cette compagnie de vous demander respectueusement que pour satisfaire tant à la lettre qu'à l'intention du contrat, il plaise à votre gouvernement d'user de son droit constitutionnel afin d'empêcher cette compagnie d'exercer les pouvoirs que j'ai indiqués.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER,

Secrétaire.

Le Très honorable sir JOHN A. MACDONALD,  
Ministre de l'intérieur, Ottawa.

## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,

OTTAWA, 28 octobre 1881.

MONSIEUR,—Ayant reçu communication d'une lettre dans le n° 27216, datée le 28 courant, de M. C. Drinkwater, secrétaire de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, attirant l'attention du gouvernement sur certains actes constitutifs de chemin de fer passés par la législature du Manitoba; pendant la dernière session, actes qu'il soumet être en opposition directe à la convention faite avec la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,—

J'ai l'honneur de faire rapport comme suit :

1° L'acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg, chap. 37 des statuts, à la section 3, autorise cette compagnie à construire et exploiter une ligne de chemin de fer d'un point situé à ou près la ville de Winnipeg dans une direction sud-est jusqu'à la frontière entre la province du Manitoba et l'Etat du Minnesota.

2° L'acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de Tramway du Manitoba, chapitre 38 des statuts, à la section 2, autorise cette compagnie à construire et exploiter un tramway, fait en bois ou en fer, le long de tout ou de quelques grands chemins publics dans la province du Manitoba, après avoir obtenu préalablement le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil et de la municipalité dans laquelle est située le dit grand chemin.

3. L'acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer d'Emerson et du Nord-Ouest, chapitre 39 des statuts, à la section 2, autorise cette compagnie à construire et exploiter une ligne de chemin de fer d'un point sur le côté ouest de la Rivière-Rouge, vis-à-vis la ville d'Emerson, jusqu'à Mountain-City ou Nelsonville, et de là au nord-ouest jusqu'à la frontière ouest de la province du Manitoba.

On remarquera que toutes ces chartes autorisent les compagnies respectives à courir à la frontière entre la province du Manitoba et de l'Etat du Minnesota; privilège qui sans aucun doute est en opposition à l'intention de la section 15 de l'Acte du chemin de fer Canadien du Pacifique, laquelle se lit comme suit :

“ Pendant l'espace de vingt ans, à compter de la date des présentes, le Parlement du Canada ne devra autoriser la construction d'aucune ligne de chemin de fer au sud de celle du Pacifique Canadien partant d'aucun endroit sur ou près le chemin de fer Canadien du Pacifique, excepté de quelque ligne qui courrait au sud-ouest ou à l'ouest du sud-ouest, ni en deçà de quinze milles de la latitude 49°.”

Cette section a été évidemment insérée dans le contrat fait avec la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique d'après la considération qu'il était à la fois très désirable et dans l'intérêt public que l'immense trafic qu'on peut attendre du Grand Nord-Ouest fût transporté directement à la mer, ou à la partie est du Canada, par la route nationale et au moyen du système des chemins de fer canadiens, et qu'il ne fût accordé de facilités tendant à diriger ce trafic hors de notre pays et à le faire parvenir à l'est par les chemins de fer américains.

Si l'on permet que les actes d'incorporation dont il est parlé passent en loi, cela nuira beaucoup non-seulement au commerce de transport du Canada, mais encore fournira les moyens de faire passer directement aux Etats-Unis le trafic en question et de le transporter à l'est par les voies ferrées américaines.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER, *ingénieur en chef.*

A. M. F. BRAUN, secrétaire,

Département des chemins de fer et canaux.

(Mémoire.)

OTTAWA, 2 novembre 1881.

Le soussigné a l'honneur de représenter que la législature de la province du Manitoba, lors de sa dernière session, a passé les actes de chemin de fer suivants :—

1. Chap. 37.—“ Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg.”

2. Chap. 38.—“ Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de tramway du Manitoba.”

3. Chap. 39.—“ Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer d'Emerson et du Nord-Ouest.”

Que par une lettre en date du 18 ult., la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a fait observer les effets qu'aurait la construction de ces différentes lignes sur le trafic qui appartiendrait légitimement à leur chemin, appelant en même temps l'attention sur le fait qu'une des conditions les plus essentielles d'après laquelle elle a entrepris la construction du chemin de fer et plus particulièrement de la division de l'est du dit chemin s'étendant depuis l'embranchement de la Baie du Tonnerre jusqu'à la station de Callander, était qu'il ne serait pas permis de détourner aucune partie du trafic que la compagnie pourrait raisonnablement s'attendre de transporter sur cette division, par la construction de chemins de fer tendant à s'emparer du trafic du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest.

Que l'ingénieur en chef a fait rapport à ce sujet que toutes ces différentes chartes accordées par les actes cités plus haut, autorisaient les compagnies respectives à courir à la frontière entre la province du Manitoba et l'État du Minnesota, privilège qui sans aucun doute est en opposition à l'intention de la section 15 de l'Acte du chemin de fer Canadien du Pacifique, laquelle se lit comme suit :—

“ Pendant l'espace de vingt ans, à compter de la date des présentes, le parlement “ du Canada ne devra autoriser la construction d'aucune ligne de chemin de fer au “ sud du Pacifique canadien partant d'aucun endroit sur ou près le chemin de fer “ Canadien du Pacifique, excepté de quelque ligne qui courrait au sud-ouest ou à l'ouest “ du sud-ouest, ni en deçà de quinze milles de la latitude 49°.” Cette section étant évidemment insérée dans le contrat fait avec la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique d'après la considération qu'il était à la fois très désirable et dans l'intérêt public que l'immense trafic que l'on peut attendre du Grand Nord-Ouest fût transporté directement à la mer, ou à la partie est du Canada par la route nationale et au moyen du système des chemins de fer canadiens, et qu'il ne fût accordé de facilités tendant à diriger ce trafic hors de notre propre pays et à le faire parvenir à l'est par des chemins de fer américains. L'ingénieur fait rapport que si l'on permet que les actes constitutifs dont il est parlé passent en loi, cela nuira beaucoup non-seulement au commerce de transport du Canada, mais encore fournira les moyens de faire passer directement aux États-Unis le trafic en question et de le transporter à l'est par les voies ferrées américaines.

Le soussigné désire exposer en outre que pendant la session de 1880, alors que le gouvernement exploitait le chemin comme construction appartenant au gouvernement, il avait été autorisé par le gouvernement, après un examen complet de la question sous toutes ses faces, de déclarer au comité des chemins de fer et canaux de la Chambre des communes que le gouvernement ne consentirait pas à constituer légalement aucune ligne de chemin de fer courant dans une direction est à la frontière américaine, vu qu'on considérerait essentiel aux intérêts du Canada que le trafic du Nord-Ouest restât, en autant que possible, sur le chemin de fer Canadien du Pacifique.

Que la politique du gouvernement a paru avoir l'approbation de tout le monde, et on refusa d'accorder au chemin de fer d'Emerson et de la Montagne de la Tortue la charte qu'ils demandaient.

Que si en 1880 on avait adopté cette politique, son importance est devenue doublement évidente en 1881, a lorsqu'on eût conclu les arrangements pour la construction de la ligne d'entier parcours courant au nord du lac Supérieur, et la même politique fut suivie pendant le cours de la dernière session.

Pour la raison ci-dessus mentionnée il est d'opinion que les meilleurs intérêts du Canada seraient compromis par la construction des lignes projetées de communication par voies ferrées, et il recommande en conséquence que Son Excellence le gouverneur général en conseil soit avisé de désavouer les actes de la législature de la province du Manitoba en question, savoir :

1<sup>o</sup> Acte 44 Vict., chap. 37, intitulé : “ Acte à l’effet de constituer légalement la compagnie du chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg.”

2<sup>o</sup> Acte 44 Vict., chap. 38, intitulé : “ Acte à l’effet de constituer légalement la compagnie de tramways du Manitoba.”

3<sup>o</sup> Acte 44 Vict., chap. 39 intitulé : “ Acte à l’effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer d’Emerson et du Nord-Ouest.”

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES TUPPER,

*Ministre des chemins de fer et canaux.*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,

OTTAWA, 4 janvier 1882.

A Son Excellence l’administrateur en Conseil.

Le soussigné a l’honneur de faire rapport que l’acte suivant (entre autres) a été passé à la dernière session de la législature du Manitoba et sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 25 mai 1881, savoir : chap. 37, “ Acte à l’effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg.”

“ La troisième section de la charte de cette compagnie définit ainsi la ligne qu’elle doit construire :

“ (3) La dite compagnie et ses serviteurs et agents auront le plein pouvoir et l’autorisation de tracer et construire, faire terminer et exploiter un chemin de fer à voie simple ou double, et une ligne de télégraphe le long du dit chemin, tel chemin de fer devant commencer d’un point situé à ou près la ville de Winnipeg pour courir de là dans une direction sud jusqu’à la frontière entre la province du Manitoba et l’Etat du Minnesota susdit, et la compagnie aura le pouvoir et l’autorisation de construire les différentes sections du dit chemin de fer de telle manière qu’elle le jugera convenable, conservant toujours la direction générale ainsi que pourvu aux présentes.”

Le contrat du 21 octobre 1880 entre le gouvernement du Canada et le chemin de fer du Pacifique canadien, qui a été approuvé et ratifié par l’acte du parlement du Canada, sanctionné le 15 février 1881, contient la clause suivante :

“ (15) Pendant l’espace de vingt ans à compter de la date des présentes, le parlement du Canada ne devra autoriser la construction d’aucune ligne de chemin de fer au sud de celle du Pacifique canadien partant d’aucun endroit sur ou près le chemin de fer du Pacifique canadien, excepté de quelque ligne qui courrait au sud-ouest ou à l’ouest du sud-ouest, ni en deçà de quinze milles de la latitude 49<sup>e</sup>. Et s’il était établi quelque nouvelle province dans les territoires du Nord-Ouest, des dispositions seront prises pour la continuation de cette prohibition après tel établissement jusqu’à l’expiration de la dite période.”

Dans l’acte du parlement du Canada, 44 Victoria (1881), chap. 14, intitulé : “ Acte ayant pour objet de pourvoir à l’extension des limites de la province de Manitoba,” il est stipulé ce qui suit à la sous-section *b* de la section 2 :—

“ Les limites ainsi étendues et le territoire ajouté à la province du Manitoba en conséquence de cet agrandissement, seront soumis à l’effet de toutes dispositions qui ont pu ou pourront être portées relativement au chemin de fer Canadien du Pacifique et aux terres qui seront accordées à titre d’aide pour l’exécution de ce chemin”

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, la compagnie du chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg pouvait construire sa ligne de manière à courir à la frontière à travers une partie du territoire ajouté à la province, d’après l’acte ci-dessus mentionné en dernier lieu.

Le soussigné a l’honneur d’attirer l’attention sur l’arrêté de Son Excellence en conseil du 18 avril 1879, dont copie a été transmise au gouvernement du Manitoba le 23 de ce mois. L’accusé de réception du lieutenant-gouverneur est en date du 2 mai suivant. Cet arrêté se lit comme, suit savoir :

“ Que relativement à la politique de chemin de fer qui doit être suivie dans cette province, il a été décidé que la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique passera au sud du lac Manitoba, et que conformément au plan suggéré par MM. Norquay et Royal, le gouvernement s'opposera à ce qu'il soit accordé de chartes pendant la présente session au moins à tout chemin de fer du Manitoba, autre que celui recommandé par ces derniers, savoir, la ligne allant de Winnipeg dans une direction sud-ouest vers le Lac à la Roche (*Rock Lake*). Le gouvernement croit qu'il est très désirable que toute législation relative aux chemins de fer prenne naissance ici, et que la législature de la province du Manitoba n'accorde aucune charte à une ligne devant circuler exclusivement dans la province, sans en avoir obtenu au préalable le consentement du gouvernement du Canada.”

Le soussigné sait personnellement, s'étant entretenu de ce sujet avec MM. Norquay et Royal, que ces derniers (qui étaient alors membres du gouvernement du Manitoba, M. Norquay, premier, alors comme maintenant) donnèrent leur consentement au nom de leur gouvernement à la politique du gouvernement du Canada, selon qu'indiquée par l'extrait de l'arrêté du conseil du 18 avril 1879 cité plus haut. Le gouvernement du Manitoba, en autant que le sache le soussigné, n'a jamais donné à entendre depuis lors, qu'il ne se considérait pas engagé par le consentement de MM. Norquay et Royal dont on vient de parler. Le soussigné attire aussi l'attention sur les dispositions suivantes de la sous-section 10 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, acte qui détermine les pouvoirs législatifs des législatures provinciales :—

“ Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes :—

“ (a) Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province ;

“ (b) Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'empire britannique ou tout pays étranger ;

“ (c) Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant ou après leur exécution déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces.”

Il est inutile d'exprimer une opinion formelle relativement au pouvoir que cette clause donne aux législatures provinciales ; mais le soussigné croit sage d'attirer l'attention sur le fait qu'il est douteux qu'une législature provinciale ait le droit d'autoriser la construction d'un chemin de fer dont le but évident est d'unir la province aux États-Unis et dans la pratique de s'étendre au-delà des limites de la province.

Le soussigné a l'honneur de vous renvoyer au rapport du ministre des chemins de fer et canaux, en date du 2 novembre dernier, et à raison de tous les faits précédents et vu que l'acte actuellement à l'examen est en opposition à la politique bien arrêtée du Canada, ainsi que le prouve la clause du contrat de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique citée plus haut, qui a été ratifié et adopté par le parlement, le soussigné recommande que l'acte passé par la législature de Manitoba pendant l'année 1881 et intitulé : “ Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg,” soit désavoué.

A. CAMPBELL, *ministre de la justice.*

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil, le 12 janvier 1882.

Vu le rapport ci-annexé, daté du 2 novembre 1881, du ministre des chemins de fer et canaux, soumettant pour les raisons y mentionnées que le ministre de la justice ait à faire rapport s'il ne faudrait pas aviser Son Excellence le gouverneur général en



conseil de désavouer les actes de chemins de fer suivants passés par la législature de la province du Manitoba, lors de sa dernière session, savoir :—

1. Chap. 37, "Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg."

2. Chap. 38, "Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de Tramway du Manitoba."

3. Chap. 39, "Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer d'Emerson et du Nord-Ouest."

Le ministre de la justice, dans un rapport en date du 4 janvier 1882 ci-annexé, recommande que pour les raisons y mentionnées, l'acte passé par la législature du Manitoba pendant l'année 1881, chap. 37 des statuts, et intitulé: "Acte à l'effet de constituer légalement la compagnie de chemin de fer du Sud-Est de Winnipeg," soit désavoué.

Le comité recommande en conséquence que l'acte soit désavoué et que copie du rapport du ministre de la justice soit transmise au gouvernement du Manitoba pour son information.

Pour copie conforme,

J. O. COTÉ, *G. C. P.*

A l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

---

## RÉPONSE

(48i)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 1er mars 1882 ;— pour copie de tous relevés indiquant les quantités approximatives des diverses classes de travaux pour la construction du chemin de fer du Pacifique entre Port-Moody et Yale ; aussi, copie de toutes conditions imposées aux soumissionnaires autres que celles insérées dans toute annonce publique demandant des soumissions.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

10 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

---

## RÉPONSE

(48j)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 6 mars 1882 ;— pour copie du chèque déposé par Andrew Onderdonk en même temps que la soumission qu'il a présentée pour la construction du chemin de fer de Port-Moody à Emory's-Bar, et qui a été acceptée.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

14 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(48k)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en [date du 21 février 1881 ;—pour copie de tout contrat ou marché passé entre le nommé H. McMicken agissant en son propre nom, ou au non d'une prétendue compagnie, ou comme agent, et T. J. Lynskey, surintendant de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien, de Emerson à Saint-Boniface, concernant le voiturage et la livraison, à Winnipeg, des marchandises transportées par le chemin de fer. Aussi, copie de tout tarif convenu par les deux parties, et des cautionnements que le dit T. J. Lynskey a dû exiger du dit H. McMicken.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1881.

## RÉPONSE

(48l)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 21 février 1881 :— pour copie de toutes lettres, télégrammes, instructions, comptes de dépenses légales, et autres documents se rapportant aux difficultés qui ont eu lieu l'été dernier (1880) entre un certain Ham McMicken, charretier de l'administration de la ligne du chemin de fer du Pacifique à Winnipeg, ou T. J. Lynskey, surintendant, ou tous les deux, et Robert Tait, écuyer, passeur licencié du gouvernement local, au sujet du passage d'eau entre Saint-Boniface et Winnipeg.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR.

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1881.

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]

---

---

## RÉPONSE

(48m)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 11 février 1881 ;—  
pour un état faisant connaître le coût des explorations et du tracé des  
seconds 100 milles du chemin de fer du Pacifique à l'ouest de la  
rivière Rouge, depuis le 1er janvier 1879 jusqu'au 1er février 1881.

Par ordre,

JOHN O'CONNOR.

Secrétariat d'Etat,  
21 mars 1881.

*Secrétaire d'Etat.*

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions la  
réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(48n)

A une ADRESSE de la CHAMBRE des COMMUNES, en date du 15 février 1882 :— demandant copie de toute correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien au sujet de la direction suivie par aucune partie du dit chemin de fer, y compris aucun de ses embranchements, et de tous rapports et ordres en conseil à ce sujet ; un état de la ligne en tant qu'établie ; un état de la dépense faite par le gouvernement sur la ligne par lui construite à l'ouest de Winnipeg, ainsi que des arrangements conclus entre le gouvernement et la compagnie quant à la dite dépense ; et un état de l'étendue de ligne construite abandonnée par la compagnie.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
17 mars-1882.

*Secrétaire d'Etat.*

CORRESPONDANCE ETC., NOUVEAU TRACÉ A PARTIR DU PORTAGE LA-PRAIRIE VERS L'OUEST JUSQU'A LA TRAVERSE DE L'ASSINIBOINE, DE D. A E., CARTE GÉNÉRALE N° 1.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 16 juin 1881.

MONSIEUR.— Conformément à la clause treize du contrat entre la compagnie et le gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de soumettre un plan indiquant le tracé de la ligne-mère du chemin de fer Pacifique canadien à partir du Portage-la-Prairie vers l'ouest jusqu'à l'endroit où il traverse la rivière Assiniboine.

J'ai reçu instruction des directeurs de demander qu'il plaise au gouvernement donner sa sanction à ce tracé et le confirmer tel qu'il est décrit sur le dit plan.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour le Canada, Ottawa.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 22 juin 1881.

MONSIEUR.— Relativement à la communication de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien du 16 courant, sous le numéro d'ordre 265:2, demandant la sanction du gouverneur général en conseil, du tracé choisi pour la ligne du chemin de fer entre le Portage-la-Prairie et la traverse de la rivière Assiniboine, je dois dire que le plan accompagnant la lettre ci-dessus indique la route que la compagnie a l'intention de faire suivre à la ligne, savoir :

Commençant au Portage-la-Prairie la ligne se dirige presque franc ouest jusqu'aux "Rapides de l'Assiniboine," distance d'environ 71 milles.

Je ne connais aucune objection technique à la ligne maintenant proposée. L'alignement est droit et les rampes doivent être très douces.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER,

Ingénieur en chef.

F. BRAUN, écr.,

Secrétaire des chemins de fer et canaux.

(Mémoire).

OTTAWA, 22 juin 1881.

Le soussigné a l'honneur d'exposer que les dispositions de la 13e section de la convention conclue entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 16 février 1881, confèrent à la compagnie le droit, sujet à l'approbation du gouverneur général en conseil, de tracer et d'établir la ligne du chemin de fer comme bon lui semble en conservant certains points de repère, dont deux sont Selkirk et la Passe de la Tête-Jaune, la distance intermédiaire étant indéterminée.

Que par une lettre portant la date du 16 courant, la compagnie a demandé la sanction et l'adoption d'un tracé indiqué au plan soumis et ci-annexé, entre le Portage-la-Prairie et les "Rapides de l'Assiniboine," distance d'environ 74 milles.

Le rapport de l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique démontrant qu'au point de vue technique il n'existe aucune raison pour que la ligne ne soit pas construite tel que proposé, le soussigné recommande que Son Excellence le gouverneur général en conseil donne son approbation au tracé de la ligne tel que décrit et indiqué aux plans ci-annexés.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,

Ministre des chemins de fer et canaux.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 25 juin 1881.

Vu le mémoire de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux, daté le 22 juin 1881, exposant que les dispositions de la 13e section de la convention conclue entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 16 février 1881, confèrent à la compagnie le droit, sujet à l'approbation du gouverneur général en conseil, de tracer et d'établir la ligne du chemin de fer comme bon lui semble en conservant certains points de repère, dont deux sont Selkirk et la Passe de la Tête-Jaune, la distance intermédiaire étant indéterminée.

Que par une lettre portant la date du 16 courant, la compagnie a demandé la sanction et l'adoption d'un tracé indiqué au plan soumis et ci-annexé, entre le Portage-la-Prairie et les "Rapides de l'Assiniboine," distance d'environ 74 milles.

Que le rapport de l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique démontrant qu'au point de vue technique il n'existe aucune raison pour que la ligne ne soit pas construite tel que proposé, le soussigné recommande que Son Excellence le gouverneur général en conseil donne son approbation au tracé de la ligne tel que décrit et indiqué aux plans ci-annexés.

Le comité du conseil recommande que le tracé de la ligne tel que décrit et indiqué sur les plans annexés soient approuvés tel que recommandé.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

OTTAWA, 9 juillet 1881.

MONSIEUR, — J'ai l'honneur de vous informer que par un ordre en conseil passé le 25 du mois dernier, la sanction de Son Excellence le gouverneur général en conseil a été donnée, tel que requis par la 13e section de la convention conclue avec votre

compagnie, à l'établissement de la ligne du chemin de fer du Pacifique entre le Portage-la-Prairie et les Rapides de l'Assiniboine, tel que soumis dans votre lettre du 16 dernier.

Conformément à la requête contenue dans votre lettre du 6 courant j'inclus une copie du dit ordre pour votre information.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire*.

C. DRINKWATER, secrétaire, chemin de fer du Pacifique canadien, Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 12 juillet 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 courant, renfermant copie de l'ordre en conseil approuvant le tracé de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien entre le Portage-la-Prairie et l'Assiniboine.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, *secrétaire*.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

CORRESPONDANCE, ETC., NOUVEAU TRACÉ DEPUIS LA TRAVERSE DE  
L'ASSINIBOINE JUSQU'À LA SECTION 7, TOWNSHIP 10, RANG 20, E A  
F., CARTE GÉNÉRALE N° 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 5 juillet 1881.

MONSIEUR,—Conformément à la clause 13 du contrat entre cette compagnie et le gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de soumettre le plan indiquant le tracé de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien depuis la rivière Assiniboine vers l'ouest jusqu'à la limite occidentale de la section 7, dans le township 10, rang 20.

J'ai reçu instruction des directeurs de demander qu'il plaise au gouvernement donner sa sanction à ce tracé et le confirmer tel qu'indiqué au dit plan.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, *secrétaire*.

A l'honorable secrétaire d'Etat pour le Canada.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, 12 juillet 1881.

MONSIEUR,—Relativement à la communication ci-incluse de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, datée du 5 courant et adressée à l'honorable secrétaire d'Etat et demandant la sanction du gouverneur général en conseil au tracé choisi pour la ligne du chemin de fer entre la traverse de la rivière Assiniboine et la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20, je dois dire qu'un plan qui accompagne la lettre ci-dessus indique la route que la compagnie a l'intention de faire suivre à la ligne, savoir : à partir de la traverse de l'Assiniboine, la ligne proposée s'étend presque directement à l'ouest jusqu'à la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20, distance d'environ 12½ milles.

Je ne connais pas d'objection technique à la ligne proposée. L'alignement est droit et les pentes doivent être douces.

J'ai l'honneur d'être monsieur,

Votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER,

Ingénieur en chef.

C. DRINKWATER, écr.,

Secrétaire, chemin de fer du Pacifique canadien, Montréal.

OTTAWA, 12 juillet 1881.

*(Mémoire.)*

Le soussigné a l'honneur d'exposer que par une lettre datée du 5 courant la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a demandé la confirmation du tracé proposé de sa ligne à partir de la traverse de l'Assiniboine jusqu'à la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20, tel qu'indiqué sur les plans soumis et ci-annexés, la distance étant de 12½ milles.

Que le rapport de l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique canadien relatif à cette demande démontre qu'il n'existe aucune objection technique quant au tracé de la ligne tel que proposé par la compagnie, l'alignement étant droit et les rampes faciles.

En conséquence, le soussigné recommande que, conformément à la 13ème section du contrat conclu avec cette compagnie, en date du 21 octobre 1880, et confirmé le 16ème jour de février 1881, l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée à l'adoption du tracé maintenant proposé tel qu'indiqué sur les plans soumis.

Respectueusement soumis,

J. H. POPE,

*Ministre intérimaire des chemins de fer.*

RAPPORT d'un comité d'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 14 juillet 1881.

Vu le mémoire de l'honorable ministre faisant fonctions de ministre des chemins de fer et canaux, daté le 12 juillet 1881, exposant que par une lettre datée du 5 courant la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a demandé la confirmation du tracé proposé de sa ligne à partir de la traverse de l'Assiniboine en allant vers l'ouest jusqu'à la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20, tel qu'indiqué sur les plans soumis et ci-annexés, la distance étant de 12½ milles.

Que le tracé proposé est indiqué sur les plans soumis.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 21 juillet 1881.

MONSIEUR.—En réponse à votre lettre du 5 courant, adressée à l'honorable secrétaire d'Etat, j'ai reçu instruction de vous transmettre ci-joint copie d'un ordre en conseil, daté le 14 juillet, approuvant le tracé du chemin de fer du Pacifique canadien à partir de la rivière Assiniboine en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne occidentale de la section 7, township 10, rang 20, tel qu'indiqué au plan.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

A. P. BRADLEY,

Faisant fonctions de secrétaire.

C. DRINKWATER,

Secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien,  
Montréal.

CORRESPONDANCE, NOUVEAU TRACÉ DU PORTAGE-LA-PRAIRIE (VERS L'EST) JUSQU'À LA LIGNE EXISTANTE, APPROUVÉE EN PARTIE, SAVOIR: JUSQU'AU RANG 4, TOWNSHIP 13 OU 14, C. A D., CARTÉ GÉNÉRALE N° 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 2 juin 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus un plan indiquant l'endroit où la compagnie se propose d'établir le raccordement entre sa ligne-mère et la partie du chemin de fer en construction pour le gouvernement à l'ouest de Winnipeg, lequel endroit sera virtuellement celui où commenceront ses travaux de construction à l'ouest de Winnipeg conformément au contrat, et indiquant aussi le tracé de la ligne jusqu'au Portage-la-Prairie. J'ai reçu de la compagnie, instruction de demander qu'il plaise au gouvernement donner sa sanction au choix de l'endroit fixé pour le commencement des travaux, et confirmer le tracé de la ligne tel qu'indiqué par le dit plan.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, *secrétaire*.

A l'honorable secrétaire d'Etat du Canada.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 12 juillet 1881.

MONSIEUR,—Relativement à la communication de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 2 dernier, sous le n° 26432, demandant la sanction du gouverneur général en conseil au tracé choisi pour la ligne de chemin de fer entre Winnipeg et le Portage-la-Prairie, je dois dire qu'un plan accompagnant la lettre ci-dessus indique la route que la compagnie à l'intention de faire suivre à la ligne, savoir : à partir d'un point sur la ligne actuelle à environ un mille à l'ouest de Winnipeg, la nouvelle ligne projetée prend une direction allant généralement à l'ouest et se dirige presque parallèlement à la rivière Assiniboine, à une distance de 3 à 4 milles de cette rivière, sur un parcours d'environ 20 milles. Elle se rapproche ensuite graduellement de l'Assiniboine, et suit de près cette rivière sur la majeure partie de la distance qui reste à parcourir jusqu'au Portage-la-Prairie, longueur d'environ 53½ milles.

La dite ligne doit, paraît-il, passer sur un pays relativement sec et doit traverser de vieux établissements sur toute sa longueur. En outre elle sera d'environ 15 milles plus courte que la ligne actuelle.

Je ne connais aucune objection technique à la ligne projetée. L'alignement est droit et les pentes doivent être très douces.

Je suis informé que la compagnie a l'intention d'utiliser environ 20 milles de l'ancienne voie comme embranchement indépendant à partir de Winnipeg, ce qui donnera accès aux carrières à chaux de la Montagne de Pierre et à l'établissement de Stonewall, lequel embranchement pourra plus tard être prolongé plus au nord.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHRIEBER, *ingénieur en chef*.

F. BRAUN, *écrit*, secrétaire des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 2 août 1881.

(*Mémoire.*)

Le soussigné a l'honneur d'exposer que la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien entre Winnipeg et le Portage-la-Prairie, telle que construite par le gouvernement, se prolonge vers le nord, à partir de la ville de Winnipeg jusqu'à près de Stonewall, de là vers l'ouest jusqu'à Ossawa; de là vers le sud jusqu'au Portage-la-Prairie, distance d'environ 70 milles.



Que la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien par une lettre portant la date du 2 juin dernier a demandé la sanction d'un nouveau tracé projeté de cette partie de la ligne, soumettant un plan indiquant le tracé tel que proposé, d'après lequel plan la ligne commence à partir d'un point sur la ligne actuelle, à environ un mille à l'ouest de Winnipeg, et prend une direction généralement à l'ouest et se dirige presque parallèlement à la rivière Assiniboine à une distance de 3 à quatre milles de cette rivière. Elle se rapproche ensuite graduellement de la rivière et la suit de près sur la majeure partie de la distance qui reste à parcourir jusqu'au Portage-la-Prairie, la longueur totale étant d'environ 53½ milles, ce qui permet de raccourcir considérablement la distance en comparaison de la ligne actuelle.

Que par la 13<sup>me</sup> section du contrat conclu avec la compagnie, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1880, confirmé par acte du Parlement le 15 février 1881, elle a le droit, sujet à l'approbation du gouverneur général en conseil, de tracer et de construire une ligne comme bon lui semblera entre certains points de repères parmi lesquels Selkirk, la Passe de la Tête-Jaune et Kamloops sont mentionnés, la distance intermédiaire étant ici déterminée.

Le soussigné, tout en remettant à plus tard le soin de considérer la question de l'adoption de tout le nouveau tracé projeté, conseille que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général, tel que requis par le contrat, soit donnée au nouveau tracé de la partie de la ligne entre le Portage-la-Prairie et un certain point dans le rang 4, township 13, sections 13 ou 14, indiqué sur le plan soumis par la compagnie et ci-annexé, le rapport de l'ingénieur en chef démontrant qu'aucune objection n'existe contre ce tracé, l'alignement étant direct et les pentes douces.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,  
Ministre des chemins de fer et canaux.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par l'honorable député de Son Excellence le gouverneur-général en conseil, le 16 août 1881.*

Sur un mémoire de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux, daté le 2 août 1881, exposant que la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien, entre Winnipeg et le Portage-la-Prairie, tel que construite par le gouvernement, se prolonge vers le nord, à partir de la ville de Winnipeg jusqu'à près de Stonewall, de là vers l'ouest jusqu'à Ossawa, de là vers le sud jusqu'au Portage-la-Prairie, distance d'environ 70 milles.

Que la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, par une lettre portant la date du 2 juin dernier, a demandé la sanction d'un nouveau tracé projeté de cette partie de la ligne, soumettant un plan indiquant le tracé tel que proposé, d'après lequel plan la ligne commence à partir d'un point sur la ligne actuelle, à environ un mille à l'ouest de Winnipeg, et prend une direction généralement à l'ouest, et se dirige presque parallèlement à la rivière Assiniboine, à une distance de 3 à 4 milles de cette rivière. Elle se rapproche ensuite graduellement de la rivière, et la suit de près sur la majeure partie de la distance qui reste à parcourir jusqu'au Portage-la-Prairie, la longueur totale étant d'environ 53½ milles, ce qui permet de raccourcir considérablement la distance en comparaison de la ligne actuelle.

Que par la 13<sup>me</sup> section du contrat conclu avec la compagnie, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1880, confirmé par acte du Parlement le 15 février 1881, elle a le droit, sujet à l'approbation du gouverneur général en conseil, de tracer et de construire une ligne comme bon lui semblera entre certains points de repères, parmi lesquels Selkirk, la Passe de la Tête-Jaune et Kamloops sont mentionnés, la distance intermédiaire étant indéterminée.

Le ministre, tout en remettant à plus tard le soin de considérer la question de l'adoption de tout le nouveau tracé projeté, conseille que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général, tel que requis par le contrat, soit donnée au nouveau tracé de la partie de la ligne entre le Portage-la-Prairie et un certain point dans le

rang 4, township 13, sections 13 ou 14, indiqué sur le plan soumis par la compagnie et ci-annexé, le rapport de l'ingénieur en chef démontrant qu'aucune objection n'existe contre ce tracé, l'alignement étant droit et les pentes douces.

Le comité recommande que le nouveau tracé ci-dessus soit en conséquence approuvé.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 11 août 1882.

MONSIEUR,—Je dois vous informer que par un ordre en conseil passé le 6 courant (copie ci-incluse), la sanction de Son Excellence le gouverneur général en conseil a été donnée, tel que requis par la 13<sup>me</sup> section de la convention entre le gouvernement et votre compagnie, au nouveau tracé de cette partie de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien comprise entre le Portage-la-Prairie et un certain point dans le rang 4, township 13, sections 13 et 14, tel qu'indiqué au plan qui accompagnait votre lettre du 2 juin 1881.

L'adoption du reste du nouveau tracé soumis sur le même plan est remise pour être étudiée plus à fond.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

A. P. BRADLEY, faisant fonctions de secrétaire.

C. DRINKWATER, écrivain, secrétaire, Cie du chemin de fer du Pacifique canadien,  
Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 13 août 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée le 11 août, contenant copie d'un ordre en conseil passé le 6 courant concernant le nouveau tracé d'une partie du chemin de fer du Pacifique canadien depuis le Portage-la-Prairie en allant à l'est.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

A. P. BRADLEY, faisant fonctions de secrétaire, chemin de fer et canaux, Canada.

CORRESPONDANCE, ETC., NOUVEAU TRACÉ, DEPUIS LE RANG 4, TOWNSHIP 13 OU 14, JUSQU'AU POINT DE JONCTION ENTRE LES LIGNES EXISTANTES DE B. A C., CARTE GÉNÉRALE N° 1.

OTTAWA, 18 août 1881.

(Mémoire.)

Le soussigné a l'honneur de recommander ce qui suit: Considérant que par un ordre en conseil passé le 6 courant, autorisation a été donnée, conformément aux dispositions du contrat conclu avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, pour le tracé d'une partie de cette ligne qui se dirige vers l'est à partir du Portage-la-Prairie jusqu'à un endroit dans le rang 4, township 13, sections 13 ou 14: en conséquence, que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit maintenant donnée à un nouveau prolongement en ligne droite, depuis l'endroit nommé dans le rang 4, township 13 ou 14, jusqu'à un point de raccordement avec la ligne existante du chemin de fer.

Respectueusement soumis.

J. H. POPE, faisant fonctions de ministre des chemins de fer et canaux.

*RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par l'honorable député de Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 21 août 1881.*

Sur un mémoire de l'honorable ministre, faisant fonctions de ministre des chemins de fer et canaux, daté le 18 août 1881, et déclarant que, considérant que par un ordre en conseil passé le 6 courant, autorisation a été donnée, conformément aux dispositions du contrat conclu avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, pour le tracé d'une partie de cette ligne qui se dirige vers l'est à partir du Portage-la-Prairie jusqu'à un endroit dans le rang 4, township 13, sections 13 ou 14 : en conséquence, que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit maintenant donnée à un nouveau prolongement en ligne droite, depuis l'endroit nommé dans le rang 4, township 13 ou 14, jusqu'à un point de raccordement avec la ligne existante du chemin de fer.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus pour la faire approuver.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

A l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 1er septembre 1881.

MONSIEUR,—J'inclus ci-joint, pour votre information, copie d'un ordre en conseil passé le 25 courant, approuvant le prolongement vers l'est de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien à partir d'un point dans le rang 4, township 13 ou 14, jusqu'à un point de raccordement avec la ligne existante.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

C. DRINKWATER, écr., secrétaire, C.C.P.C., Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 2 décembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 courant contenant copie d'un ordre en conseil, daté le 25 dernier, approuvant la ligne du chemin du Pacifique canadien vers l'est à partir d'un point dans le rang 4 de la ligne existante.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écuier, secrétaire, chemins de fer et canaux.

CORRESPONDANCE, NOUVEAU TRACE DEPUIS LA SECTION 7, TOWNSHIP 10, RANG 20, JUSQU'À LA SECTION 31, TOWNSHIP 12, RANG 29, DE F A G, CARTE GÉNÉRALE N° 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 27 août 1881.

MONSIEUR,—Conformément à la clause 13 du contrat entre cette compagnie et le gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de vous soumettre un plan indiquant le tracé de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien, à partir de la limite ouest de cette partie approuvée par ordre en conseil daté du 14 juillet dernier, savoir : la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20 à l'ouest, et s'étendant jusqu'à la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29 à l'ouest, la distance étant de 62 milles.

J'ai ordre de demander que ce plan soit soumis à l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil, à une date aussi rapprochée que possible.

Le 16 août, j'ai adressé une lettre à l'officier faisant fonctions de secrétaire du département des chemins de fer, l'informant que cette compagnie avait l'intention de

construire certains embranchements dans le Manitoba et le Nord-Ouest, et je lui ai soumis une carte sur laquelle les tracés de ces embranchements étaient indiqués d'une façon générale. Je lui ai expliqué que lorsque les études de ces lignes d'embranchement seraient complétées, des plans convenables seraient déposés aux bureaux du gouvernement, tel que requis par la carte de la compagnie, mais qu'en attendant les directeurs étaient d'opinion que le gouvernement devait être informé des intentions de la compagnie relativement à ces lignes, afin que les terrains auxquels elle aura droit lorsque ces embranchements seront construits puissent, autant que possible, être retirés de la vente. Ces embranchements, en tant qu'ils concernent la province du Manitoba, ont été plus clairement définis sur la carte accompagnant la lettre. En l'absence d'études de lignes proprement dites, il est naturellement impossible d'affirmer qu'elles seront établies absolument tel qu'indiqué, mais l'on croit que la direction générale qu'elles suivront est indiquée d'une manière suffisante pour permettre au gouvernement de retirer de la vente les sections portant des numéros impairs et auxquelles la compagnie aura droit, dans les districts à travers lesquels des embranchements seront construits, et j'ai ordre de demander que cette mesure soit prise s'il est possible.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

C. DRINKWATER,

*Secrétaire.*

A l'honorable secrétaire d'Etat pour le Canada.

OTTAWA, 3 septembre 1881.

(*Mémoire*),

Vu la demande reçue de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 27 dernier et faite en vertu de la section 13 du contrat de cette compagnie, le soussigné a l'honneur de recommander que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée au nouveau tracé projeté de cette ligne à partir du point approuvé en vertu de l'ordre en conseil du 14 juillet dernier, savoir, la limite occidentale de la section 7, township 10, rang 20, à l'ouest, se prolongeant jusqu'à la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, tel qu'indiqué sur une carte soumise avec la dite demande, distance d'environ soixante-cinq milles, cet endroit étant à environ 217 milles de Winnipeg.

Respectueusement soumis,

J. H. POPE,

Faisant fonctions de ministre des chemins de fer et canaux.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par le député de Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 7 septembre 1881.

Sur un mémoire de l'honorable ministre faisant fonctions de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux, daté le 3 septembre 1881, et recommandant que vu la demande reçue de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 27 dernier, et fait en vertu de la section 13 du contrat de cette compagnie, le soussigné a l'honneur de recommander que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée au nouveau tracé projeté de cette ligne à partir du point approuvé en vertu de l'ordre en conseil du 14 juillet dernier, savoir, la limite occidentale de la section 7, township 10 rang 20, à l'ouest, se prolongeant jusqu'à la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, tel qu'indiqué sur une carte soumise avec la dite demande, distance d'environ soixante-cinq milles, cet endroit étant à environ 217 milles de Winnipeg.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus pour qu'elle soit approuvée.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

OTTAWA, 9 septembre 1881.

MONSIEUR,—J'inclus ci-joint copie d'un ordre en conseil passé le 7 courant approuvant le nouveau tracé du chemin de fer du Pacifique canadien, tel que soumis par votre lettre du 27 dernier, savoir : de la limite occidentale de la section 7, township 10 rang 20, à l'ouest, à la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

C. DRINKWATER, secrétaire de la Cie du chemin de fer du Pacifique canadien, Montréal.

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 12 septembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 courant renfermant copie d'un ordre en conseil approuvant le nouveau tracé de la ligne du chemin de fer du Pacifique canadien jusqu'à la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins de fer et canaux.

CORRESPONDANCE, Etc., TRACÉ À PARTIR DE LA SECTION 31, TOWNSHIP 12, RANG 29, JUSQU'À LA SECTION 27, TOWNSHIP 16, RANG 5, À L'OUEST, DE G. À H.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 22 septembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de soumettre un nouveau plan du tracé d'une partie de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien, s'étendant de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, la distance étant d'environ 56½ milles; et j'ai ordre des directeurs de demander que ce plan soit soumis à l'approbation du gouverneur général en conseil tel que requis par la charte de la compagnie.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention des autorités sur le fait que le plan ci-joint indique en outre de ce qui suit une partie du tracé (45½ milles) qui a déjà été sanctionné et qui est compris dans l'ordre en conseil daté le 7 courant.

Il n'y a aucun changement dans le tracé sanctionné alors, mais, comme le plan préalablement soumis n'était pas dans la forme ordinaire, j'ai l'honneur de demander que celui-ci puisse être considéré comme étant substitué à l'autre.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins de fer.

OTTAWA, 24 septembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai instruction d'accuser réception de votre communication du 22 courant, par laquelle vous soumettez à l'approbation du gouverneur général en conseil un nouveau plan pour le tracé d'une partie de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien, s'étendant de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, le dit plan indiquant en outre de ce qui précède une partie du tracé (45½ milles) qui a déjà été sanctionné par l'ordre en conseil du 7 courant, votre lettre demandant aussi que, vu que le plan préalablement soumis

n'était pas dans la forme ordinaire, le nouveau plan peut être considéré comme ayant été substitué à l'ancien.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, *secrétaire.*

C. DRINKWATER, *écr.,*

Secrétaire de la Cie du chemin de fer du Pacifique canadien,  
Montréal.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 28 septembre 1881.

MONSIEUR,—Le plan accompagnant la lettre de M. Drinkwater, n° 27,073, commence à deux rangs de distance à l'ouest du plan qui a été envoyé en dernier lieu, laissant les rangs 21 et 22. Il n'a été déposé aucun plan indiquant l'endroit où la ligne qui doit traverser ces deux rangs.

Aucuns profils n'accompagnaient les plans, contrairement à ce que j'avais suggéré dans ma lettre du 13 juillet 1881.

Le plan actuel indique la ligne jusqu'à un endroit situé à 58 $\frac{1}{2}$  milles à l'ouest de la partie approuvée par l'ordre en conseil et à 276 milles à l'ouest de Winnipeg. Cela excède la distance au-delà de laquelle je n'ai pas cru qu'il fût désirable d'approuver le tracé, avant que les plans et profils indiquant les abords et le passage des Montagnes Rocheuses aient été déposés.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER.

F. BRAUN, *écr.,*

Secrétaire, chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 25 octobre 1881.

MONSIEUR,—La communication de M. Drinkwater, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, datée le 28 dernier, sous le n° 27093, demandant à faire approuver le tracé de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien s'étendant à partir de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 15, rang 16, à l'ouest du second méridien principal, distance d'environ 56 $\frac{1}{2}$  milles, m'a été soumis.

J'ai l'honneur de faire rapport que la ligne du tracé maintenant soumise à l'approbation des autorités, commence à l'extrémité occidentale de la section du tracé déjà approuvée par un ordre en conseil daté le 7 dernier, et se prolonge jusqu'à un point situé à 250 milles à l'ouest de Winnipeg.

D'après les renseignements que j'ai obtenus sur la nature du pays qui doit traverser la partie additionnelle de la ligne, je ne vois aucune objection à l'adoption de ce tracé.

J'ai cependant l'honneur d'attirer votre attention sur ma lettre du 13 juillet dernier et de suggérer qu'à l'avenir l'on se conforme à la demande qu'elle contient, savoir : Que des profils devraient à l'avenir accompagner les plans, afin de me permettre de me faire une opinion plus éclairée sur les mérites du tracé avant qu'un nouveau prolongement soit approuvé. En outre la compagnie devrait soumettre un plan ou profil indiquant les abords et le passage des Montagnes-Rocheuses, sur la ligne qu'elle a l'intention d'adopter, autrement il est possible que le tracé atteigne un endroit au-delà duquel il sera impossible d'approcher des Montagnes ou de les franchir.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER.

F. BRAUN, *secrétaire,* chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 28 octobre 1881.

(*Memorandum.*)

Le soussigné a l'honneur d'exposer que par une lettre datée le 28 dernier, la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a demandé de faire approuver le tracé de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique s'étendant à partir de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, distance d'environ 56½ milles.

Que dans son rapport daté le 28 courant, l'ingénieur en chef déclare que la ligne du tracé actuellement soumis, commence à l'extrémité occidentale de la section du tracé déjà approuvé par un ordre en conseil daté le 7 du mois dernier, et se prolonge jusqu'à un point situé à 250 milles à l'ouest de Winnipeg. L'ingénieur déclare qu'il ne voit aucune objection à ce que le tracé projeté soit adopté.

En conséquence, le soussigné recommande que l'approbation requise de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée au tracé projeté et décrit ci-dessus, conformément aux dispositions de l'acte constitutif de la compagnie.

Respectueusement soumis,

CHARLES TUPPER,  
*Ministre des chemins de fer et canaux.*

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil, le 29 octobre 1881.

Vu le mémoire du ministre des chemins de fer et canaux portant la date du 28 octobre 1881, et exposant que par une lettre datée le 28 dernier la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a demandé de faire approuver le tracé de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique s'étendant à partir de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, distance d'environ 56½ milles.

Que dans son rapport, daté le 28 courant, l'ingénieur en chef déclare que la ligne du tracé actuellement soumis, commence à l'extrémité occidentale de la section du tracé déjà approuvé par un ordre en conseil daté le 7 du mois dernier, et se prolonge jusqu'à un point situé à 250 milles à l'ouest de Winnipeg. L'ingénieur déclare qu'il ne voit aucune objection à ce que le tracé projeté soit adopté.

En conséquence, le soussigné recommande que l'approbation requise de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée au tracé projeté et décrit ci-dessus, conformément aux dispositions de l'acte constitutif de la compagnie.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

L'honorable ministre des chemins de fer et canaux,

OTTAWA, 5 novembre 1881.

MONSIEUR,—Conformément aux ordres reçues, j'ai l'honneur de vous informer qu'un ordre en conseil passé le 29 dernier, approuve le tracé de cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien, s'étendant à partir de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 29, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, distance d'environ 56½ milles.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

OTTAWA, 12 novembre 1881.

Relativement à ma lettre du 5 courant approuvant le tracé du chemin de fer du Pacifique canadien à l'ouest de Winnipeg, j'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus copie de l'ordre en conseil du 28 dernier, auquel cette lettre faisait allusion.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

C. DRINKWATER, écr., secrétaire, Cie C.F.P.C, Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 7 novembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 courant, m'informant qu'un ordre en conseil, approuvant le tracé du chemin de fer du Pacifique canadien à partir de la limite occidentale de la section 31, township 12, rang 2<sup>o</sup>, à l'ouest, jusqu'à la limite occidentale de la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, a été passé.

Je vous serai très obligé si vous m'envoyez copie de cet ordre en conseil, pour que je puisse le conserver dans les archives.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins de fer et canaux.

CORRESPONDANCE, ETC, NOUVEAU TRACÉ À PARTIR DE LA SECTION  
7, TOWNSHIP 16, RANG 5, A L'OUEST, JUSQU'AU RUISSEAU DE LA  
MACHOIRE D'ORIGNAL. H A J. CARTE GÉNÉRALE N<sup>o</sup> 1.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 25 novembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de soumettre un nouveau plan du tracé d'une partie de la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien, s'étendant d'un point de la section 30, township 16, rang 4, à l'ouest du second méridien principal, jusqu'à la traverse du Ruisseau de la Mâchoire d'Orignal, et j'ai reçu instruction des directeurs, de demander que ce plan soit soumis à l'approbation du gouverneur général en conseil tel que requis par la charte de la compagnie.

On remarquera que ce plan comprend une petite partie de la ligne sanctionnée par ordre en conseil, daté le 29 octobre, savoir: de la station, 6,900 dans la section 29, township 16, rang 4, à l'ouest du second méridien principal, jusqu'au ruisseau des Herbes, une légère modification ayant été faite entre les deux points nommés.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 5 décembre 1881.

MONSIEUR,—La lettre du secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, M. Drinkwater, portant la date du 25 novembre dernier, sous le n<sup>o</sup> 27477, demandant l'approbation d'un plan de tracé pour la ligne-mère du chemin de fer du Pacifique canadien, lequel tracé s'étend à partir d'un point sur la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal, jusqu'à la traverse du Ruisseau de la Mâchoire d'Orignal, m'a été soumise. J'ai l'honneur de faire rapport que, d'après les renseignements que j'ai obtenus subséquentement à la date de ma lettre du 28 octobre dernier, dans laquelle il était dit que le tracé ne devait pas être approuvé



plus loin à l'ouest qu'à une distance de 250 milles environ de Winnipeg, jusqu'à ce que la compagnie eût soumis le plan et le profil des approches des Montagnes Rocheuses et du passage à travers ces montagnes, je ne vois aucune raison pour que le tracé, tel qu'actuellement soumis, jusqu'au ruisseau de la Mâchoire d'Orignal, ne soit pas approuvé, vu qu'à partir de cet endroit, il n'y a apparemment aucune difficulté à mettre la ligne en communication avec tous les défilés, qui traversent les montagnes.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHRIBER, ingénieur en chef,

F. BRAUN, écrivain, secrétaire des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 7 décembre 1881.

(Mémoire.)

Le soussigné a l'honneur de faire rapport qu'une demande a été faite par la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, en date du 25 dernier, pour faire approuver, conformément aux termes de sa charte, un nouveau plan de tracé d'une partie de la ligne-mère de ce chemin de fer s'étendant à partir d'un point sur la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal (le tracé ayant été approuvé jusqu'à ce point par un ordre en conseil daté le 29 octobre dernier), jusqu'à un endroit connu sous le nom de Ruisseau de la Mâchoire-d'Orignal, distance de 140 milles.

Le rapport de l'ingénieur en chef, daté le 5 courant, démontrant que le tracé de la ligne maintenant soumis, peut être approuvé jusqu'au point terminal indiqué, le soussigné recommande que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée à ce tracé conformément à la demande qui en a été faite.

Respectueusement soumis,

J. H. POPE,

Faisant fonctions de ministre des chemins de fer et canaux.

RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence l'administrateur du gouvernement en conseil le 14 décembre 1881.

Vu le rapport du ministre faisant fonction de ministre des chemins de fer et canaux, portant la date du 7 décembre 1881 et exposant qu'une demande en date du 25 dernier a été faite par la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, pour faire approuver, conformément aux termes de sa charte, un nouveau plan de tracé d'une partie de la ligne-mère de ce chemin de fer s'étendant à partir d'un point sur la section 27, township 16, rang 5, à l'ouest du second méridien principal (le tracé ayant été approuvé jusqu'à ce point par un ordre en conseil daté le 29 octobre dernier), jusqu'à un endroit connu sous le nom de Ruisseau de la Mâchoire d'Orignal, distance de 140 milles.

Le rapport de l'ingénieur en chef, daté le 5 courant, démontrant que le tracé de la ligne maintenant soumis, peut être approuvé jusqu'au point terminal indiqué, le ministre recommande que l'approbation de Son Excellence le gouverneur général en conseil soit donnée à ce tracé conformément à la demande qui en a été faite.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

(Pour copie conforme,)

J. O. COTÉ, G.C.P.

OTTAWA, 19 décembre 1881.

MONSIEUR, — En réponse à votre lettre du 25 novembre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'un ordre en conseil, passé le 14 courant, approuvant le

tracé du chemin de fer du Pacifique canadien à partir d'un point connu sous le nom de Ruisseau de la Mâchoire d'Original.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

CHARLES DRINKWATER, écrivain, secrétaire, C. P. C., Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 22 décembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 19 courant, contenant copie d'un ordre en conseil passé le 14 courant, approuvant le tracé du chemin de fer du Pacifique canadien à partir d'un point connu sous le nom de Ruisseau de la Mâchoire d'Original.

J'ai l'honneur d'être monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écrivain, secrétaire, chemins de fer et canaux, Ottawa.

### TRACÉ D'EMBRANCHEMENT, MANITOBA ET NORD-OUEST, CARTE GÉNÉRALE N° 2.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 16 août 1881.

MONSIEUR,—J'ai reçu du président de la compagnie instruction de vous dire, pour l'information de l'honorable ministre des chemins de fer, qu'à des assemblées tenues récemment à Winnipeg, les directeurs ont décidé de construire des embranchements dans le Manitoba et le Nord-Ouest, et que l'on a commandé des études de lignes. Lorsque ces études seront complétées des plans satisfaisants seront déposés aux bureaux du gouvernement tel que requis par la charte de la compagnie, mais les directeurs sont d'opinion qu'en attendant le gouvernement soit informé des intentions de la compagnie à ce sujet. Ceci est d'autant plus important que les directeurs ont appris que d'autres particuliers et compagnies ont demandé au gouvernement des concessions de terres, dans les districts à travers lesquels la compagnie a l'intention de faire passer ses lignes d'embranchement.

Je vous envoie en même temps une carte indiquant autant que nous sommes en position de les indiquer à présent, les tracés probables des embranchements proposés (et de la ligne-mère aussi loin à l'ouest que le Fort Calgary), et j'ai l'honneur de demander que le gouvernement prenne telles mesures qu'il pourra juger nécessaires afin de retirer de la vente et d'assurer à la compagnie les sections de terrains portant des numéros impairs dans les districts indiqués, tel que pourvu dans la charte de la compagnie.

J'ai aussi instruction de dire que l'embranchement du sud-est ou embranchement de la Montagne de Pembina, est en voie de nivellement, et qu'un plan dûment certifié sera déposé au bureau du gouvernement dans quelques jours.

Si le ministre des chemins de fer désire de plus amples renseignements à ce sujet, je serai heureux de vous les fournir sur demande à cet effet de votre part.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

A. P. BRADLEY, faisant fonctions de secrétaire,

Département des chemins de fer et canaux, Ottawa.

### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

Description de la ligne-mère et des embranchements dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest.

Représentés par des lignes bleues sur la carte ci-jointe.

1. Une continuation de la ligne-mère commençant à la traverse de la rivière Assiniboine et se dirigeant vers l'ouest, suit ordinairement les sinuosités de la rivière Qu'Appelle, au sud de la dite rivière jusqu'au ruisseau de la Mâchoire d'Original, de là vers l'ouest par les rivières Saskatchewan, du Ventre et de l'Arc, jusqu'au fort Calgary, distance d'environ 775 milles à l'ouest de Winnipeg.

La ligne est aujourd'hui définitivement établie en Ruisseau de la Mâchoire d'Original.

2. L'embranchement de l'Assiniboine, qui commencera à un point sur la ligne actuellement approuvée à environ quarante milles à l'ouest du Portage-la-Prairie et se dirigera au nord-ouest vers Rapid-City, le fort Ellice et le fort Pelly, et de là à l'ouest jusqu'aux Buttes de Tondre, distance d'environ 300 milles.

3. L'embranchement de la Saskatchewan partira de la ligne actuellement établie près des fourches de la rivière Qu'Appelle et se prolongera dans une direction nord et nord-est jusqu'à près du fort Edmonton, distance d'environ 435 milles.

4. L'embranchement de la rivière Souris partira de la ligne actuellement établie près de Brandon et se prolongera dans une direction sud-ouest jusqu'à vingt-quatre milles de la frontière, et de là à l'ouest jusqu'à la rivière Souris, distance d'environ 200 milles.

5. L'embranchement de la Montagne de Pembina partira de la ligne actuelle à quelque distance à l'ouest de Winnipeg, et se prolongera dans une direction sud-ouest jusqu'à près de la rivière Pembina, à la frontière internationale, distance d'environ 100 milles.

Cet embranchement est maintenant établi pour la construction, et vu que des plans seront prochainement produits au département pour l'approbation du gouvernement, la ligne n'est pas indiquée sur la carte ci-jointe.

C. B. SMELLIE, *ingénieur consultant.*

EMBRANCHEMENT DE LA MONTAGNE DE PEMBINA ET DU SUD-OUEST, NOMMÉ PLUS TARD EMBRANCHEMENT DE WINIPEG ET DE LA MONTAGNE DE PEMBINA, CARTE GÉNÉRALE N° 2 DE A À R.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, OTTAWA, 1er septembre 1881.

MONSIEUR,—Relativement à une lettre soumettant les plans indiquant les intentions de la compagnie relativement à la construction de certains embranchements dans le Manitoba et le Nord-Ouest; et indiquant d'une façon générale les tracés de ces lignes, j'ai reçu ordre de dire que depuis la date de cette lettre les directeurs ont été informés que, dans le cas de l'embranchement de la Montagne de Pembina et du Sud-Ouest, l'étude de la ligne a été complétée et la ligne définitivement établie tel qu'indiqué dans les dits plans.

On est à préparer un plan convenable et un livre de renvoi pour cette ligne. Le tout sera incessamment déposé aux bureaux du gouvernement, tel que requis.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, secrétaire, chemins de fer et canaux.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 7 septembre 1881.

MONSIEUR,—Relativement à votre lettre du 1er courant, au sujet de l'embranchement de la Montagne de Pembina et du Sud-Ouest, j'ai reçu instruction de vous informer que les directeurs, après avoir pris de nouveaux renseignements, ont constaté que la ligne telle qu'établie passera un peu au sud de la ligne indiquée sur le plan

inclu dans la lettre en question. A partir du point où la ligne se dirige à l'ouest, elle suivra la limite nord du second rang de townships, soit à environ 80 milles de la frontière. Les plan et livre de renvoi officiels qu'on est actuellement à préparer et que j'espère déposer dans quelques jours, indiqueront la ligne telle que décrite ci-dessus.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

*Télégramme à l'honorable J. H. Pope.*

Nous avons l'intention de faire passer le prolongement occidental de l'embranchement sud-ouest du chemin de fer du Pacifique canadien le long de la limite nord de la seconde rangée de townships à environ douze milles de la frontière internationale aussi loin à l'ouest que le cent quatrième parallèle. Un plan du tracé sera expédié lundi.

GEORGE STEPHEN.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 20 septembre 1881.

MONSIEUR,—Tel que pourvu dans la quatorzième clause du contrat de cette compagnie, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un plan indiquant le tracé de l'embranchement projeté du Sud-Ouest et de la Montagne de Pembina du chemin de fer du Pacifique canadien, à partir de la ville de Winnipeg jusqu'à la frontière sud de la province du Manitoba.

J'ai aussi l'honneur de déclarer que j'ai été informé par un télégramme de Winnipeg qu'un nouveau plan indiquant le tracé de cet embranchement à l'ouest m'a été expédié par la poste, et que ce plan sera déposé au bureau du ministre des chemins de fer dès qu'il aura été reçu.

Je dois aussi vous informer que les directeurs ont décidé de faire passer le prolongement occidental de cet embranchement le long de la limite nord de la seconde rangée des townships, à environ douze milles de la frontière, au lieu de vingt-quatre milles, ainsi qu'on en avait d'abord eu l'intention, et que ce prolongement sera continué jusqu'au 104<sup>me</sup> parallèle.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, secrétaire des chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.  
BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
MONTRÉAL, 24 septembre 1881.

MONSIEUR,—Relativement à ma lettre du 20 courant, j'ai maintenant l'honneur de soumettre un plan indiquant une nouvelle partie du tracé de l'embranchement de la montagne de Pembina, chemin de fer du Pacifique canadien, commençant à un point (sur le dit embranchement se dirigeant vers le sud jusqu'à la frontière internationale) dans la section 9, township 3, rang 1, à l'ouest, et se prolongeant vers l'ouest à environ douze milles au nord de la frontière internationale, jusqu'au côté occidental de la section 6, township 3, rang 29, à l'ouest du premier méridien principal, distance d'environ 171 milles.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
MONTRÉAL, 27 janvier 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous envoyer ci-incluse une carte indiquant :—

1. Le tracé de l'embranchement de Winnipeg et de la montagne de Pembina.
2. Le tracé projeté de l'embranchement de la rivière Souris, chemin de fer du Pacifique canadien. J'inclus aussi une carte distincte, sur une plus grande échelle, indiquant la ligne de l'embranchement de Winnipeg et de la montagne de Pembina et cette partie de l'embranchement de la rivière Souris qui se trouve comprise dans la province de Manitoba.

Un plan indiquant le tracé définitif de l'embranchement de Winnipeg et de la montagne de Pembina a déjà été déposé au département des chemins de fer, et dès qu'il pourra être complété un plan semblable de l'embranchement de la rivière Souris sera aussi déposé.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

LIGNE DU SAULT SAINTE-MARIE, CARTE GÉNÉRALE N° 3.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 26 septembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus les plans et livres de renvoi (en duplicata) des terrains requis pour la construction de cette partie de l'embranchement du Sault Sainte-Marie, du chemin de fer du Pacifique canadien, qui commence à Angolia Mills dans le township n° 154 du district d'Algoma, et se dirigeant vers l'est à travers le dit township et le township de Spragge, à travers la réserve des sauvages située au sud du township de Lewis et à travers les townships de Shedden et de Victoria jusqu'à la limite est de ce dernier township, le tout dans le district d'Algoma, distance totale d'environ 31 milles, et tel qu'indiqué sur la carte générale ci-incluse.

Ces plans et livres de renvoi sont maintenant envoyés pour être examinés et certifiés par le ministre ou le sous-ministre. Une copie doit être gardée dans votre département et l'autre est pour le bureau d'enregistrement du greffier de la paix pour le district d'Algoma.

Je serai bien aise que vous me renvoyiez cette dernière copie ainsi modifiée aussitôt que possible, afin que je puisse la transmettre au Sault Sainte-Marie.

Cet embranchement de chemin doit être construit en vertu de la charte de la compagnie du chemin de fer Pacifique canadien, clause 14, et en vertu des pouvoirs conférés à la compagnie par son acte de fusion avec la compagnie du chemin de fer Canada Central.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 21 octobre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus les plans et livres de renvoi (en duplicata) des terres requises pour la construction de cette partie de l'embranchement du Sault Sainte-Marie, chemin de fer du Pacifique canadien, qui commence à la limite orientale du township de Victoria, et de là se dirigeant vers le nord-

est à travers les townships de Salter, May et Hallam jusqu'à la station 800 de la ligne établie, dans le township de Merritt, le tout dans le district d'Algoma, distance d'environ 19,6 milles.

Ces plans et livres de renvoi sont maintenant envoyés pour être examinés et certifiés par le ministre ou sous-ministre. Une copie devra être gardée dans votre département, l'autre est pour le bureau d'enregistrement du greffier de la paix pour le district d'Algoma.

Je serai bien aise que vous me renvoyiez cette dernière copie ainsi certifiée le plus tôt possible, pour que je la transmette au Sault-Sainte-Marie.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER, secrétaire.

F. BRAUN, écr., secrétaire des chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 31 octobre 1881.

MONSIEUR,—J'ai reçu du ministre instruction de vous envoyer ci-jointes copies des plans, profils et livres de renvoi (reçus sous le pli des lettres du 29) des terrains requis pour la construction de cette partie de l'embranchement du Sault-Sainte-Marie, chemin de fer du Pacifique canadien, qui part de la limite orientale du township de Victoria, et se dirigeant ensuite à l'est traverse les townships de Salter, May et Hallam jusqu'à la station 800 de la ligne établie dans le township de Merritt, environ 19,6 milles.

Je suis monsieur, votre obéissant serviteur,

F. BRAUN, secrétaire.

C. DRINKWATER, écr., secrétaire, Cie du C.F.P.C., Montréal.

CORRESPONDANCE, ETC., PASSAGE A TRAVERS LES MONTAGNES  
ROCHEUSES, VOIR CARTE GÉOGRAPHIQUE N° 4.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 13 juillet 1881.

MONSIEUR,—Il est de mon devoir de suggérer que la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien soit requise de fournir au département un profil de la ligne à partir du Portage-la-Prairie en allant vers l'ouest jusqu'au point du tracé déjà approuvé par le gouverneur en conseil, à environ treize milles à l'ouest de la rivière Assiniboine; et de plus, qu'à l'avenir, lorsque la compagnie soumettra des plans du tracé pour les faire approuver, elle soit tenue de les accompagner d'un profil, vu qu'autrement il serait impossible de se former une opinion éclairée sur le tracé à travers un pays encore imparfaitement connu.

Il me semble aussi qu'il est à désirer, avant que le tracé soit approuvé par le gouvernement au-delà d'une distance de 250 milles à l'ouest de Winnipeg, que la compagnie soumette un plan et un profil indiquant les approches des montagnes Rocheuses et le passage qu'elle se propose d'adopter à travers ces montagnes; autrement, si le tracé est approuvé par petites sections il peut se faire qu'il atteigne un endroit d'où il sera impossible d'approcher les montagnes et de les franchir.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHRIEBER, ingénieur en chef.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

OTTAWA, 19 août 1881.

MONSIEUR,—Par ordre du ministre intérimaire, je dois accuser réception de votre lettre du 16 courant, dans laquelle, au nom de la compagnie du chemin de fer du Paci-

fique canadien, vous informez le département que la compagnie a l'intention de construire certains embranchements dans le Manitoba et le Nord-Ouest (les routes que ces embranchements devront suivre étant indiquées sur une carte soumise avec votre lettre) et de prolonger la ligne-mère à l'ouest jusqu'au fort Calgary. Vous demandez en outre que les terres transférables en vertu de sa charte, pour la construction de ces lignes, soient retenues pour la compagnie.

En réponse, je dois dire que la demande actuelle sera dûment soumise à la considération du gouvernement. Cependant, je dois, en même temps, attirer votre attention sur le fait que bien que la direction projetée de la ligne-mère soit indiquée jusqu'au fort Calgary, le département n'a pas de renseignements quant à la manière dont la compagnie doit se rapprocher de la Passe de la Tête-Jaune, l'un des points de repère indiqués dans la charte de la compagnie.

A ce sujet, je dois dire que l'ingénieur en chef a fait rapport qu'avant que la ligne du tracé soit approuvée par le gouvernement au-delà d'une distance d'environ deux cents milles à l'ouest de Winnipeg, il est à désirer que la compagnie soumette un plan et profil indiquant les approches des Montagnes Rocheuses.

Je suis, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

A. P. BRADLEY,  
Faisant fonction de secrétaire.

C. DRINKWATER, écr., secrétaire, Cie C.F.P.C., Montréal.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 20 décembre 1881.

MONSIEUR,—Par ordre du bureau de direction, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est très probable qu'il sera découvert à travers les Montagnes Rocheuses un passage qui offrira une communication beaucoup plus directe et beaucoup plus courte avec Kamloops que celle qui pourrait être effectuée par le tracé de la Passe de la Tête-Jaune, dans lequel cas il serait indubitablement dans l'intérêt du gouvernement et de la compagnie de faire passer la ligne par le tracé ainsi amélioré. Cependant, le bureau est informé que le gouvernement n'a peut-être pas le pouvoir, sans l'assentiment de la législature, d'autoriser l'adoption d'un passage autre que celui mentionné dans le contrat. En conséquence j'ai reçu instruction de demander respectueusement s'il ne serait pas opportun pour le gouvernement d'obtenir du parlement, à la prochaine session, l'autorisation requise pour permettre au gouverneur en conseil de s'entendre avec la compagnie au sujet de l'adoption d'un tracé plus avantageux que celui qui est indiqué dans le contrat.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER,  
Secrétaire.

A l'honorable sir CHARLES TUPPER,  
Ministre des chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 3 janvier 1882.

MONSIEUR,—La lettre de M. Drinkwater, secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, portant la date du 20 dernier, inscrite sous le n<sup>o</sup> 27684, qui m'est actuellement soumise pour que je fasse un rapport, transmet au département les renseignements suivants : Qu'il est très probable qu'il sera découvert un passage à travers les Montagnes Rocheuses qui offrira une communication plus directe et plus courte avec Kamloops que la Passe de la Tête-Jaune. Elle demande aussi s'il ne serait pas opportun pour le gouvernement d'obtenir du parlement, à sa prochaine

session, l'autorisation requise pour permettre au gouverneur en conseil de s'entendre avec la compagnie au sujet de l'adoption d'un tracé plus avantageux que celui qui est indiqué au contrat.

J'ai l'honneur de faire rapport que, si un passage plus court et plus direct, offrant des pentes et un alignement aussi avantageux peut être trouvé à travers les Montagnes Rocheuses, il me paraît raisonnable que ce passage soit adopté de préférence à la Passe de la Tête-Jaune nommé dans le contrat.

Vu que l'adoption de tout tracé particulier à travers les montagnes, en vertu de l'autorité dont il est parlé, serait entièrement sous le contrôle du gouverneur en conseil, il me paraît désirable que l'on obtienne du parlement, à sa prochaine session, l'autorisation nécessaire, afin que les travaux de construction ne soient pas retardés.

Jusqu'à ce que je sois informé de l'endroit où l'on a l'intention de traverser les Montagnes Rocheuses, il serait imprudent de ma part de recommander l'adoption de tout prolongement du tracé vers les montagnes.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,  
COLLINGWOOD SCHREIBER.

F. BRAUN, écr., secrétaire, chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, OTTAWA, 13 mars 1882.

MONSIEUR,—Pour l'information du département, j'ai l'honneur de faire rapport comme suit :

1° Un relevé du tracé du chemin de fer du Pacifique Canadien et de ses embranchements, tel qu'établi, ainsi que le nombre de milles contenus dans chaque section :—

*Ligne-mère.*

Callander <i>viâ</i> le nord du lac Nipissingue, au township 39, près de la rivière Wahnapietoe.....	556
Prince Arthur's Landing <i>viâ</i> Waubigoon, Portage-du-Rat, Selkirk, Winnipeg, Portage-la-Prairie, Brandon, les coteaux de l'Herbe et du Loup, jusqu'au ruisseau de la Mâchoire d'Orignal.....	837
Traverse de Savona <i>viâ</i> Lytton et Yale, jusqu'à Port Port-Moody .....	214
	1,106

*Embranchements.*

Sault Ste-Marie, à partir de la ligne de division, townships de Hallett et Merritt jusqu'aux moulins d'Algoma .....	50
Pembina, de St-Boniface à Emerson.....	64
Stonewall, de Winnipeg <i>viâ</i> Montagne de Pierre à Stonewall .....	20
Winnipeg et Montagne de Pembina, de Winnipeg à la Pointe aux Contrebandiers, et d'un endroit sur la ligne à environ 15 milles de la Pointe aux Contrebandiers se dirigeant vers l'est à environ 15 milles de la frontière internationale et presque parallèle à la frontière, jusqu'à un endroit à une certaine distance à l'ouest de la rivière à l'Orignal.	220
Souris, de Brandon au sud-ouest en passant près du lac du Chêne, jusqu'à un point 15 milles au nord de la frontière internationale, de là à l'ouest parallèle à la frontière jusqu'au 109 <sup>e</sup> degré de longitude....	195
	549
Total.....	1,655



2. Un relevé de la dépense sur les premiers cent milles à l'ouest de Winnipeg :—

Evaluation finale de l'entreprise n° 48. ....		\$325,273 64
Dépensé par le gouvernement.....		89,942 77
Traverses fournies par MM. Ryan et Ruttan.....		27,750 00
Clôtures—Stubbs et Cie.....		8,000 00
Pont temporaire sur la rivière Rouge.....		6,950 00
Terres .....		4,000 00
Lisses, 9,740 tonneaux.....		241,844 20
Eclisses, 380 " .....		11,286 00
Boulons, 95 " .....		4,786 10
Crampons, 320 " .....		15,280 00
Nombre pointe de cœur, 64.....		5,120 00
Nombre d'aiguilles, 48.....		1,872 00
Service d'eau.....		9,489 82
		<hr/>
		\$751,594 53
Erreur en plus corrigée.....		9,010 18

La compagnie a payé ce montant.

3. Un relevé de la longueur de ligne construite abandonnée par la compagnie :—  
De Stonewall au Portage-La-Prairie.....48 milles.

4. Un relevé en détail de l'argent payé à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien. Ce qui suit étant un extrait de mon certificat, donne des détails complets des sommes payées à la compagnie.

161 milles sur la section centrale, de Winnipeg à un  
endroit situé à environ 31 milles à l'ouest de Bran-  
don, à \$10,000 par mille..... \$1,610,000

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

COLLINGWOOD SCHREIBER, ingénieur en chef.

## RÉPONSE

(480)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, datée le 15 février 1882 ; —  
demandant copie de toute correspondance, rapports et ordres en conseil  
se rapportant à tous les paiements de deniers faits à la compagnie du  
chemin de fer du Pacifique canadien, et un état détaillé de tous tels  
paiements ainsi que toutes les particularités qui les concernent.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

Secrétaire d'Etat.

22 mars 1882.

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, cette  
réponse n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(48p)

A UNE ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, datée le 15 février 1882;—demandant copie de toute correspondance, rapports et ordres en conseil se rapportant à l'acceptation des obligations hypothécaires de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, par le gouvernement, pour toute fin publique, et un état de ce qui a été fait à ce sujet.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
23 mars 1882.

---

### ANNEXE.

- Copie d'une lettre de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien.
- Copie d'un certificat de la banque de Montréal.
- Copie d'une lettre de la banque de Montréal.
- Copie d'un rapport du bureau du trésor déclarant que les obligations de concessions de terres peuvent être prises.
- Copie d'un ordre en conseil confirmant le rapport.

J. M. COURTNEY, sous-ministre des finances.

Département des finances, 21 mars 1882.

---

### CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN, BUREAU DU SECRÉTAIRE, MONTRÉAL, 9 janvier 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'entente qui a eu lieu entre elle et le gouvernement, la compagnie, en vertu des dispositions des clauses 17 et 18 de sa charte, a résolu d'émettre des obligations garanties par les terres qui lui sont concédées et qu'elle prend les mesures nécessaires pour mettre ce projet à exécution.

Les obligations deviendront échues le premier octobre 1931, et elles seront munies de coupons représentant l'intérêt au taux de cinq pour cent par an, payable semi-annuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Elles sont préparées le plus rapidement possible et, à mesure qu'elles sont prêtes elles sont déposées chez vos agents financiers, la banque de Montréal, pour y être conservées. Un reçu pour des livraisons qui ont été faites de temps à autre, jusqu'à concurrence du montant de \$7,000,000, est inclus sous ce pli.

Comme il est entendu que vous désirez que des obligations au montant de \$5,000,000 soient retenues comme garantie de l'exécution des clauses du contrat et déposées dans vos propres voûtes des arrangements ont été pris avec la banque pour qu'elle vous livre ce montant à Ottawa.

La compagnie a vendu pour \$10,000,000 d'obligations à 92 pour cent de leur valeur comme suit, livrables par versements comme suit :

Novembre 1881.....	1,000,000
1er janvier 1882.....	1,000,000
1er mars.....	1,000,000
1er mai.....	1,000,000
1er juin.....	1,000,000
1er juillet.....	1,000,000
1er août.....	1,000,000
1er septembre.....	1,000,000
1er octobre.....	1,000,000
1er novembre.....	1,000,000

Le produit de cette vente tel que reçu a été placé au crédit du gouvernement par la banque de Montréal.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur.

C. DRINKWATER, secrétaire.

BANQUE DE MONTRÉAL, MONTRÉAL 9 janvier 1882.

La banque de Montréal a reçu de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, des obligations garanties par des concessions de terres, chaque obligation étant de \$1,000, jusqu'à concurrence du montant de \$7,000,000, les numéros des dites obligations étant de 1,000 à 7,000 inclusivement.

W. J. BUCHANAN, gérant-général.

BANQUE DE MONTRÉAL, MONTRÉAL, 12 janvier 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le chemin de fer du Pacifique canadien, a payé à cette banque, au crédit du gouvernement, la somme de \$1,840,000, (un million huit cent quarante mille piastres) produit de \$2,000,000 des obligations sur les terres concédées à la compagnie, à 92 pour cent, et le gérant de cette banque à Ottawa a reçu instruction de placer cette somme au crédit du compte du receveur général.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

W. G. BUCHANAN,

gérant-général.

Sir S. L. TILLEY, C.C.M.G., ministre des finances, Ottawa.

EXTRAIT des minutes d'une assemblée du bureau du trésor, tenue à Ottawa le dix-huit décembre 1881.

*Assurance.* Le bureau a pris en considération la question de recevoir sur les dépôts des compagnies d'assurance, comme garantie, des obligations sur les terres concédées à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, et il recommande que les obligations soient acceptées comme garanties pour les compagnies d'assurance qui les offrent, à un taux devant être déterminé de temps à autre par le gouverneur en conseil.

J. M. COURTNEY, secrétaire.

EN CONSEIL, 20 décembre 1881.

Ordonné, que les obligations sur les terres concédées à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien soient acceptées comme garanties pour les compagnies d'assurance qui les offrent à un taux devant être déterminé de temps à autre par le gouverneur en conseil.

J. O. COTÉ, G. C. P.

A l'hon. ministre des finances.

## RÉPONSE

(48q)

A UNE ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882:—Correspondance, rapports et ordres en conseil relatifs à tous octrois de terres faits à la compagnie du chemin de fer du Pacifique, ou au choix ou à la réserve d'aucunes terres pour la compagnie, ainsi qu'un état détaillé des terres octroyées, choisies ou réservées en conséquence.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
22 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*


---

## RÉPONSE

(48r)

A UN ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882;—Correspondance échangée entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien ou aucune personne en relation avec cette compagnie, et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant toutes réclamations faites par la dite compagnie pour de la pierre, du bois de construction, du gravier ou autres matériaux employés pour la construction du dit chemin, et toutes réclamations faites contre le gouvernement à ce sujet par la dite compagnie, ainsi que copie de tous les ordres administratifs ou autres, concernant ces réclamations, spécifiant l'étendue et la situation des terres sur lesquelles ou au sujet desquelles ces réclamations ont été faites.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,  
17 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*


---

*Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]*

---

---

## RÉPONSE

(48s)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 1er mars 1882:—

Etat détaillé de tous les dépôts en espèces faits par la Cie du chemin de fer du Pacifique canadien entre les mains du gouvernement, les dates de tels dépôts, les conditions auxquelles ils ont été faits, et le taux de l'intérêt payable sur iceux. Aussi, un état détaillé de toutes les acquisitions faites par la compagnie du gouvernement, y compris les prix et les conditions d'achat.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

31 mars 1882.

*Secrétaire d'Etat.*

(48t)

# RAPPORT

DE LA

# COMMISSION ROYALE

DU

# CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

VOLS. I, II ET III DES TÉMOIGNAGES DONNÉS DEVANT LA COMMISSION.

---

12 AOUT 1880.

---

*[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, le rapport ci-dessus n'est pas ré-imprimé pour les documents de la session].*

---

---

## RÉPONSE

(48a)

A un ORDRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 20 février 1882:—Etat détaillé des sommes déjà dépensées pour la commission du chemin de fer du Pacifique, et une évaluation détaillée des sommes probables à dépenser ; copie de toute correspondance, contrats ou conventions relatifs à l'impression de la preuve ou du rapport ; aussi, un état indiquant le nom et le domicile de l'entrepreneur, et le prix ; et un état donnant le nom et le domicile de la personne qui a réellement exécuté le travail.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,  
*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
11 avril, 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

## RÉPONSE

(48v)

COMPLÉTANT les documents déposés le 25 février et le 3 mars 1882, en réponse à une adresse de la Chambre des Communes en date du 23 février 1882 ;—demandant copie des annonces, devis, conditions, soumissions, correspondances, ordres en conseil, et de toutes autres pièces concernant l'adjudication des travaux du chemin de fer entre Emory's-Bar et Port-Moody, Colombie-Britannique.



## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE—

Numéro.	Description de l'ouvrage.	Quantités.	McDonald et Charlebois.		Onderdonk.		Murray et Cie.		Ryan, Purcell et Ryan.		O'Brien et Cie.		
			Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	
			\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	
1	Déblaiement.....	Acres.....	1,310	150 00	196,500	35 00	45,850	60 00	78,000	75 00	98,250	40 00	52,400
2	Abattage à fleur de terre.....	".....	57	170 00	9,690	50 00	2,850	160 00	9,120	50 00	2,850	100 00	5,700
3	Déracinement.....	".....	230	200 00	46,000	60 00	13,800	160 00	36,800	150 00	34,500	145 00	33,350
4	Plateformes en troncs d'arbres.....	".....	18	700 00	12,600	1,500 00	27,000	800 00	14,400	100 00	1,800	1,000 00	18,000
5	Clôture.....	Pds. lin.....	623,500	0 08	49,880	0 06	37,410	0 05	31,175	0 03	18,705	0 05	31,175
6	Excavation dans le roc solide.....	Vgs. cub.....	552,100	1 75	966,175	1 05	579,705	1 60	883,360	1 60	883,360	1 45	800,545
7	do do détaché.....	".....	88,000	0 75	66,000	0 50	44,000	0 60	52,800	0 75	66,000	0 50	44,000
8	do dans la terre.....	".....	2,622,000	0 30	786,600	0 27	707,940	0 30	786,600	0 33	865,260	0 29	760,380
9	Egoûts souterrains.....	Pds. lin.....	7,000	0 50	3,500	0 20	1,400	0 50	3,500	0 20	1,400	0 40	2,800
10	Tunnels dans le roc.....	".....	3,111	75 00	233,325	80 00	248,880	128 00	398,208	105 00	326,655	90 00	279,990
11	Maçonnerie au mortier pour ponts, etc.....	Vgs. cub.....	850	13 00	11,050	10 00	8,500	10 00	8,500	15 00	12,750	10 00	8,500
12	Maçonnerie (sèche), murs de soutènem. et ponceaux.....	".....	1,950	6 00	11,700	6 00	11,700	6 00	11,700	4 00	7,800	5 00	9,750
13	Pavage.....	".....	150	3 00	450	8 00	1,200	6 00	950	3 00	450	5 00	750
14	Béton.....	".....	100	8 00	800	10 00	1,000	7 00	700	6 00	600	7 00	700
15	Maçonnerie en pierres perdues (posées à la main).....	".....	71,500	3 00	214,500	1 50	107,250	2 50	178,750	2 25	160,875	1 80	128,700
16	Remblais et piles avec parements en pierre.....	".....	105,000	*2 00	210,000	0 75	78,750	*2 00	210,000	*2 00	210,000	1 90	199,500
17	Charpente pour culées et piles (remplissage en pierre)	".....	4,540	*4 00	18,160	4 00	18,160	*4 00	18,160	*4 00	18,160	3 50	15,890
18	do quais, en troncs d'arbres.....	".....	3,800	*3 50	13,300	3 50	13,300	*3 50	13,300	*3 50	13,300	*3 00	11,400
19	Ponts, système Poney, travées de 40 pieds.....	Nombre.....	26	1,200 00	31,200	1,000 00	26,000	3,000 00	78,000	500 00	13,000	1,000 00	26,000
20	Ponts, système Howe, travées de 100 pieds.....	".....	11	4,000 00	44,000	3,000 00	33,000	5,000 00	55,000	3,800 00	41,800	3,000 00	33,000
21	do do (tablier sup.) travées de 100 pds.	".....	2	*4,300 00	8,600	3,500 00	7,000	*5,500 00	11,000	*4,300 00	8,600	*3,500 00	7,000
22	do do travées de 125 pieds.....	".....	3	6,250 00	18,750	5,000 00	15,000	6,000 00	18,000	5,000 00	15,000	5,000 00	15,000
23	Ponts tournants, deux travées de 50 pieds chacune.....	".....	2	7,500 00	15,000	6,000 00	12,000	*7,000 00	14,000	*7,000 00	14,000	10,000 00	20,000
24	Charpente pour ponts en bois, quais, etc.....	Pds. cub.....	400,000	0 28	112,000	0 25	100,000	0 25	100,000	0 35	140,000	0 35	140,000
25	Madriers do do.....	Pds. M.P.....	600,000	25 00	15,000	20 00	12,000	14 00	8,400	16 00	9,600	25 00	15,000
26	Pilotis (enfonceés) ordinaires.....	Pds. lin.....	59,600	0 50	29,800	0 20	11,920	0 60	35,760	0 35	20,860	0 30	17,880
27	do modèle spécial.....	".....	226,000	0 50	113,000	0 25	56,500	0 60	135,600	0 35	79,100	0 30	67,800
28	Fer forgé.....	Lbs.....	246,000	0 12	29,520	0 10	24,600	0 12	29,520	0 12 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	30,750	0 09	22,140
29	Fonte.....	".....	75,000	0 10	7,500	0 10	7,500	0 12	9,000	0 12 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	9,375	0 09	6,750
30	Traverses.....	Nombre.....	233,300	0 30	69,990	0 30	69,990	0 40	93,320	0 32	74,656	0 25	58,325
31	Pose de la voie.....	Milles.....	91	300 00	27,300	250 00	22,750	350 00	31,850	250 00	31,850	200 00	18,200
32	Boulons à éclisses.....	Ton'x.....	91	*150 00	13,650	150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	13,650	201 60	18,345
33	Carrelles.....	".....	273	*100 00	27,300	100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	27,300	201 60	55,036
34	Langues d'aiguilles et croisements.....	Jeux.....	30	40 00	1,200	100 00	1,500	50 00	1,500	65 00	1,950	30 00	900
35	Aiguillage et signaux.....	".....	30	200 00	6,000	200 00	6,000	60 00	1,800	65 00	1,950	450 00	13,500
36	Ballastage.....	Vgs. cub.....	136,500	0 30	40,950	0 30	40,950	0 40	54,600	0 30	40,950	0 25	34,125
37	Passages à niveau, chemins publics.....	Nombre.....	24	250 00	6,000	100 00	2,400	40 00	960	50 00	1,200	140 00	3,360
38	do fermes.....	".....	50	25 00	1,250	50 00	2,500	25 00	1,250	15 00	750	70 00	3,500
39	Gare pour les voyageurs à Port-Moody.....	".....	1	*5,000 00	5,000	5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	8,000 00	8,000
40	Hangar à fret do.....	".....	1	*5,000 00	5,000	5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	4,000 00	4,000
41	do do à la Rivière Pitt.....	".....	1	*1,000 00	1,000	1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000	3,000 00	3,000
42	Bâtiments pour les voyageurs et le fret.....	".....	7	*4,000 00	28,000	3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500	3,000 00	21,000
43	Réservoirs et service d'eau.....	".....	5	*2,500 00	12,500	2,000 00	10,000	*2,000 00	10,000	*2,000 00	10,000	2,000 00	10,000
Totaux.....					3,519,740		2,488,255		3,502,033		3,343,556		3,025,391
Montant de la soumission.....					2,277,000		2,486,255		2,864,242		2,970,000		2,999,735

\* Pas de prix dans le cahier des charges

IFIQUE—DE PORT-MOODY A EMORY'S BAR—COLOMBIE-BRITANNIQUE.

et Cie.	Goodwin, Jas.		Davis, Wm. et Cie.		Railway Improvement Co., N.Y.		Beemer, H. J.		Charlton, E. J. et Cie.		Ede, Wm. et Cie.		Manning et McDonald.		Montgomery, J. B.		Hebert et Cie.	
	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	Taux.	Montant.	
\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$	\$ cts.	\$
52,400	30 00	39,300	35 00	45,850	125 00	163,750	30 00	39,300	90 00	117,900	50 00	65,500	80 00	104,800	100 00	131,000	30 00	39,300
5,700	50 00	2,850	55 00	3,135	60 00	3,420	50 00	2,850	90 00	5,130	30 00	2,736	160 00	9,120	48 00	2,736	50 00	2,850
33,350	80 00	18,400	110 00	25,300	220 00	50,600	80 00	18,400	150 00	34,500	50 00	11,560	400 00	92,000	200 00	46,000	100 00	23,000
18,000	1,500 00	27,000	1,300 00	23,400	660 00	11,880	500 00	9,000	1,200 00	21,600	500 00	9,000	800 00	14,400	800 00	14,400	1,000 00	18,000
31,175	0 05	31,175	0 06	37,410	0 03½	21,822	0 06	37,410	0 05	31,175	0 06	37,410	0 06	37,410	0 07	43,645	0 05	31,175
800,545	1 65	910,965	1 40	772,940	1 48	817,108	2 00	1,104,200	1 60	883,360	1 60	883,360	2 00	1,104,200	1 60	883,360	1 75	966,175
44,000	0 80	70,400	1 40	123,200	0 70	61,600	0 80	70,400	0 80	70,400	0 80	70,400	1 00	88,000	0 70	61,600	0 65	57,200
760,380	0 29	760,380	0 32	839,040	0 28	734,160	0 30	786,600	0 30	786,600	0 35	917,700	0 32	839,040	0 40	1,048,800	0 35	917,700
2,800	0 50	3,500	0 40	2,800	0 30	2,100	0 40	2,800	1 00	7,000	0 40	2,800	0 50	3,500	0 36	2,520	0 45	3,150
279,990	100 00	311,100	95 00	295,545	98 00	304,878	100 00	311,100	110 00	342,210	120 00	373,320	105 00	326,655	90 00	279,990	100 00	311,100
8,500	15 00	12,750	12 00	10,200	10 75	9,137	14 00	11,900	12 00	10,200	12 00	10,200	14 00	11,900	15 50	13,175	20 00	17,000
9,750	4 00	7,800	7 00	13,650	6 50	12,675	6 00	11,700	5 50	10,725	5 00	9,750	9 00	17,550	6 00	11,700	6 00	11,700
750	3 00	450	6 00	950	2 50	375	4 00	600	4 00	600	5 00	750	15 00	2,250	3 60	540	5 00	750
700	7 00	700	8 00	800	6 00	600	10 00	1,000	6 00	600	5 00	500	8 00	800	8 00	800	8 00	800
128,700	2 00	143,000	2 75	196,625	1 80	128,700	3 00	214,500	2 50	178,750	3 00	214,500	2 50	178,750	2 00	143,000	3 00	214,500
199,500	*2 00	210,000	*2 50	262,500	*1 80	189,000	*2 75	288,750	2 00	210,000	*2 50	262,500	2 25	236,250	*2 00	210,000	*2 50	262,500
15,890	*4 00	18,160	*4 00	18,160	*4 00	18,160	*4 00	18,160	3 00	13,620	*4 00	18,160	4 00	18,160	*4 00	18,160	*4 00	18,160
11,400	*3 50	13,300	*3 50	13,300	*3 50	13,300	*3 50	13,300	2 50	9,500	*3 50	13,300	3 50	13,300	*3 50	13,300	*3 50	13,300
26,000	800 00	20,800	1,000 00	26,000	875 00	31,200	1,200 00	31,200	1,200 00	31,200	1,000 00	26,000	1,000 00	26,000	960 00	24,960	750 00	19,500
33,000	3,200 00	35,200	4,500 00	36,500	3,000 00	33,000	3,000 00	33,000	3,500 00	38,500	3,000 00	33,000	4,000 00	44,000	3,000 00	33,000	3,500 00	38,500
7,000	*3,700 00	7,400	*5,000 00	10,000	*3,500 00	7,000	*3,500 00	7,000	4,000 00	12,000	4,000 00	10,500	6,250 00	18,750	4,000 00	12,000	5,000 00	15,000
15,000	4,200 00	12,600	5,625 00	16,875	3,900 00	11,700	4,000 00	11,700	4,000 00	12,000	6,500 00	12,000	7,0 00	14,000	6,000 00	12,000	6,000 00	12,000
20,000	*7,000 00	14,000	*7,000 00	14,000	*6,000 00	12,000	*6,000 00	12,000	6,500 00	13,000	6,000 00	10,000	7,0 00	14,000	6,000 00	12,000	6,000 00	12,000
140,000	0 40	160,000	0 30	120,000	0 39	156,000	0 30	120,000	0 35	140,000	0 25	100,000	0 39	156,000	0 32	128,000	0 30	120,000
15,000	25 00	15,000	40 00	24,000	22 00	13,200	20 00	12,000	25 00	15,000	30 00	18,000	25 00	15,000	18 00	10,800	20 00	12,000
17,880	0 40	23,840	0 37½	22,350	0 33	19,668	0 25	14,900	0 40	23,840	0 30	17,880	0 30	17,880	0 26	15,496	0 35	20,860
67,800	0 40	90,400	0 37½	84,750	0 33	74,580	0 25	56,500	0 50	113,000	0 30	67,800	0 30	67,800	0 26	58,760	0 35	79,100
22,140	0 12	29,520	0 10	24,600	0 08	19,680	0 10	24,600	0 12	29,520	0 06	14,760	0 12	29,520	0 12	29,520	0 11	27,060
6,750	0 10	7,500	0 10	7,500	0 06	4,500	0 08	6,000	0 10	7,500	0 05	3,750	0 10	7,500	0 08	6,000	0 09	6,750
58,325	0 23	53,659	0 25	58,325	0 22½	52,492	0 25	58,325	0 25	58,325	0 25	58,325	0 25	58,325	0 30	69,990	0 29	67,657
18,200	225 00	20,475	400 00	22,295	245 00	250 00	250 00	22,750	200 00	18,200	250 00	22,750	300 00	27,300	450 00	43,680	250 00	22,750
18,345	*150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	18,200	*150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	13,650	*150 00	13,650
55,036	*100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	54,600	*100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	27,300	*100 00	27,300
900	20 00	600	50 00	1,500	6 50	195	40 00	1,200	40 00	1,200	15 00	450	100 00	3,000	30 00	900	50 00	1,500
13,500	35 00	1,050	75 00	2,250	46 00	1,380	45 00	4,500	250 00	7,500	70 00	2,100	100 00	3,000	100 00	3,000	120 00	3,600
34,125	0 38	51,870	0 35	47,775	0 30	40,950	0 30	40,950	0 30	49,950	0 40	54,600	0 32	43,680	0 50	68,250	0 35	47,775
3,360	125 00	3,000	75 00	1,800	120 00	2,880	200 00	4,800	150 00	3,600	50 00	7,200	300 00	7,200	190 00	4,560	150 00	3,600
3,500	30 00	1,500	30 00	1,500	24 00	1,200	50 00	2,500	30 00	1,500	50 00	2,500	50 00	2,500	200 00	10,000	150 00	7,500
8,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*7,000 00	7,000	*5,000 00	5,000	8,000 00	8,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000
4,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*7,000 00	7,000	*5,000 00	5,000	3,500 00	3,500	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000	*5,000 00	5,000
3,000	*1,000 00	1,000	*2,000 00	2,000	*1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000	3,500 00	3,500	*1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000	*1,000 00	1,000
21,000	*3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500	*4,500 00	31,500	*3,500 00	24,500	3,000 00	21,000	*3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500	*3,500 00	24,500
10,000	*2,000 00	10,000	*2,000 00	10,000	*3,000 00	15,000	*2,000 00	10,000	3,500 00	17,500	*2,000 00	10,000	*2,000 00	10,000	*2,000 00	10,000	*2,000 00	15,000
3,025,391	.....	3,216,094	.....	3,320,380	.....	3,142,185	.....	3,492,645	.....	3,422,005	.....	3,441,025	.....	3,746,655	.....	3,549,092	.....	3,512,962
2,999,735	.....	3,062,000	.....	3,169,880	.....	3,190,000	.....	3,195,705	.....	3,389,000	.....	3,389,000	.....	3,389,000	.....	3,488,394	.....	3,531,832

r des charges ; les prix sont basés sur ceux de la soumission de M. Onderdonk.



CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,  
OTTAWA, 8 mars 1882.

MONSIEUR.—J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli un relevé préparé par M. Marcus Smith—qui est chargé de la surveillance des travaux entre Emory's-Bar et Port-Moody, Colombie-Britannique—indiquant les quantités probables d'ouvrage à faire sur cette section, avec les prix de revient calculés d'après le cahier des charges annexé à chacune des soumissions récemment reçues.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Votre très obéissant serviteur,  
COLLINGWOOD SCHREIBER,  
*Ingénieur en chef.*

M. F. BRAUN, secrétaire,  
Ministère des chemins de fer et canaux.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

SECTION DE PORT-MOODY À EMORY, COLOMBIE-BRITANNIQUE.

*Résumé des soumissions.*

Numéro des soumissions.	Nom des soumissionnaires.	Somme totale de la soumission.	Montant estimé d'après le cahier des charges *
		\$	\$
1	Macdonald et Charlebois .....	2,277,000	3,519,740
2	Onderdonk.....	2,486,255	2,488,255
3	Murray et Cie.....	2,864,242	3,502,033
4	Ryan, Purcell et Ryan .....	2,970,000	3,343,556
5	O'Brien et Cie.....	2,999,735	3,025,391
6	Goodwin, James .....	3,062,000	3,216,094
7	Davis, Wm. et Cie.....	3,169,880	3,320,380
8	Railway Improvement Co., New York .....	3,190,000	3,142,185
9	Beemer, H. J. ....	3,195,705	3,492,645
10	Charlton et Cie.....	3,389,000	3,422,005
11	Ede Wm. et Cie.....	3,389,000	3,441,025
12	Manning et Macdonald .....	3,389,000	3,746,655
13	Montgomery, J. B.....	3,483,394	3,549,092
14	Herbert et Cie.....	3,531,832	3,512,962

\* Il y a certains items au sujet desquels il n'est pas mentionné de prix dans quelques cahiers des charges. On y a suppléé en y ajoutant la proportion des prix portés dans d'autres soumissions.

## RÉPONSE

(48w)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 22 mars 1882 ;— pour copie de tous contrats pour la construction d'aucune partie quelconque du chemin de fer Canadien du Pacifique, conclu par la compagnie avec toute personne ou société depuis la date jusqu'à laquelle s'étend l'ordre précédent.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

Secrétariat d'Etat,

*Secrétaire d'Etat.*

14 avril 1882.

---

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
MONTRÉAL, 4 avril 1882.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 28 du mois dernier, me transmettant un ordre de la Chambre des communes pour copie de tous contrats pour la construction d'aucune partie quelconque du chemin de fer Canadien du Pacifique conclus par la compagnie avec toute personne ou société depuis la date jusqu'à laquelle s'étend l'ordre précédent, selon que l'exige l'acte 44 Victoria, chapitre 24. La section 2 de cet acte pourvoit à ce qu'il soit fait un état dans la forme de la première annexe de l'acte, jusqu'au dernier jour de juin de chaque année, et j'ai l'honneur de vous dire qu'en autant que cette compagnie a pu se conformer au dit acte, elle a déjà fourni les informations demandées.

L'ordre de la Chambre des communes, que vous reproduisez dans votre lettre, paraîtrait cependant demander les détails de contrats passés depuis la date de cet état pour la construction du chemin de fer, et j'ai reçu instruction de vous répondre que jusqu'ici la compagnie n'a confié la ligne à personne. Toutefois, je puis ajouter que l'on a passé des sous-contrats pour certaines parties de la construction, comme le remblai, et qu'actuellement d'autres sous-contrats du même genre sont en négociation ; mais comme l'on ferait évidemment tort aux sous-entrepreneurs en publiant les termes de ces contrats, les directeurs soumettent bien respectueusement qu'on ne devrait pas les obliger à les rendre publics.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

C. DRINKWATER,  
*Secrétaire.*

A M. F. BRAUN,  
Secrétaire du ministère des chemins de fer et canaux,  
Ottawa.

---

## RÉPONSE

(48x)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 15 février 1882:—Correspondance et tous rapports et ordres en conseil, relatifs aux remises que l'on a proposé de payer aux fabricants canadiens de certains articles requis par la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien ; de toutes demandes de pareilles remises et de toute correspondance à ce sujet ; aussi, un état des calculs sur lesquels les dites remises ont été basées et une évaluation en détail des sommes probables à payer par la trésorerie relativement à chaque catégorie d'articles, en supposant qu'ils aient été fabriqués en Canada, dans la limite des besoins de la compagnie, et du pourcentage *ad valorem* de la remise sur chaque catégorie d'articles.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
14 avril 1882.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, la réponse ci-dessus n'est pas imprimée.]

---

---

## RÉPONSE

(48y)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 1er mars 1882 :—  
Pétitions, mémoires, lettres et télégrammes relatifs aux mesures à  
prendre pour assurer aux provinces maritimes le terminus d'hiver du  
chemin de fer du Pacifique canadien.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
11 avril 1882.

---

## COMMUNICATION

(48z)

Du secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, en  
date de Montréal, le 30 mars 1882, demandant que le tracé de la ligne  
entre le terminus ouest de la portion subventionnée du chemin de fer  
du Canada Central (maintenant le Pacifique canadien) et les moulins  
d'Algoma, déjà mentionnée sous le nom d' "embranchement du Sault-  
Sainte-Marie," soit approuvé.

---

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les  
réponse et communication ci-dessus ne sont pas imprimées.]

## RÉPONSE

(48aa)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 20 février 1882 :—Copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien ou aucun de ses directeurs ou officiers et le gouvernement ou aucun de ses membres ou fonctionnaires, au sujet de la compagnie ou de ses affaires, qui n'ont pas encore été ordonnés ou demandés.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
5 mai 1882.

## RÉPONSE

(48bb)

A un ORDRE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 24 avril 1882 :—Etat détaillé des divers articles comprenant les prix demandés à la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien pour travaux exécutés sur les premiers 100 milles à l'ouest de la

Rivière Rouge.....	\$760,604 71
Rails et attaches.....	280,736 09
Matériel roulant, etc.....	281,914 58

---

\$1,323,255 38

avec tous rapports, évaluations et correspondance sur ce sujet.

Par ordre,

J. A. MOUSSEAU,

*Secrétaire d'Etat.*

Secrétariat d'Etat,  
5 mai 1882.

[Conformément à la recommandation du comité collectif des impressions, les réponses ci-dessus ne sont pas imprimées.]



---

---

# LETTRE

ADRESSÉE AU

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

AU SUJET DU RAPPORT DE LA

# COMMISSION ROYALE

DU

## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

---

PAR SANDFORD FLEMING

EX-INGÉNIEUR EN CHEF

---

*IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT*

---



OTTAWA

IMPRIMERIE MACLEAN, ROGER ET CIE, RUE WELLINGTON

1882



## LETTRE

(48 cc)

Adressée au secrétaire d'Etat du Canada au sujet du rapport de la commission royale du chemin de fer canadien du Pacifique, par M. Sandford Fleming, ex-ingénieur en chef.

---

OTTAWA, 1er mai 1882.

A l'honorable J. A. MOUSSEAU,  
Secrétaire d'Etat.

MONSIEUR,—Le rapport de la commission du chemin de fer canadien du Pacifique, en date du 8 avril dernier, qui vient d'être présenté au Parlement, a mis mon nom en évidence d'une manière qui m'oblige à prendre la liberté de vous écrire.

Je sens que je me dois à moi-même et que je dois aux trois différentes administrations que j'ai servies en qualité d'ingénieur en chef du chemin du Pacifique, de montrer que les critiques de la commission ne sont pas appuyées par les faits, et qu'elles sont même en contradiction avec les témoignages entendus par elle.

Je ne suis plus fonctionnaire.\* Comme citoyen du Canada, je ne sache pas de meilleur moyen pour me justifier, et pour justifier le département auquel j'ai été attaché, que de vous adresser à cet effet une lettre, avec prière de la communiquer au Parlement et de lui donner place dans les documents publics à côté des accusations qui ont été formulées contre moi.

La commission royale se composait de trois membres, nommés officiellement le 16 juin 1880 "pour faire une enquête sur tous les faits relatifs à la direction et à l'exécution des travaux du chemin de fer canadien du Pacifique, depuis l'origine."

Je reconnais que les commissaires avaient là une tâche ardue, et assumaient des responsabilités peu légères. Ils étaient chargés de porter leurs recherches sur une période de neuf années, et de descendre dans les détails d'un ouvrage sans égal, vu ses difficultés propres, dans les annales de ce pays. La dignité de leur commission demandait de leur part une stricte impartialité. Ils devaient se défaire de toute prévention, de toute opinion préconçue, et se former une juste idée de la grandeur du sujet de l'enquête et des difficultés qu'avaient eu à surmonter les personnes dont la conduite était soumise à leur examen. On s'attendait qu'ils sauraient apprécier géaéreusement les efforts déployés par ces personnes pour préparer et poursuivre l'exécution du travail. En un mot, ils avaient le devoir de suivre l'équité en toutes choses, dans leurs recherches et dans leurs décisions.

Ce serait pour tout autre une tâche fâcheuse à coup sûr que celle d'oser dire que la commission royale a trahi son devoir. Elle l'est pour moi doublement parce que le rapport de cette commission est en grande partie un acte d'accusation dressé contre l'ingénieur en chef et le service qu'il dirigeait.

Si mon devoir, cependant, est désagréable, il est bien clair. Il me semble que la commission a, dans l'interrogatoire des témoins, marqué une partialité patente, et qu'elle a montré dans tout son rapport un *animus* auquel on ne peut se méprendre. Elle a supprimé des preuves importantes que j'avais produites; elle a formulé contre moi de graves accusations sur les dires de témoins hostiles, sans m'avoir fait une seule question touchant les actes incriminés, sans m'avoir procuré jamais l'occasion de présenter des explications, sans même que j'aie eu la moindre connaissance de ces imputations jusqu'au moment où je les ai lues après le dépôt du rapport sur le bureau des Chambres.

Je n'ignore pas qu'en appelant l'attention sur ces choses j'entreprends une tâche que plus d'un peut-être trouvera don-quistottesque, et que je vais vivement mécon-

\* V. appendice no 11.

tenter certains partisans aussi ainsi ceux qui, par leur influence, ont fait nommer la commission. A tout hasard, je protesterai contre l'injustice. J'ai confiance que les accusations énoncées contre moi, avec tout le poids et l'autorité d'une commission royale, sont absolument gratuites. Mon caractère personnel et ma réputation professionnelle sont attaqués; et il ne m'est pas possible de sentir de pareilles atteintes sans faire quelque effort pour me défendre.

Je rappellerai d'abord, et brièvement, quelques-unes des circonstances qui ont servi de motif à la nomination de la commission royale.

1. Une somme d'argent considérable avait été dépensée, sous trois administrations distinctes,—

- (1) Pour les études de tracé, commencées en 1871;
- (2) Pour les travaux de construction, commencés en 1874;
- (3) Pour l'achat de rails d'acier en 1874 et en 1879.

2. Des comités, aux Communes et au Sénat, avaient été chargés, dans les années 1875, 1876, 1878 et 1879, de faire des enquêtes sur diverses matières, entre autres sur les dépenses du département des ingénieurs par les mains de M. William Wallace; sur les dépenses relatives à l'embranchement de la baie Georgienne; sur le tracé à l'ouest de Kéwatin; sur certaines allégations d'irrégularités dans l'adjudication des contrats; la dépense relative à l'écluse de Fort-Frances; l'achat de rails d'acier; l'achat de terrains à Fort-William; les frais de construction du télégraphe, et d'autres matières ayant directement ou indirectement rapport au chemin de fer.

3. Les dépositions reçues à ces enquêtes étaient volumineuses. Par ma fonction, j'étais ordinairement le principal témoin, et j'avais souvent à subir l'épreuve d'un interrogatoire et d'un contre-interrogatoire de la part de politiciens de l'opposition, désireux d'obtenir des déclarations utiles à leur parti. J'avais pour règle invariable de ne rien cacher et de défendre tous les actes légitimes du département auquel j'étais attaché. Cela ne plaisait pas à tout le monde. Des gens de parti croyaient qu'après un changement de gouvernement je devais changer de principe et me joindre à eux en me faisant la détracteur de l'administration précédente. Je ne me suis jamais prêté aux manœuvres de parti. Je n'avais d'autre pensée que d'agir pour le mieux en toute circonstance, et de défendre loyalement les actes du département. Cette conduite m'a plus d'une fois mis dans de sérieuses difficultés; mais c'était la seule que je pusse honorablement tenir, et si je me retrouvais encore dans la même position, je n'en suivrais pas d'autre.

4. Je prie que l'on se rappelle l'état des affaires pendant les deux années qui suivirent l'avènement de l'administration Mackenzie, alors que, journellement, durant les séances des comités, je rendais témoignage, d'une manière fort peu goûtée de beaucoup de partisans du gouvernement du jour, ce que quelques-uns ne m'ont jamais bien pardonné. Quand le parti actuel est monté au pouvoir la même expérience s'est répétée, et avec encore plus d'éclat, parce que l'administration précédente avait eu cinq ans le contrôle du chemin de fer du Pacifique, tandis que sa devancière ne l'avait eu que deux ans. Chef du service, mon devoir était de défendre les actes du département sous l'administration libérale. J'étais prêt à servir la nouvelle administration aussi fidèlement que l'autre; mais je ne pouvais point me retourner contre celle-ci et la calomnier après l'avoir servie. Il en résulta un très vif mécontentement parmi certains amis du gouvernement actuel, et ce sentiment joint à des circonstances d'importance moindre fut ce qui porta les choses au degré aigu.

5. De graves accusations furent proférées dans la Chambre des Communes. Je les réfutai toutes pleinement dans un mémoire en date du 26 mars 1880, ci-annexé.\* A la suite de quoi, il y eut un caucus, mentionné à la page 1697. La pression hostile y fut grande, et le gouvernement promit de nommer une commission royale d'enquête.

Après deux ans écoulés, la commission royale ne peut trouver de fondements aux accusations formées contre moi en 1880. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de répéter celle-ci: "que je n'ai pas donné un avis judicieux au gouvernement à l'égard de la

\* V. appendice No. 1.

traversée de la rivière Rouge," allégation à laquelle je reviendrai dans l'instant. Mais, si la commission a laissé tomber toutes les autres accusations, elle-même en a énoncé de nouvelles. A peine, parmi les 177 premières pages de son rapport, s'en trouve-t-il une qui n'ait pas trait à moi. Quelqu'un le lisant sans avoir une certaine connaissance des faits, ne manquerait pas de conclure de cette lecture que trois administrations, successivement, ont employé, pour diriger les travaux les plus considérables que le Canada ait encore entrepris, un homme uniquement occupé à ne rien faire comme il le devait.

Il faudrait, pour réfuter en détail toutes les imputations de la commission, et répondre à toutes ses critiques, presque autant de pages qu'elle en a écrit. D'ailleurs, cette tâche me répugnerait infiniment, parce qu'en me justifiant moi-même, je serais souvent obligé de rejeter le blâme sur autrui. Ceux qui ont été mes collègues ou mes collaborateurs pendant tant d'années, attesteront que j'ai toujours cherché à éviter d'employer un pareil moyen; de fait, j'ai bien des fois porté seul le poids d'une responsabilité et d'un blâme que d'autres auraient dû partager avec moi. Je me propose de me départir aussi peu qu'il me sera possible de ma manière ordinaire d'agir, dans cette lettre, qui contient mes explications et ma défense; du reste, je ne veux relever que les principales accusations que la commission a spécialement dirigées contre moi.

1. Je suis donc accusé d'avoir fait des dépenses injustifiables pendant les explorations préliminaires, et l'on ajoute que j'aurais dû conduire autrement les opérations d'études.

2. Je suis accusé d'avoir négligé mon devoir en ce qui regarde la question dite des *muskegs*.

3. On réitère l'accusation que j'ai donné au gouvernement, pour les travaux de pont, à Selkirk, sur la rivière Rouge, un conseil malheureux.

4. On m'accuse d'avoir ordonné des études de terrain inutiles entre Gardner-Inlet et le lac François, en Colombie-Britannique, études qui auraient fait perdre du temps et de l'argent.

5. Enfin j'aurais recommandé l'achat de 50,000 tonnes de rails d'acier en 1874, sans avoir eu une idée nette des époques où ces rails pourraient être utilisés.

Je vais reprendre ces diverses accusations dans cet ordre. Mais, auparavant, je désire mettre ici sous vos yeux la liste des pièces produites par moi et que la commission a supprimées.

#### DOCUMENTS SUPPRIMÉS.

(A) Diagramme de Sanberg, indiquant les prix moyens des rails de fer et d'acier, durant une période de 20 ans, jusqu'à fin de 1874.

(B) Lettre au secrétaire du Département des chemins de fer et canaux, du 22 juin 1881, relative à certain témoignage donné par M. Horetzky.

(C) Ordre en conseil ayant rapport à certaine épargne à faire sur les frais de construction des sections 41 et 42, daté du 18 juin 1880.

(D) Lettre au Ministre des chemins de fer et canaux, du 14 juin 1880, au sujet d'une épargne praticable dans les frais de construction des sections 41 et 42.

(E) Lettre à M. W.-G. Jennings, ingénieur ayant charge de la section 42, du 16 juillet 1879, au sujet de l'économie praticable dans les sections 41 et 42.

(F) Lettre non officielle à l'honorable Alexandre Mackenzie, Ministre des travaux publics, du 30 septembre 1874, renfermant un mémoire sur la construction du chemin de fer du Pacifique et ayant trait à certaines accusations personnelles.

(G) Mémoire sur la construction du chemin de fer canadien du Pacifique et sur la colonisation du territoire du Nord-Ouest, 29 septembre 1874.

Je joins à ma présente lettre une copie de ces sept documents. Ils avaient été envoyés sous enveloppe, le 14 janvier dernier, au secrétaire de la commission, avec prière de les recevoir comme partie de mon témoignage. Qu'ils soient parvenus à leur adresse, je n'en puis douter, puisque la pièce cotée G est imprimée avec le rapport de la commission. Les six autres pièces n'ont pas été imprimées, et, à l'exception d'une seule, n'ont pas même été l'objet de la moindre attention.

*Document A.*—Ce document est important par rapport au cinquième chef d'accusation ci-dessus. La commission a publié une pièce (page 170) censément produite par moi, mais ce n'est pas une copie de celle-là, et elle a une signification toute différente.

*Document B.*—Il aurait certainement dû être publié. Après mon interrogatoire terminé, la commission avait permis à un témoin, animé contre moi de sentiments très hostiles, de se répandre en longs discours amers et injurieux sur mon compte (pp. 1700-1732). J'ai demandé l'insertion de cette seule communication, en réponse à toutes ses assertions. Le refus de la commission de la publier est d'autant plus étrange, qu'elle lui avait été remise par le secrétaire du Département des chemins de fer et canaux, lors de son interrogatoire, neuf mois avant la date du rapport.

Les *documents C, D et E* se rapportent aux sections 41 et 42, ainsi qu'aux mesures prises pour assurer l'achèvement des travaux d'une manière suffisante, dans les limites des prévisions de l'estimatif.

*Document F.*—Se rapporte à des accusations personnelles de spéculations sur des terrains.

*Document G.*—Il en sera question plus loin, quand j'examinerai l'accusation No 5 ci-dessus.

#### PREMIÈRE ACCUSATION.

##### (*Explorations préliminaires.*)

Malgré les allégations contraires, il est certain que le terrain de la Colombie-Britannique et des contrées de la baie d'Hudson, sous le rapport des facilités qu'il pouvait offrir pour l'assiette d'un chemin de fer, n'était point connu avant ces explorations. Que dis-je ? on en avait plutôt une idée défavorable ; et on mettait, couramment en doute la possibilité d'établir une ligne de rails au nord des lacs Huron et Supérieur, aussi bien qu'à travers les montagnes Rocheuses et de là au Pacifique. J'en pourrais apporter d'amples preuves, s'il était nécessaire. Il me suffira de renvoyer au rapport du Ministre des travaux publics pour l'exercice 1872-73, ou à l'extrait ci-annexe.\* Comme la commission a été incapable de saisir, de comprendre la grandeur de l'entreprise, ou qu'elle a voulu en amoindrir les difficultés, je dois indiquer spécialement à votre attention les deux premiers paragraphes de ce rapport.

Quand je fus prié de me charger des fonctions que me confiait le gouvernement, il fallait agir avec promptitude et avec énergie. Aux termes de l'Union de la Colombie-Britannique et du Dominion, il était stipulé ceci :—

“ Le gouvernement de la Puissance s'engage à faire commencer simultanément, dans les deux années de la date de l'Union, la construction d'un chemin de fer du Pacifique aux montagnes Rocheuses, et du point qui pourra être choisi, à l'est des montagnes Rocheuses, jusqu'au Pacifique, pour relier la côte maritime de la Colombie-Britannique au réseau des chemins de fer canadiens,—de plus à faire achever ce chemin de fer dans le délai de dix années de la date de l'Union.”

Cette stipulation fut rappelée dans le discours du trône à l'ouverture de la session qui suivit l'Union. Sir George Cartier y insista avec force en présentant le bill du chemin de fer du Pacifique et en d'autres occasions. “ Le gouvernement, dit-il, n'a point d'alternative ; il faut qu'il exécute la convention faite avec la Colombie-Britannique, et que, dès cette session, il propose au parlement un projet, un plan pour la construction du chemin de fer. L'Union a eu lieu moyennant cette condition que le chemin se commencerait dans le délai de deux ans et s'achèverait en dix ans. \* \* \* Non-seulement je crois la chose possible, mais il me paraît certain que le chemin se fera en entier dans cet espace de temps, à l'ouest du fort Garry jusqu'au Pacifique, et à l'est jusqu'au lac Nipissing.” (*Hansard*, p. 735.)

Je n'avais pas recherché la place d'ingénieur en chef ; et il n'est pas surprenant que j'aie hésité à l'accepter, lorsque sir Hector Langevin, alors Ministre des travaux publics, me l'offrit avec des instances que je n'oublierai pas de sitôt. Je pouvais me faire quelque idée du travail qu'on me demandait d'entreprendre, ayant, dix ans auparavant, étudié la question de l'établissement d'une voie ferrée transcontinentale

\* V. l'appendice, No 9.

et exposé mes vues au public dans une brochure † qui a été souvent citée dans le parlement par des membres des deux partis. Je le répète, j'étais en état de concevoir ce que pourrait être la responsabilité dont j'allais me charger, et ce ne fût pas sans un vif sentiment de défiance de moi-même et de crainte que je me déterminai à accepter l'emploi qui m'était offert.

A mon entrée en fonctions, m'appartenait-il de prétendre que la convention avec la Colombie-Britannique, les paroles prononcées par le gouverneur-général du haut du trône, les déclarations réitérées des chefs du gouvernement dans le parlement et au dehors, ne signifiaient rien ? J'avais à les prendre à la lettre, et à faire de mon mieux. Fonctionnaire public, chargé de soins importants, je sentais que j'avais le devoir impérieux de ne rien négliger pour exécuter ce qui avait été promis.

Il est facile à des gens séant en commission, dix ans après que le soin de résoudre le problème m'avait été remis, de dire que la solution était aisée, et d'ajouter qu'une autre voie que celle que j'ai prise eût été meilleure et plus économique. Ils oublient entièrement que j'étais obligé de me conformer à l'état de choses qui existait au moment où j'eus à concevoir le plan de l'ouvrage. A cette époque, on avait bien peu de données positives, et chaque fait, pour être exactement connu, devait être constaté sur place.

Il n'y avait pas en Canada assez d'hommes vraiment capables et expérimentés pour m'aider à opérer les explorations préliminaires de la manière qui pouvait paraître la meilleure. On n'avait pas alors autant d'habiles auxiliaires qu'à présent. Ceux que possédait le pays ne pouvaient être enlevés aux travaux de l'Intercolonial et aux autres ouvrages publics en cours de construction. On a eu, depuis, dix années d'expérience, et beaucoup de jeunes et excellents ingénieurs ont été formés et se sont parfaitement instruits dans cette période de temps.

Il me fallait bien me contenter du personnel disponible et l'utiliser tout du mieux que je pourrais. J'avais à faire un travail demandant beaucoup d'hommes très entendus ; à défaut de quoi, je me trouvais dans la nécessité de me servir, pour une grande partie des opérations, d'aides plus ou moins novices. Ce n'était pas une question d'argent, mais une question d'hommes. Le gouvernement, sans doute, ne m'aurait point su gré de l'avis d'attendre qu'il y eût en Canada un nombre suffisant de bons aides-ingénieurs formés à l'étranger ou dans ce pays. Un pareil avis eût paru risible, et si j'avais allégué pour raison la possibilité d'effectuer à la suite de ce délai quelque économie de deniers, ma proposition n'aurait-elle pas été rejetée avec indignation ? J'étais donc dans la situation d'un général qui, dans une conjoncture pressante, sans avoir un fonds de vétérans pour se former des cadres, se voit réduit à se mettre en campagne avec une armée improvisée. Longtemps après qu'il a donné et gagné la bataille, de soi-disant sages et experts, jugent que l'affaire a coûté trop cher, et qu'elle aurait pu être menée, tambour battant, avec la moitié moins de monde, mais mieux exercé et conduit autrement que ne l'a été l'armée triomphante.

L'arrêt de blâme prononcé contre moi par la commission semble tourner totalement sur ce point : la différence de coût entre deux différents genres d'explorations. Ma déposition et mes instructions que je lui ai lues, établissent que je les ai employés l'un et l'autre, séparément ou ensemble, chaque fois qu'il a été désirable ou possible de le faire. Il est très vrai que mes plans n'ont pas toujours eu le succès que j'en attendais ; je ne prétends pas être infaillible ou avoir la faculté de prévision à un degré extraordinaire ; mais je crois avoir quelque raison de dire que l'insuccès en pareil cas n'était pas toujours imputable aux plans suivis ; quelquefois il a été le fait des hommes placés sous mes ordres pour les exécuter, et souvent aussi il est venu de causes échappant au pouvoir humain. Quant à adopter tel ou tel genre d'explorations, c'était là, à cette époque, une question d'opportunité ; et de fait les circonstances du moment nous dictaient notre choix. La commission voit les choses maintenant à la lumière de la masse de renseignements que nous lui avons apportés et qui sont le résultat d'années de travail. Du reste, il lui est bien impossible, quand il y a longtemps déjà que les opérations ont été faites, de juger de l'opportunité de la préférence d'un

† V. les documents parlementaires de la province du Canada, 1863.

genre d'explorations, ou d'expliquer toutes les nécessités qui alors s'imposaient à nous. Nous étions en quête de faits; nous avions à visiter un pays sauvage et pendant quelque temps nous allâmes un peu à l'aventure. Je ne dis point que, dans ce travail gigantesque, nos calculs aient été exempts de tous mécomptes; mais je puis honnêtement assurer que nous avons toujours agi avec réflexion et fait de notre mieux en toute circonstance.

#### DEUXIÈME ACCUSATION.

##### (Matériaux extraits des muskegs.)

La commission m'inflige son blâme avec sévérité au sujet de la question des *muskegs*, comme en déposent les passages suivants :

“Les opérations des ingénieurs sont caractérisées alors par une omission malheureuse, pour laquelle nous ne trouvons aucune excuse.” (p. 75.)

“En voilà assez pour qu'il soit manifeste que le pays n'a eu qu'une mince compensation de l'argent dépensé en excavations dans les *muskegs*. Cela, toutefois, ne montrerait pas que la perte est due à aucune faute ou inadvertance des ingénieurs.” (p. 79.)

Puis la commission me blâme de n'avoir pas “su, avant de fixer le tracé et de passer contrat pour la confection de la chaussée du chemin, la nature des matériaux que l'on allait trouver dans le cours des travaux. La sérieuse omission que nous signalons à l'attention ne se serait pas produite si l'ingénieur en chef et ses subordonnés s'étaient conduits d'après les principes élémentaires de leur art.” (p. 81.)

La commission paraît avoir fait quelques recherches dans les traités de génie civil afin de donner un fondement à ses imputations, et elle établit ses critiques sur un manuel écrit par un professeur de collège d'Écosse.

Elle cite donc le professeur Rankin et insiste fortement sur la nécessité des “puits et sondages de recherche.” “Pour reconnaître les couches du terrain, dit cet auteur, les sondages sont ce qu'il y a de plus économique à la longue, au point de vue du temps, du travail et du dommage aux terrains, etc.” (p. 81.)

La commission prétend-elle qu'en équipant les différents corps d'exploration, c'est-à-dire en les pourvoyant de la quantité nécessaire de vivres et de vêtements, de moyens d'abri, d'hommes armés de haches, chargés de frayer le passage à travers la forêt, et de porteurs de provisions, j'aurais dû encore augmenter les *impedimenta*? Sérieusement trouve-t-elle que j'eusse dû y ajouter des outillages de sondage et des escouades d'hommes pour les manœuvrer, avec surcroît proportionnel de vivres et de tentes? Mais si je l'avais fait, la commission n'aurait-elle pas eu là vraiment quelque sujet de me reprocher d'avoir gaspillé l'argent public d'une manière absurde?

Autre est citer une phrase d'un manuel de collège à l'appui d'un argument forcé, autre est savoir ce qui est raisonnablement à propos dans la pratique, et n'exécuter que ce qu'il y a de réellement praticable.

A la commission séante en sa salle à Ottawa, quelqu'un aurait pu rappeler certaine affaire qui attira beaucoup l'attention il y a quelque vingt ans, et dans laquelle un de ses membres joua un rôle très en vue. Je veux parler de l'énorme somme d'argent engouffrée dans les fondations du palais du parlement, en sus de l'estimatif et du crédit budgétaire. A cette occasion, le principal officier du Département des travaux publics fut censuré parce qu'il n'avait pas fait faire un examen préalable du terrain de l'emplacement. Le fonctionnaire dont je parle est en ce moment un de mes accusateurs, et il doit savoir parfaitement bien que nos cas sont tout à fait différents. L'examen du terrain destiné à servir d'assiette à un édifice massif, est une chose ordinaire, de tous les jours; celui de l'emplacement, à Ottawa, aurait pu s'exécuter en moins d'une quinzaine. Dans l'autre cas, un pareil examen est rare; il n'est pas, règle générale, réputé nécessaire dans ce pays, et, selon toute probabilité, s'il avait été ordonné, il aurait fallu différer la construction du chemin encore d'une année.

La commission, dans un endroit, a des paroles de censure parce que, dit-elle, les escouades d'explorateurs ont coûté trop cher, et ailleurs elle trouve à redire que je ne les aie pas rendues plus coûteuses encore en y ajoutant d'autres personnes, avec tout un attirail de sondage, qu'il eût fallu traîner à travers forêts, marécages, lacs et rivières.



Dans un pays tel que l'Angleterre, où il y a partout de bons chemins et de bonnes auberges, et où, d'ailleurs, les dommages au terrain sont un important facteur, cette pratique-là peut s'observer sans difficulté ; mais elle n'est certainement pas commune en Amérique.

A une période différente des travaux, je veux dire dans le cours de la construction, on a quelquefois recours à l'épreuve du sondage, mais le procédé est aussi lent que fatigant. N'a-t-on pas mis tout un été à opérer des sondages à la traversée d'une rivière sur le chemin de fer Intercolonial ?

Je ne sache pas que la pratique que la commission me reproche de n'avoir point suivie, le soit quelque part. Je le demande : y a-t-il en ce moment quelque expédition munie d'instruments de sondage "pour reconnaître les couches du terrain," sur les nouvelles lignes que l'on étudie en Ontario ou en Québec ?

Au contraire, je déclare positivement que, nonobstant toute l'expérience du passé, pas un seul de ces instruments n'est employé aujourd'hui de la manière et pour l'objet voulus par la commission dans les études de terrain que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique fait faire à travers le continent jusqu'à l'Océan.

Les premières sections furent données à l'entreprise hâtivement, trop hâtivement peut-être ; mais on se rappelle la grande pression exercée alors par des membres du parlement pour faire commencer les travaux. Hors des Chambres, la presse et le public demandaient à toute force qu'on se mît à l'œuvre.

Cela devint une nécessité politique, et quelque désirable que je fusse d'avoir de très amples données avant d'entamer les travaux de construction, il fallut bien satisfaire aux volontés du gouvernement. J'agis en conséquence, et j'acceptai les renseignements fournis par mes aides pour bases des adjudications.

Aux pp. 78 et 79 de son rapport, la commission s'appesantit sur une difficulté qui se présente quelque temps après l'adjudication des entreprises. On découvrit que les entrepreneurs se servaient de terres dites de *muskeg* pour les remblais. L'emploi de ces terres dans une certaine mesure, était inévitable ; mais les contrats ne portaient aucune stipulation spéciale à cet égard ou au sujet du prix de cette nature de matériaux. L'existence de ces *muskegs* et la nécessité d'en employer les terres en aussi grandes quantités dans la formation de la chaussée du chemin, n'avaient pas été prévues aux adjudications.

Dans une déposition (v. les questions 19,498 à 19,549 et les questions 21,975 à 22,029, dans l'appendice, No. 10) j'ai expliqué pleinement mes vues sur la question des *muskegs*. Il paraîtra bien évident à quiconque lira mes réponses que je ne suis aucunement responsable de la difficulté qui s'est élevée et des paiements faits aux entrepreneurs pour les remblais exécutés par eux avec ces terres. Quand cela a eu lieu, j'étais absent du Canada.

Je n'en sus rien jusqu'à mon retour, et aussitôt que j'en fus informé, j'instituai une enquête et j'ordonnai de ne plus délivrer de certificats pour le *muskeg* ; et de fait, il n'y en a plus eu d'autres jusqu'au moment où je me suis démis de ma fonction d'ingénieur en chef.

J'ai dit, dans mon témoignage, ce que j'aurais fait si j'avais été tout d'abord au pays, et (v. pp. 1,654 à 1,658) j'ai expliqué mes actes à mon retour en Canada dans l'automne de 1878, après avoir repris mes fonctions.

Le lecteur verra d'un coup d'œil jeté sur mes dépositions que je ne mérite aucun blâme, et que la commission a mal adressé ses coups.

### TROISIÈME ACCUSATION.

#### (Traversée de la rivière Rouge.)

Dans l'exécution de mon devoir, j'ai recommandé Selkirk pour point de traversée sur la rivière Rouge ; je voulais que le trafic ne fût pas exposé à des interruptions de service sur la voie par inondation, ni le public à des frais pour reconstruire des ouvrages d'art emportés par les crues. Ces motifs et d'autres encore sont exposés dans mon rapport de 1880.

Avant de présenter mon avis au gouvernement, je m'étais mis au fait des choses. Mes raisons sont énoncées au long dans mon rapport, pp. 264 et 265, et il n'est venu depuis à ma connaissance rien qui puisse me porter à les changer.

La commission n'endosse pas mon opinion ; elle qualifie le choix de Selkirk de malheureux.

Des événements courants ont jeté quelque lumière sur tout cela depuis que son rapport a paru : deux ponts ont été emportés par les eaux sur la rivière Rouge, l'un à Winnipeg, l'autre à Emerson.

La force des raisons que j'ai données en faveur du choix de Selkirk comme point de traversée, peut être mal appréciée cette année, mais un jour viendra qu'elle sera mieux comprise. Je ne soumets point mon opinion à celle de la commission. J'ose dire que le public sera à même de prononcer entre nous avant longtemps.

#### QUATRIÈME ACCUSATION.

##### *(Exploration à Gardner-Inlet.)*

Les commissaires, dans leur rapport, m'accusent d'avoir ordonné de lever les terrains entre Gardner-Inlet et le lac François, distance de vingt-deux milles, sans objet.

Ils disent (p. 87) : " Nous pensons qu'il aurait dû être évident, avant l'envoi de l'expédition, que celle-ci ne pouvait arriver à d'autre résultat que de constater qu'un chemin de fer dans cette direction n'était pas chose faisable, et que par conséquent la tentative aboutirait à une perte sèche de temps et d'argent."

On pouvait penser aussi qu'avant de prononcer son blâme, la commission m'aurait prié de fournir quelque explication de mon acte. Est-il donc conforme aux principes élémentaires de la justice de condamner même un criminel sans entendre sa défense ? Le plus méprisable des hommes est en droit de réclamer qu'on l'entende. Oui, assurément, une commission royale devait prendre les moyens de s'assurer des faits avant de publier une censure contre la conduite d'un fonctionnaire dans la position que j'avais occupée.

Je pourrais, par rapport à cette accusation particulière, alléguer pour toute défense que j'ai été condamné sans avoir été entendu ; mais il est peut-être désirable que je soumette ici brièvement les explications que j'eusse données à la commission si elle eût bien voulu m'en ménager l'occasion.

Il avait été constaté, après les premières explorations, qu'il y avait un tracé praticable à travers la Colombie-Britannique vers Burrard-Inlet. Seulement, pour atteindre ce point, on aurait à franchir de formidables obstacles, qui occasionneraient des frais énormes. Ce que voyant, le gouvernement estima qu'il ne serait pas excusable d'adopter ce tracé avant d'avoir tout fait pour s'assurer s'il ne serait pas possible d'en trouver quelque autre moins coûteux jusqu'au rivage du Pacifique. D'année en année se poursuivirent les recherches, mais sans succès marqué. On tenta successivement différentes lignes, des Cascades à Howe-Sound, à Bute-Inlet, à Dean-Inlet, puis à Gardner-Inlet, et, plus tard encore, à Port-Essington et Port-Simpson.

Entre Gardner-Inlet et une distance de plus de 200 milles, vers l'est, la carte était en blanc : contrée inconnue. En 1874, il y eut un commencement de reconnaissance qui fit conjecturer qu'il pouvait se trouver une ligne favorable jusqu'à Gardner-Inlet, à la réserve d'un court espace tout à l'extrémité occidentale. La suite des explorations découvrit la possibilité d'avoir un tracé avantageux avec de faibles pentes ou rampes depuis le lac Supérieur jusqu'à un point situé à 22 milles de la baie Kemano, sur le Gardner-Inlet. A ce point l'élévation du terrain était de moins de 3,000 pieds au-dessus des eaux à marée. Les difficultés étant circonscrites dans une courte section de vingt-deux milles, il me sembla qu'elles pourraient être surmontées par des travaux comme ceux qui avaient été pratiqués dans d'autres pays pour franchir des obstacles semblables. Je citerai, par exemple, les travaux sur le Bhoore-Ghat, entre Bombay et Madras, et sur le Thull-Ghat, entre Bombay et Allahabad. J'exposai mes vues au Ministre du département ; je lui montrai des plans et profils des ouvrages

exécutés dans l'Inde et en service depuis des années. Comme cette suggestion ouvrait la perspective d'une économie de plusieurs millions, une exploration technique parut à propos, et les études de terrain que la commission a si fort condamnées furent autorisées et ordonnées.

Il est évident que les circonstances justifiaient cette décision, et que l'exploration a été entreprise avec l'aveu et le concours du Ministre, auquel j'étais comptable de mes actes. Elle fut vraiment faite dans l'intérêt public, comme tout homme impartial doit l'admettre.

Ces explications, je les eusse données bien volontiers à la commission, mais elle ne m'a pas fait une seule question là-dessus. Elle a mieux aimé asseoir les accusations formulées dans son rapport sur la déposition d'un témoin qui avait menacé de lever un *black-mail*, comme elle en avait la preuve depuis plusieurs mois. De plus, elle a supprimé une pièce probante, qui, aux yeux de tout honnête homme, aurait infirmé la déposition sur laquelle est fondée sa condamnation de mon acte. C'est le document B. ci-annexé.

#### CINQUIÈME ACCUSATION.

##### (*Rails d'acier.*)

La commission, à la page 177 de son rapport, déclare : " qu'une portion considérable des 50,000 tonnes de rails d'acier fut achetée sans qu'on eût une idée nette des époques où ces rails pourraient être utilisés... .. Que le dit achat avait été recommandé d'une manière pressante par M. Fleming..... Que si les motifs de sa recommandation lui avaient été demandés, il n'aurait pu en donner un seul de nature à engager un homme d'affaires d'une expérience ordinaire à acheter alors, par spéculation, des rails d'acier au prix payé pour ceux-là."

Je n'ai jamais cherché à le cacher, j'ai bien recommandé l'achat des rails, mais je n'admets pas, certes, que je l'aie fait sans cause.

La commission avait en sa possession la preuve que j'avais eu une vue parfaitement arrêtée et nette de l'usage à faire de ces rails, ainsi que des époques probables auxquelles on en aurait besoin. A la page 63 de son rapport, se trouve un mémoire relatif à la construction du chemin de fer du Pacifique ; on voudra bien s'y reporter. (Voir l'appendice, No. 8, document G.) Il est daté du 29 septembre 1874 ; c'est la date même de la première annonce d'appel de soumissions pour la fourniture de rails d'acier, annonce reproduite à la page 160.

Dans ce mémoire, que j'avais dressé pour l'instruction et la gouverne du ministre avant l'achat, on verra que je recommande, entre autres choses, que le gouvernement, par les soins du Département des travaux publics, exécute, pendant les douze années suivantes, avec toute l'activité possible, les travaux suivants :—

1. Chemin de fer de la rivière Kaministiquia au lac Shébandowan, environ .....	50 milles.
2. Chemin de fer du Portage du Rat à la rivière Rouge, environ .....	112 "
3. Aux portages entre le lac Shébandowan et le Portage du Rat, environ.....	7 "
4. Chemin de fer de la rivière Rouge au lac Manitoba, environ .....	130 "
5. Aux portages de la rivière Saskatchewan, environ...	6 "
6. Embranchement de Pembina, environ.....	85 "
7. Chemin de fer en Colombie britannique, environ .....	100 "
8. Développement alloué pour les garages, embranchements, etc., des voies ci-dessus.....	20 "
Total .....	510 "

D'où il ressort incontestablement que, dès cette époque, j'avais une idée parfaitement nette de l'opportunité et de l'utilité de l'achat de rails qui eut lieu peu après.

Voilà la part que j'ai eue à l'affaire. J'avais, dans l'exercice de mes fonctions et à la demande du premier ministre du temps, préparé un plan des ouvrages qui, à mon avis, devaient être entrepris les premiers. Par ce plan il devenait nécessaire de se procurer des rails pour un développement de voie de 500 milles environ. Le prix des rails était alors plus bas qu'il n'avait encore été depuis plusieurs années, et j'estimai qu'il était de l'intérêt public d'acheter sans retard la quantité qu'il en fallait.

À l'égard du prix des rails au moment de l'achat, la commission a commis tout bonnement un acte de mauvaise foi en présentant (voir page 170 de son rapport) certain diagramme d'elle comme celui que j'aurais produit pour faire voir les fluctuations des prix avant 1874. Le diagramme ci-joint (pièce A), supprimé par elle, est celui qu'elle aurait dû publier.

Des circonstances indépendantes de ma volonté ne permirent pas d'employer les rails aussitôt que je l'avais conjecturé au mois de septembre 1874, et les prix tombèrent ensuite. Mais, quoi que la commission puisse dire à présent, l'opinion universelle était alors pour l'achat. Pas une voix ne s'éleva contre.

#### CONCLUSION.

Ayant mis à néant ces accusations formelles, je puis déposer ici la plume. Je ne courrai point le risque d'abuser de votre patience en réfutant les accusations moins graves et moins directes; je n'ai que faire, du reste, de vous énumérer toutes les insinuations diverses, toutes les entorses données aux témoignages dans le rapport de la commission. Qu'il me suffise de vous citer un de ces menus faits en manière d'*illustration*. Mais d'abord, il faut voir comment les dépositions ont été reçues. Afin de pouvoir me rafraîchir la mémoire en consultant les documents, j'avais demandé à la commission de me fournir une liste des questions qu'elle voulait me faire chaque jour, pendant la durée de mon interrogatoire; aucune liste ne me fut communiquée, et souvent je fus pressé de questions brusques, difficiles, qui m'étaient adressées à dessein de me troubler ou de tirer de moi des réponses précipitées, auxquelles il serait possible ensuite de prêter un autre sens que le sens intentionnel.

Donc, dans une certaine occasion, à une question qui m'était faite, je répondis "qu'il était nécessaire de s'assurer si le tracé, d'une extrémité à l'autre du pays, était praticable ou non, avant de donner le premier coup de pic." Cela signifiait clairement que, dans les sections extrêmement difficiles dont j'avais parlé dans mes précédentes réponses, il ne fallait pas qu'il y eût de doute sur la possibilité d'exécution de toute la ligne. La commission, elle (p. 50 de son rapport), a faussé ce sens naturel de mes paroles. Elle me fabrique une opinion toute différente de celle que j'entendais énoncer. Elle a cru que je voulais dire "qu'il faut qu'un tracé continu soit exactement connu par un levé topographique, avant qu'on puisse décider ce point capital: la confection du chemin de fer est-elle possible?" Si la commission avait quelque doute sur la signification de mes paroles, elle aurait dû s'en éclaircir par une autre question.

Je pourrais multiplier à l'infini les exemples du même procédé déloyal et de l'*animus* de la commission; mais comment, dans une lettre, relever les innombrables critiques et expressions de malveillance qui se rencontrent dans les 500 pages de son rapport? Il semble qu'elle ait eu constamment un seul et unique objet en vue: déterrer quelque faute—quelque acte malhonnête; à défaut de quoi, diffamer au moins, pour se récompenser. Ainsi, on l'a vue siéger de jour en jour, sans relâche, recueillant les assertions les plus injurieuses pour moi que prodiguait un témoin, hostile de son propre aveu; l'encourageant à poursuivre ses critiques, quand elle savait que son hostilité était due à des motifs indignes. Puis elle a fondé de graves accusations sur tout cela, après avoir dérobé à la connaissance du parlement et du public des faits qui eussent montré que ce témoignage était sans valeur.

Les commissaires ont employé deux ans à leur investigation des commencements de notre voie ferrée du Pacifique; mais ils n'ont pu découvrir, dans toute la durée des neuf années où j'ai rempli les fonctions d'ingénieur en chef, un seul acte de ma part qui, à leurs yeux, soit digne de louange ou d'approbation. Ils ne vont pas jusqu'à prétendre qu'il y ait eu des fraudes, car ils n'ont point trouvé trace de malhon-

nêteté; cependant ils n'hésitent pas à se répandre en paroles de blâme à toutes les pages de leur rapport. Rien ne s'est convenablement fait, à leur sens, pas même par hasard ou par accident. N'est-ce pas là une preuve certaine qu'ils s'étaient fortement prévenus, et qu'ils ont été injustes? N'est-il pas évident, enfin, que ma condamnation était arrêtée d'avance dans leur esprit?

Tandis que je proteste avec indignation contre leur conduite et contre leur injuste verdict, je suis prêt à me soumettre au jugement des hommes impartiaux.

Les commissaires condamnent l'ingénieur en chef; mais, en ce faisant, c'est après tout, le gouvernement même qu'il condamne, puisque j'étais son serviteur. Ils condamnent du coup trois administrations, dont j'avais consulté les désirs et exécuté les instructions. Ils ne tiennent aucun compte de l'état de choses qui existait il y a dix ans, ni des circonstances politiques qui ont dicté les opérations à cette époque et pendant les années suivantes.

Il résulte clairement de ces quelques faits que je sou mets à votre appréciation, que les trois personnes nommées le 16 juin 1880 n'ont point rempli convenablement ni avec la dignité nécessaire les devoirs d'une commission royale.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

#### APPENDICES.

- N° 1.—Mémoire adressé au Ministre des chemins de fer et canaux par l'ingénieur en chef, 26 mars 1880.
- N° 2.—Document A, supprimé par les commissaires.
- N° 3.—Document B, “ “ “
- N° 4.—Document C, “ “ “
- N° 5.—Document D, “ “ “
- N° 6.—Document E, “ “ “
- N° 7.—Document F, “ “ “
- N° 8.—Document G, fourni aux commissaires, 14 janvier 1882.
- N° 9.—Extraits du rapport général du Ministre des travaux publics pour l'exercice expiré le 30 juin 1873.
- N° 10.—La question des *muskegs*.—Extraits de la déposition de M. Sandford Fleming, 19 avril et 7 mai 1881.
- N° 11.—Documents relatifs à la retraite de M. Sandford Fleming, ingénieur en chef.

#### APPENDICE No 1.

MÉMOIRE ADRESSÉ A L'HONORABLE MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX PAR L'INGÉNIEUR EN CHEF DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE, BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,  
OTTAWA, 26 mars 1880.

(*Mémoire.*)

Le 3 de mars, de graves accusations furent portées contre le soussigné, en sa qualité d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique,—accusations qui ont été publiées depuis dans toute l'étendue du pays. Ces accusations affectent sa réputation personnelle et sa réputation professionnelle.

Un membre de la Chambre des Communes a certainement le droit de faire une enquête sur la conduite d'un employé public, mais la personne accusée, si elle l'est à tort, peut réclamer d'être entendue pour se justifier.

Un ingénieur est un employé exécutif du gouvernement, auquel les intérêt

publics sont confiés, selon son rang et sa position. Aucune accusation ne peut lui être plus pénible que celle d'avoir négligé ses devoirs ou celle d'avoir failli de diriger honnêtement et avec habileté les intérêts qu'il est chargé de protéger.

Il est évident que s'il est appelé à défendre sa réputation contre ce qu'il considère comme une accusation injuste, le seul moyen que possède un ingénieur au service du gouvernement, aussi longtemps qu'il occupe sa position, est d'adresser ses remontrances au ministre à la tête du département.

Il ne peut convenablement se servir des colonnes d'un journal ou d'une revue, ni publier un pamphlet pour sa défense. Dans l'opinion du soussigné, il est encore plus inadmissible d'avoir recours à la plume d'un écrivain et de publier sous le voile de l'anonyme ce qu'il craint de déclarer avec sa signature.

Le soussigné demande donc respectueusement la permission de s'adresser au ministre au sujet des accusations portées contre lui en parlement.

Elles peuvent se formuler ainsi:—Que le signataire a recommandé un endroit mal choisi pour la construction d'un pont sur la rivière Rouge; qu'il s'est absenté longtemps en Angleterre, laissant à ses devoirs, que durant ce temps le travail du chemin de fer a été négligé et qu'il a compromis sa responsabilité; que les estimations primitives fournies pour le contrat donné à l'entreprise ont été considérablement dépassées; qu'il a été cause de dépense inutiles au lac Traverse, par suite d'une localisation défectueuse, et qu'il a laissé dépenser mal à propos des sommes d'argent considérables.

Le soussigné a soumis au long les raisons qui l'ont poussé à recommander la localisation du pont de la rivière Rouge. Elles sont exposées dans son rapport au gouvernement, en date du 8 décembre 1879, destiné à être soumis au parlement. Une enquête subséquente ayant confirmé les faits, il ne peut ni changer ni modifier son opinion. Il expose respectueusement que, si la question est examinée et les circonstances qui s'y rattachent sérieusement pesées, son opinion sur la question sera soutenue et sa recommandation justifiée. Il est connu que la localisation qu'il avait recommandée n'était pas considérée avec faveur dans les endroits et localités ayant des intérêts contraires, mais ses convictions n'ont pas changé, et il pense qu'il est de son devoir, dans l'intérêt public, de maintenir le choix qu'il a soumis et de demander que les considérations qui l'ont dicté soient sérieusement examinées.

Pour cette partie de la censure qui a été dirigée contre lui, il demande respectueusement qu'il lui soit permis de renvoyer à son rapport au gouvernement et demande qu'on accorde à ce rapport une considération impartiale.

Le soussigné arrive maintenant aux autres points de l'accusation. L'imputation est d'une gravité plus qu'ordinaire; on lui reproche d'avoir négligé son devoir et d'avoir laissé gaspiller des sommes d'argent considérables. Un ingénieur n'est en aucune façon responsable de la politique adoptée par un gouvernement pour l'adjudication des contrats; mais aussitôt qu'un contrat est conclu et placé entre ses mains, il est responsable vis-à-vis du gouvernement, représenté par le Ministre du département, de sa fidèle exécution. Il est de son devoir d'en faire exécuter les conditions, de veiller à ce que le travail soit fait convenablement et que l'on reçoive l'équivalent entier de la valeur payée en argent. Il est également de son devoir de rendre justice à l'entrepreneur comme au public, et par conséquent d'agir comme arbitre entre les parties, qui n'envisagent pas toujours leurs droits d'une façon identique. En conséquence, il est de son devoir de soumettre au Ministre tous les changements qu'il jugerait convenable de faire dans la construction ou autrement et d'obtenir son autorisation pour les faire exécuter.

Entre 1863 et 1871, le soussigné était ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial. De 1871 à 1876, il a rempli en même temps les fonctions d'ingénieur en chef des chemins de fer Intercolonial et du Pacifique. Dans le cours de cette dernière année, l'Intercolonial fut ouvert au trafic, et le soussigné cessa d'en être l'ingénieur en chef. A cette date, la plus grande partie des difficultés relatives à la construction du Pacifique avaient été réglées. Deux sections, dont la construction était facile, avaient été adjugées à l'entreprise: le No 13, première section à l'ouest de Fort-William, lac Supérieur, trente-trois milles; le No 14, première section à l'est de Selkirk, rivière Rouge, soixante dix-sept milles.

La santé du soussigné avait été considérablement altérée, ses médecins lui conseillèrent le repos. Il comprit lui-même qu'il lui était indispensable de s'abstenir de tout travail. Ce repos lui paraissait si nécessaire que, si le congé d'absence qu'il demandait ne lui avait pas été accordé, il était décidé à résigner sa position, fait qui peut parfaitement être établi.

Avant son départ, il fut décidé que le plus ancien assistant-ingénieur du personnel du chemin de fer du Pacifique remplirait les fonctions du soussigné en son absence. On avait pleine confiance dans l'habileté, l'expérience et l'honnêteté de cet employé, et, sur la recommandation du soussigné, le Ministre qui dirigeait alors le département consentit à l'arrangement. Ce monsieur fut investi de cette charge, et entra en fonctions avec le titre d'aide-ingénieur en chef.

Le soussigné partit pour l'Angleterre. A ce moment, les sections 13 et 14 seulement étaient en construction. Le travail alors exécuté étant ainsi évalué :—

Section No 13.....	\$127,353
do 14.....	102,140

La section No 25 a été adjudgée à l'entreprise au moment du départ du témoin il n'y avait pas eu de travail exécuté. Six mois après, le contrat était signé pour la section No. 15.

Durant son absence, le soussigné fut déchargé de la direction active du travail, de la surintendance des détails et de tous les devoirs accidentels se rattachant à sa position. Toutefois, les questions relatives au chemin de fer lui furent fréquemment soumises et formèrent le sujet d'une correspondance.

Deux fois il fut rappelé par le gouvernement. Son congé fut ainsi temporairement interrompu, puis fut renouvelé et prolongé. Six mois ne s'étaient pas écoulés, qu'il fut rappelé péremptoirement par le Ministre à Ottawa. Quittant l'Angleterre en décembre 1876, il resta en Canada jusqu'au mois de mai suivant. Durant ce temps, indépendamment des autres devoirs qui absorbaient la plus grande partie de son temps, le soussigné termina le volumineux rapport de 1877, qu'il avait commencé en Angleterre.

Le congé du soussigné fut renouvelé et il partit de nouveau pour l'Angleterre. Il fut encore rappelé et si pressante était la sollicitation qu'il partit à quelques jours d'avis. La conséquence a été qu'il fut obligé de négliger d'importantes affaires particulières, dont l'arrangement nécessita son retour en Angleterre.

En octobre 1878, il revint au Canada et reprit ses fonctions. L'assistant ingénieur en chef avait occupé, à partir de juillet 1876, la fonction de principal officier exécutif du gouvernement ; il devait surveiller les travaux en voie d'exécution, diriger le personnel des ingénieurs, contrôler la dépense et délivrer les certificats voulus pour établir le travail accompli par les entrepreneurs.

De juillet 1876 au mois d'octobre 1878, le soussigné ne s'est pas occupé des détails des travaux en voie d'exécution ; il s'est borné simplement à répondre aux questions qui lui étaient soumises et à recevoir les rapports qui lui étaient envoyés de temps à autre. Il ne présageait en aucune façon les difficultés qui attirent maintenant l'attention publique.

Lorsque le soussigné reprit ses fonctions, dans l'automne de 1878, son attention fut attirée sur la différence entre les quantités primitives et le travail certifié comme ayant été exécuté sur les sections Nos 14, 15, et 25.

Quelle qu'en soit la cause, il demeure évident que les quantités primitives avaient augmenté considérablement. Aucun rapport ne lui avait été fait au sujet de cette éventualité. Le fait le frappa vivement, car il était inattendu, en même temps qu'alarmant et inexplicable.

Il n'avait jamais admis la possibilité d'un résultat de cette nature. S'il s'était trouvé dans le pays, son devoir l'aurait poussé à prendre les moyens de réduire les dépenses, de modifier le tracé dans les endroits où les changements étaient avantageux et possibles, et si par une cause quelconque les quantités de travail exécutées avaient montré une tendance à dépasser les estimations, son attention se serait immédiatement portée sur la question à mesure que les rapports des sections et les rapports mensuels lui auraient communiqué cette regrettable information.

On se serait assuré sans retard de la cause de la difficulté et des mesures auraient été prises pour y remédier.

Les premières listes de quantités ont été dressées sans avoir les données nécessaires pour établir les estimations avec exactitude. Elles ont été préparées, d'après les meilleures informations, par les ingénieurs qui étaient chargés des différentes explorations. Comme il fallait sans retard donner les travaux à l'entreprise, et qu'il était indispensable d'avoir des quantités définies, on s'est exposé jusqu'à un certain point à ce résultat.

Une grande partie de la ligne traverse des muskegs et des marais. Les explorations furent faites principalement en hiver, alors que le terrain était gelé. Cette circonstance a, sans doute, dans certains cas, trompé les ingénieurs sur la nature du pays, et les a amenés à prendre des muskegs et des marais pour de la terre ferme. Il y a une chose certaine, c'est que les quantités publiées avant les demandes de soumissions n'étaient nullement représentées comme exactes. Leur nature établissait cela, *prima facie*, au-delà de toute contestation. Les montants sont presque invariablement en chiffres ronds; ils sont, par exemple, de 100,000 pieds linéaires ou 1,000,000 de verges cubes. En même temps, quoique estimées ou supposées, spécialement pour permettre une comparaison entre les soumissions au moyen des différents prix offerts et de prendre les totaux, les quantités étaient considérées, sinon comme approximativement exactes, du moins comme ne devant pas s'éloigner beaucoup des résultats réels.

Il était donc difficile au soussigné de comprendre pourquoi les quantités réelles étaient, presque dans chaque cas, beaucoup plus élevées que celles qui avaient été primitivement évaluées et imprimées. Tout en laissant une marge pour l'inexactitude des données, qui ont trompé ceux qui étaient chargés de dresser les marais gelés qui ont été considérés comme étant de la terre ferme et pour d'autres éventualités, le soussigné ne peut trouver une explication satisfaisante pour ces différences extraordinaires.

Lorsque la différence a été signalée à l'attention du soussigné, il y a accordé immédiatement une sérieuse attention, et il a fréquemment et sérieusement considéré avec le ministre cette difficulté et les circonstances qui s'y rattachent.

Il était impossible pour le soussigné d'accepter les rapports des travaux exécutés et les certificats qui avaient été délivrés. En conséquence, il refusa d'accorder aucun certificat pour ce qui avait été fait en son absence, avant que les quantités fussent convenablement calculées et établies comme exactes d'une manière irréfragable. Il ordonna une enquête spéciale pour chacun des cas. Il fit comparaître ceux qui s'étaient occupés des travaux pour savoir de quelle façon ils avaient conduit les opérations, la manière dont ils avaient fait les mesurages pour se rendre compte lui-même de l'exactitude avec laquelle les quantités avaient été calculées, mais il ne put obtenir aucune information satisfaisante au sujet des excédants de quantités.

Il recommanda donc, — et il reçut en cela l'approbation du ministre, — un mesurage à nouveau des travaux de chaque section.

La valeur du travail certifié comme ayant été exécuté lorsque le soussigné s'occupa de la question, était ainsi établie :

Sur la section 13, montant total certifié.....	\$331,978 00
“ “ 14, “ “ .....	583,742 00
“ “ 15, “ “ .....	1,151,975 57
“ “ 25, “ “ .....	1,180,800 00

Dans l'hiver de 1876-77, durant le séjour du soussigné au Canada, il a été appelé, en sa qualité de premier fonctionnaire, à apposer sa signature *pro formâ* sur des certificats qui avaient été préparés et qui lui étaient soumis. Il n'a pas vérifié leur exactitude, ayant la plus grande confiance dans les rapports qui lui étaient présentés. Ce sont là les seuls certificats pour lesquels le soussigné est en aucune façon responsable jusqu'à l'époque où il a repris ses fonctions. D'après les certificats qu'il trouve dans son bureau, la valeur du travail exécuté dans l'intervalle sur les quatre sections, était de \$2,539,181.

En ce qui concerne la section 13, le soussigné n'a eu à prendre aucune mesure,



car le travail était exécuté, le contrat terminé et l'argent payé avant son retour au Canada.

On a exécuté un mesurage à nouveau des sections 14 et 25, mais il ne vérifie ni ne confirme les rapports précédents. En conséquence le soussigné n'a pas confirmé les certificats délivrés en son absence pour les travaux désignés comme ayant été exécutés.

La section 15 et les circonstances qui s'y rattachent, ont été l'objet d'un rapport spécial. Les faits ont été soumis au ministre. Les erreurs dans le mesurage et la classification des travaux ont été rectifiées. Des règles explicites ont été établies pour servir de guide à l'avenir. Une exploration de certification pour contrôler les mesurages a été commencée. La totalité du contrat a été placée sur une nouvelle base, en vertu d'un arrêté du conseil portant la date du 20 mai 1879, d'après lequel le travail a été exécuté depuis et les paiements ont été effectués. Le soussigné n'a pas délivré de certificats depuis son retour, si ce n'est en conformité des dispositions précédentes.

Ces quatre sections seulement étaient en construction lorsque le soussigné a repris ses fonctions d'ingénieur en chef; depuis lors, sept nouvelles sections, dont plusieurs sont très difficiles, ont été données à l'entreprise. Il a pris tous les moyens possibles pour prévenir le retour de semblables difficultés. On peut se rendre compte des précautions adoptées en consultant les lettres d'instructions aux ingénieurs, dont l'une est annexée à ce mémoire.

A partir d'octobre 1878, le soussigné a consacré tout son temps et ses efforts les plus énergiques à l'accomplissement de ses devoirs. Depuis cette date, toutes les questions de détail, quelle qu'en fût l'importance, lui ont été soumises directement, et il assume la responsabilité des résultats. Cette remarque ne peut pas s'appliquer avec justice à la période durant laquelle il a obtenu un congé d'absence, et il ne pouvait se trouver identifié aux opérations sur lesquelles il n'exerçait aucune surveillance, et qui ont été exécutées durant le temps qu'il s'est absenté du Canada avec l'autorisation du gouvernement.

On a dit que le soussigné avait occasionné des dépenses inutiles par le choix défectueux du tracé de la ligne sur la section 15, dans le voisinage du lac Traverse.

Il existe, entre le terminus sur le lac Supérieur et la région des prairies, des points qui gouvernent toute la localisation. La position géographique du lac des Bois, sur la frontière internationale, désigne Kéwatin, à la décharge du lac, comme un de ces points. Selkirk, dans l'opinion de l'écrivain, en est certainement un autre. Le problème consistait à réunir ces deux points par la route la plus courte et la plus économique. A l'exception d'une faible étendue de prairie ou de pays peu boisé, près de Selkirk, la forêt s'étend sur toute la distance. Une grande partie de la surface est rocheuse, inégale, tourmentée, et semée de petits lacs qu'il est impossible d'éviter. Le lac Traverse que l'on rencontre à trente-six milles environ de Kéwatin, appartient à cette classe.

Là le pays, sur une distance considérable, est excessivement difficile, et lorsque les explorations commencèrent, il avait l'aspect d'un désert impénétrable. Il était nécessaire, toutefois, d'y faire passer une ligne de chemin de fer, non-seulement une ligne sur laquelle pussent circuler des trains, quel que fût le prix de l'exploitation, mais un chemin de fer qu'on pourrait exploiter à bon marché et qui pourrait permettre de transporter, au tarif le plus bas, les produits de la ferme sur les marchés de l'Est, résultat auquel on ne pouvait atteindre qu'en limitant les rampes.

Le soussigné s'est inspiré de ces vues dès le commencement de l'entreprise. Dans son rapport de janvier 1874, qui a été publié, il expose l'importance capitale de trouver une localisation offrant les rampes les plus faciles dans la direction de l'est. Il a de nouveau attiré l'attention sur ce point dans ses rapports de 1877 et 1879.

Ce principe a constamment prévalu, et son importance a été généralement admise. Il a été mis bien souvent en avant dans le cours des six dernières années. Le soussigné ne se rappelle pas un seul cas dans lequel un homme public ait protesté contre lui, ou qu'un journal l'ait repoussé.

Quoiqu'une étendue considérable de pays, entre le lac Supérieur et la rivière

Rouge, soit très accidentée, le niveau général ne varie pas sur de longues distances. Il n'y a pas de grandes élévations ou dépressions pour gêner la localisation et nécessiter de fortes rampes. Le lac Traverse est probablement le seul endroit sur ces 410 milles où l'on eût pu réaliser une économie de quelque importance en se départant du principe des rampes faibles qu'il a été possible d'appliquer généralement.

On a exploré nombre de lignes dans le voisinage du lac Traverse. Finalement le choix s'est arrêté sur deux lignes réunissant des points communs à l'est et à l'ouest du lac Traverse, à environ six milles de distance. Le No 1 traversait le lac à un haut niveau et donnait les rampes faciles que l'on désirait; pas une d'entre elle ne dépassant une ascension de vingt-six pieds au mille, et la plus longue s'étendant sur un espace d'environ un mille. Le No 2 traversait le lac Traverse à un autre endroit à bas niveau, mais il nécessitait une ascension continue de deux milles trois quarts sur des courbes à court rayon, avec une ascension de quarante-quatre pieds au mille. Le lac, à la traverse No 1, a une largeur de 600 pieds; au No. 2, il a au moins 900 pieds; sur une étendue de cinq milles à l'est du lac, le travail est plus difficile sur le No. 2 que sur le No. 1, tandis qu'au lac et sur un espace d'un mille à l'ouest, le travail est plus difficile sur le No. 1. Lorsque le No. 2 aurait coûté moins en premier lieu, le No. 1 aurait sans aucun doute été finalement le plus économique. Après mûre considération, le No. 1 fut choisi, et c'est sur cette ligne que se poursuit actuellement la construction.

Le soussigné expose respectueusement que le tracé se conforme à la politique des ministres qui se sont succédés, et possède l'approbation de l'opinion publique, que sur le chemin de fer entre le Manitoba et le lac Supérieur, toutes les rampes s'élevant à l'est doivent être maintenues dans la limite établie, et que c'était la seule à adopter.

C'est conformément à ce principe que la localisation a été faite en premier lieu, et le soussigné expose respectueusement que dans tous les actes qu'il a accomplis dans ses rapports avec le chemin de fer du Pacifique canadien, il n'en est pas un seul qui mérite d'être plus apprécié que la mise en pratique de ce principe, et les efforts qu'il a faits, du commencement à la fin, pour assurer une ligne avec les rampes les plus faibles possibles, entre la rivière Rouge et le lac Supérieur.

C'est six mois après le départ du soussigné pour l'Angleterre, que le contrat de la section 15 a été signé. Il est évident qu'avant de commencer le travail difficile au lac Traverse, rien n'aurait dû être épargné pour réduire son importance en revisant et perfectionnant la localisation, et cela par tous les moyens possibles. Lorsque le soussigné reprit ses fonctions, les travaux étaient en voie de progrès et il était trop tard pour faire aucun changement à ce point, lors même qu'à une période moins avancée un changement aurait été désirable ou possible.

Le soussigné croit avoir établi que les censures dirigées contre lui ne sont pas justifiées par les faits, et il expose respectueusement :

1. Qu'il n'a pas mal conseillé le gouvernement au sujet du pont de la rivière Rouge.
2. Qu'il ne s'est pas absenté de l'endroit où le retenaient ses devoirs, sans autorisation et sans cause.
3. Qu'il n'a pas négligé ses responsabilités ou compromis les intérêts qui lui étaient confiés.
4. Qu'il n'est aucunement à blâmer si les quantités primitives ont été dépassées et si le coût des travaux a été augmenté sur les sections en question.
5. Qu'il n'a pas causé des dépenses inutiles au lac Traverse par une mauvaise localisation.
6. Qu'il n'a pas laissé dépenser inutilement l'argent du coffre public, mais que, par tous les moyens en son pouvoir, il s'est efforcé de contrôler la dépense du travail, et que, sous tous les rapports, il s'est efforcé de remplir fidèlement les devoirs de sa position.

Le soussigné espère que l'urgence des circonstances qui a nécessité ce mémoire lui servira d'excuse auprès du Ministre des chemins de fer et canaux, pour lui soumettre sous cette forme les faits qu'il expose.

SANDFORD FLEMING,  
Ingénieur en chef.

EXTRAITS DES RAPPORTS DE L'INGÉNIEUR EN CHEF AU SUJET DE L'ADOPTION DE RAMPES FACILES EN VUE DE LA QUESTION DES TRANSPORTS FACILES DE LA RÉGION DES PRAIRIES AU LAC SUPÉRIEUR.

(Du rapport de janvier 1874.)

“ Une des questions qui, sans aucun doute, s'imposera d'elle-même à l'attention publique, lorsque la région des prairies commencera à donner un surplus pour l'exportation, sera le transport à bon marché des produits à l'Est. Considérant la question à ce point de vue, l'importance de la localisation qui assurera les meilleures rampes, dans la direction de l'Est est manifeste.

“ Les rampes et les alignements d'un chemin de fer ont beaucoup d'importance pour son trafic et le coût de son exploitation. Il est bien connu qu'en portant attention à ces points en localisant une ligne, il est parfaitement possible, dans certains cas, de doubler le trafic d'un chemin de fer et de réduire considérablement le taux du fret.

“ La partie du chemin de fer du Pacifique qui est comprise entre la rivière Rouge et les eaux navigables du lac Supérieur est précisément une de celles qui demandent l'attention la plus sérieuse aux points de vue qui regardent le génie civil. La réduction du prix du transport sur cette section, au taux le plus bas possible, est une question qui affecte l'avenir du pays, car c'est de là que dépend la colonisation des prairies de l'ouest.

“ Plus cette partie du chemin de fer permettra le transport à bon marché des produits du sol aux eaux navigables du Saint-Laurent, plus s'étendra le champ vers lequel la culture pourra se faire avec profit dans les plaines fertiles.

“ Les informations, qui ont été obtenues montrent qu'entre le Manitoba et le lac Supérieur, on pourra maintenir le maximum de pente à vingt-six pieds au mille, — maximum qui n'est pas de moitié aussi élevé que celui de la majorité des chemins de fer du continent.

“ Je pense que la ligne peut être localisée de façon à obtenir le meilleur alignement possible avec des rampes ne dépassant pas le maximum indiqué. Mais l'importance de s'assurer les bénéfices d'une communication non interrompue par chemin de fer aussitôt que possible, est telle que je considère qu'il serait opportun en premier lieu de construire la ligne la moins coûteuse possible. Tout en adhérant en principe à la localisation permanente, je recommanderais, afin d'atteindre le but désiré, la construction d'une ligne temporaire à bon marché, en évitant pour le moment tous les travaux permanents coûteux, qui retarderaient son achèvement. Afin d'obtenir accès dans ce pays, aussi promptement et à aussi bon marché que possible, il deviendrait nécessairement utile d'éviter des difficultés spéciales en adoptant temporairement, pour de faibles distances, des déviations de la véritable localisation avec de fortes rampes ondulées et des courbes à court rayon. Je n'ai toutefois nulle raison de croire qu'on sera obligé d'avoir recours fréquemment à cet expédient. Je suis convaincu que sur la plus grande partie de la distance entre la lac Supérieur et Manitoba la localisation permanente pourra être adoptée.” (Pages 32, 33.)

(Du rapport de février 1877.)

“ On a maintenu dès le principe que le succès de la colonisation de la région des prairies et l'accroissement de sa population, dépendent en grande partie du bon marché auquel la ligne du lac Supérieur pourra transporter les produits du sol. Le succès du chemin de fer lui-même peut être déterminé par le nombre des habitants qui s'établiront dans le pays, et le degré de prospérité de la population sera grandement influencé par la nature des débouchés offerts aux produits de son industrie. Par conséquent, plus la section de l'est pourra permettre le bon marché des transports, plus rapidement la région des prairies se colonisera, et plus vite la ligne pourra se maintenir avec ses propres ressources.

“ J'ai compris qu'il était de mon devoir d'attacher à ces sujets la plus grande importance dans la localisation de la ligne entre la région des prairies et le lac Supé.

rier. En conséquence on n'a épargné aucun effort pour découvrir la ligne la plus courte, avec les rampes les plus faibles et les courbes les plus faciles, spécialement dans la direction que prendra le gros trafic vers les côtes de l'Atlantique.

" Sur les sections données à l'entreprise, de la rivière Rouge à Kéwatin, 114 milles, et de la rivière des Anglais à Fort-William, 113 milles, le maximum des rampes est comme suit :

*Montant à l'est.*

Sur tangentes et	1½°	courbes	équivalant à	3,820	rayon	0.50	26.40	pieds.
"	2°	"	"	2,865	"	0.45	23.76	"
"	3°	"	"	1,910	"	0.40	21.12	"
"	4°	"	"	1,433	"	0.35	18.48	"

*Montant à l'ouest.*

Sur tangentes et	1½°	courbes	équivalent à	3,820	rayon	1.00	52.80	pieds.
"	2°	"	"	2,865	"	0.90	47.52	"
"	3°	"	"	1,910	"	0.80	42.24	"
"	4°	"	"	1,433	"	0.70	36.96	"

" Sur le reste de la distance qui doit être donnée à l'entreprise, entre Kéwatin et la rivière des Anglais, on n'a pu encore s'assurer à tous les points des rampes aussi faciles. Toutefois, sur certains points particuliers la localisation sera révisée et j'ai pleine confiance que toutes les rampes seront réduites à la même moyenne, sans augmenter considérablement le coût des travaux.

" Ainsi rien n'empêchera le chemin de fer du Pacifique de transporter les produits du cœur du continent au lac Supérieur, à un taux moins élevé par mille que celui adopté maintenant par les principaux chemins de fer en voie d'exploitation. (Pages 81, 82.) \* \* \*

" J'ai décrit les efforts qui ont été faits pour obtenir une ligne avec les rampes les plus faciles de la région des prairies aux eaux navigables du Saint-Laurent et l'importance majeure de ce point. \* \* \*

" Le bon marché du transport se trouve ainsi assuré jusqu'à un certain point, — c'est là un élément important au succès du développement du fertile territoire de l'intérieur." (Pages 85, 86.)

*(Du rapport d'avril 1879.)*

" J'ai toujours attaché la plus grande importance à tout ce qui tendait à assurer la meilleure localisation possible pour un chemin de fer. J'ai décrit ailleurs les efforts qui avaient été faits, depuis le commencement de l'exploration pour une ligne favorable aux transports à bon marché. \* \* \*

" La totalité du chemin de fer entre Fort-William et Selkirk, dont la longueur est de 410 milles, est en voie de construction. C'est avec une vive satisfaction que je suis en mesure de soumettre un tableau des rampes qui ont été définitivement établies sur cette longueur. En vertu des contrats qui ont été conclus, ces rampes favorables pourront être établies sans avoir recours aux expédients temporaires que je jugeais nécessaire de suggérer il y a cinq ans.

TABLEAU DES PENTES—DE FORT-WILLIAM A SELKIRK.

*Montant à l'est.*

			Pieds par mille.	No. de milles.	
Ascension	.10 à .20	pour cent	..... Environ	5 à 10	..... 38.52
	.20 "	.30	.....	10 " 16	..... 17.11
	.30 "	.40	.....	16 " 21	..... 42.97
	.40 "	.50	.....	21 " 26.4	..... 80.11 178.71
A niveau.....					108.06 108.06

*Montant à l'ouest.*

.10 à .20 .....	5 à 10 .....	28.51	
.20 " .30 .....	10 " 16 .....	10.91	
.30 " .40 .....	16 " 21 .....	9.74	
.40 " .50 .....	21 " 26 .....	12.83	
.50 " .60 .....	26 " 32 .....	6.82	
.60 " .70 .....	32 " 37 .....	10.65	
.70 " .80 .....	37 " 42 .....	12.76	
.80 " 1.00 .....	42 " 52.8 .....	31.01	123.23
Total des milles .....		410.00	410.00

" En déterminant les rampes on a pris pour règle de les égaliser avec la courbe, de sorte que quand la configuration du pays demande les courbes à court rayon, les inclinaisons de la ligne seront, dans ces cas-là, proportionnellement réduites.

" L'effet pratique d'une courbe à court rayon, sur un maximum de rampe, est de rendre les rampes plus difficiles en diminuant la force de traction de la locomotive qui fait l'ascension, ce qui empêche ainsi le passage des trains lourdement chargés sur la ligne. Le but qu'on s'est proposé est de s'assurer, quelle que soit la courbe, d'un degré d'inclinaison qui, en aucun cas, ne puisse dépasser sur les tangentes 26.4 pieds par mille d'ascension à l'est, ou dans la direction du gros trafic. Les profils du contrat de la ligne qui s'étend sur plus de 410 milles, de Fort-William à Selkirk, établissent qu'on est pratiquement parvenu à ce but. A un seul point, (à dix-huit milles au-delà de Fort-William) l'ingénieur de district a négligé d'appliquer cette règle. Je regrette vivement que la chose se soit produite, car pour remédier à ce défaut il faudra encourir une dépense plus considérable que celle qu'on aurait eu à faire en premier lieu, et qui aurait été alors d'une importance comparativement minime.

" A part l'exception que je viens de citer, la partie du chemin de fer du Pacifique entre le lac Supérieur et le Manitoba se trouve ainsi finalement établie dans des conditions extrêmement favorables, et l'on peut prétendre que, lorsqu'elle sera terminée en vertu des contrats existants, elle pourra transporter les produits du sol, de la région des prairies au lac Supérieur, à des prix aussi bas que possible.

" Comme cette partie du chemin de fer du Pacifique devra longtemps encore servir de débouché à une grande partie de la région des prairies, on ne saurait trop apprécier son caractère favorable aux transports à bon marché; sans doute de cette importante condition dépend en grande partie le succès de la colonisation de ces vastes étendues de plaines fertiles et la prospérité constante des futurs colons." (Pages 18-21.)

MÉMOIRE D'INSTRUCTIONS À M. W.-T. JENNINGS, INGÉNIEUR RÉSIDENT CHARGÉ DE LA SECTION 42 S'ÉTENDANT DE LA RIVIÈRE DE L'AIGLE A L'EXTRÉMITÉ ORIENTALE DE LA SECTION 15, PRÈS DU PORTAGE DU RAT, (KÉWATIN).

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE, BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.  
OTTAWA, 3, juin 1879.

*Mémoire.*

L'honorable ministre a nommé M. Jennings pour la direction du contrat No 42, comprenant tous les travaux de construction requis pour terminer le chemin entre la rivière de l'Aigle et l'extrémité orientale de la section 15, près du Portage du Rat.

1. Une copie du contrat passé avec MM. Fraser, Manning et Cie, a été fournie à M. Jennings. Il a également reçu copies des plans et profils et tous les documents relatifs au travail qui doit être exécuté.

2. Le soussigné a communiqué verbalement à M. Jennings ses vues au sujet du travail et de manière dont il devait être exécuté. Il a désigné à M. Jennings les points sur lesquels des changements pourraient être faits, et a indiqué sur le profil quelques altérations qui s'imposent d'elles-mêmes dans la ligne des rampes. Ces

changements sont suggérés dans le but de réduire et d'activer le travail ; les entrepreneurs étant limités par le temps.

3. M. Jennings devra, aussitôt que possible, porter son attention sur tout changement possible dans l'alignement par lequel le travail pourra être diminué sans augmenter les courbes ou les rampes.

Le soussigné attire l'attention de M. Jennings sur l'importance de ne dépasser, dans aucun cas, les rampes et les courbes suivantes :—

*Montant à l'est.*

Sur tangentes et courbes de $1\frac{1}{2}^{\circ}$ ,	rampes ne dépassant pas	.50	pour 100.
“ “ $2^{\circ}$	“ “	.45	“
“ “ $3^{\circ}$	“ “	.40	“
“ “ $4^{\circ}$	“ “	.35	“

*Montant à l'ouest.*

Sur tangentes et courbes de $1\frac{1}{2}^{\circ}$ ,	rampes ne dépassant pas	1.00	pour 100.
“ “ $2^{\circ}$	“ “	.90	“
“ “ $3^{\circ}$	“ “	.80	“
“ “ $4^{\circ}$	“ “	.70	“

Tout en insistant pour que, dans aucun cas, ces rampes ne soient dépassées, l'ingénieur en chef attire l'attention la plus sérieuse de M. Jennings sur la grande importance de ne pas élever le coût du travail, et il espère que, dans tous les cas où la chose sera possible sans abaisser le caractère général de la ligne, M. Jennings s'efforcera d'éviter toute dépense au-delà de ce qui est absolument nécessaire.

4. Le soussigné reconnaît les difficultés particulières que les entrepreneurs auront à rencontrer dans cette section ; une des plus graves est constituée par les obstacles qui se rencontrent dans le pays que la ligne doit traverser, et il signale la grande importance qu'il y a pour eux à ce que la ligne s'étende aussi loin que possible à l'est du Portage du Rat, dès que les rails seront posés sur la section 15. Sur deux à cinq milles du Portage du Rat, les profils accusent les travaux les plus difficiles de toute la section, après quoi, sur une étendue de quelques milles, les travaux sont comparativement faciles.

Heureusement on peut facilement traverser la partie difficile de la ligne en adoptant temporairement une pente raide, telle qu'indiquée dans le profil annexée. M. Jennings est autorisé à faire cette proposition aux entrepreneurs, avec l'entente que le soussigné consentira à son adoption, si les entrepreneurs y consentent dans leur propre intérêt. La ligne doit être construite à partir de là avec les rampes permanentes avant l'achèvement du contrat, et les entrepreneurs seront payés pour tout ce qui aura été exécuté alors ou le sera dans la suite, formant partie des travaux permanents. Le coût de la pose temporaire de la voie et le petit montant d'excavations des parties A, B, C, D, etc., ou tout autre ouvrage ayant un caractère temporaire, et qui ne sera pas nécessaire aux travaux permanents, sera supporté par les entrepreneurs eux-mêmes.

5. Pour la gouverne de M. Jennings il est bon de mentionner que sur quelques-unes des sections en voie de construction les entrepreneurs ont jugé convenable, au moyen de matières explosives modernes, de percer les tranchées dans le roc, considérablement au-dessous des lignes de pentes, telles que définies dans les spécifications. L'ingénieur en chef recommande que l'excavation seulement pratiquée au-dessus de la ligne de pente, soit comptée comme travail dans le roc. Les matériaux retirés au-dessous de la ligne de pente, s'ils sont utilisés dans les remblais, devront être comptés et payés comme terre, mais s'ils ne sont pas employés, ils ne seront pas comptés comme excavation de n'importe quelle catégorie.

6. Il est bon de mentionner, pour l'information de M. Jennings, que sur certaines sections en voie de construction où il se trouve des muskegs et où les remblais doivent se faire avec les matériaux retirés des fosses d'emprunt et des tranchées, il s'est produit de graves difficultés. Les matériaux ainsi retirés, sont désignés, dans bien

des cas comme terre végétale de nature spongieuse, renfermant beaucoup d'eau, et lorsqu'ils sont secs et tassés par le poids accumulé sur eux, ils ont peu de solidité; ils ne doivent donc pas être employés dans les remblais de terre. En conséquence, le soussigné désapprouve leur emploi.

7. Il est toujours plus ou moins difficile de former les remblais à travers les muskegs et les marais. Dans quelques cas où un assèchement convenable est possible, de manière que les tranchées aient pour effet d'égoutter et de consolider le terrain, il est à propos qu'elles soient parallèles à la ligne du chemin de fer. Mais lorsque les tranchées, après avoir été formées, resteront simplement pleines d'eau stagnante, leur formation est d'une utilité douteuse, et dans de semblables circonstances, elles n'ont que peu de valeur. Assurément, dans certaines localités, elles peuvent devenir un véritable inconvénient, et dans des cas semblables il est convenable de ne pas les creuser, mais d'avoir recours plutôt à un emploi judicieux du système de pontage auquel il est pourvu par le contrat.

Cela étant fait, on peut ajouter une légère couche de terre pour former une fondation et un lit pour la pose des traverses. On peut alors établir la voie et permettre ainsi le transport des matériaux au moyen d'un train. Mais si l'on a recours à cet expédient, il sera nécessaire d'asseoir la voie d'une façon suffisamment unie et solide, pour que les rails ne se courbent ni se détériorent en aucune manière.

8. Ces différents points sont soumis à l'attention de M. Jennings, mais il déterminera lui-même la meilleure marche à suivre, lorsqu'il aura examiné lui-même chaque localité et qu'il se sera rendu compte de la profondeur des muskegs et des autres circonstances. En prenant une décision, M. Jennings devra considérer la question du transport, pour lequel un prix a été fixé, et il veillera à ce que, dans aucun cas, le prix de la terre et du transport réunis (lorsque les matériaux sont transportés par un train), ne dépasse le prix du ballast, car dans des cas semblables, le ballast serait probablement de tous les matériaux le meilleur et le moins coûteux que l'on pût employer pour former les remblais.

9. Il peut se présenter quelques cas exceptionnels dans lesquels il ne serait pas impossible pour l'entrepreneur de se procurer des matériaux convenables pour former le lit du chemin, et où il serait d'un grand avantage pour lui et dans l'intérêt du prompt achèvement du chemin, de pouvoir employer en partie les matériaux spongieux retirés des muskegs. Cette autorisation ne doit s'accorder qu'avec réserve et alors, dans tous les cas, il ne sera payé que pour le contenu solide des matériaux spongieux. Une plateforme en troncs d'arbres (clause 12) doit être invariablement posée sur la surface avant d'y déposer des matériaux provenant des muskegs, et l'on doit prendre des arrangements pour mesurer le cube du contenu solide dans les remblais, lorsque l'eau aura eu le temps de s'écouler. A ces conditions de mesurage et de paiement, et à ces conditions seulement, le soussigné approuve l'emploi, sous n'importe quelle forme, de ce genre de matériaux.

M. Jennings sera assez bon pour prévenir les entrepreneurs en conséquence et obtenir leur adhésion écrite à ces conditions, lorsque ces matériaux entrent dans la formation de remblais. Dans tous les cas où il sera jugé nécessaire de permettre l'emploi de matériaux provenant des muskegs, le tout devra être recouvert de bonne terre; dans aucun cas, la couche de sable, argile ou gravier ne devra être moins de 12 pouces au-dessous du niveau de formation.

(Croquis A.)



Règle générale, la surface du muskeg ne devra pas être brisée par des tranchées ou des fosses d'emprunt sur un espace de cinquante pieds calculé du centre de la ligne.

10. Lorsqu'il sera jugé convenable de former le remblai au moyen d'un train, des poteaux d'un fort diamètre ou de petits arbres équarris d'un côté ayant une épaisseur moyenne d'environ six pouces devront être placés longitudinalement au-dessus des traverses. Ces poteaux s'emboîteront et tous les moyens devront être pris pour que la voie soit suffisamment solide et que les rails ne se détériorent pas. Voir croquis B.

(Croquis B.)



10½. Le soussigné a étudié sérieusement la question du roc d'emprunt, dont il est fait mention dans les spécifications, et il est arrivé à la conclusion qu'il ne serait pas à propos de recourir au procédé consistant à pratiquer des excavations dans le roc pour former quelques parties des remblais, excepté dans le cas où le remblai peut être formé avec les matériaux provenant des lignes de tranchées dans le roc.

Les entrepreneurs seront donc, en conséquence, délivrés de ce genre de travail difficile et dispendieux mentionné dans la clause 98 des spécifications.

11. M. Jennings n'ignore pas probablement que, sur la section 15, où le chemin de fer a à traverser des lacs et des étangs, les matériaux provenant des tranchées dans le roc ont été déposés sur deux lignes parallèles le long de la base des pentes. Cela a été fait postérieurement à la date du contrat, dans un but spécial, mais les entrepreneurs auront à supporter beaucoup d'embarras et de dépenses, sans retirer des avantages correspondants, et comme le soussigné reconnaît les difficultés spéciales que ces entrepreneurs auront à surmonter, et l'importance de les aider de toute manière légitime, dans l'intérêt public, et d'éviter les dépenses inutiles, il n'insiste pas pour que le même plan de construction soit suivi dans ce contrat.

Les entrepreneurs peuvent être autorisés à terminer les remblais de la manière ordinaire, laissant aux matériaux, quelle qu'en soit la nature, chercher leur pente naturelle, et dans le cas où les pentes seraient formées de matériaux manquant de consistance, elles devront être protégées par de la maçonnerie en pierres perdues à quelques pieds au-dessus et au-dessous du niveau de l'eau. La pierre perdue ne devra être employée que lorsque les remblais seront consolidés jusqu'à un certain point.

12. Il faudra se rendre compte immédiatement du volume de tous les cours d'eau traversés par le chemin de fer, de la nécessité des constructions projetées, de leur degré de solidité et de leur nature.

M. Jennings adressera un rapport, de temps à autre, traitant des améliorations ou projets qu'il pourra être convenable d'appliquer au mode de construction.

13. L'ingénieur en chef joint copie imprimée des instructions générales, de 1 à 5, pour l'infirmier de M. Jennings, sur la direction du personnel placé sous ses ordres. Elles devront être mises en vigueur autant que possible. On attire son attention spéciale sur ces instructions.

Le but qu'on se propose est considéré comme étant de la plus haute importance. Une chose qui n'est pas de moindre importance est de s'assurer d'un journal complet mentionnant le progrès des travaux adjugés au contrat, avec les détails des différents événements recueillis à mesure qu'ils transpirent. Le département du pourvoyeur, dont il est question dans les instructions No. 2, se trouve maintenant aboli, et M. Jennings sera tenu responsable des approvisionnements et devra tenir un compte exact de toutes les dépenses. C'est l'intention du soussigné de s'adresser au ministre pour obtenir l'autorisation de faire une allocation en argent aux membres du personnel, au lieu de leur livrer des rations. Jusque-là il est opportun de suivre l'ancien système. M. Jennings voudra bien toutefois rapporter s'il est opportun de changer de système, à partir du 1er septembre prochain, par exemple.

14. Tout en renvoyant M. Jennings aux règles établies par le département sur la manière de faire les paiements, de tenir les comptes et sur le genre des pièces



justificatives exigées pour la révision des comptes, l'ingénieur en chef lui recommande de pratiquer l'économie la plus stricte dans les dépenses. Toutes les provisions doivent être de bonne qualité et en quantité suffisante et ne pas dépasser un prix raisonnable.

15. Tout en veillant avec prudence et prévoyance aux besoins du personnel, et à ce que les provisions soient bonnes et suffisantes, il devra éviter l'extravagance, le gaspillage et toute dépense inutile.

16. Le personnel suivant a été choisi pour aider M. Jennings à remplir ces instructions :—

\* \* \* \* \*

17. L'ingénieur prie M. Jennings d'adresser une lettre circulaire aux ingénieurs de division et aux aides-ingénieurs, les informant que tous les ordres ou communications par écrit adressés aux entrepreneurs au sujet des travaux, devront passer par ses mains et être signés par lui seulement, et M. Jennings voudra bien rapporter les ordres ainsi donnés et attirer l'attention sur toutes les questions de quelque importance.

18. Autant que je puis prévoir on a laissé une marge convenable dans le compte des travaux, pour tout genre d'ouvrage requis en vertu du contrat. S'il devient opportun, dans le cours des opérations, d'exécuter un genre de travail auquel il n'ait pas été pourvu, on attire l'attention de M. Jennings sur la 5e clause du contrat qui stipule qu'aucun travail additionnel ne pourra être exécuté, avant que le prix qui devra être payé soit précédemment fixé par écrit par le ministre.

La nécessité de tout travail additionnel devra, toutefois, être soumise à l'ingénieur en chef, et s'il est approuvé, la permission devra être obtenue comme il est mentionné ci-dessus.

19. M. Jennings prendra des arrangements pour que les mesurages mensuels soient terminés le ou avant le dernier jour de chaque mois, de sorte qu'il puisse rédiger et transmettre les estimations à ce bureau aussitôt qu'il sera possible. Toutes les estimations mensuelles devront porter la signature de M. Jennings et être renvoyées en triplicata.

20. Indépendamment des rapports de progrès hebdomadaires, un court rapport devra accompagner les estimations mensuelles; il traitera des différents détails des travaux exécutés dans le cours du mois, des progrès accomplis, de la longueur des nivellements et de la pose de la voie, etc.

21. L'ingénieur en chef insiste auprès de M. Jennings sur la nécessité de tenir les ingénieurs de division, aussi bien que leurs assisants, personnellement responsables de l'exactitude des rapports du travail exécuté. Il ne sera pas toujours possible aux ingénieurs de division d'examiner en personne, chaque mois, la totalité du travail, mais ils devront parcourir chaque mois une partie de leur division; les ingénieurs de subdivision auront à leur envoyer leurs calculs, par télégraphe ou autrement. Le mois suivant, les ingénieurs de division pourront visiter l'autre partie, et par ces moyens, ils s'assureront de l'exactitude du tout, dans le cours de l'exécution des travaux, et deviendront familiers avec tous les détails dont ils sont responsables.

22. M. Jennings est en possession d'une copie du contrat et de tous les plans, profils et documents se rapportant au travail placé sous sa direction. Le soussigné a pleine confiance en M. Jennings, certain qu'il n'épargnera aucun effort pour que ces instructions soient mises en pratique, et les travaux auxquels elles se rapportent convenablement exécutés, et qu'il fera tous ses efforts pour que tout soit conduit avec la plus stricte économie.

SANDFORD FLEMING,  
Ingénieur en chef.

## APPENDICE No 3.

## PIÈCE B, SUPPRIMÉE PAR LES COMMISSAIRES.

*Lettre au secrétaire du Département des chemins de fer et canaux au sujet du témoignage de M. Horetzky.*

OTTAWA, 22 juin 1881.

MONSIEUR.—Je suis forcé bien à regret de vous écrire au sujet du témoignage rendu par M. Horetzky devant la Commission royale du chemin de fer du Pacifique.

J'ai déjà donné mon témoignage devant la Commission sur tous les points qui ont fait le sujet de l'enquête. Je ne crois pas devoir revenir ici sur mon interrogatoire; la présente lettre s'explique assez d'elle-même, mais je me crois tenu envers le département dont j'ai été l'un des principaux officiers, de constater des faits qui pourront avoir plus tard leur utilité. Je m'arrête aux trois points suivants :

1. M. Horetzky s'objecte à cette partie de mon témoignage où il est question de lui. L'interrogatoire portait sur le commencement des explorations en 1871; j'ai dit en réponse à la question 22,613 que M. Horetzky "avait d'abord été envoyé comme photographe."—M. Horetzky prétend que cette assertion est fautive et laisse voir qu'elle lui a causé un vif mécontentement.

Voici les faits qui se rattachent au premier engagement de M. Horetzky comme l'un des employés de l'exploration du chemin de fer du Pacifique. Une demande d'emploi fut présentée pour lui par sir Charles Tupper au printemps de 1871. Sir Hector Langevin était alors chef du département. Sir Charles n'était pas alors ministre.

Il s'intéressa particulièrement à M. Horetzky, dont le nom m'avait jusqu'alors été inconnu. La demande d'emploi fut renouvelée plusieurs fois, sir Charles tenant beaucoup à obtenir un emploi pour son protégé. La difficulté venait de ce que celui-ci n'avait aucune expérience en matière d'explorations ou de génie civil. On m'informa qu'il avait été commis au service de la compagnie de la baie d'Hudson; nous n'avions que faire de simples commis pour les explorations. Sir Charles Tupper, dans son désir de le voir employer, mentionna que M. Horetzky pourrait très bien prendre des photographies, et des échantillons de photographies exécutées par M. Horetzky me furent présentés.

Le pays à parcourir était inconnu, et les services de M. Horetzky en qualité de photographe pouvaient être utilisés. Il fut donc engagé et attaché comme surnuméraire à un parti d'exploration "pour prendre des vues photographiques de lieux intéressants, propres à illustrer l'aspect physique des régions, surtout celle à l'ouest "des fourches de la Saskatchewan." Cette citation est tirée de mes instructions à l'ingénieur qui conduisait l'exploration. (Instructions du 20 juin 1871.)

M. Horetzky s'acquitta bien de cette tâche. Il revint l'hiver suivant avec un portefeuille rempli de photographies de lieux pittoresques situés entre la Saskatchewan et Jasper-House, dans les montagnes Rocheuses.

M. Horetzky, prompt à saisir, observateur intelligent, acquit bientôt quelque connaissance des opérations d'exploration et se rendit utile par l'observation de la configuration générale des régions qu'il traversait. Une quinzaine de mois après son premier engagement, je l'envoyai avec le professeur Macoun recueillir des renseignements sur la vallée de la rivière de la Paix, comme le mentionne mon rapport de 1874 (page 45). L'un de mes objets était d'obtenir des photographies de lieux afin de me former une idée aussi exacte que possible de la conformation de cette région. M. Horetzky exécuta ce service d'une manière qui lui fit honneur et rapporta d'excellentes photographies, auxquelles j'attachai beaucoup de valeur.

M. Horetzky a fait plus tard d'utiles explorations, mais il a été envoyé à l'origine comme photographe attaché au service de reconnaissance, comme je viens de l'expliquer. En 1875, il ne faisait rien de plus que de la photographie.

2. M. Horetzky dit que j'ai supprimé des parties intéressantes et précieuses de son rapport.

En ma qualité d'ingénieur en chef, dépendant du Ministre, il m'appartenait certainement de juger si les rapports que m'adressaient mes subordonnés devaient être publiés en entier ou en partie. Dans le cas particulier dont il s'agit ici, comme j'étais très occupé à ce moment, je priai mon premier assistant, M. Marcus Smith, de lire attentivement le rapport de M. Horetzky et de me donner son avis sur l'utilité de l'insérer en entier ou en partie aux appendices de mon propre rapport.

M. Smith me répondit par la lettre ci-dessous qui explique la suppression de certaines parties du rapport de M. Horetzky. Ayant ensuite moi-même pris connaissance du rapport de M. Horetzky, je me convainquis que M. Smith avait tout-à-fait raison. Je pris la peine d'envoyer chercher M. Horetzky pour lui expliquer comment il devait abrégé son rapport.

Voici cette lettre de M. Smith :

OTTAWA, 24 mars 1875.

CHER MONSIEUR,—J'ai examiné attentivement le rapport de M. Horetzky ; ce rapport est très bien, là où l'auteur se borne à décrire ce qu'il a vu, à juger les hauteurs et les distances approximativement comme cela se fait d'ordinaire dans les reconnaissances de terrains au moyen de l'anéroïde, du compas et des autres instruments portatifs ; mais dans différents passages, il aborde des questions de génie, d'inclinaison de rampes, de tunnels et autres travaux d'art, sans données certaines, et sans aptitude pour cela, puisqu'il ignore absolument la science du génie. Il ne sait même pas comment on se sert du niveau.

Nous avons eu pour règle, mes assistants et moi, de n'entrer dans aucune appréciation ou description de travaux en faisant de simples reconnaissances. Ces études n'ont lieu qu'après le relevé topographique complet de la ligne à suivre. Alors même ce ne sont ni les assistants ni même l'ingénieur de division qui préparent les devis ; ils se bornent à dresser, sur les relevés, les plans et profils d'après lesquels je fais moi-même les devis qui vous sont soumis. Vous aurez à expliquer cela à M. Horetzky. Il est tellement vain et détraqué qu'il s'imaginera (et publiera même) qu'on entrave son génie si on ne le laisse dire. Je puis vous certifier cependant qu'à l'exception de ses photographies, son travail est sans aucune valeur ; ses indications ne peuvent être portées sur le plan d'ensemble. Il prétend que Vancouver s'est trompé et a mal établi sur sa carte la situation relative des chenaux Dean et Gardner, qu'il aurait placés à plus de vingt milles de leur situation véritable.

Pour vous épargner du temps, j'ai noté en marge du rapport les passages qu'il faudrait suivant moi retrancher :

Page 6 (1). Ces descriptions et (2) appréciations de travaux d'art ne reposent sur aucunes données ; inutile de décrire des parties d'une route impraticable dans son ensemble.

Page 7 (1). Appréciations et descriptions de travaux ne reposant sur aucunes données.

(2). Simple ouï-dire, sans conséquence.

Page 11 (1). Descriptions, etc., de travaux ne reposant sur aucunes données.

(2). Simple sentier indien dans la montagne ; laissé dans le rapport, ce passage pourrait induire en erreur.

(3). Douteux.

Page 12. Opinions sur travaux qui ne reposent sur aucunes données.

Page 14 (1). Appréciation tout-à-fait erronées, comme l'a fait voir l'étude des lieux.

(2 et 3). Ces opinions ne s'appuient sur aucunes données.

Pages 15, 16, 17, 18. Point de données servant de fondement à ces opinions sur travaux d'art ; inutile d'ailleurs de s'arrêter à décrire une route impraticable.

Page 21 (1). Tout ceci est erroné, comme l'a démontré l'étude des lieux.

Page 22. Le rapport devrait se terminer ici. On pourrait cependant dans le reste prendre les passages suivants :

Page 24. Passage marqué (1).

Page 26. Passage marqué (1).

Page 27. Servirait de conclusion.

Pages 22 à 25. J'ai parlé de tout cela dans mon rapport de l'exploration spéciale que j'ai faite de cette région.

Page 25 (1). Conjectures.

Page 26 (2). Peut être pris.

Page 27 (1). Mélange de conjectures et d'erreurs.

Page 27 (2). A prendre.

Ces notes vous seront de quelque utilité, j'espère, en vous épargnant du temps.

Tout à vous,

M. SMITH.

SANDFORD FLEMING, écr., ingénieur en chef.

3. M. Horetzky m'accuse de l'avoir empêché d'être convenablement rétribué pour ses services. Ce serait de ma part faire une injustice à M. Horetzky de ne pas admettre que je me suis formé sur la valeur de ses services une opinion plus favorable que celle des ingénieurs avec qui il s'est trouvé en rapports immédiats. Aux ministres qui se sont succédé à la direction du département j'ai parlé en termes d'approbation de l'aptitude dont il avait fait preuve dans l'exploration de régions accidentées.

J'ai recommandé à plusieurs reprises que ses appointements fussent augmentés. A la fin de son service, il recevait le salaire le plus élevé attaché à la fonction d'explorateur. Plus tard, il réclama une rémunération encore plus élevée, prétendant être payé pour le passé sur le même pied que les ingénieurs-assistants de première classe, ces hommes qui ont consacré leur vie à l'étude du génie et " que leur expérience, leur " honorabilité et leur science désignent pour la conduite des travaux d'art les plus " difficiles et les plus importants."

Je n'avais pas d'autorité pour fixer le taux des salaires; cela était du ressort du ministre et du gouvernement. Je puis dire que, règle générale, je n'ai jamais trouvé que mes assistants fussent trop payés. Je n'avais point d'objection à ce que M. Horetzky reçût tout ce que le gouvernement voudrait lui accorder. Je pensai néanmoins que si son salaire était augmenté, tous les employés de l'exploration auraient également droit à une augmentation, et qu'ils se croiraient traités injustement, si leur rétribution n'était élevée dans la même proportion.

Même après que j'ai eu cessé d'être ingénieur en chef, M. Horetzky a persisté à m'importuner pour me faire certifier qu'il avait droit à un supplément de salaire. Pendant mon absence d'Ottawa, nous avons correspondu jusqu'en septembre. Il m'a, en dernier lieu, adressé trois lettres bien étranges, dans lesquelles il me promettait une amitié inaltérable, si je voulais l'aider à lui faire avoir du gouvernement la somme qu'il réclamait, me menaçant en même temps de sa vengeance, si je manquais d'en recommander le paiement immédiat.

Le ton de ces lettres était tel que je n'ai pas même dû en accuser réception.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

F. BRAUN, écr., secrétaire,

Département des chemins de fer et canaux.

---



---

**APPENDICE No 4.**


---

**PIÈCE C, SUPPRIMÉE PAR LES COMMISSAIRES.**

*Ordre rendu en conseil relativement à l'économie à apporter dans la construction des sections 41 et 42.*

*RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur général en conseil le 18 juin 1880.*

Sur un mémorandum en date du 15 juin 1880 de l'honorable Ministre des chemins de fer et canaux, soumettant un rapport présenté par M. Sandford Fleming, ci-devant ingénieur en chef du chemin de fer canadien du Pacifique, relativement à un certain engagement par lui contracté en juillet dernier envers MM. Jennings et Caddy, ingénieurs dirigeants des travaux sur les sections nos 41 et 42, d'après lequel, pour chaque quotité de réduction équivalente à cinq pour cent du coût estimatif des travaux, il leur serait payé extra une année d'appointements, et de même aussi une somme proportionnelle pour toute réduction dépassant cette quotité;—

Le ministre énonce que, M. Fleming ayant fait cet arrangement de sa propre autorité seulement, il désire que cet engagement, contracté dans l'intérêt du chemin de fer, soit reconnu par le gouvernement; ce que le Ministre recommande à favorable considération.

Le comité soumet la recommandation ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié,

J. O. COTÉ, G.C.P.

---

**APPENDICE No 5.**


---

**PIÈCE D, SUPPRIMÉE PAR LA COMMISSION.**

*Lettre au Ministre des chemins de fer et canaux relative à l'économie à apporter dans la construction des sections 41 et 42.*

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,  
OTTAWA, 14 juin 1880.

MONSIEUR,—L'ordre rendu en conseil qui m'a été récemment adressé au sujet de ma position en rapport avec le chemin de fer canadien du Pacifique, me fait un devoir de porter à votre connaissance un engagement que j'ai pris envers les ingénieurs chargés des sections 41 et 42, MM. Jennings et Caddy. Voici dans quelles circonstances j'ai pris cet engagement. J'avais l'intention, l'été dernier, de donner mon attention personnelle et de consacrer tout le temps que me laisseraient mes autres devoirs officiels à la surveillance de ces deux sections. Elles exigent des travaux exceptionnels, dont j'espérais pouvoir réduire considérablement les frais d'exécution. Les contrats ont été rédigés en vue d'admettre une réduction de dépense. Au commencement du printemps, j'ai reçu instruction de passer en Angleterre pour vous y donner mon assistance, ainsi qu'aux autres délégués (le premier Ministre et le Ministre des finances) en des matières importantes.

J'ai ainsi été forcé d'être absent du lieu des travaux. Je vous ai fait observer qu'il me serait impossible de les visiter avant la fin de l'automne, alors que la saison active serait pratiquement passée. J'ai donc pensé qu'il était d'autant plus nécessaire de recommander aux ingénieurs dirigeants de mettre tout le soin et toute l'économie possible dans leurs opérations et de s'efforcer particulièrement de réduire les travaux partout où cela serait praticable, afin d'en maintenir le coût dans des limites aussi étroites que possible. J'ai cru à propos, dans l'intérêt de l'économie à réaliser, de

prendre envers ces ingénieurs un engagement personnel, par lequel je me portais responsable pour un montant considérable, quoique indéterminé. Je ne puis mieux vous expliquer la nature de cet engagement qu'en vous communiquant une copie de la lettre ci-jointe, que j'ai cru devoir écrire à bord du paquebot pendant la traversée en Angleterre, et que j'ai mise à la poste à Queenstown.

J'ai à peine besoin de dire qu'avant et après la remise de la conduite des travaux à MM. Jennings et Caddy, je leur ai soigneusement donné instruction verbalement et par écrit, suivant mes vues et ma détermination, de maintenir la dépense au minimum. J'avais une très grande confiance en eux. La dernière lettre que je leur avais adressée leur donnait à entendre que je me rendrais prochainement sur les lieux pour examiner avec eux en détail le trajet entier des 185 milles formant les deux sections. C'est ce que je ne pus faire par suite de la nécessité où je me trouvai d'accompagner la délégation ministérielle en Angleterre. J'avais à bord le temps de réfléchir; je crus devoir réitérer mes recommandations aux ingénieurs chargés de ces importants travaux pour les engager à redoubler de zèle, d'activité et d'efforts dans l'étude du tracé, afin d'arriver, tout en restant dans la limite déterminée des inclinaisons, à un résultat qui permît d'abrèger et d'améliorer la ligne, partout où cela serait possible, et de diminuer la somme des travaux.

La copie ci-incluse d'une lettre écrite sur mer le 16 juillet de l'an dernier vous fera voir que j'ai pris envers les ingénieurs dirigeants l'engagement que, pour chaque quotité de réduction équivalente à cinq pour cent du coût estimatif des travaux des sections 41 et 42, il leur serait payé extra une année d'appointements, et de même aussi une somme proportionnelle pour toute réduction dépassant cette quotité.

Je ne vous ai pas mentionné plus tôt cet arrangement, non que j'aie cherché à le cacher, mais l'occasion de le faire connaître ne s'était pas encore présentée. J'ai pensé tout d'abord qu'il serait assez temps de vous l'annoncer lorsque les réductions auraient été effectuées et que le chiffre en serait déterminé. Cela ne peut s'établir qu'à la livraison des travaux, et je ne doutais point qu'alors le gouvernement approuverait mon acte et remplirait mon engagement pour la totalité de l'économie réalisée. Pour ce qui est de ma propre responsabilité à cet égard, j'ai toujours considéré (quel que soit le montant dont il s'agisse) qu'elle emportait première charge sur mon propre salaire, jusqu'à ce que le gouvernement ait fait droit à mon obligation.

Comme je laisse la fonction d'ingénieur en chef, je représente respectueusement que je suis bien fondé à demander au gouvernement de se charger d'une obligation qui engage mon honneur et que j'ai cru devoir contracter dans l'intérêt public.

J'ai, etc.,

SANDFORD FLEMING.

Sir CHARLES TUPPER, C.C.M.G.,  
Ministre des chemins de fer et canaux.

## APPENDICE No 6.

### PIÈCE E, SUPPRIMÉE PAR LES COMMISSAIRES.

*Lettre à W. J. Jennings, sur l'économie à réaliser dans la construction des sections 41 et 42.*

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE, BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.  
SUR LE "CASPIAN" EN MER, 11 juillet 1879.

MON CHER M. JENNINGS,—Avant votre départ d'Ottawa pour aller prendre la direction de la section 42, je vous ai exprimé dans nos conversations combien je désirais que les travaux placés sous votre contrôle immédiat, tout en étant complétés d'une manière satisfaisante, restassent en deçà de la dépense prévue aux estimations.

Depuis votre départ, nous avons correspondu sur divers détails, entre autres sur la construction de maisons pour les ingénieurs. Relativement à ce dernier point, il

me semble que vous ne m'avez pas tout à fait compris. On a trop dépensé sur les autres sections pour construire prématurément des habitations dans le genre permanent. Le transport des matériaux dans les nouvelles sections, qui n'ont que de mauvais chemins ou même qui n'en ont pas, est très dispendieux. Quelquefois une habitation construite à grands frais est détruite par l'incendie; elle est toujours en danger de l'être dans la première période des travaux, au commencement du déboisement.

Tout mon personnel sait que j'ai à cœur de le voir bien rétribué et installé aussi confortablement que possible; mais, au début des opérations dans des régions encore inhabitées, on ne doit pas rechercher ses aises comme dans un milieu civilisé; vouloir se les donner dans une mesure un peu forte, entraînerait une grosse dépense, en tout cas, une dépense telle que les circonstances ne pourraient guère la justifier. Il faut savoir se contenter de ce qui est le plus facilement accessible, et, en employant l'argent public, agir comme si c'était notre propre argent.

Que ferait un colon venant se fixer dans un endroit nouveau, à peine ouvert? Il n'entreprendrait point de se loger avec des matériaux que ne fourniraient point ses alentours; il se bâtirait une simple hutte en troncs d'arbres, se fabriquerait les meubles et ustensiles indispensables, en attendant que les chemins d'hiver lui permettent d'aller se procurer ce qui lui manque. Nos employés ne pourraient-ils imiter cet exemple? On construit en troncs d'arbres des habitations chaudes et confortables, et l'usage de bien des choses peut se remettre à plus tard.

Mon intention était d'aller faire une tournée d'inspection des travaux entre le lac Supérieur et Selkirk, immédiatement après le départ des détachements, et de tout disposer à Ottawa en vue de cette absence; mais j'ai été appelé à passer en Angleterre et je ne pourrai vous voir que tard dans le cours de l'automne. Je me suis longuement entretenu avec M. Smellie et lui ai expliqué mes vues. Vous recevrez prochainement sa visite et je compte que tous deux vous réussirez à mettre en pratique les recommandations qui précèdent.

Pour ce qui est du contrat même, je désire que vous fassiez tout ce qui sera absolument légitime pour aider les entrepreneurs. Ils ont de grandes difficultés à surmonter. Tout en exigeant que les travaux soient exécutés comme ils doivent l'être, je serais porté à admettre une certaine latitude au lieu de suivre une exactitude minutieuse dans les choses qui ne sont pas d'une grande importance.

Il est de première importance que la ligne entière soit construite dans les conditions faciles pour les pentes et favorables pour les travaux d'art que j'ai eus en vue à l'origine; et votre premier devoir sera de veiller à ce que ne s'en écarte en rien. Vous aurez soin toutefois d'éviter toute dépense qui ne serait pas absolument nécessaire pour s'assurer ces avantages.

Le cahier des charges est libéral. Le contrat diffère de tous les autres; c'est ce qu'on peut appeler un contrat maximum; la somme totale stipulée peut être diminuée mais non augmentée. Le cahier des charges est tellement libéral que tous les travaux peuvent être exécutés, je pense, *pour une somme bien inférieure à celle prévue au contrat*. Je voudrais que vous fissiez tous vos efforts pour cela; beaucoup dépend de vous, et si vous vous appliquez résolument à obtenir ce résultat, vous y réussirez. Tout en agissant avec justice et même avec libéralité envers les entrepreneurs, que vous ferez payer en plein de tout l'ouvrage exécuté, si la dépense reste de beaucoup en deçà de la somme prévue, vous aurez gagné vos éperons en économisant ainsi les deniers publics, et vous vous serez assuré un titre à l'estime, sinon à une récompense matérielle.

Quant à ce dernier genre de récompense, je n'ai aucune autorité pour vous l'offrir au nom du gouvernement; mais je crois vraiment qu'il serait dans l'intérêt public de reconnaître vos services d'une manière substantielle, si vous réussissez à réduire la dépense. Je vais jusqu'à dire, me croyant justifié en ceci par mes services passés envers le gouvernement, que si le contrat est rempli à ma satisfaction moyennant une somme inférieure de cinq pour cent au prix du contrat, vous aurez droit de recevoir extra une année de salaire, et de même une somme proportionnelle pour toute plus forte réduction. Cela n'est à mes yeux que la simple reconnaissance d'utiles services. Comme je viens de le dire, je n'ai reçu du gouvernement ni du

Ministre aucune autorisation d'en agir ainsi, mais je vous fais cette promesse dans l'intérêt public, sur ma propre et unique responsabilité et en ma qualité d'ingénieur en chef.

Je voulais écrire à M. Caddy dans le même sens, mais le roulis est incessant et les commodités pour écrire laissent à désirer. Je vous serais obligé si vous lui communiquiez mes vues en lui envoyant une copie de cette lettre. Je lui aurais écrit précisément dans le même esprit, et lui aurais dit la même chose au sujet de la reconnaissance de ses services si le montant du contrat se trouve réduit à l'achèvement des travaux. Le contrat 41 est semblable au contrat 42. Ce sont les deux seuls dans ce genre qui aient encore été passés. Veuillez accuser réception lorsque cette lettre vous parviendra. Je vous donne mon adresse sur le revers de cette feuille. Je ne garde point de copie; vous m'obligeriez en m'en faisant tenir une prise au moyen de la presse à copier, lorsque vous écrirez à M. Caddy.

Je vous souhaite tout succès et j'espère vous voir de bonne heure en octobre.

Croyez-moi tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

W. J. JENNINGS, écr, section 42 C. F. C. P.

Adresse à Londres: Canadian Agency, 31 Queen Victoria Street, London, E. C.

## APPENDICE No. 7.

### PIÈCE F, SUPPRIMÉE PAR LA COMMISSION.

*Lettre à l'honorable A. Mackenzie, contenant un mémoire sur la construction du chemin de fer du Pacifique et sur certaines accusations personnelles à la charge de l'ingénieur en chef.*

OTTAWA, 30 septembre 1874.

(Non officielle.)

CHER MONSIEUR,—Comme vous m'en avez prié, j'ai considéré la question de commencer la construction du chemin de fer canadien du Pacifique, et j'ai cru à propos d'exposer dans un mémoire que je vous adresse, les vues que je me suis formées sur ce sujet. Vous ne m'avez pas fait connaître votre manière de voir et je n'ai consulté personne; je n'ai donc pas eu l'avantage de votre opinion ni de celle d'aucun autre, de sorte que j'ai pu errer dans mon jugement. Quoi qu'il en soit, mes vues sont exposées ici avec liberté et franchise.

Je désire vous mentionner une chose qui m'a bien surpris. J'ai appris qu'on m'accuse à Toronto et ailleurs d'avoir acquis de grands intérêts à Nipigon.

Je n'attache guère d'importance aux dires de certaines gens qui se servent de tout pour parvenir à leurs fins, mais je tiens à ce que vous soyez correctement renseigné, en cas que ces histoires soient venues à votre connaissance.

Je n'ai aucun intérêt direct ou indirect, personnel ou autre dans aucune espèce d'immeubles, pour la valeur d'un seul pouce à Nipigon, à la Baie du Tonnerre ou sur aucun autre point au nord ou à l'ouest du lac Supérieur. Je n'ai jamais été propriétaire et n'ai jamais eu d'intérêt dans la propriété d'immeubles situés au nord ou à l'ouest de Collingwood, à l'exception d'une cinquantaine d'acres de terres que j'ai au Sault-Sainte-Marie et qui m'appartiennent depuis une douzaine d'années. On ne m'accusera pas d'avoir voulu faire passer le chemin de fer du Pacifique au Sault-Sainte-Marie, car tous mes rapports sont dans le sens opposé. Loin de chercher à acquérir des terrains au nord du lac Supérieur, je me suis prudemment abstenu de me mêler à ces acquisitions. Pour ce qui est de Nipigon, je ne connais seulement pas un seul individu qui ait là le moindre intérêt dans des terrains. Je ne sais même pas si le gouvernement a concédé des terres, ou si des particuliers ont demandé des concessions dans cette région-là.

J'aurais pu vous dire tout cela verbalement, mais il se peut que je n'aie pas



l'occasion de le faire d'ici à quelque temps et il est naturel que je m'empresse de démentir énergiquement de fausses rumeurs.

Le seul point dans le rapport ci-inclus qui demande attention immédiate fait le sujet du dernier paragraphe.

Tout à vous,

SANDFORD FLEMING.

A l'honorable ALEX. MACKENZIE.

## APPENDICE No 8.

*Mémoire relatif à la construction du chemin de fer canadien du Pacifique et à la colonisation du territoire du Nord-Ouest.*

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF, CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.  
OTTAWA, 29 septembre 1874.

A l'honorable ALEX. MACKENZIE,

Ministre des travaux publics, etc., etc., etc.

MONSIEUR,—Conformément à vos désirs, j'ai accordé quelque attention à la question de la construction du chemin de fer du Pacifique et du meilleur mode de travail à adopter sous l'opération du statut promulgué à la dernière session. Je vous soumetts aujourd'hui les opinions générales que j'entretiens sur le sujet.

Vous savez déjà que j'ai toujours considéré comme nécessaire et que j'ai toujours demandé la construction d'une ligne de télégraphe avant celle du chemin de fer, et que j'ai regardé cette entreprise comme étant de toute importance.

La construction du télégraphe, depuis la côte du Pacifique jusqu'au lac Supérieur à l'est, se fait maintenant par adjudication de contrat, et l'on peut considérer que c'est une chose assurée.

Pour des raisons qui seront exposées plus loin, je crois qu'il ne devrait pas y avoir de délai pour inaugurer la construction du télégraphe depuis le lac Supérieur, le long de la route du chemin de fer, jusqu'au côté sud du lac Nipissing, à quelque point qu'il puisse se relier au système télégraphique de l'Ontario et de Québec.

J'ai la plus haute opinion de la capacité productrice d'une grande partie du pays qui s'étend sur des milliers de milles à l'ouest du lac des Bois. Je crois que ce vaste territoire est destiné à faire vivre une très grande population, et je crois qu'une dépense judicieuse faite par le gouvernement pour ouvrir des lignes de communication, en même temps que pour appliquer un système d'immigration bien organisé, aura pour effet de coloniser rapidement le pays. Dans des circonstances favorables, je crois que dans peu d'années la population se comptera par millions, et que le jour n'est pas éloigné où le recensement fera voir qu'il y a plus de sujets canadiens à l'ouest du lac des Bois, qu'il n'y en a à l'est. L'Ontario et Québec seront alors placés parmi les provinces orientales de la Puissance.

S'il y avait, à l'heure qu'il est, une pareille population dans les plaines centrales, qui pourrait douter un seul instant des gigantesques proportions du trafic qui serait fait entre les millions de l'est et les millions de l'ouest du lac Supérieur?—trafic qui ne trouverait pas seulement un débouché à travers le magnifique système des lacs et des rivières qui, pendant la saison de la navigation, conduit au St-Laurent inférieur, mais qui exigerait absolument, pour le service de l'année, la ligne de chemin de fer la plus courte qui pût être trouvée.

Le trafic signalé occuperait, on n'en peut aucunement douter, toutes les lignes de communication dont il est maintenant question. Le fret chercherait naturellement les cours d'eau durant la saison de navigation, pendant que les voyageurs et le fret léger choisiraient en toute probabilité, toute l'année, les lignes ferrées.

Donc, en prévision de l'avenir, il est de toute importance que le chemin de fer soit tracé et construit sur la route la plus courte possible.

C'est une erreur dans laquelle beaucoup de gens sont tombés, de croire que la ligne la plus courte passe au sud du lac Supérieur. Les meilleurs renseignements

reçus jusqu'à présent établissent le fait qu'une ligne située au sud du lac Supérieur aurait de 59 à 94 milles de plus en longueur qu'une ligne passant au nord et touchant à la baie du Tonnerre, et de 123 à 153 milles de plus qu'une ligne qui toucherait à la baie de Nipigon.

Tout à fait en dehors de la question du passage à travers un pays étranger, il est clair que toute idée de dépenser l'argent du Canada pour construire une ligne au sud du lac Supérieur devrait être écartée et qu'il faudrait diriger tous les efforts vers la construction d'une ligne plus directe vers le nord.

Des deux lignes au nord du lac Supérieur, celle qui touche à Nipigon paraît être la plus courte d'environ 64 milles. C'est conséquemment la route qui, dans mon opinion, devrait être adoptée si on n'en trouve pas une plus courte.

En prévision d'un avenir qui n'est pas éloigné, et en prenant en considération l'importance des avantages que procurerait le choix de la ligne la plus courte et la plus directe, ce serait une très grande folie que de détourner le tronc principal d'un seul mille de la ligne directe. La ligne la plus courte que l'on aura sera encore plus longue qu'on ne désirerait. Si donc on en peut trouver une plus courte que celle dont il est question et qui passe par Nipigon, c'est véritablement la ligne à choisir pour le chemin de fer.

Détourner la ligne pour la faire passer par la baie du Tonnerre, ce serait éloigner les provinces est et ouest de la Puissance les unes des autres d'une distance de 64 milles et imposer une taxe inutile de près de deux piastres par tête aux voyageurs qui se serviraient du chemin pour le temps à venir.

Il ne faut pas que l'on comprenne que je demande que la construction d'une ligne ferrée continue au nord du lac Supérieur ait préséance sur toute autre chose.

Je recommande seulement que, dès le principe, on ait continuellement la chose en vue, que cela fasse partie du projet général, et que l'entreprise soit mise à exécution lorsque le temps propice sera venu. Il y a d'autres sections et d'autres travaux qui sont plus pressés.

Les canaux et les chemins de fer existants qui sont en rapport avec les grands lacs établissent dans ce pays des communications entre l'Atlantique et la baie du Tonnerre. La baie du Tonnerre est le point de départ naturel pour la route par terre et par eau, qui déjà jusqu'au Manitoba est populairement connue sous le nom de route Dawson. Cette ligne de communication devrait, je crois, être rendue praticable immédiatement pour les fins présentes, et pour servir en permanence comme route du fret pendant les saisons de navigation.

La route Dawson ne servira jamais à grand'chose tant que, sur tout son parcours, on ne voyagera pas au moyen de la vapeur. Les 50 milles à l'est du lac Shébandowan et les 100 milles à l'ouest du lac des Bois, devraient immédiatement être couverts d'un chemin de fer; les portages qu'on ne peut canaliser, devraient être munis de routes ferrées à traction de chevaux et pourvus des meilleurs moyens mécaniques propres au transport et à la manipulation faciles et rapides du fret.

Le point de départ du lac des Bois, au portage du Rat, est un point objectif sur le chemin de fer du Pacifique et l'on en pourrait faire un poste commun sur la route Dawson; de là jusqu'à la rivière Rouge, le chemin de fer devrait être commun aux deux lignes de communication.

À l'est du portage du Rat, je crois qu'il serait bon de faire de la ligne Dawson une ligne entièrement indépendante pour le trafic.

Je suis parfaitement convaincu qu'à une époque non éloignée, le trafic entre le lac Supérieur et la rivière Rouge entretiendra pleinement les deux lignes de communication, et que la partie du chemin de fer du Pacifique qui demandera la première une double voie sera celle située entre le portage du Rat et la rivière Rouge.

Je suis convaincu que la route Dawson, améliorée et complètement entretenue, ne suffira pas au trafic du fret qui sera créé; et delà vient l'importance que j'attache à la construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique située entre la rivière Rouge et le lac Supérieur, de façon à ce que la chose soit spécialement adaptée au lourd trafic qui cherchera bientôt cette voie.—Voir Rapport du chemin de fer du Pacifique 1873, page 33.

L'embranchement de Pembina servira naturellement pendant un court espace de

temps à donner accès au Manitoba jusqu'à ce que d'autres lignes plus directes soient établies à travers le territoire canadien.

Le chemin de fer canadien du Pacifique, à partir du Manitoba, en allant vers l'est, ne peut s'arrêter brusquement au lac Supérieur. S'il se terminait là il ne servirait que dans les mois d'été. L'embranchement de Pembina serait la seule ligne de communication pour aller et venir durant la saison d'hiver; mais, quand le pays sera devenu peuplé, les habitants des plaines n'aimeront pas à faire un trajet de 1589 milles, en passant par le territoire des Etats-Unis, pour aller à Toronto, lorsqu'ils pourraient s'y rendre par un trajet de 1173 seulement. Ils ne voudront non plus être rejetés à 1925 milles de Montréal. alors que le parachèvement de la ligne à l'est du lac Supérieur abrégerait la ligne de 637 milles.

Pour ce qui est du pays situé à l'est de la rivière Rouge, la question du jour consiste réellement en sa colonisation. On peut certainement faire servir les lacs et les rivières à l'avancement de l'œuvre, mais, vu qu'à cause du climat, les voies de communication par eau ne peuvent pas servir pendant une partie considérable de l'année, il faut quelque chose de plus que la navigation des lacs et des rivières pour faire avancer d'une façon rapide et efficace la colonisation de cette région.

Il faut se convaincre que l'établissement de chemins de fer,—non seulement d'une voie principale, mais de tout un système—est le seul moyen de maintenir des communications entre les différentes sections de ce vaste territoire.

C'est probablement la construction d'une voie principale qu'il faut entreprendre d'abord. Les embranchements viendront en temps opportun; les ramifications s'établiront partout où l'on trouvera un trafic possible et avantageux. Jusqu'à présent tout indique la passe de la Tête-Jaune comme le passage à adopter pour franchir les montagnes Rocheuses et aller jusqu'à la côte du Pacifique. Quoi que produisent les explorations qui se font actuellement et celles qui se feront par la suite, je prétends pour le moment que la voie principale traversera par la passe de la Tête-Jaune, et j'ai marqué sur la carte qui accompagne ceci, sa position approximative en partant de la rivière Rouge et gagnant vers l'est. A partir de la voie principale, j'ai indiqué où l'on pourrait placer de la façon la plus convenable les principaux embranchements. On verra qu'il est question d'un embranchement depuis la ligne principale à la traverse de la rivière Rouge, qui se dirigerait presque vers l'ouest par la vallée de l'Assiniboine. Cet embranchement desservirait la région fertile dans cette direction, et se rendrait jusqu'aux houillères récemment découvertes par ceux chargés de l'exploration de la frontière, et fournirait le combustible aux habitants de la province de Manitoba. On indique d'autres embranchements à partir de la voie principale, et qui vont dans les directions nord et sud. A partir d'un point situé dans le voisinage d'Edmonton, un de ces embranchements traverserait une belle et grande contrée sur le flanc oriental des montagnes Rocheuses, s'étendant depuis la Saskatchewan du nord en gagnant la frontière des Etats-Unis, pendant qu'un autre parcourrait la vallée de la rivière de la Paix. Tous deux seraient d'une immense utilité pour le développement des ressources minières et agricoles de ces régions.

Plusieurs autres embranchements seront établis à mesure que les circonstances l'exigeront. Ceux dont j'ai parlé ne sont que les principaux à suggérer actuellement.

Quant au pays situé sur le versant ouest des montagnes Rocheuses et au chemin de fer qui y passera pour se rendre à l'océan Pacifique, il faut attendre que les explorations soient plus avancées avant d'en dire plus que ce qui a déjà été dit dans mon dernier rapport général. Tout ce que l'on peut faire maintenant, c'est de mettre en réserve une somme pour les dépenses à faire sur la route, quelle qu'elle soit, qui sera choisie.

Après avoir soumis ces considérations générales, je vais soumettre les vues que je me suis faites au sujet de la mise à exécution des travaux importants dont il est question.

Il serait sans doute avantageux de plusieurs façons de faire construire le chemin de fer du Pacifique par une forte compagnie au lieu de le faire faire directement par le département des Travaux publics.

Je suis cependant convaincu, après avoir soigneusement examiné la chose, qu'il

serait mieux, dans le cours des deux années qui vont suivre, de faire faire les travaux préliminaires désirables par le département des Travaux publics directement. Ceci donnerait le temps de se procurer les informations relatives à toutes les parties du pays, de tracer la ligne du chemin de fer, de construire le télégraphe, et de faire tous les travaux mentionnés dans les contrats qui ont rapport aux télégraphes, tels que les éclaircies, la confection des chemins, etc. Ceci mettrait le gouvernement et les particuliers qui désireraient être parties aux contrats, à même de se faire une idée plus intelligente de l'entreprise projetée, qu'il ne serait possible actuellement.

Avant l'expiration d'une période, disons, de deux ans, le gouvernement pourrait demander publiquement et recevoir les propositions des capitalistes disposés à former une ou plusieurs fortes compagnies financières pour mener l'entreprise à bonne fin, et les propositions qui seraient faites pourraient comprendre l'obligation, pour la compagnie ou les compagnies contractantes, de construire telles parties de tout le projet que le gouvernement serait à exécuter, et ainsi qu'il pourrait être stipulé.

En même temps, je propose que le gouvernement, par l'entremise du département des Travaux publics, fasse faire, dans les deux années qui vont suivre, avec autant d'énergie que possible, certains travaux préliminaires et nécessaires, comme suit :

*Premièrement.*—Ligne télégraphique, comprenant les éclaircis de deux chaînes de largeur le long de la ligne du chemin de fer à travers la forêt, ainsi que les pistes et les chemins pour les transports.

1. De la Colombie-anglaise à Edmonton.....	\$300,000
2. De Edmonton au fort Pelly.....	117,250
3. Du fort Pelly au fort Garry.....	56,250
4. Du fort Garry au lac Supérieur.....	189,120
5. Du lac Supérieur au lac Nipissing.....	250,000
	<hr/>
	\$912,620
Soit.....	\$1,000,000

*Deuxièmement.*—Communication par terre et par eau depuis le lac Supérieur jusqu'à la rivière Rouge (route Dawson).

	Dépenses approximatives.
1. Chemin de fer depuis la rivière Kaministiquia jusqu'au lac Shébandowan.....	\$1,000,000
2. Chemin de fer depuis le portage du Rat jusqu'à la rivière Rouge.....	2,000,000
3. Portages et équipements entre le lac Shébandowan et le portage du Rat.....	250,000
	<hr/>

Dépenses totales sur la route Dawson, dont \$2,000,000 pour les frais en commun avec le chemin de fer du Pacifique. \$3,250,000

*Troisièmement.*—Communication par terre et par eau depuis la rivière Rouge jusqu'à la Saskatchewan du Nord.

1. Chemin de fer depuis la rivière Rouge jusqu'au lac Manitoba	\$1,500,000
2. Portage, chemin de fer, amélioration de la navigation sur la Saskatchewan, bateaux à vapeur, etc.....	250,000
	<hr/>

Dépenses totales pour la navigation de la Saskatchewan, dont \$1,500,000 serait pour la ligne principale du chemin de fer du Pacifique..... \$1,750,000

*Quatrièmement.*—Embranchement de Pembina..... \$1,000,000

*Cinquièmement.*—Au compte de la construction du chemin de fer du Pacifique dans la Colombie-Anglaise et entre le portage du Rat et Nipigon..... \$3,000,000

## RÉCAPITULATION.

1. Ligne télégraphique du chemin de fer du Pacifique.....	\$1,000,000
2. Communication par chemin de fer et par eau depuis la baie du Tonnerre jusqu'à la rivière Rouge.....	3,250,000
3. Communication par chemin de fer et par eau depuis la rivière Rouge jusqu'à Edmonton.....	1,750,000
4. Embranchement de Pembina.....	1,000,000
5. Chemin de fer du Pacifique dans la Colombie-Anglaise, etc..	3,000,000
Total.....	\$10,000,000

Avec ces dépenses on commencerait les travaux sur toute la ligne, et ce serait probablement autant que l'on pourrait raisonnablement faire dans la période indiquée.

On assurerait la construction de la ligne télégraphique le long du chemin de fer depuis Ottawa jusqu'à la Colombie-Anglaise; on déblaierait la forêt sur une largeur de deux chaînes, on ferait un chemin praticable pour les chevaux le long de toute la ligne, et l'on donnerait ainsi l'accès du pays aux entrepreneurs, aux explorateurs et aux colons qui viendraient, et l'on rendrait possible et aisé l'établissement de communications postales à une époque très rapprochée.

Avec la dépense proposée on agrandirait et on améliorerait la route Dawson comme ligne de communication par la vapeur, ce qui la rendrait propre à toute espèce de trafic jusqu'au parachèvement du chemin de fer entre le lac Supérieur et la rivière Rouge. Il faudrait naturellement une classification du trafic après l'achèvement du chemin de fer. La route Dawson continuerait à avoir son utilité comme moyen de transport du fret du chemin, pendant que les voyageurs et l'autre fret seraient transportés sur les rails.

Au moyen de cette dépense on relierait aussi par voie ferrée la rivière Rouge au lac Manitoba; on ferait des lignes ferrées sur les portages entre les lacs Manitoba et Winnipégois et la rivière Saskatchewan, on améliorerait les rapides de la Saskatchewan, on mettrait des bateaux à vapeur sur toute la route et l'on augmenterait pratiquement, de cette manière, les moyens de communication depuis le port de Québec, en passant par les embranchements de la Saskatchewan, jusqu'au pied des montagnes Rocheuses.

On verra que les dépenses proposées seront strictement appliquées seulement à ces parties des grandes lignes de communication qui sont nécessaires pour ouvrir le pays et qui serviraient de la façon la plus efficace à la construction économique de ce qui resterait à faire au bout des deux ans.

Dans les estimations offertes, j'ai mis \$3,000,000 pour les dépenses à faire dans la Colombie-Anglaise et sur la ligne entre le portage du Rat et Népigon. Je n'ai pas essayé de diviser le montant, vu que la somme à dépenser dans la Colombie-Anglaise dépend beaucoup des circonstances.

Pour ce qui est de l'estimation, je puis dire que, bien qu'elle soit approximative, on peut la regarder comme libérale; et pour ce qui est de la période de deux ans, je ne veux pas que l'on comprenne strictement deux saisons propres aux travaux.

J'aurais plutôt dû me servir de l'expression deux ou trois ans, attendu qu'à cause des circonstances particulières, je doute qu'il soit possible de faire tout ce qui est projeté ou de dépenser le montant estimé d'une façon judicieuse et économique dans une période plus courte.

Il n'y aurait cependant rien pour empêcher le gouvernement de recevoir des propositions qui pourraient être faites par des compagnies financières pour la construction de toute la ligne de chemin de fer avant l'achèvement des parties dont il est ici question. On pourrait alors compter le montant dépensé comme autant de payé à la compagnie, ou faire comme on voudrait au moyen d'une entente quelconque.

Mon but présentement est d'indiquer quel serait, dans mon opinion, le meilleur moyen de procéder à adopter. Je suis convaincu que l'on considère ou non convenable de confier plus tard l'entreprise à une compagnie, qu'il serait toujours dans l'intérêt du public de commencer les travaux de la façon indiquée ici. Je suis

convaincu qu'avec des travaux préliminaires poussés convenablement et en rendant faciles l'accès et la colonisation de toutes les sections du pays, il serait aisé d'arriver avec les capitalistes à des conditions beaucoup plus favorables au Canada qu'on ne peut s'y attendre actuellement.

Si vous recevez favorablement les recommandations que je vous fais, je recommanderais de plus qu'avis public soit immédiatement donné que les travaux de terrassement des chemins de fer depuis la baie du Tonnerre jusqu'à Shébandowan, depuis la rivière Rouge jusqu'au portage du Rat, et depuis la rivière Rouge jusqu'au lac Manitoba, seront prêts à être adjugés par contrats avant la prochaine session du parlement, et que l'on demandera des soumissions aussitôt que les explorations qui se font maintenant seront terminées, et que les plans, profils et spécifications auront été préparés, l'intention étant de fournir aux entrepreneurs, avant l'hiver, la chance d'examiner par eux-mêmes la nature des excavations qu'il faudra faire sur les diverses sections mentionnées.

Je suis, etc., etc.,

SANDFORD FLEMING.

### APPENDICE No 9.

EXTRAITS DU RAPPORT GÉNÉRAL DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, POUR L'EXERCICE FINISSANT LE 30 JUIN 1873.

#### *EXPLORATION DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.*

« Votre Excellence se rappellera sans doute que l'exploration a commencé en juin 1871. Les études ont été depuis continuées activement, et quoiqu'aucune décision sur les points contestés n'ait été mise devant le public, le travail d'exploration n'a pas été interrompu. Il n'y a pas d'exagération à dire que l'étendue de territoire à explorer est immense. L'histoire même démontre qu'on s'était fait de fausses impressions à cet égard. Il n'y a que dix ans que le capitaine Palliser, dans son rapport au gouvernement impérial, déclarait l'impossibilité d'établir aucune communication à travers le territoire canadien.

« Cet officier résumait ainsi le résultat de ses recherches :

« Les plaines de la Saskatchewan, à l'est des montagnes Rocheuses, ont donc été reliées à une route connue à travers la Colombie-Anglaise par l'expédition que je commandais, sans avoir eu à passer à travers aucune partie du territoire des États-Unis. Cependant, la connaissance que j'ai du pays, en somme, ne me portera jamais à conseiller l'établissement d'une voie de communication du Canada au Pacifique, à travers le continent, exclusivement sur le territoire britannique. Le temps d'exécuter pareil projet est passé, et le malheureux choix d'une frontière déterminée uniquement par des observations astronomiques a complètement isolé du Canada, à l'est, les possessions de la Grande-Bretagne au centre de l'Amérique, et les a aussi presque complètement privées de tout accès praticable de la côte du Pacifique à l'Ouest. »\*

« Cette opinion, réfléchie et énergiquement exprimée, résultat de quatre années de travail sur le terrain, et due à un homme éminent, accompagné d'aides également instruits, capables et énergiques, peut être citée avec à-propos pour montrer les difficultés énormes qu'il faudra vaincre sur la ligne du chemin de fer du Pacifique. Ces difficultés ont été considérées comme insurmontables jusqu'à ces trois dernières années, et leur solution demande un travail et une attention incessantes.

« Pour étudier une région tellement immense, il faut un temps proportionnellement considérable. Le versant de l'ouest des montagnes Rocheuses peut être considéré comme n'offrant aucune descente naturelle. En conséquence, la ligne ne peut être tracée finalement qu'après mûres études et après avoir comparé l'énorme travail extra qui, en quelques cas, ne peut être mis de côté. Par ce moyen, on peut réduire ces

\* *Parliamentary Report*, London, 1863.

dépenses au minimum. Les explorations, pour rendre possibles de telles comparaisons, sont encore en marche. C'est seulement quand le tracé sera basé sur une parfaite connaissance de la topographie de la région, et que tout espoir d'amélioration paraîtra futile, qu'il pourra être définitivement recommandé.

" Un des premiers principes admis dans cette étude est que la ligne devra se diriger vers les eaux navigables du lac Supérieur, à un endroit accessible pour Manitoba. On a cependant immédiatement rencontré sur la rive nord du lac Supérieur, au sud-est du lac Népigon, des difficultés assez sérieuses pour obliger de faire le tracé de la ligne au nord de cette nappe d'eau.

" On a pour cela exploré le nord du lac, et il a fallu relier cette exploration à celle de l'année précédente à la rivière aux Orignaux. Une partie du tracé entre la rivière Népigon et le lac des Bois n'étant pas satisfaisante, et la région au sud ne paraissant pas plus favorable, on a fait un tracé plus au nord, pour le relier à celui du Népigon nord.

" En même temps on a fait une exploration depuis cette ligne nord pour la relier au lac Supérieur, conformément au principe dont la nécessité a été reconnue.

" Le point de départ du chemin de fer a été fixé par la législature (chap. LXXI, 35 Vic.) à quelque endroit sur ou près le lac Nipissing, et sur la rive sud de ce lac. Ce n'est pas loin de là qu'on a commencé ces études.

" La distance entière du lac Nipissing à la rivière Rouge est maintenant explorée, et on a fait le tracé d'une route sur son parcours. Afin d'éviter la région rugueuse de la ligne sur la côte du lac Supérieur, le tracé a été renvoyé en arrière du lac Népigon. En conséquence, il faudra relier la ligne principale au lac Supérieur. Un embranchement jusqu'à la baie du Tonnerre aura à peu près 150 milles, et jusqu'à la baie de Népigon, probablement 110 milles de longueur. On est maintenant à explorer et à faire le tracé de ces lignes.

" L'ingénieur en chef fait rapport que la distance du terminus est, à la rivière Rouge, est d'environ 980 milles. Cependant 140 milles suffiront pour relier la rivière Rouge aux eaux du lac Supérieur.

" Une comparaison des autres routes du Grand-Ouest, avec les distances jusqu'aux principales villes du Canada, a donné les résultats suivants : d'après le rapport de M. Fleming, l'ingénieur en chef du chemin de fer, le Manitoba se trouve de 300 milles plus rapproché de Toronto par le chemin du Pacifique canadien que par le chemin le plus direct qui existe : celui de Saint-Paul, Chicago et Détroit.

" Il y a 100 milles de moins par le chemin canadien de la rivière Rouge à Toronto que par Duluth, et la route la plus courte que l'on pût construire serait sur la côte sud du lac Supérieur, le Sault-Sainte-Marie, et la côte nord-est de la baie Georgienne.

" La rivière Rouge se trouve plus rapprochée de 550 milles d'Ottawa et de Montréal par la ligne du Pacifique canadien que par la route la plus directe qui existe : celle de Saint-Paul, Chicago et Détroit ; et elle est plus proche de 200 milles d'Ottawa et de Montréal par la route canadienne que par le chemin de fer de Duluth. La ligne la plus courte que l'on pourrait construire de ce point serait sur le côté sud du lac Supérieur et la côte nord de la baie Georgienne, pour se relier aux chemins de fer de l'Est. La longueur approximative de la ligne qu'il faudrait construire de Duluth, pour compléter le réseau, est de 1,020 milles, dont la moitié traverserait le territoire américain, au lieu que la distance totale par le Pacifique canadien, entre la rivière Rouge et Pembroke, sur l'Outaouais, est d'environ 1,080. La distance de la rivière Rouge au lac Supérieur par la ligne canadienne, ne sera probablement pas de plus de 430, tandis que celle de Duluth serait de 477 ; Duluth étant situé à 200 milles plus à l'ouest sur le lac Supérieur que le débarcadère de Prince-Arthur.

" L'exploration de la section ouest a été poussée avec vigueur l'année dernière.

" Un parti d'explorateurs, complètement organisé pour ce travail spécial, est maintenant à explorer la région depuis la passe de la Tête-Jaune, à l'est, vers Edmonton sur la Saskatchewan nord. Cette région est très boisée, et il est difficile d'y pénétrer. Une grande partie en est inconnue, il y avait à peine un sentier quand l'exploration a été commencée. Dans plusieurs endroits, elle est onduleuse, sauvage et rugueuse, et

sa configuration physique ne peut être constatée que par une étude patiente. On attache beaucoup d'intérêt au résultat de cette exploration.

“ Deux lignes réputées praticables, mais qui demanderaient de grandes dépenses, ont été tracées à travers les montagnes jusqu'à la côte. Sur quelques sections, ces travaux seront très difficiles ; mais, comme il a déjà été dit, des explorations plus complètes détermineront si l'on peut trouver une ligne plus avantageuse.

“ De semblables explorations se font depuis le détroit de Howe jusqu'à la rivière Thompson nord, et depuis le lac aux Orignaux jusqu'à la passe de la Tête-Jaune et la rivière Thompson, sur le versant de la vallée opposée à celui où s'est faite la première exploration. En même temps il se fait une exploration depuis la passe de la Tête-Jaune jusqu'au lac Quesnel, en vue de s'assurer s'il est possible de trouver une ligne plus directe pour atteindre Bute Inlet, que par la vallée de la Thompson jusqu'à Kamloops, et de là, à travers les plaines de Chilicoten et la rivière Homatho.

“ On projette de semblables opérations dans l'île Vancouver, pour vérifier la reconnaissance déjà faite entre Seymour-Inlet et le havre des Esquimaux.

“ Il a été fait allusion aux difficultés qui se présentent sur la côte du lac Supérieur, difficultés qui sembleraient nécessiter l'établissement du tracé au nord du lac Népigon. On fait des efforts pour éviter ce tracé, et une étude est entreprise pour trouver une autre ligne convenable au sud de ce lac. Nécessairement, il faudra que le tracé soit fait jusqu'à un certain point à travers la région défavorable signalée dans ce district. Mais il est à espérer que les travaux ne seront pas extrêmement difficiles et qu'il sera possible de donner au chemin de fer une direction telle que l'embranchement du lac Supérieur n'aura qu'une longueur modérée.

“ On fait d'autres travaux entre la rivière Rouge et le lac Supérieur pour relier les lignes déjà explorées, et pour améliorer et réduire la longueur du tracé proposé, là où la chose sera possible.

“ Pour recueillir autant de connaissances que possible sur la région, l'ingénieur en chef M. Fleming, durant la saison de 1872, fit une reconnaissance de tout le parcours jusqu'au Pacifique, y compris l'île Vancouver. Pour cela, il détacha un petit parti de l'expédition principale à la rivière de la Paix pour atteindre le Pacifique à quelque endroit sur la côte nord de la Colombie-Anglaise. La reconnaissance a été faite d'une manière satisfaisante.”

## APPENDICE No. 10.

EXTRAIT DU TÉMOIGNAGE RENDU PAR M. SANDFORD FLEMING DEVANT LES COMMISSAIRES, LE 19 AVRIL ET LE 17 MAI 1881.

### *Question des Muskegs.*

“ 1949. De quelle manière voulez-vous dire que le système de mesurage a conduit à ce désappointement ? est-ce que le mesurage a donné une quantité plus considérable que celle qui a été réellement exécutée ?—D'après le système de mesurage adopté pour payer l'entrepreneur, on a calculé une quantité de matériaux plus considérable que celle qui est réellement représentée par le travail.

“ 19499. Comment cela s'est-il produit ?—Cela s'est produit par le tassement excessif des matériaux eux-mêmes. Il a été constaté que les matériaux provenant des muskegs, employés pour faire une grande partie des remblais, étaient très poreux, remplis d'eau comme une éponge et qu'au bout d'un certain temps l'eau s'écoulait des remblais, ne laissant qu'une quantité cubique beaucoup plus petite que celle qui avait été mesurée et pour laquelle le paiement avait été fait.

“ 19,500. Ce système de mesurage s'accorde-t-il avec vos vues à ce sujet ?—Non.

“ 19501. A votre avis qu'aurait été le système le plus exact de mesurage ?—J'ai compris que l'esprit du contrat était de payer pour le travail véritablement exécuté, et, dans le cas où il aurait fallu employer ces matériaux, j'aurais employé un autre système de mesurage.



“ 19,502. Aviez-vous à cette époque le contrôle du mesurage ?—Non, pas à cette époque.

“ 19,503. A quelle époque considérez-vous que vous n'aviez pas le contrôle ?—Le contrat a été adjugé en juin, 1876 ; je suis parti dans les premiers jours de juillet, 1876, et à cette époque on n'avait pas reçu de rapports des travaux, de sorte qu'en réalité, je n'ai certifié aucun travail exécuté sur cette section. Il a été certifié par d'autres pendant mon absence.

“ 19504. Quand avez-vous repris le contrôle du travail de manière à être responsable d'un système de mesurage après cela ?—Lorsque je repris mes fonctions en octobre 1878, je constatais que l'estimation primitive avait été considérablement dépassée et je refusai de certifier, et je n'ai certifié aucune des quantités de travail exécuté.

“ 19505. Je comprends que l'objection que vous faites à ce système de mesurage est celle-ci, que l'entrepreneur ne devait pas être payé pour la totalité de la quantité cubique qu'il a transportée, mais seulement pour la quantité qui reste finalement dans le remblai ; c'est là le sens de l'objection au système ?—Mon idée est que l'entrepreneur devait être payé pour chaque verge solide de travaux exécutés dans la terre, ou dans le roc, comme le cas peut se présenter.

“ 19506. Cela ne me renseigne pas exactement sur le sens de vos paroles, parce que vous faites usage du mot exécuté ; l'entrepreneur a enlevé les matériaux et les a placés dans le remblai, et je voudrais savoir si, à votre avis, il doit être payé pour la quantité qu'il a enlevée ou seulement pour celle qui reste finalement dans le remblai, une fois que le tassement s'est opéré ?—Dans le cas où le travail consiste à pratiquer une tranchée, pour permettre au chemin de fer de la traverser, l'entrepreneur doit être payé à la verge pour tous les matériaux qu'il a enlevés de cette tranchée. Lorsqu'il a à former un remblai, il devrait être payé pour le contenu solide du remblai et pas davantage.

19507. Est-ce là la règle ordinaire pour faire les mesurages des entrepreneurs ?—C'est l'esprit du contrat, tel que je le comprends.

19508. Je ne parle pas dans le moment de l'interprétation du contrat, qui soulèvera probablement une question légale, je vous demande si c'est l'usage ordinaire de faire les mesurages des entrepreneurs en pratique et non en droit ; est-ce là l'usage ordinaire ?—L'usage ordinaire, dans les autres parties du pays, est de payer d'après le mesurage pratiqué dans l'excavation, mais la nature de l'excavation est bien différente dans ces parties du pays dont je parle.

“ 19509. Alors le système dont vous parlez serait exceptionnel, n'est-ce pas ?—Oui, et il y a, si je ne me trompe, une disposition dans le contrat au sujet de cette exception.

“ 19510. Je ne vous demande pas, pour le moment, d'interpréter le contrat, vous interroge au sujet de questions qui sont de votre ressort. Dois-je comprendre que vous dites que le système que vous suggérez serait exceptionnel et qu'il devrait exister à cause de la nature particulière de cette partie du pays ?—Oui.

“ 19511. Alors, dans cette localité, pensez-vous que la quantité qui devait être mesurée à l'entrepreneur, aurait dû être celle qui est demeurée finalement dans le remblai ?—Dans ce cas ça aurait dû être le contenu solide.

“ 19512. Je crois savoir que la difficulté que présentait cette localité particulière, non seulement pour la section 25, mais pour quelques autres dans les environs, provenait de ce que la terre enlevée des excavations contenait une grande quantité d'eau qui ne servait pas dans la suite à la formation des remblais ?—Les matériaux employés provenaient de ce que nous appelons des muskegs ; ils étaient spongieux et contenaient une grande quantité d'eau, quelquefois plus de 50 pour cent, —de sorte qu'il fallait de deux verges à deux verges et demie de ces matériaux provenant des muskegs, pour former une verge solide dans le remblai. L'entrepreneur était payé pour les deux verges et demie ; je maintiens qu'il ne devait être payé que pour une. Toute la différence entre les estimations primitives et les quantités enlevées et qui ont été payées, provenait de cela. Les estimations primitives ne s'écartaient pas autant. Elles étaient suffisamment exactes pour le but auquel elles devaient servir.

“ 19153. Alors si je comprends bien, ce que vous dites revient à ceci : en vue de former les remblais, il a été nécessaire d'extraire pour les achever, une quantité beaucoup plus considérable de matériaux qu'on n'avait calculé ?—Non, cela n'a pas été fait. Je ne dis pas que c'était une condition *sine quâ non*. Non, dans tous les cas, probablement, mais dans quelques-uns on aurait pu avoir des matériaux d'ailleurs.

19154. Mais quant aux matériaux qui ont été employés, n'était-il pas nécessaire d'en enlever une plus grande quantité qu'on ne s'y attendait d'abord, parce qu'une fois placés dans le remblai, ils ne représentaient pas la même quantité que dans l'excavation ?—Il était nécessaire d'enlever avec les matériaux solides, une grande quantité d'eau. L'eau se trouve incorporée dans les matériaux mêmes. Dans quelques endroits, ils ressemblaient à une épaisse soupe aux légumes ; lorsque l'eau s'est écoulée, deux verges et demie se trouvent réduites à une.

19155. Mais au moment où l'on a fait le calcul des quantités, dans le but de recevoir les soumissions, j'ai compris que vous disiez qu'on pensait que la quantité devant être enlevée représenterait la même quantité dans le remblai que dans l'excavation ?—Je ne puis dire ce que l'on pensait à cette époque. On s'est assuré des estimations des quantités qui devaient être fournies aux soumissionnaires de la manière ordinaire, en calculant les quantités d'après les profils.

“ 19156 Est ce que l'on ne croyait pas alors que les excavations fourniraient la proportion ordinaire de remblai ?—J'ai déjà dit que nous ne connaissions pas ces matériaux, que nous n'en avons pas eu l'expérience—ou du moins une très faible expérience—dans les autres parties du pays.

“ 19157. Je vous demande si l'on ne supposait pas alors que les excavations fourniraient la proportion ordinaire de remblais ?—On supposait qu'il n'y aurait pas une différence marquée dans les excavations de cette section et celles des autres parties du pays.

“ 19158. Alors le désappointement qu'on a finalement éprouvé provenait en réalité, dans le principe, du manque de connaissance des matériaux ?—Jusqu'à un certain point.

“ 19159. Je dois comprendre que toute cette explication signifie que ce désappointement est dû au fait que l'on ignorait la qualité du matériel, et que l'on supposait que l'on en trouverait une proportion ordinaire dans les excavations nécessitées par le terrassement ?—Puis-je vous demander de quel désappointement vous voulez parler ?

“ 191520 Celui causé par la grande différence qui existe entre les quantités exécutées et les quantités estimées ?—Non ; cela était dû au système que l'on employait pour le mesurage des travaux.

“ 191521. Cela n'était-il pas dû au fait que la plus grande partie du matériel devait être tirée des excavations, de manière à fournir la quantité requise pour le terrassement ?—Cela était dû et à la quantité d'eau contenue dans les excavations, et à la quantité de matières solides qu'il fallait se procurer pour les remplir.

“ 191522 N'est-ce pas votre opinion qu'il était devenu nécessaire de retirer soit de l'eau soit de la terre, soit autre chose, en plus grande quantité que l'on ne devait ensuite en trouver dans le terrassement ?—Je ne suis pas prêt à dire que cela était nécessaire, parce que l'on aurait pu retirer cette eau ou cette terre d'une autre manière. On aurait pu obtenir ce matériel des puits d'emprunt, et ce matériel aurait été d'ailleurs d'une meilleure qualité dans plus d'un cas.

“ 191523. Savez-vous si une grande partie du terrassement, tel qu'exécuté comme vous venez de le dire, l'a été au moyen de matériaux tirés des savanes au lieu de l'être des puits d'emprunt—dans des localités où on aurait pu les tirer de ces puits d'emprunt ?—Dans plusieurs cas on a tiré ces matériaux des savanes adjacentes, et l'on en a ainsi employé de peu solides. Ils étaient plus près du terrassement.

“ 191524. Dois-je comprendre que vous prétendiez qu'on aurait pu obtenir une meilleure qualité de terre, et du matériel plus convenable, de quelques puits d'emprunt dans le voisinage ?—D'une autre manière.

“ 191525. Ne vous rappelez-vous aucune occasion spéciale où la chose soit arrivée, où l'on a exécuté les terrassements au moyen de terre de savane et où on aurait pu employer du matériel tiré des puits d'emprunt ?—Je ne puis me rappeler dans le mo

ment aucune occasion particulière. Je sais parfaitement bien qu'on aurait pu transporter au moyen de convois des matériaux provenant de puits d'emprunt convenables.

" 19526. Avez-vous prêté attention à cette partie de la question—je veux dire vous êtes-vous pratiquement assuré qu'il existait des puits d'emprunt qui auraient fourni ces matériaux dans les occasions dont vous vous plaignez?—J'ai prêté toute mon attention à la chose et j'ai découvert dans certains cas l'existence de ces puits d'emprunt, mais je ne puis préciser les endroits quant à présent. Néanmoins, je pris tous les moyens que je pouvais pour prévenir une semblable difficulté, et je donnai instruction aux ingénieurs qui avaient la surveillance des diverses sections, aussitôt que la chose vint à ma connaissance, d'adopter un nouveau système, et vous trouverez mes instructions dans une lettre adressée dans cette occasion à M. Jennings, qui avait à surveiller les travaux sur la section 42. De semblables instructions furent transmises aux autres ingénieurs. Vous les trouverez dans l'exhibit No. 293, pages 15, 16 et 17.

" 19527. Vous avez dit un mot, il y a peu de temps, d'un pouvoir discrétionnaire, d'après votre opinion, l'ingénieur avait dans le mesurage de cette espèce de matériel, en vertu duquel pouvoir l'entrepreneur ne pouvait être payé que pour la quantité constatée dans le terrassement. Je comprends que c'est là la substance de ce que vous croyiez être le pouvoir de l'ingénieur en cette matière; voudriez-vous dire quelle est la clause des spécifications qui vous porte à croire cela?—Je crois qu'il exerçait ce contrôle en vertu de la 30<sup>me</sup> clause, la sous-clause 31<sup>me</sup>, et la 20<sup>me</sup> clause, mais plus spécialement en vertu de la 20<sup>me</sup> clause, où l'on lit ce qui suit :

" Le mesurage des quantités devra invariablement être fait dans l'excavation, à moins de cas spéciaux, s'il en est, où l'on trouverait la chose impraticable. Dans ces derniers cas, l'ingénieur devra déterminer les quantités dans les terrassements, après avoir fait toutes les concessions raisonnables, desquelles concessions il sera le seul juge."

" 19528. Si je vous comprends bien, vous dites qu'à l'époque où ces spécifications ont été préparées pour être soumises aux personnes qui étaient invitées à envoyer des soumissions, on ignorait la qualité du matériel que l'on devait tirer des excavations, comme par exemple la terre de savane, de manière à y pourvoir plus amplement qu'il n'y est pourvu dans cette clause?—Il n'y avait aucun renseignement précis quant au matériel que l'on devait retirer des excavations, mais les spécifications étaient rédigées de manière à comprendre toute espèce de matériel et à prévoir toute éventualité.

" 19529. Pourriez-vous dire si, à l'époque où ces spécifications ont été préparées, l'on savait que le matériel serait dans plusieurs cas du caractère spongieux que vous décrivez, de manière à faire comprendre qu'il serait moins convenable que s'il avait été plus solide, et que la quantité tirée des excavations serait moindre que celle contenue dans les terrassements?—Je n'en sais rien; mais je puis dire qu'on en donna alors une idée, et que l'intention du contrat était de payer pour de l'ouvrage solide, et non pour de l'eau ou de l'air.

" 19530. Ce n'est pas là tout à fait une réponse à ma question, parce qu'il est possible qu'un tribunal décide que ces documents ne comportent pas l'intention que vous croyez qu'ils contiennent. Je vous demande maintenant quels étaient les renseignements que possédait le département à ce sujet, et, je vous demande de nouveau si, à l'époque où ces spécifications ont été préparées, le département ou le bureau des ingénieurs savait qu'une grande quantité de ce matériel était d'une qualité telle qu'il serait impossible d'obtenir peut-être au-delà des deux cinquièmes de son équivalent dans le terrassement après son transport?—Je ne puis parler que de ce qui me concerne et de ce qui est à ma connaissance. J'ai préparé les spécifications, et ça n'a jamais été mon intention de dire qu'il fallait payer pour autre chose que pour du matériel solide.

" 19531. Vous êtes encore à parler de l'esprit du document?—Oui.

" 19532. Ce que je vous demande était de me dire quels renseignements se trouvaient en la possession du Département?—J'ai déjà dit ce que je pouvais dire à ce sujet.

" 19533. A l'époque où ces spécifications ont été préparées, le bureau des ingénieurs du Département des travaux publics avait-il quelque connaissance que le

matériel que l'on aurait à employer en grande quantité dans la construction des terrassements, était d'un caractère aussi spongieux que vous le décrivez, et contenait si peu de matière solide que l'on ne trouverait finalement dans le terrassement que les deux cinquièmes tout au plus du matériel emprunté aux excavations?—Nous connaissons la nature du terrain à travers lequel la ligne devait passer, mais nous n'avions pas de connaissance précise de la nature du matériel dont vous parlez; et, pour ma part, je n'avais certainement aucune idée que ce matériel serait employé dans une aussi grande proportion qu'il l'a été.

" 19534. Aviez-vous quelque idée que dans ce voisinage il existait une grande quantité de ce matériel qui, après avoir été transporté, ne devait pas représenter plus des deux cinquièmes ou environ, de la substance solide qui y était en premier lieu contenue?—Je ne pourrais pas dire que je connaissais quelle proportion du matériel serait solide. Je ne pouvais pas dire à cette époque le résultat que l'expérience nous a donné depuis. Je savais que le pays était très accidenté, je savais qu'il y avait un grand nombre de marais et de terrains bas, et que les marais en général contiennent du matériel aqueux; mais je n'avais pas d'idée alors qu'il y avait autant de matériel aqueux—comme on l'a depuis constaté.

" 19535. Aviez-vous été informé qu'il devait y avoir probablement une partie considérable du matériel de la qualité que vous dites, c'est-à-dire que l'on n'en retrouverait finalement dans le terrassement solide que les deux cinquièmes, ou la moitié, ou environ?—Je n'avais aucun renseignement de cette espèce.

" 19536. Si vous n'aviez eu aucun renseignement de cette sorte à cette époque, il ne serait pas probable que vous auriez préparé des spécifications pour ces travaux?—Mon impression est que ce matériel a été employé en plus grande quantité qu'il était nécessaire.

" 19537. Si vous n'étiez pas au fait de la grande quantité de ce matériel que l'on devait probablement employer, pensez-vous qu'il soit probable que vous auriez fait une clause spéciale pour cette espèce de matériel dans votre spécification?—Si j'avais été informé qu'il y eût quelque possibilité d'employer ce matériel dans une aussi grande proportion qu'il l'a été, j'aurais certainement introduit une clause spéciale pour en prévenir un emploi aussi considérable.

" 19538. Mais sans parler de la quantité que l'on a employée, je comprends que vous dites que vous n'aviez aucun renseignement sur la nature de ce matériel qui probablement devait être employé dans une proportion assez considérable—je ne veux pas dire dans la proportion qu'il a été employé, mais dans une proportion considérable quelconque—et je vous demande dans le cas où vous n'auriez pas eu cette connaissance si vous auriez probablement préparé vos spécifications de manière à vous précautionner tout particulièrement contre la perte qu'aurait occasionnée l'emploi d'un semblable matériel?—Il est très probable que si j'eusse su ce que je sais maintenant, j'aurais pris des dispositions spéciales contre l'emploi de ce matériel, ou j'en aurais limité la quantité.

" 19539. Je comprends que vous voulez dire que les entrepreneurs ont été payés pour beaucoup plus de travaux d'excavation qu'ils n'en ont réellement exécuté, suivant votre interprétation du contrat?—Ils n'ont pas été payés pour plus de travaux qu'ils n'ont exécutés; ils ont été payés pour une chose qui n'est pas représentée dans les travaux. Ils ont été payés pour le transport de certains matériaux que l'on ne trouve pas du tout dans les travaux—they ont été payés pour avoir transporté de l'eau.

" 1540. Ils ont alors été payés sur des certificats pour des quantités plus considérables que celles auxquelles ils avaient droit?—A l'heure qu'il est, il y a des choses qui ont été payées et que l'on ne trouve pas dans les travaux du chemin de fer.

" 19541. Si je vous comprends bien ce fut là le résultat; mais ce que je vous demande maintenant c'est ceci: Ont-ils reçu des certificats pour une plus grande quantité de travaux que ce qu'ils auraient dû recevoir en vertu du contrat, d'après l'interprétation que vous lui donnez vous-même?—Evidemment, évidemment. Je pourrais vous dire que la douzième clause des spécifications touche aussi à la question. Elle se lit comme suit:

" " Le matériel que l'on devra employer pour les terrassements devra être approuvé par l'ingénieur,

et dans tous les endroits où la surface naturelle du sol où les terrassements doivent être construits est couverte de matières végétales, que l'on ne peut brûler, et qui, dans l'opinion de l'ingénieur, nuiraient aux travaux, ces matières végétales devront être enlevées à son entière satisfaction."

Ceci montre, en même temps que les autres clauses que j'ai mentionnées, que toute l'affaire, en tant que le matériel à être employé y est concerné, était entre les mains de l'ingénieur.

"19542. Je comprends que vous avez fait un rapport formel sur la question de la différence entre le mesurage fait par M. McLernan et par la personne qui a été ensuite nommée pour le réviser, M. Bell. Avez-vous autre chose à dire à ce sujet outre ce que contient votre rapport?—Ce n'était tout simplement qu'un énoncé des faits. J'ai simplement fait rapport sur le mesurage de M. Bell, et ai donné le résultat général, mais je n'entre pas au fond de la question. Je n'ai tout simplement transmis ce rapport que pour clore mes travaux de bureau. J'avais cessé d'être ingénieur en chef immédiatement après la rédaction de ce rapport—de fait, le jour suivant.

"19543. Pour revenir à la question des mesurages dans les terrassements comparés à ceux des excavations, est-il d'habitude d'allouer aux entrepreneurs quelque chose en sus de la terre actuellement trouvée dans le terrassement, en supposant que vous n'eussiez aucun moyen de mesurer l'excavation, et qu'il fallût baser votre jugement sur la quantité constatée dans le terrassement?—Ça n'a pas été la coutume dans mes propres opérations, et ce contrat ne pourvoit à rien de tel. Je vais vous lire une autre clause qui a rapport à la question.—Clause 89 :

"L'entrepreneur sera payé pour les travaux actuellement exécuté par lui sous la direction et à la satisfaction de l'ingénieur, d'après les prix stipulés dans le contrat ; mais il n'aura droit à aucune allocation additionnelle à raison d'aucun changement ou d'aucune altération quelconque."

Puis encore la clause 90 :

"Mais tous travaux, matériaux ou chose de n'importe quelle description qui auraient pu être omis dans les spécifications ou dans le contrat et dont l'exécution seraient, dans l'opinion de l'ingénieur, nécessaire ou opportune devront être exécutés, nonobstant telle omission sur la réception d'instructions par écrit de la part de l'ingénieur, et le paiement pour l'exécution de tels travaux sera basé sur les prix portés en la cédule des prix pour tels travaux."

"19544. Vous lisez dans la clause 89 qu'il n'aurait droit à aucune allocation additionnelle à raison d'aucun changement ou d'aucune altération quelconque ; ces termes sont dans la section?—Oui ; on a fait usage de ces termes.

"19545. Ne définissent-ils pas les altérations particulières qui y sont mentionnées?—Je n'ai pas cru nécessaire d'employer ces termes, parce que je n'avais pas lu la partie précédente de la clause, mais je lirai le tout avec plaisir. Le fait est que la clause déclare que l'ingénieur sera libre de faire les altérations qu'il jugera à propos dans les nivellements, la ligne de localisation, la largeur des coupes, les remblais, les dimensions, ou dans n'importe quelle autre partie des travaux, que ces changements soient ou non de nature à augmenter ou diminuer la quantité des travaux à être exécutés.

"19546. Et la clause s'applique, par conséquent, à ces altérations particulières?—Certainement. Puis la clause 91, en un mot, presque chaque clause du contrat fait ressortir le fait que l'entrepreneur ne doit être payé que pour ce qu'il fera, et non pour ce qu'il ne fera pas.

"19547. Ceci règle difficilement la question de savoir si, en transportant des manières aqueuses, il ne fait pas quelque chose?—Cela se rapporte à ce qu'il fait sous la direction de l'ingénieur, et non pour ce qu'il fait pour son propre avantage.

"19548. Il n'est pas nécessaire de discuter une question de droit ; je suppose que la question soit celle-ci, à savoir si le contrat promet de payer pour le transport de cette espèce de matériel à tant la verge?—Je n'hésite pas à dire que si j'avais été sur les lieux il n'en aurait pas transporté une bien grande quantité, où s'il l'avait fait, le mesurage ne se serait pas fait de la manière qu'il l'a été.

"19549. Il est bien possible que l'ingénieur puisse contrôler ses mouvements de manière à ne pouvoir produire une réclamation aussi considérable pour ce matériel en vertu du contrat. Mais c'est là une question sur laquelle je ne veux pas vous interroger, vu que vous n'étiez pas sur les lieux, et je comprends que vous ne vous en

tenez pas responsable?—J'ai pris des mesures énergiques pour y mettre fin, du moment que la chose est venue à ma connaissance.

\* \* \* \* \*

" 2176. Veuillez nous les donner?—Je vous exposerai mes idées sur la question des muskegs. Il y a certains principes dirigeants sur lesquels les ingénieurs devraient se guider quand ils ont à faire des travaux sous le gouvernement. D'abord, l'ingénieur n'est pas une des parties contractantes, il n'est tout simplement qu'un officier exécutif nommé pour surveiller l'exécution d'un contrat, et voir à ce que justice soit faite tant au public qu'à l'entrepreneur dans les procédés de mesurage, et autres matières. Il doit s'attacher à la lettre du contrat et des spécifications, car dans les contrats comme ceux que nous examinons, toute espèce de travaux est censée être contenue dans les cédules des taux et des prix ressortant aux contrées. S'il y a quelque ouvrage extraordinaire à exécuter qui peut ne pas avoir été prévu quand le contrat a été passé d'abord, et sans prix déterminé, l'ingénieur, n'étant pas partie contractante, n'a pas mission d'établir ce prix; ce sont les principales parties contractantes qui doivent le faire. Admettant que le muskeg soit un genre exceptionnel d'ouvrage, il me semble évident que l'ingénieur ne devrait pas avoir le pouvoir de fixer la valeur en augmentant la quantité d'ouvrage utile que ce matériel nécessitera. Si une verge solide de terrassement fait de muskeg vaut deux fois autant qu'une verge de terre ordinaire dans un terrassement, l'entrepreneur devrait alors recevoir double prix, mais c'est le gouvernement qui seul a le droit de fixer le prix additionnel pour l'usage de ce matériel partout où il a été nécessaire de l'employer. Je vais tâcher de me faire mieux comprendre en citant un exemple: supposons le cas où le contenu solide de ce matériel dans la formation d'une section de chemin de fer est de 1,000,000 de verges, et le prix pour les ouvrages en terre fixé à 33 cts. la verge. Si cette section est finie avec de la terre, elle coûterait \$330,000, mais si on ne peut se procurer de la terre et qu'il devienne nécessaire d'employer un matériel plus dispendieux pour lequel il n'a pas été fixé de prix, ce n'est pas à l'ingénieur à le fixer. Il ne devrait pas avoir le pouvoir de le fixer ni de donner à l'entrepreneur, sous quelque forme que ce soit, une compensation pour l'usage de ce matériel nouveau et plus coûteux. Si le nouveau matériel vaut deux fois autant que de la terre, je maintiens que le gouvernement devrait fixer le prix, et qu'on ne devrait pas demander à l'ingénieur de certifier qu'il y a 2,000,000 de verges de terre dans la formation d'une section de chemin de fer quand il n'y en a qu'un million. S'il est juste et équitable de payer à l'entrepreneur \$660,000 pour l'ouvrage, calculé à 66 cts. la verge exécutée avec du matériel de muskeg alors le prix devrait être fixé, comme je l'ai dit, à 66 cts., et le certificat de l'ingénieur serait ainsi dressé: 1,000,000 de verges de matériel de muskeg à 66 cts., total \$660,000; il ne devrait pas être comme suit: 2,000,000 verges cubes de terre à 33 cts. donnant un même total de \$660,000. Comme de raison, dans l'exemple que je cite, la compensation serait la même pour l'entrepreneur, mais la responsabilité tomberait sur qui de droit; le gouvernement étant la principale partie aux yeux de l'entrepreneur, fixerait le prix, et l'ingénieur ne serait pas appelé à certifier qu'un certain ouvrage contient 2,000,000 de verges cubes quand il n'en contient absolument qu'un million. On a déposé ici, devant cette commission, qu'il serait impossible de mesurer le muskeg dans un terrassement: Ce n'est pas mon avis. L'expérience m'a démontré que lorsque l'on veut bien faire une chose, on finit toujours par trouver le moyen de la faire, et je maintiens qu'il y aurait même une difficulté moindre, et une certitude plus grande d'arriver à un mesurage du matériel solide d'un terrassement, que dans le mesurage du muskeg, de la façon dont on s'y est pris.

" 21977. Vous donnez à entendre qu'il a été déclaré ici en témoignage devant nous, qu'il serait impossible de mesurer les quantités dans le terrassement: est-ce là ce que vous dites?—Oui.

" 21978. Je ne me rappelle pas cette affirmation, mais je me rappelle qu'il a été dit qu'il ne serait pas juste de mesurer la quantité dans le terrassement, et que la quantité enlevée devrait être le critérium établi pour les quantités dans les certificats. On arguait que, bien que la quantité fût moindre après le tassement ou resserrement du terrassement, il n'y avait aucune difficulté à s'assurer de ce qu'il contenait, mais

cela ne donnait pas une idée exacte du matériel tiré des excavations; est-ce bien là selon vous, le résumé de l'argument?—Je ne sais trop. J'ai compris qu'on avait déclaré ici qu'il serait impossible de mesurer le matériel dans le terrassement. Comme de raison, s'il était impossible de constater la quantité dans un terrassement, il serait inutile d'essayer à régler de cette façon avec l'entrepreneur; mais ce n'est pas impossible, la chose est très praticable. Je ne dis pas que l'entrepreneur serait payé équitablement ou en plein si on ne faisait pas un changement dans le prix. Je crois que tout entrepreneur devrait être traité équitablement, mais le mode de mesurer deux verges pour une ou d'appeler une espèce de matériel une autre espèce ne vaut rien.

" 2179. Vous êtes évidemment d'opinion qu'on a présenté quelque difficulté, par suite de l'impossibilité de mesurer les quantités actuelles telles qu'elles sont finalement dans les terrassements. C'est une nouvelle idée qui ne nous avait pas frappé encore, et personne avant vous ne l'a énoncée?—Elle ressort certainement des témoignages publiés.

" 2180. Eh bien, c'est une erreur. Dans tous les cas, voici quelle est la difficulté selon moi, bien que les quantités pussent être constatées dans le terrassement, elles ne montraient pas la quantité du matériel tiré des excavations, et les entrepreneurs soutenaient qu'ils devaient être payés pour la quantité enlevée et non pour la quantité restée finalement dans le terrassement, non pas à cause de la difficulté de la mesurer, mais à cause de l'injustice de prendre celle-ci comme règle décisive de la quantité qui avait été tirée des excavations?—Je me suis aperçu que quelques-uns des ingénieurs étaient disposés à attacher des prix aux ouvrages faits, et pour lesquels il n'y avait pas eu de prix fixé dans la cédule des prix. Par exemple un incendie pourrait se déclarer dans les bois et l'entrepreneur aurait à encourir des dépenses pour sauver le bois d'un pont ou d'une bâtisse. J'ai vu dans les rapports une réduction de deux verges de terre—tant de verges équivalant à autant d'argent. Comme de raison j'ai mis ordre à cela tout de suite, et j'ai dit: "Ce principe est erroné." Le rapport devrait montrer exactement pour quel objet la dépense a été encourue, et je maintiens qu'on devrait traiter le muskeg précisément de la même manière. S'il n'y avait pas de prix dans le contrat pour le muskeg, alors c'était au gouvernement et au gouvernement seul à en fixer le prix. Dans tous ces autres cas dont j'ai parlé, et où les dépenses pour ouvrages en sus m'ont été rapportées, tels que l'extinction des incendies, et ceci et cela, j'ai toujours insisté pour qu'on leur donnât leur vrai nom, et je laissais au ministre le soin d'en fixer le prix.

" 2181. Afin de rendre plus claires ce que je comprends avoir été les difficultés présentées à propos du mesurage, je vais vous dire maintenant ce que je pense de ce qui a été dit. Dans une occasion précédente, vous avez déclaré que la spécification permettait à l'ingénieur d'estimer ce matériel de muskeg d'une autre manière que le matériel ordinaire, parce qu'une clause dans les spécifications disposait que là où il était impossible de mesurer le matériel, on pourrait faire une règle exceptionnelle, et vous m'avez donné à entendre qu'il était impossible de mesurer le matériel dans l'endroit d'où il avait été d'abord tiré. C'était la difficulté présentée par vous, si je ne me trompe, et qui a conduit à l'application de cette clause particulière dans les spécifications—c'était l'une des difficultés; l'autre n'était pas le mesurage—dans la terrasse, mais que, en mesurant de nouveau, dans les localités de muskeg, les fossés et autres endroits d'où le matériel avait été extrait, on les trouvait si changés de forme qu'ils ne pourraient aider l'ingénieur à constater les quantités extraites en premier lieu?—C'est possible; mais il ne devrait pas y avoir de difficulté à mesurer un terrassement dans n'importe quel temps.

" 2182. Je n'ai encore vu personne qui ait présenté cette difficulté dans le mesurage des terrassements?—J'ai eu pour coutume invariable dans ces travaux et dans d'autres, de faire face tout de suite à la difficulté, et je ne fais de réflexion sur personne en disant ceci, parce que d'autres ont pu agir différemment; mais je crois qu'en principe, c'est une erreur de laisser aller les choses jusqu'au bout. Je crois que, quand l'on s'est aperçu pour la première fois que le matériel était d'une espèce tout exceptionnelle, il fallait tout de suite prendre le bœuf par les cornes, et soumettre la chose au gouvernement, et rejeter la responsabilité sur le gouvernement qui, en sa

qualité de partie contractante, réglerait l'affaire à sa guise. Je ne favorise pas l'idée de payer à l'entrepreneur moins que l'ouvrage lui a coûté. Je crois que l'entrepreneur devrait avoir un prix équitable pour son travail—un prix généreux même, si vous voulez—mais en même temps, les prix devraient être fixés d'une manière régulière. Je ne crois pas que l'ingénieur, ou aucun des ingénieurs, ou aucun de ses assistants, devrait avoir le pouvoir de fixer les prix directement ou indirectement.

" 21983. Ceci est en dehors de la question. Je ne crois pas que dans aucune partie de cette investigation on se soit occupé sérieusement de la question de savoir si un ingénieur pourrait faire un nouveau contrat pour le gouvernement, et, à mon sens, le point n'est pas contesté. J'ai compris que vous disiez qu'il ne serait pas convenable de certifier qu'il y avait 2,000,000 de verges dans un terrassement quand, en réalité, il n'y en avait qu'un 1,000,000; eh! bien, vous rappelez-vous qu'un ingénieur ait, en aucun temps, donné un certificat dans lequel il constate la quantité dans un terrassement?—Il certifie de la quantité dans l'ouvrage.

" 21984. Quel ouvrage?—Le chemin de fer.

" 21985. Mais vous rappelez-vous, dans votre expérience, qu'un ingénieur ait, en aucun temps, certifié des quantités dans un terrassement?—Je l'ai fait moi-même.

" 21986. Dans quelles circonstances?—Dans des circonstances peu différentes de celles-ci.

" 21987. Et le certificat allait-il à déclarer les quantités dans le terrassement?—Le certificat disait exactement ce qu'il signifiait, et c'est ce que tout certificat devrait faire.

" 21988. Mais comme je ne l'ai pas vu, je ne puis dire ce qu'il établissait; que disait-il?—Tant de verges de terre dans le terrassement.

" 21989. Dans ce cas dont vous parlez, le contrat disposait-il que les quantités pourraient être mesurées dans le terrassement?—Le cas dont je parle était simplement un contrat de cette espèce; l'entrepreneur devait recevoir des paiements pour telle quantité d'excavation de terre et ouvrage de terre.

" 21990. Voulez-vous dire que quand vous passez un contrat pour excavation de terre à tant la verge, la quantité qui reste dans l'ouvrage est un critérium équitable?—Pas toujours.

" 21991. Mais en est-ce un?—Il y a des exceptions aux règles ordinaires, et si l'exception n'existe pas ici, elle devrait y exister.

" 21992. Nous nous éloignons de la matière que nous étudions; vous voulez dire, peut-être, que la spécification devrait donner ce cas comme exceptionnel?—Oui; on devrait le rendre exceptionnel du moment que la difficulté surgit.

" 21993. Dites-vous qu'en vertu de ce contrat et de cette spécification, vous concevez que les ingénieurs auraient bien fait de certifier les quantités dans tout terrassement quelconque?—La bonne ligne de conduite à suivre est exactement à mon avis, celle que j'ai indiquée.

" 21994. Savez-vous si ces spécifications établissaient la manière dont le matériel sera mesuré et classé?—Le mot muskeg ne se trouve pas dans la spécification.

" 21995. Savez-vous s'il y a une clause qui couvre exactement ce cas-ci?—Non.

" 21996. Savez-vous si dans la sous-section 3, de la clause 17, on trouve ces mots: Toutes excavations de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des fossés d'écoulement, mentionnées dans la clause 13, seront considérées être des excavations de terre? Permettez-moi de m'en référer à une autre clause concernant l'excavation de terre.

" 21997. Mais vous n'avez pas répondu à ma question?—Oui; cela tendrait à prouver que ce matériel de muskeg pourrait être appelé de la terre.

" 21998. En vertu de la spécification?—En vertu de cette spécification particulière, mais ceci n'explique rien. La difficulté s'applique au mesurage de cette espèce particulière de terre. Je maintiens que nous devons payer pour l'effet utile produit par l'ouvrage même. Il en est de même pour un pont ou bâtisse; nous ne mesurerions pas la pierre dans la carrière, nous la mesurerions dans le mur solide, dans le pont ou dans la bâtisse.

" 21999. Cela dépendrait du contrat, n'est-ce pas?—Il y a des carrières qui ne fourniraient qu'une très petite proportion de pierre à bâtir et beaucoup de débris.



tandis que d'autres produiraient une très grande proportion de pierre propre à la construction.

" 22000. Ne voyez-vous pas que pour en faire un cas analogue, le contrat aurait à comporter que l'homme serait payé pour la bâtisse selon la quantité de pierre mesurée à la carrière—ce n'est pas l'usage de faire des contrats avec des conditions pareilles: dans ce cas-ci l'ouvrage devait être payé en raison de la quantité de matériel extrait?—J'admets que la spécification n'embrasse pas la question suffisamment, et voilà pourquoi il était d'autant plus nécessaire de soumettre la chose au gouvernement dès le commencement, et de lui en laisser la responsabilité.

" 22001. Vous admettez, si je comprends bien, que, bien que la quantité enlevée pût être constatée, cette quantité ne devrait pas être payée à moins qu'elle ne servît effectivement dans l'ouvrage?—La quantité de matériel utilisé des excavations ne pouvait être constatée que dans le terrassement. Vous ne pourriez pas constater le contenu solide d'un espace rempli de matériel solide et de matériel liquide tant que l'un ne serait pas séparé de l'autre.

" 22002. Ainsi vous soutenez que, bien que la quantité tirée des excavations pût être constatée, le matériel, tel qu'il était, la connaissance de la quantité extraite n'était pas suffisante pour justifier l'ingénieur à en certifier par écrit?—Pas dans ce cas-ci, à cause de la substance exceptionnelle du matériel.

22003. N'en est-il pas ainsi pour tout matériel de terre; que la quantité extraite ne produit pas son quantum entier plus tard?—Quelquefois elle l'exécède.

" 22004. Mais enfin quelle est la règle: en d'autres termes, plus ou moins cela ne ferait pas grande différence; n'est-ce pas le cas que la quantité de terre ordinaire enlevée n'est pas la même que celle que l'on trouve dans les terrains quand le tassement ou le resserrement s'est produit?—Cela dépend beaucoup du matériel, et pour enlever tout doute à cet égard, il a été d'usage de spécifier que tout matériel ordinaire serait mesuré dans les excavations, mais je soutiens qu'ici vous n'avez pas un matériel ordinaire. C'est un matériel exceptionnel, et il est nécessaire de le mesurer d'une autre façon, les spécifications y ont pourvu.

" 22005. La quantité enlevée de terre ordinaire sert-elle de base aux certificats de l'ouvrage, ou est-ce la quantité dans les terrassements, ou ces quantités différentes d'ordinaire?—La quantité de matériel dans l'ouvrage est, sans contredit, la quantité qui devrait être payée en vertu du certificat.

" 22006. Ces quantités diffèrent, règle ordinaire, quand on emploie de la terre ordinaire?—Elles diffèrent légèrement quand on se sert de terre ordinaire, mais pas dans une mesure bien sensible.

" 22007. Dans qu'elle mesure à peu près?—Je ne saurais dire dans le moment. Cela varie.

" 22008. Mais, en moyenne?—Il y a différentes opinions là-dessus. D'aucuns prétendent qu'il y a plus, d'autres moins. Cela dépend du point de vue où l'on se place. L'entrepreneur qui est payé d'une façon, arguera d'une façon; l'entrepreneur qui sera payé d'une autre façon, arguera d'une autre manière.

" 22009. Je vous demande votre expérience quant à la proportion relative; si la terre extraite d'excavations donne quelque critérium de la quantité qui se trouve dans les terrassements?—Oui.

" 22010. Quel critérium?—Quant à la proportion relative de l'une à l'autre, je ne pourrais vous la donner dans le moment.

" 22011. Ne pourriez-vous dire à peu près?—L'une ne diffère pas sensiblement de l'autre.

22012. Est-ce quelque chose comme les quatre cinquièmes: n'y a-t-il pas la différence d'entre quatre-vingt et 100?—Cela dépend de l'espèce de matériel, sable, ou glaise ou gravier.

" 22013. Cela n'est pas répondre à la question?—Je ne suis pas prêt à vous dire la proportion dans le moment.

" 22014. Pouvez-vous dire si, dans aucun de ces cas: terre, sable ou gravier, le certificat est basé sur la quantité trouvée dans le terrassement ou sur la quantité extraite?—Le certificat est basé sur la quantité extraite dans ce cas, pour la raison

qu'il est plus facile de mesurer dans les excavations que dans les terrassements, dans ces cas.

22015. Alors, suivant cette méthode, la quantité dans l'ouvrage devrait être payée, mais comme il est plus facile de mesurer dans les excavations, c'est la quantité extraite qui est payée; est-ce là ce qui se pratique dans les cas ordinaires?—Dans quelques cas; oui.

22016. Si l'effet légal de ce contrat dans ce cas-ci est que ce matériel sera considéré comme de la terre et traité en conséquence, alors, je le suppose, votre théorie est exacte; vous comprenez, sans doute, que votre argument s'applique, en réalité, à l'effet légal de ce contrat?—En ce qui concerne le mesurage, l'argument serait le même.

22017. Par exemple, si l'entrepreneur a le droit d'appeler ce matériel de la terre en vertu de son contrat et des spécifications y attachées, alors votre théorie sur la différence du matériel tomberait à néant?—Non; je ne le crois pas. Je crois que la responsabilité pèse sur l'ingénieur, que c'est à lui qu'il incombe de s'assurer de la quantité et c'est à lui de s'y prendre de la bonne manière.

22018. Si le contrat disait aussi, d'abord, que ce matériel est de la terre, qu'on le regardera comme de la terre et qu'on l'appellera de la terre, et ensuite, que la terre sera mesurée dans l'excavation, votre opinion resterait-elle la même?—Toujours, parce que j'aurais appliqué la clause No 30 de la spécification pour m'assurer de la quantité.

22019. Je crois que vous avez dit, dans une occasion précédente, que vous n'aviez jamais jugé nécessaire, malgré les différends sur le sujet, de faire et rendre les spécifications pour les contrats adjugés subséquemment plus positives et moins vagues que les spécifications précédentes quant au mode de mesurer le matériel des muskegs?—Je puis en dire la raison; la voici: je n'en savais rien moi-même avant que les autres spécifications ne fussent faites. On m'avait caché cette particularité—je ne le dis pas à dessein, mais je ne l'ai connue que lorsque les spécifications pour les autres contrats ont été faites et imprimées.

22020. Vous dites donc que vous n'avez pas eu l'occasion de corriger ces spécifications de manière à prévenir toute difficulté future sur le même sujet?—J'ignorais la difficulté jusqu'au moment où les spécifications ont été préparées.

22021. Mais elles auraient pu être modifiées en aucun temps avant la signature du contrat?—La méthode suivie était d'imprimer les spécifications, et d'imprimer aussi les contrats, pour que les entrepreneurs pussent connaître exactement avant de soumissionner quel contrat ils auraient à remplir, et dans ces cas-ci—ces derniers particulièrement, sinon tous les cas se rapportant au chemin du Pacifique—les contrats étaient imprimés et montrés aux entrepreneurs avant qu'ils envoyassent leurs soumissions.

22022. Le différend survenu entre les entrepreneurs et le gouvernement, ou du moins la difficulté à propos du mesurage du matériel de muskeg d'après quelque base convenable, est venu à votre connaissance pendant que vous étiez ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique?—Je vous ai expliqué, dans l'un de mes interrogatoires précédents, que malheureusement je ne me trouvais pas en pays dans le temps. Aussitôt que je fus revenu au Canada et que j'eus découvert qu'il y avait une difficulté, je donnai l'ordre aux ingénieurs de ne plus délivrer de certificats en faveur des entrepreneurs jusqu'à ce que nous eussions constaté en quoi consistait la difficulté.

22023. Pouvez-vous dire vers quel temps vous en avez eu la nouvelle pour la première fois?—Oui, en consultant une lettre que j'écrivis. C'était vers la fin de 1878. J'ai envoyé chercher la lettre.

22024. Vous avez parlé de la méthode de mesurer les quantités restées dans l'ouvrage au lieu de celles qui avaient été actuellement extraites: il est généralement entendu, je crois, que la pierre forme une plus grande quantité dans la terrasse que sa capacité cubique avant son extraction?—Oui.

22025. Quelle est la règle suivie pour la pierre: la mesure-t-on ordinairement dans l'excavation?—Oui; on la mesure toujours dans l'excavation—toujours.

22026. Pourquoi ne la mesure-t-on pas dans la terrasse?—Parce qu'on peut la

mesurer facilement dans l'excavation. Le matériel de muskeg ne peut pas se mesurer correctement dans l'excavation—on ne l'y peut pas mesurer du tout.

"22027. Alors, dois-je comprendre que votre objection à le mesurer dans l'excavation repose sur l'impossibilité de mesurer la quantité extraite?—Oui; j'objecte au mesurage de l'excavation du muskeg ou de tout autre matériel.

"22028. Dois-je comprendre que vous dites que lorsque la nouvelle de cette difficulté vous est parvenue pour la première fois, je parle de la difficulté de mesurer le matériel du muskeg, vous avez ordonné aux ingénieurs sous vous de ne plus le laisser davantage mesurer de cette façon?—Je pris de suite des mesures pour constater la nature précise de la difficulté et je donnai des instructions positives que dorénavant aucuns certificats ne seraient délivrés en faveur de l'entrepreneur.

"22029. Vous voulez dire basés sur la quantité de muskeg extraite?—Oui.

## APPENDICE No. 11.

DOCUMENTS CONCERNANT LA RETRAITE DE M. SANDFORD FLEMING, DE LA CHARGE D'INGÉNIEUR EN CHEF.

*LETTRE du secrétaire du département des chemins de fer et canaux, renfermant un ordre du conseil, nommant M. Sandford Fleming aux emplois d'ingénieur consultant du chemin de fer du Pacifique et ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial.*

DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

OTTAWA, 3 juin 1880.

MONSIEUR,—J'ai ordre d'inclure, pour votre information, copie d'un ordre du conseil portant la date du 22 du mois dernier, vous nommant ingénieur consultant du chemin de fer du Pacifique, et ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial.

Je demeure, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. BRAUN,  
Secrétaire.

SANDFORD FLEMING, Ecr.

*COPIE d'un rapport du comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le gouverneur-général en conseil, le 22 mai 1880.*

Conformément à un mémoire du Ministre des chemins de fer et canaux relatif au chemin de fer Intercolonial, établissant qu'un nombre considérable de procès intentés contre le gouvernement par les entrepreneurs étaient encore en litige, que ce serait une tâche difficile pour qui que ce soit, à l'exception de l'ingénieur qui s'est occupé des travaux depuis leur commencement, de régler et d'arranger finalement de telles réclamations d'une manière satisfaisante, et recommandant que M. Sandford Fleming ci-devant ingénieur en chef du dit chemin de fer du Pacifique, soit relevé de ses devoirs et responsabilités comme ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique, et soit renommé ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial, pour examiner les réclamations non réglées qui se sont élevées au sujet de cette entreprise, sur lesquelles aucune décision judiciaire n'a été rendue et aucun rapport sur chaque cas en particulier, n'a été adressé au département des chemins de fer et canaux :

Le ministre considère qu'il est important qu'il continue à avoir le bénéfice de l'habileté professionnelle de M. Fleming et de son jugement, pour les questions importantes qui se rattachent à la construction du chemin de fer du Pacifique; il recommande en conséquence que ce fonctionnaire soit retenu comme ingénieur consultant pour ce travail, dans le but de prêter assistance en cette qualité au ministre et aux employés du département.

Le ministre recommande de plus que M. Fleming reçoive un traitement de \$6,000 par année tout le temps qu'il occupera les doubles fonctions d'ingénieur consultant du chemin de fer du Pacifique et d'ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial.

Le comité soumet les recommandations ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié,

(Signé), " J. O. COTE,  
Greffier du Conseil Privé.

*LETTRE de M. Sandford Fleming à l'honorable Ministre des chemins de fer et canaux, soumettant les raisons qui le poussent à refuser la nouvelle position qui lui est assignée.*

OTTAWA, 7 juin 1880.

MONSIEUR,—L'arrêté du Conseil en date du 22 mai, m'a été soumis par le secrétaire, dans une lettre portant la date du 3 courant.

Par cet arrêté, je suis relevé de mes devoirs et de mes responsabilités comme ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique, et nommé ingénieur consultant. Je suis nommé ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial pour m'enquérir des réclamations non réglées qui se sont élevées dans le cours de la construction.

J'ai rempli pendant neuf ans les fonctions d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique; j'ai fait tous mes efforts pour exécuter les instructions et accomplir les désirs du gouvernement; mes travaux ont été parfois écrasants, mais j'ai consacré toute mon énergie à faire avancer le travail et j'ai fait tout en mon pouvoir pour promouvoir les intérêts généraux du pays en me consacrant à cette entreprise.

A cette période du projet de l'entreprise, je dois rappeler tout ce qui a été accompli. Le problème difficile de la possibilité de la route, a été résolu avec succès.

Le travail des plus écrasants imposé à l'ingénieur en chef a été accompli. Généralement parlant, le plan général du chemin de fer et de ses nombreux travaux a été étudié; les difficultés ont été surmontées; les détails arrangés; les plans préparés; les spécifications rédigées, les contrats passés; le mode de procédure établi; le système relatif à l'exécution des travaux organisé, et les instructions aux différents employés ont été adressées et mises en vigueur. L'organisation a été si parfaite dans tous ses points, que le devoir qu'il reste à accomplir consiste principalement dans une surveillance générale et la mise en pratique de ce qui a été arrangé et déterminé. Je puis donc abandonner la position que j'ai si longtemps occupée avec un sentiment de confiance dans l'avenir, et quoique des difficultés que personne ne peut prévoir puissent se présenter d'elles-mêmes, je crois pouvoir dire que toutes les éventualités qui peuvent se présenter ont été considérées et qu'il y a été pourvu autant que possible.

Ayant été si activement mêlé à l'entreprise dès ses débuts, et ayant eu à former et à perfectionner son organisation pour la conduire à son achèvement, je ne cesserai jamais de prendre le plus vif intérêt à ce grand travail, et je serai toujours disposé et prêt à donner mon avis et à rendre tous les services en mon pouvoir pour l'établissement du réseau de chemin de fer du Pacifique.

Mais ma nomination pour m'enquérir des réclamations non réglées qui se sont élevées dans le cours de la construction du chemin de fer Intercolonial, me place dans une position aussi embarrassante que désagréable. Le service n'est pas strictement de la nature de ceux que rend un ingénieur et il était difficile de choisir un devoir qui me répugne davantage et pour lequel je semble moins propre, vu mes antécédents dans cette question des réclamations.

Les difficultés dont il faut s'enquérir maintenant et qui doivent être réglées, sont dues principalement à l'adoption d'une politique tout à fait en désaccord avec les vues que j'entretenais et les recommandations que j'ai faites lorsque j'étais ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial, il y a quelques années. Elles se sont produites à cause du peu de cas qu'on a fait des avertissements pressants et répétés que j'ai

adressés par lettres, officielles ou non, au chef du département, durant la première période de la construction. J'exposerai donc respectueusement que je ne suis pas la personne qui puisse faire une enquête. Quelle que soit la décision que je rende, quel que soit le rapport que je fasse, la personne contre qui il serait dirigé serait en position de le récuser, comme résultant d'idées préconçues, et de soutenir qu'il a été adopté pour se conformer à des opinions précélemment exprimées. Le service que l'on propose de m'assigner est si rempli de complications, que je puis prévoir qu'il me sera entièrement impossible de m'en acquitter avec quelque espérance de donner satisfaction en quelque quartier; de plus, à cause de ma décision, je serai exposé à des attaques dans le parlement et dans la presse; on dira que mon dessein et mon but étaient de soutenir les théories et les opinions que j'avais exprimées précédemment.

Le gouvernement aussi ne peut manquer de reconnaître que dans une question de cette importance, se rattachant au règlement de réclamations se montant à plusieurs millions de piastres, on doit éviter tout ce qui pourrait motiver des critiques hostiles.

Le sentiment du devoir m'a toujours poussé à servir le gouvernement aussi bien que possible dans toutes les fonctions que j'ai occupées. Dans ce cas, je crois qu'il est de mon devoir de déclarer qu'on ne peut atteindre aucun résultat satisfaisant en me chargeant d'essayer de régler les réclamations du chemin de fer Intercolonial, et qu'il ne me semble pas m'appartenir de me mêler de l'enquête.

En déclinant cette charge, je n'ignore pas que je mets fin à mes rapports avec les grandes entreprises de chemin de fer du Canada auxquelles j'ai consacré les dix-sept meilleures années de ma vie, dans la position responsable d'ingénieur en chef.

Il me sera particulièrement pénible de me séparer du chemin de fer du Pacifique dans sa condition actuelle, mais les termes de l'arrêté du conseil ne me laissent pas d'alternative.

En conséquence, pour les raisons que je viens d'exposer, je demande respectueusement au gouvernement de me permettre de décliner la position qui m'est assignée.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

SANDFORD FLEMING.

*LETRE de l'honorable Ministre des chemins de fer et canaux, accusant réception de la lettre de M. Sandford Fleming, refusant d'accepter la position d'ingénieur consultant du chemin de fer du Pacifique et d'ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial.*

BUREAU DU MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX, CANADA.

OTTAWA, 10 juin 1880.

MON CHER MONSIEUR, — Je dois accuser réception de votre lettre refusant pour les raisons qui y sont énoncées, d'accepter le poste d'ingénieur consultant du chemin de fer du Pacifique et d'ingénieur en chef du chemin de fer Intercolonial, qui sera dûment communiquée à mes collègues. Entretenant, comme je le fais, la plus haute estime pour votre habileté et votre intégrité, je ne puis qu'exprimer mon profond regret de ce que vous n'avez pas cru qu'il fût de votre devoir d'accepter la position à laquelle vous avez été nommé.

Désirant votre succès et votre bonheur futur,

Je demeure, votre dévoué,

CHARLES TUPPER.

SANDFORD FLEMING, écr., I.C., C.M.G.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE, OTTAWA, 1er juillet 1880.

Par les documents annexés, publiés avec autorisation, vous apprendrez que j'ai cessé d'appartenir au service du gouvernement.

Pendant les dix-sept dernières années, j'ai servi sous différentes administrations

comme ingénieur en chef d'importants travaux publics; d'abord le chemin de fer Intercolonial et plus récemment le chemin de fer du Pacifique. Je ne puis cesser d'agir comme je l'ai fait jusqu'ici, sans me rappeler mes anciennes relations avec ceux qui m'ont aidé et je ne puis abandonner la position que j'ai si longtemps occupée sans adresser mes adieux à ceux d'entre vous qui m'ont été associés.

Dans des entreprises aussi gigantesques, embrassant des questions si compliquées, il n'est pas possible d'éviter des différences d'opinions et quelques difficultés naissent de là. Mais ces difficultés ont été excessivement rares et elles ont été compensées au-delà par les relations excessivement agréables qui ont généralement existé; par la vive satisfaction qui provenait du devoir accompli et par la nature absorbante du travail lui-même.

Comme chef du personnel des ingénieurs à qui le gouvernement s'adressait pour obtenir ses opinions et des rapports sur toutes les questions, comme fonctionnaire responsable de la direction de toutes les opérations et de l'arrangement de chaque détail, depuis le commencement des explorations jusqu'au moment présent, c'est avec un profond regret que j'abandonne mes rapports avec le chemin de fer du Pacifique à ce moment. Je ne puis cacher aux membres du personnel que j'aurais préféré rester avec eux pour les aider à attendre l'heureux résultat de nos travaux réunis. Mais les circonstances ont exigé qu'il en fût autrement et le moment est venu où mes rapports avec la grande entreprise à laquelle j'ai consacré toutes les forces de mon énergie doivent prendre fin.

D'un autre côté je conçois qu'il m'est permis de considérer avec une légitime satisfaction les progrès qui ont été faits. Ce vaste territoire sur lequel se sont portées nos investigations, n'est plus aujourd'hui une terre inconnue. Nos travaux ont heureusement renversé les fortes barrières placées par la nature et tout problème relatif à la responsabilité de l'entreprise a été résolu. La construction se poursuit à différents points, sur une étendue de près de 2,000 milles et dans un peu plus d'une autre année, l'achèvement de 600 milles au moins de chemin de fer sera un fait accompli. Dans cette courte période, une voie de communication sera ouverte au milieu du territoire canadien pour attirer les colons dans nos vastes et fertiles solitudes, destinées à recevoir des millions d'habitants.

En abandonnant le poste d'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique, j'entretiens les sentiments les plus affectueux pour tous et chacun de vous. Je me rappellerai toujours avec un vif plaisir les relations d'amitié que j'ai formées dans le cours de ma carrière officielle. Je serai toujours heureux d'apprendre la prospérité de mes anciens associés et je suivrai avec un intérêt profond, je pourrais dire patriotique, le développement d'une entreprise nationale que j'ai eu l'heureux privilège d'aider à parvenir à la condition dans laquelle elle se trouve maintenant.

De nouveau, avec ma meilleure amitié et mes meilleurs souhaits à tous,—Adieu.

SANDFORD FLEMING.

Aux membres du personnel des ingénieurs et autres officiers.